

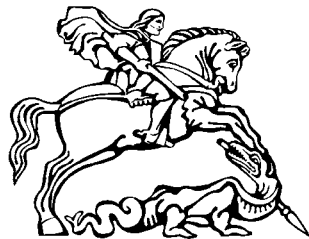
# STUDI VENEZIANI

N.S. L (2005)



PISA · ROMA  
ISTITUTI EDITORIALI  
E POLIGRAFICI  
INTERNAZIONALI  
MMV

STUDI VENEZIANI



FONDAZIONE GIORGIO CINI ONLUS  
SAN GIORGIO MAGGIORE · VENEZIA

\*

*Direttore scientifico:*  
GINO BENZONI

\*

Registrazione del Tribunale di Pisa N. 9  
del 10/4/1985

*Direttore responsabile:*  
GILBERTO PIZZAMIGLIO

\*

*Amministrazione e abbonamenti:*  
Accademia Editoriale, S.r.l.  
Casella postale n. 1. Succursale n. 8  
I 56123 Pisa

*Uffici di Pisa:*  
Via Santa Bibbiana 28  
I 56127 Pisa  
Tel. +39 050 542332 (r.a.), telefax +39 050 574888  
E-mail: [accademiaeditoriale@accademiaeditoriale.it](mailto:accademiaeditoriale@accademiaeditoriale.it)

*Uffici di Roma:*  
Via Ruggiero Bonghi 11/b  
I 00184 Roma  
Tel. +39 06 70452494 (r.a.), telefax +39 06 70476605  
E-mail: [accademiaeditoriale.roma@accademiaeditoriale.it](mailto:accademiaeditoriale.roma@accademiaeditoriale.it)

[www.libraweb.net](http://www.libraweb.net)

\*

La Casa editrice garantisce la massima riservatezza dei dati forniti dagli abbonati e la possibilità di richiederne la rettifica o la cancellazione previa comunicazione alla medesima. Le informazioni custodite dalla Casa editrice verranno utilizzate al solo scopo di inviare agli abbonati nuove proposte (L. 675/96).

\*

© 2005, TUTTI I DIRITTI RISERVATI  
*Stampato in Italia · Printed in Italy*

## SOMMARIO

## STUDI

LUDIVINE OLARD, <i>La perversion d'un rite de passage: la Balla d'oro a Venise (xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècles)</i>	15
EMMANUELLE PUJEAU, <i>Bartolomeo Colleoni ou l'utilisation d'un mythe</i>	41
JACOPO PIZZEGHELLO, <i>Montagne contese. Il Congresso di Trento (1533-1535) e il confine veneto-trentino-tirolese sulle Prealpi vicentine</i>	69
ANTONELLA BARZAZI, <i>Immagini, memoria e mito: l'ordine dei serviti e Sarpi nel Seicento</i>	115
MASSIMO FAVILLA, RUGGERO RUGOLO, <i>Un pittore 'reale'. Riflessioni su Louis Dorigny</i>	137
MAURIZIO SANGALLI, <i>Gli scolopi e la Serenissima: verso il riconoscimento (1630-1730)</i>	173
SERGIO PERINI, <i>Tra riformismo e conservazione: il rinnovamento delle corporazioni veneziane nel secondo Settecento</i>	197

## NOTE E DOCUMENTI

FEDERICA AMBROSINI, <i>Voci e presenze femminili in terra veneta tra xiv e xviii sec.</i>	257
MANUEL RIGOBELLO, <i>Le compagnie dei bombardieri della Serenissima: il caso padovano</i>	267
BARBARA BOCCAZZI MAZZA, <i>Governare i 'luoghi pii': la casa delle zitelle</i>	293
ROSSANA VITALE D'ALBERTON, <i>I giardini di cera della Serenissima. Gio. Batta Talamini, un originale ceroplasta nella Venezia del Settecento</i>	301
LILIANA DE VENUTO, <i>A proposito di teatro: due ragionamenti settecenteschi da Rovereto</i>	339

## RECENSIONI

WALTER HABERSTUMPF, <i>Dinasti Latini in Grecia e nell'Egeo...</i> (F. PESSOTTO)	377
<i>Chioggia e il suo territorio</i> , a cura di Pier Giorgio Tiozzo (S. PERINI)	379
LORENZO TOMASIN, <i>Il volgare e la legge...</i> (A. CONZATO)	380
ANNAMARIA CONFORTI CALCAGNI, <i>Bellissima è dunque la rosa...</i> (B. BOCCAZZI MAZZA)	383
MASSIMO CAPULLI, <i>Le navi della Serenissima...; AUTORI VARI, La galea ritrovata...</i> (U. TUCCI)	384
AUBREY DILLER, HENRI D. SAFFREY, LEENDERT GERRIT WESTERINK, <i>Bibliotheca Graeca ... Dominici Grimani...</i> (M. LOSACCO)	386
PAOLO SARPI, <i>Dominio del Mare Adriatico...</i> (C. PIN)	392
GINO BENZONI, <i>I "frutti dell'armi"...</i> (M. SARNELLI)	396
FEDERICO BARBIERATO, <i>Nella stanza dei circoli...</i> (E. CASALI)	400
CRISTIANA MAZZA, <i>I Sagredo, committenti e collezionisti...</i> (M. FAVILLA, R. RUGOLO)	402
ANTONIO CONTI, <i>Lettere ... a Madame... de Caylus...</i> , a cura di Sylvie Mamy (P. DEL NEGRO)	403
FILIPPO MARIA PALADINI, <i>"Un caos che spaventa"...</i> (E. IVETIC)	407

STUDI

LUDIVINE OLARD

LA PERVERSION D'UN RITE DE PASSAGE :  
LA BALLA D'ORO A VENISE (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> SIÈCLES)

LA République de Venise, héritière du droit romano-byzantin, aurait été fondée par un groupe de douze *Casate* (Maisons). De modeste assemblée regroupant tous les habitants de la lagune, le conseil délibérant des affaires de l'Etat devint réservé aux seuls citoyens. La croissance démographique suivant son cours, il fallut créer une institution représentative – et toujours souveraine – du *populus*, au sens romain du terme, c'est-à-dire les patriciens, gouvernant la Cité, garants du respect et de la pérennité de la *Res Publica*, la chose publique. Ainsi, fut instauré le Grand Conseil, regroupant tous les patriciens vénitiens de sexe masculin et dont la mission était l'élaboration des lois et l'élection des officiers publics.

Un tel système politique reposait sur une égalité théorique garantie à tous les jeunes de vingt-cinq ans, âge qui leur conférait le droit de siéger à la dite assemblée. Il faut noter que les écrits qualifiaient de «nobles vir ser» tel ou tel «patricien». De fait, les termes de noblesse et de patriciat, contrairement à d'autres cités-Etats ou régimes politiques, restaient synonymes à Venise. A la fin du treizième siècle, la *Serrata*<sup>1</sup> du Grand Conseil réduisit la participation au pouvoir par l'établissement d'une liste des *Casate* nobles, figeant ainsi le groupe patricien dans des cadres lignagers. En 1319, fut instauré un rite<sup>2</sup> de passage autorisant l'entrée anticipée à l'assemblée pour un quart des jeunes hommes ayant atteint l'âge de dix-huit ans: on ouvrait ainsi l'assemblée aux nobles mineurs. La croissance démographique du patriciat vénitien rendit nécessaire ce marqueur social, témoin de la fin de l'adolescence, qui prit peu à peu l'allure d'un baptême politique affirmant l'existence sociale du jeune patricien. La mise en place de ce rituel confirmait cependant la prudence, voire une certaine méfiance, traditionnelle chez les dirigeants vénitiens, à l'égard des cadets considérés comme immatures et irresponsables.<sup>3</sup> Cette faveur accordée cependant à tous les jeunes nobles de dix-huit ans (ou vingt ans selon la loi positive) se matérialisa par une loterie annuelle: la cérémonie de la *Barbarella*, du nom de sainte Barbara, la patronne des marins fêtée le quatre décembre. A cette occasion, était tirée au sort une boule dorée. Une loi votée en 1414<sup>4</sup> limita définitivement ce tirage au sort au cinquième des candidats inscrits soit environ une trentaine de jeunes. L'admission au Grand Conseil et au-delà, la participation à la gestion de la Cité, prenaient des airs de privilège. A partir de cette date, l'admission définitive au Grand Conseil<sup>5</sup> grâce au tirage au sort correspondit à «une présentation au Temple des

1. Cf. *infra* sur l'évolution de la sélection des membres du Grand Conseil à partir de l'an 1297.

2. S. CHOJNACKI, *Il raggiungimento della maggiore età politica a Venezia nel xv secolo*, dans *Venezia tardomedioevale, Istituzioni e società nella storiografia*, Venise, 1986, p. 7: «rito di passaggio alla maturità patrizia».

3. R. FINLAY, *Politics in Renaissance Venice*, Londres, 1980 et l'éd. italienne, *La vita politica nella Venezia del Rinascimento*, trad. par A. Pedrazzi, Milan, 1982, que nous utiliserons ici pour les références, p. 44: «i giovani patrizi non erano ritenuti responsabili nei confronti della vita politica, e quindi la loro abitudine di scorrazzare per la città indossando calzabracche multicolori era considerato consona alla loro immaturità, anche se costituiva un deplorabile spreco di denaro».

4. Archivio di Stato di Venezia (ASV): *Maggior Consiglio, Deliberazioni*, Leona. Il n'existe pas de registre antérieur à cette date. Et pour cause, avant 1414, il n'était pas nécessaire de prouver son ascendance noble, etc. La présence connue du père du jeune en tant que membre du Grand Conseil suffisait à prouver l'état noble.

5. CHOJNACKI, *Il raggiungimento della maggiore età*, cit., p. 71. De récentes recherches ont mis à jour la domination précoce d'une dizaine de familles sur le secteur traditionnellement florissant de l'économie vénitienne après 1450: le commerce maritime. Nous savons par ailleurs qu'entre 1500 et 1529 plus de 30% des patrons de galères marchandes nommés par le Sénat appartient à moins de 6% des *Casate* qui participent avec assiduité au commerce maritime. L'oligarchie patricienne resserre manifestement ses rangs au début du seizième siècle et ce phénomène n'épargne pas les plus grands noms de Venise.

jeunes nobles qui étaient accueillis par leurs pairs»: la réduction des possibilités d'accès à l'assemblée souveraine et avec elles l'éloignement des espérances de prendre part à l'économie de la cité s'accéléraient.

La *Balla d'oro* désignait à la fois la cérémonie et le registre immortalisant l'identité des candidats, tenu par les magistrats de l'*Avogaria di Comun*. D'autres lois renforceront encore les critères de sélection des candidats. Les éléments liés à l'évolution de ce rite de passage révèlent l'importance que les autorités et les Maisons aristocratiques accordaient à cette étape décisive de la vie patricienne, dans la marche vers le *cursus honorum* et l'identification des membres du groupe dominant.

Les critères d'appartenance au patriciat vénitien (et donc à l'assemblée politique de Venise) furent fixés par la loi de 1297.<sup>6</sup> Cette mesure sonnait le glas du rêve d'ascension sociale pour de nombreux Vénitiens et annonçait l'«introversion» du patriciat qui deviendra bientôt récurrente: être noble était alors devenu un privilège de naissance. Ainsi, on devenait rarement noble au sein de la République.<sup>7</sup> Malgré la croissance démographique patricienne provoquant le morcellement des *Casate* en une multitude de rameaux,<sup>8</sup> la compétition internobiliaire se renforça et atteignit son apogée à la fin du quinzième siècle, période charnière pour l'histoire sociale du patriciat vénitien.

Depuis les années 1970, l'historiographie s'accorde à dire qu'elle fut marquée par un basculement législatif durable consécutif à l'augmentation de la population masculine noble ayant profondément modifié la composition de cette catégorie sociale. Il semble en effet que cette population ait augmenté, mais dans quelle mesure? Il me semble que l'afflux des rapatriés pourrait expliquer ce phénomène, sachant qu'à la même période le nombre des naissances nobles reste stable dans la lagune. La routine (tous les patriciens de moins de vingt-cinq ans tentaient auparavant leur chance à la *Barbarella*) fit place à une sélection rigoureuse basée sur les critères de la pureté du sang puis des garanties financières. Les écrits du début du seizième siècle rapportent les plaintes de patriciens nostalgiques du mythe de l'égalitarisme vénitien. Par exemple, ces derniers dénonçaient la multiplication des entrées anticipées obtenues à la suite du versement d'un prêt à l'Etat («per denari» c'est-à-dire «contre de l'argent»). La crise qui frappait l'économie vénitienne à la suite de la perte des territoires d'Outre-mer et des guerres d'Italie provoqua le retour des colons, expatriés depuis des siècles, et accéléra le dévoiement de la *Barbarella*, instrumentalisée par le pouvoir.<sup>9</sup>

Ce rite de passage participait au fonctionnement régulier des institutions républicaines en assurant le renouvellement social de l'assemblée. Praticqué depuis plusieurs siècles, respecté et désiré, il était ainsi détourné de sa vocation première: assurer l'initiation politique et sociale de la jeunesse patricienne de Venise. On aurait pu le croire désuet – puisqu'une majorité de nobles semblait y avoir accès – or, il servit à renforcer la mainmise d'une minorité oligarchique sur une majorité en voie d'appauvrissement et de marginalisation sociale. Ce processus jadis intégrateur devint un élément d'exclusion exprimant un choix politique: celui du déclassé, tel fut le paradoxe. De toute évi-

6. S. CHOJNACKI, *Identity and Ideology in Renaissance Venice, Venice reconsidered*, The Johns Hopkins University, 2000, pp. 263-294: l'Auteur distingue d'autres *serrate* successives tout au long des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles.

7. En 1381, une nouvelle 'fournée' de patriciens fut créée. Des grâces étaient parfois accordés en remerciement des services rendus à la République, mais ces anoblissements restaient ponctuels et limités à des alliés politiques (voire financiers) essentiels.

8. ASV: *Miscellanea*, M. BARBARO, *Arberi de'patritii veneti*, 65 volumes.

9. B. DOUMERC, *Novus rerum nascitur ordo: Venise et la fin d'un monde (1495-1511), Mélanges offerts au professeur M. Balard*, à paraître, pp. 1-3: «L'impatience des immigrés démunis, depuis l'abandon d'un grand nombre de colonies, provoquait alors une très forte conflictualité sociale au sein d'un groupe nobiliaire de plus en plus hétérogène. [...] Il n'était plus de mise de maintenir artificiellement le mirage de l'égalitarisme des nobles au sein de l'Etat patricien. Trop souvent les chroniqueurs évoquent dans leurs récits, les étapes successives conduisant à la paupérisation et à la marginalisation d'une partie des nobles déclassés. Parmi ceux-ci, un grand nombre de rapatriés, amers et déçus par l'attitude des lagunaires, cherchaient à obtenir par la revendication active une aide nécessaire à la survie des leurs».



dence, il ne suffisait plus d'être issu de la classe patricienne mais il fallait alors mériter de servir l'Etat. Ce contexte politique troublé était le théâtre de pratiques discriminatoires qui méritent à présent d'être expliquées.

#### LE RITE INITIATIQUE DU PATRICIAT VÉNITIEN

A la fin du quinzième siècle, tout jeune souhaitant anticiper son initiation politique devait donc réussir l'épreuve du tirage au sort de la boule dorée. Au cours du processus<sup>10</sup> le conduisant à l'assemblée, le jeune noble était encadré par des adultes souvent membres de sa propre famille<sup>11</sup> (issue elle-même du rameau rattaché à une *Ca'*) mais aussi de parents éloignés voire de relations d'affaires. La reconnaissance de son statut de noble par les autorités de la République lui conférait un rôle social en tant que représentant du *popolo* et futur électeur à l'assemblée souveraine.<sup>12</sup> Un tel rite se déroulait en plusieurs phases: d'abord, le jeune présentait sa candidature auprès des *avogadori di comun*,<sup>13</sup> les 'avocats de la Commune' c'est-à-dire les magistrats garants du respect des lois. Ils enquêtaient sur l'authenticité des déclarations de noblesse, la légitimité de naissance et l'âge du jeune candidat. Si tout était en règle, la demande était enregistrée sur les cahiers de leur office, l'*Avogaria di Comun*. Ensuite, le quatre décembre suivant, le jeune noble tentait de figurer parmi le cinquième des candidats admis soit une trentaine de chanceux. Dès que ce chiffre était atteint, on interrompait le tirage. Précisons d'emblée que l'admission anticipée permettait l'initiation mais ne conférait aucune prérogative électorale. Il restait au novice plusieurs années pour faire son apprentissage. L'apprentissage par l'observation,<sup>14</sup> tel fut le véritable dessein de l'admission anticipée. En effet, lors de sa formation, il assistait aux séances en silence: il ne devait sous aucun prétexte prendre la parole durant les débats et ne pouvait dans ces conditions donner sa voix aux élections qui se déroulaient à l'assemblée. Enfin, le jour de son vingt-cinquième anniversaire, l'initiation prenait fin: il possédait alors tous les droits de l'expression politique.

Le caractère exclusif du rite organisé selon les règles habituelles, donnait à ses participants le sentiment d'appartenir à un groupe de privilégiés. En effet, la *Barbarella* distinguait une minorité en la valorisant et en discriminant une autre, les jeunes issus de mère non-noble par exemple. L'enjeu était donc considérable pour la masse des candidats au tirage au sort. Ce qui explique la formidable entreprise de contrôle (détournement?) qui fut mise progressivement en place à partir du quatorzième siècle. La sélection imposée par la procédure de l'enregistrement entrava ponctuellement l'accès anticipé au Grand Conseil d'un plus grand nombre de nobles: par exemple, une loi de 1503<sup>15</sup> fit

10. Processus clairement décrit par D. E. QUELLER dans *Il patriziato veneziano. La realtà contro il mito*, Rome, 1987, pp. 159-202; [éd. originale en anglais, Urbana and Chicago, 1986].

11. J'entends le terme «famille» comme le jeune, ses géniteurs, ascendants et collatéraux du premier degré.

12. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 43.

13. L'*Avogaria di Comun* veille à la préservation des intérêts de la République (du latin *res publica*, la chose publique), de tous les citoyens vénitiens contre la force des intérêts particuliers.

14. R. FINLAY, *The Venetian Republic as a gerontocracy: age and politics in the Renaissance*, «The Journal of Medieval and Renaissance Studies», 8, 1978, pp. 157-178.

15. ISTITUTO STORICO ITALIANO PER IL MEDIO EVO, *Rerum Italicarum Scriptores, Raccolta degli Storici Italiani dal cinquecento al millecinquecento ordinata da L. A. Muratori*, t. XXIV-partie III (*I Diarii di G. Priuli* - vol. II), Bologne, N. Zanichelli, 1937, 324, 325: «Fu preso etiam questo giorno in questo Magior Consiglio et determinato che tutti quelli, che heranno debitori delle 30 et 40 per cento, che heranno denari quassi robati, dovessenno restituirli in termine limitato, aliter non potessenno andar a capello nè intrar in lectione, et, se a chaxo entrassenno in lectione et tochassenno balota d'oro, essendo trovati debitori, dovessenno esser mandati via. Et questa parte avea qualche contradictione, perchè non hera honesto per debito alcuno privar niuno gentilhomio dela nobiltade sua, et apareva quasi che, non potendo tochar balota d'oro over andar in lectione, dovesse privato della gentileza; tamen fu prexa et hebe balote di no 457, de sì 961».

M. SANUDO, *I Diarii*, 38 vol., 2<sup>e</sup> éd., Bologne, 1949-1979: 5, c. 468: «Posta per el serenissimo, consieri e cai di 40, ut supra, la parte di debitori di le 30 et 40 per 100, tanse e mità dil neto, presa in Pregadi, che non possino andar in electione ut in parte, ma siano cazati zoso. Etiam in Pregadi si vardano li dibitori, e in scurtinio dil mazor Consejo etiam, excepto capitani zeneral, proveditori di l'armada e avogadori di comun».

de ce rituel un 'honneur civique' ouvert aux plus riches. Elle exclut les débiteurs de l'Etat de tous les conseils c'est-à-dire la majorité désargentée<sup>16</sup> de la noblesse vénitienne. Bien qu'égaux face aux conditions théoriques de candidature, l'admission finale restait le fruit du hasard. L'entrée anticipée au Grand Conseil dépendrait-elle seulement de la chance dont jouissait un candidat? Le rite de la *Balla d'oro* porté par l'espérance de la jeunesse masculine, autorisait plusieurs tentatives: chaque année jusqu'à la réussite définitive à la *Barbarella* et jusqu'à ses vingt-cinq ans accomplis! Le succès ouvrait des perspectives de carrière tant au jeune admis qu'aux membres de sa famille et à son réseau de clientèle, c'est pourquoi les proches fêtaient tous avec faste cet événement.<sup>17</sup> R. Finlay<sup>18</sup> décrit le Grand Conseil comme «un lieu où les patriciens passaient d'un siège à l'autre en s'échangeant des messages et des *'pettegolezzi'* [...] et constituait une singulière combinaison d'assemblée électorale, convention permanente, club exclusif et agence [matrimoniale]. La place du *broglio*<sup>19</sup> s'étendait pratiquement jusqu'à l'intérieur du Palais Ducal».

Alors que les magistrats de la Commune surveillaient les enregistrements, le Grand Conseil n'hésitait pas à suspendre le tirage au sort lorsque la démocratie était menacée. Il en fut ainsi en 1436, lorsque l'épidémie de peste s'abattit sur la ville et rendit inutile une telle formalité compte-tenu du manque de candidats désireux de participer au tirage au sort. Tous les jeunes patriciens pouvaient à nouveau entrer au Grand Conseil (comme avant la loi de 1319 autorisant pour la première fois l'entrée anticipée), mais ces occasions furent rares et filles de l'urgence. Le principe reprit vite ses droits et incita à faire très tôt reconnaître une noblesse légitime par l'*Avogaria*. Tout jeune aristocrate digne de ce nom avait théoriquement le droit de participer au gouvernement de la cité et à l'administration de son empire colonial. L'absentéisme fréquent au Grand Conseil et la négligence des expatriés (colons) oubliant de faire enregistrer leurs fils à la *Balla d'oro* prouvent à quel point cette prérogative fut longtemps délaissée par une partie du patriciat. Ce qui leur sera tacitement reproché plus tard.

F. C. Lane écrivait qu'en théorie, «tous les nobles [étaient] éligibles à toutes les fonctions [s'ils n'occupaient pas] une charge excluant le cumul des mandats, [n'avaient] commis un crime, [ni] omis de payer leurs impôts ou de régler leurs dettes au gouvernement».<sup>20</sup> Donc *a contrario*, s'ils étaient débiteurs de l'Etat, ils n'étaient plus éligibles. L'équité entre les membres de la classe dirigeante vénitienne était consubstantielle au système vénitien de gouvernement: elle soustendait le mythe d'«une race née pour gouverner».<sup>21</sup> Donc en principe, tous les nobles vénitiens bénéficiaient du *jus naturalis*, le premier de leurs devoirs. La stabilité politique et sociale qui en résultait atténuait voire éliminait toute ascendance personnelle de seconde catégorie car le noble vénitien était de sang pur. Elle prévenait ainsi la concentration des richesses par le renouvellement de la noblesse.

Depuis le début du quatorzième siècle donc, le Grand Conseil (*Maggior Consiglio*) de

16. R. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 106 citant G. PRIULI, *I Diarii*, fasc. 4, éd. par A. Segre et R. Cessi, *Rerum Italicarum Scriptores*, 2<sup>e</sup> éd., vol. 24, t. 3, p. 297: «i tre quarti dei nobili [al Maggior Consiglio] si potevano classificare «poveri», vale a dire bisognosi di un incarico per sopravvivere».

17. B. DOUMERC, «De lignée antique et consanguine». *L'idéologie nobiliaire à Venise (fin xv<sup>e</sup>-début xvi<sup>e</sup> siècles)*, *Le sang au Moyen Age*, Actes du Quatrième colloque international de Montpellier, Université Paul-Valéry, 27-29 novembre 1997, 1999 («Les Cahiers du CRISIMA»), pp. 87-108.

18. FINLAY, *La Vita politica*, cit., p. 49.

19. G. BOERIO, *Dizionario del dialetto veneziano*, Venise, 1856, p. 101: «brogio o Piazza del brogio, chiamavasi sotto il Governo Veneto tutto il tratto della Piazzetta San Marco, ch'è verso il Palazzo Ducale, dove concorrevano la nobiltà patrizia in vesta a brogliare pubblicamente, per ottenere le cariche lucrose o d'onore che si disponevano dal Maggior Consiglio ed anche dal Senato. Quando i giovani patrizii indossavano per la prima volta la veste pubblica, facevano il loro solenne ingresso nel Foro, cioè nel luogo del brogio, passeggiando più volte, e dicevasi «entrar o vegnir in brogio».

20. F. C. LANE, *Venise, une République maritime*, Paris, 1988, p. 344; SANUDO, *Diarii*, cit.

21. B. ARBEL, *A royal Family in republican Venice: the cyriot Legacy of the Corner della Regina*, «Studi Veneziani», n.s., xv, 1988, p. 131.

Venise constituait l'organe de base du pouvoir politique. Les admissions par la procédure normale de tous les individus majeurs étaient constantes puisque servir l'Etat était un devoir. Il semble donc que l'accroissement des effectifs de l'assemblée ait suivi l'évolution démographique. Dans leur ouvrage, G. Cozzi et M. Knapton estiment qu'à partir de 1432 «environ 730 nouveaux membres<sup>22</sup> [furent] admis par la procédure normale» c'est-à-dire sans le filtre de la Boule dorée, chaque année; vers 1500, ce chiffre serait passé à «800 nouveaux membres d'au moins vingt-cinq ans»<sup>23</sup> admis chaque année. Il ne s'agit ici que des données concernant les individus ayant successivement échoué au tirage au sort de la boule dorée appelés *Tristi*. Pour le début du «Cinquecento», le chroniqueur vénitien Marino Sanudo parle quant à lui des «iscritti a la Balla d'oro» c'est-à-dire des moins de vingt-cinq ans. Il existait donc deux catégories de membres séparés par leur âge qui firent toute la différence puisque seule la majorité civique autorisait une participation active aux débats électoraux. Pourtant ces nobles admis à vingt-cinq ans n'avaient pas l'occasion de s'initier à la *praxis* politique et pénétraient directement dans l'arène politique sans connaître leurs pairs. Sanudo donne les effectifs des candidats: il signale par exemple «120 *iscritti*» en 1500 et «250 *iscritti*» en 1504, année où est comptabilisé le maximum de candidats. L'analyse de ces informations permet de dire que le chroniqueur comptabilisait les jeunes «Tristes» des années précédentes ainsi que les «nouveaux jeunes enregistrés» par les *avogadori di comun* depuis le 1<sup>er</sup> mars (début de l'année *more veneto*) de l'année du tirage au sort prise en compte. Entre 1493 et 1527 on note une augmentation du nombre des membres adultes du Grand Conseil, quoique modérée mais réelle, égale à 8%. En 1493 on comptait en effet 2420 nobles à l'assemblée, puis 2622 en 1513 et 2620 en 1527.<sup>24</sup> Il s'agissait ici des membres de droit donc des membres censés siéger à chaque séance, or nous savons que la réalité des débats était tout autre. Nous pouvons estimer que la moyenne des présents au Grand Conseil jusqu'à l'an 1500 était de 635 sur la base de cent élections; et cela, depuis le milieu du quinzième siècle environ. Cette moyenne s'éleva à 1004 présents pour cent élections à partir de 1501 (et jusqu'en 1550). Les estimations donnent une idée de la participation à l'assemblée souveraine durant les séances (puisque les jeunes admis de façon anticipée n'étaient pas des électeurs): en 1493, seuls 26% environ des patriciens de plus de vingt-cinq ans assistaient régulièrement aux séances du Grand Conseil. C'est moins d'un tiers de leurs pairs! Après 1501, ce chiffre passa à 38%, consacrant l'intérêt croissant (quoique insuffisant à l'exercice de la pleine démocratie!) des patriciens pour les élections aux offices publics aiguisant la compétition entre eux. Ainsi, lorsque le *quorum* indispensable au vote de décisions importantes n'était pas atteint, on reportait la session.<sup>25</sup> La désaffection d'une majorité de patriciens<sup>26</sup> n'était qu'apparente et consécutive à leur éloignement pour affaires.

#### LA BARBARELLA, INSTRUMENT DE LA DISCRIMINATION PAR L'ARGENT

Les nobles qualifiés étaient donc très nombreux. La multitude complexe des *Case* vénitienes a conditionné le choix d'une Maison vaste et diversifiée pour illustrer le propos:

22. A notre avis ce chiffre est trop élevé pour être fiable.

23. SANUDO, extrait des *Diarii* cité par G. COZZI, M. KNAPTON, dans *La Repubblica di Venezia nell'età moderna. Dalla guerra di Chioggia al 1517*, Turin, 1986, p. 118.

24. Cependant, être membre n'assure pas la défense de ses intérêts à l'assemblée, encore faut-il aller voter durant les séances électorales.

25. SANUDO, *Diarii*, 3, c. 1597 et IDEM, *Cronachetta*, éd. par R. Fulin, Venise, 1880, p. 222: lors de la séance du 6 février 1500, où l'on dut retarder le procès d'Alvise Marcello, ex-capitaine de la flotte vénitienne accusé d'avoir décapité un noble vénitien nota 26.

26. QUELLER, cit., p. 257 traite de l'absentéisme durant les séances du Sénat et du Grand Conseil concernant 60% de leurs membres.

L. CASSANDRO, «Curia di Petizion», 19, 1936, 100: rappelle le grand nombre de lois sanctionnant ce phénomène, comme témoignage de sa fréquence ... et de la désobéissance des nobles!

les Contarini. Dans les années 1490-1525,<sup>27</sup> la plupart des pères de famille Contarini faisaient enregistrer leurs fils dès l'âge requis pour la candidature à l'entrée anticipée: dix-huit ou vingt ans selon la loi en vigueur. Certains jeunes cités par M. Barbaro ne figurent pourtant pas dans les registres de l'*Avogaria di Comun*. L'on constate qu'à cette période, ils provenaient le plus souvent de familles Contarini peu fécondes.<sup>28</sup> De nombreux jeunes nobles vénitiens entraient au Grand Conseil de manière anticipée<sup>29</sup> mais devaient toutefois attendre la majorité civique pour agir en politique. La désignation par la *Balla d'oro* n'était pas (pas encore...) une chance réservée à quelques 'élus', distingués alors de la masse patricienne. L'entrée anticipée au Grand Conseil était protégée par deux filtres: premièrement l'enregistrement d'une candidature conforme aux lois devant les officiers de la République et deuxièmement le tirage au sort du quatre décembre, jour de la sainte Barbara.

La préservation de ce rite séculaire témoigne de l'attachement des Maisons nobles vénitiennes à une intégration politique précoce, solennelle et officielle au sein de l'assemblée souveraine. En cela, la cérémonie de la *Balla d'oro*, cet antique *ballotaggio* (tirage au sort) témoigne de l'avance vénitienne en matière de démocratie participative sur l'esprit d'une époque en pleine effervescence intellectuelle faisant l'apologie de l'«éloquence et de l'expérience vécue».<sup>30</sup>

Bien que les enregistrements aient été globalement plus nombreux avant 1513, on note une accélération de cette course à l'entrée anticipée à partir de l'an 1515: Venise connut alors une des plus graves crises de son histoire. La ruine financière<sup>31</sup> de certaines familles provoqua la ruée sur les offices publics. Être débiteur de l'Etat constituait une disgrâce absolue qui entâchait l'honorabilité à tout âge. Ainsi, on excluait les débiteurs de l'enregistrement pour la *Barbarella* et on disqualifiait d'emblée certains jeunes du tirage au sort et leurs aînés des séances du Grand Conseil ou des élections aux offices, en tant que candidat ou électeur.<sup>32</sup> Cette situation pouvait même conduire à la prison (les nobles, modèle traditionnel pour le reste de la société, y étaient habituellement jetés les premiers). La marginalisation d'une partie du patriciat vénitien s'opéra alors sur trois niveaux correspondant de fait à la privation de tout titre de noblesse et à l'«exclusion de la caste».<sup>33</sup> Ce type de disposition réaffirmait un des principes-fondateurs de la condition du noble: le service de la chose publique par la participation à la gestion de la Cité. Et traditionnellement à Venise, seuls les individus les plus méritants et expérimentés étaient reconnus comme patriciens.

La *Balla d'oro* était l'occasion d'un rituel solennel réunissant les candidats dans la salle du Scrutin (attenante à celle du Grand Conseil), au Palais Ducal. Le doge recevait alors un à un les jeunes approuvés par les *avogadori di comun* que lui présentait le Grand Chancelier. Ce dernier inscrivait le nom de chacun d'eux sur un bulletin glissé ensuite dans le *capello*. Une seconde urne contenait une quantité correspondante de boules mais dont un cinquième seulement était doré (d'où l'expression de *balla d'oro*).

27. Cette *Ca'* a été choisie pour le volume démographique qu'elle occupe dans les généalogies vénitiennes estimant qu'elle est plutôt représentative des tendances générales du patriciat de la République: dans ASV: M. BARBARO, *Arbori de' patritii veneti*, 65 volumes manuscrits dans lesquels on compte 55 rameaux Contarini pour les quatorzième et quinzeième siècles.

28. Les familles peu fécondes sont issues de rameaux en voie d'extinction tombés dans l'oubli en l'absence de descendants et étant probablement sorti du patriciat vénitien pour avoir dérogé ou à la suite de leur appauvrissement.

29. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 43: «per essere eletti al Maggior Consiglio occorreva avere venticinque anni, anche se la maggior parte vi era ammessa in età più giovane».

30. F. AMBROSINI, *Profilo ideologico di un patrizio veneziano del '500*, «Studi Veneziani», n.s., VIII, 1984, pp. 77-107.

31. M. SANUDO cité par A. ZORZI, *La République du lion*, Paris, 1996, p. 180: une fois entrés à l'assemblée, «les nobles pauvres ne peuvent que vendre ce qu'ils possèdent: l'influence politique, le vote au Grand Conseil. [...] Celui qui veut les honneurs doit donner de l'argent à quelques pauvres gentilhommes, que l'on nomme *sguizari* [suisses]». On se procure de l'argent ainsi à défaut d'obtenir des charges!

32. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 80: «e quando venivano messi in prigione i debitori del pubblico erario, il governo iniziava dai nobili, per non disturbare e scontentare i cittadini e i popolari».

33. FINLAY, *La vita politica*, cit., pp. 46 et 87.

Les autres boules étant argentées. Enfin, les deux urnes ainsi préparées étaient amenées dans la salle du Grand Conseil. De la première urne, le doge en personne extrayait un par un les billets comportant les noms des candidats et lisait à voix haute le nom écrit; simultanément, le *ballottino*, un jeune garçon pris au hasard dans la rue, piochait une boule de l'autre urne: si elle était dorée, le jeune patricien dont le nom venait d'être cité était admis à siéger au Grand Conseil. La grande solennité de la cérémonie, sa date fixe, son déroulement dans la salle où délibérait habituellement la Seigneurie ainsi que la présence tutélaire du symbole le plus auguste de la politique vénitienne, le Doge, favorisaient l'intégration sociale et politique des nouveaux membres, même passifs, de l'assemblée souveraine. La participation anonyme et neutre d'un enfant du peuple vénitien, renforçait certainement le sentiment d'avoir été choisi, désigné par la volonté divine.

La récolte et l'étude des témoignages directs des patriciens contemporains restent difficiles. L'abondance des sources disponibles empêche encore de connaître l'état d'esprit des candidats à la *Barbarella*. Les études concernant les mentalités de la classe dirigeante vénitienne de la Renaissance ne donnent qu'un faible éclairage<sup>34</sup> brochant un portrait de l'homme universel, idéal du temps et contemporain de l'affirmation progressive d'une nouvelle conception de la noblesse, expression de la *virtù* fondée sur l'ancienneté, la richesse mais aussi sur un prestige immémorial conféré par la détention du pouvoir politique et culturel depuis des générations, exercé au service du Prince. L'ensemble de la vieille noblesse de Venise, héritière du passé familial mais aussi 'national' de la Sérénissime voyait certainement d'un très mauvais œil l'arrivée en politique de nouvelles Maisons ou seulement de familles (par l'admission d'individus non-Vénitiens à titre honorifique), promus au rang de 'nobles de Venise' *per denari*. Le véritable prestige du noble, garantissant sa réussite politique, résidait dans l'entrée anticipée<sup>35</sup> à l'assemblée souveraine.

A la fin du Moyen Age, les patriciat urbains des Cités-Etats italiennes d'Europe occidentale cherchaient leur identité face au modèle des noblesses féodales française et allemande, la noblesse vénitienne n'échappa pas à cette tendance. La précision juridique du droit vénitien s'inspire directement du droit romain et du droit canonique mais il voulut aussi s'en détacher en l'adaptant à ses propres besoins, en le rendant compatible avec ses usages; il s'agissait de fonder une légitimité ancestrale et coutumière sur des écrits sortis du néant et justifiant une prise de contrôle décisive du pouvoir. Dans la République des Doges, le statut de patricien était la raison d'être du noble. On était noble si l'on était patricien et viceversa.

De fait, la frange du patriciat exclue de l'exercice des charges publiques fut victime de la nouvelle discrimination par l'argent regardant toute la classe dirigeante vénitienne. A la fin du Moyen Age, alors que la bureaucratie et le paternalisme prévenant des autorités publiques vénitienes étaient revendiqués par la classe dirigeante, l'on assista à une concentration du pouvoir soutenue par une férocité répressive<sup>36</sup> accrue.

34. Tels les travaux de B. ARBEL, cit., de C. BEC, I. CLOULAS, B. JESTAZ, et A. TENENTI, *L'Italie de la Renaissance. Un monde en mutation, 1378-1494*, Paris, 1990. De même F. BRIZAY, *L'Italie à l'époque moderne*, Paris, 2001 et P. BURKE, *La Renaissance en Italie. Art, Culture, Société*, Paris, 1991; J. DELUMEAU, *La civilisation de la Renaissance*, Paris, 1967; E. GARIN (sous la dir. de), *L'homme de la Renaissance*, Paris, 1990; D. HAY, J. LAW, *Italy in the Age of Renaissance, 1380-1530*, Londres et New York, 1989; E. SCHALK, *L'Épée et le sang. Une histoire du concept de noblesse (vers 1500-vers 1650)*, Rome-Bari, 1994; et enfin F. AMBROSINI, *Profilo ideologico di un patrizio veneziano del '500*, cit.

35. FINLAY, *The Venetian Republic as a gerontocracy*, cit., p. 169: «for a man to begin office seeking et 25 when he entered the Great Council was probably a sign that he lacked the status and resources necessary to advance far in politics».

36. Déjà étudiée par d'autres historiens tel S. CHOJNACKI; G. RUGGIERO, *The boundaries of Eros: sex, crime and sexuality in Renaissance Venice*, New York, 1985; E. CROUZET-PAVAN, *Violence, société et pouvoir à Venise (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, «Mélanges de l'Ecole française de Rome, Moyen Age-temps modernes», 1984; R. FINLAY, *The Venetian Republic as a gerontocracy: age and politics in the Renaissance*, «The Journal of Medieval and Renaissance Studies», 8, 1978, pp. 157-178; C. KLAPISCH-ZUBER, *Honneur de noble, renommée de puissant: la définition des magnats italiens (1280-1400)*, «Médiévales», 24, 1993, pp. 81-100 [en Toscane essentiellement].



La *Barbarella* s'inscrivait bien dans une tendance: l'ordre politique se voulait créateur de rituels justifiant la tradition institutionnelle et réunissant les citoyens nobles dans une dévotion au bien commun.<sup>37</sup> Dans son ouvrage, E. Muir annonce la victoire de la centralisation oligarchique<sup>38</sup> vers 1500, rejoignant l'idée de G. Cracco<sup>39</sup> selon lequel les Vénitiens se trouvèrent alors gouvernés non par des conseillers, mais en réalité par un groupe de princes, les *Primi della Terra*. L'image lisse d'un patriciat vénitien dévoué à la patrie, soucieux de partager la responsabilité publique et solidaire de ses semblables se troublait à la fin du Moyen Âge. À son tour, B. Arbel<sup>40</sup> dénonce les maux d'une époque empreinte de grandes inégalités internes, de rivalités, de corruption, de criminalité et d'individualisme. Sous des apparences égalitaires, il faut rechercher dit-il, «la véritable oligarchie inhérente à ce même groupe divisé en *longhi* [Maisons les plus anciennes] et *curti* [autres Maisons]» au sens politique. Les véritables acteurs de la démocratie furent alors les patriciens les plus riches, les sénateurs représentant tout au plus deux-cent individus.<sup>41</sup> Hélas, les lacunes documentaires empêchent de reconstruire les liens entre manipulation et spontanéité des mouvements de ferveur ou d'adhésion au sein des conseils. Une chose est sûre cependant: le renforcement des critères de sélection à l'entrée anticipée accrut la compétition internobiliaire.<sup>42</sup>

Seul le renouvellement partiel annuel de l'assemblée souveraine de Venise figuré par l'arrivée de membres mineurs (témoins muets des débats), faisait une petite place aux jeunes nobles car la classe dirigeante vénitienne redoutait ses cadets. Le vote pour l'attribution des offices publics étaient à leur usage et profit. R. Finlay a décrit comment les patriciens les plus âgés confisquaient les charges théoriquement ouvertes aux plus jeunes membres de l'assemblée.<sup>43</sup> Dans ces conditions, les pères des *Case* nobles avaient hâte de présenter leurs fils<sup>44</sup> devant les *avogadori di comun* pour établir la candidature de participation à la *Barbarella*. G. Cozzi<sup>45</sup> notait que les «patriciens pauvres [avaient] le droit de vote au Grand Conseil mais que, marginalisés politiquement et culturellement, ils manquaient de pouvoir parce qu'ils avaient perdu leur prestige» et qu'ainsi leur notoriété et leurs droits politiques étaient menacés. Un noble n'était rien (ou presque: il lui restait son droit de vote) à Venise s'il était exclu du gouvernement de la Cité: les jeunes privés d'office étaient donc les plus vulnérables. En 1499 un membre de la *Ca' Contarini* entra à l'improviste dans la salle de réunion du Collège pour dénoncer son état de misère, n'ayant obtenu aucun office.<sup>46</sup> Un membre d'une des Maisons les plus prestigieuses (mais également une des plus hétéroclites comme nous le verrons ci-après) n'était pas à l'abri des aléas contemporains. Le fait que ses pairs soient restés indifférents à sa détresse prouve que la solidarité patricienne se délitait à cette époque.

37. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit., pp. 78-79: «Artigiani, servitori e negozianti si trovano ad avere la propria sorta legata al successo o alla rovina di una determinata famiglia patrizia» c'est-à-dire que tout un monde vit au crochet (sens littéral) d'une famille noble cf. exemples de la ruine d'un noble qui signifie celle de plusieurs dizaines de personnes.

38. E. MUIR, *Civic Ritual in Renaissance Venice*, Princeton, 1981 et éd. italienne sous le titre *Il rituale civico a Venezia nel Rinascimento*, Rome, 1984.

39. G. CRACCO, *Patriziato e oligarchia a Venezia nel '300-'400, Florence and Venice: Comparisons and Relations*, Acts of two conférences at Villa I Tatti 1976-1977, 1, '400, Florence, 1979, pp. 83-88.

40. ARBEL, *A royal family in republican Venice*, cit., p. 132.

41. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 47.

42. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 268 rappelle que la compétition pour les offices rémunérateurs et la violation des procédures mises en place pour prouver l'éligibilité au Grand Conseil furent sanctionnées par une loi du 19 décembre 1497. Le législateur voulait limiter la corruption électorale.

43. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit.

44. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 244.

45. COZZI, *Venezia, una repubblica di principi?*, «Studi Veneziani», n.s., XI, 1986, pp. 139-157.

46. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit., p. 106: «I debitori dello stato di stirpe patrizia per legge non potevano né candidarsi alle elezioni né assumere un incarico, tuttavia mentre in genere i debitori più ricchi riuscivano a sottrarsi all'esclusione dai pubblici uffici, quelli poveri, che non disponevano né di potenti amicizie né di denaro per tentativi di corruzione non erano altrettanto fortunati».

S. Chojnacki<sup>47</sup> a démontré comment l'ensemble des ressources économiques était monopolisé par les détenteurs des grands offices de magistrature – qui étaient de très âgés politiciens.<sup>48</sup> Par conséquent, un jeune noble originairement pauvre et dont les alliés potentiels se trouvaient exclus des charges publiques de prestige et donc de l'activité économique avait sans doute peu de chances de suivre une brillante carrière politique et administrative, le fameux *cursum honorum*.

Bien que l'écart entre les grandes Maisons patriciennes et les plus modestes se creusât à cette époque, il convient de différencier les branches qui composent une même *Ca'*. Peu d'historiens ont à ce jour jugé une telle démarche opportune, entretenant ainsi la confusion entre les membres de la classe dirigeante vénitienne<sup>49</sup> et prolongeant de la sorte le mythe vénitien renforcé par l'anonymat de la classe patricienne.<sup>50</sup> Notre étude a mis au jour des différences significatives entre les rameaux des *Casa* vénitiennes selon qu'ils participaient ou non aux enregistrements de jeunes candidats à la *Barbarella*: par exemple, plusieurs rameaux de la *Cà* Contarini ne firent enregistrer aucun jeune entre 1490 et 1525. Nous supposons qu'ils étaient 'en voie d'extinction' puisqu'ils ne comptaient quasiment aucun descendant à cette époque. Cent-quatre-vingt-huit Contarini siégeaient au Grand Conseil le premier mars 1513 (début de l'année *more veneto*), la *Ca'* la mieux représentée de l'assemblée. Cent-cinquante-six jeunes Contarini avaient été enregistrés comme candidats de 1490 à 1513. Le renouvellement des sièges occupés à l'assemblée par des Contarini était donc possible dans la limite des trois cinquièmes du total. Sur les quarante-et-un rameaux Contarini capables d'offrir des jeunes candidats à la *Balla d'oro* entre 1490 et 1525, seuls sept participèrent régulièrement<sup>51</sup> aux candidatures pour le tirage au sort, soit 17% d'entre eux. Comment expliquer ce phénomène? Un déficit démographique doublé d'un appauvrissement pourrait expliquer l'isolement d'une grande partie du patriciat vénitien à la fin du Moyen Âge voire l'extinction 'documentaire' et le déclassement de nombreux lignages.

Le Grand Conseil réunissait environ 2.420 membres en 1493<sup>52</sup> et 2.570<sup>53</sup> en 1513 (ou 2.622<sup>54</sup> selon les sources) ce qui représentait à peine 2% de la population vénitienne.<sup>55</sup> Cette année-là connut le niveau maximal jamais atteint par l'assemblée souveraine. Et les cinquante-deux nouveaux admis lors de la *Barbarella* précédente, le quatre décembre 1512 représentaient moins de 2% du total des membres. Malgré la faible quantité de novices admis, nous savons que la réussite d'un jeune au tirage au sort de la Boule dorée profitait aux membres de son réseau et, avant tout, à sa famille.<sup>56</sup> Son père et ses frères espéraient des retombées fructueuses de la nomination d'un nouvel électeur issu de leur lignage au Grand Conseil et ses soeurs voyaient leurs horizons matrimoniaux s'élargir.<sup>57</sup> Malgré des aménagements législatifs temporaires prenant en compte les accidents de conjoncture, l'entrée anticipée au Grand Conseil resta une étape pri-

47. Cf. *supra*, p. 15, note 2.

48. ARBEL, *A royal family in republican Venice*, cit., p. 132, citant R. Finlay.

49. S'intéresser aux destinées individuelles, aux familles nobles au sens restreint du terme, éviterait une confusion regrettable induite par la notoriété conférée par le port de tel nom de *Ca'* prestigieuse...

50. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 57.

51. Nous les avons classés ainsi lorsqu'ils comptabilisent plus de quatre enregistrements sur la durée considérée (soit trente ans). ASV: *Miscellanea*, M. BARBARO, *Arbori de' patritii veneti*, 65 volumes.

52. L. COLLANGE, *Stratégies matrimoniales et enjeux économiques à Venise (fin xv<sup>e</sup>-début xvi<sup>e</sup> siècle)*, thèse de Doctorat, Clermont-Ferrand, 1996, p. 3: «le Sanudo donne quatre listes des familles patriciennes et les effectifs du Grand Conseil qui s'élève à 2.600 membres en 1493». Mais le chroniqueur ne précise pas s'il parle de tous les membres y compris les mineurs, ou bien seulement des membres adultes. Notre analyse tient compte de ces données comme englobant tous les membres sans distinction.

53. COZZI, KNAPTON, cit., p. 119 et dans L. COLLANGE, *ibidem*: «2708 nobles au Grand Conseil en 1527».

54. Bibliothèque Nationale Marciana de Venise (BNM): *Miscellanea*, ms. it. VII. 90 (8029), fol. 349v-350r.

55. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 70.

56. Le terme de 'famille' s'entend au sens généalogique, c'est-à-dire: géniteurs et collatéraux.

57. S. CHOJNACKI, *Kinship Ties and Young Patricians in Fifteenth-Century Venice*, «Renaissance Quarterly», 38, 2, 1985, p. 245.

vilégiée dans le processus qui conduisait au *cursus honorum* du patricien vénitien. Elle offrait alors des perspectives de carrière dans l'appareil d'Etat, même de modeste envergure, en allouant des salaires fixes aux élus qu'ils soient en difficulté financière ou à charge de famille. Dans son Journal, G. Priuli<sup>58</sup> considéra qu'en son temps (à la fin du quinzième siècle), les trois quarts des nobles pouvaient être considérés comme *poveri*, c'est-à-dire ayant besoin d'un office pour survivre. Bien que le nombre des admis et celui des charges publiques disponibles à la *Barbarella* restaient trop faibles, la fraude se rencontre peu dans les registres de la *Balla d'oro*. Il semble que les *avogadori di comun* veillaient efficacement à la régularité de l'inscription des candidats au tirage au sort, du moins en apparence.

L'activité marchande réduite par la multiplication des conflits Outre-mer et dans le Nord de la péninsule italienne contraignit cependant le Gouvernement à créer de nouveaux offices. La politique expansionniste en Terreferme vint soutenir l'effort de redressement de l'économie vénitienne mais ne put satisfaire tous les besoins. Une conjoncture politico-diplomatique hostile obligea la classe dirigeante à réprimer toujours plus sévèrement les crimes et violations de l'ordre public afin de trouver des remèdes constitutionnels à la crise. Elle accrut les compétences du Conseil des X et de la *Zonta* (groupe de soixante-neuf membres issus du Conseil des *Pregadi* et véritables détenteurs du pouvoir) en matière financière, religieuse et de politique extérieure pour «éviter l'émotivité passionnelle du Grand Conseil»,<sup>59</sup> sorte d'«Etat populaire»,<sup>60</sup> dont les membres étaient de fait, les plus jeunes patriciens. En réalité elle développa des instruments oligarchiques à l'encontre des valeurs traditionnelles d'égalité et de justice. Tout en préservant la logique d'un discours égalitaire des jeunes hommes nobles au sujet de l'entrée anticipée à l'assemblée souveraine, on réduisit à la fois les compétences de celle-ci, privant ainsi les patriciens en difficulté, les 'marginalisés' en voie de déclasserement, des moyens d'expression et de contrôle de l'exercice du pouvoir<sup>61</sup> mais on renforça également leur sélection. Malgré les supposées bonnes volontés officielles, l'égalité patricienne était morte<sup>62</sup> à l'aube de l'époque moderne.

#### L'ÉVOLUTION RESTRICTIVE DE LA BARBARELLA RENFORCE LE PRESTIGE DU RITE

La classe dirigeante tenta de préserver coûte que coûte le *Dominio*. Augmenter le nombre des «vrais nobles» au Grand Conseil aurait garanti la véritable démocratie patricienne, inspiratrice des institutions et base du mythe fondateur de la République de Venise. Mais les choix furent différents. Les patriciens pauvres de bonne foi (c'est-à-dire de 'sang pur') constatèrent alors dans l'acceptation de nouveaux membres *per denari*,<sup>63</sup> la fin de l'égalité originelle<sup>64</sup> de la République puisque la noblesse n'était plus uniquement héréditaire. Les modalités d'enregistrement s'adaptèrent aux besoins financiers de la République au risque de causer une irréparable fracture au sein du groupe dominant. Pour mieux comprendre comment la Sérénissime en arriva à de telles extrémités, il faut rappeler les étapes fondatrices de la *Balla d'oro*, devenue privilège au terme d'une évolution pluriséculaire, de 1297 à 1506.

58. G. PRIULI, *I Diarii*, Città di Castello, 1912-1941, deuxième éd. («*Rerum Italicarum Scriptores*», 24), IV, 297.

59. COZZI, *Venezia, una repubblica di principi?*, cit., pp. 147-148.

60. G. CONTARINI, *La Repubblica e i Magistrati di Vinegia*, Venise, 1544, p. 24.

61. QUELLER, *Il patriziato veneziano*, cit., «Elezioni corrote», pp. 159 et s. dénonce l'atmosphère empoisonnée qui règne lors des séances électorales au Grand Conseil.

62. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 60: «agli inizi del '500, il contrasto di Venezia fra mito e realtà appariva spesso agli occhi dei nobili come la differenza fra il passato e il presente».

63. SANUDO, *Diarii*, cit., 21, c. 349: «in questa matina, fo cavato 29 nobeli solamente a Santa Barbara, che si solea cavar da 45 in suso. Tanti è venuti per danari a Gran Consejo! et a caso, do fradelli fono fioli di sier Antonio Boldù el cavalier, sono i primi cavati».

64. CHOJNACKI, *Identity And Ideology*, cit., p. 267: il parle d'une «redéfinition de l'identité noble».



Dès l'an 1286, les trois chefs du Conseil des Dix avaient proposé que personne ne puisse devenir membre d'aucun conseil sans que le jeune, son père ou son grand-père paternel ne fussent en leur temps membres du Grand Conseil, la famille devait être au service de la République depuis une génération au moins et l'assemblée souveraine ne connaissait que des membres à vie. Cette disposition resta cependant en suspens une dizaine d'années pendant lesquelles on créa trois électeurs pour nommer les membres du Grand Conseil. La candidature de ces nouveaux admissibles restant soumise à l'approbation du doge, de ses conseillers et du Conseil des Dix. Les critères de sélection à l'entrée au Grand Conseil se précisèrent lorsque Pietro Gradenigo, élu au siège ducal le dernier jour du mois de février 1296 proposa une loi aussitôt adoptée. Celle-ci stipulait que ceux qui étaient entrés au Grand Conseil depuis les quatre années écoulées fussent *ballottati* dudit Conseil des Dix un par un, c'est-à-dire soumis à un vote, et que ceux approuvés par douze voix au moins soient considérés admis. La réforme fut approfondie dès 1297 et toujours à l'initiative du doge qui, craignant les tumultes éventuels pendant la session électorale de septembre à venir, proposa l'hérédité des sièges pour les membres des Maisons déjà représentées au Grand Conseil, sans le recours au vote ni à aucune forme de désignation. Cette proposition de loi, appelée la *Serrata* (Fermeture) du Grand Conseil, fut confirmée par plusieurs décrets votés entre 1298 et 1315. Tout en fixant les effectifs du patriciat vénitien, la *Serrata* anoblit cent-vingt-trois *Case* supplémentaires, appelées *Case nuove*. La première condition d'appartenance à la noblesse vénitienne était créée. Mais de toute évidence, l'assemblée devait recruter davantage d'électeurs pour en garantir la démocratie: en 1314, les membres du Conseil des Quarante autorisèrent la candidature à l'entrée anticipée au Grand Conseil de jeunes patriciens de dix-huit ans dont un quart des candidats seulement serait admis. Un an plus tard, les magistrats imposèrent la tenue d'un registre consignait leurs âge et condition de noblesse. En 1316, les fraudeurs furent frappés d'une amende, disposant d'un mois pour se faire rayer du registre placé alors entre les mains de trois magistrats, les *avogadori di comun* créés à cet effet. En 1319, ces derniers durent vérifier l'exactitude des déclarations de tous les inscrits avant le délai d'un mois; en tant qu'accusateurs publics, ils enquêtaient donc sur les candidatures suspectes. Une autre loi, votée la même année, abolit le système des trois électeurs émanant du Conseil des Quarante et stipula que tous les jeunes nobles ayant vingt-cinq ans accomplis soient directement admis au Grand Conseil. Elle abaissa le recrutement à l'entrée anticipée au cinquième des inscrits soit trente jeunes patriciens seulement (ce nombre resta constant), sans doute parce que les candidats étaient devenus trop nombreux; leur immaturité, leur fougue troublait parfois la tranquillité des débats. Ainsi, dès le début du quatorzième siècle, pour le recrutement des membres de l'assemblée souveraine de la République, on favorisa une initiation précoce des nobles les moins expérimentés, à la vie politique et administrative. Ce recrutement autrefois massif et généralisé, ouvert au plus grand nombre, devenait sélectif. Le sort du candidat dépendait de la volonté divine. Le sentiment d'être un privilégié, un élu, n'était certainement pas indifférent aux jeunes entrés ainsi en politique.

Cette jeunesse ingénue et sans expérience était toutefois modelable à volonté. Un nombre peu élevé de très jeunes hommes face à la masse des électeurs adultes laissait augurer la paix des débats! En peu de temps, une vingtaine d'années, les conditions de l'entrée anticipée à l'assemblée souveraine étaient fixées et le choix de pratiquer l'exclusion d'une partie du patriciat vénitien était officialisé par l'appareil législatif. La nécessité de l'intégration politique (et sociale) lente et progressive des jeunes élus était également reconnue.<sup>65</sup>

65. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit., p. 173: «the *vecchi* thought that the *giovani* should patiently bide their time, just as they had done for so long.»; IDEM, p. 174: «the ruling class owed much to the shared experience of the *vecchi*, who spent decades together in political activity, voting on and negotiating with one another, moving from office to office, shaping policy, quelling squabbles, arranging marriages, surviving scandals.»

Comme en 1297, un décret de 1323 rappela que les pères des jeunes ayant dix-huit ans accomplis à la date d'inscription, souhaitant faire admettre leurs fils au Grand Conseil, devaient être eux-mêmes membres de l'assemblée. De fait, cette loi rappelait à l'ordre les négligeants (tels les expatriés longtemps indifférents à la participation au Grand Conseil). A partir de 1356, tout contrevenant au respect de la condition d'âge fut frappé d'une amende de deux cent lires *di piccoli* (soit 62,5 ducats donc la punition était plutôt symbolique) sachant que l'Europe sortait tout juste de la terrible peste Noire ayant entraîné une grave crise démographique et causé la mort du tiers de la population occidentale. Le législateur intervint donc plutôt mollement pour décourager les fraudeurs potentiels. Dans ce contexte difficile, les jeunes avaient tout intérêt à se faire enregistrer le plus tôt possible puisque cette assemblée était le vivier d'élections à tous les offices publics rémunérés. Malgré la pénurie ambiante, l'Etat vénitien devait sauver les apparences et veiller au respect des lois qu'il promulguait. Ainsi, l'on constate que depuis la mise en place du tirage au sort en 1319, le législateur imposa une restriction supplémentaire environ tous les vingt ans. Chaque génération connaissant son lot de resquilleurs, signe qu'une entrée anticipée au Grand Conseil constituait un atout majeur pour ceux qui en bénéficiaient.

La loi de 1376 ajouta un obstacle supplémentaire: cette fois-ci il fallut prouver sa filiation légitime (c'est-à-dire né de mariage légitime enregistré par les prêtres des paroisses). Donc en principe, les enfants naturels et illégitimes – les «bâtards»<sup>66</sup> – étaient exclus du droit d'entrée au Grand Conseil. Le quatorzième siècle favorisait donc la mise en place d'un puissant dispositif juridique réservant l'entrée anticipée au Grand Conseil, aux meilleurs.

Malgré ces mesures, en 1422, la condition de noblesse de la mère<sup>67</sup> du jeune fut requise, bien que dans la vie courante à Venise, seule la noblesse du père comptât. Alors que la troisième condition était énoncée, les patriciens vénitiens furent incités à privilégier les unions endogamiques. Si le père et la mère étaient attestés nobles (et non 'réputés' comme tels: ici les témoignages oraux étaient insuffisants), les descendants d'un membre de l'assemblée souveraine de la République transmettaient ce droit de candidature. La preuve de la descendance légitime devait être établie par des documents écrits exposant les armoiries de la famille, les actes de baptême et l'énumération des grades et des personnes.<sup>68</sup> Contrevenant aux prescriptions législatives annoncées à chaque début de registre de *l'Avogaria di Comun*, le père ou la mère n'était pas toujours en mesure de présenter physiquement son fils à l'enregistrement. En cas d'empêchement, il était remplacé par un ou plusieurs proches de sexe masculin si possible – désignés comme *uti procuratoris* – issu le plus souvent de la *Ca'* du père du candidat: dans 63% des cas chez les Contarini participant à la *Balla d'oro* de 1490 à 1525.<sup>69</sup>

Le 31 août 1506,<sup>70</sup> le Conseil des Dix décréta que l'on devait notifier dans les huit jours la naissance du fils légitime d'un noble vénitien et d'une femme noble (ayant un statut juridique reconnu par les lois de la République) aux *avogadori di comun*: on instaurait le *Libro d'oro delle nascite*.<sup>71</sup> Figurer au Livre d'or des naissances nobles devint la quatrième

66. Travaux de B. ARBEL sur les colonies vénitienes de Grèce: les bâtards étaient exclus (ou admis à?) de la succession aux fiefs.

67. D. S. CHAMBERS, *Venice, a documentary history, 1450-1630*, Cambridge (USA), 1992, pp. 245 à 246: «The decree of 26 May 1422, which concerns gentlemen who contract marriages with women of low degree, and prescribes how these gentlemen must come and give notice of the marriage to the office of the *Avogadori di Comun* at the time of the contract, shall be confirmed, and its stipulations duly observed...». S. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 268 écrit qu'«épouses et mères devinrent la préoccupation principale de la Troisième *Serrata*, même si les tensions entre riches et pauvres éludèrent certainement le problème des bâtards ... qui semblent tolérés».

68. M. FERRO, *Dizionario del diritto comune e veneto*, 2 vol., deuxième éd., Venise, 1845 et 1847: vol. I, p. 557.

69. ASV: *Avogaria di Comun* (AC), reg. 164 et 165, *Balla d'oro*.

70. FERRO, cit., vol. II, pp. 221 et 325.

71. La même loi instaure la tenue du *Libro d'argento* enregistrant les naissances de citoyens.

condition de l'appartenance à la noblesse vénitienne. Le père ou la mère, ou bien deux des plus proches parents de l'enfant affirmaient solennellement et publiquement que l'enfant était né d'un mariage légitime,<sup>72</sup> preuve consignée par écrit par les avocats de la République qui délivraient un certificat de naissance noble. Il fallait en outre déclarer la nationalité (l'origine géographique) et le «sopranome» de la mère c'est-à-dire le nom et le prénom du grand-père maternel du jeune. La naissance d'enfants hors de la métropole<sup>73</sup> mais issus de nobles vénitiens devait être enregistrée sous huit jours après l'arrivée à Venise du père, de la mère ou à défaut de parents alliés. La même obligation revenait aux prêtres ayant administré le baptême. Ensuite, chaque fils parvenu à l'âge de dix-huit ou vingt ans déposait sa candidature sur le bureau des *avogadori di comun*. L'approbation après enquête validait le dossier: le jeune pouvait alors tenter sa chance à l'entrée anticipée au Grand Conseil et *levar bollettino* le jour de la sainte Barbara.

Bien que les jeunes étudiés ici ne fussent pas concernés par cette nouvelle mesure, elle confirmait la tendance amorcée deux siècles plus tôt. La condition essentielle exigeant la noblesse du jeune avait été fixée dès 1376 alors que l'âge légal autorisant le dépôt de candidature et l'entrée anticipée du jeune s'adaptait, comme toute loi à Venise à la conjoncture – notamment démographique – et connaissait de nombreuses dérogations et aménagements, au grand désespoir des patriciens pauvres: l'admission directe payante retardait leur entrée au Grand Conseil. Une loi temporaire fidèle à un proverbe du début du seizième siècle disant que les lois vénitiennes duraient une semaine<sup>74</sup> confirma la flexibilité et l'efficacité<sup>75</sup> du système législatif vénitien: habituellement, les jeunes de vingt ans pouvaient se porter candidats à la *Barbarella*: le 25 septembre 1514, on ouvrit exceptionnellement les candidatures aux nobles âgés de dix-huit ans. Mais au mois de mars suivant, la règle traditionnelle refit surface. La porte du Grand Conseil s'était rapidement refermée. Dans son étude, F. Gilbert<sup>76</sup> rapporte que cette année-là, on avait directement admis des jeunes candidats ayant de dix-huit ans à vingt-quatre ans, en reconnaissance d'un prêt accordé à l'Etat vénitien. Cette généreuse mesure restait donc conditionnée par le déficit chronique de l'Etat vénitien, réduit depuis 1510, à trouver de l'argent par tous les moyens, notamment grâce à la vente des offices publics. De 1521 et 1530, on constate qu'un grand nombre de jeunes purent tenter leur chance auprès de l'*Avogaria di Comun*. Les patriciens légalement mineurs furent donc sollicités de façon ponctuelle afin de pallier le déficit financier du gouvernement et le déficit démographique du cercle électoral, au risque de renier le sacro-saint principe d'égalité de la noblesse vénitienne.

Un meilleur contrôle du recrutement des membres par la multiplication des conditions limitant l'accès à l'exercice du pouvoir politique, tel fut le moyen d'expression de base d'une oligarchie qui se sentait menacée. Ainsi, au fil des siècles, les barrières législatives se renforcèrent. L'Etat intervint bientôt dans la vie privée des nobles, car le problème de la générativité extramaritale (pour ne pas dire 'les bâtards') demeurait. Les pères volages furent un peu aidés par les *avogadori di Comun* contre la volonté du Conseil des Dix et des *Pregadi* qui tentaient de légiférer en la matière. Le point culminant de ce programme s'incarna dans les réformes d'avril 1526 avec la révision du *Libro d'oro delle nascite* et l'instauration du *Libro d'oro dei matrimonii*. La sélection freina l'immigration clandestine des 'faux nobles'<sup>77</sup> c'est-à-dire la noblesse entâchée, les *Macchie*

72. CHAMBERS, cit., pp. 244-245.

73. FINLAY, *La vita politica*, cit., sur preuve de noblesse écrite pour les colons.

74. *Ibidem*, p. 60.

75. G. DEL TORRE, *Venezia e la Terraferma dopo la guerra di Cambrai. Fiscalità e amministrazione (1515-1530)*, Milan, 1986.

76. F. GILBERT, *Venice in the crisis of the League of Cambrai, Renaissance Venice*, Londres, 1973, pp. 274-292: il indique également qu'un décret de l'an 1515 autorisa l'entrée au conseil des *Quarantia* pour les nobles qui auraient prêté cent ducats à l'Etat et ce, même s'ils n'avaient pas encore atteint l'âge requis pour intégrer cette assemblée.

77. B. Doumerc et les membres du laboratoire FRAMESPA (CNRS-UMR 5136) auquel j'appartiens, s'intéressent aux populations rapatriées en Vénétie à l'occasion des guerres veneto-turques notamment.

nelle Stelle<sup>78</sup> et autres 'bâtards' ou ayant une mère roturière ou pire: non-vénitienne. Cette noblesse honteuse menaçait l'unité du groupe dirigeant vénitien en le «salissant de sang étranger...» alors que des siècles de brassages culturels avaient jadis caractérisé la Sérénissime. Ainsi, tout jeune patricien candidat au tirage au sort de la *Balla d'oro* pouvait en premier lieu, succéder à son père à l'assemblée souveraine mais devait, en deuxième lieu, prouver sa filiation légitime et la condition noble de sa mère; enfin en troisième lieu (à partir de 1506 seulement) il lui fallait figurer sur le *Libro d'oro* des naissances nobles. La *nova probatio* était à l'œuvre.

Au-delà de l'étape initiatique, une fois la période de formation achevée, le jour où le jeune membre du Grand Conseil fêterait ses vingt-cinq ans, rien ne dit que la solidarité électorale jouerait en sa faveur. Le vote était un acte ponctuel, individuel et théoriquement libre. Dénouer l'écheveau des liens réels qui unissaient les électeurs, les membres actifs du Grand Conseil durant les séances reste une entreprise périlleuse. Avoir un parent et des alliés à l'assemblée facilitait sans doute la défense des intérêts privés, mais était-ce efficace pour obtenir les charges publiques convoitées? Rien n'est moins sûr.<sup>79</sup>

Pour les jeunes patriciens aptes à se porter candidats, l'entrée anticipée restait apparemment le fruit du hasard. La richesse seule ne fondait pas la légitimité de l'admission anticipée par la *Barbarella* contrairement à l'attribution des charges publiques dont la condition d'accès tant en amont (pour être membre du Grand Conseil il était interdit d'être débiteur de l'Etat) qu'en aval (obtenir un office public donnait droit à rémunération) était bien lié à l'argent que l'on avait ou que l'on était censé avoir. Il est fort probable que l'enregistrement précoce d'un patricien renforçât le prestige de sa famille, en quelque sorte il augmentait sa valeur de noble puisque figurer sur les cahiers de l'*Avogaria di Comun* impliquait directement le candidat et avec lui son entourage: en effet, au moins un tuteur (ou garant) et deux témoins encadraient le jeune à cette occasion. Faire inscrire un jeune neveu ou un cousin germain à la *Barbarella* pouvait faire gagner la 'loyauté' d'autres parents et de leurs amis. Il s'agissait bien d'étendre son réseau de clientèle par de futures alliances matrimoniales. La place des femmes se précisait également, bien que la présentation fût le plus fréquemment assurée par un représentant masculin du clan paternel. Le rôle essentiel du rite initiatique de la jeunesse patricienne de Venise était confirmé. Réussir l'enregistrement permettait au jeune homme de participer à la *Barbarella*.

Il faut bien distinguer le nombre des enregistrements de celui des enregistrés proprement dit, car au cours d'un même enregistrement, plusieurs candidats (c'est-à-dire deux frères) pouvaient être présentés simultanément (le même jour et par les mêmes tuteurs et témoins: la trace de ces individus a été conservée dans le même acte) devant les *Avogadori di Comun*. En outre, un candidat absent le jour de l'inscription était pa-

78. Du titre d'un manuscrit du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la Bibliothèque Marciana de Venise (BNM): it. VII. 1828 (= 7621), G. A. CAPPELLARI VIVARO, *Le macchie nelle stelle ovvero la nobiltà eclissata in alcuni personaggi delle famiglie patrizie di Venezia; note storiche sugli individui meno degni delle singole famiglie c'est-à-dire* «les tâches parmi les étoiles, les individus les moins dignes de chaque famille». Il y est question des nobles 'entâchés' par des mariages avec des bâtardes, des filles naturelles, illégitimes ou des «spurie», d'individus nobles ayant trahi la République par entente avec l'ennemi, corruption, détournement des deniers publics, complot, conjuration, crime de lèse-majesté, rébellion, désertion, désobéissance, violence physique ou verbale. Ils sont alors condamnés à la prison, au bannissement temporaire ou perpétuel, voire au deux. Ce document rappelle quelques trois siècles après (!) les individus assassinés (souvent par des inconnus), ceux ayant fait des propositions dommageables à la République (pernicieuses): exemple en 1492 (donner 100 écus d'or par an aux nobles pauvres en puisant dans les caisses du 'publico errario') et 1503. Ils sont bannis à vie, et si tentent de rentrer, on leur promet la décapitation. Le manuscrit donne enfin les noms des nobles ayant tenté de constituer un «bloc de votes».

79. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 35: «I patrizi che aspiravano ad ottenere cariche politiche venivano in Rialto in cerca di voti, in mezzo a barconi, banchetti di pescivendoli, e negozi di tessuti; la compravendita serviva a mascherare un'attività, in fin dei conti, illecita». Ces nobles cherchaient à vendre leur vote au plus offrant. E. MUIR, *Civic Ritual in Renaissance Venice*, Princeton (NJ), 1<sup>re</sup> éd., 1981; éd. italienne *Il rituale civico a Venezia nel Rinascimento*, Roma, 1984, p. 39: «l'accrescersi delle malversazioni tra i detentori delle cariche e l'infame broglio, con cui i nobili poveri vendevano i propri voti al miglior offerente, offuscarono ulteriormente la reputazione della Repubblica». La corruption électorale était donc manifeste.

reillement enregistré par les *Avogadori di Comun*. Bien que les conditions de candidature évoluèrent peu à la fin du quinzième siècle, le Journal de M. Sanudo<sup>80</sup> rend compte d'une nette croissance du nombre des inscrits de 1500 à 1504, une légère chute vers 1505-1509, et enfin une stagnation des candidatures vers 1510-1515. Sur la durée considérée, le nombre des candidats à l'entrée anticipée au Grand Conseil crût toutefois de manière exponentielle.<sup>81</sup> A Venise, on distinguait plusieurs catégories de noblesse, selon l'ancienneté de leur participation au pouvoir. Les *Casa Vecchie* constituaient le noyau fondateur: douze Maisons dites 'apostoliques' tels les Contarini, les Morosini, les Querini, etc. et d'autres, toutes anoblies avant 1297.

UNE CA' ENTRE TERRE ET MER :  
LES CONTARINI, TÉMOINS DE LA COMPÉTITION INTERNOBILIAIRE

L'étude particulière de la prolifique *Ca'* Contarini<sup>84</sup> entre 1490 et 1525 révèle qu'en moyenne, chaque rameau avait connu quatre ou cinq enregistrements en trente ans soit un tous les six ou sept ans environ. Dans l'ensemble, on constate que tous les rameaux Contarini présentent au moins un jeune chaque année et l'on atteint huit à neuf enregistrements pour certaines années (comme en 1491<sup>85</sup> et 1503<sup>86</sup>), et jusqu'à onze ou douze candidats en 1507<sup>87</sup> ou 1515.<sup>88</sup>

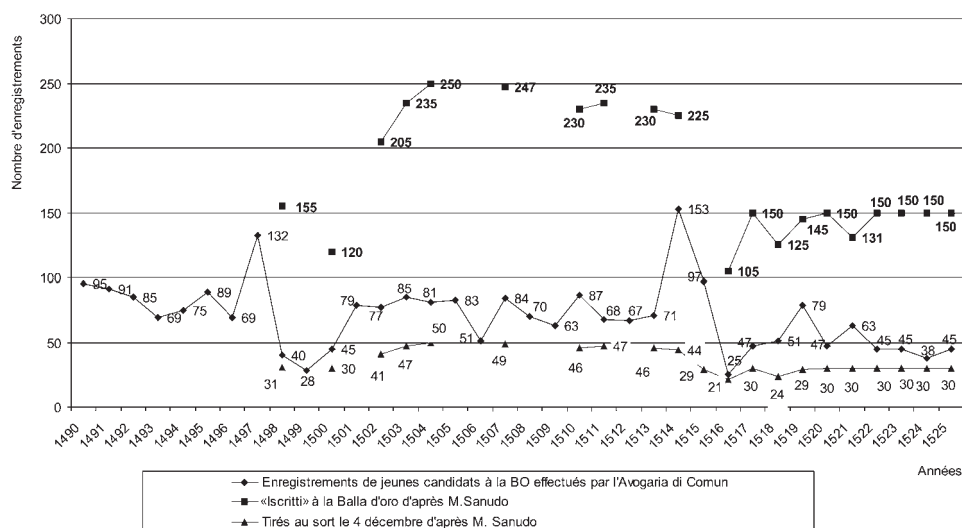


FIG. 1. La participation des jeunes nobles vénitiens au rite initiatique de la *Balla d'oro* (1490-vers 1525).

Complément de légende (FIG. 1):

95 Nombre d'enregistrements pour l'année en cours<sup>82</sup>

155 Nombre d'inscrits supposés (ils ont été déduits des informations fournies par le chroniqueur lui-même dans son Journal,<sup>83</sup> chaque 4 décembre).

80. SANUDO, *Diarii*, cit., 3 et Figure 1.

81. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 270 parle de la «prolifération démographique des nobles».

82. Les données ont été tirées des registres de l'*Avogaria di Comun*, cit. et concernent les enregistrements de jeunes patriciens candidats au tirage au sort de la *Balla d'oro* entre 1490 et 1525.

83. SANUDO, *Diarii*, cit. décrit les événements de la vie quotidienne de Venise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1496.

84. ASV: *Miscellanea*, M. BARBARO, *Arberi de'Patritii veneti*, cit., vol. II, fol. 437 et s.

85. ASV: AC, reg. 164, cit.

86. *Ibidem*, reg. 165, fol. 71r-72r.

87. *Ibidem*, fol. 74r-75v.

88. *Ibidem*, fol. 81r-82v.



L'autre *Ca'* comparable par le nombre de rameaux 'vifs' au quinzième siècle, celle des Morosini, réalisa 117 enregistrements réguliers au cours de la même période; seule l'année 1499 ne donna aucun résultat. Huit de ses jeunes membres furent présentés en 1514<sup>89</sup> et sept en 1519.<sup>90</sup> Les Querini effectuèrent 55 présentations en vingt-cinq ans. Ainsi, ces trois *Case vecchie* se maintenaient relativement bien au cœur de la vie politique vénitienne grâce à leur force démographique: elles représentaient 36% des membres du Grand Conseil en l'an 1513<sup>91</sup> face aux 23% des membres issus de Maisons plus récentes (anoblies en 1297) dites *Case nuove*.

Parmi le premier groupe des anoblis du treizième siècle issus de la *Serrata* du Grand Conseil, se distinguent les *Case nuove* comportant des doges parmi leurs ascendants et dénommées pour cela comme «ducales»: <sup>92</sup> les Malipiero par exemple, s'illustraient avec 85 présentations de 1490 à 1525 par exemple. Face à la progression des «nouveaux nobles» au cœur du système participatif de la République, les *Case vecchie* fondatrices historiques de Venise habituellement associées au cercle dirigeant, résistaient bien. En trente-cinq ans, vingt-quatre d'entre elles participèrent au tirage au sort avec une moyenne de trente-huit enregistrements annuels. Elles totalisèrent 922 enregistrements représentés par douze noms seulement, contre 1.620 enregistrements pour les *Case nuove* représentées quant à elles par 128 noms différents soit dix fois plus que leurs 'ainées', avec une moyenne de douze inscriptions annuelles. Le poids démographique était donc un facteur majeur de réussite sociale et politique à Venise à la fin du Moyen Age.

En outre, entre 1463 et 1499 les magistrats attendent cent-dix-sept *Casate* à l'enregistrement et cent-soixante-sept entre 1497 et 1544. Or, trente-deux d'entre elles ne présentent jamais aucun candidat: elles représentent 20% du total des 'enregistrables'. On relève parmi elles les noms<sup>93</sup> D'Abramo, D'Anselmi (ou Anselmo), D'Arpini, Aronal (ou Avonal). Seules cent-trente-cinq Maisons effectivement annoncées dans les deux manuscrits étudiés purent participer<sup>94</sup> aux enregistrements à cette période. Bien que disparues des registres de l'*Avogaria*, certaines comptaient encore quelques membres au Grand Conseil. En 1513,<sup>95</sup> la liste rappelle la présence d'un seul électeur du nom D'Anselmo et un Aronal. Le renforcement des critères de sélection à l'entrée anticipée aggrava ce phénomène en restreignant le cercle des candidats à l'enregistrement et au-delà, au tirage au sort. Seules les entrées payantes et l'abaissement occasionnel de l'âge légal de candidature de vingt à dix-huit ans seraient venus contrebalancer le phénomène de concentration des pouvoirs ? On peut en douter si l'on en croit M. Sanudo, qui dénonça lui aussi avec virulence<sup>96</sup> les entrées «per denari».

Ainsi, à un moment ou à un autre, il fallait remplir des critères de solvabilité fiscale. Etudier ces données avec une précision indiscutable reste difficile car les preuves sont rares et de nombreux éléments restent flous. L'étude des enregistrements annuels<sup>97</sup> de

89. ASV: AC, reg. 165, fol. 254r-255v.

90. ASV: AC, reg. 164, cit., fol. 256r-257r.

91. BNM: mss. it. VII. 90 (8029), fol. 349v-350r.

92. ZORZI, cit., p. 180 parle des «rivalités exacerbées entre les *case vecchie*, les "vieilles maisons" qui affirment descendre de tribuns [elles étaient vingt-quatre], et les *case nuove*, les "nouvelles maisons", de noblesse présumée un peu moins ancienne. De fait à partir de la mort du doge Michele Morosini, un accord secret avait limité le choix des doges aux seize *case nuove* qui, pour cette raison, furent [dénommées] *ducali*».

93. ASV: AC, reg. 162 à 165, IDEM, index des registres.

94. ASV: AC, reg. 164 et 165, *Balla d'oro*. S. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 268 notait que «The *Avogadori's* records actually reveal a decline in the number of patrician during the *Quattrocento*», confirmant l'affaiblissement démographique du patriciat vénitien à la fin du Moyen Age.

95. BNM: ms. it. VII. 90, cit.

96. SANUDO, *Diarii*, cit., 17, cc. 335-336, 349, 363, 366-367, 377, 387-388, 417, 457, 460; 19, cc. 22, 68-70; 20, cc. 95, 287, 370; 21, c. 349.

97. ...et non pas le nombre exact de jeunes effectivement enregistrés par les *avogadori di comun*. En effet, il arrive que deux jeunes frères (le scribe précise s'ils sont jumeaux) soient présentés ensemble par leur tuteur (leur père ou leur mère le plus souvent). Cependant, ces cas de double-enregistrement sont relativement rares (un cas unique sur Contarini entre 1490 et 1525).

tous les jeunes nobles vénitiens candidats aux tirages au sort de la *Balla d'oro* réalisés dans les années 1490-1525 fournit cependant un début de réponse. On constate que lorsque M. Sanudo parle du nombre des «iscritti», il s'agit en réalité de la totalité des candidats inscrits au tirage au sort de la Boule dorée pour l'année en cours: c'est-à-dire les *Tristi* ajoutés aux nouveaux enregistrés. De même, lorsqu'il parle des «cavati», il s'agit des jeunes tirés au sort à la *Barbarella* de l'année considérée.

Malgré la comptabilisation des *Tristi* par Sanudo, on note parfois de grandes différences entre les données fournies par les deux sources, un écart de cent-quinze individus en 1498 par exemple, entre les données relevées dans les registres de l'*Avogaria di Comun* (40 enregistrements) et celles fournies par le chroniqueur (155 *iscritti*). Comment un tel écart est-il possible? Y aurait-il eu une différence de traitement entre des jeunes pourtant juridiquement égaux? Nous supposons que certains jeunes candidats auraient été illégalement admis à l'enregistrement<sup>98</sup> et présentés au tirage au sort de la Boule dorée. Une proposition faite par G. Gullino fournit un exemple d'exclusion manifeste lors de la cérémonie: «lorsque le jeune Pietro Contarini de Zaccaria de Francesco des *Scrigni* de San Trovaso rejoint l'âge légal pour accéder au Grand Conseil, le secrétaire *alle Voci* tut obstinément son nom». <sup>99</sup> Pourquoi cette attitude? Y a-t-il eu un soupçon de fraude commise lors de l'enregistrement? Les *Avogadori di Comun* indiquent qu'il avait été enregistré à la *Barbarella* le 2 décembre 1513<sup>100</sup> sur présentation de sa mère alors que son père, le chevalier Zaccaria, venait de mourir dans les prisons de France. Prison dans laquelle l'avait suivi ce fils alors que l'aîné de ses enfants Francesco, membre éminent de la *Compagnia dei Fausti*, remuait ciel et terre pour les tirer d'affaire: seul le jeune Pietro reviendra sain et sauf à Venise en avril 1513, après plus de trois ans de captivité. On sait qu'au cours de cette période, son père et lui firent la connaissance d'Andrea Gritti, le futur Doge. Cette 'relation' ne lui a pas servi immédiatement puisque l'admission anticipée lui a été tacitement refusée. N'ayant pourtant jamais occupé de charges politiques (et pour cause, il ne serait jamais entré à l'assemblée), le jeune homme participa souvent aux cérémonies publiques et fréquenta des personnages influents, bien que ne faisant partie d'aucun ordre religieux. Cette amitié a peut-être été profitable à la famille de Pietro bien au-delà des liens de clientèle qui se nouaient habituellement au sein du Grand Conseil, mais pas lors de la cérémonie, au dehors de l'enceinte 'parlementaire'. Ce cas vient étayer une hypothèse qui attend confirmation.

Le nombre annuel réel des candidats au tirage au sort tient compte des exceptions excluant certaines catégories: par exemple les débiteurs de l'Etat en 1503<sup>101</sup> ou les titulaires de bénéfices ecclésiastiques en 1508.<sup>102</sup> A partir de cette date, l'assemblée souveraine devint une assemblée laïque: à Venise la politique était l'affaire exclusive du pouvoir temporel. L'admission anticipée au sein de l'organe souverain de la République témoigne d'une forte 'conscience de classe' mais rappelons qu'intégrer le Grand Conseil n'a pas toujours été une priorité absolue pour la noblesse, notamment pour les expatriés.<sup>103</sup> L'évolution du nombre des enregistrements révèle trois grandes phases distinctes entre 1490 et 1525 avec trois années noires successives: 1497,<sup>104</sup> 1498 et 1499, au cours desquel-

98. Cf. *infra* les exemples concrets recensés chez les Contarini, où l'on connaît des 'demi-nobles' issus de rameaux alliés avec des citoyens ou des nobles non-vénitiens.

99. G. GULLINO, *Dizionario Biografico degli Italiani*, xxviii, Rome, 1960, p. 266.

100. ASV: AC, reg. 165, fol. 80.

101. Lorsque les jeunes avocats 'stagiaires' sont directement admis à l'assemblée, les résultats sont faussés de manière positive.

102. Nous ne rappellerons pas l'enquête préliminaire effectuée par les *avogadori di comun* et décrite précédemment. A. ZORZI, cit., p. 387: «le 23 septembre 1498 les nobles jouissant de bénéfices ecclésiastiques sont exclus du Grand Conseil». Cette mesure se reproduit en 1508 à l'encontre de vingt évêques, trente-cinq abbés et vingt-six clercs qui sortent définitivement du Grand Conseil!

103. DOUMERC, *De lignée antique et consanguine*, cit., p. 105.

104. ASV: AC, reg. 164 et 165: 128 enregistrements en 1497 et seulement 28 en 1499.

les effectifs sont divisés par quatre! La République parvint à surmonter toutes les difficultés: en 1491 la peste atteignit la lagune, en 1494 les Portugais ouvraient la route maritime des Indes et en 1495 le 'mal français' (la syphilis) provenant du royaume de Naples, se répandit dans toute la Péninsule alors que se mettait en place une ligue contre le Roi des Français (la plus grande bataille engagée au cours de cette guerre fit 8000 victimes dans les deux camps).<sup>105</sup> Après 1500, la conjoncture s'améliora mais restait incertaine. Les enregistrements annuels de jeunes candidats firent un bond de 70% entre 1506 et 1514. Les dix années suivantes connurent un ralentissement avec une chute à 25 enregistrements pour l'année 1516.

La violence du choc ne sera pas absorbée avant le deuxième quart du seizième siècle. Que s'est-il passé? Pourquoi l'effectif des jeunes enregistrés a-t-il fondu des deux tiers en dix ans? Les causes de ce phénomène sont à rechercher dans les données enregistrées pour les années 1514-1516. Le total des inscrits annuels fut réduit de moitié en trois années seulement. Le chiffre des 'anciens enregistrés' augmenta légèrement dans le même temps. La République venait de connaître l'une des périodes les plus catastrophiques de son histoire: l'Etat restait très endetté, le peuple avait faim, la guerre sévissait encore aux abords de la lagune et les Turcs avançaient sûrement à l'Est.<sup>106</sup> Le nombre des «anciens enregistrés» (les «Tristes») inscrits pour le tirage au sort de l'année 1514 fut, pour la première fois en quinze ans, inférieur à celui des 'nouveaux enregistrés': il passa de cent-cinquante-neuf en 1513 à soixante-douze, soit une baisse de 54% en douze mois, alors que le nombre des plus récents fut simultanément multiplié par deux. Cette année 1514 est une date charnière, une fracture dans l'histoire vénitienne. A première vue, le recul démographique pourrait expliquer ce blocage: la masse des morts et des disparus au combat aurait accéléré la chute des effectifs des candidats à l'entrée anticipée au Grand Conseil permettant ainsi à de nombreux 'anciens enregistrés' d'être admis massivement au Grand Conseil. Les rescapés se seraient désistés par découragement, par une sorte de 'renoncement civique' à servir l'Etat, à remplir leur rôle de patricien à la suite des espérances déçues des rapatriés. Pourtant, il n'en est rien car malgré une modification de la composition interne, de la nature-même du patriciat vénitien et plus précisément de la frange présentant des candidats au tirage au sort, on note que la part de jeunes prélevée le jour de la sainte Barbara reste la même durant ces deux années. Cela signifie donc que des éléments 'étrangers' au patriciat traditionnel vénitien avaient été admis à l'enregistrement afin de compenser le vide démographique laissé par les victimes des malheurs du temps. La sélection s'adapta donc à la nécessité. La fraude<sup>107</sup> légale aurait profité de l'accord tacite des *avogadori di comun*, seuls magistrats informés des déclarations du jeune et de son tuteur (chargés de l'enquête préalable obligatoire). A nouveau, il semble indispensable d'insister sur la nécessaire identification systématique des individus à l'intérieur des rameaux lignagers; elle-seule fournirait une réponse définitive à ces questionnements. En effet, il est évident que s'appeler Contarini par exemple, ne sous-entendait pas automatiquement que l'on était de naissance noble et par conséquent descendant de la *Ca' apostolica* aux origines de la fortune de la Sérénissime, loin s'en faut.

Dès les années 1490-1515, le nombre des réfugiés fuyant la progression turque en Grèce occidentale et dans les Balkans ne cessa d'augmenter. Les rapatriés des territoires vénitiens d'Outre-mer ne semblaient pas représenter un danger potentiel supplémentaire pour les concurrents car l'enregistrement sur les livres de la Commune attestait déjà l'appartenance des patriciens de métropole au cercle dirigeant vénitien. Même si le Grand Conseil, très vigilant, avait envisagé avec prudence d'intégrer en son sein ces

105. BNM: ms. it. VII. 96 (7683), fol. 64r, fol. 65v et fol. 67r.

106. DEL TORRE, *Venezia e la Terraferma*, cit., p. 374.

107. FINLAY, *La vita politica*, cit. dénonce le laxisme des autorités face à ce phénomène.



nouveaux venus apparentés à des lignages vénitiens anciens mais vivant parfois depuis des siècles en Romanie par exemple, les liens s'étaient relâchés avec la métropole et en ces années de crise, les quelques places disponibles prirent une grande valeur.<sup>108</sup>

#### LA REDÉFINITION DU PATRICIAT : UNE CRISE IDENTITAIRE ?

Après des siècles d'assimilation (certes limitée par les *Serrate* successives)<sup>109</sup> au sein du patriciat vénitien, un critère de sélection inattendu confirma la tendance au repliement sur soi : la richesse ou plutôt l'exigence d'un 'civisme fiscal'. L'exemple déjà cité pour l'année 1503<sup>110</sup> constitua un renoncement forcé au *cursus honorum*. Les inciviques étaient déçus de leurs droits d'expression politique et par là-même de leur source de revenus. L'oligarchie choisit de se séparer des éléments devenus nuisibles au bon gouvernement de la cité en leur coupant l'accès au Grand Conseil et donc aux offices publics. Certaines familles nobles déjà appauvries en ces temps difficiles se trouvèrent alors dans une situation catastrophique.<sup>111</sup>

Pour répondre à ces questionnements, nous avons choisi l'étude de rameaux expatriés tels les Contarini de Réthimo<sup>112</sup> (alliés avec des filles originaires du nord de la Crète) : seul « Gian-Franco ser Santo qd Giorgio qd Cipriano de Rethimo » fut enregistré pour le tirage au sort de la *Balla d'oro* sur la période considérée (en 1501).<sup>113</sup> Le *Barbaro* indique « Gian-Francesco de La Canea<sup>114</sup> qd Santo qd Giorgio di Rettimo qd Cipriano di Rethimo in Sant'Anzolo ». Ce jeune est-il un rapatrié ? En tout cas il était lui aussi le seul individu de son lignage inscrit sur les registres de l'*Avogaria di Comun* entre 1490 et 1525. Était-ce un signe de la difficulté d'insertion que les Vénitiens des colonies éprouvaient à leur arrivée en métropole ? Il semblerait que l'on ait ainsi tenté de les maintenir à l'écart du pouvoir politique et de ses institutions parce que leurs propres pères avaient longtemps négligé de les présenter à l'*Avogaria di Comun*.

La majorité des épouses étrangères (ou non métropolitaines) rencontrées dans les rameaux Contarini participant aux enregistrements à cette période provenait de colonies vénitiennes grecques. Trois étaient crétoises : une provenait de Candie, la capitale, une autre de Réthimo, puis une troisième de La Canée. Trois autres épouses 'exotiques' étaient originaires de Corfou, deux de La Seda, une autre de Modon en Morée (Péloponnèse) et la dernière recensée venait de Canello. Une seule était génoise. Treize unions matrimoniales de ce type ont été contractées entre 1406 et 1517, ce qui est peu au regard des deux-cent mariages réalisés par les membres de la *Ca'* Contarini de 1400 environ à 1525. Nous constatons qu'en définitive, très peu de Contarini (17% de ses rameaux actifs au tirage au sort) s'alliaient avec des étrangères : ce phénomène concerne 6,5% à peine de l'ensemble des unions contractées au sein de cette *Ca'* qui suivit donc la tendance matrimoniale endogamique voire 'protectionniste' contemporaine.

108. B. DOUMERC, *L'accueil des rapatriés vénitiens dans la métropole*, Venise, 1500. *Migrations et diasporas méditerranéennes*, sous la direction de M. Balard et A. Ducellier, Paris, 2002, pp. 375-398.

109. Cf. travaux de S. CHOJNACKI sur la question.

110. PRIULI et SANUDO, cit. : le problème avait été évoqué « in Pregadi » durant la séance du 28 novembre ; le Doge et tout le Collège répondant à l'appel de Tron, en avait fait une formelle proposition au Sénat, qui l'approuva par 153 voix contre 23 (ASV : *Senato Terra*, reg. 14, fol. 188) ; soumise ensuite au Grand Conseil, elle souleva les mêmes objections que devant le Sénat mais fut approuvée par une très large majorité.

111. L'on sait que les pères de famille vendent d'abord leur vote au plus offrant (Rialto et *broglio*, lieu de vente des voix des *sguizzari* cf. Finlay, Sanudo, etc.) et l'on imagine très bien que les pères de famille se lancent dans une reconversion professionnelle par l'exercice de l'*ars mechanica*, seul moyen de survie qui accélère d'autant plus l'isolement de cette partie du patriciat définitivement exclue de sa classe d'origine.

112. ASV : *Miscellanea*, BARBARO, cit., vol. II, fol. 495 : rameau Contarini de Rettimo (ou Réthimo) noté « Eee ».

113. ASV : AC, reg. 165, fol. 70, § 2 : il n'est pas fait mention de leur *contrada* de rattachement en métropole mais plutôt de leur lieu de provenance dans les colonies c'est-à-dire de Rettimo. Il manque en effet une étude rapportant à quel moment de l'histoire familiale, la société vénitienne a identifié le membre d'un rameau par une particule locative.

114. BARBARO, cit. : rameau de Rettimo.

Après avoir étudié la provenance des épouses étrangères chez les rameaux Contarini dits 'de l'extérieur', nous avons recensé les épouses non nobles vénitiennes<sup>115</sup> et comptabilisé dix unions au total contractées avec des roturières soit 5% de tous les mariages pratiqués chez les Contarini. L'an 1500 marqua un renversement sans doute durable car avant cette date, les unions matrimoniales avec des 'étrangères' avaient été les plus nombreuses: 87,5% d'entre elles. Ensuite, la tendance s'inversa mais nous ignorons si elle témoigne de l'évolution générale. La condition exigeant la noblesse de la mère nécessaire à l'inscription sur les registres de l'*Avogaria di Comun* ouvrant l'accès au tirage au sort de la *Balla d'oro*, fixée dès 1422 (cf. supra) n'interdit pas (sauf pour le doge) que celle-ci fut étrangère au peuple vénitien. La pénurie des célibataires morts au combat ou trop appauvris, donc sans espoir de trouver femme, à la suite du phénomène d'inflation des dots à Venise et dans le nord de l'Italie à la fin du Moyen Age, est probablement à l'origine de ce phénomène. Les alliances matrimoniales devinrent ainsi un instrument d'exclusion supplémentaire d'une partie du patriciat vénitien.

Après deux années difficiles, le domaine vénitien de Terreferme anéanti par la guerre fut quasiment reconstitué en 1516; les sources d'approvisionnement longtemps rendues difficiles d'accès pansaient leurs plaies. La République surmontait la crise mais un phénomène nous préoccupe: la chute du nombre des enregistrements au tirage au sort de la *Balla d'oro* se poursuivait. Qui était alors admis à se présenter? Les critères de sélection avaient-ils changé? Comme il a été signalé, depuis 1503, les Vénitiens endettés vis-à-vis de l'Etat (lui-même appauvri par les coûts militaires) ne pouvant accéder à l'enregistrement ni aux offices rémunérateurs, se tournèrent probablement vers d'autres activités<sup>116</sup> en attendant des jours meilleurs. Le jour du remboursement de leur dette par exemple.

Cette attente expliquerait la reprise des inscriptions dès 1517-1519, passant de quarante-sept à soixante-dix-neuf enregistrés. Les familles en difficulté financière auraient donc attendu de remplir les critères de solvabilité exigés par la loi pour l'enregistrement avant de se faire (re-)connaître sur lesdits registres. La loi les y contraignait mais l'essentiel était de tenir son rang, maintenir sa réputation, voire restaurer un honneur<sup>117</sup> perdu. Cette hypothèse pourrait expliquer la mention de nombreuses *Case* dans les listes introductives des registres de la *Balla d'oro* mais absents dans les enregistrements proprement dits car visiblement sans candidats potentiels (cf. supra). Il faut noter que certaines d'entre elles avaient été ruinées à la suite des conflits armés ou des faillites bancaires.

Il convient cependant de nuancer notre propos en tenant compte du taux d'extinction de certaines Maisons, extinction achevée ou en cours manifestée par une incapacité à présenter un mâle à l'enregistrement. En outre, comment savoir si la totalité des familles nobles de la République de Venise faisait effectivement enregistrer chacun de ses membres masculins au tirage au sort? L'étude de la prolifique *Ca'* Contarini<sup>118</sup> répond partiellement à cette question: il semble que tous les jeunes de ce nom aient été enregistrés comme candidats à la *Barbarella*. Ses «réserves démographiques» étaient en

115. La première est une Olivetto. Seule la Maison Petranti parvient à marier deux fois ses filles à des nobles vénitiens, soient un mariage sur cinq pratiqués avec des Vénitiennes non nobles (ou des étrangères). Un Contarini épouse une Turloni, un autre une fille Pandolfi, deux autres des filles De Franceschi, mais aussi une Busanedo, une Greci (parfois nommée De Guez del Rubio) et enfin une Veggie.

116. C. JUDE DE LARIVIERE, *La reconversion du patriciat vénitien à la fin du Moyen Age*, thèse de Doctorat, Université Toulouse-le Mirail, octobre 2002, édition en cours: sur la diversification des activités pratiquées par une frange du patriciat possédant dans l'industrie par exemple.

117. Peut-être vallait-il mieux pour elles cacher leur misère en cherchant à se reconvertir dans d'autres secteurs économiques plutôt que de risquer leur réputation devant l'assemblée souveraine réunissant l'ensemble de leurs pairs. Car être déclaré débiteur de l'Etat par un tribunal constituait parfois une condamnation comme peine infamante: cf. GILBERT, *Venice in the crisis of the League of Cambrai*, cit., p. 288: «a much used procedure for forcing the payment of taxes was to publish in the Great Council the names of those who were delinquent in paying their tax debts and to announce that they would be excluded from the councils and from holding office if they did not pay within a certain time.»; SANUDO, *Diarii*, cit., 11, c. 788; 14, c. 639; 15, cc. 329-330.

118. D'après les rameaux isolés par M. BARBARO dans les *Arberi de'patritii veneti*, cit.

effet exceptionnelles au regard d'autres *Case* tels les Fradello, les Grego, les Quintanale et les Vizzamano, qui ne firent enregistrer aucun jeune à cette période.

La diminution du nombre des *Case* représentées au Grand Conseil<sup>119</sup> semble avoir menacé la démocratie vénitienne avec une nette tendance à l'homonymie des électeurs (preuve de la cooptation active virant parfois au népotisme). Cependant, les Maisons les plus prolifiques – nous avons évoqué les multiples ramifications des Contarini – prirent le relai puisque les effectifs du Grand Conseil ne cessèrent d'augmenter depuis sa création. Les candidatures étaient probablement assurées par un nombre restreint de branches. Nous avons vu que naître noble (et porter un tel nom) n'empêchait plus d'être exclu du gouvernement de la République. Le critère de richesse encouragea la compétition internobiliaire et le renouvellement du patriciat vénitien par l'apport de sang neuf demeura à première vue marginal.

L'accès anticipé au Grand Conseil par le moyen d'un tirage au sort, même truqué, constituait une soupape de sécurité pour le régime. Fallait-il éluder le problème du relâchement des liens entre métropolitains et Vénitiens installée dans les colonies – alliés matrimonialement dans le passé à des étrangers, voire à l'ennemi présent: les Turcs – par une intégration politique, civique d'individus ignorant tout ou presque de la citoyenneté vénitienne lagunaire? Nous savons par exemple que l'île de Chypre, permit à un grand nombre de familles vénitiennes de se procurer des revenus et d'engranger des profits au temps de la colonisation. La Romanie vénitienne, en suscitant la création de magistratures et d'offices, donna lieu à des mariages avec de riches héritières locales, autorisa des investissements dans l'économie insulaire servant ainsi de base commerciale stratégique pour le Levant. Il semble que ces familles parfaitement mêlées, 'intégrées' aux populations locales avaient peu à peu oublié leurs devoirs de patriciens vénitiens. Leurs descendants, bien loin de connaître l'obligation de participer au Grand Conseil, auraient brutalement pris conscience de la nécessité de se faire enregistrer par l'*Avogaria di Comun*, contraints à envisager un retour en métropole face à l'avancée turque? Au début du seizième siècle, être membre de ladite assemblée redevint pourtant indispensable à la défense directe des intérêts individuels et familiaux. Il faut rappeler et souvent prouver<sup>120</sup> que, malgré un éloignement de plusieurs générations, l'on était resté attaché à la *terra veneta*, fidèle à la République, prêt à servir la métropole au prix de tous les sacrifices. Certaines familles avisées avaient veillé à maintenir des contacts permanents avec le gouvernement tels les Corner «della Regina»<sup>121</sup> (une *Ca' vecchia*), les maîtres de Chypre. Bien qu'implantés en Grèce depuis le début du treizième siècle, ils appartenaient toujours au cercle politique vénitien dans les années 1490. Leur extrême richesse et leur réseau de parentèle-clientèle les sauvèrent souvent de la ruine, tant financière que politique. Le *gran parentado* joua complètement son rôle dans leur cas. Les membres du lignage Corner furent présents quarante-trois fois à la *Balla d'oro* entre 1490 et 1525 mais surtout après 1513 avec trente-cinq enregistrements jusqu'en 1525. En 1513, on note leur très forte présence au Grand Conseil avec trente-neuf membres, certainement âgés

119. CHOJNACKI, *Identity and Ideology*, cit., p. 268 décrit le déclin du nombre des «Case» patriciennes au cours du xv<sup>e</sup> siècle ... sans préciser le sens qu'il donne à «Casa»; parle-t-il de Maison, de rameau, de branche, de famille au sens étroit c'est-à-dire les parents géniteurs et leurs enfants?

120. ASV: AC, *Prove di età per Magistrati* dans lesquels on remarque que les magistrats exigent de la part des jeunes issus (même trois générations auparavant) des colonies d'outre-mer, les dépositions de témoins attestant la légitimité de la naissance noble du jeune, de l'état de noblesse de sa mère, de celle de son père, parfois de son grand-père, voire de son arrière-grand-père ! La discrimination entre les candidats à l'enregistrement pour la *Barbarella* est ici flagrante.

121. ARBEL, *A royal family in republican Venice*, cit.: Marco «became a kind of "Doge-maker": Andrea Vendramin, elected as Doge in 1476, was the father of his daughter's husband [...]. Two years later, the next Doge, Giovanni Mocenigo, was also elected, according to Sanuto, thanks to Marco Corner's support. Mocenigo's brother and Marco Corner were brothers-in-law» (p. 138). Le petit-fils de Giorgio qd Marco épouse la fille d'Alvise Pisani *dal Banco*, etc. En 1532 le palais familial de S. Cassian sur le Grand Canal brûle intégralement: la famille avance des droits historiques pour sa reconstruction, subventionnée par l'Etat à hauteur de 30.000 ducats! Cette somme est obtenue après maintes tractations et vaut comme paiement de vieilles dettes 'publiques'.

puisqu'on ne leur connaît que neuf enregistrements de 1490 à 1513. Les jeunes Corner admis avant l'âge de vingt-cinq ans sont apparemment peu nombreux avant 1513. Nous en déduisons que le retour de Grèce s'est accéléré à cette date charnière.

On assiste ainsi à une rupture dans la définition du patriciat vénitien alors divisé en deux camps: les membres du Grand Conseil d'un côté et les 'autres', les exclus du Grand Conseil, les 'oubliés de la République', laissés aux portes du gouvernement de la Cité. Le critère du sang ne suffisait plus à prouver son appartenance à la classe dirigeante, comme on l'a dit. Il fallait démontrer que l'on était utile à la *res publica*, que l'on avait une conscience civique forte empêchant l'individu de peser négativement sur la communauté des patriciens. L'instrumentalisation de la *Balla d'oro* par l'Etat n'eut qu'un objectif: exclure les nobles pauvres en les contraignant légalement à solder leurs dettes fiscales! Ainsi, le mythe vénitien de l'ordre, de l'harmonie et de l'intégration sociale et politique s'effondrait<sup>122</sup> définitivement face aux bouleversements démographiques et à la modification des rapports entre les classes et les centres de pouvoir. La tension continue et le développement de la violence privée<sup>123</sup> incitèrent le Gouvernement de la République à mettre en place un appareil judiciaire répressif basé sur des méthodes policières relayées par l'espionnage. A la fin du Moyen Age, le patriciat vénitien s'identifiait à la noblesse riche qui dominait la société vénitienne et qui s'était déjà détournée de la voie des mers pour embrasser la Terreferme.

Les rameaux Contarini les plus actifs à l'enregistrement<sup>124</sup> pour la *Barbarella* n'appartenaient pas à ce que certains ont appelé «le Parti de la Mer» (FIG. 2),<sup>125</sup> ce parti 'colonial' impliqué dans le financement des galères *da mercato* actives sur la navigation de ligne. On constate que les familles qui entretenaient au contraire des relations d'affaires régulières avec l'Outre-mer étaient toutes de souche lagunaire, peu nombreuses,<sup>126</sup> et de fait avaient peu de candidats potentiels à l'entrée anticipée au Grand Conseil. L'activité commerciale maritime était donc pratiquée à partir de la Cité.

La participation au financement des galères marchandes avait fini par les isoler politiquement.<sup>127</sup> Leur disparition des registres concernant la noblesse laisse croire à une extinction démographique consécutive à un appauvrissement financier. Les neuf Maisons majoritaires dans les sociétés financières constituées pour la navigation de ligne<sup>128</sup> ont connu trois-cent-trente-huit enregistrements de jeunes candidats au tirage au sort de la *Balla d'oro* entre 1490 et 1512 et comptaient cinq-cent-trente-six membres au Grand Conseil en 1513. Comme nul n'est cloisonné dans son groupe ou dans son réseau, nous avons pu isoler des cas intermédiaires: certaines Maisons étaient à la fois membres de ce parti de la mer mais étaient également bien représentées au Grand Conseil. Ces *Case* offrirent deux-cent-quarante-trois jeunes à l'enregistrement entre 1490 et 1525 dont cent-soixante avant 1512. Deux-cent quarante-neuf de leurs membres faisaient partie

122. F. SALIMBENI, compte-rendu de l'ouvrage de G. RUGGIERO, *Patrizi e malfattori. La violenza a Venezia nel primo Rinascimento*, «Studi Veneziani», n.s., IX, 1985, pp. 240-245.

123. Le Conseil des Dix réglemente et limite le port d'armes à Venise entre 1490 et 1520 car comme le remarque M. Sanudo en juin 1509 (*Diarii*, cit., 8, c. 346) «chacun achetait des armes, alors que les étrangers et les continentaux se voyaient refuser ce privilège, les Vénitiens eux-mêmes réclamaient une licence.»

124. En sont-ils par contre les partenaires silencieux? Il faudrait pour le vérifier, retrouver les éventuels liens matrimoniaux existant entre ces deux groupes sociaux.

125. B. DOUMERC, C. JUDE DE LARIVIÈRE, *Le rôle du patriciat dans la gestion des galères marchandes à Venise au début du seizième siècle*, «Studi Veneziani», n.s., xxxvi, 1998, pp. 57-84.

126. D'après les registres de l'*Avogaria di Comun* et le *Barbaro*.

127. DOUMERC, JUDE DE LARIVIÈRE, *Le rôle du patriciat*, cit., p. 57: «l'adaptation des normes législatives est le risque évident d'une certaine évolution visant à protéger le patriciat de toute contamination destructurante et, en écartant les apports nouveaux, il semble que le refus de la recherche d'un compromis lié à l'évolution conjoncturelle condamne ce groupe à la disparition [...]. La régression numérique souhaitée et encouragée mènera, à long terme, à la disparition des forces biologiques du patriciat. La sauvegarde viendra de l'agrégation d'éléments divers et extérieurs qui vont bouleverser la nature originelle de cette société.»

128. JUDE DE LARIVIÈRE, *La reconversion du patriciat vénitien à la fin du Moyen Age*, thèse de Doctorat, cit.

de l'assemblée souveraine de la République en 1513. Chez les Contarini dits 'coloniaux' (ceux dont la mère du jeune candidat à la *Balla d'oro* n'était pas noble et dont le nom était étranger à la Vénétie) il n'y eut jamais de membres du «Parti de la Mer»! On en recense sur toute la période considérée. En revanche, il semble que les nouveaux immigrants ayant bravement combattu en faveur de la République aient été récompensés par l'enregistrement facilité des jeunes membres de leur famille candidats à la *Barbarella*.

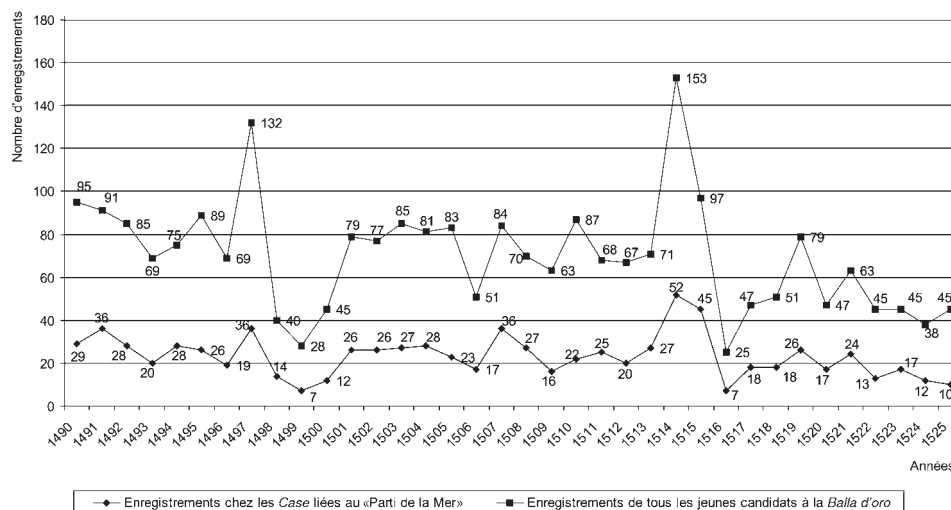


FIG. 2. Participation des Case liée au «Parti de la Mer» aux enregistrements de jeunes candidats à la *Balla d'oro* (1490-1525).

Nous avons vu qu'il ne suffisait plus d'être de souche noble et riche, mais de participer à la gestion de la cité, voilà qui ce qui importait. Les jeunes issus des rameaux<sup>129</sup> 'de l'extérieur' connaissaient probablement mieux les réalités d'Outre-mer que des Vénitiens fraîchement expatriés. En outre, les candidats au départ devenaient plus rares en ces temps difficiles car désormais, l'aventure du Levant n'était plus le rêve des jeunes patriciens. Il semble que les *avogadori di Comun* aient fermé les yeux sur les fraudes constatées dans les déclarations de noblesse (attestées par les magistrats comme préalable à tout enregistrement d'un candidat) afin de compenser le vide démographique parlementaire et nobiliaire et de relancer des vocations colonialistes, en dépit des recommandations gouvernementales émanant des *Primi della Terra* c'est-à-dire du Sénat et du Conseil des Dix.

Un constat s'impose toutefois: la tendance générale de la société vénitienne de la fin du Moyen Age cultivait les apparences, les faux-semblants. On avait du mal à distinguer le noble du bourgeois ou du citoyen par son vêtement. Dans ce contexte troublé, les Vénitiens et leurs dirigeants pratiquèrent une politique ostentatoire de leur état afin d'éblouir le monde. Les dignitaires étrangers en visite (presque toujours officielle à cause des objectifs politiques et des recherches d'alliances) à Venise étaient reçus avec faste et les diplomates vénitiens en mission à l'étranger devaient s'habiller de façon voyante pour montrer à tous la richesse et la puissance du *Dogado*. Il s'agissait avant tout d'intimider et de séduire pour anéantir les velléités d'agression en jouant sur la réputation par la générosité et l'hospitalité accordée à ces dignitaires. Le gouvernement cherchait à magnifier l'Etat en mettant en scène l'image d'une Venise glorieuse et pacifique. On

129. Nous avons pu remarquer (cf. *infra*) que le plus souvent, ils sont nés de premières noces.



faisait semblant d'ignorer le malaise qui minait les structures de la société vénitienne mais le malaise grandissant avec les surenchères, il fallut se résoudre à intervenir dans la vie privée des nobles. L'Etat vénitien tenta d'enrayer l'inflation des dots qui avaient conduit de nombreuses familles à la ruine, par une sévérité législative accrue en matière somptuaire. Pour éviter les gaspillages inutiles, il fallut réglementer les mariages, les festivités, etc. La contradiction entre les lois promulguées et la réalité se renforça pourtant et les excès continuèrent. Le doge Leonardo Loredan, dans les discours prononcés devant le Grand Conseil durant l'été 1509, déplorait «l'arrogance et la complaisance de la classe dirigeante, la vision de court terme et le manque d'expérience militaire, la vénalité, la lenteur de la justice, l'évasion fiscale et l'immoralité des mœurs».<sup>130</sup> Dans ces conditions les patriciens pouvaient-ils tirer habilement profit de ce climat et prendre le train en marche? La voie conduisant au *cursus honorum* devenait plus étroite et encombrée; porter un nom prestigieux (tel que Contarini) n'aurait nullement un sort heureux à la *Barbarella*. Les règles du jeu avaient changé et les exclus, les *decaduti* (les déclassés) avaient perdu leurs illusions.

Malgré la notoriété accordée par le port d'un nom associé au groupe dirigeant, dans la République de Venise, on ne peut assimiler *Ca'* et rameaux issu de cette *Ca'*: ces derniers pouvaient parfois être extrêmement nombreux mais aux antipodes sociaux d'un descendant de la souche lignagère, comme on l'a vu chez les Contarini par exemple.<sup>131</sup> Porter tel ou tel nom ne suffisait plus à prouver son appartenance à l'élite patricienne. La multiplication des critères de sélection pour l'entrée anticipée au Grand Conseil<sup>132</sup> à cette époque suivait la tendance générale de la noblesse au repliement sur soi, malgré la supposée crise démographique consécutive aux aléas vénitiens en Terreferme notamment.

La frange 'privilegiée' du patriciat restée aux commandes de l'Etat profita de la situation pour se réserver les offices de bon rapport financier. La domination retrouvée sur la *terraferma veneta* après les années 1510 sonna le glas de l'ère des conquêtes et la République connut alors un «renouveau officieux».<sup>133</sup> Les patriciens qui avaient usé de leur influence pour s'attacher la majorité au Grand Conseil et au Sénat, et indirectement celle de toute la cité, enflammée par le patriotisme et l'avidité pour les avantages matériels offerts un peu à tous en vertu des nouvelles conquêtes territoriales, furent réprimandés.<sup>134</sup> Ce que certains ont appelés les «blocs de votes»<sup>135</sup> étaient directement visés. Il semble cependant que la majorité des jeunes patriciens et leurs familles aient été contraints au respect de la loi au moins durant l'étape de l'enregistrement<sup>136</sup> puisque comme on l'a vu, l'admission anticipée directe à l'assemblée était parfois accordée contre paiement d'une somme d'argent.

Quelques résultats provisoires laissent penser que les rameaux les mieux représentés au tirage au sort de la *Balla d'oro* de 1490 à 1525 étaient de souche lagunaire et de préférence alliés (mais pas membres) au «Parti de la Mer». Les membres des rameaux 'coloniaux' furent donc isolés au sein du Grand Conseil. Le rituel initiatique du patriciat vénitien gardait ainsi toute son importance aux yeux des contemporains, même

130. D. S. CHAMBERS, *The Diaries of Marin Sanudo: Personal and Public Crisis*, dans *Individuals and Institutions in Renaissance Italy*, Aldershot, 1998, p. 22.

131. Cf. *supra*, note 6, p. 16 sur les Contarini pauvres.

132. F. BRIZAY, *L'Italie à l'époque moderne*, Paris, 2001, p. 161. Il faut signaler que cette estimation ne connaît pas le nombre des exclus qui, sont sans doute nombreux, au vu du raidissement de l'Etat vis-à-vis des débiteurs par exemple.

133. G. COZZI, *Venezia regina*, «Studi Veneziani», n.s., XVII, 1989, p. 20.

134. SANUDO, *Diarii*, cit., 54, c. 7: «ma una cosa e di grandissimo momento e non si fa la provision, zoe che le balote vien compra per denari. Tutti il sa, et si vede manifesto, che chi non ha la banda di zentilhomeni poveri, ai qual bisogna dar danari, avanti tratto et poi la paga poi rimasi, non si puol rimaner in officii da conto...».

135. FINLAY, *La vita politica*, cit., p. 257: «alcuni fra i nobili meno facoltosi si organizzavano in gruppi per vendere in blocco i propri voti.»; SANUDO, *Diarii*, cit., 21, c. 70 par exemple, parle de «sguizari».

136. QUELLER, cit., pp. 162-181: sur fraudes et tentatives de fraudes multiples lors de la cérémonie du tirage au sort de la *Balla d'oro*.

les plus puissants; il donnait un accès légitime et prestigieux aux offices publics et aux réseaux du pouvoir. Les sources confirment l'idée selon laquelle le rite de passage à la maturité patricienne (l'expression a été consacrée) conserva son prestige en pleine Renaissance italienne. Aucun profil-type<sup>137</sup> du candidat au tirage au sort ne peut être dégagé pour les années 1490-1525 puisque tous les jeunes nobles tentaient visiblement leur chance d'abord à l'enregistrement, puis le quatre décembre, jour de la sainte Barbara. Même si l'on n'ignore pas que les dirigeants vénitiens souhaitaient avant tout préserver la tranquillité et la longévité de leur régime par la stabilité et l'harmonie de leur société, un «bon» patricien devait être «défèrent, conventionnel, avoir le sens du sacrifice personnel, et savoir rester anonyme».<sup>138</sup>

L'égalité théorique du patriciat vénitien semblait garantie. Pourtant, les mises au point juridiques se multiplièrent, alors que le gouvernement était confronté à l'appauvrissement de la majorité de la noblesse du *Dogado*. On adapta la loi aux cas particuliers, tels ces Contarini 'de l'extérieur' nés de mères non-nobles admis à tenter la *Barbarella*. Les mesures législatives garantes de la préservation de la pureté du sang patricien cédèrent souvent le pas aux priorités financières du gouvernement, qui permirent aux plus offrants d'intégrer l'organe souverain de la République. Ponctuellement, l'appel à la solidarité nationale était lancé. Le rite initiatique du patriciat vénitien a été peu étudié alors qu'il constituait la première étape officielle ouvrant le *cursus honorum* du *zentilhomme* vénitien. Nous avons noté une présence partielle et différenciée selon l'ancienneté des *Case*, tant au niveau des inscriptions qu'au sein des membres de l'assemblée. Le 'civisme fiscal' toujours plus contraignant légitima l'existence du noble vénitien dont l'obligation naturelle (c'est-à-dire permanente et perpétuelle), la vocation-même était de servir la chose publique, de travailler au Bien commun. Cette règle incita les *avogadori di comun* à profiter de la conjoncture afin de pallier les difficultés de la masse appauvrie du patriciat, face aux *Primi della terra*, enclins à trier sévèrement les candidats potentiels: le dévoiement de la *Balla d'oro* avait commencé. Participer à la prise des décisions politiques et élire les officiers publics étaient un devoir; au début du seizième siècle le rite initiatique de la jeunesse patricienne de Venise était devenu un instrument d'exclusion aux mains du gouvernement de la Sérénissime. La participation à la gestion des affaires de la cité devenait un droit. Entretenir un réseau allié aux membres du sérail politique assurait-il des appuis sûrs au niveau électoral? Rien n'était moins certain ... et pourtant plus indispensable à l'avenir d'un apprenti politicien.

<sup>137</sup>. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit., p. 177: «the young, who lacked judgment because of the shallowness of their experience, bring disorder and risk to affairs of state [...]. The psychological qualities fostered by the Venetian political system were those which favored patience, conformism, and compromise». Autant modérer ses opinions et chercher la concorde avec ses pairs.

<sup>138</sup>. FINLAY, *The Venetian Republic*, cit., p. 178.

EMMANUELLE PUJEAU  
BARTOLOMEO COLLEONI  
OU L'UTILISATION D'UN MYTHE

SI nous parcourons les ouvrages littéraires du seizième siècle, nous pouvons nous rendre compte que certaines figures, que nous qualifierions de mythiques, sont volontiers évoquées par les auteurs de cette époque pour servir des buts très divers. En effet, bien souvent, les auteurs convoquent ces glorieux exemples moins en tant que simples illustrations de leurs propos, mais plus véritablement comme des éléments-clef de leur discours. Ces portraits d'hommes célèbres, ou tout du moins leur évocation ou même seulement la simple mention de leur nom, prennent place dans une véritable construction argumentative destinée à appuyer et conforter les thèses des auteurs en question.

C'est ainsi que nous avons pu rencontrer la figure de Bartolomeo Colleoni (v. 1400-1475), le célèbre *condottiere* italien, dans des textes aussi divers qu'un discours diplomatique comme la *Harangue* que Louis Hélian,<sup>1</sup> ambassadeur de France, prononça devant l'empereur Maximilien en 1510, un *exemple de reconnaissance* tiré d'un recueil d'anecdotes divertissantes<sup>2</sup> composé par Lodovico Domenichi et un éloge<sup>3</sup> élaboré, véritable performance littéraire de Paolo Giovio, l'historien. Malgré les différences de ton et de style, ces textes se rejoignent sur le mythe de Colleoni, aucun ne semble remettre en question la valeur de l'homme et tous saluent la qualité du personnage et souscrivent donc au 'mythe'. Cependant, et c'est là l'élément qui nous a attiré, chacun semble faire un usage personnel de ce même 'mythe'. Il n'y a qu'à constater, qu'en partant de l'évocation du même personnage, deux auteurs arrivent à un tel point de discordance que l'un s'appuie sur Colleoni pour célébrer la gloire de Venise et l'autre pour faire la preuve de la rare félonie de la Sérénissime! Comment se peut-il qu'en partant du même 'mythe', on parvienne à des conclusions aussi radicalement opposées? Nous nous proposons donc de réfléchir sur ce point et de voir quels mécanismes ces auteurs font jouer pour en déduire de telles leçons et quels intérêts ils peuvent en retirer.

LE MYTHE

*Le mythe dans le goût humaniste*

Avant toute chose, il convient de revenir sur la question du 'mythe' et sur l'origine du goût pour les biographies exemplaires. En effet, l'Humanisme en redécouvrant l'Antiquité apporte le goût pour les genres littéraires pratiqués du temps des Anciens. Parmi les formes littéraires qui rencontrent une certaine faveur, il convient de signaler spécialement les récits de vies comme les biographies ou éloges. Les Humanistes souhaitent recréer le monde antique et pour ce faire, ils s'appuient sur tous les ouvrages qui peuvent leur faire découvrir ce monde. On trouve ainsi Boccace (1313-1375) qui rassemble des faits sur la vie et la littérature des Anciens afin de mieux les approcher. Quoi de mieux que les Vies d'hommes célèbres qui apportent de véritables exemples à suivre. Les récits des exploits d'Alexandre et de César sont ainsi grandement prisés et particulièrement des hommes de guerre qui aiment à les emporter avec eux, pour en tirer une certaine

1. L. HÉLIAN, *De bello suscipiendo adversus Venetianos et Turcas oratio Maximiliano Augusto*, Augsburg, Joan Othmar, 1510.

2. L. DOMENICHI, *Historia varia*, Venise, Gabriele Giolito de' Ferrari, 1564, p. 506.

3. P. GIOVIO, *Elogio virorum bellica virtute illustrium*, Florence, Torrentino, 1551, livre III, éloge 6.



inspiration. Cette pratique s'étend également à certains empereurs ottomans comme Sélim<sup>4</sup> qui «appréciait surtout les capitaines antiques, Alexandre le Grand et César le Dictateur et il lisait continuellement leurs hauts faits traduits en langue turque».<sup>5</sup>

C'est donc la question du modèle à suivre pour les exploits ou à méditer pour les catastrophes qu'ils provoquèrent, qui intéressent les lecteurs de l'époque. Une sorte d'idéal se dégage donc de telles lectures et ainsi, la figure du «Parfait Capitaine»<sup>6</sup> se dessine alors. Il est notable que près de trois cents œuvres traitant du «Parfait Capitaine» sont publiées entre le seizième et le dix-septième siècles. Ces productions sont de natures aussi diverses que des biographies, des textes à contenu historique ou encore des traités sur la guerre... Nombre d'entre elles mettent en avant des figures héroïques pour servir des intérêts variables, que ce soit la conquête d'un peu de gloire pour l'auteur qui usurpe quelque peu celle de 'l'éminent capitaine' qu'il a évoqué, ou pour appuyer son discours d'un exemple indiscutable, communément reconnu.

### *Le goût pour l'Ars militaris*

L'engouement pour les textes d'*Ars militaris* est tel que le nombre des manuscrits traitant de ce sujet représente un part assez considérable des collections conservées dans les bibliothèques, comme cela se vérifie aisément à la Bibliothèque Nationale Marciana de Venise. Les textes ainsi rassemblés proposent des exposés de technique militaire qui sont parfois même agrémentés d'illustrations de machines de guerre, comme cela s'observe dans le manuscrit du quinzième siècle de Ioannis Sophiani, d'autres expliquent la façon dont il faut mener une bataille, c'est le cas du manuscrit de Theodoro Gaza, enfin certains reprennent des batailles fameuses... Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une véritable «culture militaire»<sup>7</sup> se développe dans l'industrie vénitienne du livre au cours de la Renaissance. Ainsi, entre 1492 et 1570 on publie cent quarante cinq livres traitant du sujet à Venise, ils portent principalement sur l'art de la guerre à proprement parler, l'ordre militaire, les lois de la guerre et de la chevalerie, d'escrime et de gymnastique, des fortifications, de l'artillerie et de médecine de guerre. Ces textes assument donc plutôt un contenu technique. Il ne faut pour autant pas négliger les récits de batailles qui sont légions et qui mettent en scène les héros de la guerre.

Il reste néanmoins notable que l'art militaire reste imprégné d'un certain idéal chevaleresque, comme le fait remarquer Johan Huizinga,<sup>8</sup> par l'influence qu'il eut, selon lui, «sur l'histoire politique du xv<sup>e</sup> siècle». Il étaye sa thèse par l'évocation des duels entre les Puissants qui étaient proposés pour «terminer la cause» et en somme décider du sort de la bataille! J. Huizinga observe que «cette solution, qui satisfait à la fois à un primitif sentiment de justice et la fantaisie chevaleresque, était souvent à l'ordre du jour».<sup>9</sup> C'est ainsi que le 11 octobre 1447, Bartolomeo Colleoni, aux ordres de la République Ambrosienne, défia le baron Rainaud de Dresnay, le grand *condottiere* du duc d'Orléans, pour résoudre le sort de la bataille. Il remporta le duel et rendit son épée au baron, qui s'était battu en 'preux', mais qui dut ordonner à ses hommes de se rendre, comme le duel en avait décidé.

4. Sélim Ier Yavuz, 'le Terrible', règne de 1512 à 1520. Il s'agit du père de Soliman 'le Magnifique'.

5. P. GIOVIO, *Commentario delle cose de' Turchi*, Venise, Alde, 1541, f. 25b.

6. M. FANTONI, *Il «Perfetto Capitano»: storia e mitografia*, in *Il «Perfetto Capitano» Immagini e realtà (secoli xv-xvii)*, Rome, Bulzoni, 2001, p. 16.

7. J. R. HALE, *Industria del libro e cultura militare a Venezia nel Rinascimento*, in *Storia della cultura veneta dal primo Rinascimento al concilio di Trento*, II, p. 245.

8. J. HUIZINGA, *L'automne du Moyen Age*, Paris, Payot, 1998, pp. 133 sqq.

9. *Ibidem*, p. 137.

*Le condottiere: prouesses, nature et prestige*

Par leurs prouesses les *condottiere* du quinzième siècle entendent égaler les modèles antiques, ils veulent laisser à la mémoire des siècles à venir le souvenir de leurs exploits. Parmi les prouesses remarquables, celle que réalisa Colleoni en 1439 a de quoi marquer les esprits. Il se lança dans une entreprise digne du franchissement des Alpes que fit Hannibal avec ses éléphants en 216 avant J. C.<sup>10</sup> En effet, Colleoni fit remonter l'Adige à une flotte composée de six galées et vingt-cinq barques de huit rameurs jusqu'à Mori<sup>11</sup> dans le val Lagarina, de là il fit tirer les bateaux sur des rondins et leur fit passer l'Altissimo, au péril de mille dangers à travers des gorges abruptes, des défilés et des torrents escarpés; puis, ses soldats et lui descendirent sur Torbole,<sup>12</sup> situé sur les contreforts même du fameux Altissimo. Cette équipée ne prit que quinze jours, alors qu'ils étaient en plein hiver. A couvert, ils réarmèrent la flotte et voguèrent de là vers Salò,<sup>13</sup> ils parvinrent ainsi à apporter le ravitaillement attendu à Brescia. Il va sans dire que de tels hauts faits ajoutaient au prestige de ces 'capitaines d'aventure'. Comme le remarque Claudio Rendina,<sup>14</sup> «la vanité est un élément fondamental dans la mesure de la personnalité de ces condottieri-seigneurs. Ils rafraîchissent les gestes des chevaliers anciens d'une certaine *grandeur*<sup>15</sup> médiévale et deviennent fiers de leurs origines humbles jusqu'à les immortaliser dans leurs armoiries.». Ils constituent même une 'nouvelle classe dirigeante'.

Cela nous conduit à examiner de plus près qui étaient ces fameux *condottiere* et surtout comment les Puissants les jugeaient et les estimaient. Michael Mallett en parlant de ces fameux *condottiere* signale que la majorité de ces 'chefs militaires' étaient surtout des «capitaines généraux autorisés par les Etats en guerre à lever de grandes compagnies de deux à trois mille hommes. C'est ainsi que firent leur réputation Niccolò Piccinino, Carmagnola, Gattamelata, Michele Attendolo, Francesco Sforza et Bartolomeo Colleoni».<sup>16</sup> Nous rencontrons ainsi en même temps que le nom de Bartolomeo Colleoni, ceux de Carmagnola, Gattamelata et Sforza que nous retrouverons plus tard. Pour revenir sur les naissances modestes, citons seulement Jean Delumeau<sup>17</sup> qui écrit que «les *condottiere*, qui n'étaient que des parvenus, firent trembler princes et républiques. Carmagnola, à qui Filippo Maria Visconti dut ses succès en Lombardie, était fils d'un paysan piémontais et avait gardé les cochons; Gattamelata, dont Donatello éleva la statue, avait un père boulanger; celui de Piccinino était boucher.»

Cependant, leur prestige était considérable, pour différentes raisons. Leur réputation et leur valeur s'estimait à la fois d'un point de vue militaire, mais aussi financier. Cependant avant de poursuivre plus avant, revenons sur le fonctionnement même de cette pratique:<sup>18</sup> la *condotta* était le nom du contrat selon lequel un capitaine (qui reçoit donc le nom de *condottiere*) était engagé par un seigneur ou un État. Ce contrat était rédigé par les avocats des deux parties et précisait la durée et les conditions de l'engagement, ainsi que le nombre des hommes et des armes attribués au capitaine.<sup>19</sup> Dans de telles conditions, il apparaît qu'un valeureux capitaine pouvait parfaitement quitter

10. Lors de la deuxième guerre punique (219-201).

11. Localité sur le bord de l'Adige, point le plus proche du lac de Garde.

12. Au nord-est du lac de Garde.

13. Ville située au sud ouest du lac de Garde.

14. C. RENDINA, *I capitani di ventura*, Rome, Newton & Compton, 1999, p. 21.

15. En français dans le texte.

16. M. MALLETT, *Le condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 55.

17. J. DELUMEAU, *La civilisation de la Renaissance*, Paris, Arthaud, 1984, p. 336.

18. C. RENDINA, *I capitani di ventura*, Rome, Newton & Compton, 1999, p. 17.

19. A propos des évolutions dans les contrats, comme la possibilité du renouvellement... Cf. M. MALLETT, *Le Condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, pp. 57-58.

son patron en fin de contrat, sans pour autant être accusé de trahison. Cela advint à diverses reprises à Colleoni. Il passa ainsi au service de Venise, après avoir battu son premier maître Braccio da Montone (1368-1424) lors de la bataille d'Aquila qui se déroula en juin 1424 alors qu'il était au service de la reine Jeanne II d'Anjou. Mais déçu par la Seigneurie vénitienne qui tardait à le choisir comme capitaine général et lui préférait des hommes qu'il jugeait incapables, Colleoni céda aux avances de Filippo Maria Visconti (1392-1447) et devint *condottiere* à Milan en 1443. Il retourna cependant à Venise en 1447, où il assura la charge de Capitaine général de la Sérénissime jusqu'à sa mort en 1475.

Ces différents contrats apportaient donc fortune et honneurs. Pour ce qui est de la fortune, «ils étaient tout de même bien payés, avec exactitude et en espèces».<sup>20</sup> Michael Mallett précise même que les contrats pouvaient s'élever jusqu'à 10000 florins pour un an! Et de citer les sommes que laissèrent Niccolò da Tolentino (v. 1350-1435) 200 000 florins et Bartolomeo Colleoni 232000 ducats. Aux contrats substantiels, s'ajoutaient butins et rançons. Signalons justement que le baron Rainaud de Dresnay, vaincu lors de la bataille de Bosco Marengo en 1447, vit sa rançon s'élever à 14.000 couronnes. Cette aisance leur valait la bienveillance des banquiers et leur permettait d'engager les meilleurs artistes de leur temps. En effet, peintres, sculpteurs et écrivains œuvrèrent à l'édification de leur gloire. Ainsi, l'image du capitaine permet d'établir une comparaison avec le monde antique.<sup>21</sup> Fleurirent alors les représentations de ces valeureux capitaines, que ce soit en peinture comme par exemple le portrait équestre du même Niccolò da Tolentino réalisé en 1456 par Andrea del Castagno, dans la cathédrale Santa Maria del Fiore de Florence, ou encore la statue équestre d'Erasmus da Narni, dit le Gattamelata (v. 1370-1443), chef-d'œuvre de Donatello, érigée sur la place de la Basilique saint Antoine, à Padoue.

#### *La gloire des condottiere*

La conquête d'une «gloire immortelle» était également rendue possible par l'intermédiaire des écrivains humanistes. André Chastel<sup>22</sup> rappelle que cette gloire qui apporte le souvenir d'un nom est un héritage de l'Antiquité. «Tout héroïsme est vain s'il n'est pas 'chanté'; un roi ou un soldat médiocre, grâce à un bon apologiste, échappera à l'oubli». De ce point de vue-là, de la gloire méritée à la création artificielle d'un mythe, il n'y a qu'un pas que Daniela Frigo<sup>23</sup> voit franchi par de nombreux écrivains. En effet, «la conquête du pouvoir [...] offre une «honorabilité» tardive» qu'il faut appuyer par les artifices de la plume. De la sorte, «violences, rapines et trahisons antérieures sont ainsi justifiées par l'issue qui en a découlé». Mais à cause de cela «le portrait du *condottiere*, qu'il soit création littéraire ou bien seulement ressemblant, apparaît souvent comme une sorte de *maquillage* nécessaire pour modifier *a posteriori* les traits les plus marquants de son sujet, pour en adoucir les aspérités et atténuer la brutalité, en le rendant plus conforme à l'image humaniste du prince.». Cette réflexion, si elle est nécessaire pour relativiser la gloire des fameux *condottiere*, ne réfute absolument pas le fait que ces derniers s'entouraient volontiers d'esprits brillants.

L'attrait pour les beaux esprits pouvait certes être guidé par l'espoir ou le dessein de se constituer une gloire immortelle, mais il était aussi le fait d'une pratique humaniste qui consiste à réunir de beaux esprits pour se livrer à l'*otium* littéraire, héritage de l'Antiquité. Il suffit de penser aux repas raffinés, que Cicéron décrit dans sa Correspondance,<sup>24</sup> au

20. M. MALLETT, *Le condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 75.

21. E. OY-MARRA, *Aspetti della rappresentazione del «Perfetto Capitano» nell'arte italiana del Quattro-Cinquecento*, in *Il «Perfetto Capitano» Immagini e realtà*, Rome, Bulzoni, 2001, p. 354.

22. A. CHASTEL, R. KLEIN, *L'Humanisme L'Europe de la Renaissance*, Genève, Skira, 1995, p. 15.

23. D. FRIGO, *Principe e capitano, pace e guerra: figure del «Politico» tra Cinque e Seicento*, in *Il «Perfetto Capitano» Immagini e realtà*, Rome, Bulzoni, 2001, p. 279.

24. M. T. CICERO, *La Correspondance*, éd. de Constans, Bayet et Beaujeu, Paris, PUF, 1960-1996.

cours desquels des débats élevés se déroulaient entre personnes de bonne compagnie. Ce goût pour la constitution d'une cour brillante se retrouve notamment chez Bartolomeo Colleoni, grâce à qui le château de Malpaga devint une véritable résidence de seigneur. Ce 'petit royaume enchanté', situé à treize kilomètres de Bergame, accueillit des savants venus de Byzance, chassés par les Turcs qui prirent Constantinople en 1453, des historiens spécialistes de l'Antiquité, des philosophes, des érudits et des artistes, dont certains décorèrent la villa des exploits du *condottiere*. Cornazzano y interrogea Colleoni pour écrire sa biographie.<sup>25</sup> Jacopo Tiraboschi chanta ses amours avec la reine Jeanne de Naples et composa le poème saphique *De laudibus Borgomensium*. A cela, s'ajoutaient bals, festins et divertissements variés. Mais l'image de cour enchantée n'a jamais été aussi vive que quand Colleoni invita le roi Chrétien du Danemark à Malpaga alors que ce dernier se rendait à Rome pour le Jubilé.<sup>26</sup> Son étape à Malpaga, en mars 1474, marqua profondément le roi. Colleoni donna en son honneur une chasse, des tournois et des banquets. Au moment du départ, Colleoni lui remit une armure. Le souvenir de cette glorieuse visite fut d'ailleurs peint sur les murs de son château, dans des fresques que l'on attribue à Romanino.<sup>27</sup>

L'autre versant de la gloire des *condottiere* est leur réputation guerrière. Leur gloire militaire se jugeait suivant leurs conquêtes et les batailles fameuses auxquelles ils avaient participé avec leurs compagnies. C'est ainsi, que la présence de Colleoni à la tête des troupes de Venise aurait engagé les ennemis de la Sérénissime à observer une prudente paix, son nom seul suffisait d'ailleurs à galvaniser le courage de ses hommes. Les grands *condottieri* avaient une telle réputation que les hommes qui servaient sous leurs ordres portaient le nom de leur capitaine. On parlait ainsi des *Bracceschi* de Braccio da Montone (1368-1424), des *Sforzeschi* de Francesco Sforza (1401-1466) et des *Colleoneschi* de Colleoni. En plus de rappeler la gloire de leur commandant, cela faisait également référence à une façon de mener les combats, à une «école de guerre».<sup>28</sup> Ainsi, les *Sforzeschi*, étaient connus pour leur étude habile du terrain, comme savait faire Francesco Sforza, alors que les *Bracceschi* étaient célèbres pour la vitesse de déplacement que savait imprimer Braccio da Montone à ses bataillons en surprenant l'adversaire par des mouvements rapides, quant aux *Colleoneschi*, il s'agissait d'hommes qui savaient se jeter dans le cœur de la mêlée et en tirer le plus grand avantage par une manœuvre inattendue.

Cette puissance reposant sur d'authentiques petites armées, très organisées, entraînées au combat et qui devenaient très menaçantes en période de paix causaient quelques soucis aux Etats. Comme le remarque Michael Mallett,<sup>29</sup> «un Etat pouvait difficilement résister avec ses propres ressources aux injonctions d'un *condottiere* décidé. Même si l'on réussissait le plus souvent à interdire l'envahissement et le pillage d'une grande ville, la perspective des dommages infligés par une compagnie aux voies commerciales et à la campagne environnante était gravement préoccupante». La puissance de ces armées, la fortune des *condottiere* et leur ambition dévorante, leur valaient toute l'attention des Puissants. Pour se soustraire à leur menace, ils n'hésitaient à s'attacher leurs services contre de larges rétributions, parfois selon des accords secrets.

D'autres, comme Filippo Maria Visconti le duc de Milan, poussaient la subtilité plus loin. Comme la Sérénissime et son *condottiere* Colleoni le menaçaient plus qu'il ne le

25. A. CORNAZZANO, *Vita di Bartolomeo Colleoni*, Manziana (Rm), Vecchiarelli, 1990, éd. moderne due à Crevatin, sur le texte de Cornazzano (1429-1484).

26. Le *Giubileo* de l'hébreu *yobel* est encore appelé Année Sainte, son nom renvoie donc à l'indulgence plénière qui y est accordée sous certaines conditions. Depuis 1475, Paul II a fixé sa célébration à tous les vingt-cinq ans. C'est donc à celui de 1475 où se rendait le roi du Danemark, sous le pontificat de Sixte IV.

27. Gerolamo Romani, dit Romanino (v. 1484-ap. 1559), peintre de Brescia qui réalisa entre autres de nombreux décors à fresque de palais.

28. M. FRIGENI, *Il Condottiero Vita, avventure e battaglie di Bartolomeo Colleoni*, Milan, Longanesi, 1985, p. 149.

29. M. MALLETT, *Le condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 64.

voulait, le duc de Milan se lança dans des tractations avec ce dernier. Colleoni n'était pas satisfait de son traitement à Venise: après les défaites qu'il avait infligées aux troupes milanaïses, la Seigneurie de Venise, par l'entremise du Provéditeur Gherardo Dandolo, voulut réduire ses troupes qui seraient ainsi passées de mille cavaliers et deux cents fantassins à quatre cent cavaliers et cent cinquante fantassins! Colleoni, déçu dans ses ambitions de commandement général et opposé à se séparer de soldats si bien formés, accepta finalement l'offre de Visconti, à la fin de son contrat avec Venise en 1443, pour conserver sa troupe intacte. Là, pour le tenir sous son autorité, Filippo Maria Visconti le réduisit à l'inaction. En somme il servait d'épouvantail, surveillait les autres, mais ne pouvait attaquer. Il le mit ensuite en concurrence avec un autre *condottiere* Francesco Piccinino (v. 1407-1449), qui était bien loin d'égaliser la qualité<sup>30</sup> de son père, le grand Niccolò Piccinino (v. 1386-1444)! Finalement, le duc de Milan le fit emprisonner le 21 septembre 1446. Ainsi, il pouvait le torturer et le mettre à mort quand bon lui semblerait! Cependant, Visconti mourut le 13 août 1447, et les hommes de Colleoni profitèrent de la confusion qui s'ensuivit pour faire échapper leur capitaine de Forni di Monza.

C'est bien à cause de sa gloire militaire que Colleoni a connu ce sort auprès du duc de Milan, qui entendait flétrir sa réputation et le détruire. Nous reparlerons d'ailleurs de ce Filippo Maria Visconti qui avait une façon bien originale de traiter ses *condottiere*. Mais pour l'instant, Bartolomeo Colleoni est celui qui retient notre attention. En effet, toujours d'après Michael Mallett, Bartolomeo Colleoni représentait bien un type<sup>31</sup> de *condottiere*, celui qui gagne au cours de sa carrière militaire «un rang et une renommée qui les<sup>32</sup> mettaient au-dessus de leur condition et les incitaient à patronner ostensiblement les entreprises intellectuelles.». C'est effectivement le cas pour Bartolomeo Colleoni qui en devenant capitaine général de l'armée vénitienne dont il reçoit le bâton de commandement le 24 juin 1455 à Brescia<sup>33</sup> réalise ainsi l'ambition de sa vie. Il devient «l'un des personnages les plus importants du monde politique et social italien, courtisé par les princes et les rois». Rappelons également que Colleoni fut admis dans les rangs de la noblesse vénitienne, le 13 mai 1470. Il s'agissait-là de la reconnaissance la plus grande que pouvait espérer un 'étranger'.

#### NOS TEXTES ET LES MILIEUX QUI LES ONT SUSCITÉS

La vie de Bartolomeo Colleoni est donc l'illustration d'un destin exemplaire. Et il est notable que les auteurs de l'époque évoquent volontiers cette destinée exceptionnelle. En effet, le goût des récits biographiques de héros remarquables rencontre un vif succès auprès des lecteurs contemporains. Cet engouement est en partie expliqué par la redécouverte de l'Antiquité que les auteurs imitent dans leurs productions littéraires, notamment. Or, les textes dont nous avons déjà parlé, ceux de Louis Hélian, Paolo Giovio et Lodovico Dominichi, dont les dates de composition englobent le seizième siècle, nous ont semblés particulièrement intéressants par l'utilisation qu'ils ont faite du personnage de Colleoni.

Nous nous proposons donc de replacer ces fameux récits dans leurs contextes respectifs, afin de pouvoir les apprécier plus pleinement. Nous verrons dans leur étude que des points de convergence se dessinent et qu'une sorte d'«image essentielle» de Colleoni se fait jour et nous permet de reconstituer en quelque sorte la représentation que ces auteurs se faisaient de Colleoni et de son existence. Puis, nous verrons dans quelle

30. Francesco Piccinino était un mauvais *condottiere*, c'est notamment lui qui fut battu par Francesco Sforza à Montolmo en 1444. Les trois quarts de ses soldats furent faits prisonniers et les bannières de Milan furent capturées. Tous ces événements eurent raison de Niccolò Piccinino qui mourut le 16 octobre.

31. M. MALLETT, *Le condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 74.

32. Les *condottiere* en question.

33. M. FRIGENI, *Il condottiero*, Milan, Longanesi, 1985, p. 186.

mesure leurs présentations divergent ce qui nous permettra de dépasser l'évocation biographique pour trouver le discours politique à l'œuvre dans ces évocations.

Mais avant de comparer ces textes de plus près, ils convient de revenir quelque peu sur le milieu qui les a suscités. En effet, ces trois textes touchent des secteurs différentes de la société et cela a indubitablement eu une influence sur l'écriture. Le texte de Louis Hélian appartient au monde officiel de la diplomatie internationale, celui de Domenichi est destiné au divertissement d'une cour ou d'une compagnie de lettrés, enfin celui de Giovio se rapporte à la sphère privée, il constitue le loisir d'un historien qui se double d'un amateur d'art. Dans de telles conditions, il apparaît évident que ces documents ne pourront faire le même usage du mythe de Colleoni. Par ailleurs, le discours à l'œuvre dans chacun des textes a toutes les chances d'être très différent d'un texte à l'autre en raison de la variété du public visé et des objectifs poursuivis par les différents auteurs.

#### *Louis Hélian, le contexte historique de la Harangue*

Commençons donc par le premier texte, un extrait de la *Harangue*<sup>34</sup> adressée par Louis Hélian, ambassadeur français, à l'empereur Maximilien<sup>35</sup> en 1510. Il s'agit du discours qu'il fit à Augusta pour exhorter l'empereur à la guerre contre Venise.<sup>36</sup> Avant de considérer le texte en question, il faut absolument préciser le contexte historique qui se révèle tout à fait essentiel pour la bonne appréciation de ce discours.

Cette fameuse harangue fut donc prononcée le trois des Ides d'avril 1510,<sup>37</sup> comme nous apprend le texte imprimé à Augsbourg en 1510.<sup>38</sup> Louis Hélian fit donc ce discours lors de la diète qui se tint à *Augusta Vindelica*, c'est-à-dire Augsbourg en Bavière au nord-ouest de Munich. L'empereur, Maximilien de Habsbourg (1459-1519), comme le rapporte Francesco Guicciardini<sup>39</sup> avait convoqué la diète à Augsbourg pour trouver le moyen de remporter la victoire dans la guerre contre les Vénitiens. En outre, il était courroucé contre le pape Jules II (pape de 1503 à 1513) qui poussait les électeurs de l'Empire à conclure un accord avec les Vénitiens. Mais pour apprécier la situation de 1510, il nous faut remonter en arrière.

Pour bien saisir toutes les implications, il faut revenir à la Ligue de Cambrai. À l'origine de ce fameux épisode se trouve la convoitise de territoires que Venise détenait en toute légalité. En 1508, Rome, la France, l'Espagne, l'Empire, Milan, la Hongrie et les Pays Bas ne rêvaient que de «démembrer l'Etat vénitien, avec une expédition militaire réunissant tous les Etats de la Chrétienté européenne».<sup>40</sup> Déjà ils se partageaient les territoires. Mais Jules II avait en fait une autre ambition: il voyait l'Italie partagée en trois avec Milan au nord qui appartenait à la France, Naples au sud à l'Aragon, et entre les deux, les Etats de l'Eglise, seuls, puissants et prospères. Le traité de Cambrai fut donc signé le 10 septembre 1508. Le pape, qui doutait du sérieux de ses associés, ne rallia l'alliance que le 5 avril 1509. Neuf jours plus tard, la France déclarait la guerre à Venise. Le 10 mai, alors que Louis XII était à Milan, Jules II publia une «bulle qui faisait état des griefs reprochés aux Vénitiens. Elle les accusait de lèse-majesté divine et

34. Dont le titre original est *...de bello suscipiendo adversus Venetianos et Turcas oratio*, Augusta, 1510.

35. Maximilien de Habsbourg (1459-1519) «roi des Romains» qui règne sur l'Empire Sacré Romain de 1493 à 1519. Il rencontre de nombreux démêlés avec Venise.

36. *Storia della cultura veneta, Il momento di Agnadello*, pp. 623 sqq.

37. Soit le 16 avril 1510.

38. Le titre complet du texte conservé à la Bibliothèque Nationale de France: *Ludovici Heliani christianissimi Francorum regis senatoris ac oratoris, de bello suscipiendo adversus Venetianos et Turcas, Oratio, Maximiliano Augusto, in conventu praesilium, principum, electorum et civitatum Romani imperii dicta, in Augusta Vindelica, III idus Aprilis, anno a partu Virginis Milesimo quingentesimo decimo*.

39. F. GUICCIARDINI, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, livre VIII, chap. 16, p. 629.

40. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1987, p. 370.



les excommuniait [...] Louis XII avança en ravageant toutes les cités et les châteaux qui refusaient de se soumettre. Le 11 mai, l'armée était sur le bord de l'Adda [...] Le 14, le roi était au lieu dit Agnadello qui devait aussi être le lieu de la bataille.»<sup>41</sup> Cela déboucha sur la fameuse défaite d'Agnadello qui porta un coup terrible au moral des troupes, et les mercenaires désertèrent. La quasi-totalité des possessions vénitiennes en *terra ferma* étaient à considérer comme perdue.

Venise ne devait son salut qu'aux «dangereuses eaux peu profondes qui l'entouraient».<sup>42</sup> La situation militaire était alors désespérée et la ville frappée par l'Interdit pontifical. Mais, les Vénitiens, prévoyant un blocus, firent provision de blé, construisirent des moulins sur des radeaux, ils s'assurèrent de la sécurité intérieure en recherchant vagabonds et individus suspects et renforcèrent la surveillance de la lagune. Par ailleurs, ils envoyèrent des ambassadeurs auprès de Maximilien, qui n'avait pas soutenu la ligue de ses troupes, pour le prévenir des intentions françaises, ce qui représentait peut-être une chance pour eux. Le Frioul restait fidèle à Venise et Trévise se souleva ainsi que Padoue. Lucio Malvezzo, un *condottiere* à la solde de Venise, s'empara de Legnago sur l'Adige et menaçait directement Vérone et Vicence. Peu à peu la situation apparaissait de moins en moins irrémédiable.

Venise retissait ses liens diplomatiques. Guicciardini évoque ces missions menées par les Vénitiens au livre VIII, chapitre 5 de son *Histoire d'Italie* «ils résolurent de faire grande diligence pour se réconcilier de quelque façon avec le pape, avec le roi des Romains et avec le roi Catholique sans penser aucunement à apaiser l'esprit du roi de France, parce qu'ils ne se méfiaient pas moins de sa haine à leur égard qu'ils ne craignaient ses armes».<sup>43</sup> Restituant les cités de Romagne au pape en signe de bonne volonté, Venise comptait arriver à une paix qui aurait débouché sur une alliance.<sup>44</sup> Venise représentait à la fois un rempart contre la menace turque et assurait les conditions nécessaires pour se débarrasser de la domination française en Italie. Ainsi, une Ligue Sainte se profilait pour s'opposer à Louis XII. Pour Norwich, le pape apparaît beaucoup moins favorable à Venise. «La restitution des terres de la papauté ne l'avait pas apaisé. Sa haine pour la Sérénissime était plus virulente que jamais»<sup>45</sup> et s'il «avait accepté à Rome une ambassade vénitienne de six hommes [...] ce n'était que pour infliger de nouvelles humiliations à la République [...]. Il n'était pas question de leur pardonner, tant que les dispositions de la ligue de Cambrai n'auraient pas été suivies à la lettre et qu'ils ne seraient pas agenouillés, la corde au cou, devant lui». Venise n'avait plus le choix: «si aucune puissance chrétienne n'était prête à lui venir en aide, il lui faudrait se tourner vers les Turcs». Elle se tourna donc vers le sultan, mais ce dernier ne donna pas suite. Alors, Venise accepta les conditions du pape, le 29 décembre 1509 ce qui fut scellé par une cérémonie humiliante pour Venise à Saint-Pierre le 24 février 1510. Venise et le pape étaient réconciliés, la Ligue de Cambrai avait vécu.

#### *Louis Hélian*

Voilà donc le contexte historique dans lequel Louis Hélian se trouve quand il doit prononcer sa Harangue contre les Vénitiens. Mais avant d'en prendre connaissance, il serait intéressant de mieux situer ce représentant du royaume de France. Pour tout dire, on ne trouve de traces de ce fameux Louis Hélian qu'en 1510, année où il participa à la diète d'Augsbourg. Cependant, les titres très détaillés des éditions du seizième siècle nous apportent quelques précisions intéressantes: *Ludovici Heliani Vercellensis, christianissimi*

41. D. LE FUR, *Louis XII 1498-1515*, Paris, Perrin, 2001, p. 83.

42. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1987, p. 375.

43. F. GUICCIARDINI, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, pp. 581.

44. C. RENDINA, *I papi storia e segreti*, Rome, Newton & Compton, 2003, p. 610.

45. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1987, p. 381.

*Francorum regis senatoris ac oratoris, de bello suscipiendo adversus Venetianos et Turcas...* Louis Hélian est donc désigné comme étant originaire de Verceil ou Vercell. Il s'agit d'une ville du Piémont, au bord de la Sesia, située à l'est de Milan. Par ailleurs, c'est là que fut signé le 9 octobre 1495 le Traité de Verceil entre Charles VIII<sup>46</sup> et Ludovic le More.<sup>47</sup> Ce traité scellait la paix entre les deux hommes, reconnaissait la suzeraineté de Charles VIII sur Gênes et assurait la restitution de la ville de Novare<sup>48</sup> par Charles VIII. Notons cependant, que Verceil entre 1500 et 1512 appartenait au duché de Savoie et était en dehors des possessions d'Italie septentrionale de Louis XII. Pour ce qui est du nom véritable de ce diplomate, les sources divergent: en effet, Nicolas Amelot de la Houssaye qui a repris et traduit sa fameuse *Harangue* dans son *Histoire du gouvernement de Venise*<sup>49</sup> le présente sous le nom de Louis Hélian, nom à consonance française, d'autres sources le repèrent sous le nom de Luigi Heliano, mais les dictionnaires biographiques, historiques et encyclopédiques, tant français qu'italiens, ignorent tout de ce personnage. Nous suivrons donc la leçon suivie par les historiographes<sup>50</sup> qui le signalent sous Louis Hélian.

Toujours dans le même titre du seizième siècle, les fonctions de Louis Hélian sont *senator ac orator*. En latin, le terme de *senator* désigne un membre d'un sénat en pays étranger. Or, comme nous l'avons vu, Verceil n'est pas sous l'autorité de la France. Cela signifierait-il que notre Louis Hélian tenait cette fonction à cet endroit? Toujours est-il que cela montre au moins qu'il s'agissait d'un dignitaire, coutumier des pratiques des milieux officiels. Le terme qui nous intéresse bien davantage est celui d'*orator*. En effet, c'est bien une fonction de 'porte-parole', 'député', 'envoyé' que remplit Louis Hélian en prononçant sa fameuse *Harangue* à Augsbourg. Mais que représente exactement ce terme d'*orator*, est-il strictement synonyme du mot 'ambassadeur' par lequel Amelot de la Houssaye l'a traduit?

Le terme d'«orateur» semble plutôt faire référence à une fonction de 'messenger', de 'porte-voix' qui se bornerait à réciter un texte dicté par son maître, alors que l'ambassadeur aurait une véritable mission diplomatique, faite de tractations à mener, avec un pouvoir plus important. Cependant, si l'on se réfère à deux textes contemporains de Nicolas Amelot de la Houssaye, «Les Princes ont leur commerce entre eux comme les autres hommes; mais ne pouvant se communiquer en personne, sans quelque préjudice de leur dignité ou de leurs affaires, ils se servent de l'entreprise de quelques Ministres, à qui ils donnent le caractère d'Ambassadeurs, ou autre qualité publique.»<sup>51</sup> Ainsi, l'ambassadeur est un «Conciliateur des affaires des Princes, un homme envoyé de loin, pour traiter des affaires publiques, par élection particulière non avec des ruses ou finesses de guerre, mais avec l'éloquence et la force de l'esprit».<sup>52</sup> Plus loin, le même auteur ajoute que «l'Orateur, avec la douceur de son éloquence et la variété des figures de Rhétorique, rend agréables plusieurs matières qui seraient odieuses à qui elles plaisent, sans être pourvues de cet ornement...». Ainsi, 'orateur' n'est qu'une facette du diplomate: 'orateur' et 'ambassadeur' désignent donc une même réalité.<sup>53</sup>

Ces traités, en plus de définir la fonction d'ambassadeur donnent de véritables instructions dont certaines trouvent peut-être une illustration dans la harangue de Hélian.

46. Charles VIII est roi de France de 1483 à 1498. Lodovico Sforza, surnommé le More, poussa Charles à revendiquer le royaume de Naples, ce qui déboucha sur les guerres d'Italie.

47. Il s'agit du surnom de Lodovico Sforza (1452-1508) qu'il devait à sa peau basanée et à sa réputation de ruse.

48. Ville toute proche au nord-est de Verceil.

49. Cette *Harangue* a été traduite par Nicolas Amelot de la Houssaye dans son *Histoire du gouvernement de Venise*, Amsterdam, Pierre Mortier, 1695, pp. 145-174.

50. *Storia della cultura veneta, Il momento di Agnadello*, pp. 623 sqq.

51. MONSIEUR DE WICQUEFORT, *L'Ambassadeur et ses fonctions*, Cologne, Pierre Marteau, 1690, p. 2.

52. J. A. V. ZUÑIGA Y FIGUEROA DE LA ROCA, *Le parfait Ambassadeur traduit par le Sieur Lancelot*, Paris, 1642, p. 33.

53. Georges Edon, dans son *Dictionnaire Français-Latin*, qui fait toujours référence, confond d'ailleurs *orator* et *legatus* dans la traduction d'«ambassadeur».



Ainsi, les ambassadeurs ne pourraient véritablement traiter des matières de guerre «tout ce qui se ménagera entre les armes, sera par accident et comme un passage pour arriver à la paix qui doit naître de cette guerre»,<sup>54</sup> ce qui est somme toute assez spécieux. Rappelons que le texte que s'apprête à prononcer Louis Hélian est pour lancer la guerre contre les Vénitiens et les Turcs, comme l'indique le titre. D'autre part, l'ambassadeur devrait s'exprimer dans sa «langue naturelle»<sup>55</sup> pour être assuré de ce qu'il dit, car «l'on ne peut connaître une langue étrangère comme sa langue maternelle» et il appuie son discours sur l'exemple des Romains qui n'employaient que le latin pour tous leurs textes officiels. Or, il convient de relativiser cette dernière recommandation. En effet, ce texte date du dix-septième siècle, et c'est à cette époque que le français fut substitué au latin en tant que langue officielle. D'autre part, cette harangue doit être prononcée devant un public international, il fallait donc une langue universelle pour toucher tous les participants à cette fameuse diète de l'Empire, comme le signale le titre «discours prononcé en présence de l'empereur Maximilien, des électeurs, des Princes, des Prélats et des Députés des villes de l'Empire».

Voilà donc éclairées les circonstances historiques dans lesquelles ce discours prit place et précisé le milieu dans lequel il fut prononcé, à savoir celui de la diplomatie internationale.

#### *Le texte*

Extrait de la Harangue de Louis Hélian, ambassadeur de France, prononcée en présence de l'empereur Maximilien, des électeurs, des Princes, des Prélats et des Députés des villes de l'Empire, en l'an 1510.

C'est pourquoi, si vous n'écrasez promptement la tête de ce serpent venimeux,<sup>56</sup> alors qu'il est encore étourdi du coup qu'il vient de recevoir,<sup>57</sup> je vous prédis qu'un jour il vous infectera tous de son venin, et vous serrant dans ses replis il vous étouffera, Vous et vos successeurs.

Outre cela, ils ont la politique en la main avec le secret de traiter et de négocier. Ils choisissent pour leurs ambassadeurs des sénateurs pleins de ruses et d'artifices, qu'ils envoient partout avec des filets et des hameçons pour tromper et surprendre les Princes étrangers, comme des poissons et des oiseaux. [...] les méchants hommes, esclaves de leurs passions et de leurs convoitises, après avoir exercé leurs cruautés partout, vous représentent<sup>58</sup> aujourd'hui l'inconstance de la Fortune et la vicissitude des choses du Monde. Ils vous allèguent l'exemple d'Alexandre, de Scipion, de César, avec des raisons morales et chrétiennes pour vous persuader la modération, la clémence et la miséricorde. Ils vous font des soumissions excessives et ils vont essayer bientôt d'apaiser votre juste colère par des offres d'argent. Mais souvenez-vous de faire comme Ulysse, gardez-vous bien d'écouter le chant des Sirènes et de vous laisser aller à leurs caresses. [...] Car toutes ces prières et ces promesses des Vénitiens, qui n'ont jamais épargné ni Dieu ni les hommes, ne sont comme les breuvages de Circé que pour endormir les Princes et les jeter ensuite dans le précipice. [...] Témoins le comte Francesco Carmagnola et Bartolomeo Colleoni gentilhomme de Bergame, leurs Généraux, deux des plus grands capitaines de leur temps, dont l'un a eu la tête tranchée sur la Place Saint-Marc, pour un mot de raillerie qui lui avait échappé, et l'autre a été payé de ses services par le poison, seulement parce qu'il était devenu plus riche qu'ils ne le voulaient.

#### *Lodovico Domenichi et le milieu des gens de cour*

Le deuxième texte, comme nous l'avons signalé plus haut, renvoie au divertissement mondain, à l'apparat public. Il nous éloigne du milieu des négociations diplomatiques

54. J. A. V. ZUÑIGA Y FIGUEROA DE LA ROCA, *Le parfait Ambassadeur*, Paris, 1642, p. 166.

55. *Ibidem*, Paris, 1642, pp. 441-442.

56. Louis Hélian parle la République de Venise.

57. La Ligue de Cambrai et la défaite d'Agnadello de 1509.

58. Allusion aux tentatives des Vénitiens pour s'accorder avec Maximilien (en 1509) rapportées par Guicciardini, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, pp. 567-568, livre VIII, chap. 3.

compliquées et sérieuses pour toucher les distractions des élites. Ce texte est tiré de l'*Historia Varia* de Lodovico Domenichi, publiée chez Giolito de' Ferrari en 1564. Lodovico Domenichi, sur qui nous reviendrons plus tard, est surtout fameux pour son livre intitulé *Facetie et Motti Arguti di alcuni eccellentissimi Ingegni et nobilissimi Signori*<sup>59</sup> dans lequel il cite des anecdotes à propos des plus grands hommes de son temps. Ces bons mots divertissaient grandement son public. Pour en apprécier toute la saveur, il convient de s'intéresser quelque peu à la figure du courtisan à la Renaissance et à ses distractions.

Comme Peter Burke<sup>60</sup> l'introduit ironiquement, «l'homme de cour est un animal dont l'habitat naturel est la cour» avec toutes les réserves qu'il y apporte. En effet, comme il le dit plus loin «la Cour était une institution aux multiples fonctions [...] un centre culturel, dû en partie à ce besoin du prince et de ces compagnons de se délasser le soir grâce à la poésie et à la musique aussi bien qu'au jeu ou aux échecs»<sup>61</sup> et nombres d'autres divertissements. En effet, comme le conseille Machiavel dans *Le Prince*: «Un prince doit aussi montrer qu'il aime les talents en donnant de l'emploi aux gens de talent, et honorer ceux qui excellent en un art.»<sup>62</sup>

C'est ainsi, que les cours deviennent les «principaux centres de l'innovation culturelle dans l'Europe du Moyen Age et du début des Temps modernes.» et même «le début du seizième siècle fut la grande époque du mécénat envers les Lettres, les Sciences et les Arts».<sup>63</sup> C'est donc dans ce milieu de courtisans, comme les rêve Baldassare Castiglione dans *Le livre du Courtisan*,<sup>64</sup> qui outre la noblesse, sont «fortunés en ce qui concerne les dons naturels», mais se doivent de rester modestes, sans sembler avoir trop étudié, le courtisan devant être «estimé excellent et doit avoir de la grâce en toute chose, principalement quand il parle, s'il fuit l'affectation». Le seizième siècle fut fécond en traités sur l'usage la langue, il suffit de penser au texte de Pietro Bembo *Prose della volgar lingua* pour se figurer l'importance que la question souleva à l'époque: quelle langue choisir pour parler, pour écrire? Lodovico Domenichi semble avoir choisi quant à lui, car il se fit le traducteur de différents auteurs de son temps. D'ailleurs ses traductions étaient particulièrement appréciées pour la fidélité<sup>65</sup> avec laquelle il rendait le texte original, et ce par les auteurs eux-mêmes qui ne tarissaient pas d'éloges sur son travail.

#### Lodovico Domenichi

Mais revenons sur ce personnage. Lodovico Domenichi (1515-1564) est issu de la noblesse de Piacenza, formé aux universités de Pavie et Padoue, il obtint son diplôme en droit et entra au collège des notaires et juges de Piacenza en 1539. Alors qu'il attendait encore la gloire littéraire, l'éditeur vénitien Giolito de' Ferrari, qui se spécialisait dans les livres écrits en langue vernaculaire, le prit comme collaborateur. Il travailla entre autres avec G. Scotto, Doni, pour un temps, et avec Bernardo di Giunta. Ainsi, la carrière de Domenichi se déroula entre son travail de 'correcteur', traducteur et auteur à part entière, il prépara des éditions tant de textes classiques que d'auteurs contemporains et fréquenta bon nombre d'intellectuels.

Le livre qui nous intéresse, *Historia varia*, représente un ensemble plus ou moins composite<sup>66</sup> de textes courts qui sont pour la plupart des anecdotes 'mémorables'. Dans

59. L. DOMENICHI, *Facetie et Motti Arguti di alcuni eccellentissimi Ingegni et nobilissimi Signori*, Florence, 1548.

60. P. BURKE, *L'homme de cour*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 142.

61. *Ibidem*, p. 151.

62. MACHIAVEL, *Il Principe*, Paris, Gallimard, 1995, p. 285 (xxi *Ce qui sied à un prince pour qu'il soit estimé*).

63. P. BURKE, *L'homme de cour*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 152.

64. B. CASTIGLIONE, *Le livre du Courtisan*, Paris, Flammarion, 1991, pp. 37 sqq, livre premier, xiv.

65. Il s'agit d'une «fidélité» toute relative cependant, les lecteurs de l'époque en avaient une autre conception; ainsi, ils préféreraient volontiers retrouver le style de l'auteur et les images du texte plutôt que de lire une traduction pointilleuse qui aurait, selon eux, gâté leur plaisir et même obscurci ou transformé la réception du texte.

66. Ce que rend bien le titre *Historia varia* «histoire variée, bigarrée et même féconde en idées» si l'on rapproche du sens cicéronien qui rappelle la *varietas* antique, qualité du discours.

son texte dédicatoire au cardinal Christoforo Madruccio, Lodovico Domenichi explique que cette «cueillette d'exemples variés» propose une variété d'illustrations de bons et mauvais sentiments. L'Auteur espère que les actes honteux susciteront chez le lecteur le dégoût pour les vices et qu'au contraire les belles conduites l'inciteront à bien agir! Ainsi, Lodovico Domenichi poursuit des ambitions morales dans cet ouvrage. Cela correspond bien à un goût littéraire de l'époque où la morale joue un rôle éminent dans la littérature. Il n'y a qu'à penser au théâtre du seizième siècle, qui, avec ses pièces religieuses, s'appuyant à plein sur la *catharsis* et la *mimesis* prône les vertus chrétiennes qui doivent régler la société! En effet, la fameuse *catharsis* d'Aristote «purgation des passions par l'action»<sup>67</sup> est donc le fait de montrer des actions qui font naître crainte et pitié et d'où le public tire des leçons, alors que la *mimesis* est l'«imitation» des personnages et des actions, mais une sorte d'imitation idéale, un modèle à suivre. C'est à cette deuxième catégorie que se rattache l'évocation de Bartolomeo Colleoni qui se trouve au livre IX<sup>68</sup> entre les évocations de Gattamelata et de Nicola Orsino,<sup>69</sup> comme exemples de 'reconnaissance' que la Seigneurie de Venise éprouvait envers eux.

Lodovico Domenichi évoque ainsi les monuments que les Seigneurs Vénitiens reconnaissants ont fait dresser en l'honneur de ces hommes: une statue équestre pour Gattamelata à Padoue et Colleoni à Venise et une statue pédestre et une inscription<sup>70</sup> pour Orsini à Venise.

Domenichi renoue avec le goût antique pour les *ekphrasis*, ces descriptions d'œuvres d'art qui permettaient l'évocation de hauts faits et légendes. On pensera notamment au groupe sculpté du *Laocoon*, œuvre du sculpteur rhodien Hagésandre qui est aujourd'hui conservée au Vatican, et qui aurait inspiré à Virgile, selon certains critiques, le récit de la mort de Laocoon dans le Livre deuxième de l'*Enéide*<sup>71</sup> (ce texte est absent chez Homère qui l'a pourtant inspiré): «Lui, tout ensemble s'efforce à pleines mains de desserrer ces nœuds [...] et en même temps il pousse vers les astres des clameurs horribles». Ainsi, le texte de Domenichi part de la description de la statue pour en venir à l'évocation du «mythe».

### Le texte

[Exemple] de reconnaissance:

Gattamelata.<sup>72</sup>

Quelle plus grande et plus sûre louange de la justice se peut-il trouver que celle qui est quand les autres s'ingénient à rendre grâce à mérite des bienfaits reçus?<sup>73</sup> Gattamelata naquit à Narni d'un père très humble,<sup>74</sup> mais plus tard il se révéla comme un très grand capitaine de guerre; lui qui avait servi avec honneur différents princes<sup>75</sup> d'Italie, fut fait capitaine général de la Seigneurie de Venise. Il agit si bien et si courageusement et démontra une telle valeur guerrière, une telle fidélité et un tel dévouement pour les Seigneurs vénitiens, que grâce à son action, Brescia<sup>76</sup> fut libérée du terrible

67. ARISTOTE, *Poétique*, Paris, Le Livre de Poche, 1995, pp. 92-93.

68. L. DOMENICHI, *Historia varia*, Venise, Gabriele Giolito de' Ferrari, 1564, p. 506.

69. Erasmo Gattamelata di Narni et Niccolò Orsino, comte de Pitigliano furent également *condottiere* pour le compte de Venise.

70. Lodovico Domenichi précise que ce «souvenir public» fut placé par le doge Leonardo Loredan et le Sénat où ils rapportaient ses hauts faits pour Venise.

71. VIRGILE, *Enéide Livres I-IV*, éd. J. Perret, Paris, Les Belles Lettres, 1981, pp. 46-47, livre II, vv. 199-227.

72. Erasmo da Narni, dit le Gattamelata (v. 1370-1443) fut un des maîtres de Bartolomeo Colleoni. Il occupa la fonction de capitaine général de Venise de 1438 à 1439, année au cours de laquelle il fut pris d'une attaque.

73. Domenichi introduit de façon assez contournée la reconnaissance qui a valu au Gattamelata l'érection d'une statue équestre à Padoue. Cette question oratoire met en place l'artifice littéraire qui se développe en *ekphrasis*.

74. *Vilissimo* est à entendre au sens latin de *vilis* «commun, vulgaire, du peuple», son père aurait été boulanger.

75. Il servit Ceccolo Broglio, seigneur d'Assise, il passa au service de Florence, puis à celui du pape Martin V, avec le nouveau pape Eugène IV il changea définitivement pour Venise.

76. Brescia est assiégée en automne 1438 par les troupes de Milan conduites par Nicolò Piccinino (v. 1386-1444), c'est au cours de cette même campagne que Colleoni fait franchir les montagnes à la flotte vénitienne (1439). Mais le siège ne fut levé qu'en juillet 1440. Cf. NORWICH, *op. cit.*, pp. 297-301.

siège de ses ennemis et ce qu'il restait de l'état conserva son rang à la Seigneurie. Pour cette raison, les Seigneurs Vénitiens lui accordèrent de grands bienfaits de son vivant et après sa mort, ils lui élevèrent une statue équestre à Padoue qui se trouve sur la place de Saint Antoine où elle est visible de tous à bon droit.

Bartolomeo Colleoni.

Quel est celui qui se rendant à Venise, ne va pas voir la très belle Eglise de San Giovanni et Paolo sur la place de laquelle se dresse un colosse de marbre avec une statue équestre de Bartolomeo Colleoni et qui ne s'en émerveille ou tout du moins ne se remémore aussitôt la vie d'un homme aussi illustre? Ce dernier naquit à Bergame dans une famille tout à fait noble, plus tard, comme il était un très grand homme de guerre, il fut instauré capitaine général par les Seigneurs Vénitiens. Il montra toujours une telle foi, une telle constance et une telle gloire de discipline militaire qu'il ne s'est jamais trouvé quelqu'un qui lui soit égal. Quand il mourut, il institua la Seigneurie de Venise son héritière, et pour cela les Sénateurs très reconnaissants voulurent que soit installée une statue qui, entre autres choses, put convaincre chacun que l'on peut tout attendre et espérer du Sénat lorsqu'il est reconnaissant.

Niccolò Orsini.<sup>77</sup>

S'il se trouve quelqu'un pour observer soigneusement cette église et qui voudra bien encore regarder l'intérieur, il verra le souvenir public<sup>78</sup> de Niccolò Orsini, capitaine général de la Seigneurie de Venise qui fut placée par le doge Leonardo Loredan<sup>79</sup> et les Sénateurs pour être le témoignage à ceux qui le verraient des exploits accomplis par lui avec valeur. C'est parce que, toujours avec honneur, il a servi de nombreux papes, rois et républiques italiennes et dernièrement, ayant acquis dans l'espace de quinze ans d'éclatantes victoires pour les Seigneurs Vénitiens, il leur devint tellement cher, que Padoue reprise et ensuite libérée d'un siège terrible, en mourant peu de temps après, il laissa de vifs regrets derrière lui.

#### *L'otium littéraire, le loisir des Humanistes*

Enfin, le dernier texte que nous avons choisi est l'Eloge de Bartolomeo Colleoni, écrit par Paolo Giovio. Cette production littéraire renvoie à la sphère privée et doit son élaboration à la pratique humaniste de l'*otium* littéraire, ce «loisir studieux» que pratiquait volontiers Cicéron et dont il entretint volontiers ses correspondants. On trouve ainsi, dans ses lettres à Atticus,<sup>80</sup> de nombreuses mentions de l'ornementation d'un γυμνασιώδη «gymnase ou palestres» de sa villa de Tusculum avec des *ornamenta* «objets d'art», il parle plus tard (en nov. 68 av. J.C.) d'«Hermès en marbre tiré du mont Pentélique (en Attique) avec têtes en bronze» ainsi que d'autres statues et objets d'art pour orner gymnase et xyste.<sup>81</sup> En mai 67, il évoque sa *bibliothecam* et revient en février 61 sur ses livres *libros*<sup>82</sup> et sur l'Hermathéna,<sup>83</sup> un buste sur un pilier carré, qui orne son Académie<sup>84</sup> et remarque que ce sont normalement les Hermès qui ornent les gymnases mais Minerve convient particulièrement au sien. Enfin, quand il écrit à son frère Quintus,<sup>85</sup> début 59, il lui dit que tout son gymnase paraît ἀνάθημα «une œuvre d'art» offerte à la déesse.

77. Comte de Pitigliano et *condottiere*, gouverneur des troupes vénitiennes à la fin xv<sup>e</sup> siècle.

78. Francesco Sansovino rapporte dans *Venetia città nobilissima et singolare*, Venise, Iacomo Sansovino, 1581, f. 19v l'inscription qui se trouve sous «la statue équestre grandeur nature» de Niccolò Orsini, présente dans San Giovanni et Paolo: «Nicolao Vrsino Nolaie Pitilanique Principi longe Claris. Senensium, Florentini populi, Sixti, Innocentii, Alexandri Pont. Max. Ferdinandi, Alphonsique Iunioris Reg. Neapolit. Imp. Foelicissimo, Venetae demum Reip. Per xv annos magnis clarissimisque rebus gestis, nouissime à grauissima mniū obsidione Patauio conseruato, uirtutis ac fidei singularis Senatus V. M. H. P. P. obiit aeta LXVIII MDIX.»

79. Leonardo Loredan, doge de 1501 à 1521.

80. CICÉRON, *Correspondance*, Paris, Les Belles Lettres, 1960, tome I, Att. I, 6-Att. I, 8-Att. I, 10.

81. Il s'agit de la galerie couverte du gymnase.

82. Ce terme générique désigne à la fois *volumen* (rouleaux) et *codex* (assemblage de cahiers cousus, comme aujourd'hui) cf. B. BLASSELLE, *A pleines pages Histoire du livre*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 14-16.

83. Il s'agit d'un buste à la fois d'Athéna (déesse grecque de la sagesse, de la guerre, des sciences et des arts comme Minerve à Rome) et d'Hermès (dieu de l'éloquence qui a appris la lutte, la danse et les exercices du stade aux hommes).

84. Allusion au «gymnase d'Académus», près d'Athènes, dans un parc, où enseignait Platon. Fonction du lieu.

85. CICÉRON, *Correspondance*, Paris, Les Belles Lettres, 1960, t. I, Q. Fr. I, 1.

*Paolo Giovio et l'héritage antique de l'otium littéraire*

Or, c'est bien ce que Paolo Giovio entendait réaliser avec son *Museo* dans sa villa de Côme. Depuis son plus jeune âge, une certaine conception de la *villa* était à l'œuvre chez lui.<sup>86</sup> Ainsi, quand il se décida à édifier son Musée, refuge des muses, il «disposa les corps de construction autour d'une cour de façon à tirer avantage de l'exposition solaire et de la circulation de l'air» en s'appuyant sur des principes littéraires, tirés des «textes classiques». Son attrait pour l'architecture trouve son couronnement dans sa *Descriptio Musaei* (description de son Musée), texte inaugural de ses *Eloges*, mais nous y reviendrons. Avant tout, il convient de rappeler que Giovio fit construire son Musée pour abriter ses collections personnelles. En effet, il avait constitué une véritable pinacothèque particulière de portraits d'hommes célèbres<sup>87</sup> dans sa villa Borgovico près de Côme et dont il parle abondamment dans sa correspondance avec fierté.

Son frère, Benedetto Giovio, avec qui il mena cette vaste entreprise de collation d'objets d'art, l'encouragea à en réaliser le pendant littéraire, ce qui constituait pour lui «l'unique précaution possible à savoir de pérenniser ce lieu de délices dans une œuvre littéraire».<sup>88</sup> Cette précaution ne fut pas vaine, car très peu de temps après la mort de Paolo Giovio, qui advint en décembre 1552, sa villa fut occupée par des soldats espagnols et elle fut abandonnée et démolie après de terribles inondations et ses œuvres furent dispersées. C'est ainsi qu'aujourd'hui le propre portrait de Paolo Giovio se trouve conservé au musée de Padoue en compagnie de ceux de huit autres écrivains.

Les éloges de Paolo Giovio représentent une de ses œuvres littéraires les plus réussies, car il a su rendre le style antique de ce genre littéraire. La qualité du style est telle que certains le proposent comme modèle de l'écriture d'un éloge, c'est notamment le cas de Capaci.<sup>89</sup> Pour le texte qui retient notre attention, il convient de préciser que les *Eloges* de Giovio furent édités en deux volumes qui séparaient les hommes de Lettres<sup>90</sup> et les hommes de Guerre,<sup>91</sup> dont fait partie l'Eloge de Bartolomeo Colleoni. L'Eloge de Bartolomeo Colleoni est la sixième du livre III qui porte sur des héros disparus comme il le dit dans la préface de ce livre. Son Eloge suit immédiatement celui de Scanderbeg, prince d'Épire, qui vécut de 1404 à 1467 et précède celui de Galeazzo Sforza qui mourut en 1494.

*Le texte*

«Sous le portrait de Bartolomeo Colleoni».

Bartolomeo Colleoni de Bergame fut de même honneur et presque de même âge que Gattamelata,<sup>92</sup> mais supérieur en ce qui concerne le sang et la richesse.

Il suivit diligemment à la fois la discipline des Sforza et de Braccio;<sup>93</sup> avec de nombreux actes de courage, il acquit une renommée de capitaine valeureux et courageux et ce particulièrement dans cette fameuse bataille<sup>94</sup> où il châtia la superbe et la rage des Français<sup>95</sup> avec une dureté semblable

86. S. DELLA TORRE, *L'inedita opera prima di Paolo Giovio ed il Museo: l'interesse di un umanista per il tema della villa*, in *Paolo Giovio Il Rinascimento e la memoria*, Côme, Società a Villa Gallia, 1985, pp. 283-291.

87. Il y avait plus de trois cent cinquante portraits à sa mort.

88. C. CARUSO, *Ritratti degli uomini illustri*, Palerme, Sellerio, 1999, p. 15.

89. B. CAPACI, *Il giudice e l'oratore: trasformazione e fortuna del genere epidittico nel Settecento*, Bologne, il Mulino, 2000.

90. P. GIOVIO, *Elogia veris clarorum imaginibus apposita*, Venise, Tramezzino, 1546.

91. IDEM, *Elogia virorum bellica virtute illustrium*, Florence, Torrentino, 1551.

92. Erasmo da Narni, dit le Gattamelata (1370-1443), dont nous avons parlé précédemment.

93. Paolo Giovio réalise justement un double Eloge de ces *condottiere* au livre II, XX «sous les images dans un même tableau de (Muzio Attendolo) Sforza et (d'Andrea) Braccio (da Montone).».

94. Il s'agit de la bataille du 11 octobre 1447 qui le voit s'opposer à la cavalerie de Dresnay.

95. La cruauté des soldats français était fameuse comme le montre le texte de GUICHARDIN, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, p. 60, livre I, chapitre 9, où il décrit les signes annonciateurs de calamités: l'arrivée des Français!

à la leur. Et en effet, comme Philippe<sup>96</sup> était mort, les Milanais retrouvaient leur liberté, Rainaud le capitaine des Français<sup>97</sup> se mit alors en marche sur Asti, cité de son Etat, et attaqua le territoire d'Alessandria en tant qu'ennemi. Or, les Milanais n'avaient personne à envoyer contre lui, car Francesco Sforza, leur capitaine général,<sup>98</sup> guerroyait contre les Vénitiens et ne pouvait revenir sans grand préjudice.

A cette époque-là, Colleoni était tenu prisonnier par ordre de Philippe sur le soupçon<sup>99</sup> infondé qu'il voulait fuir auprès de ses ennemis. Comme il leur apparut qu'il était tout à fait l'homme qui pouvait s'opposer aux Français, ils le tirèrent de sa prison, lui adjoignirent Astorre,<sup>100</sup> seigneur de Faenza et l'envoyèrent contre les Français avec une partie de l'armée.

A la première vue de l'ennemi, s'engagea une bataille très cruelle et sanglante aux environs de Bosco.<sup>101</sup> En effet, les Français en raison de la cruauté naturelle de leur nation et ce contre les pratiques d'Italie, s'emparèrent des hommes de Colleoni, leur délacèrent le casque et les égorgèrent, ce qui fut rapporté à Colleoni; un cri s'éleva qui ordonnait aux siens d'abandonner les usages italiens et qu'il ne serait accordé pardon à aucun Français; et ainsi, galvanisées par une lourde colère, les ailes avancèrent sur les ennemis et elles les rompirent et brisèrent à tel point qu'une grande partie d'entre eux fut taillée en pièces et Rainaud fait prisonnier ne sauva sa vie qu'au prix de nombreuses prières.

Pendant tout le temps où Colleoni allait à l'aventure au gré de ses premiers contrats, il reçut de Braccio un commandement de cavaliers, en effet, il était très jeune et dépourvu d'argent, son père ayant été assassiné par la trahison de parents; il avait quitté sa maison misérable et réduit à l'errance; en outre, sa mère fut jetée en prison par les assassins de son mari; de telle sorte qu'il ne fut en aucune façon aidé des richesses de son père.

Mais peu de temps après, Iacopo Caudola<sup>102</sup> doubla son contingent et finalement Braccio lui donna l'étendard d'une bande légitime.<sup>103</sup> D'autre part, le roi Alphonse<sup>104</sup> le renforça d'une solde plus abondante et Sforza en personne également l'ennoblit d'une armée plus honorable;<sup>105</sup> finalement, il s'associa avec Philippe,<sup>106</sup> sous le règne duquel les guerres durèrent de nombreuses années.

Mais cependant, apprenant les succès de la Seigneurie de Venise, Colleoni se mit à la servir à un moment opportun<sup>107</sup> et il fut capitaine général<sup>108</sup> de leur armée plus de vingt-cinq ans.

Or, dans cette guerre où les exilés florentins se soulevèrent en Romagne contre l'état de la famille Médicis,<sup>109</sup> on dit que Colleoni fut le premier capitaine à ordonner de décharger sur les ennemis l'artillerie qu'on avait l'habitude d'utiliser pour attaquer et défendre les villes. En effet, on appelait espringales les petites pièces d'artillerie longues de trois bras<sup>110</sup> et qui lançaient avec force des balles grosses comme un gros gland. Il fit transporter à l'arrière ces pièces chargées sur de petits chariots et fit donner le signal par les trompettes afin que ses lignes, laissant des espaces ici et là, s'écartent pour qu'elles canardent<sup>111</sup> les ennemis. Et avec cette trouvaille il effraya tellement l'armée ennemie à Ricciardina<sup>112</sup> sur les terres de Bologne, qu'une balle d'espringale ayant frôlé le talon d'Ercole, duc de Ferrare, il envoya dire à Colleoni qu'il s'était comporté malignement et comme un barbare en ayant

96. Filippo Maria Visconti (1392-1447), duc de Milan à la cruauté légendaire.

97. Le baron Rainaud de Dresnay commandait trois mille français pour le duc d'Orléans pour reprendre Milan.

98. Francesco Sforza (1401-1466) est nommé capitaine général de la «République Ambrosienne» en 1447.

99. En 1442, le *condottiere* Piccinino, jaloux de Colleoni, le calomnie auprès du duc qui le fait capturer à Pontremoli et le fait placer en prison.

100. Astorre II Manfredi, seigneur de Faenza, beau-père de Cecco III Ordelaffi (v. 1430-1466) qui a épousé sa fille Elisabetta, à ne pas confondre avec Astorre Manfredi (v. 1345-1405) de la «compagnie de l'Etoile» *della Stella*.

101. Bosco Marengo, bourg fortifié du pays d'Alessandria, proche d'Asti.

102. M. FRIGENI, *Il condottiero*, Milan, Longanesi, 1985, pp. 7 sqq. le peint comme un vieux baron *condottiere* au service de Jeanne II de Naples et le nomme «Jacopo Caldora». Ce qui nous permet de dire qu'il est issu d'une famille des Abruzzes, jouissant d'une certaine renommée. Il vécut de 1369 à 1439. Colleoni a alors 20 chevaux.

103. Il est à la tête de 35 chevaux et arbore ses propres armoiries si caractéristiques.

104. Alphonse Ier d'Aragon (1396-1458), roi de Naples en 1442.

105. A la paix de Corvara, en 1440, en récompense de ses services, Francesco Sforza lui attribue plusieurs châteaux: Romano, Antegnate et Covo, dans le Bergamasque. Mais le providiteur Gherardo Dandolo voulait qu'il ne conserve que 400 cavaliers sur les 1000 qu'il avait et 150 fantassins sur les 200 précédents.

106. Filippo Maria Visconti, duc de Milan, en lui conservant sa troupe intacte, attira Colleoni à la fin d'octobre 1442, date de la fin de sa *condotta* avec Venise.

107. A la fin de sa *condotta* le 16 avril 1454, Colleoni quitte Milan pour Venise.

108. Le 12 avril 1454, après 22 ans d'attente, il signe la *condotta* avec Venise qui sera renouvelée jusqu'à sa mort.

109. L'opposition florentine qui vit en exil, reprend l'offensive avec l'aide militaire de Venise et surtout de son *condottiere* Colleoni en juillet 1467. Cela débouche sur la paix de mai 1468, imposée par le Pape.

110. Soit environ 2 mètres de long.

111. Les espringales s'appellent aussi canardières.

112. La fameuse bataille de la Molinella à Ricciardina de 1466.



cherché à faire mourir sous un déluge extraordinaire et effrayant de balles des hommes vaillants qui combattaient à l'épée et à la lance pour la vertu et le gloire.<sup>113</sup>

En effet, en Italie, les soldats et les capitaines de cette époque combattaient sans effusion de sang et avec une telle humanité que dans cette bataille, à la lueur des torches, alors que la nuit tombait, plus de quatre mille hommes d'armes s'affrontèrent dans une lutte merveilleuse qui serait aujourd'hui un spectacle risible.

Colleoni avait une noble et vigoureuse stature et il était tellement beau et habile que la reine Giovanna,<sup>114</sup> une femme d'âme déshonnête et très attirée par les hommes forts,<sup>115</sup> s'éprit de lui quand elle le vit surpasser tous ceux qui s'entraînaient à lancer des boulets de fer et ses rivaux à la course et au saut, à la grande joie de qui l'observait.

Les lettres latines lui faisaient défaut, mais il admirait les hommes savants et grâce à eux il avait l'habitude d'apprendre l'histoire ancienne.

Cependant, son esprit n'était pas étranger aux plaisanteries raffinées, comme cela fut manifeste dans le trait dont il piqua Galeazzo Sforza<sup>116</sup> avec tant de finesse. En effet, lorsque Galeazzo, pour se moquer de la fougue de sa jeunesse, lui envoya un renard placé dans une cage afin de le railler comme un vieux capitaine qui n'était pas toujours astucieux, Colleoni le paya aussitôt de la même monnaie en lui envoyant une crécerelle entravée comme les oiseaux de proie et ornée de hochets d'argent, comme les enfants ont coutume de porter en guise d'épervier; il entendait montrer ainsi sa légèreté à un prince d'un État si grand dont il estimait qu'il n'avait de grave et valeureux capitaine que les ornements et l'apparence.

Il détestait les vauriens; il punissait sévèrement les voleurs et les espions et observait avec exactitude la piété en dehors de la guerre. Il veillait à la dignité de sa famille avec une tenue et un mode de vie très libéral et très enclin à la magnificence: il honora sa patrie en faisant édifier trois églises à ses frais. Il fit aussi construire dans un très bel endroit un château d'élégante facture, qu'il appela Malpaga.<sup>117</sup>

Et ayant vécu 76 ans, il mourut dans cette forteresse ayant fait un testament dans lequel il fit la Seigneurie de Venise héritière du tiers de sa fortune pour détourner par ce don l'envie des biens qu'il avait amassés.<sup>118</sup> Il ordonna, alors qu'il vivait encore, la construction de son tombeau<sup>119</sup> à l'autel majeur auprès duquel on voit son effigie de marbre qui est également représentée gracieusement dans un tableau à Bergame.

La Seigneurie lui fit aussi élever avec raison sur une base de marbre à San Giovanni et Paolo une statue équestre de bronze de grandeur véritablement supérieure et plus gracieuse que celle de Padoue,<sup>120</sup> travaillée par le sculpteur Verrocchio,<sup>121</sup> mais non réussie avec autant de bonheur que celle que fit Donatello.

#### UNE FIGURE 'TRADITIONNELLE' DE BARTOLOMEO COLLEONI

Ces trois extraits, bien que très différents, par leur contenu et leur vocation, évoquent la figure de Bartolomeo Colleoni et l'introduisent dans le cours de leur texte. Comme nous l'avons remarqué précédemment, ces œuvres furent destinées à des milieux parfaitement marqués: la diplomatie internationale, le divertissement d'une cour ou compagnie savante et le loisir privé d'un intellectuel du seizième siècle. Malgré cela, les trois textes font référence à Colleoni et s'appuient sur son exemple pour bâtir leur développement. La lecture de ces trois extraits montre que certains éléments se retrouvent d'un texte à

113. Cela fait allusion à une nouvelle façon de concevoir les combats. Cf. le fonctionnement de la guerre médiévale in A. A. SETTIA, *Rapine, assedi, battaglie*, Bari, Laterza, 2002, pp. 183-194.

114. Il s'agit de Jeanne II d'Anjou-Duras, Giovanna II d'Angiò-Durazzo, sœur de Ladislas, qui lui succède sur le trône du royaume de Naples de 1414 à 1435.

115. F. GUICCIARDINI, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, t. 1, p. 20, livre 1, chap. 4 évoque «le relâchement de ses mœurs».

116. Galeazzo Maria Sforza (1444-1476) fils de Francesco, premier duc de Milan, devient duc en 1466, à sa mort.

117. *Malus pagus* «méchant village». Ce surnom est l'antonyme exact de ce domaine riant et fécond, situé à 13 km de Bergame, Colleoni l'achète le 29 avril 1456 pour cent ducats d'or auprès du notaire Francesco Tiraboschi. En fait, il le fait restaurer et embellir, et de grands artistes viendront même y peindre des fresques.

118. La somme que Bartolomeo Colleoni laissa à sa mort était de 232 000 ducats d'après M. MALLETT, *Le condottiere*, in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, p. 76.

119. Le mausolée Colleoni se trouve dans la chapelle homonyme de S. Maria Maggiore de Bergame.

120. Giovio fait ici allusion à la statue équestre du Gattamelata érigée à Padoue, œuvre de Donatello. Cf. plus haut.

121. Pour l'histoire de l'édification du monument (projets, réalisation et rebondissements) cf. G. VASARI, *Le vite dei più eccellenti pittori, scultori e architetti*, Rome, Newton & Compton, 1997, p. 505.

l'autre, ce qui semble révéler l'existence d'une sorte de *topos* de Bartolomeo Colleoni qui aurait été en circulation au moins durant le seizième siècle.

*Bartolomeo Colleoni, un «héros solaire»*

Les trois Auteurs passent par des points qui semblent exigés par une certaine 'tradition' de la représentation de Bartolomeo Colleoni. A cela, il faut absolument ajouter que la figure de Colleoni se dessine visiblement en suivant le modèle exact du portrait du 'héros' et même du 'héros solaire'.<sup>122</sup> Le 'héros solaire' est doté de caractéristiques bien précises. Il s'agit tout d'abord de qualités physiques particulières: des yeux sont étincelants ou clairs, un beau visage, une silhouette virile et un profil aigu; or, les biographes de Colleoni nous apprennent qu'il avait les yeux clairs, vantent sa beauté et sa stature. Ainsi, même si les qualités physiques de Colleoni devaient être clairement perceptibles dans le portrait qu'accompagnait l'éloge, Giovio rappelle tout de même sa 'stature droite et bien disposée', sa beauté et son habileté physique qui séduisirent la reine Jeanne de Naples.

Le «héros solaire» présente un caractère à la fois franc et loyal, qualités que reconnaissent tous ses biographes. C'est sa trop grande franchise et son manque d'hypocrisie qui lui ont valu quelques difficultés dans la progression de sa carrière, il n'était absolument pas un 'politique' comme le fut Sforza, mais un soldat rempli d'ardeur pour sa charge. Il faut ajouter à cela son attachement à Venise qu'il servit plus de vingt ans.

Le héros doit aussi accomplir de hauts faits et Colleoni a réussi d'authentiques exploits comme la victoire de Bosco Marengo ou l'exploit du franchissement de la montagne par la flotte vénitienne pour surprendre l'ennemi. Il faut ajouter à cela ses innovations militaires, ses fameux chars armés. Selon ses biographes, c'est sa présence seule à Venise qui sert à maintenir un certain équilibre en Italie du Nord, pendant un temps. Il est «invincible et sa seule présence décourage les ennemis!»,<sup>123</sup> et le traité de Lodi, signé le 9 avril 1454, en reconnaissant Francesco Sforza, duc de Milan pose les bases d'un nouvel équilibre militaire et politique qui durera jusqu'à la mort de Lodovico il Moro.<sup>124</sup>

Bartolomeo Colleoni présentait donc, si l'on en croit ses biographes, toutes les caractéristiques du «héros solaire», il convient cependant d'ajouter d'autres éléments autour desquels les trois textes que nous avons choisis se retrouvent. C'est notamment le cas de la mention de son origine «assez noble» que l'on retrouve dans les trois textes rendue par «gentilhomme de Bergame» chez Hélian, «ce dernier naquit à Bergame dans une famille tout à fait noble» pour Domenichi et «supérieur (à Gattamelata) en ce qui concerne le sang» pour Giovio. Comme nous le savons par ailleurs,<sup>125</sup> Colleoni était le fils de Paolo et Riccadonna dei Valvassori di Medolago, son père s'était emparé du château de Trezzo, mais il fut assassiné par ses cousins qu'il avait voulu associer à sa fortune, ce qui fut cause de sa ruine.

D'autre part, les trois extraits rendent hommage à la valeur militaire de Colleoni. Ainsi, Hélian l'associe à Carmagnola pour écrire «deux des plus grands capitaines de leur temps». Domenichi se fait plus explicite. Après l'avoir salué comme «un très grand homme de guerre», il rend hommage à sa «foi, constance et discipline militaire» qui le rendent «inégalable». Enfin, Giovio évoque quelques-unes de ses batailles fameuses comme celle de 1447 qui l'oppose aux terribles Français et celle de 1467 où il appuie les exilés florentins. Giovio souligne ses innovations en matière de combat, comme par exemple de charger des canons sur des chariots.<sup>126</sup> Paolo Giovio souligne le caractère

122. PH. SELIER, *Le mythe du héros*, Paris, Bordas, 1990, p. 19.

123. M. FRIGENI, *Il condottiero*, Milan, Longanesi, 1985, p. 187.

124. Il s'agit de Lodovico Sforza (1452-1508), duc de Milan de 1494 à 1500.

125. C. RENDINA, *I capitani di ventura*, Rome, Newton & Compton, 1999, p. 189.

126. C'est d'ailleurs cela qui fera écrire à Mario Veronesi: «Il se déplaçait à cheval, mais il inventa le char de combat et le bateau cuirassé».

novateur de cette pratique en écrivant «l'armée ennemie fut tellement effrayée par cette trouvaille<sup>127</sup>...».

Comme toujours, Paolo Giovio en profite pour aller au-delà du sujet qu'il s'est fixé. En quelques paroles, il évoque les grands changements qui se produisent à cette époque en matière de combat. En effet, il décrit l'ancienne façon de combattre: «des hommes vaillants qui combattaient à l'épée et à la lance pour la vertu et le gloire. Car, en Italie, les soldats et les capitaines de cette époque combattaient sans effusion de sang et avec une humanité très grande». Ce mode de combat est dépassé à l'époque de Giovio qui montre le décalage dans le récit de la bataille de 1467: «dans cette bataille, à la lueur des torches, alors que la nuit tombait, plus de quatre mille hommes d'armes s'affrontèrent dans une lutte merveilleuse qui serait aujourd'hui un spectacle risible.».

#### *La statue de Colleoni et son héritage*

Nos trois textes abordent la question de la mort du héros, ce qui est un passage obligé de la plupart des évocations biographiques. Mais dans ce cas, c'est un point de divergence entre nos trois sources. En effet, Louis Hélian considère que la Seigneurie a empoisonné Colleoni, alors que Giovio et Domenichi n'y font absolument pas allusion. En revanche, ces deux derniers, au contraire d'Hélian, évoquent l'héritage que Colleoni a laissé à Venise et la statue que la Seigneurie lui a fait élever en hommage.

Cette statue revêt une grande importance au seizième siècle, tout d'abord en tant que chef-d'œuvre de Verrocchio.<sup>128</sup> Ensuite, elle semble intimement liée au souvenir du *condottiere* Colleoni. Ainsi, plusieurs auteurs n'évoquent son nom qu'à propos de cette statue. L'hommage de Sansovino dans *Venetia, città nobilissima*<sup>129</sup> se borne à «La troisième<sup>130</sup> de Bartolomeo Colleoni de Bergame, également général des armées vénitiennes, faite en bronze et placée à l'extérieur à découvert. Son sculpteur fut le Florentin Andrea Verrocchio. Pietro Spino, son compatriote, écrivit la vie de cet homme très fameux et bien récompensé pour sa fidélité envers la République. On lit sur le piédestal ces quelques mots: *Bartolomeo Colleoni de Bergame pour son commandement militaire excellemment mené.*».

La statue de Ss. Giovanni e Paolo est souvent comparée à celle de Donatello. La statue de bronze du Gattamelata à Padoue, œuvre fameuse de Donatello, serait moins due à la reconnaissance de Venise pour son *condottiere* qu'au «consentement du Sénat vénitien au désir exprimé par la veuve d'Erasmus di Narni, Giacoma di Leonessa et par son fils Giannantonio, de pouvoir élever, à leurs propres frais, ce monument, ce qui fut réalisé en 1453».<sup>131</sup> Claudio Rendina dresse le portrait du Gattamelata et le décrit sans ambition politique et d'une extrême fidélité à l'Etat, ce qui n'était pas sans séduire une Seigneurie qui prisait fort peu les gens d'ambition, les voyant comme autant de menaces. Ainsi, lors de ses funérailles d'Etat, pour son oraison funèbre, Giovanni Pontano rappela que «le pouvoir ne le rendit jamais exubérant ni la victoire altier». Sa réputation venait, selon lui, du fait que «sans soutien, ni moyen, mais par sa seule vertu, sa seule peine, en surpassant les dangers, avec constance, humanité et sagesse il s'était élevé au sommet de la dignité et de la gloire».

Un élément, absent chez Hélian, mais qui revêt une importance certaine pour les historiographes est la question de l'héritage que Colleoni a laissé à Venise. Lodovico Domenichi se borne à dire qu'«il institua la ville de Venise son héritière, et pour cela les Sénateurs très reconnaissants voulurent que soit installée une statue...». On ne peut

127. *quo invento* dans le texte, «par cette invention»!

128. Dont Vasari rapporte les multiples rebondissements de sa fabrication. Cf. plus haut.

129. Francesco Sansovino, *Venezia, città nobilissima et singolare*, Venise, Iacomo Sansovino, 1584, p. 20.

130. Il est question des statues de Ss. Giovanni et Paolo.

131. C. RENDINA, *I capitani di ventura*, Rome, Newton & Compton, 1999, p. 154.

faire plus laconique. Paolo Giovio apporte quelques détails: «Et ayant vécu 76 ans, il mourut dans cette forteresse,<sup>132</sup> ayant fait un testament dans lequel il faisait la Seigneurie de Venise héritière du tiers de ses biens...». Pour John Julius Norwich,<sup>133</sup> cet héritage représente «deux cent seize mille ducats d'or et d'argent, et plus du double en diverses propriétés foncières.» Mais il ajoute une précision qu'aucun de nos trois Auteurs n'a évoquée: «Il ne posa qu'une seule condition – que l'on érigeât à sa mémoire une statue équestre sur la Place Saint-Marc.» Ainsi, la reconnaissance spontanée saluée par Domenichi est peut-être à reconsidérer et à voir plutôt comme le respect d'une clause d'un testament. Il y eut à ce sujet un fameux débat de casuistique juridique que citent volontiers les détracteurs de la Seigneurie. En effet, le testament aurait stipulé que ce monument soit élevé devant Saint-Marc, soit la Basilique, là où il était interdit de faire élever la moindre statue, aussi les habiles hommes de loi trouvèrent la solution qui contenterait les deux parties, élever la statue devant l'Ecole Saint-Marc, la *Scuola di San Marco*! Nous reviendrons plus tard sur la signification à apporter à la présence ou à l'absence de la mention de la statue de Colleoni et ce qu'il faut en déduire pour l'appréciation respective des différents textes.

#### UTILISATION DU 'MYTHE' DE COLLEONI

Ainsi, nous avons pu voir que nos trois Auteurs suivent un même canevas pour rapporter la vie Bartolomeo Colleoni: naissance noble, carrière militaire brillante et réflexion sur sa mort. Les divergences de vue et les lacunes ou tout du moins silences méritent d'être observés de plus près et doivent être le fruit d'une stratégie bien particulière de chacun des Auteurs.

#### *Louis Hélian ou le réquisitoire contre Venise*

Prenons ainsi le cas de Louis Hélian qui est un farouche pourfendeur de Venise. Il ne convoque l'exemple de Colleoni qu'à la seule fin de convaincre son auditoire de la fourberie de Venise et de lever ainsi une ligue contre cette cité contre laquelle il faut mener la croisade. Pour lui, il n'est nullement question de restituer tous les moments forts de la vie de ce *condottiere*, il suffit de rappeler la qualité de l'homme qu'il fut et montrer la trahison de la Seigneurie qui l'empoisonna, acte peu glorieux, sur un prétexte somme toute futile «seulement parce qu'il était devenu plus riche qu'ils ne le voulaient.»

Le style lapidaire dont use Hélian dans ce passage permet de donner une grande dynamique au discours. Le choix de se concentrer seulement sur l'empoisonnement de Colleoni permet de construire un équilibre avec l'évocation tout aussi enlevée du sort de Carmagnola qui «eut la tête tranchée sur la Place Saint-Marc, pour un mot de raillerie qui lui avait échappé». Par ce balancement, Hélian rapproche ces deux morts qui ont des motifs bien légers, si l'on en croit sa présentation. Il entend montrer ainsi la futilité de cette Seigneurie qu'il abhorre particulièrement, en la représentant comme jalouse de la richesse de Colleoni et vindicative et susceptible pour ce qui est de Carmagnola. Or, la situation n'est pas aussi simple qu'il le suggère.

Pour apprécier plus sûrement le discours d'Hélian, il convient de revenir sur la vie de Francesco Bussone dit Carmagnola (v. 1382-1432). En effet, ce fils de paysan embrassant la carrière mercenaire se spécialisa dans l'art de la fortification et du siège. Entrant au service de Filippo Maria Visconti il remporta pour lui de brillantes victoires, comme celle du 30 juin 1422 contre les Suisses. Mais il fut victime des retournements de faveur du duc de Milan: après l'avoir élevé à de grands honneurs et enrichi, il se mit à le per-

132. C'est-à-dire Malpaga.

133. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1986, p. 334.

sécuter lui retirant le commandement de l'armée et l'exaspérant à tel point qu'il déserta et passa à Venise, il avait été victime de courtisans jaloux qu'il méprisait ouvertement, alors que le peuple lui portait une grande affection, ce qui était bien différent pour le duc, qu'il l'en haïssait d'autant plus! Carmagnola avait abandonné le service de Milan en 1426 pour celui de Venise à qui il permit d'obtenir de grands succès sur Milan. Sous son commandement, Venise fit alliance avec Florence et reprit Brescia et Bergame. Les guerres de Lombardie (1425-1441) marquèrent la fin du rêve de domination sur l'Italie septentrionale de Visconti.

Cependant, il semble que Carmagnola ait conservé une certaine amitié avec Milan, comme le montrent certains comportements qu'il a pu avoir à l'égard de son ancien maître. Ainsi, après la victoire de Maclodio de 1427, il rendit très rapidement la liberté aux vaincus, d'autre part, dans de nombreuses opérations menées contre Milan, il tarda à envoyer des renforts, comme s'il n'avait pas voulu porter le coup de grâce à son ancien maître. Les Vénitiens redoutaient son retour à Milan et le surveillaient étroitement. En tant que capitaine général de l'armée vénitienne, Carmagnola représentait une incroyable menace<sup>134</sup> pour Venise, en cas de collusion avec Filippo Maria Visconti, avec qui, il avait des contacts. Dès lors, les relations se détériorèrent à tel point qu'ils «n'eurent réellement d'autre choix que de l'exécuter»<sup>135</sup> en 1432. Ils le soupçonnèrent d'être «traître à l'Etat». C'est à partir de ce moment que l'attitude de Venise peut être jugée comme véritablement inique. En effet, il fut convoqué au Palais ducal sur le prétexte fallacieux de décisions à prendre sur la stratégie de la prochaine campagne, et arrêté alors qu'il allait sortir du Palais. Il subit la torture et fut déclaré coupable à la fin de son procès et condamné à mort. Son exécution marqua particulièrement la foule qui le voyait comme une victime innocente, le bourreau dut s'y reprendre à trois fois avant de parvenir à le décapiter. L'argument de la susceptibilité mesquine tient moins sous cet éclairage et nous plonge plutôt dans l'univers des grands complots politiques. Ces rebondissements ont suscité des réflexions sur la justice vénitienne que l'on trouve exposées dans l'*Histoire de Venise*<sup>136</sup> de Daru.

Examinons maintenant la question de l'empoisonnement. Un premier point à charge est que comme l'écrit Norwich:<sup>137</sup> «Malgré les mesures d'urgence prises quatre ans plus tôt, les fonds publics étaient toujours terriblement bas; mais, peu après l'avènement de Mocenigo, la situation s'améliora de façon spectaculaire, grâce à un legs imprévu du dernier des plus célèbres *condottieri* de Venise: Bartolomeo Colleoni.»

Cependant, si l'on en croit Mariana Frigeni,<sup>138</sup> après la paix de Lodi, où il a été ignoré lors des négociations, Colleoni rentra à Malpaga pour y finir ses jours; en effet, il se sentait vieux et fatigué après la conclusion de cette dernière campagne. A cela s'ajoutaient de cruels deuils, la mort de sa fille préférée Medea, le 6 mars 1470 et celle de Tisbe, sa femme, le 7 avril 1471. En 1470, à la suite de la mort de sa fille, il voulut renoncer à son commandement pour «se retirer pour prier et méditer»,<sup>139</sup> Venise refusa mais lui accorda une longue période de repos. En le conservant à la tête de ses troupes, Venise entendait bénéficier du prestige de son nom. Elle lui organisa d'ailleurs une cérémonie le 1<sup>er</sup> mai 1470. Cependant, il est vrai que Colleoni se reprit et que d'autres puissances vinrent le courtiser. Mais à la réflexion, il ne voulait plus combattre et il s'était habitué à Venise comme maître, aussi déclina-t-il les offres des Bourguignons.<sup>140</sup> De plus, il avait

134. Machiavel parle de la nécessité pour Venise de faire disparaître Carmagnola, *Il Principe*, in *Tutte le opere*, Milan, Sansoni, 1993, p. 276.

135. M. MALLETT, «Le condottiere», in *L'homme de la Renaissance*, Paris, Seuil, 1990, pp. 67-68.

136. P. DARU, *Histoire de la République de Venise*, t. II, Paris, Firmin Didot, 1821, pp. 401-404.

137. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1986, p. 333.

138. M. FRIGENI, *Il condottiero*, Milan, Longanesi, 1985, p. 202.

139. *Ibidem*, p. 207.

140. *Ibidem*, p. 214.

pris goût à la vie de cour qu'il menait à Malpaga. La maladie qui le prit en août 1494 était une mauvaise toux qui l'épuisait. Après des hauts et des bas, la maladie le reprit et ne le quitta plus. Dès lors, Venise qui l'avait admis dans le corps aristocratique en lui accordant un siège au Sénat lui dépêcha «l'ambassadeur Candiano Bollani et deux seigneurs Francesco Diedo et Zaccaria Barbaro» qui avaient pour mission que la «mort se produise sans dommage pour la Sérénissime». <sup>141</sup> Et de fait ils posèrent des scellés et s'assurèrent que rien ne fut touché de l'héritage avant la lecture du testament. Si Venise a veillé sur ses intérêts, il est moins sûr qu'elle ait hâté un trépas qui semble par ailleurs naturel.

Cela ne veut cependant pas dire que Colleoni n'a jamais été la cible d'attentats perpétrés contre sa vie. Pendant des années, Malpaga abritait un traître, Ambrogio Vismara, <sup>142</sup> l'âme damnée du nouveau duc de Milan, Galeazzo Maria Sforza. Finalement arrêté et remis au magistrat vénitien, il confessa son activité d'espion pour le compte du duc de Milan et dévoila une conjuration pour empoisonner Colleoni. Le poison de couleur rouge-feu qu'il comptait employer pouvait tenir dans une fève. Il pensait pouvoir corrompre les cuisiniers et ainsi mélanger le poison aux plats, ce qui aurait eu un effet foudroyant. Par ailleurs, il avait essayé de créer un climat de terreur dans le château par différents moyens. Il avait ainsi déclenché un incendie dans les granges qui avaient été entièrement détruites et avait posté des arbalétriers sur la route de Colleoni, alors qu'il revenait de Brescia. Le traître fut donc écartelé le 15 mai 1472 et ses membres exposés dans différentes localités: Malpaga, Romano, et sur les routes des villages voisins. Son fils, qui l'avait secondé dans ses entreprises, fut empalé à Martinengo.

Cependant, provoqué ou pas, cet héritage pouvait constituer un bon mobile pour quelque mauvaise action, mais pourquoi Louis Hélian n'en parle-t-il pas? De même, pour quelle raison ne dit-il pas non plus que Venise s'est empressée de s'emparer de la presque totalité de la fortune plus que considérable de Carmagnola?

Ce silence a de quoi étonner: comment ce grand ennemi de Venise laisse-t-il passer un pareil argument? L'empoisonnement motivé par la jalousie a-t-il plus de poids qu'une capture d'héritage? Peut-être s'agit-il là d'une pratique relativement répandue et qui de ce fait aurait une efficacité moindre dans sa démonstration. Il semble plutôt qu'une accusation reposant sur la jalousie et non la cupidité montre une Venise sans raison, à lubie et donc plus dangereuse qu'une froide calculatrice. En effet, Louis Hélian veut convaincre Maximilien et ses princes du danger que représente Venise. Que peut-elle espérer en matière d'argent en trompant l'empereur? En revanche, elle se révèle être beaucoup plus menaçante si elle agit sur des impulsions. Hélian la dépeint comme une démente qui peut s'attaquer à ses propres alliés à cause de ses mauvais penchants qui la poussent à trahir!

Pourquoi, ne parle-t-il pas non plus de la statue équestre? Parce qu'elle était la marque de la reconnaissance de Venise à son égard? Il aurait parfaitement pu utiliser cet argument comme une preuve supplémentaire de la duplicité de la Seigneurie qui aurait élevé une statue à celui qu'elle venait d'assassiner! C'est d'ailleurs une pratique qu'Amelot de la Houssaye, le traducteur d'Hélian, signale quand il parle du Sénat: <sup>143</sup> «Quelquefois même, ils contraignent ces capitaines <sup>144</sup> à se retirer de leur propre mouvement, en lassant leur patience par mille sortes de mortifications. Et quand ce sont des gens qui ne quittent pas aisément la partie, ils ne font grand scrupule de s'en défaire par d'autres moyens. Après quoi ils en sont quittes pour un service solennel et une oraison funèbre, prononcée en présence du Sénat.»

141. *Ibidem*, p. 216.

142. *Ibidem*, pp. 211-212.

143. A. DE LA HOUSSAYE, *Histoire du gouvernement de Venise*, Amsterdam, Pierre Mortier, 1695, p. 59.

144. Il parle des «généraux étrangers» que Venise emploie pour ses armées.



Comme nous l'avons déjà signalé, Louis Hélian semble suivre une autre stratégie: il veut montrer le peu de foi de Venise et préfère accumuler les exemples de ses 'trahisons'. Ainsi, la double citation de Carmagnola et Colleoni n'est qu'un élément d'une suite de «témoignages» de cette fourberie de Venise. Louis Hélian convoque des «témoignages» aussi variés que le sort du roi Jacques de Chypre, celui du Patriarche et des douze chanoines d'Aquilée, celui du roi de Hongrie, celui de l'empereur de Constantinople, celui des Carrara et de tous leurs voisins, ainsi que ceux des empereurs romains et des ducs d'Autriche et enfin, même celui du pape et du Saint-Siège: tous été volés par les Vénitiens. Louis Hélian délaisse donc la mention de la captation de l'héritage de Colleoni, qui constituerait un ralentissement dans le rythme de sa démonstration, et y substitue une liste d'exemples apportant une amplification à son discours. Cette construction toute rhétorique du discours en anaphore renforce l'effet de martèlement qu'il produit avec cette suite d'arguments.

Il est notable que Hélian se base sur des exemples fameux et que le choix de Colleoni est parfaitement révélateur de la renommée de ce dernier. Il a réduit l'expression de sa figure à ses caractéristiques les plus célèbres: un gentilhomme de Bergame, un des meilleurs capitaines de son temps. Ainsi, son meurtre apparaît comme d'autant plus odieux, ce qui doit convaincre l'empereur Maximilien et sa cour de la fourberie de Venise!

Il ne faut surtout pas oublier que l'acharnement avec lequel il poursuit Venise est lié à sa mission d'ambassadeur du roi de France qui veut couper Venise de tous les appuis possibles afin de la mettre définitivement hors d'état de nuire. Son discours eut un tel succès que l'empereur Maximilien refusa d'entendre les propositions de paix des Vénitiens et chassa Achille Crasso, le nonce du pape qui les avait défendus. Non content de son action, quand ce nonce se rendit auprès du roi de Hongrie pour conclure un accommodement avec les Vénitiens, Hélian se précipita et poursuivit son action comme le montre la phrase de conclusion de sa nouvelle Harangue: «Et qu'enfin, l'Eglise avait à combattre deux dragons furieux, qui voulaient la dévorer, l'un au dedans, qui était Venise, et l'autre au dehors, qui était le Turc; mais qu'il fallait écraser celui du dedans en premier, si l'on voulait être en sûreté chez soi; et qu'après cela on pourrait bien venir à bout de l'autre.».

Dans un premier temps, l'ambassadeur du roi de France atteignit les objectifs qui lui avaient été fixés, puisqu'il parvint à saper les manœuvres diplomatiques de Venise. Cependant, dès 1511, la situation avait totalement changé. L'empereur Maximilien venait à l'idée d'une paix universelle<sup>145</sup> qui, selon le roi d'Aragon, lui permettait de contrôler le pape et par là Venise, qui était obligée de se plier à la volonté papale, si elle ne voulait pas rester seule. Ces négociations débouchèrent sur la signature de la paix avec Venise au prix de marchandages compliqués, mais tous, tant le pape que l'Empereur, étaient aiguillonnés par leur haine des Français. Le Pape Jules II, par ces machinations, entendait former «une nouvelle ligue comprenant Venise, l'Espagne, l'Angleterre et, si possible, l'Empire; <car> leurs forces permettraient de chasser définitivement les Français de la péninsule».<sup>146</sup> Tous cherchaient en effet le moyen de limiter la puissance du roi de France. Et le 4 octobre 1511, Jules II pouvait proclamer sa «Sainte Ligue» et lancer les préparatifs de la guerre contre les Français. Ainsi, le grand réquisitoire d'Hélian qui désignait Venise comme l'ennemi de la Chrétienté contre lequel il fallait lancer une croisade, n'avait eu qu'un effet temporaire. Outre cela, les positions que la France avait affichées dans cette campagne compliquaient peut-être des manœuvres éventuelles de rapprochement avec les adversaires passés. Ceci explique peut-être la disparition de la scène diplomatique de l'ambassadeur Hélian qui s'était montré, semble-t-il quelque peu trop zélé.

145. F. GUICCIARDINI, *Histoire d'Italie*, Paris, Laffont, 1996, t. II, p. 698.

146. J. J. NORWICH, *Histoire de Venise*, Paris, Payot, 1987, p. 393.

Le texte de Louis Hélian est donc tout entier dirigé contre Venise et l'exemple de Colleoni doit justifier cette attitude. Il est remarquable de voir comme Lodovico Domenichi reprend le même exemple pour montrer la reconnaissance de la Seigneurie de Venise. Il est parfaitement surprenant de voir le même mythe utilisé pour une fin complètement opposée. Voyons comment Domenichi procède.

*Lodovico Domenichi ou le 'divertissement exemplaire'*

La rhétorique à l'œuvre dans ce petit texte est extrêmement efficace. En effet, toutes les expressions ont une visée très précise. Le ton enlevé du discours emporte le lecteur qui est invité à visiter Ss. Giovanni et Paolo, comme tous ceux qui se rendent à Venise! Domenichi rappelle le caractère incontournable de cette fameuse église vénitienne. Par ce moyen, il rappelle l'endroit à tous les connaisseurs et montre leur impardonnable lacune aux autres. Mais cette mention permet surtout d'introduire la statue équestre de Colleoni et surtout de décrire et rappeler les impressions qu'elle cause. En effet, «qui ne s'en émerveille?» renvoie à la réputation universelle de chef-d'œuvre de cette statue. D'autre part, quand Domenichi écrit «tout du moins se remémore aussitôt un homme aussi grand», il utilise bien la technique de l'*ekphrasis* antique c'est-à-dire le fait de s'appuyer sur une œuvre d'art pour évoquer quelque épisode fameux.<sup>147</sup> Ici, l'histoire de Colleoni est si bien connue qu'il est inutile d'en redonner les détails, Domenichi se limite à rappeler les grandes lignes du mythe: un noble de Bergame, très grand homme de guerre, instauré capitaine général de Venise, et jamais égalé, fit de Venise son héritière et pour témoigner leur reconnaissance, les Sénateurs ont décidé de lui ériger une statue qui incite à imiter son exemple.

Pourquoi ne pas rapporter quelques circonstances plus précises de sa vie? Cela tire certainement son explication dans le fait que les 'anecdotes' rapportées par l'*Historia varia* de Domenichi sont des événements méconnus de l'Histoire, de petites circonstances jusque-là ignorées. Il n'est pas question pour Domenichi de rapporter à la suite de tant d'autres des épisodes largement connus, car la vie Colleoni apparaît comme étant des plus fameuses à cette époque, comme le «qui ne se remémore aussitôt un homme aussi grand» invite à le penser. Ce passage ne se prête pas non plus à l'évocation de quelque événement totalement oublié.

Le mouvement du texte est donc le suivant: Domenichi commence par une présentation physique de la statue, à laquelle succède une évocation de Colleoni qui culmine par son caractère inégalable, enfin dans un troisième mouvement, il est question de l'hommage rendu à ce héros, la statue du début, marque physique du modèle à suivre. Si la construction du texte est habile, un léger décalage a de quoi intriguer. En effet, l'érection de la statue n'est pas présentée comme le couronnement de la carrière et de l'excellence de Colleoni, mais comme le signe de la gratitude pour son héritage<sup>148</sup> laissé à la Seigneurie! Ainsi, le modèle qui serait à imiter serait moins de mener une vie aussi exemplaire que celle de Colleoni mais plutôt d'apporter quelques subsides aux caisses de la République. C'est bien ce que semble suggérer la dernière expression: «on peut toujours attendre et espérer toute chose du Sénat <quand il est> très reconnaissant».

Cependant, en écrivant ces lignes, Domenichi adapte quelque peu la vérité. Il néglige de préciser que l'érection de la statue équestre de Colleoni était une clause du testament du *condottiere*. Il devait juger ce détail trop prosaïque et lui a préféré l'élan spontané d'une reconnaissance désintéressée, d'autant plus que son texte se devait d'être «exemplaire» en proposant un modèle de conduite. Il est vrai que dans un discours

147. On pourra ainsi penser au bouclier d'Achille (*Iliade*, chap. xviii, vv. 478 sqq.).

148. Le texte de Domenichi explique l'établissement de la statue par son héritage en employant l'expression *per la qual cosa* qui porte sans équivoque sur *institui herede la Signoria di Venezia*.

destiné au divertissement de gens de cour, il ne peut se concevoir aucune place pour de petites considérations mercantiles qui seraient parfaitement inconvenantes! C'est le même esprit qui doit expliquer l'évocation des Seigneurs vénitiens qui élèvent une statue à la mémoire de Gattamelata à Padoue. Comme nous l'avons noté plus haut, Gattamelata doit ce glorieux hommage à sa femme et son fils, les Seigneurs vénitiens s'étant contentés d'accéder à la requête de ses héritiers, sans rien déboursier. Ainsi, même si Domenichi a enjolivé les circonstances des constructions de ces monuments, il n'en demeure pas moins que la Seigneurie a conçu une certaine reconnaissance pour ces *condottiere* et particulièrement pour Colleoni.

La reconnaissance évoquée dans cet exemple n'est sûrement pas qu'économique. Comme nous l'avons déjà signalé plus haut, ce texte figure dans une partie intitulée «gratitude» et est associé aux évocations de Gattamelata et Orsini auxquels la Seigneurie a érigé des statues pour leur action au service de la République. L'intention de Domenichi est donc peut-être de faire en quelque sorte la propagande de Venise qui sait récompenser ses serviteurs. Peut-être pense-t-il même à faire avancer ses propres intérêts en la circonstance. Une partie de son activité se déroule à Venise, où il édite justement son *Historia varia*, estime-t-il peut-être que la Seigneurie pourrait lui savoir gré de son action?

Toujours est-il que le texte de Domenichi est largement favorable à Venise quelles qu'en soient les raisons. En revanche, le texte de Paolo Giovio se veut des plus neutres, cherchant seulement à établir les faits sans passion apparente.

#### *Paolo Giovio et le travail d'historien*

Pour apprécier la 'neutralité' du témoignage de Paolo Giovio, il conviendrait d'abord d'établir la technique selon laquelle il procède pour réaliser ces fameux Eloges. En effet, c'est l'étude de la méthode même qu'il emploie qui pourra nous éclairer sur la véracité de la 'neutralité' qu'il professe. La lecture des Eloges, tant des hommes de Lettres que des hommes de guerre, a montré que Paolo Giovio affectionnait un plan type dont le schéma rapide serait: présentation du personnage, mention des événements saillants de son existence et réputation qu'il a laissée. Ainsi, le jugement du personnage 'portraiture' incombe au lecteur, c'est lui qui doit se faire une opinion d'après les éléments que Giovio met à sa disposition.

Le schéma que nous décrivons est vérifiable dans l'éloge de Bartolomeo Colleoni où Giovio après avoir évoqué la naissance de Colleoni, rappelle les hauts faits de sa carrière, la victoire sur les Français du 11 octobre 1447 et la première utilisation de canons dans une bataille en juillet 1467. Enfin, l'érection de la statue équestre de Verrocchio marque bien le témoignage de la reconnaissance de Venise.

Nous écrivions plus haut que Paolo Giovio ne s'implique pas directement dans le jugement à porter sur le personnage dont il fait l'éloge; en fait, il serait plus juste de dire qu'il s'efforce d'être neutre, car de petits éléments trahissent son opinion. Ainsi, bien qu'il s'attache dans tout le récit à rapporter les événements sans introduire des réflexions personnelles, la dernière phrase révèle son adhésion à la reconnaissance de Venise. Quand il écrit: «la Seigneurie lui fit élever avec raison une statue équestre...», la précision «avec raison»<sup>149</sup> sort du cadre purement factuel pour entrer dans le domaine du jugement personnel!

Il ne faut pas pour autant conclure à la faveur aveugle de Giovio pour Venise et ses héros. Il n'y a qu'à penser à l'exemple de Vincenzo Capello, dont il réalise également l'Eloge.<sup>150</sup> Le texte se concentre presque essentiellement autour d'une campagne mal-

149. Le mot est *merito* dans le texte, ce qui se traduit par «à bon droit, avec raison, justement».

150. P. GIOVIO, *Elogia virorum illustrium*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1972, pp. 458-460 (vi, xx)

heureuse contre Barberousse que ce «général de la flotte vénitienne» mena avec le fameux Andrea Doria. Giovio déploie les détails du combat, les décisions tactiques et les retournements de fortune. Et après avoir fait la démonstration de son incapacité, Giovio conclut abruptement: «Mais cependant, Capello défendait honorablement la réputation de son nom avec de nombreux arguments et se montrait fort éloquent; ayant atteint l'âge de soixante-quatorze ans, il mourut jouissant d'une grande considération auprès de ses concitoyens.». Paolo Giovio se livre à un portrait sans complaisance, ce qui valorise d'autant plus les textes où il montre son admiration. Les louanges que fait donc Giovio de Colleoni et Venise sont à considérer comme parfaitement fondées.

Enfin, certains éléments de l'éloge de Bartolomeo Colleoni révèlent peut-être des préoccupations de l'Auteur. En effet, une précision dans le cours de l'éloge trouve des échos plus lointains que le simple récit biographique. Après avoir décrit les capacités physiques exceptionnelles de Colleoni, Giovio évoque l'étendue de sa culture, dont il précise que les lettres latines lui faisaient défaut, mais qu'il admirait les hommes savants et apprenait l'histoire ancienne d'eux, ce qui, laisse-t-il conclure à son lecteur, est une marque certaine d'intelligence. D'ailleurs, la suite du texte rebondit sur cette fameuse intelligence qui lui permet de répondre avec finesse à une attaque de Galeazzo Sforza.

Mais revenons à ce petit passage qui ne manque pas d'intérêt. Paolo Giovio nous représente un homme qui manque d'instruction, mais qui «admire les hommes savants» et «apprend l'histoire ancienne auprès d'eux». Or, notre Auteur n'est-il pas un «homme savant» qui ne demande qu'à instruire les Puissants sur «l'Histoire ancienne»? Cette petite phrase rappelle curieusement l'introduction du *Commentario delle cose dei Turchi*<sup>151</sup> que Giovio adresse à Charles Quint: «J'ai voulu à l'instar de ceux qui assisteront Votre Majesté de leurs armes, bateaux, chevaux et trésors, ne pouvant personnellement donner rien d'autre, lui donner au moins une présentation claire et détaillée de l'armée, de la puissance et des victoires de ces fameux Turcs, en plaçant avec une concision fidèle devant les yeux de Votre Majesté la voie par laquelle cette fière nation est arrivée à un empire si grand, avec une telle réputation dans l'art militaire, afin que facilement pour les capitaines et les maîtres de guerre on puisse trouver les véritables remèdes contre leurs forces et leurs arts, et que les soldats chrétiens, avec les exemples des choses passées, parviennent à une discipline meilleure et mieux adaptée pour pouvoir les mettre en déroute.». Paolo Giovio compte assister les Grands par son savoir historique extrêmement ample. On en trouve de multiples marques dans toute sa production.

De telles offres de mettre son savoir historique au service des Puissants se retrouvent à différentes reprises dans la correspondance de Giovio. On pensera notamment à la lettre du 26 septembre 1552<sup>152</sup> adressée au pape Jules III où il indique, une fois encore, l'utilité de la lecture de son *Histoire* qui «outre le plaisir» que sa Sainteté pourra en tirer «elle pourra aussi prendre des précautions utiles pour l'établissement précieux et heureux de la République chrétienne.».

D'autre part, l'érudition historique de Giovio était particulièrement fameuse comme le montre la lettre que l'Aretin lui adressa le 11 octobre 1538<sup>153</sup> où il le reconnaissait comme «un homme d'une autorité très grande» et où il le nommait «Paolo Giovio, vie des noms et souffle des mémoires». Dans d'autres textes on trouve des auteurs qui pensaient demander à Giovio d'éclaircir un point historique. C'est notamment le cas d'une lettre que Pietro Bembo adresse à Flaminio Tomarozzo, le 22 février 1533.<sup>154</sup> Pietro Bembo et Flaminio Tomarozzo débattaient de la famille du «marquis de Pescara

151. IDEM, *Commentario delle cose de' Turchi*, Venise, Alde fils, 1541, f. 2.

152. IDEM, *Epistularum* II, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1958, p. 240.

153. P. ARETINO, *Il secondo libro delle lettere*, Venise, 1547, pp. 100-101.

154. P. BEMBO, *Lettere di M. Pietro Bembo Cardinale a' Principi e Signori, e suoi familiari amici scritte*, Milan, Società Tipografica di Classici Italiani, 1810, p. 303.

qui fut valeureux dans les armes» qui selon Bembo serait le «père du marquis qui est mort cette année à Milan et qui était présent lors de la capture du roi très chrétien». Il s'interroge à propos d'un autre qui, selon lui, ne pourrait pas «avoir été son père.» Mais il voudrait en connaître le nom! Aussi, il charge Tomarozzo de le demander à Giovio. Celui-ci, en effet, compte parmi les personnes les plus indiquées pour ce genre d'informations, d'une part en raison de son érudition historique et d'autre part grâce à sa connaissance particulière de la famille en question. En effet, après le sac de Rome de 1527, il se rend à Ischia à la demande de Vittoria Colonna, la veuve de Francesco Fernando d'Avalos marquis de Pescara. Sa famille lui demande même la composition d'une *Vie* du marquis qui sera publiée parmi les *Illustrium virorum vitae*.<sup>155</sup> Et, même s'il n'a pas pu «interroger Pescara avant sa mort»,<sup>156</sup> il fonde ses écrits historiques sur les témoignages de «Giberti, Sforza, Morone, le messager de Morone, Domenico Sauli, la veuve de Pescara (avec laquelle il a beaucoup conversé<sup>157</sup>), son cousin et protégé del Vasto et son fidèle capitaine napolitain, Giambattista Castaldo». Mais cela n'est qu'une illustration des réseaux d'informations que savait tisser Paolo Giovio pour écrire ses textes historiques.

Pour en revenir à l'éloge de Bartolomeo Colleoni, il est manifeste que Giovio le donne comme un exemple à suivre pour les Puissants. Avec, comme nous l'avons souligné, une petite arrière-pensée qui consiste à les encourager à écouter les conseils des Historiens dont il fait partie. Cependant, en développant son évocation davantage que Hélian et Domenichi, Giovio parvient à broser un portrait plus complet qui relève alors plus de la *Vie* que de la citation rapide. En effet, par un procédé qui lui est coutumier dans ses *Eloges*, il amène son lecteur à ses propres conclusions et ses propres extrapolations, vers lesquelles il l'invite subtilement à aller. Quelques mots lui suffisent à rappeler tel ou tel épisode de la vie du fameux *condottiere*, charge restant à son lecteur de reconstruire le détail des événements. Giovio, comme nous l'avons signalé plus haut, se livre ici à un divertissement d'esthète humaniste, très grand connaisseur de l'Histoire et des Lettres, qui adjoint à sa collection de portraits d'hommes célèbres des textes raffinés, véritables petits bijoux rhétoriques. Ainsi, quand il écrit par exemple «Colleoni était d'une stature telle [...] que la reine Jeanne, femme d'âme déshonnête [...] tomba amoureuse de lui», le connaisseur devait penser immédiatement au *De laudibus Borgomensium*, le poème sa-phique de Jacopo Tiraboschi qui chantait ses amours avec la reine Jeanne de Naples.

Par ailleurs, Giovio ne propose pas une figure irréprochable de Colleoni, et sans pour autant mettre à bas le mythe du *condottiere*, glisse des éléments critiques qui humanisent ce héros. Ainsi, quand il écrit: «Il détestait les vauriens; il punissait sévèrement les voleurs et les espions et observait avec exactitude la piété en dehors de la guerre.», Giovio laisse à entendre à son lecteur qu'il pouvait donc se montrer cruel en temps de guerre. C'est d'ailleurs cet aspect du personnage que certains historiographes modernes retiennent de lui, s'appuyant en cela sur son biographe Antonio Cornazzano, son confident, qui considérait le sac comme une partie intégrante de l'activité militaire, écrivant à son sujet: que lors de la prise de Naples de 1423 «il n'avait pas de rival dans la vaillance et le saccage». <sup>158</sup> L'appât du gain n'était pas une marque de bassesse, mais plutôt la preuve d'une nature déterminée qui accomplirait sa *condotta* avec zèle. Aldo A. Settia le montre «habile pilleur plus que valeureux guerrier». Cependant, d'autres auteurs le présentent comme un homme respectant les usages chevaleresques, quand son adversaire se bat avec bravoure. D'autre part, les *condottiere* et leurs compagnies rencontraient de grands problèmes dans le règlement de leurs soldes. Ainsi, Colleoni

155. P. GIOVIO, *De vita et rebus gestis Ferdinandi Davali cognomento Piscarii*. In *Illustrium virorum vitae*, Florence, Torrentino, 1549.

156. T. C. PRICE ZIMMERMANN, *Paolo Giovio*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 76.

157. P. GIOVIO, *Dialogus de viris et foeminis aetate nostra florentibus*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1984.

158. A. A. SETTIA, *Rapine, assedi, battaglie*, Rome, Laterza, 2002, p. 30.



menaça d'abandonner le commandement général des armées vénitiennes pour que ses soldats soient enfin payés! Ces pratiques renvoient à des valeurs qui ne sont plus celles d'aujourd'hui et qui apparaissent comme des taches sur les réputations de ces héros du passé, alors qu'à l'époque elles faisaient parfaitement partie du système.

Dans le même ordre d'idée, deux éléments évoqués par Giovio font difficulté de nos jours. Comment peut-on parler de loyauté pour des hommes qui changent de maître avec chaque *condotta* et qui combattent contre leurs amis et avec leurs ennemis? Quand Giovio rappelle les principaux maîtres que Colleoni a eu, cela ne semble poser aucun problème. Ainsi, Colleoni se retrouve face à l'armée de Braccio di Montone le 4 juin 1424, ce même jour où le grand *condottiere* Muzio Attendolo Sforza se noie devant ses hommes alors qu'il portait secours à un jeune cavalier en difficulté. Poussé par la tristesse de cette perte, Colleoni mit en place une stratégie hardie: couper l'armée de Braccio en deux en l'isolant de son camp, et pour ce faire il porta son attaque au centre pour le forcer à se séparer en deux tronçons, mais il lui fallait agir vite, car si Braccio avait découvert sa manœuvre, il se serait rapidement replié dans ses tranchées inexpugnables! L'opération réussit et Braccio fut blessé et perdit la vie quelques temps après. Colleoni l'avait emporté sur son ancien maître.

Colleoni dut également combattre auprès de Piccinino avec qui il ne s'entendait absolument pas, et se battre contre Francesco Sforza qui avait été son compagnon de combat des années auparavant et avec qui il semble être toujours resté en contact. Sforza l'estimait grandement et connaissait sa valeur. Cette dernière représentait potentiellement un frein à ses ambitions sur le duché de Milan, Sforza n'avait pas grand intérêt à ce que ce *condottiere* brillant puisse lui voler la vedette en restant à Milan. C'est pour cela que le sentiment qui unissait les deux hommes relevait plutôt d'une certaine estime pour la valeur de l'autre. Et c'est bien ce type de relation qui se trouvait entre les grands capitaines de l'époque, chacun connaissant clairement la valeur de l'autre, ses points forts et même ses habitudes de combat. Les relations de ces hommes appartenaient à un monde fait d'esprit de chevalerie et de stratégie pratique où le système des valeurs est différent de celui du reste des hommes, sachant que chacun avait besoin d'un certain espace pour exprimer sa valeur, ce qui était difficile dans le même Etat. C'est un peu à cela que Giovio et les historiens de l'époque tentent d'introduire leurs lecteurs en représentant les actions de ces personnages sans proposer de jugement mais en laissant à la sagacité du lecteur de se construire sa propre opinion.

Ainsi, Giovio rend compte des réalités de l'époque et c'est un véritable témoignage historique. Alors qu'il ne semble rechercher que l'agrément de l'*otium* littéraire, Giovio présente les grands traits constitutifs de la vie de Bartolomeo Colleoni, afin de donner quelque épaisseur historique, psychologique et humaine au portrait qu'il possède du fameux *condottiere*. En quelques phrases et par les suggestions qu'il lance d'épisodes connus à son époque de la vie du fameux capitaine, Giovio réalise la synthèse entre un divertissement littéraire que représente l'élaboration recherchée d'un éloge dans le style antique et le compte-rendu historique d'un personnage remarquable, c'est bien-là l'œuvre d'un véritable historien, à qui l'on a trop souvent reproché le poli littéraire pour ne pas saluer la qualité et la rigueur de l'œuvre. Il a réussi à faire passer la reprise esthétique mais stérile d'un mythe rebattu au statut de véritable témoignage historique, métamorphosant Colleoni du rang de mythe idéal à celui d'un homme véritable qui a su se montrer exemplaire en certaines occasions, motif d'espoir pour tous les autres.

#### CONCLUSIONS POUR L'UTILISATION DU MYTHE DE BARTOLOMEO COLLEONI

Les trois Auteurs que nous venons de suivre ont donc repris le mythe de Bartolomeo Colleoni de différentes manières et ce dans des perspectives différentes. Chacun s'est approprié cette figure incontestée pour servir le discours qu'il entendait promouvoir:



la lutte contre la traîtresse Venise pour l'ambassadeur Hélian, l'exaltation de la reconnaissance de Venise pour Domenichi et la reconstitution historique d'un exemple remarquable, véritable modèle de conduite pour Paolo Giovio. Chacun de ces Auteurs est parvenu à faire jouer la figure de Colleoni, avec plus ou moins de respect pour l'exactitude historique, pour servir les objectifs qu'ils s'étaient désignés. Il semble bien qu'ils y soient parvenus. Le mythe du *condottiere* salué par ces trois Auteurs en sort fortifié par le nouvel écho qu'ils y apportent, un héros pratiquement universel qu'aucun n'entendrait contester.

Etudier l'utilisation du 'mythe de Bartolomeo Colleoni' dans des cadres aussi divers que le monde de la diplomatie, les distractions de cour et le loisir studieux d'un humaniste nous a permis de voir que certaines figures s'imposent dans leur temps avec tant de force que la seule évocation de leur nom suffit à emporter l'adhésion des esprits. Le travail de l'historien consiste alors à rétablir l'équilibre entre l'idéalisation du mythe qui a valeur de démonstration, comme cela se produit chez Hélian et Domenichi qui sont trop extrêmes dans leurs conclusions, et la juste perception des événements et des hommes, comme Giovio semble s'être efforcé de le faire dans les différentes analyses historiques qu'il nous a laissées.

JACOPO PIZZEGHELLO  
MONTAGNE CONTESE  
IL CONGRESSO DI TRENTO (1533-1535) E IL CONFINE  
VENETO-TRENTINO-TIROLESE SULLE PREALPI VICENTINE\*

1. CONFLITTI E CONFINI. TRENTO SEDE CONGRESSUALE

**N**UEBGRÜNDER, 'il secondo fondatore'. Risulterebbe difficile riuscire a coniare definizione insieme più aderente e sintetica di quella indicata da Hubert Jedin a delineare il peso di Bernardo II di Cles (1514-1539) nell'evoluzione storica del principato vescovile di Trento.<sup>1</sup> Altresì complesso sarebbe astrarre dalla realtà tridentina clesiana, sia pure su un piano di minore visibilità storico-politica, la stessa riuscita realizzazione di un congresso internazionale, quello del 1533-1535, organizzato con cura

\* Questo contributo muove dal primo capitolo della mia tesi di Laurea, discussa nell'a.a. 1996-1997 presso l'Università «Ca' Foscari» di Venezia, relatore prof. Gino Benzoni. Desidero qui ringraziare la prof.ssa Dagmar Winkler per l'aiuto all'epoca prestatomi nella traduzione del ms. 335 della Biblioteca Civica di Trento.

ABBREVIAZIONI

ACG, AS	Archivio Comunale di Grigno, Archivio Storico
ACBV	Archivio Comunale di Borgo Valsugana
ASTN	Archivio di Stato di Trento
ASVE	Archivio di Stato di Venezia
ASVI	Archivio di Stato di Vicenza
BCBVI, AT	Biblioteca Civica Bertoliana Vicenza, Archivio Torre
BCPD	Biblioteca Civica di Padova
BCTN	Biblioteca Civica di Trento
BUPD	Biblioteca Universitaria di Padova
HHSTAW	Wien, Haus- Hof- und Staatsarchiv
TLAI	Innsbruck, Tiroler Landesarchiv
TLMFI	Innsbruck, Tiroler Landesmuseum Ferdinandeum
fz.	filza
Fasz.	Faszikel
Hs.	Handschrift
Kt.	Karton
DBI	Dizionario Biografico degli Italiani, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana Treccani, 1960-

Provvi. Conf. *Provveditori Sopraintendenti alla Camera dei Confini*

«F. C.» vol. tit. «Filum commune, sive liber diversorum actorum quae facta fuerunt in Conventu tridentino ab anno 1533 usque ad annum 1535 inter agentes Serenissimi Romanorum Regis ex una et Illustrissimi Domini Veneti ex altera»

«L. P.» vol. segn. «Liber principalis actorum inter Regios et Venetos coram arbitris Tridenti»; tit. «Acta tridentini Conventus inter Serenissimum Romanorum Regem et Illustrissimum Dominium Venetorum ac utriusque Principis subditos confecta. Ann. MDXXXIII, MDXXXIII et MDXXXV»

«L. R.» vol. tit. «Filum sive liber Regiorum in quo continentur petitiones, responsiones, exceptiones et similia acta in Conventu tridentino facta per agentes Serenissimi Romanorum Regis contra agentes Illustrissimi Domini Veneti, ab anno 1533 usque in annum 1535. Me secretario Francisco Petranigra»

«L. V.» vol. tit. «Filum, sive liber Venetorum, in quo continentur petitiones, responsiones, exceptiones et similia acta in Conventu tridentino, facta per agentes Illustrissimi Domini Veneti ab anno 1533 usque in annum 1535, existentia penes me secretarium infrascriptum in hunc modum videlicet Franciscum Petranigra»

ms. Do.23 F. CALDOGNO [senior], *Alpi Vicentine*, BCBVI: ms. Do.23 (= GONZ. 29.4.5)

Avvertenza: tutte le date sono state uniformate all'uso comune.

1. Vedi H. JEDIN, *Storia del concilio di Trento*, I, *La lotta per il concilio*, trad. it. di C. Valente, Brescia, Morcelliana, 1949, p. 450; J. KÖGL, *La sovranità dei vescovi di Trento e di Bressanone. Diritti derivati al Clero diocesano dalla sua soppressione*, Trento, Artigianelli, 1964, p. 188; A. STELLA, *I principati vescovili di Trento e Bressanone*, in *Storia d'Italia*, dir. da G. Galasso, XVII, L. MARINI, G. TOCCI, C. MOZZARELLI, A. STELLA, *I Ducati padani, Trento e Trieste*, Torino, UTET, 1979, p. 535; M. BELLABARBA, *Il principato vescovile di Trento dagli inizi del XVI secolo alla guerra dei Trent'anni*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, a cura di M. Bellabarba, G. Olmi, Bologna, il Mulino, 2002, pp. 27-35; G. RILL, *Cles Bernardo*, in *DBI*, XXVI, ad v. Per un sommario colpo d'occhio sulla complessa figura del Cles, vedi le rapide note biografiche di I. GÜNTHER, *Bernhard von Cles*, in *Contemporaries of Erasmus. A biographical Register of the Renaissance and Reformation*, a cura di P. G. Bientenholz, T. B. Deutscher, I, Toronto-Buffalo-London, University of Toronto Press, 1985, ad v.

nell'intento di cristallizzare in una linea di demarcazione stabile l'equilibrio territoriale raggiunto tra la Serenissima e i Regi.<sup>2</sup> Centro propulsore di un'area imperiale di transizione tra mondo germanico e italico, Trento si proponeva di fatto come cornice ideale ai lavori dell'assise, in una sottile e non casuale rispondenza tra motivi conduttori delle vicende politiche interne al vescovado e sviluppi internazionali. In virtù del ripristino della sovranità territoriale tenacemente perseguito dal Cles, poteva in effetti compiutamente esprimersi la nuova dimensione del principato – «loc[us] per partes elect[us], ubi conventus haberetur»<sup>3</sup> concepibile solo dopo il tortuoso processo di riassetto nei rapporti di potere, che aveva infine condotto al ribaltamento della preesistente condizione di sudditanza nei riguardi della contea tirolese.<sup>4</sup>

Se, a superare l'autentica *crux* della scelta della sede conciliare, la convergenza tra principi avrebbe di lì a un decennio ribadito, con la vocazione strategica, il prestigio di Trento,<sup>5</sup> al contesto politico di riaffermazione di tali prerogative va nondimeno riferita l'individuazione della città come scenario di un più dimesso giudizio arbitrale, destinato a dipanare l'indeciso groviglio di interessi pubblici e privati «annis iam xxv in Carnis, lapidia, Istria et saltibus tridentinis per grave bellum exort[us]».<sup>6</sup> Il congresso vi sarà infatti ospitato dopo la fallita proposta di Mantova (1517) e l'insuccesso di una tentata composizione veronese (1519-1520). Preferenza, che può ricondursi all'esito della politica del Cles, insieme principe e uomo chiave del governo di Ferdinando I, le cui intenzioni in merito alle proprie competenze territoriali erano dichiarate con sufficiente eloquenza dai risultati conseguiti contro i «confini italiani» (1521-1533), a rompere l'accerchiamento della contea tirolese, culminati nella permuta della giurisdizione di Bolzano con Pergine, nonché nella convenzione con lo stesso Ferdinando circa i feudi dei Castelbarco e nel riscatto dei Quattro Vicariati.<sup>7</sup> Sul piano interno, andavano poi nella medesima dire-

2. Isolato tassello erudito, esiste una monografia sull'argomento: M. MORIZZO, *Storia del Congresso di Trento tenuto fra gli Imperiali ed i Veneti dopo la guerra di Massimiliano I. Con alcuni documenti*, Borgo, Marchetto, 1884. L'Autore, basatosi sui «manoscritti latini ed antichi del Municipio di Borgo Valsugana» (vedi ivi, p. 47), dopo una breve nota introduttiva fornisce la traduzione italiana della sentenza, punto focale dell'opera; cfr. IDEM, *Raccolta di documenti riguardanti la Valsugana fatta dal P. Maurizio Morizzo da Borgo Francese (1890-'97)*, BCTN: mss. 2685, 2686, 2687. Per una prima informazione sul Congresso tridentino, vedi anche F. AMBROSI, *Commentari della storia trentina*, I, pp. 234-235, Trento, Artigianelli, 1985 (riedizione dell'ed. 1887). Sull'opera del Morizzo, vedi F. LARGAIOLLI, *Bibliografia del Trentino (1475-1903)*, a cura della SAT, Trento, Zippel, 1904, pp. 48, 68; *Bibliografia trentina. Sez. I: aspetti economici e sociali*, I, 1500-1890, a cura di G. Coppola, Trento, Soc. di studi trentini di scienze storiche, 1992, ad indicem; A. CASETTI, *Guida storico-archivistica del Trentino*, Trento, Temi, 1961 («Collana di monografie della Società di Studi per la Venezia Tridentina», XIV), pp. 1044-1045; A. ZANETEL, *Dizionario biografico di uomini del Trentino sud-orientale*, Trento, Alcione, 1978, ad v.; A. DE GUBERNATIS, *Piccolo dizionario dei contemporanei italiani*, Roma, Forzani, 1896, ad v.; IDEM, *Dictionnaire international des Écrivains du monde latin*, Firenze, Fiorentina, 1905, ad v.

3. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 5r.

4. Per la ricostruzione di tali rapporti dal momento dell'istituzione dei principati vescovili di Trento e Bressanone, vedi STELLA, *I principati vescovili di Trento e Bressanone*, cit., pp. 499 ss.; *Storia del Trentino*, III, *L'età medievale*, a cura di A. Castagnetti, G. M. Varanini, Bologna, il Mulino, 2004, in part. i contributi dei curatori e di J. Riedmann; C. MISTRUZZI DI FRISINGA, *Trattato di diritto nobiliare italiano*, I, Milano, Giuffrè, 1961, pp. 368 ss.; B. MALFATTI, *I confini del principato di Trento*, «Archivio Storico per Trieste, l'Istria e il Trentino», II, Roma, 1883, pp. 27 ss.; K. WOLFSGRUBER, *I principati ecclesiastici dell'Impero e i loro avvocati*, in *Storia del Tirolo. Note sulla mostra a Castel Tirolo*, a cura di J. Nössing, H. Noflatscher, Bolzano, Prov. Aut. di Bolzano, 1986, p. 29; G. HEILINGSETZER, *Bernardo Clesio, Mattäus Lang e i Principati ecclesiastici nell'ambito dello 'Stato Asburgico'*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, a cura di P. Prodi, I, Roma, Bulzoni, 1987 («Europa delle corti», 39), pp. 399-404.

5. JEDIN, *op. cit.*, pp. 325, 351, 371; KÖGL, *op. cit.*, p. 193; STELLA, *I principati vescovili di Trento e Bressanone*, cit., pp. 537 ss.

6. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 4v, elogio stilato da Giovanni Antonio Geremia. Cfr. F. F. DEGLI ALBERTI, *Annali del Principato Ecclesiastico di Trento dal 1022 al 1540, compilati sui documenti da Francesco Felice degli Alberti vescovo e principe. Reintegrati e annotati da Tommaso Gar*, Trento, Monauni, 1860, p. 481.

7. Sull'insolubile compenetrazione tra ufficio di presule e ruolo di principe rinascimentale, vedi RILL, *Cles Bernardo*, cit., p. 410; A. KOHLER, *La sfera d'azione del Clesio: l'Impero, Ferdinando I e Carlo V*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, I, cit., pp. 29-44; G. RILL, C. THOMAS, *Bernardo Clesio politico*, ivi, pp. 45-102, utile anche per un approccio metodologico; R. TISOT, *Bernardo Cles: il personaggio e la storia (1485-1539)*, in *Bernardo Cles e l'arte del Rinascimento nel Trentino*, a cura di E. Chini, Milano, Mazzotta, 1985, pp. 9-21; cfr. la sdolcinata descrizione del panegirista G. P. PINCIO, *Annali, ovvero Croniche di Trento*, Trento, Zanetti, 1648, p. 362. Sulla politica del Cles riguardo ai «confini italiani», vedi STELLA, *I principati vescovili di Trento e Bressanone*, cit., pp. 535-536; IDEM, *L'industria mineraria del Principato vescovile di Trento nei secoli XVI e XVII*, in *Studi e ricerche sulla regione trentina*, Comitato economico-scientifico triveneto per studi, applicazioni e ricerche presso l'Università di Padova, I, Padova, Stediv, 1953, pp. 56-59; KÖGL, *op. cit.*, p. 189; M. BELLABARBA, *Rovereto castrobarcense, veneziana, asburgica: identità*

zione, oltre alla stessa riapertura della zecca, la promulgazione dello statuto tridentino (1528) e la codificazione delle fonti dei diritti del principato nel Codice clesiano; né può sotto tale angolatura sottacersi, anche entro i condizionanti limiti posti alla sua veste episcopale dalla non residenza, la pur intermittente decisione nel porre in atto una visita pastorale, la quale, concretizzata alfine nel 1537, sarebbe stata almeno in parte affiancata dalla visita di una commissione laica di *reformatores* alle giurisdizioni civili: spia di una globale volontà riorganizzativa ai diversi livelli d'azione del suo ufficio.<sup>8</sup> Se, poi, sarà anzitutto il Cles a caldeggiare fortemente, preparando la città ad accoglierlo, quel concilio che si terrà sotto gli auspici del successore Cristoforo Madruzzo (1539-1567),<sup>9</sup> la sua sollecitudine risulta altresì percepibile dietro le quinte dello stesso convegno confinario, destinato a rappresentare un punto di riferimento riguardo a problemi che, differiti da un appuntamento diplomatico all'altro, attendevano risposta almeno dal tempo dei primi segnali aggressivi di Massimiliano I contro la Repubblica di Venezia.

Nell'alto Vicentino, l'area qui considerata, le alterazioni introdotte da quel breve conflitto sarebbero state amplificate dalla susseguente guerra cambraica, la quale «manomise – per dirla con Mantese – tutti i confini verso Trento»,<sup>10</sup> lasciando uno strascico di pendenze che interessavano, con diffusi episodi di microconflittualità locale, pascoli e boschi montani, contesi tra la città berica e i signori di Valsugana e Val Lagarina.<sup>11</sup>

*ed equilibri istituzionali*, in *Statuti di Rovereto del 1425, con le aggiunte dal 1434 al 1538*, a cura di F. Parcianello, introduzione di M. Bellabarba, G. Ortalli, D. Quagliani, Venezia, Il cardo, 1991 («Corpus Statutario delle Venezia», 9), pp. 25 ss. Cfr. MALFATTI, *op. cit.*, p. 21; A. ZIEGER, *Storia del Trentino e dell'Alto-Adige*, Trento, Monauni, 1926, p. 109.

8. Su questi temi, vedi F. RANIERI, *Antonio Quetta e gli Statuti Clesiani del 1528. Un capitolo poco noto della storia del diritto comune nel Trentino*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, 1, cit., pp. 275-314; G. CRISTOFORETTI, *La visita pastorale del Cardinale Bernardo Clesio alla diocesi di Trento 1537-1538*, Bologna, Dehoniane, 1989; M. C. BETTINI, *Un tentativo di riforma: cenni sulla visita pastorale di Bernardo Clesio*, in *Bernardo Clesio e il suo doppio*, a cura di M. Welber, prefazione di L. Puppi, Trento, UCT, 1987, pp. 119-131.

9. Vedi U. MAZZONE, *Trento città del concilio. Aspetti e momenti di uno storico appuntamento*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., in particolare pp. 476 ss. Cfr. R. TISOT, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario del Cardinale Bernardo Clesio (1485-1539)*, Trento, Società per gli Studi trentini, 1969 («Collana di monografie edita dalla Società per gli Studi trentini», XVIII), p. 73; ivi, p. 128, lett. di P. P. Vergerio, data a Vienna l'8 apr. 1535.

10. G. MANTESE, *Memorie storiche della Chiesa Vicentina*, III, 2, *Dal 1404 al 1563*, Vicenza, Neri Pozza, 1952, p. 527. Cfr. IDEM, *Storia di Schio*, Schio, Comune di Schio, 1955, pp. 357 ss.; cfr. M. KNAPTON, *Tra Dominante e dominio (1517-1630)*, in *Storia d'Italia*, dir. da G. Galasso, XII, II, G. COZZI, M. KNAPTON, G. SCARABELLO, *La Repubblica di Venezia nell'età moderna. Dal 1517 alla fine della Repubblica*, Torino, UTET, 1992, pp. 397 ss.

11. Sui complessi avvenimenti della Valsugana tra XV e XVI sec., vedi G. A. MONTEBELLO, *Notizie storiche, topografiche e religiose della Valsugana e di Primiero raccolte e compilate da G. A. Montebello R. F.*, Rovereto, Marchesani, 1793, *ad indicem*; A. PRATI, *I Valsuganotti (la gente d'una regione naturale)*, Torino, Chiantore, 1923 (rist. anast. Borgo, Rossi, 1981), pp. 17-28; M. BONATO, *Storia dei Sette Comuni e contrade annesse dalla loro origine sino alla caduta della Veneta Repubblica*, v, Padova, Tip. del Seminario, 1857-1893 (rist. anast. Milano, Insubria, 1978), I, pp. 256 ss.; D. REICH, *Notizie e documenti su Lavarone e dintorni*, Trento, Trentina, 1910, pp. 92 ss.; A. CETTO, *Castel Selva e Levico nella storia del principato vescovile di Trento*, Trento, Saturnia, 1952 (rist. anast. a cura del Comune di Levico Terme, 1979), *ad indicem*; M. MORIZZO, *Un cenno su Lavarone*, Borgo, Marchetto, 1889<sup>2</sup>, pp. 17-21; G. ANDREATTA, P. GRAZIADEI, *Levico*, Trento, Saturnia, 1983, *passim*. Su tali vicende possediamo peraltro le «Memorie» di un capitano di Ivano; vedi J. DI CASTELROTTO, *Memorie intorno ad Ivano ed alla Valsugana in genere*, BCTN: ms. 543, cc. n.n., *passim* (si tratta di copia di M. Antonio Bertelli del sec. XVIII da esemplare del TLAI. Cfr. G. MAZZATINTI, *Inventario dei manoscritti delle Biblioteche d'Italia*, LXVII, *Biblioteca Comunale di Trento*, a cura di I. Lunelli, Firenze, Olshki, 1938, n. 543). Jacopo di Castelrotto e Strigno, già capitano «in Telvana et in Premer», figura come vicario di Ivano dal 1569, e capitano dal 1586 al 1603; vedi, fonti imprecise, *Biblioteca Tirolese, ossia Memorie storiche degli scrittori della Contea del Tirolo raccolte da fr. G. G. Volano*, Trento MDCCCLXXX, BCTN: ms. 167, c. 486, «Serie dei capitani della giurisdizione di Ivano (1436-1635)»; *Miscellanea*, ivi, ms. 543, cc. n.n., «Vicarii d'Ivano»; per alcune notizie sul personaggio, vedi M. ALMINI, *Un capitano cronista in Il castello di Ivano nella bassa Valsugana*, Milano, Electa, 1988, p. 62. Su Castel Beseno e la famiglia Trapp, vedi A. PERINI, *I castelli del Tirolo colla storia delle relative antiche potenti famiglie*, II, Milano, Giovanni Pirotta, 1835, pp. 96-100; CETTO, *op. cit.*, pp. 133 ss.; A. GORFER, *Il Castel di Beseno nel Trentino. Un castello, una comunità, un paesaggio nelle Alpi*, Calliano, Manfrini, 1979, in part. 100-128 (ora anche IDEM, *Il castello di Beseno nel Trentino*, Trento, Prov. Aut. di Trento, 1982); su Castel Beseno, il Castello di Ivano e la Magnifica Corte di Caldonazzo, vedi anche IDEM, *I castelli del Trentino*, Guida, IV, Trento, Saturnia, 1985-1994, I, pp. 302-321; ivi, II, pp. 285-294, 527 ss.; G. MONDANI BORTOLAN, *Genealogia della famiglia Trapp a Caldonazzo e Beseno*, in *La Magnifica Corte di Caldonazzo. Castello Trapp*, Caldonazzo, Comune di Caldonazzo, 1990, pp. 13-66; M. LUPO, *I Trapp. Storia di una famiglia nel vecchio Tirolo*, Trento, Temi, 1997, in part. pp. 9, 50-60. Sulla costruzione delle fortune della consorte dei Velo, vedi N. CARLOTTO, *La città custodita. Politica e finanza a Vicenza dalla caduta di Ezzelino al vicariato imperiale (1259-1312)*, Milano, La Storia, 1993, pp. 56-57; brevi notizie in S. RUMOR, *Il blasone vicentino descritto ed illustrato*, «Miscellanea di Storia Veneta edita per cura della R. Deputazione Veneta di Storia Patria», s. II, v, Venezia, 1899, pp. 199-200.

Nella prima, infatti, dopo la riconquista al Tirolo della valle, precedentemente tenuta dai Veneziani (1406-1413), lo strategico Castello d'Ivano, salvo un effimero recupero di questi nel 1487, era rimasto nelle mani dell'arciduca Sigismondo, che vi inviava un suo capitano, per poi essere concesso come giurisdizione pignoratoria ai Wolkenstein-Rodeneck da Massimiliano I nel 1496. Sul versante delle montagne tra Astico e Posina, gli attriti chiamavano in causa la giurisdizione dei Trapp, vassalli del principe-vescovo – subentrati ai Castelbarco (cui la Repubblica aveva qui confiscato alcune montagne di confine) come signori di Beseno, nonché ai Sicconi a Caldonazzo –, non senza il coinvolgimento di realtà nobiliari ed ecclesiastiche radicate nel territorio vicentino, i cui diritti, è il caso dei conti Velo, si estendevano su parte della Val d'Astico e dei soprastanti rilievi, o, in quello dei canonici regolari di S. Bartolomeo, su metà del monte Melignone; ma anche del non meglio precisato dominio utile della comunità di Folgaria, che, già in giurisdizione castrobarcense, era caduta in dominio veneto, per passare in seguito ai Trapp (1470), beneficiando infine della conferma da parte di Massimiliano dei privilegi veneziani a Rovereto (consegnatasi agli Imperiali nel 1509), in quanto pertinente alla sua pretura.<sup>12</sup> Sui Sette Comuni, poi, la frequenza dei contrasti con i valligiani «alieni» aveva già indotto la Serenissima a concedere a Vicenza, nel 1459, l'introduzione di un vicario, il quale, cittadino da eleggersi nel consiglio e salariato dagli alpigiani, avrebbe dovuto provvedere alla custodia dei luoghi; carica che venne revocata l'anno successivo, dopo la presentazione da parte di quelle popolazioni di una supplica che ricordava gli obblighi difensivi già previsti dai loro privilegi.<sup>13</sup>

Colta nella dinamica dei rapporti tra centro e periferia del Dominio, la ricorsività

12. Se nel 1470 l'investitura di Jacob Trapp (†1475) del feudo di Beseno, da parte del vescovo di Trento, annoverava anche Folgaria, nel 1521 i Folgaretani, giurata fedeltà a Carlo V e a Ferdinando I, ottenevano il privilegio di esser soggetti nel civile, per le cause eccedenti l'autorità del vicario (concesso loro dai Veneziani nel 1440), e nel criminale, al pretore di Rovereto; situazione confermata nel 1532, allorché, a seguito della transazione tra Bernardo Cles e Ferdinando, fu riconosciuta la signoria vescovile su Rovereto e le sue pertinenze, pur mantenandone Ferdinando l'investitura feudale. Su questi temi, vedi M. KNAPTON, *Per la storia del dominio veneziano nel Trentino durante il '400: l'annessione e l'inquadramento politico-istituzionale*, in *Dentro lo «Stado italico». Venezia e la Terraferma fra Quattro e Seicento*, a cura di G. Cracco, M. Nampton, introduzione di A. Ventura, Trento, Civis, 1984, pp. 183-209; M. BELLABARBA, *Il governo veneziano di Rovereto (1416-1509). Appunti per una storia*, in G. BALDI, S. PIFFER, *Rovereto da borgo medievale a città nelle scritture della Serenissima conservate presso l'Archivio storico e la Biblioteca Civica di Rovereto*, Rovereto, Comune di Rovereto, 1990, pp. 13-29; IDEM, *Rovereto castrobarcense, veneziana, asburgica*, cit., pp. 9-29; C. AZZARA, *Rovereto nel dominio veneziano di Terraferma (1416-1509)*, in C. AZZARA, M. DALLE CARBONARE, G. MICHELOTTI, *Il castello di Rovereto nel periodo veneziano (1416-1509)*, con app. di G. Gerola, Rovereto, Comune di Rovereto, 1998, pp. 7-17. Utilizzabili, per la ricostruzione degli eventi, anche i più datati P. VALLE, *Folgaria nella causa confinaria con Lastebasse*, Trento, Seiser, 1973, pp. 9-19; R. CATTERINA, *I Signori di Castelbarco. Ricerche storiche*, Camerino, Savini, 1900 (rist. anast. Mori, La Grafica Anastatica, 1982); REICH, *Notizie e documenti su Lavarone e dintorni*, cit., pp. 29-40; A. GORFER, *Il Castel di Beseno nel Trentino*, cit., pp. 110-115. La cosiddetta «causa Trappia» è affrontata in T. BOTTEA, *Cronaca di Folgaria*, Trento, Monauni, 1860 (rist. anast. Folgaria, La Grafica Anastatica, 1983), pp. 28-67; H. von VOLTELINI, *Das Welsche Südtirol (Blatt 28a, 28b, 29, 33.) Sonderabdruck aus den Erläuterungen zum Historischen Atlas der österreichischen Alpenländer*, 1. Abteilung, 3. Teil, 21. Heft, Wien, Hölder, 1918, pp. 181-188; sugli sviluppi settecenteschi della vertenza, vedi T. SARTORE, *Termini di confini tra la Repubblica di Venezia e l'Austria nei passi montani dalla valle dell'Agno alla valle dell'Astico*, in *Pagine di cultura vicentina. Scritti in onore di Gianni Conforto*, Schio, Comune di Schio, 1987, in part. pp. 281-285 e 317-318; M. BELLABARBA, *Giurisdizione e comunità: Folgaria contro Lastebasse. Un caso di conflitto confinario fra Impero asburgico e Repubblica di Venezia. XVII-XVIII secolo*, «Acta Histriae», VII, Contributi dal Convegno internazionale *Sistemi di potere e poteri delle istituzioni, teorie e pratiche dello Stato nell'Europa mediterranea con speciale riferimento all'area adriatica in età moderna*, 9-11 ott. 1997, Capodistria, 1999, pp. 233-256.

13. Vedi ASVE: *Capi del Consiglio dei X, Docc. relativi al Trentino*, b. 1, cc. n.n., ducale di Andrea Gritti, 12 giu. 1524; BCBVI: AT, reg. 1778 (= Libro I Albo Bombacina), c. 348v; ivi, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», cc. 73-74, 12 mar. 1460 (revoca del vicario); ivi, 12 giu. 1524 (ducale di A. Gritti); ivi, c. 95, polizze degli intervenienti dei Sette Comuni, 28 giu. 1524; ivi, c. 102r, relazione di Angelo Caldugno ai savi grandi; ivi, b. 244 (= L. 192), *Montagne*, fasc. 4, tit. «Informazioni circa le montagne di Marcesina et Laste, et circa la distruzione del passo della Pertica», sottofasc. tit. «1527 die [xx] octobris. Informacion plena pro montanea Marcesine et pro passu Pertice ... in exequutione litterarum ducalium diei 14 augusti proximi preteriti», cc. 4v-5r. La ducale del 1524 commetteva ai rettori di Vicenza di rammentare ai Sette Comuni gli obblighi difensivi, tra cui la distruzione del passo della Pertica, e di nominare eventualmente un vicario, laddove gli alpigiani non provvedessero ad attuare tale disposizione. Sulla vicenda del vicario sui Sette Comuni, vedi F. BARBARANO DE' MIRONI, *Historia ecclesiastica della città, territorio, e diocesi di Vicenza raccolta dal M. R. P. Francesco Barbarano De' Mironi da Vicenza Pred. dell'ordine de Frati Minori Cappuccini della Provincia di S. Antonio*, VI, Vicenza, Cristoforo Rosio, 1649-1762, pp. 30-32; J. S. GRUBB, *Firstborn of Venice. Vicenza in the Early Renaissance State*, Baltimore-London, The Johns Hopkins University Press, 1988, p. 207, nota 6.



delle incursioni belliche su quelle montagne doveva contribuire da un lato alla sottrazione di questa tessera marginale del mosaico statale marciano alla sua condizione di visibilità periferica, dall'altro al contestuale definirsi di una più marcata attenzione veneziana verso i confini, concorrendo ad una progressiva precisazione degli indirizzi del centro a tale riguardo e del concetto stesso di sovranità.<sup>14</sup> Motivi confinarli non avevano d'altro canto mancato di alimentare le concause della stessa guerra veneto-retica, nel corso della quale, ai primi di giugno del 1487, poco dopo la caduta di Rovereto, un gruppo di armati proveniente forse dal campo di Caldonazzo, era salito sull'altopiano dei Sette Comuni da Lavarone, probabilmente anche ad aggirare i presidi veneti del Canale di Brenta, raziandovi gli abitati di Roana, Canove e Asiago, per esaurirsi verso Conco e Gomarolo, ormai prossimi alla piana bassanese.<sup>15</sup> Se, l'anno seguente, la visita vescovile di Pietro Barozzi poteva ancora denunciare «combustionem villae» quale causa dell'esiguità delle rendite incerte della chiesa asiaghese, proprio a motivo dei danni patiti in quel frangente la Dominante aveva già provveduto ad accogliere le istanze dei montanari, consentendo la dilazione dei pagamenti ai creditori; sul piano militare, aveva inoltre prescritto la loro obbedienza ai Cerato (famiglia di Forni già distintasi nel 1435, con Niccolò, per la cattura di Marsilio da Carrara), cui era stata altresì commessa la custodia del Covolo nell'alta Val d'Astico, a rintuzzare anche le turbative dei signori di Beseno.<sup>16</sup>

Quando poi, agli inizi del 1508, Massimiliano d'Asburgo si era mosso contro la Repubblica di Venezia che si era opposta alla sua *renovatio* imperiale, le montagne vicentine erano state investite direttamente dalle sue avanguardie. Prolessi, su scala locale, di successive manovre ai margini del conflitto cambraico, la penetrazione nei Sette Comuni era destinata a fomentare le annose questioni confinarie, già oggetto d'attenzione per la diplomazia veneziana e regia anche dopo la guerra retica.<sup>17</sup> Riguardo a quell'incursione, Marin Sanudo annota nei suoi *Diarii* l'alloggiamento di alcune migliaia di «fanti alemani ... in uno locho si dice 7 Comuni ... che non li fanno alcun danno»; quegli alpighiani,

14. Sull'efficacia delle azioni del centro misurata con la focale della frontiera, cfr., ad es., G. PAPAGNO, *Gli spazi della frontiera*, in *La frontiera da Stato a Nazione. Il caso Piemonte*, a cura di C. Ossola, C. Raffestin, M. Ricciardi, Roma, Bulzoni, 1987, pp. 71-75; per un primo approccio problematico al tema in relazione ai Sette Comuni, cfr. J. PIZZEGHELLO, *I Sette Comuni del territorio vicentino*, «Terra d'Este. Rivista di storia e cultura», IX, 17, *Intorno allo stato degli studi sulla Terraferma veneta*, Este, Gabinetto di lettura, 1999, pp. 129-132.

15. Vedi F. CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine e de' passi e popoli loro*, a cura del Circolo culturale di Roana, Verona, Faè, 1972 (la *Relazione* venne indirizzata al doge Marino Grimani il 4 ott. 1598), pp. 44-45; S. CASTELLINI, *Storia della città di Vicenza*, XII, Vicenza, Parise, 1821, pp. 248-249; BONATO, *op. cit.*, III, pp. 94-114 (cfr. IDEM, *Qualità del Governo. Pubbliche rendite. Pubbliche gravanze*, «Quaderni di Cultura Cimbra», VI, ott. 1980, p. 304); G. ONESTINGHEL, *La guerra tra Sigismondo conte del Tirolo e la Repubblica di Venezia nel 1487*, «Tridentum», VIII, IV-VI, 1905, pp. 146 ss., 233 ss. (ora anche rist. con introduzione di L. De Finis, Calliano, Manfrini, 1989); A. D. SARTORI, *Storia della Federazione dei Sette Comuni*, Vicenza, Zola, 1956, pp. 123-125; W. BAUM, *Sigmund der Münzreiche. Zur Geschichte Tirols und der habsburgischen Länder im Spätmittelalter*, Bolzano, Verlagsanstalt, 1987, pp. 468-469; IDEM, *Geschichte der Zimbern. Gründung, Sprache und Entwicklung der sudbairischen Siedlungen in den VII und XIII Gemeinden in Oberitalien/Storia dei Cimbri. Origine, lingua e sviluppo degli insediamenti sudbavaresi nei Sette e Tredici Comuni in Italia settentrionale*, Landshut, Curatorium Cimbricum Bavarense, 1983, p. 49; I. CACCIAVILLANI, *L'autonomia dei Sette Comuni nel Dominio della Serenissima*, in *Storia dell'Altipiano dei Sette Comuni*, I, *Territorio e istituzioni*, a cura di A. Stella, Vicenza, Neri Pozza, 1994, pp. 451-453; cfr. M. PEZZO, *Dei Cimbri Veronesi e Vicentini libri due di M. Pezzo veronese; terza ed. di molto accresciuta del primo, e prima del secondo, che n'è il vocabolario*, Verona, Agostino Carattoni, 1763, p. 44. Sull'ambiguo ruolo della famiglia d'Arco, cfr. G. RILL, *Storia dei conti d'Arco (1487-1614)*, trad. it. di C. Vinci-Orlando, Roma, Il Veltrò, 1982, pp. 39-95. Sui Castelbarco, d'Arco e Lodron, cfr. PERINI, *op. cit.*, II, pp. 17 ss., 59 ss.; ivi, III, 1839, pp. 6 ss. Sul tema delle cause del conflitto, vedi anche M. WELBER, *La battaglia di Calliano. 10 agosto 1487. Cronaca desunta dalle fonti narrative da M. Welber*, Calliano, Manfrini, 1987, pp. 11-20; cfr. *infra*, nota 113.

16. Vedi C. BONOMO, *Privilegia et Confirmationes*, Vincentiae, F. Grossus, s.d. [1618], pp. 133-137, ducali del 1487-1489. BCVI: AT, b. 243 (= L. 191), *Montagne*, fasc. 1. Sulla visita pastorale del Barozzi, vedi P. GIOS, *Vescovi e vicari padovani sull'Altipiano. Visite pastorali e vita religiosa (1448-1503)*, in *Storia dell'Altipiano dei Sette Comuni*, I, cit., pp. 362 ss.; per la sua contestualizzazione, vedi IDEM, *Disciplinamento ecclesiastico sull'Altipiano dei Sette Comuni nella seconda metà del Quattrocento. Le visite pastorali dei vescovi di Padova*, Trento, CIVIS, 1992; IDEM, *Visite pastorali (1515-1592)*, in *Storia dell'Altipiano dei Sette Comuni*, II, *Economia e cultura*, a cura di A. Stella, Vicenza, Neri Pozza, 1996, pp. 91-122; F. ZANOCCO, *Le visite pastorali di San Gregorio Barbarigo*, ivi, pp. 131-153. Sulla famiglia Cerato, vedi CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., pp. 53-55; MANTESE, *Memorie storiche della Chiesa Vicentina*, III, 2, cit., pp. 526-527; IDEM, *Storia di Schio*, cit., pp. 346-347.

17. Cfr., con qualche cautela, I. CACCIAVILLANI, *Una vicenda altopianese per una settimana alla ribalta internazionale (17-24 agosto 1496)*, «Quaderni di Cultura Cimbra», XXXI, gen. 1992, pp. 42-47.



che avevano mandato incontro allo straniero «il prete con le † et il sacramento», erano stati costretti a pagare una «taja» e a fornire «vituarie», in attesa che giungesse «il re im persona», e di ciò si sarebbero poi scusati con la Dominante.<sup>18</sup> Tutto lasciava intravedere l'intenzione delle truppe di «calarsi zoso di monti» verso la pianura veneta, invece avevano in breve ripiegato, e anche un abbozzo di puntata offensiva era stato revocato dal re dei Romani che, per tale «o inconsiderazione o incostanza», aveva sorpreso Guicciardini il quale, nel riportare l'episodio, pure segnalava la presenza di «alcuni pezzi d'artiglieria» al seguito della sua colonna.<sup>19</sup> Il capitano di Vicenza e provveditore Vincenzo Valier aveva ad ogni modo fatto «provision», si era adunata «zente da pe' et da cavallo» e il podestà Piero Barbo aveva nominato Angelo Caldogno «pressidente alli lochi di Schio, Thiene et altri lochi superiori di questo Vicentino» con ampi poteri, per provvedere alla difesa contro gli Imperiali che minacciavano di «aprirsi la strada dell'Italia», mentre in difesa di «Aseiago» erano stati inviati anche uomini delle cernide, alla guida di capitani e di nobili vicentini.<sup>20</sup> La decisione di Massimiliano di abbandonare questo fronte, con il repentino rientro a Bolzano e le successive manovre in Cadore e Friuli, si sarebbe di lì a poco tradotta, anche a motivo delle sue croniche difficoltà finanziarie, nei contatti diplomatici poi sfociati nella sottoscrizione della tregua d'Arco (6 giugno 1508).<sup>21</sup> Dell'infiltrazione di fanti regi informa peraltro anche un cronista ben interessato alla registrazione dei progressi militari di marca asburgica, il canonico patavino Giovanni Francesco Buzzacarini: indicando in «sete milia fante alemani» la consistenza delle forze concentrate «in Nagesagho o in ti 7 Chomuni...», egli dichiarava per contro il nesso

18. M. SANUDO, *I Diarii*, a cura di R. Fulin, F. Stefani, N. Barozzi, G. Berchet, M. Allegri, LVIII, Venezia, R. Deputazione Veneta di Storia Patria, 1879-1903: VII, coll. 276-300, 7-19 feb. 1508. Sull'episodio vedi CASTELLANI, *op. cit.*, pp. 278 ss.; G. MACCÀ, *Storia del Territorio vicentino*, XIV, *Che contiene la storia generale e particolare dei Sette Comuni*, Caldogno, Menegatti, 1816, pp. 37 ss.; BONATO, *op. cit.*, III, pp. 142 ss.; SARTORI, *op. cit.*, pp. 132-137; D. BROTTTO, *Storia del Canale di Brenta scritta su documenti inediti e nuove ricerche*, Bassano, Libreria Bassanese, 1927, pp. 346 ss.; J. CABIANCA, F. LAMPERTICO, *Vicenza e il suo territorio*, Bornato in Franciacorta, Sardini, 1975<sup>2</sup>, p. 747; F. SENECA, *Bassano sotto il dominio veneto*, in *Storia di Bassano*, Bassano, Comitato per la storia di Bassano, 1980, pp. 72 ss.

19. F. GUICCIARDINI, *Storia d'Italia*, a cura di S. Seidel Menchi, saggio introduttivo di F. Gilbert, II, Torino, Einaudi, 1971, pp. 705-706: «Nel principio dell'anno medesimo Cesare ... uscì ... di Trento con mille cinquecento cavalli e quattromila fanti ... dirizzandosi al cammino che per quelle montagne riesce a Vicenza ... entrato nella montagna di Siago, le radici della quale si approssimano a dodici miglia a Vicenza, pigliate le terre de' Sette Comuni, che così denominati abitano nella sommità della montagna con molte esenzioni e privilegi de' viniziani, e spianate molte tagliate che per difendersi e impedirgli il cammino avevano fatte, vi condusse alcuni pezzi d'artiglieria: donde, aspettandosi a ogn'ora più prosperi successi, il quarto di che era partito da Trento, ritornò subito a Bolzano...». Cfr. N. MACHIAVELLI, *Rapporto delle cose della Magna. Fatto questo dì 17 giugno 1508*, in IDEM, *Tutte le opere*, a cura di M. Martelli, Firenze, Sansoni, 1993, p. 64: Massimiliano «se ne andò a Trento, e a' dì sei di febbraio fece quelli due assalti verso Roveredo e Vicenza con circa a cinquemila persone, o meno, tra l'uno e l'altro luogo».

20. SANUDO, *I Diarii*, cit., VII, col. 284, 11 feb. 1508; cfr. coll. 299-300. Su Angelo Caldogno (metà XV-1529), dott. in diritto e membro dell'esclusivo collegio dei notai vicentino, vedi J. GUERIN-DALLE MESE, *Una cronaca vicentina del Cinquecento*, presentaz. di P. Preto, Vicenza, Accademia Olimpica, 1983, pp. 3-80, 147 ss.; J. PIZZEGHELLO, *Tra salvaguardia del «pubblico» ed aspirazioni personali: carriera del provveditore ai confini Francesco Caldogno*, «Studi Veneziani», n.s., XXXVII, 1999, pp. 123-162: *passim*; cfr. F. CALDOGNO [iunior], *Caldogno. Manoscritti familiari*, BCbVI: ms. 1577 (= GONZ. 26.5.35), c. 9, 15 feb. 1508; la nomina muoveva dalla constatazione della «probità et integerima fede» del soggetto. Avrebbe avuto potere di «commandare a qualunque persona sotto a quelle penne che a lui parerà, acìo siino obsequentissimi in tutte le cose che saranno per lui inziante, che sono appresso lui nel suo secreto per noi commesso. Qual pene senza alcun dubio saranno tolte alli desobedienti et etiam saranno esequite essendo corporale. Et in vero ad esequir esso ms. Anzolo et proveder all'esercito et etiam fa[r]ne come meglio a sua prudentia parerà et disporerà, facendo far proclame a notitia de tutti delle robbe che haverà da mandar in Asiago senza alcun datio overo gabella da esser pagato. Possa ancora inquirere et ricercare nelle case dove a lui parerà per haver vittuarie et quelle tor et far mandar al campo. Et tanto sia obbedito ... quanto fosse l'istessa persona nostra, acìo che le cose del Stado nostro non patisca di mora overo danno alcuno...». Cfr. G. MARZARI, *La Historia di Vicenza*, Vicenza, G. Greco, 1604, p. 160. Per i nomi dei capitani e dei nobili vicentini inviati ad arrestare l'avanzata imperiale, vedi F. BARBARANO DE' MIRONI, *Annali della Città, Territorio e Diocese di Vicenza*, BCbVI: ms. 2875 (= GONZ. 23.10.2), c. 295: tra questi si citano Girolamo e Cristoforo Capra che «occuparono i passi di Asiago».

21. *I Libri Commemoriali della Repubblica di Venezia. Regesti (1081-1787)*, a cura di R. Predelli, VI, Venezia, R. Deputazione Veneta di Storia Patria, 1903, XIX, n. 159, c. 112v; allegati «A» e «B»; n. 160, c. 115; n. 158, c. 114t. Cfr. MACHIAVELLI, *op. cit.*, p. 64. Sulla penetrazione regia nei Sette Comuni e la successiva tregua d'Arco, vedi anche S. ROMANIN, *Storia documentata di Venezia*, X, Venezia, Naratovich, 1853-1861: V, pp. 184-187. Gli accordi troveranno conferma in quelli successivi di Roma (1512), Bruxelles (1516) e Angers (1518) (cfr. *I Libri Commemoriali*, cit., XIX, n. 232, c. 198; XX, n. 43, c. 42; n. 84, c. 64v), prima della stipulazione dei trattati di Worms (1521) e Venezia (1523).

causale fra le trattative per la tregua e il ritiro delle truppe, altrimenti destinate a «challare in Vesentina». <sup>22</sup> Vicenda che, nel suo resoconto, riceveva amplificazione ulteriore da quella del precipitoso invio dell'ambascieria berica a Venezia a giustificare, sulla scorta dei capitoli della dedizione, la piena liceità di un'eventuale resa al nemico; dettaglio non eludibile dalla penna di questo esponente di una tra le famiglie più in vista della classe dirigente cittadina, che si sarebbe segnalata, all'ingresso di Leonardo Trissino in Padova, per la sollecita esposizione di «una bandiera di l'imperio in caxa di più di 100 anni». <sup>23</sup> A riprova, comunque, di un'eco riverberatasi nel tempo ben oltre il circoscritto orizzonte locale, un «sommario di cose avvenute nella Lega di Cambrai 1508», compilato ad uso di fra Paolo Sarpi (il quale pure vi contribuì con aggiunte di suo pugno), avrebbe non a caso esordito rievocando proprio l'offensiva mossa da Massimiliano dopo la solenne processione tridentina del 3 febbraio 1508, allorché, cioè, «passò per la montagna di Siago, prese le terre d'i 7 Comuni, et adì 8 tornò a Bolzano». <sup>24</sup>

Tesi, dal canto loro, alla preservazione se non all'estensione dei privilegi concessi dal momento dell'autonoma dedizione a Venezia (1405), i Sette Comuni non avrebbero

22. G. F. BUZZACARINI, *Storia d'Italia dal 1463 al 1520*, III, BCPD: BP 55, I, cc. 133v-136r (autografi i voll. I-II; apografo il III, in cui si citano, tra le fonti utilizzate, B. di Andwil e K. Wenger; vedi ivi, c. 152bis): «Im quili di [in cui Venezia acquistava Gorizia, Trieste, Pordenone, Fiume, Cormons e le terre del Friuli] vene in Nagesagho o in ti 7 Chomuni sete milia fante alemani per chalare in Vesentina. Intendendo vesentini che in Asegagho era sete milia alemani fanti, fece subito tre imbasatorii, i quali fo misier Zuane de Dreseno, misier Lunardo de Porto e misier Iacometo de Tiene, i quale andò ala Signoria de Venecia a farge intendere che in Nasesagho in sul Vesentino son g'inemici, e portò chon loro i chapitolli che avia Vesentini chon la Lustrisima Signoria de Venecia, fati al tempo che dita Signoria ave Vicenca. Diti chapitolli era che oni volta che innemici vene in sul Vesentino e starli tri zorni, dapoi che i diti zentilomini vesentina l'averà fato intendere a la Signoria de Venecia e che in chao de i tre zorni i non gi chace zo del Vesentino, che i zentilomini, de chompania de tuto el populo, posa dar via Vicenca cenca esere iamadi traditorii de la dita Signoria de Venecia. In quilli zorni che g'imbasatorii vesentini andò chon i chapitolli a la Signoria de Venecia, fo levato uno certo dire per tuto el Vesentino: - Para el dugho [= 'alocco'], pilga el dugho, guarda el dugho. Oni zorno non se sentiva altro per quele champagne ... Abiando la Signoria de Venecia tal imbasata da g'imbasatorii vesentini l'ave molto per male, e ge dise: - Zentilomi[ni], se vi avisti abuto el champo uno ano atorno Vicenca chom faristi, non c'è homo de vui che abia perso uno quatrim e si fati tanta lamentanca. I diti imbasatore dise: - Lustrisima Signoria, la tera son debele, la se prenderia chon i ravi [= 'rape']. La Signoria ge dise: - Andadi pur a Vicenca, che nui provederemo al tuto che la serà forte e provederemo a quili alemani che son in Nasesagho. In questo interim fo trattato una tregua per 6 messi intra la Cesara Maestà e la Signoria de Venecia chon questo, che la Signoria dagha ala Cesara Maestà 40 milia ducati. Fata la tregua a 20 de marco sier Bortolamio d'Aviano andò a Venecia; i andò in chontra el principo chon tuta la Signoria in boncitoro ... e questo fo adì 29 marco ... Fata che fo la tregua, la Cesara Maestà subito revochò in dreto tuti i alemani che era ala preda, e quilli altri alemani che era in Nasesagho e in oni altro locho levò tute le ofese. Questo fo adì 15 aprile». Cfr. IDEM, *Historia di Giovanni Francesco Buzzacharin padovano dall'anno 1482 sin 1520*, ivi, BP 1356 (sec. XVII), cc. 69v-71v; altra copia ivi, IDEM, *Historia di Giovanni Francesco Buzzaccarino nobile padovano. La quale incomincia l'anno MCCCCLXXXII e termina del MDXX. In questa si contiene la Legga fatta dalla Santità del Papa, Imperatore, Re di Francia, et di Spagna, Duca di Ferrara, e Marchese di Mantova contro la Republica di Venetia*, BP 798 (sec. XVII), cc. 86-87. Il riscontro incrociato delle fonti consente peraltro di identificare con l'opera del Buzzaccarini l'anon. *Storia della Repubblica di Venezia dall'anno 1482 al 1509*, BUPD, ms. 2212 (= microfilm 2507), sec. XVII, pp. 276-284 (lezione analoga ai due precc.). Parte della *Historia* relativa alla battaglia di Calliano è stata pubblicata in R. ZOTTI, *Storia della Valle Lagarina narrata per Raffaele Zotti*, I, Trento, Monauni, 1862, pp. 498-511, e ripresa in *La guerra Veneto-Tirolese del 1487 in Vallagarina. Fonti narrative del XV e XVI secolo raccolte e tradotte da Pio Chiusole*, a cura di P. Chiusole, Calliano, Accademia Roveretana degli Agiati, 1987 («Rerum Tridentinarum Fontes», 1), pp. 91-101, nonché in C. PASQUALI, *Beseno. Antiche cronache*, Bolzano, Centro di studi atesini, 2001, pp. 53-65. Per l'uso di questa fonte ai fini della ricostruzione della guerra veneto-retica, vedi P. L. RAMBALDI, *La battaglia di Calliano e la morte di Roberto da Sanseverino*, «Archivio Trentino», XV, Trento, Zippel, 1900, pp. 1-36; ONESTINGHEL, *art. cit.*, VIII, I, 1905, pp. 10-11.

23. SANUDO, *I Diarii*, cit., VIII, coll. 366-367, 6 giu. 1509. Dopo la riconquista veneziana di Padova, il Buzzaccarini riparerà nel campo imperiale e nel 1524 sarà condannato al bando e alla confisca dei beni da parte di Venezia; vedi A. BONARDI, *Gian Francesco Buzzaccarin e la sua storia*, «Bollettino del Museo Civico di Padova», Padova, Fratelli Salmin, II, 9-10, 1899, pp. 85-95; IDEM, *I padovani ribelli alla Repubblica di Venezia (a. 1509-1530). Studio storico con appendici di documenti inediti*, «Miscellanea di Storia Veneta edita per cura della R. Deputazione Veneta di Storia Patria», s. II, VIII, Venezia, 1902, *ad indicem*; per personaggio e la sua famiglia vedi anche J. K. HYDE, *Padova nell'età di Dante. Storia sociale di una città-stato italiana*, Trieste, LINT, 1985, pp. 66, 140-142; R. ZAPPERI, *Buzzaccarini Giovanni*, *DBI*, XV, ad v; F. CANTON, *Un impostore nella Padova del 1509*, «Padova e il suo territorio», XIX, 108, 2004, pp. 4-8; A. SIMIONI, *Storia di Padova dalle origini alla fine del secolo XVIII*, Padova, Randi, 1968, *ad indicem*; A. CASTAGNETTI, *La Marca Veronese-Trevigiana (secoli XI-XIV)*, in *Storia d'Italia*, dir. da G. Galasso, VII, I, G. CRACCO, A. CASTAGNETTI, A. VASINA, M. LUZZATI, *Comuni e signorie nell'Italia nordorientale e centrale: Veneto, Emilia-Romagna, Toscana*, Torino, UTET, 1987, pp. 282 e 310; cfr. anche *infra*, nota 100; cenni in A. GLORIA, *Monumenti della Università di Padova raccolti da Andrea Gloria (1318-1405)*, II, Padova, Tip. del Seminario, 1888, *ad indicem*; U. SIMIONATO, *Cognomi padovani e antiche famiglie di Padova e del suo territorio. Ricerca storico-linguistica sulle antiche famiglie di Padova e della sua provincia*, Padova, s.e., 1995, *ad v*.

24. ASVE: *Consultori in iure*, fz. 23, «Sommari e documenti di F. Paolo Sarpi e del Cavalier Treo», c. 217.

perso di lì in avanti occasione per rinnovare, sulla scorta di tali eventi, l'immagine di una fedeltà indefettibile, cristallizzata negli stessi stereotipati formulari delle suppliche, a sollecitare la riconoscenza della Dominante verso uomini sempre pronti a versare il sangue nella difesa di «quelli passi, come ne ponno render buona testimonianza Asiago et Enego, che sono stati abbruggiati due volte da Imperiali nelle passate guerre, et in altre tante occasioni, et particolarmente nelli tempi che sono passate le turbationi coll'istessi imperiali, che tante volte vi sono stati li 500 huomini alla fiata a tagliar et custodir quei passi...». <sup>25</sup>

La strategicità di quest'area confinaria spiega come, dopo la formazione della Lega di Cambrai – per cui «furno subvertite tutte le cose d'ambo le parti» – quella stessa via di penetrazione venisse ritentata dagli Imperiali, «trascorrendo quelle montagne». <sup>26</sup> In questo frangente, un'efficace resistenza in Val d'Assa li vide respinti dagli alpigiani inquadrati da Angelo Caldogno, autore poi anche di una cronaca interrotta all'anno 1516, volta probabilmente anche a segnalarlo alle istituzioni lagunari: fine propagandistico e desideri di promozione personale dovevano averlo indotto a riaffermare – parlando lo squadernamento dei connotati filomarciani della storia familiare – la propria devozione alla capitale. <sup>27</sup> Personaggio destinato comunque a non passare inosservato, se lo si ritrova come rappresentante degli interessi vicentini nel successivo Congresso di Verona e agli incontri diplomatici di Venezia del 1523.

I mutamenti agli assetti confinari avevano in effetti imposto l'esigenza di convocare, dopo la pace di Noyon (1516), un'assise per la loro sistemazione. I lavori avrebbero dovuto tenersi, secondo le intenzioni degli Imperiali, a Mantova (1517), ma la diplomazia veneziana era riuscita ad ottenere, attraverso la corte francese, che si temporeggiasse sino alla definizione di una pace generale. «Differentie ... accessorie», avevano sentenziato i Pregadi, preoccupati semmai che si mirasse a indirizzare il confronto su altrimenti gravose «exborsation de danari» o su capitoli che inficiassero l'accordo sul rientro delle parti «ne li termini» anteguerra. <sup>28</sup> Scoperta, oltre a ciò, l'apprensione per la designazione di una sede politicamente troppo prossima agli avversari per fornire sufficienti garanzie di equidistanza: «Ben diremo questo ... – aveva commesso all'oratore in Francia il Senato – che per honor di quella [Maestà Cristianissima], per satisfaction nostra et per ogni altro rispetto, vossamo se elezesse altro loco che quel di Mantova, et che fusse più apresso la persona del Cristianissimo re per far questo convento, come ben saperà elezer la Maestà Sua...». <sup>29</sup> Delle attese connesse, su scala locale, a questo appuntamen-

25. Ivi: *Senato, Dispacci dei Rettori di Vicenza e Visentin*, fz. 4 (1606), cc. n.n., relazione del cap. Vincenzo Pisani, acclusa a dispaccio 31 ott. 1606 dello stesso, sulle istanze presentate dal «nodaro et sindaco» di Asiago Paolo Dal Sasso, a nome dei Sette Comuni, a scongiurare la possibile aggregazione di una locale «compagnia di ordinanze» a quelle del territorio; cfr. ivi, dispaccio 17 ott. 1606. Cfr. G. MANTESE, *La guerra di Cambrai a Marostica e nel Vicentino negli anni 1510-1512 secondo nuovi documenti ed una cronaca inedita del notaio Paolo Bellodo*, in IDEM, *Scritti scelti di storia vicentina*, II, Vicenza, Ist. per le ricerche di storia sociale e di storia religiosa, 1982, pp. 474-495; BONOMO, *op. cit.*, p. 37, ducale 19 gen. 1509; p. 99, ducale 19 lug. 1568.

26. Ivi: *Prov. Conf.*, b. 113, c. 66v, «1602, adi 28 agosto in Venetia. Informatione data alla Serenissima Republica da me Francesco Caldogno intorno alle montagne di Costa et Vezena del Teritorio Vicentino oltre l'haver l'istesso fatto con la viva voce denanti gli Eccellentissimi Signori Savii»; cfr. ivi, cc. 81-85, copia della prec. con talune modifiche, dat. «1602, settembre»; cfr. ivi, b. 115, fasc. 3, «Montagne Vicentine», cc. n.n., scrittura di F. Caldogno su Vezzana, s.d. (ma probabile scrittura preparatoria delle precc.).

27. Ivi, c. 70r; l'episodio bellico, con fini chiaramente politici, è più volte citato nelle scritture 'pubbliche' del provveditore ai confini F. Caldogno senior; cfr., ad es., CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., pp. 90-92. Sugli eventi citati, vedi C. CANTÙ, *Storie minori*, I, Torino, UTET, 1864, pp. 559-560; BONATO, *op. cit.*, III, pp. 217-224; SARTORI, *op. cit.*, pp. 136-137. Per l'atteggiamento di A. Caldogno, cfr. GUERIN-DALLE MESE, *op. cit.*, pp. 37 ss., 67 ss.; G. ORTALLI, *Cronisti e storici del Quattrocento e del Cinquecento*, in *Storia di Vicenza*, III, 1, *L'età della Repubblica Veneta (1404-1797)*, a cura di F. Barbieri, P. Preto, Vicenza, Neri Pozza, 1989, pp. 368-369; S. ZAMPERETTI, *Poteri locali e governo centrale in una città suddita d'antico regime del dopo Cambrai al primo Seicento*, ivi, pp. 67-73, 77-80.

28. ASVE: *Senato, Secreta*, reg. 47, c. 102v, 1° mar. 1518.

29. Ivi, c. 83r, 20 ott. 1517, all'oratore veneziano in Francia; cfr. ivi, c. 84r, 20 ott.; c. 88r, 12 nov.; c. 91v, 23 gen. 1518; cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., XXV, col. 29, 15 ott. 1517; col. 35, 19 ott.; col. 86, 19 nov., col. 130, 14 dic. Per una contestualizzazione della proposta mantovana, vedi I. DONESMONDI, *Cronologia d'alcune cose più notabili di Mantova del R. P. F. Ippolito Donesmondi*

to, testimonia peraltro una memoria redatta dal vicario di Ivano Fabian Pilosen, che esplicita la chiara volontà di investire al tavolo delle trattative la ricostruzione delle reiterate rivendicazioni dei Grignati e dei giurisdicenti di quel castello su rilievi frontalieri di evidente appetibilità economica come Marcesina e il monte Frizzon: «...Auch ist die herschafft Yfan ye und ye in beruebten gebrauch ains annders perg gut Fritzon disem anstoss[end] der ligt ferner hinab gen Vicentzwertz als Marcesina dabey verstanden mag werden sich die Vicentz ditz pergs Marcesina unbillich annemen».<sup>30</sup> Dissidi di lontana ascendenza, quelli che opponevano le realtà contermini su quei siti, non senza tentativi di formale composizione, come nel caso della richiesta inoltrata a Venezia dall'arciduca Sigismondo mediante il suo vicario Jacob Trapp, cui il doge, ascoltate le parti, aveva risposto sentenziando la competenza vicentina su Marcesina.<sup>31</sup> E se la storia di questa montagna registrava ridefinizioni confinarie almeno dalla metà di quel XIII sec. che ne ricorda anche la quasi completa cessione da parte del comune di Vicenza a un consorzio di creditori di Ezzelino e Alberico da Romano,<sup>32</sup> la vertenza ravvivata dai recenti eventi

*Lettor giubilato de' Minori Osservanti, et Padre di sua Provincia. All'Illustrissimo et Reverendissimo Signore, et Padrone suo colendissimo, Monsignor Frate Francesco Gonzaga, Marchese d'Ostiano, Principe d'Impero, et Vescovo dignissimo di Mantova, Mantova, Amelio et Lodovico Osanna, 1615, p. 24; Mantova. La storia, a cura di G. Coniglio, L. Mazzoldi, II, Da Ludovico secondo Marchese a Francesco secondo Duca, a cura di L. Mazzoldi, Mantova, Istituto Carlo D'Arco, 1958, pp. 149 ss., 205 ss.; 269 ss.; C. MOZZARELLI, Lo stato gonzaghesco. Mantova dal 1382 al 1707, in Storia d'Italia, dir. da G. Galasso, XVII, cit., pp. 402-409.*

30. F. PILOSEN, *Informacio pro causa montis Marcesinae allemanico sermone. Am bericht vom Fabian Pilosen des pergshalber Marcesina*, BCTN: ms. 335, c. 54v: «...inoltre la signoria di Ivano da tempo usa un'altra buona montagna chiamata Frizzon situata più in là di Marcesina e declive verso Vicenza, quindi si vede che illecitamente Vicenza accampa diritti su Marcesina»; in relazione alla datazione del ms., cfr. ivi, c. 10v: «Circa Conventum mantuanum 1517», di mano diversa, probabilmente cinquecentesca, e «In factio Mantue», d'altra mano ancora; cfr. ivi: ms. 609, cc. n.n., copia della stessa; F. PILOSEN, *Informacio pro causa montis Marcesinae allemanico sermone. Am bericht vom Fabian Pilosen des pergshalber Marcesina, cum notis Domini Comitit Benedicti de Giovanelli Tridentini*, TLMF: Dipauliana, Hs. 797; vedi MAZZATINTI, op. cit., LXXI, pp. 17-18 (copia del conte B. Giovanelli, 1819, probabilmente dal ms. 335; cfr. ivi, note del Giovanelli, e ms. 335, cc. 51r, 55v). F. Peloso fu capitano di Caldonazzo e poi vicario di Ivano, dove il figlio G. Battista sarà capitano nel 1530; vedi risp. *Miscellanea*, BCTN: ms. 543, cc. n.n., «Vicarii d'Ivano»; *Biblioteca Tirolese, ossia Memorie storiche degli scrittori della Contea del Tirolo raccolte da fr. G. G. Volano, Trento MDCLXXX*, ivi: ms. 167, c. 486, «Serie dei capitani della giurisdizione di Ivano (1436-1635)». Cenni su F. Peloso in CETTO, op. cit., ad indicem; REICH, *Notizie e documenti su Lavarone e dintorni*, cit., ad indicem; BCBVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 310r; SANUDO, *I Diarii*, cit., x, coll. 433, 447, mag. 1510.

31. *Ibidem*: «...und noch Enttlich und am Jungsten hat Her Jacob Trapp selis zu hof aber aufbracht da man doctor Calapin seligen und annder Widerumb gentile Venedig gesannt, solhe frevel und mutwill der von Vincentz oder Jr unn[o]rthanner der herschafft angelanngen und begeren damit solhs vermitteln werd, ist dem obgenannten Calapin und seinen Collegen, nach furbringung Jr bevelh, von der herschafft Venedig zu anntwort worden, man mog nichts enttlichs handlen, es werden dan von beeden seiten lewt verordnet, und auf die zwittrecht geschickht zubesichtigen. Und beede partheien verhoren. Und enndt geben, des sich die poten bennegten und abschiden, in dem ist her Jacob mit tod abgegangen, also hanngts noch» [ed ora, come per il passato, il signor Jacob Trapp ha avanzato il problema a Corte in modo che il dott. Calepino di nobile memoria ed altri furono inviati a Venezia per denunciare i misfatti e le prepotenze di quelli di Vicenza e loro sudditi con preghiera di mediare in questa vertenza. Dopo che il soprannominato Calepino e i suoi colleghi ebbero esposto la cosa, la Signoria di Venezia ha risposto di non voler intervenire subito, ma che si dovesse mandare a chiamare dei rappresentanti di entrambe le parti per prendere conoscenza approfondita della cosa ed udirli entrambi. Così è finita che mentre gli oratori salutavano e si accingevano a partire, nel frattempo è morto il signor Jacob, pertanto non si è fatto più nulla']. Dall'informazione della morte del Trapp, la missione a Venezia risulta collocabile ca. nel 1475; cfr. ASTN: *Atti dei confini*, serie I, b. 1, fasc. segn. 4-6, cc. n.n., copia di resoconto di «Calapinus de Calapinis, iuris utriusque doctor minimus», s.d. Già nel 1460, dopo l'intervento di due dottori vicentini, l'arciduca aveva inviato a Venezia ad esporre i fatti Jacob Trapp a sua volta con due dottori; il doge, assunte le informazioni e udite le parti, si era espresso a favore di Vicenza, e «verba redacta fuerunt in scriptis et hodierna die ipsi de Vincentia tenent illa et allegant pro sententia et illius vigore ipsum montem Marcesine occupant...». Ma gli arciducali non riconobbero a posteriori il principe veneto come giudice. Calepino riporta anche i contatti tra Jacob Trapp e il capitano della città berica Francesco Diedo (1469). Ducali dell'agosto 1463 ribadivano la posizione veneta; un'altra del 1470 disponeva l'invio di due oratori all'arciduca per comporre le vertenze. Vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, c. 136, 3 lug. 1460, ducale ai rettori di Vicenza; BCBVI: AT, reg. 60 (= L. 29<sup>a</sup>, *Membranum vetus*), cc. 158r, 203r; ivi, reg. 1778 (= L. 1 *Albo Bombacina*), cc. 118r, 162r; ivi, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 1, c. 53r. Cfr. *infra*, pp. 94-95.

32. Vedi BCBVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, cc. 4r-11r, vendita di Marcesina, 5 mag. 1261; G. B. VERCI, *Storia degli Ecelini*, III, *Codice Diplomatico Eceliniano*, Bassano, Remondini, 1779, pp. 447 ss., 464; MONTEBELLO, op. cit., pp. 30-33, n. XVI; B. PAGLIARINI, *Cronicae*, a cura di J. Grubb, Padova, Antenore, 1990 («Fonti per la storia della Terraferma veneta», 5), p. 100. Sull'estensione dei beni ezzeliniani in area pedemontana e bassanese, vedi G. CRACCO, *Nato sul mezzogiorno. La storia di Ezzelino*, Vicenza, Neri Pozza, 1995, pp. 75 ss.; CARLOTTO, op. cit., pp. 17 ss., e, in relazione a Marcesina, pp. 66, 120-123; S. BORTOLAMI, *L'Altipiano nei secoli XI-XIII: ambiente, popolamento, poteri*, in *Storia dell'Altipiano dei Sette Comuni*, I, cit., pp. 273 ss., 310-311. Sui problemi confinari dell'area tra la fine del sec. XIII e la metà del sec. XIV, vedi BCBVI: AT, b. 605 (= calto XY, dal 14 al 43), fasc. 41, copia di scrittura contenente testi del 1288; ivi, fasc. 26, «1351, XI augusti. Testes examinati super

bellici non avrebbe tardato a far riaffiorare contrasti riferibili alla dominazione viscontea sulla Valsugana (1388-1402), dopo il turbinoso succedersi del controllo scaligero, tirolese e carrarese.

Tra il novembre 1519 e il febbraio 1520, l'auspicato *conventus* confinario tra rappresentanti veneti e imperiali – mediatore e giudice, l'oratore del re di Francia – si era infine riunito nella città di Verona.<sup>33</sup> Le discussioni, tuttavia, si erano in breve rivelate logoranti per entrambe le parti, con ostinati impuntamenti su alcune vertenze, in merito alle quali il negoziato languiva in una situazione di stallo. Un'inconciliabilità di posizioni destinata a far naufragare il consesso. Dell'accurata preparazione al confronto testimonia la diligente redazione di un *processus* volto a comprovare la *publica vox et fama* del possesso berico dei siti che, sotto il profilo testimoniale, avrebbe dovuto puntellare la difesa della giurisdizione affidata ai *tituli*. E nella medesima direzione va interpretata l'elezione ad oratore berico, per l'appunto, del giurisperito Angelo Caldogno, cui i vertici cittadini solennemente affidavano quel «libellus», salutandolo in lui, depositario del «decus patrie», «omnis nostra spes».<sup>34</sup>

In quella sede, in effetti, il Caldogno aveva avvertato con fierezza le tesi avversarie e anzi, poco prima di lasciare la città scaligera, aveva pure manifestato ai deputati *ad utilia* la propria sdegnata frustrazione per l'inerzia di una simile mobilitazione diplomatica, che aveva concorso a tenerlo, lamentava, «zà uno anno continuo et ultra fora di casa mia in assidui travagli et per la instessa terra nostra et pur per le litte particolare».<sup>35</sup> Nell'abbandonare quel *conventus* che, oltre a non sortire alcun risultato tangibile, lo aveva allontanato da non meno rilevanti «commodi expedienti a la indennità publica»,<sup>36</sup> egli affidava la cura degli interessi cittadini all'oratore veneziano Francesco Ca' da Pesaro, rimasto a Verona con il rappresentante cesareo per le ultime formalità protocollari, nel

Campo Marcesine probantes Marcesinam spectare civitati Vincentiae et deponentes de eius confinibus) (copia di mano settecentesca); ivi, fasc. 31, confini di Marcesina con testi del 1359 e un disegno della montagna; ivi, fasc. 32, «1365, 4 octobris. Testes esponentes de confinibus et terminibus positus inter civitatem Vincentiae ex una et dominum Xiconem de Castronovo et villam de Enego ex parte altera. Marcesina»; cfr. ivi, fasc. 23, 38-43. Il doc. del 1288 è pubbl. in BORTOLAMI, *L'Altipiano nei secoli XI-XIII*, cit., pp. 308-310.

33. ASVE: *Senato, Secreta*, reg. 48, c. 36v, 6 set. 1519: Venezia eprime all'oratore presso il re dei Romani la propria soddisfazione per la decisione di por fine «a tute le differentie»; c. 45, 11 ott.: il re dei Romani informa che il convegno finalmente si aprirà; cc. 55v-57r, 23 nov: elezione del rappresentante veneziano, Francesco Ca' da Pesaro, e sua commissione di difendere anche gli interessi dei privati presso i confini friulani; cc. 83v-84r, 4 feb. 1520: Venezia lamenta le lentezze degli esami per «dimande et diffese in scriptis» e auspica una risoluzione «breve et facile»; c. 84, 17 feb.: l'ostruzionismo degli oratori cesarei, così come lamenta Venezia, si è infine tradotto nel loro abbandono del congresso; cc. 87v-88r, 17 feb.: autorizzazione all'oratore veneziano di lasciare Verona. Cfr. BCBVI: AT, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», c. 3r, lista degli intervenienti: «Orator Christianissimi Regis Franchorum erat tanquam mediator et iudex. Item pro parte Serenissimi Imperatoris erant quatuor alii oratores: videlicet D. Andreas de Burgo, D. Ioannes Repper Decanus Ecclesie brixienis, D. Antonius Rorarius, D. Herasmus de Dorlemburgo. D. Nicolaus Basilius doctor pro formandis scripturis, Baptista Pilosus secretarius filius Fabiani de Caldonatio. Pro parte vero Illustrissimi Domini nostri, Clarissimus D. Franciscus Pisaurus orator pro eodem Illustrissimo Dominio, D. Iacobus Florius utinensis doctor et orator pro patria sua, D. Angelus de Caldogno doctor et orator pro patria nostra vincentina, D. Ioannes Manzanus doctor et orator pro Cividato, D. Rizardus de Valvasono pro sua patria et rebus, D. Anselmus Brati iustinopolitano pro Capite Hystrie, D. Constantinus Cavacia secretarius prefati clarissimi oratoris». Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», cc. 1r-2r, «Conventus Verone inter Caesareos et Venetos»; ivi, b. 260, cc. n.n., «Copie di scritture che contengono le proposte fatte dalla parte veneta et risposte della parte cesarea nel Convento di Verona 1518 perché fossero osservate le tregue». SANUDO, *I Diarii*, cit., xxvii, *ad indicem* (sub «Verona», «da Pesaro»); ROMANIN, *op. cit.*, v, p. 322.

34. BCBVI: AT, b. 252 (= L. 200), *Montagne*, vol. 3, tit. «1519. Testes examinati per D. Hieronymum Zoianum circa possessionem montanae Marcesinae et Lastarum et pro passu Perticae destruendo», c. n.n. iniziale di dedica, dat. «pridie Kalendas novembris anno fructifere Nativitatis MDIX<sup>o</sup>» (sic); cfr. copia ivi, fasc. 7, «Stampa. Per la Fedelissima Città di Vicenza, contro la Spettabile Reggenza de' Sette Comuni. Al laudo», s.l. [ma Vicenza], s.d. [ultimo doc. cit. dat. 18 ott. 1780], alla data 1519. Riguardo all'elezione di Angelo Caldogno ad oratore, vedi ivi, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 1, c. 80v, 29 nov. 1518, elezione da parte dei deputati vicentini, a difendere le giurisdizioni cittadine su Marcesina e Laste; cfr. ivi, c. 88r, sua commissione; c. 82, 29 nov. 1519, assegnazione di 2 ducati al giorno per le spese. Riguardo agli studi giuridici del personaggio, vedi il suo «Privilegium doctoratus» in diritto civile in ASVI: *Caldogno-Curti*, Mazzo xxxvii, doc. segn. n. 44, «1499, 1 ottobre. Privilegium doctoratus mei del 1499, die primo octobris».

35. Ivi, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 8, «Lettere missive et responsive all'inviato della città al Congresso in Verona per trattare le cose delle montagne», cc. n.n., lett. di A. Caldogno, 30 gen. 1520.

36. *Ibidem*.



caso in cui improbabili sussulti di vitalità avessero consentito la ripresa di altre «operationes» congressuali.<sup>37</sup> Quasi concessione al rappresentante marciano, quella riferita dal «dottor et cavallier orator» che la Repubblica aveva avuto modo di apprezzare in più di una missione ufficiale a nome di Vicenza; consegna di una difesa sin lì personalmente e in prima linea assunta a tutela di diritti sul distretto montano, che pure, in coscienza, reputava non sempre solidamente fondati. Certo, nelle lettere ai deputati *ad utilia*, egli non si esimeva dal deplorare con malcelata impazienza i pantani di un'assise cui avrebbe di gran lunga preferito un confronto «summariamente et realmente» efficace, in considerazione sia dell'indecorosità di «tenir tanti signori et homeni da bene qui», in attesa delle torpide decisioni di Innsbruck, sia dell'orgogliosa convinzione di poter personalmente incidere sul corso di un eventuale esame «in contradictorio» con «oratori seu advocati» regi delle «alegatione et demonstratione de le rason nostre et sui».<sup>38</sup> Pure, mentre controbatteva caparbiamente agli avversari che Vicenza «mai è manchata né manca de star a la possessione, oltra il titolo», di quella Marcesina «penitus distincta et separata alveo Brente intermediente» dalla giurisdizione di Ivano,<sup>39</sup> confidava agli stessi deputati che «quel roverso [della montagna] cum la Pertega sempre ha habudo da dir assai», avanzando seri dubbi sulla bontà delle posizioni cittadine e giungendo a prospettare l'opportunità di non irrigidire oltre il negoziato su tale questione, col rischio di lasciare indiscusso il restante cospicuo pacchetto di vertenze.<sup>40</sup> Responsabilità diretta, senza deleghe o margini ad un'assunzione allogena dell'impostazione difensiva, quella di cui si era fatto carico, con autorevolezza, Angelo Caldogno, pur assunto ad oratore al congresso anche in virtù dell'abile commistione da lui convenientemente realizzata tra «l'amour de la petite patrie et la plus plate flagornerie envers la Dominante», oltre che della competenza giuridica e operativa che aveva contribuito a farne il difensore delle giurisdizioni cittadine e l'ascoltato portavoce delle doglianze dei montanari.<sup>41</sup> Spia, ancora, di una capacità decisionale dei vertici vicentini non ancora intaccata dalla compressione marciana misurabile a fine secolo, allorché la discrasia rispetto ai nuovi indirizzi del patriato lagunare giungerà a tradursi nell'estromissione, drammaticamente percepita e rabbiosamente denunciata dagli ambasciatori berici, dai momenti decisionali del Congresso di Rovereto del 1605. In quest'assise, finalizzata al perfezionamento del dettato tridentino di settant'anni prima, l'impotenza cui la condotta verticistica, e, più in generale, centralistica, del commissario Nicolò Contarini (1553-1631) ridurrà quegli intervenienti, rivelerà il grado di svilimento di un ceto nobiliare straniato dalle sorti stesse del distretto cittadino, a favore di una gestione ormai saldamente assunta dalla capitale in un'accezione altrimenti sensibile agli equilibri di potere della periferia.<sup>42</sup>

37. Ivi, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», c. 3r, «Ordo et forma servata in Conventu Verone de anno 1520: ... Clarissimus D. Franciscus Pisaurus orator pro eodem Illustrissimo Dominio...». Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., xxviii, col. 45, 31 ott. 1519. Sulla sospensione dei lavori, vedi ASVE: *Senato, Secreta*, reg. 48, c. 84, all'oratore in Spagna: «Et dopoi che ultimamente hano tenuto quel orator nostro [F. Ca' da Pesaro] alquanti giorni in expectatione di haver novo ordine da li Regenti et Consiglio di Hispruch, al presente hano ditto haver havuta da quelli risposta di non proceder ad ulteriora, ma che lassato per hora il convento sospeso, debano partirsi da Verona ... restando D. Herasmo ... expectar nostra risposta sopra certe dimande et capituli proposti in scriptura»; cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., xxviii, *ad indicem*. BCBVI: AT, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 8, lett. di Angelo Caldogno, 16 feb. 1520.

38. Ivi, b. 247 (= L. 195), fasc. 8, lett. di A. Caldogno, 15 gen. 1520.

39. Ivi, lett. di A. Caldogno, 20 dic. 1519; cfr. ivi, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», cc. 17v-18r, 25 gen. 1520, «replicationes» dell'oratore veneto.

40. Ivi, lett. di A. Caldogno, 2 gen. 1520.

41. P. BRAUNSTEIN, rec. a: J. GUERIN-DALLE MESE, *Una cronaca vicentina del Cinquecento*, «Annales. Economie, Sociétés, Civilisations», 40<sup>e</sup> année, iii, Mai-Juin 1985, Paris, Colin, pp. 550-551. La già citata ducale di A. Gritti, 12 giu. 1524, ricordava tra l'altro gli uffici di A. Caldogno prima come oratore, a denunciare le turbative dei sudditi dei signori di Beseno e Ivano su Laste e Marcesina, poi al Congresso di Verona. Per altre missioni di A. Caldogno, cfr. BCBVI: AT, b. 244 (= L. 192), *Montagne*, fasc. 9, «Scritture adoperate avanti gli Illustrissimi Signori sopra le confini dell'anno 1582», cc. 37r-42r; ivi, b. 246 (= L. 194), *Montagne*, fasc. 12, cc. 5r-9v; ivi, b. 250 (= L. 198), *Montagne*, fasc. 14, cc. 5r-6r; ASVE: *Prov. Conf.*, b. 113, cc. 17r-26v. Cfr. GUERIN-DALLE MESE, *op. cit.*, pp. 43 ss., 73-80.

42. Vedi PIZZEGHELLO, *Tra salvaguardia del «pubblico» ed aspirazioni personali*, cit., pp. 148-150.



All'indomani di Verona, in attesa di un compiuto riesame della materia, una serie di trattati aveva stabilito una sistemazione transitoria tra la Serenissima da una parte e il re dei Romani e l'Impero dall'altra. Nel 1521, a Worms, Carlo V e Venezia avevano infatti raggiunto un'intesa sulla conferma delle giurisdizioni possedute *ante bellum*,<sup>43</sup> mentre, allo scadere della tregua quinquennale,<sup>44</sup> gli accordi sottoscritti nella pace di Venezia (29 luglio 1523) tra la Serenissima, Carlo V e Ferdinando, garantivano la «*restitutio locorum, villarum, possessionum et aliorum bonorum quae fieri debebat*», in base ai capitoli di Worms.<sup>45</sup> E a Venezia, i deputati *ad utilia* vicentini avevano inviato gli oratori Angelo Caldogno e Federico da Porto affinché «*viriliter defendant et tueantur*» i diritti della città sulle montagne di confine.<sup>46</sup> Nel confermare il possesso dei territori detenuti sino a quel momento, la pace di Bologna, dopo un fallimentare *conventus* a Rovereto nel 1525, avrebbe infine prefigurato l'organizzazione di un'assise arbitrale tra Serenissima e re dei Romani, attraverso l'elezione di due arbitri e un superarbitro, che tuttavia «*ob diversa, maxime bellorum impedimenta diu dilata [est]*».<sup>47</sup> Si era così dovuto attendere il 1533 perché le parti designassero i rispettivi procuratori ed esprimessero un arbitro.

Se già nel caso di Mantova e Verona pareva essere emerso come la scelta della sede delle trattative trascendesse il mero compromesso topografico, sottintesi politici non erano forse del tutto estranei al favore accordato dai Pregadi all'opzione trentina, fatta propria dall'oratore veneziano al re dei Romani Marc'Antonio Contarini, nella rosa, avanzata dal suo omologo regio Lunardo Nogarola, comprendente Bolzano e Innsbruck.<sup>48</sup> Il nesso causale tra gli accordi di Bologna e il Congresso di Trento sarebbe stato di lì a poco rimarcato dalla stessa designazione ufficiale di questo come «*processus ... pro executione foederis bononiensis*», mentre l'ambito di intervento del convegno fu circoscritto al 'possessorio', escludendo ogni riferimento al 'petitorio': espressione di un orientamento che, assegnando la priorità all'esercizio fattivo di diritti, avrebbe ad un tempo contribuito a decretarne la pregnanza nel sostanziare la sovranità, rispetto all'apatica garanzia cartacea dei *tituli*.<sup>49</sup> L'urente attualità dei riflessi di una distinzione, quella tra *possessio* e proprietà, già chiaramente delineata dal diritto romano, giusto in

43. Vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», 3 mag. 1521, cc. 17r ss.; ivi, b. 261, fasc. 8, cc. n.n., 28 mag. 1521, ratifica dogale. Cfr. *I Libri Commemorativi*, cit., xx, n. 146, c. 125(135)v; SANUDO, *I Diarii*, cit., xxx, coll. 244-245, 453-457. Confermando la tregua quinquennale stipulata nel 1518, il patto fissava tra l'altro le condizioni dei pagamenti dovuti da Venezia agli Imperiali, e regolava la fruizione provvisoria di quei «*loca et villae*» che la Repubblica deteneva in precedenza e non erano stati al momento assegnati all'avversario, ribadendo che Venezia dovesse astenersi da Gorizia, Gradisca, Marano, Ampezzo, ecc.; prevedeva altresì la reintegrazione e conservazione dei precedenti possessi. Sulle disposizioni di Massimiliano, di Bernardo Clesio e del doge Leonardo Loredan per l'esecuzione dei capitoli di Worms, vedi BCbVI: AT, b. 605 (calto yy, dal 14 al 43), f. 27, «*Capitulatio Vormatiensis 1521 et punctum Sententiae Tridentine 1535*». Per la contestualizzazione dei capitoli di Worms in relazione al tema della sovranità nella Patria del Friuli e, più globalmente, nello stato *da terra*, vedi S. ZAMPERETTI, *I piccoli principi. Signorie locali, feudi e comunità soggette nello Stato regionale veneto dall'espansione territoriale ai primi decenni del '600*, Venezia, Il cardo, 1991, pp. 187-222.

44. Vedi ivi, b. 261, fasc. 7, cc. n.n., «*Induciae quinquennales inter Caesarem et Venetos 1518 ultimo Iulii in Terra Andegariae*»; la tregua, patrocinata da Francesco I, prevedeva, tra l'altro, la garanzia della conservazione dei territori occupati a quel momento; cfr. *I Libri Commemorativi*, cit., xx, 31 lug. 1518; n. 84, 17 ago. 1518; n. 85, 26 ago. 1518. ROMANIN, *op. cit.*, v, pp. 319-320.

45. Ivi, fasc. 10, cc. n.n., cap. 6°. Il cap. 2° ribadiva il possesso dei siti tenuti dalle parti a quella data. Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., xxxiv, coll. 315-335; *I Libri Commemorativi*, cit., xx, n. 168, c. 162(172)v; ROMANIN, *op. cit.*, v, pp. 362-363, 384. Su tali vicende tornerà, a più di un secolo di distanza, pure il consultore Scipione Ferramosca, in ASVE: *Consultori in iure*, reg. 79bis, cc. n.n., consulto 12 apr. 1642, in cui riferisce anche della sentenza di Trento.

46. Vedi BCbVI: AT, b. 245 (= L. P.), *Montagne*, fasc. 2, «*Processus Conventus Verone n. 8*», c. 68r.

47. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 57; cfr. ivi, b. 261, fasc. 11, cc. n.n., 23 dic. 1529, cap. 10°. Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., lII, coll. 383-386; *I Libri Commemorativi*, cit., xxi, n. 84, c. 94; ROMANIN, *op. cit.*, v, pp. 470 ss.: il pagamento delle rate dovute da Venezia era subordinato al «*patto che in termine di uno anno si fazi la restitution di le terre...*»; su quest'assise roveretana vedi ASVE: *Miscellanea Atti Diplomatici e Privati*, b. S 56 n. 1816, c. 2v.

48. Vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVII, col. 505, lett. dei due oratori veneti date a Bologna, 5 feb. 1533; ivi, col. 553, lett. degli stessi, 20 feb. 1533. La risposta dei Pregadi all'oratore, in ASVE: *Senato, Secreta*, reg. 55, c. 59r, 13 feb. 1533: «*quanto al loco, vi laudamo di haver declinà Bolzan et Hispruch ... Trento non ne dispiace...*».

49. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 57, 26r. Cfr. G. Cozzi, *Paolo Sarpi tra Venezia e l'Europa*, Torino, Einaudi, 1979, in part. pp. 265 ss.; A. BARAZZI, *Consultori in iure e feudalità nella prima metà del Seicento: l'opera di Gasparo Lonigo, in Stato, società e giustizia nella Repubblica Veneta (sec. xv-xviii)*, a cura di G. Cozzi, II, Roma, Jouvence, 1985, pp. 221-251.

quegli anni trovava riscontro in relazione a problemi confinari nelle pagine di Andrea Alciato (1492-1550), il quale, chiamato a disputare circa «*possessionem quindicies a doctoribus diffinitam, adhuc recte [non] diffinitam*», sulla scorta di Erennio Modestino (prima metà sec. III), puntualizzava tra l'altro:

*Ager autem species est fundi, quae ad usum hominis comparatur: Possessio ab agro iuris proprietate distat: quicquid enim appraendimus, cuius proprietate ad nos non pertinet, aut nec potest pertinere, hoc possessionem appellamus. Possessio ergo usus est, ager proprietate loci est ... Possessio autem nihil commune habet cum dominio seu proprietate: unde et rei cuius dominium ad nos non pertinet, nec pertinere potest, possessionem tamen habere possumus...*<sup>50</sup>

Tra lo scorcio del XVI sec. e i primi del successivo, sullo sfondo di un incipiente diritto internazionale e del *focus* sul tema della «sopranità», il nome dell'Alciato avrebbe contribuito a rimpolpare l'armamentario giuridico a disposizione dei consultori *in iure*, vieppiù sollecitati in tale materia. Così se, agli inizi del Seicento, giuristi come Marc'Antonio Pellegrini ed Ettore Ferramosca l'avrebbero tenuto ben presente per sostenere le ragioni vicentine sulle montagne di Caldonazzo contese dai signori di Beseno, il feudista Servilio Treo non avrebbe mancato di includerlo tra i riferimenti a pronta disponibilità per i suoi consulti sulla verifica dei confini.<sup>51</sup>

La scelta della sede degli incontri negoziali – ospitati «in domo Nobilis Domini Iohannis Antonii Hieremiae, in qua ipsi arbitri et mediator suum tribunal elegerunt» –,<sup>52</sup> consente poi di cogliere ulteriori nessi dello scenario politico di età clesiana. Di probabile origine veronese, Giovanni Antonio Pona, figlio di Geremia Pona, era riuscito a collocare la propria famiglia nei ranghi più elevati della nobiltà trentina, con significativi legami con la stessa corte imperiale, come attestano il privilegio di familiarità, la miglora dello stemma e il titolo di conte palatino per sé e i discendenti maschi legittimi, concessi nell'arco di un quindicennio da Massimiliano I.<sup>53</sup> L'imperatore venne anzi ospitato a

50. A. ALCIATO, *Andreae Alciati Iure Consulti. De quinque pedum praescriptione, Liber 1. De Magistratibus, Civilibusque et Militaribus officiis, Liber 1*, Luguduni, Seb. Gryphius, 1530, pp. 67, 26, 29; cfr. R. ABBONDANZA, *Alciato (Alciati) Andrea*, in *DBI*, II, ad v. Per una prima contestualizzazione dell'opera dell'Alciato, vedi F. CALASSO, *Medio evo del diritto*, I, *Le fonti*, Milano, Giuffrè, 1954, ad indicem; A. SOLMI, *Storia del diritto italiano*, Milano, Soc. Ed. Libreria, 1930<sup>3</sup> (1<sup>a</sup> ed. 1908), pp. 643-644. Sul rapporto tra petitorio e possessorio, cfr. la didascalica distinzione di Fulgenzio Micanzio in *ASVE: Consulti in iure*, fz. 46, c. 127, 25 ott. 1641, consulto sulla vertenza Laste Basse-Folgaria: «una lite o controversia si può intendere in due modi, cioè: o nel petitorio, che versa circa il titolo che dà la patronia e la proprietà e si suol chiamare anche il merito; in altro modo si tratta nel puro e mero possessorio»; sui concetti di *possessio* e *proprietate* nel diritto romano, vedi A. BURDESE, *Manuale di diritto privato romano*, Torino, UTET, 1993<sup>4</sup>, pp. 293 ss., 388 ss.

51. Vedi risp. *ASVE: Provv. conf.*, b. 115, fasc. tit. «Informazione della Ss. Dd. Pellegrini et Ferramosca per le differenze con li Signori Trapii feudatarii di Trento per le montagne di Caldenazzo», s.d. [ma 1602-1605]; ivi, fz. 28, sommario segn. n. 5, «Modo di prove per verificar confini de territorii in occasione di controversie», s.d. Il Pellegrini, *iuris utriusque doctor*, vantava una solida esperienza in materia di contese giurisdizionali e confinarie: nel 1596 si occupò della controversia con il vescovo di Ceneda, fu poi consigliere di Alvise Mocenigo (commissario per le trattative con il duca Alfonso II di Ferrara su Ariano, Loreo e Polesine), consultore *in iure* dal nov. 1597, professore primario di diritto canonico a Padova dal 1603, impegnato al Congresso di Rovereto del 1605. Cfr. G. F. TOMASINI, *Iacobi Philippi Tomasini Patavini Episcopi Aemoniensis, Elogia virorum Literis et Sapientia Illustrum ad vivum expressis imaginibus exornata. Ad Sacram Maiestatem Chrestianissimae Reginae Annae Galliae et Navarrae Regentis*, Patavii, S. Sardo, 1644, pp. 87, 125, 165, 321, 378, 388; ANGIOLGABRIELLO DI SANTA MARIA [PAOLO CALVI], *Biblioteca e storia di que' scrittori così della città come del territorio di Vicenza che pervennero fin'ora a notizia del P. F. Angiolgabriello di Santa Maria Carmelitano Scalzo vicentino*, VI, Vicenza, Vendramini Mosca, 1772-1782: v. pp. 29-53. Ettore Ferramosca, consultore, padre del consultore Scipione, fu incaricato delle trattative vicentine che portarono alla «Sententia montanearum» del 1603 (sentenza Ferramosca-Graziadei) e fu impegnato al Congresso roveretano del 1605; vedi BARBARANO DE' MIRONI, *Historia ecclesiastica*, cit., IV, pp. 306-313; C. POVOLO, *Scipione Ferramosca. Scrittura intorno una sentenza fatta dal vicario di San Salvador giurisdizione dei Conti di Collalto (ovvero intorno alle leggi della Repubblica di Venezia. Anno 1633)*, Vicenza, 1995; PIZZEGHELLO, *Tra salvaguardia del «pubblico» ed aspirazioni personali*, cit., pp. 146-148.

52. *Ivi*, b. 150, «L. P.», cc. 57, 7v.

53. Sul Pona e la sua ascesa, vedi M. BELLABARBA, *La giustizia ai confini. Il principato vescovile di Trento agli inizi dell'età moderna*, Bologna, il Mulino, 1996, pp. 243 ss.; IDEM, *Figure di nobiltà a Trento nei primi decenni del XVI secolo*, in *Luochi della Luna. Le facciate affrescate a Trento*, a cura di E. Castelnuovo, Trento, Temi, 1988, pp. 47-61; sulla famiglia Pona, vedi M. LUPO, *Palazzo Geremia a Trento. Studi per un restauro*, Trento, Temi, 1990, pp. 10 e 32; S. LUZZI, *Tedeschi a Trento in età moderna*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., p. 400; D. REICH, *Nobiliare trentino*, Trento, Seiser, 1896, p. 21; A. GUELFI CAMAJANI, *Famiglie nobili del Trentino*, Genova, Crovetto, 1964<sup>5</sup>, pp. 59-60. Un G. Giacomo Gerania (forse il padre di Girolamo, presente fra i testimoni alla lettura della sentenza tridentina del 1535) fu per breve tempo capitano cesareo nei Sette Comuni quando il Trissino entrò in Vicenza; vedi Bonato, *op. cit.*, III, pp. 198 ss.; MORIZZO, *Storia del Congresso*, cit., pp. 46-47.

più riprese proprio a Palazzo Geremia, sulla «via triumphalis» cittadina, durante i suoi passaggi per Trento, e ritratto negli affreschi della sua facciata.<sup>54</sup> Se il lessico stilistico di questo edificio, di transizione dal gotico a canoni rinascimentali, vale a palesare il pieno inserimento del suo committente nel vasto progetto di rinnovamento urbanistico-architettonico e culturale perseguito dal Cles, le relazioni con il vescovo, dichiarate sul versante economico anche dai finanziamenti dei Pona alle attività estrattive dell'argento nel principato,<sup>55</sup> divengono oltretutto tangibili per la concomitanza tra le sedute diplomatiche ospitate in quella dimora e le fasi conclusive della pomposa edificazione del Magno Palazzo (1527-1535), al Castello del Buonconsiglio. Nel clima di fervore costruttivo del «palazzo novo», cui contribuirono alcuni dei migliori artisti dell'epoca e destinato ad accogliere la fastosa corte principesca clesiana, egli fu infatti investito dell'incarico, pur impreciso negli ambiti di competenza, di «supremo soprastante» alla fabbrica del castello, punto focale del disegno di rinnovamento cittadino.<sup>56</sup> Dal 1528, a fianco o sotto la sua direzione, ebbe inoltre la mansione di «deputato soprastante» ai lavori del Palazzo Andrea di Leonardo Crivelli, apparentato con Giorgio Crivelli, capitano (ca. 1531-1537) di quel Castel Selva in prossimità dei confini vicentini che il Cles volle far riattare con ostinazione dagli stessi artisti impegnati al Buonconsiglio, a ricavarne la residenza eletta per la villeggiatura estiva, e che fu adeguatamente valorizzato, però, solo dal successore Cristoforo Madruzzo, il quale vi avrebbe accolto i legati pontifici al concilio Marcello Cervini e Reginald Pole.<sup>57</sup> Tassello minore, che parla nondimeno delle relazioni tra i

54. E. CHINI, *La pittura dal Rinascimento al Settecento*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., pp. 730 ss.; G. B. EMERT, *Monumenti di Trento*, Trento, Saturnia, 1975, p. 142; LUPO, *Palazzo Geremia*, cit., p. 12. Tra gli affreschi, illustranti i momenti più significativi della storia della dimora gentilizia, va qui segnalato il riquadro in cui un gruppo di sette personaggi è riunito a convegno, sullo sfondo di una scena di lotta in cui il comandante delle milizie trentino-tirolesi a Calliano, Jörg Senftel von Ebenstein (Pietrapiana), è colto nell'atto di strozzare un leone, patente allusione a Venezia. Al Congresso di Trento del 1533-1535 fa riferimento l'interpretazione di Emert e di Lupo. Su tali affreschi e sul problema della loro attribuzione, vedi, oltre agli studi citati, N. RASMO, *Storia dell'arte nel Trentino*, Trento, Dolomia, 1988, p. 212; *Trentino-Alto Adige*, a cura di S. Gattei, R. Mainardi, S. Pirovano, N. RASMO, Milano, Electa, 1979, p. 368; R. BOCCHI, C. ORADINI, Trento, Bari-Roma, Laterza, 1989<sup>2</sup>, pp. 96, 102; E. CHINI, *Aspetti dell'attività di Marcello Fogolino a Trento: gli affreschi del Buonconsiglio e i dipinti di tema sacro*, in *Bernardo Cles e l'arte del Rinascimento*, cit., pp. 106 ss.; IDEM, *Case affrescate a Trento nel periodo rinascimentale*, in *Luochi della Luna*, cit., pp. 144 ss. Cfr. B. PASSAMANI, *Espressioni figurative di una frontiera*, in 1500 circa. *Landesaustellung 2000 Mostra storica*, Milano, Skira, 2000, pp. 430-431; M. BELLABARBA, *Una nuova frontiera per l'impero: 1500, Trentino e Tirolo allo specchio*, ivi, pp. 433-437.

55. Vedi STELLA, *I principati vescovili di Trento e Bressanone*, cit., p. 527, n. 4; sulle connessioni matrimoniali dei Pona con famiglie della nobiltà trentina, vedi anche LUPO, *Palazzo Geremia*, cit., p. 32. Per un inquadramento del rinnovamento urbanistico-architettonico di età clesiana, vedi L. OLIVATO, *Bernardo Clesio: l'architettura e la città*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, cit., II, pp. 429-438; R. BOCCHI, *Il rinnovamento dell'architettura e della forma urbana nel principato trentino di Bernardo Cles (1515-1539)*, in *Bernardo Cles e l'arte del Rinascimento*, cit., pp. 39-82; IDEM, *Bernardo Cles, l'architettura e la città*, in *Bernardo Cles e il suo doppio*, a cura di M. Welber, prefazione di L. Puppi, Trento, UCT, 1987, pp. 139-153; S. VERNACCINI, «Stile clesiano nell'architettura sacra», ivi, pp. 233-240; B. PASSAMANI, *Ville del Trentino*, Trento, Monauni, 1965, pp. 11 ss., 247; BOCCHI, ORADINI, *op. cit.*, pp. 82-94; *Trentino-Alto Adige*, cit., pp. 330 ss. Per le impressioni di Leonardo Donà su Trento, trasformata dai lavori di età clesiana e dall'afflusso di ricchezza durante gli anni del concilio, vedi F. SENECA, *Il doge Leonardo Donà. La sua vita e la sua preparazione politica prima del dogado*, Padova, Antenore, 1959, p. 111. Per una lettura del progetto clesiano nel panorama delle arti figurative trentine, cfr. anche L. LONGO, *Arti figurative nella Trento del vescovo Johannes Hinderbach: lo status quaestionis e alcune riflessioni*, in *Il principe vescovo Johannes Hinderbach (1465-1486) fra tardo Medioevo e Umanesimo. Atti del Convegno promosso dalla Bibl. Com. di Trento 2-6 ottobre 1989*, a cura di I. Rogger, M. Bellabarba, Istituto di Scienze Religiose in Trento, *series maior III*, Bologna, Dehoniane, 1992, pp. 273-283; TISOT, *Bernardo Cles: il personaggio e la storia*, cit., p. 12.

56. Vedi G. DELLANTONIO, *Il castello del Buonconsiglio e il palazzo di Bernardo Cles: l'aquila e il leone*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., in part. pp. 938 ss.; H. SEMPER, *Il castello del Buon Consiglio a Trento. Documenti concernenti la fabbrica nel periodo clesiano (1527-1536)*, Trento, Scotoni e Vitti, 1914, pp. 1 ss.; N. RASMO, *Il Castello del Buonconsiglio a Trento*, Trento, Monauni, 1975, pp. 32 ss.; *Il «Magno Palazzo» di Bernardo Cles Principe Vescovo di Trento*, a cura di E. Chini, F. De Gramatica, Trento, Prov. Aut. di Trento, 1985, pp. 12 ss. Cfr. M. LUPO, R. FESTI, *Idea di progetto e definizione costruttiva del Magno Palazzo. Studi sui rapporti compositivi nell'architettura della residenza clesiana*, in *Bernardo Cles e l'arte del Rinascimento*, cit., p. 87; D. PRIMERANO, *Bernardo Clesio, signore del Rinascimento*, Trento, Publilux, 1984, p. 32, secondo cui il Geremia avrebbe ricoperto più specificamente «incarichi di tipo prevalentemente amministrativo» assieme ad altri soprastanti come Gaudenzio Madruzzo, mentre la direzione effettiva dei lavori sarebbe stata affidata all'«insigero» mantovano Lodovico Zaffran e poi ad Andrea Crivelli. Per un panorama sommario dell'umanesimo in terra tirolese, vedi J. RAINER, *L'umanesimo nel Tirolo*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, II, cit., pp. 523-532.

57. CETTO, *op. cit.*, pp. 231-254, 265-267, 313-340; sull'opera clesiana di rinnovamento dei castelli, vedi pure PASSAMANI, *Ville del Trentino*, cit., p. 24; *Il castello di Pergine*, a cura di G. Berlanda, Trento, L'editore, 1991, pp. 107-108, 206.

protagonisti degli anni del *conventus*, e proiettato sullo sfondo degli interessi giurisdizionali in Valsugana, via di rilevanti transiti commerciali tra Venezia e il mondo germanico, nella quale interessi vescovili e tirolesi coabitavano giustapposti.<sup>58</sup>

## 2. IL MECCANISMO CONGRESSUALE

Primo passo ufficiale verso la convocazione del congresso fu l'elezione di arbitri e superarbitro, secondo un *modus agendi* il quale, ancorché non univocamente ricostruito dagli storici del diritto, affidava l'*actio finium regundorum* a tre arbitri; le origini conducevano sino alle XII Tavole, dov'era accompagnato da norme che, definendo in cinque piedi l'ampiezza del *confinium* da lasciare incolto fra due fondi, per consentire il *circumactus aratri*, stabilivano altresì l'inusucapibilità di questo.<sup>59</sup>

Arbitro per la Repubblica di Venezia sarebbe stato il cavalier Matteo Avogadro, giureconsulto bresciano,<sup>60</sup> mentre Ferdinando I provvedeva a nominare il dottore *utriusque iuris* Girolamo Baldung da Costanza,<sup>61</sup> nonché il senatore milanese Ludovico Porro «pro mediatore communi seu superarbitro»,<sup>62</sup> conferendo loro «liberam et plenam facultatem et potestatem, ac speciale et generale mandatum» di affrontare e comporre le vertenze, con la raccomandazione di non ammettere altre cause, pur importanti, capaci di ritardare oltre «negocium restitutionis». <sup>63</sup> Analoga ampiezza di mandato riceveva il 19 aprile 1533 dal doge Andrea Gritti (1532-1538) il procuratore veneto Andrea Rosso, segretario ducale,<sup>64</sup> mentre, tra i rappresentanti le numerose parti in causa, oratori per Vicenza vennero eletti i dottori Ferdinando Thiene e Pietro Leoniceno.<sup>65</sup> Sull'altro versante, Pietro Alessandrino veniva designato a difendere gli interessi regi, affiancato dai procuratori Sigismondo

58. Per un inquadramento di tali traffici nel periodo considerato, vedi P. BRAUNSTEIN, *De la montagne à Venise: les réseaux du bois au XV<sup>e</sup> siècle*, «Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge-Temps Modernes», c. ii, 1988, pp. 761-799; IDEM, *Venezia e la Germania nel Medioevo*, in *Venezia e la Germania. Arte, politica, commercio, due civiltà a confronto*, Milano, Electa, 1986, pp. 35-49; K. OCCHI, *Vicende di mercanti nel Tirolo di antico regime (secc. XVI-XVII)*, «Geschichte und Region/Storia e regione», xi, 1, 2002, pp. 37-59; E. DEMO, *Traffici e mercanti lungo la strada di Germania, in 1500 circa. Landesausstellung 2000*, cit., pp. 467-471; G. CANIATO, *Commerci e navigazione lungo il Brenta*, in *Il Brenta*, a cura di A. Bondesan, G. Caniato, D. Gasparini, F. Vallerani, M. Zanetti, Verona, Cierre, 2003, pp. 255-272.

59. Vedi M. TALAMANCA, *Confini (Regolamento di)*. *Diritto Romano*, in *Enciclopedia del Diritto*, XLVII, Milano, Giuffrè, 1958-1993, VIII, pp. 954-955; v. PIANO MORTARI, *Arbitrato*, ivi, II, ad v.; M. FERRO, *Dizionario del diritto comune e veneto dell'avvocato Marco Ferro*, II, Venezia, Santini, 1845-1847<sup>2</sup>, I, ad v. *Confini*.

60. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 4v-5r: «Matthaeus Advocatus», «Matthaeus de Advocatis». Dopo la rotta di Agnadello e la caduta di Bergamo, Matteo Avogadro figurò nella delegazione di eminenti bresciani che il 23 mag. 1509 si recò a consegnare le chiavi della città a Luigi XII; vedi O. ROSSI, *Elogi storici di Bresciani illustri. Teatro di Ottavio Rossi*, Brescia, Bartolomeo Fontana, 1620, ad v. *Gian Giacomo Feroldo e Camillo Avogadro* (pronipote di Matteo); cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVII, col. 376, 26 dic. 1532: «...domino Mattio Avogadro dottor et cavalier, è qui [a Venezia] chiamato da quelli è sora i statuti, qual è cittadino di Brexa, in leze civil doctissimo...»; ivi, col. 617, 12 mar. 1533: il Senato decreta gli siano attribuiti duc. 120 al mese per le spese, 10 cavalli e 2 staffieri, per il suo trasferimento a Trento, in vista delle trattative con i Regi.

61. Ivi, c. 5r; cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVII, col. 558, lett. degli oratori veneziani a Bologna, 25 feb. 1533. Hieronymus Baldung, «iuris utriusque doctor», addottoratosi a Friburgo nel 1506, fu consigliere nel Governo dell'Austria Superiore nel 1510; sul personaggio e su altro omonimo, vedi R. STINTZING, *Baldung Pius Hieronymus*, in *Allgemeine Deutsche Biographie, auf Veranlassung und mit Unterstützung seiner Majestaet des Königs von Bayern Maximilian II. herausgegeben durch die Historische Commission bei der Königlichen Akademie der Wissenschaften*, LVI., Leipzig [poi München-Leipzig], Verlag von Duncker und Humblot, 1875-1912, II, pp. 19-20; ivi, IV, ad v., p. 794; P. G. BIENTENHOLZ, *Baldung Hieronymus Pius*, in *Contemporaries of Erasmus*, cit., I, ad v. Il Baldung morirà il 3 mar. 1534; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 5v, 146v-147r.

62. *Ibidem*: egli ricopriva la carica di «Praeses redituum extraordinariorum Status Mediolani».

63. Ivi, cc. 5v-6r. La scelta del superarbitro venne effettuata dal re dei Romani su una rosa di tre nomi proposti da Venezia, ovvero, oltre al Porro, il cremonese «Zuan Batista Speciano» e il pavese «Joan Angelo Opizon»; cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVII, col. 210, 13 nov. 1532. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», cc. 31v-33r.

64. Ivi, b. 149, «L. V.», c. 4r: «plenum, liberum et generale mandatum cum plena, libera et generali administratione ... tam in agendo quam in defendendo et excipiendo, capitulando vel positiones faciendo...». Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVII, col. 653, 24 mar. 1533: «...fu posto per li savi del Consejo e Terraferma: che a Trento ... sia mandà per nostro rappresentante il fedelissimo segretario Andrea Rosso, qual è stato altre fiade con ducati 70 al mese per spexe, meni con sé 4 cavalli et uno stafier ... Item, sia mandà per avvocato nostro domino Jacomo Florio dottor eccellente, stato altre volte in tal tractation ... et habbi per spexe ducati 70 al mese...». Il Florio era vicario del podestà di Padova, e ad esso i nunzi delle località interessate dalle vertenze avrebbero dovuto fornire ogni informazione; cfr. ivi, col. 638, 19 mar. 1533; ivi, xxx, ad indicem.

65. Ivi, c. 17, 21 apr. 1533. Sarà il Leoniceno a comparire con maggior frequenza negli atti congressuali.



Thunn, Raimondo di Norimberga, Niccolò Basileo, Girolamo Thoner, Girolamo di Attimis e Antonio Quetta.<sup>66</sup> In un secondo tempo i Pregadi, valutando lo sfavorevole squilibrio nel numero degli intervenienti, avrebbero dato commissione al podestà di Verona Zuan Dolfin, già in precedenza impiegato in complesse trattative confinarie, di affiancare il Rosso.<sup>67</sup> Arbitri e mediatore si riunirono a Trento l'8 maggio 1533.<sup>68</sup>

L'articolazione delle sedute si sarebbe attenuata a un'intelaiatura procedurale che, pur passibile di aggiustamenti in corso d'opera, avrebbe fatto seguire alla presentazione delle richieste delle parti, sorrette dai rispettivi capitoli per le prove testimoniali, le repliche e la proposta dei controinterrogatori avversari, per concludersi con l'escussione dei testi, mentre l'analisi dei titoli giuridici avrebbe costituito l'ultimo capitolo dell'assise prima dell'emissione delle sentenze.<sup>69</sup> Il dibattito, pur non deprimendo l'intervento delle comunità interessate, avrebbe inoltre fornito una mediazione progressivamente ristretta: alla presentazione delle cause da parte dei procuratori veniva fornito il patrocinio dell'oratore del principe, per sgomberare poi il campo alle decisioni del collegio arbitrale. La volontà di esprimere un giudizio in qualche modo definitivo è evidenziata dalla stessa scelta di concedere dilazioni a molti, specie tra i privati, che non potevano essere presenti a Trento in modo continuativo, escludendo *a priori* sentenze in contumacia e garantendo copia delle scritture in esame agli intervenienti; massiccia si sarebbe peraltro rivelata la produzione documentale.<sup>70</sup> Escluse le vertenze giudicate non pertinenti al giudizio arbitrale, il *conventus* avrebbe dovuto affrontare centoquindici cause tra pubbliche e private.<sup>71</sup>

66. Ivi, b. 150, «F. C.», cc. 30r-33v, 4 mag. 1533. Per quanto concerne il Thunn (1487-1569), consigliere regio a Innsbruck, vedi L. FERRARI, *Onomasticon. Repertorio biobibliografico degli scrittori italiani dal 1501 al 1850*, Milano, Hoepli, 1943, ad v. Raimund Ritter von Dornberg (†1541) era membro del Consiglio Camerale austriaco; vedi *Index bio-bibliographicus notorum hominum*, a cura di J.-P. Lobies, F.-P. Lobies, *Pars c, Corpus alphabeticum*, I, *Sectio generalis*, LVII, Osnabrück, Biblio Verlag, 1992, ad v.; cfr. *Indice Biografico Italiano*, a cura di T. Nappo, P. Noto, IV, München-London-New York-Paris, K. G. Saur, 1993, II, ad v. Girolamo Thoner, pretore di Rovereto nel 1532, apparteneva a famiglia nobiliare austriaca originaria della Val di Non; vedi G. TARTAROTTI, *Memorie antiche di Rovereto e de' luoghi circonvicini raccolte e pubblicate da Girolamo Tartarotti roveretano*, Venezia, Marco Cargnioni, 1754, p. 95; cfr. FERRARI, *op. cit.*, ad v.; l'*Indice Biografico Italiano*, cit., I, ad v. ricorda un Girolamo di Attimis, come «capitano» e «ambasciatore» (†1556); cfr. G. MAZZUCHELLI, *Gli scrittori d'Italia cioè notizie storiche, e critiche intorno alle vite, e agli scritti dei letterati italiani*, II, Brescia, G. Bossini, 1753-1763: I, II, ad v. Sul Quetta, vedi *infra*.

67. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 687, lett. di A. Rosso data a Trento, 12 set. 1533; cfr. ad *indicem*. Il Dolfin aveva già rappresentato Venezia nelle trattative con Nicolò di Trautmansdorf, commissario di Ferdinando I, per l'appianamento delle questioni confinarie tra Avio e Belluno Veronese; vedi *I Libri Commemorativi*, cit., XXI, n. 122, 19 apr. 1533.

68. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 5r; pochi giorni dopo gli agenti delle parti dovranno esibire le rispettive patenti di elezione, per dare avvio al negoziato. Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 171; ivi, col. 179: «Di Trento, di Andrea Rosso segretario, di 12 [mazo] ... li iudici udite la messa nel domo solenne del Spirito Santo ... se redusseno ne l'habitation dil magnifico Porro, chiamati tutti li intervenienti ... che hanno interesse ne le tractatione presente. Et il Porro per nome de li altri do iudici disse fusse esposto quanto si rizercava per l'una et l'altra parte, per poter intrar in la iudicatura...». La relazione ufficiale del congresso fu redatta dal segretario Petranigra; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 5r; le posizioni espresse dai Regi si trovano ivi, b. 148, «L. R.»; quelle venete ivi, b. 149, «L. V.»; gli atti di interesse comune ivi, b. 150, «F. C.»; ivi, b. 151, vol. tit. «1535. Liber de actis et sententiis in Conventu tridentino latis per arbitros super controversiis inter Serenissimum Romanorum Regem et Illustrissimam Rempubliam Venetam». Copie dei riscontri testimoniali in bcbvi: ms. Do.23, fasc. 3, «1533. Convento di Trento»; ivi: AT, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 7; ivi, b. 251 (= L. 199), *Montagne*, fasc. 8; ivi, b. 252 (= L. 200), *Montagne*, fasc. 5.

69. Vedi, ad es., SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 377, lett. di A. Rosso data a Trento, 25 giu. 1533; cfr., ivi, col. 477, lett. dello stesso data a Trento, 19 lug. 1533: «Hozì al tardi, questi comessarii regi hanno presentato le repliche et risposte a tutte le petition nostre et hanno hauto 10 di de tempo a farle, sono più de 30 petition, et li iudici ne hanno dà termine fino sabado a risponder, le vederemo...». Cfr. bcbvi: ms. Do.23, fasc. 3, «1533. Convento di Trento», c. 149v: «Die 19 iulii. Comparuit Magnificus Dominus Hieronimus Toner, ex comissariis regiis, et exhibuit infrascriptas responsiones, duplicationes et petitiones, quarum omnium data est copia Magnifico Domino Secretario et Sindico veneto, et statutus est ei terminus ad respondendum ad diem sabbati proximam futuram».

70. Va pure in tal senso interpretato l'accordo del 18 mar. 1535 «de scripturis edendis», sull'opportunità di affidare al solo superarbitro la mediazione sulle richieste incrociate di scritture, ad evitare la paralisi delle battute conclusive e decisive dell'assise. Tra le difficoltà da affrontare, infatti, vi erano l'accertamento che i richiedenti fossero effettivamente «pertinentes», e la tutela dei documenti da inopportune divulgazioni; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 156v-157v.

71. Un elenco dettagliato delle cause discusse, analiticamente ripartite in «composite; collate et disputate; reiecte» in HNSTAW: *Venedig, Varia*, Kt. 2, cc. 10 e 12r: si tratta di una «Listula causarum hactenus inter arbitros et superarbitrum disputatarum, et earum quae restant disputande», e della lista delle «cause disputande et conferende», allegate ad una lett. dei «deputati in negotio restitutionis» al re dei Romani, data a Trento, 20 feb. 1535.

Sin dalle prime battute si registrò una critica divergenza degli intervenienti sulla questione delle «innovata ... tam post capitulationem Wormatiae, quam pacem Venetiis inita»; la richiesta del segretario veneto di includere nelle discussioni anche tali «novità», trovava la viva opposizione dei rappresentanti regi, ben decisi a rinviarne la disamina ad un successivo giudizio ordinario.<sup>72</sup> In virtù di tale situazione, alcuni eccellenti personaggi, segnatamente i commissari Raimondo di Norimberga e il vicecapitano di Gorizia, godevano infatti «de le cosse innovate».<sup>73</sup> Proprio in concomitanza con il compromesso sull'esame di queste pendenze, da effettuarsi successivamente a quelle di più antica data, il Senato veneziano concesse la propria approvazione ufficiale ad arbitri e superarbitro.<sup>74</sup> Un confronto, questo all'apertura dei lavori, che consente di apprezzare in controtela, nonostante le prolungate assenze dal Trentino per i suoi impegni presso la corte ferdinanda, la presenza politica sostanziale di Bernardo Cles, referente privilegiato nei momenti in cui lo stallo negoziale esigesse un autorevole quanto decisivo intervento di mediazione.<sup>75</sup> Era infatti proprio il cardinale ad annunciare da Vienna – dopo un interminabile mese in attesa dell'autorizzazione di Ferdinando – «come il re suo signor è di questo innesso desiderio di ultimar le diferentie, et ha ordinato spazar la capitulation, si trati *de innovatis*».<sup>76</sup> Lettera che poneva un suggello all'opera di composizione alla quale il prelado era stato esplicitamente sollecitato dopo che, constatata la valenza ultimativa cui pareva essere assunta la questione, si era assistito ad un crescente coinvolgimento diplomatico: alle pressioni di Andrea Rosso sul nunzio pontificio presso il re, Pier Paolo Vergerio (1498-1565), era in effetti seguita la richiesta dei savi (avallata da «tutto il Conseio»), tramite l'oratore Marc'Antonio Contarini, di un intervento dell'imperatore presso il fratello, incalzata dalla risoluzione del Collegio di scrivere al Cles affinché incoraggiasse un esito favorevole.<sup>77</sup> Intervento, il suo, comunque non in grado di evitare l'impatto di parte di quella disposizione, rivelatasi al punto avversa agli intendimenti veneziani da far annotare al Rosso che, appena «udita, tutti noi stomacò».<sup>78</sup> E l'imprescindibilità del parere del cardinale in ogni decisione concernente gli interessi della Casa d'Austria non avrebbe tardato a palesarsi anche nel corso dell'assise, se, parallelamente alla priorità riconosciutagli dalla Serenissima tra i propri interlocutori nel caso di seri imbarazzi diplomatici, gli intervenienti regi individuavano in lui un riferimento al punto sicuro da garantire il disinnescamento degli intoppi prodotti dalle lungaggini venete nelle discussioni, anche laddove l'«auctoritas Maiestatis Regie» si fosse rivelata inefficace.<sup>79</sup>

72. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 7, 15 giu. 1533. I procuratori imperiali otterranno poi l'autorizzazione ad allargare le discussioni anche ai più recenti sviluppi delle vertenze; cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 180, lett. di A. Rosso data a Trento, 12 mag. 1533; ivi, col. 186; ivi, col. 193.

73. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 239, lett. di A. Rosso data a Trento, 26 mag. 1533.

74. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», cc. 5r-7v, 19 giu. 1533; ivi, b. 150, «L. P.», c. 7v, 23 giu. 1533.

75. Cfr. RILL, THOMAS, *op. cit.*, p. 82; R. TISOT, *Bernardo Cles pastore della sua diocesi*, ivi, pp. 123 ss.; BELLABARBA, *Il principato vescovile di Trento dagli inizi del XVI secolo alla guerra dei Trent'anni*, cit., p. 32.

76. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 377, lett. del Cles data a Vienna, 14 giu. 1533; col. 204, lett. di A. Rosso data a Trento, 20 mag. 1533.

77. Ivi, col. 204, lett. di A. Rosso data a Trento, 20 mag. 1533: «per esser [il Vergerio] suo amico ... el vogli aiutar la materia che quella Maestà mandi el poter azio se difenissa ogni contraversia». Fiduciario di Ferdinando I alla dieta di Worms, P. P. Vergerio nel 1533 era nunzio pontificio in Austria; ivi col. 212, 24 mag. 1533. Ivi, col. 237, 31 mag. 1533, in Collegio, si chiede all'oratore cesareo che scriva «et al re et al reverendissimo cardinal di Trento voi mandar mandato amplo iusta la capitulation», decidendo inoltre «scriver nui» al Cles. L'*impasse* era tale che il superarbitro e i commissari regi «vedendo il loro star qui per aspetar risposta dal Serenissimo re non fevano nulla, deliberono el zorno poi partirse per zorni 15 et andar a spasso» ognuno dalle proprie parti o dalla moglie; ivi, col. 239, lett. di A. Rosso data a Trento, 26 mag. 1533; cfr. ivi, col. 280, lett. dello stesso del 5 giu. 1533.

78. Ivi, col. 339, lett. di A. Rosso data a Trento, 15 giu. 1533: «...perché la contravien a la capitulation di Vormatia et tien la sia stà firmata qui a Trento»; l'Avogadro e il Florio, riuniti in un «consulto *de iure* disseno si dovesse oponer alla ditta». Si giungerà al compromesso di «terminar *innovata iuxta continentiam capitulationem et post pacem*», dopo l'attuazione da parte di Venezia dei capitoli della pace di Bologna sui pagamenti e sulle vertenze con il patriarca di Aquileia.

79. HHSTAW: *Venedig, Varia*, Kt. 1, c. 278r, lett. di «Arbiter et deputati» regi a Sigismondo Thunn, data a Trento, 28 mag. 1534.



Centralità di un ruolo, che la transitoria difficoltà nella sua parabola politica non poteva certo scalfire. Dopo l'irresistibile ascesa degli anni 1526-1533, attriti vieppiù sgradevoli con Ferdinando, specie sul fronte luterano, avevano in effetti maturato nel cardinale l'intenzione di rassegnare le dimissioni dagli incarichi di corte.<sup>80</sup> In questa fase, mentre il parere ostativo dei principi paralizzava per un anno la disamina delle vertenze friulane – per affrontare le quali arbitri e superarbitro si erano trasferiti a Gradisca (inizi di ottobre 1533-febbraio 1534) –,<sup>81</sup> il convegno veniva a focalizzare l'attenzione sul settore trentino-tirolese. Se i negoziati gradiscani avevano denunciato una volta di più la rigidità di un impianto congressuale pesantemente condizionato, non diversamente dal precedente veronese, da un torpore decisionale e comunicativo delle capitali capace di determinare il ristagno delle trattative, la morte dell'arbitro regio Baldung giungeva di lì a poco ad enfatizzare esponenzialmente tali limiti.<sup>82</sup> Un imprevisto, commentavano quasi stizziti i Pregadi, che «è stato impedimento manifesto alla ditta conclusione» delle «differentie nostre». <sup>83</sup> A quasi tre mesi di distanza, Ferdinando avrebbe conferito l'incarico arbitrale al cancelliere episcopale Antonio Quetta («uno delli principal advocati – si commentava nel Senato veneziano –, che havea defeso tutte le cause dal canto di sua Maestà et delli subditi suoi»),<sup>84</sup> non senza, peraltro, che tale lentezza suscitasse le lamentele dei Regi, a loro volta già indispettiti dal «renitens syndicus venetus», ben deciso a non sottoscrivere la ripresa delle discussioni più spigolose prima della formale investitura dell'arbitro.<sup>85</sup> Proprio al Quetta, insigne giurista ben gradito a Ferdinando, il quale ne aveva apprezzato la moderazione durante la sollevazione contadina del 1525 e che gli conferirà il diploma di nobiltà, il Cles aveva affidato l'oneroso incarico di por mano all'opera legislativa nel principato, oltre a missioni diplomatiche di sicuro rilievo.<sup>86</sup> In un momento forse poco propizio a decisioni rapide in un ambito marginale

80. Sul «conflitto di coscienza» manifestatosi a ridosso del rovescio asburgico nel Württemberg della primavera del 1534 (e alimentato dall'avversione politica del cardinale nei confronti di Clemente VII, oltretutto poco propenso all'idea conciliare), vedi RILL, THOMAS, *op. cit.*, in part. pp. 51-64, 83: alla metà del 1532 «l'autorità del Clesio è intoccabile, la sua presenza ... indispensabile ai due fratelli [d'Asburgo]. Per la Casa d'Austria era il garante di una politica imperiale e religiosa che non è incline né ad un rovesciamento luterano né anti-asburgico»; vedi anche TISOR, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario*, cit., pp. 116-122, 126-128; A. PROSPERI, *Clemente VII*, in *DBI*, xxvi, ad v., in part. pp. 256-257; cfr. PINCIO, *op. cit.*, p. 368; DEGLI ALBERTI, *op. cit.*, p. 482.

81. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 132v ss.: il trasferimento impegnò gli arbitri tra il 7 e il 18 ott. 1533; la «compositio» venne raggiunta il 12 nov. 1533 e seguita dal rientro a Trento il 13 feb. 1534, dopo che arbitri e mediatore avevano raggiunto un'intesa sulle vertenze attinenti al «pubblico», restando ancora da affrontare numerose cause private. I rallentamenti su questo fronte delle trattative si protrarranno tuttavia sino al feb.-mar. 1535, dato che la proposta d'intesa conobbe la bocciatura delle rispettive capitali, che costrinse gli arbitri a posporre il riesame alle questioni tirolesi.

82. Ivi, cc. 146v-147r: 3 mar.-27 mag. 1534.

83. Ivi: *Senato, Secreta*, reg. 56, cc. 49-50, delib. 4 lug. 1534, con cui, tra l'altro, ingiungevano al segretario Rosso di non «venir alla stipulation dello accordo, se prima non serano expedite le differentie particular ... et precipue questa de Aquilegia». Cfr. HHSTAW: *Venedig, Varia*, Kt. 1, c. 276, lett. dei negoziatori regi a Ferdinando I, data a Trento, 28 mag. 1534: tra le cause bloccate vi si menzionano quella di Carlo Trapp, per la prolungata assenza dello stesso signore di Beseno, e quella relativa alla restituzione del porto di Marano. Alla proposta di esaurire l'esame delle vertenze nell'arco di cinquanta giorni si opponeva l'incertezza della situazione determinatasi per la mancanza dell'arbitro regio.

84. Ivi, c. 53r, delib. 11 lug. 1534. Il Quetta fu nominato il 27 mag.; vedi ivi: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 146v-147r; cfr. ivi, «F. C.», cc. 33v-35r. Approvazione veneziana dell'arbitro con ducale 2 giu. 1534 del doge Andrea Gritti, ivi, «L. P.», cc. 147v-148r; ivi, b. 149, «L. V.», cc. 7r-8v.

85. Vedi HHSTAW: *Venedig, Varia*, Kt. 1, c. 280r, lett. dei «deputati in negocio restitutionis» al re dei Romani, data a Trento, 17 giu. 1534.

86. K. GANZER, *Clesio e la Riforma protestante*, in *Bernardo Clesio e il suo tempo*, I, cit., pp. 149-175; RILL, THOMAS, *op. cit.*, p. 78; RANIERI, *op. cit.*, pp. 281-285. Sul ruolo propulsivo degli statuti di Trento sulla produzione statutaria trentina, e in particolare roveretana, vedi ORTALLI, *Percorsi statutari trentini*, in *Statuti di Rovereto del 1425*, cit., pp. 31-47. Gli incarichi del Quetta, cui il Cles si era peraltro affidato a Roma per l'elezione al vescovado tridentino (1514), non si esauriranno alla morte del prelado: nominato consigliere imperiale, all'apertura del concilio di Trento sarà oratore di Ferdinando I assieme a Stefano Castellato. La sua fama giuridica è inoltre attestata dalle due edizioni dei suoi *Consilia* (Francoforte, 1601; Amburgo, 1609); vedi RANIERI, *op. cit.*, p. 283; BELLABARBA, *La giustizia ai confini*, cit., ad indicem. Per la contestualizzazione dell'atteggiamento del Quetta in relazione alla sollevazione del 1525, vedi G. POLITI, *Una rivolta di confine*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., pp. 193-207; F. CHIAROTTI, *L'insurrezione contadina del 1525 nell'analisi degli avvenimenti dell'Anania*, ivi, pp. 156-192.

come quello del convegno, la nomina del fedele collaboratore del prelado, che il ruolo istituzionale poneva, in definitiva, in una situazione di privilegiata padronanza dei nodi giurisdizionali vescovili, pare in certa misura ribadire il pur defilato controllo clesiano sugli sviluppi negoziali.

Un episodio ben più ponderoso avrebbe di lì a non molto suggellato il rientro a pieno titolo del cardinale sulla scena politica, relegando le trattative tridentine ai margini dei grandi eventi del momento. Tra il settembre 1534 e i primi di febbraio dell'anno successivo, probabilmente dopo che arbitri e mediatore avevano cominciato ad affrontare le vertenze minori,<sup>87</sup> si registrò la sospensione più prolungata del *conventus*. Il 21 settembre, infatti, «intellecta ... gravissima infirmitate» di papa Clemente VII, il Cles muoveva verso Roma conducendo con sé il proprio cancelliere e provocando l'interruzione dei «negocia».<sup>88</sup> Ogni altra questione veniva infatti accantonata di fronte alla necessità di concentrare le forze regie a sostegno della sua elezione alla tiara, in qualità di candidato ufficiale di Ferdinando.<sup>89</sup> Se, poi, rientrato dal conclave che aveva eletto Paolo III Farnese (1534-1549), si profilava la ripresa dell'assise,<sup>90</sup> agende di ben altro momento lo facevano richiamare immediatamente a Vienna presso Ferdinando per la discussione della pace col Turco.<sup>91</sup> Lasciati alle spalle tali impegni, il cardinale non mancava infine di sollecitare presso Francesco Sforza la partenza del mediatore Porro, «a ciò che secundo lo desiderio de la Maiestà Regia se possi tal negotio [di Trento] con celerità terminare...».<sup>92</sup>

Le frequenti assenze dal principato – paradigmatica, sotto l'angolatura congressuale, la sua stessa partenza mentre gli intervenienti giungevano in città –<sup>93</sup> non impedirono in definitiva al Cles di esercitare un'efficace opera di mediazione nelle fasi di più tesa divaricazione tra le parti, che spiega anche il superamento di ostacoli capaci di decretare il fallimento di precedenti appuntamenti diplomatici. Sul piano procedurale, comunque, le lungaggini che in breve impacciarono le trattative mostrarono oltre ogni dubbio di mal conciliarsi con la domanda di soluzioni certe in tempi ragionevolmente gestibili. Gli stessi intervenienti, visibilmente insofferenti di fronte ai reiterati scogli formali, specie «in publicis», e all'insostenibilità di attese che li costringevano ad «andar a spasso» per ammazzare gli snervanti tempi morti delle autorizzazioni superiori,<sup>94</sup> parevano implicitamente indicare l'opportunità di una maggior duttilità nell'impianto di simili conferenze, precorrendo i contorni del più agile Congresso roveretano del 1605, disamina a livello interstatale di controversie peraltro già definite a Trento nelle loro coordinate strutturali.

87. Le cause non pertinenti vennero escluse dal Congresso; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», cc. 153v-154r, 14 set. 1534; ivi, c. 150v, 25 giu. 1534.

88. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 154, 21 set. 1534. Il 15 set. il Cles scriveva a Francesco Sforza: «Essendomi bisogno ... partirmi de qui per andar a Roma, ho voluto condur meco il mio Cancelliere, per essermi l'opera sua necessaria...». In TISOT, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario*, cit., p. 184, n. 53; cfr. DEGLI ALBERTI, *op. cit.*, p. 481; F. V. BARBACOVÌ, *Memorie storiche della città e del territorio di Trento*, Trento, Panorama, 1990 («Lecture trentine e altoatesine», LXXII-LXXIII, rist. anast., con introduzione e note di A. Chemelli, del t. II della 1ª ed. Trento, Monauini, 1824), pp. 107-108.

89. Progetto che riscuoteva la convinta adesione dell'ancor giovane nunzio Pier Paolo Vergerio, e che aveva già mobilitato il supporto finanziario dei Fugger; vedi RILL, THOMAS, *op. cit.*, p. 59; RILL, *Cles Bernardo*, cit., p. 407; TISOT, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario*, cit., pp. 122-126; BARBACOVÌ, *op. cit.*, p. 108.

90. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 154v: convocati per il 1º dic. 1534, i lavori riprendevano verso la fine del gen. seguente, giacché «supervenit Magnifici D. Matthaei Advocati arbitri veneti infirmitas...». Cfr. TISOT, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario*, cit., p. 127; pp. 186-188, nn. 57, 59, 62, 63.

91. Cfr. PINCIO, *op. cit.*, pp. 362-363.

92. Lett. del Cles, 14 ott. 1534, in TISOT, *Ricerche sulla vita e sull'epistolario*, cit., p. 187, n. 57.

93. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 82, lett. di A. Rosso, 22 apr. 1533.

94. Ivi, col. 239 (vedi *supra*, nota 77). Non senza tentazioni di tipo 'turistico'; cfr. ivi, col. 280, lett. di A. Rosso data a Trento, 5 giu. 1533.

## 3. LE VERTENZE DI MARCESINA E DELLE LASTE NELLE ISTANZE DELLE PARTI

«*Tandem*, quando a Dio ha piacesto, è stà dato principio [al *conventus*]:<sup>95</sup> così il Sanudo, nel riferire il contenuto di una missiva del segretario Rosso, una volta superata la strettoia delle innovazioni seguite ai trattati. Dopo la lunga fase preliminare, le discussioni non tardarono in effetti ad entrare nel vivo.

Spartiacque storico, gli avvenimenti bellici del 1508-1509 avrebbero costituito il riferimento obbligato delle scritture prodotte al convegno, ora ad indicare il punto d'avvio di propensioni aggressive contro le giurisdizioni venete, ora a giustificare il recupero di possessi a lungo rivendicati da parte arciducale; in ogni caso, crisi parossistica nel già difficoltoso vicinare. Guerra dunque vissuta e interpretata *a posteriori* come evento dagli effetti dirompendi sui nodi irrisolti tra comunità frontaliere, cesura colta sul piano di giustificazioni squisitamente locali. Significativamente, la linea guida sottesa ai compendiarî *capitula* vicentini si concentrava sugli appetiti territoriali dei contermini, laddove si segnalava la conversione del precedente atteggiamento di rispettosa osservanza dei confini distrettuali su Marcesina in quello di un allargamento perpetrato attuando «multos actus possessorios, tamen illicitos, clandestinos et violentos; et extorsorunt varias summas denariorum a conductoribus montanee pro dicta Magnifica Communitate Vincentie».<sup>96</sup> Se parole pressoché identiche l'oratore Leoniceno avrebbe di lì a poco impiegato per la montagna delle Laste, contesa da Carlo Trapp (†1550), cavalier aurato e signore di Beseno, e dai suoi fratelli, la lista degli «octo gravamina Magnifice Communitatis Vincentie et civium et districtualium suorum», presentata il 27 giugno 1533 assieme a Ferdinando Thiene, accomunava le giurisdizioni montane in un disegno di aggressioni e sopraffazioni quasi sinergicamente concertate dagli Arciducali su diversi tratti del confine. Donde la richiesta dell'inibizione ad ogni turbativa straniera e della reintegrazione della città «in sua pristina, quieta et pacifica possessione» dei siti «prout erant ante bellum», oltre che del risarcimento di «omnes fructus, redditus et utilitates» percepiti grazie al loro indebito sfruttamento.<sup>97</sup> Scontata, ad ogni modo, la piena rispondenza tra ordine gerarchico delle «differenze» e appetibilità economica dei luoghi in esame. Se Marcesina occupava, e avrebbe anche in seguito occupato, un posto prioritario, sarebbe difficile trovarne spiegazione più pregnante delle parole usate verso il 1602 dagli oratori berici Giulio Cesare Valmarana e Guido Arnaldi in un'«informazione» ai savi, che descriveva questa montagna come

la maggior, la più bella, la più utile di quante possede la medesima città di Vicenza, et che contiene in sé particolari importantissimi et concernenti in varii modi l'interesse di Sua Serenità. Di prima è la maggior, perché per il suo ambito circonda 20 miglia in circa; è la più bella, perché ha forma in sé vaghissima di teatro, cinta d'intorno d'altissimi et foltissimi boschi; è la più utile, perché oltre la

95. Ivi, col. 546, lett. di A. Rosso data a Trento, 6 lug. 1533. Le parti provvidero ad eleggere il cremonese Francesco Petranigra, notaio imperiale e cancelliere del duca di Milano Francesco Sforza, come «secretarius ipsius processus», incaricato di redigere la relazione ufficiale dei lavori; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 5r; cfr. ivi, cc. 153v-154r. Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 256, lett. di A. Rosso date a Trento, 2 e 3 giu. Il Petranigra si assenterà dal congresso solo tra il 13 dic. 1533 e l'ultimo di feb. 1534, sostituito dal «N. D. Hieronymus Ghisulphus».

96. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 18: si sostiene infatti il quieto e pacifico possesso vicentino di Marcesina e sue pertinenze «nisi quod ingruente postea bello, a tempore belli citra fuit turbata et de praesenti turbatur clam et aliquando violenter ... a dominis de Ivano et a communi et hominibus de Grigno eorum subditis».

97. Ivi, cc. 18r-21v: Campoluzzo, Melegna e Pioverna rivendicati dai conti Velo, assieme ai boschi del monte Bisorte e ad un livello di L. 17 vicentine da parte di Folgaria; monte Melignone rivendicato dai canonici regolari di S. Bartolomeo di Vicenza; i monti Toraro, Campomolon e Campedello spettanti a Vicenza attraverso i suoi livellari di Arsiero; Campo Bruno spettante a Giovanni Michele de Norris di Cornedo e Marc'Antonio q. Francesco Basso, come eredi del q. Iacopo de Norris di Cornedo e del q. Perini de Pirl di Recoaro. Gli Arciducali sono indicati come «contumaces et contemptores regiorum mandatorum»; cfr. BCbVI: ms. Do.23, fasc. 3, «1533. Convento di Trento», cc. 120r-132v. Si noti che circa l'opportunità di accondiscendere alla richiesta dei molti sudditi circa la restituzione degli usufrutti, l'Avogadro suggeriva una soluzione in tempi rapidi; vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 359, lett. di A. Rosso data a Trento, 20 giu. 1533. I savi si sarebbero poi pronunciati perché il Rosso avanzasse tali istanze; vedi ivi, col. 374, 26 giu. 1533.

rendita dell'istessi boschi non mediocri, per il suo piano delizioso et amplissimo si pascono 1500 vacche. È particolare importantissimo della medesima montagna il passo celebre della Pertica, picciol et angusto sentiero nel roverscio della detta montagna di Marcesina a canto Campo Capra, per il qual s'apre et serra a beneplacito degl'habitanti, quando però non è contradditto l'ascesa et discesa della montagna...<sup>98</sup>

Prefigurando l'asprezza dei toni del confronto, gli agenti regi, a nome del capitano di Ivano e degli uomini di Grigno, fecero precedere la dichiarazione del possesso continuativo, ancorché non indisturbato, dei Grignati su parte di Marcesina, da una formale richiesta di inammissibilità della vertenza, con cui si ricusava a tutti gli effetti la competenza stessa dell'assise sulla questione, «cum causa ipsa non sit de comprehensis in compromisso, nec capitulatione wormatiensi et auctoritate vobis data», giacché «fuerit in controversia ante proximum preteritum bellum per multos annos, ut notorium est a parte adversa negari non potest».<sup>99</sup>

Nonostante la posta in gioco su Marcesina, l'avversario con ogni probabilità più ostico per Vicenza doveva rivelarsi, almeno inizialmente, quel Carlo Trapp che nel 1508 Massimiliano I aveva messo alla testa delle avanguardie imperiali con Giorgio Lichtenstein, nel tentativo di occupare i Sette Comuni. L'urgenza di venire a capo di una diatriba che aveva da ultimo danneggiato i conduttori vicentini delle montagne con sequestri di bestiame, pareva trovare sostanza nella ruvidezza stessa di un uomo che, oltretutto commissario ai confini veneti dal 1525, il Rosso dipingeva senz'altro come «un diavolo infernal su quel di Vicenza»; tratti di un'orgogliosa pervicacia d'altronde coerente con la statura del personaggio, il quale, probabilmente nel novero dei capitani impegnati nell'assedio di Padova del 1509, aveva presenziato, undici anni più tardi, all'incoronazione di Carlo V ad Aquisgrana, legando poi il suo nome anche alle commissioni arciducalivescovili incaricate di ridurre all'ordine i rustici insorti in Valsugana.<sup>100</sup> Rivendicazioni riguardo a numerose aree al confine con il Vicentino, il Trapp aveva avanzato prima del conflitto cambraico, con particolare ostinazione, non diversamente dal padre Jacob, sul versante di Folgaria.<sup>101</sup> A Trento, egli era in effetti impegnato anche contro i conti Velo, i canonici di S. Bartolomeo e la comunità di Arsiero.<sup>102</sup> Se, dopo aver eccepito a

98. Ivi, b. 113, c. 61r, copia semplice, s.d. [ma ca. 1602]; copia anche ivi, b. 117 cc. n.n. Giulio Cesare Valmarana (1541-1621), più volte oratore e ambasciatore vicentino, fu spesso investito di questioni confinarie, in particolare al Congresso di Rovereto del 1605. È autore del trattatello cavalleresco *Modo del far pace in via cavaleresca e christiana per sodisfattion di parole, nelle ingiurie frà privati del signor Giulio Cesare Conte di Valmarana e Cavalier del Senato*, Vicenza, Amadio, 1619; vedi ANGIOLGABRIELLO DI SANTA MARIA [PAOLO CALVI], *op. cit.*, VI, p. 60; E. FRANZINA, *Vicenza. Storia di una città (1404-1866)*, con la coll. di Neri Pozza, Vicenza, Neri Pozza, 1980, pp. 450-451; RUMOR, *Il blasone vicentino*, cit., p. 197; G. B. DI CROLLALANZA, *Dizionario storico-blasonico delle famiglie nobili e notabili italiane estinte e fiorenti compilato dal commendatore G. B. Di Crollalanza*, III, Sala Bolognese, Arnaldo Forni, 1986 (rist. anast. dell'ed. Pisa, 1886-1889), ad v. Guido Arnaldi, eletto nell'apr. 1600 come uno dei presidenti alle montagne, due anni dopo difenderà con lo stesso Valmarana, Odorico Capra e il dott. Giovanni Francesco Muzzano gli interessi cittadini in vista di una composizione negoziale a Vicenza (commissione Ferramosca-Graziadei); vedi BCBVI: AT, reg. 866, (= *Libro delle Parti*, 4), c. 386v, 19 apr. 1600; ASVE: *Prov. Conf.*, b. 116, cc. n.n., dispacci dei rettori di Vicenza, 8 e 9 ago. 1602; cfr. anche ivi, b. 117, dispaccio 7 ago. 1602.

99. Ivi, b. 148, «L. R.», cc. 6v-7r, 4 lug. 1533; copia anche in BCBVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 132v-138r.

100. Vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 273, lett. di A. Rosso data a Trento, 8 giu. 1533; cfr. ivi, col. 280, lett. dello stesso, 5 giu.; ivi, col. 500, 23 lug. Notizie su Karl Trapp, figlio di Jacob Trapp e Barbara Matsch, in MONDANI BORTOLAN, *op. cit.*, pp. 19-21; sulla spedizione guidata sulle montagne vicentine, vedi CETTO, *op. cit.*, pp. 219-220; cfr. MONTESE, *Storia di Schio*, cit., p. 369. Un «Carlo Tropp» (sic) menziona Antonio Medin citando la «lista dei capitani del campo nemico» dalla *Cronaca* di G. ZUGLIANO, in *La obsidione di Padova nel MDIX. Poemetto contemporaneo. Ristampato ed illustrato da Antonio Medin*, Bologna, Commissione per i testi di lingua, 1969 (rist. fotomecc. dell'ed. Bologna, Romagnoli, 1892), p. 190; cfr. p. 384, XI-L [con notizie anche su G. F. Buzzacarini]; su *La obsidione* e il suo probabile autore, Bartolomeo de Cori (o Cordo), vedi G. FABRIS, *Cronache e cronisti padovani*, introduzione di L. Lazzarini, Cittadella, Rebellato, 1977, pp. 195, 205, 208. Sulla sua attività come commissario nella guerra rustica, vedi CETTO, *op. cit.*, pp. 280, 293-297; RILL, *Storia dei conti d'Arco*, cit., pp. 103, 127.

101. Cfr. BOTTEA, *op. cit.*, pp. 30 ss.

102. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», cc. 141 ss. Il 26 lug., infatti, Bonzilio Velo, «nomine suo et consortorum», e gli oratori berici indicavano le Laste come montagna vicentina, goduta «in quiete et pacifica possessione», specie negli anni tra il 1506 e il 1509, asserendo che gli uomini di Velo, Arsiero e Tonezza erano soliti procurarvisi legname a nome della città di Vicenza, prima della guerra di Cambrai. Si puntualizzava che, al contempo, i conti godevano del pacifico possesso

sua volta al mandato avversario sull'ammissibilità della causa delle Laste, egli giungeva anzitutto a schernire la «manifesta contrarietas» nell'impianto logico della petizione berica – «quia qui in sua possessione se turbare dicit, se et non alium possessorem presupponit, et ideo frustra et perperam petit possessionem sibi restitui» –,<sup>103</sup> era però all'introduzione del concetto di *bellum iustum*, da leggersi anche come proiezione dei significati locali degli eventi bellici, che avrebbe sostanzialmente affidato le sorti della propria linea congressuale, in sintonia con la tesi dei Trapp al Congresso di Verona.<sup>104</sup> Montagne, insomma, «iure iusti belli recuperata[e]», su cui i signori di Beseno avevano esercitato un possesso continuato *ab immemorabili*, perciò di loro giurisdizione e dominio;<sup>105</sup> la loro appropriazione, svincolata da ogni presunta *voluntas* bellicistica, veniva in tal senso risolta sul terreno di una legittima reintegrazione territoriale, della riparazione di un torto subito. Una 'retta intenzione', in definitiva, pienamente aderente alle prescrizioni del pensiero giuridico romano, rivisitate e precisate dal pensiero cristiano.<sup>106</sup> La giurisdizione dei Trapp doveva trovare ulteriore puntello nella pregressa competenza roveretana, e non vicentina, sulle montagne nelle pertinenze di Folgaria, ciò che avrebbe dovuto ribadire la legittimità degli acquisti, riuniti «antiquo dominio».<sup>107</sup>

Guerra che, sul versante berico, assumeva specularmente i contorni dell'occasione a lungo attesa dai signori di Beseno per strappare i possessi cittadini.<sup>108</sup> Opposizione frontale, quella adottata dai rappresentanti vicentini, in cui la denuncia dell'acquisizione «viciosa, clandestina et violenta» delle Laste e delle montagne vicine avrebbe mirato alla delegittimazione di ogni addentellato al *bellum iustum*, giacché «in clandestine et violenter rem ab alio possessam invadente semper presumitur mala fides».<sup>109</sup>

delle montagne di Melegna, Campoluzzo e Pioverna, che erano soliti affittare e far pascolare. I canonici di S. Bartolomeo rivendicavano dal canto loro il possesso di metà del monte Melignone. Venivano denunciati «varia impedimenta» arrecati «in bello et a bello citra» dal Trapp e i suoi fratelli, i quali peraltro «non permisserunt dictum commune [Folgaride] et homines solvere dictos affectus librarum decem septem et convivorum» agli stessi conti Velo per il bosco di Bisorte; cfr. BCbVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 163r-171v; ivi, cc. 156v-158v; capitoli dei Velo circa il bosco di Bisorte. I monti Campoluzzo, Melegna, Bisorte erano già stati dichiarati «membra civitatis» dai Veneti al Congresso di Verona; vedi ivi: AT, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», c. 18v.

103. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 7. La richiesta vicentina veniva bollata come «libellus male conceptus».

104. In quell'occasione gli oratori regi sostennero infatti che i signori di Beseno all'inizio del conflitto «recuperarunt montem de Folgaria antiquitus spectante ad arcem et nobiles Beseni predictos cum omnibus pertinentiis suis, in quibus posita est dicta montanea de Lastis»; analogamente per i monti Campoluzzo, Melegna, Bisorte, pure posseduti durante il conflitto e al tempo della tregua; vedi BCbVI: AT, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, f. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», c. 14r, 15 gen. 1520.

105. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 8r. Cfr. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, coll. 309-310, lett. di A. Rosso data a Trento, 11 giu. 1533: «Il signor di Besen fo da li magnifici iudici ... dicendo haver recuperà queste montagne come cosa sua, *iure iusti belli* ... Lui disse quelli da Vicenza pendente lite erano venuti su quelle montagne, a la fin disse restituirà li animali tolti con certe condition...»; cfr. ivi, XXVIII, coll. 99-100, «Exemplum» del 15 gen. 1520.

106. Cfr. ISIDORUS, *Orig.*, 18, 1, 2: «Iustum bellum est, quod ex edicto geritur de rebus repetitis aut propulsandorum hostium causa», in linea con le condizioni fissate da Tommaso per la giustizia di un conflitto. Sul concetto di 'guerra giusta', cfr. M. SORDI, *Bellum iustum ac pium*, «Contributi dell'Ist. di Storia Antica», XXVIII, Milano, Vita e Pensiero, 2002, pp. 3-11; G. DUBY, *La domenica di Bouvines. 27 luglio 1214*, trad. it. di G. Vivanti, Torino, Einaudi, 1977, pp. 70 ss.; F. CARDINI, *Quell'antica festa crudele. Guerra e cultura della guerra dall'età feudale alla Grande Rivoluzione*, Milano, il Saggiatore, 1988, pp. 293-344; U. GORI, *Guerra*, in *Dizionario di politica*, dir. da N. Bobbio, N. Matteucci, G. Pasquino, Torino, TEA, 1990, *ad v.*, in part. pp. 479-481; cfr. M. ELIANTONIO, *Guerra*, in *Encicl. Feltrinelli-Fischer*, XXVIII, II, *Scienze Politiche. Relazioni internazionali*, a cura di L. Basso, Milano, Feltrinelli, 1973, p. 239. Dopo la distinzione agostiniana tra guerra giusta e ingiusta, è a Tommaso che va ascritta la teorizzazione delle condizioni di una guerra giusta (dichiarazione di guerra da parte di autorità legittima, giusta causa, retta intenzione del belligerante).

107. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 148, «L. R.», c. 8; si richiedeva pertanto che «per talem restitutionem nude naturalis possessionis, non fiat sibi aut nepoti aut iuribus eorum aliquod preiudicium in petitorio, sed salvum sit omne ius eorum...».

108. Ivi, b. 149, «L. V.», c. 67; vedi anche b. 150, «L. P.», c. 26r.

109. *Ibidem*. Al Congresso di Verona, l'oratore veneto aveva infatti replicato agli avversari che la montagna delle Laste «per antiquissima tempora emptam et acquisitam a decano et hominibus allegati montis seu ville de Folgaria, et postea per tandem comunitatis ab ipsis hominibus eodem precio servatis servandis et iuridice recuperatam virtute statuti vicentini, disponentis bona immobilia posita in agro et pertinentiis vicentini districtus non posse emi aut acquiri per forenses, et usque ad proximum bellum per comunitatem ipsam pacifice et quiete possessam». Pertanto i Cesarei non avevano «nec titulum, nec possessionem et minus iurisdictionem»; vedi BCbVI: AT, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 2, «Processus Conventus Verone n. 8», c. 17v, 25 gen. 1520, «replicationes» dell'oratore veneto. Riguardo all'acquisto vicentino delle Laste, cfr. ivi b. 693 (= calto 24), fasc. tit. «Exemplum unius Pollice[e] manu qn. Magnifici Equitis et Doctoris Domini Iacobi



Convinto da un dispositivo arbitrario alla restituzione del bestiame sequestrato, il Trapp era chiamato a rintracciare il filo di continuità nell'esercizio dei suoi diritti che, reciso dalle armi veneziane, asseriva esercitare «bona fide et iusto titulo pheudali Ecclesie tridentine»;<sup>110</sup> e, a difenderlo sull'importuno terreno della malafede, gli agenti regi testimoniarono che nel periodo *ante bellum* Folgaria con le Laste, poste «infra cuius montanee [Fulgaride] fines et terminos», «tenebatur ... et possidebatur nomine Domini Illustrissimi Venetorum, supposita tunc iurisdictioni Rovereti», in una ricostruzione in cui si dichiarava di ignorarne i possessori attuali.<sup>111</sup> Ma è soprattutto la lettura del clima politico della guerra, nei suoi risvolti ideologici e propagandistici, a rinvenire accenti di drammatica rilevanza. Di fronte alla potenza del vicino veneziano i Trapp non avevano potuto che confessarsi «impotentes ... ad errigendum cervicem»; quale occasione migliore allora delle convulse giornate che videro i Veneti «execti ex Valle Lagari», per il recupero di un diritto «quod suum fuerat et a suis predecessoribus Castri Biseni possessum»?<sup>112</sup> Si precisavano insomma i contorni di un *bellum* che, dichiarato *iustum* nelle sue motivazioni generali, rintracciava la propria puntuale *iustitiam* su scala locale nel ristabilimento di una situazione irragionevolmente stravolta dalla rapace irruzione marciana in territori anticamente estranei al suo controllo. Immagine non solo non isolata, ma perfettamente coerente con il sostenuto confronto propagandistico che fece da strascico alla guerra retica, e che il contenuto di libelli come il *Bellum ducis Sigismundi contra Venetos* di Burcardo di Andwil doveva aver ampiamente contribuito a diffondere in terra tirolese.<sup>113</sup> Ed è significativo constatare la corrispondenza lessicale, oltre che concettuale, tra i sottintesi delle argomentazioni del Trapp e il conflitto in quell'opera imperniato «odio innato perpetuoque» tra le forze sane della *gens Austria* e la corrotta e insaziabile genia dei Veneti: il *bellum iustum* si profilava in tal senso come l'impresa condotta a termine dal valoroso arciduca Sigismondo che «primus omnium iugo cervices nostras liberavit»,<sup>114</sup> quello stesso giogo che ora i dinasti di Beseno ribadivano scosso, non senza averne subito impotenti l'oppressione. Il concetto di guerra come ristabilimento dei valori di lealtà e purezza, contro l'astuzia e la vigliaccheria di un nemico che l'umanesimo tirolese agghiacciava significativamente al mito antenoreo,

de Tridento tradite per Spectabilem Legum Doctorem Dominum Franciscum eius filium, die 27 octobris 1519...», che cita uno «Instrumentum acquisitionis montanee Lastarum nomine communitatis Vicentie, die 11 septembris 1448, manu Donati Baffo coadiutoris ad officium gubernatoris et Iohannis Pata scribe ad dictum officium, registratum per Danielelem de Ferretto, die 26 septembris 1448».

110. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 148, «L. R.», c. 28v, 19 lug.; cfr. BCbvi: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 151v-152r. La commissione di «sapientes viri ... cives tridentini» incaricata nel 1339 di indicare nel *Libro delle designanze* i confini del comune di Trento citava tra i suoi beni «totum drossum Rubei a Lastis ad Roveredum» e gli «horti super Lastis»; vedi BCtN: *Archivio Consolare, Atti civici*, n. 3546, «Libro delle designanze e dei confini dei beni del comune di Trento», c. 25v, cap. 115; c. 29v, cap. 136. La restituzione del bestiame avvenne con «segurtà o pegno qui de raines 25 per satisfar li danni, et cussì le parte è restà satisfate»; vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 477, lett. di A. Rosso data a Trento, 19 lug. 1533.

111. Ivi, c. 77, 1° ago. 1533.

112. Ivi, c. 78: «...scire etiam quod mons Lastarum possidebatur pacifice sine molestia ipsorum dominorum de Biseno, qui licet ius haberent, prout et nunc habent, in dicta montanea Fulgaride et eius finibus et terminis, impotentes tamen erant ad errigendum cervicem contra Illustrissimum Dominium Venetorum, sed ignorant possessores montis Lastarum...». Su taluni adagi antiveneziani diffusi in area trentina durante la guerra veneto-retica, cfr. W. BELL, N. FEDRIGOTTI, D. LOSS, *Storia della gente trentina*, I, Venezia, Marsilio, 1977, p. 103. Sul significato militare del conflitto, vedi P. PIERI, *La crisi militare italiana nel Rinascimento nelle sue relazioni con la crisi politica ed economica*, Napoli, Ricciardi, 1934, pp. 275 ss.

113. Cfr. BURCARDO DI ANDWIL, *Bellum Venetum, Bellum ducis Sigismundi contra Venetos (1487), Carmina varia*, a cura di M. Welber, Rovereto, Accademia Roveretana degli Agiati, 1987 («Rerum Tridentinarum Fontes», II); ZOTTI, *op. cit.*, I, pp. 349-375. Canonico della chiesa collegiata di S. Pelagio di Bischofszell, Burkhard era stato studente e procuratore della *natio germanica* all'Università di Bologna, dove aveva iniziato a comporre le sue opere. Sul *battage* propagandistico connesso al conflitto veneto-retico, vedi P. BRAUNSTEIN, *Confins italiens de l'Empire: Nations, frontières et sensibilité européenne dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle*, in *La Conscience Européenne au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle*, «Collection de l'École Normale Supérieure de Jeunes Filles», XXII, Paris, 1982, pp. 38 ss.; G. COZZI, *Politica, società, istituzioni*, in *Storia d'Italia*, dir. da G. Galasso, XII, I; G. COZZI, M. KNAPTON, *La Repubblica di Venezia nell'età moderna. Dalla guerra di Chioggia al 1517*, Torino, UTET, 1986, p. 71; S. LUZZI, *I tedeschi di Trento e la battaglia di Calliano, in 1500 circa. Landesausstellung 2000*, cit., pp. 423-427; BELLABARBA, *Una nuova frontiera per l'impero*, cit., pp. 433-437.

114. Ivi, p. 158.



è quello stesso che sorregge anche l'impianto costruttivo del *De bello Veneto* di Konrad Wenger (†1501), il quale, nell'intento di confutare la prospettiva antitedesca del *De bello Roboretano* di Iacopo Caviceo (1443-1511),<sup>115</sup> muoveva peraltro dalla considerazione che quest'ultimo, «digressus extra genus demonstrativum ad genus iudiciale prosiliens, non quid iure belli actum pro et contra sit, sed quid eque vel inique factum arbiter censet et diiudicat, quod longe est ab officio hystoriam texere volentis».<sup>116</sup> Dunque, un'opera di ristabilimento della verità effettuale, che si intendeva qui affermare con il ricorso al *ius belli*. Questo, probabilmente, il bagaglio ideologico e retorico sotteso pure ai toni revanchistici dei Trapp. In tale ottica, i Vicentini non apparivano solo come turbatori della loro giurisdizione, ma anche nemici di un equilibrio locale incardinato su assetti intangibili, più ancora, la proiezione di un nemico ideologico proteso all'espansione. Ed è anche al dispiegamento di questo consolidato apparato propagandistico che occorre forse riferirsi per rinvenire talune matrici della durezza repressiva reciprocamente messa in atto ai confini, soprattutto dalla metà del XVI sec., contro pastori e boscaioli accusati di sconfinamento. Al convegno tridentino, tale approccio appare tanto più significativo in quanto chiamato a sorreggere una linea argomentativa strettamente connessa all'insidioso terreno di una causa, quella dei diritti su Folgaria, che aveva in più occasioni registrato lo scontro dei Trapp con questa stessa comunità, sullo sfondo delle vertenze legate agli antichi feudi di Marcabruno di Castelbarco, e lasciata da ultimo in sospenso nel 1505.<sup>117</sup>

Diatrìbe in ogni caso annose, come dimostrava il confronto sul caso non meno spigoloso di Marcesina, dove si registrava l'opposizione tra città berica da un lato, capitano di Ivano (sul piano della giurisdizione) e comunità di Grigno (sotto il profilo del dominio utile) dall'altro. Erano gli stessi oratori vicentini ad ammetterlo, per la prima volta, il 10 luglio, con l'adozione di una formula che, al di là dell'asserzione del pacifico possesso cittadino *ante bellum*, non valeva se non parzialmente a filtrare l'impressione del riconoscimento di un controllo tutt'altro che indisturbato dell'area, anche prima delle stesse turbative contestuali alla guerra, e nonostante il tentativo di sminuirne la pregnanza con l'equazione tra il susseguente incontrastato possesso e la rinuncia ad ogni pretesa da parte arciducale.<sup>118</sup> Né il successivo richiamo ai trattati seguiti al conflitto – i quali, prevedendo la reintegrazione e conservazione dei sudditi di entrambe le parti

115. K. WENGER, *De bello Veneto inter Venetos et Sigismundum Austrie archiducem gesto libellus*, 30.IX.1488, HHStAW: Hs. Weiss 1124 (S. Nf. 1361). Cf. K. WENGER, *Belligraphia cum Apologetico inter Sigismundum Archiducem Austriae et Dominium Venetum*, in *La guerra Veneto-Tirolese del 1487 in Vallagarina. Fonti narrative del XV e XVI secolo raccolte e tradotte da Pio Chiusole*, a cura di P. Chiusole, Calliano, Accademia Roveretana degli Agiati, 1987 («*Rerum Tridentinarum Fontes*», 1), pp. 39-46; I. CAVICEO (CAVIZZI), *La guerra di Rovereto*, ivi, pp. 7-25. Cf. *La guerra roveretana scritta da Jacopo Caviceo da Parma*, in ZOTTI, *op. cit.*, 1, pp. 475-497. Wenger fu dottore in legge *licentiatus in decretis*, canonico del duomo di Bressanone, nonché ambasciatore a più riprese per l'arciduca Sigismondo. Sacerdote e notaio, il Caviceo fu al servizio della nobile famiglia parmense dei Rossi e poi del doge Marco Barbarigo (1484). Fu in seguito vicario delle diocesi di Rimini, Ravenna, Firenze e Siena; è autore di tre dialoghi umanistici e del romanzo *Il libro del Peregrino* (Parma, 1508); vedi L. SIMONA, *Caviceo (Cavizzi) Iacopo*, in *DBI*, XXXIII, ad v.; A. TISSONI BENVENUTI, *Quattrocento settentrionale*, Bari-Roma, Laterza, 1972 («*Letteratura Italiana Laterza*», 15), pp. 195-198. Sull'uso del mito antenoreo in area tirolese, vedi M. WELBER, *La cultura di Burcardo contro il mito di Venezia*, in BURCARDO DI ANDWIL, *op. cit.*, pp. xxv-xxxviii; per la decodificazione e lo sfruttamento propagandistico di questo mito sin dall'età micenea, vedi L. BRACCESI, *La leggenda di Antenore dalla Troade al Veneto*, Venezia, Marsilio, 1997.

116. A questo riguardo va notato che il termine «arbiter» in WENGER, *De bello Veneto inter Venetos et Sigismundum*, cit., HHStAW: Hs. Weiss 1124, c. 17, riga 27, margine dx., appare integrazione di mano diversa e non compare nel testo curato da Chiusole sulla scorta dell'ed. settecentesca dello Struvio.

117. Nel 1505, sulla base delle investiture dei Castelbarco, il signore di Beseno aveva infatti avanzato richieste territoriali alla Serenissima su alcuni pendii presso Folgaria; Venezia aveva in quell'occasione investito del caso il podestà di Rovereto Gian Francesco Pisani; vedi BOTTEA, *op. cit.*, p. 30.

118. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 65, 17 lug. 1533: «...quamvis, ut dicitur, fuisset aliquando antiquitus lis ... tamen semper Magnifica Communitas Vicentie ante bella proxime preterita per plurimos annos, et usque ad tempus belli, habuit pacificam possessionem dicti montis ... unde ex tanta temporis intercapedine lis, si qua erat, sopita fuit, vel adversarii tacendo, tam diu sponte cesisse videntur»; cfr. ivi, b. 110, fz. segn. «G. n° IIII. Verona, Vicenza, Patria del Frioli. Per le ragioni della Montagna di Marcezene delle Vicentine et di Cadore. Con molte informazioni delli consultori Stella et Salvadego», cc. 396r-397v; BCBVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 138v-146r. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 477, lett. di A. Rosso data a Trento, 15 lug. 1533.

nei possessi precedenti, escludevano la messa in discussione di tali diritti se basata sulla mancata soluzione dei contrasti – pareva mutare la sostanza di una pregressa labilità nella situazione frontaliera.<sup>119</sup>

L'assise, che andava ormai predisponendosi ad accogliere i riscontri testimoniali (ad accertare la concreta traduzione dell'*animus possidendi*), si sarebbe incaricata pertanto di valutare la fondatezza del possesso, ossia del controllo effettivo, asserito dalle parti, investigandone in particolare continuità (a partire dagli anni immediatamente precedenti al conflitto cambraico), tangibile esercizio dei diritti connessi, carattere indisturbato o comunque fattivamente sorretto rintuzzando le aggressioni dei vicini.<sup>120</sup> Da cui la preoccupazione delle parti per la certificazione della disponibilità dei beni in questione.

In campo regio, ciò si concretizzava nella consapevolezza, esibita nei moduli di interrogatorio, della relazione tra entità qualitativa degli *impedimenta* alla fruizione vicentina dei siti e ricadute sul livello dei fitti praticati dalla città berica,<sup>121</sup> entro una cornice volta ad accreditare, in virtù della vetustà di una «lis» che, per l'appunto, si dichiarava «non orta ex bello proxime habito» (e il cui esordio, proprio in quanto fissato al 1453 ca., motivava peraltro il rinnovo della «declinatio fori»), la continuità del possesso sulla parte di Marcesina più prossima ai «roversi» montani.<sup>122</sup> Il sensibile inasprimento delle misure ritorsive veniva in tale prospettiva collegato allo sperimentato insuccesso delle vie diplomatiche, battute anche dall'arciduca Sigismondo. Rappresaglie in ogni caso parallele alla contestuale locazione dell'area, da parte dei Grignati, anche a conduttori vicentini. Altri *capitula* regi enunciavano inoltre la giustapposizione tra due aree di diversa giurisdizione, che si sarebbero poi precisate in una «pars buschiva» e una «pasculiva».<sup>123</sup> Sull'indicazione degli ultimi anni del xv sec. si sarebbe registrata, stante la dichiarazione del possesso «totius dicti montis», anche una progressiva convergenza delle posizioni vicentine, tanto in riferimento alle composizioni negoziali (loro favorevoli nel riconoscimento del «ius in roverso dicti montis»), quanto all'esordio del deterioramento nei rapporti intervicinali.<sup>124</sup> Alla luce di una sentenza che, riguardo a Marcesina, gli arbitri

119. *Ibidem*; cfr. ivi, c. 66r: i Vicentini sostennero che da parte regia «frustra allegatur de lite antiqua», giacché si discuteva di reintegrazioni di possessi «tempore incohati belli».

120. Vedi ivi, cc. 132v-135r: si trattava di otto capitoli, introdotti il 26 lug. dal segretario veneto, «ad iustificandum possessionem vel quasi montis Marcesine et pertinentiarum suarum». Si sosteneva il quieto e pacifico possesso vicentino di Marcesina «ante bella proxime paeterita, et maxime de annis 1506, 1507, 1508 et 1509, et usque ad tempus dicti belli», attestato dalla sua locazione a pastori e dai tagli del legname sul sito; gli «impedimenta» furono portati «ingruente bello ac a bello citra», allorché «capitaneus de Ivano de facto extorsit et percepit ex dicto monte et a montegantibus dictum montem ab anno MDXXXIII usque per totum MDXXXIII ducatos quinquaginta et plus singulo anno qui ascendunt ad summam ducatorum 500 in totum». Si lamentava altresì l'incendio della «camera existens in turri Tormenti prope palatium civitatis Vincentie ... in qua ... erant scripturae et omnia monumenta pertinentia ad civitatem Vincentie tamquam in loco et archivio publico...»; cfr. BCbVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 158v-162v; ivi: AT, b. 252 (= L. 200), *Montagne*, fasc. 5, cc. 34r-39v, copia di mano settecentesca; ivi, fasc. 7, «Stampa. Per la Fedelissima Città di Vicenza», cit., pp. 100-104; ACG: AS, b. 2-9, *Carte di Regola. Cause (1261-1782)*, fasc. 4, «1506. Capitoli della Cumunità di Viscenza verso il Signor Capitano d'Ivan. Montagna», cc. 1r-2v (copia, di cc. 15, di parte limitata del *Liber Principalis*. L'arco cronologico coperto va, diversamente da quanto indicato nell'inventario, dal 26 lug. al 4 ott. 1533). Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 148, «L. R.», c. 70r, 26 lug., moduli di interrogatorio degli agenti regi; c. 83r, incendi e perdite degli «iura» di Grigno.

121. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 70r: «Item [interrogentur testes] an afflictiones temporales sint semper uniformes»; cfr. ivi, c. 84.

122. Ivi, cc. 83r-85v, 1° ago. 1533, moduli presentati dall'oratore Pietro Alessandrino: «...[interrogentur testes] an dicti de Vincentia possiderint totum dictum montem Marcesine, an vero partem solam ipsius, item an talem montem totum vel partem eius tantum locaverint, et quibus et quando et quotiens id fecerunt et pro quo affictu ... Item an Magnificus Capitaneus Ivani habeat in dictis pertinentiis montem proprium ... in qua parte sit ille mons seu pars quam habeat ... Item an dictus Capitaneus Ivani libere et pacifice fruatur dicto suo monte, illum locando pro libito sue voluntatis et affictu ex eo percipiendo absque impedimento alicuius persone»; cfr. ACG: AS, b. 2-9, fasc. 4, cc. 3r-5r, 2 (*sic*) ago. Cfr. BCbVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 177v-183r.

123. Ivi, cc. 80v-83r, 1° ago. 1533; cfr. *infra*.

124. Ivi, b. 149, «L. V.», cc. 166v-168r: I Vicentini ricordavano che all'epoca i commissari, «cognita possessione dicte Magnifice Communitatis [Vincentie], mandaverunt hominibus de Grigno ut se non impedirent in dicto monte». Gli Arciducali indicavano come punto di riferimento il 1497, i Vicentini il 1495 o il 1496; nel 1496, come si è detto, Massimiliano affidò il Castello di Ivano ai conti Wolkenstein.

avrebbero risolto equitativamente, pare significativo registrare la graduale focalizzazione dei moduli di interrogatorio sull'esistenza di due settori qualitativamente distinti del monte, in merito ai quali i Grignati sostenevano

iustam partem montis Marcesine sibi spectare ... et que pars in summitate habet suam planitiem, in qua sunt septem casarie, que fiunt et fieri solite sunt ab illis qui conducunt eandem partem montis ab ipsis de Grigno; et hanc partem dicunt esse ultra tertiam partem totius montis, confinia cuius partis dicunt esse ista, et iam per communem usum loquendi appellatur Marcesina de sotto, quia est a parte versus nos: primo confinat cum montanea que dicitur Melas sive Meleta; item ab alia parte alia montanea que dicitur la Crose Hungara; item ab alia parte unum nemus sive locus qui dicitur Molina; item ab alia parte confinat mons Frizoni, qui est Castri Ivani, et ab alio latere alius mons qui dicitur Valtaron.<sup>125</sup>

Vi è tuttavia un ulteriore aspetto del confronto che va ancora rimarcato. Laddove le argomentazioni avversarie paiono aver mostrato di poter incrinare la persuasività delle loro posizioni, i Vicentini non mancarono di appellarsi ad una proiezione ideologica del mito orofobico, che, attingendo al vasto repertorio dell'immaginario collettivo e della consolidata tradizione letteraria identificanti nelle Alpi la barriera eretta dalla natura a difesa delle pianure italice, rinviava, tramite il concetto di 'confine naturale', alla discontinuità tra due mondi culturalmente non assimilabili.<sup>126</sup> Marcesina, montagna contesa per le sue risorse, veniva cioè configurandosi nella ricostruzione berica come obiettivo interdetto ai contermini dalle leggi stesse di natura, ciò che, escludendo la buona fede, ne denunciava perciò stesso la «posessio ... si qua fuit clandestina et viciousa...».<sup>127</sup> A testimoniarlo era chiamata la morfologia dei siti, quella ripidezza degli «scopuli» per cui la montagna «a parte respiciente supra Brentam, versus villam Grigni, a natura est constituta ut sit ... inaccessibilis ad loca superiora». La constatazione che i valligiani non potevano con le loro sole forze «pertransiri» – dal momento che «nisi cum arte et industria hominum construantur vie et passus cum lignaminibus ad transversum dictorum scopulorum» – doveva essere in tal senso sufficiente ad attestare la patente legittimità della competenza vicentina, giacché era forzando le leggi di natura che i Grignati «aliquando ... buscaverunt et inciderunt lignamina in nemoribus».<sup>128</sup>

125. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 92, 9 ago. 1533; BCBVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 192v-193v; ACG: AS, b. 2-9, fasc. 4, c. 7v. Le domande dei Veneti avrebbero infatti mirato a definire se gli avversari avessero utilizzato o concesso ad affitto «partem buschivam, an pascuivam»; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 204r, 21 ago. 1533.

126. Su questi temi, vedi A. SALSA, *Il mito delle Alpi: quando i luoghi comuni iniziano ad affermarsi. La formazione e lo sviluppo del mito delle Alpi*, «La rivista del CAI», CXVIII, 116, Torino, CAI, 1997, pp. 63-67; U. TUCCI, *Credenze geografiche e cartografia*, in *Storia d'Italia*, v, 1, *I documenti*, Torino, Einaudi, 1973, pp. 49 ss.; J. DAY, *Strade e vie di comunicazione*, ivi, pp. 108-109; P. GUICHONNET, *L'uomo davanti alle Alpi*, in *Storia e civiltà delle Alpi*, a cura di P. Guichonnet, II, *Destino umano*, trad. it. di G. Aldi Pompili, Milano, Jaca Book, 1987, pp. 191-278; B. ZIENTARA, *Frontiera*, in *Enciclopedia Einaudi*, VI, Torino, Einaudi, 1979, ad v.; C. RAFFESTIN, *Elementi per una teoria della frontiera*, in *La frontiera da Stato a Nazione*, cit., pp. 21-38; D. NORDMAN, *Frontiere e confini in Francia: evoluzione dei termini e dei concetti*, ivi, pp. 39-55; P. BRAUNSTEIN, *I confini italiani dell'impero: la percezione della frontiera nella seconda metà del XV secolo*, in 1500 circa. *Landesaustellung 2000*, cit., pp. 461-466. Così, ad es., F. Caldogno senior indicava quali «termini naturali et evidentissimi» dividenti «il Vicentino dal Trentino», i cosiddetti «Sassi donati», sulla scorta della sentenza emessa nel 1430 dal capitano di Padova Andrea Mocenigo, giudice delegato dai Pregadi a fissare i confini tra Marcabruno di Beseno e Vicenza. Tra i numerosi riferimenti citabili a tale riguardo, si segnala una relazione dei consultori Ettore Ferramosca e Marc'Antonio Pellegrini, che pure cita i «Sassi donati seu Sassi largiti quali son tre sassi uniti allevati da terra», altrimenti noti come «dei tre vescovi», in quanto vertici dei confini tra le diocesi di Padova, Feltre e Trento. Vedi BCBVI: AT, b. 693 (= calto 24), fasc. 3 tit. «Lettere del Signor Conte Francesco Caldogno contra scrittura del capitano Antonio dall'Oglia da Aseglia», cc. n.n., relazione di F. Caldogno tit. «Ragioni sopra le montagne di Costa e Vezena, acquistate dalla Magnifica Città di Vicenza 1261, XI maggio, come beni di Azzelino et Alberico de Romano», s.d. – cfr. anche ivi, b. 243 (L. 191), *Montagnei*, fasc. 1, cc. 12-13r, *Supplica di Vicenza, ante 1524* –; ASVE: *Prov. Conf.*, b. 115, fasc. tit. «Informatione delli Ss. Dd. Pellegrini et Ferramosca», cit.; cfr. ivi, fasc. segn. «2. Informazioni diverse delle montagne vicentine», s.d.; ivi, b. 111, fasc. 3, c. 191r, copia di scrittura di F. Caldogno, set. 1602; ivi: *Prov. Conf.*, b. 113, c. 67r, «1602, adi 28 agosto in Venetia», cit.

127. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 225r, capitoli del 13 set. 1533. Sul tema degli impercettibili, progressivi sconfinamenti osservabili ai confini, vedi G. DE LUCA, *Le insensibili sconfinazioni*, Vicenza, Brunello, 1934.

128. Ivi, c. 224, 13 set. 1533. A testimoniare la clandestinità delle incursioni si adduceva anche un criterio quantitativo: «erat parva quantitas lignorum respectu lignaminum que icebantur et asportabantur per homines vicentinos».

Ricostruzione dei fatti in cui, beninteso, ogni assicurazione dell'occasionalità della presenza dei vicini risulta spia della concreta preoccupazione di provare la continuità di un possesso tutt'altro che indiscusso.

Apprensioni, d'altro canto, non infondate, a giudicare dall'orientamento manifestato dallo stesso superarbitro verso la metà di agosto 1533, prima cioè dell'acquisizione delle prove testimoniali. Sintomatico di come l'esito del dibattito sino a quel momento sostenuto avesse delineato una sovrapposizione o commistione nel possesso dell'area, esso offre una sostanziale anticipazione della sentenza: «zerca la montagna di Marzesene di Vicentina – informava il segretario Rosso – li pareria [al superarbitro] se facesse composition che el roverso di questa fusse di todeschi et l'altra parte di vicentini, et per far si bon effecto se offeriva cavalcar *super loco*». <sup>129</sup> Richiamo tanto più significativo, allora, quello al confine naturale, se chiamato a spalleggiare le tesi beriche in una fase critica del negoziato, in piena coerenza, d'altro canto, con i suggerimenti offerti dalla storia diplomatica dei luoghi nei momenti di maggior tensione nei rapporti intervicinali. Non diversamente, in effetti, verso il 1476, il «iuris utriusque doctor minimus Calapinus de Calapinis» (†1485) aveva riferito al suo principe che

[Vicentini] dixerunt enim a natura eis fore concessum dictos montes Marcesine, Frizoni et alios circumstantes montes fore muros territorii vicentini, eorumque confines esse usque ad medium fluminis Brente, et sic montes ipsos in territorio vicentino fore situatos et eis spectare debere. <sup>130</sup>

Dopo i conflitti retico e cambraico, la distinzione tra l'immagine del «todisco» premente ai confini e quella che ne faceva l'espressione di una barbara avidità, avrebbe rivelato tutta la sua sfumata indeterminatezza nelle fasi di montante ostilità intervicinale, riattualizzando in tutta la loro pregnanza gli accenti antitedeschi della stessa *Cronaca* di Angelo Caldogno. <sup>131</sup> Non era dunque senza fondamento che proprio in relazione a Marcesina si registrasse una significativa convergenza di rivisitazioni ideologiche del concetto di confine, soprattutto in sincronia con i contestatissimi e fallimentari tentativi di esecuzione divisoria della montagna. È quanto si sarebbe verificato ai primi del XVII sec., quando gli uomini di Enego, di fronte alla concreta minaccia di vedere assegnata a Grigno la parte del monte di loro pertinenza, avrebbero denunciato, enfatizzando le dimensioni del problema, il progetto arciducale di conquistare gradualmente l'intero altopiano. <sup>132</sup> E il provveditore ai confini Francesco Caldogno *senior* si sarebbe segnalato in questo clima di astio logorante per le tinte fosche utilizzate nelle sue *Informationi* a descrivere la sensibile area dei Sette Comuni. <sup>133</sup> Accenti che, quand'anche ammantati della veste giuridica delle sue *Allegationi in iure*, non mancavano in ogni caso di rivelare una consistente carica antitedesca, laddove il cerchio attorno al vicino-invasore si chiudeva proprio facendo ricorso alla pretesa naturalità del concetto di confine:

...La nona causa onde Vicenza è patrona del soprannominato monte [di Marcesina] è la natura del loco; quindi diceva Aristotele non si trovare in cosa alcuna testimonio migliore o più veridico di quello che

129. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 587, lett. di A. Rosso data a Trento, 13 ago. 1533.

130. Cfr. ASTN: *Atti dei confini*, serie 1, b. 1, fasc. segn. 4-6, cc. n.n. Breve profilo del Calepino in F. AMBROSI, *Scrittori ed artisti trentini*, Trento, 1894<sup>2</sup>, p. 28.

131. Cfr. GUERIN-DALLE MESE, *op. cit.*, p. 174.

132. Vedi, ad es., ASVE: *Prov. Conf.*, b. 111, fasc. 3, c. 176, relazione di F. Caldogno *senior* allegata a dispaccio dei rettori di Vicenza, 19 gen. 1602.

133. Ivi, b. 113, c. 77, «Informazione delle ragioni che ha il Serenissimo Principe di Venetia et la città di Vicenza, comuni et particolari sopra le montagne del Covalo di Piscia Vacha di Lavaron et di Santa Maria di Brancafora del territorio vicentino. Datta da me Francesco Caldogno deputato come per lettere del Serenissimo Senato alli Illustrissimi Signori Retori di Vicenza di 20 settembre 1600 sopra le montagne et confini vicentini. 1602, adi 28 agosto oltre l'haver con la viva voce similmente informati gli Eccellentissimi Signori Savi»; cfr. ivi, b. 117, cc. n.n.; la scrittura appare ripresa da una analoga in BCBVI: ms. 595 (= GONZ. 30.7.3), cc. 138r-146r; *Una relazione ai Rettori di Vicenza del Conte Francesco Caldogno deputato dal Senato della Repubblica Veneta alle Montagne ed ai confini*, Vicenza, Paroni, 1878 (per nozze C. Bollina-Berkagnoni - P. Bucchia), pp. 12-15.

la Natura sia, la quale non ha mai saputo in tempo alcuno che cosa sia il mentire. Hora la natura di questo loco in doi maniere si deve considerare. La prima perché la strada per la quale dalla villa di Grigno s'invia al monte prenomato di Marcesina è strada asprissima, insolita innaccessibile, come per molti testimonii vien affermato, per la qual cosa si fa manifesto che i Grignesi non hanno mai havuto raggione di accostarsi al detto monte, non che esserne patroni. La seconda perché il fiume della Brenta divide il monte dalla villa di Grigno soggetta al Castello d'Ivano, et questa distinzione del sopradetto fiume non è dubbio ch'ella non debba esser valida, posciaché, come habbiamo di sopra veduto, si destinguono et separano i confini con i fiumi ancora...<sup>134</sup>

Un confine che si snodava su montagne con metafora ricorrente indicate anche altrove come «mura del territorio Vicentino»,<sup>135</sup> o ancora «supremi scogli ... dentro alla natural fortezza de quali, che a guisa di una sicura muraglia serrano et rinchiudano quelle montagne...».<sup>136</sup> Autentico *topos* – di suggestione pliniana mediata da Petrarca –, quello del diaframma alpino quale contenimento alla barbarie, che, se configurabile in termini immediati come argine estremo al senso di insicurezza e precarietà delle popolazioni frontaliere, esposte per prime alle minacce nella famiglia e nella «roba», sarebbe stato rinvigorito non poco dall'impressione destata dalla discesa di Carlo VIII, disvelando ad un tempo l'ormai drammatica inadeguatezza di quella barriera.<sup>137</sup> Spingendosi oltre in tale direzione, Caldogno, non meno ostinato nella ricerca dei ristretti canali d'ascesa concessi dalla Dominante che zelante nell'interpretazione delle responsabilità difensive connesse al suo incarico pubblico, provvederà a dar corso operativo alle più convinte pulsioni repressive, a cristallizzare un limite confinario statale che parallelamente legittimava nelle sue scritture sul piano giuridico; e che puntellava sul versante ideologico con l'artificio retorico della personificazione della natura nell'immagine della madre ancestrale, non senza bibliche evocazioni di igienizzanti straripamenti fluviali a soffocare le mire degli Arciducali, assunti a questo punto come nemici sul piano morale:

Et tutto quello che detto si è di fiumi generalmente et della Brenta particolarmente, intendersi può dei monti ancora in generale in materia dei termini dividenti ... et nel particolare i monti che di qua dalla Brenta con essa confinano, monti erti et discoscesi, alti tanto che pare che le loro sommità tocchino il cielo, et le radici di loro sono asperse et bagnate dall'istesso fiume et è da credere che dalla Natura Madre produttrice et conservatrice delle cose siano ivi stati riposti per termine dividente il Vicentino dall'altrui territorio et per conservatione dell'istesso, spaventando col loro aspetto chi avesse ardimento d'impetuosamente passarli. Et dalla parte vicentina di qua dalla Brenta se questi vi sono, non sono minori quelli che dall'altra parte l'istessa Natura vi pose, le cui radici sono bagnate dalla medesima Brenta, si come ancora di questi di qua s'è detto, et fanno una valle di 40 miglia pur per riparo naturale; ma non considerò la Natura all'ora il tutto, che succeder potea, che se considerato avesse che nascer dovessero huomini temerarii tanto quanto sono questi confinanti, non contenti di quello che la Natura loro et la loro fortuna li hanno concesso, haverebbe sì erretti quei monti, haverebbe ben sì fatto correr quel fiume, ma l'acque di esso sarebbono state infocate o pure la virtù le havrebbe data, che diede Dio al Mar Rosso, giusto sommergitore et divoratore del popolo inimico della sua amica gente; et i monti in lucho di generar lepri et cervi, haverebbe solo fatto generar vipere, idre et draconi a estermio della sfacciataggine et insolenza loro, o pure li havrebbe d'ogn'intorno fatte spirar le fiamme ond'arde Mongibello, et onde infiamma Etna.<sup>138</sup>

134. Ivi, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegationi in iure de le montagne et confini vicentini del Signor Conte Francesco Caldogno Cavalier deputato ad essi dal Serenissimo Senato et consecrate al Serenissimo Signor Marino Grimani Principe di Venetia et alla Serenissima Republica», 20 ott. 1603, c. 34; copia autografa in F. CALDOGNO [senior], *Relazione delle Alpi Vicentine*, BCBVI: reg. 595 (= GONZ. 30.7.3), cc. 93r-98v.

135. CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., p. 38.

136. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 112, cc. n.n., fasc. tit. «Informatione delle montagne tutte particolari fata per me Francesco Caldogno», s.d. [ma da notizie interne 1601-1602].

137. M. SANUDO, *Itinerario per la t0erraferma veneziana nell'anno 1483*, Padova, Tip. del Seminario, 1847, pp. 21, 23, 109-112; IDEM, *La spedizione di Carlo VIII in Italia*, a cura di R. Fulin, Venezia, Visentini, 1883, pp. 16-17, in cui Sanudo (1495) si appellava alla considerazione che aveva «...l'eterno Iddio poste le Alpi per termene, che barbari e tal generatione fusseno divise dalla italica gente...». Su questi temi, vedi OSSOLA, *In limine*, in *La frontiera da Stato a Nazione*, cit., pp. I-XVII; G. MAZZACURATI, *Frontiere mobili: immagini umanistiche tra Italia e Francia*, ivi, pp. 341-357; NORDMAN, *Frontiere e confini in Francia*, cit., p. 47 (sul confine voluto dalla natura «provvidenziale e buona»); G. TOMASI, *Il territorio trentino-tirolese nell'antica cartografia. Trentiner und südtiroler Landschaft auf alten Landkarten*, Ivrea, Priuli & Verlucca, 1997, pp. 80-94.

138. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegationi in iure», cit., cc. 3v, 8v-9v.



Se gli sviluppi successivi al convegno tridentino terranno ben presente il dispiegamento di tale apparato ideologico, la silente continuità dei suoi sottintesi pare nondimeno ravvisabile durante la stessa parentesi negoziale – nelle stentatamente represses vampate antive-neziane del signore di Beseno, come nello sdrucchiolevo campo semantico del concetto di ‘confine naturale’ invocato dai Vicentini –, mostrandosi pronta a rapide riaccensioni nei momenti di crisi più acuta tra realtà contermini. L’assise si incuneava insomma tra un periodo bellico non estraneo a un sostenuto *battage* propagandistico, che non aveva mancato di impregnare i locali attriti confinari, e una fase di evidente ripresa di questa microconflittualità, che non faticava a riappellarsi a quegli accenti per legittimarsi. Entro questa cornice, l’angolatura delle tesi congressuali beriche avrebbe offerto ulteriore puntello in ambito veneto a tali collaudati *clichés*: non diversamente, nel 1603, dopo la sentenza Ferramosca-Graziadei, il capitano Nicolò Pizzamano, permeabile alle argomentazioni di Caldogno, rappresenterà queste montagne come «fatte dalla natura per difesa et muraglia dell’Italia et Stato particolare della Serenità Vostra contra barbari».<sup>139</sup>

In sede negoziale, i riscontri testimoniali lasciano intendere come, al livello delle comunità protagoniste degli screzi liminari, non si smarrissero in ogni caso gli impulsi più strettamente materiali dell’accezione locale dei confronti bellici.

4. «...ET SE NON FUSSE QUELLI BOSCHI STARESSEMO MALE  
ET NE BISOGNERIA FUZIR VIA TUTI».  
FASE TESTIMONIALE

«La fama ... è efficacissima prova de confini», e «dui soli testimonii atti sono a provar la fama...»: così Francesco Caldogno nelle *Allegazioni in iure*.<sup>140</sup> Da cui, in ambito testimoniale, l’importanza tradizionalmente ascritta agli anziani, depositari di una memoria collettiva destinata, sul piano identificativo della comunità, a garantire la continuità nella coscienza del suo orizzonte territoriale.<sup>141</sup> Preceduto da un accurato lavoro preparatorio in sede locale, l’accertamento del possesso affidato ai riscontri testimoniali attinge, nell’impianto congressuale, al registro delle comunità confinarie, rispetto alle quali si sarebbe misurata la concretizzazione delle sentenze, restituendo almeno in parte anche le dinamiche economiche all’origine delle controversie. In effetti, oltre la cortina di uniformante omogeneità dei singoli pacchetti testimoniali – scontata, in tutti i casi, la denuncia della volontà aggressiva avversaria –, una delicata trama di minute relazioni tradisce differenti possibili approcci alla questione della tutela delle giurisdizioni.

139. *Relazioni dei Rettori veneti in Terraferma*, a cura di A. Tagliaferri e dell’Istituto di Storia Economica dell’Università di Trieste, VII, *Podestaria e capitanato di Vicenza*, Milano, Giuffrè, 1976, p. 166: egli ricalca anche alcuni passi della *Relazione delle Alpi vicentine*.

140. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegazioni in iure», cit., c. 5v: «...come dice la Glosa nel cap. “si testes” nel paragrafo “Item sepe”, 4ª questione 3ª, et la Glosa nella legge 3ª nel paragrafo “eiusdem” nel Digesto “de testibus”...».

141. Cfr. G. C. SGABUSSI, *Segni di confine. I gesti*, s.l., Banca di Valle Camonica, 1996, pp. 3 ss., 154 ss.; P. ZANINI, *Significati del confine. I limiti naturali, storici, mentali*, Milano, Bruno Mondadori, 1997, in part. pp. 30 e 44 ss. Si situano significativamente in tale contesto, in una non casuale commistione tra sacro e profano, le annuali rogazioni della tradizione asiaghese, autentica ricognizione rituale collettiva dei confini comunali; vedi A. DAL POZZO, *Memorie storiche dei Sette Comuni vicentini, opera postuma dell’Ab. Agostino Dal Pozzo*, Vicenza, Tip. Paroni, 1820, p. 154; M. BONATO, *Le Rogazioni di maggio nel Comune di Asiago*, per nozze Suman-Cristina, Padova, Tip. del Seminario, 1870; S. BONATO, *Folklore e tradizione*, in *Storia dell’Altipiano dei Sette Comuni*, II, cit., pp. 392-397. Come avrebbe puntualizzato F. Caldogno citando Girolamo del Monte, sulla scorta di Marsilio da Padova e Bartolomeo Socini, «nelle cose antiche eccedenti la memoria de gli huomini, è bastevole che i testimonii dicono d’haver udito per fama quelli essere li confini veri di qualche locho...»: vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegazioni in iure», cit., cc. 4v-5r. Cfr. IDEM, *Alpi Vicentine*, BCBVI: b. 3512 (= GONZ. 29.4.7), fasc. n.n. tit. «1603, adì x settembre. Allegazioni che provano la Brenta esser termine dividente il territorio vicentino da quello del contatto di Tirolo per me Francesco Caldogno deputato sopra le montagne et confini vicentini fatta», cc. n.n., relazione poi confluita nelle *Allegazioni in iure*. Su Bartolomeo Socini (1436-1507), civilista di cultura umanistica amico di Angelo Poliziano, e la famiglia senese di giuristi cui apparteneva, vedi CALASSO, *Medio evo del diritto*, cit., pp. 584, 588, 600; SOLMI, *Storia del diritto italiano*, cit., pp. 517-518. G. del Monte è autore di un *Tractatus de finibus regendis*, Venetiis, Iordanus Ziletus, 1563.



Snodo cruciale, le scomode e in taluni casi ambigue figure dei conduttori delle montagne, protagonisti di un *modus operandi* scaturito dalla necessità di garantire l'interesse privato dalle pressioni gravanti su questi siti.

...post ceptum bellum, per annos duos vel tres [domini de Biseno] ceperunt molestare ipsam communitatem in possessione montis Lastarum, cogendo pastores qui conduxerant ipsam montem a dicta communitate ad se concordandum cum eis. Et in principio contentabantur de parte ficti, sed postea paulatim semper auxerunt, ita quod fere totum fictum voluerunt ab ipsis pastoribus...<sup>142</sup>

Così, il 19 settembre 1533, «Ioannes Petrus Galucius filius q. Galucii», di Gardone, in una delle prime deposizioni a favore di Vicenza e dei conti Velo, il quale dichiarava di aver condotto con altri soci la montagna di Melegna in modo pacifico e continuo da prima del conflitto sino al 1510 «vel circa», allorché i Trapp avevano cominciato ad arrecare molestie, sottrarre bestiame e, soprattutto, pretendere la riscossione anche di «centum renenses» d'affitto, al fine di provare od imporre il proprio possesso contro le ragioni vicentine; realizzando un meditato disegno di allargamento territoriale, i signori di Beseno erano colti nell'atto di profittare della guerra («superveniente bello») per far rimuovere finanche le pietre di confine.<sup>143</sup> Tattica dei fitti, quella denunciata, che il bergamasco «Meneghinus de Moretono filius q. Antonii», abitante a Villaverla, testimoniava anche a proposito dei monti Melegna e Campoluzzo; qui, non diversamente dalle Laste, la penetrazione dei dinasti passava attraverso l'estorsione di crescenti cifre di danaro che, mentre costringevano gli affittuari all'imbarazzante oltre che onerosa corresponsione di un doppio canone,<sup>144</sup> trovavano coerente rispondenza negli «impedimenta», riferiti anche da «Antonius de Furnis filius q. Iohannis Petri», ai danni degli abitanti di Arsiero, i quali, usi ad affittare i propri monti a pastori che li utilizzavano «indifferentes», «non potuerint ipsos montes locare».<sup>145</sup> Era anzitutto sulla capacità di sostenere senza cedimenti un estenuante confronto topico, che pareva giocare in sostanza la possibilità di rivendicare con fondamento il possesso dei siti contesi. Con un significativo distinguo, che l'altalenante vicenda degli affittuari, legati da un contratto a Vicenza ma costretti a scendere a compromessi con il signore di Beseno, consente di cogliere. Se da un lato il Trapp appare infatti impegnato, grazie alla prossimità, in un controllo fattivo delle montagne attraverso agenti incaricati di espellerne i Vicentini o, più proficuamente, di costringerli a riconoscere la sua giurisdizione (da cui i contratti stipulati in seconda battuta), Vicenza, allarmata per la preservazione di aree lontane dal centro urbano, ma concretamente poco propensa ad impegnarvi ragguardevoli risorse per un controllo dagli esiti d'altronde malcerti, pare aver adottato con accortezza una

142. ASVE: *Provv. Conf.*, b. 149, «L. V.», cc. 264v-265v, 19 set. 1533; il teste indica in «Antonio de Nievo» il conduttore delle Laste «ad incantum ab ipsa communitate [Vicentie] de anno 1508».

143. Ivi, cc. 251v-254r, 18 set. 1533. Il giorno 19, così egli quantifica le somme di danaro richieste: «quandoque centum renenses quandoque sexaginta», contro i «decem aut octo aut modo quinque» ducati pretesi da Vicenza; cfr. BCBVI: ms. Do.23, fasc. tit. «Informatione delle montagne brevemente fatta dal q. Eccellentissimo Signor Iseppo de Gualdo di Pusterla», c. 282r. Il teste era nativo di Gardone ma abitante a Velo, e rientrava anche nel novero dei privati presenti al congresso come parte in causa, rivendicando il possesso di circa sette campi nel «campo delle Agnelle» in Melegna, poi riconosciutagli dalla sentenza. Cfr. ivi, c. 172v.

144. Ivi, cc. 256v-267r, 19 set. 1533. Meneghino, conduttore di Melegna e Campoluzzo nei cinque anni precedenti la guerra, sostiene infatti di aver versato nel 1532 L. 92 alla comunità di Vicenza per le Laste, lamentando di aver poi dovuto corrispondere 100 renesi, seguiti da altri 128 nel 1533 (anno, si badi, d'inizio del congresso) a Battista Peloso, agente del Trapp. Tra i conduttori dei due monti figura anche «Bernardinus de Caldugno».

145. Ivi, c. 262; cfr. cc. 220v-222v: il 13 set. 1533 i capitoli presentati a nome di Vicenza quantificavano i risarcimenti richiesti ai Trapp dalla città, dai conti Velo e dei canonici di S. Bartolomeo. La perdita denunciata riguardo alle Laste, per il decennio 1523-1533, ammontava a duc. 100 annui, giacché la montagna, in precedenza affittata «bona pensione ducatorum centum triginta et ultra in anno», ora «modice affictabatur». A ciò si aggiungevano duc. 100 ca. annui per gli affitti pretesi dai Trapp. Analogamente, il comune di Arsiero denunciava, per lo stesso periodo, una perdita di duc. 270, i nobili Velo di oltre duc. 150, mentre per il monte Melignone gli stessi Velo e i canonici di S. Bartolomeo dichiaravano un danno annuo di duc. 50, cui se ne sommarono 300 corrispondenti al valore di quaranta vacche sequestrate, e altri 100 come interesse non percepito dai Velo.

politica di contrazione dei fitti allo scopo di incoraggiare la presenza continuativa di suoi uomini.<sup>146</sup> «Quasi omni anno [mons Lastarum] locatus fuit nomine communitatis pro diversis precijs, modo pro concedenti precio, modo pro vili, ob impedimenta que conductores dicebant fieri in partibus superioribus»: così «Georgius Trombeta filius q. Primi, habitator Vincentie sed origine venetus», il quale, per un ventennio «tubicem ipsius communitatis ... omni anno ... subhastavit montem Lastarum».<sup>147</sup>

Beninteso, la precarietà della situazione personale dei conduttori non equivaleva a una loro resa supina alla stretta delle forze in gioco. In un bilancio tra costi e benefici, essi si mostrano infatti tutt'altro che immuni da un interessato calcolo di convenienza. Operazione non esente, ad ogni modo, dal rischio di vedersi addebitare la responsabilità ultima di un raggirio dal signore di Beseno, se questi definiva il recupero di Folgaria e delle Laste nei termini di un *ius belli* poi tradottosi in affitti mai contraddetti da Vicenza, entro un circuito confinario descritto da termini collocati dopo atti possessori compiuti «ab anno 1509 et citra».<sup>148</sup> Una linea, quella del Trapp, destinata a rivelare comunque talune smagliature. Pur ammettendo infatti la stipulazione di due contratti per le Laste, «Ioannes filius Meneghini», di Villaverla, «tamen credit quod [Trappi] scirent eum pariter conduxisse a communitate, quia id sciebant homines Fulgaride».<sup>149</sup> E se i testi introdotti il 23 settembre dal signore di Beseno concordavano nel suffragare un possesso che, salvo un anno di affitto ad alcuni bassanesi,<sup>150</sup> facevano rimontare «ab eo tempore quo ipsi de Fulgarida se subiicerunt illis de Trapp, quod fuit modo sunt anni viginti tres,

146. Livello dei fitti (in Lire) dei pascoli delle Laste relativo al periodo 1456-1599:

anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto
1456	Duc. 19	1533	256	1549	90	1567	90	1583	192
1495	454	1534	162.15	1550	150	1568	90	1584	192
1496	430	1535	186	1551	162	1569	90	1585	255
1506	300	1536	220	1552	155	1570	90	1586	255
1508	205	1537	240	1553	163	1571	90	1587	255
1509	208	1538	245	1554	140	1572	100	1588	250
1517	40	1539	245	1555	125	1573	100	1589	250
1518	125	1540	245	1556	18.12	1574	100	1590	250
1519	130	1541	145	1557	80	1575	100	1591	200
1520	160	1542	240	1558	80	1576	140	1592	200
1521	275	1543	250	1559	80	1577	140	1593	200
1523	46.10	1544	260	1562	90	1578	140	1594	160
1524	46.10	1545	200	1563	90	1579	155	1595	160
1526	200	1546	250	1564	90	1580	155	1596	160
1531	46.10	1547	250	1565	90	1581	155	1598	160
1532	90	1548	93	1566	90	1582	192	1599	160

Fonte: BCVI: AT, b. 243 (= L. 191), *Montagne*, fasc. 4 tit. «Locationes montanee Lastarum et Marcesine usque ad annum 1599», cc. n.n., «Nota de diverse locazioni fatte per la Magnifica Città de Vicenza della montagna delle Laste»; cfr. ivi, b. 251 (= L. 199), *Montagne*, fasc. 1, sottofasc. segn. «Affictatio Lastarum», cc. 6-32 (contiene locazioni fino al 1524); ivi, b. 241 (= L. 189), *Montagne*, fasc. 24, «1543, 21 mazo in Venetia» (*ductus* di F. Caldugno *senior*) contenente affitti corrisposti al Trapp. Per i fitti di Melegna, Pioverna, Campoluzzo (dal 1553), vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 116, cc. 85r-97r.

147. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 324, 30 set. 1533.

148. Ivi, b. 148, «L. R.», cc. 163v-165v, 19 set. 1533, capitoli presentati da Pietro Alessandrino; il Trapp denunciava i conduttori di aver sempre affermato «se a nullis alijs ... eas [montaneas] nec recognovisse nec recognituras esse» se non dai signori di Beseno e, a riprova della sua buona fede, adduceva le numerose pignorazioni ed espulsioni ai danni dei lavoratori clandestini. Sosteneva poi «quod a tempore incohati belli proximi citra, maxime quiescente belli turbine ... montanea Fulgaride recuperata, [Trappi] possidere ceperunt et possiderunt montaneas Lastarum, Melegne, Piverne, Campiluci, Melignoni, Torrarii, Campedelli et Campimeloni ... usque ad hodiernum diem...». I confini sarebbero partiti dal ponte sul torrente chiamato «la Gula» sino ad un termine sulla sommità del monte «Fe[nuc]ulo», proseguendo per le porte del Lovo, le Pridone, la Valle di Loza, la valle proveniente dal covolo di Piscia vacca fino alla strada e al torrente Centa, e di qui al luogo detto «el Corno» e al primo termine sul ponte della Gola. Si noti che il sito di Piscia vacca era luogo di riscossione del dazio nell'alta Val d'Astico sulla strada per Vicenza. Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 111, fasc. 3, c. 191r, copia di scrittura di F. Caldugno, set. 1602; DAL POZZO, *op. cit.*, pp. 165-167; REICH, *Notizie e documenti su Lavarone e dintorni*, cit., pp. 70-71 e 161. Per i confini, cfr. MORIZZO, *Storia del Congresso*, cit., p. 52.

149. Ivi, b. 149, «L. V.», c. 323r, 30 set. 1533.

150. Ivi, c. 275v, 23 set. 1533, teste «Petrus de Lavarone filius q. Michaelis».

vel circa»,<sup>151</sup> meno univocamente interpretabili paiono altre dichiarazioni. Il fatto che, secondo «Christoforus de Lasta filius q. Ioannis», notaio dei Trapp a Folgaria,<sup>152</sup> i Vicentini sorpresi e pignorati dagli agenti dei Trapp «postea se concordare cum eis», pareva in effetti potersi prestare anche all'opposta lettura di un'estorsione praticata a pregiudizio dei diritti di Vicenza.

L'assise tridentina consente, peraltro, di esaminare ulteriori aspetti delle differenti modalità di conservazione del possesso. Da un lato, infatti, la città berica – sollecitata anche sul terreno del tracciato confinario –,<sup>153</sup> poteva efficacemente esibire, insieme con i risarcimenti in tal senso già imposti ai contravventori, i proclami con cui dal 1525 o 1526 i rettori avevano proibito agli abitanti di Forni, Arsiero e luoghi vicini, «in pena amittendi bona sua et exilii», ogni accordo con il signore di Beseno; dall'altro, oramai concentrata l'attenzione sugli *impedimenta*,<sup>154</sup> una linea di più spregiudicato pragmatismo pare emergere in ambito vicentino dalle successive deposizioni. I reali limiti delle misure difensive della città sembrano trasparire, in un viluppo di interessi pubblici e privati, dalle parole di «Vivaldus de Vivaldis filius q. Nicolai», di Sandrigo, il quale asseriva che «communitas [Vicentie] dum [conductor] recusaret conducere, ei dicebat quod si non poterat pacifice gaudere ipso monte, se postea concordaret cum domino Carolo». <sup>155</sup> Abdicando a più onerose, ma non per questo più efficaci misure di controllo sulle proprie competenze territoriali, la città sembrava aver affidato la continuità del possesso a un investimento di energie minimo, purché giuridicamente riconoscibile: consapevoli, in altri termini, dell'insicurezza dei propri conduttori, i vertici cittadini parevano aver nei fatti imboccato una via di circostanziato realismo che, per non lasciare a se stessi pastori e boschieri, non mancava di conceder loro una deroga sostanziale alla linea di legalità e intransigenza pubblicamente ostentata. Se isolate restano invero le affermazioni di questo teste, risulta in ogni caso confermata la sovrapposizione dei fitti, autentico tributo versato a garanzia di relazioni pacifiche, assicurazione contro minacce e sequestri. Non senza il perfezionamento di ulteriori redditi espedienti da parte dei conduttori. Il *magister* vicentino «Baptista de Longis Sutor Magrellus filius q. Tomei» aveva infatti condotto dal 1523 le Laste per conto di Vicenza per 10 ducati, mentre il suo socio, «Petrus de Putheo», prendeva contemporaneamente ad affitto la montagna da Carlo Trapp per 60 fiorini renesi. Allorché, tuttavia, nel 1525, «Magrellus» si era accinto a rinnovare il contratto con la città per la somma di L. 200,

antequam oneraret montem, fuit ad vicarium Fulgaride pro habenda licentia, quam dare noluit. Et postea iussu communitatis fuit Venetias, ubi habita licentia onerandi ab oratore cesareo, ipsum mon-

151. Ivi, c. 278v, 23 set. 1533, teste «Antonius [Cre]chus filius q. Michaelis». Il folgaretano «Laurentius de Alech filius q. Christiani» si spingeva ad affermare di non sapere che i Vicentini affittassero le montagne o frapponessero ostacoli ai signori di Beseno; vedi ivi, c. 280r.

152. Ivi, c. 282, 23 set. 1533, notaio «ab eis deputatus ad hoc officium, sed non ... sallariatus».

153. Ivi, cc. 338v-341r, 24 set. 1533. Vedi in calce ai punti per l'escussione dei testi vicentini su istanza dei Trapp, il cui interrogatorio avrebbe mirato a indagare sulle motivazioni dei duplici contratti, con l'intenzione di enucleare le eventuali pressioni del signore di Beseno e di verificare la conoscenza dei proclami: «...videlicet primo unum terminum cum signo Sancti Marci iuxta silvam Melegne, prope unum lapidem naturalem cum aliqua concavitate in parte superiori. Item transeundo per Vallem Terminatoriam, alium terminum cum imagine Sancti Marci, cum alio lapide antiquo, qui olim videbatur evulsus. Item ascendendo per dictam vallem usque ad silvam Piverne, in summo Vallis Orsarie alium terminum lapideum forme predictae iuxta terminum veterem lapideum, qui ibidem erat affixus. Item transeundo usque ad montem Xomi semper adherendo gaybo sive alveo Hastici, alium terminum prope ripam dicti Hastici, a latere Xomi, et flumen dicti Hastici pro confine dictarum montanearum».

154. Ivi, cc. 344v-345r, 26 set. 1533; si citava il caso di «Ioannes Brunus Gasparetus q. Marcibruneti» e «Ludovicus de Cerris», entrambi di Forni, condannati con altri nel 1530 a risarcire Bonzilio Velo con 45 duc. e 60 libbre «casei pecudini». Ivi, b. 148, «L. R.», cc. 203r-205r, capitoli del controinterrogatorio regio, 27 set. 1533: il teste avrebbe dovuto ad es. dichiarare se simili azioni dei Trapp non fossero in realtà mosse «ex aliqua probabili causa», ad evidenziarne le motivazioni. Di analogo tenore i capitoli del 29 set.; cfr. ivi, cc. 214v-215r.

155. Ivi, cc. 312r-313r, 27 set. 1533: il padre aveva condotto le Laste per tredici o quattordini anni consecutivi, ed egli stesso aveva consegnato il fitto di L. 370 agli agenti vicentini.

tem oneravit. Sed eo onerato, post octo dies fuere depulse pecudes ab agentibus illorum de Trapp et amplius ipso monte gaudere non potuit.<sup>156</sup>

Scappatoia comunque ripercorsa dai due soci, dopo la parentesi di quell'anno, anche nel 1531, in un clima di generalizzato opportunismo, ben descritto dalle parole del già citato Giovanni di Villaverla allorché riconosceva di aver condotto le Laste tanto per Vicenza quanto per il Beseno: e «quando se concordavit cum dominis de Bisseno, eis dixit quod non recognoscebat ipsum montem ab aliis quam ab ipsis, quia nisi ita dixisset non permisissent eum gaudere monte».<sup>157</sup>

Se non può in definitiva escludersi l'avallo di Vicenza a pratiche da questa ufficialmente censurate, chiara risulta una sua ponderata politica di incentivo sui fitti, in grado di incoraggiare i conduttori, i quali sembrano non essersi lasciati sfuggire l'opportunità di ricavare da quelle montagne proventi evidentemente compensativi. In tale contesto, si può ipotizzare che gli anni successivi ai momenti di più aspre frizioni confinarie potessero rivelarsi potenzialmente vantaggiosi nei calcoli dei più disincantati, a fronte della prudenziale rinuncia di quanti non intendevano rischiare la requisizione degli «instrumenta laborandi» o a subire «minas et molestias», quando non anche, sia pure in termini di minor incidenza («nonnunquam»), sequestri di persona;<sup>158</sup> come «Ioannes de Corradinis filius q. Corradini» che, dopo un contratto per gli anni 1517-1519, «propter hanc contraversiam ... noluit amplius se intromittere in dictis montibus».<sup>159</sup> Se, nell'intento di scardinare l'impianto difensivo avversario, l'esame dei testimoni riproduceva una volta di più l'incomunicabile specularità delle argomentazioni delle parti, decisivo si rivelava in ogni caso il ruolo demandato ai conduttori nel rendere operativo l'esercizio di diritti altrimenti virtuali sui siti frontalieri.

L'urgenza contingente di smorzare i toni del confronto aveva probabilmente contribuito a consigliare anzitutto il chiarimento delle pendenze con il signore di Beseno; sgomberato il campo da questa e altre cause per le quali si era espressamente fissato un «terminus peremptorius» alla fine di settembre 1533, attendeva ora il vaglio arbitrale la questione di Marcesina, già rivelatasi insolubile a tavolino,<sup>160</sup> in un'impasse tale da convincere il superarbitro che «li convenirà cavalcar *super loco*»,<sup>161</sup> incontrando in ciò un qualche assenso in campo regio.<sup>162</sup> Dell'atmosfera di sospettosa diffidenza che permeava i lavori relativi a questo sito, testimonianza d'altronde con chiarezza un intoppo fortuito che, trascendendo il mero dato procedurale, avrebbe registrato uno scontro sulle modalità d'interrogatorio. Se «examinatio dilata fuit usque ad profectionem in Forum Iulium, sub spe visitandi ipsum locum in itinere, et super loco testes examinandi», un'accidentale variazione nel percorso degli arbitri per raggiungere Gradisca aveva consigliato di far escutere i testimoni dai notai Angelo Costede di Trento e Antonio Tabaria di Vicenza.<sup>163</sup> Nonostante la scrupolosa predisposizione delle opportune garanzie di correttezza for-

156. Ivi, cc. 320v-321v, 30 set. 1533.

157. Ivi, c. 323r: infatti «de anno 1532 conduxit ipsum montem ad incantum ab ipsa communitate [Vincentie] pro libris nonaginta et ipsum montem oneravit; et deinde ... se concordavit cum eis [de Bisseno] pro rhenensibus centum viginti quinque; et utrique parti solvit utramque summam...».

158. Ivi, c. 221v.

159. Ivi, cc. 330v-331r.

160. Ivi, b. 150, «L. P.», cc. 131v-132r. Che l'escussione relativa alle «cause Trappie» fosse di fatto conclusa, è ravvisabile dagli stessi capitoli del segretario veneto (2 ott. 1533) ormai incentrati su Marcesina.

161. SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 623, lett. di A. Rosso data a Trento, 22 ago. 1533.

162. ASVE: b. 148, «L. R.», c. 189r, 22 set. 1533: «in differentia montis Marcesine debere locum visere, et ibidem et super loco testes recipi, ad solum finem et effectum ut ... melius valeant causam ipsam componere»; vedi ivi, b. 150, «L. P.», c. 132r; cfr. ACG: AS, b. 2-9, fasc. 4, c. 11v. La ricasazione del foro veniva ribadita dai Regi e le testimonianze raccolte si sarebbero in tal senso dovute utilizzare a comprova della bontà di tale richiesta.

163. Ivi, b. 150, «L. P.», c. 132r: «cum postea diversis rationibus adducti domini arbitri ... iter Forum Iulense mutaverint, ita ut ad Marcesinam accedere non possint, statutum est duos notarios, qui testes examinent, eo mittere». Con tutta probabilità, il cambiamento si impose per le proibitive condizioni atmosferiche; vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 692, lett. di Zuan Dolfin, podestà di Verona incaricato dal Cons. dei X di seguire le trattative a fianco di A. Rosso, data

male, sorretta ad un tempo dalla volontà di razionalizzare i lavori e di prevenire possibili rallentamenti – cernita e riduzione dei testi ad un numero massimo fissato sulla base dei moduli di interrogatorio, separazione fisica di quelli nelle due sedi di Grigno e Carpanè, omogeneità di trattamento da parte dei notai, riservatezza nella trasmissione di istruzioni arbitrali e *processus* a scongiurare fughe di notizie capaci di inquinare l'equità dell'impianto –,<sup>164</sup> le operazioni si bloccarono in effetti subito dopo il trasferimento in Friuli della commissione arbitrale, lasciando emergere a tutto sbalzo i dissapori tra le parti. Alla richiesta berica di affiancare con un coadiutore il notaio Antonio Tabaria, cui un'invalidità impediva la redazione dei verbali, i Grignati avevano infatti opposto il netto rifiuto «ad acto alchuno che gli fusse preiuditiale», lamentando inoltre la «grande inequalitate» dei Vicentini, accusati, per le informazioni ricevute dal Tabaria sulle lettere degli arbitri agli esaminatori, di volersi avvantaggiare «contra ogni iustitia et dovere», potendo contare sul «tempo di proveder et de investigar de testimonii a loro proposito e noticia de ogni cosa avanti el suo tempo».<sup>165</sup> Di più: di fronte alla prospettiva di veder esaminati i propri testi da un vicentino in una vertenza in cui la città veneta figurava come parte in causa, reagivano con vigore ad una manovra divenuta «più che sospettissima» con il tentativo di introdurre un coadiutore parimenti vicentino.<sup>166</sup> Spia forse più dell'esasperazione degli animi che di una seria minaccia alla trasparenza dei lavori, il nodo sarebbe stato infine sciolto dagli arbitri con la nomina di Marc'Antonio Zugliano.<sup>167</sup> Nulla, nel clima di ermetica, reciproca blindatura delle parti lascia in definitiva intendere la presenza di quei contatti informali e di trattative private tra intervenienti, che, filtrati qui dal mediatore, sostanziano invece gli accordi diplomatici.<sup>168</sup>

La discussione della causa di Marcesina avrebbe introdotto alle dinamiche economiche delle comunità contermini. Rappresentata dai conduttori che pascolavano il bestiame sulla montagna, nonché dai boscaioli dei Sette Comuni, la città di Vicenza faceva risalire al 1516 il possesso continuato *post bellum* di Marcesina – di tutta Marcesina, senz'alcuna concessione agli avversari –, avanzando la tesi del confine all'alveo del Brenta che, già sostenuta a Verona, i suoi *tituli* avrebbero dovuto in una fase successiva certificare; e ciò, «licet prestita fuerint varia impedimenta».<sup>169</sup> Non diversamente dalle Laste, la politica di contrazione dei fitti era stata adottata anche su questa montagna, la quale

a Trento, s.d. [ma di poco prec. l'11 set. 1533]; ivi, col. 721, lett. dello stesso, data a Trento, 23 set. Partiti il 7 ott. 1533, gli arbitri giungeranno a Gradisca il 18 via mare, dopo aver disceso l'Adige; vedi ASVE: b. 150, «L. P.», c. 132.

164. Cfr. la commissione degli arbitri ai notai in BCBVI: AT, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 7, cc. n.n., originale rogato dal segretario F. Petranigra a Trento, 6 ott. 1533, e sottoscritto da L. Porro, G. Baldung e M. Avogadro. Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», cc. 67r-69r. Ogni teste sarebbe stato tra l'altro sottoposto senza soluzione di continuità ai diversi moduli di interrogatorio. Sulla garanzia della segretezza circa le scritture e sulle modalità di interrogatorio, vedi SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 256, lett. di A. Rosso, 2 e 3 mag. 1533; ivi, col. 601, 17 ago. 1533; ivi, col. 654, 30 ago. 1533. Riguardo al numero dei testi, ad interrogatori probabilmente conclusi (15 giu. 1534) i Vicentini manifestarono agli arbitri la propria preoccupazione per non essere riusciti ad «implere numerum testium» sulla nodale causa di Marcesina, chiedendo la possibilità di reinserire i mancanti in un esame successivo, «ne iura sua periclitarentur»; istanza che venne rigettata; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 149r.

165. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», cc. 71v-75r: il Tabaria era «dextro brachio debilitatum». Come possibile coadiutore, si indicava il giovane «Iosippus Porta» o, in subordine, il notaio Marc'Antonio Zugliano. Del notaio Antonio Tabaria, residente a Magrè, si possiedono atti rogati tra il 1508 e il 1528; cfr. ASVI: *Notai Vicenza, Tabaria Antonio fu Giovanni*; ivi: *Ufficio Registro, Catastici*, I, v, p. 66, ad v. Sui malumori grignati per la questione, vedi ivi, cc. 73v-74v, lett. 31 ott. di S. Thunn e A. Quetta (si cita come procuratore di quelli G. Battista Peloso).

166. Ivi, c. 74: il notaio Tabaria era accusato di essere stato ammesso «subreticamente».

167. BCBVI: AT, b. 247 (= L. 195), c. n.n., lett. di arbitri e superarbitro, data a Gradisca, 6 nov. 1533: i Grignati non «alium ... coadiutorem adhibere possunt». Di Marc'Antonio Zugliano (Zugliano) si possiedono atti rogati tra il 1522 e il 1539; vedi ASVI: *Ufficio Registro, Catastici*, I, v, p. 505, ad v. Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 150, «F. C.», cc. 75v ss., i Vicentini bollano l'episodio come «excogitata causa impediendi examinationem», giacché i capitoli di interrogatorio risalivano ad alcuni mesi innanzi, ciò che aveva già offerto alle parti un'ampia possibilità di reperire i testi per le deposizioni.

168. Vedi G. MATTINGLY, *Diplomazia e diritto internazionale*, in *Storia del Mondo Moderno*, III, *La Controriforma e la rivoluzione dei prezzi (1559-1610)*, a cura di R. B. Wernham, Milano, Garzanti, 1970<sup>3</sup>, pp. 184-185; cfr., ad es., SANUDO, *I Diarii*, cit., LVIII, col. 476, 22 lug. 1533.

169. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», c. 357v, 2 ott. 1533. Sul riconoscimento, in giurisprudenza, dei confini giurisdizionali tra due «potentati» sino alla metà dell'alveo di un fiume, cfr. ivi: *Consultori in iure*, fz. 100, consulto di Donà Tosetti n. 36, s.d. [ma 1660-1677].

affictabatur et affictata est in dicto tempore post bellum singulo anno, satis minori pretio quam affictaretur nisi fuissent impedimenta et molestationes per dictum capitaneum Ivani et homines de Grigno. Nam sine impedimentis affictaretur communiter ultra duc. centum octuaginta singulo anno.<sup>170</sup>

Delineando l'orizzonte di uno spazio ecologico vitale, era a stringenti motivazioni concrete che, senza vacue circonlocuzioni, avrebbero attinto sin dalle prime battute le argomentazioni della comunità di Grigno, per bocca di Pietro Alessandrino:

omnes ville Vallis Sugane, incipiendo a villa Caldonacii et Levigi usque ad villam Grigni inclusive habent montes ultra aquam Brente confinantes cum territorio vincentino, in quibus habent ius pasculandi, capolandi, ligna incidendi et abducendi, et malgandi ... ville et loca predicta habent ab utraque parte, videlicet ultra et citra flumen Brente predictae, montes pro commoditatibus antedictis; ipsi vero homines de Grigno alium montem non habent, ex quo commoda predicta percipere possint, nisi dictum montem Marcesine ... sine usu et commoditate dicti montis Marcesine ipsi homines de villa Grigni vivere et ibidem in Grigno habitare non potuissent nec possent, quia sunt foci numero centum vel circa, tenentes continue totidem iuga bouum, ultra alia bestiamina solita teneri per homines rurales...<sup>171</sup>

In questo scenario trovava coerente collocazione la stessa vituperata costruzione «ab annis immemorabilibus» della mulattiera della Pertica, «via ultra aquam Brente, mediante ponte super dicta aqua constructo», mentre la constatazione che l'ascensione della montagna da altri paesi della Valsugana avveniva «per vias duriores et asperiores, quam sit via que servit ipsis de Grigno» poteva ben mirare al depotenziamento della tesi di una pretesa forzatura dei termini naturali. Prima che scelta di strategia processuale, il nesso tra la sussistenza di Grigno e lo sfruttamento dei pascoli e dei boschi di Marcesina appariva intrinseca alla stessa realtà economica di fondovalle, in cui la complementarità delle risorse agro-silvo-pastorali di un ambiente che enfatizzava le difficoltà insediative, poneva il problema del carattere concorrenziale dello sfruttamento delle risorse tra contermini.<sup>172</sup> Quando, mezzo secolo più tardi, Francesco Caldugno *senior* avrebbe puntigliosamente rimarcato lo scarto tra la sterilità dei Sette Comuni e le favorevoli

170. Ivi, cc. 357v-358r.

Livello dei fitti (in Lire) dei pascoli di Marcesina relativo al periodo 1409-1600:

anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto	anno	fitto
1409	71	1532	420	1549	1172	1566	1162	1583	815
1456	460	1533	420	1550	1200	1567	1162	1584	1250
1517	160	1534	420	1551	1230	1568	1116	1585	1580
1518	400	1535	170.10	1552	1244	1569	1116	1586	1580
1519	545	1536	170.10	1553	1246	1570	1116	1587	1580
1520	610	1537	170.10	1554	1280	1571	558	1588	1550
1521	775	1538	605	1555	1350	1572	700	1589	1550
1522	750	1539	815	1556	1350	1573	700	1590	1550
1523	800	1540	775	1557	1350	1574	700	1591	1590
1524	880	1541	1025	1558	1350	1575	700	1592	1590
1525	578	1542	1056	1559	1350	1576	800	1594	930
1526	510	1543	1055	1560	- - -	1577	800	1595	930
1527	560	1544	1015	1561	1325	1578	800	1596	930
1528	215	1545	1000	1562	1325	1579	845	1597	1350
1529	420	1546	1025	1563	1325	1580	- - -	1598	1350
1530	420	1547	1118	1564	883.10	1581	167.8	1599	1350
1531	420	1548	1210	1565	1162	1582	348.15	1600	1300

Fonte: BCBVI: AT, b. 243 (= L. 191), *Montagne*, fasc. 5 tit. «Copie locationum montanae Marcesinae Magnificae Communitatis Vincentinae»; cfr. ivi, b. 252 (= L. 200), *Montagne*, fasc. 3 tit. «1519. Testes examinati per D. Hieronymum Zoianum circa possessionem montanae Marcesinae et Lastarum et pro passu Perticae destruendo», c. 44v: «Memoria che l'anno 1510, 1511 le montagne [di Marcesina] non furono affitate per guerra»; cfr. ivi, cc. 31 ss.

171. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 218, 4 ott. 1533; cfr. ivi, b. 150, «L. P.», c. 132r; ACG: AS, b. 2-9, fasc. 4, c. 12, 3 ott. 1533. Anche in questa circostanza veniva avanzata da Pietro Alessandrino la richiesta di «declinatio fori».

172. Cfr. G. COPPOLA, *Agricoltura di piano, agricoltura di valle*, in *Storia del Trentino*, IV, *L'età moderna*, cit., pp. 233-258; cfr. IDEM, *Il consolidamento di un equilibrio agricolo*, ivi, pp. 259-281; B. FRESCURA, *L'Altopiano dei Sette Comuni vicentini (saggio di antropogeografia)*, Genova, Tip. Angelo Ciminago, 1898, pp. 104 ss.



condizioni della Valsugana – la cui agricoltura poteva innestarsi su un tessuto di «traffichi di legname» e «condutture di mercanzie» lungo il proprio essenziale asse viario e fluviale (non impedendo comunque ad alcune *villae* come Ospedaletto, Ivano, Carzano, Roncegno, Masi e, in certa misura, Selva e Levico, di vivere «con l'aratro» ovvero «con la loro agricoltura») –, <sup>173</sup> il precedente dell'assise tridentina, del resto da lui coerentemente stigmatizzato, aveva da tempo offerto il proprio contributo ad incanalare l'analisi della dialettica confinaria secondo la prospettiva del possessorio; questa, sensibile al volubile equilibrio tra interessi confliggenti, sul piano dei riscontri testimoniali al congresso rende conto anche dell'omogenea sintonizzazione delle parti sull'esternazione di quello che, con Robert Ardrey, può ben definirsi un «imperativo territoriale» in relazione a risorse rivendicate come riserva della propria comunità.<sup>174</sup> Entro tale logica, trovavano collocazione da un lato i questionari grignati del 2 ottobre 1533, miranti a precisare se Marcesina fosse più vicina ed economicamente necessaria a Grigno o a Vicenza (e a suggerirne una partizione in due distinte porzioni);<sup>175</sup> dall'altro, simmetricamente, i capitoli berici del 4 ottobre, volti a mettere a nudo, nel contesto delle *villae* di Valsugana in possesso di rilievi «ultra aquam Brente», l'esistenza di montagne «de retro dicte ville» di Grigno non debitamente sfruttate, a denunciare, assieme alla contraddizione tra asserita povertà e consistenza delle mandrie, l'artificiosità di opere realizzate su versanti per natura inaccessibili agli uomini della valle.<sup>176</sup> Un antagonismo, cui le deposizioni avrebbero offerto il vivido riscontro del carattere diffuso degli attriti frontalieri.

A questa trama di minute relazioni intervicinali riconduceva infatti «Ioannes q. sier Gasparini Spata» di Castel Tesino, chiamato a sostenere le tesi arciducali, il quale garantiva di aver visto sin da prima del 1500 gli uomini di Grigno ascendere con le loro vacche la montagna attraverso una «via», e condurne giù «lignamina laborata ab opere», destinati alla vendita, «et ea reponere in vaizo ipsorum apud Brentam».<sup>177</sup> Dopo aver soggiunto che il padre, notaio, aveva più volte rogato a Grigno contratti d'affitto relativi a Marcesina, allargava il campo all'intera valle con la precisazione che ogni *villa* della Valsugana, da Caldonazzo a Grigno, possedeva «montes ultra Brentam confinantes cum Vicentinis». Se però ogni comunità era altresì in possesso di montagne «citra Brentam ... excepto Hospedaletto», Grigno non aveva «alios montes pro accipiendis lignaminibus ab opere, nec pro malgis tenendis, nisi a dicta parte montis Marcesinae», giacché un altro rilievo sopra la *villa* risultava inutilizzabile, in considerazione della sua sterilità: perciò «si non esset commoditas lignaminum et aliorum quae capiunt seu recipiunt et receperunt ex Monte Marcesinae», i quasi ottanta *foci* di Grigno «non potuissent neque possent se sustentare in ipsa villa». Anche la questione dell'inaccessibilità dei luoghi veniva contestualizzata e ridimensionata, riconducendo la via della Pertica, ripristinata dopo ogni distruzione, nel novero delle molte altre usate dalle popolazioni della valle. Complementarmente, «Matthaeus de Baldo q. Antonii» da Ospedaletto invitava a rintracciare nell'esiguità degli arativi di Grigno, tale da limitarne l'autosufficienza alimentare

173. CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., pp. 25-28, secondo cui vivevano di soli traffici commerciali Strigno, Scurelle, Castelnuovo, Borgo e, «per la maggior parte», Grigno. Utile, per il rapporto territorio-insediamento in area alpina, E. TURRI, *Il mondo alpino: uomini e territorio*, Novara, De Agostini, 1979; e con specifico riguardo per le zone qui considerate, anche IDEM, *La fascia prealpina*, in *I paesaggi umani*, Milano, Touring Club Italiano, 1977, pp. 36-51.

174. R. ARDREY, *L'imperativo territoriale*, introduzione e trad. it. di G. A. D'Ambrosio, Milano, Giuffrè, 1984. Cfr. G. STEINER, *Una breve comunicazione su limes e translatio*, in *La frontiera da Stato a Nazione*, cit., in part. pp. 334-337; PAPAGNO, *Gli spazi della frontiera*, cit., p. 71.

175. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 148, «L. R.», cc. 216v-217r. Per le «exceptiones et interrogata» del 4 ott. 1533, miranti a definire i confini delle due aree, vedi anche ACG: AS, b. 2-9, fasc. 4, cc. 13r-15r.

176. Ivi, b. 149, «L. V.», cc. 358v-360r.

177. BCbVI: AT, b. 251 (= L. 199), *Montagne*, fasc. 8, cc. n.n., 28 nov. 1533: «Tres testes examinati per illos de Grigno ad probandum possessionem ipsorum in Marcesina»; il teste, affittuario dei pascoli di pecore a Monte Rovere per conto di Caldonazzo, dichiarava inoltre di aver visto, «semel», probabilmente prima della recente guerra, del bestiame pignorato ai Vicentini a Marcesina.

a un terzo dell'anno, l'impulso a questa sorta di corsa alla Marcesina e alla ricerca di un'integrazione dei redditi attraverso la vendita di legname e qualche commercio sulla stessa montagna. In virtù dei suoi sessant'anni, faceva inoltre rimontare il possesso del sito non solo a prima della guerra cambraica, ma anche del «bellum Roveredi», con la sola eccezione degli anni di guerra.<sup>178</sup> E se i testi favorevoli a Grigno asserivano di ignorare se la città berica possedesse montagne tra Caldonazzo e Ospedaletto, il bassanese «Paulus Borunemus q. magistri Benedicti», abitante a Grigno dal momento del matrimonio con una donna del paese, precisava il confine di Marcesina con un'informazione che pareva fondare la propria plausibilità sulla convergenza delle sue fonti riguardo al luogo: «ho inteso dalli vecchi de Foza et de Galio et de Grigno, che la parte de Grigno è zò in capo il Campo Grande, et che dovevan esser li termini, ma che i dovevan esser stà cavadi».<sup>179</sup>

Non meno monolitico si sarebbe rivelato l'arroccamento delle deposizioni vicentine sulla tesi dell'utilizzo generalizzato di Marcesina da parte dei comuni altopianesi più prossimi (peraltro non senza attriti con gli stessi pastori e mandriani che ne conducevano la parte pascoliva): se Foza ed Enego vi figurano come i comuni più interessati, non mancano riferimenti ad Asiago, Gallio e Rotzo, sino al coinvolgimento cumulativo, in talune deposizioni, di tutti i Sette Comuni.<sup>180</sup> Marcesina vi rappresenta anzitutto un grande patrimonio boschivo, in cui gli altopianesi – anzi, «el non ge lavora altri che quelli deli Sete Comuni» –, come ricordava «Antonius q. Michaelis a Fossa» di Enego, tagliavano «lignamina ab opere diversorum generum», per trasportarli «ad partes suas ad vendendum et utendum», esercitando, puntualizzava «Silvester q. Ianesini de Valente» di Gallio, il proprio «ius et libertatem buscandi in nemoribus Marcesinae ... nemine contradicente»; non diversamente, secondo «Nicolaus q. Chrestani Marini» di Enego, «tuti i Sete Comuni ge taglia, et se non fusse quelli boschi staressemo male et ne bisogneria fuzir via tuti».<sup>181</sup>

A voler riannodare i fili dei riscontri testimoniali su Marcesina, si era dunque delineata una situazione di fluido equilibrio tra forze interagenti entro un medesimo orizzonte di sfide ambientali e impegnate in quello che, attingendo alla trasposizione narrativa di analoghe vicende, potrebbe configurarsi come una «corsa per il confine»; una corsa ad un tempo promossa da e capace di promuovere la stessa percezione di sé delle comunità interessate, contribuendo sotto tale riguardo a suggerire anche una definizione del *terminus* come «significato-limite», nel senso matematico della parola, della coltura/cultura.<sup>182</sup> E in considerazione della conflittuale promiscuità nello sfruttamento di Marcesina, al Congresso di Trento andava fondatamente profilandosi quella soluzione in chiave compromissoria cui il mediatore Porro aveva precocemente accordato il proprio favore.

178. *Ibidem*: «...sunt multi foci et habent agrum strictum ex quo non possunt excipere vitum per tertiam partem anni, et reliquum oportet eos consequi ex lignaminibus que conducunt et faciunt ex dicto Monte Marcesinae, et ex mercibus quae illhic transeunt». I Grignati, ma più in generale i Valsuganotti, sono costretti ad inerpicarsi sulle mulattiere: la via utilizzata dagli uomini di Borgo «pro usu montis Sora Sasso est aspera et durior via montis Marcesinae, quia per eam non possunt nisi pecudes transire, et oportet opiliones super humeris portare victum suum et necessaria pro eis».

179. *Ibidem*.

180. Ivi, b. 247 (= L. 195), *Montagne*, fasc. 7, cc. n.n., alle date 2-4 dic. 1533; cfr. copia di mano settecentesca ivi, b. 252 (= L. 200), *Montagne*, fasc. 5, cc. 347-39v; ivi, fasc. 7, «Stampa. Per la Fedelissima Città di Vicenza», cit., pp. 105-131, testi «Stephanus de Voltolina q. Simonis», «Simon q. Mathei Bergomensis», «Bertius q. Marchesini dicti Parente Bergomensis», «Silvester q. Ianesini de Valente», «Franciscus q. Cristani Peruti», «Jacobinus Vaccarius de Voltolina q. Blasii», «Iannes q. Marci Longi», «Antonius q. Michaelis a Fossa», «Dominicus q. Leonardi Pasqualis», «Nicolaus q. Cristani Marini».

181. *Ibidem*.

182. Vedi G. P. GRI, *La percezione dei confini in una comunità di montagna. La comunità «larga»*, in «*Mes Alpes à moi*». *Civiltà storiche e Comunità culturali delle Alpi*, Atti della Conferenza internazionale, Belluno, 6-8 giu. 1996, a cura di E. Cason Angelini, Verona, Cierre, 1998, pp. 347-348; cfr. definizione di 'frontiera' di P. Toubert, citata in J. LE GOFF, *Centro/periferia*, in *Dizionario dell'Occidente medievale. Temi e percorsi*, a cura di J. Le Goff, J.-C. Schmitt, 1, Torino, Einaudi, 2003, *ad v*; S. TAGLIAGAMBE, *Alla ricerca di confini*, «*Iter. Scuola cultura società*», 11, 5, mag.-ago. 1999, p. 10; ZANINI, *op. cit.*, pp. 30-42.

## 5. L'ESAME DEI TITOLI

Coerentemente con l'ispirazione dei lavori, tesi alla restituzione di una situazione *de facto* quale il possesso, gli *inventaria* delle parti, la cui introduzione apriva alla fase conclusiva del convegno, mostrano una rilevante incidenza anzitutto di contratti d'affitto tra quelle che, con sintesi pregnante, i consultori Marc'Antonio Pellegrini ed Ettore Ferramosca avrebbero più tardi indicato come «ragioni ... ad fundandam iurisdictionem».<sup>183</sup>

La sostanziale convergenza cronologica dei riscontri più antichi riferiva la questione di Marcesina all'epoca dell'espansionismo visconteo dell'intraprendente Gian Galeazzo (1385-1402), il quale era riuscito ad abbattere i residui del potere scaligero, conquistando Verona e Vicenza, per poi impadronirsi anche della Padova dell'ex alleato carrarese. Periodo turbolento e convulso anche per la Valsugana, e di attività pressoria sugli stessi rilievi altopianesi. Si riferiva al 1389 il «transumptum» di un contratto di locazione «uni de Gallio et soto de Lusiana ... ad pascendum»,<sup>184</sup> che, con il riconoscimento di una pertinenza grignate sui siti citati, conteneva la dichiarazione, pur indicativa, dei suoi confini: «de Marcesina descendit et vadit usque ad montem Frizoni, et confinat cum Vadamarono, et confinat cum Mella usque ad crucem Hongare, et confinat cum Molina»; area entro cui gli affittuari avrebbero goduto «sine impedimento et molestatione alicuius persone» del «ius capulandi et pasculandi».<sup>185</sup> Più articolata, la parte con cui, con significativa coincidenza nella datazione (1389), il «Consilium civitatis Vincentiae», prescrivendo «quod homines Septem Communium non debeant facere stratum quam ceperunt facere pro conducendo lignamin[e] ad Brentam de monte Marcesine»,<sup>186</sup> esprimeva le preoccupazioni giurisdizionali della città berica su siti esposti a quotidiani contatti tra distrettuali altopianesi e sudditi arciducali. La susseguente censura all'indirizzo dei primi, accusati di aver costruito senza autorizzazione una via per i traffici con i valligiani, identificabile con il sentiero della Pertica, consente di completare il quadro sino a quel momento emerso dall'assise, da un lato quasi depotenziando l'accusa a più riprese mossa agli Arciducali di aver realizzato quest'opera «maxime damnosam et preiudicalem honori et statui antedicti Domini nostri et communi Vincentie», dall'altro con la segnalazione del peso degli scambi intervicinali, imperniati sul commercio del legname. Un'intraprendenza, quella addebitata agli uomini di Gallio e Asiago, che, ovviamente comune a quella sorta di membrana osmotica costituita dalle zone frontaliere, poneva in luce non meno la quotidiana vitalità di attività di contrabbando che l'asserita competenza territoriale vicentina, non senza marcare una divaricazione tra interessi distrettuali e cittadini (e in seguito anche della Dominante).<sup>187</sup>

183. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 115, fasc. tit. «Informazione delli Ss. Dd. Pellegrini et Ferramosca», cit.

184. Ivi, b. 148, «L. R.», c. 307v. Cfr. ACG: AS, b. 2-9, fasc. 3, cc. 2r-3r: copia autentica di atto di locazione rogato a Grigno, il 27 ago. 1389, dal notaio «Georgius q. Morandi de Baillis», di Castel Tesino. «Sindicus» di Grigno è «Benedictus q. Blancheti»; affittuari «Bonora q. Guidi» di Gallio e «Dominicus dictus Zuchus q. Iacobi de Lusiana». L'affitto ammontava a L. 500 per un anno. A fondamento della loro giurisdizione, i Regi produssero «titulum acquisitionis sub anno 1266 de mense martio» di parte del monte Marcesina; l'atto d'acquisto venne stipulato tra «Conradus q. Artusii de Vi[ar]ario» (venditore) e il grignate «Aymelricus» (compratore) per un ammontare di L. 200; l'intera montagna veniva stimata L. 8.000.

185. ACG: AS, b. 2-9, fasc. 3, c. 2v.

186. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L. V.», cc. 447v-448r. Vedi BCBVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 52, 19 ott. 1389: «in communi pallatio in saleta sive ecclesiola in qua soliti sunt congregari sapientes ad utilia communis Vincentie deputati... Cum per homines montanearum vincentini districtus et maxime per homines et communia villarum de Galleo et Axiglago absque licentia et consensu Illustris Principis et Excelsi Domini nostri et communis Vincentie fieret quedam strata de novo super montaneam, per quam dicti homines montanearum portare volebant et possent lignamina sua quaecunque ad flumen Brente sine aliquo labore et quasi per planiciem et itinere brevissimo, quod erat in damnum et verecundiam antedicti Domini nostri et communis Vincentie ... stratum huc usque factam per eos, debeant destruere et affractare...».

187. Vedi, ad es., BCBVI: AT, b. 250 (= L. 198), *Montagne*, fasc. 13, «Bandi contro alcuni dei Sette Comuni per contrabbando di biave», cc. 8r-17r: si tratta di sentenze contro altopianesi emesse, quasi tutte in contumacia, dai podestà di Vicenza tra il 1585 e il 1589. Sul nesso tra condanna in contumacia e bando, vedi C. POVOLO, *Aspetti e problemi dell'amministrazione della giustizia penale nella Repubblica di Venezia. Secoli XVI-XVII*, in *Stato, società e giustizia*, cit., I, Roma, Jouvence, 1980, pp. 216-220. Nell'ambito della nutrita bibliografia relativa ai contrabbandi di frontiera, ci si limita a segnalare i seguenti contributi,

Alla fase viscontea rinviavano nondimeno due scritture regie che richiamavano il ruolo dei dinasti di Caldonazzo e Castelnuovo, i quali, salvo una parentesi carrarese (1365-1375), dallo scorcio del XIII sec. detenevano anche la signoria di Ivano, tramite il ramo di Biagio di Caldonazzo.<sup>188</sup> Nella prima – l'investitura del 1391 da parte di Gian Galeazzo a favore di quest'ultimo e dei suoi fratelli, Biagio e Iacopo, e loro discendenti, delle *villae* di Tesino e Grigno con relativi beni e giurisdizioni «in pheudum nobile et gentile, et iure pheudi nobili et gentillis» –, figurava anche Marcesina: «item [dedit, traddidit et concessit] villam Grigni cum dosso ubi fuit castrum, cum montanea Marcesinae et aliis montibus et plano et omnibus iuribus et iurisdictionibus, que antiquitus et iuridice spectant dicte villae Grigni...».<sup>189</sup> Nell'altra, Gian Galeazzo emetteva una sentenza arbitrale (1394) in merito alle controversie insorte tra i predetti signori di Castelnuovo. In quell'occasione il conte di Virtù sentenziava «villam Grigni cum dosso, ubi fuit castrum, cum montanea Marcesinae et aliis montibus et plano ac omnibus iurisdictionibus et iuribus ... spectare et pertinere in solidum et pleno iure» a Iacopo e Siccone, nonché ad Antonio e Castruccio figli di Biagio di Castelnuovo di Ivano, condannando il Siccone del ramo di Caldonazzo alla restituzione dei beni sottratti e alla liberazione degli uomini catturati.<sup>190</sup> Il viluppo delle vicende intestine alla famiglia non impedisce di percepire la presenza di attriti tra giurisdizioni contermini, se Gian Galeazzo, come indica il tenore di un'ulteriore scrittura, presentata dai Vicentini, interveniva a chiarire la competenza sui boschi e i pascoli del monte, alludendo oltretutto al restauro di un termine lapideo con lo stemma visconteo e la croce di Vicenza, da lui fatto collocare nell'intento di marcare l'antico possesso, attribuito alla città berica.<sup>191</sup> Né Vicenza attribuiva un senso dissimile alla lettera con cui il capitano di Ivano e Telvana il 25 maggio 1415, «manu propria», le chiedeva «ad livellum» Marcesina, riconoscendola con ciò in territorio berico.<sup>192</sup> Escludendo alcune lettere dei principi – tra cui, presentate dai Grignati, una ducale di Cristoforo Moro all'indirizzo di Jacob Trapp (1469) e una di Agostino Barbarigo a Massimiliano I (1500) –,<sup>193</sup> volte ad avvalorare la tesi regia dell'«antiqua litis pendentia» e, sull'altro versante, le ducali marciane e le lettere di Carlo V (1521) al capitano di Ivano per l'applicazione della tregua quinquennale, le restanti scritture riportavano in sostanza locazioni della montagna e pignorazioni contro i confinanti.<sup>194</sup>

Sul versante delle Laste, la giurisdizione dei Trapp avrebbe dovuto trovare appoggio nell'investitura vescovile di Castel Beseno, con la montagna di Folgaria e relative pertinenze, da parte di Alessandro di Mazovia (1424-1444), e nei privilegi concessi da Venezia ai Folgaretani nel 1440 e confermati nel 1501, oltre che nel processo che aveva visto gli stessi dinasti in causa con Folgaria nel 1505, al tempo della giurisdizione roveretana. *Tituli*, nelle intenzioni dei Trapp, destinati a giustificare il recupero territoriale «hoc tempore belli

utili a inquadrare metodologicamente la questione riguardo all'area considerata: P. PRETO, *Il contrabbando e la frontiera: un progetto di ricerca*, in *La frontiera da Stato a Nazione*, cit., pp. 311-327; F. BIANCO, *La frontiera come risorsa. Il contrabbando di tabacco nella Repubblica di Venezia in età moderna*, «Histoire des Alpes. Storia delle Alpi. Geschichte der Alpen», *Mobilità spaziale et frontières-Räumliche Mobilität und Grenzen*, III, Zürich, Chronos, 1998, pp. 213-225.

188. Vedi MACCÀ, *op. cit.*, pp. 35 ss.; MONTEBELLO, *op. cit.*, pp. 224 ss.

189. ACG: AS, b. 2-9, fasc. 3, c. 3v, Milano, 29 dic. 1391.

190. Ivi, c. 6; tali docc. sono pubbl. in MONTEBELLO, *op. cit.*, pp. 74-81.

191. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 149, «L.V.», c. 447v; BCBVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 50, dat. Pavia, 2 lug. 1395; ASVE: *Prov. Conf.*, b. 111, fasc. 1, cc. 9-10; vi si stabiliva tra l'altro «...commune nostrum Vincentie sit ac stare et esse debeat in sua buscandi et pasculandi et cuiuslibet alterius modi solita et antiqua possessione montium...». Questo d'altro canto anche l'appiglio più antico cui avrebbe fatto ricorso F. Caldognò che, ritenendolo buono per dimostrare le ragioni beriche su Marcesina, lo valutava a maggior ragione probante per il monte Frizzon, «che alla città di Vicenza più si approssima»; vedi ivi, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegazioni in iure», cit., c. 14r. Cfr. CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., p. 44.

192. Ivi, c. 448r; CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., pp. 32-33; ASTN: *Atti dei confini*, serie I, b. 1, fasc. 2, c. 6r.

193. Ivi, b. 148, «L. R.», cc. 307v-308r.

194. Ivi, b. 149, «L. V.», cc. 448r-449r; locazioni vicentine citate per il periodo 1456-1535; ivi, b. 148, «L. R.», cc. 307v-308r; locazioni e pignorazioni effettuate dai Regi per il periodo 1423-1533. La documentazione prodotta da Grigno e dal capitano di Ivano relativa al periodo 1389-1529 è consultabile in copia autentica cinquecentesca anche in ACG: AS, b. 2-9, fasc. 3, cc. 1-34v.

durante» sull'intero arco delle montagne rivendicate, oltre che sulle Laste, ai danni dei conti Velo, da parte degli stessi Folgaretani che, durante il dominio veneto, sfruttavano i siti per ricavarne legname, da vendere a mercanti sino «ad vadum Caliani». <sup>195</sup> Per contesto se lo strumento con il quale, il 16 aprile 1222, Odorico Velo, Folgaria e il signore di Beseno avevano inteso regolare i rispettivi diritti a partire dal bosco di Pioverna, sarebbe parso più tardi tutt'altro che inattuabile agli occhi del Sarpi, esso doveva al momento fornire ai Velo il puntello contro le pretese dei Trapp, in forza della conferma oltretutto ottenuta nel 1430 dalla sentenza del capitano di Padova Andrea Mocenigo, delegato dai Pregadi a fissare i confini montani tra Marcabruno di Calstelbarco, signore di Beseno, e Vicenza. <sup>196</sup> Venezia stessa, che avrebbe poi acquisito le Laste con la confisca dei beni del ribelle Marcabruno (1448), aveva provveduto a confermare nel 1406 il feudo dei Velo, nel quadro di un intervento che, lungi dal voler beneficiare i propri *fideles* introducendo un elemento di turbativa nel distretto berico, perpetuava il preesistente ruolo locale di una famiglia di provata fedeltà, ritenuta utile in chiave difensiva, incassandone ad un tempo il riconoscimento della superiorità statale. <sup>197</sup> Interesse, quello per la zona, più tardi ribadito anche attraverso l'intervento del podestà di Rovereto, che nel 1473 dichiarava le Laste in territorio vicentino. <sup>198</sup> Un quadro, che, al congresso, le locazioni da parte dei Velo – bosco di Pioverna (livello ventennale ai Beseno e ai Folgaretani dal 1239 e fitti successivi), monti Melegna, Campoluzzo e Campo Azzaron (dal 1442), monte Melignone (dal 1525) – e quelle del Comune di Arsiero dei monti Toraro e Campomolon (dal 1505 e 1508 rispettivamente), nonché il legato con cui si assegnava il Melignone ai canonici regolari di S. Bartolomeo da parte «Melchioris dicti Romeni» (1311), dovevano contribuire a comporre nel mosaico dei rilievi di competenza berica. <sup>199</sup>

<sup>195</sup> Ivi, «L. R.», b. 148, c. 315, «iura» dei Trapp, presentati il 3 ago. 1534 da Pietro Alessandrino; cfr. ivi, cc. 163r-165v, capitoli dei Trapp, 19 set. 1533.

<sup>196</sup> Vedi BCbVI: AT, b. 605 (calto yy, dal 14 al 43), f. 30: «1605, 20 octobris Sententia Roboretana. 1222, Compositio inter dominos de Velo et commune Fulgarię»; ivi, b. 693 (= calto 24), fasc. 7, cc. n.n., 16 apr. 1222; ivi, fasc. 1, sentenze del capitano di Padova Andrea Mocenigo, 19 nov. 1430 e del capitano di Padova Tommaso Duodo, 20 ago. 1437; cfr. ivi, fasc. 5, segn. «Sentenze. 1426, 18 marzo: sindici di Terra Ferma. 1430, 19 novembre: capitano di Padova delegato; 1437, 20 agosto: capitano di Padova delegato»; ivi, b. 243 (= L. 191), *Montagne*, fasc. 2, cc. 24r-43v. ASVI: *Archivio Velo*, b. 1, n. 7, 16 apr. 1222, notaio Gualberto. La convenzione tra i signori Odorico Velo e Gerardo, suo nipote, il Beseno e il comune di Folgaria, stabiliva anzitutto che i Folgaretani potessero pascolare, far legna e cacciare nel bosco di Pioverna, con obbligo di pagare ogni anno, in perpetuo, alla festa di s. Michele, 17 lire piccole e ai signori di Beseno 50 soldi, di moneta veronese. Per il parere del Sarpi, vedi ASVE: *Consultori in iure*, fz. 12, c. 143, consulto 29 mag. 1615; ivi, fz. 13, c. 150r, consulto 7 giu. 1618; cfr. ivi, c. 11v, consulto 26 feb. 1617; ivi. Su tali vicende, vedi BORTOLAMI, *L'Altipiano nei secoli XI-XIII*, cit., pp. 273 ss.; B. PAGLIARINO, *Croniche di Vicenza*, Bologna, Forni, 1971 (rist. anast. dell'ed. Vicenza, 1663), pp. 256-260.

<sup>197</sup> Nel 1461, inoltre, i governatori delle entrate attribuirono le Laste al comune di Vicenza; vedi BCbVI: AT, b. 251 (= L. 199), *Montagne*, fasc. 1, cc. 1, 6r. Cfr. con il parere espresso più tardi dal consultore Gasparo Lonigo, in ASVE: *Consultori in iure*, fz. 61, cc. 289-290, s.d. [ma 1624-1626]. Se il consultore sminuiva il ruolo delle «semplici donazioni» imperiali ai Velo ed eccitava alla loro dignità comitale, perché concessa dai vescovi di Vicenza (1283), a suo parere essi dovevano tuttavia essere conservati nel possesso di quella dignità giacché «dichiarat[a] dalla consuetudine, sopra la quale è fondata tutta la materia feudale», e che Venezia stessa aveva anzi ribadito chiamandoli con il titolo di conte in molte «antichissime» ducali del Senato, dopo essersi «fatta patrona ... iure belli» di quel territorio. Sul Lonigo (1583-1663), feudista, autore della *Materia feudale*, e tra i «teologi minori» dell'Interdetto, subentrato nel 1623 con F. Micanzio alla coppia Sarpi-Treo, vedi BARZAZI, *Consultori in iure e feudalità*, cit., pp. 221-251; EADEM, *I Consultori «in iure»*, in *Storia della cultura veneta*, Vicenza, Neri Pozza, v, 2, 1986, pp. 186-190; EADEM, *I consulti di Fulgenzio Micanzio. Inventario e registi a cura di A. Barzazi*, Pisa, Giardini, 1986, pp. XIV, XXXI ss.; G. BENZONI, *Nota introduttiva a Fulgenzio Micanzio*, in *La letteratura italiana. Storia e testi*, XXXV, II, *Storici e politici veneti del Cinquecento e del Seicento*, a cura di G. Benzoni, T. Zanato, Milano-Napoli, Ricciardi, 1982, pp. 733-756; ZAMPERETTI, *I piccoli principi*, cit., pp. 348-349, 369 ss. (cui si rinvia anche per un esame della politica veneziana in materia feudale). Cfr. IDEM, *Patriziato e giurisdizioni private*, in *Storia di Venezia*, VII, *La Venezia barocca*, a cura di G. Benzoni, G. Cozzi, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana Treccani, 1997, pp. 201-223.

<sup>198</sup> Cfr. BOTTEA, *op. cit.*, pp. 68-69; CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., pp. 59-60.

<sup>199</sup> Cfr. MANTESE, *Memorie storiche della Chiesa Vicentina*, III, 2, cit., pp. 522-524; BOTTEA, *op. cit.*, p. 69. Per i confini di Arsiero, vedi ASVI: *Archivio Velo*, b. 1, perg. 5; cfr. copia indicata come «instrumentum confinium et pertinentiarum communis Arserii, rogatum per Thebaldum de Pulisello notarium, die ultimo iulii 1202», presente anche tra le scritture prodotte nel 1603 da Ettore Ferramosca per il negoziato vicentino con il commissario Girolamo Graziadei, in ASVE: *Prov. Conf.*, b. 116, sottofasc. tit. «Itinerarium sive visitatio montanearum cum allegationibus partium hinc inde», c. 31r; ivi, b. 149, «L. V.», cc. 449-453, 29 lug. 1534.



La risultante dei *tituli* pareva ad ogni buon conto confermare, complice la stessa sovrapposibilità di taluni riscontri toponomastici, un assetto del possesso non coerentemente targabile, perché riferito ad epoche in cui le relazioni personali erano alla base dell'organizzazione politica.<sup>200</sup> Colta attraverso la lente del possessorio, la forzatura imposta alla percezione spaziale delle fonti più antiche da un assiduo processo di conquista ambientale, sembrava del resto aver rimarcato la senescente inadeguatezza di queste di fronte alle mutate esigenze di una realtà ormai fedelmente, perché più dinamicamente, rappresentata dal fattivo esercizio di diritti su aree contese; un «processo storico di progressiva messa a fuoco» sul perimetro confinario<sup>201</sup> che, in sede negoziale come nell'affinamento della precisione tecnica nella restituzione cartografica e nella stessa organizzazione archivistica, rimandava all'effettivo controllo territoriale esercitato dal centro sulla periferia.

#### 6. LA SENTENZA NELLE CAUSE VICENTINE: COMPROMESSI E LINEE DI TENDENZA

Paradigmatico il tenore della sentenza tridentina, emessa il 17 giugno 1535, in relazione a Marcesina, simbolo stesso della travagliata storia della montagna oltre che anticipazione in embrione dei futuri sviluppi della vertenza. Testimonianza corsiva e palpitante, pur nell'ufficialità del dettato, delle difficoltà di pervenire – eloquente l'analogia stabilita con la causa istriana tra Montona e Pisino – a una soluzione concordata su un'area al punto contesa «ut pote quae supra centum et quinquaginta annos orta sit, et hactenus duret».<sup>202</sup> Esito più della volontà ostinata del mediatore che delle stesse parti in causa, essa esprimeva concretamente il solco incolmabile tra posizioni che, sorrette tutte da un nutrito apparato di scritture e testimonianze, se non trovarono reale composizione nemmeno in sede negoziale, avrebbero in seguito conosciuto ulteriori inasprimenti anche per le inestricabili connessioni con l'insoluta questione del vicino monte Frizzon. Questa infatti, attinente alla sfera del petitorio, avrebbe al punto contribuito alla destabilizzazione dei già problematici rapporti intervicinali da rivelarsi, come si sarebbe detto in ambiente vicentino durante il Congresso di Rovereto, «potissima causa del convento ... un obice, che solo bastasse per impedir la via alla decisione dell'altre cause».<sup>203</sup> La fragilità della soluzione adottata per Marcesina, poi, poggiava su dispareri manifestatisi fino all'emissione del lodo, pronunciato «dissentiente Magnifico Arbitro veneto in ea parte quae Grignensibus datur, cum maxime de loco qualitate non sit informatus». Sentenza equitativa, sortita dalla decisione del superarbitro di non lasciare ingiudicata la vertenza, essa attribuiva l'area pascoliva del monte a Vicenza, suddividendo quella boschiva in due terzi per la città e uno per Grigno. La labilità di tale composizione era percepibile nella stessa decisione di consentire il godimento promiscuo della montagna sino all'impressione definitiva del tracciato divisorio, che avallava una coabitazione sgradita

200. Per una storia medievale dell'altopiano dei Sette Comuni, vedi BORTOLAMI, *L'altipiano nei secoli XI-XIII*, cit., pp. 259-311; IDEM, *Le radici della civiltà cimbra*, «Quaderni di Cultura Cimbra», xxxviii, lug. 1995, pp. 49-52.

201. GRI, *op. cit.*, p. 347. Cfr. A. MAĆZAK, *Lo Stato come protagonista e come impresa: tecniche, strumenti, linguaggio*, in *Storia d'Europa*, dir. da P. Anderson, M. Aymard, P. Bairoch, W. Barberis, C. Ginzburg, iv, *L'età moderna. Secoli XVI-XVIII*, a cura di M. Aymard, Torino, Einaudi, 1995, pp. 125 ss., 133-136; C. RAFFESTIN, *L'evoluzione del sistema delle frontiere del Piemonte dal XVI al XIX secolo*, in *La frontiera da Stato a Nazione*, cit., p. 103; P. MOREAU DEFARGES, *Introduzione alla geopolitica*, trad. it. di A. De Ritis, Bologna, il Mulino, 1996, pp. 26 ss.; S. VITALI, *L'archivio: fonte e identità*, «Iter. Scuola cultura società», v, 14, gen.-mar. 2002, p. 48; E. BEVILACQUA, *L'altipiano nella cartografia storica*, in *Storia dell'altipiano dei Sette Comuni*, I, cit., pp. 371 ss.

202. ASVE: *Miscellanea Atti Diplomatici e Privati*, b. S 56 n. 1816, cc. 10v-11r. È, questo, l'esemplare originale veneziano della sentenza; quello regio in HHSTAW: *AUR (ALLGEMEINE URKUNDENREIHE) 1535 VI 17*, che include anche una copia autentica; cfr. ivi: *Venedig, Varia*, Kt. 2, cc. 105r-154v, 155r-188v; cfr. TLAI: *Grenzakten*, Fasz. 54 (= L. F. 110), «1535 Juni 17. Sentenz von Trient»; TLMFI: Fb.2110. Numerose le copie negli archivi citati; cfr. anche BUPD: ms. 198 (= microfilm 1133), «Sentenza arbitrale pubblicata in Trento (1535) per le controversie tra l'imperatore e la Repubblica di Venezia», sec. XVII; ivi, ms. 380 (= microfilm 1249), «Miscellanea di cose venete», I, «Lodo tra la Repubblica di Venezia e Ferdinando d'Austria pronunciato a Trento (17 giu. 1535)» (copia rec. non affidabile); ACBV: b. 6 (ex M. 138 e H. 89), cc. 1r-18v.

203. BCBVI: AT, b. 245 (= L. 193), *Montagne*, fasc. 8, cc. n.n., lett. di Giulio Cesare Valmarana ai deputati vicentini, 3 ott. 1605.



quanto prevedibilmente conflittuale e affidava alle stesse parti che non avevano saputo accordarsi l'onere di dare applicazione ad un dettato tanto limpido nei principi, quanto problematico nella sua traduzione sul terreno.<sup>204</sup> Prima della chiusura dei lavori il superarbitro aveva del resto promosso, *extrema ratio*, un tentativo di accomodamento sulla montagna stessa, al fine di garantire un compromesso per quanto possibile condiviso. Vi erano convenuti, oltre a Grignati e Vicentini, anche «agentes utriusque principis»; ma la discussione «de universa controversia», protrattasi vanamente sino all'indomani, si era infine coerentemente conclusa *re infecta*. Come spiegava con asciutta amarezza il Porro nel testo della sentenza, «sequenti die postquam convenerant, e monte descenderunt». Ciò che di fatto svuotava di significato la successiva ratifica.

Un risultato era ad ogni modo acquisito: accogliendo le istanze arciducali circa il possesso «dictae partis montis Marcesine in qua et de presenti sunt»,<sup>205</sup> la retrazione del dominio diretto vicentino dall'alveo del Brenta sino a quel settore dell'altopiano avrebbe costituito d'ora in avanti il punto di partenza, conflittuale ma definitivamente fissato, per ogni futura operazione di demarcazione come per i successivi riesami della materia. Lo stesso mediatore aveva specificato che i periti incaricati della divisione avrebbero dovuto lasciarsi alle spalle le radici dei monti, oltrepassando di una pertica la prima fonte d'acqua che si incontrava salendo a Marcesina.

Sulle Laste, invece, il risultato era stato favorevole a Vicenza: il possesso cittadino era stato pienamente riconosciuto, e anzi la sentenza si incaricava di inibire i signori Trapp da ogni turbativa, ingiungendo loro la restituzione degli affitti indebitamente riscossi qui e altrove durante gli anni del Congresso. A ciò si aggiungeva la conferma dei diritti dei conti Velo sui monti Campoluzzo, Pioverna e Melegna (ad eccezione del *ius lignandi* sui primi due e sul Melignone, diritto riconosciuto, assieme ai prati di Pioverna, ai Folgaretani, che avrebbero ripreso a versare un censo annuo ai conti), dei canonici regolari di S. Bartolomeo e degli stessi Velo sul Melignone, e della comunità di Arsiero su Toraro, Campomolon e Campedello. L'arretramento dei possessi altopianesi su Marcesina era dunque in qualche modo bilanciato dal consolidamento di un favorevole assetto su quest'altro delicato versante, chiave per gli accessi a quella Val Lagarina che aveva visto la rotta veneziana di Calliano nel 1487.

Rinuncia certo dolorosa, sul piano locale, quella ai «roversi» montani; non poteva tuttavia dirsi che da parte veneta fosse mancata, e sino all'ultimo, la volontà di garantirsi ostinatamente quei siti, del resto difendibili nel modo più fermo solo con l'esercizio perseverante dei propri diritti.<sup>206</sup> Di ben altro momento, semmai, i cedimenti che la Repubblica aveva sottoscritto nel settore friulano, quel riconoscimento della piena «sopranità» del patriarca in territorio aquileiese che avrebbe aperto la via agli aspri conflitti giurisdizionali della seconda metà del secolo e degli inizi del seguente.<sup>207</sup> Poca cosa dunque, con la focale del centro, alcune pertiche di boschi e pascoli di una realtà territoriale sostanzialmente defilata, il cui controllo avrebbe conosciuto un progressivo, sensibile affinamento a partire soprattutto dall'ultimo quarto del secolo. Al momento, con il ripiegamento involutivo che, dal compromesso siglato a Bologna nel dicembre 1529, aveva segnato il disimpegno veneziano dalla lotta continentale a favore di un'ac-

204. E perciò destinata a rivelarsi, con Bonato, «una fiaccola ardentissima di più fiere discordie» (vedi BONATO, *op. cit.*, III, p. 397).

205. ASVE: *Provv. Conf.*, b. 150, «L. P.», c. 44, replica del capitano di Ivano e uomini di Grigno, 19 lug. 1533; cfr. ivi, b. 148, «L. R.», cc. 21v-22r; BCBVI: ms. Do.23, fasc. 3, cc. 149v-153r.

206. Cfr. le risentite asserzioni di quella storiografia altopianese che, muovendo dalla pregiudiziale opposizione ad ogni ipotesi di «diffalco» al distretto, si inalberava contro la scarsa determinazione marciana, misurata sul solo esito del negoziato in BONATO, *op. cit.*, III, p. 378; IV, pp. 334-347; SARTORI, *op. cit.*, pp. 229-230. Cfr., con qualche cautela: CACCIAVILLANI, *L'autonomia dei Sette Comuni*, cit., p. 453; IDEM, *La confinazione veneziana con gli Imperiali (1750)*, Limena-Padova, Signum, 1991, pp. 1-32; IDEM, *I cippi della Marcesina*, Padova, Signum, 2001; G. BALZANI, F. GIOPPI, *Alpi di Mezzogiorno. Storie di uomini e confini tra Valsugana e Altipiano*, Trento, Euroedit, 2001, pp. 151 ss.

207. ASVE: *Miscellanea Atti Diplomatici e Privati*, b. S 56 n. 1816, c. 13r.

corta neutralità, lo stesso fallimento dei tentativi di applicazione del dettato tridentino avrebbe mostrato, attraverso certa timorosa diffidenza nei riguardi degli Arciducali, taluni imbarazzi per tale collocazione internazionale, insieme con il concreto assillo per le ripercussioni confinarie. Nel 1573, in una scrittura trasudante sospettosa circospezione, i consultori Stella e Chizzola sconsigliavano infatti la Repubblica di sottoscrivere accordi che, garantendo da ogni «pregiudicio» le «raggioni» avversarie, potessero implicitamente equivalere ad «una tacita confessione» della «giuridittione et superiorità de tutta la montagna». <sup>208</sup> Che non si trattasse di sola previdenza contingente era dimostrato da un successivo consulto in cui si invitava senz'altro a recedere da ogni «atto de divisione» di Marcesina, <sup>209</sup> giacché, come avrebbe chiarito più tardi lo stesso Stella, dovendosi eleggere un superarbitro,

l'isperimenta delle cose passate ha insegnato che è cosa molto pericolosa a Sua Serenità venire all'elezione de terzi, perché non ha persone de chi si possa confidar ... maggiormente dovendosi fare ... in Bologna, città della Chiesa, la quale ha infiniti rispetti alla Serenissima Casa d'Austria,

capace di manovrare una vasta rete di «favori et fautori». <sup>210</sup> Linea prudenziale che solo negli ultimi decenni del secolo la gestione marciana dei «giovani» avrebbe posto in discussione, non senza che il mutamento di rotta coinvolgesse, nell'asserzione della piena sovranità dello stato sulle proprie competenze territoriali, gli stessi temi confinari.

A fronte di problemi oramai cronicizzati, la sentenza tridentina introduceva comunque un riferimento preciso per la dialettica intervicinale sulle montagne vicentine, connotandosi come tappa verso la definizione di quella che, con John E. Law, potremmo definire la volontà della Repubblica di costituire una «clear-cut frontier». <sup>211</sup> Il dibattito congressuale contribuiva tuttavia ad individuare nei turbamenti bellici anche un fattore accelerativo di dinamiche socio-economiche legate alle particolari condizioni insediative di un'area dalle caratteristiche ambientali nettamente connotate ed esplicitamente sottoposta a concorrenziale sfruttamento. Conflittualità aspra e importuna, insistente in ogni caso su una fitta trama di compresenti e mai recisi traffici e interconnessioni, i quali, parte integrante dell'economia frontaliera, ribadivano su scala locale una più ampia e «fundamental interdependence between the two regions» che faceva al contempo dell'area, sempre con Law, una «buffer zone». <sup>212</sup>

Considerato lo sfondo ideologico delle guerre retica e cambraica, il programma iconografico della facciata di Palazzo Geremia a Trento, residenza di un influente aristocratico legato a doppio filo con la Casa imperiale e con il principe-vescovo tridentino, poteva ben ospitare la scena dell'annientamento del leone marciano, ripescando le eroiche gesta delle truppe trentino-tirolesi a Calliano nella figura del loro comandante. Trascrizione allegorica delle pulsioni sottese o attribuite ai conflitti, essa materializzava figurativamente la piena attualità della loro carica ideologica, presente, pur diluita e filtrata,

<sup>208</sup> Ivi: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 55r: «Consulto dell'Eccellentissimi Dottori et Cavalieri Chizzuola et Stella sopra la divisione della montagna di Marcesena», 10 ott. 1573. I giuristi bresciani Vincenzo Stella e Gian Giacomo Chizzola sono ricordati come negoziatori con gli Arciducali in ambito confinario, specie in Friuli; entrambi furono creati cavalieri a seguito di tali trattative. Il Chizzola, in particolare, fu più volte ambasciatore bresciano a Venezia; vedi Rossi, *op. cit.*, pp. 373-380. Sulla parte da lui avuta nella difesa del dominio veneziano sull'Adriatico contro gli Arciducali al Congresso di Vienna del 1612, vedi G. Cozzi, *Paolo Sarpi*, in *Storia della letteratura italiana*, dir. da E. Cecchi, N. Sapegno, v. *Il Seicento*, Milano, Garzanti, 1967, p. 481. Sul Chizzola come interprete del clima di enfaticizzazione della vita in villa e dell'agricoltura, vedi G. BENZONI, *La forma dialogo*, in *Agostino Gallo nella cultura del Cinquecento*, Atti del Convegno, Brescia, 23-24 ott. 1987, a cura di M. Pegrari, Brescia, Moretto, 1988, in part. pp. 344 ss.

<sup>209</sup> Ivi, c. 56r, s.d., ma di poco posteriore al 1575, data di un fallito tentativo di divisione di Marcesina, di cui al consulto.

<sup>210</sup> Ivi, c. 84r, consulto 14 set. 1580.

<sup>211</sup> J. E. LAW, *A new frontier: Venice and the Trentino in the Early Fifteenth Century*, «Atti dell'Accademia Roveretana degli Agiati», s. VI, a. CCXXXVIII, vol. XXVIII/A, Calliano, Manfrini, 1988, p. 181.

<sup>212</sup> Ivi, p. 160. Cfr. G. M. VARANINI, *La frontiera e la cerniera. La Vallagarina del Quattrocento vista da Venezia (e da Verona)*, in *1500 circa. Landesausstellung 2000*, cit., pp. 455-460; P. BRAUNSTEIN, *I confini italiani dell'impero*, cit., pp. 461-466.

nello stesso convegno arbitrale ospitato in quella dimora. Le vicende che avrebbero successivamente coinvolto le comunità gravitanti lungo il tormentato confine veneto-trentino-tirolese avrebbero testimoniato come tale rappresentazione artistica fosse tutt'altro che avulsa da un contesto di rapporti che, a livello locale, avrebbero continuato ad esprimersi in termini di crescente, scoperta microconflittualità. Su Marcesina, timidi spiragli di apertura si rivelarono infatti incapaci di intaccare una situazione destinata a presentarsi ancora a lungo immutata.<sup>213</sup> Nel denunciare ai Pregadi, nel giugno 1556, la sostanziale estromissione degli altopianesi dalla fruizione delle montagne limitanee, il capitano Alvise Zorzi coglieva, pur da un'ottica parziale, il grave stato di tensione che minava irreparabilmente quegli accordi.<sup>214</sup> L'elusione della vertenza del Frizzon aveva d'altro canto contribuito a vanificare gli stessi approcci divisorii su Marcesina. Rilevanti frizioni su questioni giurisdizionali precedettero tali reiterati, sterili tentativi: problemi all'apparenza minuti, come quelli relativi all'approvvigionamento di sale ai pastori, ma in grado di far lievitare i toni del confronto sino al livello dei principi. Così, ad es., nel 1554, allorché il sequestro, ordinato dal capitano di Vicenza, di un ingente quantitativo di sale «alemano» avrebbe scatenato l'indignata reazione del barone Cristoforo di Wolkenstein, signore di Ivano, presso il Senato veneziano, contro l'intollerabile «excesso» ai danni dell'«antiquissimo mio possesso et de miei precessori», spingendolo a minacciare il coinvolgimento dello stesso imperatore, «al qual spetta la tutela et defensione».<sup>215</sup> Fratture mai ridotte in sede negoziale erano riemerse immediatamente – tanto che Grigno pareva a tutti gli effetti rivendicare «non solamente la parte nemorosa della città di Vicenza et della quale è stata contentione ... ma anco la montagna del comun di Enego, della qual mai è stata alcuna contentione» –, per esplodere al momento di procedere alla divisione stabilita al termine di contatti diplomatici tra Venezia e Innsbruck.<sup>216</sup> L'incontro tra delegazioni degenerò in effetti in una rissa generale, accesasi dopo che «quei di Enego, intendendo che si trattava della sua montagna, si misero in arme più di ducento di loro furiosamente...»,<sup>217</sup> e sedata, riferirà poi Caldogno, dall'interposizione dei «sacerdoti di quelle montagne che ... raffrenarono i loro furibondi animi con non poca difficoltà»,

213. Vedi HHSTAW: *Venedig, Varia*, Kt. 3, c. 29r, ott. 1541 (dataz. di mano post.), «Opinio et apparere Dominorum Consiliariorum de iis, quae Dominis Sigismundo a Thonno et Antonio Quetta Commissariis et Mandatariis regis in negotio restitutionis designatis ad eorum litteras ad partem extra instructionem rescribenda esse censent»: si garantiva la volontà regia di appianare le pendenze. Il 4 mar. 1543, dopo ripetute rimostranze dei conti Velo, l'arbitro regio versò le somme previste come indennizzo dalla sentenza di Trento, mentre il 21 successivo i commissari cesarei e veneti si incontravano a Venezia; vedi ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 63v. Cfr. BCbVI: AT, b. 693 (= calto 24), fasc. 3, tit. «Lettere del Signor Conte Francesco Caldogno contra scrittura del capitano Antonio dall'Oglio da Aseglia», cc. n.n., relazione di F. Caldogno, che data l'incontro diplomatico veneziano al 22 mag. 1543. Cfr. ivi, b. 241 (= L. 189), *Montagne*, fasc. 24, cc. n.n., 21 mag. 1543, nota di protesta degli oratori vicentini, i dott. Alvise Monza e Bernardino Merzari, ai commissari cesarei, sulle turbative dei Grignati e sull'ostruzionismo dei Trapp di Caldonazzo sulle Laste Basse, che non avevano ancora risarcito i conduttori vicentini.

214. *Relazioni dei Rettori veneti*, VII, cit., pp. 34-35. Mentre il signore di Ivano è accusato di imporre agli uomini di Enego una decima di «mille stara di grano», su Marcesina l'accordo per lo sfruttamento promiscuo si stava traducendo nel fattivo sfruttamento da parte arciducale dell'intera zona boschiva e di parte della prativa.

215. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 111, fasc. 1, c. 168r, lett. di Cristoforo di Wolkenstein al «Serenissimo Principe et Illustrissimo Senato», data a Innsbruck, 31 ago. 1554; prudente la risposta veneziana, che, dopo aver sollecitato informazioni ai rettori, attraverso ducale del 10 nov. successivo ribadiva la necessità di conoscere «de chi sia la giuridittione del sudetto monte, et da chi li conduttori delli pascoli d'esso monte siano per l'adietro stati soliti di tuor il sale», mentre ogni eventuale iniziativa giudiziaria veniva sospesa; vedi ivi, cc. 170r-174. Sul ruolo economico e politico del sale, vedi J.-C. Hocquet, *Il sale e la fortuna di Venezia*, trad. it. di G. Iotti, L. Megna, Roma, Jouvence, 1990.

216. Ivi, b. 110, fz. segn. «G», cit., cc. 184r-185r, supplica presentata dagli oratori vicentini ai rettori, allegata a dispaccio 28 ago. 1555. Un disegno schematico riassumeva i termini della questione indicando nella parte meridionale di Marcesina la parte «boschiva posseduta quietamente dalla villa di Enego al tempo della Sententia de Trento, della quale non era controversia»; cfr. BCbVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 378r, lett. 20 mag. 1556 del luogotenente, Reggenza e Consiglio di Innsbruck, all'oratore regio a Venezia, a sollecitare la nomina di due periti in rappresentanza di Grigno per procedere «ad divisionem ... et terminorum affixionem» con i loro omologhi vicentini e «dividere ... in omnibus et per omnia iuxta tenorem arbitralis sententiae», non senza tuttavia subordinare il buon esito dell'operazione alla restituzione dei sali sequestrati dai Veneti. L'importanza di questa condizione verrà sottolineata il 12 nov.; cfr. ivi, cc. 379r-380r e c. 383r, 28 lug. 1558.

217. Ivi, c. 58r.

persuadendoli «nella lor propria lingua natia tedesca». <sup>218</sup> Il «negotio – commentarono sfiduciati i rettori di Vicenza – si ridusse in protesti da una parte et dall'altra, secondo l'ordinario quasi di tutti questi conventi». <sup>219</sup> Un nuovo tentativo era seguito nel 1559, preparato da approcci a dir poco estenuanti, che, se traducevano efficacemente il grado di reciproco sospetto, focalizzavano tuttavia la necessità di un maggiore coinvolgimento dei sudditi nella conoscenza dei contenuti degli accordi, ad evitare sussulti incontrollabili. <sup>220</sup> Screzi diplomatici si erano comunque protratti anche dopo la designazione dei rispettivi commissari. <sup>221</sup> L'asserita volontà di uno sbocco risolutivo, chiaramente manifestata dalla commissione all'arbitro veneto Giovanni Antonio Novello, <sup>222</sup> non impedì infatti che i negoziati si arenassero quasi immediatamente di fronte alla divaricazione sulla sorte da attribuire alla Marcesina bassa. <sup>223</sup> Stallo in breve totale quello che, «ardendo all'ora la guerra di Ongaria», portò alla definitiva sospensione del tentativo. <sup>224</sup> Né mancarono iniziative su scala locale, come quella del vicentino Adriano Zugliano e del pievano di Grigno, sulla base di una spartizione dei siti in piena aderenza alla sentenza del 1535. <sup>225</sup> Le difficoltà della fase esecutiva parevano insomma sublimare in chiave diplomatica il rapido deterioramento dei rapporti tra contermini, facendo registrare una progressiva recrudescenza dell'ostilità, che i diluiti contatti interstatuali non riuscivano a relegare nemmeno allo stato di latenza. Paradigmatico, un dispaccio del giugno 1582 dei rettori di Vicenza denunciava, nella minacciosa parola d'ordine dei Grignati – «piglia piglia, amazza amazza, carne carne» –, gli intollerabili propositi aggressivi di questi. <sup>226</sup> Toni che, beninteso, pare difficile non attribuire simmetricamente anche ai sudditi veneti, impegnati in non meno astiose rappresaglie contro i vicini.

218. CALDOGNO, *Relazione delle Alpi vicentine*, cit., p. 36. Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 118, vol. n.n. tit. «Allegazioni in iure», cit., c. 40r.

219. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 58r.

220. Venezia, dopo aver ottenuto la sostituzione del commissario Thoner, ritenuto troppo scopertamente favorevole agli avversari, si era opposta alla proposta cesarea di eleggere anche un superarbitro nella persona del duca di Mantova, trattandosi di dar esecuzione a quanto già stabilito e sostenendo invece l'elezione di tre dottori per parte nello studio di Bologna, Pavia o Ferrara; cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 189, copia di deliberaz. del Senato, 22 giu. 1559; ivi, cc. 204-205, lett. 5 ott. 1559 dell'ambasciatore a Vienna Giacomo Soranzo; ivi, c. 224r: lett. 22 mag. 1560, di G. Soranzo. Il Soranzo venne peraltro eletto il 6 set. 1558 commissario sopra i confini della Patria del Friuli, assieme a Girolamo Ferro e Piero Sanudo; vedi ivi: *Segretario alle voci, Elezioni in Pregadi (1554-59)*, reg. 2, alla data. Ferdinando I ribadiva del resto come «in simile compromesso sia necessario il consenso de' sudditi dell'una et l'altra parte, a fine anco che questa fatica non si faccia in vano»; la necessità di una maggiore trasparenza sull'andamento delle trattative veniva di fatto affermata anche da parte veneziana, con una deliberazione con cui i Pregadi incaricavano i rettori di far «intendere a quelli fidelissimi nostri che sono interessati, acciò che sappiano la volontà nostra»; ivi: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 236r, 24 ago. 1561, in trad.; ivi, c. 243r, 25 set. 1561.

221. Nel 1561 le parti si accordarono sull'elezione di arbitri e superarbitro, da individuare tra i dottori del collegio di Bologna, ma Venezia negò poi l'avallo alla rosa espressa dall'imperatore; vedi ducale del doge Girolamo Priuli ai rettori di Vicenza, 25 set. 1561, in BCbVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 396r. Cfr. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., cc. 248-249r (lett. da Praga, 20 ott. 1561 dell'ambasciatore G. Soranzo), c. 258r (lett. da Praga, 20 ott. 1562 dell'ambasciatore Giovanni Michiel), c. 384r (arbitri designati Francesco Luchini per gli Imperiali e Giovanni Antonio Novello per Venezia; superarbitro il dott. Giovanni Ludovico Bovio). Cfr. HHSTAW: *Venedig, Noten*, Kt. 3, Ins. 2, c. n.n., 23 gen. 1562, «Commemoriale dell'ambasciatore di Venetia» (si sollecita la Maestà Cesarea ad eleggere una nuova terna di dottori).

222. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 386r: oltre a curare che non si alterasse «la forma della sententia tridentina», avrebbe dovuto provvedere che «i termini, quai si poneranno sopra detto monte ... siano così chiari che nell'avenire non vi possi nascer alcun dubbio o difficoltà per conto di giurisdittione».

223. HHSTAW: *Venedig, Noten*, Kt. 3, Ins. 2, cc. n.n., 1° lug. 1562, l'«Orator venetus de monte Marcesina» lamenta le «cose nuove, impertinenti al fatto di che si tratta» avanzate dai Grignati, i quali, contro il dettato tridentino, chiedono rientri nella divisione anche «quella parte del monte detta la bassa» posseduta pacificamente da Enego. Chiede si dia mandato al dottor Luchino a procedere con il Novello alla divisione «con la visione del monte et con la sententia di Trento in mano».

224. Il 4 dic. 1567 il Senato aveva provveduto ad eleggere tre commissari, cui affidare l'esecuzione della sentenza di Trento, con incarico di difendere le ragioni pubbliche e private, coadiuvati da due dottori, un avvocato fiscale, un segretario e un cancelliere. Non erano paraltro mancati anche tentativi di divisione *de facto* sul posto, come indicava lo scolpimento dell'aquila asburgica «in uno scoglio ... tre miglia di qua del passo della Pertica». Vedi BCbVI: AT, b. 692 (= calto 24), fasc. 1, c. 408r, lett. 16 giu. 1567 dei deputati vicentini alla Serenissima Signoria; ASVE: *Senato Terra*, reg. 46, c. 177r; ivi: *Maggior Consiglio, Deliberazioni*, reg. 29 *Angelus (1566-1574)*, c. 23v, 6 dic. 1567.

225. ASVE: *Prov. Conf.*, b. 110, fz. segn. «G», cit., c. 267r, lett. del capitano di Ivano «Gaspar Gruelt» ai consoli della comunità di Vicenza, 3 ott. 1573.

226. Ivi, b. 111, fasc. 1, c. 158r, dispaccio dei rettori, 26 giu. 1582. Su simili rappresaglie vedi, ad es., SANUDO, *I Diorii*, cit., xxxvi, col. 259, 28 giu. 1524.

ANTONELLA BARZAZI

IMMAGINI, MEMORIA, MITO :  
L'ORDINE DEI SERVITI E SARPI NEL SEICENTO\*

**P**RESENTO nelle pagine che seguono una serie di spunti e testimonianze, emersi da ricerche ancora in corso, sull'immagine che del più noto tra i servi di Maria si affermò presso il suo ordine nell'arco di tempo che va dall'interdetto alla fine del Seicento.

La vicenda di Sarpi, religioso autorevole per integrità di vita e cultura, poi scomunicato e ribelle al papa, diede luogo tra i serviti a un difficile confronto, caratterizzato per un verso da volontà di assimilazione e devozione profonda, per l'altro da impenetrabili reticenze e rifiuti. Ambivalente e contrastato, il rapporto dell'ordine con la dirimpiente personalità di fra Paolo si sottrae a ricostruzioni schematiche e può trovare un parallelo, un termine di confronto in quello che legò i domenicani alla figura di Savonarola.<sup>1</sup> In entrambi i casi siamo di fronte a vicende esemplari nel quadro di un processo più generale di definizione di identità e tradizioni da parte degli ordini religiosi, destinato a dipanarsi con difficoltà, tra istanze censorie e modelli controriformistici.

1.

In un saggio del 1967 su *Paolo Sarpi, il generale Ferrari e l'ordine dei Serviti durante le controversie veneto-pontificie*,<sup>2</sup> Boris Ulianich aveva rilevato come durante le prime battute della contesa dell'interdetto i servi di Maria non si fossero mostrati compatti di fronte al ruolo assunto da un confratello di particolare spicco come Sarpi, forte tra l'altro di un brillante *cursus honorum* che lo aveva portato fino alla carica di procuratore generale.<sup>3</sup> Esitante la condotta dei vertici: nel febbraio 1606 il generale Filippo Ferrari aveva autorizzato fra Paolo, suo «amico intrinseco»,<sup>4</sup> ad accettare la carica di consultore teologo della Repubblica, consentendo quindi a Micanzio di lasciare il convento bolognese per Venezia proprio alla vigilia della scadenza dei termini delle censure pontificie.<sup>5</sup> Avrebbe

\* Testo rielaborato della relazione al Convegno internazionale di Studi nel 450° anniversario della nascita di Paolo Sarpi, Venezia, Ateneo Veneto, 17-18-19 ottobre 2002. Desidero ringraziare Corrado Pin, per le conversazioni sarpiane e le numerose segnalazioni relative agli anni del post-interdetto, e Odir Dias, dell'Archivio romano dei servi di Maria, che mi ha messo a disposizione la sua approfondita conoscenza della documentazione relativa alla storia dell'ordine.

1. Mi limito a rinviare, sul tema, al recente lavoro di M. GOROR, *I beati del papa. Santità, Inquisizione e obbedienza in età moderna*, Firenze, Olschki, 2002, pp. 1-41 e *passim*.

2. In *Studi in onore di Alberto Pincherle*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1967, vol. II, pp. 582-645.

3. Sulla carriera di Sarpi e la sua influente posizione nell'ordine cfr., oltre alla fondamentale *Nota introduttiva* di G. Cozzi a P. SARPI, *Opere*, a cura di G. e L. Cozzi, Milano-Napoli, Ricciardi, 1969, pp. 3-20, 24-30, le notizie e i dati presentati in D. M. MONTAGNA, *Paolo Sarpi frate e il suo convento di Santa Maria dei Servi a Venezia tra Cinque e Seicento*, in *Fra Paolo Sarpi dei Servi di Maria*, Atti del Convegno di Studio, Venezia, 28-29-30 ottobre 1983, a cura di P. Branchesi e C. Pin, Venezia, Comune di Venezia, 1986, pp. 101-128; inoltre P. M. BRANCHESI, *Paolo Sarpi prima della vita pubblica*, relazione al convegno, già ricordato, nel 450° anniversario della nascita di Paolo Sarpi.

4. Così Micanzio nella *Vita del padre Paolo* (F. MICANZIO, *Vita del padre Paolo*, in P. SARPI, *Istoria del Concilio Tridentino*, a cura di C. Vivanti, Torino, Einaudi, 1974, vol. II, p. 1343). Anche una fonte ferocemente antisarpiana come la *Relatione dell'attentato a Fra Paolo* del servita Giovan Francesco Graziani (manoscritta alla British Library, Add. Ms. 6877, ampiamente riassunta in D. WOOTTON, *Paolo Sarpi. Between Renaissance and Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, pp. 136-145) riferisce che Ferrari, «amicissimo di m.o Paolo e m.o Fulgentio», avrebbe voluto «dopo di lui ... Generale fra Paolo»; cfr. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., p. 590, n. Originario di Alessandria, geografo e professore d'astronomia all'università di Pavia, noto per il suo *Lexicon geographicum*, pubblicato postumo nel 1627 e in seguito più volte riedito, Ferrari (1552-1626) era stato eletto nel 1604 generale per due anni, a completamento del triennio del predecessore defunto Gabriele Dardano Colissoni, e quindi riconfermato per un successivo mandato.

5. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 585-590. L'autorizzazione del generale a Sarpi, in data 18 febbraio 1606, risulta ripro-



in seguito intimato ai frati veneti di rispettare l'interdetto e a Sarpi di presentarsi avanti a lui a Bologna, ma, caduti nel vuoto entrambi i precetti, non doveva dar corso a ulteriori provvedimenti.<sup>6</sup> Quanto poi agli scritti dedicati in questa fase da religiosi serviti alla vertenza tra Venezia e il papa, avevano evitato attacchi diretti alla persona di Sarpi, lasciando per di più intravedere, sulla questione nodale della natura della potestà papale, posizioni differenziate e non del tutto in linea con quelle romane. Solo nel settembre 1606, dopo la pubblicazione con il nome di Sarpi e Micanzio del *Trattato dell'interdetto* e delle *Considerazioni sopra le censure*, si era imposta l'urgenza di una presa di distanza ufficiale, al massimo livello. Mentre il generale Ferrari indirizzava a Paolo V una lettera in cui stigmatizzava il comportamento dei due frati filovenetiani – «perditi viri» – separando con decisione le responsabilità dell'ordine,<sup>7</sup> le sollecitazioni del cardinal protettore Girolamo Bernieri portavano alla stesura di una *Difesa delle censure pubblicate da N. S. Paolo Papa V*, che – sottoscritta da sei serviti, tutti titolari d'importanti cariche provinciali e centrali – si presentava come una violenta demolizione degli argomenti a favore della Serenissima, particolarmente dura e sprezzante nei confronti di Sarpi.<sup>8</sup> Comparsa a stampa presumibilmente a vertenza ormai conclusa, la *Difesa* segnava anche il tardivo allineamento dell'ordine a sostegno della rigida concezione della potestà pontificia sostenuta negli ambienti vicini al papa.

All'indomani della composizione diplomatica dei rapporti tra Roma e Venezia, nell'aprile 1607, la Curia stringeva il cerchio intorno ai 'teologi' – per lo più membri di ordini regolari – che avevano sostenuto le ragioni della Repubblica, ritenuti non compresi nell'assoluzione generale impartita dal cardinal de Joyeuse, e si moltiplicavano le insistenze e le lusinghe nei confronti di Sarpi e Micanzio perché si ravvedessero.<sup>9</sup> Un atto formale di sottomissione al papa dei due principali protagonisti della 'guerra delle scritture' diventava obiettivo primario nel quadro di una difficile opera di riconduzione dei serviti alla normalità.<sup>10</sup> Critiche le condizioni delle due province – veneta e della Marca trevigiana – che raggruppavano le case situate nel territorio della Repubblica.<sup>11</sup>

dotta in facsimile e trascritta in appendice a P. BRANCHESI, C. PIN, *Note per l'edizione dei consulti di fra Paolo Sarpi*, in *Fra Paolo Sarpi dei Servi di Maria*, cit., pp. 205, 211-212. Sulla partenza per Venezia di Micanzio, nei primi giorni di maggio, e su altre questioni riguardanti la sua biografia, a cominciare da quella delle origini bresciane, vedi anche A. M. DAL PINO, *Fra Fulgenzio da Passirano negli anni di studio e d'insegnamento (1590-1606)*, «Studi storici dell'ordine dei servi di Maria», VIII, 1957-1958, pp. 145-148.

6. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 590-592.

7. Una copia della lettera del 9 settembre 1606, di pugno dello stesso Ferrari e con ogni probabilità da lui stesso trasmessa a Sarpi, si trova in Archivio di Stato di Venezia (d'ora in avanti ASV): *Consultori in iure*, filza 454 (volume che, insieme a quello segnato 453, costituisce una sorta di archivio personale di fra Paolo). Cfr. in proposito la segnalazione e le convincenti osservazioni di C. PIN, *Tra religione e politica: un codice di memorie di Paolo Sarpi*, in *Studi politici in onore di Luigi Firpo*, a cura di S. Rota Ghibaudi, F. Barcia, Milano, Franco Angeli, 1990, vol. II, pp. 163-165.

8. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 623-632. Bernieri (1540-1611), domenicano e vescovo di Ascoli, aveva assunto all'inizio del 1606 il ruolo di protettore dei serviti, vacante dalla morte, nel 1602, del precedente protettore, il cardinale di Santa Severina Giulio Antonio Santoro. Membro delle congregazioni del Sant'Uffizio e dell'Indice, filospagnolo, Bernieri aveva fatto parte dell'ampia e composita ala del sacro collegio che nel 1592 aveva sventato l'ascesa di Santoro al soglio pontificio. Si veda la voce redazionale *Bernieri, Girolamo*, in *Dizionario Biografico degli Italiani* (d'ora in avanti DBI), IX, Roma, 1967, pp. 360-362, e, per la partecipazione alla stesura dell'indice clementino del 1596, G. FRAGNITO, *La Bibbia al rogo*, Bologna, il Mulino, 1997, pp. 128, 160, 164, 189, 223; inoltre S. RICCI, *Il sommo inquisitore. Giulio Antonio Santori tra autobiografia e storia (1532-1602)*, Roma, Salerno Editrice, 2002, pp. 372, 380, 414.

9. G. BENZONI, *I 'teologi' minori dell'Interdetto*, «Archivio Veneto», s. V, CI, 1970, pp. 31-108 (ora anche in IDEM, *Da Palazzo ducale. Studi sul Quattro-Settecento veneto*, Venezia, Marsilio, 1999, pp. 245-311, cui si riferiranno le citazioni).

10. In due lettere del 12 e 19 maggio 1607 Deodato Ducci, procuratore generale dei serviti e uno dei sei sottoscrittori della *Difesa* antisarpiana, chiedeva a fra Antonio Bonfini da Viterbo, primo scrivano di fra Paolo e a lui «familiarissimo» (MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1361), se era possibile «sperar ... buon fine» da una trattativa con Sarpi e Micanzio, invitandolo ad assicurare i due di una benevola accoglienza, qualora avessero deciso di tornare «nel grembo di Santa Chiesa», e a ricordare loro il caso di Marcantonio Cappello, minore conventuale e firmatario del *Trattato dell'interdetto*, «gratiosamente recuto» a Roma, dopo che nel marzo precedente aveva lasciato Venezia. Entrambe le missive, in una grafia corrente e di non facile lettura, sono in ASV: *Consultori in iure*, filza 453, carte non numerate. Sul Cappello cfr. BENZONI, *I 'teologi' minori*, cit., pp. 280-293.

11. La suddivisione in due province dei serviti veneti era conseguenza della soppressione, avvenuta nel 1570, della congregazione dell'osservanza, che a partire dall'inizio del Quattrocento aveva assorbito buon numero di conventi veneti e



Nei conventi continuavano le ostilità tra sostenitori delle ragioni di Venezia e fautori del papa, tenute vive dal rientro dei frati fuggiti per rispettare l'interdetto pontificio, dallo sconvolgimento degli usuali ritmi di vita delle comunità, dalla volontà di rivalse delle due parti. I dispacci dei rappresentanti veneziani in Terraferma e dell'ambasciatore a Roma, le lettere del nunzio e del cardinale protettore dei servi segnalano numerosi casi. Quello, ad esempio, di un frate bergamasco che al ritorno nel suo convento, abbandonato nel settembre 1606, si è trovato privo di camera e di ogni suppellettile, guardato in cagnesco dal priore e dai confratelli.<sup>12</sup> Ovvero di fra Agostino da Monteforte, il quale, dopo aver predicato a Vicenza nella quaresima del 1607 «con gran devotione e fede verso la Serenità Vostra», vede istruire a proprio carico un processo dal Sant'Uffizio, poi cassato e fatto bruciare dai rettori di Vicenza in quanto «più tosto concerneva persecuzioni che altra cosa di rilievo».<sup>13</sup> Fa da eco la vicenda di un altro servita, Serafino Galvani, incaricato della lettura pubblica della sacra Scrittura nel duomo di Treviso al momento dello scoppio della contesa, in sostituzione di un canonico regolare riparato a Bologna, ma destituito dal vescovo subito dopo la revoca delle censure.<sup>14</sup> La ferita dell'interdetto non accenna insomma a chiudersi: nell'agosto 1607 l'ex provinciale della Marca trevigiana Valerio Seta, riparato nel convento di Ferrara – sorta di avamposto della provincia nello Stato del papa – invia a due confratelli, a Padova e a Verona, alcune copie della *Difesa* dei sei serviti, della quale è stato il principale estensore, raccomandandone un'attenta lettura, in grado di svelare inganni e veleni promananti dai testi di fra Paolo e fra Fulgenzio e di contrastarne il malefico 'fascino'. Prontamente sequestrati i plichi d'ordine del Consiglio dei X, lo scritto viene sottoposto a Sarpi, che ne redige un estratto.<sup>15</sup>

Quello che emerge dalle corrispondenze ufficiali è un quadro di tensioni diffuse, comuni in realtà un po' a tutti i regolari, impegnati nella ricostituzione dei propri ranghi in territorio veneto e nel ristabilimento dei rapporti interni, intenti – alternativamente – a cogliere i frutti dell'attaccamento dimostrato alla causa della Serenissima ovvero a limitare le conseguenze negative di una scelta filopontificia.<sup>16</sup> Ma la posizione dei serviti è più delicata: la presenza di Sarpi, il timore del suo ascendente li espongono maggiormente all'occhiuta sorveglianza e alle opposte pressioni del papa e del governo veneziano. Particolare preoccupazione destano a Roma le mosse del generale. Contro la scelta della Curia di differire all'anno successivo i capitoli provinciali degli ordini – a evitare che le elezioni alle cariche premino i frati partigiani della Repubblica – Ferrari convoca a metà settembre quello della provincia veneta dei servi, proprio nel convento di Venezia, dove frattanto, secondo le allarmate segnalazioni del nunzio Berlingero Gessi,

lombardi. Brevemente ricongiunti alle province madri della Marca trevigiana e di Lombardia, gli ex osservanti erano stati costituiti, nel 1574, in due nuove province: la *provincia Venetiarum*, comprendente i conventi del territorio della Repubblica, e la *provincia mantuana*, con quelli distribuiti tra l'area padana e la zona romagnolo-marchigiana, oltre a S. Maria in Via a Roma. Alla provincia *Marchiae Tarvisinae* erano rimaste invece le case venete non toccate dal movimento osservante e appartenute stabilmente all'ordine – tra cui lo studio teologico di Padova – e il convento di Ferrara. Cfr., per la «concordia» stipulata tra i frati della soppressa osservanza e l'ordine, A. GIANI, *Annalium Sacri Ordinis Fratrum Servorum ... Centuria quatuor*, Lucca, Marescandoli, 1719, vol. II, pp. 238-248; O. J. DIAS, *I registri dei Priori Generali o.s.m.*, Roma, Archivum Generale Ordinis Servorum, 1970, pp. 89, 98-99; inoltre le liste di conventi redatte nel 1580 in *Monumenta Ordinis Servorum Sanctae Mariae*, edd. A. Morin, P. Soulier, t. VII, Bruxelles, Société Belge de Librairie, 1905, pp. 80-84.

12. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 637-638.

13. ASV, *Senato, Dispacci Rettori*, Vicenza e Vicentin, filza 5, 9 gennaio 1608; vedi anche i precedenti dispacci del 1° aprile e 28 ottobre 1607; sulle prediche del servita BENZONI, *I 'teologi' minori*, cit., pp. 247 e 295, n.

14. La supplica del frate trevigiano, che protesta per il torto fatto a lui stesso e alla religione dei Servi – «la quale per esser devotissima di questa Serenissima Republica par che sia cascata in esoso a molti» – e chiede la restituzione della carica, è allegata al dispaccio del podestà e capitano di Treviso del 13 luglio 1607, in ASV: *Collegio, Lettere*, filza 113.

15. Sull'episodio vedi P. SARPI, *Consulti*, vol. I (1606-1609), t. II (1607-1609), a cura di C. Pin, Pisa-Roma, Istituti Editoriali e Poligrafici Internazionali, 2001, pp. 698-699, 717-719.

16. Vedi in proposito l'introduzione di C. Pin ivi, vol. I, t. I, pp. 71-74. Cenni alla situazione dei minori osservanti – da cui proveniva quel Fulgenzio Manfredi che, attirato a Roma, finirà sul rogo in Campo dei fiori nel 1610 – e ai rapporti tra il minore conventuale Marcantonio Cappello e il suo ordine, sono in BENZONI, *I 'teologi' minori*, cit., pp. 263 e 288; sulle fratture interne ai cappuccini: ivi, pp. 255-256 e 298-299; ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 591-592.

si è trattenuto «con fra Paolo».<sup>17</sup> Ben conscio della necessità di evitare nuovi rumori, il nunzio riesce con fatica a convincere il generale – «sospeso e dubbioso» – ad annullare la riunione capitolare. Lasciata la capitale per proseguire la visita delle altre case venete e friulane, Ferrari si sarebbe precipitato di nuovo nel convento veneziano di lì a non molto, alla notizia dell'attentato a Sarpi del 5 ottobre 1607. Il breve resoconto del suo arrivo al capezzale del confratello, nella *Vita del padre Paolo*, ne coglie lo sguardo e il silenzio d'intesa con Micanzio: «udendo onde veniva il fatto, restò attonito, e con fra Fulgenzio ... non sapeva più formar parola».<sup>18</sup> Secco, questa volta, il richiamo del nunzio al generale a «levarsi di qua quanto prima».<sup>19</sup>

È in una posizione indebolita da quel gesto compiuto probabilmente d'impulso che Ferrari si trova ad affrontare di nuovo, nella primavera del 1608, la questione dei capitoli provinciali veneti. Dopo la soluzione di compromesso adottata l'anno precedente, di fronte al perdurante rischio «che fra Paolo e fra Fulgenzio ... vogliano intervenir a quel capitolo che dovrà farsi nella loro provincia», il nunzio e il cardinale protettore avevano concertato di dar incarico al generale di designare d'autorità priori e provinciali, con la raccomandazione di scegliere comunque – a scanso di polemiche e intralci – religiosi sudditi veneti, graditi alla Repubblica e alle rispettive comunità.<sup>20</sup> Ferrari però, richiamato da Bernieri sin dalla fine di febbraio per definire «a bocca» i dettagli dell'operazione, temporeggiava a lungo prima di presentarsi a Roma. Dichiarava quindi al provinciale di Venezia la propria intenzione di indire regolarmente i capitoli, attirandosi una vigorosa reprimenda del cardinale protettore, fermo nel ribadire «gl'ordini dati doppo tanti discorsi e mature risoluzioni sopra ciò fatte».<sup>21</sup> Ma non desisteva per questo: raggiunta Padova, informava infatti i rettori del mandato ricevuto da Bernieri e chiedeva lumi su eventuali disposizioni «da Venetia in contrario». Si sarebbe attenuto – assicurava – alla «volontà pubblica», anche se non poteva accogliere l'invito del podestà a presentarsi in Collegio, dato che il precedente soggiorno veneziano gli era costato, a Roma, rimproveri e accuse «d'haver intelligentia con quei padri et particolarmente con maestro Paolo».<sup>22</sup> Infine, in attesa della risposta ufficiale delle autorità marciiane, riuniva un piccolo gruppo di priori e maestri dei servi della Marca trevigiana, tra cui il già noto Serafino Galvani, per dar loro lettura delle commissioni del cardinale protettore e sentirne il parere circa i religiosi più adatti ai vari uffici.<sup>23</sup> A questo punto, a sua volta insospettito dall'attivismo del generale, il governo veneziano decideva d'impedire ogni nuova nomina, sicché i superiori locali dei tempi dell'interdetto vedevano ancora prorogata la loro carica, malgrado le perorazioni del Gessi in Collegio. Nei mesi successivi la corrispondenza di Bernieri con Ferrari, ormai isolato, si rarefaceva drasticamente fin quasi a interrompersi,<sup>24</sup> mentre la situazione sem-

17. Archivio Segreto Vaticano (d'ora in avanti ASvat): *Nunziatura di Venezia*, copialettere 38, 15 set. 1607, cc. 116r-118v. Sul Gessi, abile diplomatico, inviato da Paolo V a Venezia nel giu. 1607, cfr. S. FÉCI, *Gessi Berlingero*, in *DBI*, LIII, Roma, 1999, pp. 474-477.

18. MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1353. Per la vasta eco suscitata, a Venezia e fuori, dal ferimento di Sarpi mi limito a rinviare all'introduzione di Pin a SARPI, *Consulti*, vol. 1, t. 1, pp. 77-79.

19. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 643-644.

20. Archivio Generale dell'Ordine dei Servi di Maria (d'ora in avanti AGOSM): *Epistolae Pp. Gen.*, 1/1, c. 56r, lettera di Bernieri al nunzio del 14 mag. 1608. Il 3 maggio il nunzio aveva scritto alla Segreteria di Stato che non solo era ferma intenzione di Sarpi e Micanzio di partecipare al capitolo, ma che, qualora quest'ultimo si fosse tenuto a Vicenza, la Repubblica «gli concederia una grossa guardia e commanderia alle militie de' luoghi che si accompagnino» (ASvat: *Nunziatura di Venezia*, copialettere 38, c. 339v). La vicenda dei capitoli del 1608 è riferita, sulla scorta del copialettere appena citato del Bernieri, da ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 638-641.

21. La lettera del cardinale protettore è in AGOSM: *Epistolae Pp. Gen.*, 1/1, c. 56r, 31 maggio 1608.

22. ASV: *Senato, Dispacci Rettori, Padova*, filza 5, lettera del podestà del 27 giu. 1608. Ferrari non mancava di esibire ai pubblici rappresentanti padovani la lettera del cardinal protettore del 4 giugno – della quale veniva prontamente tratta copia – e preannunciava che avrebbe proceduto a trasferire, in conventi dello Stato veneto, «qualche padre, ove sa che ne siano due che gareggiano insieme, per conservar la pace et la quiete nella religione».

23. Ivi, 29 giu. 1608.

24. Cfr. in AGOSM: *Epist. Pp. Gen.*, 1/1, le lettere di Bernieri al nunzio del 5 e 12 lug. e quella a Ferrari del 19 lug. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 640-641.

brava sfuggir di mano al generale. Alla fine di agosto il nunzio comunicava che Ferrari era stato costretto a deporre per inadempienze il provinciale della Marca trevigiana – un Giacomo da Padova della «parte di fra Paolo» – da lui stesso nominato un anno prima, stanti la partenza e il bando da Venezia di Valerio Seta. L'aveva sostituito nella carica, divenuta strategica per il controllo dei serviti veneti, un maestro Onorio, detto pure da Padova, della parte contraria. Proprio al nunzio comunque il frate destituito aveva finito per presentare un ricorso.<sup>25</sup> La linea di mediazione tra la Repubblica e Roma tentata dal generale era evidentemente fallita.

Sullo sfondo l'incubo di un Sarpi in «autorità» «maggiore di quello che si possi esplicare» – in convento e fuori –, insensibile alla strategia di riconquista che aveva riscosso buon successo con gli altri 'teologi' della Repubblica.<sup>26</sup> Nei primi mesi del 1608, nel quadro di una nuova offensiva del nunzio Gessi per l'abiura del servita veneziano, il generale aveva scritto a fra Paolo, invitandolo a recarsi al più presto a Roma. Ma la missiva, subito presentata dal consultore al Senato, non aveva avuto seguito.<sup>27</sup> Alla fine dell'anno, reduce dallo scacco nella vertenza dei capitoli provinciali, Ferrari tornava alla carica per un estremo tentativo. Con una lettera del tutto personale, autografa ma priva di firma, datata «Roma, 8 novembre 1608, in fretta», esortava Sarpi a «maturamente considerare lo stato nel quale si ritrova et pigliare partito d'uscirne quanto prima, appigliandosi non al proprio pervertito dalla filastia, ma all'universal giudicio».<sup>28</sup> Il tono, tra l'accorato e il risentito, era quello di un uomo stretto tra l'affetto per l'amico e una condizione personale divenuta insostenibile. A lungo «in forsi se dovevo scrivere ... combattuto dal timore e dalla speranza», il generale confessava d'essersi alla fine deciso in nome dell'«amicitia antica», del «disio del ben publico» e dello «zelo della salute dell'anime». Non si trattava ormai, «fuori di cotesto Dominio Serenissimo», «con persona di qualità tanto laica quanto ecclesiastica» – scriveva Ferrari – che non chiedesse ragione dell'ostinazione di fra Paolo, del «ristarsi scomunicato e separato dalla Chiesa» di un uomo del quale tutti per altro erano pronti a magnificare «le ... buone qualità quanto al sapere e quanto all'integrità della vita». «So – continuava – che V. P. dirà che questa compassione procede da ignoranza, ch'ella non si tiene per iscomunicata né ... fuori del grembo della Santa Chiesa». Ed erano precisamente tale noncuranza per «le censure ecclesiastiche, massime del supremo capo della Chiesa», il suo «confidarsi nel proprio ingegno ritenendo l'immobilità delle sue opinioni» a renderlo colpevole agli occhi del papa. «Non voglio entrare in ragioni con esso lei, né disputare», tagliava corto il generale, che metteva in guardia di fronte al vero pericolo incombente: «alla fine sarà dichiarata per heretico». Cercava però insieme d'incoraggiare: «non dubiti d'offendere il prencipe, procurando la salute dell'anima né si confidi nella protezione degli huomini. I governi delle Republiche sono mutabili e gli amici non durano ... tutti i prencipi hanno bisogno della Sede Apostolica, se non hoggi, domani». Né era da temere di trovare a Roma cattiva accoglienza: rispetto a quanti avevano preso posizione contro Paolo V, Sarpi eccellea talmente per «eruditione et vita esemplare» che «la recuperatione d'un sì raro soggetto» sarebbe stata di enorme soddisfazione per la Curia. Proprio le parole udite a tal proposito dalla stessa bocca del pontefice – concludeva Ferrari – l'avevano convinto a

25. ASvat: *Nunziatura di Venezia*, copialettere 40, cc. 498r-499r, 30 ago. 1608.

26. Vedi il dispaccio del nunzio del 28 giu. 1608 in ASvat: *Nunziatura di Venezia*, copialettere 38, c. 411r-v, e l'introduzione di Pin a SARPI, *Consulti*, cit., vol. I, t. I, pp. 54-55.

27. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., p. 644. Nella *Vita del padre Paolo*, Micanzio scriverà che alle sollecitazioni rivolte da Paolo V a Ferrari a «rimuover dal servizio della republica i due del suo ordine», il cardinal Bernieri – «con cui il padre era stato molto intrinseco» – aveva ribattuto apertamente trattarsi di «opera persa e da non tentare». «Conosceva – aggiungerà – quel grande e dottissimo prelado la sodezza delle ragioni venete, la incorruttibilità del padre e l'animo impenetrabile dagl'allettamenti della corte, ambizioni, commodi e terrori» (MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1343).

28. La lettera è in ASv: *Consultori in iure*, filza 453, carte non numerate. Non risulta attestata dai repertori una variante filastia – qui leggibile chiaramente – per filautia, ovvero amor proprio.

scrivergli, a offrirgli la propria collaborazione per qualunque «ufficio» da svolgere presso la corte pontificia, a pregarlo di non sprezzare «il consiglio degli amici».

«O beata la nostra religione se la P. V. si risolvesse una volta di ritornare all'obediienza della Santa Chiesa!», esclamava il generale nelle righe finali di quello che dovette essere il suo ultimo, vano appello. Un'altra lettera, di alcuni giorni successiva, indirizzata all'amanuense di Sarpi Antonio Bonfini, conferma l'ampia mobilitazione dell'ordine, sullo scorcio del 1608, intorno al recupero di fra Paolo.<sup>29</sup> A rivolgersi al Bonfini, il 22 novembre, era Pietro Martire Felini, priore del convento romano di S. Maria in Via, residenza dei procuratori generali.<sup>30</sup> Riconfermato l'anno prima nella carica perché ritenuto dal cardinal protettore personaggio affidabile, del tutto estraneo ai fatti dell'interdetto, Felini si scusava innanzitutto con fra Antonio per il lungo silenzio e chiedeva notizie di Sarpi e Micanzio, nei confronti dei quali – protestando piena sincerità e animo alieno da «ogni cortegianesca attione» – dichiarava stima e affetto profondi.<sup>31</sup> Ben conscio che «molti, e superiori et altri» avevano cercato di premere sui due frati di Venezia senza ottenere «cos'alcuna», teneva per parte sua a ricordare che, nel caso avessero acconsentito a presentarsi a Roma, avrebbero trovato il papa ottimamente disposto, come del resto egli stesso aveva potuto constatare quando, nell'«audienza secreta gratissima» dell'inizio del mese, gli aveva consegnato una sua opera a stampa «per queste devotioni».<sup>32</sup> Felini sottolineava di quanta «sodisfattione a tutta la religione et amici» sarebbe stato vedere i due confratelli «tanto favoriti et in altro habito riveriti». Il registro si faceva alla fine più spiccio: fra Antonio era invitato a sottoporre la lettera a Sarpi ovvero a segnalare l'opportunità di scrivere «ad altri suoi confidenti». «Semplice fraticello» – tale si dichiarava, di fronte a «padri tanto prudenti» e «huomini serii» – il priore romano era deciso a tentare fino in fondo l'impresa: «chi sa che Iddio non sia per dar a me tal corona».

Difficile dire se dietro le espressioni di Felini vi fossero effettivamente, oltre allo zelo per l'ordine, gravato da una pesante cappa di sospetti, sentimenti autentici di amicizia e sollecitudine per Sarpi e Micanzio. Il dubbio è imposto dall'assoluta fiducia di Bernieri nei confronti del priore di S. Maria in Via e dal fatto che questi si rivolgesse al Bonfini, coinvolto all'inizio del 1609 in nuove trame ai danni di fra Paolo e allontanato perciò da Venezia. Che intorno ai due religiosi ribelli si stendesse una rete di solidarietà che valicava i confini del mondo veneto è suggerito tuttavia da un'altra testimonianza conservata tra le carte private sarpiane. Si tratta di una lettera dell'ex generale Aurelio Menocchi, inviata da Bologna a Micanzio il 25 novembre 1608 e che si presenta come il frammento di una corrispondenza assidua e confidenziale.<sup>33</sup>

29. La lettera si conserva, con la precedente, ivi.

30. Nato poco prima del 1565, buon conoscitore della lingua tedesca – oltre che interessato alla storia della liturgia e alla musica sacra – Felini fu inviato nel 1609 al duca di Baviera per offrirgli alcune reliquie; morì nel 1613 a Ratisbona, dove si era recato al seguito del vescovo-principe di Bamberg. M. CERESA, *Felini, Pietro Martire*, in *DBI*, XLVI, Roma, 1996, pp. 92-94.

31. «Mi duole – scriveva – che non possa volar a voi et dirvi le molte cose che ho nel animo in honore et grandezza de' detti M. R. Padri».

32. Si trattava della *Guida spirituale per le più principali e frequentate devotioni dell'alma città di Roma*, impressa in quell'anno dal tipografo romano Stefano Paolini. Felini vi farà seguire nel 1610 il *Trattato nuovo delle cose maravigliose dell'alma città di Roma*, più volte ristampato e tradotto anche in spagnolo (*Bibliografia dell'Ordine dei Servi*, vol. III, P. M. BRANCHESI OSM, Edizioni del secolo XVII, 1601-1700, Bologna, Centro di Studi OSM, 1973, pp. 84-86).

33. Anche questa missiva si trova, con le altre citate, in *ASV: Consultori in iure*, filza 453. Generale per due trienni, dal 1582 al 1588, Menocchi (1536-1614) fu a Bologna docente di Sacra Scrittura nello studio pubblico, membro del collegio dei teologi e sacro oratore di un certo nome; raccolse inoltre una notevole quantità di libri per la biblioteca del suo convento. Cfr. G. M. ROSCHINI, *Galleria servitana*, Roma, Pontificia facoltà teologica Marianum, 1976, vol. I, pp. 250-251, e l'ampio elogio in morte di Luigi Maria Garbi, continuatore degli annali dell'ordine (GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, pp. 432-433). Da una recente indagine sul fondo del Tribunale del Torrione di Bologna risulta che nel 1593 Menocchi fu processato per sodomia in seguito alle accuse di un giovane patrizio bolognese. Se quest'ultimo pagò la colpa con la decapitazione, la sentenza a carico del servita – contro il quale pure avevano depresso numerosi testimoni – fu delegata al protettore dell'ordine, cardinale Santoro, e risultò limitata a tre anni di relegazione nel convento di Imola e ad altre pene di carattere disciplinare, in linea con la tradizionale mitezza nei confronti del clero reo di vizio nefando. U. ZUCCARELLO, *La sodomia al tribunale bolognese del Torrione*, «Società e Storia», XXII, 2000, in part. pp. 44-45.

Menocchi alternava qui le notizie sui suoi acciacchi di settantaduenne agli aggiornamenti sulle mosse di Paolo V e del cardinale protettore. Riferiva ad esempio come il ventilato conferimento a Ferrari di un vescovato, quello di Sora, fosse rapidamente sfumato e il papa avesse anzi fatto intendere al generale «che non è per avere da lui cosa alcuna se non persuade o tira maestro Paulo ecc».<sup>34</sup> Per contro, proprio in quei giorni veniva consacrato vescovo di Alife l'ex provinciale della Marca trevigiana e confutatore ufficiale di Sarpi Valerio Seta. Passando quindi a discorrere di nomine e incarichi, Menocchi si chiedeva se sarebbe stato opportuno per lui, «rispetto all'i rumori passati», recarsi a predicare a Vicenza la primavera successiva, come Ferrari gli aveva proposto. Ma qualora si fosse deciso d'impiegarlo nelle visite dei conventi, non aveva dubbi: «solo mi lascierei trasportare – scriveva – per vedervi. Ma dove a Venetia starei nel passaggio? A camera locanda, ché dicono esserci ordine espresso di non potere alloggiare ne' servi et altrove tra' nemici?». Chiudevano la lettera le nuove ricevute da Roma da uno studente dell'ordine, secondo cui «quel mercante che fece colà l'eccesso» – Rodolfo Poma, il capo dei feritori di fra Paolo – riparato nella casa del cardinale Ascanio Colonna, era stato colpito dalle archibugiate del bargello che lo inseguiva ed era morto il giorno dopo in carcere.<sup>35</sup>

L'interdetto, quindi la morsa stretta da Paolo V sull'ordine non avevano allentato dunque i rapporti con la figura più rappresentativa di quell'ambiente servita bolognese da tempo legato alla comunità veneziana da una fitta trama di scambi personali e istituzionali. In visita a Venezia, a S. Maria dei servi, Menocchi si era recato anche nella primavera del 1605, mentre di lì a poco era stato Sarpi a raggiungere il convento bolognese, designato dal generale giudice di alcune controversie tra il provinciale e altri frati della provincia di Romagna da tempo irrisolte.<sup>36</sup> In seguito, mentre su Bologna convergevano da Venezia e da Roma notizie sul montare delle tensioni veneto-pontificie, Menocchi avrebbe sfruttato il favore dei gesuiti, che si era conquistato sostenendo nella controversia *de auxiliis* opinioni loro favorevoli, per ottenere di giorno in giorno informazioni sul procedere della stesura del monitorio papale emanato il 17 aprile 1606.<sup>37</sup> Nei giorni a cavallo tra aprile e maggio 1606, poi, il convento bolognese diventava teatro di scelte e movimenti decisivi. Alla presenza del generale Ferrari, che vi soggiornava dal 28 aprile al 6 maggio, Micanzio veniva confermato nell'incarico di reggente di studio, partecipava a una cerimonia di promozione al grado magistrale, per abbandonare quindi, il 2 maggio, la città, nella quale «era sommamente ben veduto et onorato».<sup>38</sup> Ma ancora il 7 maggio 1606, giorno seguente la pubblicazione del *Protesto* del doge contro le censure, Sarpi

34. «Cose lunghe», sarebbe stato il commento di Menocchi.

35. SARPI, *Consulti*, cit., vol. I, t. II, p. 581 nota; ma cfr. anche MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1351.

36. Cfr. gli estratti dai registri generalizi in A. M. VICENTINI, *I Servi di Maria nei documenti e codici veneziani*, parte II. *I Servi di Maria nelle raccolte veneziane*, vol. I, Vicenza, Officina Tipografica Vicentina, [1932], pp. 110-111; MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1330. In precedenza Sarpi – molto legato all'ex generale Giacomo Tavanti – doveva aver fatto parte dello schieramento opposto a quello che aveva sostenuto la rielezione al generalato di Menocchi, nel 1585, tanto che la sua contestuale nomina a procuratore generale era apparsa a Gaetano Cozzi un tentativo per riequilibrare le posizioni tra i due gruppi in seno all'ordine (SARPI, *Opere*, cit., p. 13). Una lettera di Sarpi procuratore generale al Menocchi, dell'aprile 1586, è pubblicata in P. M. BRANCHESI, *Fra Paolo Sarpi commissario e visitatore della provincia di Romagna dei Servi di Maria nel 1589*, in *Munera parva. Studi in onore di Boris Ulianich*, a cura di G. Luongo, vol. II, *Età moderna e contemporanea*, Napoli, Fridericiana Editrice Universitaria, 1999, pp. 194-195.

37. Così un passo del manoscritto della *Vita del padre Paolo*, riportato in MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1330-1331. Sarpi, com'è noto, si attestò per contro su posizioni rigidamente agostiniane in materia di grazia, ben rappresentate tra i serviti, difese anche al concilio di Trento da personalità come Agostino Bonucci e Lorenzo Mazzocchi, ma sopravanzate via via, negli orientamenti dell'ordine, da una netta rivalutazione del ruolo delle opere e dell'iniziativa dell'uomo ai fini della giustificazione. Cfr. in proposito l'ampia introduzione di Corrado Pin al consulto *Della controversia de auxiliis*, in SARPI, *Consulti*, cit., vol. I, t. II, pp. 840-854; per più ampi riferimenti al dibattito interno ai servi di Maria: B. ULIANICH, *Bonucci, Agostino e Bonucci, Stefano*, in *DBI*, XII, Roma, 1970, pp. 438-450, 457-464; *Capella, Giovanni Maria*, ivi, XVIII, Roma, 1975, 474-476; *Bagliani, Lelio*, ivi, V, Roma, 1963, pp. 225-228.

38. MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1330. Il 30 aprile l'interdetto era stato pubblicato nella chiesa dei gesuiti (ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 585-587).



scriveva tranquillamente a Menocchi.<sup>39</sup> Nei mesi successivi l'ex generale, pur sollecitato da più parti a prendere posizione,<sup>40</sup> si asterrà dal mettere in gioco il suo prestigio di teologo contro i due confratelli schierati a difesa della Serenissima, limitandosi a sottoscrivere l'autorizzazione alla stampa di uno scritto del servita Angelo Maria Sermarini che confutava le prime pubblicazioni di parte veneziana, la *Risposta* di Giovanni Marsilio e l'edizione del *Trattato ... sopra la validità delle scomuniche* di Jean Gerson.<sup>41</sup> Non è da ritenere casuale che fin dall'inizio del 1607 la volontà punitiva del cardinale protettore si abbattesse con particolare determinazione sul convento detto da Micanzio «centro della religione»<sup>42</sup> e che una serie di rilievi negativi sulla vita della comunità – soprattutto sulla disciplina dei novizi, posti sotto il governo di un maestro inadeguato – desse occasione a vere e proprie intimidazioni nei confronti del generale Ferrari, minacciato di provvedimenti drastici e di «puoco honore» per un superiore regolare.<sup>43</sup> I contrasti intorno al noviziato bolognese si sarebbero alla fine stemperati, con la primavera del 1608, nello scontro, dai toni ancora più accesi, per i capitoli provinciali veneti.

Le difficoltà della Curia a ottenere una posizione decisa contro Sarpi dalle personalità più in vista dei servi – da Ferrari, da Menocchi, da un altro ex generale, Lelio Baglioni, la cui replica alle *Considerazioni sopra le censure* e al *Trattato dell'interdetto* fu giudicata troppo blanda e rispettosa<sup>44</sup> – vanno considerate nel quadro della particolare situazione dell'ordine, da tempo turbato da polemiche e lacerazioni interne. Un momento molto critico era stato rappresentato dalla soppressione, avvenuta nel 1570, con bolla di Pio V, della congregazione dell'osservanza, che aveva riunito via via, nel corso del Quattrocento, una serie di conventi serviti veneti e lombardi sotto il governo di un vicario generale, contribuendo tra l'altro a riequilibrare la centralità originaria della componente fiorentina. Tra le resistenze al ricongiungimento all'ordine da parte del vicario e dei frati, che a Venezia avevano sollecitato il sostegno politico della Repubblica, si chiudeva un'esperienza dalle notevoli valenze culturali, destinata a lasciare traccia profonda tra i servi.<sup>45</sup> Quanto al problema della disciplina e dell'osservanza regolari, rifuliva all'interno della curia generalizia, nell'ambito del rafforzamento degli organismi

39. C. SALTERINI, *Inventario di documenti sui Servi di Maria in due buste dell'Archivio di Stato di Bologna*, «Studi storici dell'ordine dei servi di Maria», XXXI, 1981, pp. 142-143.

40. Ivi, p. 143; ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., p. 611.

41. Ivi, p. 598.

42. MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1330.

43. «Spiace veder che da una sua visita fatta già puoco di quel novitatio per disordini simili ne segua tal frutto et se all'hora fusse stato ben provisto, credo che non saria successo questo nuovo disordine», aveva scritto il cardinale a Ferrari il 10 marzo. AGOSM: *Epist. Pp. Gen.*, 1/1, dove sono inoltre da vedere le lettere del 7 e 10 feb., del 31 mar., del 18 apr., del 9 e 12 mag. 1607, e quelle del 28 feb. e del 18 lug. 1607, collocate nel copialettere fuori ordine cronologico, alle cc. 150v e 151v. Il 4 aprile Bernieri aveva contestato al generale anche la vacanza della carica di reggente dello studio, probabilmente non ancora attribuita a distanza di quasi un anno dalla partenza di Micanzio.

44. ULIANICH, *Baglioni, Lelio*, cit., pp. 227-228; IDEM, *Paolo Sarpi*, cit., pp. 612-623. Molto duro si mostrerà Bernieri anche con Baglioni, che il 28 giugno 1608 verrà diffidato dall'uso di mangiare «spesso in camera» in compagnia di altri frati e, meno d'un anno dopo, riceverà aspri rimproveri per essersi recato all'eremo di Monte Senario durante la visita di Ferrari, con il rischio di suscitare sospetti e reazioni in quei religiosi, con i quali aveva avuto in passato «differenze» (ivi, pp. 622-623 nota; AGOSM: *Epist. Pp. Gen.*, 1/1, lettera del 25 apr. 1609).

45. Cfr. le voci citate di ULIANICH, *Bonucci, Stefano e Capella, Giovanni Maria*, dedicate rispettivamente al generale che operò la riunione degli osservanti all'ordine e all'ultimo vicario, estremo difensore della congregazione, nonché – com'è stato più volte ricordato – primo maestro di Sarpi in logica e in teologia. Vedi inoltre GIANI, *Annali S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, pp. 221 e ss., sulle trattative tra il governo veneziano, il nunzio e il generale Bonucci per la sottomissione del convento di Venezia. Nel ricordare la costituzione, nel 1574, delle nuove province veneta e mantovana, Giani aveva in precedenza scritto che con tale misura si era voluto por rimedio non solo alla «sproporzionata» dimensione assunta dalle province madri lombarda e della Marca trevigiana dopo la riunione degli ex osservanti, ma anche al malcontento di questi ultimi per la condizione di «soggettitudine» in cui si erano venuti a trovare, a dispetto di «tanti padri che vi avevano in ogni conto honoratissimi e d'attioni e religiosi costumi, accompagnati da molta dottrina» (ARCANGELO GIANI, *Vera origine del sacro Ordine de' Servi di S. Maria*, Firenze, Giorgio Marescotti, 1591, pp. 128-129). Notizie e documenti sulla congregazione dell'osservanza sono raccolti in *Congregazione dell'Osservanza dei Servi di Santa Maria (1440-1570)*, a cura di P. M. Branchesi, Bologna, Centro di Studi OSM, 2001, dove è anche ripubblicato il contributo di D. M. MONTAGNA, *Studi e scrittori nell'osservanza dei Servi*, già comparso in *Bibliografia dell'Ordine dei Servi*, vol. II, Bologna, Centro di Studi OSM, 1972, pp. 295-313.



di governo centrali comune a tutte le famiglie mendicanti.<sup>46</sup> Nei decenni successivi i tentativi e i progetti di riforma perseguiti dai generali – da Stefano Bonucci a Giacomo Tavanti a Baglioni – avevano investito principalmente aspetti giuridici e istituzionali, con la revisione delle costituzioni e il richiamo di norme sulla vita comune cadute in desuetudine. Ma una vera svolta era stata rappresentata dalla nomina a protettore dei servi di Maria di Giulio Antonio Santoro, decisa da Gregorio XIII nel 1580, «essendosi molto discorso dell'abuso e rilassazione di questa Religione».<sup>47</sup> Sotto la tutela del cardinale inquisitore i serviti dovevano sperimentare la stretta romana sul mondo dei religiosi nel suo volto più aggressivo: la determinazione di Santoro nel far valere le proprie decisioni e nell'imporre i propri protetti alle cariche aveva diviso l'ordine in fazioni, destinate a fronteggiarsi in una vera e propria guerra dilagata dal centro alla periferia, con conseguenze di particolare gravità nella provincia veneta. A quest'ultima, che raggruppava i frati della soppressa osservanza, già in prima linea nell'opposizione allo scioglimento della congregazione, apparteneva infatti il candidato che il cardinale mirava a imporre a ogni costo al generalato, il veneziano fra Gabriele Dardano Colissoni.<sup>48</sup> Sullo scorcio del Cinquecento, tra il degenerare degli scontri, non dovevano mancare i colpi di scena: dal processo, seguito da un periodo di relegazione, a carico del generale Baglioni, che aveva rifiutato di adoperarsi per la successione del Colissoni e l'aveva anzi screditato nella stessa corte di Roma,<sup>49</sup> all'elezione al generalato, nel 1597, di un frate di profonda spiritualità, estraneo a maneggi e giochi di potere, come Angelo Maria Montorsoli. Questi tentava di promuovere nell'ordine un rinnovamento incentrato sulle pratiche ascetiche e un'intensa ricerca interiore, non esitando a scagliarsi contro Santoro.<sup>50</sup> L'iniziativa della nomina di Montorsoli era stata di Clemente VIII, il quale si era inserito così nella resistenza dei serviti alla politica del cardinale inquisitore, suo vecchio avversario. Deciso, fin dalla sua ascesa al soglio, ad affrontare in prima persona la questione della riforma dei regolari, papa Aldobrandini avrebbe emanato nel 1599 alcuni severi decreti disciplinari. Rivolti a tutti gli ordini, ma specificamente reiterati lo stesso anno per i servi di Maria, questi fissavano tra l'altro regole molto restrittive in materia di vestizioni di giovani, che sospendevano di fatto l'accoglimento di nuove leve nei noviziati.<sup>51</sup>

Il coinvolgimento di Sarpi in queste contrastate vicende era stato profondo. Provinciale veneto, collaboratore del generale Tavanti nella revisione delle costituzioni dell'ordine pubblicate nel 1580, quindi procuratore generale, fra Paolo si era schierato in seguito dalla parte di Baglioni, contro Santoro, ricevendo in cambio dal protetto di quest'ultimo,

46. Vedi in generale R. RUSCONI, *Gli ordini religiosi maschili dalla Controriforma alle soppressioni settecentesche. Cultura, predicazione, missioni*, in *Clero e società nell'Italia moderna*, a cura e con introduzione di M. Rosa, Roma-Bari, Laterza, 1995, pp. 206-213.

47. Cfr. *Autobiografia di monsignor G. Antonio Santori cardinale di S. Severina*, a cura di G. Cugnoni, «Archivio della Società Romana di Storia Patria», XII, 1889, p. 367; GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, p. 268.

48. Indicative della durezza dello scontro fazionario scatenato da Santoro tra i serviti veneti le vicende, riferite da Micanzio (MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1316-1317), del capitolo provinciale del 1597, celebrato a Vicenza sotto la presidenza del vescovo Michele Priuli, il quale – pressato dal gruppo dei favoriti del cardinale – aveva finito per accettarne i suggerimenti e per chiedere ai rettori della città d'introdurre nel convento di S. Maria in Monte una squadra di sbirri, 'novità' che aveva irrigidito le parti e prolungato il capitolo per ben otto giorni, tra irruzioni di bande armate e acclamazioni. Non molto diverse furono, tra i cappuccini, le conseguenze dell'attività di Santoro in qualità di cardinale protettore, da lui stesso riferite nell'*Autobiografia*, cit., «Archivio della Società Romana di Storia Patria», XIII, 1890, pp. 158-159.

49. Cfr. ULIANICH, *Baglioni, Lelio*, cit., p. 227, dove sono richiamati alcuni brandelli di documentazione ufficiale a conferma dell'affermazione di Micanzio (MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1316) circa una carcerazione subita da Baglioni nel convento romano di S. Maria in Via.

50. Sullo spirito della riforma di Montorsoli, oltre alle notazioni di Cozzi in SARPI, *Opere*, cit., pp. 25-27, vedi L. KINSPIERGER, *La 'Lettera spirituale' di fra Angelo Maria Montorsoli*, «Studi storici dell'ordine dei servi di Maria», XX, 1970, pp. 110-173; il suo attacco a Santa Severina è riferito in MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1319.

51. Sui decreti generali di riforma e la politica del papa nei confronti dei regolari vedi A. BORROMEO, *Clemente VIII*, in *Enciclopedia dei papi*, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 2000, vol. III, pp. 261-262; per i servi: GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, pp. 326-328.

il Colissoni, una denuncia all'Inquisizione.<sup>52</sup> E sullo scorcio del secolo doveva apparire l'interprete più accreditato di un fronte di resistenza al cardinale protettore che aveva finito per unire le maggiori personalità dei servi, al di là di divergenze di carattere personale e dottrinale.<sup>53</sup> Ma la fine improvvisa di Montorsoli, tra sospetti di veleno, doveva aprire – dopo tanti maneggi – la via del generalato al Colissoni, facendo maturare in Sarpi la scelta d'appartarsi definitivamente dalla vita dell'ordine. Una scelta dalla quale aveva probabilmente cercato di distoglierlo Filippo Ferrari, eletto con l'appoggio di Clemente VIII, dopo che in rapida successione – tra il 1602 e il 1603 – erano morti tanto Santoro che la sua creatura. Con il richiamo di Sarpi a Bologna nel 1605, come giudice in processi di rilievo, il nuovo generale mirava probabilmente a riportare il frate veneziano a incarichi di responsabilità, a coinvolgerlo nel suo progetto di ripristino del regime costituzionale dell'ordine e di distensione dei rapporti interni e con la Curia. Un progetto destinato a infrangersi ben presto sullo scoglio dell'interdetto.

Su tale sfondo appare poco sorprendente che l'appello a schierarsi compattamente contro Sarpi e Venezia rivolto ai serviti da Paolo V e dal nuovo cardinale protettore – con un contorno di dimostrazioni di favore quali la revoca del blocco delle vestizioni introdotto da Clemente VIII<sup>54</sup> – non trovasse entusiastica accoglienza presso quanti avevano attraversato gli anni difficili del secondo Cinquecento, condividendo con fra Paolo esperienze di formazione e di governo. Nel loro atteggiamento cauto e attendista, quasi indifferente di fronte agli sviluppi della controversia veneto-pontificia, si esprimevano disagio e dissenso rispetto a una prassi di controllo romano delle istituzioni regolari che, da tempo in via d'affermazione, aveva avuto sui servi di Maria effetti devastanti. Né stupisce che le vertenze tra fautori e avversari della Repubblica e di Sarpi continuassero a ripercuotersi – dall'epicentro costituito dall'area veneta – sulla vita dell'ordine. All'inizio del 1609, con Ferrari ormai di fatto esautorato, tornava alla carica il servita trevigiano Serafino Galvani, accreditato portavoce dei «ben affetti» a Venezia, con una circostanziata denuncia della situazione della sua provincia. Qui le cariche principali – dal provincialato all'ufficio di reggente dello studio di Padova – erano occupate da religiosi d'origine ferrarese, che trovavano seguito tra i frati fuggiti con l'interdetto e gli studenti inviati a Padova da Ferrara, un gruppo numeroso, dato che la chiusura dei noviziati, fatta valere negli anni precedenti per i conventi veneti, non era stata applicata a quelli dello Stato pontificio. Il tutto in virtù dei contatti e delle «intelligenze» mantenuti da Valerio Seta, anche una volta divenuto vescovo di Alife.<sup>55</sup> La geografia dei consensi e delle opposizioni a Venezia riproponeva così ancora una volta quelle rivalità tra ex osservanti della provincia veneta e «conventuali» della Marca trevigiana che, alimentate dalla politica del cardinal Santoro ed esplose durante l'interdetto, dovevano essere quotidianamente acuite dalla compresenza di conventi delle due obbedienze in alcune delle maggiori città venete.<sup>56</sup> Un mese dopo la denuncia di Galvani, tra febbraio e marzo,

52. SARPI, *Opere*, cit., pp. 24-25.

53. In tale veste – secondo la *Vita* di Micanzio (MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1318-1320) – Sarpi avrebbe deciso, dopo consultazioni con il cardinal Bernieri e con altri, di recarsi a Roma, per placare le ire di Santa Severina e concertare con lui una riconciliazione tra le fazioni in lotta. A questo tentativo potrebbe ricollegarsi la sentenza, pronunciata il 21 gennaio 1600 da Santoro, che dichiara estinti e nulli tutti gli atti giudiziari relativi alle controversie aperte tra Baglioni e Colissoni, ognuno con i rispettivi aderenti. Cfr. VICENTINI, *I Servi di Maria*, cit., pp. 347-348.

54. Questa fu accordata a Ferrari, unitamente alla facoltà di promuovere al magistero 12 baccellieri, il 6 giugno 1606, ben dentro dunque l'inizio della contesa veneto-pontificia. GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, p. 358.

55. L'informazione del Galvani, del 30 gennaio 1609, è in *ASV: Senato, Rettori*, Treviso, filza 6, allegata alla lettera dei rettori del giorno successivo, che dà conto di un'indagine avviata, con la collaborazione del vescovo di Treviso, sui superiori e i predicatori dei vari ordini, con particolare riguardo alle «patrie loro» e alla durata dei rispettivi incarichi. Quanto al provinciale della Marca – quel fra Onorio Gemelli da Padova nominato alcuni mesi prima da Ferrari e che, a dire di Galvani, «magnifica se stesso» per non aver fatto mai «uffici» a favore di Venezia, malgrado il denaro ricevuto a tale fine – era probabilmente lo stesso «Honorius de Padua» che nella sentenza del Santa Severina citata sopra (nota 53) figurava, insieme al Colissoni, tra i membri della fazione del cardinale.

56. Così a Padova, Vicenza e Verona.

l'atmosfera di sospetto veniva appesantita dalla scoperta di nuove trame contro la vita di Sarpi, tessute questa volta all'interno dell'ordine, e dall'arresto del baccelliere dello studio di Padova Giovan Francesco Graziani, perugino, quindi dello stesso amanuense Antonio Bonfini, sospettati di «qualche gran trattato». <sup>57</sup> Si aggiungeva, negli stessi giorni, il ferimento – con «tre stillittate» – di Arcangelo Piccioni, priore del minore convento veneziano di S. Giacomo della Giudecca, «sempre poco amico di fra Paolo». <sup>58</sup> Nei dispacci inviati a Roma dal nunzio nel corso del mese di marzo le notizie riguardo alle indagini sul nuovo attentato a Sarpi e sulle condizioni di fra Arcangelo si alterneranno con i ragguagli sul clamore suscitato dalle prediche d'intonazione calvinista tenute a Venezia da Micanzio e sui pericolosi contatti di Sarpi con i protestanti presenti in città. <sup>59</sup> In maggio, puntualmente preceduto da un'istanza di alcuni frati «sudditi nativi» della Repubblica contro le pretese dei «forestieri», <sup>60</sup> si riunirà nel convento di Vicenza il capitolo provinciale della Marca trevigiana, che – tra il «gran motto» dei «padri appassionati ne' loro interessi et fattioni» – subirà una sospensione di tre giorni e la convocazione avanti i rettori veneziani dei «capi di fattione». Alla fine le elezioni si concluderanno premiando i «nativi», con esclusione dei candidati ferraresi. <sup>61</sup>

Era in questo clima che aveva luogo, ai primi di giugno del 1609, il cambio della guardia alla testa dell'ordine. Al capitolo generale convocato a Roma – come d'ora in avanti avverrà quasi invariabilmente – il cardinale protettore presentava, su mandato di Paolo V, i nomi di tre candidati, gli unici eleggibili, «ad tollendam confusionem eorum qui generalatum appetent». <sup>62</sup> La terna comprendeva i due ex procuratori generali, Antonio Vivoli e Deodato Ducci, entrambi firmatari della *Difesa* antisarpiana del 1606, e Baldassare Bolognetti, un protetto del cardinale Giangarsia Millini. <sup>63</sup> Con grave lesione della facoltà di proposta da parte delle rappresentanze delle province, si procedeva alla nomina del primo. <sup>64</sup> Al Vivoli sarebbero succeduti gli altri: Ducci, dal 1612 alla morte, nell'agosto 1614, quindi Bolognetti, che in qualità di vicario e poi di generale guiderà i servi di Maria fino al 1624. <sup>65</sup> Quegli uomini «più di ... governo che di studio», <sup>66</sup> ai quali la Curia era stata costretta a far ricorso nell'emergenza dell'interdetto, fornivano così il nuovo gruppo dirigente dei servi, affidabile e di sicura fede antisarpiana.

Alla vecchia guardia dell'ordine, estromessa dai ruoli di comando, si aprivano comunque altre prospettive. Lo stesso capitolo generale del 1609 aveva disposto la ripresa delle ricerche negli archivi dei conventi, in vista della redazione degli annali dei servi di Maria e dell'allestimento dei processi per la canonizzazione di quelli che saranno i due maggiori santi dell'ordine, Filippo Benizi e la capostipite del ramo femminile Giuliana

57. MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1362-1365; SARPI, *Consulti*, cit., vol. I, t. I, p. 85.

58. Lo riferiva il nunzio, che ricordava anche come Piccioni, in precedenza «assai amorevole mio», si fosse da ultimo «per paura ... ritirato» (ASVat: *Nunziatura di Venezia*, copialettere 40, c. 63v, 28 feb. 1609). Anche il priore della Giudecca risulta presente nell'elenco dei fautori della parte di Santa Severina e del Colissoni contenuto nella sentenza più volte ricordata. Cfr. nota 53.

59. Cfr. in proposito SARPI, *Opere*, cit., pp. 226-239, e la nota introduttiva di G. Benzoni a *Fulgenzio Micanzio*, in *Storici e politici veneti del Cinquecento e del Seicento*, a cura di G. Benzoni, T. Zanato, Milano-Napoli, Ricciardi, 1982, pp. 743-746.

60. Vedi in ASV: *Collegio, Lettere segrete*, filza 45, la lettera ai rettori di Vicenza in data 30 aprile 1609, con inserita la supplica di quattro servi della Marca, sottoscritta anche dall'immancabile fra Serafino Galvani.

61. ASV: *Senato, Dispacci Rettori*, Vicenza e Vicentin, filza 6, 10 maggio 1609. Alla carica di priore del convento di Treviso risulterà eletto proprio il Galvani.

62. GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, p. 371.

63. B. ULIANICH, *Bolognetti, Baldassare*, in *DBI*, XI, Roma, 1969, pp. 316-320. Sembra che anche Bolognetti, il quale l'anno prima aveva seguito Millini nella nunziatura presso l'imperatore Rodolfo II, avesse al suo attivo un testo antisarpiano redatto durante l'interdetto e rimasto manoscritto.

64. Alla carica di procuratore generale veniva invece designato un altro sottoscrittore della *Difesa*, il fiorentino Dionisio Bucherelli, consultore dell'Inquisizione di Firenze (ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., p. 624).

65. Cfr. ULIANICH, *Bolognetti, Baldassare*, cit., pp. 319-320, anche per le manifestazioni di malcontento dell'ordine per le proroghe al suo incarico.

66. ULIANICH, *Paolo Sarpi*, cit., p. 624.

Falconieri.<sup>67</sup> Aveva raccomandato al contempo la prosecuzione del lavoro di edizione degli scritti di Enrico di Gand, notevole figura della scolastica tra Tommaso e Duns Scoto, del quale si veniva da qualche tempo accreditando – erroneamente – l'appartenenza ai serviti.<sup>68</sup> Il riallineamento alle direttive della curia romana si accompagnava dunque a disegni di rilancio culturale. Occorreva, dopo la prova d'autonomia data negli anni precedenti, liberare l'ordine dal pericoloso marchio dell'interdetto, proporre un'identità più rassicurante e solida, ancorata a peculiari tradizioni dottrinali e agiografiche. A tale opera, nella quale sarebbe stata difficilmente sostituibile, la generazione degli amici e dei coetanei di Sarpi darà un contributo importante. Proprio Filippo Ferrari del resto, che aveva visto bruciata dalle vicende della contesa veneto-pontificia ogni prospettiva di carriera nella gerarchia ecclesiastica, aveva indicato per tempo ai confratelli questa direzione. Ancora generale, all'inizio del 1609, aveva pubblicato la *Nova topographia in Martyrologium Romanum*,<sup>69</sup> preceduta da una dedica a Paolo V che richiama i «multa benefica» procurati dal papa ai servi di Maria. Si trattava del primo di una serie di cataloghi di santi e culti a integrazione del *Martyrologium romanum* di Baronio, proseguita con il *Catalogus Sanctorum Italiae*, del 1613,<sup>70</sup> e con il *Catalogus generalis Sanctorum qui in Martyrologio Romano non sunt*, del 1625,<sup>71</sup> portato a termine – a detta dell'Autore – per incoraggiamento di Federico Borromeo e dedicato a Urbano VIII, lo stesso anno in cui venivano emanati dal Sant'Uffizio i decreti che sancivano la competenza esclusiva della Sede apostolica in materia di riconoscimento di culti, nonché, al suo interno, il ruolo centrale del Sant'Uffizio.<sup>72</sup> Sarà invece il fiorentino Arcangelo Giani – già amico e fiduciario del generale Montorsoli – a condurre in porto, oltre al processo locale per la beatificazione di Filippo Benizi, la stesura degli *Annales Sacri Ordinis Servorum*.<sup>73</sup> Nel primo dei due volumi pubblicati a Firenze tra il 1618 e il 1622, dalla tipografia di Cosimo Giunta, l'annalista ripercorreva l'affermazione duecentesca del suo ordine, l'ultimo tra i mendicanti, riconducendola sotto la duplice illustre egida del Benizi e di Enrico di Gand. Nel secondo, dedicato al periodo dall'inizio del Quattrocento al 1609 – un termine *ad quem* che enfatizzava il ruolo della svolta avvenuta in quell'anno per i serviti – Giani era costretto ad affrontare le contrastate vicende tardocinquecentesche, che si sforzava di ridimensionare e velare nell'andamento sincopato dell'esposizione annalistica. Dissidi e lotte scatenati dal prevalere del centralismo romano trasparivano tuttavia in controtuce nelle espressioni di apprezzamento e devozione riservate alle personalità che avevano tutelato frati e istituzioni dell'ordine dall'aggressiva politica della Curia: al generale Montorsoli, allo stesso Ferrari, al quale veniva riservato un caldo elogio proprio sul limitare del volume.<sup>74</sup> Completa era invece la rimozione di ogni traccia della presenza di Sarpi, evocato solo incidentalmente per la giovanile disputa scolastica nel capitolo mantovano<sup>75</sup> e come titolare della carica di procuratore generale, mentre un impenetrabile silenzio calava sull'interdetto.

67. Per alcuni riferimenti generali cfr. A. DAL PINO, *Filippo Benizi*, in *DBI*, XLVII, Roma, 1997, pp. 723-727; IDEM, *Giuliana Falconieri*, *ivi*, LVI, Roma, 2001, pp. 712-716.

68. *Ivi*, p. 632; J. FORGET, *Henry de Gand*, in *Dictionnaire de Théologie catholique*, vol. 6, II, Paris, Letouzey, 1920, coll. 2191-2194; D. M. MONTAGNA, *I Servi ed Enrico di Gand (+1293). Inchiesta sui manoscritti*, «Studi storici dell'ordine dei servi di Maria», XXXII, 1982, pp. 197-204.

69. Venezia, Bernardo Giunta, Giovan Battista Ciotti e soci, 1609.

70. Milano, Girolamo Bordone, 1613. Cfr. ora, in proposito, S. SPANÒ MARTINELLI, *Il Catalogus Sanctorum Italiae di Filippo Ferrari*, in *Europa sacra. Raccolte agiografiche e identità politiche in Europa fra Medioevo ed Età moderna*, a cura di S. Boesch Gajano, R. Michetti, Roma, Carocci, 2002, pp. 135-145.

71. Venezia, Giovanni Guerigli.

72. GOTOR, *I beati del papa*, cit., pp. 285 e ss.

73. Sulla figura e i rapporti con l'ordine di Giani, i cui estremi biografici coincidono tra l'altro esattamente con quelli di Sarpi, cfr. D. BUSOLINI, *Giani, Arcangelo*, in *DBI*, LIV, Roma, 2000, pp. 413-415, e D. M. MONTAGNA, *Fra Arcangelo Giani annalista dei Servi (1552-1623)*, in *Bibliografia dell'Ordine dei Servi*, cit., vol. II, pp. 455-521.

74. GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, p. 361; della prima edizione cfr. il vol. II, cc. 191v e ss.

75. MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1279-1280.

## 2.

Espunta dalla storia ufficiale, la figura di fra Paolo non poteva comunque essere facilmente messa da parte. Sarpi rimaneva nell'ordine e proseguiva nel servizio alla Repubblica. Proprio a partire dal 1609, l'anno del giro di vite romano sui serviti, il suo impegno in qualità di consultore in iure si era nettamente intensificato. Se nel periodo a ridosso dell'interdetto era parso in disparte, figura quasi scomoda e compromettente una volta cessata l'emergenza della lotta con Paolo V, da allora il novero dei problemi sottoposti al suo parere si era venuto via via allargando, la sua impronta aveva marcato più a fondo la politica ecclesiastica veneziana.<sup>76</sup> Era stato lui a portare in Collegio la notizia della nomina a generale di Antonio Vivoli: la deplorazione ufficiale del Senato fatta pervenire all'ambasciatore a Roma ricalcava la sua breve informazione. Il suo consiglio dovette ispirare le successive prese di posizione della Serenissima nei confronti del nuovo generale, cui verrà manifestata ufficialmente ostilità e rifiutata l'autorizzazione alla visita dei conventi, con il risultato di sottrarre di fatto i frati veneti alla giurisdizione dei vertici romani dei servi.<sup>77</sup> Ma nessun provvedimento dell'ordine colpirà Sarpi, che nel suo convento porterà a termine *l'Istoria del concilio tridentino* e continuerà a rispondere a richieste e quesiti del governo marciano. E a S. Maria dei servi rimarrà stabilmente insediato, fin oltre la metà del Settecento, un ufficio della Repubblica, costituito dal consultore, da un suo assistente che sarà poi il coadiutore, da uno o più scrivani.

Nel 1623, alla morte del maestro, Micanzio riuscirà a subentrargli nella carica, superando riserve e opposizioni nei suoi confronti diffuse in alcuni settori del patriziato. Ciò grazie a una gestione accorta della fase di transizione, che lo vedeva redigere quella relazione della fine di Sarpi, poi sottoscritta da tutti i frati del convento, nella quale la morte del consultore veniva presentata, sobriamente e senza enfasi, come la degna conclusione dell'itinerario terreno di un fedele servitore dello Stato, devoto parimenti alla patria, alla religione, al suo ordine.<sup>78</sup> L'assunzione del resoconto di Micanzio a versione ufficiale era seguita dalla celebrazione di solenni esequie pubbliche, tra le vibrante reazioni del nunzio. In una serie di dispacci concitati monsignor Laudivio Zacchia denunciava l'impostura di un documento che trasformava il trapasso di Sarpi in quello di un santo, con l'avallo del priore – «tutto suo» – e della «setta» sarpiana, alla quale aderiva lo stesso provinciale dei servi, intento insieme a fra Fulgenzio a procurare l'erezione di un monumento al consultore.<sup>79</sup> Il momento della morte e della successione di fra Paolo faceva così rivivere il clima del post-interdetto. Mentre il nunzio cercava di premere sul provinciale, i frati veneziani ottenevano dal Senato la «pubblica protezione» sul loro convento: il 18 febbraio il rappresentante pontificio comunicava a Roma che il governo della Serenissima aveva ingiunto ai serviti di non ammettere la visita di superiori stranieri senza previa autorizzazione, sicché – suggeriva – il generale dell'ordine andava invitato ad attuare tutte le possibili ritorsioni per «abbassare destralmente» «quella parte», negando ad esempio le promozioni al grado magistrale.<sup>80</sup> Ma nonostante tutto la fazione sarpiana si mostrava unita: il nunzio era in grado d'indicare

76. Cfr. l'introduzione di C. Pin a SARPI, *Consulti*, cit., vol. 1, t. 1, pp. 83-88.

77. Ivi, t. II, pp. 836-839. Vivoli cercherà di parare il colpo opponendo che se anche figurava tra i firmatari della *Difesa* dei sei teologi, non aveva preso parte alla stesura. Il nunzio stesso scongiurerà d'insistere per l'ammissione in territorio veneto del generale dei Servi, che trovava «infiniti contraddittori» e non solo tra «i mal affetti» alla Sede apostolica, data l'indignazione ancora diffusa per le «scritture fatte contra la Republica» (ASVat: *Nunziatura di Venezia*, copialettere 40, 17 apr. 1610, cc. 469v-470r; copialettere 42, cc. 59v-60r, 26 mar. 1611).

78. G. Cozzi, *Sulla morte di fra Paolo Sarpi*, in *Miscellanea in onore di Roberto Cessi*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1958, vol. II, pp. 387-396; il testo della relazione in A. NEGRI, *Relazione della morte di fra Paolo Sarpi*, Venezia, 1868.

79. A. PLONCHER, *Lettere inedite di Monsignor Zacchia Nunzio in Venezia al Cardinal Lodovisi Segretario di Stato ed al Cardinal Barberini sulla morte di Fra Paolo Sarpi*, «Archivio Storico Italiano», s. IV, t. IX, 1882, pp. 146-150.

80. Ivi, p. 153; per la ducale che accordava la protezione al convento dei Servi vedi la scheda di C. Pin in *Fra Paolo Sarpi e i Servi di Maria nel 750° anniversario dell'ordine*, Venezia, Comune di Venezia-Biblioteca Nazionale Marciana, 1983, pp. 62-63.



solo uno dei religiosi firmatari della relazione sulla morte del consultore disposto ad ammettere d'aver sottoscritto per «timore delle persecuzioni».<sup>81</sup> Si trattava di quel fra Agostino Misani cui risulta dedicato il passo conclusivo, a prima vista incongruo e dissonante, della *Vita del padre Paolo*.<sup>82</sup> Screditato per la sua immoralità e un «cervello non consistente», per questo motivo – a detta di Micanzio – compassionevolmente difeso a suo tempo da Sarpi, Misani diventava lo strumento del nunzio per far breccia nel fronte compatto dei serviti veneziani. Saranno «le relazioni di costui», portate a Roma, a dar luogo – sempre secondo la *Vita* – all'iniziativa di una visita del convento che sarà condotta alla fine del 1624.

In quell'anno importanti cambiamenti avevano investito i vertici dell'ordine. Dopo nove anni e mezzo di governo, le fortune di Baldassare Bolognetti, confermate durante il pontificato di Gregorio XV, erano rapidamente declinate con l'ascesa al soglio di Urbano VIII. Nominato vescovo di Nicastro nel marzo 1624, poco prima della scadenza del mandato generalizio, Bolognetti veniva sostituito, per espressa volontà del papa, da Filippo Ferrari, nominato vicario generale apostolico.<sup>83</sup> Il generale dell'interdetto tornava così a varcare i confini della Repubblica, accompagnato dal confratello e collaboratore Gregorio Alasia.<sup>84</sup> Preannunciata fin da giugno, la sua visita al convento di Sarpi si svolgeva tra gli ultimi giorni d'ottobre e i primi di novembre, seguita da quella a S. Giacomo della Giudecca e quindi a S. Maria in Monte di Vicenza.<sup>85</sup> Nel corso degli interrogatori dei frati condotti da Ferrari sarebbe emersa in realtà un'ostilità diffusa contro il confidente del nunzio. Di lui verranno denunciate pressoché concordemente le abituali uscite dal convento per giocare d'azzardo e sparlare dei confratelli, la trasandata e frettolosa celebrazione della messa, l'omissione della confessione, oltre alla spiccata tendenza alla sodomia. Ascoltato a sua volta in camera, mentre giaceva a letto, Misani si giustificherà con le gravi «indisposizioni» che gli impedivano a volte di salire sull'altare per dir messa, riconoscerà d'aver giocato «alle carte alla bassetta con secolari», tornerà ad accusare i confratelli, in particolare il confessore e fra Fulgenzio, che – terrà a precisare – usava narrare «publicamente» storielle boccacesche infarcite di «casi bruti di sodomia» e lenocinio. Tutti particolari che Misani ammetterà d'aver riferito al nunzio. Scarsamente impressionato dal largo impiego di accuse tra le più abusate nelle testimonianze del periodo relative alla vita interna dei conventi, Ferrari chiuderà le sue indagini emanando una serie di *decreta* sull'obbligo della confessione e della lettura dei casi di coscienza e con una condanna a carico del Misani: questi, sotto pena del carcere, non sarebbe potuto uscire dal convento «nisi raro et cum socio sibi adiungendo a priore».<sup>86</sup> Burocraticamente, senza dar luogo a registrazioni di particolare rilievo, a parte qualche annotazione su debiti di gioco e rapporti con donne, scorrerà la visita anche alla Giudecca e a Vicenza.

Di qui a poco, alla vigilia del capitolo generale del 1625, Ferrari verrà indicato concordemente da tutti i capitoli provinciali dell'ordine come unico candidato al generalato.<sup>87</sup>

81. PLONCHER, *Lettere inedite di Monsignor Zacchia*, cit., p. 148.

82. MICANZIO, *Vita*, cit., pp. 1412-1413.

83. ULIANICH, *Bolognetti, Baldassare*, cit., p. 320.

84. Alasia (1578-1626) assistette anche Giani nella redazione degli *Annales*, dei quali compilò gli indici, e fu autore di cataloghi di santi e di conventi serviti. Inviato a Duino per seguire l'impianto di un convento dell'ordine, compose un *Vocabolario italiano e schiavo* pubblicato a Udine nel 1607. D. CACCAMO, *Alasia, Gregorio*, in *DBI*, I, Roma, 1960, p. 585.

85. Gli atti sono in AGOSM: *Negotia Religionis a saec. XVII*, vol. 14, cc. 147 e ss.

86. La visita di Ferrari è ricordata in MONTAGNA, *Paolo Sarpi frate*, cit., pp. 122-123, dove tuttavia non si fa parola delle accuse mosse e ricevute da Misani, intorno alle quali ruotano pressoché esclusivamente gli atti. L'anno dopo Misani sarà nominato priore di S. Giacomo della Giudecca.

87. L'episodio dimostrò – secondo il continuatore del Giani, Luigi Maria Garbi (GIANI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. II, p. 566) – «quanam benevolentia immo veneratione prosequuti fuerint omnes virum hunc, revera tum eruditione ac doctrina tum pietate et integritate vitae apud omnes celeberrimum». Pressoché unanimi – 55 su 57 – i voti dei frati della provincia veneta, espressi nel capitolo provinciale tenuto a Padova il 21 aprile 1625. AGOSM: *Registra Priorum generalium*, 54, c. 62r.



Non assumerà comunque la carica e morirà l'anno dopo. Viene naturale chiedersi se all'eccezionale manifestazione di consenso tributata dall'ordine al vecchio amico di Sarpi tornato sulla scena potesse aver contribuito, oltre al fastidio per il lungo regime del Bolognetti, garante della politica curiale, anche l'onda d'emozione suscitata dalla morte di fra Paolo.

I frammenti di un nascente mito sarpiano vengono effettivamente alla luce, nello stesso periodo, tra le pieghe di un caso vicentino, ennesimo episodio di un contrasto che si trascinava dall'interdetto. Nell'atmosfera tesa dei primi mesi del 1623 il Senato aveva indagato sul conto del servita Giuseppe Bertelli, autore, nel 1606, di uno scritto contro Sarpi e Venezia che aveva indignato Bellarmino.<sup>88</sup> Uscito dalla Repubblica, rientrato, incarcerato per le sue attività sediziose e nuovamente cacciato dal dominio veneto, Bertelli vi si era reintrodotta, assegnato dal generale dell'ordine al convento vicentino della provincia della Marca trevigiana. E a Vicenza, ancora punto sensibile per i rapporti interni ai serviti veneti, si era fatto strumento dei disegni del generale Bolognetti, «inimico agl'interessi di questa Serenissima Republica», diventando – secondo una supplica inviata a Venezia dal priore del convento e da alcuni confratelli – reggente di uno studio teologico istituito pretestuosamente allo scopo di svuotare quello di Padova di studenti veneti e di farvi affluire frati 'forestieri'.<sup>89</sup> Nell'ambito della catena di ripicche che si era innescata, il priore, Girolamo Bettini, era stato denunciato dal suo antagonista al Sant'Uffizio vicentino. Il processo si era chiuso con un nulla di fatto – proprio mentre Bertelli, nel giugno 1623, veniva definitivamente espulso dai territori della Repubblica – ma era stato riaperto, a distanza di anni, dalla comparsa di nuovi testimoni avanti l'inquisitore. Di qui un secondo processo, seguito da una seconda carcerazione e quindi dalla morte del Bettini. Alla fine del 1628, a margine di una relazione in proposito dei rettori della città, Micanzio commentava in un consulto le «mostruose» irregolarità procedurali che avevano caratterizzato la vicenda, in un momento in cui i servi di Vicenza erano «si può dir alle arme». E segnalava un ulteriore «particolare» appreso: l'inquisitore aveva cominciato «a perseguire il padre sudetto perché tenesse un ritratto del padre maestro Paolo, quale anco dopo si habbi fatto dare dalli frati del suo convento». Comportamento, questo, che confermava la pessima «inclinazione» del titolare di quel tribunale nei confronti della Repubblica, «senza nocumento – comunque – alla memoria di così fedele servo del suo principe».<sup>90</sup>

## 3.

Decisiva, per la memoria di Sarpi, la relazione di Micanzio sulla morte: la consacrazione dell'immagine del grande consultore, nel rifiuto di ogni taccia d'eterodossia, permetteva d'assicurare il patrimonio politico-ideologico legato al nome di fra Paolo e all'interdetto.<sup>91</sup> Altrettanto importante, in vista della trasmissione dell'eredità sarpiana, sarà la successione dell'allievo alla carica di consultore. Forte di un apprendistato iniziato accanto a Sarpi prima ancora dell'interdetto, Micanzio affrontava con piglio sicuro l'esercizio in prima persona dell'ufficio. Dopo una prima breve fase d'incertezza, la sua attività doveva assumere il ritmo incalzante che avrebbe mantenuto per molti anni. Numerosi i pareri, vasta – al loro interno – la gamma delle questioni attinenti alla sfera politico-ecclesiastica, tutte affrontate nel riferimento puntuale al *corpus* dei consulti sarpiani custodito nella Secreta, del quale veniva per tal via enfatizzata la valenza istituzionale e

88. Cfr. MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1366.

89. Sulle peripezie del Bertelli vedi ASV: *Senato, Dispacci rettori*, Vicenza e Vicentin, filza 14, 26 ott. 1622 (con allegata la supplica dei frati); ivi, filza 15, 3 e 9 mag. 1623 (con una relazione di Micanzio sulle circostanze del rientro del Bertelli), 27 giugno 1623; ASV: *Senato, Deliberazioni Roma*, reg. 22, cc. 19v e 46r, alle date 27 apr. e 24 giu. 1623.

90. ASV: *Consultori in iure*, filza 53, cc. 322 e ss.

91. Cfr. la *Nota introduttiva* di Benzonì a *Fulgenzio Micanzio*, cit., pp. 739-740.

‘normativa’.<sup>92</sup> Scaltrito nel maneggio degli strumenti d’analisi messi a punto dal maestro, fedele alle sue impostazioni, fra Fulgenzio si mostra però più impaziente e radicale di Sarpi, con i suoi incitamenti a ribattere colpo su colpo a ogni pretesa di Roma, con il suo instancabile reiterare al patriziato i termini di un coerente programma di contenimento delle esorbitanze ecclesiastiche.<sup>93</sup> Un programma di cui è parte integrante un ferreo controllo del governo sugli ordini regolari. Micanzio vi ritorna spesso, di fronte alle continue vertenze riguardanti religiosi e conventi, si tratti della nomina dei superiori locali – da scegliere, come sempre ribadisce, tra i ‘nazionali’, mai tra gli ‘esteri’ – o del problema ricorrente della Laurea dei frati veneti, da conferirsi per via ‘ordinaria’, da parte cioè del collegio dei teologi dello Studio di Padova, previa autorizzazione del generale, e non dal papa o da altre autorità romane, secondo l’uso invalso dal secondo Cinquecento. Capita così che fra Fulgenzio si lasci andare a vagheggiare il «rimedio universale» alla massa del contenzioso ‘fratesco’: la formazione di province regolari esattamente coincidenti con i confini della Repubblica, con il distacco dei religiosi veneti da Roma.<sup>94</sup> Il modello negativo resta la Compagnia di Gesù, della quale non perde occasione per stigmatizzare il procedere e la stessa costituzione verticistica.<sup>95</sup> Tali atteggiamenti, le convinzioni anticuriali, la propensione all’invettiva contro il papa e i Barberini, non impediscono comunque a Micanzio d’essere al contempo frate servita di notevole autorevolezza. Nominato al primo posto, negli *stati* del convento veneziano, lo vediamo presiedere nel 1636 il capitolo provinciale in qualità di vicario del generale e risolvere delicati problemi riguardanti il ramo femminile dell’ordine. Alla morte, nel 1654, verrà solennemente tumulato nella cappella maggiore della chiesa dei servi.<sup>96</sup> La sua posizione non era stata dunque scalfita neppure dalla decisione di pubblicare un testo problematico come la *Vita del padre Paolo*.

Quello di una biografia di Sarpi era, per il discepolo, un progetto che veniva da lontano, destinato – come documenta un saggio di Pasquale Guaragnella<sup>97</sup> – a trasformarsi nel tempo. Ancora allo stadio d’abbozzo nel 1636, secondo quanto Micanzio scriveva in una nota letterata a Galilei, la *Vita* sarebbe uscita solo dieci anni dopo a Leida, opera a lungo meditata di un frate ormai settantaseienne, avviato verso il termine della sua esperienza umana e professionale. Appassionata e puntuale rievocazione della vicenda sarpiana – dagli studi giovanili alla carriera nell’ordine, all’approdo alla vita pubblica – il testo presentava un Sarpi ingegno filosofico e matematico straordinario, religioso esemplare per doti morali, mansuetudine, assenza di spirito di vendetta, consultore integerrimo della Repubblica. Costante, nell’esposizione, il contrappunto tra la luminosità della sua figura, la limpidezza della sua condotta e il torbido accavallarsi degli intrighi curiali e frateschi. Ai silenzi e alle reticenze del proprio ordine Micanzio opponeva una ricostruzione alternativa della storia dei serviti, che riportava in scena figure e fatti ufficialmente oscurati e coperti, a cominciare dall’azione del cardinal protettore Santoro, fino alla contesa dell’interdetto, indicata come snodo cruciale della politica del papato della Controriforma. Nel ritratto disegnato da Micanzio il maestro si elevava nell’empireo dell’eccellenza, mentre il suo itinerario terreno veniva inquadrato nello

92. Per questo aspetto e in generale per l’attività di consultore di Micanzio rinvio a *I consulti di Fulgenzio Micanzio. Inventario e registi*, a cura di A. Barzazi, Pisa, Giardini, 1986; A. BARZAZI, *I consultori «in iure»*, in *Storia della cultura veneta*, diretta da G. Arnaldi e M. Pastore Stocchi, 5, II, *Il Settecento*, Vicenza, Neri Pozza, 1986, in part. pp. 182-190.

93. Una convincente ricostruzione del profilo umano e intellettuale di Micanzio e del suo rapporto con Sarpi, oscillante tra simbiosi e ricerca d’autonomia, è nella citata *Nota introduttiva* di Benzoni a *Fulgenzio Micanzio*, cit., pp. 733-756.

94. *I consulti di Fulgenzio Micanzio*, cit., p. XVIII.

95. Sintomatiche alcune delle *Annotazioni* pubblicate a cura di Benzoni, Zanato in *Fulgenzio Micanzio*, cit., pp. 776, 779-780, 841. Cfr. B. ULIANICH, *I gesuiti e la Compagnia di Gesù nelle opere e nel pensiero di Paolo Sarpi*, in *I Gesuiti e Venezia. Momenti e problemi di storia veneziana della Compagnia di Gesù*, Atti del Convegno di Studi, Venezia, 2-5 ottobre 1990, a cura di M. Zanardi, Venezia-Padova, Giunta Regionale del Veneto-Gregoriana libreria editrice, 1994, pp. 233-262.

96. BENZONI, *Nota introduttiva a Fulgenzio Micanzio*, cit., pp. 736-737; DAL PINO, *Fra Fulgenzio da Passirano*, cit., p. 149.

97. P. GUARAGNELLA, *Fulgenzio Micanzio biografo di fra’ Paolo Sarpi*, «Intersezioni», XXIII, 2003, pp. 437-466.

schema tipico delle vite dei santi, all'interno del quale denunce, attentati, maldicenze nei suoi confronti diventavano altrettante prove, superate grazie all'esercizio di quelle che il biografo non esitava a definire – ripetutamente – «eroiche virtù». La fama di un Sarpi santo, già risuonata alle orecchie scandalizzate del nunzio, bollata d'impostura negli ambienti ecclesiastici, ma condivisa – secondo le ricerche di Corrado Pin – dallo stesso doge dell'interdetto, Leonardo Donà, si traduceva qui in un'istanza di vera e autentica santità a favore del frate scomunicato e nemico di Roma, espressa nei termini specifici della normativa canonica.

A dispetto dell'impressione d'ingenuità e di candore che la *Vita* si sforzava d'avvalorare, il «suggerimento d'un Sarpi suscettibile di santificazione» costituiva – ha scritto Benzioni – un'«astuta operazione».<sup>98</sup> Un'operazione – va aggiunto – dalla carica fortemente provocatoria, alla luce della tassativa definizione urbaniana della prassi delle canonizzazioni. I richiami insistenti alla virtù eroica, requisito fondamentale per la postulazione di santità, i riferimenti – sarcastici – al dibattito sui nuovi santi della Controriforma non potevano passare inosservati, a pochi anni di distanza dai decreti che – tra il 1625 e il 1634 – avevano vietato il culto di personaggi defunti con fama di santità non ancora approvata dalla Sede apostolica. Se la relazione sulla morte era stata il «preludio della successiva manipolazione di tutta la sua vita»,<sup>99</sup> la biografia micanziana ne costituiva la nuova, estrema tappa. Perché la scelta di una formula che andava tanto al di là della prospettiva tutta 'politica' del resoconto del 1623? È possibile che una ricerca sulle stratificazioni del manoscritto della *Vita del padre Paolo*, da incrociare con dati e circostanze biografiche di Micanzio, possa offrire ulteriori elementi in proposito. Sembra comunque di poter dire che nell'opzione finale per un Sarpi santo – santo, in realtà, di una sorta di religione laica dello Stato, della cultura, del dovere verso la comunità d'appartenenza – si rifletteva il disincanto del consultore, costretto a prender atto, dopo decenni d'impegno al servizio della Serenissima, della perdita di sintonia con il ceto dirigente veneziano, dell'inattualità delle impostazioni sarpiane, della forza di quell'«invidia» e di quella «malignità» nei confronti del maestro, che venivano evocate nell'introduzione, esclusa dalle edizioni a stampa, alla *Vita*.<sup>100</sup> Ormai anziano, propenso ai bilanci, approdato – in un percorso inverso rispetto a quello di Sarpi<sup>101</sup> – dalla prospettiva dominante dell'azione al gusto della conoscenza astronomica e alla meditazione, fra Fulgenzio finiva così per dare alla luce, alla vigilia della pace di Westfalia, un'opera corrosiva, che era insieme un affondo contro la Chiesa della Controriforma e un atto d'accusa contro la Repubblica e il suo ceto di governo.

Per i serviti la *Vita del padre Paolo* diventava un problema all'interno del problema Sarpi, un ulteriore ostacolo frapposto alla metabolizzazione di un passato scomodo. L'ordine reagiva con il rifiuto, negandone l'attribuzione a Micanzio. Il più fedele discepolo di fra Paolo non poteva – in altri termini – aver scritto quella biografia imbarazzante, coperta, fin dal suo comparire, dal silenzio e dall'oblio, anche se sarebbe finita all'indice solo nel 1659, l'anno dopo la seconda edizione. Sostanzialmente invariato l'atteggiamento dei serviti rimarrà nel secolo successivo e oltre: nel Settecento il disconoscimento, puntualmente argomentato, della paternità micanziana della *Vita* andrà di pari passo con la difesa e il recupero erudito della figura di Sarpi. Saranno, per contro, gli antisarpianti dichiarati – dal Pallavicino a Francesco Albizzi fino a Giusto Fontanini<sup>102</sup> – a ribadire fermamente

98. BENZIONI, *Nota introduttiva a Fulgenzio Micanzio*, cit., p. 741.

99. *Ivi*, p. 739.

100. MICANZIO, *Vita*, cit., p. 1275. Cfr. *I consulti di Fulgenzio Micanzio*, cit., pp. xxxvi-xxxix.

101. BENZIONI, *Nota introduttiva a Fulgenzio Micanzio*, cit., p. 751.

102. La *Storia arcana della vita di Fra Paolo Sarpi servita scritta da monsignor Giusto Fontanini arcivescovo d'Ancira in partibus e documenti relativi* fu pubblicata a Venezia solo nel 1803. Le opinioni dell'Autore su Sarpi, Micanzio e la *Vita* erano comunque ben note già nel Settecento, come conferma la presenza, tra i codici appartenuti a Marco Foscarini, di una silloge di «osservazioni» del prelado friulano «intorno alla *Vita* di fra Paolo scritta da fra Fulgenzio», nelle quali viene tra

l'assegnazione a fra Fulgenzio della biografia del maestro, accomunando i due frati nella consueta condanna, all'insegna dell'eresia e dell'impostura. All'ostracismo interno farà riscontro il disinteresse dell'aristocrazia veneziana per un testo giudicato insignificante e infarcito di beghe di convento, assente per lo più dalle biblioteche patrizie.

A ogni modo la biografia di fra Fulgenzio avrebbe rappresentato uno snodo fondamentale nel percorso tortuoso della memoria sarpiana nell'ordine. Il ricordo del Sarpi 'privato' – l'uomo, il religioso, lo storico – imboccava definitivamente un sentiero carsico, disseminato di reticenze, ambiguità, dinieghi apologetici di paternità: come fra Paolo non aveva scritto l'*Istoria del concilio tridentino*, Micanzio non poteva essere l'autore della sua *Vita*. Il rapporto con il Sarpi 'pubblico' continuava invece a svolgersi all'interno dello spazio politico veneziano, sicché l'immagine, soverchiante, del fedele consigliere della Repubblica si collegava definitivamente con le vicende dei rapporti veneto-pontifici e le alterne fortune dei consultori serviti. Così, nei decenni centrali del Seicento, segnati dalla crisi della guerra di Candia, mentre le rivendicazioni giurisdizionalistiche della Repubblica sfumano in una prospettiva diplomatica aliena da conflitti e contrapposizioni, si verifica un declino dell'ufficio dei consultori e, al suo interno, del ruolo dell'ordine. A Micanzio, ancora formalmente in carica, e al confratello coadiutore Francesco Emo viene affiancato nel 1650 il domenicano padovano Giovan Pietro Bortoletti, dottore in teologia. Al di là del livello della consulenza che il Bortoletti poté prestare, resta, nella nomina di un frate dell'ordine dell'Inquisizione alla carica appartenuta a Sarpi, l'attestazione indubbia d'una svolta. E nei consulti prodotti nel pieno Seicento lo stesso riferimento a fra Paolo finisce per suonare come richiamo ad un'*auctoritas* convenzionale e distante. Quanto alle scritture sarpiane, sembrano ridursi a raccolta di 'massime' di governo e di casi *in iure*.<sup>103</sup>

Occorrerà attendere il periodo tra gli anni ottanta e lo scorcio del secolo perché un'ottica giurisdizionale riaffiori gradualmente – a margine del dibattito sull'*Histoire de Venise* di Amelot de la Houssaye – e s'imponga di nuovo, tra il riaccendersi della discussione sui patrizi investiti di cariche ecclesiastiche e le controversie con il papa veneziano Alessandro VIII.<sup>104</sup> Mentre si apre il ciclo delle edizioni delle opere di Sarpi, mentre alla penna di fra Paolo vengono attribuiti testi che affrontano la grave crisi istituzionale e sociale della Repubblica,<sup>105</sup> anche l'ufficio di consultore riconquista via via i propri spazi. Al contempo i serviti tornano ad accreditarsi come tramite vivo con il patrimonio sarpiano. Affiancato fin dal 1680 all'anziano Francesco Emo, il bresciano Celso Viccioni avvia pochi anni dopo con il collega laico, il giurista vicentino Giovanni Maria Bertolli, una collaborazione all'insegna della difesa della giurisdizione dello Stato e del ritorno al dettato di fra Paolo.<sup>106</sup> Nell'ultimo decennio del secolo i due consultori guideranno un'azione di contenimento delle pretese del tribunale del Sant'Uffizio che porterà al ripristino della disciplina in materia di stampe fissata nel 'concordato' del 1596 e dei limiti previsti dal trattato sarpiano *Sopra l'ufficio dell'Inquisizione*.<sup>107</sup> Veniva frattanto

l'altro ripresa contro i due serviti l'accusa di calvinismo e si riferiscono vari giudizi attestanti l'immoralità del biografo. Cfr. T. GAR, *I codici storici della collezione Foscarini conservata nella Imperiale Biblioteca di Vienna*, «Archivio Storico Italiano», v, 1843, p. 414.

103. BARZAZI, *I consultori «in iure»*, cit., pp. 190-192.

104. G. COZZI, *Venezia nello scenario europeo (1517-1699)*, in G. COZZI, M. KNAPTON, G. SCARABELLO, *La Repubblica di Venezia nell'età moderna. Dal 1517 alla fine della Repubblica*, Torino, UTET, 1992, pp. 160-167.

105. Rinvio in proposito alle relazioni di M. INFELISE, *Ricerche sulle edizioni sarpiane dei secoli XVII-XVIII*, e di D. RAINES, *Dopo Sarpi: il patriziato veneziano e l'eredità del servita*, entrambe presentate al convegno nel 450° anniversario della nascita di Paolo Sarpi, menzionato in apertura del presente articolo.

106. Per Bertolli cfr. G. F. TORCELLAN, *Bertolli (Bertolo)*, *Giovanni Maria*, in *DBI*, IX, Roma, 1967, p. 607; su Viccioni (1632-1719), reggente in diversi studi dell'ordine e pubblico lettore di teologia a Siena, oltre che predicatore: VICENTINI, *I Servi di Maria*, cit., p. 114.

107. M. INFELISE, *A proposito di imprimatur. Una controversia giurisdizionale di fine Seicento tra Venezia e Roma*, in *Studi veneti offerti a Gaetano Cozzi*, Venezia, Il cardo, 1992, pp. 287-299; per le nove regole costituenti il cosiddetto concordato, sulla base del quale era stato recepto nel 1596 l'indice di Clemente VIII, cfr. P. ULVIONI, *Stampa e censura a Venezia nel*

ristabilita la linea di continuità nell'ufficio: alla fine del 1692 il Senato nominava un altro servita bresciano, Odoardo Valsecchi, al quale nel 1708 si sarebbe aggiunto il confratello Paolo Celotti, il maggiore tra i consultori dell'ordine nel Settecento.<sup>108</sup>

Sullo sfondo del rilancio tardoseicentesco della lezione sarpiana, riemergevano ancora una volta le tensioni legate al particolare *status* delle province venete dei servi e al rapporto di duplice fedeltà dei consultori, all'ordine e alla Repubblica. A seguito della lotta di posizione tra Roma e Venezia per il controllo dei religiosi, i titolari dell'ufficio – scelti tra i frati più noti e preparati – si erano visti attribuire, da Micanzio in poi, anche la carica di vicari del generale, con facoltà di visitare i conventi e di presiedere i capitoli provinciali, oltre che di giudicare le cause dei religiosi. Controllori, per conto dello Stato, della regolarità degli atti generalizi attraverso i quali passavano nomine, trasferimenti, esazioni di tasse, investiti insieme di rilevanti poteri di giurisdizione sui confratelli, i consultori si sarebbero scontrati ripetutamente con i superiori romani dalla fine degli anni settanta, fino alle dimissioni da vicario di Viccioni, nel 1708.<sup>109</sup> La contraddizione della doppia appartenenza, vissuta a suo tempo drammaticamente da Sarpi, era comunque ridotta ormai a poca cosa: una schermaglia fitta di compromessi e patteggiamenti, che sembrava decadere a tratti a mero gioco delle parti. Il ruolo di consultore comportava certo il maneggio delle temute concezioni sarpiane, favorendo per di più una larga autonomia dei serviti veneti, ma era anche, per un ordine poco numeroso e dalle limitate funzioni istituzionali, motivo d'onore e d'orgoglio. Proprio sullo scorcio del Seicento il servita Leonardo Cozzando inseriva nella galleria di illustri bresciani presentata nel suo *Vago e curioso ristretto ... dell'istoria bresciana*, i confratelli teologi della Repubblica, Fulgenzio Micanzio e Celso Viccioni.<sup>110</sup> Su Micanzio Cozzando sarebbe tornato nella *Libreria bresciana*, soffermandosi sull'attività di «teologo e consigliere» di Stato da lui svolta prima e dopo «la morte del P. M. Paolo Sarpi», ricordandone la sepoltura «con lungo epitaffio» nel convento dei servi di Venezia e gli scritti: «dodici volumi di consegli», conservati «in una delle segretarie della Serenissima Repubblica», e l'operetta del 1606 contro le censure pontificie, la *Confirmatione delle considerationi del p. Paolo*.<sup>111</sup> Nel primo profilo biografico di Micanzio scritto da un confratello, inserito in un'opera priva di ufficialità, ma di qualche ambizione, riemergevano dunque il nome di Sarpi e l'interdetto. Il prestigio del lungo servizio al governo marciano si riverberava sull'ordine, permettendo in qualche modo di riassorbire il trauma della rottura veneto-pontificia e il Sarpi 'pubblico'.<sup>112</sup> Rigorosamente sotto silenzio continuavano invece a passare il Sarpi 'privato' e la *Vita del padre Paolo*.

Non è escluso comunque che quel racconto biografico che poteva prestarsi a diversi livelli di lettura avesse avuto tra i servi una circolazione sotterranea, contribuendo a tener vivo il filo di una devozione a fra Paolo ormai svincolata da calcoli di opportunità e da logiche di schieramento, sorta di culto privato da coltivare nel chiuso della cella monastica. Del resto la leggenda del Sarpi santo continuava a sopravvivere, a Venezia, anche fuori delle mura del convento dei servi, come dimostrerà un clamoroso – e ben noto – episodio del 1722. In quell'anno la scoperta nell'abside di S. Maria dei Servi di un corpo in buona parte intatto darà luogo a un'immediata identificazione con i resti

*Seicento*, «Archivio Veneto», s. v, CIV, 1975, pp. 45-93; P. F. GRENDLER, *L'Inquisizione romana e l'editoria a Venezia 1540-1605*, Roma, Il Veltro, 1983, pp. 362-378.

108. Le nomine si trovano nel fascicolo intestato ai consultori *in iure* in ASV: *Compilazione Leggi*, busta 151. Su Celotti cfr. P. PRETO, *Celotti, Paolo*, in *DBI*, XXIII, Roma, 1979, pp. 466-469; BARZAZI, *I consultori «in iure»*, cit., pp. 192-195.

109. ASV: *Consultori in iure*, filza 87, c. 593r, consulto di Viccioni del 20 set. 1708.

110. LEONARDO COZZANDO, *Vago e curioso ristretto profano e sagro dell'istoria bresciana*, Brescia, Gio. Maria Rizzardi, 1694, parte II, pp. 239-240.

111. IDEM, *Libreria bresciana. Prima e seconda parte nuovamente aperta*, Brescia, Gio. Maria Rizzardi, 1694, parte II, p. 254.

112. Nel 1725 – a ulteriore conferma di un legame ormai consolidato – il terzo volume degli annali dei servi di Maria avrebbe richiamato con elogi, pur continuando a ignorarne i capostipiti, la serie dei consultori del secondo Seicento, da Emo fino a Paolo Celotti. Cfr. GARBI, BONFRIZZIERI, *Annali S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. III, p. 680.



di Sarpi e provocherà gran concorso di devoti, soprattutto donne, con seguito di grazie e guarigioni miracolose.<sup>113</sup> La fama di santità del grande oppositore della curia romana tornava così prepotentemente alla ribalta a un secolo di distanza dalla morte, tra lo sconcerto del nunzio pontificio e le attenzioni degli Inquisitori di Stato. Ai consultori Celotti e Valsecchi e al priore del convento Giuseppe Bergantini, schierati in prima linea nella difesa dei 'miracoli' di fra Paolo, toccherà in quell'occasione respingere l'attacco di un'isolata figura di servita antisarpiano, Giovanni Maria Bertolli. Omonimo e figlio adottivo del consultore seicentesco, questi si era già adoperato, poco tempo prima, per decimare la ristampa delle opere di fra Paolo impressa dal Lovisa.<sup>114</sup>

Si era allora alle soglie della riappropriazione settecentesca di Sarpi da parte dell'ordine, che veniva abbandonando gradualmente la linea del silenzio e dell'autocensura. Mentre Celotti si sforzava di attualizzare nei suoi consulti l'eredità sarpiana, contribuendo ad aprire la via a un nuovo corso della politica ecclesiastica veneziana, emergevano testimonianze di una presenza di Sarpi sempre meno clandestina, estesa oltre la cerchia politica dei consultori.<sup>115</sup> Negli anni successivi Bergantini, che pure aveva rifiutato di entrare tra i consultori, doveva intraprendere – assistito da confratelli di altri conventi – quelle ricerche d'archivio e biblioteca che gli avrebbero permesso di portare alla luce i manoscritti filosofici e scientifici sarpiani e di rivendicare la grandezza morale e intellettuale del suo confratello in un'operetta uscita poco dopo la metà del Settecento, *Fra Paolo Sarpi giustificato*.<sup>116</sup> Proprio utilizzando i materiali accumulati da Bergantini, Francesco Grisellini avrebbe costruito di qui a qualche anno – nelle *Memorie anedote spettanti alla vita ed agli studj del sommo filosofo e giureconsulto F. Paolo Servita (1760)* – il suo Sarpi riformatore e illuminista, mentre i servi di Maria, tra il montare di una più decisa offensiva anticuriale, si preparavano ad abbandonare il servizio della Repubblica. Contro le *Memorie anedote* del 'plagiario' Grisellini, tramite di diffusione della nuova immagine settecentesca di fra Paolo in Italia e in Europa,<sup>117</sup> Bergantini protesterà vivacemente quanto inutilmente, indignato dell'esproprio della memoria sarpiana subito dall'ordine.

Il Sarpi dei serviti rimaneva un altro: una figura in cui i connotati dello scienziato, dell'uomo di cultura continuavano a confondersi con quelli del santo. Indicativo, da questo punto di vista, un testo pubblicato a Bologna nel 1783, l'*Elogio* del generale dei serviti Giulio Arrighetti, opera di Luigi Bentivegni.<sup>118</sup> La prima fase della battaglia giurisdizionalistica era allora alle spalle, anche se si preannunciavano nuove più radicali svolte per il mondo dei religiosi. I serviti bolognesi celebravano il primo centenario del loro collegio di S. Giuseppe ricordandone il fondatore, il generale fiorentino Arrighetti appunto, in carica tra il 1683 e il 1690, riformatore degli studi dell'ordine, ma anche eremita di elevata spi-

113. Vedi la documentata e avvincente ricostruzione di A. NIERO, *Miracoli post-mortem di fra Paolo Sarpi*, «Studi Veneziani», 10, 1968, pp. 599-620.

114. G. F. TORCELLAN, *Bertolli (Bertolo), Giovanni Maria (1678-1737)*, in *DBI*, IX, Roma, 1967, pp. 607-609; U. BALZANI, *Di alcuni documenti dell'Archivio del Santo Uffizio di Roma relativi al ritrovamento del cadavere di Paolo Sarpi*, «Rendiconti dell'Accademia dei Lincei», Classe di scienze morali, storiche e filologiche, s. v, IV, 1895, pp. 595-617.

115. Un frammento di qualche significato è rappresentato dal catalogo della biblioteca del servita Francesco Maria Giunta, messinese d'origine, a lungo predicatore alle corti imperiale e toscana. Approdato a Venezia nel 1704, Giunta lasciò vent'anni dopo al convento di S. Giacomo della Giudecca una raccolta libraria che comprendeva gran parte della produzione di Sarpi circolata a stampa nel Seicento, oltre a quella spuria a lui attribuita. Alcune annotazioni sulle pagine dell'elenco facevano inoltre chiaramente intendere i sentimenti di ammirazione del servita per fra Paolo. Per questo e altri aspetti, qui solo accennati, del riemergere della memoria e di un mito sarpiano nell'ordine durante il Settecento rinvio al capitolo V del mio lavoro *Gli affanni dell'erudizione. Studi e organizzazione culturale degli ordini religiosi a Venezia tra Sei e Settecento*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2004.

116. GIUSTO NAVE [GIUSEPPE MARIA BERGANTINI], *Fra Paolo Sarpi giustificato*, Colonia, Presso Pietro Mortier, 1752. Cfr. L. COZZI, *La tradizione settecentesca dei «Pensieri» sarpiani*, «Studi Veneziani», 13, 1971, in part. pp. 393-401.

117. F. VENTURI, *Settecento riformatore*, vol. II, *La chiesa e la repubblica dentro i loro limiti 1758-1774*, Torino, Einaudi, 1976, ad indicem.

118. LUIGI BENTIVEGNI, *Elogio di Giulio Arrighetti fiorentino LXI generale dell'ordine de' Servi di Maria, fondatore del collegio di S. Giuseppe di Bologna*, Bologna, Sassi, [1783].

ritualità, a favore del quale erano state raccolte all'indomani della morte testimonianze attestanti fama di santità.<sup>119</sup> L'Autore incentrava il suo elogio sulla prima giovinezza del futuro generale, turbata da problemi d'apprendimento e di parola, tali da far escludere, per il ragazzo, ogni possibilità di una vita normale. Ma sulla strada degli studi, che aveva voluto comunque affrontare, armato di straordinaria forza di volontà, Arrighetti aveva incontrato proprio Paolo Sarpi, massimo tra i grandi dell'ordine. Sarpi gli aveva aperto l'intelletto, guidandolo per mano lungo l'itinerario da lui stesso a suo tempo percorso lungo le scienze filosofiche e teologiche. In una dimensione senza tempo, quasi onirica, Bentivegna seguiva il cammino di Arrighetti attraverso i meandri degli inediti sarpiani, sulla scorta delle notizie delle *Memorie anedote* di Grisellini, della *Letteratura veneziana* di Marco Foscarini, ma anche di quella *Vita del padre Paolo* che si continuava a catalogare come opera di anonimo. Ancora un miracolo *post mortem* di Sarpi, il recupero alla vita e a grandi traguardi dello sfortunato giovane? Era quanto sembrava suggerire tra le righe questo scritto fratesco, dall'apparenza polverosa, nel quale la figura di fra Paolo veniva collegata, in un'atmosfera intimistica e sfumata, a quella del generale 'quasi santo'.

119. Sull'Arrighetti (1622-1705) cfr. GARBI, BONFRIZZIERI, *Annalium S. Ordinis F. Servorum*, cit., vol. III, pp. 443-466, 551.

MASSIMO FAVILLA · RUGGERO RUGOLO

UN PITTORE 'REALE'

RIFLESSIONI SU LOUIS DORIGNY\*

*In memoria di Adriano Mariuz*

Ed occorre lasciare lacune  
nel destino, non tra le carte,  
punti e capitoli di tutta la vita  
segnando in margine con note

BORIS PASTERNAK, *Esser famosi non è bello*, in *Nuove righe*, 1956

LA pratica del «lavorare dal sotto in su», l'«intelligenza de' lumi», la perfetta padronanza «della prospettiva, riquadratura e buona scimetria»,<sup>1</sup> il possedere una «perfetione» quasi astratta nel disegno, lo «style héroïque & sublime»,<sup>2</sup> l'essere *Peintre du Roi* (di Luigi XIV), l'aver soggiornato a Roma frequentando l'Accademia di S. Luca, e, non ultimo, l'esser nipote del celebre Simon Vouet furono i requisiti che resero Louis Dorigny appetibile e ricercato, nell'ultimo quarto del Seicento, da quei nobili veneziani e della terraferma già profondamente intrisi di ammirazione per i sempre lodati esempi dell'arte romana e per l'impareggiabile *gran goût* francese allora in voga (FIG. 1). Una vicenda umana e professionale, la sua, che si dipana nell'arco di oltre sessant'anni, tra Venezia e Verona, in un turbinio di prestigiose commissioni, che dilagano oltre i confini della Serenissima, fino a raggiungere Vienna.

A lui va il merito di aver reintrodotta a Venezia, con il soffitto, oggi perduto, di S. Silvestro (1682-1683), la tecnica dell'affresco su ampia superficie da tempo caduta in disuso, offrendo un prodotto d'estrazione culturale franco-romano-bolognese innovativo e dirompente in una città, per vocazione, restia ai cambiamenti. Le prove successive, dai teleri del portego di Ca' Tron, agli affreschi per il salone di Ca' Zenobio, consolidarono la sua fama di grande virtuoso e accademico irrequieto, fornendo un prezioso esempio che, se non immediatamente raccolto, sarà infine parsimoniosamente tesaurizzato dalle successive generazioni artistiche dei Ricci, dei Pellegrini e dei Tiepolo. Dorigny rimane dunque l'unico francese che sia riuscito a lasciare un segno profondo e indelebile nella storia della pittura veneziana.

1. UN PITTORE 'REALE'

Louis veniva battezzato il 14 giugno 1654 a Parigi, nella parrocchia reale di Saint-Germain-l'Auxerrois, terzogenito di Jeanne-Angelique Vouet e Michel Dorigny *Peintre ordinaire du Roy*. Gli fu assegnata come madrina Radegonde Beranger, vedova in se-

\* Intendiamo esprimere la nostra riconoscenza verso coloro che più hanno facilitato, seguito e incoraggiato questo lavoro: il personale e i direttori dell'Archivio Storico del Patriarcato, della Biblioteca del Museo Correr, dell'Archivio di Stato, della Biblioteca e dell'Istituto di Storia dell'Arte della Fondazione Giorgio Cini, della Biblioteca della Fondazione Querini Stampalia, della Biblioteca Nazionale Marciana, della Biblioteca del Seminario Patriarcale, dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti di Venezia, il personale e i direttori della Biblioteca Civica, della Biblioteca e del Museo di Castelvechio e dell'Archivio di Stato di Verona. Inoltre, un ringraziamento particolare va a Mario Bortolami, Martina Frank, Stefano Franzo, Sergio Marinelli, Giorgio Marini, Paola Marini, Giacomo Nathan Rogers, Alberta Pettoello, Massimiliano Rossi, Lorenzo Rubin de Cervin Albrizzi, Leonardo Ruffo, Marina Sambo, Simona Talenti, Andrea Tomezzoli.

1. M. FRANK, *Zu einer kaum bekannten Vita des Ludovico Dorigny*, «Wiener Jahrbuch für Kunstgeschichte», XL, 1987, pp. 103-106: 103.

2. A.-J. DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement à l'Abrégé de la vie des plus fameux peintres [...]*, XIII, Paris, 1752, p. 235.



FIG. 1. L. DORIGNY, *Il Padre Eterno accoglie il Salvatore*, Cittadella, Oratorio del Cristo Salvatore di Villa Nave, particolare del soffitto.

conde nozze del nonno materno Simon Vouet, e come padrino Louis Dorigny – dal quale avrebbe infatti preso il nome –, cugino di suo padre e canonico della collegiata reale di S. Quintino.<sup>3</sup>

Dalla cittadina di Saint-Quentin, nell'attuale Mayenna poco sopra Laon, proveniva il genitore Michel, lì nato nel 1617 da Nicolas e Françoise Aleaume. Componente di un'agiata famiglia borghese, che doveva il suo cognome a un piccolo sobborgo chiamato Origny-Sainte Benoîte, dedita per tradizione all'impiego negli uffici dello Stato, Nicolas aveva ricoperto la carica di *maire* di Saint-Quentin dal 1615 al 1646.<sup>4</sup> Dal matrimonio di Michel con Jeanne-Angelique, celebrato l'11 gennaio 1648 nella chiesa parigina di Saint-Germain, testimoni François Torteбат «peintre» e Jaques Sarrazine «sculpteur», erano nati Jean-Baptiste<sup>5</sup> e Simon-François, e, dopo Louis, Jean-Michel, Nicolas ed infine Madelaine e Jeanne-Angelique.<sup>6</sup>

Louis aveva appena 11 anni, il 21 febbraio 1665, quando morì il padre. Così recita l'annuncio del servizio funebre allestito il giorno seguente con solenne cerimonia: «Monsieur Dorigny vivant peintre et graveur du Roy, professeur de l'Académie Royale de Peinture et de Sculpture,

décédé en son appartement de Galleries du Louvre».<sup>7</sup>

Michel non ebbe così la possibilità di dialogare a lungo – artisticamente – con i propri figli, ma Louis e Nicolas non ebbero dubbi sulla necessità di perpetuare la stirpe di pittori 'reali', calcando le impegnative orme del nonno materno e del padre.

3. A. JAL, *Dictionnaire critique de Biographie et d'Histoire. Errata et supplément pour tous les dictionnaires historique d'après des documents authentiques inédites; deuxième édition*, Paris, 1872, p. 500. La trascrizione dell'atto di battesimo è stata pubblicata per ultimi da M. FAVILLA, R. RUGOLO, *Appendice documentaria*, in *Louis Dorigny 1654-1742. Un pittore della corte francese a Verona*, Catalogo della Mostra, Verona, Museo di Castelvecchio, 28 giugno-2 novembre 2003, a cura di G. Marini, P. Marini, Venezia, 2003, pp. 186-201: 186, doc. 1.

4. Michel Dorigny (Saint-Quentin, 1617-Parigi, 1665) aveva iniziato il suo apprendistato nel 1630 a Parigi presso George Lallemand (lo stesso maestro di Poussin). Del 1638 è la prima opera incisa derivata da un dipinto del futuro suocero Simon Vouet. Sulla figura di Michel Dorigny si veda V. THÉVENIAUD, *Michel Dorigny (1617-1665). Approches biographiques*, «Bulletin de la société de l'Histoire de l'Art français», 1982, pp. 63-67.

5. Potrebbe trattarsi del padre gesuita Jean Dorigny (1649-1731), autore de *La Vie du Père Canisius*, Paris, 1707, e de *La Vie du Père Emond Auger de la Compagnie de Jésus, confesseur et prédicateur de Henri III, roy de France et de Pologne, où l'on voit l'histoire de l'établissement des Jésuites en France depuis le règne de Henri II jusques à celui de Henri le Grand*, Lyon, 1716.

6. JAL, *Dictionnaire critique*, cit., p. 500.

7. THÉVENIAUD, *Michel Dorigny*, cit., p. 66.

Nel 1644, lo storico Bonaventura Theuli definiva la nonna materna di Louis Dorigny – l'italiana «Virginia Vezzi, famosissima pittrice della Regina di Francia» – quale gloria e vanto della città di Velletri, dove era nata nel 1597 da Pompeo Vezzi e Plinia Ferri.<sup>8</sup> Simon Vouet si sarebbe innamorato di lei «vedendo belli i suoi lavori et lei bellissima». Il matrimonio, celebrato nella chiesa romana di S. Lorenzo in Lucina il 21 aprile 1626,<sup>9</sup> coronava una relazione che i due giovani avevano intrapreso almeno fin dal 1624, quando Simon si installava nell'edificio di via Frattina dove risiedeva la di lei famiglia. Le frequentazioni dei Vezzi con l'ambiente artistico francese s'intrecciano con le vicende sentimentali della coppia, e anche dopo la morte del padre Pompeo, avvenuta ad Orleans durante il viaggio per Parigi intrapreso dopo le nozze della figlia, la madre Plinia, tornata a Roma, intesserà rapporti con Pierre Mignard e Charles-Alphonse du Fresnoy.<sup>10</sup>

Virginia, scomparsa prematuramente a Parigi il 17 ottobre 1638, fu nel ristrettissimo novero delle donne ammesse all'Accademia romana di S. Luca.<sup>11</sup> La fama raggiunta, e non certo solo di riflesso dovuto al matrimonio, le consentirà di essere immortalata assieme al marito in una medaglia,<sup>12</sup> poi riprodotta in incisione all'interno del volume *Ritratti di alcuni celebri pittori del secolo 17*.<sup>13</sup> Anche ai figli rimasti orfani verrà dedicata nel 1640 una medaglia che riproduce, accoppiati, i volti di Françoise, Jeanne-Angelique (futura madre di Louis), Laurent e Louis-René<sup>14</sup> (FIGG. 2, 3, 4, 5).

Virginia fu pittrice di talento originale e indipendente, anche se risulta molto forte la tentazione di riconoscere nel marito il suo Pigmaliote, poiché egli ne fece un ideale modello di bellezza femminile che scopriamo replicato in moltissimi suoi dipinti. Come,

8. Sulla figura di Virginia Vezzi si veda O. MICHEL, *Virginia Vezzi et l'entourage de Simon Vouet à Rome*, in *Simon Vouet*, Actes du Colloque international, Paris, Galeries nationales du Grand Palais, 5-6-7 février 1991, a cura di S. Loire, Paris, 1992, pp. 123-133.

9. Ivi, p. 131, nota 3.

10. Ivi, p. 130.

11. Ivi, pp. 127-128.

12. D. BOUTEMIE, *Medaglia di Simon Vouet e di Virginia Vezzi*, 1640 (?), bronzo; sul diritto: «SIMON • VOVET • PARIENSIS • PICTOR REG[IS]»; sul rovescio: «VIRGINIA • AVEZZO • PICTRIX • ROM[ana] • VOVET • PRIMOGENITI • CONIUX • A»; Parigi, Bibliothèque nationale de France, Cabinet des médailles; J. Thuiller, in *Vouet*, Catalogo della Mostra, Paris, Gallerie nationale du Grand Palais, 6 nov. 1990-1991 févr. 1991, a cura di J. Thuiller, B. Brejon De Lavergnée, D. Lavalley, Paris, 1990, p. 12.

13. *Ritratti di alcuni celebri pittori del secolo 17. disegnati ed intagliati in rame dal cavaliere Ottavio Lioni, con le vite de' medesimi tratte da varj autori, accresciute d'annotazioni, si è aggiunta la vita di Carlo Maratti, scritta da Gio. Pietro Bellori, fin all'anno 1689, e terminata da altri, non più stampata: e un discorso del medesimo sopra un quadro della Dafne dello stesso Maratti*, Roma, 1731.

14. D. BOUTEMIE, *Medaglia dei Figli di Simon Vouet e di Virginia Vezzi*, 1640, bronzo; sul diritto: «FRANCISCA • IOAN[NA] • ANGELICA • LAVRENTIVS • LYDOVICVS • RENATVSV • VOVVET»; in esergo «PATERNAE • TVTELAE • A • DVLICIS[sima] / PARENTE • VIRGINIA • DE / VEZZO • RELICTI / • A • 1640»; rovescio liscio; Parigi, Bibliothèque nationale de France, Cabinet des médailles; Thuiller, in *Vouet*, cit., p. 12.



FIGG. 2-3. D. BOUTEMIE, *Medaglia di Simon Vouet e Virginia Vezzi*, diritto e rovescio, 1640 ca., Parigi, Bibliothèque nationale de France, Cabinet des médailles.



FIG. 4. D. BOUTEMIE, *Medaglia dei figli di Simon Vouet e Virginia Vezzi*, diritto, 1640, Parigi, Bibliothèque nationale de France, Cabinet des médailles.





FIG. 5. O. LIONI, *Medaglia di Simon Vouet e Virginia Vezzi*, in *Ritratti di alcuni celebri pittori del secolo 17*. Roma, 1731, incisione.



FIG. 6. S. VOUET, *La Madonna con il Bambino e santi*, Madrid, Museo del Prado, particolare con il volto di s. Caterina.

parrebbe altresì opportuno non trascurare l'imprescindibile ascendente esercitato dal 'mitico' progenitore.<sup>17</sup> A cominciare dal significativo confronto tra due disegni raffiguranti entrambi un *Apollo*: l'uno di Vouet della Staatsbibliothek di Monaco e l'altro di Louis delle Gallerie dell'Accademia di Venezia.<sup>18</sup> Per proseguire con la *Lucrezia romana* di Simon,

ad es., il volto di s. Caterina nella tela con *La Madonna, il Bambino e santi* conservato al Prado<sup>15</sup> (FIG. 6), quasi sovrapponibile al ritratto fissato sul rovescio della succitata medaglia (FIGG. 3, 5).

Alla sua morte, avvenuta il 30 giugno 1649, Vouet lasciò, fra le altre cose, un numero cospicuo di disegni, e l'anno dopo i due generi Michel Dorigny e François Tortebat ottenevano da Luigi XIV il privilegio di incidere e vendere in esclusiva le stampe derivate dai soggetti del suocero.<sup>16</sup> Un'eredità figurativa, questa, che deve aver svolto un ruolo fondamentale nel costituirsi del bagaglio culturale della famiglia. È infatti oramai assodata l'importanza dell'insegnamento di Charles le Brun nella formazione del giovane Louis, il quale non ebbe, come abbiamo visto, la fortuna di dialogare con il nonno, mentre interagì pochissimo anche con il padre. Ma, proprio per questo,

15. Ivi, pp. 180-183, cat. 1. Il dipinto è datato da Thuiller verso il 1615, quando Vouet era già a Roma da un anno. Ma è altresì possibile che Simon e Virginia si conoscessero prima del 1624, secondo quanto afferma anche MICHEL, *Virginia Vezzi*, cit., pp. 126-127.

16. THÉVENIAUD, *Michel Dorigny*, cit., p. 65.

17. Come giustamente rileva Giorgio MARINI, *Appunti per l'attività grafica di Louis Dorigny*, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., p. 133.

18. Ivi, p. 145, cat. 52.

incisa da Claud Mellan nel 1626, da specchiare in controparte con la *Moglie di Putifarre*, particolare di un telerio di Ca' Tron del 1685 ca.<sup>19</sup> (FIGG. 7, 8). Singolari legami si possono poi scorgere tra l'incisione di Michel Dorigny, sempre da Vouet, rappresentante *Il carro della Luna*, e dettagli degli affreschi coi loro disegni preparatori per il soffitto del salone di Ca' Zenobio<sup>20</sup> (FIGG. 9, 10, 11, 12). Nel medesimo contesto appare assai suggestivo l'accostamento tra l'incisione con *Apollo e Diana saettanti le Arpie* e lo studio per l'*Apollo sul carro del Sole* del Museo Pushkin di Mosca<sup>21</sup> (FIGG. 13, 14). In ultimo, avvicinando l'*Allegoria della Prudenza* del castello di Saint-Germain-en-Laye all'*Onore accompagnato dalla Fortezza*, particolare della composizione più vasta nella volta dell'andito del suddetto palazzo veneziano, i volti sprezzanti, le membra sciolte, le pose aristocraticamente distaccate, le superfici ampie e levigate dei panneggi che s'accendono lungo i bordi e la stesura *à plate* dei colori tersi rendono quasi palpabili le affinità elettive tra avo e nipote<sup>22</sup> (FIGG. 15, 16).



FIG. 7. C. MELLAN da S. VOUET, *Lucretia romana*, incisione.

Ma con Louis si sarebbe concluso il ciclo virtuoso.

Dei sei figli (cinque maschi e una femmina) nati dal matrimonio, celebrato nel 1683, con la veneziana Adriana Laura Grandi,<sup>23</sup> il primogenito Michelangelo eserciterà la professione di notaio a Verona, Giuseppe Antonio si occuperà del commercio di carta con il marito della sorella Angelica,<sup>24</sup> mentre di Francesco, «muto a nativitate», e di Arcangelo, il «filosofo», pochissimo sappiamo.<sup>25</sup> Da questo elenco dobbiamo escludere soltanto l'abate Giovanni Battista, che sarà l'unico tra i figli a dilettarsi, ma in privato, con la pittura.<sup>26</sup> Ed anche gli otto nipoti (cinque maschi e tre femmine)<sup>27</sup> generati

19. Sulla datazione dei telerii di Ca' Tron si veda M. FAVILLA, R. RUGOLO, *Dorigny e Venezia. Da Ca' Tron a Ca' Zenobio e ritorno*, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., pp. 37-59: 37-44.

20. Disegni pubblicati da G. FOSSALUZZA, *Novità e considerazioni su Louis Dorigny disegnatore*, «Arte Veneta», 53, 2, 1998, pp. 52-71: 52-54, figg. 1-3.

21. Ivi, p. 54, fig. 2.

22. Il dipinto è pubblicato da Thuiller, in *Vouet*, cit., p. 293, cat. 44.

23. Sui documenti relativi al matrimonio di Louis e ai battesimi dei figli si veda FAVILLA, RUGOLO, *Appendice*, cit., pp. 186, 188, 189, 191, docc. 3, 14, 18, 19, 25 e ss.

24. Lo si rileva da un passaggio dell'inventario di casa Zucconi del 1741; ivi, pp. 196-198, doc. 39. Per il documento completo: Archivio di Stato di Venezia (d'ora innanzi ASVE): *Notarile, Atti*, notaio Luca Fusi, b. 6277, «Protocollo 1741-1742», cc. 268v-270r (1742), con allegati: fasc. 1, pp. 1-173 (1741); fasc. 2, pp. 1-63 (1741). Nel fasc. 1, p. 152: «Degli effetti in paesi esteri che importano a £ 2170.16 [...] quanto negli altri che sono in mano del signor Giuseppe Antonio D'Origni di Foggia».

25. Di Arcangelo rimane un'interessante tesi di argomento filosofico discussa presso il collegio gesuitico di S. Sebastiano a Verona nel 1725; A. DORIGNY, *Conclusiones Philosophicae*, Verona, 1725; l'opera era stata segnalata da A. CORUBOLO, *Le incisioni di Louis Dorigny*, «Verona Illustrata», 10, 1997, pp. 41-55: 42.

26. Per l'inventario in oggetto si veda FAVILLA, RUGOLO, *Appendice*, cit., pp. 199-201, docc. 46-47.

27. I nipoti di Dorigny sono: Ludovico Simone, Giovanna Angelica, Arcangelo, Picino Antonio, Giovanni Battista,



FIG. 8. L. DORIGNY, *Giuseppe e la moglie di Putifarre*, 1685 ca., Venezia, Ca' Tron, particolare.

dall'unione, avvenuta nel 1706,<sup>28</sup> tra Angelica e il ricco *cartèr* veneziano Bartolomeo Zucconi,<sup>29</sup> non regalarono soddisfazioni in quel senso. In merito a due nipoti in particolare, le fonti forniscono informazioni abbastanza dettagliate. Ludovico Simone, il primogenito, che forse non a caso portava i nomi del nonno e del famoso trisnonno,<sup>30</sup> intraprese la carriera nel clero secolare e fu un valente fisico, astronomo e naturalista

Giacomo, Arcangela e Diodata, poi monache nel convento del Redentore a Verona, nominati nell'inventario di casa Zucconi del 1741 parzialmente pubblicato *ivi*, pp. 196-198, doc. 39.

28. *Ivi*, p. 189, doc. 17. Angelica Dorigny morirà a Venezia nel 1756; Archivio Parrocchiale di S. Agostino: *Registri dei morti*, 1734-1808, n. 491: «Adi 8 detto [dicembre 1756]. La signora Angelica quondam Lodovico d'Origny relita del quondam Bortolomio Zucconi d'anni 67 per male di febre nel petto in giorni sei morse ieri alle ore 22. Medico il Boschetti. La fanno seppellire i suoi figlioli con capitolo».

29. Bartolomeo Zucconi morì nel 1735. Il suo testamento si trova in ASVE: *Notarile, Testamenti*, notaio Alessandro Todeschini, b. 944, II, cc. 13-16, 20 nov. 1735. Bartolomeo Zucconi in alcuni casi riscosse i compensi per conto del suocero Louis Dorigny: ad es., per le commissioni dei Manin; FAVILLA, RUGOLO, *Appendice*, cit., pp. 189-190, doc. 20.

30. Archivio Parrocchiale di S. Silvestro: *Registri dei battesimi*, 1663-1708, c. 99: «Adi 30 ottobre 1706. Lodovico Simon figlio del signor Bortolo Zucconi di signor Picin carter et della signora Angelica giugali».



FIG. 9. M. DORIGNY da S. VOUET, *Il carro della Luna*, incisione.



FIG. 10. L. DORIGNY, *L'Aurora*, Venezia, Ca' Zenobio, 1695-1698 ca., particolare.

(possedeva «il più bel fiore delle raccolte di storia naturale»),<sup>31</sup> mentre Giuseppe, al secolo Giovanni Battista, anch'egli religioso ma conventuale, fu filosofo e teologo, morendo nel 1754 all'età di trent'anni.<sup>32</sup>

31. G. MOSCHINI, *Della letteratura veneziana del secolo decimottavo*, IV, Venezia, 1808, p. 119.

32. Di Giovanni Battista si conserva il ritratto, custodito nelle raccolte del Seminario Patriarcale e riprodotto anche in un'incisione ottocentesca; ivi, III, pp. 89-90: «Un altro abate è stato fra i veneziani valente nell'astronomia, e fu l'ab. Ludovico Zucconi, defunto nella contrada di Sant'Agostino l'anno 1783 il giorno trenta di Giugno in età di circa settanta-





FIG. 11. L. DORIGNY, *Figura maschile ignuda*, Venezia, 1695-1698 ca., Ca' Zenobio, particolare.

## 2. PRIX DE ROME

Probabilmente l'ansia di ripercorrere le orme fortunate del nonno, più che i dissapori con l'ambiente accademico parigino che gli aveva negato per ben due volte il primo posto nel concorso al *Prix de Rome* dell'Académie Royale de Peinture et Sculpture di Parigi il 26 marzo 1671 e il 2 giugno dell'anno successivo, o forse entrambe le cose, spin-



FIG. 12. L. DORIGNY, *Nudo maschile*, Mosca, Museo Pushkin.

sia nuovo uso di esso, Venezia, 1768; MOSCHINI, *Della letteratura*, cit., III, pp. 38-49: «Giuseppe Zucconi [...] uscì questi da civile famiglia l'anno 1721, e siccome vivendo al secolo attesa all'amenità delle lettere, così fattosi religioso fra conventuali si consacrò alla serietà della filosofia e della teologia [...] venne rapito dalla morte l'anno 1754 quando non contava che il trigesimo anno d'età».

sette anni. Membro di comoda famiglia godeva di patrimonio, benché probo religioso servisse la chiesa di S. Cassiano; e l'essere d'agiata casa gli fu di vantaggio per coltivare gli studij fisici ed astronomici à quali veniva chiamato dal genio»; tra le sue pubblicazioni si ricordano: *L'elettrometro, o sia la maniera di misurare la forza elettrica*, Venezia, 1756; *Il ritorno della cometa del 1682 verificato nel 1759*, Venezia, 1760; *De altera machinula parallactica ad heliometrum erigendum liber unus Ubi de apparatu astronomico ad observandum transitum Mercurii*, Venezia, 1761; *Tre nuove specie di animalletti, forse alla salute dannosi, scoperti nell'acqua di alcune cisterne di Venezia e del territorio padovano*, Venezia, 1764; *Lunae et solis defectus Astronomicis diebus 17. ac 31. Mensis Martii currentis anni 1764. Observati in Agro Patavino & Venetiis*, Venezia, 1764; *Il microscopio applicato nell'esame delle pupille degli occhi, o*



gono il giovane Louis a partire per Roma. Là risiedeva ormai da tempo lo zio materno Louis-René, ultimogenito di Simon Vouet e Virginia Vezzi, anch'egli pittore e, per quel che si sa, mercante d'arte.<sup>33</sup> Questi era stato designato da Colbert in persona nel 1665, insieme al succitato Benigne Sarrazine, tra i componenti della neonata Accademia di Francia a Roma sotto la direzione di Charles Errard.<sup>34</sup> Obiettivo di Colbert era quello di dar vita a un'istituzione che permettesse ai giovani esordienti artisti francesi di esercitarsi sui modelli dei più grandi e riconosciuti maestri. Carlo Cesare Malvasia conobbe personalmente Louis-René a Bologna tra il 1673 e il 1675 in qualità di emissario del cardinale Leopoldo de' Medici. Lo ricorda nella sua *Felsinea Pittrice* come «Monsieur Vouet il giovane d'anni si ma vecchio di senno», con riferimento a un giudizio lusinghiero da questi formulato, e che si associava a quello di Roger de Piles, sul valore di Lodovico Carracci.<sup>35</sup>

Il 7 giugno 1672, tre giorni dopo il verdetto che lo vedeva classificato ancora una volta secondo al concorso dell'Accademia parigina, Louis Dorigny veniva nominato ufficialmente *Peintre du Roy*. Inserito comunque nella lista dei *Prix de Rome*, aveva ottenuto in premio anche un «écritoire à étui en chagrin» (uno scrittoio portatile in pelle di zigrino) da cinquanta *livres*.<sup>36</sup> Di norma soltanto i primi classificati al *Grand Prix* avevano la certezza di essere inviati a Roma. In alcuni particolari casi veniva attribuito un secondo premio, al cui vincitore non era però riconosciuto tale privilegio, tuttavia sotto l'*Ancien Régime* questa regola era spesso disattesa, poiché il Re decideva con ampia discrezionalità.

Quando Dorigny abbandona il suo paese, Luigi XIV ha trentacinque anni ed assolve



FIG. 13. M. DORIGNY da S. VOUEY, *Apollo e Diana saettanti le Arpie*, incisione.



FIG. 14. L. DORIGNY, *Apollo sul carro del sole*, Mosca, Museo Pushkin.

33. Sulla figura di Louis-René Vouet si veda Y. PICART, *La vie et l'oeuvre di Louis-René Vouet*, Lyon, 1990.

34. H. LAPAUZE, *Histoire de l'Académie de France a Rome*, I, Paris, 1924, pp. 11-13.

35. C. MALVASIA, *Felsinea Pittrice*, I, Bologna, 1678, pp. 350-351: «Se confermato oggi non mi fosse dall'intelligentissimo Monsieur de Piles, che con si gentile burla non si lasciò conoscere allora che mi si fe conoscere, donandomi la sua dotta parafrase, ma non iscoprendosi esser lui l'autore; e che ebbe a dire: Lodovico esser stato degli altri anche più profondo, più risoluto più grazioso; meravigliandosi [...] della Scuola Romana, ch'altro non conosce che Annibale; e l'istesso dicendomi più volte Mosieur Vouet il giovane d'anni si, ma vecchio di senno». Louis-René Vouet, insieme a Roger de Piles a Jaques Poerson e a Noël Coypel, è nuovamente citato a proposito dei giudizi sull'opera di Giacomo Cavedone; ivi, II, p. 144, ed ancora a proposito di alcune incisioni derivate dagli affreschi di Carracci a Palazzo Magnani a Bologna, ivi, I, p. 87.

36. Louis venne inserito all'interno della lista dei *Grand Prix* per gli anni 1671-1672; J. GUYFFREY, J. BARTHÉLÉMY, *Liste des Pensionnaires de l'Académie de France à Rome donnant les noms de tous les Artistes récompensés dans les Concours du Prix de Rome de 1663 à 1907, publiée d'après les documents officiels*, Paris, 1908.



FIG. 15. S. VOUET, *Allegoria della Prudenza*, 1637-1638, Castello di Saint-Germain-en-Laye (Parigi).



FIG. 16. L. DORIGNY, *L'Onore accompagnato dalla Fortezza*, 1695-1698 ca., Venezia, Ca' Zenobio, particolare.

con magnificenza ai suoi doveri di monarca assoluto, fra guerre, giardini e *liason* amorose. Le Vau, Mansart e Le Brun seguono con affanno l'interminabile fabbrica dell'immensa reggia di Versailles, mentre Le Notre ne accudisce i giardini, La Quintinie cura il *Potager Royale* e Colbert sovrintende sullo Stato. Jean-Baptiste Lulli si era appena assicurato il privilegio su tutta la musica del regno: nessuna opera o concerto potevano essere eseguiti senza versare una tassa al geniale e scaltro musicista fiorentino. Molière stava lavorando al *Malato immaginario*, mentre Racine sottoponeva i suoi testi al dotto padre Bohours perché ne giudicasse la purezza linguistica.<sup>37</sup>

Se dunque la nomina di Louis avvenne nel giugno del 1672, egli può essere giunto a Roma entro lo stesso anno, o al più tardi agli inizi del successivo.<sup>38</sup> Alloggerà nell'appartamento posto in Salita di S. Onofrio, prima sede dell'Accademia di Francia, per poi passare a Palazzo Caffarelli, dove l'Accademia si trasferì nell'aprile del 1673 su iniziativa del nuovo direttore Noël Coypel. Appare singolare che il nostro non si sia aggregato alla nutrita e qualificata compagnia di artisti, di cui faceva parte anche Noël Jouvenet<sup>39</sup> – lo ritroveremo dieci anni dopo a Venezia a far da testimone alla libertà di matrimonio di Louis –, che intendevano raggiungere Roma capeggiati da Coypel. Questi, che doveva prendere possesso della direzione dell'Accademia, aveva organizzato un viaggio a tappe, passando in alcune delle più importanti città d'arte italiane (Torino, Milano, probabilmente Parma, Modena, Bologna, Firenze), ma Dorigny preferì avventurarsi per vie meno 'nobili', con l'unica compagnia dell'amico Nicolas de Launay.<sup>40</sup> Raggiunsero Marsiglia, e da lì, guadagnato via nave il porto di Livorno, seguirono un itinerario terrestre che li avrebbe portati alla città eterna.<sup>41</sup>

Ma all'inizio del 1673 fa la sua comparsa un altro personaggio che ritroveremo più innanzi legato alle vicende, anche personali, del nostro. Roger de Piles, l'abile cesellatore della nozione estetica del Barocco, giungeva a Roma accompagnando, in qualità di istitutore, l'allora diciottenne Michel-Jean Amelot de Gournai in un viaggio concessogli dalla madre e accolto con entusiasmo da De Piles «lieu de satisfaire son goût pour la Peinture». <sup>42</sup> I rapporti di Roger con la famiglia Dorigny erano antichi. Infatti nel 1666 questi pubblicava a Parigi l'*Abregé d'Anatomie* con le incisioni di François Tortebat allievo e genero, come il padre di Louis, di Simon Vouet, avendo sposato Françoise la primogenita di quest'ultimo.<sup>43</sup>

In quella città Dorigny non si limitò ad esercitarsi nel copiare gli antichi maestri, come il «divino Raffaello» della *Battaglia di Ostia*<sup>44</sup> e, immaginiamo, Michelangelo, i Carracci, Guido Reni e i bolognesi tutti, ma si cimentò anche nello studio dei contemporanei. Per esempio, la circostanza, che vede l'artista francese riprodurre gli affreschi di Ciro Ferri nella cupola di S. Agnese in Agone, è documentata dal diario di Nicodemus Tessin.<sup>45</sup>

37. V.-L. SAULNER, *Storia della letteratura francese*, Torino, 1970, pp. 296, 306. Nel 1683, Louis Dorigny realizzò le incisioni per l'edizione veneziana di due opere del padre gesuita Dominique Bouhours; CORUBOLO, *Le incisioni*, cit., pp. 44, 50-53; IDEM, 'Nuove' incisioni di Louis Dorigny, «Verona Illustrata», 13, 2000, pp. 35-39.

38. Louis giunse a Roma al termine della prima direzione di Charles Errard, che tornò in patria alla fine del 1672.

39. Noël Jouvenet il giovane, quinto figlio di Laurent Jouvenet e fratello di Jean; LAPAUZE, *Histoire de L'Académie*, cit., p. 40.

40. DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., p. 233. Nicolas de Launay, orafo e medagliere, assumerà nel 1696 l'importante carica di direttore della zecca parigina; J. BABELON, *La médaille et les médailleurs*, Paris, 1927, pp. 151-152.

41. DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., p. 233, certamente si sbaglia quando afferma che Dorigny prima di raggiungere Venezia passò per Livorno nel 1677. Tale strana deviazione non avrebbe avuto alcun senso. È più probabile che Louis sia giunto nella città labronica, dove peraltro risiedeva una consistente comunità francese dedita ai commerci, via mare, durante il viaggio verso Roma.

42. R. DE PILES, *Abrégé de la vie de Monsieur de Piles*, in *Abrégé de la vie des peintres avec des reflexions sur leurs ouvrages [...] seconde édition. Revue et corrigée par l'auteur; avec un abrégé de sa vie, et plusieurs autres additions*, Paris, 1715, pp. n.n.

43. Françoise era nata a Roma nel 1627; J. RIVET, *Comment s'entendre? ou la succession de Simon Vouet*, in *Simon Vouet [Actes]*, cit., pp. 349-414: 349-350. A testimonianza di un legame, anche di amicizia, con lo zio acquisito di Louis, De Piles eternerà Tortebat in un ritratto eseguito intorno al 1685; S. LOIRE, *François Tortebat*, ivi, pp. 435-454: 447.

44. CORUBOLO, *Le incisioni*, cit., pp. 43, 47.

45. Ivi, p. 43.

Fin da allora dovette manifestare una spiccata preferenza per la grande decorazione di Giovanni Lanfranco, Pietro da Cortona e Giovanni Battista Gaulli: le descrizioni della volta della chiesa di S. Silvestro a Venezia non possono non evocare questi tre nomi, e lo sfondamento della cornice ovale sul soffitto dell'oratorio di Bernardo Nave a Cittadella appare un espediente inequivocabilmente baciccesco<sup>46</sup> (FIG. 1). Ma rivolse la sua attenzione anche all'opera di Domenico Maria Canuti ed Enrico Hafner nella chiesa dei Ss. Domenico e Sisto a Roma,<sup>47</sup> i cui riverberi troveremo più tardi negli affreschi di Ca' Zenobio.<sup>48</sup>

Giusto in quegli anni, 'principe' della venerabile Accademia di S. Luca era Carlo Rainaldi, mentre Mattia de Rossi, il discepolo prediletto di Bernini, era il responsabile per l'architettura, Pietro del Po per l'insegnamento della prospettiva, Carlo Cesi per lo studio dell'anatomia.<sup>49</sup> Frequentando in compagnia del cugino Jean Tortebat quella prestigiosa istituzione,<sup>50</sup> e con tali insegnanti, Louis acquisì la capacità di integrare le figure con le architetture effimere, divenendo in tal modo «possessore della prospettiva, requadratura e buona scimetria».<sup>51</sup> Risultò infine vincitore – forse collezionando l'ennesima delusione – soltanto del quarto premio di «prima classe», nel concorso del 28 maggio 1673, con un disegno acquerellato che ha per soggetto *Alessandro dona Campaspe*.<sup>52</sup>

Non sappiamo quali circostanze lo indussero ad abbandonare Roma in direzione di Venezia, probabilmente in compagnia di Noël Jouvenet, né abbiamo una data precisa per la sua partenza, forse la tarda estate del 1673.<sup>53</sup> Sicuramente non è immaginabile che potesse guadagnare l'inclita Dominante privo di adeguate referenze da spendere con qualche patrizio ben disposto. Ad ogni modo, lungo la via Flaminia, prima di raggiungere la costa adriatica e quindi la Romagna, Dorigny segna alcune tappe note. A Foligno affresca le lunette e i pennacchi del chiostro degli Agostiniani, con le *Storie di s. Agostino* e i *Ritratti di santi dello stesso ordine*, che recavano dipinta la data «MDCLXXIII» prima di essere distrutti dai bombardamenti angloamericani del 1943. Poi fu la volta della vicina Vescia, all'imbocco della valle del Topino, dove si cimentava nella decorazione del presbitero della chiesa parrocchiale di S. Martino con due *Storie* del santo titolare e *Angeli musicanti con putti* sul soffitto, purtroppo danneggiati dal terremoto del 1996.<sup>54</sup> Infine Gubbio, dove

46. Sulla chiesetta dei Nave si veda A. MARIUZ, G. PAVANELLO, *La chiesetta di Bernardo Nave a Cittadella*, «Arte Veneta», 50, 1, 1997, pp. 69-85: 69. Tale edificio, annesso alla villa dei Nave poco fuori Cittadella, si pone come straordinario esempio di berniniano 'bel composto', perfetta sintesi tra le tre arti che vede la compresenza di Antonio Gaspari, Louis Dorigny e di ignoti scultori appartenenti alla cerchia lecourtianna.

47. Il cantiere era comunque già aperto nel settembre del 1673; S. STAGNI, *Domenico Maria Canuti*, Faenza, 1988, pp. 175-179; E. FUMAGALLI, *Roma e Lazio*, in *Pittura murale in Italia. Il Seicento e il Settecento*, a cura di M. Gregori, Bergamo, 1998, pp. 22-33: 28.

48. FAVILLA, RUGOLO, *Louis Dorigny e Venezia*, cit., pp. 44-50.

49. M. MISSIRINI, *Memorie per servire alla storia della Romana Accademia di S. Luca fino alla morte di Antonio Canova*, Roma, 1827, p. 131.

50. Scarse sono le informazioni in merito alla didattica accademica sia in ambito teorico che in quello pratico. Comunque, a partire dagli anni settanta del Seicento, le materie di insegnamento attribuite a specifici docenti erano: geometria, aritmetica, prospettiva, teoria dell'architettura, architettura militare e civile. A seguito della geometria euclidea e della prospettiva si iniziava lo studio dei trattati, ovvero di Vitruvio, Serlio, Vignola e Scamozzi. Nel 1672, durante il 'principato' di Carlo Rainaldi, venne stabilito «che li studi si facciano tanto le feste di precetto che le feste di devozione». Dopo le esercitazioni di nudo dal vero e di anatomia tenute al mattino, al pomeriggio venivano impartite lezioni di architettura e prospettiva. Sull'argomento si veda E. KIEVEN, *Mostrar l'invenzione. Il ruolo degli architetti romani nel barocco: disegno e modello*, in *I Trionfi del Barocco. Architettura in Europa 1600-1750*, a cura di H. A. Millon, Torino, 1999, pp. 173-205: 188-190.

51. Tali osservazioni sono tratte dall'anonimo manoscritto conservato presso la Biblioteca Comunale «V. Joppi» di Udine: Mss. *Manin*, 1117, «Vitta di Lodovico Dorignij», cc. sciolte (= 103-104); e pubblicato da FRANK, *Zu einer kaum*, cit., pp. 103-106: 103.

52. Allo stesso concorso, il cugino si classificò al sesto posto; O. MICHEL, *I pittori francesi e i concorsi dell'Accademia di S. Luca nel XVIII secolo*, in *I disegni di figura nell'Archivio Storico dell'Accademia di S. Luca*, a cura di A. Cipriani, E. Valeriani, Roma, 1988, pp. 7-11, 49-54: 50; G. MARINI, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., p. 164, cat. 33.

53. Peraltro DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., p. 233, afferma che Louis si fermò per ben quattro anni a Roma. Ma un soggiorno così prolungato contrasterebbe con quanto affermato nell'anonima *Vita* udinese che lo vorrebbe a Venezia già nel 1676; per questo si veda, qui, il paragrafo successivo.

54. B. TOSCANO, G. FALCIDIA, *Trasformazioni nell'Umbria Santa*, in *Pittura del Seicento e del Settecento. Ricerche in Umbria* 2, Treviso, 1980, pp. 80-83.

adorna il catino absidale ed altre parti dell'appena costruita chiesa della Madonna del Prato, il cui interno si presenta come una copia fedele del borrominiano S. Carlo alle Quattro Fontane di Roma.<sup>55</sup> Negli affreschi della chiesa egubina, in particolare in quelli dell'abside raffiguranti *S. Ubaldo che pacifica le fazioni*, il giovane artista mette a cimento gli insegnamenti fin lì acquisiti e il bagaglio di esperienza raccolto dagli esempi romani. Egli vi delinea un impianto compositivo dall'«enfasi monumentale che stravolge le immagini in una isotopia visionaria e antinaturalistica»,<sup>56</sup> fissando i presupposti per quello che sarà, circa vent'anni dopo, uno dei vertici riconosciuti della sua arte, ovvero il ciclo della veronese cappella dei Notai. In questo contesto ci piace sottolineare, a margine, il curioso connubio, tutto ideale, tra Dorigny e Borromini (seppur riprodotto in copia). Tra un pittore accademico, ma irrequieto, e il più antiaccademico degli architetti. Ma, si sa, gli opposti spesso si attraggono.

### 3. UN FRANCESE A VENEZIA

«Se il prospetto magnifico d'un palaggio è l'indicio valevole del preggio di un habitante, l'animo di questo signore dovrebbe esser qualificato».<sup>57</sup> L'estensore anonimo di tale giudizio, stilato nel 1675, comparava l'architettura del magnifico «palaggio» di Oderzo alle qualità morali del suo proprietario, il procuratore di S. Marco Alessandro Contarini del ramo Imperiale. «Huomo di lussi che ha per fanale la Dignità», questi aveva voluto erigere, «senza guardar a spesa alcuna», una sfarzosa residenza di villeggiatura, ma soprattutto un rigoglioso giardino, con l'obiettivo di

ridur quel luoco acciò rieschi uno dé più famosi d'Italia, come benissimo si può comprendere dal principio che li ha dato, havendo fatto costruir un bellissimo palazzo, adorno di tutto ciò che può servire alla magnificenza del medesimo luoco, con scale maestose [...] sale, camere, il tutto fornito e addobbato di suppelletili sontuose, di pitture singolari [...] accompagnato poi da doi superbissime barchesse [...] l'altra aggiustata in una foresteria maestosa e signorile, con nobilissimi appartamenti, camere, cameroni, sale da ballo, gioco da racchetta, da trucco e simili, co' suoi porteghi grandi e spatiosi riguardanti lo stesso palazzo.<sup>58</sup>

A tal fine, e a voler prestar fede alla *Vitta di Lodovico Dorigny*, questi, giunto a Venezia all'età di ventidue anni, quindi nel 1676, sarebbe stato chiamato ad affrescare «in Uderzo nel palazzo del procurator Contarini Imperiale una sala nella barchessa e cinque camere».<sup>59</sup> In un simile contesto, la novità, appena giunta – perfettamente aggiornata – da Roma e per di più francese, rappresentata da Louis, non poteva sfuggire ad un uomo avveduto ed ambizioso come Contarini. Il lavoro dovette ben riuscire, se Nadal Melchiori, dando alle stampe nel 1712 le memorie manoscritte di Francesco Daniotti Sanfiore, ricordava la presenza nel complesso di «Due barchesse, una adorna di Bellissime Pitture tutte Historie».<sup>60</sup>

Seppur tradizionalmente cosmopolita ed ospitale nei confronti degli artisti foresti, Venezia rimaneva, all'epoca, una realtà difficile da conquistare di primo acchito. Dorigny

55. Sulla fabbrica della chiesa di S. Maria del Prato a Gubbio si veda J. CONNORS, *A copy of Borromini's S. Carlo alle Quattro Fontane in Gubbio*, «Burlington Magazine», 137, 1995, pp. 588-599.

56. S. MARINELLI, *Alessandro Maffei davanti a Namur. La pittura francese a Verona nella tarda età barocca*, «Verona Illustrata», 1, 1988, pp. 53-58: 55.

57. Biblioteca del Museo Correr di Venezia (d'ora innanzi BMCVE): *Mss. Cod. Cicogna*, 1511, «Copella politica, ovvero esame fatto dal Zecchiere statista di cento soggetti più adoperati nel governo di Vinetia: et con questo si descrivono i talenti, et i geni di cadauno di loro; tanto nel maneggio della Repubblica quanto nell'inclinazione con principi esteri. Venezia 1675» (c. 30v).

58. G. AGOSTINETTI, *Cento e dieci giorni ricordi che formano il buon fattore in villa*, Venezia, 1679 (ristampa a cura di U. Bernardi, E. Dematté, Vicenza, 1998, p. 188).

59. FRANK, *Zu einer kaum*, cit., p. 103; una circostanza citata in modo diverso da BARTOLOMEO DAL POZZO, *Le vite de' Pittori, de' gli Scultori et Architetti Veronesi [...]*, Verona, 1718, p. 177: «In Uderzo nel palazzo del Procuratore Contarini Imperiale una sala, e quattro camere».

60. N. MELCHIORI, *Memorie opitergine [...]* Di Francesco Daniotti Sanfiore, Castelfranco Veneto, 1712, pp. 112-113.



faceva la sua comparsa sulla scena in una stagione segnata da profonde trasformazioni sociali, dopo la bruciante sconfitta della guerra di Candia. Una realtà tradizionalmente refrattaria ad ogni genere di cambiamento, ma che aveva dovuto aprire, per denaro, l'altrimenti sigillatissimo libro d'oro dei patrizi veneti. Un'epoca caratterizzata da intemperanze individualistiche che sfociano nel peculiare fenomeno veneziano delle facciate celebrative chiesastiche, luogo del trionfo egotistico di singoli personaggi, a scapito della religione.<sup>61</sup> Baldassarre Longhena stava completando l'enorme fabbrica della Salute e lo scultore fiammingo Giusto Le Court acquisiva la fama di 'Bernini veneziano'. Allora il 'tenebroso' Antonio Zanchi e il neoveronesiano Pietro Liberi erano all'apice della notorietà e Carl Loth faceva loro concorrenza, mentre tutti insieme meditavano come emanciparsi dall'arte dei dipintori per costituire una corporazione autonoma che desse finalmente dignità alla loro professione, così come era a Roma e a Parigi.<sup>62</sup>

In siffatto affollato e inquieto contesto Dorigny dovette affrontare una sorta di prova generale fuori dai confini delle lagune, lontano dalla città, in una residenza di campagna che all'epoca il committente andava realizzando e per la quale aveva speso l'enorme somma di centocinquanta mila ducati.<sup>63</sup> Ma le demolizioni ottocentesche e le tremende devastazioni della prima guerra mondiale avrebbero provveduto a cancellare ogni traccia del passaggio dell'artista a Oderzo.<sup>64</sup> Ad ogni buon conto, se vera prova fu, questa venne abilmente superata, poiché intorno al 1682, a conferma di tale successo, si pone la commissione relativa all'affresco per il soffitto dell'antichissima chiesa di S. Silvestro a due passi da Rialto, già sede veneziana del patriarcato di Grado, che giusto in quegli anni si andava rinnovando.<sup>65</sup> La grande opera, disgraziatamente scomparsa nel 1838, rappresentò dunque, e con ogni probabilità, la definitiva, trionfale consacrazione del nuovo arrivato sulla scena artistica veneziana. Nel 1683, Domenico Martinelli ebbe la fortuna di poter osservare il pittore attivo in quel cantiere e definì il soffitto «opera degna di lode».<sup>66</sup> Quindici anni dopo, Pietro Antonio Pacifico lo giudicava, nella sua *Cronica Veneta*, «vagamente dipinto»,<sup>67</sup> e ancora Zanetti, nelle *Aggiunte al Boschini del 1733* (in tempi dunque non sospetti per la critica), lo indicava come «opera insigne di M. Lodovico Dorigny».<sup>68</sup> Nel 1758, Charles-Nicolas Cochin rilevava «beaucoup de

61. Sul 'fenomeno' delle facciate celebrative si vedano, per ultimi, M. GAIER, *Facciate sacre a scopo profano. Venezia e la politica dei monumenti dal Quattrocento al Settecento*, Venezia, 2002; M. FAVILLA, R. RUGOLO, *Frammenti dalla Venezia barocca*, «Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti», Classe di scienze morali, lettere ed arti, CLXIII, 2004-2005, pp. 47-138.

62. Operazione che riuscirà grazie all'impegno tenace di Zanchi, principiando nel 1677 con una petizione, che sfocerà nel 1680 in una supplica al doge, per culminare nel 1682 con il decreto del Senato che sanciva la definitiva separazione; E. FAVARO, *L'arte dei pittori in Venezia e i suoi statuti*, Firenze, 1975, pp. 119-123.

63. MELCHIORI, *Memorie opitergine*, cit., p. 112. Un riferimento alla somma spesa è contenuto nel testamento di Alessandro Contarini Imperiale datato 1° aprile 1682; BMCVE: Mss. Pd (c), 565/II, c. 22, «Palaso da me fabricato in Oderzo, qual mi costa molta soma di dinaro». Lo stesso Nadal Melchioro ricorda la presenza di una pala di Dorigny nella chiesa conventuale del Redentore a Castelfranco Veneto; N. MELCHIORI, *Notizie di pittori e altri scritti*, a cura di G. P. Bordignon Favero, Venezia-Roma, 1964, p. 151: «Castelfranco Chiesa del Redentore delle Clarisse. La tavola della nascita del Salvatore co' pastori intorno al Presepe, S. Domenico e S. Catterina et Angeli che scendono dal cielo con breve in mano; è di mano di Lodovico du Riny pittore francese»; sullo stesso dipinto, si veda inoltre BMCVE: Cod. Cicogna, 139, «Storia di Castelfranco di Bartolomeo Scarpinelli», prima metà del XVIII sec., cc. n.n.: «Indici de' pittori che in pubblico lasciarono memoria de' suoi pennelli in Castelfranco [...] Ludovico du Riny francese, nella chiesa delle reverende monache fece una tavola della Natività di Nostro Signore d'una vaghezza veramente dilettevole con riverberi di luce che contrastano con le tenebre». Il dipinto non è stato finora rintracciato.

64. A. MOSCHETTI, *I danni ai monumenti e alle opere d'arte delle Venezie nella guerra mondiale, MCMXV-MCMXVIII*, Venezia, 1929, p. 85.

65. Archivio Storico del Patriarcato di Venezia (d'ora innanzi ASPVE): *Curia Patriarcale, Sezione Moderna, Parrocchie, S. Silvestro*, «Chiesa e parrocchia di S. Silvestro papa, in Venezia. Memoria storica stesa da monsignor Luigi Vasan, Venezia, maggio 1917», cc. n.n.

66. D. MARTINELLI, *Il Ritratto di Venezia*, Venezia, 1684, p. 318. Al rinnovamento dell'apparato decorativo di S. Silvestro presero parte, accanto a Dorigny, con opere su tela, i pittori giovani ed esordienti (erano coetanei del nostro), Antonio Bellucci e Gregorio Lazzarini, e i già affermati e più anziani, Andrea Celesti e Carl Loth.

67. P. A. PACIFICO, *Cronica Veneta, ovvero Succinto racconto di tutte le cose più cospicue, & antiche della Città di Venetia; E con diligenza e verità si descrive l'Origine dei primi habitanti*, Venezia, 1697, p. 367.

68. A. M. ZANETTI *Descrizione di tutte le pubbliche pitture della città di Venezia [...] di Marco Boschini colla aggiunta di tutte le opere, che uscirono dal 1674 fino al presente 1733*, Venezia, 1733, p. 271.

graces dans les tournures des figures, et dans le dessein, qui est spirituel, juste et fin»,<sup>69</sup> mentre nel 1796 l'abate Lanzi, nella sua *Storia Pittorica*, confermando tale giudizio, lo considerava «la più commendabile» tra le sue opere.<sup>70</sup>

Non potremmo mai abbastanza dolerci della distruzione del soffitto di S. Silvestro. Quel grande manifesto della pittura barocca romana planato nel cuore stesso della Dominante, che rimaneva ancora fieramente legata ad una tradizione appena movimentata e scossa da intrusioni neorubensiane, o vandyckiane, o neocaravaggesche, o (tutte queste cose messe insieme) giordanesche. Mai prima d'allora, e neppure dopo, un prodotto così innovativo e dirompente d'estrazione culturale accademica franco-romano-bolognese era stata offerta a maggior gloria della Repubblica. Per tale motivo – possiamo ribadire – Louis Dorigny rimane l'unico artista francese che sia riuscito a lasciare un segno profondo e indelebile nella storia della pittura veneziana.

Frattanto, altri impegni l'avevano tenuto occupato in campagna.

Un'iscrizione campeggiava sulla facciata del Palazzo di S. Anna Morosina:

Super Portam Decumanam Palatii / Angelus Maurocenus undevigesimo aetatis anno D. Marc. Proc. Has aedes à fundamentis extruit, urbani strepitus, ac forensis ambitionis breve per intervalla effugium amicis, ac musis raptim fruendis innocuum secretum. 1640.<sup>71</sup>

L'imponente turrata mole, demolita nel corso dell'Ottocento,<sup>72</sup> s'innalzava in prossimità della Tergola, poco distante da Cittadella, proprio nel bel mezzo dell'antica centuriazione romana. La sua immagine venne immortalata in un'incisione, realizzata da Martial Desbois su disegno di Noël Cochin e datata 1683,<sup>73</sup> accompagnata da una didascalia esplicativa in francese. Essa ritrae uno *chateau* a tutti gli effetti, con una piazza triangolare che si squadernava innanzi, fiancheggiata da edifici porticati, con la statua della Giustizia al centro. Parte integrante del contesto erano la chiesa parrocchiale del villaggio e, retrostante il palazzo, un grande giardino con serraglio, labirinto, laghetto con isola e conigliera ed altre curiosità. Lo aveva riedificato, ampliando una preesistenza, il cavaliere e procuratore di S. Marco Angelo Morosini<sup>74</sup> «con spesa immensa [...], per altro sempre con splendore nell'ordinaria magnificenza e trattamento de' forestieri, non senza molta invidia de' maligni».<sup>75</sup>

Secondo il giudizio di un contemporaneo notista politico dalla penna mordace, il procuratore Morosini era

in stima di gran lunga maggiore in Venezia, ma il suo concetto corre tra la Plebe, professando senso delicato, che qui si chiama bravura, prendendosi licenza di far Tribunale privato, aggiustar differenze,

69. C.-N. COCHIN, *Voyage d'Italie, ou Recueil de notes sur les Ouvrages de Peinture et de Sculpture, qu'on voit dans les principales villes d'Italie*, III, Paris, 1758, p. 66. È da aggiungere a completamento della citazione che lo stesso non esprimeva un giudizio parimenti lusinghiero riguardo al colore dell'affresco: «Le couleur en est monotone, et il semble que ce ne soit qu'un camayeu roux». Tale sfavorevole impressione era dovuta al cattivo stato di conservazione, come più avanti registrerà anche Anton Maria ZANETTI, *Della Pittura Veneziana e delle opere pubbliche de' veneziani maestri*, Venezia, 1771, p. 530: «Il carattere delle forme è grande ed erudito; il maneggio del pennello facile e sicuro; ma per il colorito io non credo che possa alcuno decidere essendo molto alterato dal tempo, e specialmente dal fumo dei molti lumi».

70. L. LANZI, *Storia Pittorica dell'Italia*, II, parte prima, Bassano, 1795-1796, pp. 216-217.

71. J. SALOMONII *Agri patavini. Incriptiones sacrae et profanae*, Padova, 1696, pp. 215-216.

72. Acquistato dai Cittadella Vigodarzere nel 1824 venne infine completamente distrutto dopo il 1866; M. AZZI VISENTINI, *Note sul Giardino veneto: aggiunte e precisazioni*, «Arte Veneta», XXXVII, 1983, pp. 77-89: 80-82.

73. Ivi, p. 81, fig. 7. Nel margine inferiore del foglio si legge: «Vue et perspective du Chateau et Comté de Sancte Anne appartenant a Monseigneur Ange Morosini, Chevalier et Proc. De St. Marc., par le commandement de son Ex. De Dessigné et Relevé en plan par N. Cochin et gravée a Venise par son tre humble tres obeissant et tres obligé Martial Desbois MDCLXXXIII».

74. «Angelo Morosini, di Vito e di Giustiniana Cavalli (n. 1629). Si ammogliò tre volte: nel 1650 con Elisa Contarini, nel 1689 con Lucrezia Soranzo, nel 1690 con Cornelia Corner. Nel 1649 divenne per 25,000 ducati procuratore di S. Marco. Nel 1669 fu nominato ambasciatore straordinario a Michele, re di Polonia, e nel 1684 a Giovanni Sobiesky; nel 1688 fu uno degli elettori del doge Francesco Morosini; nel 1689 ambasciatore a Roma per l'esaltazione al papato di Alessandro VIII; nel 1691 presidente all'esazione del denaro pubblico. Mori nel 1693» (*Curiosità di storia veneziana*, a cura di P. Molmenti, Bologna, 1919, pp. 448-449).

75. ASVE: *Notarile, Testamenti*, notaio Giovanni Zon, b. 1627, n. 10, 1° mar. 1690. Si ringrazia Martina Frank per la segnalazione di tale documento.

ingerirsi nelle facende de' Sudditi. È di gran sangue, ma non però di quella quinta essenza, che alcun'altri prettendono. Hà commodi convenienti, non ricchezze segnalate. [...] Ha per retaggio vivezza di spirito, ma senza coltura, onde non è da stupirsi, se un Terreno forace non seminato germogli triboli, e spine, perché la natura non può stare ociosa, et stima più male l'ocio, ch'il male stesso.<sup>76</sup>

Il complesso di S. Anna era stato concepito come un microcosmo, dove le stanze erano dedicate ad alcuni importanti protagonisti della storia contemporanea, come l'imperatore Leopoldo I, e a luoghi legati all'attività politica di Morosini, come la *camera di Polonia* e il *gabinetto di Candia*.<sup>77</sup> Collezionista di monete e medaglie, probabile amico del medico e numismatico Charles Patin, del quale possedeva diverse pubblicazioni,<sup>78</sup> Angelo si era fatto ritrarre per ben tre volte: da Gerolamo Forabosco, da Pietro Liberi e in ultimo da Sebastiano Bombelli.<sup>79</sup> Aveva inoltre impegnato lo stesso Liberi per affrescare una stanza, denominata *Camera del Cavalier Liberi*, ed il quadraturista bolognese Angelo Maria Colonna aveva prestato la sua opera nel 1665 per dar vita ad illusionistiche architetture in un altro ambiente dello stesso edificio.<sup>80</sup>

In mezzo a tale prestigiosa compagnia, Louis Dorigny fu chiamato a decorare a fresco la chiesa ed una sala della villa.<sup>81</sup> Era questa un'ulteriore, importante commissione, da collocare subito dopo quella del procuratore Alessandro Contarini Imperiale, cioè tra il 1677 e il 1678, in corrispondenza dei documentati lavori che in quegli anni interessarono la parrocchiale.<sup>82</sup>

Intorno alla figura di Angelo Morosini s'assiepano diversi personaggi francesi che, in varia misura, ebbero contatti con Dorigny, in *primis* Martial Desbois. Questi, sappiamo, fu autore dell'incisione rappresentante la villa, ma anche di quella derivata dal ritratto di Morosini eseguito da Sebastiano Bombelli.<sup>83</sup> Incise, inoltre, su disegno di Louis, l'antiporta per il *Thesaurus Numismatum* e quella per il *Lyceum Patavinum* di Charles Patin.<sup>84</sup> Per Patin, poi, lavorò Noël Jouvenet, dipingendo nel 1684 il ritratto di famiglia, di cui rimane l'incisione di Joseph Juster (lo stesso delle acqueforti, su disegno di Dorigny, per l'antiporta delle *Tabellae selectae* di Carla Caterina Patin e per quella dell'*Arte del cavallo* di Nicola e Luigi di Santapaulina).<sup>85</sup> E ritroveremo Jouvenet come testimone nella libertà di matrimonio di Louis a cui si associò un altro pittore francese, un certo Natale Cotanti, nome, molto probabilmente, italianizzato di Noël Cochin. Di questo celebre, quanto misterioso, paesaggista Morosini possedeva quadri e disegni.<sup>86</sup> Suggestioni desunte dal suo repertorio si possono, inoltre, scorgere anche negli sfondi

76. BMCVE: *Mss. Cod. Cicogna*, 1511, cc. 66-67.

77. ASVE: *Procuratori di S. Marco de Ultra*, b. 203, fasc. 2. Si ringrazia Martina Frank per la segnalazione di tale documento.

78. Ivi. Tali pubblicazioni fanno parte di una biblioteca che comprendeva circa millecinquecento titoli.

79. Ivi, c. 37: «Adi 13 agosto 1692, stima de quadri della Commissaria del quondam messer Angelo Morosini cavalier, procurator da ordine dell'illustrissimo et eccellentissimo signor Alvise procuratore Correr della Procuratoria de Ultra, commissario e testamentario de sudeto di me medesimo Giovanni Battista Rossi pitor et il signor Domenico Uberti pitor. / n. 1 un ritratto dell'illustrissimo et eccellentissimo signor procurator Anzolo Morosini in piedi con soaza di oro intagliata di mano del signor Sebastian Bombel [...] n. 26 un ritratto del Liberi immagine del sudetto Procurator con soaza nera [...] n. 35 il ritratto di sua eccellenza illustrissima mezza figura cordon d'oro di mano di Gerolamo Forabosco». Nello stesso inventario, a c. 35, si rileva la presenza di un migliaio di medaglie e monete in oro, argento e rame.

80. Sul giardino e sul palazzo di S. Anna Morosina, si veda M. FRANK, *La genealogia del giardino barocco di villa Manin a Passariano. Un manifesto di cultura patrizia*, in c.d.s.

81. «A Sant'Anna in Ca' Morosini la facciata della chiesa con due capelle una camera in una delle torri del pallazzo tutto à fresco» (FRANK, *Zu einer kaum*, cit., p. 103). Citata in maniera diversa da DAL POZZO, *Le vite*, cit., p. 177: «A S. Anna Morosina al Procurator Morosini diverse opere».

82. ASVE: *Procuratori di S. Marco de Ultra*, b. 203, «1694 Inventario delle scritture», c. 110v.

83. B. GADY, *Les estampes françaises d'après les peintres italiens contemporains (1655-1724)*, «Studiolo. Revue d'histoire de l'art de l'Académie de France à Rome», 2002, pp. 64-104.

84. Sull'attività incisoria di Louis Dorigny si vedano CORUBOLO, *Le incisioni*, cit.; IDEM, «Nuove' incisioni», cit., pp. 35-39.

85. IDEM, *Le incisioni*, cit., p. 59.

86. ASVE: *Procuratori di S. Marco de Ultra*, b. 203, fasc. 2, c. 37: «Un paese bislongo fato di mano di monsù Cosin con soaza dorata [...]. Un altro suo compagno del detto [...]. Un altro paeseto piccolo con soaza dorata [...]. Il modello del locho di S.ta Anna con soaza di mano di monsù Cosin».

corruschi dei teleri di Ca' Tron, del 1685 ca., o nel contemporaneo *Salomone che adora gli idoli*, già sul mercato antiquario.<sup>87</sup>

Soltanto le due sopraccennate committenze sarebbero sufficienti a sgomberare finalmente il campo da un comodo luogo comune che voleva Dorigny artista prediletto dai 'nuovi nobili', quei *nouveaux riches* che avevano acquistato, dietro cospicue trasfusioni di danaro nelle esangui casse della Repubblica, l'ambito titolo di patrizi veneti. In realtà, ciò che accomuna gli esponenti di antiche famiglie quali i Contarini, i Tron, i Morosini, i Donà dalle Rose, i Cavalli e, vedremo più avanti, i Pisani di S. Stefano, a quelli delle nuove come gli Zenobio, i Nave, i Da Lezze, i Widmann<sup>88</sup> e i Manin, tutti estimatori del nostro pittore, è probabilmente un *milieu* culturale, una maggior apertura alla novità, agli esempi esterni, una cultura cimentata nelle numerose accademie letterarie veneziane che fiorivano nel Seicento.<sup>89</sup> La pratica del «lavorare dal sotto in su», l'«intelligenza de' lumi», la capacità di integrare le figure con le finte architetture e la «perfetione» del disegno, lo «style héroïque & sublime»,<sup>90</sup> l'essere *Peintre du Roi* (di Luigi XIV), l'aver soggiornato a Roma frequentando l'Accademia di S. Luca, l'esser nipote del celebre Simon Vouet, il disporre di autorevoli referenze furono i requisiti che lo resero fin da subito appetibile e ricercato presso quei nobili già intrisi di ammirazione per i sempre lodati esempi dell'arte romana e per l'impareggiabile *gran goût* francese.

E non v'è allora da meravigliarsi se il nostro instaurerà un fecondo connubio artistico con l'architetto Antonio Gaspari: a Ca' Zenobio e Ca' Tron a Venezia, a villa Da Lezze a S. Biagio di Callalta nel trevigiano e nella chiesetta di Bernardo Nave a Cittadella.<sup>91</sup> Louis non poteva rimanere del tutto indifferente di fronte ad un uomo che si era cimentato nell'arduo compito di proseguire il rinnovamento del linguaggio architettonico veneziano, avviato dal genio di Baldassare Longhena, tentando di innestare nella città lagunare il gusto del barocco romano. Doveva ritrovare in lui quei caratteri di originalità, quella copiosa bizzarria d'invenzioni, quel porsi in 'discontinua continuità' con la tradizione che lo collocavano assai vicino alla sua sensibilità.

Nella seconda metà del Seicento, l'ascendente esercitato dalla corte di Francia sul gusto di alcuni esponenti del patriziato lagunare investiva molti aspetti della vita sociale e in particolare circolava per Venezia un utile trattatello che insegnava uno stile di comportamento, sia pubblico che privato, conforme ai dettami dell'etichetta francese.<sup>92</sup> Tale influsso è stato più volte esemplificato dalla critica, citando, dalla *Galleria di Minerva*, la descrizione degli apparati allestiti in occasione delle nozze Manin-Bragadin del 1708. In quel testo vi è un passaggio dove si fa esplicito riferimento alla diffusione

87. FAVILLA, RUGOLO, *Dorigny e Venezia*, cit., p. 41.

88. La famiglia Widmann commissionò a Dorigny l'affresco per la sala del palazzetto di Bagnoli, e gli stessi possedevano almeno un dipinto di tale artista che aveva per soggetto un «Angelo mezzo-busto in sozza dorata», come registra l'inventario del 1808 relativo al palazzo di famiglia di S. Canciano a Venezia, stilato da Pietro Edwards; F. MAGANI, *Alcuni ragguagli e novità sul collezionismo dei Widmann tra Seicento e Ottocento attraverso un inventario redatto da Pietro Edwards*, «Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti», Classe di scienze morali, lettere ed arti, CXLVIII, 1989-1990, pp. 1-19: 10. A testimonianza dell'apprezzamento che Dorigny riscuoteva presso i collezionisti, due suoi disegni si trovavano nell'importante collezione Sagredo, registrati negli inventari del 1740 e del 1762; BMCVE: *Mss. Pd (c)*, 2750/8, «1738. Ca' Sagredo, Inventarij et altro», c. 3: «17 febbraio 1739/40 [more veneto = 1740] Tomi n. 50. Disegni di tutti li più eccellenti autori celebri [...] Tomo XXV [...] /Giovanni Battista Piazzetta n. 4 / Antonio Balestra n. 2 / Luca Carlevari n. 3 / Gregorio Lazarini n. 5 / Diversi moderni n. 50 / Giovanni Carboncin n. 78 / Michel Sobleo n. 39 / Lodovico Dorigni n. 2»; ivi: *Mss. Pd (c)*, 2750 bis/4, «1762 20 settembre. Inventari e stima delli disegni e stampe legate in tomi [...] stimati da domino Pietro Longhi, esistenti nel palazzo dominicale a S. Sofia di raggione d'eredità de fu Gerardo Sagredo», c. 1: «Tomo n. 25 [...] Antonio Balestra, Luca Carlevari, Gregorio Lazarini, Giovanni Carboncino, Michiel Sobleo, Lodovico Dorigni».

89. Sul ruolo delle accademie nella formazione del gusto della nobiltà veneziana, si veda FRANK, *La genealogia del giardino barocco*, cit.

90. DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., p. 232.

91. Sull'argomento si veda M. FAVILLA, R. RUGOLO, *La verità sul caso Gaspari*, «Studi Veneziani», n.s., XLV, 2003, pp. 243-262.

92. L. DE PELENIS, *La galerie française, et italienne de Louis de Pelenis. Cinquieme chambre. La galleria francese, et italiana di Lodouico di Pelenis. Quinta stanza*, Venezia, Andrea Poletti, 1688.

di immagini del castello di Versailles; e nello stesso si irride, con parole garbate, alla mania che affliggeva i nobili veneziani di voler emulare quel mondo:

Lettera del Co. di N. N. a Madama la Marchesa di N. N. a Parigi, in cui si dà conto delle solenni Pompe Nuziali vedute nel Palazzo di S. E. Il Signor Co: Manin in Venezia. MADAMA [...] Non pensate che io voglia la briga di descrivervi ogni Stanza, ed ogni Aredo, perché io non hò il tempo, né l'ingegno di farlo. Se la nostra Nazione avesse tanto spirito, quanto la vostra nel farsi un fondo d'entrata, e di commercio sù l'altrui curiosità, si vedrebbero presto le carte di tutti questi Appartamenti, come si vede la topografia di quelli di Versaglia appesi nelle nostre Fiere per zimbello de' curiosi ad uccellare le nostre borse. [...]

di Venezia li 18 Febraro 1708.<sup>93</sup>

Alla schiera di famiglie vecchie e nuove si aggiunsero, tra i committenti di Dorigny, i Cottoni, industriosi negozianti greci che avevano saputo accumulare fortune tali da poter innalzare la propria condizione «all'alta sfera della patritia nobiltà veneta», sborsando nel 1699 centomila ducati.<sup>94</sup> Nel loro palazzo a S. Severo, preso in affitto dagli Zorzi<sup>95</sup> (e forse è solo un caso che Antonio Gaspari l'avesse da poco rimodernato), disponevano di una scelta quadreria 'alla moda', dove, oltre a cinque dipinti di Louis (un *Bagno di Diana*, un *Mercurio ed Argo*, una *Siringa*, un *Orfeo* ed un sottobalcone senza soggetto), annoveravano tele di Antonio Bellucci, Alessandro Marchesini e Sebastiano Ricci.<sup>96</sup>

Sulla committenza di Andrea Tron e su quella di Pietro Zenobio abbiamo già trattato in altra sede.<sup>97</sup> Varrebbe tuttavia la pena riflettere sulla presenza di Sebastiano Ricci come inquilino di Ca' Tron, nel 1681. Nello stesso anno il bellunese, grazie alla benevolenza di Tron che lo aiutò a sopire lo scandalo, si sarebbe allontanato da Venezia per scampare un matrimonio riparatore.<sup>98</sup> A quella data il ciclo del *portego* non esisteva ancora, essendo stato realizzato da Louis, con ogni probabilità, intorno al 1685.<sup>99</sup> Ma Sebastiano, ritornato a Venezia nel 1696, alla fine di un lungo vagabondare per la penisola, avrà sicuramente avuto occasione di far visita all'antico protettore, e, nella circostanza, immaginiamo il suo avido sguardo indugiare sui grandi teleri che facevano bella mostra di sé, addobbando le pareti del salone passante.

Sono dunque da ribaltare le conclusioni di coloro, i quali – a partire da Rodolfo Pallucchini –, ancorando per errore tale ciclo al 1700-1702,<sup>100</sup> scorgevano nelle fisionomie degli *Angeli che appaiono ad Abramo* un «interesse curioso» da parte di Dorigny per la pittura di Ricci e in quelle del *Sacrificio di Isacco* una contaminazione con lo stile di Giannantonio Pellegrini. A loro dire, si sarebbe trattato di «un'infatuazione momentanea» e superficiale, di un elemento «estraneo transitato nel campo visivo dell'artista»,

93. G. ALBRIZZI, *La galleria di Minerva ovvero notizie universali di quanto è stato scritto da letterati di Europa non solo nel presente secolo, ma ancora ne' già trascorsi [...]*, 7 tt., Venezia, 1696-1717: 1708, VI, pp. 83-85. Citato per primo da F. HASKELL, *Mecenati e pittori. Studio sui rapporti tra arte e società italiana nell'età barocca*, Firenze, 1966, p. 386.

94. BMCVE: Mss. Pd (c), 613, IV, «Origine delle famiglie aggregate per l'offerte nella guerra di Candia 1646», c. 36: «La modesta espressione del memoriale presentato da questi signori dimostra chiaramente l'onestà de' suoi civili costumi espressi dalla nascita e dall'educazione de' propri genitori, che da industriosi negozianti greci hanno saputo accumulare fortune tali, e con esaltare la propria condizione all'alta sfera della patritia nobiltà veneta con l'offerta considerabile di ducati 100mila effettivi [...]. Così restò nobile una famiglia di mercanti greci».

95. ASVE: X *Savi alle Decime*, 1712, reg. 428, Sestiere di Castello, parrocchia di S. Severo, n. 186: «Giù dal ponte del Tagliapietra. Casa già per uso del nobil homo eccellenza Marin Zorzi fu de eccellenza Marin et hora affittata alli nobil homini eccellenze Domenico e fratelli Cottoni per ducati correnti all'anno 650. Giurò l'affittanza».

96. Si veda, qui, Appendice documentaria, doc. 6. Una parziale trascrizione del documento si trova in C. A. LEVI, *Le collezioni d'arte e d'antichità a Venezia*, Venezia, 1900, pp. 183-186.

97. FAVILLA, RUGOLO, *Dorigny e Venezia*, cit., pp. 37-44.

98. L. MORETTI, *Documenti e appunti su Sebastiano Ricci (con qualche cenno su altri pittori del Settecento)*, «Saggi e memorie di storia dell'arte», II, 1978, pp. 97-128: 99.

99. FAVILLA, RUGOLO, *Dorigny e Venezia*, cit., pp. 37-44.

100. Ivi. Tale ciclo era stato agganciato all'affresco con il *Trionfo d'Ercolo* del distrutto salone da ballo di Ca' Tron, dipinto, per mano dello stesso artista, tra il 1700 e il 1702, come registra un documento conservato nella Biblioteca del Museo Correr di Venezia. Questa ipotesi non teneva però conto che nel dettagliato contratto e nei pagamenti riferiti all'impresa non si fa alcun cenno – né esplicito, né implicito – all'importante commissione dei teleri che certo non avrebbe potuto essere completamente omessa nell'accordo stipulato tra Louis Dorigny e Andrea Tron.



una lezione mal compresa, insomma, che non avrebbe avuto alcun seguito nella sua produzione.<sup>101</sup> Nulla di più. Ma, avendo i dipinti recentemente recuperato la loro giusta collocazione cronologica intorno alla metà degli anni ottanta del Seicento, sono, nel caso, Ricci e Pellegrini ad essere debitori nei confronti di Dorigny, e non il contrario. Di ciò, anzi, vogliamo essere convinti, a conferma di quanto affermato sopra riguardo all'importanza del soffitto di S. Silvestro. E non loro soltanto furono influenzati dal francese, ma tutto il barocchetto in versione lagunare gli è, in verità, debitore. Financo il giovane Tiepolo gli deve qualcosa, come peraltro già acutamente notava Nicola Ivanoff nel 1960: «Anche Tiepolo deve aver guardato al nostro quando dipinse i suoi chiaroscuri su fondo oro del duomo di Udine».<sup>102</sup>

Adriano Mariuz e Giuseppe Pavanello, nel 1985, a proposito degli affreschi di villa Baglioni a Massanzago sostenevano giustamente che

possiamo cogliere, seppur in filigrana, il ricordo di certe invenzioni (le ninfe volanti con le vesti sottili dal vento, gli Zefiri scorciati dal basso) divulgate dal più fecondo frescante attivo a Venezia nel primissimo Settecento, Ludovico Dorigny.<sup>103</sup>

E ancora:

Il motivo degli inserti di vita contemporanea negli affreschi di Massanzago, come il negretto che s'affaccia alla balaustra, potrebbe essere stato suggerito dalla stessa decorazione di Ca' Zenobio dove sullo sfondo di una finestra è effigiato un nano in atto di fumare. Ancora un'eco della concezione 'astratta', intellettualistica, della forma, a profilature geometriche, caratteristica del Dorigny, ci sembra di poter cogliere nelle allegorie dei quattro "Continenti" effigiati sopra le porte della sala di villa Baglioni (li si accosti in particolare alle allegorie delle "Arti" di Ca' Zenobio).<sup>104</sup>

Sempre Mariuz, nel 1996, insisteva nel ribadire questo fondamentale debito:

Com'è noto, fra le sue [di Tiepolo] "prime fatture" è il ciclo di tele per Ca' Zenobio. [...] furono soprattutto gli affreschi di Dorigny a impressionarlo; e ci si chiede, anzi, se proprio la visione di quel magnifico ciclo decorativo non abbia contribuito a orientarlo verso la pittura ad affresco, scarsamente praticata dai veneziani. L'influenza sul giovane Tiepolo dello stile di Dorigny, improntato ad un'eleganza sofisticata, tagliente, quasi astratta, è stata ripetutamente sottolineata.<sup>105</sup>

Infine, riguardo al soffitto di Giannantonio Pellegrini nella Biblioteca Antoniana di Padova, lo stesso affermava che

certe profilature falcate delle vesti, certe fisionomie argute tradiscono un interesse per Louis Dorigny, che a Venezia, negli anni ottanta del Seicento aveva operato da protagonista nel campo dell'affresco.<sup>106</sup>

101. Giudizio ripreso per ultimo da A. PASIAN, *Per un catalogo di Louis Dorigny*, «Arte in Friuli Arte a Trieste», 18-19, 1999, pp. 9-38: 20-22.

102. Lo studioso intendeva, probabilmente, riferirsi ai monocromi dell'arcivescovado di Udine; N. IVANOFF, *Contributi a Ludovico Dorigny*, «Emporium», LXVI, CXXXII, 792, dic. 1960, pp. 242-249: 249: «È curioso come un pittore, così tipicamente francese, rimasto fedelissimo alle proprie origini, possa aver tanto interessato l'ambiente pittorico veneziano. La bravura della grande maniera del Dorigny impressionò a quanto pare un Antonio Bellucci [...]. Anche Tiepolo deve aver guardato al nostro quando dipinse i suoi chiaroscuri su fondo oro del duomo di Udine, e perfino Giovanni Antonio Pellegrini imitò talvolta il suo modo elegante di piegare i fluidi panneggi».

103. A. MARIUZ, G. PAVANELLO, *I primi affreschi di Giambattista Tiepolo*, «Arte Veneta», XXXIX, 1985, pp. 101-113: 111.

104. Ivi, p. 113, nota 22.

105. Il compianto studioso prosegue: «Per continuare nel nostro gioco, una conferma ne viene da alcune sue estrapolazioni proprio dagli affreschi di Ca' Zenobio. Egli si è basato, infatti, sul riquadro nella volta del portego raffigurante *Giunone che scaccia i Vizi* [ma in realtà il soggetto è da identificare nella *Caduta dei Vizi*, ovvero la Superbia, l'Ignoranza e l'Avarizia], per l'affresco dello scalone del Palazzo Patriarcale di Udine con *L'arcangelo Michele che scaccia gli angeli ribelli*. Le due principali figure di demoni, quello in basso a sinistra che precipita e quello seduto di spalle sulla nuvola, derivano, almeno parzialmente dalla composizione di Dorigny. Egli ne ha pressoché ricalcato alcune parti, ma le ha rimontate in modo diverso, secondo le proprie esigenze espressive, infondendovi, al solito, un nuovo vigore, che è quello, inconfondibile, del suo stile»; A. MARIUZ, *Alcune fonti visive di Giambattista Tiepolo*, in *Giambattista Tiepolo nel terzo centenario della nascita*, Atti del Convegno internazionale di Studi, Venezia, Vicenza, Udine, Parigi, 29 ottobre-4 novembre 1996, 1, a cura di L. Puppi, Venezia, 1998, pp. 33-38: 36.

106. A. MARIUZ, *Antonio Pellegrini a Padova*, in *Antonio Pellegrini. Il maestro del Rococò alle corti d'Europa*, a cura di A. Bettagno, Venezia, 1998, pp. 23-37: 26.

Alla lista, volendo, si potrebbero anche aggiungere le figure con gli occhi a fessura e i panneggi spigolosi del neotenebroso e 'allucinato' Bencovich, come ad esempio nel *Sacrificio di Ifigenia* del castello di Pommersfelden.<sup>107</sup>

Un altro *patron* di Dorigny, quel Pietro Zenobio definito «prudentemente generoso e signor più gentile e amabile dei suoi antenati»,<sup>108</sup> protagonista delle committenze artistiche della sua famiglia, sarà al centro di ulteriori e inaspettate coincidenze. Infatti, in tre successivi momenti, dal 1696 al 1699, è presente in qualità di testimone nei passaggi burocratici necessari per celebrare il matrimonio che univa Sebastiano Ricci a Maddalena Vandermer, una francese originaria di La Rochelle, nei confronti della quale lo stesso nobiluomo si rendeva disponibile come amministratore di un piccolo patrimonio.<sup>109</sup> Parrebbe allora quasi ovvio che Sebastiano abbia potuto ammirare Louis all'opera, proprio in quegli anni, sul soffitto del grande salone da ballo di Ca' Zenobio.<sup>110</sup> Ciò è particolarmente evidente se si confrontano le figure dormienti di Ca' Zenobio con quelle, molto simili, rappresentate nel soffitto con *L'Aurora* di Palazzo Pisani a S. Stefano, opera del pittore bellunese datata ai primi anni del Settecento.<sup>111</sup> La stessa saletta dell'«ammezzato alla scala grande» ospitava, tra i molti dipinti, come annotò Pietro Edwards nel 1809, «Antonio Pellegrini, La Scultura (ovato), [...] Niccolò Bambini kavalier, La Poesia (ovato), [...] Gaetano Zompini, L'Architettura (ovato), [...] Gaetano Zompini, La Pittura (ovato)». <sup>112</sup> La «Memoria delle osservazioni da farsi sopralluogo», sorta di brogliaccio cui seguì la stesura definitiva dell'inventario appena citato della collezione Pisani, rivela alcuni significativi dubbi nell'attribuzione di tali dipinti: «Primo mezza alla scala grande, n. 13, La Scultura: se siano veramente di Antonio Pellegrini, o piuttosto del Bambini nella sua maniera più vaga; n. 34 [L'Architettura] e 36 [La Pittura], se siano della maniera cruda del Bambini, o del Zompini suo allievo». <sup>113</sup> In realtà gli autori delle quattro personificazioni, oggi sul mercato antiquario e delle quali si ignorava finora la provenienza, sono state giustamente identificati con Louis Dorigny, per *La Pittura*, Antonio Pellegrini, per *La Scultura* (come già in un primo momento notava Edwards), Antonio Balestra, per *L'Architettura*, e Sebastiano Ricci, per *La Musica*, confusa dall'inglese con *La Poesia*.<sup>114</sup>

Ma facciamo un passo indietro, al 1682. A quella data moriva Verità Zenobio, fratello maggiore di Pietro. Egli nel suo testamento lasciava, per «recognizione dell'affetto

107. Cfr. R. PALLUCCHINI, *La pittura nel Veneto, Il Settecento*, I, Venezia, 1996, pp. 286-296: 289.

108. BMCVE: Mss. Pd (c), 613, IV, «Origine delle famiglie aggregate per l'offerte nella guerra di Candia 1646», c. 84. Nello stesso manoscritto, datato 1687, si ricorda come la famiglia Zenobio disponesse di sessantamila ducati di rendita all'anno.

109. Cfr. MORETTI, *Documenti e appunti su Sebastiano Ricci*, cit., pp. 99-100.

110. PASIAN, *Per un catalogo*, cit., p. 17. In ultimo, ancora un elemento sarebbe da tener in conto, seppur non legato direttamente, ma a lato delle nostre vicende. Sapevamo della presenza, fino a non molti anni fa, di due ovati opera di Antonio Balestra in una delle stanze del palazzo veneziano degli Zenobio, ma non eravamo a conoscenza che l'amministratore dell'immenso patrimonio della famiglia fu, per almeno vent'anni, Pietro Boschetti. Questi altri non era che lo zio materno di Antonio. E lo stesso Pietro Zenobio si troverà spesso coinvolto in transazioni commerciali con i fratelli del pittore, Raffaele e Giuseppe Felice Balestra. Pietro Boschetti *quondam* Biagio figura come amministratore in tutti gli atti relativi alle proprietà di famiglia almeno dal 1678 fino al 1696; ASVE: *Notarile, Atti*, notaio Andrea Porta, b. 11213, «Alfabeto protocollo 1678-1691»; ivi, notaio Cristoforo Brombilla e Pietro Venier, b. 1235, «Alfabeto protocollo 1683-1696»; sulla famiglia Balestra si veda: L. GHIO, E. BACCHESCHI, *Antonio Balestra*, in *I pittori bergamaschi dal XIII al XIX secolo. Il Settecento*, II, Bergamo, 1982, pp. 81-291.

111. Sull'argomento: S. MARINELLI, *L'arrivo di Dorigny nelle sue nuove patrie*, «Verona Illustrata», 17, 2004, pp. 79-85. Per l'attribuzione a Ricci del soffitto di Palazzo Pisani: L. MORETTI, *I Pisani di Santo Stefano e le opere d'arte del loro palazzo*, in *Il Conservatorio di musica Benedetto Marcello*, a cura di P. Verardo, Venezia, 1977, pp. 135-189: 146. Nella stima di Edwards il soffitto con *L'Aurora* è riferito alla mano di Pietro Liberi; R. GALLO, *I Pisani ed i palazzi di S. Stefano e di Stra*, Venezia, 1945, p. 141.

112. Ivi, p. 143.

113. Biblioteca del Seminario Patriarcale di Venezia (d'ora innanzi BSPVE): Mss. 788.13, *Inventari Pietro Edwards*, «Memoria delle osservazioni da farsi sopralluogo e in confronto delle note seguenti», cc. n.n.

114. Non v'è dubbio che queste tele si possano identificare con gli ovali di Palazzo Pisani, poiché anche le loro dimensioni coincidono con quelle rilevate a suo tempo da Edwards; MARINELLI, *L'arrivo di Dorigny*, cit. Per l'attribuzione esatta dei quattro ovali: PASIAN, *Per un catalogo*, cit., pp. 22, 36-37, nota 49; S. MARINELLI, *Dall'Accademia al fumetto: Louis Dorigny da riscrivere*, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., pp. 14-23.

che mi ha portato, un pezzo d'argento di scudi cento» a Nicola di Santapaulina, ricercato maestro di equitazione all'Accademia Delia di Padova.<sup>115</sup> Nel 1696, il figlio di questi, Luigi, incaricava Dorigny di realizzare il disegno per l'antiporta del libro *L'arte del cavallo*, e non è peraltro da escludere, giusta il conforto di una lettura stilistica, che l'incisione con l'anonimo ritratto di Nicola, presente nello stesso volume, non sia derivata da un dipinto o da un disegno dell'artista<sup>116</sup> (FIG. 17). Le caratteristiche formali della figura, dettagli come il fiocco accartocciato che ricade sopra l'armatura, e una sottile vena ironica che traspare dall'espressione dell'effigiato spingerebbero in tale direzione. Un confronto potrebbe essere altresì instaurato, per quanto riguarda la tipologia, con i pur tardi ritratti affrescati da Dorigny tra il 1715 e il 1718 circa sulle pareti del salone di Villa Allegri Arvedi a Cuzzano di Grezzana nei pressi di Verona,<sup>117</sup> sebbene i volti risultino scialbati e malamente rifatti nel corso del XIX sec. (FIG. 18).

Tra i molti committenti di Dorigny, i Nave erano mercanti di droghe a Rialto «che arricchirono e lasciarono gran facoltà». Originari di Bergamo, nel 1653 sborsarono i denari necessari per essere ammessi al patriziato, e da allora «si trattarono sempre da gran signori» e furono «anche generosi alle occasioni».<sup>118</sup> Già negli anni venti del Seicento Bartolomeo Nave teneva in Venezia «uno studio di anticaglie e di gioje ch'era connumerato fra i primi della città; e forestieri e cittadini andavano continuamente a visitare questo museo».<sup>119</sup> Anche Simon Vouet, nel 1627, aveva avuto occasione di accedervi. In quella circostanza, «siccome merita il valor suo», Bartolomeo, nonostante la gotta, si mise a disposizione dell'insigne artista francese. Cosicché, avendo Simon in quella «Città, ad imitiatione di quell'arte che professa, principiato ad abbozzare il ritratto delle sue curiosità», gli fu concesso di cominciare proprio dai dipinti del «piccolo gabinetto» di Nave.<sup>120</sup>



FIG. 17. J. JUSTER da L. DORIGNY (?), *Ritratto di Nicola di Santapaulina*, in *L'arte del cavallo*, Venezia, 1696, incisione.

115. Archivio privato Zenobio Albrizzi Rubin de Cervin di Venezia: b. 5, fasc. 1, cc. n.n., 28 ago. 1682. Alla morte prematura di Verità, avvenuta a Este il 19 ottobre 1682 durante il reggimento della podestaria di Rovigo, la conduzione della famiglia passava nelle mani del fratello minore Pietro. Nel testamento Verità chiede di esser sepolto, vestito da cappuccino, nella tomba di famiglia nella chiesa veronese di S. Marco alle Carceri.

116. Cfr. CORUBOLO, *Le incisioni*, cit., p. 59. Alessandro Corubolo ritiene che il ritratto non sia riconducibile alla mano di Louis Dorigny.

117. Sulla decorazione di villa Allegri Arvedi si veda per ultimo A. PASIAN, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., pp. 178-179, cat. 91.

118. BMCVE: *Mss. Pd (c)*, 613, IV, «Origine delle famiglie aggregate per l'offerte nella guerra di Candia 1646», c. 13.

119. E. A. CICOGNA, *Delle Inscrizioni veneziane*, Venezia, 1842, VI, p. 33.

120. L'incontro, avvenuto il 29 giugno 1627, è puntualmente documentato da una lettera di Bartolomeo Nave a Ferrante Carlo; F. SOLINAS, *Ferrante Carlo, Simon Vouet et Cassiano dal Pozzo. Notes et documents inédits su la période romaine*, in *Simon Vouet [Actes]*, cit., pp. 135-147: 142-143.



FIG. 18. L. DORIGNY, *Ritratto di nobiluomo in armatura*, 1715-1718, Cuzzano di Grezzana (Vr), Villa Arvedi-Allegri, particolare.

Quasi settant'anni dopo, il destino volle che due discendenti di Bartolomeo e di Simon si incontrassero a Venezia. Non sappiamo se Bernardo Nave<sup>121</sup> si sia rivolto a Louis Dorigny per affrescare l'oratorio della sua residenza di campagna in quel di Cittadella (FIG. 1), perché memore dell'antico incontro avvenuto tra il prozio Bartolomeo e il nonno di Louis. Il completamento della straordinaria decorazione si fa risalire al 1689,

<sup>121</sup>. Bernardo Nave fu in contatto anche con altri artisti, come testimonia la sua presenza ai battesimi dei figli dei pittori Mattio Stom e Agostino Litterini: ASPVE: *Parrocchia di S. Maria Formosa, Registri dei battesimi*, 1672-1693, p. 14, 16 nov. 1672; ivi, *Parrocchia di S. Moisè, Registri dei battesimi*, 1669-1686, p. 237, 18 dic. 1684.

data posta sulla facciata della chiesetta costruita da Antonio Gaspari.<sup>122</sup> Adesso su tale datazione si insinua sottile un dubbio, che scaturisce da un passaggio contenuto nel manoscritto del canonico Marcantonio da Vo' relativo alla costruzione del duomo di Este, cantiere in cui Gaspari era attivo in quel torno di tempo:

il Signor Antonio Gaspari alli 9 di Giugno [1691] si parti per Venezia havendo prima fatto metter li rugoloni di masegna in due pilastri dentro la chiesa da mastro Santo Zara tagliapietra molto pratico e di molta esperienza [...] havendolo fatto venire da Cittadella, dove l'haveva sperimentato per huomo molto versato nella sua professione nella nova chiesa fatta dal nobil homo signor Bernardo Nave. Alli 14 dello suddetto mese [ottobre 1691] capitò il signor Gaspari architetto per rivedere le operationi, e partitesi per Citadella ritornò alli 10 di novembre.<sup>123</sup>

Dalla lettura di queste brevi righe viene spontaneo chiedersi: nell'ottobre del 1691 cosa impegnava ancora l'architetto a Cittadella? forse Louis stava completando la decorazione della chiesetta? In effetti si sarebbe tentati di sfruttare quest'appiglio documentario per legare gli affreschi a tale data anche da un punto di vista stilistico, proprio per la voluminosa spigolosità dei gonfi panneggi li raffigurati, così simili, per le loro ammaccature, a quelli dipinti nella Rotonda di Vicenza, giustamente collocati da Paola Marini in prossimità del ciclo di Palazzo Leoni Montanari che è degli anni 1692-1694.<sup>124</sup>

Ma di questo basti, per ora.

Nel tentativo di ricostruire le vicende del soggiorno lagunare di Louis, il primo documento che ne attesta la presenza a Venezia risale al 6 maggio 1680, ed è una procura rilasciata presso il notaio Giovanni Francesco Bonamini alla sorella Jeanne-Angelique, in relazione all'eredità della madre deceduta a Parigi il 21 gennaio dello stesso anno.<sup>125</sup> Due anni dopo è registrato nel Collegio dei pittori, dove paga 40 lire di *tansa*, secondo, come contribuzione, solo al decano Antonio Zanchi. La cospicua tassa versata all'arte dei pittori può esser letta come l'indizio di un considerevole successo economico, dovuto alle importanti committenze Contarini e Morosini sopra citate.

Francesco Grandi, orafo *Alla Vittoria* in Ruga degli Oresi a Rialto, proprio a due passi dalla chiesa di S. Silvestro dove Louis stava dando prova del suo talento, dovette quindi considerarlo un buon partito cui concedere la mano della propria figlia, Adriana Laura, all'epoca non ancora diciassettenne.<sup>126</sup> Il 10 gennaio 1683, in Cancelleria patriarcale Dorigny stilava la rituale dichiarazione giurata in cui affermava di non aver contratto precedente matrimonio, né stipulato alcuna promessa in quel senso.<sup>127</sup> Onde evitare di dover produrre delle testimonianze da Roma che avvallassero tale dichiarazione, aggiungeva però una piccola bugia, ovvero che era arrivato nei territori della Repubblica dieci anni prima, direttamente dalla Francia. Un'innocua e veniale menzogna, sottoscritta da due testimoni suoi amici e compatrioti, i succitati pittori «Natale Jouvenet» e «Natale Cotanti», *alias* Noël Cochin, forse. Espletata questa necessaria incombenza, il 17 dello stesso mese i due giovani contraevano promessa di matrimonio. Il 14 febbraio il sacro vincolo veniva celebrato in casa Grandi a Castello, giù dal ponte delle Vergini. Un anno

122. Sulla chiesetta dei Nave si veda MARIUZ, PAVANELLO, *La chiesetta di Bernardo Nave*, cit.

123. Archivio del duomo di S.ta Tecla di Este: «Marcantonio da Vo', Notizie sopra la caduta, e nova reedificazione del Duomo (1686-1719)», cc. 50r-51v. Ringraziamo per la gentile segnalazione l'architetto Mario Bortolami, e si veda ora B. COGO, *Antonio Gaspari architetto veneziano. Dati biografici (1656-1723). Il suo capolavoro*, Este, 2003, p. 81.

124. P. MARINI, *Louis Dorigny frescante a Verona e nel Veneto*, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., pp. 25-35: 25. Si rammenti che, dopo Bartolomeo dal Pozzo nel 1718, la prima testimonianza sulla decorazione della Rotonda risale a Francesco Muttoni: «Ed il corpo della Sala [è dipinto] da Lodovico d'Origni» (F. MUTTONI, *L'architettura di Andrea Palladio di nuovo ristampata*, Venezia, 1740-1748, p. 13).

125. ASVE: *Notarile*, Atti, notaio Giovanni Francesco Bonamini, b. 1400, protocollo 1680-1700, cc. 1-2; già citato da RIVET, *Commente s'entendre*, cit., p. 362, nota 57. Tale importante informazione era purtroppo sfuggita a chi scrive nella redazione dell'appendice documentaria del catalogo; cfr. FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit.

126. Adriana Laura era nata a Venezia nel 1666; si veda, qui, *Appendice documentaria*, doc. 1.

127. Sulla libertà di matrimonio FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., p. 186, doc. 3 (ove chi scrive ha trascritto erroneamente «febbraio» invece che «gennaio»).



dopo, il 23 gennaio 1684, la cerimonia nella cattedrale di S. Pietro sanciva la definitiva consacrazione dell'unione. Testimone dello sposo, «messer Rugenio de Adriano de Piles segretario dell'Ambasciata di Francia». <sup>128</sup> De Piles, già a Roma nel 1673, era poi rientrato in Francia, e quando nel 1682 il suo antico discepolo Michel-Jean Amelot de Gournai era stato nominato ambasciatore del Re presso la Repubblica, lo aveva seguito a Venezia in qualità di segretario. Vi trascorrerà tre anni, «pendant lesquels M. de Piles se délassoit des affaires, par la vûe des beaux tableaux qui font l'ornement de cette grande ville», <sup>129</sup> e immaginiamo accompagnato da Louis, il quale per celebrare l'ingresso del nuovo ambasciatore aveva realizzato i disegni per la *Première gondole* che sarà incisa da Jérôme Trudon. <sup>130</sup>

Dopo il matrimonio, Dorigny si trasferirà dalla periferica parrocchia di S. Giustina in quella più centrale di S. Provolo, a due passi da Piazza S. Marco, in una casa di proprietà del ricco monastero benedettino di S. Zaccaria. <sup>131</sup> In quella contrada nasceranno, il 22 gennaio 1687, Michiel Zuanne, morto il 31 gennaio, e, il 2 aprile dell'anno successivo, Angelica Giovanna. <sup>132</sup> Nei registri di battesimo di S. Provolo, tuttavia, non sono indicate ulteriori nascite; ciò farebbe pensare che il figlio Michelangelo, nato tra il 1690 e il 1691, secondo l'età dichiarata a Verona negli *Stati d'anime* del 1707-1710, sia venuto alla luce sempre a Venezia, ma, forse, in un'altra parrocchia, dove la famiglia si era trasferita prima di spostare la propria residenza nella città scaligera. <sup>133</sup> Ad ogni buon conto, il legame con la famiglia della moglie, i Grandi, potrebbe gettare un po' di luce su un'opera della quale a tutt'oggi nulla si sa, ovvero «li laterali dell'altare della Beata Vergine» in S. Pietro di Castello, segnalati nella anonima *Vitta* udinese. <sup>134</sup> Si tratterebbe cioè di due scomparti che inquadravano l'altare della cappella Vedramin tuttora ospitante la pala con la *Madonna e il Bambino* di Luca Giordano. Domenico Martinelli, nel suo *Ritratto* del 1684, non ne fa cenno, per cui dovrebbe essere successiva, ma nemmeno nei repertori più tardi viene mai menzionata. Nella totale assenza di ulteriori elementi, Pietro Grandi, canonico della patriarcale di S. Pietro, titolare dell'affittanza della casa del suocero di Louis, Francesco Grandi (suo probabile parente, dunque), <sup>135</sup> potrebbe aver svolto un ruolo nella realizzazione delle tele 'scomparse'.

Un altro passaggio controverso del succitato manoscritto udinese, relativo ad opere veneziane di Dorigny, è il seguente: «In Rio Terrà il soffitto della scalla in Ca' Donà a oglio»; l'edificio in questione è il seicentesco palazzo Donà in Rio Terrà alla Maddalena (e non quello di un altro ramo della stessa famiglia alle Fondamente Nove), con ben due scale, una grande a chiocciola e una a doppia rampa. <sup>136</sup> Si possono forse identificare le tele di Louis con quelle molto deperite e consunte, e quindi poco riconoscibili,

128. Si veda, qui, Appendice documentaria, doc. 2.

129. DE PILES, *Abregé de la vie*, cit., pp. n.n.

130. CORUBOLO, *Le incisioni*, cit., pp. 56-57. A Catherine Le Pelletier de La Houssaye, moglie di Amelot de Gournai, era dedicato il volumetto devozionale *Il vero ritratto di Giesù crocifisso* uscito a Venezia nel 1684 con le incisioni di Louis Dorigny.

131. ASVE: *X Savi alle Decime*, 1712, reg. 428, Sestiere di Castello: «Parrocchia di S. Provolo. Tutte le sopradette case sono in campo di S. Zaccaria. Più tutte le case, botteghe, magazzini, o qualsiasi loco della contrada sono di ragione del suddetto monastero [di S. Zaccaria], che perciò si sono viste le affittanze legittime di tutti per esser stampate».

132. Si veda, qui, Appendice documentaria, docc. 3, 5. I padrini non sono patrizi veneziani, come spesso era in uso per i figli di artisti, ma due francesi: Claude Lemisté originario di Marly (località nei pressi di Parigi famosa per i giardini fatti costruire da Luigi XIV), barbiere con bottega in Piazza S. Marco, ed un non meglio identificato Caludio Dalater della parrocchia di S. Moisè. Del barbiere Claudio Lemisté «del loco di Marli nella Franza» esiste il testamento datato 24 marzo 1707 in ASVE: *Notarile, Testamenti*, notaio Nicolò Maria Arduini, b. 23, n. 169.

133. Cf. FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., p. 189, doc. 19.

134. FRANK, *Zu einer kaum*, cit., p. 103.

135. ASVE: *X Savi alle Decime*, 1712, reg. 428, Sestiere di Castello: «Parrocchia di S. Pietro di Castello, al ponte suddetto [Delle Vergini] dalla parte di S. Daniele, n. 158. Il canonico Pietro Grandi della Patriarcale, vista affittanza 30 marzo 1695, giurò pagare al monastero suddetto [Delle Vergini] ducati 36».

136. FAVILLA, RUGOLO, *Dorigny e Venezia*, cit., p. 52.

registrate con l'attribuzione a Carl Loth in un inventario del palazzo stilato da Pietro Edwards in una data non precisata.<sup>137</sup> E allora, se così veramente fosse, si tratterebbe di dipinti stilisticamente vicini a quelli di Ca' Tron e perciò da collocare intorno alla metà degli anni ottanta del Seicento.<sup>138</sup>

#### 4. VERSO VERONA

Ancora non vi è una cronologia sicura cui riferire il trasferimento di Dorigny a Verona, né sappiamo quali siano stati i motivi che gli suggerirono quella destinazione, se «l'amenità», la «situazione»<sup>139</sup> di quella città «più confacente al suo genio»,<sup>140</sup> «oltre al clima e l'ilarità de' cittadini»,<sup>141</sup> anche se la presenza nel 1684 di Andrea Tron come podestà può aver svolto un ruolo non trascurabile nel preparare la prestigiosa chiamata per le tele della cappella dei Notai. Una partenza che adesso è comunque collocabile dopo il 1691 – anno in cui il pittore, in una procura rilasciata alla sorella in Parigi, è ancora dichiarato residente a Venezia – ed entro il 1693, anno di pagamento delle lunette dei Notai.<sup>142</sup>

Nel marzo del 1698, il Nostro stipula il contratto d'affitto per una casa posta in parrocchia di S. Maria in Organo, abitazione che in seguito acquisterà grazie anche ai ricchissimi proventi della committenza Manin e che eleggerà a sua residenza per il resto della vita.<sup>143</sup> In quel contratto egli venne dichiarato come residente in Mercà novo, un termine con il quale si indicava la parrocchia di S. Elena, ovvero la cattedrale veronese.

Ma prima di lasciare le lagune, certo non definitivamente come oggi sappiamo, nel 1690 Dorigny, nell'importante ruolo di consigliere del Collegio dei pittori, insieme ai colleghi Antonio Zanchi, Carl Loth, Antonio Fumiani, Federico Cervelli, Antonio Bellucci, Gregorio Lazzarini e Niccolò Bambini, era coinvolto nella formazione di una stabile «Accademia dei corpi humani».<sup>144</sup>

La fortuna di Dorigny a Verona rimase costante anche con l'aprirsi del nuovo secolo, seppur insidiata da abili concorrenti quali Antonio Balestra o Simone Brentana.

Le sue tele erano presenti nella collezione del conte Ercole Giusti e in quelle dei Nuvoloni, dei Turco, dei Gazzola e dei Torri, a Palazzo Lombardi a S. Cosimo, in quello dei marchesi Gherardini a S. Fermetto, dei conti Serego della Cucca e in casa Piccoli al duomo.<sup>145</sup> E inoltre, per tutto il Settecento lo troveremo impegnato ad affrescare gli interni dei palazzi Spolverini del Giardino, Muselli al Corso, Carlotti alla Porta de' Borsari, Allegri al Ponte dell'Acqua Morta, Lombardo a S. Cosimo, Murari della Corte a S. Fermo e forse altri ancora.<sup>146</sup> E proprio nel 1700, nella vicina Brescia, un uomo raffinato e sensibile come Giulio Antonio Averoldi, nelle sue *Scelte pitture di*

137. BSPVE: Mss. 788.13, *Inventari Pietro Edwards*, «Quadri appartenenti alla casa di Enrico Donà in campo a S. Fosca, valutati in ragione di denaro contante secondo i prezzi correnti e giusto la cognizione di me sottoscritto professor di Pittura», s.d.: «Carlo Loth n. 2 Storia Ignota, scene di campagna [...] patito £ 44 / Detto n. 2 emblemi di Virtù: ridipinti e consunti £ 44 / Detto n. 2 Tobia curato dalla Carità e suo compagno consunti £ 44 / Detto n. 2 Evangelisti in tela ottangolare; consunti £ 12:8»

138. Cfr. *supra*.

139. D. ZANNANDREIS, *Le vite dei pittori scultori e architetti veronesi*, a cura di G. Biadego, Verona, 1891, p. 291.

140. DAL POZZO, *Le vite*, cit., p. 176.

141. ZANNANDREIS, *Le vite*, cit., p. 291.

142. FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., p. 187, docc. 10-11.

143. Ivi, pp. 187-188, 193, docc. 13, 27.

144. Ivi, pp. 186-187, doc. 7.

145. DAL POZZO, *Le vite*, cit., pp. 285-286: «In casa de' marchesi Gerardini a S. Fermetto [...] Di Lodovico Dorigni il piccolo Tobbia accompagnato dall'Angelo che col fiele di pesce risana il padre dalla cecità». Per le altre collezioni si vedano: S. DALLA ROSA, *Catastico delle pitture e sculture esistenti nelle chiese e luoghi pubblici situati in Verona*, a cura di S. Marinelli, P. Rigoli, Verona, 1996, pp. 270, 272, 250, 279; E. M. Guzzo, «Nota delle pitture e degli autori veronesi per farne l'incisione ed altri aneddoti» di Saverio dalla Rosa sul patrimonio artistico veronese, «Studi Storici L. Simeoni», LII, 2002, pp. 367-418: 400; S. MARINELLI, *Intorno a Dorigny e Brentana*, «Verona Illustrata», 10, 1997, pp. 69-79: 69, n. 1.

146. DALLA ROSA, *Catastico*, cit., pp. 261, 240, 272, 276, 282.

Brescia, parlando della chiesa di S. Pietro in Oliveto, lo inseriva nel novero dei pittori allora più in voga:

S. Pietro in Oliveto [...]. Sentono grave spiacere questi religiosi, come udij da un di loro, non aver nicchi, e siti capaci, ed appropriati in chiesa, per riporvi nove Tele, perché avrebbero impiegati i pennelli maestri ed eccellenti, o di Gregorio Lazzarini, o Antonio Bellucci, di Sebastiano Ricci, e d'Antonio Balestra, o pure di Monsieur Ludovico Dorigny, Antonio Fumiani, Bartolomeo Litterini, ed Antonio Molinari, o altri tutti commoranti in Venezia, e tutti d'ottimo applaudito, e ricercato gusto nel pingere, e nelle cui stanze pittoriche siede Minerva in Trono corteggiata da folta schiera di tutte l'altre Virtù di lei allieve, come colà potrete osservare.<sup>147</sup>

È altresì vero che se si escludono le opere realizzate tra 1693 e il 1719 (in S. Nicolò, Cappella dei Notai, S. Eufemia, S. Luca, Santissima Trinità a S. Biagio) riportate nella *Ricreazione pittorica* di Giovanni Battista Lanceni del 1719, le commissioni per edifici religiosi eseguite nell'arco di anni compreso tra il 1719 e il 1733, e citate nella *Continuazione*, sono perlopiù relative ad Antonio Balestra, ai Prunati, padre e figlio, e a Simone Brentana; soltanto cinque sono riferite a Dorigny (in S. Domenico, le Stimmate, S. Marco alle Carceri, i Colombini, S. Sebastiano).<sup>148</sup> A queste bisognerebbe aggiungere il grandioso soffitto della distrutta chiesa di S. Sebastiano, che, seppur realizzato dal ferrarese Giacomo Parolini, era stato però ideato da Dorigny.<sup>149</sup>

A questo punto del ragionamento è necessario, per amor di verità, ribadire che egli, negli stessi anni, fu quasi sempre coinvolto fuori della città scaligera in un turbinio di prestigiose commissioni, tutte finalizzate a realizzare decorazioni a fresco estremamente impegnative. Prima a Ca' Zenobio, tra il 1695 e il 1698, seguita a ruota dalla decorazione del salone da ballo di Ca' Tron, tra il 1700 e il 1702. Né si dimentichi il viaggio a Parigi, avvenuto nel 1704, dove fallisce nel tentativo di essere ammesso all'Accademia reale, e a Napoli per far visita all'amico Francesco Solimena. Rientrato nei confini della Repubblica, forse in tempo per le nozze della figlia Angelica, celebrate a Venezia il 2 febbraio 1706, eccolo ripartire nell'agosto del 1708 per Udine e Passariano, impegnato coi ricchissimi Manin fino al 1720. E questi, del resto, non lo avranno in esclusiva, perché al contempo il nostro, spendendo incredibili energie, riesce ad intercalare un passaggio vicentino a Palazzo Repeta, uno trevigiano, nel 1711, per le monache di S. Paolo e Palazzo Orsetti, e uno viennese, nel 1712, al servizio del celeberrimo principe Eugenio di Savoia, colui che aveva definitivamente bloccato l'inarrestabile avanzata del Turco giunto fino alle porte di Vienna.<sup>150</sup> Di ritorno si applica al duomo di Udine e nel 1715 le monache lo reclamano ancora a Treviso per completare la decorazione della loro chiesa. Nel 1716 è a Venezia agli Scalzi, per tornare contemporaneamente a Verona e cimentarsi nel salone di villa Allegri a Cuzzano. Nel 1720 è di nuovo a Venezia, sempre sotto l'egida dei Manin, con gli affreschi per la chiesa di S. Maria Assunta dei Gesuiti. E, nel frattempo, abbiamo dimenticato la sala del colonnello Giupponi a Bergamo e quella del canonico Paolo Gagliardi a Brescia. Per non dire delle commissioni su tela.<sup>151</sup>

147. G. A. AVEROLDI, *Le scelte pitture di Brescia additate al forestiere*, Brescia, 1700, p. 207.

148. Nella chiesa delle Stimmate: «Nella capella a mezza chiesa [...]. La nascita di S. Francesco, ed in alto gloria d'Angeli opera di Lodovico Dorogni»; in S. Marco alle Carceri: «La sovrapporta verso il Corso, è opera del Dorogni [...]. Si dice che in breve vi sarà una pala del Durigni»; nella chiesa dei Colombini: «Sotto la volta di detta chiesa a fresco l'Assunta di Maria Vergine con Angeli, ed in coro altra simile con S. Francesco. Opere di Lodovico Dorogni»; [G. B. LANCENI], *Continuazione e notizie delle Pitture dall'anno 1719, fino all'anno 1733 di nuovo poste nelle Chiese di Verona, e sua Diocesi [...]*, Verona, 1733, pp. 102, 10, 33.

149. ZANNANDREIS, *Le vite*, cit., p. 292.

150. Sull'attività di Louis Dorigny per Eugenio di Savoia, si vedano M. FRANK, *Louis Dorigny a Vienna*, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., pp. 63-77; R. PANCHERI, *Louis Dorigny. Per il principe Eugenio di Savoia. Un possibile antefatto veronese*, ivi, pp. 60-61.

151. Per il regesto delle opere si veda M. FAVILLA, R. RUGOLO, *Regesto, Biografico*, ivi, pp. 182-185. Per le opere su tela nel bergamasco e nel bresciano (Vertova, Caprino Bergamasco, Camerata Cornello e Alzano Lombardo) si veda M. OLIVARI, *Qualche notizia sulle committenze bresciane e bergamasche di Dorigny*, ivi, pp. 73-77.

Nel 1720, all'età di sessantasei anni, l'infaticabile Louis aveva raggranellato con il suo indefesso lavoro una non trascurabile fortuna. Soltanto le commissioni per i Manin e per le monache di S. Paolo a Treviso gli fruttarono l'incredibile somma di 6.400 ducati, che nel frattempo aveva oculatamente investito in immobili a Verona e in terreni in campagna.<sup>152</sup>

A quell'età, poteva anche permettersi di rallentare un poco il ritmo della sua produzione.

In effetti, nel ventennio successivo l'unica commissione pubblica di rilievo in città, ricordata dalle fonti, è la decorazione a fresco della navata e del coro in S. Maria del Pianto o dei Colombini, che rimaneva comunque un'impresa non trascurabile. Il 18 gennaio 1722,

ritrovandosi l'antica chiesa della compagnia laicale di Santa Maria dei Colombini di Verona in stato cadente [...], quei confratelli umilmente chiedono da vostra Serenità la sovrana permissione di erigerne una nuova in pocca distanza dalla prima e di prendere a censo per tal effetto ducati mille circa.<sup>153</sup>

Ricostruita in forme barocche, «nella via che dalla Chiesa di S. Bernardino si va a quella di S. Zenone in Oratorio»,<sup>154</sup> la volta del nuovo edificio veniva decorata da Dorigny con scomparti raffiguranti *l'Assunzione di Maria Vergine con angeli*, nella navata, e con *l'Apoteosi di san Francesco*, nel coro.<sup>155</sup> Di tutto ciò, sfortunatamente, non rimane traccia alcuna. Nel 1909, Luigi Simeoni nella sua *Guida storico-artistica* scriveva laconicamente: «Sulla via che conduce a S. Bernardino vi è l'Istituto dei Colombini cioè sordomuti istituito nel 1831. La chiesetta attigua moderna di S. Maria del Pianto non ha nulla d'interessante».<sup>156</sup>

Ma in Verona l'apprezzamento «ch'ogni uno faceva delle sue virtù e bontà»<sup>157</sup> era ribadito da Scipione Maffei nel 1732:

La Correzione del Disegno e l'intelligenza e considerazione che ne' suoi lavori si veggono hanno fatto celebrare da per tutto la sua perizia e l'hanno fatto per opere grandi a fresco chiamar a Vienna, e in altri paesi.<sup>158</sup>

Era destino perciò che Louis concludesse la sua esistenza in grande, facendo onore alla dinastia. Ponendo mano, tra il 1732 e il 1736, alla bella età di ottant'anni, alla decorazione della cattedrale di Trento, il «franco e lodevole pittore» intendeva assicurare alla posterità un'opera gigantesca e imponente, «macchinosa e ben distribuita».<sup>159</sup> Tuttavia, la miope e gretta prosopopea di alcuni accademici soloni tardo-ottocenteschi, che intendevano riportare il duomo al 'primitivo' (si fa per dire) aspetto medievale, cancellerà definitivamente la magnifica macchina.<sup>160</sup> La pittura a larghe macchie dei pochi frammenti sopravvissuti allo scempio ci offre solo un campione di tecnica esecutiva impressionistica avanti lettera, tale da farci rimpiangere il tutto<sup>161</sup> (FIG. 21).

152. FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., pp. 189-194, docc. 20, 22, 24, 26-29.

153. ASVE: *Consultori in Jure*, b. 190, c. 141.

154. G. BIANCOLINI, *Notizie storiche delle Chiese di Verona*, I, Verona, 1749, p. 404: «Il soffitto in partimenti fu dipinto da Lodovico Dorigni e dallo stesso fu dipinta la Beata Vergine con S. Francesco nel coro».

155. [LANCENI], *Continuazione*, cit., p. 33.

156. G. SIMEONI, *Verona, Guida storico-artistica della città e Provincia*, Verona, 1909, p. 162.

157. DAL POZZO, *Le vite*, cit., p. 178.

158. Aggiungeva Maffei: «si osservino con distinzione le volte da lui dipinte in casa Spolverini e in casa Muselli» (S. MAFFEI, *Verona illustrata*, III, Verona, 1732, p. 310).

159. A. CHIUSOLE, *Itinerario delle pitture, sculture, ed architetture, più rare di molte città d'Italia*, Vicenza, 1782, p. 17; S. WEBER, *Artisti trentini ed artisti che operano nel Trentino*, Trento, 1933, pp. 106-107. Per altre notizie sulla tarda attività di Dorigny in ambito veronese, nello specifico per la nobile famiglia Torri, si veda M. FAVILLA, R. RUGOLO, *Colpo d'occhio su Dorigny*, «Verona Illustrata», 17, 2004, pp. 87-114.

160. R. PANCHERI, *Per Louis Dorigny: un elogio e un nuovo rapimento d'amore*, «Verona Illustrata», 15, 2002, pp. 79-93: 85-86.

161. Cfr. E. MICH, in *Gli incanti dell'arte. Dieci anni di acquisizioni al Castello del Buonconsiglio*, a cura di L. Camerlengo, F. De Gramatica, Trento, 2003, pp. 60-61, catt. 18-20.

La morte lo coglieva a Verona nel 1742, infaticabile come sempre, avendo appena onorato una commissione per il palazzo di città della famiglia Allegri.<sup>162</sup>

##### 5. UN ARTISTA INTELLETTUALE

Ancora troppo poco sappiamo della cultura di Louis Dorigny. Non è stato ancora rinvenuto un testamento e nemmeno un inventario dei suoi beni, né possediamo carteggi o altri materiali simili.

È possibile conoscerne la fisionomia grazie ad una piccola incisione di Michel-Guillaume Aubert che ne riproduce le fattezze, pubblicata nel 1752 da Dézailler d'Argenville nel suo *Supplement à l'Abrégé de la vie des plus fameux peintres*<sup>163</sup> (FIG. 19). Vi si vede un uomo un poco appesantito, dall'apparente età di cinquant'anni, se non più anziano, sguardo mite, volto ovale, occhi grandi incorniciati da ampie arcate sopraciliari, bocca piccola, appena increspata da un sorriso, un naso aquilino e, soprattutto, una gran parrucca riccioluta. Il personaggio indossa una giubba da pittore al di sopra di una camicia, secondo i canoni dell'artista-gentiluomo.

Nelle raccolte del Museo Civico di Vicenza si conserva, d'altro canto, una tela ovale che ritrae un giovane trentenne imparruccato, in una posa assolutamente informale e disinvolta (FIG. 20). Il dipinto, dubitativamente assegnato da Elisabetta Antoniazzi Rossi ad un pittore francese operante nel secondo quarto del Settecento, è altresì indicato da Mauro Lucco come opera di Louis Dorigny.<sup>164</sup> Quest'ultima attribuzione appare molto plausibile. La cifra stilistica si può, in effetti, riconoscere nella consistenza incorrotta, porcellanata del volto, nella mano affusolata che emerge dall'ombra, nelle pennellate svelte e dense, a tratti quasi sciabolate, che delineano le pieghe ammaccate della giubba rossa, nella definizione calligrafica del trasparente merletto della camicia aperta sul collo, nell'elegante nastrino sciolto della cravatta dalla spigolosa consistenza cartacea. L'astrazione formale di un'arte sofisticata, la tendenza al linearismo geometrizzante sono caratteristiche proprie della sua produzione che qui sembrano emergere nella loro fragranza. L'esecuzione dovrebbe cadere, ancora per ragioni di stile, intorno al 1690, tra le tele di Ca' Tron e quelle della Cappella dei Notai. Un esito da riportare, in particolare, con i due ritratti di Papa Alessandro VIII realizzati da Dorigny proprio in quegli'anni.<sup>165</sup>

Non si conosce l'identità del personaggio, né la provenienza del dipinto,<sup>166</sup> ma, se

162. Se si vuole prestar fede alla scritta che appare sul retro di un disegno che ha per soggetto *Le quattro parti del mondo* custodito nelle collezioni del Museo di Castelvecchio di Verona: «Lodovico D'Origny Fece nell'anno 1741 / In Casa Allegri in e il Sofitto» (MARINI, in *Louis Dorigny 1654-1742*, cit., p. 154, cat. 59).

163. PANCHERI, *Per Louis Dorigny*, cit., pp. 90-91, fig. 42; A. PASIAN, *Louis Dorigny, un «francese italianato»*, in *Louis Dorigny 1654-1742*; cit., pp. 87-91: 87, fig. 4.

164. E. ANTONIAZZI ROSSI, in *Catalogo scientifico delle collezioni. II. Pinacoteca civica di Vicenza. Dipinti del XVII e XVIII secolo*, a cura di M. E. Avagnina, M. Binotto, G. C. F. Villa, Vicenza, 2004, pp. 421-422, cat. 382 (inv. A 632, olio su tela, cm 94x79). Nel corpo della stessa scheda l'Autrice riporta la comunicazione orale di Mauro Lucco che attribuisce il ritratto a Louis Dorigny.

165. In ultimo, con bibliografia precedente, si veda FAVILLA, RUGOLO, *Colpo d'occhio*, cit., pp. 96-100. Una ragione ulteriore, per datare il ritratto vicentino intorno al 1690, ci viene suggerita anche dalle caratteristiche dell'abbigliamento del personaggio, in particolare per il colore chiaro della parrucca, poiché «i Veneziani usavano infatti più volentieri parrucche di capelli naturali e biondi: nel 1677 Celano affermava che erano di «un certo biondo stravagante che dava al bianco»». Per questa e per ulteriori testimonianze relative alla moda invalsa a Venezia negli ultimi decenni del Seicento si veda R. LEVI PISITSKY, *Storia del costume in Italia*, III, Milano, 1966, p. 334. Per quanto riguarda il merletto, che parrebbe realizzato con la tecnica ad ago e fuselli, bisogna rammentare che una simile tipologia era in voga a Venezia a partire dalla fine degli anni settanta del Seicento; D. DAVANZO POLI, *Il merletto veneziano*, Novara, 1998, pp. 70-72. Per altro, il motivo decorativo a ricciolo, presente nel merletto di questo ritratto, è tipico del 'punto di Francia', in voga a partire dall'ultimo quarto del XVII secolo; *Cinque secoli di merletti europei*, a cura di D. Davanzo Poli, Burano, 1984, p. 219. Ringraziamo Stefano Franzo per i gentili e competenti suggerimenti.

166. Si potrebbe suggerire, in via del tutto ipotetica, una provenienza della tela dalla grande iconoteca del veronese Raffaello Mosconi, ricca di ben 262 ritratti di pittori «dipinti la maggior parte da se stessi di grandezza al naturale ed in ovati eguali uniformi». La raccolta, di cui faceva parte anche il ritratto di Louis Dorigny, era iniziata nel 1690, passata poi





FIG. 19. M.-G. AUBERT, *Ritratto di Louis Dorigny*, in A.-J. DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplément à l'Abrégé de la vie des plus fameux peintres [...]*, XIII, Paris, 1752, incisione.

confrontato con la succitata incisione (FIG. 19) e pur considerando lo scarto cronologico, questo rivela alcune sorprendenti affinità con i tratti somatici di Louis li registrati:

in eredità ai Gazzola, infine fu venduta e dispersa nel 1894. Cfr. G. P. MARCHINI, *Il collezionismo d'arte a Verona nel Settecento: la pinacoteca Mosconi*, «Studi Storici L. Simeoni», xxx-xxxi, 1980-1981, pp. 222-249.



FIG. 20. L. DORIGNY, *Autoritratto*, intorno al 1690, Vicenza, Museo Civico.

il perfetto ovale del volto, l'imponente naso,<sup>167</sup> gli occhi grandi dalle palpebre leggermente ribassate, le ampie arcate sopraciliari, il taglio singolare della bocca minuscola. Potrebbe dunque trattarsi di un giovanile autoritratto. E, se questa ipotesi dovesse essere confermata, dell'autoritratto di un artista pienamente consapevole del proprio valore, come rivela lo sguardo fiero, impenetrabile, quasi protervo. Egli non sembra temere di farsi sorprendere nell'intimità del suo privato e per questo vedere sminuita la propria superiorità di intellettuale, prima che di semplice pittore: infatti, non vi ap-

<sup>167</sup> Nell'incisione (FIG. 19) il naso parrebbe più camuso che aquilino, ma ciò è probabilmente dovuto alla ripresa frontale (e meno scorciata verso l'alto) dell'effigiato che determina uno schiacciamento apparente.

paiono i tradizionali strumenti del mestiere.<sup>168</sup> Traspare una sorta di falsa modestia, in quello studiato *déshabillé*, in quel volgere con sovrano distacco il viso verso lo spettatore, un fare altero che troverebbe conferma nella testimonianza dei contemporanei e che scompare nella più tarda incisione.<sup>169</sup>

Sul fronte dei documenti, invece, a quasi trent'anni dalla sua morte, il doppio inventario della casa di famiglia<sup>170</sup> non risulta altresì particolarmente illuminante, ma la sua lettura può gettare qualche riflesso retrospettivo sulla personalità dell'artista. Esso infatti svela la passione per la pittura, la musica e le scienze di uno dei figli, l'abate Giovanni Battista.

Ricordiamo la presenza di alcune «cassete, ove sono raccolta di poveglie, [...] macchie marmi fini, [...] medaglie antiche», di «un salterio fatto da me con suo piè» (strumento musicale da pizzicare col plettro da cui deriva il clavicembalo), di strumenti scientifici costruiti dall'abate stesso, «un canochiale [...] con suo pedestalò [...], oltre ad un microscopio [...] con sua cassetina con seratura [...], una sfera armillare con suo coperchio» e, d'estremo interesse per le implicazioni legate all'esercizio della pittura, una camera ottica, senza contare «una machina elletrica con instrumenti per fare li esperimenti». Tale inventario registra inoltre un buon numero di tele realizzate dallo stesso Giovanni Battista con i soggetti più diversi, ma anche ventuno stampe regalate dal «fu signor zio di Parigi», ovvero Nicolas Dorigny, ed un «modello» di suo padre donato dal nipote Ludovico Zucconi. Nella lista dei beni della facoltà indivisa tra i fratelli e i nipoti<sup>171</sup> risultano poi una discreta quantità di dipinti e disegni. Essi sono privi di attribuzione (uno soltanto, una *Sacra Famiglia*, è indicato come copia da Antonio Balestra), ma sono con probabilità da ascrivere alla mano del nostro Louis.

Di qualche aiuto può essere invece la disamina di un altro inventario, quello della casa veneziana del genero Bartolomeo Zucconi, stilato nel 1741, un anno prima della morte del pittore. Dalle carte si arguisce, per la presenza di una copiosa quantità di quadri, di repliche e incisioni di sue opere, di modelletti di creta e di cera, bozzetti e tele imprimate,<sup>172</sup> come se egli potesse disporre di un punto d'appoggio e forse di un vero e proprio laboratorio nella contrada di S. Agostin.<sup>173</sup>

La ricchezza degli arredi, con argenti, cristalli e porcellane, e in particolare la presenza di una ricca biblioteca di famiglia<sup>174</sup> non possono essere stati del tutto estranei alla sensibilità dell'ultimo Dorigny.<sup>175</sup> Una biblioteca dove trovavano ospitalità opere di Platone, Aristotele, Euclide, Fedro, Cicerone, Virgilio, Orazio, Seneca, Tacito, Severino Boezio tradotto da Benedetto Varchi, Marsilio Ficino, Giulio Camillo Delminio, ma anche Dante, Petrarca, Boccaccio, Jacopo Sannazaro, Bembo, Baldassar Castiglione, Monsignor della Casa, Guicciardini, Giovambattista Maganza detto Magagnò, Tasso,

168. Una tipologia di 'autoritratto d'artista', questa, tutt'altro che inusuale. Basti, per tutti, l'esempio dell'autoritratto del maestro di Dorigny, Charles Le Brun, conservato nella Galleria degli Uffizi; cfr. S. Meloni Trkuja in *Il Corridoio Vasariano agli Uffizi*, a cura di C. Caneva, Milano, 2002, pp. 197-198, cat. 24.

169. DAL POZZO, *Le vite*, cit., p. 177; DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., pp. 233.

170. Si tratta dell'inventario delle proprietà personali dell'abate Giovanni Battista Dorigny e quello della proprietà indivisa con il fratello Giuseppe ed i nipoti Santo e Nicola figli di Michelangelo morto nel 1760; Archivio di Stato di Verona: *Ufficio di Sanità, Registro morti città, 1757-1762*, p. 242: «Martedì antedetto [26 agosto 1760]. S. Maria in Organig; Il signor Michelangelo Dorigny d'anni 72 è morto all'ore 6 di maligna in giorni 11. Medico Pompei».

171. Si veda FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., pp. 200-201, doc. 47.

172. In merito alle tele «imprimate», essendo queste rintracciabili in moltissimi inventari sei-settecenteschi, Isabella Cecchini ritiene possa trattarsi, in alcuni casi, di tele stampate ad uso decorativo; I. CECCHINI, *Quadri e commercio a Venezia durante il Seicento. Uno studio sul mercato dell'arte*, Venezia, 2000, p. 91, n. 91.

173. La presenza di un suo studio a Venezia rimane comunque una supposizione, in quanto l'inventario, anche quello relativo ai dipinti, riguarda – non dimentichiamo – le proprietà di Angelica Dorigny Zucconi e dei suoi figli.

174. ASVE: *Notarile, Atti*, notaio Luca Fusi, b. 6277, «Protocollo 1741-1742», cc. 268v-270 (1742), con allegati: fasc. 1, pp. 1-173 (1741); fasc. 2, pp. 1-63 (1741).

175. Per l'elenco completo dei libri: ivi, fasc. 1, pp. 61-76. A circa un migliaio di titoli, presenti in un camerino all'interno della casa, se ne aggiungevano altrettanti, posti in soffitta, e destinati probabilmente alla vendita.



FIG. 21. L. DORIGNY, *Testa virile*, 1732-1735, Trento, Museo del Castello del Buonconsiglio, frammento superstite dei distrutti affreschi della cattedrale di S. Vigilio.

Berni, Molière, Cartesio, Locke, Lavater, Bossuet, Fenelon, Metastasio, Algarotti (col famoso *Newtonianesimo per le dame*), Apostolo Zeno e numerose pubblicazioni d'ambito gesuita, fra cui alcune relative alla Cina, e due titoli che racchiudono le sue incisioni, la *Madre Addolorata* del Rimena ed una copia dei *Pensieri cristiani* di padre Bohours.<sup>176</sup> Mentre un titolo come la «Fisionomia dell'Uomo» di Giovanni Battista Porta lo si trova spesso presente nelle biblioteche degli artisti.<sup>177</sup>

Se singolare risulta la propensione di figli e nipoti per le discipline scientifiche, il ruolo della musica nelle vicende familiari appare naturale, vista la presenza in casa Zucconi di un complesso di archi e di una spinetta e in quella di Dorigny a Verona di un salterio. Senza contare che tra i clienti della due botteghe realtine del genere, «Alla Corona d'oro» e «Alla Nave», vi erano anche Antonio Vivaldi e Tommaso Albinoni.<sup>178</sup>

<sup>176</sup>. Cfr. CORUBOLO, *Le incisioni*, cit.

<sup>177</sup>. Cfr. P. ROSSI, *Geroglifici e figure "di pittoresco aspetto". Francesco Pianta alla Scuola Grande di S. Rocco*, Venezia, 1999, pp. 91-95.

<sup>178</sup>. Numerosi erano i clienti registrati nel libro dei debitori della bottega degli Zucconi, per cui si veda: ASVE, *Notarile, Atti*, notaio Luca Fusi, b. 6277, «Protocollo 1741-1742». Nel fasc. 1, p. 116: «Debitori tratti dal libro delli debitori corenti [...]».



L'importanza della musica e del teatro nella cultura del tempo era fondamentale. Ad essa non era estraneo il coetaneo Simone Brentana, di schietta vena umoristica ed eccellente musicista, come ricordano le fonti: alla sua morte avvenuta a Verona nel 1742, in perfetta sincronia con quella di Louis, nell'inventario dei beni di casa risulta «un tappiè con istrumenti da suono». <sup>179</sup> Questi ebbe certo a conoscere e frequentare Dorigny, forse fin dalla gioventù a Venezia, quando Simone risulta iscritto al collegio dei pittori, tra il 1685 e il 1686. <sup>180</sup>

Ma ancora dallo stesso inventario Zucconi, questa volta nell'elenco dei dipinti, <sup>181</sup> troviamo una copia da Francesco Solimena, forse indizio sintomatico di un rapporto, a tutt'oggi mai indagato, tra Louis e il celebre 'abate Ciccio', che il Nostro aveva incontrato a Napoli durante il viaggio di ritorno dalla Francia nel 1706: «il visita Solimene, qui lui donna deux de ses disciples pour le conduire dans la ville. Sitot que Dorigny eut vu des fresques de ce grand homme, qu'il crut de Lanfranc, il ne cessa de les admirer». <sup>182</sup> La presenza di un quadro di *Storia profana* di Carl Loth non può non rammentare l'importanza che il pittore bavarese ebbe negli esordi su tela di Dorigny, come nel ciclo di Ca' Tron. Giusta lo stesso inventario, risulta che erano state ricavate, forse da Louis, alcune pale dagli *Atti degli Apostoli* incisi dal fratello Nicolas, prendendoli dai cartoni di Raffaello per gli arazzi di papa Leone X. Un elemento, questo, che si configura come l'interessante riverbero di un legame fraterno mai venuto meno. In realtà non sappiamo con precisione quali fossero i rapporti di Louis con il fratello minore, il quale secondo Pierre-Jean Mariette «en allant en Italie, étoit d'embrasser, comme son frère la peinture. Par un hasard, et presque sans le vouloir, il devint graveur», <sup>183</sup> ma sappiamo come testimonia Dézailler d'Argenville che questi raggiunse Louis a Venezia, dove «ils visitoient souvent ensemble M. de Piles, qui étoit pour-lors Secrétaire d'Ambassade chez M. Amelot, Ambassadeur de France». <sup>184</sup> Un soggiorno che si colloca, essendo de Piles presente a Venezia dal 1682 al 1685, evidentemente prima del viaggio a Roma di Nicolas, dove lo troviamo nel 1686. <sup>185</sup> E Nicolas, ricordiamolo, ebbe a confrontarsi, durante la sua feconda attività incisoria, con artisti come Andrea Pozzo, Giovanni Battista Gaulli, Ciro Ferri, non estranei, come visto, alla sensibilità del fratello. Trasferitosi a Londra nel 1703, tornato a Parigi nel 1709, poi di nuovo in Inghilterra, Nicolas fu creato cavaliere da re Giorgio I nel 1720. Rientrato definitivamente in patria nel 1724, due anni dopo venne infine ammesso all'Accademia Reale di Pittura e Scultura di Parigi. Nicolas moriva il 1° dicembre 1746 all'età di 88 anni, trovando sepoltura nella chiesa gesuitica di Saint-Paul-Saint-Louis in rue Saint-Antoine. <sup>186</sup>

Domenico Lovisa [...], Marco Pitteri [...], Benedetto Shermany, Giovanni Antonio Grimani, Cancelleria di Nonciatura, Nobile eccellenza Francesco Labia, [...] Marchese Fonseca, Marchese Suarez, Ambasciata di Spagna, eccellenza Gerolamo Nani [...], Antonio Vivaldi [...], Tomaso Albinoni».

<sup>179</sup> Per l'inventario completo dei beni mobili di Simone Brentana, si veda P. RIGOLI, *Inediti d'archivio per Simone Brentana*, «Verona Illustrata», 10, 1997, pp. 87-100: 93.

<sup>180</sup> FAVARO, *L'arte dei pittori*, cit.; FAVILLA, RUGOLO, *Appendice documentaria*, cit., p. 167, docc. 2, 4-6.

<sup>181</sup> Per la trascrizione integrale: ivi, pp. 196-198, doc. 38.

<sup>182</sup> DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., pp. 234-235.

<sup>183</sup> PH. DE CHENNEVIÈRES, A. DE MONTAIGLON, *Abecedario de P.-J. Mariette et autres notes inédites de cet amateur sur les arts et les artistes*, II, Paris, 1853-1854, pp. 115-118.

<sup>184</sup> DÉZAILLER D'ARGENVILLE, *Supplement*, cit., p. 233.

<sup>185</sup> Per il soggiorno romano di Roger de Piles si veda *supra*, per quello di Nicolas Dorigny si veda J. BOUSQUET, *Recherches sur le séjour des peintres français à Rome au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montpellier, 1980, p. 184.

<sup>186</sup> B. GADY, *Nicolas Dorigny*, in *Allgemeines Künstler Lexikon*, 29, München-Leipzig, 2001, pp. 72-73.



## APPENDICE DOCUMENTARIA

Abbreviazioni delle sedi archivistiche:

ASVE = Archivio di Stato di Venezia

ASPVE = Archivio Storico del Patriarcato di Venezia

## Doc. 1

15 agosto 1666, Venezia

ASPVE: *Parrocchia di S. Pietro di Castello, Registri dei battesimi*, reg. 14, 1663-1670, c. 131.

Adi 15 detto [agosto 1666], Andriana et Laura figlia del signor Francesco Grandi quondam Marco orefice alla Vittoria et della signora Laura sua legittima consorte, nacque li 18 del caduto luglio, sta appresso il ponte delle Vergini. Compare il reverendissimo signor abbate Candido Bentio, sta in contrà di Ss. Apostoli, compare il signor Iseppo Nani Armeno. Zuanne Vacca canonico.

## Doc. 2

17 gennaio 1683, 14 febbraio 1683, 23 gennaio 1684, Venezia

ASPVE: *Parrocchia di S. Pietro di Castello, Registri dei matrimoni*, reg. 10, 1679-1687, cc. 77v-78r.

Adi 17 detto more veneto [gennaio 1683]. La signora Andriana figlia del signor Francesco Grandi quondam Marco orefice alla Vittoria, sta in Ruga, intende contraher matrimonio con il signor Ludovico quondam Michiel Dorigni da Parigi pittor della contrà di S. Giustina.

[...]

Adi 14 febbraio 1682 more veneto [1683]. In casa della sposa alla presenza [...] et testimoni infrascritti fu fatto il matrimonio per verba de presenti dalli contraenti con fede di cancelleria per parte dell'omo come appar in filza al n. 447, il signor Rugenio de Adriano de Piles segretario dell'Ambasciata di Francia e Francesco Bernardi nostro chierico.

Adi 23 gennaio 1683 more veneto [1684]. Nella nostra chiesa fu fatto il spozalizio delli suddetti con dispensa di cancelleria come appare in filza al n. 491. Compare il signor Rugenio de Adriano sudetto. Don Michiel Manzini.

## Doc. 3

30 gennaio 1687, Venezia

ASPVE: *Parrocchia di S. Provolo, Registri dei battesimi*, reg. 2, 1653-1702, p. 148, n. 809.

Adi 30 genaro 1687 a Nativitate Domini.

Michiel e Zuanne fio del signor Lodovico Dorigni et Andriana Grandi jugali, nato li 22 detto fu battezzato dal signor cappellano Carlo Tabladini. Padrino al sacro fonte il signor Francesco Dalater di contrà di S. Moisè, comare Santa Pugnaleta da Castello.

## Doc. 4

31 gennaio 1687, Venezia

ASPVE: *Parrocchia di S. Provolo, Registri dei morti*, reg. 2, 1679-1712, c. n.n., alla data.

Adi 31 genaro 1687 a Nativitate Domini.

Michiel fio di Lodovico Dorigni di giorni dieci, da spasimo. Lo fa sepellir suo padre senza capitolo.

## Doc. 5

5 aprile 1688, Venezia

ASPVE: *Parrocchia di S. Provolo, Registri dei battesimi*, reg. 2, 1653-1702, p. 152.

Adi 5 detto [aprile] 1688

Angelica Zuanna figlia del signor Lodovico Dorigni et Andriana jugali, nata li 2 stante, fu battezzata dal signor cappellano Tabladini. Padrino al sacro fonte il signor Claudio Lemisté, comare Santa Pugnaleta da Castello.

## Doc. 6

13 gennaio 1728, Venezia

ASVE: *Giudici di Petizion*, Inventari, b. 425, n. 37, cc. 12-13, 16, 17-19.

Laus Deo et Beate Marie Virgini

Adi 13 genaro 1728 Venezia.

[...]

Intrati in una camera sopra il detto portico che ha li balconi da una parte sopra il ponte in faccia la chiesa di S. Severo, dall'altra sopra il rio, furono ritrovati li seguenti effetti [...]

Un detto [quadro] grande con soaza di legno dorato disse il sudetto [Michiel Angelo Tizian] pittura Baccanali, pittor Marchesini.

Un detto simile disse il suddetto pittura un Sacrificio, pittor sudetto.

[...]

Un detto [quadro bislungo] con soaza di legno dipinto color bianco con fiorami dorati, disse il sudetto in pittura Bagno di Diana, pitor monsù Dorigni.

Un detto simile, disse il suddetto in pittura un Mercurio et Argo, pittor suddetto.

Un detto simile, disse il detto, pittura Seringa, pittor sudetto.

Un detto simile, disse il detto, pittura un Orfeo, pittor il detto.

[...]

In una camera contigua a detta [la prima camera vicina alla cucina] con li balconi sopra il Rio di S. Severo

[...]

Un sotto balcon senza soaza, disse il detto esser pittor monsù Dorigni.

[...]

Nella camera contigua a detta, et è l'ultima della casa con li balconi sopra l'oltrascritto Rio, et entro:

Un sopraporta con soazza campo bianco intagliata et in parte dorata et disse il sudetto essere in pittura Davidde autor Rizzi.

Una detta simile disse il sudetto in pittura Seringa pittor detto.

Cinque detti simili disse il sudetto esser pittura del Marchesini.

[...]

[Stima di Michiel Angelo Tizian].

MAURIZIO SANGALLI

GLI SCOLOPI E LA SERENISSIMA:  
VERSO IL RICONOSCIMENTO (1630-1730)

A Ezio Riondato, in memoriam\*

**I**CHIERICI poveri della Madre di Dio delle Scuole pie sono, in ordine di tempo, l'ultimo ordine religioso insegnante controriformistico ad essere riconosciuto da Roma: semplice congregazione nel 1617, ordine religioso con voti solenni nel 1621. Conseguentemente, e *pour cause*, è anche l'ultimo ordine religioso insegnante ad affacciarsi in laguna, in verità meno di dieci anni dopo la sanzione ufficiale curiale romana.<sup>1</sup>

Fondato dall'aragonese José de Calasanz alla fine del Cinquecento nella capitale della cristianità, nasce, a differenza di gesuiti somaschi, barnabiti, con un preciso carisma: l'istruzione e l'educazione religiosa dei ceti diseredati della società.<sup>2</sup> Nasce, è bene sottolinearlo, come congregazione dedicata all'istruzione primaria. Invidie personali; turbolenze interne, legate allo spazio da attribuire ai cosiddetti fratelli operai, se cioè considerarli semplici conversi o elevarli al grado sacerdotale; non limpidi contatti con Campanella e soprattutto con Galilei: tra gli anni trenta e quaranta del Seicento questi problemi portano al declassamento dell'ordine a semplice congregazione senza voti, all'impossibilità di accogliere nuove vocazioni e quindi all'estinzione.<sup>3</sup> Solo qualche anno dopo la morte del fondatore, avvenuta nel 1648, papa Alessandro VII ridà linfa alle Scuole pie e nel 1669 Clemente IX le reintegra completamente nel loro ruolo di ordine religioso. Sono trent'anni, e forse anche più, perché il riavvio vero e proprio avverrà negli anni ottanta sotto il generalato del p. Carlo Giovanni Pirroni, nei quali le sorti della congregazione risultano estremamente incerte, l'espansione bloccata, molti padri allo sbando. È anche per questo che, dopo un primo fallito tentativo di stabilirsi a Venezia, essi rifaranno capolino nella Serenissima solo a fine secolo.

Scolopi o piaristi il loro nome, a seconda che li si trovi ad operare in Italia o Spagna piuttosto che in Moravia o in Polonia.<sup>4</sup> La prima diffusione è però legata alle regioni dello Stato pontificio: Frascati, Mentana, Moricone, Magliano, Narni e Norcia. Negli anni venti del Seicento parecchie fondazioni sul litorale ligure danno vita ad una provincia vera e propria. Poi tra gli anni venti e trenta, le grandi capitali: Napoli, Firenze,

\* Dedico questo articolo alla memoria di Ezio Riondato, a poche settimane dalla sua scomparsa. Un nuovo passo, professore, sulla strada impervia che Lei mi ha sempre spronato a perseguire, con caloroso impeto e affettuoso stimolo. Grazie.

1. Le Scuole pie raramente hanno goduto di meritata fortuna storiografica, perlopiù la loro storia è stata scritta da studiosi interni all'ordine, ai quali peraltro sono state affidate sintesi in enciclopedie e dizionari degli ultimi decenni. Come L. PICANYOL, *ad v.*, in *Enciclopedia cattolica*, Città del Vaticano, Ente per l'Enciclopedia cattolica, 1949, III, coll. 1438-1441; e G. AUSENDA, *ad v.*, in *Dizionario degli istituti di perfezione*, Roma, Edizioni Paoline, 1975, III, coll. 927-945. O come il *Dizionario enciclopedico escolapio*, Salamanca, 1983. Manca ancora una storia scientificamente documentata. Un compendio accettabile è costituito da *Escuelas pias. Ser e historia*, Ediciones Calasancias, Salamanca, 1978. Ultimamente, hanno visto la luce anche studi di sintesi prodotti da storici non legati all'ordine, come M. ROSA, *Spiritualità mistica e insegnamento popolare. L'Oratorio e le Scuole pie*, in *Storia dell'Italia religiosa*, 2, *L'età moderna*, Bari, Laterza, 1994, pp. 271-302. Il quarto centenario della fondazione ha portato anche a pubblicazioni quali *400 años de escuela para todos*, a cura di L. M. Bandrés Rey, P. M. Alonso Marañón, A. Jiménez Eguizábal, Roma-Madrid, 1998.

2. Sulla figura di Calasanzio, cfr. G. SÀNTHA, *San José de Calasanz. Su obra. Escritos*, Madrid, BAC, 1956, e S. GINER GUERRI, *San José de Calasanz. Maestro y fundador*, Madrid, BAC, 1992.

3. G. SÀNTHA, *L'opera delle Scuole Pie e le cause della loro riduzione sotto Innocenzo X*, Roma, 1989.

4. P. F. GRENDEL, *The Piarists of the Pious Schools*, in *Religious Orders of the Catholic Reformation*, in honor of John C. Olin on his seventy-fifth birthday, a cura di R. L. De Molen, New York, Fordham University Press, 1994, pp. 253-278.

Venezia, Palermo; e l'Europa centrale: Nicolsburg in Moravia e la Polonia. Il destino dell'ordine è segnato quasi definitivamente da questa prima propagazione.

La ricostituzione e il riavvio della congregazione, operati come si è accennato soprattutto a partire dagli anni ottanta del Seicento, vedono anche una sorta di mutazione genetica nei suoi orizzonti: non più solo le scuole primarie, ma anche i seminari vescovili, ma anche i collegi per nobili. Le scuole per l'aristocrazia cittadina fondate a Firenze dal p. Apa nel 1630 o il Collegio Nazareno in Roma furono all'epoca l'eccezione confermando la regola.<sup>5</sup> Regola invece diventeranno il *seminarium nobilium* di Capodistria così come quello di Volterra da inizio Settecento in poi; il seminario-collegio vescovile di Murano a partire dagli anni venti; e così via. Una sanzione, questa dell'insegnamento delle cosiddette scienze maggiori, giunta ufficialmente nel 1731 con il breve di Clemente XII. Breve che poneva termine, almeno a livello centrale, all'annoso contrasto consumatosi tra scolopi e gesuiti soprattutto nelle regioni dell'Europa centrale, Polonia in particolare, proprio in relazione all'erezione di collegi in un certo senso concorrenti nelle medesime località. Riconoscimento, se si vuole, che si può far assurgere a simbolo della decadenza di una stella (la Compagnia) e del sorgere di un nuovo astro (le Scuole pie). Senza dubbio ammissione del fatto che un nuovo modo di insegnare, un nuovo modo di fare scienza e di trasmetterla ai discenti si stava affermando o si era già affermato (di solito si sanziona il già esistente).

Rispetto al successo conseguito dagli scolopi nel loro insediarsi a Roma Firenze Napoli, l'approccio con Venezia risulta da subito estremamente più problematico: questo uno dei motivi per i quali si vorrebbe offrire un contributo ad un suo approfondimento. Se gli storici fino ad ora non se ne sono interessati, tre possono essere le motivazioni: è soggetto di scarso interesse; è argomento poco documentato; a nessuno è venuto in mente di cimentarsi. Siccome è ormai difficile trovare tema di storia veneziana che non sia stato diffusamente trattato, anche solo per questo varrebbe la pena occuparsi dei pochi buchi neri rimasti. Ma non è certo questa ragione sufficiente: motivi di interesse non mancano; la documentazione esiste ed è copiosa; lo studioso balzano che vi ha dedicato tempo ed energie ora c'è.

L'interesse per le vicende delle Scuole pie a Venezia rimanda oltretutto a temi di più largo respiro. Quali le tattiche e la strategia messe in opera da un nuovo ordine religioso per venire accettato in un contesto statale? Amicizie, appoggi, clientele, relazioni richiamano problemi di storia sociale economica politica. Quale invece l'atteggiamento delle autorità centrali, da quali considerazioni di carattere politico, di politica culturale religiosa sociale, vengono condizionate? Come e sulla base di quali direttive la congregazione cerca di adattarsi all'ambiente in cui desidera inserirsi? Educazione, scelte di carattere economico, carisma, spiritualità sono tutti elementi che entrano in gioco e che collegano le storie degli scolopi a Venezia alla storia di Venezia e più in generale dell'Europa tra Seicento e Settecento. In altre parole, la decisione di introdurre una nuova congregazione religiosa in uno Stato implica problemi di politica interna e internazionale, di convenienza economica, di politica culturale, di equilibrio con il già esistente, vale a dire gli altri ordini religiosi riconosciuti. Non solo, ma in misura crescente, a mano a mano che ci si inoltra nel Seicento e poi in forma prepotente nel Settecento, tale decisione risulta vieppiù delicata e difficile da prendere. Il controllo sempre più stretto sui religiosi e i tentativi di creare Chiese *nazionali*, sottoposte al potere politico, impongono solo lievi modifiche alla situazione già esistente, di per sé

5. Cfr. L. PICANYOL, *La scuola dei nobili nelle Scuole pie fiorentine e il suo fondatore p. Giovan Francesco Apa*, «Rassegna di storia e bibliografia scolastica», v, 1939, pp. 3-28; A. K. LIEBREICH, *The Florentine Piarists*, «Archivum Scholarum Piarum», vi, 1982, pp. 273-304; P. VANNUCCI, *Il Collegio Nazareno*, Roma, 1930.

malagevole da dominare. Nuovi ordini, stranieri, magari troppo legati a Roma o ad entità statuali nemiche, possono far vacillare un già fragile equilibrio.

Risulterà pertanto evidente da questo contributo, lo si spera, quanto le vicende di un ordine religioso siano connesse alla storia locale dei suoi insediamenti; quanto siano condizionate e possano condizionare equilibri di politica internazionale; quanto dipendano da scelte di politica economica culturale e religiosa proprie del potere centrale. Il filo rosso che qui si intende seguire è quello del tortuoso percorso intrapreso dagli scolopi al fine di ottenere un riconoscimento ufficiale da parte delle autorità della Serenissima al loro ingresso nello Stato, a Capodistria prima, a Murano poi. Si tratterà solo incidentalmente di questioni di storia educativa, per concentrarsi su temi di carattere socio-politico, dei rapporti intercorsi tra i padri e gli organi centrali del governo veneziano al fine di raggiungere il sospirato obiettivo.

È, se si vuole, anche un problema di incontro e di confronto tra identità: quella veneta e veneziana e quella, o quelle, di un ordine religioso nato da poco.<sup>6</sup> Dovendo relazionarsi con un'identità comunque forte e sedimentatasi nel tempo quale quella lagunare, è interessante vedere come la congregazione modifica volta a volta il suo agire, rimodella i suoi comportamenti, opera degli scarti rispetto al suo solito operare. Ne risulta l'immagine di un ordine che tende a mutare le sue identità nel confronto con il contingente. Per intenderci, l'idea di Scuole pie che esce dalla mente e dalla penna di Calasanzio è sensibilmente differente rispetto a quella sbandierata dal confratello operante in Venezia. Ancora, le Scuole pie veneziane sono necessariamente diverse da quelle romane e ancor più da quella polacche o morave. Sono gli uomini che costruiscono le identità, che le rimodellano, che le condizionano. Sono lo spazio e il tempo, coordinate-base dell'agire nella storia, che su quelle identità influiscono in maniera diretta e pesante. Ripercorrere le vicende delle Scuole pie a Venezia, i legami che i padri instaurano, quali opzioni socio-politiche perseguono, aiuterà a comprendere l'immagine che esse vogliono dare di sé, ma allo stesso tempo a ricostruire le motivazioni delle difficoltà da parte veneziana nell'accettare tale immagine, soprattutto se contrastante con l'agire pratico dei padri.

#### UN PRIMO TENTATIVO: 1630-1633

La prima volta delle Scuole pie in laguna si deve ad un padre siciliano, tal Melchiorre Alacchi,<sup>7</sup> che nel 1630 vuole transitare per Venezia destinazione Gerusalemme.<sup>8</sup> L'Alacchi, da poco divenuto sacerdote nella congregazione,<sup>9</sup> è mente balzana. Come spesso succede a chi arriva a Venezia per proseguire alla volta della Terra Santa, il nostro padre alla fine decide di fermarvisi. D'altronde, non è Venezia la nuova Gerusalemme? la nuova Bisanzio? la nuova Roma? Così era accaduto esattamente un secolo prima, nel 1536, ad Ignazio di Loyola ed ai suoi primi seguaci.<sup>10</sup> Lo stesso fascino sembra esercitare la Dominante sul padre siculo.

6. Su tali temi, rimando a quanto di recente scritto in *Per una nuova storia degli ordini religiosi insegnanti: gesuiti somaschi barnabiti scolopi a Venezia in età moderna*, in corso di pubblicazione nel prossimo numero di «Dimensioni e problemi della ricerca storica».

7. Su di lui vedi la voce in *Dizionario Biografico degli Italiani*, I, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1960; e il profilo tracciato da G. SÀNTHA, *P. Melchior Alacchi ex Omnibus Sanctis (1591-1642)*, «Archivum Scholarum Piarum», 13, 1983, pp. 14-76; sull'esperienza veneziana pp. 38-46. Di queste vicende, anche se in maniera non troppo approfondita, trattano anche G. L. MONCALLERO, G. LIMITI, *Il Codice calasanziano palermitano (1603-1648)*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1965, in specifico alle pp. 43-53; le lettere 1-27 all'Alacchi in Venezia sono riprodotte alle pp. 85-179.

8. Cfr. *Epistolario di San Giuseppe Calasanzio*, edito e commentato da L. Picanyol, IV (lettere 1101-1730), Roma, Editiones Calasanzianae, 1952 (da ora in poi ESGC), lettera 1346, 22 mar. 1630.

9. ESGC, lettera 1327, 20 feb. 1630.

10. H. P. KOLVENBACH, *Ignazio e Venezia. Simbolismo di un passaggio*, in *I Gesuiti e Venezia. Momenti e problemi di storia veneziana della Compagnia di Gesù*, Atti del Convegno di Studi, Venezia, 2-5 ottobre 1990, a cura di M. Zanardi, Padova, Gregoriana, 1994, pp. 37-56.



Aprile 1630: «Hor le dico che in quanto al pretender noi di voler metter costì il nostro Istituto non è possibile perché non havemo soggetti da poter dar sodisfatione ad una simile città [...] et se non ha dato il memoriale del quale mi ha mandato copia non lo dia in maniera alcuna».<sup>11</sup> Calasanzio, fin da subito, pena a tenere a freno l'irruento Alacchi. Che a meno di due mesi dall'arrivo già vuole indirizzare alle autorità pubbliche memoriali per l'accoglimento della sua congregazione in laguna. Che intende addirittura stampare a Venezia le costituzioni dell'ordine. Certo a Venezia, capitale anche se ora un po' annebbiata della stampa, un tal libro avrebbe maggior eco. Ma le costituzioni, soprattutto quelle delle nuove congregazioni uscite da Trento, non vanno divulgate: parlerebbero di legami troppo stretti con Roma, di ordini troppo legati alle curie generalizie che a Roma hanno sede. Ed è, per Venezia, indizio di sospetto. Strenuamente infatti, quarant'anni prima, i gesuiti padovani si opposero alla consegna delle costituzioni della Compagnia alle autorità. E tale segreto contribuì ad alimentare diffidenza e malcontento nei loro confronti. Ora i gesuiti a Venezia non ci sono più, ma le loro ragioni, sembra voler dire Calasanzio, valgono anche per le Scuole pie.

È ben vero che a Venezia in questi frangenti ci si preoccupa di altro: la città è infatti sotto la morsa mortale della pestilenza, quella famosa a posteriori come manzoniana. Ed è calamità che aiuta i veneziani a conoscere fin da subito la stranezza del padre scolopio. Il quale, in ottemperanza alle teorie donferrantesche dell'epoca, pensa bene di costruirsi casa sopra un albero, ovviamente per sfuggire ai miasmi del morbo. Ma non certo alle sapide battute dei veneziani, che subito lo bollano come mente balzana e di poco criterio.<sup>12</sup> L'Alacchi, per soprappiù, non disdegna neppure il denaro, e di questo suo venial peccato Calasanzio a più riprese lo redarguisce: «il denaro è come il bischio che quanto più uno ne tiene tanto più si trova intrigato»; soprattutto, «nel servire al prossimo per amor del Signore faccia tanto acquisto che diventi ricco di merito [e non di danari] innanzi a Dio».<sup>13</sup> Ed in quei momenti Venezia offriva certo molte occasioni di spendersi a favore dei malati e dei sofferenti. Ancora, passato il contagio, deplora l'uso di chiedere denaro per la confessione, accusandone indirettamente il confratello: «V. R. si proponga se haverà officio di confessar di farlo solo per indrizzar le anime al servitio di Dio».<sup>14</sup>

Irruenza e avidità, comunque, non sono a Venezia, e forse neppure altrove, i migliori biglietti da visita per chi voglia farsi accogliere benevolmente. Tanto che Calasanzio, ingolosito alla fine dalla possibilità di stabilire una sede in laguna, decide di trattare direttamente la cosa a Roma presso l'ambasciatore veneto, al quale presenta un memoriale in proposito. C'è infatti bisogno, come era successo decenni prima ai gesuiti, di una sorta di biglietto di presentazione: struttura metodi finalità della congregazione. Miglior biglietto è però quello presentato da religiosi *nazionali*. E, per l'appunto, capita che presso il neo-eretto Collegio Nazareno in Roma vi sia un giovin bresciano, tal Pietro Mussesti, di buone speranze per riuscir buon maestro, entrato nella congregazione insieme al padre.<sup>15</sup> Ovvio che sia lui il primo candidato ad affiancare l'Alacchi nell'erigenda scuola veneziana.

È chiaro però sin dall'inizio che ciò che fa problema all'ingresso delle Scuole pie in laguna è ben altro. Una frase caduta dalla penna del santo fondatore, comincia ad insinuare un sospetto: «lo scrivere io a cotesti signori lo tengo per superfluo perciocché in negotii d'introdurre un nuovo istituto che tocca alla ragion di Stato non riguarda ad un particolare sì miserabile come sono io».<sup>16</sup> Un negozio toccante la ragion di Stato? E

11. ESGC, lettera 1365, 19 apr. 1630.

12. ESGC, v (lettere 1731-2350), Roma, Editiones Calasancianae, 1953, lettera 1873, 11 set. 1632.

13. ESGC, iv (lettere 1101-1730), Roma, Editiones Calasancianae, 1952, lettera 1544, 14 dic. 1630.

14. ESGC, v (lettere 1731-2350), Roma, Editiones Calasancianae, 1953, lettera 1759, 6 mar. 1632.

15. ESGC, iv (lettere 1101-1730), Roma, Editiones Calasancianae, 1952, lettera 1559, 11 gen. 1631.

16. ESGC, lettera 1562, 18 gen. 1631.

perché Calasanzio rifugge dal presentarsi personalmente al Pregadi, lui fondatore della congregazione? Alla fine si fa convincere e manda due fogli in bianco con in calce la sua firma affinché vengano riempiti con il famoso memoriale. E il memoriale comincia ad essere distribuito tra i possibili sostenitori del progetto: il minore conventuale fra' Giacomo Montanari da Bagnacavallo; il procuratore Renier Zeno; il vescovo di Torcello, mons. Marco Zeno, fratello del più noto procuratore. Lo Zeno, Marco, all'arrivo di Alacchi a Venezia, l'aveva grandemente favorito facendolo prima suo confessore, poi esaminatore del suo clero ed infine confessore di tutta la sua, pur piccola, diocesi. Privilegi, questi accordatigli da un vescovo di Torcello, inconsapevoli forieri di importanti sviluppi per le Scuole pie in quelle isole di lì a qualche decennio. Intanto a Roma il fondatore, ben edotto delle simpatie e antipatie politiche veneziane, investe dell'affare e della buona riuscita nella presentazione del memoriale gli ambasciatori di Baviera e di Francia affinché intercedano presso il Senato veneto: ulteriore elemento a conferma di quanto di politico ci possa essere nei tentativi di far accettare la presenza di una nuova congregazione religiosa in una realtà tanto complessa quanto quella veneziana.

Conscio delle difficoltà dell'affare, Calasanzio propone infine che si adotti lo stesso metodo ravvisato dal granduca di Toscana nei confronti delle Scuole pie: le si metta alla prova e poi si deciderà se ammetterle o meno. Ma sostenitori, fautori e paragoni non sono certo scelti tra i migliori per far breccia in laguna. Renier Zeno, «l'esempio di virtù repubblicane»,<sup>17</sup> il tribuno del patriziato povero ed emarginato, protagonista della correzione del Consiglio dei X nel 1628: poteva essere il *patron* più adatto per le Scuole pie? Di più, il granduca di Toscana, vessillo di regimi autoritari e non *democratici* come il veneziano, vassallo della Spagna, condiscendente con Roma: era l'esempio più pertinente da addurre per un'accoglienza benevola in laguna?

Eppure, il sostegno dello Zeno, proseguito anche nei due anni successivi, parla di una precisa scelta di campo di Calasanzio. In favore di un ceto nobile di poche fortune, presso il quale le Scuole pie potevano sperare di reclutare maggior numero di allievi. Contro la grande aristocrazia senatoria *papalina* e filogesuita, rappresentata fino a poco tempo prima ai massimi livelli dal defunto doge Giovanni Corner. Non si può stabilire quanto questa scelta di campo sia stata voluta oppure obbligata, ma è un fatto che Calasanzio comprende lucidamente di non poter trovare appoggio presso i cosiddetti *devoti* e pertanto decide di schierarsi nettamente con la parte avversa. Come avverrà, su un terreno ancor più scivoloso e pericoloso, in occasione della successione alla sedia vescovile patavina di lì a poco.

È pur vero che la scelta da parte di Renier Zeno di sostenere le Scuole pie, tanto da offrire casa sua come luogo di smistamento della posta calasanziana in arrivo da e in partenza per Roma,<sup>18</sup> si pone nel periodo in un certo senso *mistico* del procuratore. Sopiti i tumulti degli anni venti, soprattutto dopo il tentativo di assassinio ordito dai Corner, rivestita la maschera del devoto e del bigotto per battere gli avversari sul loro stesso terreno.<sup>19</sup> Ma è anche, chiaramente, opzione antigesuita e quindi in un certo senso, anche se piuttosto forzatamente, antiromana. Del resto, dei contrasti insorti tra gesuiti e scolopi, ad esempio in Ancona,<sup>20</sup> ad esempio in Napoli,<sup>21</sup> Zeno può benissimo esser venuto a conoscenza dalle labbra dello stesso Alacchi.

Fa però problema ad un pronto accoglimento del memoriale scolopico un altro fattore: «vivendo questo doge con la opinione che tiene di non introdurre religione nova

17. G. Cozzi, *Venezia barocca. Conflitti di uomini e idee nella crisi del Seicento veneziano*, Venezia, Il cardo, 1995, p. 192.

18. *ESGC*, lettera 1539, 7 dic. 1630.

19. Cfr. G. Cozzi, *op. cit.*, pp. 200-209.

20. *ESGC*, lettera 1552, 28 dic. 1630: «Quanto al negotio di Ancona, se li pp. gesuiti fanno contrario, non bisogna pensarvi più».

21. Cfr. A. TANTURRI, *Il collegio degli scolopi a Posillipo. Metamorfosi di una struttura educativa*, «Campania sacra», 31, 2000, pp. 55-82.

in tempo suo mi pare che le diligenze sarebbono perse».<sup>22</sup> Così scrive Calasanzio l'8 marzo 1631. Il doge è Niccolò Contarini, lo strenuo difensore delle libertà repubblicane, l'agguerrito oppositore delle intromissioni romane in laguna: ma la peste e l'avanzata età aiuteranno i progetti calasanziani, ch  Contarini morir  poco pi  di un mese dopo, ai primi di aprile. E per chi indirizza le preci Calasanzio affin  ne propizino la pronta elezione alla massima carica dello Stato? ovviamente in favore del suo protettore, il procuratore Renier Zeno.<sup>23</sup> Una nuova speranza delusa, ch  riuscir  eletto Francesco Erizzo. Scarso fiuto politico, poca comprensione della realt  veneziana, scelte azzardate, passi falsi. Il tutto condito da una diffidenza quasi viscerale e apocalittica nei confronti di Venezia: il perseverare del contagio viene infatti ricondotto ai peccati e agli errori della Serenissima: «il Signore le dia vera cognitione della causa delli flagelli de tempi nostri, che ha gravemente patiti, e per nessuno si sono emendati».<sup>24</sup> Insomma, il ricorrente motivo del castigo divino. Interessano per  le cause alle quali Calasanzio riconduce l'abbattersi e il persistere del flagello di Dio sulla Dominante. E sono cause politiche. E sono cause di contrapposizione al fronte asburgico: la guerra di Gradisca contro l'Austria; la cacciata del duca di Bedmar, ambasciatore spagnolo in laguna, per i sospetti di spionaggio, di complotti, di sobillazione dei mercenari olandesi militanti sotto la Serenissima e per l'appoggio fornito ad un acerrimo nemico di Venezia, Pedro Giron duca di Ossuna e vicer  di Napoli. L'Ossuna aveva anzi attivamente sostenuto la causa dell'arciduca d'Austria nella guerra cosiddetta di Gradisca scatenata dagli Absburgo contro Venezia, al fine di porre fine alla supremazia veneziana nell'Adriatico. Calasanzio si mostra quindi ben al corrente di eventi di natura politico-militare e delle relazioni tese ed ostili intercorrenti tra Venezia e la Spagna, suo paese natale: consapevolezza e nozioni da non sottovalutare nel ripercorrere la storia dei rapporti seicenteschi tra la Dominante e il santo fondatore.

Non contento di essersi cos  pesantemente intromesso nelle faccende veneziane, optando per precise scelte di campo, Calasanzio si avvia a met  del 1631 verso una strada ancor pi  pericolosa. Si agita in quei mesi la questione della successione alla cattedra vescovile patavina: vi aspirava il cardinal Federico Corner, stanco della sede vicentina e ingolosito dalla ricca prebenda di Padova, ma, dopo averla ottenuta, decide di passare a quella patriarcale; vi aspira ora il primicerio di S. Marco, suo fratello Marcantonio. Cosa fa il nostro santo fondatore? Si mette contro i Corner, che tra l'altro consideravano Padova quasi come giuspatronato familiare, e si d  da fare per sostenere a Roma e a Venezia la candidatura del padre camaldolese Tito Zeno Rua, raccomandatogli dal conventuale Bagnacavallo.<sup>25</sup> Ovvio che Calasanzio sperava in tal maniera di ricavarne un sostegno pi  fattivo all'accoglimento del suo istituto in laguna. Ma anche qui pare aver proprio fatto male i conti con gli equilibri del contesto veneziano. Il cardinal nepote, i prelati di Curia Zacchia Gessi Ginetti, l'ambasciatore veneto, lo stesso pontefice Urbano VIII: Calasanzio si muove a tutto campo al fine di sostenere il suo candidato.<sup>26</sup> Ma precipita inesorabilmente verso l'annichilimento delle possibilit  di insediare la sua congregazione in Venezia. Di tale esito comincia a rendersi ben conto un anno pi  tardi, a met  del 1632, quando scrivendo con *nonchalance* dell'indifferenza circa l'essere accolti in questo o in quello Stato, dimostra invece quanto gli preme che le Scuole pie si stabiliscano a Venezia: «hora se questa occasione [dell'affare di Padova] tirar  il negotio a esclusione del nostro istituto, haveremo pazienza percioc  per noi tanto sar  il merito servire a

22. ESGC, lettera 1587, 8 marzo 1631. Vi si aggiunge inoltre che «dovendo passar il negotio come V.R. scrive per il broglio et non proponendosi in Pregado mi pare che il negotio nostro si diffulta molto».

23. ESGC, lettera 1601, 12 apr. 1631.

24. ESGC, lettera 1620, 24 mag. 1631.

25. ESGC, lettera 1636, 28 giu. 1631.

26. ESGC, lettera 1655, 26 lug. 1631.

Dio in questo come in quell'altro paese, il profitto della nostra fatica non l'haverà chi non vedrà l'opera nostra siché il danno non sarà il nostro ma il loro». <sup>27</sup> Un'acredine che ben testimonia il dispetto del santo fondatore per le difficoltà incontrate a Venezia. La spunterà, com'era naturale, il Corner, ma dopo un anno e mezzo di tira e molla. Ovvio che, in arrivo a Roma per l'investitura, non veda di buon occhio le profferte tardive di riverenza da parte di Calasanzio: «non mi pare visitarlo massime se egli intese et che hebbe a male che si trattasse conforme scriveva il Bagnacavallo il negotio per il p. Tito». <sup>28</sup> Ad attendere a Roma per la consacrazione Marcantonio Corner è tra l'altro addirittura il cardinal Antonio Barberini, il quale infatti si era sempre mostrato piuttosto tiepido nei confronti dei reiterati interventi di Calasanzio in favore del candidato camaldolese. Un passo falso, questo, che costerà caro al santo fondatore e alla sua congregazione.

Sono mesi, questi tra la fine del 1631 e il 1632, nei quali la permanenza del p. Alacchi in laguna viene salvata dalla decisione di non presentare il memoriale in Pregadi. Nell'anonimato, nell'incertezza giuridica e legislativa, in quella zona grigia in cui i maestri potevano operare indisturbati, anche i pochi scolopi presenti a Venezia avranno la possibilità di aprire una scuola. Consci invece che, una volta respinta ufficialmente la loro richiesta di insediamento, qualsiasi possibilità di rimanere nella Dominante sarebbe loro stata preclusa. <sup>29</sup> I *castighi* divini sembrano però accanirsi non solo su Venezia, in una sorta di contrappasso: muore a novembre il p. Bagnacavallo e le Scuole pie vengono a perdere così un protettore in laguna; sorge una *contraditione* con i teatini, per non ben specificati motivi, forse per la contiguità che l'Alacchi aveva stabilito tra la sua residenza e il loro convento a S. Niccolò dei Tolentini. <sup>30</sup> Si manifestano, proprio nella Dominante, le avvisaglie di un problema che nella seconda metà degli anni trenta agiterà l'ordine e sarà uno dei motivi che ne determineranno la disgrazia presso la Curia romana. L'Alacchi, bisognoso di collaboratori, si è infatti affiancato un confratello, tal p. Biagio, <sup>31</sup> il quale però è stato influenzato da due chierici operai, che vorrebbero ottenere l'abito sacerdotale, e senza volerlo fa di tutto per mettere in discredito la congregazione: si accompagna a donne; usa e abusa dei danari raccolti con le elemosine. <sup>32</sup> Rischia insomma in breve di annullare la stima che l'Alacchi si era assicurato in laguna con il servizio prestato agli appestati e ai moribondi. Calasanzio comanda pertanto che venga prontamente allontanato dall'ordine. Ma Alacchi risponde picche. E continua a servirsi del confratello, attirandosi la riprovazione dei Veneziani.

Finalmente, dopo tanti tentennamenti dubbi e incertezze, l'Alacchi si dispone a spendersi in Venezia secondo il carisma proprio alla sua congregazione: apre cioè una scuola. E Calasanzio pensa subito a strutturarla: vi invia cioè i due Mussesti, padre e figlio, che «essendo del paese saranno meno odiati»; <sup>33</sup> annuncia l'invio di un insegnante di grammatica con lo specifico compito di introdurre il metodo di Kaspar Schoppe. <sup>34</sup>

27. *ESGC*, v (lettere 1731-2350), Roma, Editiones Calasanctianae, 1953, lettera 1804, 5 giu. 1632.

28. *ESGC*, lettera 1910, 6 nov. 1632.

29. *ESGC*, iv (lettere 1101-1730), Roma, Editiones Calasanctianae, 1952, lettera 1680, 13 set. 1631: «piuttosto voglio aspettare alcuni anni con speranza che aver adesso un bel no, che forse non si mutarebbe mai; però giudico espediente lasciar questo per altra occasione, che l'opera averà più nome, e sarà conosciuta per necessaria, che ora non è così».

30. *ESGC*, lettera 1711, 8 nov. 1631. Come pare confermare una lettera successiva, la 1726 del 20 dic. 1631: «se il loco o giardino che dice aver pigliato a pigione sta tra convento di religiosi, se non sarà trenta canne lontano dalli detti religiosi non permetteranno che vi si fabbrichi casa di religiosi mendicanti però si deve avvertire prima di farvi fondamento acciò poi non havesse speso il danaro indarno».

31. Si tratta di G. B. Salamino, in combutta con fratel Antonino, al secolo Stefano Marotta, che una notte se ne fugge di nascosto portandosi dietro tutti i soldi della casa.

32. *ESGC*, lettere 1674, 1° set. 1631; e 1685, 20 set. 1631.

33. *ESGC*, v (lettere 1731-2350), Roma, Editiones Calasanctianae, 1953, lettera 1739, 24 gen. 1632.

34. *ESGC*, lettera 1731, 3 gen. 1632, in cui Calasanzio aggiunge di averne «fatto far l'esperienza già in Roma, ho ordinato che si legga in Nicolspurgh et dove potrà la farò praticare». Al riguardo vedi G. LECOINTRE, *Caspar Schoppe et les Ecoles pies: un exemple de collaboration scientifique et pédagogique au 17e siècle*, «Archivum Scholarum Piarum», ix, 1985, pp. 275-305. E, sul versante gesuitico, A. MERCURIO, *La grammatica latina in uso presso le scuole dei gesuiti nel Cinquecento*, «Educare», xi, 1960, pp. 5-13 e 100-107.

È questo un tratto che distingue nettamente le Scuole pie dalla Compagnia di Gesù, perlomeno in questo periodo, perché successivamente le prime si adegueranno ad adottare i manuali gesuitici per l'insegnamento della grammatica. E si tratta di un procedimento che prevede l'insegnamento del latino su manuali in volgare, cosa di per sé non nuova, e soprattutto l'adozione di un metodo pratico-mnemonico più vicino alle esigenze appunto pratiche degli studenti.<sup>35</sup>

Aprile 1632: apre a Venezia la prima scuola scolopica, con buon afflusso di studenti. Per la verità, già dai primi dell'anno, l'Alacchi ne aveva tenuta una in forma privata, inviando le prime prove calligrafiche dei suoi allievi a Calasanzio. Si tratta infatti, com'è costume delle Scuole pie, di insegnare grammatica e calligrafia. Lo scolopio riesce pure a far costruire un oratorio privato nei locali presi in affitto e ad ottenere che il suffraganeo del patriarca Corner venga a benedirlo solennemente. Tutti atti al limite della legalità, ma che Venezia può comunque tollerare. Quelli che non tollerano sono invece i padri teatini, e qui si chiariscono i termini della loro *contraditione*. Aprire un oratorio privato, farlo consacrare dall'ordinario diocesano può andar bene, usarlo durante gli orari scolastici pure. Ma aprirlo agli esterni, parenti degli allievi *in primis*, e soprattutto aggiungerci una campana che richiama la gente alle funzioni liturgiche, a pochi passi dal convento e dalla chiesa teatini, il tutto per soprappiù senza alcun permesso pubblico, non può certo essere digerito dai padri dei Tolentini. Questo conflitto tra *religioni*, assommato a tutti gli altri inconvenienti, risulterà infatti esiziale al destino degli scolopi in laguna.

Sul versante pubblico, inoltre, i senatori *ben affetti*, consultati circa l'opportunità di persistere nel tentativo di ottenere un riconoscimento ufficiale, per ora frenano: nella Dominante operano tanti maestri senza alcun permesso esplicito, lo stesso facciano i padri scolopi. L'Alacchi però scalpita, chiede e ottiene colloqui con il patriarca, il cardinale Federico Corner, e con il primicerio di S. Marco, il fratello Marcantonio, tratta con loro di «gran cose»:<sup>36</sup> forse l'apertura di un collegio in Venezia? Del resto, espulsi i gesuiti, solo i somaschi garantiscono nella Dominante un'istruzione di livello superiore nei due seminari cittadini, e con non troppo successo.<sup>37</sup> Di una congregazione insegnante giovane e agguerrita, meglio se in non buoni rapporti con la Compagnia, si avrebbe quindi davvero bisogno. Ma sono i due Corner i referenti più adatti a favorire un pieno inserimento delle Scuole pie a Venezia? Da non scordare che a Roma ancora si agita la questione della cattedra vescovile patavina, che il cardinal Federico, passato al patriarcato lagunare, vuole in tutti i modi resignare ad un proprio familiare. E vi aspira, ovviamente, il fratello primicerio.

Sono infatti «due famiglie principali», fortemente ostili alle Scuole pie, a costituire uno degli ostacoli più ardui: di certo si tratta in un caso dei Corner, ma di chi altri? Calasanzio qui tace. La scuola dell'Alacchi continua per un anno intero, poi a maggio 1633 la notizia: il padre scolopio bandito dallo Stato; la scuola abbandonata; qualsiasi speranza di rimanere a Venezia svanita. Cosa è successo? che i nemici, «quelli che superarono la fortezza di Sansone la santità di David et la sapienza di Salomone»,<sup>38</sup> hanno prevalso.

Ripercorrendo a ritroso il cammino sin qui delineato, gli scolopi avevano dalla loro l'impossibilità di possedere beni temporali, dal momento che sarà consentito all'ordine

35. Più in generale, sulla pratica pedagogica scolopica, cfr. F. DE VIVO, *Indirizzi pedagogici ed istituzioni educative di ordini e congregazioni religiose nei secoli XVI-XVII*, «Rassegna di pedagogia», XVIII, 1960, pp. 145-158; G. AUSENDA, *La pedagogia calasanziana*, in *Esperienze di pedagogia cristiana nella storia*, a cura di P. Braido, I, Roma, LAS, 1981, pp. 325-396; e P. GARZI, *L'originalità di Giuseppe Calasanzio nella storia dell'educazione moderna*, «Ricerche - Bollettino degli Scolopi Italiani», XI, 1991, pp. 195-220.

36. ESGC, *ibidem*, ma sono «troppo gran cose», a detta di Calasanzio.

37. Cfr. al riguardo M. SANGALLI, *Cultura politica e religione nella Repubblica di Venezia tra Cinque e Seicento. Gesuiti e somaschi a Venezia*, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Venezia, 1999, pp. 385-418.

38. ESGC, lettera 1919, 20 nov. 1632.



di godere di proprietà immobiliari solo a partire dagli anni ottanta del secolo, sotto il generalato di Carlo Giovanni Pirroni: veniva meno quindi uno dei motivi di maggior sospetto e diffidenza che aveva travagliato alcuni decenni prima la permanenza della Compagnia di Gesù nella Serenissima. È infatti uno dei primi temi toccati da Calasanzio con il confratello Alacchi all'indomani dell'inizio da parte sua dell'attività scolastica in laguna. Il santo accenna ad un breve che la congregazione sarebbe in procinto di ottenere «in confirmatione della nostra povertà, che se per caso in alcuna città o altra comunità alcuno volesse farci alcun legato la comunità o magistrato debba amministrare il tal legato dandoci a noi quel poco che sarà necessario per il vitto et vestito». <sup>39</sup> Vengono dunque fugati tutti i dubbi e i sospetti sulla voracità di beni e di denaro soliti colpire nell'immaginario collettivo, e a volte non solo nell'immaginario, l'agire degli ordini religiosi in nuovi e vecchi contesti statuali. Inoltre, militava a favore degli scolopi la possibilità di inviare in laguna maestri di origine veneta, come i bresciani Mussesti, o comunque di stati non fortemente ostili, come il Granducato di Toscana e lo Stato pontificio. Si evita infatti esplicitamente di farvi giungere maestri da Napoli, dove peraltro l'ordine aveva uno studentato e una presenza importante. Vi si invia invece un padre francese, tal Francesco Maria, che, in virtù dei buoni rapporti che legano la Dominante a Parigi, Calasanzio spera vi «sarà ben visto». <sup>40</sup>

Sull'altro versante, osta il fatto di trattarsi di «religione nuova» e che «in città così principale sarebbe ogni poca cosa di gran considerazione». <sup>41</sup> Ma l'attivismo di Alacchi in laguna e di Calasanzio a Roma non poteva certo dirsi di poco conto in un contesto come quello veneziano. Del resto, come anni prima i gesuiti, c'è la difficoltà ma anche la curiosità in questi padri di riuscire a penetrare la non facile realtà veneziana: i tentativi di incunarsi e di approfittare della «discordia tra i signori principali»; l'attenzione ai mutamenti dei senatori all'interno degli organi amministrativi lagunari, al fine di avvantaggiarsi dell'elezione di personaggi favorevoli all'accoglimento dell'ordine; le richieste di informazioni su quale sia il Magistrato al quale rivolgersi per ottenere l'introduzione dell'istituto. Insomma, tutto un fervore di contatti iniziative richieste che testimonia se non altro di un forte interesse per lo stabilimento in Venezia.

Venezia è infatti crocevia di molteplici scambi. Venezia è importante centro per la stampa dei testi della nuova congregazione. Venezia è punto di contatto con il mondo tedesco e con i paesi dell'Europa dell'Est, quei «paesi heretici» nei quali Calasanzio ambisce soprattutto stabilire il proprio istituto. <sup>42</sup> Sono quegli stessi paesi nei quali più aspro si consumerà il confronto con la Compagnia di Gesù. Il 1631 è infatti l'anno dell'apertura, grazie all'appoggio del cardinal Dietrichstein, della prima casa scolopica Oltralpe, a Nicolsburg in Moravia. <sup>43</sup> Venezia è anche piazza importante sotto il profilo educativo: vi è infatti tutto un pullulare di maestri privati, anche secolari, che bisogna tenere sotto controllo affinché, invidiosi, non causino problemi alla scuola aperta dai padri scolopi, «fomentati da loro scolari nobili». <sup>44</sup>

Insomma, una corsa ad ostacoli quella intrapresa dalle Scuole pie per approdare definitivamente a Venezia. Ma una corsa ad ostacoli con troppe cadute, troppi incidenti di percorso, troppe strade mal imboccate. Le stranezze del p. Alacchi; gli abusi dei suoi collaboratori; l'intromissione in affari delicati e scottanti: davvero l'introduzione di una *nuova religione* diventa a questo punto 'ragion di Stato' perché, come abbiamo

39. ESGC, lettera 1750, 14 feb. 1632.

40. ESGC, lettera 1952, 14 gen. 1633.

41. ESGC, lettera 1910, 6 nov. 1632.

42. Sui quali vedi il lavoro di G. L. MONCALLERO, *La fondazione delle scuole degli scolopi nell'Europa centrale al tempo della Controriforma*, Alba, Edizioni Domenicane, 1972.

43. Su cui G. SÁNTHA, *El cardenal-príncipe Francisco Dietrichstein, obispo de Olmütz*, in IDEM, *Ensayos críticos sobre S. José de Calasanz y las Escuelas Pías*, Salamanca, 1976, pp. 157-177.

44. ESGC, lettera 1892, 9 ott. 1632.

visto, implica equilibri di potere, influenze internazionali, giochi di politica interna. Il versante educativo passa forzatamente in secondo piano. E, momentaneamente, ciò fa sì che la congregazione possa dirsi «permessa ma non ammessa».<sup>45</sup> Che nel sottobosco del proletariato educativo le sia possibile iniziare ad operare a pro della gioventù locale. Ma dare buona prova di sé a scuola non basta per essere accettati a Venezia: troppi errori sono stati compiuti su altri fronti, troppi nemici (religiosi confratelli; cardinali; potenti consorterie), troppo incancrenita e ingarbugliata la matassa per sciogliersi positivamente.

Infine, ma non ultimo, un ostacolo insormontabile si assomma a tutti gli altri: José de Calasanz è aragonese, quindi spagnolo, quindi invisibile a Venezia. L'equazione ordine religioso, Spagna, Roma, così come aveva funzionato a detrimento della Compagnia di Gesù, condiziona anche le vicende lagunari delle Scuole pie, in altro contesto, in altra temperie, ma con diffidenza e sospetto immutati. Già all'inizio dell'avventura veneziana, Calasanzio aveva subodorato una tale pregiudiziale nei suoi confronti, allorché aveva tenuto a sottolineare essere lui quasi l'unico spagnolo all'interno dell'istituto da lui fondato, «et me eccetto che entro adesso in settanta quattro anni quaranta de quali ho fondato in Roma vi è un altro spagnolo solo quale sta in Moravia [...] li altri tutti sono italiani francesi et germani [...] siché morto io non vi è più memoria di spagnoli nella nostra religione».<sup>46</sup> Quasi a rassicurare Venezia che, a differenza della Compagnia, il suo ordine non è monopolizzato dagli spagnoli, che lui si sente oramai più romano che aragonese, che il futuro della congregazione è italiano francese tedesco. Acquista pertanto luce diversa l'estrema attenzione posta nell'inviare i confratelli in laguna, la volontà di evitare padri di origine napoletana, anche solo lontanamente (ma poi non tanto, essendo territorio soggetto alla Spagna) riconducibili alla corona madrilena. Di più, Venezia pare sbattergli in faccia tutta la diffidenza nei suoi confronti rifiutandogli l'esenzione dal pagamento delle tasse postali per le missive in arrivo e in partenza dalla Dominante, quelle missive che venivano fatte recapitare in casa del procurator Renier Zeno. Franchigia che, appunto, a Napoli le Scuole pie erano riuscite ad ottenere. Calasanzio lo ammette infine apertamente: la richiesta non verrà accolta «vivendo io per esser di nazione aragonese ma [anche se] di senso et costumi romano perché sono più di 40 anni che sono in Roma et scordato affatto della patria».<sup>47</sup> Definirsi romano non era certo maggior titolo di merito per le autorità veneziane, ma assommare a questo la provenienza aragonese poteva significare, e significò per le Scuole pie, insieme ad altri fattori, la chiusura totale, ancorché non definitiva. Per soprappiù, Calasanzio aveva affidato le sorti del suo ordine in laguna proprio ad un suddito del re di Spagna, il siciliano Melchiorre Alacchi, ulteriore pessimo biglietto da visita per i Veneziani, tanto più se accompagnato dalle stramberie e dall'impetuosità del religioso.<sup>48</sup>

«Essendo stato bandito il p. Alacchi da Venezia e trovandosi ad Ancona, molto parlava della repubblica di Venezia e nutriva progetti di fondazioni in Padova, Cesena, Lugano ecc. e voleva far venire ad Ancona ragazzi da tali città e da altre. Il Santo gli comandò si quietasse».<sup>49</sup> Alla fine, risolutiva risulta un'azione intrapresa dagli ostili confratelli teatini presso alcuni senatori allo scopo di inibire ulteriormente agli scolopi le pratiche liturgiche, e conseguentemente anche quelle scolastiche, nei pressi del loro convento.

45. ESGC, lettera 1961, 29 gen. 1633.

46. ESGC, IV (lettere 1101-1730), Roma, Editiones Calasancianae, 1952, lettera 1662, 9 ago. 1631.

47. ESGC, V (lettere 1731-2350), Roma, Editiones Calasancianae, 1953, lettera 1849, 7 ago. 1632.

48. Proprio all'Alacchi infatti, utilizzato questa volta come l'uomo giusto al posto giusto, verrà affidato di lì a pochi anni il compito di aprire la prima casa scolopica in Spagna, su di cui vedi MONCALLERO, LIMITI, *Il Codice calasanziano palermitano*, cit., pp. 62-71; e anche J. SANTAEULÀRIA, *La Escuela Pia de Guissona*, «Archivum Scholarum Piarum», 13, 1983, pp. 115-167.

49. ESGC, lettera 2044, dalle Memorie Scoma, p. 197, 25 mag. 1633. Una dura e risentita lettera di Alacchi contro Venezia è riportata in nota in MONCALLERO, LIMITI, *Il Codice calasanziano palermitano*, cit., pp. 52-53, n. 2.

Entro il 1° maggio 1633, infatti, l'Alacchi riceve l'ordine perentorio di abbandonare la laguna. Il sanguigno padre siciliano non si capacita del disastro veneziano, mentre Calasanzio ha capito che il bando che ha colpito il confratello significa la fine delle speranze per la sua congregazione di un ingresso ufficiale nella Serenissima. Lo stesso era avvenuto, forse in una situazione ancor più tragica e fosca, ai barnabiti poco meno di un secolo prima e, per il momento, mai più i confratelli chierici regolari di S. Paolo erano riusciti a rimettervi piede.<sup>50</sup>

Molteplici fattori hanno condizionato questa fine ingloriosa. Ci si è messa di mezzo la politica, anche quella internazionale. Si sono verificati errori di valutazione. Ci si è immischiati in delicate questioni di prebende e di equilibri familiari e locali. Sono risorti antichi sospetti e diffidenze. Ma, allo stesso tempo, sono tutti fattori che illuminano su quanti elementi di notevole interesse condizionino il problema storiografico che vorremmo sollevare, quello cioè delle variabili che influenzano l'accettazione o il rifiuto di un nuovo ordine religioso in un contesto statale di antico regime.

#### A CAPODISTRIA, 1699

Settant'anni trascorreranno prima che le Scuole pie possano tornare ad operare sul territorio della Serenissima. Un secolo, quasi, prima che riescano a riaffacciarsi in laguna. Settant'anni che non sono passati invano: la dislocazione delle uniche due case che apriranno nella repubblica parla anche del peso specifico attribuito dalle autorità veneziane alla congregazione. Capodistria e Murano sono, ciascuna per il suo verso, località in un certo senso decentrate, ai margini, non strategiche. Lo stesso accade ai barnabiti, presenti a inizio Settecento solo a Crema e a Udine, città di confine. Laddove i riammessi gesuiti e i somaschi occupano, oltre alla Dominante, tutte le più importanti città della Terraferma veneta, Padova Vicenza Verona Brescia. Se considerate dal punto di vista dell'ordine scolopico invece, si tratta di località comunque significative: Murano consente loro la vicinanza con i centri del potere veneziano; Capodistria è testa di ponte per scambi e interrelazioni con i territori austriaci slavi polacchi. Ma, nonostante questi due insediamenti, il cammino verso il riconoscimento ufficiale della presenza nella repubblica sarà ancora lungo, tortuoso e interessante sotto il profilo socio-politico.

Intanto, cosa è successo alle Scuole pie in questi settant'anni? Già si è accennato alle vicende della riduzione dell'ordine operata da Innocenzo X nel 1646. Sono decenni, questi, nei quali si passa dal quasi totale annichilimento della congregazione al suo lento risorgere e riaffermarsi. Qualche dato: nel 1637 le province risultano essere 6, le case 27, i religiosi 362. A seguito della riduzione a congregazione semplice senza voti solenni, si calcola che circa 200 furono gli abbandoni. La reintegrazione definitiva dell'ordine nel 1669 porta ad ulteriori abbandoni, soprattutto in Sardegna. Ma è anche il punto di partenza per una nuova espansione: nel 1706, infatti, le province sono aumentate a 8, le case addirittura 94, le residenze 5 e i religiosi 950.<sup>51</sup> Del periodo d'oro delle Scuole pie nel Settecento e fors'anche meglio di questi dati parla il confronto tra la consistenza dell'ordine al 1637 e quella al 1784, ben 16 le province e 218 le case, circa 3.000 i padri (FIGG. 1 e 2).

Le cifre, certo impressionanti, testimoniano comunque solo di un aspetto del problema. Si tratta di comprendere anche le ragioni per le quali nell'arco di circa un secolo i chierici regolari poveri della Madre di Dio assistono ad un'espansione così importante. E buona parte di tali ragioni va senz'altro ricercata nel compiersi di quella mutazione genetica alla quale si è accennato in apertura: soprattutto per opera del giovane e

50. Cfr. E. BONORA, *I conflitti della Controriforma. Santità e obbedienza nell'esperienza religiosa dei primi barnabiti*, Firenze, Le Lettere, 1998, pp. 369-538.

51. I dati sono desunti da G. AUSENDA, *ad v.*, in *Dizionario degli istituti di perfezione*, cit.



FIG. 1. Le case delle Scuole pie nel 1637, secondo l'elenco ufficiale incluso negli Atti del Capitolo Generale di quell'anno. Prima della morte del Calasanzio (1648), vennero fondate le case di Cagliari in Sardegna (1640), di Varsavia in Polonia (1642), di Podolino in territorio ungherese, allora amministrato dalla Polonia (1642), e alcune altre in Italia.

impetuoso preposito generale Carlo Giovanni Pirroni, tra il 1677 e il 1685, l'ordine opta definitivamente per l'accettazione di istituti di istruzione superiore, collegi seminari convitti; quindi per l'insegnamento delle cosiddette scienze maggiori; quindi per l'approfondimento degli studi in settori fino a quel momento trascurati o marginalizzati.

Si sostanzia pertanto di precisi riferimenti la domanda se le Scuole pie settecente-

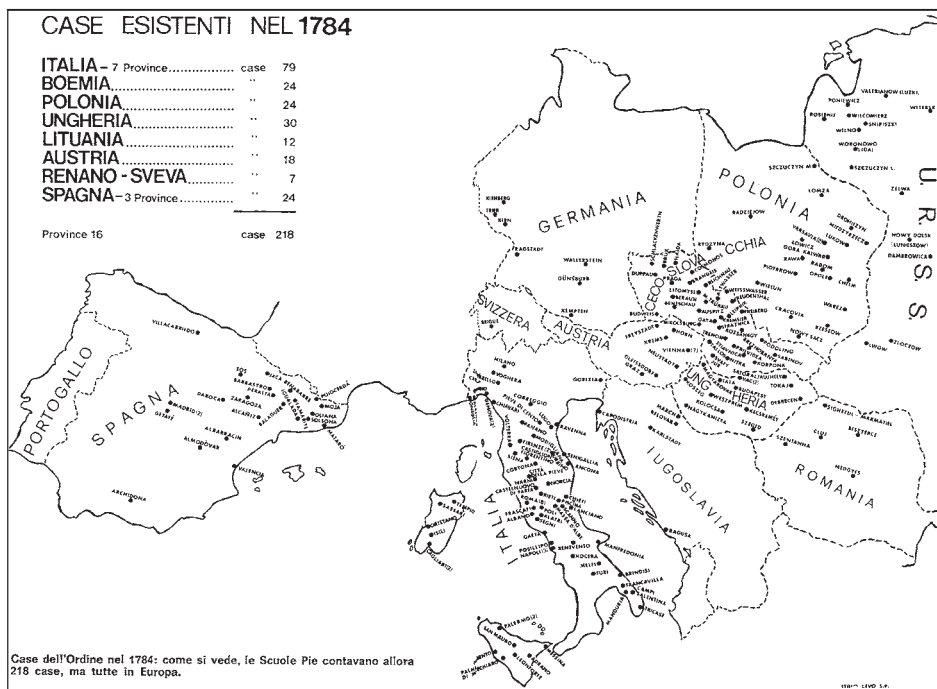


Fig. 2. Case dell'Ordine nel 1784: come si vede, le Scuole pie contavano allora 218 case, ma tutte in Europa.

sche siano state più pirroniane o più calasanziane.<sup>52</sup> È certo che l'opzione in direzione dell'insegnamento superiore fu solo episodica e non fermamente perseguita dal santo fondatore. È altresì altrettanto certo che le circolari emanate da Pirroni, soprattutto quella del 1681, considerata alla stregua di una *ratio studiorum* dell'ordine, non mettono più in discussione tale indirizzo. Non si è altrettanto sicuri del fatto che Pirroni abbia coscientemente perseguito la promozione dell'indirizzo scientifico galileiano, come a posteriori gli studiosi interni all'ordine hanno teso ad accreditare.<sup>53</sup> Le Scuole pie furono senza dubbio un ordine in un certo senso atipico all'interno del panorama del cattolicesimo dell'epoca e le tormentate vicende seicentesche stanno a dimostrarlo. Ma forse una rivalutazione manifesta di Galilei, a pochi decenni dall'abiura, era chiedere troppo ad una congregazione dalle gambe ancora non proprio solide. Certo vi fu, soprattutto nei decenni successivi, un preciso e approfondito interesse nei confronti degli studi scientifici e forse nella prassi scientifica e didattica una ripresa di temi galileiani e senz'altro un'attenzione avvertita e costante al dibattito scientifico a livello europeo. Ma non bisogna scordarsi che tale attenzione, se si vogliono proprio trovare degli antesignani, può ben essere ricondotta tanto a un Galilei quanto, per fare un solo esempio, ad un Alfonso

52. Domanda che ci si pose in un articolo di qualche anno fa, *Un generale alle prese con la riorganizzazione delle Scuole pie: Carlo Giovanni Pirroni e le sue prime quattro circolari 1677-1681*, «Archivum Scholarum Piarum», xx, 1996, pp. 15-44. Ma vedi anche O. TOSTI, *Alle sorgenti: riscoperta del carisma del Calasanzio, luci per le Scuole pie di oggi e domani*, «Archivum Scholarum Piarum», xvi, 1992, pp. 1-94.

53. Lo fa, ad es., L. PICANYOL, *Le Scuole pie e Galileo Galilei*, Roma, 1942, quando scrive che obiettivo di Pirroni fu quello di «rialzare il nome e il prestigio delle Scuole pie con promuovere dappertutto il culto delle scienze e [...] l'indirizzo scientifico galileiano [...] che avrebbe ridato [loro] quella fisionomia e carattere d'universalità nell'insegnamento ottenuti nei tempi del Santo Fondatore», p. 185. Su questo tema, vedi anche I. LEVO, *Galileo e gli Scolopi e l'indirizzo scientifico nelle Scuole Pie dopo Galileo*, «Ricerche - Bollettino degli Scolopi Italiani», VIII, 2, 1988, pp. 129-142; e M. BUCCIANTINI, *Eredità galileiana e politica culturale medicea: il caso degli Scolopi*, «Studi storici», 30, 1989, pp. 379-399.



Borelli, personaggio senz'altro meno scomodo e più presentabile del toscano. Ospite di Pirroni in S. Pantaleo, la casa-madre degli scolopi in Roma, lo scienziato vi compose il suo *De motu animalium*, pubblicato postumo proprio ad opera del preposito generale, ed iniziò allo studio delle matematiche non pochi giovani chierici ivi residenti.<sup>54</sup>

Sotto il profilo strettamente educativo, Pirroni individua pure con estrema chiarezza uno dei punti fondanti e distintivi dell'ordine: la compresenza di due tipologie di alunni, quelli che possono continuare nello studio del latino e dei superiori studi umanistici; e quelli invece che, ad un certo punto del percorso scolastico, possono optare per l'approfondimento dell'abaco e del ben scrivere. Viene così salvaguardato il carisma originario della congregazione, votata all'istruzione delle classi povere, ma anche di quelle dei ceti professionali mercantili artigianali. E si apre definitivamente la possibilità di affiancare ordini già destinati da tempo alla formazione delle classi dirigenti, gesuiti barnabiti somaschi, con l'opzione per gli studi umanistici di livello più elevato. Riconoscimento, se si vuole, di uno *statu quo* sotto il profilo sociale, ma anche adeguamento intelligente ad una più variegata richiesta di istruzione e di educazione rispetto al secolo precedente.

L'arrivo degli scolopi a Capodistria si colloca però sotto le insegne di un nuovo preposito generale, il p. Giovan Francesco Foci, alla guida dell'ordine dal 1692 al 1699. Quindi in altra temperie storico-politica rispetto a Pirroni, soprattutto se si considera la storia veneziana. Ma anche la stessa storia interna dell'ordine. Venezia è proprio in quegli anni impegnata nella guerra per la sottrazione della Morea al Turco, sanzionata definitivamente dalla pace di Carlowitz del 1699: la Morea, alcune isole ionie, fortezze sulla costa dalmata e nell'entroterra, le isole di Egina e Tinos nell'Egeo diventano e in qualche caso ritornano a dirsi veneziane. Il 1699 è anche l'anno della chiamata degli scolopi a Capodistria. Venezia doveva avere tutto l'interesse che in tale città si aprisse un collegio di educazione nel quale poter far affluire i rampolli della nobiltà dimorante nelle zone di nuova conquista. Sull'altro versante, come a suo tempo la Dominante, Capodistria viene individuata dalla Curia generalizia romana delle Scuole pie quale utile punto di contatto, di passaggio e di approdo da e per le case dell'ordine che iniziavano a pullulare nell'Europa asburgica tedesca polacca. È infatti di quegli anni la prima visita compiuta da un preposito generale, Foci appunto, alle case scolopiche dell'Europa centrale. E si colloca in quel decennio l'apertura di una residenza a Vienna, lungamente invano accarezzata già all'epoca del santo fondatore.

Pare però persistere tra i padri il timore che la pregiudiziale antispagnola, pestifera per i loro predecessori, sia operante anche a distanza di ottant'anni dalla prima volta delle Scuole pie in laguna. In verità, la temperie storico-politica non può certo dirsi più la stessa: annebbiato l'idillio veneto-francese, soprattutto a causa dell'impetuosa irruenza di Luigi XIV, non è forse più la Spagna a fare paura. L'astro nascente che preoccupa i Veneziani è piuttosto da vedersi nelle mire espansionistiche degli Asburgo nei Balcani, sanzionate già dalla pace di Carlowitz, che segna il successo personale di Leopoldo I con l'annessione, tra l'altro, di Croazia Slavonia Transilvania. Pungolati a est nei territori di nuova conquista, agitati dalla possibilità che Milano passi a Vienna, i Veneziani temono di trovarsi stretti in una morsa imperiale peggiore di quella cinquecentesca. Naturale quindi che vedano di buon occhio la creazione di un collegio d'educazione in Istria, collegio al quale possano accedere, come in effetti avvenne, anche rampolli della nobiltà austriaca e slava, al fine di *affezionarli* in qualche modo allo Stato in cui sono stati allevati o comunque di non crescerli troppo ostili nei confronti del leone veneziano.<sup>55</sup>

54. Cfr. G. AUSENDA, *ad v.*, in *Dizionario degli istituti di perfezione*, cit., c. 931; e anche L. PICANYOL, *Giovan Alfonso Borelli e il p. Carlo Giovanni delle Scuole Pie. Note e memorie inedite*, Romae, 1933.

55. Sull'importanza dell'Istria come *antemurale* veneziano nell'Europa slava e austriaca vedi le interessanti note di E.

Che i timori dei padri non siano ingiustificati, perlomeno dal loro punto di vista, concorre a dimostrarlo un fatto che si colloca nel 1708, quando si tratta del definitivo stabilimento dell'ordine in città. La casa di Capodistria faceva parte della provincia romana della congregazione, con i conseguenti disagi legati alla difficoltà dei collegamenti. Si agita in quei frangenti a Roma la questione se aggregarla da allora in avanti alla provincia toscana, garantendo maggiore facilità di controllo e di raggiungibilità. Il fatto che a ciò osti l'aver quella provincia case in Lombardia è di per sé significativo: la pregiudiziale antispagnola, ora più in generale antiabsburgica impone scelte caute.<sup>56</sup> I necessari collegamenti e scambi con le residenze lombarde sarebbero immediatamente visti con sospetto e diffidenza da Venezia: meglio continuare con lo *statu quo* attuale, raggiungendo Capodistria via mare da Ancona.

Gli scolopi impiegheranno un trentennio di tentativi dubbi indietreggiamenti per ottenere il riconoscimento ufficiale del loro ingresso nella repubblica: ripercorrerlo testimonia di come, al di là dell'aspetto strettamente storico-educativo, aprire un collegio e chiamare a dirigerlo un ordine religioso coinvolga temi di carattere storico-politico, economico e culturale che aiutano a riempire un quadro spesso oscurato dalla scarsità di fonti sotto altri punti di vista. I rapporti tra centro e periferia, una montante richiesta di istruzione, aspirazioni interessi equilibri di una congregazione religiosa e di una entità statale: davvero intorno ad un'istituzione educativa si possono riuscire a fare più storie perché spesso essa pare porsi come il fulcro di una ragnatela che si costruisce a mano a mano in direzioni plurime e diversificate tra loro.

Fin dall'inizio del Seicento, la comunità di Capodistria aveva tentato di avere un collegio d'educazione: non si tratta della solita scuola comunitativa: quello che i giustinopolitani, o meglio quelli di loro che sono rappresentati nel consiglio cittadino, vogliono è un vero e proprio *seminarium nobilium*, un convitto dove siano allevati i figli dei maggiorenti locali e non solo. E proprio come seminario *laicale* viene sempre citato nei documenti, seminario al quale si affiancherà in prosieguo di tempo quello vescovile di fondazione ecclesiastica. Per lungo tempo, addirittura sino all'arrivo dei Francesi, queste saranno le due uniche istituzioni eroganti un insegnamento superiore in Istria. Il primo tentativo, nel 1613, fallisce di lì a poco: il collegio viene chiuso. Pervicace, la comunità cittadina riesce finalmente nel suo intento una sessantina di anni più tardi, nel 1675. Vengono coinvolte nel finanziamento della neonata istituzione tutte le confraternite laicali e i luoghi pii della provincia, che di rimando potranno godere dell'invio di loro studenti ad istruirsi presso il collegio. Il consiglio bandisce addirittura l'aggregazione al consesso cittadino di due nuove famiglie, purché paghino i 1.200 ducati previsti per la bisogna.<sup>57</sup> Si riesce a trovare anche un direttore dell'istituto: è il somasco Giuseppe Parigini, che vi figura però in veste di semplice maestro, il che significa che la sua congregazione non ottiene di stabilirsi ufficialmente in città (o forse non lo ricerca neppure).<sup>58</sup>

Lo stesso accadrà per circa un decennio ai padri scolopi: la rinuncia del somasco e la difficoltà nel trovare maestri alternativi inducono il consiglio a chiamarli nel 1699. I padri arrivano, si stabiliscono in Capodistria, iniziano ad insegnarvi grammatica umanità retorica, creano una comunità religiosa con un rettore: ma ufficialmente sono semplici

IVETIC, *Funzione strategica e strutture difensive dell'Istria veneta nel Sei-Settecento*, «Archivio Veneto», v s., CXXXI, n. 189, 2000, pp. 77-102; nonché l'imponente opera, dello stesso, *Oltremare. L'Istria nell'ultimo dominio veneto*, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti, Venezia, 2000, alla quale si rimanda per la bibliografia più aggiornata relativa alla parte istriana di questo contributo.

56. Archivio generalizio delle Scuole pie di Roma (da ora in poi AGSP): *Reg. Gen. B 140 (1708-1709)*, lettera 2 giu. 1708, ff. 99-100.

57. Archivio di Stato di Trieste: *Antico archivio municipale di Capodistria [microfilmato da Venezia, Archivio di stato]*, Libri dei Consigli 558, ff. 72v-74r.

58. Ivi, Libri dei Consigli 559, ff. 34 e 36.

maestri, alla stregua di preti secolari, senza l'osservanza claustrale che della vita religiosa è il tratto distintivo. Purtuttavia, persistono, non abbandonano la città, anzi si fanno stimare. Tanto che, qualche anno più tardi, nel 1708, è la città a muoversi al fine di ottenere loro il sospirato riconoscimento ufficiale da Venezia. Del resto, il collegio, o seminario che dir si voglia, è istituzione cittadina, dai maggiorenti locali fortemente voluto, dai proventi dei luoghi pii della provincia sostenuto, da rappresentati del consiglio cittadino controllato ed amministrato.

L'iter dell'inoltro di una richiesta esplicita alla Dominante ha inizio a metà 1708 con il parere favorevole di una «consulta di più di 40» tra i notabili cittadini; seguiranno l'assenso del collegio dei deputati al seminario ed infine quello di tutto il consiglio cittadino, all'interno del quale le Scuole pie avevano sin dall'inizio potuto contare sull'autorevole appoggio di alcune tra le famiglie nobiliari più in vista della città, Gravisi Tarsia Belli e Bruti *in primis*. Insomma, tutta la città, almeno quella rappresentata negli organi amministrativi, tifa per i padri scolopi. Gli ostacoli nascono quando da Capodistria si tratta di passare a Venezia: «tutta la difficoltà consiste nella conferma della Serenissima Signoria, quale ogni volta che da cotesta città e pubblico si faranno premurose suppliche, accompagnate da una buona informazione di cotesto ecc.mo podestà, ho speranza che benignamente darà favorevole rescritto. Noi di qua faremo quanto si aspetta, ma non vorrei che con simili lettere di raccomandazione il negozio si ponesse in gelosia»,<sup>59</sup> scrive il preposito generale Gian Crisostomo Salistri. Lo stile è ben diverso dall'impetuoso e spesso poco avveduto attivismo di Calasanzio ottant'anni prima: *gelosia* sarebbe per i Veneziani mettere in opera troppi attori, siano veneti o romani, meglio lasciar fare ai giustinopolitani, ai loro referenti in laguna e alle aderenze che vantano presso il corpo senatorio.

La proposta del consiglio cittadino è senz'altro allettante per i padri, forse preoccupante per i consessi veneziani: i maggiorenti locali concordano nel cedere in perpetuo alla congregazione il seminario, ovviamente previa autorizzazione da parte di Venezia, con il mantenimento della semplice soprintendenza sulle scuole e sul collegio.<sup>60</sup> I maestri dovranno però essere sempre in numero di quattro, insegnanti dalla grammatica alla filosofia morale. Mentre, quanto agli alunni, oltre alla retta, o *dozzina* come veniva chiamata, di favore per i giustinopolitani e gli abitanti della provincia istriana, il consiglio si riserva il diritto di accogliere o meno gli stranieri, lasciando ai padri la libertà di stabilire l'ammontare della retta nei loro confronti. La situazione è quindi sensibilmente differente rispetto a quella seicentesca: è ora una comunità cittadina veneta a sostenere la richiesta di riconoscimento, non un ordine oscuro e trafficone, senza fissa dimora in laguna, il che induce a ben sperare per l'accoglimento.<sup>61</sup> Non sarà, Salistri ne è conscio, «negotio né di uno, né di due mesi»,<sup>62</sup> ma l'inizio si pone senz'altro sotto migliori auspici rispetto alla volta passata. La città ha infatti investito dell'affare il suo agente in laguna, ma, come già al tempo di Calasanzio, la strada della presentazione di un memoriale in proposito al Pregadi viene sconsigliata: un esito contrario inibirebbe qualsiasi altro tentativo anche per il futuro. L'altra via che la città può percorrere per raggiungere l'obiettivo è quella di delegare due suoi ambasciatori che si presentino direttamente al doge al fine di impetrare la grazia desiderata: ed è percorso che viene suggerito dai padri, ma che per ora non viene perseguito. «Il tempo opportuno per ultimare gli assensi della serenissima regnante non è il presente, e noi lo sappiamo di

59. AGSP: Reg. Gen. B 140 (1708-1709), lettera 11 ago. 1708, f. 298.

60. AGSP: Reg. Prov. 46 B, fasc. 3.

61. «Noi cerchiamo apertura d'affaticar per il prossimo in codesto serenissimo stato, e la città di Capo d'Istria ricerca questo beneficio da noi», sono le parole del preposito generale al rettore del collegio, p. Gregorio di S. Teresa, ivi, lettera 6 ott. 1708, f. 443.

62. Ivi: lettera 1° set. 1708, f. 353v.

certo», è la sconsolata, ma momentanea, chiusa della questione che esce dalla penna di Salistri nell'aprile 1709.<sup>63</sup>

Capodistria ci riprova a distanza di un quinquennio, nel 1714, con il sostegno del podestà locale: la richiesta passa in Collegio, con una maggioranza di 20 voti contro 2 e una balla non sincera. E tutti ricominciano a sperare. Ma una ventina di giorni più tardi, il 19 settembre, posta la questione in Pregadi, si leva il senatore Lorenzo Soranzo, il quale impone una maggioranza di 5/6 per l'approvazione. Vista la mala parata, certi di una sconfitta, si decide di ritirare il memoriale senza sottoporlo a *ballotazione*, «accìò non restasse pregiudicata».<sup>64</sup> Passano altri cinque anni e la città ritorna all'attacco, cercando questa volta di optare per la seconda possibilità intravista dai padri un decennio avanti, quella cioè di impetrare grazia direttamente dal doge. La situazione in questo lasso di tempo si è modificata, per certi versi in meglio, per altri si è fatta se si vuole ancor più ingarbugliata. È mutato il vescovo, dal 1713 Antonio Maria Borromeo che, teatino, subito si serve dei chierici regolari scolopi a pro' della sua diocesi come confessori nei conventi di monache. I padri ottengono un assenso esplicito al loro definitivo stabilimento in città da parte dei cappuccini, dei minori osservanti, dei conventuali e dei domenicani:<sup>65</sup> si tratta di documenti importanti da presentare a corredo della supplica al principe: non ci saranno, è questo il senso dell'operazione, conflitti tra *religioni*, dissidi invidie malversazioni tra ordini religiosi spesso in concorrenza tra loro. Gli scolopi, proprio per il loro particolare carisma ristretto alla sola educazione della gioventù, non destano insomma preoccupazioni specifiche nei confratelli religiosi.

C'è però un nuovo problema che si profila all'orizzonte: quello rappresentato dalla Sacra Congregazione romana dei vescovi e regolari. Se periodicamente, ogni biennio, i padri hanno ottenuto da Roma il permesso di vivere *extra claustro*, è naturale che la situazione non possa prolungarsi all'infinito. Bisogna accedere quanto prima alla creazione di una vera e propria comunità religiosa, il che comporta due elementi caratterizzanti: l'aver una casa e una chiesa. La Congregazione ha sino ad ora risposto affermativamente alle richieste dilatorie dei padri perché giustificate dalla speranza prossima di ottenere dalle autorità veneziane il permesso per un insediamento stabile e conclusivo. Non è però più possibile, il nuovo generale Gregorio Bornò ne è ben conscio, continuare con questo «viver secolaresco», con il pericolo che i suoi da «mercenari» e «preti da vettura» si trasformino in «libertini». La libertà, senza regola, senza vita claustrale, facilmente degenera in libertinaggio e in disubbidienza. Anzi, se i due riconoscimenti, quello veneziano e quello romano, non giungono contemporaneamente, potrebbe profilarsi una discrepanza sotto il profilo giuridico difficilmente districabile: l'ottenimento dell'assenso lagunare senza quello curiale li metterebbe in conflitto con il loro essere religiosi dipendenti da un'autorità sovra-nazionale, quella cattolica apostolica romana appunto; la situazione opposta vedrebbe profilarsi il pericolo di una casa religiosa costituita e approvata da un'autorità esterna (Roma), ma non riconosciuta dal legittimo principe e sovrano del luogo in cui l'ordine si è stabilito. È pericolo di cui si mostra ben consapevole il rettore del collegio, meno il generale Giuseppe Lalli, che del contestato veneziano pare conoscere ben poco: «V. R. è in un falso timore credendo che il Senato debba risentirsi perché noi ricerchiamo l'assenso apostolico, prima di aver ottenuto il suo, poiché l'assenso apostolico non obbliga il principe secolare a mantenerci nel suo stato, ma assicura le nostre coscienze a starvi qualunque volta il principe ci toleri».<sup>66</sup> Nuovamente, l'ingresso ufficiale delle Scuole pie a Venezia diventa «ragion di stato», oggetto di politica non solo interna ma internazionale. Di nuovo si profila una situazione di stallo. I padri, invero, le tentano

63. Ivi: lettera 20 apr. 1709, f. 819.

64. AGSP: Reg. Prov. 46 B, fasc. 3.

65. *Ibidem*.

66. AGSP: Reg. Gen. B 156 (1730-31), lettera 8 lug. 1730, f. 60r.

tutte: nel 1723 cercano di ottenere entrando dalla finestra ciò che non era loro riuscito passando per la porta. Chiedono cioè a Venezia che si conceda loro di avere una chiesa dove poter officiare: non sono del resto loro, benché maestri, anche sacerdoti, anche religiosi? Ottenendo l'assenso per la chiesa, implicitamente Venezia avrebbe riconosciuto la presenza della congregazione in Capodistria e tutto sarebbe stato più semplice. Ma la debolezza dell'*escamotage* non sfugge al preposito generale: «il di lei desiderio dell'assenso del Senato per la chiesa è ottimo, ma non è conseguibile, perché [...] in codesto serenissimo stato viene abbracciato il nostro istituto, ma, essendo religione nuova, io intendo di certo certissimo che non saremo ammessi ad aver chiese». <sup>67</sup> È l'essere *religione nuova* che, di nuovo, costituisce l'ostacolo principale al tranquillo e operoso operare degli scolopi nella Serenissima: una religione nuova, un ordine religioso non riconosciuto per Venezia non esiste, non ha diritti, non può avanzare pretese.

La soluzione: soprassedere, lasciar correre, continuare come prima. I nodi gordiani della controversie giuridiche e giurisdizionali di antico regime non si sciolgono, se non raramente, con un taglio netto; più spesso vale la regola del temporeggiamento, dell'attesa di tempi migliori.

#### GLI SCOLOPI RICONOSCIUTI, 1734

Tempi migliori che si fanno attendere per più di un quindicennio. Ma a inizio anni trenta la situazione risulta anche sensibilmente mutata. Quello degli scolopi è un lento ma inarrestabile cammino verso il raggiungimento dell'obiettivo. D'altronde, non era possibile sperare in un pronto accoglimento, come era successo a metà Cinquecento per gesuiti e somaschi: i tempi sono mutati, le istituzioni più irrigidite, le pratiche, forse, più farraginose. La Serenissima si appoggia, per questioni di questo tipo, come per altre, all'assistenza e al parere dei consultori *in jure*, dall'epoca di Sarpi ascoltati e influenti districatori di garbugli giuridico-amministrativi. <sup>68</sup> È ripercorrendo i loro consulti nell'arco di questo trentennio che ci si rende conto dei problemi sul tappeto, del loro sovrapporsi e dello scioglimento finale. Così come si constata trattarsi, nuovamente, di problemi impicanti temi legati alla *ragion di Stato*. Ration di Stato e ragion di Chiesa trovano, proprio in questo settore, l'ingresso in un'entità politico-amministrativa di nuovi ordini religiosi, un terreno di confronto, a volte aspro, sempre interessante e parlante per lo storico che intenda occuparsene.

Il ruolo di consultori *in jure* viene, forse in onore di fra' Paolo, tradizionalmente assegnato a membri dell'ordine dei Servi di Maria. Gli scolopi, che ben lo sanno, fanno in modo nel 1708 di ingraziarsi simpatie e protezione del consultore dell'epoca, il p. Valsecchi, tramite un servita giustinopolitano. «È di ritorno per Venetia il padre lettore Logniani servita nativo e gentil'huomo di Capo d'Istria, e si è offerto di intromettere l'autorità del p. Valsecchi consultore a nostro pro' appresso la republica. Però V. R. potrà andarlo a riverire, et egli haverà più efficacia che le lettere del generale essendo partialissimo di questo padre», è il suggerimento giunto da Roma al rettore di Capodistria, in quei giorni di stanza a Venezia per seguire l'affare del memoriale. <sup>69</sup>

Ma il primo consulto concernente gli scolopi giustinopolitani risale a quattro anni prima ed esce dalla penna del predecessore di Valsecchi, fra' Celso Viccioni. Si tratta nel 1704 di accondiscendere alla richiesta di preporre al seminario laicale di Capodistria un religioso non nazionale, il p. Claudio di S. Stefano. <sup>70</sup> È la prima volta che le autorità

67. AGSP: Reg. Gen. B 155 (1723-24), lettera 19 giu. 1723, f. 71r.

68. Cfr. A. BARZAZI, *I consultori «in iure»*, in *Storia della cultura veneta*, 5, 1, *Il Settecento*, a cura di G. Arnaldi, M. Pastore Stocchi, Vicenza, Neri Pozza, 1985, pp. 179-199.

69. AGSP: Reg. Gen. B 140 (1708-1709), lettera 8 set. 1708, f. 386.

70. Archivio di Stato di Venezia (da ora in poi ASVe): *Consultori in jure*, b. 88 (Consulti di fra' Celso 1691-1704), consulto n. 104, 1704 12 lug.



veneziane vengono a confrontarsi con la presenza di fatto di una *religione nuova*, quale quella delle Scuole pie, introdotta in un certo senso in modo surrettizio, cioè solo per volontà di una comunità locale e sotto forma di semplici maestri. Viccioni richiama per la verità nel suo parere una lettera senatoria del 9 maggio 1699 al podestà e capitano di Capodistria, in cui si accenna, implicitamente approvandola, alla chiamata di generici altri maestri al posto dei precedenti licenziatisi. Ma e la chiamata dei maestri e la conferma del p. Carlo di S. Pietro, pure lui *foresto*, sono emanazione diretta del consiglio cittadino giustinopolitano, senza alcun intervento esplicito da parte delle autorità lagunari. Il fatto che all'aprirsi del nuovo secolo non si sia ritenuto opportuno chiedere licenza a Venezia per l'insediamento di un religioso non veneto e quattro anni più tardi si sia invece avvertita questa esigenza è chiaro indizio che sia i padri sia la comunità sono intenzionati ad intraprendere la strada del riconoscimento ufficiale della presenza dell'ordine in Capodistria.

Viccioni è però lapidario: «ricordo all'eccellenze vostre che per le pubbliche leggi non si può istituire collegio massime di religiosi senza l'espressa sovrana permissione, siccome non può alcun estero haver superiorità nello stato. Questo senza un special indulto di Vostra Serenità». E termina il suo consulto con due domande retoriche: si può intendere vi sia una tacita approvazione all'introduzione degli scolopi e di un loro collegio in Capodistria in presenza di un silenzio da parte delle istituzioni politiche centrali dello Stato? Tale silenzio sottintende una dispensa dalle leggi che vietano l'assunzione di cariche da parte di religiosi non nazionali senza un esplicito consenso pubblico? Domande che implicano una risposta negativa da parte del consultore e invitano il Senato a considerare con attenzione il protrarsi e il succedersi di situazioni sfuggenti ad una chiarificazione giuridico-legislativa. Ma il Senato deciderà di soprassedere e di non scontentare la comunità giustinopolitana negando l'accesso dello scolopio estero alla direzione del collegio.

Il consulto di fra' Celso pone comunque un preciso problema di carattere sia giuridico che politico, problema che verrà risolto solamente trent'anni più tardi, ma che nell'immediato stimola la comunità locale ad addivenire a quella chiarificazione negata dal potere centrale. Si giunge così alle vicende già ripercorse del primo tentativo di ottenere il riconoscimento nel 1708. Tentativo che produce il secondo consulto in materia, affidato questa volta al p. Valsecchi.<sup>71</sup> Il consultore si mostra più benevolo nei confronti delle Scuole pie, forse anche in virtù delle raccomandazioni ricevute dal confratello. Molto lucidamente, individua i tre problemi che la cessione del seminario giustinopolitano in perpetuo ai padri scolopi implica: primo, l'introduzione nello Stato di una religione nuova; secondo, il passaggio dalla proprietà laica a quella ecclesiastica di un ente, benché possa dirsi luogo pio; terzo, la possibilità che in futuro la congregazione costruisca una nuova chiesa per l'officiatura dei padri. Come corollario, pone sotto considerazione l'utilità di avere in Capodistria un collegio di educazione al fine di «non veder costretti li sudditi a cercar con incommodo l'educatione de propri figli in paesi stranieri, e Dio sa sotto qual disciplina». Si riferisce forse a quella gesuitica, visto che i padri della Compagnia avevano in quelle zone, a poca distanza, ma in territorio asburgico, ben due collegi, a Gorizia e a Trieste? Militano a favore dell'accoglimento della richiesta precise ragioni: l'assenso implicito accordato da Venezia alla loro chiamata dieci anni prima; la buona prova di sé che hanno offerto alla comunità di Capodistria; l'intervento pubblico, più di un quarto di secolo avanti, affinché l'Istria avesse un'istituzione educativa di livello medio-superiore.

«Con tutti questi riflessi, la conclusione è che, essendo questa materia di semplice

71. Asve: *Consultori in jure*, b. 164 (Consulti di f. Valsecchi 1708-1709), consulto n. 62, 1708 19 set.

gratia, non può dipendere che dal puro sovrano regio beneplacito». Valsecchi si mostra disponibile però a determinate condizioni: che l'ente rimanga di pertinenza laicale; che i superiori siano di preferenza sudditi veneti; che, se stranieri, si presentino a Venezia per l'assenso e non possano comunque mantenere la carica per più di un triennio; che per la costruzione della chiesa sia necessario presentare ulteriore richiesta. Infine, che non «si diano ad altre opere che a quelle di far le scuole per cui sono condotti». Ben presente è il carisma dell'ordine e, onde evitare attivismi sospetti in altri ambiti, come era successo ai gesuiti, è importante che nel decreto di pubblico assenso si preveda questa precisa limitazione. Dopodiché, visto che già con i barnabiti a Crema e a Udine si era data risposta affermativa, anche se nel caso di Capodistria si tratta di concessioni forse più ampie, Valsecchi non vede ragioni ulteriori per non acconsentire alla supplica di una comunità fedele e bisognosa. Perlopiù in un periodo, lo si è visto, nel quale anche Venezia ha tutto l'interesse a che un'istituzione di questo tipo possa continuare ad operare in zone di confine e anzi ad estendere la sua influenza e il suo bacino d'utenza a quelle di più recente conquista.

La politica non ha voluto, come si è notato, che neppure in quell'occasione la città e i padri riuscissero a raggiungere il sospirato obiettivo. Passano circa quindici anni di stallo, finché un nuovo tentativo di far breccia produce due consulti di fra' Paolo Celotti, rispettivamente a settembre e a dicembre del 1726, consulti che più ampiamente fanno luce sulla natura della congregazione scolopica, nonché sui problemi giuridici e socio-politici che un accoglimento della richiesta implicherebbe.<sup>72</sup> Sono, i pareri di Celotti, un importante spaccato dei temi che fare politica in materia educativa e religiosa può far venire alla luce; ma rappresentano pure la presa di coscienza che sempre più difficilmente, e siamo ancora negli anni venti del Settecento, lo Stato può continuare a tacere in tali materie.

Dapprima, una sorta di scheda di presentazione della congregazione, come era successo a metà Cinquecento alla Compagnia di Gesù:<sup>73</sup> la fondazione sotto Paolo V, il papa dell'Interdetto; la fondazione da parte di un «nobile aragonese»: terreni scivolosi! Il quarto voto, oltre a quelli di povertà castità obbedienza, un quarto voto però ben diverso da quello gesuitico, implicante la dipendenza diretta dal pontefice romano: qui si tratta di «una particolar cura circa l'erudizione ed ammaestramento de' giovani». E si comincia a risalire la china. Celotti sottolinea poi le sostanziali differenze che distinguono i chierici regolari usciti dalla Controriforma dagli ordini religiosi di più antica fondazione: non hanno officatura di coro; il loro carisma non prevede esplicitamente la predicazione, l'amministrazione dei sacramenti, la cura e l'assistenza spirituale ai malati, così come lo svolgere altre opere di carità. No, il loro compito è strettamente educativo-morale, sono principalmente maestri e alla gioventù si rivolge il loro ministero.

Il fattore precipitante dei consulti celottiani non è più ora solamente la reiterata richiesta della comunità giustinopolitana di apporre un sigillo pubblico alla cessione del seminario alla congregazione. L'urgenza di una decisione in merito è dettata dalla indisponibilità espressa dalla Sacra Congregazione dei vescovi e regolari di concedere ulteriori proroghe alla permanenza *extra claustro* degli scolopi in Capodistria. Ma il pungolo di un'istituzione estera, tanto più se romana, difficilmente può far breccia in laguna. E così avviene che anche questa volta la definizione della questione venga rinviata. Celotti infatti, come del resto i suoi predecessori, considera con estrema lucidità la faccenda: cedere allo stimolo da Roma, porre il proprio sigillo sanzionatorio alla rinnovata supplica della città significa in definitiva permettere l'introduzione di un nuovo ordine religioso nella Serenissima: «non vi ha dubbio che il condescendere alle

72. ASVE: *Consultori in iure*, b. 194 (Consulti di fra' Paolo Celotti 1726), consulto n. 85, 1726 20 set.; e consulto n. 104, 1726 17 dic.

73. Cfr. M. SANGALLI, *Cultura politica e religione*, cit., pp. 13-17.

istanze della città per l'approvazione dell'accennata parte è lo stesso che il permettere l'introduzione di un nuovo ordine regolare nel serenissimo dominio, il che resta proibito dalle leggi dell'ecc.mo Senato senza il regio suo assenso».

La questione non è però così semplice da districare. Ci sono anche ragioni forti che inducono a non deludere le aspettative della città suddita. Quali appunto le cause del silenzio o della flebile voce delle istituzioni lagunari nell'ultimo cinquantennio relativamente a questo tema? Innanzitutto, la necessità di non inibire una domanda locale di istruzione che si avvertiva in maniera prepotente, essendo sprovvista la provincia istriana di istituti di questo tipo. Secondariamente, o forse primariamente, essendo *materia di stato*, l'interesse pubblico a che i figli dei maggiorenti locali non andassero a studiare all'estero. E qui Celotti, ricordando il primo tentativo di creare il collegio negli anni dieci del Seicento, esplicita una preoccupazione che era rimasta nella penna del suo predecessore nel 1708. Ricorda cioè al Senato che all'epoca si vide con particolare favore la realizzazione di questo progetto per un motivo ben preciso. Espulsi da pochi anni gli avversati gesuiti, ma in tal modo diminuita drasticamente l'offerta interna di istruzione superiore, si tentava di attuare una politica educativa, di valore più che altro contingente e momentaneo, affinché collegi di educazione sorgessero nella repubblica anche in assenza della Compagnia, magari affidati ai somaschi, magari sostenuti dalle comunità locali. Affinché, soprattutto, gli studenti «non fossero astretti a portarsi fuori del dominio nei collegi esteri, che in quei tempi furono eretti da' padri gesuiti, uno in Castione, uno in Trieste ed uno in Gorizia nel Friuli, col circondar in tal modo il serenissimo stato di collegi per attrarre i sudditi con quel disservizio del pubblico e privato interesse che ben allora comprese la molta sua prudenza e maturità». Castiglione delle Stiviere nel mantovano, Trieste e Gorizia nei domini imperiali: il timore del fronte absburgico che politicamente tanto condizionava le vicende veneziane si riproponeva anche con questa corona di collegi gesuitici che stringevano come in una morsa i domini veneti e che dai quei domini attraevano numerosi allievi, come i lavori di Gian Paolo Brizzi hanno ampiamente documentato.<sup>74</sup>

È davvero notevole che a più di un secolo di distanza, in condizioni sostanzialmente mutate, Celotti richiami quella situazione ormai lontana. Lontana certo quanto a motivazioni, ché i gesuiti sono tornati da decenni oramai ad operare nella Serenissima ed anche con discreto successo e buon credito. Ma, proprio perché storicizzabile, e da Celotti storicizzata, è situazione atualizzabile. Insomma, il richiamo preciso a quei fatti nel contesto dell'accettazione di un nuovo ordine religioso insegnante all'interno del dominio veneto non può essere stato messo lì a caso. Vuol dire, Celotti, alla classe dirigente veneziana che accettare gli scolopi può significare aprire un nuovo capitolo, alternativo a quello gesuitico, nella storia educativa veneta e veneziana. Individua, Celotti, nelle Scuole pie una congregazione che con qualche speranza di successo può porsi in dialettica e in concorrenza con religiosi mai totalmente ben visti e spesso odiati e avversati, quali furono i padri della Compagnia di Gesù a Venezia. Le Scuole pie, insomma, quale possibile alternativa allo strapotere educativo dei gesuiti. Le Scuole pie, e non i chierici regolari di Somasca o quelli di S. Paolo o barnabiti, perché proprio tra gli anni venti e trenta si consuma il più aspro scontro tra scolopi e gesuiti nelle regioni dell'Europa centro-orientale. Ed è ben possibile che a Celotti qualche eco di questo scontro sia giunta; del resto, il decreto già richiamato di papa Corsini, sanzionante in via definitiva il diritto dei nostri padri ad insegnare le scienze maggiori, è solo di cinque anni posteriore. Così come all'epoca del santo fondatore era risultata deleteria una

74. Vedi G. P. BRIZZI, *La formazione della classe dirigente nel Sei-Settecento: i seminaria nobilium nell'Italia centro-settentrionale*, Bologna, il Mulino, 1976; e *Scuole e collegi nell'antica Provincia Veneta della Compagnia di Gesù (1542-1773)*, in *I gesuiti e Venezia*, cit., pp. 467-511.

precisa scelta politica dell'ordine, a favore dell'appoggio di Renier Zeno e quindi della nobiltà di poche fortune; ora la contrapposizione manifesta alla Compagnia di Gesù può volgersi a vantaggio dell'accoglimento dell'ordine in laguna. Ovvio che i calcoli politici, e lo vedremo, sono solo uno degli aspetti che arricchiscono il quadro piuttosto intricato di queste vicende.

Sta di fatto che fra' Paolo individua tre requisiti per l'accettazione della supplica: la «condizione de' religiosi»; il luogo dove devono essere introdotti; l'utilità del servizio che presteranno ai sudditi veneti. Del primo ha già trattato: ri-sottolinea la faccenda del quarto voto; fa notare che, benché i chierici regolari possano includersi nel novero degli ordini mendicanti, non sono però usi questuare, il che li salva dalle beghe che possono insorgere con ordini, quali i minori e i cappuccini, che invece questa abitudine hanno come parte integrante del loro carisma. Il secondo punto tocca aspetti socio-politici e di strategia educativa: è necessario considerare bene che il seminario laicale giustinopolitano è l'unica istituzione di questo tipo in tutta la provincia, che è quindi essenziale il suo mantenimento, affinché «i poveri [abbiano] modo di studiare e li benestanti non si [portino] fuori del dominio nei seminari esteri circonvicini»; che, infine, in Istria non opera nessun altro ordine religioso insegnante al di fuori degli scolopi. Mantenimento del collegio e accettazione dei padri, pare voler dire Celotti, sono in tale stato di cose strettamente connessi e l'esclusione dell'una può portare all'annichilimento dell'altro e viceversa.

Non pregiudizialmente contrario all'accoglimento delle Scuole pie nella Serenissima, anzi forse più propenso ancora dei suoi predecessori, il servita non si esime però dall'imporre precise condizioni a tale accettazione. E sono pressappoco le stesse poste a suo tempo da Valsecchi: il seminario deve rimanere all'estimo laico; la città deve continuare a mantenersi una sorta di giuspatronato; vi deve essere da parte dei religiosi una sottomissione completa alle leggi venete, sia in occasione di possibili future compravendite di beni immobili, sia in relazione allo spinoso problema dell'arrivo di superiori stranieri in qualità di direttori del collegio.

La documentazione dell'archivio scolopico romano ha un buco proprio per il sessennio di generalato del p. Adolfo Groll, tra il 1724 e il 1730, e quindi non è possibile conoscere quale eco e quali reazioni il consulto di fra' Paolo e il nuovo tentativo condotto congiuntamente con la città di Capodistria abbiano prodotto all'interno dell'ordine. Sono però, questi, anni decisivi per il destino settecentesco della congregazione e non solo (ma anche) nel contesto veneziano. Lo sbocco finale nel riconoscimento ufficiale da parte del Senato veneto è comunque preparato da un concatenarsi di eventi che fa del nostro *casus* storiografico davvero un esempio appropriato di multicausalità.

Già è capitato di far cenno a più o meno confessate preferenze che dal campo strettamente educativo invadono terreni di politica interna e internazionale: le Scuole pie *versus* la Compagnia di Gesù, per intenderci. I due decreti clementini, perché ce ne fu uno anche di qualche anno successivo risolutivo a vantaggio degli scolopi dei contrasti verificatisi tra loro e la Compagnia in quel di Vilnius nell'attuale Lituania, mettono a segno un ulteriore punto a favore dell'ascesa del nuovo ordine in campo europeo. Sono, questi, elementi che ad attenti osservatori delle vicende europee quali furono i Veneziani, non potevano certo sfuggire e dovranno per forza entrare nel novero dei pro e dei contro quando si tratterà seriamente di prendere una decisione in merito alle reiterate suppliche provenienti da Capodistria e da Roma.

Gioca inoltre in misura crescente a favore della congregazione il fatto di essere conosciuta e ri-conosciuta in misura sempre più importante anche nei centri medio-piccoli della Terraferma veneta. Già prima del loro arrivo a Capodistria, i padri avevano ricevuto richieste di aprire scuole o di insediarsi in quelle già esistenti a Treviso Rovigno Veglia, tra gli anni settanta e ottanta del Seicento. Nel primo quarto del nuovo secolo,

si susseguono a ritmo serrato trattative con le comunità di Conegliano Ceneda Feltre Bassano. Ma l'ostacolo maggiore all'accettazione di tanto allettanti profferte risulta proprio essere la difficoltà di ottenere l'approvazione per Capodistria: che ci s'imbarca a fare in nuovi progetti se il primo non riesce ad andare a buon fine, se periodicamente i padri giustinopolitani paion sul punto di far le valigie, se nuovi collegi non faranno che ingarbugliare maggiormente la situazione? Intanto, un fatto nuovo e importante interviene a Capodistria, fatto che arricchisce il quadro multicausale che stiamo cercando di ricomporre. Sulla sedia vescovile giustinopolitana giunge nel 1733, dopo due vescovi entrambi padovani di origine, un prelado nativo, Agostino Bruti. E un prelado appartenente ad una delle famiglie che più fortemente ha voluto l'arrivo degli scolopi, che con più decisione ne ha approvato l'operato, che più si è spesa anche a Venezia per ottenerne il definitivo riconoscimento.<sup>75</sup>

Per la verità, da qualche anno, precisamente dal 1720, le Scuole pie sono riuscite a mettere a segno un altro colpo di non poco momento, assicurandosi la conduzione del neo-eretto seminario vescovile di Torcello a Murano. Un colpo non da poco se si considera che hanno, come si suol dire, preso due piccioni con una fava: la possibilità di ritornare in un certo senso in laguna, non distanti dai gangli dell'ostico potere centrale veneziano; e quella di assicurarsi la protezione di un importante patrizio cittadino, il vescovo Marco Giustiniani, che dell'esaltazione delle glorie della sua famiglia, e soprattutto del finalmente santo – con papa Ottoboni a fine Seicento – Lorenzo Giustiniani, fa uno dei tratti distintivi del suo ultraquarantennale episcopato. Sarà proprio Giustiniani nel 1734 ad offrirsi allo scopo di presentare alle autorità veneziane un memoriale che sostenga la giusta e ormai improcrastinabile pretesa degli scolopi di avere una risposta alle loro richieste e una definizione vivaddio risolutiva della loro posizione nell'ambito della Repubblica veneta. E forse si è mosso a tanto confortato dallo scioglimento, due anni prima, del nodo costituito dalla Congregazione dei vescovi e regolari, che ha in via definitiva e in perpetuo concesso la permanenza dei padri dell'ordine in Capodistria, indipendentemente dall'ottenimento o meno dell'assenso da parte delle autorità veneziane.

«Ho sentito con piacere che [è stato] presentato in Collegio il memoriale di cotesto monsignor vescovo, [e] sia stata data l'incombenza dell'informazione al rever.mo padre Celotti consultore, il che mi fa sperare che possa passar la supplica in detto Collegio prima del termine de' sei mesi dell'eccellentissimo signor procurator Grimani».<sup>76</sup> Non sappiamo con esattezza cosa contenesse quel memoriale. La lettera del padre generale è datata Roma 26 settembre 1734, quando ormai da una ventina di giorni aveva ricevuto notizia che finalmente il tanto sospirato e atteso decreto era passato in Pregadi. Il 4 settembre infatti, viene comunicato al podestà e capitano di Capodistria che il Senato approva la cessione del seminario laicale giustinopolitano alla *religione dei chierici regolari delle scuole pie*, alle condizioni che riprendono alla lettera quelle uscite dalla penna di Celotti nel suo consulto del 1726, consulto che evidentemente egli alla fine ha ritenuto di dover reiterare senza variazioni, se reiterazione c'è stata, come pare alludere il brano riportato della lettera del generale Giuseppe Lalli. Il memoriale di Giustiniani può essere stato presentato a ulteriore conferma della stima riposta nei padri o per faccende riguardanti il suo seminario. Non è poi forse ininfluenza, per completare il *puzzle*, il fatto che tale riconoscimento sia giunto sotto il dogato di Carlo Ruzzini, esperto di questioni orientali per i suoi trascorsi in diplomazia e per i suoi incarichi di plenipotenziario veneto a Carlowitz e Passarowitz, e pertanto maggiormente interessato a

75. È il generale Lalli a riconoscere la benemerita dovuta dal suo ordine alla «Casa Bruti, per la quale principalmente ci troviamo in Capo d'Istria» (ASGP: Reg. Gen. B 158 (1733-34): lettera 20 giu. 1733, f. 250).

76. ASGP: Reg. Gen. B 158 (1733-34), lettera 26 set. 1734, f. 625.



rafforzare la presenza veneziana nelle zone di confine, anche con il sostegno fornito al consolidamento di un'importante istituzione educativa.

Sta di fatto che accettare la cessione significa accondiscendere al riconoscimento ufficiale di un nuovo ordine religioso nel contesto veneto. Le Scuole pie, Capodistria, tutti i sostenitori e simpatizzanti hanno finalmente ottenuto di realizzare il desiderio insoddisfatto dell'aragonese José de Calasanz. Noi abbiamo avuto la possibilità di constatare come un fatto apparentemente relegato nell'ambito di studi di storia educativa o religiosa si intrecci invece con molteplici fattori che abbracciano terreni tra loro anche distanti o comunque non facilmente tangenti. Come le vicende di un'istituzione educativa o quelle di un ordine religioso insegnante possano aiutare a capire più a fondo la storia di un periodo e quanto, dal proiettare l'enorme fascio di luce della Storia, le storie, determinati eventi o concrezioni storiche, risultino maggiormente perspicui e comprensibili.

SERGIO PERINI

TRA RIFORMISMO E CONSERVAZIONE:  
IL RINNOVAMENTO DELLE CORPORAZIONI  
VENEZIANE NEL SECONDO SETTECENTO

1. CONTESTO ECONOMICO E INFLUSSI CULTURALI

LA Repubblica veneta, esclusa dai mercati nordoccidentali, emarginata dall'asse mitteleuropeo a causa dell'accerchiamento asburgico, insidiata negli scali del Mediterraneo orientale, contrastata nello scacchiere balcanico e tallonata nel bacino adriatico da giovani porti 'emuli', nel sec. XVIII assistette all'accentuarsi del secolare processo di regionalizzazione dei suoi commerci, mentre si acuiva lo stato di sofferenza delle branche portanti dell'industria veneziana.<sup>1</sup> Tale parabola involutiva, peraltro comune ad altri Stati minori assediati dal protezionismo delle grandi monarchie, scaturì dall'interazione di fattori concomitanti: la scarsa flessibilità delle strutture aziendali di fronte alla cangiante influenza delle mode e dei gusti coltivati da una clientela sempre più vasta e variegata, il mediocre tasso di produttività, il declassamento di molti articoli, sempre meno adeguati a reggere l'agguerrita concorrenza anglo-francese, contro la quale s'infransero i consunti rimedi protezionistici varati a più riprese dal governo veneto.<sup>2</sup>

Se taluni settori artigianali conservarono seppur a fatica una discreta reputazione, altri, nonostante una cauta apertura all'innovazione tecnologica e le condizioni di favore riservate ai lavoratori esperti immigrati, lamentarono una strisciante stagnazione, foriera di laceranti ripercussioni sul tessuto sociale.<sup>3</sup> L'offuscarsi della funzione mediatrice di Venezia tra Levante e Occidente avrebbe richiesto un massiccio rilancio delle attività di trasformazione, l'agognato recupero di competitività sarebbe stato favorito dalla mobili-

1. Archivio di Stato di Venezia (ASV): *Senato Rettori*, filza (f.) 280, relazione (rel.) conferenza, 7 lug. 1751; f. 292, rel. Savi mercanzia (merc.), 30 giu. 1756; f. 298, rel. inquisitorie (inq.) arti Girolamo Zulian, 27 lug. 1758; f. 301, rel. Savi merc., 7 gen. 1760; f. 310, rel. Savi merc., 26 mar. 1763; f. 321, rel. Savi merc., 17 mag. 1768; f. 361, rel. Savi merc., 31 mar. 1781; *Savi merc.*, serie (s.) I, reg. 43, cc. 19v-20r, 22 mag. 1773; c. 27v, 25 mag. 1771; reg. 190, c. 94r, 20 ago. 1763; reg. 193, c. 169r-v, 30 gen. 1770. Biblioteca Marciana di Venezia (BMV): *Manoscritti italiani (Ms. it.) VII*, 1854 (9530), cc. 47r-53r, 31 mag. 1774; c. 165r, 28 mag. 1768; 1224 (8721), cc. 8v-9r, 13r, 31 dic. 1773; 1855 (9531), c. 14v, 29 mar. 1760. Cfr. G. CAMPOS, *Il commercio esterno veneziano della seconda metà del '700 secondo le statistiche ufficiali*, «Archivio Veneto», s. v, LXVI, 1936, pp. 145-183; pp. 156-182; D. BELTRAMI, *La crisi della marina mercantile veneziana e i provvedimenti del 1736 per fronteggiarla*, «Rivista internazionale di scienze sociali», 50, 1942, pp. 304-318; pp. 305, 308; H. KELLENBENZ, *Le decline de Venise et les relations économiques de Venise avec les marches au Nord des Alpes (XVI-XVIII siècle)*, in *Aspetti e cause della decadenza economica veneziana nel secolo XVII*, Venezia-Roma, 1961, pp. 166-167, 176-179; U. TUCCI, *La marina mercantile veneziana nel Settecento*, «Bollettino dell'istituto per la storia della società e dello Stato veneziano», 2, 1960, pp. 155-200; p. 183; B. CAZZI, *Industria e commercio della Repubblica Veneta nel XVIII secolo*, Milano, 1965, pp. 199-220, 225; R. MANTRAN, *La navigation vénitienne et ses concurrentes en Méditerranée orientale au XVIIIe-XVIIIe siècle*, in *Mediterraneo e Oceano Indiano*, a cura di M. Cortelazzo, Firenze, 1970, p. 387; J. GEORGELIN, *Venise au siècle des lumières*, Paris, 1978, pp. 77-80, 103-105; M. COSTANTINI, *Porto navi e traffici a Venezia. 1700-2000*, Venezia, 2004, pp. 20, 66-74.

2. ASV: *Senato Rettori*, f. 319, rel. deputato fabbriche, 1° apr. 1767; f. 333, rel. Savi merc., 11 dic. 1772; f. 340, rel. Savi merc., 10 giu. 1775; *Savi merc.*, s. I, reg. 182, c. 113v, 30 apr. 1751; reg. 181, c. 212r-v, 31 gen. 1750; reg. 218, c. 12v, 1° dic. 1751; reg. 220, c. 4r, 3 set. 1755; c. 63r, 16 gen. 1756; reg. 44, c. 37r, 29 set. 1772; *Senato Rettori*, f. 323, rel. Savi merc., 21 gen. 1769. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 32-36; R. T. RAPP, *Industria e decadenza economica a Venezia nel XVII secolo*, Roma, 1986, pp. 24-27; P. C. REYNARD, *Manufacturing quality in the pre-industrial age: finding valve in diversity*, «The Economic History Review», 53, 2000, pp. 493-516; COSTANTINI, *Porto*, cit., pp. 17-20.

3. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 188, c. 105r, 29 mar. 1760; reg. 43, cc. 7v-8r, 17 apr. 1773. R. BERVEGLIERI, *Cosmo Scatini e il nero di Venezia*, «Quaderni storici», 18, 52, 1983, pp. 167-179; p. 167; W. PANCIERA, *L'economia: imprenditoria, corporazioni, lavoro*, in *Storia di Venezia*, VIII, *L'ultima fase della Serenissima*, Roma, 1998, pp. 482, 496; W. PANCIERA, *Imprenditori, tecnici e macchine: l'atteggiamento verso l'innovazione nel Settecento veneto*, in *L'area altoadriatica dal riformismo veneziano all'età napoleonica*, a cura di F. Agostini, Venezia, 1998, pp. 137-142; P. LANARO, *I mercati nella Repubblica Veneta. Economie cittadine e stato territoriale (secoli XV-XVIII)*, Venezia, 1999, p. 97.

tazione delle risorse finanziarie e umane.<sup>4</sup> La dilatazione degli investimenti e il progresso tecnologico coinvolgevano, seppur indirettamente, l'organizzazione del lavoro, che a sua volta condizionava i livelli produttivi, influenzando sullo stato di salute della piazza realtina, chiamata a rendersi pressoché impermeabile alle merci straniere e recettiva soltanto per quelle considerate utili.<sup>5</sup> Le vicende internazionali e l'evoluzione dell'economia europea incisero negativamente sullo sviluppo delle manifatture veneziane, che varie magistrature tentarono invano di far risorgere sin dalla metà del Seicento; gli esiti deludenti furono imputati all'impostazione settoriale, tesa al recupero di qualche specifico ramo artigianale senza una strategia di riforma organica.<sup>6</sup> Sulla base di tali svantaggiose premesse «non s'ottenne mai, né si poteva forse ottenere, l'altissimo oggetto di aumentare il più utile cioè l'attivo commercio della nazione coll'introdur l'abbondanza de' prodotti, il conseguente abbassamento de' prezzi e promovendone l'industria prima col maggior possibile sollievo degli artefici e poi col facilitar loro i più interessanti lumi mettendoli infine in una general gara coll'infalibile mezzo de' premi e degli onori».<sup>7</sup>

Quantunque gli sparsi segnali di ripresa infondessero un cauto ottimismo in qualche frangia del patriziato, la tendenza al riflusso imperversava anche in quei comparti che in passato avevano costituito l'ossatura del movimento in uscita dell'emporio realtino, come in particolare il lanificio e il setificio, considerati «vere matrici del popolo».<sup>8</sup> Il primo, con le sue ventitré sottocategorie, non si riscattò dalle condizioni di stentata sopravvivenza, nonostante il concorso di fattori incentivanti.<sup>9</sup> L'inesorabile rallentamento del setificio, che in passato aveva rappresentato il nerbo delle esportazioni, confermò la scarsa elasticità delle proprie strutture produttive, nonostante che l'uso dei drappi di seta, un tempo ristretto ai ceti abbienti, si fosse esteso alle classi medie, attente più al prezzo che alla qualità.<sup>10</sup> Il ferreo protezionismo e l'inasprimento dei metodi repressivi dei traffici clandestini non avevano estinto la propensione dei consumatori verso quei manufatti di discreta fattura piazzati a buon mercato a prescindere dalla loro provenienza; anzi le barriere doganali fomentavano i flussi del contrabbando, i cui margini di profitto erano dilatati proprio dalle eccessive aliquote daziali.<sup>11</sup> Al degrado della lavorazione,

4. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 220, c. 4r, 3 set. 1755; c. 63r-v, 16 gen. 1756; reg. 201, c. 147v, 31 mar. 1781; reg. 42, c. 22r, 14 mag. 1772; *Senato Rettori*, f. 293, rel. Deputazione (Dep.) commercio, 30 ago. 1756; f. 327, rel. Savio terraferma, 20 set. 1770; f. 337, rel. deputato fabbriche Antonio Zulian, 26 apr. 1774; f. 347, rel. *Savi merc.*, 30 ago. 1777; f. 361, rel. *Savi merc.*, 31 mar. 1781. G. TABACCO, *Andrea Tron e la crisi dell'aristocrazia senatoria a Venezia*, Udine, 1980, p. 177; G. SCARABELLO, *Il Settecento, in La Repubblica di Venezia nell'età moderna. Dal 1517 alla fine della Repubblica*, Torino, 1992, p. 615; G. ZALIN, *Dalla bottega alla fabbrica. La fenomenologia industriale nelle province venete tra '500 e '900*, Verona, 1992, pp. 13-16.

5. ASV: *Senato Corti*, f. 335, rel. Andrea Tron, 28 lug. 1769; *Senato Rettori*, f. 257, rel. *Savi merc.*, 15 mar. 1741; *Savi merc.*, s. 1, reg. 202, c. 1v, 28 set. 1781; *Inq. Arti*, b. 9, rel. conferenza, 21 dic. 1773. R. MOLESTI, *Il pensiero economico di Antonio Zanon*, Milano, 1974, p. 62.

6. RAPP, *Industria*, cit., pp. 209-215; S. CIRIACONO, *Manifatture e mestieri in laguna. Equilibri ambientali e sviluppo economico*, in *La laguna di Venezia*, Verona, 1995, pp. 369, 372-373.

7. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. *Illuministi italiani. Riformatori delle antiche repubbliche, dei ducati, dello Stato pontificio e delle isole*, VII, a cura di G. Giarrizzo, G. Torcellan, F. Venturi, Milano-Napoli, 1969, pp. 142-143.

8. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 102v, 26 apr. 1751; reg. 188, c. 104r, 29 mar. 1760; *Inq. arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 39v, 1° set. 1768; *Senato Rettori*, f. 320, rel. deputato fabbriche G. Marcello, 30 apr. 1767; f. 324, dec. Senato, 9 mar. 1769; rel. inq. arti Francesco Morosini, 2 mar. 1769. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 26, 132, 148-149; S. PERINI, *L'“industria” veneta nell'analisi di Antonio Zulian (1774)*, «Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti», CLVII, 1998-1999, pp. 303-330.

9. ASV: *Senato Rettori*, f. 287, rel. Dep. commercio e inq. arti, 24 mag. 1754; f. 337, rel. deputato fabbriche A. Zulian, 26 apr. 1774; *Savi merc.*, s. 1, reg. 43, c. 40v, 25 ago. 1774; reg. 179, c. 185v, 19 lug. 1746; reg. 185, c. 114v, 19 ago. 1756; reg. 219, c. 1r, 25 ago. 1753, c. 54v, 22 mag. 1754; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 105v, 25 ago. 1753. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 35-50. S. CIRIACONO, *Protoindustria, lavoro a domicilio e sviluppo economico nelle campagne venete in epoca moderna*, «Quaderni storici», 18, 52, 1983, pp. 57-80; pp. 73-74; W. PANCIERA, *L'arte matrice. I lanifici della Repubblica di Venezia nei secoli XVII e XVIII*, Treviso, 1996, pp. 60-66, 224, 231-232; L. PEZZOLO, *L'economia*, in *Storia di Venezia*, VII, *La Venezia barocca*, Roma, 1997, pp. 383-384.

10. ASV: *Senato Rettori*, f. 279, rel. conferenza, 26 apr. 1751; f. 302, rel. *Savi merc.*, 29 mar. 1760; f. 337, rel. A. Zulian, 26 apr. 1774; f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; f. 349, rel. inq. arti F. Morosini, 12 mar. 1771; *Inq. Arti*, b. 80, rel. capi ufficio seta, 25 giu. 1781; rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781; b. 5, reg. 1762-1766, c. 12r, 15 dic. 1761; *Savi merc.*, s. 1, reg. 43, c. 43r-v, 1° set. 1774; reg. 172, c. 29r, 1° apr. 1713, c. 270v, 23 giu. 1724; reg. 38, c. 3v, 9 mar. 1769. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 116-117; B. CAZZI, *Storia dell'industria italiana dal XVIII secolo ai giorni nostri*, Torino, 1965, pp. 78-80; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 524.

11. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 32-33, 116; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., p. 62.

imputato al dilagare di manodopera dal basso profilo professionale tra cui agiva una larga rappresentanza femminile,<sup>12</sup> si aggiungeva l'elevato costo del lavoro conseguente all'imperversare del caro vita nonché alla pressione fiscale nella duplice versione delle imposte personali e degli oneri richiesti dagli uffici corporativi.<sup>13</sup>

Non diversa si profilò la sorte di altri comparti minori dell'artigianato locale. Le telerie in lino e canapa si attestarono su rendimenti accettabili, ma senza dischiudere prospettive di solido sviluppo.<sup>14</sup> La fabbricazione di calze a telaio soffrì per una sequenza di rallentamenti, innescati dal diffondersi di impianti abusivi in terraferma nonché dalle importazioni clandestine di articoli simili.<sup>15</sup> Alla generale recessione non rimase immune il saponificio, che scontò un'ininterrotta emarginazione dai mercati esteri, dove nel corso del primo Settecento lo smercio aveva subito un calo pari a due terzi della media secentesca.<sup>16</sup> Tale processo involutivo rimarcò l'inerzia comune a molte aziende veneziane nell'adottare strategie di largo respiro, cui si preferivano sporadici espedienti di breve efficacia.<sup>17</sup> I fatturati delle cererie erano scesi a livelli modesti a causa delle fluttuazioni accusate soprattutto dalle piazze levantine.<sup>18</sup> L'editoria, pur investita da intermittenti recuperi, si mantenne ad uno stadio generale di gran lunga inferiore rispetto alla produzione dell'età aurea.<sup>19</sup> L'industria vetraria, oltre a soffrire sia per la penuria di capitali sia per la contrazione della domanda estera attratta dalla concorrenza boema e cinese, attraversò una lunga fase recessiva.<sup>20</sup> Altre manifatture di minore rilevanza languivano a causa della debole flessibilità di fronte ad un mercato internazionale in rapida evoluzione.<sup>21</sup> Vistose carenze tecniche contribuivano al ritardo dell'industria veneziana, appena lambita da un modesto ammodernamento dei macchinari, per cui le aziende non riuscivano a ridurre i tempi di lavorazione; si lamentava una timida apertura verso nuove tecniche, per le quali mancavano figure qualificate.<sup>22</sup>

12. Nel 1769 nel setificio lavoravano 712 tessitori, di cui 295 capimastri, 377 lavoranti e una quarantina di garzoni; la maggior parte dei primi si dedicava ad altri mestieri, lasciando lavorare ai telai le rispettive mogli e figlie inesperte, la cui lavorazione a volte risultava di qualità inferiore (ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 49v, 2 mar. 1769). Cfr. W. PANCIERA, *Emarginazione femminile tra politica salariale e modelli di organizzazione del lavoro nell'industria tessile veneta nel XVIII secolo*, in *La donna nell'economia. Secc. XIII-XVIII*, Prato, 1990, pp. 593-596; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., pp. 228-229.

13. ASV: *Senato Rettori*, f. 337, rel. deputato fabbriche A. Zulian, 26 apr. 1774. S. PERINI, *Riforme veneziane tra economia e finanza nel secondo Settecento*, «Studi Veneziani», n.s., XLVI, 2003, pp. 185-229; p. 191.

14. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 217, c. 252v, 26 feb. 1750; reg. 43, c. 5v, 12 mar. 1774. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 167-169; G. GULLINO, *Jacopo Linussio, Nicolò Tron ed una possibile manovra di politica economica agli inizi della protoindustria veneta*, in *Chiesa, società e Stato a Venezia. Miscellanea di studi in onore di Silvio Tramontin*, a cura di B. Bertoli, Venezia, 1994, p. 200; G. GANZER, *La fabbrica Linussio, "colosso dell'industria" nel Settecento*, «Archivio Veneto», s. v, CXX, n. 168, 1989, pp. 67-82; R. BERVEGLIERI, *La produzione di manifatture tessili non laniere a Venezia*, in *Tessuti nel Veneto. Venezia e la Terraferma*, a cura di G. Ericani, P. Frattaroli, Verona, 1993.

15. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 193, c. 96v, 30 ago. 1769. GEORGELIN, *Venise*, cit., pp. 160-161.

16. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 187, cc. 83v-84r, 4 ago. 1759; reg. 212, c. 1v, 8 lug. 1715. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 148-150.

17. ASV: *Inq. Arti*, b. 15, rel. Dep. mercantile, 1° nov. 1799. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 507; W. PANCIERA, *Fiducia e affari nella società veneziana del Settecento*, Padova, 2000, pp. 136-138.

18. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 196, c. 40v, 11 mar. 1773; BMV: *Ms. it. VII*, 1854 (9530), c. 347r, 20 set. 1760. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 151-152.

19. ASV: *Senato Rettori*, f. 358, rel. Riformatori Studio di Padova, 30 lug. 1780; f. 360, rel. 18 set. 1781. M. BERENGO, *La società veneta alla fine del Settecento. Ricerche storiche*, Firenze, 1956, p. 53; M. BERENGO, *La crisi dell'arte della stampa veneziana: fine secolo XVIII*, in *Studi in onore di A. Saporiti*, Milano, 1957, pp. 1324-1337; CAZZI, *Industria*, cit., p. 133; GEORGELIN, *Venise*, cit., pp. 174-175; I. MATTOZZI, *"Mondo del libro" e decadenza a Venezia (1570-1730)*, «Quaderni storici», 24, n. 72, 1989, pp. 743-786; M. INFELISE, *L'editoria veneziana nel '700*, Milano, 1991, pp. 330, 338; SCARABELLO, *Il Settecento*, p. 619; M. ZORZI, *La stampa, la circolazione del libro*, in *Storia di Venezia*, VIII, cit., p. 830; P. PRETO, *Le riforme*, in *Storia di Venezia*, VIII, cit., pp. 124-125.

20. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1762-71, c. 50r, mag. 1767; b. 6, reg. 1766-1771, c. 1r, 17 gen. 1767; *Senato Rettori*, f. 316, rel. 1766; *Savi merc.*, s. I, reg. 196, c. 40v, 11 mar. 1773. S. MOLIN, *Sull'arte vetraria*, Venezia, 1863; A. ERRERA, *Storia dell'economia politica ne' secoli XVII e XVIII negli stati della Repubblica Veneta corredata da documenti inediti*, Venezia, 1870, p. 267; A. GASPARETTO, *Les relations entre Venise et la Bohème dans l'industrie du verre du début XVIII<sup>e</sup> siècle*, in *Annales de l'Association internationale pour l'histoire du verre*, Liège, 1972, pp. 163-176; CAZZI, *Industria*, cit., pp. 35, 134-147; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 618; R. BAROVIER MENTASSI, *La vetraria veneziana*, in *Storia di Venezia. L'arte*, Roma, 1995, pp. 900, 902; PANCIERA, *Imprenditori*, cit., p. 138.

21. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 41r, 23 mar. 1754; *Senato Rettori*, f. 317, rel. Gabriele Marcello, 30 apr. 1767. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 132-133.

22. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 7, reg. 1795-1796, rel. Antonio Boldù, 24 feb. 1797. PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., p. 226; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 506.

Gli sforzi del governo tesi ad adeguare l'economia veneta alle profonde trasformazioni in atto nel panorama settecentesco non confluirono in un piano organico di rinnovamento, che esulava dagli schemi culturali della classe dirigente, abbarbicata ai rigidi principi del mercantilismo classico, che, nell'assegnare la priorità assoluta alla bilancia commerciale, consentiva anche elargizioni secondo l'arcaica forma del privilegio.<sup>23</sup> La conquista dei mercati esteri imponeva il rigoroso contenimento delle spese di produzione, fra le quali incideva in misura determinante il costo del lavoro, che, oltre a porsi in stretta relazione coi tempi di esercizio, condizionava la dislocazione geografica degli opifici.<sup>24</sup> Si stava imponendo l'idea che fosse più conveniente installare le nuove unità aziendali presso laboriose comunità montane o rurali, «lontane da quelle infinite distrazioni e divertimenti», nei quali amava sovente intrattenersi la popolazione della Dominante, dove, oltre all'inevitabile innalzamento delle retribuzioni innescato dal caro-vita, la protezione corporativa instillava nelle maestranze un corrosivo spirito d'insubordinazione, che invece era affatto estraneo alle remissive genti di provincia.<sup>25</sup> Nonostante il perdurare di condizioni avverse, alla capitale lagunare, per antica consuetudine, era riservata l'esclusiva di alcune manifatture in grado di assorbire manodopera generica, allo scopo di «risarcirla dei disagi della sua posizione».<sup>26</sup> Nei domini continentali stavano germinando le prime esperienze di concentrazione delle maestranze, pur nell'irta transizione dalla protoindustria domestica, saldamente integrata con l'economia rurale, alle incipienti forme di gestione capitalistica.<sup>27</sup> Verso la fine del secolo alcuni mestieri di media rilevanza stavano languendo in Venezia, mentre fiorivano in terraferma, a testimonianza dei ritmi differenziati che cadenzarono lo sviluppo economico dei due ambiti.<sup>28</sup> Fin dal primo Settecento nei circoli mercantili e presso talune frange

23. ASV: *Senato Rettori*, f. 335, rel. conferenza, 21 dic. 1773 e f. 347, rel. Savi merc., 30 ago. 1777; *Savi merc.*, s. 1, reg. 43, cc. 7v-8r, 17 apr. 1773. BMV, Ms. it. VII, 2094 (9152), c. 56r, 1° set. 1770. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 7, 10-11; P. BRAUNSTEIN, *A propos de l'Adriatique entre le XVI et le XVIII siècle*, «Annales ESC», 26, 1971, pp. 1270-1278; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., pp. 174-175; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., p. 243.

24. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 4r-v, 18 apr. 1772; c. 36r-v, 15 mar. 1773; *Savi merc.*, s. 1, reg. 218, c. 190v, 12 gen. 1753; reg. 220, c. 4r, 3 set. 1755; *Senato Rettori*, f. 327, rel. Savio terraferma, 20 lug. 1770. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 152.

25. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 20r, 18 apr. 1772; *Savi merc.*, s. 1, reg. 220, c. 11r, 3 set. 1755; *Senato Rettori*, f. 337, rel. deputato fabbriche A. Zulian, 26 apr. 1774; *Inq. Arti*, b. 9, rel. 1773. BCV: Ms. Cicogna, b. 1480, c. 109. *Illuministi italiani*, cit. VII, p. 227. A. ERRERA, *Storia e statistica delle industrie venete e accenni al loro futuro*, Venezia, 1870; P. DI SAVINO, *Protezionismo veneziano e manifattura e commercio dei tessuti serici a Vicenza nel XVIII secolo*, «Studi Veneziani», n.s., XVII, 1989, pp. 89-116; L. DAL PANE, *Storia del lavoro dagli inizi del sec. XVIII al 1915*, Milano, 1958, p. 60; BERENGO, *La società veneta*, cit., pp. 57, 62; CAZZI, *Industria*, cit., pp. 9, 66, 175; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., p. 63; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., p. 227; IDEM, *Imprenditori*, cit., pp. 137, 139.

26. ASV: *Senato Rettori*, f. 323, rel. Savi merc., 10 set. 1768; f. 324, rel. Savi merc., 5 set. 1769; *Savi merc.*, s. 1, reg. 192, c. 80v, 10 set. 1768; reg. 193, c. 128r, 11 set. 1769. BCV: Ms. P. D., b. 167 c, rel. Dep. arti, 20 mar. 1773. CAZZI, *Industria*, cit., p. 25; G. L. FONTANA, *Industrializzazione e de-industrializzazione nella terraferma veneta: il tessile tra Sette e Ottocento*, in *L'area*, cit., p. 158.

27. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 180, c. 118v, 11 set. 1747; reg. 191, c. 185r, 13 mag. 1767; *Senato Rettori*, f. 314, rel. 9 feb. 1765; f. 326, rel. Gabriele Marcello, 7 ago. 1769; f. 325, rel. Girolamo Gradenigo, 7 ago. 1769; f. 411bis, censimento lanifici, 1785. Cfr. A. LIZIER, *Dottrine e problemi economici del secolo XVIII nella vita politica e negli scrittori veneti del tempo*, «Ateneo Veneto», 123, 1932, pp. 301-336; p. 334; C. PONI, *All'origine del sistema di fabbrica: tecnologia e organizzazione produttiva dei mulini da seta nell'Italia settentrionale (Sec. XVII-XVIII)*, «Rivista Storica Italiana», 88, 1976, pp. 444-497; pp. 469-471, 496; G. MANTESE, *L'arte della lana e della seta nella ripresa economica vicentina del secolo XVIII*, Vicenza, 1977; M. INFELISE, *Le cartiere Remondini nel Settecento*, «Archivio Veneto», s. v, CIX, n. 146, 1978, pp. 5-31; P. JEANNIN, *La proto-industrialisation: développement ou impasse?*, «Annales ESC», 35, 1980, pp. 52-65; G. ZALIN, *Seguendo le relazioni dei rettori. Manifatture e politica industriale nella Lombardia veneta*, in *Venezia e la Terraferma attraverso le relazioni dei rettori*, a cura di A. Tagliaferri, Milano, 1984, pp. 531-546; P. BERTOLI, *Come nacque nel '700 la fabbrica veneta*, «Industria Vicentina», 3, 1984, pp. 26-30; S. CIRIACONO, *Industria rurale e strutture feudali nella terraferma veneta tra Sei e Settecento*, in *La rifederalizzazione nei secoli dell'età moderna: mito o problema storiografico?*, a cura di G. Borelli, Verona, 1986, pp. 71-80; S. CIRIACONO, *Venise et ses villes. Structuration et déstructuration d'un marché régional. XVI-XVIII siècle*, «Revue Historique», 276, 1986, pp. 287-307; W. PANCIERA, *Manufatti industriali in ambiente rurale tra età moderna e prima industrializzazione*, in *Archeologia industriale nel Veneto*, Venezia, 1990, p. 79; M. KULCZYKOWSKI, *Le travail de manufacture dans les familles paysannes au XVIII siècle*, in *Forme ed evoluzione del lavoro in Europa: XIII-XVIII secc.*, a cura di A. Guarducci, Firenze, 1991, pp. 280, 282; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 620; A. BERNA, *La manifattura serica a Valdobbiadene (1646-1877)*, «Studi Veneziani», n.s., XXXVII, 1999, pp. 265-317.

28. Eloquente si rivelò il caso dei «coroneri», che, pur contando nel 1781 su un fatturato di 24.000 ducati e una forza lavoro di 200 unità, furono superati nel confronto con le aziende friulane, capaci di coprire la quota maggiore delle



del patriziato si era manifestato un vivo interesse per le novità tecniche, anche se le applicazioni su vasta scala trovarono utile realizzazione solo nelle province venete, dove persino alcuni nobili facoltosi non disdegnarono investire discreti capitali in produzioni industriali.<sup>29</sup> Anche nell'appartato ambiente veneto fece breccia la tendenza, comune ai più illuminati governi europei, ad accogliere scoperte scientifiche e innovazioni tecnologiche, utili per potenziare la produttività lasciando ampia libertà di valorizzazione alle sane energie dei sudditi nonché di stranieri volenterosi e intraprendenti.<sup>30</sup> era ormai alle porte il sistema di fabbrica, destinato a soppiantare l'arcaico ordinamento corporativo e la tradizionale manifattura decentrata sul territorio rurale.<sup>31</sup> Il serrato confronto tra i rapidi progressi delle industrie europee, ma anche i segnali di dinamismo provenienti da alcune località periferiche, e la diffusa stagnazione di molte manifatture veneziane indussero i magistrati ad enucleare le differenze più evidenti e sostanziali tra i due contesti socio-economici. Gli stabilimenti che formavano l'ossatura delle manifatture continentali erano perlopiù sorti in aree periferiche della fascia pedemontana,<sup>32</sup> dove gli operai erano vincolati ad una disciplina più rigida, le vertenze concernenti i rapporti di lavoro venivano risolte in maniera rapida senza l'interferenza delle corporazioni, la produttività aveva registrato un incremento grazie alla soppressione delle festività infrasettimanali con conseguente dilatazione dei tempi utili.<sup>33</sup>

Nonostante questi fermenti, sconcerto e amarezza destava l'assenza di taluni rami d'industria, pur persistendo una sostenuta domanda interna nonché una discreta produzione di specifiche materie prime. A questa lacuna, imputata per concorde giudizio alla carenza di manodopera preparata a lavorare con i nuovi impianti tessili, concorreva anche l'eccessiva cautela che tratteneva facoltosi affaristi dal rischiare le proprie sostanze in attività richiedenti l'apporto di un'alta quota di lavoro femminile, sfruttato su larga scala solo nei periodi di carestia. D'altra parte in seno al mondo rurale si dovevano rispettare delicati equilibri senza sacrificare il potenziamento del settore primario, condizione necessaria per alleviare la dipendenza dalle importazioni di commestibili e materie prime, che erano indispensabili per gli stessi settori di trasformazione.<sup>34</sup>

La nascita di accademie d'agricoltura nelle province suddite, sotto l'influsso della

esportazioni. (ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, cc. 139v-140r, 23 mar. 1781). Cfr. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 38, 61; G. GULLINO, *Venezia e il Veneto alla vigilia del 1797*, «Archivio Veneto», s. v, CXXVII, n. 182, 1997, pp. 181-196.

29. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 28, 36, 62-63; BERVEGLIERI, *Cosimo Scatini*, cit., p. 167; F. VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, Udine, 1980, p. 33; IDEM, *Settecento riformatore*, v, *L'Italia dei lumi. La Repubblica di Venezia (1761-1797)*, Torino, 1990, pp. 37-39; GANZER, *La fabbrica Linussio*, cit., pp. 77-82; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 482, 484; PANCIERA, *Imprenditori*, cit., pp. 137-139; I. MATTOZZI, *Investimenti aristocratici nelle cartiere venete: che ruolo nella espansione produttiva*, in *Produzione e commercio della carta e del libro. Sec. XIII-XVIII*, a cura di S. Cavaciocchi, Firenze, 1992, pp. 270-278.

30. ASV: *Inq. Stato*, b. 904, rel. Antonio Zanon, 12 gen. 1761; *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772. R. BERVEGLIERI, *Inventori stranieri a Venezia (1475-1788). Importazione di tecnologia ed emigrazione di tecnici, artigiani, inventori. Repertorio*, Venezia, 1995.

31. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 83-85; BERENGO, *La società veneta*, cit., pp. 53-54; H. KELLENBENZ, *L'organizzazione della produzione industriale*, in *Storia economica Cambridge*, v, *Economia e società in Europa nell'età moderna*, a cura di E. E. Rich, Ch. Wilson, Torino, 1978, pp. 542-544; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., pp. 304, 310; G. BORELLI, *Tra corporazioni e protoindustria in Italia in età moderna*, «Nuova Rivista Storica», 76, 1992, pp. 135-144.

32. ASV: *Senato Rettori*, f. 302, memoriale, 11 set. 1756. S. ROMANIN, *Storia documentata di Venezia*, VIII, Venezia, 1975, pp. 312-318; CAZZI, *Industria*, cit., pp. 74-83; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., pp. 106-117, 163; A. FANFANI, *Il mancato rinnovamento economico*, in *Storia della civiltà veneziana. Dall'età barocca all'Italia contemporanea*, a cura di V. Branca, Firenze, 1979, p. 136; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 115; PANCIERA, *Manufatti*, cit., p. 79; P. BERTOLI, E. GHIOTTO, *La fabbrica di panni alti di Nicolò Tron a Schio. Nota di storia e archeologia industriale*, Schio, 1985, pp. 13-14; W. PANCIERA, *Verso la crisi: i lanifici della Repubblica veneziana dalla fine del Settecento alla Restaurazione*, in *Veneto e Lombardia tra rivoluzione giacobina ed età napoleonica. Economia, territorio, istituzioni*, a cura di G. L. Fontana, A. Lazzarini, Bari, 1992, pp. 246-249; L. MORASSI, *La produzione tessile in Friuli*, in *Veneto e Lombardia*, cit., pp. 315-341; ZALIN, *Dalla bottega*, cit., pp. 93-151; FONTANA, *Industrializzazione*, cit., p. 169.

33. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 183, c. 151r, 5 feb. 1753; *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, cc. 35v-37r, 15 mar. 1773. BERENGO, *La società veneta*, cit., pp. 49, 53, 55, 57; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 57, 78; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 108.

34. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 4r, 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 148, 150. L. DAL PANE, *Il tramonto delle corporazioni in Italia (secoli XVIII e XIX)*, Milano, 1962, pp. 85-86; CAZZI, *Industria*, cit., p. 26; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 88, 90.

corrente fisiocratica,<sup>35</sup> non aveva suscitato un moto analogo nella Dominante, patria di una nutrita schiera di proprietari terrieri e sede prestigiosa per imprimere vasta risonanza agli eventi di spessore politico-culturale.<sup>36</sup> Agli studi sul risanamento del sistema economico della Repubblica marciana, a partire dagli anni settanta, offrì apprezzabili contributi una composita rappresentanza del mondo intellettuale, impegnato nella ricerca di teorie più raffinate rispetto alla monolitica eredità del mercantilismo,<sup>37</sup> secondo il quale la mancanza di risorse naturali e il rarefarsi della manodopera impegnata nella produzione di beni derivati condannavano ineluttabilmente una società alla miseria.<sup>38</sup> Gli economisti veneti non si distinsero per l'originalità delle intuizioni, ma attinsero con acuto discernimento alla cultura europea, in particolare nordatlantica, nel tentativo di adeguare le conquiste della coeva economia politica al peculiare contesto veneziano, dove le manifatture rivestivano un ruolo fondamentale.<sup>39</sup>

Nella letteratura economica dell'Italia settecentesca il problema delle corporazioni non fu in genere esaminato in se stesso, ma perlopiù venne inserito in vaste prospettive economiche, nelle quali s'intrecciavano argomenti finanziari e tematiche commerciali, questioni monetarie e aspetti tecnici.<sup>40</sup> Prevalsa infatti l'idea organicistica di nazione, per cui le affezioni di una parte provocavano inevitabili ripercussioni sul resto del corpo sociale.<sup>41</sup> Di conseguenza lo sviluppo del secondario non poteva prescindere dall'ordinamento corporativo, che da secoli imprimeva forma compiuta all'organizzazione del

35. M. PETROCCHI, *Il tramonto della Repubblica di Venezia e l'assolutismo illuminato*, Venezia, 1950, pp. 149-153; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 59-62, 84; D. BONO, *La riflessione economica: dai problemi dell'agricoltura e della moneta all'economia come un tutto*, in *Storia della cultura veneta. Il Settecento*, Vicenza, 1986, pp. 412-413; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 151-153; G. REBUFFA, *Il contributo della fisiocrazia alla formazione della nozione di imprenditore*, in *La formazione storica del diritto moderno in Europa*, Firenze, 1977, pp. 1354-1358; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 64-70, 292; PRETO, *Le riforme* cit., p. 116; G. GULLINO, *Venezia e le campagne*, in *Storia di Venezia*, VIII, cit., p. 674.

36. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 4r, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Angelo Falier, 1° apr. 1773. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 222; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 295; G. GULLINO, *Educazione, formazione, istruzione*, in *Storia di Venezia*, VIII, cit., pp. 787, 790; B. DOOLEY, *Accademie scientifiche venete nel Settecento*, «Studi Veneziani», n.s., XLV, 2003, pp. 91-106; p. 102.

37. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Angelo Falier, 1° apr. 1773. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 90, 306; A. FANFANI, *Mercantilismo e fisiocrazia*, in *Nuove questioni di storia moderna*, Milano, 1964, pp. 849-853; G. TORCELLAN, *Settecento veneto e altri scritti*, Torino, 1969, p. 304; P. PRETO, *Due recenti scritti sull'economia veneta nel Settecento*, «Critica Storica», 13, 3, 1976, pp. 580-584; p. 581; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 46-47, 51, 54, 86, 92, 115-116; P. DEL NEGRO, *L'«Economia nazionale» di Giammaria Ortes*, in *Veneto e Lombardia tra rivoluzione giacobina ed età napoleonica. Economia, territorio, istituzioni*, a cura di G. L. Fontana, A. Lazzarini, Bari, 1992, pp. 492-499; D. PARISI, P. L. PORTA, *Il pensiero economico di Giammaria Ortes nel quadro del dibattito italiano contemporaneo*, in *Giammaria Ortes*, cit., pp. 234-241.

38. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 4r, 18 apr. 1772; *Savi merc.*, s. I, reg. 196, c. 135r, 21 dic. 1773; reg. 218, c. 25v, 16 dic. 1751; reg. 227, rel. Savi merc., 31 mar. 1781; *Inq. Arti*, b. 8, reg. 1723-1796: 1773. LIZIER, *Dottrine*, cit., pp. 302-304; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 83; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 484-485.

39. ASV: *Senato Rettori*, f. 268 rel. Dep. commercio, 31 mar. 1745; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Angelo Falier, 1° apr. 1773. BMV: Ms. it. VI, 400 (6197), rel. del commercio della Gran Bretagna. Cfr. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 84-87, 175-178, 184-196; G. TORCELLAN, *Settecento veneto e altri scritti*, Torino, 1969, pp. 182, 267; F. PIVA, *Cultura francese e censura a Venezia nel secondo Settecento*, Venezia, 1973, pp. 203-205; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 41, 46-48, 56-57, 110-113; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 69-71, 186; G. BERTOZZO, *La censura veneta al tramonto della Repubblica*, «Archivio Veneto», s. v, CIII, 1974, pp. 93-115; pp. 96, 102; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., v, p. 62; G. SCARABELLO, *Caratteri e funzioni socio-politiche dell'associazionismo a Venezia sotto la Repubblica*, in *Scuole di arti, mestieri e devozione a Venezia*, a cura di S. Gramigna, A. Perissa, Venezia, 1981, p. 7; G. AUZZAS, *Gallomania e anglomania*, in *Storia della cultura veneta. Il Settecento*, Vicenza, 1985; F. VECCHIATO, *L'Europa nel pensiero dei riformatori veneziani*, in *Venezia e l'Europa. Soldati, mercanti e riformatori*, a cura di M. Parolini, S. Noto, F. Vecchiato, Verona, 1994.

40. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 2r-v, 19 mag. 1773. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 142, 143, 147; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 280; IDEM, *Il tramonto*, cit., p. 35; PRETO, *Le riforme*, cit., pp. 108, 119; LIZIER, *Dottrine*, cit., pp. 321-326; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 92-96; U. TUCCI, *L'avventura orientale del tallero veneziano nel XVIII secolo*, «Archivio Veneto», s. v, CX, 148, 1979, pp. 71-130; pp. 80-81, 120; BONO, *La riflessione economica*, cit., pp. 422-427; U. TUCCI, *Mercanti, navi, monete nel Cinquecento veneziano*, Bologna, 1981, pp. 276-283; P. DEL NEGRO, *Donà Nicolò*, in *Dizionario Biografico degli Italiani (DBI)*, p. 788; F. VENTURI, *Settecento riformatore*, I, *Da Muratori a Beccaria*, Torino, 1998, pp. 443-445, 456-462, 509-516; R. MOLESTI, *Moneta e credito negli economisti veneti del '700*, in *Credito e sviluppo economico in Italia dal medio evo all'età contemporanea*, Verona, 1998, pp. 421-429; U. TUCCI, *Problemi monetari della terraferma veneta nel Settecento*, in *Tempi, uomini ed eventi di storia veneta. Studi in onore di Federico Seneca*, Rovigo, 2004, p. 374.

41. In una relazione del 1767 si asserì che «il corpo politico è alligato ad una catena che lo fa dipender nella sua armonia dal concerto reciproco del tutto insieme; tutto rialza a proporzione e se una parte discapita a fronte dell'altra, sarebbe sul fatto scomposta quell'armonia in grazia della quale sussiste» (ASV: *Senato Rettori*, f. 318, rel. 18 mag. 1767; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 15v, 16 apr. 1774; c. 4v, 27 ago. 1773).

lavoro, disciplinandone ritmi e tecniche.<sup>42</sup> Il tema dell'artigianato era parimenti trattato in stretta relazione con lo stato del settore primario nelle sue dimensioni fondamentali (agricoltura e pesca), il cui rafforzamento era concepito come premessa necessaria per un proficuo sviluppo industriale.<sup>43</sup> Quanto fosse vivo e attuale il problema delle associazioni di mestiere trovò conferma nella partecipazione al concorso indetto dalla Società agraria veronese nel 1789, dove prevalse la tesi della conservazione delle associazioni di mestiere in virtù della loro funzione sociale.<sup>44</sup> L'eco di quella rassegna di studi e ricerche investì pure gli ambienti lagunari, suscitando un vivo interesse presso taluni esponenti del patriziato, in seno al quale rimaneva saldamente radicata la convinzione che le arti rivestissero un ruolo indispensabile per l'ordinato svolgimento della vita economica e sociale della Serenissima.<sup>45</sup>

Le voci più stimate della cultura veneta riuscirono ad indicare alcune linee di fondo, cui si sarebbe ispirata almeno in parte l'azione del governo, sollecitato a superare le riduttive categorie inerenti all'antica eredità economica per aprirsi a prospettive di potenziamento dei fattori produttivi. Alla base dell'impostazione di Francesco Grisellini, assunto a paladino del rinnovamento economico veneziano sull'onda dei progressi compiuti dalle manifatture continentali, agiva un retaggio di idee mutate perlopiù dal mercantilismo classico; infatti all'apice della struttura economica poneva l'agricoltura, cui dovevano accompagnarsi una vasta produzione ad avanzata tecnologia e un commercio dinamico, da finanziarsi con le eccedenze della rendita fondiaria; allo Stato spettava il compito di proteggere le attività di trasformazione, rimuovendo gli ostacoli di natura giuridica e organizzativa, che frenavano il naturale adeguamento della produzione alla domanda attraverso l'emulazione e la libera concorrenza, considerate le forze motrici del progresso industriale, mentre giudicava esaurita la portata storica del privilegio, prassi esiziale per l'iniziativa personale.<sup>46</sup> Anche Francesco Mengotti poneva come condizione preliminare la libera concorrenza, unico fattore naturale di regolazione dei prezzi ed efficace incentivo al progresso tecnico e organizzativo.<sup>47</sup> Antonio Zanon propugnava una crescita armoniosa dell'economia nazionale senza dover ricollocare il baricentro nelle manifatture rivolte ai mercati esteri, pur assegnando ad esse un ruolo notevole nella determinazione della gerarchia delle nazioni potenti; tale assunto, suffragato dalla stessa storia veneziana, avallava l'imperativo categorico dell'abbattimento dei costi di materie prime e lavoro.<sup>48</sup> Gian Maria Ortes, senza discriminare una forma economica

42. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 209; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., pp. 13-14.

43. PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 65-67, 133, 140; G. TORCELLAN, *Una figura della Venezia settecentesca: Andrea Memmo. Ricerche sulla crisi dell'aristocrazia veneziana*, Venezia-Roma, 1963, p. 87; D. BELTRAMI, *La penetrazione economica dei Veneziani in Terraferma. Forze di lavoro e proprietà fondiaria nelle campagne venete dei secoli XVII e XVIII*, Venezia-Roma, 1961; A. VENTURA, *Considerazioni sull'agricoltura veneta e sulla accumulazione originaria del capitale nei secoli XVI e XVII*, «Studi storici», 9, 1968, pp. 674-722; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 48, 121-122; R. ZAGO, *I Nicolotti. Storia di una comunità di pescatori a Venezia nell'età moderna*, Abano Terme, 1982, p. 198; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 116-117.

44. Luigi Torri evidenziò le implicanze negative di uno scioglimento acritico delle corporazioni; gli fecero eco le osservazioni di Giuseppe Marogna; Agostino Vivorio denunciò la scarsa sensibilità del governo per le problematiche dell'artigianato, arroccato in un sistema cristallizzato, che non consentiva il libero dispiegarsi delle doti individuali, pur riconoscendo alle corporazioni il valore di fattori stabilizzanti; Massimo Marachio ribadì l'opportunità di preservarle soprattutto per la loro valenza pedagogica. Cfr. LIZIER, *Dottrine*, cit., p. 316; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 276; IDEM, *Il tramonto*, cit., p. 27; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 105-108; F. VENTURI, *Il concorso veronese sulle corporazioni (1789-1792)*, «Rivista Storica Italiana», 100, 1988, pp. 528-558; pp. 534-557; IDEM, *Settecento riformatore*, cit., pp. 313-314.

45. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 50; VENTURI, *Il concorso veronese*, cit., pp. 528, 549; G. GALLETI, *Nicolò Tron e l'uso del «calcolo aritmetico-politico» nella Venezia di metà Settecento*, «Studi Veneziani», n.s., XVI, 1988, pp. 261-296; pp. 269, 283.

46. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 148, 151-156; TORCELLAN, *Politica e cultura*, cit., pp. 498-503; TORCELLAN, *Settecento veneto*, cit., pp. 192-193, 251, 308-312; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 46-48, 117-118; P. PRETO, *L'illuminismo veneto*, in *Storia della cultura veneta. Il Settecento*, Vicenza, 1985, p. 30; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 52, 54; PRETO, *Le riforme*, cit., pp. 110-111.

47. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 180-186; LIZIER, *Dottrine*, cit., p. 309; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 88-91; BONO, *La riflessione economica*, cit., p. 419.

48. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 192-201; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 61-64; TORCELLAN, *Settecento veneto*, cit., p. 208; R. MOLESTI, *Antonio Zanon, la dinamica della popolazione e l'economia veneta del '700*, in *La teoria della popolazione prima*

rispetto alle altre, identificava proprio il lavoro con la ricchezza nazionale, misurata sul rapporto tra fabbisogno complessivo e produzione, che a loro volta costituivano variabili dipendenti dall'entità demografica.<sup>49</sup> Questi autorevoli contributi, modulati su teoremi che si richiamavano a vicenda, attestarono l'attiva partecipazione del ceto intellettuale al generale processo di rinnovamento culturale, permeato da un'insolita fiducia nel dispiegamento delle energie insite nella compagine sociale.<sup>50</sup>

## 2. EREDITÀ STORICA E FUNZIONI DELLE ARTI

Intorno alla metà del Settecento nella capitale lagunare risultavano attive 132 corporazioni in rappresentanza di tutti i mestieri disseminati all'interno del circuito urbano.<sup>51</sup> Nel 1773 ne furono annoverate 142 con 28.472 iscritti,<sup>52</sup> ma un decennio dopo erano diminuite a 119;<sup>53</sup> al volgere dell'ultima stagione riformistica, il mondo del lavoro, dotato di una forza complessiva di 31.664 unità, si articolava in 114 arti, di cui 38 di libera iscrizione, 19 chiuse e 57 aperte sulla base del requisito dell'apprendistato.<sup>54</sup> Il censimento del 1773 si pose ad un livello più articolato rispetto alle precedenti ricognizioni anagrafiche, dalle quali esulavano i dati relativi al patrimonio produttivo delle singole aziende e lo stato finanziario delle associazioni. Ma nonostante il proposito di tracciare un quadro esaustivo del mondo del lavoro, il perdurare di un'ampia discrezionalità nelle rilevazioni e l'eterogenea configurazione dei diversi rami economici preclusero una fedele descrizione della massa degli occupati.<sup>55</sup> Di conseguenza il panorama desumibile dal nuovo censimento si riscattò solo in parte dalla predominante approssimazione già lamentata

di Malthus, a cura di G. Gioli, Milano, 1974; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 69, 73-74; BONO, *La riflessione economica*, cit., p. 416; P. DEL NEGRO, *Politica e cultura nella Venezia di metà Settecento*, «Comunità», 36, 182, 1982, pp. 404-420; P. DEL NEGRO, *Emo Alvise*, in *DBI*, cit., pp. 618-619; G. GULLINO, *Erizzo Nicolò*, in *DBI*, cit., p. 190; P. DEL NEGRO, *Appunti sul patriziato veneziano, la cultura e la politica della ricerca scientifica nel secondo Settecento*, in *La specola dell'Università di Padova*, Brugine, 1986; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 41-44; IDEM, *Settecento riformatore*, cit., pp. 46-47.

49. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 33-34; E. CUSIN, *Economia pura, capitalismo e vita morale nel pensiero di Giammaria Ortes*, «Atti Università di Trieste», 5, 1933, pp. 19-129; pp. 51-54, 67-68, 76; LIZIER, *Dottrine*, cit., p. 311; D. BELTRAMI, *La composizione economica e professionale della popolazione di Venezia nei secoli XVII e XVIII*, «Giornale degli economisti e annali di economia», 1-4, 1951, p. 163; G. TORCELLAN, *Un economista settecentesco: Giammaria Ortes*, «Rivista Storica Italiana», 75, 1963, pp. 728-777, pp. 753-756; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 109-111; TORCELLAN, *Settecento veneto*, cit., pp. 102, 140; BONO, *La riflessione economica*, cit., pp. 430-432; P. DEL NEGRO, *L'Economia nazionale di Giammaria Ortes*, in *Veneto e Lombardia*, cit., p. 497; D. PARISI, P. L. PORTA, *Il pensiero economico di Giammaria Ortes nel quadro del dibattito italiano contemporaneo*, in *Giammaria Ortes*, cit., pp. 234-248; D. BONO, *Giammaria Ortes e la fondazione dell'economia teoretica*, in *Giammaria Ortes*, cit., pp. 222-229; T. MACCABEI, E. MORATO, *Il "bisognevole" e il "superfluo": occupazioni e distribuzione della ricchezza in Giammaria Ortes*, «Quaderni storici», 35, 105, 2000, pp. 731-766; pp. 739, 743.

50. F. ALGAROTTI, *Saggio sopra il commercio*, Milano, 1803; ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 306-308; LIZIER, *Dottrine*, cit., p. 329; PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., p. 68; BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 134; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 278; G. TORCELLAN, *Politica e cultura nella Venezia del '700*, «Bollettino dell'istituto per la storia della società e dello Stato veneziano», 8, 1966, pp. 493-513; pp. 496, 511; PRETO, *L'illuminismo veneto*, cit., pp. 30-31; IDEM, *Le riforme*, cit., pp. 84, 100, 107; P. DEL NEGRO, *Giammaria Ortes, il patriziato e la politica di Venezia*, in *Giammaria Ortes*, cit., pp. 136, 141, 151.

51. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Milizia da mar*, b. 454, censimento. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 191; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 68.

52. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, censimento arti, 1773; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. BMV: Ms. it. VII, 1570 (9539), censimento arti, 1773; 1840 (9603), censimento arti, 1773. BCV: Ms. P.D., b. 503 C, rel. 1773. Cfr. M. COSTANTINI, *L'albero della libertà economica. Il processo di scioglimento delle corporazioni veneziane*, Venezia, 1987, p. 29; TUCCI, *Carriere popolari e dinastie di mestiere a Venezia*, in *Gerarchie economiche e gerarchie sociali. Secoli XII-XVIII*, a cura di A. Guarducci, Firenze, 1990, p. 835; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 493, 524.

53. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1781-1790, rel. Andrea Tron, 5 mag. 1783; b. 8, reg. scritture, rel. inq. arti e Milizia da mar, 5 mag. 1783. BMV: Ms. it. VII, 1570 (9539), Stato delle arti, 1773; 1840 (9602), Stato delle arti, 1773. BCV: Ms. P.D., vol. 503 C, Stato delle arti, 1773.

54. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. inq. arti Piero Barbarigo, 17 mar. 1787; b. 2, Ragionamento sopra le arti, c. 2. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 76, 574-576; COSTANTINI, *L'albero*, cit., pp. 29, 34-38; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 499; S. PERINI, *La popolazione attiva di Venezia alla fine del Settecento*, «Studi Veneziani», n.s., XXXII, 1996, pp. 223-228.

55. L'inattendibilità dei registri di esercenti e salariati si ergeva ad ostacolo insormontabile per i necessari riscontri: omissioni frequenti, casi di cumulo di mestieri da parte del medesimo individuo, esoneri dal garzonato rendevano virtuali i dati in possesso dei responsabili (ASV: *Inq. Arti*, b. 8, reg. 1723-96, rel. Dep. arti, 27 ago. 1773). Cfr. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., pp. 220-221.

nelle precedenti ricognizioni anagrafiche,<sup>56</sup> in particolare quelle espletate nel 1766-70, limitate alle classi dei capimastri e lavoranti senza tenere in considerazione il lavoro sommerso di una massa composita di operai e manovali, cui si affiancava una nutrita rappresentanza femminile, che prestava la propria opera in precarie condizioni, acuite dalla sperequazione salariale.<sup>57</sup>

La classificazione che andò consolidandosi nel sec. XVIII condusse, muovendo dalla distinzione fondamentale sancita nel 1720 (vittuarie, merci, manifatture), alla ripartizione tra associazioni di manifatture, di vendita e di servizio.<sup>58</sup> A questa si affiancò una suddivisione ispirata ai criteri propri dell'analisi commerciale, che stabiliva la gerarchia interna sulla base dell'incidenza dei mestieri nelle esportazioni: industria, commestibili, consumo.<sup>59</sup> L'evoluzione dei criteri descrittivi rifletteva l'affinarsi della sensibilità della classe dirigente verso le problematiche socio-economiche alla luce delle sollecitazioni della cultura moderna. Il binomio fabbricatori e venditori, proposto a metà Settecento in maniera eccessivamente semplificata, fu in breve volger di tempo sostituito con una diversa distribuzione delle arti poste sotto la giurisdizione senatoriale riferendola al capitale impegnato nelle aziende: semplice attività manuale, capitale, miste di industria e capitali.<sup>60</sup> Questa soluzione, però, si rivelò troppo avanzata rispetto alla stagnante realtà veneziana e negli anni settanta fu riesumata la tradizionale bipartizione tra eserciziannonari e attività artigianali.<sup>61</sup> All'indomani della caduta della Serenissima, questa base classificatoria si ramificò in cinque settori: vittuaria, artigianato, consumo interno, manifatture per l'esportazione, servizi e professioni liberali.<sup>62</sup>

56. ISCRITTI ALLE ARTI DI VENEZIA (Fonte: D. BELTRAMI, *Storia della popolazione di Venezia dalla fine del secolo XVI alla caduta della Repubblica*, Padova, 1954, p. 211).

Settore	1762	1773	1797
Annona	6071	6254	6252
Tessile	8487	9867	10320
Metallurgia	2217	2404	1708
Cuoierie	4982	1840	1392
Editoria e carta	845	1030	699
Edilizia	1309	798	820
Cantieristica navale	4218	4032	4407
Arti	3161	1927	2146
Servizi	1845	2035	2657
Trasporti	2328	1828	1683
Totali	35373	33025	31664

57. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 74, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 26 apr. 1751. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 77, 134-135, 165-167, 562-566.

58. ASV: *Inq. Arti*, b. 8, reg. 1723-1796, rel. Savi merc., 5 gen. 1720.

59. Nel 1767 furono raccolte sotto la categoria dell'industria trentasei mestieri: boccaleri, battioro alemanni, bossolieri, barbieri e parrucchieri, conciacurami, cassellieri, coroneri, calcineri, cimadori di panni, cortelleri, cappotteri, mercanti da olio, dipintori, filacanevi, intagliatori, mercanti di vino, muratori, fabbri, falegnami, orefici, pessamaneri, pettenieri, peltrieri, remeri, sarti, scorzeri, pittori, suonatori, tintori, tagliapietra, tessitori da tela, tessitoria da fustagni, tira e battioro, tappezzeri, varoteri, vazineri. Le undici arti di commestibili furono le seguenti: speziali da grosso, acquavita, casaroli, frittoleri, fruttaroli, gallineri, luganegheri, mandoleri, pistrineri, salumieri, scaletteri. Le quindici corporazioni di consumo risultarono le seguenti: tamiseri, calzolari, botteri, barillieri, cesteri, carboneri, fornai, fiorai, linaioi, portatori di vino, stramazzeri, stioreri, terrazzieri, fenestrari, artotini. Complessivamente le arti sotto la giurisdizione del Senato risultarono 62 (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, rel. conferenza, 28 set. 1767).

60. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. scritture, c. 79r, 13 mar. 1759. SAGREDO, *Sulle consortherie*, cit., p. 198; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 79; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 32.

61. BMV: *Ms. it. VII, 1570 (9539)*, Stato delle arti, 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 99; SCARABELLO, *Aspetti e funzioni*, cit., p. 6; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 493; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 17.

62. Dal censimento veneziano del 1797 risultò la seguente composizione del mondo del lavoro (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti, censimento del 1797):

- arti di vittuaria (4.863): 246 bastioneri, 414 biavaroli, 197 casaroli, 123 compravendi pesce, 165 forneri, 144 frittoleri, 1217 fruattorali, 446 gallineri, 64 lasagneri, 684 luganegheri, 42 mercanti da vino, 144 mandoleri, 58 ortolani, 155 osti, 52 pestrineri, 310 pistori, 230 salumieri, 172 scaletteri;

- arti manifattrici di consumo (7.317): 216 botteri, 630 calafati dell'arsenale, 966 calegheri e zavatteri, 263 dipintori, 135 fenestreri, 58 guacortellini, 800 marangoni dell'arsenal, 380 mureri, 852 parrucchieri e barbieri, 176 remeri, 477 segatori, 204 segatori



Sotto il profilo sociale gli statuti sancivano la natura delle rispettive arti definendole chiuse, semiaperte o aperte nei confronti delle maestranze estere, essendo le prime riservate esclusivamente ai nativi, che invece nelle seconde condividevano tale privilegio con i sudditi extraurbani, mentre in alcune associazioni artigianali potevano iscriversi anche lavoratori immigrati da paesi stranieri.<sup>63</sup> Tali criteri di selezione fondati sul requisito etnico furono più volte ribaditi dal legislatore per garantire alla popolazione residente una congrua base di autonoma sussistenza mediante il proprio lavoro.<sup>64</sup>

Il processo di specializzazione tecnico-professionale risalente al basso Medioevo era proseguito di pari passo con la formazione di «corpi regolari, diretti da leggi di filiazione, di garzonato, di lavorenza e di capomaestranza».<sup>65</sup> Siffatta evoluzione aveva obbedito a finalità di natura diversa: la tutela dei livelli qualitativi, il controllo dei prezzi e del reclutamento di manodopera, la prevenzione contro i monopoli e le incette soprattutto dei generi di prima necessità, il regolare prelievo fiscale da attività redditizie, la sicurezza di tramandare alle giovani generazioni specifiche conoscenze professionali.<sup>66</sup> La corporazione era vista dai confratelli come un baluardo eretto contro gli assalti della concorrenza, le spinte innovatrici o eversive, gli attacchi di altre associazioni affini tese alla ricerca di nuovi spazi di mercato. Il lavoratore si sentiva inserito in una rete protettiva rispettata, senza la quale sarebbe stato posto alla mercé delle fluttuazioni del mercato nonché dello sfruttamento di avidi affaristi.<sup>67</sup>

Denominatore comune a tutte le arti si configurava la triade delle relazioni che ne determinavano le scelte operative: la subordinazione ai poteri costituiti, il manifestarsi al resto della popolazione intesa come insieme di consumatori, il concepire i propri soci alla stregua di attivi interlocutori.<sup>68</sup> Sotto il profilo prettamente economico, gli addentellati concernevano la variegata gamma dei consumi interni e le aziende artigianali rivolte ai mercati esteri. Infatti, secondo l'ottica condivisa dalla classe dominante e dal ceto

dell'arsenale, 151 stramazzeri, 165 tagliapietra, 147 terrazzeri, 63 barillieri, 76 boccaleri, 195, bossolieri e tornidori, 92 bolzeri, 30 burchieri da stiore, 32 cappotteri, 149 cassellieri, 45 cesteri, 38 fioreri, 628 fabbri e caldereri, 15 manganeri, 31 pegolotti, 265 squerolari, 17 tamiseri, 21 taglieri;

- arti manifattrici di consumo e commercio (16.436): 749 acquavita e caffettieri, 25 battioro alemanni, 38 beretteri, 102 battioro stagnoli, 542 lanieri, 148 cappelleri, 193 coroneri, 110 conciacurami, 67 cortelleri e spaderi, 13 drappieri e revendini, 101 fabbricatori di calze, 63 filatoi, 379 filacanevi, 35 intagliatori, 474 librai da stampa, 71 ligadori di libri, 154 libreri da conti, 169 lainaioli, 1281 marangoni da città, 160 mercanti telaroli, 492 merceri, 11 mercanti da legname, 625 orefici e gioiellieri, 94 passamaneri, 28 peltresi e stagneri, 66 pettineri da testa, 78 postieri da olio, 7 fabbricatori di sapone, 103 mercanti di olio e sapone, 7165 tesseri setaioli, 130 speziali medicinali, 45 scorzeri, 246 speziali da grosso, 147 strazzaroli, 186 tesseri da tela, 117 tesseri da fustagni, 146 tintori, 117 tira e battioro, 69 varotteri, 499 fornaseri da vetro, 131 margariteri, 500 specchieri, 560 perleri;

- arti di meccanismo (1.456): 127 acquareoli, 5 bastazi in fondato dei Tedeschi, 24 bastazi in dogana da mar, 6 bastazi in dogana da terra, 288 burchieri di rovinazzi, 400 burchieri da legna, 35 carboneri, 22 crivelladori da biave, 36 fornaseri da pietre, 32 ligadori e balladori di comun, 3 ligadori da fondato, 54 sabbioneri, 21 sagomadori da olio, 42 semolini, 21 travasadori da olio, 340 travasadori e portatori di vino;

- professioni diverse (1.592): 135 locandieri, 53 chirurghi, 850 gastaldia di S. Nicolò e S. Angelo, 26 orologiai, 8 scultori, 220 senseri ordinari, 300 suonatori.

63. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773; *Senato Terra*, f. 2569, rel. Dep. arti, 31 mar. 1773. COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 23; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 495.

64. In virtù del decreto senatoriale del 16 marzo 1771 furono dichiarate di libero ingresso le seguenti corporazioni: boccaleri, battioro alemanni, bossolieri, barbieri e parrucchieri, conciacurami, cassellieri, coroneri, calcineri, cimadori di panni, cortelleri, cappotteri, mercanti di olio, dipintori, filacanevi, intagliatori, mercanti di vino, muratori, fabbri, falegnami, orefici, passamaneri, petteneri, peltreteri, remeri, sarti, scrozeri, pittori, suonatori, tintori, tagliapietra, telaioli, fustagneri, tira e battioro, tappezzeri, varotteri, vazineri (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Piano e osservazioni, dec. Senato, 2 nov. 1787).

65. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 257.

66. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. SAGREDO, *Sulle consorteerie*, cit., p. 202; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 82; IDEM, *Storia del lavoro*, cit., pp. 253-255, 257; CAZZI, *Industria*, cit., p. 11; M. F. TIEPOLO, *Mestieri e Arti a Venezia. 1173-1806. Mostra documentaria*, Venezia, 1987, pp. 20-21; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 621.

67. ASV: *Inq. Arti*, b. 74, rel. M. A. Dolfin, 26 apr. 1751; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 78; F. VECCHIATO, *Tensioni sociali nelle corporazioni di Venezia a fine Settecento*, «Studi Storici L. Simeoni», 41, 1991, pp. 275-307: p. 291; L. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri a Venezia tra Seicento e Settecento*, Venezia, 1998, p. 97; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 493, 495.

68. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 3v, 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 206; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 136; PERINI, *Riforme veneziane*, cit., p. 194.

artigianale, rappresentavano elementi insostituibili nel generale meccanismo economico della capitale marciana in virtù della loro storica polifunzionalità, dalla quale scaturivano molteplici implicanze con la società civile, l'ambiente clericale e le istituzioni statali.<sup>69</sup> Pur non essendo sorrette da strategie programmatiche di ampio respiro, svolgevano servizi di varia natura, cui faceva riscontro il riferimento a diverse magistrature: agivano come elementi mediatori tra domanda e offerta, rallentando processi di squilibrio tra forza lavoro ed esigenze del mercato; operavano come centri di formazione professionale; esercitavano un potere disciplinare nei confronti dei rispettivi soci, vagliando la qualità della produzione; vantavano un profilo politico in virtù del riconoscimento pubblico dei propri meccanismi di rappresentanza interna; funzionavano come enti collettori delle imposte personali e dei gravami su talune merci; erano utilizzate dal governo come canali di divulgazione degli ordini superiori; tenevano desta la coscienza civica; arginavano le prevaricazioni dei ceti facoltosi nei riguardi degli strati inferiori; praticavano una sorta di assistenza sociale suppletiva delle istituzioni statali; concorrevano all'elevazione spirituale dei confratelli mediante i periodici richiami alle virtù cristiane e l'animazione liturgica.<sup>70</sup>

Lo Stato riconosceva la valenza politica dell'ordinamento corporativo secondo lo schema forgiato da una secolare dialettica. La vita interna delle arti, la loro struttura e la forma di corpi distinti suggellata da antica tradizione – quasi si fosse trattato di minuscole repubbliche – infondevano un senso di partecipazione alla vita della collettività che, se da un lato estingueva velleità eversive, dall'altro esaltava la convinzione di concorrere in maniera distinta alla vita dello Stato, convalidando il sentimento di mutua appartenenza.<sup>71</sup> Nell'immaginario collettivo il regime corporativo aveva generato l'illusione di un intangibile spazio di potere, che, integrandosi legittimamente nella compagine statale, appagava l'aspirazione degli strati inferiori alla formazione della volontà generale. L'universo delle «fraglie», che conciliava il principio di rappresentanza con una versione attenuata e settoriale di democrazia, rifletteva, secondo un'armonica e simbolica simmetria, i criteri di temporaneità e collegialità che informavano le istituzioni statali, configurando un equilibrato bilanciamento di attribuzioni e doveri suggellati da rigidi rapporti gerarchici. Sulla base di questa eredità storico-istituzionale, il calcolo politico, teso alla salvaguardia della pace sociale, sospingeva la classe dominante a preservare gelosamente quella parvenza di potere, lasciando inalterata la sfera di autonomia, piegata a garanzia della stabilità e coesione interna.<sup>72</sup> Infatti la tranquillità sociale e il sereno trascorrere della vita pubblica, senza che in seno al popolo allignassero corrosivi senti-

69. Le finalità che legittimavano l'esistenza delle corporazioni d'industria erano «l'educazione, l'impiego e la sussistenza di una parte del popolo, l'impiego, la circolazione del dinaro con probabilità di un onesto profitto, il comodo e il pronto servizio degli abitanti nella varietà e pubblicità de' negozi, la decenza della città e finalmente le contribuzioni all'erario» (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti). Cfr. A. MANNO, *I mestieri di Venezia. Storia, arte e devozione delle corporazioni dal XIII al XVIII secolo*, Cittadella, 1995.

70. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, vol. arti 1797, c. 10v; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773; b. 9, riassunto delle scritture, 1773; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, cc. 3v, 12r, 18 apr. 1772; reg. 1773-1776, c. 1v, 31 mar. 1773; *Senato Terra*, f. 2569, dec. Senato, 2 apr. 1773; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. BGV: Ms. P.D., b. 167 C, rel. Dep. arti, 20 mar. 1773. BMV: Ms. it. VII, 1852 (9528), c. 305r, 26 ago. 1748. M. MARACHIO, *Istituto di tenere in corpi le arti riguardato nelle sue teorie e nelle sue forme*, Venezia, 1794; TORCELLAN, *Una figura*, cit., pp. 78-79; G. GULLINO, *La politica scolastica veneziana nell'età delle riforme*, Venezia, 1973, p. 43; B. PULLAN, *Natura e carattere delle scuole*, in *Le scuole di Venezia*, a cura di T. Pignatti, Milano, 1981, pp. 9-26; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 5; COSTANTINI, *L'albero*, cit., pp. 23, 28; T. FANFANI, *Le corporazioni nel Centro-Nord della penisola: problemi interpretativi*, «Studi Storici L. Simeoni», 41, 1991, pp. 23-48; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 621; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 490, 492-493.

71. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 59r, 9 set. 1752; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 80; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 15.

72. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. Cfr. L. EINAUDI, *Alba e tramonto delle corporazioni d'arti e mestieri*, «Rivista di storia economica», 6, 1941, pp. 81-111: p. 101; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 123; R. CESSI, *Storia della Repubblica di Venezia*, Firenze, 1981, p. 683; COSTANTINI, *L'albero*, cit., pp. 22-23; A. TRON, «Serenissimo Principe» *Il discorso del 29 maggio 1784 davanti al Senato della Serenissima come testamento morale dell'aristocrazia veneziana*, a cura di P. Gaspari, Udine, 1994, pp. 67, 72; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 499.

menti di avversione, erano da ascrivere anche alla sapiente «architettura civile», in virtù della quale era stata lasciata per secoli al popolo «una qualche immagine di governo: oggetto sempre di somma conseguenza in uno Stato aristocratico». <sup>73</sup> Non si trattava di un aspetto secondario, in quanto penetrava sin nelle viscere della compagine politica, alimentando quel mito di buon governo che ancora non era del tutto tramontato, seppur sottoposto ai primi sussulti dell'egualitarismo illuminista. L'associazionismo pio e professionale veniva a soddisfare l'esigenza dei ceti subalterni di condivisione della cosa pubblica, per quanto ristretta ad un settore ben circoscritto; infatti «quell'unirsi in assemblea, quell'elegger capi, quel destinar cariche, quel proporre parti, quel disputar liberamente tra membri della medesima arte» accentuavano l'analogia con le istituzioni statali e consentivano ad individui animati da forte ambizione di porsi in luce senza agire a danno dei poteri costituiti, anzi divenendo fermi sostenitori di questi ultimi. <sup>74</sup> Di conseguenza la problematica connessa alla sopravvivenza delle arti si dispiegò in stretta relazione al tema di fondo del rapporto tra sudditi e classe dirigente, la quale senza quelle strutture avrebbe dovuto ricomporre il consenso popolare su nuove basi organizzative e forgiare inediti canali di mediazione, dischiudendo così una prospettiva avulsa dal cauto riformismo tipico della condotta politica dell'oligarchia senatoria. <sup>75</sup>

Più che ad una normativa codificata di carattere generale, il costume corporativo si richiamava all'insieme di regole e privilegi riconducibili al particolarismo medioevale e all'immagine di «corporatio» di ascendenza romana: insieme privilegiato e distinto, formato da iniziati dotati di particolari requisiti. Tuttavia esse non si configuravano come enti separati dallo Stato, bensì alla stregua di organismi autonomi organicamente inseriti nella compagine pubblica secondo i modi sanciti da norme statutarie valide per i soci e rispettate dalle forze estranee. Il loro limite costitutivo stava nella frammentazione correlata alla cultura del privilegio e del settorialismo, che traspariva anche dai molteplici riferimenti istituzionali che alcune associazioni erano tenute a curare per i diversi aspetti del loro operato. <sup>76</sup> Ogni associazione di mestiere formava un microcosmo composito, sottoposto a tensioni intestine e, nel contempo, a contrastanti sollecitazioni esogene: pressione fiscale, manovre della consorzeria mercantile, severe critiche mosse con foga crescente dal fronte liberista e fisiocratico. <sup>77</sup>

Tra le funzioni economiche attribuite alle arti emergeva la prevenzione delle incette e dei monopoli nonché la lotta al proliferare dei passaggi di mano delle partite annonarie. Tali difetti sfociavano ineluttabilmente in un'artificiosa lievitazione dei prezzi a danno dei ceti popolari; pertanto le corporazioni, soprattutto quelle di commercio, fungevano da baricentro per conseguire il più vantaggioso equilibrio tra domanda e offerta: traguardo ritenuto impossibile qualora si fosse lasciata piena libertà agli esercenti svincolati dal controllo delle associazioni di mestiere. Come il diritto civile tutelava il sacro istituto

73. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773; *Senato Terra*, f. 2567, rel. *Giustizia V*, 18 apr. 1772. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 80.

74. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773; rel. Dep. arti, 6 set. 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 78; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 13; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 12; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 22; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 136-137.

75. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 59r, 9 set. 1752; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. EINAUDI, *Alba e tramonto*, cit., pp. 101-102; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 19-20; IDEM, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 15; P. PRETO, *Lo sciopero dei "lavoranti-pistori" a Venezia nel 1775 e 1780-82*, in *Non uno itinere. Studi storici offerti dagli allievi a Federico Seneca*, Venezia, 1993, p. 242.

76. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 59r, 9 set. 1752. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 57; A. FANFANI, *Storia del lavoro in Italia dalla fine del secolo XV agli inizi del XVIII*, Milano, 1959, pp. 167-171; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., pp. 8-9; G. MARANGONI, *Associazioni di mestiere nella Repubblica veneta*, Venezia, 1974; F. BRUNELLO, *Arti e mestieri a Venezia nel Medioevo e nel Rinascimento*, Vicenza, 1981; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 14; IDEM, *Il Settecento*, cit., p. 622; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 490; L. FRANGIONI, *Corporazioni e dintorni. Saggio bibliografico sulle corporazioni e i gruppi professionali dall'età romana alla fascista (e oltre)*, Firenze, 1998.

77. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., p. 46; BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 50; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., pp. 292-296; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 490, 493.

della proprietà dei beni immobili, così le leggi sulle arti proteggevano «la proprietà dei mestieri», reputata patrimonio peculiare del popolo e strumento essenziale per il suo dignitoso sostentamento.<sup>78</sup>

Il rilievo della funzione pubblica delle corporazioni emergeva anche dall'ottica assistenziale, in cui i poteri istituzionali rispettarono il tradizionale sistema decentrato delle strutture filantropico-sanitarie, che in tal modo risultavano capillarmente inserite nel tessuto socio-urbano<sup>79</sup>. In questo prevalente orientamento conservatore s'inseriva la preservazione del sistema corporativo, di cui si apprezzava la funzione di sostegno economico svolta a beneficio dei soci e della loro prole.<sup>80</sup> La dimensione socio-assistenziale trovava vari punti di contatto con la piaga sociale della disoccupazione, che, acuendo il fenomeno del pauperismo, fomentava l'accattonaggio e altre pratiche immorali capillarmente diffuse nella società veneziana.<sup>81</sup>

Le strutture corporative fungevano da collettori delle imposte personali ovvero «tansa insensibile e taglione», per le quali coprivano quasi un decimo del gettito complessivo della Dominante; inoltre ad esse, come alle maggiori scuole devozionali, il governo si era rivolto nei frangenti più drammatici della storia veneziana, anche se il ricorso straordinario nel secondo Settecento fu ripetuto solo all'insorgere dell'ultima fatale crisi politico-militare, allorché per tale via fu elargita la somma di 350.000 ducati.<sup>82</sup>

Tra le eredità qualificanti l'ordinamento corporativo spiccava la gerarchia interna forgiata su base professionale. Al gradino inferiore erano collocati i giovani apprendisti, assunti dopo il compimento del dodicesimo anno d'età e mantenuti a spese del datore di lavoro per un periodo variabile da quattro ad otto anni, dopo il quale, superate le prove prescritte dalla 'mariegola' e ricevuta la ratifica della magistratura competente, erano promossi al grado intermedio di lavorante. A questo si poteva accedere attraverso tre itinerari: apprendistato, riservato ai figli dei capimastri; versamento di una tassa o 'benintrada' e prove di abilità; licenza pubblica in via straordinaria a chi, pur dimostrando doti particolari, non si fosse trovato nelle condizioni di poter liquidare la somma richiesta per l'iscrizione.<sup>83</sup> Al vertice stava il grado di capomastro, cui si accedeva, dopo un lungo periodo, per esami pratici e pagamento di una tassa d'ingresso. Questo percorso obbligato serviva da filtro di controllo sul reclutamento, al fine di prevenire disordinate espansioni della forza lavoro o incaute immissioni di elementi

78. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773.

79. SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., pp. 642, 645; G. VIO, *Le Scuole Piccole nella Venezia dei Dogi. Note d'archivio per la storia delle confraternite veneziane*, Vicenza, 2004, pp. 18-33.

80. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 36; IDEM, *Storia del lavoro*, cit., p. 318; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 22; A. VIANELLO, *L'arte dei calegheri e zavateri di Venezia tra XVII e XVIII secolo*, Venezia, 1993, p. 43; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 492.

81. Nella ricerca di una soluzione alternativa, utile indirettamente alla società attiva sulla quale gravava il mantenimento della componente parassitaria, venne coinvolto anche l'Inquisitorato alle arti, che, di concerto con altre magistrature competenti in materia sociale, esaminò i risvolti operativi dell'idea di erigere una casa di lavoro (albergo), riservata ai veneziani indigenti idonei a svolgere lavori manuali. La mancata realizzazione dell'ambizioso progetto indusse il Senato a ripiegare sul consolidamento delle tradizionali forme decentrate di assistenza socio-sanitaria, ma senza riuscire ad estinguere la piaga dell'accattonaggio (ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 1773; *Savio cassier*, b. 573, reg. dec. Senato, cc. 44v-45r, 26 mag. 1770; c. 46v, 29 set. 1770; *Prov. ospedali e luoghi pii*, b. 3, reg. 1765-1784, cc. 63r-116r, 1778-1780; *Cancellaria inferiore*, *Archivio proprio del doge*, b. 208, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 24 lug. 1752; rel. Savio terraferma, 4 set. 1762; *Inq. Stato*, b. 864, rel. Dep. albergo, 26 mag. 1770; *Senato Rettori*, f. 307, rel. Dep. albergo, 28 set. 1761; f. 313, rel. conferenza, 14 dic. 1764. BMV: Ms. it. VII, 504 (7611), c. 160v, 26 mag. 1770; 1751 (8774), c. 116r-v, 8 mag. 1762; 2166 (9200), c. 328v, 20 dic. 1777; c. 332r, 14 feb. 1778). Cfr. F. MENEGHETTI CASARIN, *I vagabondi, la società e lo Stato nella Repubblica di Venezia alla fine del '700*, Roma, 1984, pp. 48, 52; G. SCARABELLO, *L'albergo universale dei poveri: una riforma mancata nella Venezia settecentesca*, in *Miscellanea di studi in onore di Silvio Tramontin*, a cura di B. Bertoli, Venezia, 1994, pp. 176-180, 183-184, 193; G. MARCOLINI, *L'albergo dei poveri di Venezia: una lunga rincorsa per un breve salto*, «Ateneo Veneto», 183, 33, 1995, pp. 239-274; pp. 241-243, 262, 272-273; A. PELIZZA, *La crisi finanziaria degli ospedali maggiori veneziani fra 1777 e 1797*, «Studi Veneziani», n.s., XXXIII, 1997, pp. 123-156; pp. 124-125, 152-153.

82. ASV: *Inq. Arti*, b. 7, rel. inq. arti Antonio Boldù, 15 feb. 1797; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. COSTANTINI, *L'albergo*, cit., p. 22; ZALIN, *La finanza pubblica*, cit., p. 301; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 503; S. PERINI, *Politica e amministrazione nell'ultimo anno di vita della Serenissima*, «Archivio Veneto», s. V, CXXVIII, n. 184, 1997, pp. 191-228; p. 204.

83. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 15r, 2 set. 1767. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 168, 258; COSTANTINI, *L'albergo*, cit., p. 23.

inetti, in modo da scongiurare catastrofici esuberi.<sup>84</sup> L'istituto del garzonaggio costituiva un elemento fondamentale non solo ai fini della naturale sopravvivenza di un mestiere, bensì anche per i suoi risvolti sociali, venendo a rappresentare un canale d'istruzione tecnica e di formazione etica. Infatti la natura di istituzioni didattiche assunta dalle aziende artigianali non si esauriva nel diuturno esercizio pratico volto ad affinare le abilità manuali, bensì investiva la sfera morale, contribuendo a forgiare il carattere e infondendo sentimenti di soggezione alle autorità costituite.<sup>85</sup> La rigidità del percorso formativo non doveva soffocare la vocazione naturale del singolo lavoratore, imponendogli un mestiere incompatibile con la propria indole.<sup>86</sup> La libera scelta di una professione, pur essendo annoverata tra i diritti naturali della persona, non doveva tralasciare nell'assoluto arbitrio di cambiare mestiere senza avere acquisito una solida formazione professionale.<sup>87</sup> Nel secondo Settecento l'apprendistato si stava evolvendo verso nuove forme di dipendenza del lavoratore, seppur ancora germinali, come dimostravano, da un lato, la caduta del numero delle registrazioni di contratti garzoni e dall'altro la tendenza, condivisa dai più dinamici datori di lavoro, di escogitare nuovi equilibri nei rapporti con i dipendenti.<sup>88</sup> Infatti alla gerarchia interna definita sulla base dei diversi livelli professionali stava subentrando, in taluni settori, la distinzione fra capitalisti e semplici lavoratori, in ottemperanza ad una linea evolutiva accentuata laddove prevaleva la componente femminile, maggiormente esposta alle forme di sfruttamento messe in atto da alcuni imprenditori per comprimere il costo del lavoro.<sup>89</sup>

### 3. DIFETTI COMUNI DELLE CORPORAZIONI

Le associazioni insediate nella capitale lagunare erano afflitte da un secolare processo involutivo, che, rimarcando lo sfiorire dell'antico rigoglio economico, sembrava inaridire le possibilità di uno sviluppo industriale in senso moderno. In esse, infatti, allignavano carenze e disordini, che si ripercuotevano negativamente sulla qualità dei manufatti, mentre l'evoluzione del mercato europeo richiedeva una crescente flessibilità.<sup>90</sup> Caratteristica comune delle arti era intravista nella loro costituzione formale in corpi distinti, i cui statuti erano ispirati dal postulato del particolarismo sfociante in una rigida tutela dell'interesse specifico, come attestava il fermo proposito di ciascuna associazione di conservare il minor numero di esercenti; senonché tale finalità si rivelava diametralmente opposta all'obiettivo, tenacemente perseguito da ogni governo, di dilatare la popolazione attiva. D'altra parte un numero ristretto di lavoratori fomentava negli stessi un generale rilassamento etico-professionale, che si ripercuoteva ineluttabilmente sui parametri qualitativi. L'esclusiva concessa ad una corporazione induceva gli

84. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 28; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 499-500.

85. La valenza pedagogica insita nel sistema corporativo era una certezza universalmente condivisa: «Questa educazione dà all'arte il buon individuo, dà alla nazione il buon cittadino e dà al sovrano il suddito vero e cordiale, ben diverso dal suddito per interesse e per forza. La bontà e la docilità del basso popolo veneziano è un effetto di quella educazione» (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti; *Giustizia V.*, b. 25, rel. 16 feb. 1764).

86. ASV: *Inq. Arti*, b. 74, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; *Savi merc.*, s. I, reg. 43, c. 3r, 13 mar. 1773. Cfr. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., p. 46; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 23; U. TUCCI, *Carriere popolari e dinastie di mestiere a Venezia*, in *Gerarchie economiche e gerarchie sociali. Secoli XII-XVIII*, Firenze, 1990, p. 836; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 500.

87. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti. PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., p. 74; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 248; FANFANI, *Storia del lavoro*, cit., pp. 262, 275; BONO, *La riflessione economica*, cit., p. 415.

88. ASV: *Inq. Arti*, b. 10, reg. ispezioni, II, cc. 4-7, 22 mar. 1787. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 52; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 248, 292; M. COSTANTINI, *La formazione professionale dal tramonto delle corporazioni di mestiere al sorgere del sistema di fabbrica*, «Studi Storici L. Simeoni», 41, 1991, pp. 129-135: pp. 131-132; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 499; VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., pp. 80, 90.

89. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 51; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 167; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 503.

90. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, riassunto delle scritture, 1773; b. 5, reg. 1751-1759, c. 11v, 7 set. 1751; c. 58r, 9 set. 1752; c. 90v, 9 set. 1752. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 77; I. FOGAGNOLI, *Consistenza e localizzazione della lavorazione della seta nel ducato di Milano durante il '700*, «Nuova Rivista Storica», 62, 1978, pp. 289-308: p. 292; CIRIACONO, *Manifatture e mestieri*, cit., pp. 376-377; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 122.



esercenti ad adagiarsi sulla sicurezza dei profitti ed a trascurare la qualità dei manufatti pur di garantirsi discreti margini di facile profitto. Il grado di emulazione tra gli artigiani era direttamente proporzionale al numero degli esercenti. Assurti ad arbitri dei prezzi, i capimastri rallentavano i ritmi di lavoro, sentendosi sufficientemente tutelati nei confronti della concorrenza straniera dal protezionismo doganale. Ne era derivato un languore generale, indotto dall'esclusiva del privilegio, mentre il declassamento dei mestieri favoriva il radicarsi degli oligopoli e l'artificiosa lievitazione dei prezzi, dalla quale traevano vantaggio i flussi d'importazione clandestina.<sup>91</sup>

Le corporazioni veneziane, arroccate nei loro privilegi, ostacolavano l'ingresso ad estranei, considerando ogni mestiere alla stregua di un capitale intangibile di loro esclusiva proprietà. Per tal via ciascuna di esse era assunta ad una posizione di potere, che veniva esercitato non solo per respingere nuove iscrizioni, bensì anche per regolare il regime dei prezzi in modo da trarre il massimo utile con il minore sforzo. Il fitto sedimentarsi di terminazioni e aggiunte agli statuti aveva alterato l'originaria configurazione dei sodalizi, accentuandone la rigidità e lo spirito particolaristico, che permeava le loro incerte reazioni al mutare del mercato. Da un lato si era innescata la parabola involutiva nei costumi delle maestranze iscritte, sempre meno avvezze ad applicarsi con la dovuta diligenza e proclivi a scansare i lavori più impegnativi, dall'altro venivano esclusi stranieri, donne, manovalanza generica e individui indesiderati, seppur dotati di comprovate abilità tecniche.<sup>92</sup> Quando un artigiano riscuoteva un discreto successo nel suo specifico ramo d'attività veniva osteggiato dai colleghi, la cui subdola opposizione sovente induceva anche i più intraprendenti a desistere ed abbandonare la città.<sup>93</sup> Questa, oltre a perdere giovani energie, non si arricchiva delle doti tecnico-professionali di maestranze straniere a causa della caparbia difesa esercitata dai capimastri locali, refrattari ad impegnarsi nel miglioramento delle rispettive produzioni, sempre meno competitive sui mercati levantini.<sup>94</sup> L'abitudine di lavorare poco e conseguire comunque discreti guadagni induceva i direttori d'azienda a rifiutare le commesse di modesta fattura, che in misura crescente venivano importate dall'estero aggravando il dissesto della bilancia commerciale.<sup>95</sup>

I difetti interni di settori trainanti, in particolare quello tessile, si erano acuiti, secondo un ciclo di mutue influenze: ai direttori d'azienda era preclusa la libera selezione delle materie prime, i lavoratori acceleravano le loro operazioni per conseguire al più presto il salario, i rivenditori aumentavano i prezzi senza curarsi della concorrenza.<sup>96</sup> L'autonomo controllo delle tariffe riconosciuto dallo Stato ai vertici direttivi delle corporazioni induceva i capimastri a rallentare i ritmi di produzione e, invece di agire sui meccanismi interni per far fronte agli scompensi del mercato, essi preferivano coprire eventuali cadute nei guadagni mediante l'arbitrario innalzamento dei prezzi finali. L'egida del privilegio snaturava le associazioni in una sorta di isole artificiali sorrette da un'economia virtuale, avulsa dall'evoluzione in atto presso le maggiori potenze commerciali, e chiudeva progressivamente la prospettiva di un equilibrato sviluppo economico

91. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 41r, 23 mar. 1754; b. 5, reg. 1751-1757, c. 2v, 26 apr. 1751; c. 11v, 7 set. 1751; *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 6r, 29 mag. 1751; b. 9, rel. 1773; *Senato Rettori*, f. 290, rel. Dep. commercio, 16 gen. 1756; *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 218; SAGREDO, *Sulle consorte*, cit., p. 208; CAZZI, *Industria*, cit., p. 12; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 135-136.

92. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, cc. 1v-2v, 26 apr. 1751; c. 11v, 7 set. 1751; b. 74, rel. M. A. Dolfin, 26 apr. 1751. SAGREDO, *Sulle consorte*, cit., p. 208; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 166-167; BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 51; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 300.

93. ASV: *Inq. Arti*, b. 8, reg. 1723-1796, rel. Savi merc., 5 gen. 1720. CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 10; TUCCI, *Carriere popolane*, cit., p. 832.

94. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 218.

95. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, cc. 1v-2v, 26 apr. 1751; c. 11v, 7 set. 1751; b. 74, rel. M. A. Dolfin, 26 apr. 1751; b. 3, reg. 1743-1759, c. 6v, 29 mag. 1751. VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 300.

96. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 5r-v, 26 apr. 1751. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 75

della nazione. Mentre gli organi rappresentativi erano ripiegati nella gelosa tutela dei peculiari privilegi, si stavano dissolvendo lo spirito di emulazione, la carica innovativa, l'energia morale, le riserve economiche indispensabili per restare al passo coi tempi. Tra gli ostacoli che si frapponevano al naturale svolgimento di taluni mestieri stavano determinati privilegi, che si traducevano in vincoli di natura antieconomica.<sup>97</sup> L'abuso del cristallizzato protezionismo, supportato dal sedimentarsi di incentivi settoriali,<sup>98</sup> aveva illanguidito la naturale inclinazione al perfezionamento tecnico volto all'elevazione qualitativa dei manufatti.<sup>99</sup> L'appiattimento, imposto dall'ottuso conservatorismo che regnava in vari ambienti artigianali, generava una sequenza di deleterie ripercussioni: ostacolata la mobilità sociale, mortificato lo spirito d'intraprendenza, diradati gli investimenti, rallentato il progresso tecnologico.<sup>100</sup> Tra gli artigiani, inoltre, era invalsa una corrosiva riluttanza alle direttive impartite dalla Signoria, che solitamente tollerava lo stato d'impunità goduto dai trasgressori.<sup>101</sup>

Allignando in misura crescente «abusi e mali esempi» che demotivavano le giovani leve, si era deleguata la «buona volontà» di progredire nel proprio mestiere, ripiegando su facili espedienti rivelatisi spesso più remunerativi di un effettivo progresso tecnico-professionale. Mentre un tempo era rigoglioso, nel Settecento l'artigianato veneziano si stava inaridendo in un inerte letargo, quasi si fosse trattato di un organismo debilitato, bisognoso di giovani energie.<sup>102</sup> Le corporazioni, rivelandosi «di poco utile al commercio, di danno a' sudditi e di scredito al decoro della piazza»,<sup>103</sup> formavano tante microsocietà fra loro separate, ripiegate nella gretta difesa degli interessi particolari e piuttosto indifferenti al bene generale.<sup>104</sup> La loro opera, tradendo l'originaria ispirazione, aveva offuscato la coscienza civica, comprimendo sensibilmente la prospettiva di un'armoniosa crescita dell'organismo sociale. D'altra parte la sicurezza del margine di profitto radicatasi nel corso delle generazioni, sotto l'egida di uno Stato tutore al riparo dai sussulti della concorrenza, aveva fomentato un'inerzia debilitante, attenuando l'orgoglio professionale e l'impulso naturale al perfezionamento. Parimenti sul fronte dei costi il peso del sistema corporativo contribuiva all'incarimento delle merci e alla conseguente perdita di competitività sui mercati esteri. I tributi prelevati dai soci scoraggiavano le nuove iscrizioni, soprattutto di artigiani stranieri specializzati in lavori non ancora

97. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 16r, 18 apr. 1772; *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 143r, 11 lug. 1751; reg. 180, c. 63v, 21 mar. 1747; *Senato Rettori*, f. 329, rel. inq. arti Francesco Morosini, 12 mar. 1771. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 218; ULVIONI, *Politica e riforme*, cit., p. 71; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 498; IDEM, *L'arte matrice*, cit., p. 227.

98. Tra le diciannove arti poste sotto la giurisdizione dei Provveditori di Comun solo cinque (Camera del Purgio, Camera dei mercanti di fustagni, università dei drappieri, tessitori dei fustagneri, università dei marzeri) godettero di sostegno finanziario da parte dello Stato, mentre le altre poterono contare su un sufficiente smercio (beretteri, librai di conti e carta bianca, manganeri, lustratori, tintori di grana e cremese, tintori di grado, biadaioi, cappellai, telaioli) (ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Prov. Comun, 27 lug. 1790).

99. ASV: *Senato Rettori*, f. 279, rel. conferenza, 30 apr. 1751; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8v, 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 219; CAIZZI, *Storia dell'industria*, p. 36; CIRIACONO, *Protoindustria*, cit., p. 72; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 136.

100. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8r-v, 16r, 18 apr. 1772; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 221; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 264; CAIZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 10; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 622; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., p. 227.

101. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1762-1767, cc. 21v-23r, 21 mag. 1762. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 73-74.

102. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 5r, 26 apr. 1751; *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 274.

103. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 58r, 9 set. 1752; *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 68.

104. Dopo il primo decennio di riforme parziali le «arti e manifatture erano rimaste per la maggior parte negli antichi difetti, corrose dalla malizia degli artefici, infiacchite dalla infingardaggine e dalla indisciplinazione e perciò tanto poco vigorose che non avendo forza né di camminare nello Stato nostro né di progredire fuori di esso vengono facilmente oppugnature e respinte dalla costante industria e dall'accorto raggirio dei forestieri che computano come loro proprio tutto il dominio di vostra Serenità e persino la medesima Dominante, ove si introducono le loro manifatture» (ASV, *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1762-1767, c. 17v, 27 mar. 1762; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 24v, 1° gen. 1775). *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 218-219; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 264.

attivati in uno Stato.<sup>105</sup> Le associazioni di mestiere si erano arrogate il diritto d'imporre gravami su esercenti e merci, devolvendo tali proventi al pagamento di salari e spese forensi, mentre venivano trascurati gli obblighi tributari. Gli oneri finanziari talvolta soverchiavano le entrate ordinarie degli stessi sodalizi, mentre nelle epoche passate si era seguito il principio dell'equa proporzionalità tra il diritto privativo riconosciuto ad un'arte e il corrispondente carico fiscale.<sup>106</sup>

In prosieguo di tempo andò estendendosi l'originario ambito d'autonomia e attecchirono disordini e abusi, dai quali scaturirono la rigorosa chiusura, l'aumento del periodo di apprendistato e delle tasse d'iscrizione, al fine di garantire la naturale successione ai figli dei capimastri. La gelosa salvaguardia del monopolio adottata dal fronte compatto dei capi anziani impediva il salutare ricambio generazionale e mortificava lo spirito d'intraprendenza proprio delle nuove leve.<sup>107</sup> In seno alle arti dominate da prepotenti capimastri, sostenuti da fedeli seguiti clientelari, era invalsa la consuetudine di esonerare dalle prove i figli legittimi, con conseguente degrado del profilo professionale medio.<sup>108</sup> La loro tradizionale chiusura, fatta risalire al tardo medioevo per arginare il disordinato afflusso di immigrati, imponeva l'espletamento di una serie di verifiche e oneri finanziari che dissuadevano i candidati esterni dal tentare l'inserimento; ai lavoratori esperti era sovente preclusa la promozione al grado di capomastro per mancanza della somma necessaria per sostenere le spese connesse alle prove.<sup>109</sup> Se da un lato le interdizioni all'ingresso di nuovi artigiani precludevano l'agognato traguardo della piena occupazione, dall'altro il rigido vincolismo, tipico del regime corporativo, si traduceva in uno dei fattori principali dell'allargamento della mendicizia, in quanto dilatava la sacca della disoccupazione precludendo utili ripieghi anche agli indigenti volenterosi; di conseguenza molti giovani provenienti da situazioni familiari disastrose erano destinati a rimanere per sempre esclusi dal mondo del lavoro. Parimenti era ostacolata la mobilità orizzontale da un mestiere ad un altro affine, venendo così sacrificati preziosi talenti naturali; inoltre l'artificioso protrarsi della condizione di dipendente infondeva un senso di frustrazione, che andava a scapito dei livelli produttivi.<sup>110</sup>

Anche la vita interna delle corporazioni accusava i segni di una diffusa involuzione, acuita dagli abusi perpetrati da molti capi, i quali non di rado esercitavano una sorta di monopolio, riuscendo a far allontanare dagli incarichi direttivi «le persone d'onore e di comodo» grazie all'abile adozione di espedienti che consentivano loro avvicendamenti virtuali. Da queste ininterrotte gestioni, poste al riparo da imparziali e rigorose revisioni contabili, scaturiva il declino dello stato economico delle arti,<sup>111</sup> le quali si erano arrogate il diritto di riscuotere somme di denaro dai rispettivi confratelli o sui manufatti, giustificando tali imposizioni con vari pretesti contingenti, ma in realtà devolvendo i fondi così raccolti ai salariati e agli avvocati per le frequenti cause intentate contro altre associazioni o presunti abusivi, trascurando invece gli adempimenti fiscali.<sup>112</sup> Relativamente a questi ultimi, infatti, la parabola involutiva denunciata per le arti veneziane venne a tradursi in

105. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 9v, 11 lug. 1751; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8v, 18 apr. 1772; *Senato Rettori*, f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 218-219; SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., pp. 190-191; TORCELLAN, *Una figura*, cit., pp. 87-88; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 7.

106. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 9v, 11 lug. 1751; *Senato Terra*, f. 2570, rel. Collegio Milizia da mar, 22 mag. 1773. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 212.

107. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 9, rel. inq. arti Piero Barbarigo, 17 mar. 1787. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 142-143, 224.

108. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 62v, 16 gen. 1751.

109. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 9, rel. inq. arti Piero Barbarigo, 17 mar. 1787. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 142-143, 224.

110. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772. TUCCI, *Carriere popolane*, cit., pp. 833-834.

111. ASV: *Giustizia V*, b. 27, reg. 1700-1748, c. 97v, 25 mag. 1759; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1757-1760, c. 103r, 25 mag. 1759; b. 6, reg. 1781-1790, rel. conferenza, 21 feb. 1782; b. 9, rel. inq. arti e *Giustizia V*, 25 mag. 1759.

112. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 33r, 2 mag. 1753; b. 5, reg. 1751-1757, c. 9v, 11 lug. 1751. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 50.

una persistente insolvenza quantificata in circa 258.000 ducati a titolo d'imposte personali, il cui importo annuale oscillava intorno ai 58.000 ducati.<sup>113</sup> Nel 1783 fu appurato l'ingente debito di quasi mezzo milione di ducati, in gran parte imputabili alla negligenza delle stesse associazioni, di cui una quindicina risultò insolvente per un decimo, mentre altre quarantacinque ne avevano accumulato per importi fino al 90 per cento del gettito nominale. La cospicua massa debitoria non si era formata a causa delle eccessive aliquote, bensì a seguito del disordinato stratificarsi di omissioni correlate all'indolenza dei contribuenti coperti da responsabili conniventi.<sup>114</sup> Era invalso persino l'espedito di trascrivere partite anonime, di cui erano a conoscenza solo i gastaldi intenzionati ad occultare transazioni illecite.<sup>115</sup> La mediocre tempra morale di molti amministratori era concordemente additata come la causa fondamentale della corruzione che destabilizzava la gestione economica dei sodalizi. Il consolidarsi di monopoli personali tra le cariche interne precludeva il salutare avvicendamento con «persone d'onore e di comodo»; ricorrendo a subdoli espedienti, i gastaldi differivano la convocazione dei capitoli, lasciando trascorrere infruttuoso il periodo di contumacia (astensione obbligatoria), in modo da allargare le rispettive clientele grazie anche alle caratteristiche del sistema elettorale. La revisione contabile delle casse era demandata agli stessi sindaci che avevano affiancato il gastaldo uscente, il quale pertanto trovava facilmente il modo per condizionarne i giudizi. I ritardi nei pagamenti dei fornitori di cera e pane, distribuiti a titolo di luminaria ai confratelli nella ricorrenza del santo tutelare, erano sfruttati dai gastaldi per poter disporre di discrete somme a fini personali. Per far fronte alle spese straordinarie assorbite dalle cause forensi era usanza che i vertici raccogliessero i fondi mediante tasse personali, la cui esazione si trascinava da un mandato all'altro in forza della lentezza tipica delle procedure civili. Non era raro il caso che un lavoratore fosse iscritto contemporaneamente in diverse associazioni, ma ciò che irritava le magistrature era il cumulo degli incarichi direttivi nel medesimo soggetto, che pertanto era impossibilitato ad espletare con la dovuta solerzia i molteplici impegni. La conduzione delle liti giudiziarie era spesso conferita a qualche pratico del foro, il quale agiva in collusione con i gastaldi per dividersi profitti illeciti.<sup>116</sup> Le malversazioni di alcuni infedeli amministratori e il consolidarsi di spese inutili imposero la necessità di richiedere ai soci ulteriori contributi e accendere mutui presso privati cittadini. Per alcune associazioni il mancato pagamento degli interessi stava eguagliando gli stessi capitali; persino l'imposta denominata «pro di livelli», distribuita «sulle vittuarie, sulle materie inservienti a' lavori, sulle manifatture, sulle mercedi degli operai», non si rivelava d'entità tale da bilanciare le spese occorrenti per la sua esazione.<sup>117</sup>

Nelle arti maggiori di manifattura gli organismi interni avevano approfittato delle originarie prerogative arrogandosi poteri e competenze proprie delle istituzioni statali; facevano leva sulla facoltà giurisdizionale e legislativa per imporre direttive che non di rado si rivelavano antieconomiche, estendevano la discrezionalità impositiva e abusavano delle inquisizioni e delle confische, adducendo speciosi pretesti per mortificare lo spirito d'intraprendenza di qualche dinamico collega. Un ostacolo sulla via del rinnovamento era rappresentato dal perdurare di ampi spazi d'autonomia goduti dalle arti principali, che erano rette da propri uffici dotati persino di un'attenuata potestà giurisdizionale.<sup>118</sup>

113. ASV: *Senato Terra*, fz. 2192, rel. inq. arti, M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 91r, 9 set. 1752. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 191; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 6; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 22.

114. ASV: *Inq. Arti*, b. 8, rel. inq. arti e Milizia mar, 5 mag. 1783; b. 6, rel. 5 mag. 1783.

115. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 9 set. 1759; b. 11, reg. 1758-1759, dec. Senato, 9 giu. 1759. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 191.

116. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. conferenza, 5 mag. 1759; b. 5, reg. 1751-1759, c. 60v, 9 set. 1752. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., pp. 98-99.

117. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 100.

118. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773.

Uno dei punti più deboli del sistema consisteva nell'inadeguatezza del raccordo tra il dirigismo statale e la capacità di penetrazione nel tessuto economico da parte delle singole corporazioni. Al primo elemento la classe egemone non voleva rinunciare; per il secondo aspetto i mestieri non disponevano dei mezzi aggiornati, soprattutto sul versante finanziario, dove si lamentavano esigui flussi d'investimento.<sup>119</sup> Pertanto l'influenza delle arti sugli indirizzi economici della Serenissima, come del resto anche negli altri Stati italiani,<sup>120</sup> si profilava alquanto modesta e veniva incanalata nelle tradizionali forme indirette (suppliche, annotazioni, suggerimenti), di cui erano destinatarie le varie magistrature competenti. Queste, seguendo una prassi consolidata, prima di proporre al Senato i provvedimenti più opportuni, si confrontavano con gli esponenti dei settori di punta dell'industria e del commercio, al fine di enucleare il punto di equilibrio tra istanze spesso contrastanti, ma senza vincoli rispetto ad un piano organico di riferimento.<sup>121</sup> Tra le cause dei modesti risultati conseguiti dal potere centrale nel primo Settecento era individuata la dispersione delle competenze sulle arti tra più magistrature ricoperte da patrizi di diversa età e formazione culturale e soggetti a rapidi avvicendamenti in ottemperanza al principio della temporaneità delle magistrature.<sup>122</sup> Astenendosi da oculati interventi, il governo avrebbe assistito al languido consumarsi di un'involuzione socio-economica di vaste proporzioni, reso ancor più fosco dall'acuirsi della piaga della disoccupazione e dal disavanzo della bilancia commerciale.<sup>123</sup> La classe politica era interpellata per dirimere le latenti tensioni tra categorie gelosamente abbarbicate ai rispettivi privilegi, nei quali identificavano la loro ragion d'essere.

#### 4. PROPOSTE E LINEE DI RIFORMA

Il problema del rinnovamento dell'artigianato non si esauriva entro un orizzonte meramente tecnico, avulso dal contesto socio-economico, in quanto la sussistenza delle manifatture dipendeva dalla permeabilità dei mercati e dal grado di reattività delle aziende, la cui rigenerazione rappresentava una delle principali condizioni per il rilancio del grande commercio.<sup>124</sup> Il crescente rilievo attribuito alla produzione artigianale per compensare la flessione delle attività commerciali postulava un generale svecchiamento del mondo del lavoro, cui si sarebbe dovuto accompagnare un congruo flusso di capitali nei settori trainanti.<sup>125</sup> L'interesse del governo per la riforma delle manifatture veneziane scaturiva dalla consapevolezza che dall'efficienza della loro organizzazione dipendesse il progresso della produttività e quindi «una gran parte della pubblica felicità».<sup>126</sup> Il motivo di fondo che spronava le magistrature veneziane a promuovere una riforma delle corporazioni

119. SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 623; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 490; G. BORELLI, *Tra corporazioni e protoindustria in Italia in età moderna*, «Nuova Rivista Storica», 76, 1992, pp. 135-144.

120. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 135-262; FANFANI, *Le corporazioni nel centro-nord*, cit., p. 28.

121. L'inquisitore Marco Antonio Dolfin aveva scoperto una verità sottesa alle tensioni che laceravano le forze sociali: «ciò che giova all'interesse dell'arti non può piacere a quello del popolo, né accomodarsi con le rette e prudenti massime pubbliche» (ASV: *Senato Terra*, f. 2197, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 8 lug. 1752). Cfr. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 274; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 80; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 15; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 490.

122. Le magistrature che esercitavano la giurisdizione sulle arti erano le seguenti: Giustizia Vecchia, Giustizia Nuova, Provveditori di Comun, Savi alla mercanzia, Magistrato dei consoli dei mercanti, Provveditori in Zecca (ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 10r, 11 lug. 1751; b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773).

123. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza 18 apr. 1772.

124. «Le arti e il commercio sono una terra, la coltura della quale deve esser incoraggiata dal principe, che non potrà migliorarla che quanto le sue leggi non si opporranno agli sforzi e all'utilità dei mercanti, degl'operari, dei fabbricanti, che ne sono i coltivatori, più che eglino saran liberi altrettanto saranno animati a lavorare» (ASV: *Inq. arti*, b. 9, rel. 1773). ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 20r, 18 apr. 1772; *Senato Rettori*, fz. 255, rel. Dep. com., 30 lug. 1740; *Savi merc.*, s. 1, reg. 42, c. 43v, 28 nov. 1772; parte II, c. 7v, 17 apr. 1773; *Inq. Arti*, b. 80, rel. ufficio seta, 25 giu. 1781. Cfr. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 50; ZALIN, *Dalla bottega*, cit., pp. 8-21.

125. ASV: *Senato Rettori*, f. 268, rel. Dep. commercio, 31 mar. 1745; f. 327, rel. Savio terraferma, 20 set. 1770; *Savi merc.*, s. 1, reg. 218, c. 25v, 16 dic. 1751; reg. 43, c. 31v, 13 mar. 1773, c. 21r, 29 mag. 1773; reg. 180, c. 69v, 23 mar. 1747. Cfr. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 56.

126. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; dec. Senato, 13 mar. 1773.



consisteva nell'esigenza, ampiamente condivisa negli ambienti mercantili, di mettersi al passo coi tempi e incentivare la redditività delle manifatture ancora in grado di recuperare quote remunerative di mercato.<sup>127</sup> Alla prospettiva di rinnovamento presiedeva il proposito di «togliere i disordini, conciliare il più facile impiego del popolo, l'aumento del commercio ed i maggiori vantaggi del pubblico erario». Allo scopo di promuovere «la forza, la felicità, la gloria della nazione coll'efficace mezzo delle arti», bisognava operare per allontanare da Venezia i prodotti stranieri non ricorrendo ad artificiosi atti d'imperio, ma facendo leva sulla competitività delle merci nazionali: meta costante della politica industriale marciana.<sup>128</sup> In altri termini, il fine precipuo degli interventi sulle corporazioni di mestiere consisteva nell'estirpare gli abusi, che si traducevano in un danno per i consumatori e in una barriera naturale per le esportazioni. La riforma, infatti, s'inscriveva in un'epoca di tentativi di segno diverso tesi a rianimare il commercio marittimo, concepito ancora come l'asse portante dell'economia veneziana, ma organicamente dipendente dagli scambi con l'Italia settentrionale, che, paradossalmente, dall'emporio realtino traeva soltanto un terzo delle merci levantine.<sup>129</sup> Una nota costante nelle analisi delle magistrature economiche perdurò la stretta correlazione tra commercio, navigazione e artigianato. Infatti fu con insistenza sottolineata la mutua induzione tra declino del commercio e flessione delle arti, le quali, «oltre aver alienata la popolazione che è il nervo principale dei Stati, hanno ridotti a pochissimo fondo li capitali della nazione».<sup>130</sup> La necessità di rinnovare il sistema manifatturiero, anche attraverso una riformulazione dell'ordinamento corporativo, scaturiva dall'esigenza di rilanciare le esportazioni, che dovevano essere sostenute da un equilibrato rapporto tra qualità e prezzo.<sup>131</sup> Tale obiettivo poteva essere raggiunto a condizione d'incentivare una sana competizione interna, che a sua volta richiedeva libertà d'iniziativa, ampie possibilità di profitto, congrue gratificazioni per i meriti personali degli operatori. Rispondeva all'interesse della collettività godere di un numero dilatato di aziende non solo in vista di un incremento delle esportazioni, «ma molto più per sostenere, con l'emulazione, la gara e la perfezione dei lavori e la leggerezza dei prezzi»: condizioni indispensabili per debellare la concorrenza straniera, che s'insinuava sin nelle viscere dello Stato.<sup>132</sup> Tuttavia la direttiva di sostenere nuovi articoli, lavorati secondo tecnologie avanzate, non doveva degenerare nella pedissequa legittimazione di un monopolio perpetuo; si riteneva invece indispensabile, una volta esaurita la fase di avviamento, ripristinare la regola della libera concorrenza interna. Predominava infatti l'opinione che il rigoglio industriale fosse incompatibile con il regime monopolistico, in cui, di fatto, sfociava il diritto dell'esclusiva, in teoria tollerato solo durante l'incerto periodo d'avviamento. La libera iniziativa e il concorso di diversi capitalisti erano reputate condizioni ottimali per assecondare lo sviluppo anche dell'industria continentale e prevenire degenerazioni monopolistiche, foriere di artificiose lievitazioni dei prezzi.<sup>133</sup> Ma

127. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, p. 220; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 30.

128. ASV: *Inq. arti*, b. 9, rel. 1773; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 2v, 19 mag. 1773; *Inq. arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti, 1799, c. 12. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 529.

129. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 32v, 21 mar. 1753; b. 9, dec. Senato, 13 mar. 1773; c. 56r, 24 gen. 1756; b. 9, rel. conferenza, 21 dic. 1773. A. PINO-BRANCA, *La riforma delle arti veneziane nel sec. XVIII*, in *Nuovi problemi di economia politica e storia*, 1932; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 7.

130. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 188, c. 1r, 16 nov. 1759; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1781-1790, rel. Alvise Zusto, 11 dic. 1788; b. 2, *Storia Dep.*

131. Erano rimasti inalterati gli assunti cardinali della politica commerciale veneziana: «provvedere con le proprie importazioni e manifatture ai consumi e agl'usi della nazione, ma spingere ... una parte delle medesime in attivo commercio, dacchè immancabilmente risultano ricchezza all'erario, prosperità all'arti ed aumento alla mercantile marina»: ASV: *Deputazione tariffe mercantili*, b. 18, rel. Savi merc., 31 mar. 1781; *Senato Rettori*, f. 335, rel. conferenza, 21 dic. 1773; *Inq. Arti*, b. 80, ufficio seta, 25 giu. 1781. BMV: *Ms. it. VII*, 2156 (9196), c. 143r, 1766.

132. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 217, c. 18r-v, 4 apr. 1751; reg. 218, c. 12v, 1° dic. 1751; c. 25r, 16 dic. 1751; *Inq. Arti*, b. 7, reg. 1790-1795, rel. inq. arti Francesco Battaglia, 4 dic. 1790; b. 74, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; *Senato Rettori*, f. 361, rel. Savi merc., 31 mar. 1781. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 88.

133. ASV: *Senato Rettori*, f. 268, rel. Dep. commercio, 31 mar. 1745; *Savi merc.*, s. I, reg. 217, c. 18r-v, 4 apr. 1745. BCV: *Ms. Cicogna*, vol. 1480, c. 93. MOLESTI, *Il pensiero economico*, cit., pp. 14, 61; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 489, 506.

il tema della libertà, oggetto di accese discussioni anche in rapporto al sistema mercantile investito dalla dialettica liberistico-mercantilista, trovò moderata e tardiva versione solo nel commercio interno, dove furono revocati i dazi sedimentatisi empiricamente nel corso dei secoli.<sup>134</sup>

Dinanzi al languore che travagliava molte manifatture veneziane era richiesta un'azione politica tesa a superare gli ostacoli ed affinare i mezzi per proteggere l'industria cittadina: l'astensionismo dei poteri costituiti era condannato come uno dei fattori negativi da rimuovere tempestivamente, attingendo alle esperienze condotte con successo negli Stati più progrediti.<sup>135</sup> Osservando quanto era stato attuato in questi ultimi, i magistrati veneziani individuaron tre fattori propulsivi del progresso economico: le accademie di arti, le scuole, i premi. Seguendo il solco tracciato dalle accademie agrarie sorte nelle province suddite, fu proposta la fondazione di un'accademia anche in Venezia e sostenuta da illustri cultori di discipline scientifiche (fisica, chimica, scienze naturali, tecnologia meccanica). Lo stato di generale ignoranza in cui versavano molte maestranze impediva l'installazione di moderni macchinari, cui avrebbero dovuto applicarsi con perizia gli operai, affiancati da tecnici esperti nel riparare eventuali guasti. Il progresso tecnologico imponeva la formazione di quadri professionali competenti, sostenuti da una rigorosa cultura scientifica e aggiornati sugli ultimi ritrovati. Venne così sviscerato il nucleo problematico dell'istruzione tecnica e nella fattispecie dell'educazione al disegno, di cui si sentiva in maniera acuta la mancanza in una città come Venezia, sede di svariate manifatture che si basavano sulle decorazioni applicate ai capi tessili. Inoltre per stimolare la ricerca di nuovi apparati tecnici di agevole applicazione nei processi produttivi, era auspicata una sistematica elargizione di premi, metodo ritenuto infallibile dall'opinione dominante, in quanto «simili sproni di gloria, di onore e d'interesse» avrebbero tenuto «sempre in fermento tutte le classi d'uomini dedicate alle arti».<sup>136</sup> Il complesso argomento della rianimazione di queste ultime veniva ad intersecarsi con la problematica sulla protezione statale destinata alle manifatture, alla luce dell'assioma che l'utile privato non necessariamente si convertiva in un beneficio per la collettività. Senza il sostegno dell'ente sovrano i singoli esercenti non avrebbero potuto fronteggiare gli interessi delle consorterie arroccate in arcaici privilegi. Ne scaturì un forte richiamo all'unità nazionale e allo spirito di solidarietà e cooperazione fra tutte le forze economiche per erigere un fronte comune contro i fieri assalti dell'agguerrita concorrenza straniera.<sup>137</sup>

In sintonia con la ristrutturazione del sistema mercantile, s'imponneva infatti il rinnovamento delle arti anche ai fini della riconquista del mercato nazionale, sempre più invaso da articoli esteri offerti a prezzi allettanti. Il rilancio della languente industria veneziana presupponeva l'immissione di fresche energie umane, cui lo Stato doveva garantire piena libertà di azione sul piano tecnico e l'allentamento della pressione fiscale almeno nella fase d'avviamento.<sup>138</sup> Dovendo essere salvaguardata la perfezione dei lavori allo scopo di ripristinare il credito tra i consumatori, la normativa avrebbe dovuto esaltare la creatività degli artefici nello sforzo di adeguarsi alle richieste della clientela. Il governo propugnava il principio della flessibilità, al fine di venire incontro

134. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 55r, 22 mar. 1755. PETROCCHI, *Il tramonto*, cit., pp. 87, 196; PINO-BRANCA, *Riforme finanziarie*, cit., pp. 305, 317; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 88; ULVIONI, *Politica e riforme*, cit., p. 77; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 488; L. PEZZOLO, *Economia e fiscalità nella Terraferma del Settecento*, in *Veneto, Istria e Dalmazia tra Sette e Ottocento. Aspetti economici, sociali ed ecclesiastici*, a cura di F. Agostini, Venezia, 1999, p. 38.

135. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza, 18 apr. 1772.

136. *Ibidem*; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Angelo Falier, 1° apr. 1773. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 221-223; PANCIERA, *L'arte matrice*, cit., p. 244.

137. L'esempio addotto a sostegno di tale assunto era tratto da alcune ditte commerciali delle province di terraferma, le quali lucravano importando merci dai porti liguri e tirrenici, trascurando così l'emporio realtino, loro naturale scalo di riferimento, e aggravando il passivo della bilancia commerciale (ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 225, c. 168, 29 feb. 1777).

138. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 9, rel. inq. arti F. Morosini, 12 mar. 1771. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 86; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 132.

alla domanda ed al gusto dominante, tendendo all'equilibrio ottimale tra qualità e prezzo, senza trascurare ogni altro mezzo per tutelare l'antico prestigio dei manufatti veneziani.<sup>139</sup> Problema ineludibile divenne infatti la ricerca di metodi efficaci per garantire la qualità dei prodotti e colpire con severità esemplare le contraffazioni, che screditavano l'industria nazionale, irretita in una parabola involutiva denunciata sin dal primo Settecento.<sup>140</sup> Si suggerì quindi di estendere l'obbligo del marchio di fabbrica, già prescritto per i setifici di terraferma nonché per alcune aziende veneziane di particolare rilevanza strategica.<sup>141</sup>

Fin dal primo ventennio del Settecento la questione dell'apertura delle corporazioni aveva interessato sia gli ambienti economici sia i circoli politici, che avallarono nel 1751 l'istituzione dell'Inquisitorato alla regolazione delle arti, il cui operato doveva raccordarsi con l'azione dei Savi alla mercanzia, in ossequio all'assunto della mutua induzione fra industria e commercio.<sup>142</sup> La fazione più intransigente del patriziato si era dichiarata contraria al nuovo organismo detentore di poteri piuttosto ampi, avendo facoltà d'istruire processi col rito senatoriale; i conservatori più retrivi adombravano persino il pericolo di esautoramento delle antiche magistrature collegiali, deviazione dalla quale sarebbero scaturiti l'incrinarsi degli equilibri istituzionali e la concomitante sovversione dei «metodi sacri della Repubblica». Evocando la consueta analogia fra l'ordinamento statale e il corpo umano, l'opposizione, arroccata in una visione statica della compagine pubblica, affermò l'imperativo categorico dell'intangibilità della costituzione veneziana, fondata sull'armonia tra le parti organicamente connesse fra loro, caratteristica che avrebbe dovuto indurre la Signoria a non avventurarsi in ambigui esperimenti forieri di squilibri istituzionali.<sup>143</sup> La nascita della nuova magistratura coincise con un significativo momento di svolta nella politica commerciale veneziana, contrassegnata dal ritorno agli imperativi protezionistici, a testimonianza di una ripresa degli indirizzi tradizionali nella tutela della produzione nazionale.<sup>144</sup>

Dopo un ventennio di attività connotato da esiti alterni, la nuova magistratura, che nel 1762 aveva visto ampliarsi le sue competenze, sembrò avviata ad un umbratile tramonto, anche a motivo delle interferenze con l'azione del deputato alle fabbriche privilegiate, il quale era indicato nel più giovane tra i cinque Savi alla mercanzia per seguire l'evoluzione delle imprese venete.<sup>145</sup> Dal 1771 venne di fatto sospesa l'elezione dell'inquisitore e poco dopo le speranze di rinnovamento, sull'onda delle dottrine liberiste e fisiocratiche avverse alla stantia cultura del privilegio, furono riposte nella Deputazione straordinaria per la regolazione delle arti (13 marzo 1773), i cui tre membri avrebbero dovuto semplificare la farraginoso normativa e imprimere ordine al settore manifatturiero in modo da prevenire crisi di sovrapproduzione ed esuberi di manodopera.<sup>146</sup> La creazione in sequenza di due organi specifici per elaborare un piano di riforma

139. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 135v, 27 set. 1755; b. 11, reg. notatorio, 1751-1758, terminazione 27 set. 1755; b. 3, reg. 1743-1759, c. 55r, 14 gen. 1756.

140. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 56r, 24 gen. 1756; *Senato Rettori*, f. 290, rel. 27 set. 1755. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 68; M. DAL BORGO, *Note sulle fabbriche tessili*, in *I mestieri della moda*, cit., p. 76.

141. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 135v, 27 set. 1755; b. 11, reg. notatorio, 1751-1758, terminazione 27 set. 1755; b. 3, reg. 1743-1759, c. 55r, 14 gen. 1756.

142. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 58r, 9 set. 1752; c. 90v, 9 set. 1752; b. 3, reg. 1743-1759, c. 71v, 17 lug. 1751; c. 41r, 23 mar. 1754; b. 9, dec. Senato, 17 lug. 1751, 4 feb. 1762; *Savi merc.*, s. 1, reg. 184, c. 113r, 13 set. 1754; reg. 214, c. 8v, 18 apr. 1722. Cfr. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 45; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 14; IDEM, *Industria*, cit., p. 11; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 5-6; IDEM, *Il Settecento*, cit., p. 623.

143. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale arti A. Priuli, 1773.

144. Ivi, b. 3, reg. dec. Senato 1743-1759, c. 71v, 17 lug. 1751; *Senato Rettori*, f. 280, rel. Savi merc. e Dep. commercio, 18 set. 1751; dec. Senato, 2 ott. 1751; *Savi merc.*, s. 1, reg. 218, c. 23v, 16 dic. 1751. SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 623.

145. ASV: *Inq. Arti*, b. 10, reg. ispezioni, i, c. 11, 4 feb. 1762; *Senato Rettori*, f. 314, rel. 9 feb. 1765; f. 337, rel. Antonio Zulian, 26 apr. 1774; *Savi merc.*, s. 1, reg. 43, c. 50v, 10 set. 1774.

146. ASV: *Inq. Arti*, b. 8, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; *Deputazione tariffe mercantili*, b. 74, rel. 20 set. 1776; b. 3, reg. 1773-1776, c. 1r, 13 mar. 1773. BCV: Ms. P.D., b. 2550 C, rel. A. Tron, 5 giu. 1780. M. F. TIEPOLO, *Archivio di Stato di Venezia*, in *Guida*

delle arti corrispose a criteri risolutivi di diversa ampiezza: mentre con l'inquisitore sopra la regolazione delle arti, la cui attività del primo ventennio coincise con la fase meno incisiva della politica veneziana in senso riformista, si mirava ad agire mediante interventi settoriali, con la Deputazione straordinaria, seppur esauritasi nel breve arco di un triennio, l'impronta innovativa si delineò subito con un'accentuazione più forte e una connotazione ideologica più chiaramente definita.<sup>147</sup>

L'effimera esperienza della Deputazione fu preceduta dall'intensa opera dell'Inquisitore alle arti Francesco Morosini, il quale intravide come unica strada per la rinascita delle manifatture veneziane l'applicazione delle massime adottate dalle nazioni più progredite.<sup>148</sup> Si doveva quindi promuovere una politica di riforme per mettere «in movimento l'industria, animando l'emulazione, renovando lo spirito imitatore ed inventore e introducendo quella gara e concorrenza» considerate le fonti più ubertose per il commercio, da fondare sulla «mediocrità del prezzo e il buon mercato».<sup>149</sup> La critica al sistema corporativo, a Venezia come altrove, si allargò, ponendo in luce la latente incompatibilità tra gli interessi settoriali delle singole associazioni e il vantaggio generale della nazione. Il manipolo filoliberista fece leva sulla contraddizione fra il discorso autofondante, col quale le «fraglie» legittimavano la loro partecipazione all'architettura costituzionale, e la caparbia difesa del privilegio, che implicava il sacrificio del bene generale.<sup>150</sup>

Fu la spinosa diatriba sulla chiusura, cui era sotteso il tema della penetrazione del capitale nel tessuto produttivo, a galvanizzare le discussioni in seno agli organi di governo, tra i quali prevalse l'idea di riesumare il principio originario del libero accesso ai mestieri, suggellato tra i fondamenti della civiltà veneziana.<sup>151</sup> Solo uno sparuto manipolo di audaci esponenti politici scorgeva nel dissolvimento delle arti la condizione preliminare per liberare il mercato del lavoro, mentre una larga schiera di Pregadi riconosceva la necessità dell'ordinamento corporativo come baluardo dell'economia veneziana e parte integrante dello Stato.<sup>152</sup> Nello schieramento conservatore, arroccato in una caparbia difesa dell'eredità istituzionale, si mise in luce l'avvocato fiscale delle arti Alessandro Priuli, paladino della tradizione corporativa, che avrebbe dovuto essere tutelata e rinvigorita con unanimità d'intenti dalle magistrature per infrangere gli assalti eversivi dei novatori.<sup>153</sup>

Le sollecitazioni al rinnovamento radicale, di cui si fece interprete il pugnace Francesco Pesaro,<sup>154</sup> vennero temperate dal protagonista del nuovo collegio, Andrea Memmo, il quale condivideva l'opinione della maggioranza dei senatori sulla necessità di conservare

*generale degli Archivi di Stato italiani*, IV, Roma, 1994, p. 985; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 131-144; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 180; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 120; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 627.

147. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 4 feb. 1762; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 2r, 19 mag. 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 107; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 126-127.

148. A giudizio di Francesco Morosini, i mali dell'artigianato derivavano dalle mariecole di ciascuna arte, degenerate in «maleregole», a causa dell'infinita congerie di ordini, parti superate e inefficaci (ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 48r, 2 mar. 1769). In una scrittura di poco successiva, ribadiva il proposito di avviare un processo di progressiva liberalizzazione delle arti: «Libertà quanto sia l'ingresso nel corpo de' mercanti e dell'arte de' testori, uguaglianza tra gli individui, libertà nella direzione delle manifatture, libertà per la materia e forma dei lavori e sollievo d'aggravi caricanti la manifattura» (ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 57r, rel. inq. arti F. Morosini, 12 mar. 1771; *Senato Rettori*, f. 329, rel. F. Morosini, 12 mar. 1771; f. 324, rel. F. Morosini, 2 mar. 1769). Cfr. TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 178; TRON, «*Serenissimo Principe*», cit., p. 66.

149. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. inq. arti, F. Morosini, 12 mar. 1771.

150. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 8v, c. 16r, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 41r, 23 mar. 1754. Cfr. EINAUDI, *Alba e tramonto*, cit., pp. 99-100; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 23; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 136-137.

151. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 16r, 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 224-225; A. PINO-BRANCA, *La riforma delle arti veneziane nel sec. XVIII*, «Nuovi problemi di economia politica e storia», 1932; CAIZZI, *Industria*, cit., p. 37; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 181; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 627.

152. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772. BCV: Ms. P. D., b. 2250, rel. A. Tron, 5 giu. 1780. Cfr. EINAUDI, *Alba e tramonto*, cit., p. 101; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 99; CAIZZI, *Industria*, cit., pp. 11-12; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 195; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 337-339.

153. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale arti A. Priuli, 1773. TRON, «*Serenissimo Principe*», cit., p. 70.

154. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Storia Dep. TORCELLAN, *Una figura*, cit., pp. 93-95; VENTURA, *Introduzione*, cit., pp. LXXXVI, XC; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 624; TRON, «*Serenissimo Principe*», cit., pp. 70, 73.

le strutture corporative, reputate indispensabili per l'ordinato esercizio dei mestieri, ma nel contempo ribadiva l'opportunità di rimaneggiarne talune componenti, in virtù della loro costitutiva simbiosi con l'ordinamento statuale: peculiarità veneziana, che rigettava qualsiasi meccanica trasposizione delle soluzioni adottate altrove.<sup>155</sup> Il Memmo impostò la sua strategia riformista ancorandola ad una palese cautela, dosando gli interventi, guardandosi dal suscitare inutili allarmismi, avendo di mira l'aggiustamento dell'antico edificio in nome del principio antimopolista, attorno al quale sperava di raccogliere una larga schiera di senatori.<sup>156</sup> Tra questi nutrì un sincero interesse per il problema concernente le corporazioni Sebastiano Foscarini, il quale garantì una certa continuità nella stagione riformista veneziana, lavorando prima a fianco del Memmo e poi di Andrea Tron.<sup>157</sup> Quest'ultimo, accolto per due brevi periodi in seno alla Deputazione,<sup>158</sup> intervenne nel vivace dibattito intorno alla delicata questione dello scioglimento delle corporazioni, allineandosi col moderatismo della maggioranza. Proclive a valutare le singole situazioni prescindendo da astratti schemi precostituiti, si contrappose fieramente alla corrente filoliberista, guidata da Francesco Morosini, e propugnò una riforma delle corporazioni che non ne mortificasse le funzioni disciplinari e formative.<sup>159</sup> Le sue divergenze rispetto al manipolo trainante della Deputazione riguardarono anche altri aspetti della politica economica, come il risalto da attribuire agli addentellati dell'artigianato con il settore primario, nonché la spinosa questione dell'integrazione delle maestranze straniere.<sup>160</sup> Senza tradire la sua ispirazione mercantilista, rimase sempre fedele all'assunto che la presenza di queste ultime nel tessuto economico costituisse uno dei maggiori ostacoli sulla via del rinnovamento delle corporazioni; in particolare scagliò le sue mordaci critiche contro gli operatori di nazionalità ebraica, che, dopo vari tentativi, riuscì a far estromettere dalle strutture artigianali e relegarli nelle attività commerciali e bancarie, sotto l'accusa di essere mossi esclusivamente da gretti fini di lucro estranei al credito nazionale, conseguibile mediante l'alta qualità delle lavorazioni. Nel contempo agì per smantellare le condizioni che favorivano l'insorgere di monopoli in seno alle varie branche, allo scopo di neutralizzare le manovre speculative di avidi affaristi e la conseguente lievitazione dei prezzi.<sup>161</sup> Dimostrando eccezionale determinazione e lucidità di analisi, più che alla sfavorevole congiuntura, attribuì all'«inazione e al torpore» che regnavano nei ceti elevati il declino economico di Venezia, dove il rilassamento morale allignava fra tutte le fibre del corpo sociale.<sup>162</sup>

Le finalità prevalentemente economiche delle riforme studiate per le arti veneziane furono enucleate sin dalle premesse del programma assegnato alla Deputazione straordinaria, che, riconducendosi ai dettami del mercantilismo classico, pose in risalto innanzi tutto la necessità di creare condizioni favorevoli per lo sviluppo di agricoltura, allevamento e pesca, ritenute «arti matrici» di una nazione, in virtù delle intrinseche

155. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 20v, 18 apr. 1772. BCV: *Ms. P.D.*, b. 167 C, rel. Dep. arti, 20 mar. 1773. Cfr. ROMANIN, *Storia documentata*, cit., p. 109; CAIZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 13; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 96; IDEM, *Settecento veneto*, cit., p. 267; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., pp. 177-178, 180-181; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., pp. 120, 124, 135; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 132-133, 138; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 5, 12; TRON, "Serenissimo Principe", cit., pp. 66, 73; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 498.

156. TORCELLAN, *Una figura*, cit., pp. 96-97; PRETO, *Le riforme*, cit., p. 89.

157. G. GULLINO, *Foscarini Sebastiano*, in *DBI*, cit., p. 425.

158. Il primo mandato si protrasse dal 9 febbraio 1774 al 30 giugno successivo; il secondo si esaurì nell'arco di un mese (9 feb.-11 mar. 1775 - ASV; *Segretario alle voci, Sen.*, reg. 24; BMV: *Ms. it. VII*, 867 (8946), 1774-1775.

159. BCV: *Ms. P.D.*, b. 2250 c, rel. A. Tron, 5 giu. 1780. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., p. 249; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 179; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 137; PRETO, *Le riforme*, cit., p. 89; VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., p. 38.

160. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, cc. 4r-6r, 18 apr. 1772. Cfr. TABACCO, *Andrea Tron*, cit., pp. 183-184; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, p. 128; IDEM, *Settecento riformatore*, cit., p. 135; TRON, "Serenissimo Principe", cit., p. 66; G. GULLINO, *Foscarini Sebastiano*, in *DBI*, p. 425.

161. TABACCO, *Andrea Tron*, cit., pp. 186, 189, 194, 195; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 504.

162. ASV: *Inq. arti*, b. 10, reg. ispezioni, I, c. 147, 19 ago. 1784. S. PERINI, *Andrea Tron inquisitore alle arti di Venezia (1779-1784)*, «Archivio Veneto», CXXXIII, 193, 2002, pp. 65-95; pp. 89-93.



potenzialità occupazionali.<sup>163</sup> Le linee portanti della nuova fase riformista si profilano le seguenti: scioglimento di alcune arti minori allo scopo di dilatare le possibilità d'impiego per il popolo; fusione di arti affini per ridurne i frequenti motivi d'attrito; sviluppo del primario attraverso bonifiche e potenziamento delle strutture ittiche presso i centri costieri; apertura delle corporazioni a sudditi e stranieri; rimozione dei disordini organizzativi e dei dissesti finanziari delle associazioni di mestiere; espansione delle manifatture rivolte ai mercati esteri. Per integrare questo piano di riforma il governo doveva perfezionare il sistema di tutela delle manifatture nazionali sui mercati interni, invasi da articoli similari importati clandestinamente anche a motivo del farraginoso stratificarsi di pedaggi interni e prassi vessatorie.<sup>164</sup>

Nei dibattiti in materia economica che animarono la scena politico-culturale del secondo Settecento furono vagliate diverse soluzioni per il problema del regime corporativo, ma l'orientamento del governo non si discostò dai criteri tipici dell'empirismo lagunare, refrattario ad applicare pedissequamente principi astratti, per cui le soluzioni specifiche valutate per il mondo artigianale – scioglimento, fusione, apertura totale o parziale, ridimensionamento – dovevano essere plasmate in piena sintonia con le situazioni contingenti in cui versavano le diverse associazioni. La prospettiva radicale dello scioglimento, propugnata da autorevoli economisti,<sup>165</sup> nei circoli della Dominante suscitava più perplessità che consensi, in quanto, secondo l'opinione dominante, si sarebbe tradotta in una grave offesa nei «riguardi più essenziali della politica, della giustizia e della pubblica economia», condannando la popolazione ad una «viziosa anarchia, in un interno pericoloso continuo cimento».<sup>166</sup> Pur essendo consapevole della funzione frenante esercitata dal particolarismo corporativo nello sviluppo economico, la classe politica, avvezza a temperare il rigore delle teorie con un oculato pragmatismo, esitava a procedere sulla via della soppressione dei sodalizi nel timore di alterare secolari equilibri economico-sociali, essendo consapevole di non poter disporre di mezzi efficienti per assorbire le ineludibili reazioni del corpo sociale.<sup>167</sup> Da una drastica revoca dei privilegi consolidati si paventava l'insorgere sia di lacerazioni intestine, da cui la storia veneziana era rimasta fortunatamente immune, sia di tendenze monopolistiche strenuamente combattute dal governo.<sup>168</sup> In particolare si adombrava un impietoso strascico di squilibri innescabili con la scomparsa delle associazioni preposte al vettovagliamento di una metropoli insulare, sprovvista di un proprio contado; il dileguarsi delle tradizionali forme di controllo avrebbe lasciato libero il campo ad avidi affaristi, abili nel fare incetta di generi di prima necessità, fomentando nel popolo sentimenti eversivi, corrosivi della coesione interna, cui da sempre concorreva il sistema corporativo.<sup>169</sup> Quest'ultimo costituiva parte integrante dell'organismo pubblico, che avrebbe potuto approvare soltanto aggiustamenti e calibrati ritocchi, volti a rimediare talune disfunzioni organizzative o colmare palesi lacune, ma astenendosi da azioni foriere di radicali alterazioni dell'antica architettura, ascritta alla venerata sapienza delle precedenti generazioni.<sup>170</sup> Ad ogni ri-

163. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Storia Dep. A. PARENZO, *Un'inchiesta sulla pesca in Istria e Dalmazia (1764-1784)*, «Nuovo Archivio Veneto», 1894, pp. 3-69; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 87; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 134-135.

164. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Storia Dep.; *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza, 18 apr. 1772.

165. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772. TUCCI, *Carriere popolane*, cit., p. 836.

166. Autorevole esponente dell'ala conservatrice si rivelò Alessandro Priuli, il quale, nella veste di avvocato fiscale delle arti, approdò a questo lapidario giudizio: «Lo scioglimento distrugge il corpo, annichila le leggi e lascia chiunque in balia di lavorare senza disciplina, senza imperfezioni, senza prove, senza capacità» (ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773).

167. ASV: *Giustizia V*, b. 28, c. 8r, 18 apr. 1772. CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 13; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 7; VENTURI, *Il concorso veronese sulle corporazioni (1789-1792)*, «Rivista Storica Italiana», 100, 1988, pp. 528-558: p. 528.

168. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 12v, 18 apr. 1772. ROMANIN, *Storia documentata*, cit., pp. 106-107.

169. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, cc. 9r-8v, 18 apr. 1772; *Savi merc.*, s. 1, reg. 43, c. 3r-v, 13 mar. 1773; *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 4r-v, 3 mar. 1774. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 94-96, 102.

170. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. CAZZI, *Industria*, cit., p. 11; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 22.

presa del problema, si era scartata l'idea di abolire le arti, motivando tale scelta sia con la caratteristica del loro autogoverno, considerata un tratto distintivo nell'ordinamento pubblico, sia con la molteplicità di funzioni ad esse demandate, tra le quali la preziosa opera di mediazione-divulgazione degli ordini superiori rivolti all'intera cittadinanza. La loro scomparsa avrebbe provocato ripercussioni finanziarie foriere di imprevedibili scompensi, tra cui l'inesigibilità dei crediti erariali e il dissolvimento dell'esazione annuale delle imposte personali: aspetto delicato dei rapporti tra sovrano e sudditi.<sup>171</sup>

Si sottopose quindi al vaglio delle magistrature competenti l'ipotesi dell'apertura delle arti a lavoratori non nativi, in vista del ripristino delle condizioni originarie fondate sul riconoscimento del merito per la concessione dei privilegi. Una soluzione analoga era già stata solennemente deliberata nel 1720, ma la tenace resistenza opposta dalle principali corporazioni all'ingresso di forestieri l'aveva vanificata; alla fiera opposizione degli artigiani fece da contrappunto la disponibilità dei mercanti, che anelavano al controllo del mercato del lavoro per comprimere i costi di produzione.<sup>172</sup> La libertà, invocata per quest'ultimo, veniva contrapposta al rigido vincolismo intrinseco alle corporazioni, le quali s'interponevano come pesanti remore tra una concezione del lavoro di ascendenza medievale fondata sull'idea di *ordo*, sancito dalla natura delle cose, e l'incipiente configurazione del sistema capitalistico, che propugnava la flessibilità nella determinazione dei rapporti socio-economici. Questi, per concorrere all'incremento di redditività della produzione artigianale, avrebbero dovuto fondarsi sulla netta distinzione tra maestranze e imprenditori, che fungevano da vitali elementi di raccordo tra la produzione e il mercato. In tale prospettiva le arti avrebbero assistito alla progressiva emarginazione sino a comprimere la loro sfera d'influenza in un ambito meramente formale, scevro d'incisività nei rapporti tra le forze sociali e nei conflitti d'interesse. Nell'ottica della corrente più avanzata del patriziato, l'assoluta discrezionalità riconosciuta al mercante-imprenditore nell'assumere alle proprie dipendenze la manodopera scaturiva da un criterio di giustizia, ben lontano dall'idea di beneficio graziosamente elargito dal sovrano; s'inscriveva infatti in un quadro giuridico non più dominato dalla massima del particolarismo medievale, bensì permeato da criteri di mero calcolo economico, suggeriti dalla coeva economia politica e condivisi dalle grandi monarchie. Appariva infatti contraria allo «*ius proprium*» l'impossibilità del titolare del capitale di goderne la piena disponibilità; parimenti era giudicata alla stregua di un fattore antieconomico la subordinazione dei personali progetti al volere di operatori dotati di scarsa competenza tecnica.<sup>173</sup> La libertà, invece, avrebbe consentito alle energie delle giovani generazioni di fecondare il consueto tessuto sociale, innestandovi creatività e nuovo dinamismo; essa era invocata anche per le regole tecniche codificate negli statuti, mentre avrebbero dovuto decadere dall'antica natura di rigide prescrizioni a mere indicazioni orientative: non la coercizione, ma la qualità intrinseca doveva tornare a valere come unica legge idonea ad estinguere le imperfezioni e rendere competitive le manifatture nazionali.<sup>174</sup>

La prima stagione riformista fu contraddistinta dall'opera dell'inquisitore Marco Antonio Dolfin, il quale seguì tre itinerari di riforma: risanamento degli abusi secondo una gradualità proporzionata alla produzione e allo smercio dei singoli mestieri; libera iscrizione per quanti si proponessero d'innalzare i livelli qualitativi e nel contempo far diminuire i prezzi; nuove regole per la gestione finanziaria delle associazioni al fine di

171. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 193; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 99; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 277.

172. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 5r-v, 26 apr. 1751; b. 9, rel. Dep. commercio e Savi merc., 5 gen. 1720, dec. Senato 11 gen. 1720. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., pp. 188-190; LIZIER, *Dottrine*, cit., p. 314; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 75; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 83; CAIZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 14; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 623.

173. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 6v, 26 apr. 1751; c. 59r-v, 9 set. 1752.

174. Ivi, b. 9, rel. 1773; rel. inq. arti F. Morosini, 12 mar. 1771; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772. *Illuministi italiani*, cit., VII, pp. 224, 226; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 174.

arginare gli illeciti.<sup>175</sup> Egli suggerì pertanto di procedere ad un'apertura progressiva ed oculata, da differire per quei corpi che avessero evidenziato notevoli difficoltà di esecuzione della nuova direttiva. Quest'ultima non le privava del loro titolo, ma estendeva a chiunque, suddito o straniero, il diritto d'isciversi per poter esercitare il relativo mestiere. Si profilava così una sorta di libertà condizionata, volta ad incrementare la produzione, agevolare lo smercio interno e abbassare i prezzi, che erano tenuti artificialmente alti dall'imperversare del monopolio strenuamente difeso dai capimastri. La libera facoltà delle iscrizioni avrebbe quindi incentivato l'immigrazione di maestranze qualificate con conseguente incremento della popolazione attiva, esito che, secondo l'ottica mercantile, era considerato «uno dei più speciosi oggetti del principato, come il primario onore della Dominante».<sup>176</sup> L'ingresso di esperti stranieri avrebbe infuso nuovo vigore, animando con l'esempio e congrue gratificazioni lo spirito di emulazione, che da tempo si era dileguato dagli ambienti artigianali della capitale lagunare.<sup>177</sup>

La chiusura delle arti rispetto alla forza lavoro straniera era all'origine dello stato d'indigenza sofferto da molte famiglie artigiane, le quali, venute a mancare il capo preposto alla gestione dell'azienda, rimanevano senza alcun sostentamento e dovevano ridursi all'accattonaggio, ingrossando la schiera di mendicanti che affollavano la città. Questo allargamento dello strato sociale ridotto in miseria si sarebbe potuto evitare consentendo ai membri giovani d'intraprendere l'attività dei rispettivi genitori o iscriversi senza vincoli particolari alle corporazioni da loro liberamente scelte. Vari benefici sarebbero derivati anche all'economia delle stesse arti nonché all'erario, venendo meno le occasioni per dilapidare i fondi comuni nelle dispendiose liti giudiziarie intentate contro abusivi o per gli estenuanti conflitti di competenza commerciale. La soluzione dell'apertura dilatava il bacino di reclutamento senza togliere il titolo di arte, creando invece le condizioni per aumentare la produttività e accelerare lo smaltimento interno allo scopo di arginare la lievitazione dei prezzi: fenomeno inevitabile quando i venditori erano pochi e l'esiguo numero di negozi allontanava i mercanti, impossibilitati a trovare validi interlocutori.<sup>178</sup>

L'apertura delle arti agli immigrati di terraferma o stranieri fu ribadita nel 1754, pur conferendo alle magistrature competenti l'esame delle corporazioni cui poteva essere integralmente applicata.<sup>179</sup> Come trent'anni prima, il motivo di fondo che aveva indotto il governo a temperare la rigorosa chiusura delle arti industriali coincideva con la «redenzione del commercio». La soluzione radicale di dichiarare indistintamente tutte le arti libere ed aperte fu subito lasciata cadere, in quanto la sua approvazione avrebbe sollevato una marea di lamentele, mentre conveniva discernere i settori suscettibili di sviluppo grazie all'apporto di manodopera estera qualificata, senza toccare altri ambiti, come l'alimentare e il commercio al dettaglio, da sempre riservati ai nativi, allo scopo di alleviare la piaga della disoccupazione, fomite di vizi e accattonaggio. Era il metodo della moderazione e del proporzionato adeguamento a suscitare i più ampi consensi tra i Pregadi, consapevoli di doversi confrontare con un sistema permeato da malcelate gelosie e capace di soffocare i tentativi di immissioni incontrollate di manodopera.<sup>180</sup> Infatti la maggioranza preferì adottare il criterio dell'apertura graduale, stabilendo quali «arti serrate di questa città abbino ad aprirsi in tutte tre le classi vittuarie, mercanzie e ma-

175. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 62v, 25 set. 1752.

176. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 192; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 496; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 7.

177. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 5r, 26 apr. 1751.

178. Ivi, c. 59r-v, 9 set. 1752; *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 196; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 84; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 125.

179. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 41v, 23 mar. 1754; c. 105r, 22 mar. 1759. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 190; EINAUDI, *Alba e tramonto*, cit., p. 99; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 68; COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 30.

180. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. conferenza, 5 gen. 1720. CAZZI, *Industria*, cit., p. 37.

nifatture col libero ingresso nelle medesime di quelli che se n'essibissero». L'esecuzione del piano di riforma fu demandata alla Deputazione al commercio, invitata a prendere le mosse dalle arti di manifattura, in particolare il ramo tessile. La profluvie di studi e relazioni su tale materia assunse una mole soverchiante rispetto alla portata storica degli esiti effettivamente conseguibili. I tempi non si rivelarono ancora maturi per un'applicazione generalizzata della libertà d'iscrizione e nemmeno durante l'esperienza della semifranchigia portuale (1736-1751) le magistrature compirono progressi significativi. Si dovettero attendere la conclusione dell'esperimento e il ripristino delle solite aliquote daziali per il recupero di quella direttiva, seppur modulata sul criterio della calibrata diversificazione degli interventi in ossequio alle differenze che sotto il profilo economico contrassegnavano i vari mestieri della Dominante.<sup>181</sup>

Dal momento che gli esiti sperati dalla riforma tardavano a realizzarsi, nel 1759 l'inquirente Paolo Querini propose nuovamente di aprire tutte le arti d'industria ai lavoratori stranieri, la cui perizia professionale, requisito imprescindibile per l'applicazione di tale direttiva, avrebbe costituito un arricchimento per l'intera nazione. In subordine la condizione da rispettare era l'apprendistato, che poteva essere sostituito con il versamento di una tassa d'iscrizione straordinaria, cui doveva comunque seguire un accurato esame delle abilità tecniche del candidato. Di fatto i lavoratori immigrati, in genere profughi ed espatriati loro malgrado, non disponevano di cospicue riserve finanziarie ed essendo perlopiù in età adulta disdegnavano di assoggettarsi alle dipendenze di un capomastro al pari di semplici apprendisti. L'invito ai mercanti forestieri di insediarsi in città tendeva a sanare la dicotomia tra l'esercizio della mercatura in ambito veneziano e la sottrazione degli utili, che sotto forma di rimesse venivano spesso restituiti alle comunità d'origine. Alcuni erano riusciti ad inserire capitali di loro proprietà, avvalendosi anche di compiacenti prestanome locali, non solo nelle principali branche dell'artigianato, ma anche nella rete degli approvvigionamenti anonari.<sup>182</sup>

Il Senato confermò la legittimità dell'apporto di lavoratori oriundi nelle corporazioni di pura industria ovvero quei mestieri che non necessitavano di capitali per poter operare. Dovevano comunque essere rispettate alcune condizioni irrinunciabili: la verifica delle attitudini professionali, le distanze minime tra le botteghe (legge dei passi), l'istruzione da impartire di preferenza ad apprendisti veneziani, il versamento della tassa d'iscrizione dopo il primo biennio e delle consuete imposte personali equamente ripartite tra tutti i soci. Invece per gli esercizi di rivendita al minuto il criterio doveva essere l'opposto, essendo da neutralizzare in tutti i modi, anche con un adeguato inasprimento dell'azione repressiva, le mire di lucro di venditori ambulanti abusivi, i quali spesso fungevano da vettori dei flussi di contrabbando.<sup>183</sup> Sul fronte dell'abbattimento del costo del lavoro, si suggerì di alleviare il carico fiscale mediante la revoca di invisibili gravami e ridimensionando talune aliquote d'imposta personale, in modo da favorire l'ingresso nelle arti di giovani e volenterosi apprendisti.<sup>184</sup>

Una serie di decreti senatoriali varati nel 1767 confermò l'interdizione di alcune arti agli stranieri, la fusione di altre e lo scioglimento delle poche rimanenti, da trasformare in liberi mestieri, avulsi da qualsiasi configurazione formale.<sup>185</sup> Furono ribadite le medesime direttive della precedente fase riformista, al fine di garantire le più ampie possibilità d'impiego ai Veneziani nei mestieri di rivendita, lasciare ampio margine d'ingresso a

181. Ivi, dec. Sen., 11 gen. 1720; *Savi merc.*, s. 1, reg. 213, c. 89v, 7 mag. 1720. SAGREDO, *Sulle consorzierie*, cit., pp. 188-190; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 6, 8.

182. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 188, cc. 1v-3r, 16 nov. 1759; *Inq. Arti*, b. 9, rel. inq. arti, 13 mar. 1759; b. 5, reg. 1757-1760, c. 84r, 8 mar. 1759. SAGREDO, *Sulle consorzierie*, cit., p. 198.

183. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1757-1760, c. 84r-v, 8 mar. 1759. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 57-58, 59-60.

184. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza, 18 apr. 1772.

185. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 1v, 13 mar. 1773.

sudditi di terraferma nelle altre corporazioni e rendere aperte le manifatture capaci di reggere ai contraccolpi del mercato. Le autorità veneziane erano ancora disposte ad accettare gli stranieri nelle aziende artigianali, mentre li respingevano dalla rete del commercio, soprattutto quando venivano ad usurpare spazi tradizionalmente riservati agli operatori locali.<sup>186</sup> Il tema della chiusura delle arti faceva parte integrante della problematica concernente l'attiva presenza di stranieri nelle varie branche dell'economia veneziana. Si era consolidata una gerarchia degli ambiti nei quali gli stranieri potevano essere tollerati. Ampia libertà era accordata ai facoltosi mercanti che animavano il porto lagunare, mentre una tenace opposizione veniva esercitata contro gli agenti di ditte estere, le quali sottraevano ai mercanti veneziani lucrosi affari.<sup>187</sup> Parimenti nei settori artigianali che soffrivano per la saturazione dei mercati perdurava fortissima la resistenza all'immigrazione, tollerata solo per le manifatture assenti dalla capitale lagunare.<sup>188</sup> Sul commercio al minuto predominò sino al tramonto della Serenissima una generale avversione delle arti all'assunzione di tale servizio da parte degli stranieri, che sottraevano a taluni mestieri vaste quote della clientela popolare.<sup>189</sup> Il Senato ribadì il principio dell'apertura delle corporazioni a capimastri stranieri, «ma la malizia de' corpi rese quasi inofficiosa la pubblica provvidenza o coll'opponer alle loro prove o collo suscitare contese e litigi o con aggravarli d'esborsi forse eccedenti». Si era venuta così ad instaurarsi una situazione di virtuale conflitto tra l'orientamento politico del governo in materia di lavoro e le posizioni conservatrici assunte dalle associazioni di mestiere, i cui capi riuscivano a vanificare le direttive dello Stato, salvaguardando antichi privilegi dai risvolti antieconomici.<sup>190</sup>

Era necessario conseguire un equilibrio tra i diversi comparti in modo da promuovere l'afflusso di manodopera verso le arti utili al commercio, arginando invece l'espansione dei mestieri preposti ai consumi e al piccolo commercio, che non richiedevano capitali e abilità specifiche, «ma solo una tal qual attenzione e laboriosità» e pertanto erano adattabili naturalmente all'indole dei ceti inferiori; tali attività furono riservate ai Veneziani, invece l'inserimento in talune manifatture fu esteso ai sudditi di terraferma e si consentì ai lavoratori stranieri di insediarsi in città e aderire a quelle arti poco sviluppate, la cui produzione trovava facile smercio sui mercati esteri. Nel garzonaggio fu ribadita la precedenza ai soggetti nativi e sudditi, essendo la formazione professionale un prezioso patrimonio della nazione, da non disperdere in soggetti intenzionati a rimpatriare.<sup>191</sup>

L'esecuzione della riforma fu demandata alla medesima conferenza, che «senza offender la buona fede verso gli esteri, senza implicanza delle pubbliche leggi e senza ferire i più sostanziali oggetti del principato», doveva procedere ad un esame analitico delle situazioni in cui versavano le singole arti, al fine di calibrare gli interventi sulle reali esigenze e non in ossequio a principi astratti. Fu precisato l'obbligo per ciascun capomastro di assumere almeno un garzone veneziano o suddito, al fine di ridurre la schiera dei disoccupati e lavoratori stagionali, ritenuti in numero soverchiante: sempre più la società attiva doveva essere formata da residenti senza legami con nuclei familiari domiciliati in altri Stati. In questa direttiva s'inserì la limitazione della cooptazione

186. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, rel. Provv. Giustizia V. e inq. arti, 28 set. 1767.

187. ASV: *Senato Rettori*, f. 290, dec. Senato, 24 gen. 1756; rel. Dep. commercio, 28 feb. 1756. BMV: Ms. it. VII, 2156 (9196), cc. 108r, 114v, 1766. M. DAL BORGO, *Le corporazioni di mestiere veneziane e le attività economico-commerciali delle "nation foreste": Ebrei, Turchi, Tedeschi, Greci e Armeni*, in *Mediterranean World* XVI, Tokio, 2001, pp. 183-195.

188. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 33, c. 7v, 17 apr. 1773; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 36r, 19 apr. 1768; *Senato Rettori*, f. 327, rel. Savio terraferma, 20 set. 1770; f. 328, rel. 3 ago. 1770.

189. ASV: *Senato Rettori*, f. 358, rel. inq. arti, 1° giu. 1780; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1762-1767, c. 17v, 27 mar. 1762; b. 7, rel. Andrea Memmo, 23 feb. 1792. BMV: Ms. it. VII, 2156 (9196), c. 151v, 1766. VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 146.

190. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza, 18 apr. 1772.

191. Le arti interessate erano le seguenti: «fruttaroli, erbaroli, gallineri, remeri, battiori alemanni, dipintori, fioreri, frittoleri, strazzaroli» (ASV: *Inq. Arti*, b. 2, rel. conferenza, 12 giu. 1767; b. 6, reg. 1766-1771, c. 14v, 2 set. 1767; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 26v, 1° gen. 1775).



straordinaria in un'arte mediante versamento della tassa d'iscrizione ai soli sudditi, escludendone espressamente gli stranieri. Tra questi si mirava a rimuovere le situazioni d'incertezza sollecitandoli a scegliere tra il rimpatrio o l'elezione definitiva del domicilio nella capitale lagunare. La nuova disciplina sui lavoratori stranieri rispondeva, pertanto, a finalità tipiche della dottrina mercantilista, cui ripugnava l'attività retribuita di maestranze oriunde, che inviavano i propri risparmi ai paesi d'origine, provocando così una perdita della riserva monetaria nazionale.<sup>192</sup> La fase riformista degli anni sessanta trovò il suo epilogo nel decreto del 16 marzo 1771, col quale il Senato dichiarò aperte a chiunque possedesse i prescritti requisiti anagrafici e professionali trentasei arti d'industria.<sup>193</sup>

Il trascinarsi degli antichi difetti e il perdurare di un debole spirito d'intraprendenza indussero il Senato ad istituire un nuovo organismo attingendo all'esempio del governo britannico, che in Londra aveva fondato un'accademia delle arti. Alla luce delle analogie esistenti fra la realtà veneziana e la capitale inglese, Angelo Falier caldeggiò il patrocinio pubblico per la nascita di tale accolta, da dotarsi di una biblioteca aggiornata e da formarsi con rinomati esperti di materie scientifiche. Ma il patriato, non volendo esautorare le proprie prerogative di controllo, preferì istituire una Deputazione straordinaria alla regolazione delle arti, cui avrebbe demandato lo studio dei rapporti tra ordinamento corporativo e sistema economico pubblico e privato, proprio nel momento in cui si stavano valutando interessanti ipotesi di riordinamento della farraginoso rete doganale nei domini continentali.<sup>194</sup>

Il fatto di attingere alla lezione della storia muovendo dalle origini dei corpi di mestiere rivelò il proposito condiviso dai membri della Deputazione di giustificare l'esistenza e nel contempo la necessità del loro adeguamento al mutare dei tempi. La conservazione di vincoli anacronistici non trovava ragioni che deponessero a suo favore, anche se non venne mai incrinata la convinzione dell'utilità storica svolta dalle associazioni di mestiere. Già la conferenza tra magistrature, protrattasi sino alla nascita del nuovo organismo, aveva appurato l'impossibilità di ridurre in un'unica formula l'insieme dei rimedi esigiti dalle varie corporazioni. Anche la ripartizione nelle tre classi – vittuaria, manifatture per il fabbisogno interno, manifatture per le esportazioni – non consentiva l'individuazione di spazi d'intervento efficaci.<sup>195</sup>

La Deputazione alle arti prese in considerazione l'eventualità di sciogliere qualche corporazione, al fine di consentire ad una schiera di individui privi di conoscenze professionali, e altrimenti condannati all'ozio e alla miseria, di procacciarsi da vivere onestamente in quelle attività che ancora potevano espandersi nel contesto veneziano. La seconda ipotesi di riforma contemplava la fusione di arti affini, allo scopo di sottrarre incresciose occasioni di dispendiose liti giudiziarie, i cui costi ricadevano sui soci e quindi sui prezzi di commestibili e manufatti, già aggravati da molteplici passaggi da una corporazione all'altra. Le soluzioni proposte, oltre ad alleviare sensibilmente gli oneri sui generi, non avrebbero arrecato alcuna variazione al gettito tributario delle imposte personali. Sul tema della dilatazione della forza lavoro i membri della Deputazione, senza discostarsi dal solco della tradizione, distinguevano la manodopera generica, che doveva sempre essere formata da nativi, dalle maestranze specializzate, che potevano essere costituite da artigiani immigrati da altri Stati per colmare quei vuoti lasciati dai Veneziani.<sup>196</sup>

Una delle principali leve per il rilancio dell'economia cittadina venne individuata nell'organizzazione della forza lavoro, da predisporre per accogliere proficuamente nuova

192. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, rel. conferenza, 29 set. 1767.

193. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1788, c. 5v, 28 set. 1787.

194. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Angelo Falier, 1° apr. 1773. LANARO, *I mercati*, cit., p. 120.

195. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti, M. A. Dolfin, 9 set. 1752; *Inq. Arti*, b. 9, riassunto delle scritture, 1773; rel. Dep. arti, 6 set. 1773. VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 338-339.

196. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 1773.

linfa vitale, che per le manifatture significava immissione di artigiani stranieri depositari anche di moderne abilità tecniche. Il piano, nei suoi tratti salienti, non si configurava come una completa liberalizzazione del mondo del lavoro, bensì assumeva il profilo di un'equilibrata integrazione della popolazione attiva con una quota di maestranze immigrate, capaci di colmare le lacune lamentate in determinati rami produttivi. Si presumeva che la riforma dell'ordinamento corporativo avrebbe attratto nuovi capitali da parte di imprenditori e possidenti, esortati ad infondere copiose risorse nel mondo artigianale.<sup>197</sup>

All'ipotesi di scioglimento delle arti si contrapponevano anche ragioni prettamente fiscali, in quanto proprio le corporazioni fungevano da collettori delle imposte personali ordinarie e da enti di garanzia per raccolte straordinarie di fondi all'insorgere di crisi belliche. Il fronte dei debiti accollati alle arti e garantiti con capitali privati veniva a comporsi delle somme inevase a titolo di «tansa insensibile e taglione». La scomparsa delle arti avrebbe immediatamente sollevato le istanze di risarcimento, cui avrebbe dovuto far fronte lo Stato. A ciò si sarebbe aggiunto il pericolo di perdere il gettito per le imposte personali a motivo dell'impossibilità operativa di distribuirle equamente tra una massa informe di lavoratori senza più capi cui le magistrature potessero riferirsi per eseguire le direttive del governo, che non avrebbe più avuto modo di registrare le variazioni della forza lavoro. Inoltre l'esperienza delle crisi belliche aveva dimostrato il ruolo positivo svolto dalle associazioni per contribuire al finanziamento della difesa militare.<sup>198</sup> In loro assenza lo Stato avrebbe dovuto attivare un apparato suppletivo, ma scevro dell'esperienza accumulata da quei corpi nel corso dei secoli. Inoltre l'erario avrebbe dovuto accantonare congrue somme con le quali risarcire i dipendenti che avevano acquistato i rispettivi uffici.<sup>199</sup>

Con la scomparsa delle corporazioni si sarebbe aperta una nuova breccia nell'apparato assistenziale, che in parte era sorretto proprio dall'attività filantropica delle associazioni di mestiere. Non era possibile ridimensionare il peso delle arti e preservarne l'operato in campo sociale, in quanto solo le strutture che le costituivano consentivano lo svolgimento di azioni capillari, che altrimenti lo Stato avrebbe dovuto surrogare con nuove istituzioni di dubbia funzionalità.<sup>200</sup> La scomparsa delle arti annonarie o la loro indiscriminata apertura avrebbero indotto i mercanti più spregiudicati ed esperti a lucrare sulle incette a danno dei ceti inferiori, ad approfittare delle cicliche carestie, le quali, a causa dell'insularità di Venezia, avrebbero potuto assumere forme ancor più insidiose rispetto alle insorgenze della terraferma. Le arti di vittuaria dovevano quindi attenuare gli effetti deleteri delle crisi agrarie, che periodicamente si abbattevano sui domini veneti, e presiedendo solo alla vendita al minuto, non ostacolavano le normali correnti di rifornimento. La formazione di tali arti, contestualmente all'apertura dei fondaci in funzione di regolatori dei prezzi, era stata ideata per garantire l'approvvigionamento alimentare in ogni tempo. A riconoscimento di tale delicata funzione era stato creato l'istituto dell'«inviamento», coincidente col valore commerciale di ciascun punto vendita, ovvero l'impresa concepita come patrimonio immobile, capitali e diritti (affitti, vendite, costituzioni di dote, obbligo delle rendite per mansionarie e legati pii, contratti vitalizi, secondo formalità simili a quelle previste per i beni immobili, per un capitale stimato intorno ai 20 milioni di lire), che i titolari avevano faticosamente impegnato per poter avviare la loro attività e costituire una base economica per le rispettive famiglie. Il risarcimento ai legittimi proprietari, conseguente alla liberalizzazione delle

197. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. conferenza, 18 apr. 1772.

198. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772.

199. Ivi, c. 10r, 18 apr. 1772.

200. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 100; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 5; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 279; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 496.

rivendite, avrebbe comportato per l'erario un onere ingente, dovendo aggiornare i parametri di stima delle aziende, che nel 1773 sfioravano la quota di 1.600 unità, equivalenti ad un cospicuo capitale.<sup>201</sup> Allo scioglimento delle arti si opponevano anche ragioni di giustizia, soprattutto per quei mestieri che si fondavano sui cosiddetti «inviamenti» pubblici – valore complessivo stimato in circa tre milioni di ducati, di cui la frazione più consistente spettava alle arti annonarie – che, insieme ai livelli passivi, costituivano un grave ostacolo anche per la fusione di arti contigue; per ragioni di giustizia, infatti, il governo non avrebbe potuto accollare tali oneri passivi alle associazioni superstiti.<sup>202</sup> La scomparsa delle arti di siffatta configurazione (fornai, casaroli e altri curati dai governatori alle entrate) avrebbe comportato l'inevitabile perdita di ingenti capitali, intaccando il credito pubblico ed esponendo l'erario al risarcimento dei titolari che in passato avessero depositato somme cauzionali.<sup>203</sup> Sulla scorta di siffatte argomentazioni «dedotte da principi di sana polizia, di retta giustizia e di pubblico interesse e dalle forme costitutive del governo», la conferenza dei magistrati della Giustizia Vecchia si pronunciò per conservare «l'antica salutar massima della chiusura de' corpi nelle arti di commestibili e di consumo», confermando così un indirizzo che si raccordava alle radici della tradizione veneziana.<sup>204</sup>

Diversa logica presiedeva alle arti d'industria attive per le esportazioni. L'accettazione di manodopera qualificata poteva tradursi in fattore propulsivo in quei settori che trovavano ancora mercati permeabili. L'obiettivo primario rimaneva la preservazione dei livelli occupazionali a favore dei nativi e tale criterio era stato rigorosamente rispettato dal magistrato della Giustizia Vecchia, mentre per le arti sotto la giurisdizione di altri organi collegiali non si era proceduto ad unire corpi affini o ridurne altri a semplici mestieri. In ogni caso si raccomandava la direttiva di applicare le norme generali «ad ognuna delle arti secondo la natura loro, procedendo sempre coll'avvertenza d'applicarle unisono all'indole del popolo, agli usi e costumi della nazione a metodici ordini del governo», allo scopo di non vanificare *a priori* l'impulso riformistico e il risanamento del sistema.<sup>205</sup>

Il proposito di fondo che animava la classe politica consisteva nel sanare disordini e alleviare disfunzioni stratificatesi nel corso dei secoli, mentre era avulsa da tale programma qualsiasi idea di soppressione generale delle arti, per le quali si doveva escogitare un «piano di providenze, discipline e regolamenti» utili per potenziare la produttività e moderare il carovita.<sup>206</sup> Sulla scorta delle analisi della Deputazione e del censimento ragionato il governo aveva appurato la necessità di sopprimere alcune associazioni, confidando che tale provvedimento non avrebbe fomentato monopoli e frodi o privato di stabile impiego i lavoratori coinvolti. L'obiettivo espressamente dichiarato consisteva nell'estirpare i difetti più vistosi che in prosieguo di tempo si erano sviluppati sino a tradire le finalità originarie dell'associazionismo di mestiere.<sup>207</sup>

Il dibattito sfociò a riflessioni di natura prettamente politica, concernente la loro incidenza sul costume sociale, considerato uno dei «legami più sacri e più solidi del bene d'ogni nazione», il cui sviluppo dipendeva in larga misura dal grado di coesione interna e dalle reazioni delle sue componenti rispetto alle direttive delle autorità co-

201. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 493; VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., p. 139; BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 91.

202. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, Piano e osservazioni, 1773; b. 2, Ragionamento sopra le arti. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 203.

203. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 493; VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., p. 141.

204. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 10r, 18 apr. 1772.

205. Ivi, c. 10v, 18 apr. 1772. SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 6.

206. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 1r, 13 mar. 1773. VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 138-139.

207. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 2, Storia Dep.

stituite: il baricentro dell'organismo sociale era identificato con la coscienza etica dei suoi membri. L'allentarsi dei vincoli morali che innervavano l'agire quotidiano a tutti i livelli era stigmatizzato come il sintomo più pericoloso dello sfaldarsi del tessuto connettivo di una comunità, nonostante le sue salde radici storiche. Più che sul fronte legislativo, il governo era quindi chiamato a restaurare i costumi sociali facendo leva sul sentimento religioso universalmente condiviso dalla società veneziana e posto alla radice dell'associazionismo laicale.<sup>208</sup>

Sulla base di questa logica veniva a chiudersi il circuito del riformismo veneziano nelle materie socio-economiche: i mali non scaturivano dal sistema perfezionatosi nel corso di mezzo millennio, bensì da fattori contingenti correlati al lassimo morale, che innervava la società veneziana; di conseguenza non venne messa in discussione l'eredità istituzionale nelle sue forme codificate, ma il malcostume dominante, in quanto l'ordinamento corporativo rispondeva alle leggi fondamentali dell'economia politica nonché alle esigenze della base sociale. Pertanto occorreva agire sulla leva etica, restaurando i costumi sociali attraverso un'assidua opera educativa, cui erano chiamate a concorrere tutte le forze sociali: il patriziato col ritorno alle attività economiche, il ceto medio con l'apertura al progresso tecnico, il basso clero con la sua capillare azione pedagogica rivolta ai ceti popolari, la gerarchia ecclesiastica coi suoi autorevoli richiami all'integrità dei costumi. A tale programma di rigenerazione etico-civile dovevano concorrere anche le istituzioni accademiche, l'ordinamento scolastico e nuove strutture come l'auspicata casa di lavoro.<sup>209</sup>

Tenendo fermo l'obiettivo di assicurare ai giovani di estrazione popolare una decorosa formazione professionale, si propugnò l'abolizione degli sbarramenti per i passaggi volontari da un comparto all'altro, al fine di consentire loro di mettere a frutto i talenti naturali.<sup>210</sup> La trasformazione di alcune arti in semplici mestieri avrebbe consentito ad individui emarginati in età adulta di abbracciare qualche occupazione e riscattarsi dall'avvilente condizione di mendicanti.<sup>211</sup> Educare negli indefettibili principi morali e reprimere, forgiare le giovani generazioni e punire i trasgressori, costituivano nella strategia della politica sociale del patriziato il binomio vincente nella sfida lanciata dai nuovi tempi, senza alterare l'antico ordinamento, i cui principi informatori erano considerati pur sempre validi.<sup>212</sup>

Da tale impostazione emergeva un altro aspetto di quel tentativo di rinnovamento etico-civile che si delineò piuttosto articolato, pur trovando nei rapporti multiformi col clero uno dei cardini fondamentali. La rigenerazione dei costumi implicava la fattiva collaborazione con un clero assiduamente impegnato nella pastorale, nell'educazione e nell'assistenza socio-sanitaria. La collaborazione con questa forza capillarmente disseminata nella società era richiesta in tutti gli ambiti investiti dallo spirito riformistico: riduzione delle festività votive infrasettimanali, aggiornamento tecnico degli agricoltori, istruzione di base, formazione del clero, ristrutturazione dell'asse ecclesiastico. I diversi aspetti del riformismo veneziano non confluirono in un quadro organico, ma esaurendo la loro carica nello specifico si rivelarono pregni di una sensibilità politica che non si esauriva in uno stagnante conservatorismo, pur senza riuscire a varcare i confini desunti dalla tradizione.<sup>213</sup>

208. ASV: Giustizia V, b. 28, reg. 1772, cc. 10r-11v, 18 apr. 1772. SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 8.

209. ASV: Inq. Arti, b. 9, rel. 1773.

210. Ivi, b. 3, reg. 1773-1776, c. 1v, 13 mar. 1773.

211. Ivi, b. 9, Piano e osservazioni, 1773.

212. Ivi, b. 9, dec. Senato, 13 mar. 1773; b. 2, Ragionamento sopra le arti. Cfr. G. GULLINO, *La politica scolastica veneziana nell'età delle riforme*, Venezia, 1973; IDEM, *Educazione, formazione, istruzione*, in *Storia di Venezia*, VIII, *L'ultima fase della Serenissima*, Roma, 1998, pp. 778, 780-782.

213. ASV: Senato *Deliberazioni Roma expulsis*, f. 113, rel. Dep. *ad pias causas*, 28 set. 1775; f. 121, rel. Dep. *ad pias causas*, 12 mag. 1779. C. SCHWARZENBERG, *Sul giurisdizionalismo veneziano nel '700*, «Annali di storia del diritto», 10-11, 1966-1967, pp. 197-239; R. TARGHETTA, *Secolari e regolari nel Veneto prima e dopo la legislazione anticlericistica (1765-84)*, «Studi Veneziani», n.s., XIX, 1990, pp. 171-184.

Gli organi governativi si trovavano al centro di sollecitazioni divergenti, ma disdegnavano l'adozione di soluzioni radicali, come la liberalizzazione dei rapporti di lavoro e l'avvio del sistema di fabbrica, che avrebbe provocato la parallela metamorfosi della tradizionale figura dell'artigiano in moderno operaio, alle dipendenze esclusive di un imprenditore. Se una ristrutturazione in tal senso appariva adattabile al contesto sociale delle province venete, per la Dominante si profilava assolutamente impraticabile a motivo della carica eversiva insita in un simile progetto rispetto alla cristallizzata realtà veneziana. L'oligarchia senatoria preferì intraprendere una linea piuttosto morbida, e per certi versi ambigua, capace di attenuare le distorsioni più vistose, dirimere le controversie più accese, smussare perniciose asperità del sistema corporativo, ma senza svellerlo, essendo reputato parte integrante dell'ordinamento repubblicano.<sup>214</sup> Il governo cercò di discernere le considerazioni dettate da fattori contingenti o cause congiunturali dai caratteri che invece rispondevano ad una precisa e fondata logica socio-economica. In particolare attenuò il vincolo della chiusura ovvero la facoltà di accesso a determinate categorie professionali o civili rispondente all'obiettivo di arginare la piaga della disoccupazione riservando l'esclusiva o la precedenza ai nativi. Il patriziato era disposto a rivedere le forme concrete in cui era stata applicata tale direttiva, ma senza tradire la nobile e retta finalità di garantire il lavoro innanzi tutto ai cittadini residenti. Il principio della libertà non veniva astrattamente inteso o pedissequamente applicato, ma sempre declinato con lucido senso empirico secondo le circostanze storiche.<sup>215</sup>

L'obiettivo della Deputazione straordinaria alle arti consisteva nel calcolare un numero di corporazioni proporzionato all'entità demografica della capitale, in modo da evitare sia il pericolo d'incarimento, temuto soprattutto per i generi di prima necessità, sia il malcostume delle incette, che di solito scaturiva dall'esiguo numero di addetti in un settore.<sup>216</sup> Anche la rimozione dei gravami finanziari su garzonaggio e lavoro dipendente costituiva un obiettivo da perseguire al fine di creare le condizioni della riduzione dei prezzi.<sup>217</sup>

Ad avallare il giudizio negativo sulle arti venivano adottati gli eccezionali progressi effettuati dagli Stati nordici come Olanda e Inghilterra, che grazie a sapienti normative erano riuscite a tutelare le proprie industrie pur senza avvalersi di ordinamenti corporativi. La soluzione dello scioglimento di questi ultimi era stata adottata in forme analoghe anche in altri Stati italiani.<sup>218</sup> Ma ai magistrati veneziani ripugnava l'idea di una trasposizione meccanica di soluzioni che, seppur efficacemente applicate in altri contesti politici, dovevano essere vagliate alla luce del peculiare ordinamento veneziano, retto su equilibri delicatissimi e sapientemente dosati in lunghi secoli di dominio nell'assoluto rispetto di «quel sacro inviolabile ordine che unisce ed associa lo stato governante allo stato governato».<sup>219</sup> Agli esperimenti avviati in alcuni Stati italiani veniva contrapposta la secolare saggezza politica della Serenissima, grazie alla quale si era sviluppato un patrimonio industriale che non meritava d'essere messo a repentaglio per seguire qualche passeggera moda ideologica. Le arti costituivano anelli indispensabili di una complessa catena, la cui capacità di tenuta sarebbe stata infranta dal loro scioglimento in

214. VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 132; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 302.

215. ASV: *Giustizia V.*, b. 25, rel. *Giustizia V.*, 18 apr. 1772. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 26; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 16.

216. ASV: *Giustizia V.*, b. 29, dec. Senato, 13 mar. 1773; *Inq. Arti*, b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 90.

217. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 1v, 13 mar. 1773.

218. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 27-29; IDEM, *Industria e commercio nel Granducato di Toscana nell'età del Risorgimento. Il Settecento*, Bologna, 1971, pp. 200-202; P. MASSA, *La Repubblica di Genova e la crisi dell'ordinamento corporativo: due redazioni settecentesche degli statuti dell'arte della seta*, «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., 22, 1982, pp. 249-267; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 318; E. MERLO, *Le corporazioni, conflitti e soppressioni. Milano tra Sei e Settecento*, Milano, 1996.

219. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 99; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 337.



maniera irreparabile.<sup>220</sup> D'altra parte la virtù politica di una classe dirigente si misurava sull'attitudine ad adeguare massime generali, suffragate da esempi altrui, alla peculiare situazione dei governati. Tale assunto doveva essere tenuto in particolare considerazione nell'esaminare il ruolo svolto dai mestieri preposti al vettovagliamento della Dominante, la cui insularità la differenziava sostanzialmente dalle altre capitali europee. I pubblici poteri non avrebbero potuto lasciare alla mercé degli operatori economici il combinarsi degli equilibri tra domanda e offerta, in quanto la forma prevalente di rifornimento in grosse partite avrebbe favorito il sorgere di monopoli e incette, deleterie per i ceti popolari. A questi lo Stato doveva garantire congrue provviste regolari a prezzi modici prevenendo le speculazioni degli affaristi. Il sistema più efficace ed economico per conseguire tali obiettivi di giustizia sociale era stato sin dal Medioevo intravisto nella creazione di corpi intermedi che, autoregolandosi, salvaguardassero l'equilibrio tra il numero degli esercenti e le richieste della popolazione.<sup>221</sup> L'equa ripartizione dei punti di vendita al dettaglio (legge dei passi) doveva altresì garantire un dignitoso margine di guadagno, allargando così la base di occupati in città; per converso, lo svanire della rete corporativa avrebbe consentito ai più audaci di estendere i rispettivi raggi d'azione, aprendo botteghe ed esercitando una concorrenza sleale nei confronti degli esercenti più deboli. Invece ad uno Stato giovava essere sostenuto da un migliaio di famiglie benestanti piuttosto che da un centinaio di facoltose: in altri termini conveniva allargare l'area della società attiva anche ai fini del consolidamento del consenso politico. Ma giustificare l'esistenza delle arti con la necessità di arginare le transazioni illecite poteva essere interpretato come un'implicita dichiarazione d'impotenza da parte dello Stato, sprovvisto di un apparato repressivo in grado di agire capillarmente.<sup>222</sup>

Allo scopo di regolamentare la vita interna delle arti e la loro economia, si pensò, in un primo momento, alla promulgazione di un codice o statuto contenente norme comuni a tutte le associazioni, anche al fine di agevolare l'azione di controllo delle magistrature competenti. A questo nucleo normativo si sarebbe accompagnata una serie di specifiche prescrizioni, modellate sulle peculiari esigenze di ciascuna arte, pur creando le condizioni per poter prevenire incette, monopoli e aumenti artificiosi di prezzi. Si mirava a comprimere l'autonomia gestionale di gastaldi e bancali, avvezzi ad agire assolutamente svincolati da qualsiasi principio deontologico nonché dal controllo esercitabile dalla base, che demandava loro l'amministrazione economica senza poi curarsi degli atti concreti dei suoi rappresentanti.<sup>223</sup> Pur perdurando l'abitudine alla litigiosità, il governo indugiò sino al 1788 per richiamare la normativa del 1740, ribadendo l'obbligo della preventiva autorizzazione formale da parte del capitolo di quell'arte che intendesse procedere per via legale contro terzi contestualmente all'approvazione della spesa preventivata, cui erano poi chiamati a contribuire tutti i soci senza poter toccare i fondi comuni, mentre prima si adivano i tribunali su iniziativa dei gastaldi o su istigazione di avvocati, interessati a lucrare sulle vertenze, senza vagliare i reali interessi del sodalizio.<sup>224</sup>

Il pullulare di ricorsi e querele ai magistrati competenti in materia di corporazioni aveva indotto il Senato, alcuni anni prima, a promuovere la conferenza tra magistrature competenti in materia economica, per lo studio di una riforma disciplinare volta ad estirpare mali inveterati nelle associazioni veneziane, che sovente erano poste alla mercé di funzionari corrotti e negligenti, abili però nel manomettere le scritture contabili per

220. ASV: *Inq. arti*, b. 2, Ragionamento sopra le arti.

221. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8v, 18 apr. 1772. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 90.

222. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, cc. 9r-10r, 18 apr. 1772.

223. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 1773.

224. ASV: *Giustizia V*, b. 27, reg. 1700-1748, c. 64r, 31 mag. 1740; b. 26, dec. Senato, 29 dic. 1788; *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 9 set. 1759.

nascondere le loro malversazioni. Tuttavia si constatò che il risanamento degli antichi difetti non sarebbe scaturito da prescrizioni generali, bensì da un'oculata applicazione dei principi di corretta e parsimoniosa gestione, «essendo i mali di questi corpi differenti secondo l'indole delle malattie e secondo la differenza degli umori». <sup>225</sup> La riforma era quindi circoscritta alla dimensione economica, condizionata negativamente dal perpetuarsi nelle cariche dei medesimi titolari, che con le loro trasgressioni eludevano l'autorità pubblica. <sup>226</sup> Nonostante il susseguirsi di interventi tesi alla moralizzazione della condotta comunemente seguita dai gastaldi, questi ultimi perseverarono caparbiamente nel disattendere le direttive del governo, sfruttando per fini personali le finanze delle rispettive associazioni: alla vigilia della caduta della Serenissima si auspicava l'inasprimento dei requisiti per accedere alle cariche superiori nonché dei metodi di selezione dei candidati più severi. <sup>227</sup>

La nuova normativa stabiliva come condizione della legalità delle assemblee ordinarie la presenza di almeno la metà degli iscritti, cui era demandata l'elezione dei successori nelle varie cariche, dalle quali, in caso d'inadempienza, i titolari rischiavano l'interdizione quinquennale. Era fatto assoluto divieto di procacciarsi voti elargendo doni in denaro o in natura ovvero promuovendo «l'unione delle sempre abborite conventicole per coltivar gli animi et acquistar affetti». <sup>228</sup> In ogni epoca le magistrature veneziane avevano raccomandato la massima partecipazione dei soci alle adunanze capitolari delle rispettive arti, prevedendo anche una pena pecuniaria a carico degli assenti ingiustificati. <sup>229</sup> Alcune assemblee andavano deserte per mancanza di numero legale, anche se raramente nelle convocazioni delle arti più numerose veniva rispettato il limite minimo della metà degli iscritti. Ma le difficoltà insorte per ottemperare a tale prescrizione dimostrarono che non si poteva imporre un obbligo uniforme per tutte le corporazioni al fine di non rischiare la paralisi della loro vita interna. <sup>230</sup> Alcune arti convocavano il capitolo più volte nello stesso anno per il rinnovo delle cariche interne e sovente venivano approvati provvedimenti con un numero minoritario di votanti. Tale malcostume era invalso soprattutto presso le associazioni più dilatate, le cui riunioni si svolgevano alla presenza di qualche frazione di iscritti. Il Senato fissò il numero legale di partecipanti alle assemblee capitolari per una sessantina di arti, ma il calo progressivo degli iscritti in alcune associazioni indusse queste ultime a supplicare una proporzionale riduzione del *quorum* legale. <sup>231</sup>

Particolare cura doveva essere riservata alla revisione dei registri contabili, sovente oggetto di controlli superficiali che lasciavano attecchire omissioni e illeciti, da prevenire mediante la registrazione giornaliera delle partite come pure la redazione di sunti mensili. Anche l'atto della consegna dei libri contabili e delle pratiche amministrative era oggetto di particolare attenzione supportata da un accurato esame e dall'eventuale risarcimento dei danni e debiti. Ciascun confratello doveva pagare puntualmente la luminaria nei tempi e modi prescritti, incorrendo altrimenti in una penale doppia rispetto alla quota ordinaria, dopo la denuncia del gastaldo alla Giustizia Vecchia. Per il contrario non era più tollerabile la consuetudine coltivata da molti gastaldi di differire i pagamenti ai fornitori di pane e candele impiegando gli oboli delle questue per altri scopi. Inoltre era tassativamente vietato ai gastaldi il disporre a propria discrezione dei fondi sociali, destinati solo alle necessità gestionali. Per le spese straordinarie era richiesta la

225. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1757-1760, c. 102v, 25 mag. 1759.

226. Ivi, b. 9, rel. conferenza, 25 mag. 1759; b. 11, reg. notatorio 1758-1759, dec. Senato, 9 giu. 1759.

227. Ivi, b. 7, rel. S. A. Crotta, 9 gen. 1795.

228. Ivi, b. 9, dec. Senato, 9 set. 1759.

229. Ivi, b. 8, rel. 21 feb. 1792.

230. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1781, cc. 34r-35r, 21 feb. 1782.

231. ASV: *Inq. Arti*, b. 7, reg. 1795-1796, rel. inq. arti Antonio Boldù, 28 dic. 1796; b. 9, rel. conferenza, 7 giu. 1782; b. 6, reg. 1781-1790, rel. conferenza, 21 feb. 1782. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., pp. 225-227.

maggioranza qualificata dei due terzi dei votanti, il versamento della quota trimestrale di «tansa e taglione». Fu proibito il cumulo delle cariche pur venendo tollerata, per il medesimo individuo, l'appartenenza a due arti. Infine venne regolamentata la figura dell'«interveniante» che fungeva da cooperatore del gastaldo. I titolari salariati, confermabili ogni otto anni, dovevano essere designati dalla conferenza dei Provveditori alla Giustizia Vecchia, Giustizieri e Inquisitore alle arti.<sup>232</sup>

Anche motivi di natura prettamente finanziaria, legati al sedimentarsi di inadempimenti tributarie, concorrevano a dissuadere le massime autorità dal procedere verso la soppressione delle «fraglie», la cui massa debitoria sarebbe ricaduta sulle casse statali, aggravando il disavanzo pubblico.<sup>233</sup> Agli inizi degli anni ottanta fu avviata la revisione generale delle casse delle singole arti, per le quali le magistrature auspicarono un ridimensionamento delle uscite, al fine di saldare i debiti pregressi, soprattutto le somme inevase per tributi personali, nel quadro della politica di riordino dell'amministrazione finanziaria. Ma l'erosione patrimoniale delle arti continuò impunemente sino alla fine del regime aristocratico.<sup>234</sup>

I modesti risultati conseguiti dalla Deputazione, imputabili alla mancata formazione di una solida maggioranza fautrice di sostanziali riforme, la sospinsero nella penombra della scena politica, fino alla soppressione ufficiale, peraltro caldeggiata da Andrea Tron, propenso alla riesumazione dell'Inquisitorato alle arti, ripristinato nel 1777, di cui vennero ampliate le originarie attribuzioni.<sup>235</sup> La sua fisionomia di organo individuale lo rendeva un ufficio duttile alle idee del titolare, la cui attività era comunque condizionata dalla durata effettiva dell'incarico, poiché gli avvicendamenti a ritmo serrato disaffezionavano i responsabili, impedendo loro di addentrarsi nei problemi per escogitare le soluzioni ottimali.<sup>236</sup> Ma la ripresa di una formula istituzionale già inaugurata un trentennio prima, confermando gli ondeggiamenti della classe dirigente intorno al complesso problema del mondo del lavoro, s'inseriva in un clima politico permeato da una crescente cautela, che era destinata a smorzare i toni del dibattito tra gli organi governativi e incanalare le iniziative di riforma entro schemi mutuati dalla tradizione. Di conseguenza molte disfunzioni del sistema corporativo perdurarono sino al termine del regime aristocratico: non venne estirpato il malcostume comune a tutte le arti dell'esonero dal garzonato consentito ai figli dei capimastri; fu invano sancita la limitazione delle spese per le associazioni di mestiere, in particolare quelle d'industria, definendo la disciplina dell'apprendistato e della carriera interna.<sup>237</sup>

##### 5. INTERVENTI SU ALCUNE CORPORAZIONI

La rigenerazione del sistema corporativo era ancora concepita come premessa indispensabile per il rilancio dell'economia veneziana, in seno alla quale affiorarono significative tendenze al rinnovamento tecnologico. Tali spinte, però, essendo avulse da un piano organico, non riuscirono a rinnovare in profondità le strutture produttive, frenate dal carico fiscale e accerchiate dall'agguerrita concorrenza straniera. Il governo aveva tentato di animare l'industria veneziana elargendo privilegi di esclusiva e premi di produzione,

232. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 9 set. 1759.

233. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1772, c. 9v, 18 apr. 1772; *Inq. Arti*, b. 8, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. BCV: Ms. *Cicogna*, b. 3163, rel. *Giustizia V.*, 18 apr. 1772.

234. ASV: ASV: *Giustizia V.*, b. 28, rel. A. Tron, 22 apr. 1782; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1781-1790, rel. A. Tron, 22 apr. 1782; b. 7, reg. 1791-1795, rel. inq. arti, 9 gen. 1795. VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 181.

235. ASV: *Inq. Arti*, b. 12, reg. 1777-1778, 13 mag. 1780; *Senato Rettori*, f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776. BCV: Ms. *P. D.*, b. 2250 C, rel. A. Tron, 5 giu. 1780. Cfr. TORCELLAN, *Settecento veneto*, cit., pp. 267-268; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., pp. 183, 185; VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 127; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 13; TRON, "Serenissimo Principe", cit., p. 76; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 504.

236. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, rel. A. Tron, 1° feb. 1782; b. 10, reg. ispezioni, c. 48, 1781.

237. Ivi, b. 7, rel. Inq. arti A. Crotta, 9 gen. 1795, 5 feb. 1795.

ma gli esiti si erano rivelati sovente inferiori alle aspettative.<sup>238</sup> La cassa donativi, istituita nel 1750, doveva alimentarsi coi proventi del dazio sui tessuti esteri importati, sui quali gravava un'aliquota tra l'8 e il 10 per cento, ma le modeste prospettive di sviluppo di quel settore comprimevano le speranze di un riscatto fondato su tali metodi.<sup>239</sup> Tra i Pregadi si prediligeva l'idea della proliferazione di unità industriali, ritenuta condizione favorevole alla «perfezione dei lavori e alla leggerezza dei prezzi», che potevano scaturire solo dalla libera concorrenza fra diversi produttori.<sup>240</sup> Ma al volgere del secolo l'opinione dei magistrati sulle manifatture nazionali propendeva per una linea politica di abbattimento dei prezzi, cui si sarebbe dovuto subordinare il livello qualitativo della fabbricazione per stare al passo coi tempi.<sup>241</sup>

Nell'età delle riforme il governo veneto accordò la priorità ai settori funzionali ai flussi di esportazione, privilegiando il setificio, considerato da sempre «sodo fondamento dell'utile commercio, ricchezza dello Stato, sostentamento della popolazione, pregievole rendita dell'errario».<sup>242</sup> Le sue disfunzioni erano riconducibili alla congerie di deliberazioni interne e ordini che si erano stratificati negli statuti, degenerati in «maleregole», ovvero in base normativa piuttosto farraginoso, strumentalizzata per coprire le inadempienze e attenuare le tensioni che solcavano l'ibrida compagine del setificio: capimastri forniti di sufficienti capitali per sostenere in proprio telai battenti e commissionare ordinativi; capimastri senza capitali, che limitandosi a lavori di mediocre fattura soddisfacevano le richieste di affaristi greci, ebrei, turchi e armeni; tessitori in parte autonomi e in parte posti alle dipendenze dei capimastri. Il mercante capitalista si sentiva oppresso dal giogo di diversi gravami, che invece appena sfioravano il negoziante di nazionalità levantina avulso dal contesto veneziano.<sup>243</sup>

Il difetto più grave, dai molteplici risvolti antieconomici, era individuato nello stretto condizionamento esercitato dall'arte dei tessitori nei riguardi dei mercanti, i quali pertanto covavano crescente riluttanza ad affidare i loro capitali a chi agiva con estrema disinvoltura sentendosi forte del suo ragguardevole monopolio. La sicurezza garantita dagli intangibili privilegi corporativi aveva alimentato una corrosiva indolenza, che pregiudicava la qualità dei manufatti.<sup>244</sup> Anche la graduale perdita di competitività di questi ultimi era imputata alla soverchiante influenza conquistata dai cosiddetti «colonnelli» del setificio (ufficio dei mercanti, tessitori, filatori, tintori, tira e battorio),<sup>245</sup> che in prosieguo di tempo si erano arrogati il diritto di agire a guisa di sodalizi indipendenti, scevri però dell'autorevolezza necessaria per conservare la disciplina del lavoro tra i rispettivi associati.<sup>246</sup> I capimastri filatoi usavano assegnare i lavori ad una miriade

238. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 197, c. 94v, 4 gen. 1775; reg. 207, cc. 20v-21v, 17 dic. 1792. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 489; IDEM, *Imprenditori*, cit., p. 151.

239. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 202, c. 1v, 28 set. 1781; reg. 207, c. 59r, 26 ago. 1793.

240. Ivi, reg. 217, c. 18r, 4 apr. 1745; reg. 218, c. 25r, 16 dic. 1751.

241. ASV: *Inq. Arti*, b. 7, reg. 1790-1795, rel. inq. arti F. Battaglia, 4 dic. 1790.

242. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, rel. Dep. arti, 20 set. 1776.

243. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1751-1757, c. 1v, 26 apr. 1751; reg. 1766-1771, c. 48r, 2 mar. 1769; b. 74, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; b. 9, rel. inq. arti F. Morosini, 2 mar. 1769; *Senato Rettori*, f. 324, rel. inq. arti, 2 mar. 1769; *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, cc. 63r-64v, 16 gen. 1751; *Giustizia V.*, b. 28, rel. Dep. arti, 20 set. 1776. CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 76; M. DELLA VALENTINA, *Da artigiani a mercanti: carriere e conflitti nell'Arte della seta a Venezia tra '600 e '700*, in *Corporazioni e gruppi professionali nell'Italia moderna*, a cura di A. Guenzi, P. Massa, A. Moiola, Milano, 1999, pp. 445-465; P. LANARO, *Gli statuti delle arti in età moderna tra norma e pratiche. Primi appunti dal caso veneziano*, in *Corporazioni*, cit., pp. 327-344.

244. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-57, cc. 1v-2v, 26 apr. 1751; *Senato Rettori*, f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 66v, 16 gen. 1751. CAZZI, *Industria*, cit., p. 118; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., pp. 300-301.

245. Il comparto dei tessuti serici nel 1755 si sosteneva con 1.350 telai lavorati da 483 capimastri, 50 capimastre con bottega e 112 senza, 121 lavoranti uomini e 222 donne (ASV: *Senato Rettori*, f. 290, rel. inq. arti P. Querini, 13 gen. 1756). Nel 1767 a Venezia furono censiti 1.006 telai, di cui 777 funzionanti per conto dei mercanti e i rimanenti messi in opera ad esclusivo vantaggio dei tessitori, mentre altri 370 erano dismessi (ASV: *Senato Rettori*, f. 320, rel. deputato fabbriche G. Marcello, 30 apr. 1767). Cfr. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 122-123; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 79.

246. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 6r, 29 mag. 1751; b. 5, reg. 1751-1757, c. 1v, 26 apr. 1751; b. 6, reg. 1766-1771, c. 48r, 2 mar. 1769; *Senato Rettori*, f. 324, rel. inq. arti, 2 mar. 1769; f. 290, rel. Dep. commercio, 16 gen. 1756.

di poveri manovali d'ambo i sessi, che i mercanti ritenevano responsabili del degrado qualitativo, mentre i tintori imputavano le imperfezioni al concorso di fattori ambientali indipendenti dalla loro perizia professionale. Il mestiere dei «tira e battioro», sfruttando la dipendenza diretta dai Provveditori in Zecca, si avvaleva del suo tradizionale monopolio per conservare un numero esiguo di maestranze, che in tal modo potevano fruire di discreti livelli retributivi tenuti artificialmente stabili, ma sproporzionati rispetto al volume medio di lavoro.<sup>247</sup>

Nel 1751 il Senato abolì gli statuti dei «colonnelli» del setificio, ponendo così le premesse per una riforma più vasta da assegnare ad una magistratura specifica, al fine di non sovraccaricare i Savi alla mercanzia, impegnati a gestire la transizione dalla semifranchigia portuale al regime protezionistico. In quello stesso anno, infatti, fu istituito l'inquisitore straordinario sopra la regolazione delle arti<sup>248</sup> e poco dopo furono approvati i trentadue articoli che rinnovavano lo statuto dell'arte della seta: diciassette capitoli per il cetto mercantile e sedici per l'arte dei tessitori, che nel 1755 ricevette una strumentazione normativa più dettagliata, suddivisa in sessanta articoli.<sup>249</sup> Pur avendo di mira la libertà per i mercanti di vendere la propria merce senza inutili condizionamenti da parte degli uffici interni alle corporazioni, furono in realtà riproposte regole che affaticavano la conduzione del settore senza attenuarne la sfasatura rispetto all'industria serica europea.<sup>250</sup> L'anno successivo fu promulgato un testo normativo che evocava i tratti salienti della tradizione locale senza recepire le istanze dei tessitori, ma accogliendo più che altro i suggerimenti dei mercanti. L'eterogenea configurazione delle proposte legislative rifletteva le contrastanti sollecitazioni convergenti sull'ambiente politico, che, nonostante il pullulare di studi comparativi, analisi statistiche, resoconti finanziari, si mostrava incerto sulla linea politica più vantaggiosa e conciliante i divergenti interessi in gioco.<sup>251</sup>

Questo primo tempo delle riforme fu integrato da una serie di incentivi ed esenzioni elargiti alle aziende più dinamiche, soprattutto in vista di un più vasto reclutamento della manodopera femminile, che in genere offriva prove eccellenti – «risparmio della materia, polizia di lavoro e moderazione di mercede» – pur senza far parte della corporazione a motivo della tenace resistenza opposta dai tessitori.<sup>252</sup> Infranto il predominio esercitato per generazioni da questi ultimi, alle donne fu riconosciuta la facoltà di conseguire l'ambito titolo di capomastro, previo superamento delle prove di idoneità, al fine di sottrarle al consueto sfruttamento dei tessitori – avvezzi a retribuirle a scadenza settimanale in modo da accentuarne la subordinazione e lo stato di precarietà – ponendole invece alle dirette dipendenze dei mercanti. In tal modo le prime mosse del governo stavano tracciando le linee portanti della successiva strategia, intesa a legittimare in seno al comparto tessile una sana concorrenza tra gli operatori, allo scopo d'innalzare il livello qualitativo.<sup>253</sup> In caso di scomparsa del capomastro, la prole femminile sarebbe stata parificata a quella maschile e analogamente si procedette per l'emancipazione

247. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 62r, 16 gen. 1751. CAIZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 78; PANCIERA, *Imprenditori*, cit., p. 145.

248. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 6v, 29 mag. 1751; c. 7r, 17 lug. 1751; b. 9, dec. Senato, 11 lug. 1751; b. 6, reg. 1766-1771, c. 48r, 2 mar. 1769; *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 141v, 11 lug. 1751.

249. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 19v, 8 apr. 1752; c. 54v, 29 set. 1755; b. 11, reg. notatorio 1751-1758, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 29 apr. 1752; b. 5, reg. 1751-1757, c. 48r, 5 dic. 1754; c. 49r-v, 21 set. 1754; b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781.

250. ASV: *Senato Rettori*, f. 324, rel. inq. arti. P. Querini, 2 mar. 1769. CAIZZI, *Industria*, cit., p. 119.

251. ASV: *Senato Rettori*, f. 291, rel. conferenza, 3 dic. 1755; terminazione 27 mar. 1756; *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781. L. TREZZI, *Governo del mercimonio e governo della città a Milano nella prima metà del XVIII secolo*, in *Economia e corporazioni. Il governo degli interessi nella storia d'Italia dal medioevo all'età contemporanea*, a cura di C. Mozzarelli, Milano, 1988, pp. 141, 151-153; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 625; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 528; DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., pp. 499, 501.

252. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 2v, 26 apr. 1751.

253. Ivi, c. 135v, 28 mag. 1754; reg. 1762-1766, c. 3v, 23 set. 1761. PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 502-503.



delle vedove, nonostante le aspre critiche dei tessitori, che individuavano nelle unioni matrimoniali con individui estranei all'arte un fattore esiziale per la continuità delle aziende e il naturale ricambio generazionale.<sup>254</sup>

Allo scopo di uscire da una situazione di generale stagnazione, fu riproposta l'apertura delle associazioni interne ad individui immigrati, anche se la comparsa dei salutarissimi effetti di tale processo avrebbe richiesto tempi piuttosto lunghi, a motivo delle tenaci resistenze che gli artigiani avrebbero verosimilmente opposto agli esoneri curriculari e fiscali previsti per i nuovi operai. La completa realizzazione dell'apertura del setificio a lavoratori stranieri esperti, ad imitazione di quanto già attuato in altre nazioni, comportava l'adesione convinta di tessitori e mercanti, dai quali dipendeva in gran parte il destino del settore di punta dell'industria veneziana.<sup>255</sup> Dal momento che i capi dei tessitori si opponevano fieramente all'espansione della forza lavoro, respingendo stranieri e sudditi, si vagheggiò l'idea di abilitare i lavoratori sottraendoli ai vessatori vincoli dei capimastri, come pure sollevare i nuovi iscritti dai gravami tributari. Conveniva comunque garantire la precedenza nel reclutamento per il garzonato ai nativi, in quanto gli stranieri si dimostravano una forza precaria votata al rimpatrio e pertanto si suggerì di assumere piuttosto provetti artigiani immigrati in grado di portare una ventata di novità nelle branche utili alle esportazioni.<sup>256</sup> La riforma concernente l'apertura, sancita dal Senato nel 1769, nelle vie di fatto non ebbe seguito alcuno, in quanto nessun tessitore si mostrò disposto a rischiare di arenarsi tra gli ostacoli che perduravano nella prassi ordinaria, nonostante la dichiarata libertà d'ingresso nel corpo mercantile. Quella concessione, infatti, non offriva sufficienti garanzie, ma doveva essere accompagnata dall'abrogazione delle regole preclusive del naturale dispiegarsi della creatività individuale, che la sovranità pubblica era chiamata a tutelare contro le insidie dell'appiattimento corporativo, in particolare sanando il risvolto negativo rappresentato dal perdurare delle prevaricazioni dei tessitori nelle consuete forme inive al gruppo mercantile.<sup>257</sup> Le divergenze che da lungo tempo contrapponevano i mercanti ai tessitori rappresentavano l'eredità passiva della commistione di norme, privilegi, immunità, giurisdizioni, prerogative, di cui le diverse branche dell'arte si ergevano a pugnaci depositarie. La secolare lotta tra le due consorterie si esacerbò sulla questione del numero di telai che, sin dal secolo xvii, componevano ciascuna unità aziendale: quattro lavoravano per soddisfare le commissioni dei mercanti, mentre una coppia denominata «di grazia» veniva utilizzata dai singoli capimastri per rispondere a ordinativi per conto terzi. In questo margine d'autonomia, suscettibile di arbitrarie dilatazioni, i mercanti scorgevano una permanente insidia per il loro ruolo specifico di mediatori tra domanda e offerta, sottolineando che tale funzione richiedeva solida esperienza organizzativa, congrue risorse finanziarie e soprattutto ampia discrezionalità nelle scelte.<sup>258</sup> Secondo la prospettiva dei tessitori, invece, la gestione di una quota di produzione libera dai rigidi vincoli delle codificate misure tradizionali avrebbe contrastato le importazioni illecite e la concorrenza anglo-francese in Levante, dove i tessuti veneziani erano offerti a prezzi elevati.<sup>259</sup>

I costi di produzione comprendevano la materia prima, le tinture e la manodopera; le prime due voci erano pressoché identiche a quelle delle aziende continentali, per cui era il costo del lavoro a sbilanciare l'economia del setificio veneziano.<sup>260</sup> Strettamente

254. ASV: *Inq. Arti*, b. 11, reg. notatorio 1751-1758, rel. inq. arti, 29 apr. 1752; b. 3, reg. 1762-1771, c. 6r, 2 dic. 1762.

255. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 182, c. 67r, 16 gen. 1751; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1757, c. 5r, 26 apr. 1751; c. 54v, 29 set. 1755.

256. ASV: *Senato Rettori*, f. 290, rel. inq. arti P. Querini, 13 gen. 1756; *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 5v, 26 apr. 1751; reg. 1762-1766, c. 15r, 4 ago. 1761; b. 9, Piano e osservazioni, 1773.

257. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, rel. Dep. arti, 20 set. 1776.

258. ASV: *Inq. Arti*, b. 74, rel. inq. arti, 12 mar. 1771; b. 5, reg. 1751-1759, c. 5v, 26 apr. 1751; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, rel. 20 set. 1776. DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., pp. 492-493.

259. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, rel. A. Tron, 3 apr. 1784; b. 6, reg. 1781-1790, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 27 apr. 1782. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 374; DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., pp. 494-495, 497.

260. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781.

legata alle sorti di quest'ultimo si delineava la tintoria, in forza del valore fondamentale rivestito dal colore nel successo commerciale di un tessuto. Ma nonostante la crescente attenzione rivolta a tale comparto, testimoniata anche dalle misure adottate sotto l'egida dei Provveditori di Comun, al volgere del secolo esso versava in uno stato di palese decadenza, imputato al degrado professionale dei tintori. Il ceto mercantile aveva convinto il governo a rintuzzare il progetto avanzato da questi ultimi per costituirsi in compagnia autonoma, votata a divenire l'unica detentrica della colorazione serica.<sup>261</sup>

Negli anni settanta i tentativi di riforma del setificio s'intersecarono con gli sforzi governativi tesi a ricostruire il tessuto industriale su basi più moderne. Si puntò su una produzione più confacente agli abituali consumi popolari agendo simultaneamente lungo tre direttrici: aggiornamento degli impianti, abolizione dell'arte delle «gucchiere» di seta, introduzione di un gravame su ciascun telaio in sostituzione delle imposte personali.<sup>262</sup> Senonché i ritocchi apportati al setificio non si rivelarono di portata tale da sollevarne le sorti e contrastare efficacemente la concorrenza straniera, insinuatasi financo tra le pieghe del mercato interno. Il moto discendente fu appena rallentato, ma non invertito, come attestò la perdita accusata nell'arco di un ventennio, che sfiorò un terzo dei livelli medi di produzione registrati nel primo Settecento.<sup>263</sup>

L'evoluzione dei mercati postulava una creatività sempre più libera, dalla quale potessero generarsi nuove idee in grado d'infondere linfa vitale nell'arte della seta, «piantata sul lusso, sulla novità, sulla moda», rinnovando «le antiche modalità dei lavori, opposte al costume e al genio universale degli uomini»; sulla base di queste premesse, per sopravvivere il tessitore era costretto ad infrangere le vecchie regole tecniche, ma non era disposto a sacrificare la sua autonomia professionale ponendosi al seguito del ceto mercantile.<sup>264</sup> Dopo un ventennio di studi e interventi, furono denunciati i soliti difetti, correlati alla demotivazione dei mercanti che si sentivano alla mercé di indolenti tessitori, adagiati nel loro intangibile monopolio. L'azione di rinnovamento avrebbe dovuto infondere nuove energie, incentivare lo spirito di emulazione, consentire ampio spazio ad una sana concorrenza, rimuovere il giogo del privilegio, adeguare le strutture produttive al mutare della domanda, favorire l'aggregazione di un nutrito manipolo di capitalisti propensi ad investire risorse per l'aggiornamento tecnologico.<sup>265</sup> La mercatura richiedeva che non venissero confusi i ruoli di negoziante e capitalista, direttore d'azienda e operaio, in modo da forgiare un meccanismo capace di adeguarsi tempestivamente alle cangianti richieste dei mercati. Ai fini del superamento di tale stato d'inferiorità conveniva riformulare la gerarchia interna, tenendo distinte le funzioni dei mercanti da quelle dei tessitori: questi non dovevano travalicare i confini di meri esecutori di quanto stabilito dai mercanti, cui spettava la scelta della materia prima, la selezione di disegni, colori e forme, senza subire i condizionamenti delle maestranze.<sup>266</sup>

Nel 1776 la Deputazione alle arti avanzò la proposta di concentrare nel ceto mercantile

261. Ivi, b. 6, rel. Inq. arti e mag. consoli mercanti, 2 mar. 1784; b. 7, rel. Provv. Comun e inq. arti, 15 mag. 1792. R. BERVEGLIERI, *L'arte dei tintori e il nero di Venezia*, in *I mestieri*, cit., p. 60.

262. ASV: *Savi merc.*, s. 1., reg. 43, cc. 44v-45r, 1° set. 1774; *Senato Rettori*, f. 337, rel. Antonio Zulian, 26 apr. 1774. CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 80.

263. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 49r, 2 mar. 1769; reg. 1781-1790, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 27 apr. 1782; b. 5, reg. 1762-1766, c. 12r, 15 dic. 1761; *Savi merc.*, s. 1., reg. 47, c. 51v, 11 ago. 1781. DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., p. 502.

264. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781.

265. Le direttrici della riforma furono così sintetizzate: «ingresso nel corpo dei mercanti e dell'arte de' testori, uguaglianza tra gli individui, libertà nella direzione delle manifatture, libertà per la materia e forma de' lavori e sollievo di aggravii». ASV: *Senato Rettori*, f. 329, rel. inq. arti F. Morosini, 12 mar. 1771; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 57r, 12 mar. 1771; b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781. *Savi merc.*, s. 1., b. 38, reg. 1769, c. 3v, 9 mar. 1769; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, 20 set. 1776; *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781. R. MOLESTI, *Il problema dell'industria serica nel pensiero economico di Antonio Zanon*, «Economia e Storia», 19, 1972, pp. 175-194; p. 180; SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 211.

266. ASV: *Senato Rettori*, f. 324, rel. inq. arti P. Querini, 2 mar. 1769; *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781.

il diritto di affidare i lavori alla manodopera e quindi ricondurre quest'ultima al rango originario di mera esecutrice, mentre al mercante doveva essere restituita integralmente la sua eminente funzione di finanziatore e mediatore tra le aziende e il mercato. Reso libero il mestiere di tessitore, il patrimonio precipuo di quest'ultimo doveva ridursi alla sua perizia tecnica, attestata dalla qualità dei lavori, pur non essendo preclusa ai capimastri più dinamici e dotati del senso degli affari la possibilità di emanciparsi al rango dei mercanti. Tali condizioni, parimenti a quanto stava avvenendo nell'Europa più progredita, avrebbero stimolato l'ambizione personale e riaperto la competizione interna, intesa come premessa necessaria al recupero della competitività sui mercati esteri. Il mercante-imprenditore doveva assurgere a fulcro della riforma e divenire l'unico responsabile della produzione identificabile col marchio di fabbrica; a lui spettava la scelta della manodopera, in seno alla quale sarebbe sorta spontanea la gara per il miglioramento tecnico, sulla base della garanzia del salario pattuito, ma senza il giogo dei gravami imposti dall'arte, liberata in tal modo dalle laceranti tensioni intestine.<sup>267</sup> La Signoria ribadiva la sua scelta di campo, in ossequio all'assioma che l'ambizione personale avrebbe agito da naturale forza propulsiva per conseguire i gradi più elevati della gerarchia interna; ricalcava così la consueta logica, in virtù della quale il subordinato doveva lasciarsi guidare dal superiore, ovvero la concezione del governato in veste di duttile strumento nelle mani del governante, nel pieno rispetto dei ruoli suggellati dall'ideologia di ascendenza medievale, in cui ordine politico e ordine cosmico si raccordavano in un complesso gioco di simmetrie stabilito dalla provvidenza.<sup>268</sup> D'altra parte rispondeva all'interesse nazionale l'espansione del numero degli imprenditori, mentre le forti concentrazioni di capitali in poche mani irrigidivano il sistema produttivo, comprimendo la libera concorrenza, che, anche nella visione mercantile, era considerata «la fonte più estesa del commercio», in quanto agiva da fattore naturale di equilibrio tra qualità e prezzo.<sup>269</sup> Senonché una diagnosi errata sulle reazioni dei mercati indusse il governo veneto a perseverare nella salvaguardia dei tradizionali parametri qualitativi ai fini del rilancio del setificio veneziano. In realtà l'attitudine di un settore a sopravvivere dipendeva dalla sua intrinseca flessibilità, mentre la direttiva di seguire pedissequamente gli schemi tecnici mutuati dal passato svelava un approccio ormai superato, di cui assusero a paladini i mercanti dell'arte della seta, depositari di un latente conservatorismo, estraneo ai tessitori, sensibili alle variazioni dei gusti e delle esigenze dei consumatori.<sup>270</sup>

L'ultima riforma del setificio si dispiegò nei primi anni ottanta, quando, dopo la conferma del tassativo divieto d'importazione nei domini veneti di tessuti con filamenti d'oro e d'argento, fu riconosciuta la piena libertà di lavoro e, una volta soppresso l'ufficio dei tessitori, fu inaugurata una configurazione interna forgiata sulla preminenza del gruppo mercantile, confermato come «il capo e lo spirito dell'università ... il principio, il mezzo, il fine della merce e dell'intero negozio».<sup>271</sup> Due sollecitazioni parallele continuarono ad investire i poteri costituiti: da un lato l'esigenza di adeguamento tecnico avanzata dai tessitori; dall'altro l'ipotesi di perfezionare la dipendenza di questi ultimi dai mercanti. La potenziale modernità di tali esigenze avrebbe potuto trovare piena realizzazione solo grazie alla loro coordinazione coerente con le tendenze dell'economia europea verso il sistema capitalistico, fondato sulla libera iniziativa del mercante-imprenditore e sul

267. ASV: *Inq. Arti*, b. 74, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, rel. 20 set. 1776.

268. ASV: *Senato Rettori*, f. 324, rel. inq. arti, 23 gen. 1769; f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 53v, 14 mar. 1769.

269. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1766-1771, c. 56r-v, 12 mar. 1771; b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781; *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, rel. 20 set. 1776.

270. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. 30 apr. 1781. DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., pp. 490-491.

271. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti, 8 mar. 1781; rel. ufficio seta, 28 ago. 1778; b. 74, rel. inq. arti e magistrato consoli, 21 feb. 1783. CAIZZI, *Industria*, cit., p. 119; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 496.

progresso tecnico.<sup>272</sup> Percependo questa svolta nei rapporti tra capitale e lavoro, nel 1781 furono revocate le prescrizioni varate venticinque anni prima, consentendo ai tessitori di lavorare nei modi più utili allo smercio, senza dover sottostare alle ispezioni dei mercanti. Tuttavia il ritardo accumulato dalle manifatture tessili della Dominante avrebbe richiesto provvedimenti più radicali, che invece ripugnavano al patriziato, ancorato allo schema gerarchico della completa subordinazione della forza lavoro al ceto mercantile nella veste di imprenditore. La duplice linea seguita dal riformismo veneziano per il setificio riguardò il riconoscimento della manodopera femminile e la subordinazione dei tessitori alla consorceria mercantile. Tale orientamento rispondeva ad una logica di riformulazione dei rapporti tra le due componenti sociali, operai e imprenditori, che stavano timidamente modellando le rispettive fisionomie secondo le sollecitazioni della moderna civiltà capitalistica. Pur rispettando la configurazione formale della consuetudine corporativa, andò maturando una metamorfosi della produzione serica coerente con le richieste del mercato, anche se lontana dai canoni tradizionali.<sup>273</sup>

L'artefice della riforma del setificio, Andrea Tron, prendendo spunto dalle iniziative promosse in Francia e in Toscana, si prodigò per impostare su basi moderne il rapporto tra capitale e lavoro allo scopo di rendere la figura dell'imprenditore il cardine della svolta, pur escogitando le soluzioni atte a favorire l'emancipazione al grado di mercante degli artigiani più dinamici; nel contempo auspicò una più stretta subordinazione delle maestranze ai detentori di capitali: ogni ceto, per poter concorrere al bene generale, era tenuto a svolgere in maniera ottimale il proprio ruolo senza usurpare le funzioni altrui, ma anche senza precludere una sana mobilità verticale. Infatti la prospettiva dischiusa dai suoi interventi concerneva l'emancipazione da artigiani a fabbricatori-imprenditori, confermando la subordinazione dei lavoratori semplici, cui erano richieste solide abilità tecniche, tempra morale e assiduità nel lavoro.<sup>274</sup> All'interno di tale strategia poté collocarsi l'obiettivo dell'assunzione al rango imprenditoriale anche per la componente femminile e la semplificazione dell'apprendistato: i garzoni potevano essere assunti dall'età di nove anni e dopo un lustro di tirocinio coronato dal superamento delle prove venivano inseriti tra i lavoratori; trascorso un triennio, passavano al grado di mastro, mentre per il titolo di capomastro i candidati dovevano possedere telai e bottega; i figli d'ambo i sessi dei capimastri, raggiunta l'età di sedici anni e superate le prove, erano promossi al grado di mastro; i tessitori forestieri, appurate le attitudini personali, dovevano essere confermati dall'inquisitore alle arti e dal magistrato dei consoli dei mercanti oltre a versare una tassa di 10 ducati.<sup>275</sup> Fu ridimensionata l'assemblea capitolare, di cui avrebbero potuto far parte solo i proprietari di almeno tre telai; i tessitori furono sollecitati a concentrarsi nel perfezionamento delle tecniche favorito dagli emendamenti alle regole arcaiche, mentre il raccordo con i mercati divenne prerogativa dei mercanti-capitalisti, esortati a non trasformarsi in mera consorceria monopolista. Aboliti l'ufficio dell'arte e molti altri vincoli e condizioni restrittive, il setificio doveva risultare composto esclusivamente da artigiani esperti d'ambo i sessi, iscritti regolarmente, ma alle donne, non potendo far parte del rango mercantile, era vietato lavorare per proprio conto: i tempi non erano ancora maturi per la completa emancipazione della componente femminile.<sup>276</sup> Le riforme avviate sotto l'influsso del Tron si allontanarono dalle proposte avanzate pochi

272. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 17v, 23 nov. 1776.

273. ASV: *Savi merc.*, s. I, reg. 47, cc. 51v-52r, 11 ago. 1781. SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., pp. 18-19; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 528-529; DELLA VALENTINA, *Seta*, cit., pp. 506-507.

274. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., 375; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 196; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 14-15, 18; IDEM, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 18.

275. ASV: *Inq. Arti*, b. 10, reg. ispezioni, I, cc. 72-75, 14 mag. 1782. SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 625; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 528.

276. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, rel. inq. arti A. Tron, 31 mag. 1781; b. 10, reg. ispezioni, I, cc. 57-61, 14 mag. 1782. TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 195.

anni prima da Andrea Memmo, il quale, soprattutto nel ruolo da assegnare allo Stato, fu animato da maggiore deferenza verso la tradizione lagunare, mentre il primo svelò una vaga ispirazione liberista consona ai tempi. Andrea Tron infatti, nel combattere i difetti costitutivi del setificio – ferrea regolamentazione delle lavorazioni, sbarramenti interni, gravami finanziari – mirò ad esaltare l’iniziativa individuale, al fine di soddisfare le esigenze di una clientela sempre più ampia e variegata.<sup>277</sup> Purtroppo le sue previsioni furono smentite dalla mediocrità dei risultati: nonostante la libertà d’ingresso sancita per il setificio e il rilievo assegnato alle figure imprenditoriali, non si iscrissero nuovi mercanti e di conseguenza venne riesumato il consueto metodo degli interventi parziali, avulsi da ambiziosi piani di rinnovamento.<sup>278</sup>

La salutare condizione della libera concorrenza fu invocata anche per il lanificio, il cui declino era imputato alla scarsa disciplina delle maestranze e alla fragile costituzione del gruppo imprenditoriale, mortificato dai vincoli verso la manodopera. L’indipendenza goduta dalle sezioni interne del lanificio nei confronti del ceto mercantile vanificava qualsiasi provvedimento teso a sollevare il settore.<sup>279</sup> L’unica soluzione, modulata su quanto sperimentato per il setificio, consisteva nel mettere i lavoratori alle dirette dipendenze della Camera del Purgio, ufficio preposto all’esame della qualità dei tessuti, abrogando con atto d’imperio le matricole delle tre arti principali che componevano il lanificio (tessitori, cimatori, soppressatori).<sup>280</sup> Pertanto la lezione del Tron fu valorizzata anche per il lanificio, dove venne rispettata la medesima logica sottesa alla riforma del comparto serico, incentrata sul ripristino della disciplina in seno alle corporazioni più rappresentative, mentre la responsabilità gestionale fu affidata agli imprenditori inseriti nel circuito commerciale. Le divergenze tra le categorie operative del lanificio e la consorterìa mercantile, che propugnava il reclutamento di manodopera avulsa dagli schemi corporativi, furono risolte nel 1786 a favore dei mercanti mediante lo scioglimento degli altri corpi, cui subentrò la diretta subordinazione degli operai ai capitalisti, considerati la forza motrice del mondo industriale.<sup>281</sup> A frenare il governo sulla via di un mutamento radicale del regime corporativo concorreva lo stato debitorio in cui versavano molte arti, tra cui quella della lana, gravata da una massa di 140.000 ducati, problema arenatosi in una situazione di stallo: se da un lato il pagamento degli interessi impediva l’estinzione di tale disavanzo, dall’altro la recessione del comparto non consentiva un congruo innalzamento delle aliquote.<sup>282</sup>

Sul settore tessile, prediletto dal governo veneto fino alla caduta del regime aristocratico, vennero riposte le speranze per l’agognato rilancio dell’industria veneziana. Intorno alla metà del secolo, traendo spunto dalla vicenda che vide contrapposta l’arte dei tessitori di lino all’impresa di Francesco Lischiuta per la fabbricazione di «tempestini e rigadini ad uso di oltramontani», il Senato conferì ai Savi alla mercanzia l’incarico di scoprire eventuali capitoli di statuti corporativi volti ad impedire l’introduzione di nuove manifatture nella Dominante, in ottemperanza all’orientamento teso a creare occasioni di lavoro per la popolazione residente.<sup>283</sup> Lo smercio del cotone soffriva a causa del

277. ASV: *Inq. Arti*, b. 80, rel. inq. arti e mag. consoli mercanti, 29 giu. 1781. SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 19; PANCIERA, *L’economia*, cit., p. 498.

278. ASV: *Inq. Arti*, b. 10, reg. ispezioni, II, cc. 118-136, 23 dic. 1789; b. 6, reg. 1781-1790, 6 apr. 1786. CAZZI, *Industria*, cit., p. 127.

279. ASV: *Senato Rettori*, f. 287, rel. conferenza, 24 mag. 1754; *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1781-1790, rel. Alvise Zusto, 29 dic. 1785. CAZZI, *Industria*, cit., pp. 44-45; IDEM, *Storia dell’industria*, cit., p. 83.

280. ASV: *Inq. Arti*, b. 6, reg. 1781-1760, rel. Alvise Zusto, 29 dic. 1785. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., pp. 368-370; CAZZI, *Industria*, cit., pp. 47, 50-51; IDEM, *Storia dell’industria*, cit., p. 105.

281. ASV: *Inq. Arti*, b. 10, reg. ispezioni, I, c. 188, 14 giu. 1786. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 51; DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 371; CAZZI, *Industria*, cit., p. 55; SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., pp. 14-15, 18; SCARABELLO, *Il Settecento*, cit., p. 626; PANCIERA, *L’arte matrice*, cit., pp. 225-226, 230.

282. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1751-1759, c. 1077, 25 ago. 1753. PANCIERA, *L’arte matrice*, cit., p. 225.

283. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 4v, 27 mar. 1751. CAZZI, *Industria*, cit., p. 171; CIRIACONO, *Protoindustria*, cit., p. 65; PANCIERA, *L’economia*, cit., p. 520.



monopolio esercitato da un manipolo di bottegai, che traevano profitto da «un genere di per sé capace di vantaggio universale» e quindi fruibile da una larga fascia sociale.<sup>284</sup> Il Senato, constatata l'importanza della filatura del cotone per la produzione tessile, convenne sull'opportunità di revocare lo statuto dei «bombasieri» riconoscendo a chiunque la libertà di rifornirsi di quella materia e sottoporla a lavorazione, pur ribadendo il privilegio esclusivo di quelli nella vendita al minuto e parimenti la prosecuzione dei «fustagneri» nelle solite tecniche, ma senza escludere quelle nuove.<sup>285</sup> A giustificazione di tali provvedimenti fu addotta l'opportunità di tornare all'antica libertà, assunto riproposto nel 1791 con l'abolizione della privativa dei «fustagneri» sulla lavorazione del cotone, che costituiva uno dei generi principali nei carichi di ritorno dal Levante.<sup>286</sup> Anche i tessitori di tele, le cui attrezzature erano dimezzate nell'arco di un trentennio, si mostravano insofferenti verso la concorrenza dei «fustagneri», che cooperavano all'importazione di tessuti stranieri usati per la fabbricazione delle vele.<sup>287</sup> L'associazione fu travagliata dalla lotta tra capimastri e dipendenti, criticati per i salari eccessivi, che inficiavano la competitività dei manufatti. Verso la metà del sec. XVIII, l'arte dei tessitori di fustagni sembrava «ridotta in un vero scheletro esangue, esercitata da miserabili persone».<sup>288</sup> Nel 1765 fu riconfermato il privilegio dei «fustagneri» di produrre solo in Venezia, ma il mestiere non uscì dalla stagnazione, mentre il contrabbando si dilatò, per cui fu proposta la revoca della privativa.<sup>289</sup> Alla vigilia della caduta della Serenissima, si appurò che per alcune manifatture, come le «gucchiere», nonostante l'emancipazione dagli arcaici vincoli cui era stato imputato il degrado del settore, non si era verificato alcun progresso sostanziale a causa del ritardo tecnologico e dell'imperizia delle maestranze.<sup>290</sup>

La crisi investì anche le piccole aziende calzaturiere, presso le quali lavorava un migliaio di individui di varia provenienza, le cui tensioni confluivano in due «colonnelli» irrimediabilmente contrapposti anche dopo il tentativo di fonderli; parimenti perdurò nella solita vischiosità la carriera interna, condizionata dall'egemonia dei capimastri, i quali ostacolavano l'apertura di nuovi esercizi, provocando, di riflesso, l'incremento dei dipendenti sprovvisti di strutture autonome.<sup>291</sup> Non venne neppure sanata l'antica piaga dell'abusivismo, che, alimentato anche dagli stessi membri dell'arte, al volgere del secolo copriva una discreta frazione del fabbisogno interno. Allo scopo di collegare quest'ultimo alla manodopera veneziana, fu eseguita anche per i calzolari la direttiva senatoriale del 1766 per l'espulsione dei lavoratori di nazionalità svizzera dopo la rescissione dell'alleanza coi Grigioni. Soltanto la soppressione del «sovvegno» interno aprì alla semplificazione delle strutture interne in ossequio alla logica della progressiva subordinazione dei lavoratori ai capitalisti-imprenditori.<sup>292</sup>

Anche per altre categorie professionali l'imporsi di nuclei egemonici, con l'ineluttabile strascico di animosità e rivalse personali, ne aveva accelerato la parabola involutiva. Al fine di minare il predominio di pochi approfittatori, i cosiddetti «caporioni» che dominavano l'arte dei «boccaleri», composta da cinque ditte con una quarantina di lavoratori, nel 1752 fu dichiarata libera e contestualmente furono rimossi taluni ostacoli antieconomici, come il divieto d'importazione di articoli dalla terraferma e l'esenzione daziale per quelli di fabbricazione estera.<sup>293</sup> Nel 1764 furono riformate le «mariecole dei

284. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 5v, 10 apr. 1751. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 521.

285. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, cc. 5v-6r, 10 apr. 1751; c. 70r-v, 14 apr. 1757. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 55.

286. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 5v, 10 apr. 1751; b. 7, reg. 1791-1795, 28 mar. 1791.

287. ASV: *Inq. Arti*, reg. 1, rel. 27 apr. 1773. CAZZI, *Industria*, cit., p. 173.

288. ASV: *Savi merc.*, s. 1, reg. 180, c. 63v, 21 mar. 1747. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 379.

289. ASV: *Inq. Arti*, b. 7, rel. inq. arti Francesco Battaglia, 28 mar. 1791.

290. Ivi, reg. 1795-1796, rel. inq. arti Antonio Boldù, 24 feb. 1797.

291. G. MARIACHER, *L'arte dei calzolari a Venezia dal XIII al XVIII secolo*, in *Mestieri della moda*, Venezia, 1988, p. 36; VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., pp. 9, 33, 38, 80, 88-89, 123.

292. VIANELLO, *L'arte dei calegheri*, cit., pp. 90, 101, 104, 122, 126-127.

293. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 23v, 27 mag. 1752; *Senato Terra*, f. 2197, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 8 lug. 1752. DAL

perleri e suppiatume», nonché dei «margheriteri» al fine di rianimare un settore strategico per la bilancia commerciale della piazza realtina.<sup>294</sup> Per l'arte dei «coroneri» nel 1781 si adottò una serie di provvedimenti: divieto per un decennio di assumere garzoni e nuovi iscritti al fine d'evitare l'autodistruzione dell'arte; prezzo calmierato, al fine di arginare i soprusi dei negozianti nei confronti degli operai nonché il pericolo delle incette; istituzione di una fraterna per i soci infermi o inabili al lavoro in ossequio al solidarismo della tradizione veneziana, da finanziare mediante un'esazione sulle partite di articoli.<sup>295</sup> L'oreficeria veneziana, a motivo della mancanza della pratica del disegno, insisteva da generazioni sulle medesime forme, rassegnandosi talvolta ad imitare pedissequamente i modelli importati dall'estero; al «grande sconcerto» in cui si dibatteva quell'arte contribuiva anche la totale ignoranza dei nuovi strumenti, di cui invece si erano per tempo dotate le aziende italiane ed europee; erano persino cadute in disuetudine le celebri tecniche dell'intarsio dello smalto grezzo nell'oro nonché dell'intaglio in rame.<sup>296</sup> I tagliapietra, suddivisi al loro interno in «tagliapietra, lustratori e segatori», lamentavano un declino generale del mestiere causato dal concorso di due fenomeni: il dilagare del lavoro abusivo e le facilità delle esportazioni di marmi da Venezia.<sup>297</sup> I «barillieri», disseminati in una ventina di botteghe, soffrivano a causa dell'importazione di recipienti dall'Istria, ma le autorità si mostrarono impotenti nel reprimere quella corrente commerciale.<sup>298</sup> Per l'arte dei conciatori si vagliò l'ipotesi di chiudere il fondaco dei pellami, al fine di ridestare il primigenio spirito di emulazione, sulla scia di alcune positive esperienze avviate in terraferma. Senonché, temendo la paralisi dello smercio a causa dell'esiguo numero di capitalisti interessati al settore, si preferì ritoccare lievemente qualche elemento del congegno.<sup>299</sup> Negli anni ottanta l'arte dei «peltreri e stagneri» aveva assistito ad un sensibile ridimensionamento delle maestranze a causa dell'azione concomitante di diversi fattori: il dilagare delle contraffazioni, l'ingerenza dei calderai, l'imporsi sui mercati delle porcellane inglesi, la capillare e subdola concorrenza esercitata da rivenditori lombardi nei domini veneti.<sup>300</sup>

Le arti che si sentivano minacciate nei loro tradizionali privilegi reagivano frapponendo ostacoli di natura giuridica ai tentativi di rinnovamento. I «fustagneri» si opposero fieramente all'assunzione di garzoni d'ambo i sessi richiesta da un imprenditore;<sup>301</sup> alcuni negozianti greci dovettero subire le vessazioni dell'arte dei «mandoleri»;<sup>302</sup> i venditori di acquavite e caffè respinsero le nuove iscrizioni; gli importatori di prodotti caseari, a motivo degli intralci posti dai grossisti veneziani, si rassegnarono a scaricare le loro partite negli scali di Ancona e Trieste, dove vigevano condizioni allettanti.<sup>303</sup> Nel 1782 l'arte dei librai sollecitò l'intervento del governo per arginare l'indisciplina dei giovani apprendisti, proclivi ad emigrare nei domini veneti o all'estero non appena avessero

PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 46-47; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 83; GEORGELIN, *Venise*, cit., p. 169; M. DAL BORGO, *L'intervento pubblico nel commercio e nella lavorazione dei metalli preziosi*, «Dal museo alla città. Itinerari didattici», 3, 1982, pp. 51-59.

294. ASV: *Senato Rettori*, f. 313, rel. 22 apr. 1764; 21 set. 1764; *Inq. Arti*, b. 11, reg. notatorio 1762-1768, regolazione arti, 13 feb. 1766. L. ZECCHIN, *Il capitolare dell'arte vetraria muranese del 1766*, Venezia, 1954; CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., pp. 158, 161.

295. La situazione contingente dell'arte dei coroneri fu colta da Andrea Tron per illustrare il proprio pensiero in proposito di dilatazione dell'entità delle arti investite da crisi: «L'accrescere indistintamente gl'individui di un'arte oltre i confini del consumo e del traffico non fa che sbilanciare l'esercizio e destare una guerra, la quale finalmente va a distruggere l'arte o la va a chiuder nel solo arbitrio del più facoltoso» (ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 140r, 1781).

296. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772. TUCCI, *Mercanti, navi*, cit., p. 278.

297. ASV: *Inq. Arti*, reg. 1, rel. 12 mag. 1773.

298. Ivi, rel. 28 apr. 1773.

299. Nel 1783 risultavano in attività 23 sconzerie con 131 occupati di cui 83 garzoni. Dopo l'introduzione del nuovo sistema inglese nel 1759 si era verificato un calo generale del livello qualitativo, imputato però alla negligenza dei lavoratori demotivati, (ASV: *Inq. Arti*, b. 6, rel. conferenza, 5 giu. 1783).

300. Ivi, b. 1, rel. conferenza, 15 mag. 1773.

301. Ivi, b. 3, reg. 1743-1759, c. 13r, 17 feb. 1752. PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 520.

302. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 13r-v, 19 feb. 1752.

303. Ivi, cc. 21r-22r, 20 mag. 1752.

appreso i rudimenti del mestiere, fomentando così la concorrenza delle altre tipografie. Il Senato recepì le istanze degli editori veneziani tese a potenziare il controllo sui lavoratori, limitando l'assunzione di stranieri e adottando così una strategia prettamente difensiva, tesa a tutelare i livelli acquisiti.<sup>304</sup>

L'interferenza di arti affini nel commercio al minuto costituiva un tratto consueto del mondo veneziano correlato all'elevata densità urbana; veniva ad acuirsi nelle fasi di stretta economica, quando la ricerca di nuovi spazi per conservare la propria sfera d'azione induceva gli esercenti di un'arte ad invadere gli spazi altrui, già in parte occupati dagli abusivi,<sup>305</sup> la moltiplicazione dei banchetti come punti di vendita mobili, dove approfittando di un generale stato d'impunità si offriva ogni sorta di merci, in aperta trasgressione alle leggi sul commercio al dettaglio, di fatto concatenato col contrabbando.<sup>306</sup> Poche arti veneziane erano importatrici, mentre la maggior parte curava la distribuzione capillare di merci introdotte da ditte insediate fuori Venezia. Pertanto le proposte di riforma puntavano alla rimozione dei vincoli che gravavano sulle importazioni nonché alla diminuzione delle spese dei mestieri di vettovagliamento in ossequio alla massima che fosse «necessario sollevar l'individuo dell'arte perché resti con esso sollevato il popolo».<sup>307</sup> Il Senato mirava ad un generale ridimensionamento del numero delle corporazioni allo scopo di evitare la duplice iscrizione e soprattutto prevenire le frequenti controversie che contrapponevano arti affini, le cui attività sovente sconfinavano nelle competenze altrui. Il facile e abituale ricorso al foro civile innescava sensibili incrementi degli oneri a carico dei confratelli, che a loro volta si rifacevano innalzando i prezzi delle merci.<sup>308</sup>

Nel 1783 furono promulgate le nuove regole per l'esercizio di 'marzere', precluso agli estranei all'omonima associazione: tassativo divieto di vendita al dettaglio sia fissa sia ambulante, stretta vigilanza sulla corretta esecuzione di tale obbligo demandata ai bancali, autorizzati ad eseguire anche i conseguenti sequestri della merce esposta, dovendone però informare tempestivamente le autorità competenti; conferimento all'ufficio interno del mandato solenne di denunciare abusi e infrazioni. La vendita era lecita solo presso le botteghe dei confratelli, mentre era espressamente vietato lo smercio ambulante, allo scopo di individuare immediatamente eventuali abusivi, pur riconoscendolo esclusivamente ai cosiddetti «merzeretti» (venditori viandanti) autorizzati dall'ufficio della corporazione e provvisti di un capitale inferiore ai 25 ducati. Il possesso della bottega diveniva così requisito imprescindibile per l'esercizio della professione, riservata a Veneziani e sudditi, mentre l'ingresso agli stranieri doveva essere approvato dal Collegio, ratificato con delibera del Senato a maggioranza qualificata. L'interdizione all'arte era estesa anche a quei sudditi coniugati con donne straniere, imparentate con artigiani domiciliati all'estero. Era consentita la collaborazione prestata dalle donne di famiglia, pur non godendo del diritto di iscriversi alla corporazione. Anche i dipendenti delle botteghe dovevano essere sudditi veneti, prevedendo una pena pecuniaria di 25 ducati per i trasgressori; pertanto fu indetto il censimento di tutti gli operatori e giovani di bottega.<sup>309</sup>

Le arti annonarie trovarono presso le autorità costituite pari considerazione delle manifatture, in virtù del principio che «la felicità della nazione» dipendeva innanzi

304. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 53; INFELISE, *L'editoria veneziana*, cit., pp. 320-322.

305. ASV: *Inq. Arti*, reg. 1, rel. 1773; b. 5, reg. 1757-1760, c. 83r, 8 mar. 1759; b. 11, reg. notatorio, terminazione inq. arti P. Querini, 5 apr. 1759; b. 10, reg. ispezioni, 1, cc. 101-102, 31 mag. 1783. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 98.

306. ASV: *Inq. Arti*, b. 8, rel. inq. arti, 1 giu. 1782; b. 5, reg. 1757-1760, c. 83v, 8 mar. 1759; b. 6, reg. 1781-1790, rel. Alvise Zusto, 11 dic. 1788; b. 7, reg. 1790-1795, rel. Savi merc., 9 dic. 1790; rel. inq. arti A. Memmo, 23 feb. 1792. DAL PANE, *Storia del lavoro*, cit., p. 291; CAZZI, *Industria*, cit., pp. 12-14.

307. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 14r-v, 16 apr. 1774; *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. 1773. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 201.

308. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 9 mar. 1775.

309. Ivi, proclama inq. arti, 17 mag. 1783; b. 10, reg. ispezioni, 1, cc. 93-98, 17 mag. 1783.

tutto dalla «moderazione dei prezzi nella vendita delle vittuarie», che stavano alla base della catena regolatrice dell'economia di uno Stato.<sup>310</sup> Il prezzo dell'alimento base, il pane, influiva sui costi di tutti gli altri prodotti nonché sull'ampiezza dei contrabbandi, fomentati dalle vistose disparità tra le condizioni di vendita in città e nelle province:<sup>311</sup> fenomeni peraltro comuni ad altri Stati italiani.<sup>312</sup> L'imposizione dei calmieri sui cereali era respinta come fattore destabilizzante dell'equilibrio interno tra i diversi comparti economici, ma altrettanto ferma si profilava l'opposizione del governo alla formazione di ristretti gruppi mercantili, i quali facendo leva sulle incette avrebbero potuto determinare i prezzi dei generi di largo consumo, in particolare farina e pane. Il sistema vigente a Venezia obbligava i «pistori» a rifornirsi esclusivamente in città, mentre si presumeva che il libero approvvigionamento dalle province continentali avrebbe infranto il rigido itinerario dal grossista, arbitro del prezzo, al consumatore, cui sarebbe stato offerto un prodotto di migliore qualità. L'arte dei «pistori» era obbligata ad avvalersi dell'opera dei sensali per le provviste e dei «casarotti» per il trasporto della farina come pure dei mugnai del Trevigiano. Si era attivato un ingranaggio complesso, che, vanificando ogni libertà contrattuale, imponeva ai «pistori» veneziani un percorso prefissato, dal quale invece erano esonerati i colleghi di terraferma. La disparità delle condizioni di approvvigionamento della materia prima si convertiva in una differenza sensibile di costi a tutto vantaggio dei panificatori dei paesi vicini in grado di esercitare una corrosiva concorrenza nei confronti dei colleghi veneziani.<sup>313</sup> Nei domini di terraferma i «pistori» godevano della libertà di rifornirsi presso chiunque, mentre i colleghi veneziani, pur non figurando formalmente come corporazione, erano depositari del diritto esclusivo di vendita, cui corrispondevano livelli salariali prefissati sulla base del calmier. Di conseguenza, essendo stata rimossa la concorrenza, erano soliti impegnarsi al minimo nel lavoro con palesi ripercussioni sulla qualità del prodotto.<sup>314</sup> Nel fervore delle discussioni sulla riforma delle corporazioni si esacerbò la vertenza tra «pistori» e dipendenti, i quali assunsero atteggiamenti di aperta rottura con la controparte padronale, all'indomani della nuova normativa che svincolava i datori di lavoro dalle antiche regole in materia di reclutamento, rescissione dei contratti e rappresentanza legale dei subalterni. L'epilogo della convulsa vicenda e la condotta del governo, sbilanciata a favore dei capitalisti, s'inserivano nella strategia generale del patriziato per orientare il mondo del lavoro in senso capitalistico, svuotando gli istituti della tutela corporativa a favore dell'autonomia riconosciuta ai gruppi imprenditoriali.<sup>315</sup>

L'attività clandestina di individui estranei ad una corporazione si rivelava sempre deleteria per lo stato economico dei soci regolarmente iscritti. I «pistrineri», preposti alla preparazione e smercio di derivati del latte, denunciarono la sleale concorrenza in fase di approvvigionamento esercitata da una nutrita schiera di donne, che fungevano da intermediarie tra gli allevatori e la clientela veneziana. A tale danno si aggiungeva la continua sequenza di attriti con i «gallineri», cui era riservato lo smercio del burro.<sup>316</sup> Oggetto di analisi da parte delle autorità era pure la modalità con la quale un'associazione s'inseriva tra le pieghe della prassi quotidiana, soprattutto nei

310. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 10r, 1° feb. 1774. SAGREDO, *Sulle consorzierie*, cit., p. 218; L. DAL PANE, *La politica annonaria a Venezia*, «Giornale degli economisti», n.s., 5, 1946, pp. 331-353; G. ZALIN, *La politica annonaria veneta tra conservazione e libertà*, «Economia e Storia», 19, 1972, pp. 207-229; F. VECCHIATO, *Pane e politica annonaria in terraferma veneta tra secolo XV e secolo XVIII (Il caso di Verona)*, Verona, 1979.

311. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 11r, 1° feb. 1774; *Senato Terra*, f. 2577, rel. Provv. biave, 30 ago. 1773.

312. C. BARGELLI, *L'arte dei fornai a Parma nel secolo dei Lumi: da oligarchia di potere a corporazione in declino?*, «Nuova Rivista Storica», 81, 1997, pp. 251-308: pp. 258, 272, 302.

313. ASV: *Senato Rettori*, f. 357, rel. Provv. biave, 14 apr. 1780. VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., pp. 286-289.

314. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, cc. 10v, 12v-13r, 1° feb. 1774. M. DELLA VALENTINA, *I mestieri del pane a Venezia tra '600 e '700*, «Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti», CL, 1991-1992, pp. 114-217.

315. PRETO, *Lo sciopero*, cit., pp. 247, 253, 261.

316. ASV: *Inq. Arti*, reg. 1, rel. Dep. arti, 27 apr. 1773; *Giustizia V*, b. 29, rel. 23 gen. 1786.

rapporti con grossisti e fornitori, che andavano a formare la controparte e potevano reagire inferendo un danno al mercato veneziano. Tra le varie situazioni incresciose consolidate da lunga consuetudine fu posta in risalto per il suo valore paradigmatico l'importazione di prodotti caseari, che erano deviati negli scali concorrenti di Ancona e Trieste con conseguente lievitazione dei prezzi. Il regime previsto per i formaggi dolci provenienti da terra imponeva la vendita in esclusiva ai soci dell'arte, i quali non si facevano scrupolo di perpetrare vessazioni e abusi a danno dei fornitori. Allo scopo di non distogliere costoro dalla piazza realtina, quel diritto fu limitato ai primi tre giorni dall'approdo, pur rimanendo intatto il diritto di vendita al minuto riservato all'arte.<sup>317</sup> L'apertura di quest'ultima sollevò molte perplessità, in quanto avrebbe moltiplicato il numero degli esercenti, senza garantire la stabilità dei prezzi, che nemmeno i calmieri ufficiali riuscivano a conservare.<sup>318</sup> Per la vendita al dettaglio di un genere di largo consumo e facilmente deperibile come il burro fu confermato il diritto degli importatori di esercitare tale smercio senza dipendere dalla mediazione dell'arte dei «gallineri», ma senza alcun gravame, in modo non solo da evitare la trattenuta del 2 per cento a favore dell'arte, ma anche ricavare un utile maggiore rispetto al profitto loro riservato dalla stessa corporazione.<sup>319</sup> Nel 1752 i Pregadi, accogliendo la proposta dell'inquisitore alle arti, sciolse l'associazione dei «gallineri», accusati di ingiustificati incarimenti dei generi da loro trattati; si confidava che il passaggio dai vincoli monopolistici alla libertà nelle rivendite avrebbe creato le condizioni di libera concorrenza con effetti benefici sul regime dei prezzi.<sup>320</sup> Ma gli esiti si rivelarono deludenti, in quanto l'incremento dei rivenditori di seconda mano aveva provocato l'incarimento dei generi importati, per cui nel maggio 1753 fu lo stesso inquisitore Dolfin a suggerire il ripristino della corporazione sciolta appena un anno prima.<sup>321</sup>

La politica del governo rimase fedele alla direttiva di rimuovere gli ostacoli che s'interponevano alla libera e copiosa importazione di generi di prima necessità. Il rifornimento curato dagli stessi produttori di terraferma era stato sempre favorito sia evitando gravami e trafile dispendiose sia imponendo ai grossisti una cauzione pari al 30 per cento sulle partite. Ma al fine di prevenire i «viziosi monopoli», la rivendita al minuto era stata assegnata al gruppo dei «botiranti» inserito nell'arte dei «gallineri», al cui gastaldo era demandato il compito delle quotidiane notifiche. Gli obiettivi del governo consistevano nel «conservare il genere entro lo Stato, avocarlo alla Dominante, animare il concorso degli introduttori, impedire le dannose inchiette e monopoli». Si dovevano pertanto favorire le condizioni ottimali per conseguire il maggiore flusso di merci «a provvedimento del popolo senza alcuna dipendenza e soggezione d'arte».<sup>322</sup> In ogni caso era l'interesse della massa dei consumatori a dover prevalere, soprattutto contro gli attacchi dei membri delle corporazioni di settore.<sup>323</sup> Erano insorti vincoli di dipendenza tra produttori di terraferma e grossisti che detenevano una sorta di monopolio nei rifornimenti; essi cedevano i due terzi delle loro partite ai 'gallineri', mentre la quota rimanente era distribuita a loro discrezione quale risarcimento dei rischi sostenuti nell'anticipazione dei capitali. La normativa aveva comunque sempre

317. ASV: *Giustizia V*, b. 29, dec. Senato, 20 mag. 1752; *Arti*, b. 155, vol. mariogola gallineri, cc. 93, 99-108.

318. Ivi, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 26 apr. 1752.

319. Ivi, b. 25, rel. *Giustizia V*, 26 feb. 1779.

320. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 24v, 6 lug. 1752. SAGREDO, *Sulle consorterie*, cit., p. 201; DAL PANE, *Il tramonto*, cit., pp. 48-49; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 84.

321. ASV: *Inq. Arti*, b. 5, reg. 1762-1766, cc. 173r-174v, 22 ago. 1766; b. 9, informazione avvocato fiscale A. Priuli, 1773.

322. ASV: *Giustizia V*, b. 25, rel. Provv. e *Giustizia V*, 26 feb. 1779, dec. Senato, 13 mar. 1779; b. 26, rel. 3 giu. 1793.

323. «I consumi generalmente accresciuti e per la sopravvenienza del lusso e per gli indulti posti in confronto della risultanza del genere entro lo Stato rendono più sensitivo il commune bisogno e più difficile la commune provvista. La necessità in cui siamo di ritraerlo per la maggior parte con l'intermediario mezzo de' negozianti ci tiene in un continuo contrasto con la loro indiscretezza e con quelle arti che sanno poner in opera per far valere i loro profitti» (ASV: *Giustizia V*, b. 25, rel. Provv. e *Giustizia V*, 26 feb. 1779).



sollecitato i sudditi di terraferma a portare in Venezia personalmente il burro da loro prodotto senza dover sottostare ad alcuna limitazione finanziaria e organizzativa imposta dall'arte. Questa covava un sordo malcontento per la norma che riconosceva anche ad altre corporazioni di esercitare la distribuzione del burro in città. La riforma statutaria consisteva nel semplificare le regole che disciplinavano il passaggio dalla fase dello scarico alle rive marciame sino all'acquisto da parte del consumatore e in tale logica s'inserì la revoca della facoltà del gastaldo di procedere alle ripartizioni, al fine di scongiurare soprusi e ingiustizie.<sup>324</sup>

Gli importatori di formaggi subivano continue vessazioni da parte della corporazione e rischiavano di perdere i carichi, per cui sempre più spesso approdavano in altri porti adriatici.<sup>325</sup> Nel 1755 i casaroli, cui spettava in esclusiva l'importazione di formaggi, supplicarono la revoca della normativa sui tempi di acquisto e smercio dei prodotti caseari, al fine di recuperare i rifornimenti e smorzare i prezzi.<sup>326</sup> Nel 1752 fu sancita l'apertura dell'arte di «acquavita» e revocato il limite della distanza minima di 100 passi tra i punti vendita in città.<sup>327</sup> Un ventennio più tardi si esacerbò la diatriba con gli speciali da grosso, che rivendicavano il diritto esclusivo e pertanto caldeggiarono l'intervento del Collegio della Milizia da mar, dal quale dipendevano.<sup>328</sup>

Una problematica inerente all'organizzazione del lavoro in un settore vitale per la sussistenza della cittadinanza veniva a raccordarsi alla questione politica dei rapporti tra Dominante e province continentali: la riforma delle arti preposte all'annona chiamava in causa, seppur indirettamente, l'evoluzione dell'agricoltura, di cui si sollecitava, anche per tal via, un sostanziale rinnovamento. L'obiettivo della riduzione dei prezzi soprattutto dei generi di prima necessità era conseguibile rendendo abbondante l'offerta dei prodotti agricoli importati. Pertanto s'imponeva la necessità, da un lato, di rimuovere gli arcaici vincoli che gravavano sulle importazioni e, dall'altro, di comprimere le spese delle arti annonarie. Ma il nodo che rimetteva in discussione l'utilità delle arti coincideva con l'equilibrio tra domanda ed offerta: un dato che esse, legate ad una visione particolaristica, avevano risolto a loro esclusivo vantaggio senza preoccuparsi del danno arrecato all'interesse generale. Un numero eccessivo di esercenti organizzati in corpo formale si traduceva in una lievitazione artificiosa dei prezzi, che ricadevano sui ceti popolari.<sup>329</sup>

Nel 1760 il Senato deliberò il numero chiuso per le botteghe dei caffettieri, indicando così una strada da percorrere anche per le corporazioni annonarie, tra le quali necessitava un ridimensionando dei rivenditori. L'espedito dei calmieri, infatti, non aveva sortito gli esiti sperati, soprattutto a causa della fragile rete di vigilanza sulla loro corretta applicazione, concepita alla stregua di unico rimedio ai mali sofferti dal popolo a motivo della collusione tra addetti alla sorveglianza e rivenditori. Il ridimensionamento delle spese interne delle arti avrebbe arrecato un tenue sollievo alle condizioni di vendita, mentre il rigoroso rispetto delle tariffe pubbliche si sarebbe convertito in un reale beneficio per i consumatori.<sup>330</sup>

Nel 1775 la Deputazione straordinaria riprese in esame la prospettiva di riunire alcune arti collaterali in un'unica associazione, allo scopo di sedare i frequenti contrasti tra gli esercenti per pretesi diritti di esclusiva o precedenza violate. Il trasferimento di tali contrasti in sede giudiziaria innescava incontrollabili processi d'incarimento delle merci, soprattutto di generi commestibili. In particolare l'attenzione della magistratura si

324. *Ibidem*.

325. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 22r, 20 mag. 1752.

326. ASV: *Giustizia V.*, b. 25, supplica casaroli, 23 gen. 1755.

327. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 21r, 20 mag. 1752; c. 27r, 16 set. 1752. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 52.

328. ASV: *Senato Terra*, f. 2576, rel. Collegio, 22 mag. 1773.

329. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 18r, 16 apr. 1774.

330. *Ibidem*.

appuntò su quattro arti – «mandoleri, speciali da grosso, biadaioli, luganegheri» – che però si credette opportuno conservare separate in forza della promiscuità dei generi trattati. La fusione avrebbe provocato un allungamento della catena dei rivenditori con conseguente incartamento dei prodotti e la dispersione delle partite in vari punti vendita e parallelo inasprimento delle difficoltà per i mercanti addetti all'esportazione. Inoltre alcune arti avrebbero trasferito alle altre non solo il patrimonio materiale bensì anche l'esperienza nelle transazioni.<sup>331</sup>

Allo scopo di rimuovere siffatti limiti che contribuivano alla stagnazione commerciale sofferta dall'emporio realtino, il governo procedette ad allentare i vincoli che gravavano sullo smercio di commestibili, in particolare prodotti caseari e pollame e salumi, ma anche artigianali come i vasai.<sup>332</sup> In ossequio a tale orientamento si auspicava l'accorpamento di quattro arti (mandoleri, speciali da grosso, biadaioli, lasagneri) riducendole ad un paio di sodalizi; senonchè le tenaci resistenze opposte dai capitoli impedivano una riforma orientata in tal senso.<sup>333</sup> La controversia tra i mandoleri e gli speciali da grosso riguardo la rivendita di commestibili fu risolta dal Senato col decreto 9 marzo 1775, in virtù del quale fu accordata facoltà a ciascun capomastro di ridurre il quinquennio di apprendistato, che si sarebbe potuto iniziare a qualunque età; la benintrada fu fissata per tutti i garzoni a 6 ducati e venne riconosciuta a vedove e orfane fornite di bottega la facoltà di continuare l'attività fino al matrimonio, dopo di che avrebbero potuto cederla a qualche capomastro di fiducia. Nel contempo, evocando il decreto 28 aprile 1774 per i luganegheri, fu vietata l'apertura di nuove botteghe, sembrando sufficiente la novantina di esercizi disseminati in città. Fu stabilita in ventun anni l'età per partecipare all'assemblea capitolare e venticinque per concorrere agli incarichi istituzionali.<sup>334</sup>

Anche per l'arte dei luganegheri colpiva il dualismo tra una normativa pervasa da profonda saggezza e la realtà di fatto, che sovente la vanificava, lasciando affiorare vistose distorsioni, generate dalle eterogenee esigenze insite in quell'attività commerciale,<sup>335</sup> sorretta da un empirico equilibrio tra le prescrizioni ufficiali e l'effettiva prassi ispettiva, esercitata secondo criteri piuttosto blandi.<sup>336</sup> Alegggiava il pericolo che l'assemblea capitolare, dominata da una maggioranza di rivenditori d'origine straniera perlopiù lombarda e svizzera, avrebbe potuto escludere sistematicamente i soci sudditi dall'esercizio delle cariche interne, innescando lacerazioni intestine.<sup>337</sup> La dilatata presenza straniera attestava «l'inertia del veneto popolo», alquanto restio ad impiegarsi persino in mestieri destinati al consumo, per i quali non erano richiesti né robusti capitali né particolari capacità tecniche. Nelle arti che accettavano stranieri non vigeva alcuna discriminazione concernente la nazionalità e tutti i membri godevano di pari diritti in seno alle associazioni, ad eccezione di sei miste sotto il profilo confessionale. Nell'arte dei luganegheri la distinzione tra «bergamaschi e chiavenaschi» aveva fomentato uno spirito di divisione interna, gettando «la semente fatale che produsse in ogni tempo le gare, le acerbità, i dissidi»; questi odi laceranti raggiunsero livelli intollerabili, che mediante una convenzione interna del 1718 si cercò di sanare imponendo per il gastaldiato la regolare alternanza tra le due nazioni.

331. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 24r, 1° gen. 1775; *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 9 mar. 1775; b. 3, reg. 1773-1776, c. 17r, 9 mar. 1775.

332. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1743-1759, c. 22r, 20 mag. 1752; c. 23r, 27 mag. 1752; c. 24v, 6 lug. 1752; c. 27r, 16 set. 1752.

333. Ivi, b. 9, dec. Senato, 9 mar. 1775.

334. Ivi, b. 9, dec. Senato, 9 mar. 1775; *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 25v, 1° gen. 1775.

335. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., pp. 18, 21-22, 52, 65.

336. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 18r, 16 apr. 1774; *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 6v, 20 apr. 1773. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., pp. 66-67.

337. Pur essendo stata dichiarata chiusa dal 1498, la componente oriunda era andata allargandosi riducendo ad una sparuta minoranza i veneziani, titolari di appena una decina di botteghe a fronte di 94 di chiavennati e 14 svizzeri ed una cinquantina di sudditi veneti. Nel 1771 su 190 botteghe sparse in città, 126 erano di proprietà degli stessi luganegheri, mentre dei rimanenti erano titolari estranei all'arte con una forte prevalenza di stranieri (ASV: *Giustizia V*, b. 25, rel. 1764; b. 28, reg. 1781, c. 57v, 28 mag. 1784). Cfr. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., pp. 119-122.

Ma nel 1755 in virtù di un accordo privato tra gli esponenti di queste ultime, si decise per la vicendevole distribuzione degli altri incarichi assegnandone uno in più agli svizzeri a riconoscimento della loro prevalenza, infrangendo così il principio della libertà di voto nonché le leggi che vietavano il sorgere di fazioni e patti occulti per pilotare le elezioni. Il governo non poteva tollerare questo automatico trasferimento della guida di un'arte così importante per l'economia popolare alla componente straniera. La fonte dei contrasti intestini era individuata nella netta distinzione che contrapponeva in posizione concorrenziale le due componenti etniche: una dicotomia che non corrispondeva «né alla ragione, né alla giustizia, né al sentimento delle pubbliche leggi». Infatti i discendenti degli immigrati nei secc. xvi e xvii dovevano essere considerati sudditi a pieno titolo, perfettamente uguali agli altri nei riguardi dei poteri costituiti. Era necessaria quindi una distinzione tra coloro che da varie generazioni dimoravano in Venezia e gli altri che semplicemente vi domiciliavano temporaneamente. Era un denominatore comune della politica demografica dei governi l'accogliere gruppi di stranieri, riservandosi il diritto di concedere la cittadinanza solo a quei nuclei familiari che avessero continuato a risiedere nello Stato contribuendo col loro lavoro al progresso della collettività.<sup>338</sup> La fisionomia dell'arte era complicata dalla sua funzione di appaltatrice del dazio sulle carni suine: una gestione che, grazie alle riforme degli anni settanta, riuscì a portarsi in attivo.<sup>339</sup> Nel 1781 fu assegnata ad un impresario privato l'esazione del dazio sulle carni macellate, di cui l'arte dei luganegheri si riforniva attingendo al fondo comune per poi distribuirle in quote ai confratelli, che le acquistavano a credito, saldato con i primi ricavi. Si temeva l'interruzione dei rifornimenti dall'Ungheria e l'elevazione dei fornitori romagnoli ad arbitri assoluti dei prezzi, grazie anche al sostegno loro offerto da alcuni confratelli, che agivano come negozianti di seconda mano provocando danni alla collettività.<sup>340</sup> Anche nella prassi ordinaria di approvvigionamento, gastaldo e sindaci e direttori intervenivano, coadiuvati da altri sei soci, per fissare il prezzo delle parti macellate oggetto di contrattazione e ripartite tra i rivenditori. Questo metodo prescritto per conseguire da parte di ciascun socio un'equa porzione di prodotto doveva rimanere unito al dazio, al fine d'evitare che il partitante del dazio fosse libero di vendere direttamente ai privati oltre che ai membri dell'arte, vanificando così la normativa e stabilire i contratti con i mercanti stranieri, venendo così sottratti all'arte i cespiti ordinari pur dovendo soggiacere alle solite spese.<sup>341</sup> Tra le cariche interne di un'arte le più ambite erano quelle di gastaldo ed esattore, preposti a gestire i fondi comuni, che per le associazioni maggiori raggiungevano importi considerevoli. Le operazioni contabili ordinarie riguardavano l'esazione delle imposte personali da girare all'erario, il pagamento delle frattaglie (sminuzzami), la restituzione di somme cedute in prestito al governo. L'affidare siffatta amministrazione a qualche straniero avrebbe acuito i pericoli di malversazioni, mentre l'amministratore con stabile dimora in città non avrebbe rischiato la sua reputazione e la sicurezza economica lasciandosi sedurre da illeciti guadagni ai danni della corporazione.<sup>342</sup> Alla luce di tali argomentazioni il Senato col decreto del primo febbraio 1771 escluse gli individui di nazionalità svizzera dalle arti di consumo.<sup>343</sup>

Sin dagli anni trenta il Senato aveva stabilito che le arti miste – «calegheri, fenestreri, acquavita, arrotini, pistrineri, scaletteri» – fossero composte per due terzi da sudditi e un terzo da Grigioni, ma verso la metà del secolo questi ultimi risultavano in maggioranza,<sup>344</sup> essendosi impadroniti di ben 146 «inviamenti»; dopo la loro devoluzione al

338. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1781, c. 57v, 28 mag. 1784. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 88.

339. Ivi, pp. 78-79.

340. ASV: *Giustizia V.*, b. 28, reg. 1781, cc. 61r-62v, 8 giu. 1784.

341. Ivi, b. 25, rel. sul negoziato porcini, 1785.

342. Ivi, rel. Provv. e *Giustizia V.*, 1770.

343. ASV: *Inq. Arti*, reg. 2, dec. Senato, 1° feb. 1771.

344. ASV: *Giustizia V.*, b. 27, reg. 1737, c. 153r, 20 ago. 1745.

fisco, la comunità veneziana risentì un danno analogo da parte dei Grigioni cattolici, che spedivano alle rispettive famiglie nei paesi d'origine i guadagni realizzati lavorando presso datori veneziani.<sup>345</sup> Mercanti e artigiani di nazionalità svizzera, accolti in Venezia fin dal 1603, erano più che altro lavoratori stagionali, che inviavano le loro rimesse alle rispettive famiglie, cui si ricongiungevano dopo aver trascorso qualche proficuo periodo nella città lagunare.<sup>346</sup> Nel 1767, a seguito della rescissione dell'alleanza con i cantoni svizzeri, furono espulsi tutti i Grigioni protestanti dalle arti di Venezia e terraferma.<sup>347</sup> Ma il provvedimento sollevò la delicata questione degli «inviamenti» spettanti a quegli stranieri e devoluti al fisco, col quale i titolari avevano stretto un contratto di mutua dipendenza.<sup>348</sup> La devoluzione al fisco degli «inviamenti» tenuti dai Grigioni costituì una tappa significativa di questa politica volta a confermare la precedenza di cui i nativi avrebbero dovuto godere sulla scelta della professione.<sup>349</sup>

Il problema della presenza di individui oriundi doveva essere risolto rispettando i bisogni della società, ma anche senza intaccare il credito degli esercenti, di cui si mirava a proporzionare il numero alle richieste dei consumatori evitando sia «il pernicioso moltiplico de' rivenditori» sia un imprudente smembramento di proventi artigiani stranieri dalle corporazioni.<sup>350</sup> Furono allora enucleate tre direttive per le future azioni di governo: arginare l'avanzata di immigrati di confessione cattolica nelle arti; definire un gruppo di mestieri da riservare ai nativi; imprimere una moderna disciplina alle associazioni, allo scopo di rendere nuovamente competitivi i manufatti veneti sui mercati orientali.<sup>351</sup>

La riforma statutaria dei cosiddetti 'Nicolotti', comunità preposta al commercio ittico e riservata in esclusiva agli ex pescatori veneziani, recepì gran parte della tradizione normativa, venendo a configurarsi, più che un'inedita formulazione, una sistemazione in forma più ordinata di consuetudini, prassi, regole inveterate, rielaborate secondo un virtuosistico equilibrio tra eredità del passato e istanze del presente, confermando gli indirizzi e i valori desunti dalla consuetudine, anche se spesso disattesi. In ossequio alla tradizione, riabilitata attraverso la restaurazione della disciplina comunitaria, furono stabiliti alcuni salutaris provvedimenti: avvicendamento negli incarichi direttivi, periodici incontri con la base, concentrazione dei poteri nell'organo direttivo a detrimento dell'assemblea generale, istituzione della carica dei «deputati ad lites» per seguire le cause forensi.<sup>352</sup>

Per altre categorie furono invece seguiti criteri più radicali. Il primo esperimento di soppressione di qualche arte fu intrapreso per le categorie di «calcinieri e sabioneri», preposti al rifornimento di calce e sabbia ad uso delle arti edili e per la manutenzione dei pozzi disseminati in città.<sup>353</sup> Arcaici vincoli e diritti di precedenza generavano ritardi nelle forniture e adulterazioni dei materiali oltre ad un'arbitraria lievitazione dei prezzi. Tali difetti erano imputati all'esiguo numero di esercenti (25 calcinieri), i quali avevano modo di accordarsi sulle tariffe, essendo al riparo da qualsiasi concorrenza grazie alla situazione di oligopolio da loro conservata. Di fatto però una schiera di trasportatori estranei all'arte si dedicava a quel mestiere e tale fenomeno era interpretato dalla Deputazione

345. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, dec. Senato, 12 giu. 1767; b. 9, dec. Senato, 12 giu. 1767.

346. ASV: *Senato Rettori*, f. 318, rel. 18 mag. 1767.

347. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 106r, 24 set. 1777. BCV: *Ms. P.D.*, vol. 177 C, c. 51r, 2 gen. 1768.

348. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 12 giu. 1767.

349. «Il primo favore dev'estendersi a pro' del nostro popolo veneto e per una giusta predilezione alla nascita e perché si tratta di mestieri esercitati nella Dominante, che può dirsi città sua e perché più bisognoso d'essere protetto nell'intrapresa delle arti» (ivi, b. 2, rel. conferenza, 12 giu. 1767). Cfr. BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., pp. 91, 194.

350. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, dec. Senato, 12 giu. 1767.

351. ASV: *Senato Rettori*, f. 318, rel. 18 mag. 1767.

352. R. ZAGO, *Lo statuto della comunità dei Nicolotti alla fine del secolo XVIII: un problema di continuità della tradizione in un contesto di cambiamento*, «Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti», CXXXIX, 1980-1981, pp. 269-283; ZAGO, *I Nicolotti*, cit., pp. 180-186, 192, 197.

353. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773. M. DAL BORGO, *Le scuole delle arti edili veneziane*, in *Le arti edili a Venezia*, Roma, 1990, pp. 211-212, 217.

come una prova della diffusa esigenza del mercato interno per un servizio più ampio e regolare, che sarebbe stato garantito solo rendendo libera quella professione. In realtà gli abusivi, concorrendo al rifornimento delle aziende veneziane, erano ritenuti degni di un riconoscimento, conseguibile automaticamente grazie all'abolizione dell'arte, allo scopo di liberare quel settore commerciale dai vincoli tradizionali e conferire alla clientela la piena facoltà di rifornirsi da rivenditori scelti a loro discrezione. L'onere tributario di «tansa e taglione» sarebbe stato ripartito tra i «fornasari» di pietre, i quali erano indicati come i primi beneficiari della libertà di rifornimento di laterizi.<sup>354</sup> Lo scoglio dei debiti pregressi accumulati dalla fraglia per un importo di 3.591 ducati poteva essere superato accollando il versamento della «tansa e taglione» ai «fornasari di pietre», che si presumeva avrebbero tratto cospicui vantaggi dalla liberalizzazione del commercio di laterizi di base. La Deputazione si oppose invece all'ipotesi avanzata dai Provveditori della Giustizia Vecchia di introdurre una nuova imposta sui materiali importati dalla terraferma.<sup>355</sup> I sabioneri godevano di due diritti esclusivi: importazione e smercio di sabbia dolce largamente usata in edilizia e per la conservazione dei pozzi urbani; carico e scarico di zavorre dei bastimenti mediante 24 burchi destinati specificamente a questo servizio. Per quanto concerneva il primo giusprivativo non si scorgevano ostacoli allo scioglimento dell'arte, mentre per l'altra attività s'imponeva l'esistenza di un gruppo di individui specializzati, sempre a disposizione per svolgere tempestivamente tali operazioni e formare nuove leve.<sup>356</sup> Procedendo sulla via della soppressione il governo si sarebbe privato di un interlocutore necessario in un settore costitutivo del movimento portuale, e insieme all'oblio delle tecniche, sarebbe invalsa l'abitudine di concentrare il lavoro nei mesi estivi e nelle giornate di bel tempo, senza che il problema del risarcimento dei debiti pregressi a titolo di tributi personali trovasse ragionevole soluzione.<sup>357</sup> Nel 1773 il Senato sancì lo scioglimento delle due arti dei calcineri e sabbioneri, accollando le rispettive quote di tansa insensibile ai fornasari di pietre.<sup>358</sup>

Questa moderata duttilità dimostrata dal Senato nel disciplinare una categoria marginale degli approvvigionamenti della capitale non smentiva la nota dominante della cautela usata negli interventi sul mondo del lavoro, dove gli antichi difetti furono blandamente alleviati attraverso parziali ritocchi del complesso congegno corporativo.

## 6. RIFLESSIONI CONCLUSIVE SUL MOTO RIFORMISTA

Nel secolo dei lumi la politica socio-economica della Repubblica veneta non riuscì ad attuare una corretta allocazione delle risorse umane e finanziarie in modo da renderla funzionale al mutare del mercato europeo. L'azione del governo a sostegno dell'artigianato locale, permeata da idee di matrice prevalentemente mercantilista, conseguì esiti modesti, utili per tamponare qualche falla del sistema, ma inadeguati per invertire la parabola involutiva delle arcaiche strutture produttive, le quali senza essere investite da un vasto e radicale moto di riforma, furono appena sfiorate da una frammentata sequenza di interventi settoriali, mirati a sanare situazioni contingenti foriere di ulteriori danni.<sup>359</sup> Le condizioni imprescindibili per un'articolata opera di riforma – concertazione tra le forze sociali coinvolte, coordinamento tra la consorzeria mercantile e la seppur

354. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, c. 8r, 6 set. 1773.

355. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773; b. 3, reg. 1773-1776, c. 3v, 16 set. 1773.

356. *Ivi*, b. 9, rel. Dep. arti, 6 set. 1773.

357. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1773-1776, cc. 8v-9r, 6 set. 1773; *Senato Rettori*, f. 334, rel. Dep. arti, 6 set. 1773.

358. ASV: *Inq. arti*, b. 2, Storia Dep. arti; *Senato Terra*, f. 2578, rel. Dep. arti, 22 set. 1773. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 63; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 184.

359. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 25; TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 98; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 18; D. DAVANZO POLI, *L'arte e il mestiere della tessitura a Venezia nei secoli XIII-XVIII*, in *I mestieri*, cit., pp. 44-49; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 149; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 6-7, 61.



esile borghesia imprenditoriale, rigenerazione della rete creditizia – avrebbero richiesto una guida coraggiosa, unitaria e dinamica, che i poteri costituiti, dispersi tra una miriade di organi ostacolati da reciproche interferenze, non furono in grado di garantire.<sup>360</sup> L'estenuante lentezza con cui procedettero i lavori delle conferenze fra magistrature competenti in materia economica, seppur bersaglio di aspre critiche da parte di alcuni illuminati politici, precluse o ritardò sensibilmente la realizzazione di utili progetti.<sup>361</sup> Parimenti l'effimera stagione della Deputazione straordinaria, esauritasi nell'arco di un triennio, trovò il suo mesto epilogo nel languido spegnersi dell'iniziale fervore, che aveva ispirato interessanti studi sull'associazionismo, evidenziando inveterati difetti e profonde distorsioni rispetto all'evoluzione in atto nell'economia europea.<sup>362</sup> I deludenti risultati delle parziali riforme attuate in alcune corporazioni veneziane – al volgere del regime aristocratico circa un terzo di esse risultò aperto senza discriminazioni di cittadinanza, mentre il 15 per cento era ancora riservato ai nativi<sup>363</sup> – si collocarono all'interno di una logica riformista frastagliata, soggetta a sollecitazioni eterogenee, sulle quali andò modulandosi il dibattito politico, improntato ad un'accentuata moderazione nell'ultimo decennio del regime aristocratico. Le forti personalità del patriziato, seppur animate da genuina volontà di riscatto, assistettero al naufragio dei loro tentativi osteggiati da autorevoli avversari, che rimasero abbarbicati alla lezione del passato, adombrando processi destabilizzanti per il venerato assetto costituzionale.<sup>364</sup> L'interazione tra forze divergenti e l'incontro di interessi trasversali, riconducibili a diversi ceti sociali proclivi alla conservazione dell'antica eredità, furono all'origine degli indugi e degli ondeggiamenti, che, sull'onda emotiva suscitata dalle convulse vicende francesi, contrassegnarono l'ultima stagione della politica veneziana non solo in relazione all'ordinamento corporativo, bensì in ogni campo della vita pubblica.<sup>365</sup> Le fluttuazioni rispecchiarono altresì la duplice fonte d'ispirazione di cui si avvalevano i responsabili della cosa pubblica: le esperienze coeve attuate in altri Stati impegnati nella rinascita economica; la lezione desunta dalla secolare pratica di governo.<sup>366</sup> Se la validità di entrambe era plausibile sul piano della politica commerciale, per il problema dell'associazionismo di mestiere gli aspetti inconciliabili assumevano dimensioni tali da indurre la maggioranza dei Pregadi, sensibili alle pressioni dei ceti artigianali gelosi dei propri privilegi, a propendere per soluzioni rispettose della tradizione, ritenuta pur sempre superiore alle avventure innovative intraprese da altri governi.<sup>367</sup>

Nei piani di riforma i vertici non esitarono dal rimuovere tempestivamente le contraddizioni tra le istanze di rinnovamento e la salvaguardia delle funzioni istituzionali dei sodalizi, in quanto l'obiettivo, secondo un consueto schema interpretativo incline a confondere il piano eziologico con quello fenomenologico, consisteva nel ripristinare lo spirito primigenio e il suo patrimonio etico, estirpando abusi e disfunzioni generate dal rilassamento morale più che dalle contraddizioni intrinseche del sistema. Secondo l'opinione prevalente nell'oligarchia senatoria, la risposta alle pressanti sollecitazioni di un mercato in continua evoluzione non passava attraverso la soppressione delle arti, bensì

360. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 82.

361. ASV: *Senato Terra*, f. 2192, rel. inq. arti M. A. Dolfin, 9 set. 1752. PRETO, *Le riforme*, p. 112.

362. ASV: *Senato Rettori*, f. 344, rel. Dep. arti, 20 set. 1776. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 108; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 185.

363. ASV: *Inq. Arti*, b. 2, dec. Senato, 2 nov. 1787. COSTANTINI, *L'albero*, cit., p. 39.

364. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., pp. 82-87; TORCELLAN, *Una figura*, cit., pp. 104-105; VENTURI, "Costituzioni nuove", cit., pp. 577-580, 583-597, 603-604; TUCCI, *Carriere popolari*, cit., p. 850; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 137-138; P. DEL NEGRO, *Distribuzione del potere all'interno del patriziato veneziano*, in *I ceti dirigenti in Italia in età moderna e contemporanea*, a cura di A. Tagliaferri, Udine, 1984, pp. 327-334.

365. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 109; IDEM, *Settecento veneto*, p. 320; VENTURI, "Costituzioni nuove", cit., p. 603; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 279.

366. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 109; IDEM, *Settecento veneto*, cit., p. 191; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 138; VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., pp. 280-283.

367. TORCELLAN, *Una figura*, cit., p. 81.

sarebbe dovuta scaturire da un accorto adeguamento delle stesse al mutare dell'economia europea, facendo leva però sui valori e le massime che da secoli avevano permeato la cultura del lavoro in ambiente veneziano.<sup>368</sup> La sistemazione dei corpi professionali sollevava complesse questioni correlate al loro radicamento nell'architettura statale, di cui surrogavano alcune funzioni, oltre ad esercitare competenze giurisdizionali al proprio interno ai fini della preservazione della disciplina nelle tecniche e nel lavoro.<sup>369</sup> Le relazioni tra sistema corporativo e declino dell'economia veneziana vennero a costituire una questione che impegnò studiosi e politici, che nel dirimerla non approdarono a formule univoche, precluse dalla stessa molteplicità delle funzioni svolte dalle corporazioni.<sup>370</sup>

Da parte degli esponenti più sensibili si percepì la mancanza di un piano organico di riforma delle manifatture, mentre i vertici preferirono concentrarsi in un pedissequo consolidamento delle direttive protezionistiche, respingendo le seduzioni dell'incipiente liberismo.<sup>371</sup> La politica del lavoro dell'oligarchia senatoria non si allontanò dalla linea mediana collocata tra l'iniziativa privata, filtrata attraverso l'associazionismo, e un cauto interventismo statale venato di spirito paternalistico. I vincoli corporativi, codificati a tutela della professionalità, di fatto ostacolavano la razionale allocazione della forza-lavoro – imperativo categorico della dottrina mercantilista e meta costante d'ogni governo<sup>372</sup> – relegando ai margini della società attiva un composito strato di diseredati, mendicanti abituali e vagabondi, i quali, essendo avvezzi a vivere di bassi espedienti, rappresentavano un fattore di perenne instabilità sociale, che le strutture assistenziali non riuscivano ad assorbire.<sup>373</sup> Il tema dell'apertura dei mestieri, affrontato fin dalle discussioni del primo Settecento, si modulò lungo il duplice asse della codificazione normativa e della mancata esecuzione, rimanendo una sorta di traguardo irraggiungibile. Alle analisi dei magistrati veneziani sottendeva la consapevolezza delle organiche connessioni fra i diversi settori economici nonché della necessità di elaborare un piano globale di riforma, tesa al potenziamento delle strutture produttive. Alle frange più illuminate del patriziato non era estraneo l'anelito al rinnovamento, che fungeva da sprone per attuare un effettivo ammodernamento delle antiche eredità.<sup>374</sup>

Il problema del libero inserimento di maestranze suddite nelle associazioni di mestiere trovò come corrispettivo la secolare questione dei rapporti coi domini continentali, considerati sotto il duplice aspetto di fonti di materie prime e mercati per le manifatture veneziane. Non venendo superato il vischioso schema dicotomico tra Dominante e province, fu lasciata pressoché intatta la supremazia della prima, che agli occhi dell'oligarchia senatoria apparve sino all'ultimo degna d'ogni riguardo nell'emanazione dei provvedimenti di natura economica, tesi a stimolare la produzione di articoli di pregiata fattura.<sup>375</sup>

368. VENTURI, *Venezia nel secondo settecento*, cit., p. 124; SCARABELLO, *Aspetti delle funzioni*, cit., p. 17; IDEM, *Il Settecento*, cit., p. 627; PRETO, *Le riforme*, cit., pp. 90, 95; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 495.

369. SCARABELLO, *Caratteri e funzioni*, cit., p. 13; BOVOLATO, *L'arte dei luganegheri*, cit., p. 202.

370. VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 278.

371. CAZZI, *Industria*, cit., p. 32; DAL BORGO, *Note sulle fabbriche*, cit., pp. 71-72.

372. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 4r, 18 apr. 1772; *Savi merc.*, s. I, reg. 193, c. 128r, 11 set. 1769; reg. 218, c. 25v, 16 dic. 1751; reg. 220, c. 68v, 16 gen. 1756; *Senato Rettori*, f. 274, rel. conferenza, 1° set. 1747. BCv: *Ms. P. D.*, b. 176 C, rel. Dep. arti, 18 set. 1773. Cfr. DAL PANE, *Il tramonto*, cit., p. 83.

373. ASV: *Giustizia V*, b. 28, reg. 1772, c. 8r, 18 apr. 1772; *Prov. ospedali e luoghi pii*, b. 4, rel. 20 set. 1773; *Savio Cassiere*, b. 573, reg. dec. Senato, cc. 6v-9r, 28 set. 1761; c. 14v, 8 mag. 1762; *Senato Rettori*, f. 327, rel. Dep. albergo, 26 mag. 1770. BCv: *Ms. Cicogna*, b. 1111, scr. n. 5, 5 dic. 1779; *Ms. Donà Dalle Rose*, b. 300, rel. Inq. arti M. A. Dolfin, 24 lug. 1752; *Ms. Misc. Correr*, I, c. 112, 5 set. 1753; *Ms. P. D.*, b. 250 C, tomo IV, cc. 11v-13r. BMV: *Ms. it. VII*, 504 (7611), c. 83r, 24 lug. 1752; 1751 (8774), c. 125v, 8 mag. 1762; 1533 (8826), cc. 223-227, 24 lug. 1752; 2166 (9200), c. 305v, 29 set. 1770. Cfr. G. ALBERTI, *Le corporazioni d'Arti e mestieri e la libertà del commercio interno negli antichi economisti italiani*, Milano, 1888; G. ZALIN, *Aspetti e problemi dell'economia veneta dalla caduta della Repubblica all'annessione*, Vicenza, 1969, p. 37; MENEGHETTI CASARIN, *I vagabondi*, cit., pp. 35, 86; M. DEL LUNGO, *Pauperismo e assistenza negli antichi Stati italiani*, «Società e storia», 7, 23, 1984, pp. 181-194.

374. ASV: *Senato Terra*, f. 2567, rel. 18 apr. 1772. VECCHIATO, *Tensioni sociali*, cit., p. 277; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 136-137, 149; DAL BORGO, *Note sulle fabbriche*, cit., pp. 71-72.

375. BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 155; IDEM, *Il problema politico-sociale*, cit., pp. 152-155; LANARO, *I mercati*, cit., pp. 119-120, 124-125.

Il rilancio della Repubblica marciana nel concerto europeo, dopo il prolungato ripiegamento neutralista, postulava il recupero del dinamismo, che invece era svanito come tratto saliente dell'economia veneziana dei secc. xvii e xviii, pur manifestandosi in maniera intermittente sotto lo stimolo di congiunture favorevoli. Le temporanee riprese di specifici comparti artigianali o del commercio marittimo non attestavano l'esistenza di autonome energie di recupero, bensì si delineavano alla stregua di transitorie aggregazioni di forze suscitate per impulso esteriore e non generate da un moto interno e da una solida coscienza etico-civile e cospicui capitali.<sup>376</sup> Insieme alla riforma delle arti gli esponenti più illuminati del patriziato erano consapevoli della necessità di «animare li capitalisti a dar vigore ed incremento alle venete manifatture», seguendo l'esempio dei ceti elevati delle nazioni più progredite.<sup>377</sup> Già nel primo Settecento, Scipione Maffei aveva pungolato il ceto aristocratico ai fini di una rivalutazione delle attività mercantili e imprenditoriali come degne di essere coltivate anche dai rampolli delle famiglie nobili. D'altra parte uno Stato a vocazione mercantile, maturata nel corso di vari secoli, non poteva tollerare la marcata propensione delle classi abbienti alla rendita terriera o finanziaria: un monito che veniva a dischiudere il nodo storico del ruolo del patriziato all'interno di una civiltà fondata sulle attività economiche.<sup>378</sup>

L'epilogo di un trentennio ricco di studi, ipotesi di rinnovamento e interventi parziali trovò matura espressione in un incisivo proclama dogale del 1784, che, nel recepire senza riserve la terminazione emanata poco prima dall'inquisitore alle arti Andrea Tron, si stagliava sullo sfondo di una crisi profonda del patriziato, incapace di rigenerarsi come classe politica e gestire una transizione epocale per salvare la millenaria Repubblica. L'eloquente documento, muovendo dalla constatazione del declino del commercio veneziano, lanciava un vigoroso appello ai ceti medio-alti della società veneta affinché, tralasciati i fatui pregiudizi sulla incompatibilità tra rango nobiliare e impegno economico, i più dinamici individui di estrazione aristocratica insieme a sudditi facoltosi si ponessero alla guida di un rinnovamento generale dell'economia veneta, investendo capitali, avviando giovani imprese, fondando compagnie mercantili, sperimentando nuovi impianti tecnici, fomentando lo spirito di emulazione, che una cultura ottusa pervasa da gretti pregiudizi aveva assopito nel corso delle ultime generazioni, dimenticando, abbagliata da un fatuo orgoglio di casta, le origini mercantili dello stesso patriziato.<sup>379</sup> Secondo questa impostazione, la ripresa economica si sarebbe dovuta innestare su una solida base etica, da ricostruire attraverso un generale potenziamento dell'opera pedagogica da perseguire a tutti i livelli. Il fermo proposito d'investire la società e le istituzioni con un movimento riformista di ampio respiro avrebbe richiesto la mobilitazione di tutte le forze sociali, implicando una vasta opera educativa, volta al perfezionamento dei ruoli che ciascuna classe era tenuta a rivestire nella compagine sociale. Chiamare a raccolta i ceti abbienti, rinnovare le strutture produttive, estinguere le eredità parassitarie, infondere autorevolezza agli organi di governo: formavano tante suggestive linee d'intervento inscrivibili in una strategia più ampia, che però non trovò adeguato sostegno tra i nobili più influenti, proclivi invece alla conservazione dell'idoleggiata eredità storica.<sup>380</sup>

A Venezia, forse più che altrove, si sentì la mancanza di un solido ceto borghese

376. CAZZI, *Storia dell'industria*, cit., p. 18, 75; IDEM, *Industria*, cit., pp. 8, 20, 24, 201; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 12-13; DAL BORGO, *Note sulle fabbriche*, cit., pp. 72-73; PANCIERA, *L'economia*, cit., pp. 506, 524-525

377. ASV: *Inq. Arti*, b. 3, reg. 1773-1776, c. 12v, 3 set. 1774; VENTURA, *Introduzione*, cit., p. xcvi; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 172; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., p. 155; DEL NEGRO, *Giammaria Ortes*, cit., pp. 176-177.

378. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, rel. 1773. ERRERA, *Storia dell'economia*, cit., p. 208; FANFANI, *Le corporazioni del centro-nord*, cit., p. 45.

379. ASV: *Inq. Arti*, b. 9, proclama inq. Arti, 2 set. 1784; *Savi merc.*, s. 1, reg. 48, cc. 57v-58r, 19 ago. 1784. TORCELLAN, *Politica e cultura*, cit., pp. 512-513; TABACCO, *Andrea Tron*, cit., p. 172; MOLESTI, *Il pensiero*, cit., pp. 104, 143-144; GULLINO, *I patrizi veneziani*, cit., pp. 421, 447; PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 484.

380. TORCELLAN, *Settecento veneto*, cit., p. 476; VENTURI, *Settecento riformatore*, cit., pp. 171, 169, 176, 189 190; TRON, *"Serenissimo Principe"*, cit., pp. 78, 80-83, 116-117.

permeabile alle suggestioni della cultura illuminista e capace di ergersi ad autorevole interlocutore del patriziato nonché d'imprimere un indirizzo coerente e unitario ai disorganici tentativi di riabilitazione delle consuete strutture economiche.<sup>381</sup> Il notabilato espresso dal mondo delle corporazioni rimaneva ancorato all'angusta mentalità del privilegio ed esauriva la sua carica propulsiva nei rivoli dell'arido particolarismo. La contraddittorietà sottesa ai provvedimenti in materia di corporazioni e lavoro scaturiva dall'ambigua posizione dell'oligarchia senatoria, la quale, se da un lato sosteneva la consorteria mercantile, dall'altro non poteva abdicare al suo compito d'ispirazione paternalistica nel tutelare gli interessi delle classi inferiori. Essa preferì seguire una linea mediana tra riformismo e conservazione, dimostrando comunque una temprata attitudine a ricercare virtuosistici equilibri tra istanze contrastanti senza abdicare alla sua naturale funzione mediatrice tra le varie classi sociali.<sup>382</sup>

<sup>381</sup> BERENGO, *La società veneta*, cit., p. 45, 261; BONO, *La riflessione economica*, cit., p. 412; A. ZANNINI, *La presenza borghese*, in *Storia di Venezia*, VII, *La Venezia barocca*, Roma, 1997, pp. 225-272; IDEM, *Un personaggio metafisico: la borghesia veneziana nel secondo Settecento*, in *L'area alto-adriatica*, cit., pp. 187-189; PANCIERA, *Fiducia e affari*, cit., pp. 163, 165.

<sup>382</sup> PANCIERA, *L'economia*, cit., p. 496.

## NOTE E DOCUMENTI



FEDERICA AMBROSINI

VOCI E PRESENZE FEMMINILI IN TERRA VENETA  
TRA XIV E XVIII SEC.

**A**LLA biografia e alla produzione di tre letterate venete dell'età moderna la University of Chicago Press ha recentemente dedicato tre volumi della collana «The Other Voice in Early Modern Europe»: Elisabetta Caminer Turra, *Selected Writings of an Eighteenth-Century Venetian Woman of Letters*, ed. and trans. by Catherine M. Sama, The University of Chicago Press, Chicago and London 2003, pp. xxxiii-234, 1 fig.; Isotta Nogarola, *Complete Writings. Letterbook, Dialogue on Adam and Eve, Orations*, ed. and trans. by Margaret L. King and Diana Robin, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2004, pp. xxxi-226; Arcangela Tarabotti, *Paternal Tyranny*, ed. and transl. by Letizia Panizza, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2004, pp. xxix-182. A meglio comprendere quali ruoli fossero previsti e, soprattutto, quali possibilità si aprissero per le donne, tra xiv e xviii sec., in territorio veneto (e altrove) aiuta un altrettanto recente volumetto, che raccoglie i testi di un ciclo di conferenze ospitato, a Venezia, dal Centro Tedesco di Studi Veneziani: si tratta di *Donne a Venezia. Vicende femminili fra Trecento e Settecento*, a cura di Susanne Winter, Roma-Venezia, Edizioni di Storia e Letteratura-Centro Tedesco di Studi Veneziani, 2004, pp. viii-223, figg. (primo volume della nuova collana «Venetiana», si presenta in una gradevole veste grafica nonostante la qualità non eccelsa delle riproduzioni che compongono l'apparato iconografico, e alcuni refusi nelle didascalie: vedi p. 77, p. 211, p. 215).

Con la collana «The Other Voice», i curatori Margaret L. King e Albert Rabil Jr. si propongono di rendere accessibile al pubblico di lingua inglese una produzione letteraria in cui risuona quella che con felice espressione viene definita 'l'altra voce': quella voce con la quale in Europa, tra il xiv e il xviii sec., le donne cominciarono a parlare, a parlare di se stesse soprattutto, e con la quale parlarono, insieme a loro e per loro, alcuni dei loro sostenitori di sesso maschile. Comune a tutti i volumi della collana è un'introduzione nella quale i due curatori ripercorrono la storia del pregiudizio antifemminile nella cultura occidentale: dal pensiero greco, che con Aristotele forgiò un'immagine negativa della donna destinata a tramandarsi fino al Medioevo e oltre, alla tradizione giudeo-cristiana, con la sua interpretazione di *Gen. 2* in chiave fortemente misogina. Nel corso dei secoli questi presupposti filosofico-religiosi offrirono una giustificazione ideologica alla subordinazione femminile nella famiglia, nella società civile e nella Chiesa, tutti istituti connotati da una struttura rigidamente patriarcale.

È pur vero che questo quadro di generale subalternità appare a un esame appena più ravvicinato, analizzando, ad es., la situazione veneziana o altre realtà italiane del Medioevo nonché del primo Rinascimento, assai meno uniforme di quanto lo presenti questa rassegna, necessariamente sintetica, di King e Rabil. Per restare nell'ambito veneziano: non è certo privo di significato il fatto che in una fonte di eccezionale importanza come i *Diarii* di Marin Sanudo alle donne, per lo più, si neghi l'identità personale conferita dal nome di battesimo e di loro venga fatta menzione solo come 'figlia' o 'moglie' di qualcuno – visibili e riconoscibili, quindi, solo in forza del loro legame di parentela con i maschi dell'uno o dell'altro casato; eppure numerosi studi dimostrano come questa posizione innegabilmente svantaggiata non abbia impedito alle donne di essere di fatto a Venezia e altrove, almeno all'interno della famiglia, tutt'altro che

ininfluenti.<sup>1</sup> Ad analoghe conclusioni porta il primo dei saggi pubblicati nella raccolta *Donne a Venezia* (Linda Guzzetti, *Le donne nello spazio urbano della Venezia del Trecento*, pp. 1-22): esso dimostra come la condizione di inferiorità legale fosse di fatto mitigata dalla più ampia libertà di azione concessa al sesso femminile in una Venezia in cui si potevano incontrare donne testimoni, procuratrici, esecutrici testamentarie, investitrici di capitali, artigiane.

Ciò nonostante, a ragione King e Rabil affermano che ben rare erano nel Medioevo le donne scrittrici: sia per mancanza di istruzione, sia per la loro impossibilità di accedere a cariche pubbliche – ne conseguiva la loro ignoranza degli argomenti ritenuti più interessanti dal circoscritto pubblico dei lettori –, sia per il peso di un antico pregiudizio destinato a lunghissima vita, quello che riconosceva nel silenzio una delle più pregevoli virtù femminili, e nel prendere pubblicamente la parola qualcosa di simile a una violazione della castità. Fino agli albori dell'età moderna, le poche donne che osarono scrivere furono, quasi sempre, religiose. Fu la cultura umanistica, pur egemonizzata da maschi in genere solidali con l'immagine della donna proposta dagli antichi, a fornire gli strumenti per una rivalutazione delle qualità e delle potenzialità del sesso femminile e a creare così le premesse perché 'l'altra voce' potesse levarsi e trovare ascolto. Nel 1365, proprio da quel Boccaccio che dieci anni prima, nel *Corbaccio*, aveva fatto propria la più vieta polemica antifemminista venne un primo, sebbene fortemente ambiguo, contributo alla rivalutazione della donna con il *De claris mulieribus*, catalogo di donne illustri dell'antichità classica, della Bibbia e della tradizione medievale. Gli rispose, a distanza di quarant'anni, l'italo-francese Christine de Pizan con la sua *Cité des dames* (1405). Quest'opera contrapponeva a quella del Boccaccio un'altra rassegna di esemplari figure femminili, nella quale valore e virtù venivano presentati come prerogative universali, non eccezionali, delle donne. Vi si vagheggiava, inoltre, un'ideale comunità femminile: ipotesi radicalmente alternativa rispetto all'esperienza quotidiana di una società in cui qualsiasi forma di associazionismo femminile, qualsiasi occasione di pubblico incontro tra donne veniva, se non proibita, sottoposta al rigido controllo maschile delle autorità governative (si vedano, per Venezia, le considerazioni conclusive del saggio di Linda Guzzetti).

Diffondendo in Francia la conoscenza della letteratura italiana, Christine de Pizan fu una delle prime mediatrici culturali: con lei si inaugura una lunga serie di letterate, regnanti, animatrici di salotti che secondo Margarete Zimmermann, *Reggenti-traduttrici-salonnieres: la mediazione culturale al femminile* (il saggio è pubblicato alle pp. 203-223 di *Donne a Venezia*), nell'Europa dell'età moderna diedero un importante contributo ai processi di scambio culturale. Per King e Rabil, Christine de Pizan è soprattutto colei grazie alla quale 'l'altra voce' si fece udire per la prima volta in Europa. Uno scambio epistolare intercorso tra lei e alcuni uomini di cultura francesi diede infatti l'avvio a quel vasto dibattito sulla natura e sul ruolo delle donne che, per i due secoli successivi, impegnò in tutta Europa intellettuali di ambo i sessi e di diversa appartenenza religiosa. A questo dibattito, noto come *querelle des femmes*, contribuì una produzione letteraria tipica dell'età rinascimentale come la trattatistica normativa sulla famiglia e sulla donna, i trattati di stregoneria, o le opere scritte da donne: sempre significative in quanto dovute a penne femminili, tanto più queste lo erano allorché le loro autrici intervenivano direttamente nella *querelle*. King e Rabil sottolineano come, sebbene forse non sempre consapevolmente, un ruolo importante nel creare spazi per l' 'altra voce' sia stato svolto, in Italia e altrove, dalle numerose signore d'alto rango che accordarono la loro protezione a dotti, letterati e artisti non pochi dei quali dedicarono a queste

1. Si vedano i saggi di S. CHOJNACKI raccolti in *Women and Men in Renaissance Venice. Twelve Essays on Patrician Society*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 2000; cfr., in part., pp. 115-116.

loro potenti patroni anche scritti di carattere profemminista. Il pensiero corre qui all'eterodosso poligrafo cinquecentesco Ortensio Lando e al suo reticolato di prestigiose amicizie femminili, concentrato soprattutto nell'Italia delle corti padane: dotte e 'valoro-se' signore che affollano le opere del Lando in qualità di dedicatarie, di interlocutrici, di esempi additati all'ammirazione e all'emulazione, di autrici, forse fittizie, di lettere. Tutti questi scritti sono improntati a una rivalutazione delle virtù femminili che, se da un lato è retaggio umanistico, è anche in sintonia con gli ideali di quella Riforma radicale della quale il Lando fu, sia pure con mille prudenze nicodemitiche, attivo e convinto propagatore.<sup>2</sup> La Riforma ortodossa per contro – come anche King e Rabil hanno cura di precisare –, pur facendosi portavoce di quella rivalutazione dell'istituto matrimoniale per la quale si era già battuto Erasmo da Rotterdam, non portò alcun sostanziale contributo alla causa dell'emancipazione femminile.

I due curatori della collana «The Other Voice» enucleano, all'interno della *querelle des femmes*, quattro temi – o problemi – ricorrenti. Il primo è quello della castità: a imporla come requisito indispensabile per il sesso femminile concorrevano imperativi morali e religiosi, uniti all'esigenza sociale di garantire il perpetuarsi della famiglia patriarcale nel segno della legittimità. Il secondo è quello del potere, considerato esclusivo appannaggio dei maschi; la donna che lo esercitasse in proprio (e non secondo l'unica modalità ammessa, cioè nella veste vicaria e temporanea della reggente) veniva considerata un fenomeno aberrante, un *monstrum* che poteva rendersi accettabile solo ostentando una verginità confinante con l'androginia (Elisabetta I d'Inghilterra). Il terzo è quello della parola, giudicata, per la donna, esibizionismo inopportuno e potenzialmente peccaminoso, non meno di un abbigliamento ricercato o dell'uso di cosmetici. Il quarto è quello del sapere, precluso alle donne perché ritenuto rischioso per la loro castità e, insieme, non alla portata delle loro limitate capacità intellettuali. Tutte le donne che, nell'Europa dell'età moderna, tentarono con maggiore o minore successo di avventurarsi al di fuori dei ristretti spazi loro tradizionalmente concessi dovettero confrontarsi con questi ostacoli. Esse videro messa in discussione la loro castità – sinonimo, nel pensiero corrente, di integrità morale – e il loro diritto alla parola e all'accesso al sapere, tutti strumenti che avrebbero consentito loro di esercitare una forma di potere: un potere intellettuale e culturale, non certo politico, ma pur sempre tale da mettere in discussione la struttura gerarchica del rapporto tra i sessi e da scatenare, quindi, l'allarmata opposizione dell'universo maschile. A questo destino non riuscirono a sottrarsi del tutto nemmeno le tre scrittrici delle quali questi volumi presentano vita e scritti: Elisabetta Caminer, Isotta Nogarola e Arcangela Tarabotti.

La prima in ordine cronologico è la nobile veronese Isotta Nogarola (1418-1466). Dotta nella cultura classica come negli studi biblici, patristici e teologici, Isotta si cimentò con grande successo in tutti e quattro i generi letterari tipici dell'umanesimo: l'epistolario, il dialogo, l'orazione, la consolatoria. Di poco posteriore a Christine de Pizan, fu come lei una pioniera dell'"altra voce", una di coloro che inaugurarono la tradizione della donna letterata fornendo, al tempo stesso, i primi contributi alla *querelle des femmes*. La sua raccolta epistolare contiene uno dei primi esempi europei di difesa del sesso femminile, intrapresa da Isotta nella memoria delle grandi oratrici e poetesse dell'antichità; il suo dialogo sull'interpretazione agostiniana del peccato di Eva e di Adamo occupa un posto di notevole rilievo all'interno del dibattito europeo sulla natura della donna e le relazioni tra i sessi. In esso, l'Autrice dispiega tutto il suo vasto e sincretistico sapere, intessuto di riferimenti al patrimonio culturale pagano non meno che a quello cristiano, per sforzarsi (senza riuscirci completamente) di sminuire la gravità del peccato di Eva, uno dei fondamenti del dogma dell'inferiorità femminile. Isotta divenne una delle più

2. Per un profilo e un'aggiornata bibliografia su Ortensio Lando si rimanda alla voce scritta da S. ADORNI BRACCESI, S. RAGAGLI, di prossima pubblicazione nel *Dizionario Biografico degli Italiani*.

famose letterate del Rinascimento italiano, e con le sue opere costituì un modello per generazioni di scrittrici. Il suo epistolario anticipa quelli di Cassandra Fedele, Laura Cereta e Veronica Franco; il suo dialogo, quello di Tullia d'Aragona; la sua polemica contro la misoginia, gli scritti delle 'profemministre' veneziane. Sotto questa etichetta si è soliti raggruppare tre letterate vissute tra la fine del sec. XVI e il pieno sec. XVII: Moderata Fonte, Lucrezia Marinella<sup>3</sup> e la protagonista del secondo dei volumi di cui ci stiamo occupando: Arcangela Tarabotti (1604-1652).

Nella Venezia seicentesca, suor Arcangela ripropose in modo anticonformista, e per molti versi scandaloso – alcuni dei suoi scritti furono colpiti da una postuma condanna del Sant'Uffizio –, la tradizionale figura della monaca scrittrice. Fu, come infinite altre sue concittadine, una monaca forzata, essendo stata costretta, probabilmente perché zoppa, a prendere il velo nel convento benedettino di S. Anna. Pur provenendo da famiglia di ceto medio-basso, ella fu dunque vittima di una violenza che a Venezia colpiva soprattutto le donne del patriziato ricco, tra tutte le meno libere in quanto più delle altre tenute (come, d'altronde, i loro uomini) a subordinare i loro interessi individuali a quelli del casato: lo spiega, in *Donne a Venezia*, Volker Hunecke, *Essere nobildonna nella Venezia del Sei e del Settecento* (pp. 133-156). C'è motivo di ritenere che lo studioso tedesco sia nel vero allorché sostiene che «la vita che le aspettava in convento [...] era senza dubbio assai meno triste di quella che suor Arcangela vuol suggerire»; ciò tuttavia valeva soprattutto per le patrizie, come Hunecke stesso sottolinea, e probabilmente, possiamo aggiungere, per donne meno della Tarabotti dotate di una personalità decisa, di un intelletto vivace, di una chiara coscienza del proprio valore. Arcangela soffrì profondamente per essere stata condannata, senza alcuna sua colpa, a una vita da reclusa; ma proprio l'intensità della sua sofferenza la spinse a dare, nonostante tutto, un significato a questa vita formandosi una cultura da autodidatta che la portò a una discreta conoscenza della letteratura contemporanea, come pure della Bibbia e dei testi di spiritualità.

Forte di questo suo sapere assorbito avidamente, sebbene in modo un po' disordinato, ella volle divenire scrittrice, affinché il suo grido di protesta e di rabbia potesse essere udito, e ascoltato, al di là delle mura del suo monastero-carcere. E riuscì nel suo intento, anche se finché ella fu in vita circolarono solo in forma manoscritta gli scritti nei quali più violentemente si scagliava contro la pratica delle monacazioni forzate, *L'Inferno monacale* e *La tirannia paterna* (o *La semplicità ingannata*). Questo libro – ora pubblicato nella collana «The Other Voice» – denuncia non soltanto i padri di famiglia veneziani che, con la connivenza e l'incoraggiamento delle autorità politiche e religiose, sacrificano le figlie rinchiudendole a tradimento nei monasteri, ma tutte le ingiustizie perpetrate dagli uomini nei confronti delle donne. Essi sono soliti deriderle per la loro ignoranza; questa è purtroppo innegabile, afferma suor Arcangela, ma sono gli uomini a portarne la responsabilità, negando alle donne il diritto all'istruzione onde poterle mantenere in uno stato di perpetua inferiorità, e continuare a precludere loro l'accesso alle cariche pubbliche. L'istruzione indurrebbe le donne ad abbandonare vanità e frivolezze; lo stesso peccato di Eva (in favore della quale la Tarabotti, non diversamente dalla Nogarola, prende decisamente posizione) dimostra quanto esse siano assetate di sapere. Nella stessa opera, Arcangela condanna la doppia morale che, in materia sessuale, tende ad aggravare la colpa della donna rispetto a quella dell'uomo; e azzarda una lettura del Nuovo Testamento in chiave femminista.

Nonostante i suoi ostinati sforzi di Autrice convinta del proprio talento, e della giustizia della causa per la quale si stava battendo, suor Arcangela non riuscì a vedere pubblicato questo primo manifesto dei diritti inalienabili del sesso femminile: un'opera, nota Letizia Panizza, innovatrice al punto di anticipare, a tratti, ciò che tra XVIII e XIX

3. Nella collana «The Other Voice» è già apparso un volume dedicato all'opera di Cassandra Fedele; tra le pubblicazioni annunciate figurano traduzioni da Tullia d'Aragona, Moderata Fonte e Lucrezia Marinella.

sec. si sarebbe potuto ascoltare nelle cerchie di Mary Wollstonecraft o di John Stuart Mill. *La tirannia paterna* venne tuttavia data alle stampe a Leida nel 1654, mentre solo nel 1990 sarebbe stato pubblicato *L'Inferno monacale*.<sup>4</sup> Arcangela riuscì, invece, a far stampare nel 1643 il più accettabile *Paradiso monacale*; negli anni successivi pubblicò altresì due *pamphlets* con i quali interveniva direttamente nella *querelle des femmes*, polemizzando con i detrattori del suo sesso, e un epistolario.

A distanza di oltre un secolo da suor Arcangela, Elisabetta Caminer (1751-1796) si trovò a combattere battaglie non troppo dissimili, nella sostanza, da quelle combattute dalla pugnace benedettina: compresa la polemica contro le monacazioni forzate (prassi che, peraltro, nel sec. XVIII era ormai in declino), o suggerite da aspettative sbagliate. La Caminer, tuttavia, si trovava in una posizione più avvantaggiata rispetto non soltanto alla monaca scrittrice seicentesca, ma a molte laiche del Settecento veneziano in quanto fin da giovanissima aveva potuto godere di opportunità ed esperienze non comuni: quella di studiare, innanzitutto – anche le lingue straniere, francese e un po' di inglese –, e poi quella di coadiuvare nell'attività giornalistica il padre Domenico, fondatore nel 1768 del periodico «Europa letteraria». Domenico Caminer era, inoltre, impresario teatrale, e all'età di diciotto anni Elisabetta cominciò a pubblicare traduzioni di drammaturgia francese a uso delle compagnie veneziane; a ventun anni già si era fatta un nome come giornalista, traduttrice e regista teatrale. Il matrimonio con il medico vicentino Antonio Turra non le impedì di continuare la sua collaborazione all'«Europa letteraria», divenuta nel 1773 «Giornale enciclopedico» (dal 1782 «Nuovo giornale enciclopedico», dal 1790 «Nuovo giornale enciclopedico d'Italia»); nel 1777 Elisabetta ne assunse la direzione, rendendolo il principale veicolo in terra veneta delle idee d'Oltralpe. Nel 1780, insieme al marito, la Caminer aprì a Vicenza una casa editrice, la Stamperia Turra, che fu tra le più attive nel Veneto fino alla chiusura, nel 1794; nella stessa Vicenza, verso la fine degli anni ottanta, ella aprì e diresse un teatro dove fu anche insegnante di recitazione.

Anche la *querelle des femmes* – osserva Catherine M. Sama – aveva assunto, nel sec. XVIII, un carattere diverso rispetto ai secoli precedenti: più concreto, dato anche il crescente numero di donne che occupavano posizioni di rilievo, e istituzionalizzato, dal momento che se ne discuteva nelle accademie. Le rivendicazioni della Caminer erano in piena sintonia con lo spirito di quella cultura illuministica che i suoi periodici così validamente contribuivano a diffondere in territorio veneto. Ella, infatti, non si limitava a confutare i pregiudizi misogini, come quello sull'inferiorità biologica della donna, e a denunciare le colpe della società; cercava, soprattutto, di persuadere le donne che toccava a loro, individualmente e collettivamente, prendere tutte le iniziative necessarie a migliorare la propria condizione. Un altro aspetto innovativo del suo pensiero sta nell'enfasi da lei posta – in un'epoca in cui l'accesso a (limitati) studi veniva consentito alla donna solo perché potesse svolgere al meglio i suoi doveri di madre e di padrona di casa, o per salvarla dalla noia – sul diritto della donna a coltivare la mente per propria gratificazione, oltre che per utilità sociale. Utilità alla quale, a suo avviso, dovevano essere finalizzati anche gli stati di vita aperti alle donne: nella classica alternativa tra monacazione e matrimonio, le preferenze di Elisabetta andavano al secondo proprio per il contributo che la donna sposata e madre poteva portare al progresso della società nella sua veste di educatrice dei figli, delle femmine in particolare.

Pur così lontane e diverse l'una dall'altra, queste tre donne – Isotta, Arcangela, Elisabetta – appaiono unite, oltre che dalla condivisione di un medesimo ideale, anche da alcuni aspetti delle loro biografie personali. Tutte e tre, innanzitutto, ebbero la possibilità di studiare e di farsi una cultura superiore a quella della maggior parte delle loro contemporanee; per Isotta e per Elisabetta (la quale tuttavia dovette rinunciare agli studi

4. F. MEDIOLI, *L'Inferno monacale* di Arcangela Tarabotti, Torino, Rosenberg & Sellier, 1990; di prossima pubblicazione, nella collana «The Other Voice», una traduzione a cura di F. Medioli, L. Panizza.



scientifici in favore di quelli letterari, ritenuti meno inadatti a una donna) ciò avvenne grazie a un contesto familiare favorevole, per Arcangela, paradossalmente, grazie alla forzata reclusione in monastero. Dei tre, il caso di Isotta appare il più straordinario per il sostegno datole dalla madre, la padovana Bianca Borromeo. Illetterata, ma entrata per matrimonio in una famiglia di studiosi – tra i quali anche una donna, la cognata Angela Nogarola, si era resa famosa per il suo sapere –, costei, rimasta prematuramente vedova, volle che le figlie ricevessero una raffinata educazione umanistica. Bianca permise poi a Isotta di consacrarsi esclusivamente agli studi restando per tutta la vita nella condizione di nubile laica, e ciò in un'epoca in cui questo stato di vita era piuttosto infrequente e guardato con sospetto; visse con lei, e nel suo testamento fece uso della sua ingente facoltà per provvedere con larghezza al benessere materiale della figlia.

Tutte e tre queste scrittrici furono, ciascuna a suo modo, trasgressive. Lo furono nel loro mettere in discussione – cautamente, per prudenza ma anche per personale insicurezza, la Nogarola; con disperata irruenza la Tarabotti; con lucida e ironica razionalità la Caminer – il consolidato principio della disparità tra i sessi; ma lo furono, prima ancora, in quanto dedicarono la vita a coltivare la loro mente e, quel che era più grave, a dar voce al loro pensiero. Isotta scrisse e pronunciò orazioni, e si impegnò, nel 1451, in un dibattito pubblico con il podestà Ludovico Foscarini sul peccato originale; Arcangela fece assiduamente circolare, e lottò per pubblicare, i suoi scomodi scritti; Elisabetta, una delle prime giornaliste italiane, nonostante la censura sulla stampa riuscì a far circolare le idee illuministiche e, non di rado, ad aggiungere la propria voce alle tante 'altre voci' di scrittori stranieri dei quali ella traduceva o presentava le opere. Erano scelte rischiose; scelte che minacciavano di sovvertire i codificati ruoli sessuali e che pertanto, soprattutto nella prima età moderna, intimorivano gli uomini inducendoli a reazioni spesso assai sgradevoli.<sup>5</sup>

Per donne come loro, era indispensabile sapersi creare una fitta e solida trama di prestigiose amicizie maschili, in grado di offrire non solo consigli e incoraggiamento, ma anche e soprattutto un'autorevole protezione dai detrattori. Tutte e tre le nostre letterate erano ben consapevoli di questa esigenza, e riuscirono egregiamente nell'intento di stabilire buoni e proficui rapporti con intellettuali di fama: Isotta si legò a umanisti come Guarino Veronese e Lauro Querini, Elisabetta a figure significative della cultura illuministica italiana come Francesco Albergati Capacelli (con il quale vi fu anche un progetto, poi sfumato, di matrimonio), Alberto Fortis, Giovanni Scola. Il più singolare fu il patrono scelto da suor Arcangela: si trattava del nobiluomo Giovan Francesco Loredan, fondatore dell'Accademia degli Incogniti ed esponente di spicco del libertinismo italiano. Costui sostenne in molti modi la Tarabotti e la sua attività letteraria, ma probabilmente contribuì a bloccare la pubblicazione della *Tirannia paterna* e dell'*Inferno monacale*: fondamentalmente solidale con il ceto dirigente veneziano al quale apparteneva, e con la sua politica favorevole alla limitazione dei matrimoni patrizi e alle monacazioni forzate, Loredan alla sua amica e protetta – nota Letizia Panizza – poteva concedere fama, non libertà.

Tutte le amicizie e le protezioni altolocate non valevano a mettere donne come Isotta, Arcangela ed Elisabetta al riparo da denigrazioni e calunnie. Oltre che alle loro pretese letterarie, queste potevano riferirsi al loro aspetto fisico (suor Arcangela venne derisa per la sua menomazione) o ancora – metodo da sempre privilegiato per intaccare

5. «Coloro che trasgredivano i limiti della definizione sessuale erano odiate e temute», afferma Margaret L. King che a su questo tema si sofferma nel suo *Le donne nel Rinascimento*, Roma-Bari, Laterza, 1991 (cito da p. 222). In questo libro, le pagine dedicate a Isotta Nogarola (227-231) insistono sulla sua sfiducia in se stessa e sulla sua dichiarata (nel dialogo sul peccato originale) «convincione che la donna fosse essenzialmente inferiore all'uomo»; nel volume che stiamo esaminando, King e Robin sottolineano piuttosto l'audacia dimostrata da Isotta per il solo fatto di affrontare la questione, e osservano come le ammissioni della Nogarola circa l'inferiorità femminile vengano di fatto smentite dal clima di profondo rispetto reciproco in cui si svolge il suo dibattito con Ludovico Foscarini (vedi pp. 142-143).

la reputazione di una donna – a presunte trasgressioni sessuali. Tanto Isotta quanto Elisabetta vennero accusate, da letterati rivali, di promiscuità sessuale, Isotta anche di rapporti incestuosi con il fratello. L'unica difesa possibile stava nel matrimonio; ma questo implicava di norma, per una donna dedita alle lettere, il forzato abbandono degli studi. Non fu così per Elisabetta Caminer, che accettò di unirsi ad Antonio Turra perché sicura, a ragione, che egli non l'avrebbe ostacolata nella sua carriera; ma neppure la brillante giornalista fu completamente appagata nella sua vita affettiva, dato che, dopo lunghi anni di amichevole convivenza e di proficua collaborazione professionale, i suoi rapporti con il marito finirono per raffreddarsi. La sua assoluta dedizione alla vita intellettuale le consigliò inoltre, secondo Catherine M. Sama, di rinunciare all'idea di diventare madre, nonostante il suo amore per i bambini e i suoi vivi interessi pedagogici (contava molto sulle generazioni future, perché si arrivasse ad instaurare un diverso rapporto tra uomini e donne); a determinare questa sua decisione poterono contribuire le difficoltà incontrate da un'altra veneziana, Luisa Bergalli, nel perseguire la sua vocazione di letterata dopo essere divenuta moglie di Gasparo Gozzi e avergli generato cinque figli.

Più inconsueta la soluzione scelta, tre secoli prima, da Isotta Nogarola. Anche nel suo caso si può ipotizzare un esempio deterrente, quello della sua dotatissima sorella Ginevra, che dopo il matrimonio diede un addio definitivo alle lettere. Isotta optò dunque per il nubilato laico: una scelta, come si è detto, un po' anomala ed esposta a critiche, tanto più se questa esistenza solitaria veniva consumata non in lavori domestici o in pratiche devote, bensì nello studio dei classici e della Scrittura. Una scelta che venne comunque accettata, anzi elogiata da molti illustri contemporanei (maschi) di Isotta: ma a prezzo di un equivoco. A quella che era la vera vocazione della giovane gentildonna veronese – la vocazione a condurre una vita di studiosa – i suoi estimatori vollero infatti sovrapporre un'altra, più accessibile alla mentalità del tempo: una vocazione religiosa. Di lei si elaborò in tal modo un'immagine fittizia che la trasformò, suo malgrado, in una di quelle 'sante vive' tanto venerate nell'Italia del Rinascimento: mistica, asceta, votata al servizio dei poveri. Sebbene sinceramente religiosa, Isotta – precisano King e Robin – non era nulla di tutto ciò, né aspirava ad esserlo; non contestò questa immagine, ma evitò di avallarla. Rimase, comunque, imprigionata per sempre nel suo ruolo di icona verginale; ciò nonostante, negli ultimi quindici anni della sua esistenza ella visse con Ludovico Foscarini un rapporto profondo che fu per entrambi un inesperto, forse inconsapevole eppure intenso legame amoroso.

Questa sorta di canonizzazione in vita non aiutò certamente Isotta a superare il disorientamento che, come testimoniano i suoi scritti, le derivava dalla consapevolezza di aver messo piede in territori proibiti. In un'epoca che non guardava con favore a tali esperimenti, si sentiva a disagio in tutti i suoi ruoli: in quelli di donna e di aristocratica come in quelli di scrittrice e di oratrice, di umanista e di biblista. Non a caso, amava definirsi *aliena*: non perfettamente a suo agio, non perfettamente integrata nel suo tempo, né nel suo ambiente. Una condizione di estraneità dolorosa, confinante con lo smarrimento della propria identità, che venne patita e confessata anche da Arcangela Tarabotti. Di sé, ella diceva infatti di non essere una vera suora, tale potendo dirsi solo chi prendesse i voti di propria spontanea volontà; né una laica, dal momento che vestiva l'abito religioso e viveva in un convento. Suor Arcangela non disponeva, osserva Letizia Panizza, di un vocabolo per definire questa sua condizione di *outsider* sia dentro sia fuori le mura del convento: forse il più adeguato è quello di 'prigioniera'.

Perfino l'incomparabilmente più privilegiata Elisabetta Caminer fu amareggiata, nei suoi ultimi anni, dalla frustrante consapevolezza di avere svolto, nel corso di tutta la sua vita professionale, un ruolo nel quale non si riconosceva. Non troppo diversamente da Isotta, da Arcangela e da tutte le altre venete e italiane che nel corso dei secoli avevano

impegnato la loro cultura e la loro energia nella battaglia in favore del proprio sesso, Elisabetta rimase un'eccezione, una voce di minoranza. Aveva auspicato, al contrario, di poter essere voce in un coro, una fra tante all'interno di un ampio, imponente movimento collettivo di risveglio femminile: quello che così fervidamente ella si era sforzata di promuovere attraverso i suoi scritti, convinta com'era che spettasse innanzitutto alle donne, che fosse un loro diritto/dovere, il compito di migliorare il proprio stato. Ma si era ingannata: i tempi potevano essere maturi per innescare una rivoluzione come quella francese, non una rivoluzione a favore dei diritti della donna. A questi diritti, molte donne apparivano del tutto disinteressate, pronte com'erano a barattare la propria libertà intellettuale con gli omaggi e le adulazioni maschili. Alle letture che potevano ampliare i loro orizzonti mentali esse preferivano i periodici di moda: diseducativi, a giudizio di Elisabetta, non solo per la futilità e la superficialità dei contenuti ma perché si proponevano (un orientamento che ella vedeva ben rappresentato da *La donna galante ed erudita*, periodico diretto da sua cognata Gioseffa Cornoldi Caminer) di creare un genere letterario 'per signore'. Ciò significava avallare, in modo implicito ma inequivocabile, il radicato pregiudizio relativo all'incapacità delle donne di uscire dal loro circoscritto recinto di insulse frivolezze per accedere ai grandi dibattiti culturali, destinati a restare territorio di esclusiva frequentazione maschile.

Parimenti 'eccezionali' per la posizione che occuparono in ambito culturale e artistico, ma non direttamente impegnate nella *querelle des femmes* sono le donne di cui parlano i rimanenti saggi pubblicati in *Donne a Venezia*. I nobili natali, la passione per la cultura e per le cose religiose, la scelta di condurre vita da nubile, la trasformazione in una specie di sacra icona vivente avvicinano in qualche modo a Isotta Nogarola la protagonista dello studio di Silvia Ronchey, *Un'aristocratica bizantina in fuga: Anna Notaras Paleologina* (pp. 23-46); ma lontanissimi dalla biografia e dalla psicologia di Isotta appaiono, per contro, la storia personale e l'energico attivismo di Anna. Appartenente alla nobile e ricca famiglia dei Notaras, ella riuscì a sfuggire al tragico destino che colpì la sua famiglia con la conquista turca di Costantinopoli, riparando in Italia. Qui, protetta e guidata dal cardinale Bessarione, trovò lo scopo della sua vita nel perpetuare la cultura e la spiritualità bizantina: dapprima con l'utopia, poi fallita, di fondare un piccolo regno bizantino in un abbandonato e malarico territorio senese, quindi a Venezia, dove fino alla sua morte, avvenuta nel 1507, Anna tutelò la locale comunità greca, incoraggiò e finanziò la stampa di opere greche e ottenne che ai suoi compatrioti fosse consentito istituire una confraternita, ponendo così le premesse per l'erezione della chiesa di S. Giorgio. «Donna sola, ricchissima, autorevolissima, dotata di un ascendente inaudito sul governo veneziano», fu l'incarnazione vivente degli ideali bizantini a Venezia: ricordandola con reverenza nei *Diarii*, alla sua morte, come centenaria, il Sanudo pertanto non si ingannava, commenta Ronchey (ma era davvero necessario, nella citazione, volgere in italiano moderno l'incantevole, e tutt'altro che incomprensibile, dettato originale del diarista veneziano?). Anna era, anzi, ben più antica, era più che millenaria nella sua veste di «fantasma femminile della vetusta Costantinopoli distrutta dai turchi nonostante i veneziani».

Con Ulrike Schneider, *Gaspara Stampa e la questione dell'autenticità* (pp. 47-70), si propone una nuova voce di donna scrittrice, quella di Gaspara Stampa. Come Isotta Nogarola, come Elisabetta Caminer, anche questa celebre petrarchista del '500 poté sviluppare le sue doti grazie all'accurata istruzione ricevuta in famiglia. Il saggio tuttavia si concentra, dichiaratamente, sulle *Rime*, per indagare (nell'alternativo ricollegarsi o distaccarsi della Stampa dai suoi tre modelli, Petrarca, Bembo e Vittoria Colonna) il rapporto tra *fictio* e realtà nell'opera di un'Autrice a lungo considerata, nella tradizione letteraria e nella discussione scientifica, assai più nel suo ruolo di donna amante che in quello di poetessa. Con il pennello si esprime invece un'artista del sec. XVII, l'ascolana Giovanna Garzoni,

vissuta per un certo tempo a Venezia: Francesca Bottacin, *Giovanna Garzoni pittrice di ritratti "amorevoli". Una proposta per il soggiorno veneziano* (pp. 71-83), cerca di valutare l'influsso esercitato sulla miniatrice dal pittore Tiberio Tinelli – al quale la Garzoni fu legata da un matrimonio di breve durata – ipotizzando inoltre incontri della Garzoni con altri artisti, quali van Dyck e Artemisia Gentileschi. 'Voci' nel senso più letterale del termine erano quelle, famosissime, delle 'putte del coro' dei quattro Ospedali grandi veneziani: Helen Geyer, *Cantavano come usignoli: le "putte" e la loro influenza sulla musica dei quattro ospedali/conservatori veneziani* (pp. 157-202), studia il rapporto tra compositori e soliste nel sec. XVIII, arrivando alla conclusione che le soliste più dotate esercitarono un notevole influsso sulla produzione dei compositori. Le strumentiste contribuirono allo sviluppo del concerto solistico, le cantanti si prestarono a sperimentazioni drammatico-musicali antipatrici del sec. XIX.

Affatto atipica, infine, la vicenda di eccezionalità femminile rievocata in *Donne a Venezia* da Ruggero Rugolo, *Sul mito di Elena Lucrezia Cornaro Piscopia* (pp. 85-131; peccato che questa bella rassegna contenga qualche oltraggio alla sintassi italiana). Sulla scorta di testimonianze letterarie e iconografiche, questo saggio ripercorre la storia del 'mito' che si creò – o, meglio, venne creato ad arte – intorno alla prima donna laureata nel mondo, Elena Lucrezia Corner (o Cornaro) Piscopia: un 'mito' carico di ridondanze barocche, enfatico ed eccessivo al punto di suscitare infastidite reazioni da parte degli stessi contemporanei e di generare un vero e proprio 'antimito'. Rapidamente oscuratasi nel '700, la memoria di Elena venne richiamata in vita, tra XIX e XX sec., grazie a iniziative sorte in ambiente anglo-americano e a successive ricerche promosse dall'Università di Padova.

Anche la figura di Elena presenta alcuni punti di contatto con quella di Isotta Nogarola: la nascita da famiglia nobile, almeno per parte paterna; l'ardente amore per gli studi ai quali la giovane donna volle interamente votarsi, rinunciando al matrimonio; l'aureola di 'santa viva' che la pubblica fama le attribuì per rendere meno ostica – appunto sottolineandone l'assoluta eccezionalità e, quindi, l'irripetibilità – un'impresa di per sé trasgressiva come quella di cui si era resa protagonista Elena, ottenendo nel 1678 la laurea in filosofia presso lo Studio patavino. All'apparenza, dunque, Elena aveva osato abbattere barriere, valicare confini, ben più arditamente di quanto avesse fatto Isotta. Ciò nonostante, la sua fu tutt'altro che una storia di emancipazione femminile. Perché, paradossalmente, l'intera vita di colei che con la sua Laurea aveva momentaneamente infranto un rigido monopolio maschile fu in realtà un esemplare modello di subordinazione al volere paterno e agli interessi della casa: nel suo conformarsi in pieno a quanto ci si attendeva da lei, sebbene si trattasse nel suo caso di aspettative alquanto inconsuete, Elena incarnò la perfetta nobildonna veneziana rievocata nel contributo di Volker Hunecke. Più che un genitore saggio e mentalmente aperto come la madre di Isotta Nogarola, o come il padre di Gaspara Stampa e quello di Elisabetta Caminer, Giovan Battista Corner era un patrizio all'affannosa ricerca di un riscatto sociale dopo che la sua *mésalliance* con una popolana aveva escluso i suoi figli dall'accesso al Maggior Consiglio; individuato in Elena uno strumento ideale per ridare lustro alla famiglia, egli divenne un abilissimo regista della carriera della figlia – carriera coronata dal conseguimento del titolo dottorale proprio grazie alle insistenze e alle pressioni paterne – e, lei ancora vivente, il più attivo promotore del suo 'mito'.

Per Elena, il padre aveva sognato addirittura una laurea in teologia, ripiegando su quella in filosofia solo dopo essersi reso conto che il suo primo obiettivo era utopico (inammissibile, all'epoca, una donna teologa). Ma quale e quanta fosse l'effettiva sensibilità del nobiluomo veneziano ai diritti femminili lo dimostra la sua furibonda opposizione al tentativo di un docente dello Studio di Padova che era stato presente alla laurea di Elena, Carlo Patin, di far addottorare una delle proprie figlie. Eccezion fatta per la

sua figliola – eccezione che tale doveva rimanere, a confermare la regola –, il Corner doveva in fondo condividere l'opinione del cardinale Gregorio Barbarigo: «essere uno sproposito dottorar una donna». Forse, nel proprio intimo, su ciò concordava la stessa Elena, che si era laureata soltanto per compiacere il padre e desiderava soprattutto potersi dedicare ai suoi studi e alle sue devozioni di oblata benedettina. Alla sua morte, i suoi manoscritti vennero nella maggior parte distrutti: per volontà dell'Autrice, come fu tramandato, o forse, come suggerisce Rugolo, per iniziativa del padre, desideroso di sottrarre la produzione della figlia a qualsiasi valutazione che potesse incrinare il mito. Il poco che di lei rimane è, in effetti, di qualità modesta: scritti caratterizzati da stanca e artificiosa erudizione, dalla totale assenza di interrogativi circa il significato della sua posizione di donna letterata nella società contemporanea (nulla più che un omaggio alla convenzione le reiterate professioni di umiltà e di indegnità), e da pesante conformismo, anche riguardo a ciò che concerneva il proprio sesso. Mai, per quanto ne sappiamo, Elena levò la sua voce per rivendicare alle donne qualche diritto, almeno quel diritto allo studio del quale lei stessa aveva così abbondantemente goduto; accettò di rappresentare un'eccezione, senza essere da ciò turbata come sarebbe invece accaduto, un secolo più tardi, a Elisabetta Caminer. Lasciò scritto: «L'ornamento che rende gratiose le donne e famosissime da per tutto è il silenzio»; e, quando parlò in pubblico (discorsi accademici, disquisizione di Laurea), lo fece con una voce che non presentava alcun carattere di «alterità».<sup>6</sup> Non stupisce che nel programma di pubblicazioni della collana «The Other Voice» non figurì alcuna opera di colei che fu, probabilmente suo malgrado, la prima donna laureata nel mondo.

6. La frase di Elena è riportata da R. DEROSAS, *Corner, Elena*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, xxix, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1983, pp. 174-179: 178. Per il contenuto dei quattro discorsi accademici della Corner Piscopia vedi F. L. MASCHIETTO, *Elena Lucrezia Cornaro Piscopia (1646-1684), prima donna laureata nel mondo*, Padova, Antenore, 1978, pp. 155-159.



MANUEL RIGOBELLO

LE COMPAGNIE DEI BOMBARDIERI  
DELLA SERENISSIMA: IL CASO PADOVANO

**I**l lungo processo di cambiamento delle realtà statali occidentali, avvenuto nei secoli a cavallo fra la fine del Medioevo e la prima età moderna, non coinvolse solo l'apparato di gestione del potere, ma incise profondamente anche sulla società civile non direttamente interessata dal processo, arrivando a condizionarne pesantemente lo sviluppo.<sup>1</sup> Volendo tracciarne delle linee generali si può notare come un progressivo allargamento delle prerogative del potere centrale, a danno dei particolarismi locali, produsse nel tempo una struttura piramidale i cui anelli intermedi dipendevano direttamente dal sovrano. Inevitabilmente sul territorio si ebbe una presenza statale più invasiva e pervasiva che, pur riconoscendo larghi strati di popolazione fino ad ora politicamente invisibili, ne subordinava l'esistenza al proprio processo di affermazione. Come giustamente ha fatto notare Pierangelo Schiera,<sup>2</sup> e ha espresso in altro contesto Foucault,<sup>3</sup> le funzioni del comando e dell'obbedienza, proprie l'una del potere e l'altra del suddito, furono quelle da cui, secondo un lento adattamento informale le une alle altre, nacquero le istituzioni fondanti l'apparato statale, da cui emersero «rapporti di forza previsti, rappresentati e regolati in forma istituzionale».<sup>4</sup>

Questa nuova dimensione totalizzante dello Stato si tradusse, ad es., nel passaggio da un sistema di prelievo fiscale saltuario e lasciato all'improvvisazione ad uno più puntuale ed esigente, nell'abbandono della concezione di una giustizia distributiva basata sul supplizio a favore di una punitiva che prevedesse anche il reato di lesa maestà, nella creazione di un sistema burocratico-amministrativo permanente, nell'obbligo per i sudditi di prestare servizio militare.

E proprio l'apparato militare si rivelò essere uno dei motori più potenti nel processo di creazione statale, grazie soprattutto alla tendenza delle nascenti potenze europee ad attribuirsi il cosiddetto monopolio legale della violenza.<sup>5</sup>

Dal xv sec. si assistette ad un progressivo superamento della concezione medievale della guerra, principalmente di logoramento e con un esercito basato sulla cavalleria pesante legata al sovrano da vincoli feudali, per arrivare alla creazione, e al mantenimento anche in tempo di pace, di una forza militare permanente a servizio retribuito regolato da un contratto e basata prevalentemente su grandi forze di fanteria arruolate fra i sudditi.<sup>6</sup>

La monetizzazione della prestazione militare, il reclutamento dei soldati, la produzione del materiale bellico, il supporto logistico necessario ormai sia in tempo di guerra che in tempo di pace, furono sia causa che effetto del fatto che un esercito

1. Per rendersi conto di quanto questo cambiamento sia stato profondo ed esteso basta dare una scorsa, seppur solo per l'Italia, a *Origini dello Stato. Processi di formazione statale in Italia fra medioevo ed età moderna*, a cura di G. Chittolini, A. Molho, P. Schiera, Bologna, il Mulino, 1994.

2. P. SCHIERA, *Legittimità, disciplina, istituzioni: tre presupposti per la nascita dello Stato moderno*, in *Origini dello Stato*, cit., pp. 21-22.

3. M. FOUCAULT, *Sorvegliare e punire. La nascita della prigione*, Torino, Einaudi, 1993, pp. 186-187.

4. SCHIERA, *Legittimità, disciplina, istituzioni*, cit., p. 122.

5. L. PEZZOLO, *Esercito e stato nella prima età moderna: alcune considerazioni preliminari per una ricerca sulla Repubblica di Venezia*, «Studi Veneziani», n.s., XIV, 1987, p. 303.

6. A. LENCI, *Il leone l'aquila e la gatta. Venezia e la lega di Cambrai. Guerra e fortificazioni dalla battaglia di Agnadello all'assedio di Padova del 1509*, Padova, Il Poligrafo, 2002, pp. 25-33, M. E. MALLETT, *L'organizzazione militare di Venezia nel '400*, Roma, Jouvence, 1989, pp. 11-12; PEZZOLO, *Esercito e Stato*, cit., pp. 303-304.

permanente, come ormai si prefigurava in tutta l'Europa, necessitava del transito da parte dell'apparato statale dall'idea di un sistema militare legato all'improvvisazione, ad uno con un'organizzazione burocratico-amministrativa permanente, e soprattutto funzionante. Questo implicò per il Principe, o chi per lui, l'ampliamento, sia quantitativo che qualitativo, degli strumenti di governo, sviluppando tutta una serie di funzioni che gli permisero di incidere significativamente in molti aspetti della vita economica, nonché sociale, del paese. Infatti è proprio in questo periodo che molte delle imposte dirette, considerate straordinarie fino al primo '400, cominciarono a diventare una voce permanente del bilancio statale.<sup>7</sup> Nella terraferma veneta, ad es., la dadia delle lance venne ad assumere un carattere d'ordinarietà che prima non aveva. In più, dalla guerra di Chioggia in poi, a Venezia città si ebbe la tendenza a passare da un sistema fiscale basato sui prestiti obbligatori ad uno ad imposta diretta, che necessitava, nel caso della decima, di un sistema catastale prima inesistente.<sup>8</sup>

Altro aspetto sicuramente importante sia nel processo di formazione statale che nella costruzione di un apparato militare moderno fu l'istituzione, anche se non dappertutto, di una milizia nazionale da affiancare all'esercito professionista. Ciò non fu sicuramente una novità dell'epoca, in quanto derivava direttamente dall'obbligo di servizio per tutti gli abili alle armi in uso nelle istituzioni comunali dei secoli precedenti, ma lo fu nel tentativo di rendere stabile questo tipo di sistema, e nelle modalità in cui lo si fece.<sup>9</sup>

L'essere un miliziano, infatti, comportava un minimo addestramento per prestare il servizio richiesto, il teorico slegamento da poteri locali in quanto direttamente dipendente dal Principe e una serie di privilegi, quali porto d'armi ed esenzioni fiscali, a volte estese all'intero nucleo familiare. Si può facilmente capire come in una società fondata sulla gerarchia del privilegio la creazione da parte del governo di una nuova fascia di beneficiati andasse ad incidere sia sui rapporti di forza locali, sia sulle dinamiche di consenso esistenti in un processo di formazione statale. Senza contare che il passo da buon soldato a buon cittadino è breve, e coinvolge proprio quelle funzioni comando-obbedienza individuate da Schiera, allargando il processo di disciplinamento e controllo sociale al di fuori dell'ambito militare.<sup>10</sup>

Oltre a ciò, c'è da dire che tutti questi fattori cambiarono gli equilibri che fino ad allora avevano regolato la suddivisione fiscale e degli obblighi militari fra le popolazioni soggette. La progressiva stabilità delle imposte dirette, l'esenzione dalle tasse o dalle fazioni personali di una percentuale più o meno alta di soggetti, gli obblighi di acquartieramento e foraggiamento degli eserciti in transito da parte delle campagne, appesantirono sicuramente la situazione contributiva delle fasce più povere della popolazione, senza contare le imposizioni dovute magari a soggetti particolari, o le devastazioni perpetrate dalle stesse truppe di passaggio.

Per Venezia il periodo in questione fu un periodo di grandi cambiamenti in quanto nel giro di poco più di cent'anni passò da città mercantile rivolta principalmente verso Oriente a potenza di livello internazionale, i cui interessi andavano dal Mar Nero alle Fiandre.

Dagli anni '30 del '300 in poi la città lagunare si trovò coinvolta in uno stato di guerra semipermanente, con un coinvolgimento sempre maggiore anche nelle vicende

7. PEZZOLO, *Esercito e Stato*, cit., pp. 304-308; MALLETT, *op. cit.*, p. 14.

8. L. PEZZOLO, *Sistema di potere e politica finanziaria nella Repubblica di Venezia (secoli xv-xviii)*, in *Origini dello Stato*, cit., pp. 303-306; G. COZZI, M. KNAPTON, *La Repubblica di Venezia nell'età moderna*, in *Storia d'Italia* diretta da G. Galasso, vol. XII, t. I, Torino, UTET, 1986, pp. 301-303, 323-328.

9. MALLETT, *op. cit.*, p. 101.

10. PEZZOLO, *Esercito e Stato*, cit., pp. 312-314; sul processo di disciplinamento dello Stato assoluto cfr. FOUCAULT, *op. cit.*, pp. 147-212. Per quanto riguarda la separatezza da poteri locali, si capisce bene che soprattutto il porto d'armi la rende solo teorica, per questo cfr. L. PEZZOLO, *L'archibugio e l'aratro. Considerazioni e problemi per una storia delle milizie rurali venete nei secoli XVI e XVII*, «Studi Veneziani», n.s., VII, 1983, pp. 68-69.

dell'entroterra, immediato e non, portandola a confrontarsi con uno scenario bellico del tutto diverso da quello marino a cui era abituata, e costringendola a sviluppare un apparato militare adeguato alle nuove situazioni.

Il punto di svolta fu sicuramente la guerra carrarese di inizio '400, guerra di transito se vogliamo, perché affrontata con metodi collaudati, ma che presentò a Venezia i problemi di un impegno militare continuativo, cosa assolutamente inedita. I diciotto mesi del conflitto misero in evidenza le lacune di un sistema basato su brevità delle condotte e con un apparato amministrativo inadeguato, soprattutto se applicato sul lungo periodo ad un esercito di notevoli dimensioni.

Al momento della smobilitazione Venezia si trovò a dover fare i conti sia con la necessità di mantenere una forza stanziata più numerosa che in passato, sia con l'urgenza del pagamento delle truppe da licenziare che minacciavano il saccheggio nel viaggio al di fuori dello Stato. La soluzione fu di rinnovare il contratto ad una parte delle truppe, usate poi per cacciare le rimanenti, con il risultato che ci si trovò con una forza stanziata superiore di duecento uomini rispetto a quanto deciso dal Senato pochi mesi prima.<sup>11</sup>

Da quel momento in poi la tendenza fu di stabilire un legame preferenziale con un gruppo di condottieri stipendiati anche in tempo di pace, soprattutto vista l'atmosfera di tregua armata che regnava in Italia. Questi condottieri appartenevano sia a principati limitrofi, Malatesta e Gonzaga su tutti, sia alla nobiltà di terraferma ormai suddita di Venezia.

Nella primavera del 1409 alla richiesta di alcuni condottieri di stanza a Padova e Verona di cercare nuove condotte per la ripresa della stagione bellica, il Senato rispose che avrebbe considerato la partenza di chiunque come una palese mancanza di lealtà, visto che essi erano stati mantenuti dal governo veneziano anche durante la stagione invernale.<sup>12</sup>

Durante il primo quarto del xv sec. si stabilizzò il numero dei condottieri permanenti, affinando il sistema di mobilitazione e smobilitazione sotto il comando degli stessi, e si stabilirono condotte che, a conti fatti, venivano rinnovate annualmente. Il motore di questi processi furono le continue guerre con gli Ungheresi, guerre in cui si stabilirono legami fiduciosi con la maggior parte dei capitani, e si sperimentò l'inadeguatezza e la pericolosità delle condotte quadrimestrali e semestrali.<sup>13</sup>

Il sistema così emerso in questi anni andò ampliandosi e perfezionandosi (per quanto riguarda la fedeltà, ricordiamo solo la nota vicenda del Carmagnola, giustiziato perché solo sospettato di tradimento), creando un macchinario militare che passò dai 2.000-3.000 effettivi in tempo di pace alla morte del doge Mocenigo, anni '20 del '400, fino ad arrivare agli 8.000-10.000 degli anni '50-'70 dello stesso secolo. In tempo di guerra le cifre oscillarono costantemente fra i 15.000 e i 20.000 ca., con la tendenza all'aumento nei secoli successivi. Le cifre si riferiscono alle sole forze in terraferma, escludendo i domini del Levante, sotto pressione anch'essi, e le forze imbarcate. C'è da dire che i trattati stipulati in quegli anni con altre potenze obbligarono Venezia a mantenere un minimo di effettivi abbastanza alto anche in tempo di pace, senza contare il che fatto le due altre grosse formazioni statali che lottavano per l'egemonia dell'Italia centro-settentrionale, cioè Milano e Firenze, non si discostavano molto come numero di uomini messi in campo in tempo di guerra. L'unica differenza era che la Repubblica fiorentina non manteneva un esercito permanente in tempo di pace, sia per la secolare diffidenza verso i militari, sia per la predilezione di un sistema difensivo statico basato sulla difesa delle roccaforti, sicuramente più economico del mantenimento costante di una forza mobile.<sup>14</sup>

11. MALLEY, *op. cit.*, pp. 37-39.

12. *Ivi*, p. 39.

13. *Ivi*, pp. 40-47; PEZZOLO, *Esercito e Stato*, cit., pp. 318-319; COZZI, KNAPTON, *op. cit.*, pp. 280-281.

14. PEZZOLO, *Esercito e Stato*, cit., pp. 318-320; MALLEY, *op. cit.*, pp. 49-74; COZZI, KNAPTON, *op. cit.*, pp. 275-281. La scelta

Con l'incedere del secolo, poi, si prese l'abitudine di legare i condottieri più importanti tramite la concessione in feudo di molte terre del Dominio, in aggiunta al prolungamento medio delle condotte fino a due anni.<sup>15</sup>

Come si è detto è proprio in questo lasso di tempo che le nascenti istituzioni statali cominciarono ad accarezzare l'idea di servirsi dei propri sudditi per costituire in pianta stabile una forza d'appoggio all'esercito regolare. Sicuramente l'uso in battaglia era alquanto limitato, sia per la difficoltà a trasformare dei contadini in soldati, sia per un residuo di concezione medioevale della fanteria, che la vedeva impegnata in opere di fortificazione, o come forza guarnigione. Ed è proprio questo che la milizia arruolata *ad hoc* o stabile era chiamata a svolgere, lasciando libere le fanterie professioniste, che ormai avevano un ruolo importantissimo sul campo di battaglia, di fare quello per cui erano pagate, ossia combattere.

A Venezia l'interesse per questo tipo di sistema cominciò con quella stessa guerra carrarese che la mise davanti ai problemi sopra descritti, portandola nel 1409 a compilare elenchi degli uomini abili, e nel 1411 ad impiegare grosse compagnie per la costruzione e la difesa della fortificazioni antiungheresi sulla Livenza.<sup>16</sup>

Dagli anni '70 del secolo le ricorrenti scorribande ungheresi e turche nel territorio della Serenissima convinsero i patrizi veneti della necessità di avere una forza stanziata con cui approntare le prime difese sul territorio. Dopo la calata dei Turchi in Friuli nel 1477 si prese la decisione di arruolare permanentemente in tutte le città di terraferma dai 15.000 ai 20.000 effettivi con il nome di *Provisionati di San Marco*, ma il progetto venne prima ridimensionato l'anno successivo, per essere poi definitivamente abbandonato nel 1479 quando il pericolo sembrò passato.<sup>17</sup>

Fu solo nel 1490 che il governo veneziano, resosi conto degli odi e delle invidie che la sua crescente espansione aveva generato, emanò un decreto per la costituzione di compagnie di miliziani in tutto il territorio della Repubblica.<sup>18</sup>

Dopo un *incipit* che analizzava realisticamente la situazione in cui versava il Dominio e i pericoli che correva, il documento continuava con la considerazione che «iaciendi sclopeti, tam utilis, tamquam necessaria introducat, et ita indesinenter exercitat in populis nobis subiectis, que in eodem eventum, et opportunitatem haberi possint presto sclopeterii fidelissimi in magna quantitate ad omnem expeditionem pro defensione rerum Status nostri». Per far questo ogni villa appartenente ai territori di Padova, Vicenza, Verona, Brescia, Bergamo, Treviso, Ravenna, Feltre, Belluno e della Patria del Friuli avrebbe dovuto fornire due uomini fra i 20 e i 40 anni provvisti di armi e polvere da sparo, i quali sarebbero stati esenti da ogni fazione personale. Per esercitarli sarebbero stati eletti quattro maestri a 3 ducati al mese di stipendio, che avrebbero sovrinteso alla formazione di questo nucleo di milizia e «obligati sint ire docendo». Uno di loro sarebbe stato il «probus Dominicus de utino solertissimus eius artis», già al servizio della Repubblica.

Per verificare l'effettivo grado di preparazione di questi miliziani, ogni città avrebbe dovuto indire due pali all'anno<sup>19</sup> in cui venissero premiati i tre migliori tiri: il primo con 100 lire di piccoli, il secondo con 50 lire e il terzo con 25 lire. In più, con l'esplicito intento di invogliare all'esercizio, il decreto stabiliva che tutti gli appartenenti alla

fiorentina sicuramente fu anche dettata dal tipo di terreno che si trovava a difendere, e cioè prevalentemente collinare, che mal si adattava ad una guerra di movimento.

15. Per quanto riguarda l'infieudamento di città e territori cfr., in generale, S. ZAMPERETTI, *I piccoli principi. Signorie locali, feudi e comunità soggette nello Stato regionale veneto dall'espansione territoriale ai primi decenni del '600*, Venezia, Il cardo, 1991.

16. MALLEY, *op. cit.*, pp. 100-102.

17. Ivi, pp. 105-106. Per una disamina generale sul problema friulano cfr. L. PEZZOLO, *I contadini e la difesa del Friuli, 1470-1620*, «ALSA. Rivista storica della Bassa Friulana Orientale», 7, gen. 1994.

18. Archivio di Stato di Venezia (da adesso ASV): CX, Misti, reg. 24, c. 169r, 20 ago. 1490.

19. Quelli di Padova, ad es., avrebbero dovuto tenersi il 21 aprile (S. Marco) e il 7 ottobre (S. Giustina) di ogni anno.

villa del vincitore del primo premio sarebbero stati esentati da ogni fazione personale, eccetto che per i beni pubblici, per il resto dell'anno. Per motivi che ben si possono immaginare, questa ultima disposizione verrà revocata da lì a poco.<sup>20</sup>

L'effettiva realizzazione di questo decreto non è chiara, anche se nel 1493 all'ordine dato al luogotenente della Patria di richiamare un contingente di circa 4.000 miliziani, la risposta fu che c'erano già 900 schioppettieri iscritti ai ruoli che si esercitavano regolarmente.<sup>21</sup> Gli *scolopetarii* vennero ancora citati nel 1506 e sembrerebbero una realtà più che un mero progetto mai andato in porto,<sup>22</sup> ma le motivazioni che spinsero il Consiglio dei X, organo che trattava solo le materie più importanti, a prendere un provvedimento di questa portata sono chiarificatrici della lungimiranza con cui il patriziato veneziano affrontava i cambiamenti politico-istituzionali allora in atto, cercando una soluzione che andasse al di là di una risposta estemporanea alle congiunture del momento.

Seppure l'emanazione del decreto fu dichiaratamente la risposta ad una situazione di pericolo, questo pericolo non era ancora reale, non aveva ancora i contorni definiti di una discesa di Carlo VIII o Luigi XII, non era ancora la Lega di Cambrai: per quanto si voglia leggere questo provvedimento come frutto dell'estemporaneità con cui i Veneziani notoriamente affrontavano gli imprevisti, non si può negare che manca l'elemento principale per questa lettura, e cioè proprio il pericolo chiaro ed imminente.<sup>23</sup>

Anche il sistema di addestramento, con i pali da tenersi periodicamente e le esenzioni offerte, sembrerebbe puntare verso un sistema stabile ed eventualmente allargabile. Proprio negli ultimi anni la Serenissima si era resa conto dell'impossibilità, sia a livello economico che di risorse umane, di sostenere più guerre contemporaneamente,<sup>24</sup> e quindi una milizia territoriale le avrebbe fornito la possibilità di una prima resistenza in caso d'invasione, giusto il tempo per organizzare l'esercito professionista.

Un'ulteriore prova delle finalità a lungo termine del decreto si può dedurre da un rapido confronto con un fascicolo a stampa del 1593 in cui è riportata tutta la legislazione prodotta dal Senato riguardante le cernide.<sup>25</sup> Praticamente identica è la fascia di popolazione interessata dall'arruolamento, identiche sono le esenzioni dalle fazioni personali, molto simile è il sistema delle mostre e delle esercitazioni perfezionato nel corso del '500. Si può quindi ipotizzare con una certa sicurezza che non solo il decreto emanato nel 1490 abbia avuto una certa attuazione, ma che esso costituì la base per la successiva creazione delle compagnie di cernide.

L'impressione è che le ordinanze furono il frutto della convergenza in un unico corpo delle vecchie milizie provvisorie con armi ad asta, poco o nulla addestrate, e di quel corpo stabile di *scolopetarii*, regolarmente addestrati che probabilmente si era in parte creato, a partire dal 1490. Tutto questo viste le nuove esigenze della guerra e l'importanza ormai acquisita da fanteria e armi da fuoco.

Un aspetto importante che emerge è il fatto che, a differenza di alcuni Principi, per Venezia l'armare i propri sudditi non sembrò costituire un problema.<sup>26</sup> A Firenze ancora negli anni 1527-1530, pur correndo un grave pericolo, a causa di pregiudizi sia ideologici

20. Non mi è stato possibile rintracciare il decreto di revoca, ma a margine della scrittura presa in esame è annotata la dicitura *revocatio*. Inoltre, nel decreto di istituzione della Scuola dei Bombardieri di Padova del 1506, si fa esplicito riferimento al fatto che i bombardieri avrebbero goduto delle stesse esenzioni personali di cui beneficiavano gli *scolopetarii*, senza far riferimento a nessun altro tipo di esenzione. Quindi si può ragionevolmente supporre che al massimo nel giro di una quindicina d'anni, ma sicuramente molto prima, ci sia stata la revoca effettiva.

21. MALLETT, *op. cit.*, pp. 105-106.

22. Cfr. nota precedente. Un'ulteriore dato interessante è che nel decreto suddetto si fa riferimento al fatto che questi *scolopetarii* erano sottoposti al foro «Capitanei nostri Padue», affermazione questa, che non avrebbe nessun senso se una minima attuazione del decreto non fosse avvenuta.

23. Cfr. MALLETT, *op. cit.*, p. 106.

24. COZZI, KNAPTON, *op. cit.*, p. 57.

25. Archivio di Stato di Padova (da adesso ASP): *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 131, fasc. 5.

26. PEZZOLO, *L'archibugio e l'aratro*, cit., pp. 61-62.



che politici non si perverrà mai all'arruolamento di contadini nel territorio.<sup>27</sup> I motivi che spinsero i patrizi veneziani in una simile direzione furono diversi tra cui la pura e semplice emulazione di sistemi militari stranieri, riconosciuti come più avanzati magari per la loro funzionalità all'interno dei cambiamenti politico-militari in atto nella società veneziana. Bisogna poi considerare il fatto che Venezia, per la sua posizione geografica, non ebbe mai né un territorio propriamente detto, né una conoscenza diretta della dialettica di potere fra questo e la città a cui faceva capo: se ne può concludere che il secolare timore e disprezzo dei cittadini nei confronti dei distrettuali era del tutto assente a Venezia. Ciò non vuol dire che acquistando la terraferma i Veneziani fossero ignari di queste dinamiche e non volessero in tal modo inserirsi nelle stesse come elemento equilibratore, anzi probabilmente erano ben consapevoli che in tal modo avrebbero contrastato lo strapotere cittadino come possibile forza centrifuga al potere centrale, valutando l'arruolamento e l'armamento dei contadini sudditi come utile e necessario alla nuova formazione statale che andavano costruendo.<sup>28</sup>

Nel contesto della creazione dello Stato regionale l'introduzione di un sistema militare permanente, professionale e non, andò ad incidere profondamente sulle dinamiche locali sotto molti punti di vista, dal fiscale al sociale, dal politico all'amministrativo. Ponendosi come centro *super partes* e unica fonte di concessione e revoca dei privilegi, Venezia venne riconosciuta come centro effettivo, più che alternativo, del potere, capace di scardinare uno *status quo* impostosi da secoli.

Significativa fu la costituzione delle compagnie di milizia, sia rurale che cittadina, con cui la Dominante creò *ex novo* una fascia di individui privilegiati: in un sistema in cui il privilegio era il nocciolo della gerarchia sociale, si può ben capire l'effetto che ebbe nella dialettica locale.

I privilegi e le esenzioni di cui i miliziani godevano, provocarono tensioni sia fra i diversi rappresentanti della gestione del potere, rettori veneziani, notabili del territorio, deputati delle città, corporazioni artigiane, sia all'interno dello stesso cetto sociale a cui appartenevano i miliziani. I privilegi, che consistevano nell'esenzione dagli oneri personali per i contadini e dalle tasse delle arti per gli artigiani, crearono un forte squilibrio nella ripartizione dei carichi fiscali, squilibrio accentuato da un'imposizione più regolare ed onerosa a causa della lentezza e della difficoltà con cui gli estimi venivano aggiornati alla situazione reale. Com'è naturale, poi, chi riceveva tali privilegi tendeva a difenderli ad oltranza, se non ad attribuirsi *de facto* di nuovi, creando ulteriori tensioni sociali che si sommavano a quelle già presenti.<sup>29</sup>

La creazione di una larga fascia di privilegiati ebbe ripercussioni di larga portata anche sulla vita sociale cittadina: la sottrazione di elementi contributivi, sia per le tasse di corporazione che del galeotto, come di persone eleggibili alle cariche delle scuole, scatenò un tentativo di erosione di questi privilegi penalizzanti le altre corporazioni. Per il fatto che i benefici erano diretta concessione della Dominante e non frutto di un processo dialettico interno, lo scontro esulò dall'ambito cittadino entrando in sistema di equilibri più ampio, dove chiaramente si privilegiò l'interesse statale.

Oltre alle già citate compagnie di milizia rurale, in questo periodo Venezia si adoperò per creare un altro corpo specializzato nell'uso di un'arma che oramai aveva

27. Ivi, per un esempio della contrapposizione tra città e contado.

28. Ivi, pp. 62-63; A. VENTURA, *Nobiltà e popolo nella società veneta del Quattrocento e Cinquecento*, Milano, Unicopli, 1993, pp. 168 e ss.; L. PEZZOLO, *Le "arme proprie" in Italia nel Cinque e Seicento: problemi di ricerca*, in *Saggi di storia economica. Studi in onore di Amelio Tagliaferri* a cura di T. Fanfani, Ospedaletto (Pi), Pacini, 1998, p. 56.

29. L. FAVARETTO, *L'istituzione informale. Il Territorio padovano dal Quattrocento al Cinquecento*, Milano, Unicopli, 1998, pp. 71-101; S. ZAMPERETTI, *I "sinedri dolosi". La formazione e lo sviluppo dei Corpi Territoriali nello Stato regionale veneto tra '500 e '600*, «Rivista Storica Italiana», XCIX, 1987; PEZZOLO, *Le "arme proprie"*, cit., pp. 58-59; IDEM, *L'archibugio e l'aratro*, cit., pp. 76 e ss., e ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 30, fasc. s.d., che riguarda le dispute dei bombardieri con le arti cittadine a proposito dei privilegi di cui questi godevano.

conquistato una posizione preminente sul campo di battaglia e soprattutto negli assedi: l'artiglieria.

Già in uso sulle navi nel XIV sec. e utilizzata massicciamente durante la guerra di Chioggia (1378-1380), fu solo nel corso del XV e XVI sec. che Venezia ne riconobbe l'importanza anche come arma di terraferma, particolarmente dopo la calata di Carlo VIII con la sua artiglieria ippotrainata, tanto da far dichiarare al Senato che ormai «sono reducte le guerre de' tempi presenti più in forze di bombarde et artiglierie cha de zente d'arme».<sup>30</sup>

Di pari passo anche la figura del bombardiere andò affermandosi e specializzandosi, passando da un artigiano che assommava in sé le funzioni di fonditore, fabbricante di polvere e di artigliere, ad una serie di persone che si occupavano separatamente di questi compiti.<sup>31</sup>

A tal proposito nel 1471 il Senato constatando che «Perché nui havemo bisogno de molti bombardieri, si per i luogi nostri de Levante, chome daltrove et de loro ne e gran mancamento»<sup>32</sup> concesse a maestro Bartolomeo, bombardiere in Arsenale, di istruire «vinti cittadini nostri venetiani, over de le terre nostre» nella sua arte «i qual serano cusi boni maestri chome lui, quando lo ihavera insegnado». Una volta diventati maestri avrebbero ricevuto uno stipendio di cinque ducati al mese «sendo tegnudi andar, dove sera de bisogno», mentre a Bartolomeo sarebbe spettata una gratifica decisa dal Collegio.

Il fatto che Bartolomeo lavorasse in Arsenale è una conferma della commistione iniziale delle due figure di fonditore e artigliere e del loro legame con l'Arsenale stesso. Il titolo di 'maestro' inoltre rimanda ad una concezione 'artistica' e 'monopolistica' del proprio lavoro, cosa questa che avrebbe avuto importanti ripercussioni sugli sviluppi futuri dei bombardieri, favorendo una visione 'corporativista' del corpo artigliere.<sup>33</sup>

Il fatto che la prima struttura di addestramento stabile fosse istituita come scuola, quindi effettivamente staccata dal resto dell'esercito e con ripercussioni sociali oltreché militari, probabilmente fu il frutto di questa concezione, incapace di prescindere da una visione corporativa del lavoro.

Nel 1500, infatti, al «fidelem civem venetus paulum de canali solertem bombarderium tam in fondendo quam iacendo» fu dato il permesso di fondare una scuola, di cui sarebbe stato il gastaldo, per istruire «in arte iacendi» 125 persone così distribuite: 25 lapicidi, 25 muratori, 25 fabbri e 50 carpentieri, 25 impiegati in Arsenale e 25 no, a cui era dato un salario conveniente.<sup>34</sup> Una volta addestrati essi dovevano stare «ad servitia nostra, tam in mari quam in terra orbis aliis».

I tempi erano ormai maturi per la nascita di un corpo artigliere autonomo, numeroso e versatile, come sottolineato nell'*incipit* dello stesso decreto: «Magnitudini huius status, et guerris a multo tempore citra cum diversis potentatibus mundi habitis, convenit, ut habeamus magnam quantitatem bombarderorum, tam pro fortilitis quam galeis quam exercitibus nostris». Il maestro infatti avrebbe trasmesso solo una parte della sua arte ad alcuni scolari, mentre l'*ars fondendi* rimaneva prerogativa propria del fonditore, contribuendo così alla separazione e alla specializzazione dei due ruoli.<sup>35</sup>

Il primo risultato, che può essere visto come il primo privilegio monopolistico della

30. F. C. LANE, *Storia di Venezia*, Torino, Einaudi, 1991, pp. 232-233; MALLETT, *op. cit.*, pp. 109-110, 127-131; LENCI, *op. cit.*, pp. 40-44.

31. A. LENCI, *La polizia municipale. Tradizione storica della vigilanza urbana in Padova*, Padova, CEDAM, 1998, p. 14; MALLETT, *op. cit.*, p. 112; cfr. anche G. E. FERRARI, *Alberghetti*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, I, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1960, pp. 628-630.

32. ASV: *Senato, Terra*, reg. 6, c. 145v, 7 ott. 1471. Le citazioni successive sono sempre dello stesso decreto.

33. Cfr. MALLETT, *op. cit.*, pp. 110-114.

34. ASV: *CX, Misti*, reg. 28, c. 125v, 31 ott. 1500. La supplica di richiesta è del 6 mar. 1500; cfr. ivi: *Parti miste*, f. 13, c. 278.

35. Per alcune notizie su Paolo da Canal cfr. MALLETT, *op. cit.*, pp. 113-114.

costituzione della scuola, fu il divieto per le navi in partenza di imbarcare bombardieri non appartenenti alla scuola stessa, sotto pena di una multa di duecento ducati.<sup>36</sup>

A questo punto, riconosciuta l'importanza e la necessità di simili figure, uno Stato moderno, tipicamente teso ad occupare tutti gli spazi legislativi possibili, avrebbe assunto il controllo del processo di formazione del corpo di bombardieri, standardizzando i regolamenti e operando uno sviluppo su scala medio-alta. Al contrario, essendo ancora predominante la visione particolaristica del proprio Stato, non potendo esercitare un controllo diretto sulle strutture organizzative della scuola stessa, e probabilmente non ritenendo ancora di vitale importanza intervenire direttamente, il governo veneziano lasciò le cose al proprio corso, concedendo solo quando richiesto.

È il caso di maestro Nicolò da Rota che nel 1502 chiese ed ottenne il permesso di fondare una scuola di bombardieri a Verona «per che la Signoria Nostra, non havera debixogno de tuor bombardieri tudeschi». <sup>37</sup> La paga gli venne portata da sei ducati e mezzo a sette ducati al mese, e per l'addestramento gli vennero forniti due passavolanti, polvere e munizioni.

Il 27 ottobre 1506 due fratelli bergamaschi, Bernardino e Santino da Rota, presentarono una supplica per la fondazione di una scuola di bombardieri a Padova. Tre giorni dopo il Consiglio dei X dichiarò che «Quantum faciat pro beneficio et commodo rerum status nostri, habere bonum et paratum numerum Bombarderorum omnes intellegunt», concedendo il permesso di erigere la scuola per l'addestramento di 50 uomini «tam in iacendo cum omni sorte artellarie, quam in faciendo et cognoscendo omnem sortem pulveris», fornendo allo scopo due falconetti, polvere e munizioni.<sup>38</sup>

Fino a questo punto il decreto è perfettamente in linea con i due precedenti, anche per quanto riguarda l'obbligo di andare a servire in qualsiasi luogo di terra o di mare che il governo avesse ritenuto opportuno. L'unica differenza è il riferimento alle polveri, ma ciò può essere spiegato con le mutate esigenze di quegli anni, o con il bagaglio conoscitivo che i due fratelli avrebbero potuto trasmettere.<sup>39</sup>

La parte interessante viene quando il decreto stabilisce l'obbligo per gli scolari di essere annotati in un ruolo dal Capitano, accortezza amministrativa mai usata prima, «Et habeant et gaudeant ipsi Bombardarii illa immunitati per personis eorum qua gaudent sclopetarii: et sint suppositi foro Capitanei nostri Padue: ut etiam sunt sclopetarii». Per la prima volta si parla esplicitamente di privilegi concessi, e sottoponendo i bombardieri alla giurisdizione del Capitano si inseriscono in una qualche maniera all'interno della nascente amministrazione militare, fornendo così alla nuova struttura un referente del governo centrale.

Il particolarismo fu una costante della legislazione in materia per buona parte del secolo, e i privilegi concessi alle varie compagnie ne sono un esempio, in quanto i bombardieri di Padova al tempo parrebbero essere gli unici a godere di benefici così ampi.

Nel periodo della ricostruzione successivo alla guerra di Cambrai ci fu una decisa inversione di tendenza, dovuta ad un cambiamento della situazione politica internazionale e della mentalità stessa dei patrizi veneziani che rivolsero la loro attenzione sempre più verso la terraferma.<sup>40</sup>

36. ASV: *Scuole piccole e suffragi*, busta 257, reg. 1, c. 1, cap. 3, 31 ott. 1500.

37. Ivi: *CX, Misti*, reg. 29, c. 65r, 31 mag. 1502.

38. Ivi: reg. 31, c. 79r, 30 ott. 1506.

39. A questo proposito il Mallet dà come spiegazione della fondazione della scuola il fatto che i due da Rota, detentori di privilegi per la fabbricazione di polvere, avrebbero così voluto stimolare la domanda per il loro prodotto. Seppur questa è una spiegazione plausibile, nel decreto non è menzionato nessun tipo di privilegio, e il fatto che circa sei mesi dopo lascino la direzione della scuola, perché il Consiglio dei X non concede loro nessuna provizione, potrebbe far pensare che fosse stato questo il motivo della loro supplica. Interessante è l'omonimia di cognome con il fondatore della scuola veronese, cosa che potrebbe avvalorare l'ipotesi del Mallet sulla creazione di un 'cartello monopolistico' da parte di membri della stessa famiglia. Cfr. MALLETT, *op. cit.*, p. 115. ASV: *CX, Misti*, reg. 31, c. 118v, 28 apr. 1507; i due fratelli vengono sostituiti da «Ioannes Spironus de Caravagio», un altro lombardo quindi, alle stesse condizioni, immunità, ed obblighi.

40. G. COZZI, M. KNAPTON, G. SCARABELLO, *La Repubblica di Venezia nell'età moderna: dal 1517 alla fine della Repubblica*, in *Storia d'Italia*, dir. da G. Galasso, vol. XII, t. II, Torino, UTET, 1992, pp. 5-17.

La necessità di controllare meglio il territorio e di far pesare di più il potere centrale in periferia fece sì che il 'nuovo' assetto dello Stato veneto non fosse perfettamente identico a quello precambraico. La maggiore ingerenza degli organi centrali e il maggior controllo esercitato sui consigli cittadini ridussero lo spazio di manovra politica dei ceti dirigenti locali che, a loro volta, intuendo l'importanza degli spazi rimasti per mantenere una posizione privilegiata nei confronti di Venezia, si scontrarono fra di loro per occuparli.<sup>41</sup>

In questo processo di ricostruzione dello Stato veneto, che in alcuni casi fu una vera e propria rifondazione, si percepì la necessità di una ristrutturazione sostanziale del sistema difensivo di terraferma che considerasse l'assetto di difesa territoriale, e quindi lo stesso territorio, con una visione d'insieme, abbandonando del tutto il particolarismo caratteristico della società veneta. Nelle elaborazioni del progetto presentate dal Provveditore Generale Gritti prima e dal Governatore Generale delle milizie della Repubblica Francesco Maria della Rovere duca d'Urbino poi, lo Stato di Terra divenne una 'macchina territoriale' concepita come una città-fortezza con un sistema di difese statiche a racchiudere uno spazio di manovra facilmente gestibile dall'esercito.<sup>42</sup>

Questa nuova *securitas veneta* oltre ad essere legata alle nuove esigenze dettate dalla guerra moderna, rispondeva anche alla necessità politica di ricomporre la frattura con il territorio avvenuta con la guerra di Cambrai, e di testimoniare la 'nuova' presenza veneziana in terraferma.

Il progressivo interesse manifestato dalle autorità per le compagnie di milizia fu una conseguenza naturale dell'impegno profuso nell'attuare questi nuovi progetti.

Dal secondo quarto del XVI sec. la legislazione sull'argomento si intensificò, con l'obiettivo di codificare e normalizzare i vari particolarismi. I privilegi furono il primo ambito ad essere interessato dall'intervento statale: il 20 aprile 1527 il Provveditore alle Artiglierie emanò una terminazione in cui dichiarava che i bombardieri dovessero essere liberi dalle fazioni e dalle contribuzioni imposte alle altre scuole, mentre il 31 luglio 1531 un decreto del Consiglio dei X, probabilmente estendendo il beneficio degli scolari padovani, li esentò dalle fazioni personali.<sup>43</sup>

Nonostante questi provvedimenti, permane comunque la sensazione di realtà abbastanza diverse fra loro, frutto probabilmente sia dell'estemporaneità con cui inizialmente furono fondate le varie scuole, sia di rapporti di forza locali, che a volte formalmente o informalmente poterono far ottenere benefici più o meno estesi. Infatti se nel 1533 il Capitano di Padova riferiva che l'esenzione dei bombardieri riguardava solo le fazioni personali, mentre per i beni mobili ed immobili essi erano iscritti all'estimo,<sup>44</sup> circa otto anni dopo, nel 1541, dichiarava «che per quanto aspetta per le loro persone non pagano gravezza alcuna per quanto aspetta alli beni loro, avendo casa, e stando in quella detta casa non pagano alcuna gravezza, ma de terre, e possessioni pagano»,<sup>45</sup> denotando una situazione leggermente diversa. A Verona nello stesso anno gli iscritti alla scuola erano esenti del tutto dalle fazioni personali, mentre per quelle reali pagavano solo se il loro estimo superava i dieci soldi.<sup>46</sup> In questo campo lo scontro con le altre fraglie fu sempre durissimo, come testimoniano i frequenti interventi legislativi da parte del governo veneziano: nel 1531, nel 1573, nel 1608, nel 1619, solo per citarne alcuni.<sup>47</sup>

41. S. ZAMPERETTI, *Poteri locali e governo centrale in una città suddita d'antico regime dal dopo Cambrai al primo Seicento*, in *Storia di Vicenza*, III, 1, *L'età della Repubblica veneta (1404-1497)*, Vicenza, Neri Pozza, 1989, p. 103; VENTURA, *op. cit.*, pp. 168-187.

42. E. CONCINA, *La macchina territoriale. La progettazione della difesa nel Cinquecento veneto*, Bari, Laterza, 1983, pp. 5-41; COZZI, KNAPTON, SCARABELLO, *op. cit.*, pp. 402-406; cfr. L. PUPPI, M. UNIVERSO, *Le città nella storia d'Italia. Padova*, Roma-Bari, Laterza, 1982, pp. 105-111, 145 per il caso padovano.

43. ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 12, 15 mar. 1766.

44. Ivi: CCX, *Lettere rettori (Padova)*, busta 81, c. 161, 31 lug. 1533.

45. Ivi: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 23, fasc. 28, 3 mar. 1541.

46. Ivi, 5 mar. 1541.

47. Ivi: *Scuole piccole e suffragi*, busta 258, «Catastico di tutte le scritture», c. 28; ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg.

Nel luglio del 1571, alla vigilia di Lepanto quindi, il Consiglio dei X decretò la costituzione di una nuova compagnia di bombardieri a Pontevico «che sappiano l'arte di Fabro, di Marangon, di Murer, et di Tagiapetra. I quali bombardieri siano ogni doi mesi essercitati a tirror di falconetto, et Archibusone [...] et godano l'essentione personale dalle angarie, et il privilegio di portar le armi come hanno li altri scholari bombardieri»,<sup>48</sup> facendoci così capire come la concessione di questi privilegi fosse ormai cosa naturale e diffusa.

La compagnia di Venezia parrebbe essere la più penalizzata da questo punto di vista non godendo degli stessi privilegi dei loro colleghi di terraferma. Nella stessa seduta, infatti, il Consiglio rilevò che «Tutte le provisioni che si fanno con tante spese et fatiche per le guerre così offensive, come defensive, di monitioni arme, et artiglierie, riusciranno sempre poco utili, quando non si preparino le genti, che le maneggiano»,<sup>49</sup> constatando come la compagnia fosse male addestrata e di nessuna utilità a causa della mancanza di disciplina e dei minori privilegi che godevano rispetto ai bombardieri di terraferma. Si decise così di istituire un ruolo con descrizione fisica di tutti gli abili, scegliere fra questi i 300 più capaci tramite un'esercitazione generale, e formare sei squadre con altrettanti capisquadra con uno stipendio di un ducato al mese. Le esercitazioni pratiche dovevano avvenire almeno una volta al mese secondo le regole stabilite per le compagnie di terra, e prevedevano premi in denaro per i tiri migliori.

La situazione critica che la Repubblica stava attraversando in quel frangente sicuramente stimolò l'azione statale per ottenere un addestramento che garantisse una certa efficienza in caso di impiego. A differenza delle milizie di Levante, costantemente in uno stato di vigilanza per la vicinanza con l'Impero Ottomano, per quelle stanziati in terraferma non ci furono molte occasioni di dimostrare il loro valore sul campo.<sup>50</sup> Nel 1571, durante la guerra di Cipro, dei 350 effettivi della compagnia di Padova, 120 erano stanziati in Levante, mentre i restanti 230 rimasero in città. Pietro Sanudo, Capitano della città, aveva provveduto ad una nuova descrizione per arruolare altre 250 persone, ma, probabilmente a causa della guerra, la difficoltà di arruolamento era stata enorme, come riferisce nella sua relazione.<sup>51</sup> Durante la guerra di Gradisca (1615-1617) i bombardieri schierati erano circa 600,<sup>52</sup> con una massiccia presenza della compagnia padovana che secondo la relazione del Capitano Nicolò Vendramin venne quasi tutta distrutta, rendendo difficoltoso l'arruolamento seguente: «Ne potrei esprimere il travaglio et le difficoltà ch'ho provato tutte le volte che mi è occorso mandar di essi bombardieri al Campo».<sup>53</sup>

Queste furono le uniche occasioni di rilievo per il loro impiego, anche perché a parte un breve intervento nella coalizione antiasburgica del 1625 e nella guerra di successione di Mantova nel 1629, la guerra di Gradisca fu, insieme con la breve guerra di Castro del 1643-1644, una delle ultime ad essere combattute dalla Repubblica nel suo Stato da Terra.<sup>54</sup>

66, fasc. 2, 20 apr. 1627. Il fatto che già nel 1531 il Consiglio dei X sia obbligato a richiamare al rispetto dei privilegi delle scuole ci testimonia la precocità e la profondità del conflitto fra le fraglie.

48. Ivi: cx, *Comuni*, reg. 30, c. 39r, 18 lug. 1571.

49. Ivi, c. 39v, 18 lug. 1571.

50. Ne sono esempio gli stati di servizio di numerosi ufficiali di chiara origine levantina come Giovan Battista Mazari che era capo principale sulle navi da guerra durante l'assedio di Corfù nel 1716 (ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 11, libro 2, 22 dic. 1753), o come Anastasio Papadopulo che combatté a Corfù e fu capo principale sulle galere «contro de Tripolini» (ivi: busta 12, libro 4, 26 mar. 1776).

51. *Relazioni dei Rettori veneti in Terraferma*, a cura dell'Istituto di Storia Economica dell'Università di Trieste, vol. iv, *Podestaria e Capitaniato di Padova*, Milano, Giuffrè, 1975, p. 67.

52. PEZZOLO, *I contadini e la difesa del Friuli*, cit., p. 46.

53. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 178-179.

54. Ivi, p. 199; COZZI, KNAPTON, SCARABELLO, *op. cit.*, pp. 110-118; P. DEL NEGRO, *La milizia*, in *Storia di Venezia. Dalle origini alla caduta della Serenissima*, vol. vii, *La Venezia barocca*, a cura di G. Benzoni, G. Cozzi, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1997, p. 510.



Il potenziale bellico offensivo non doveva essere certamente quello sperato dai governanti veneziani, visto l'addestramento sommario,<sup>55</sup> la difficoltà di arruolamento ad ogni minimo sentore di guerra e l'alto grado di diserzione.<sup>56</sup>

A questi compiti militari i bombardieri della terraferma veneta univano altre funzioni che potremmo definire prettamente 'civili', quali il concorso nello spegnimento degli incendi, il mantenimento dell'ordine pubblico, le funzioni di guardia e, per usare un termine moderno, di rappresentanza.

Nel caso padovano il processo per cui si arrivò a questa sovrapposizione di ruoli militari e civili è quanto mai interessante e affonda le sue radici nel periodo comunale della città.

Anche se l'avvento della Signoria carrarese nel 1318 di fatto segnò la fine del predominio politico delle corporazioni cittadine, per tutto il ventennio precedente l'Unione delle fraglie aveva costituito una forza di tutto rispetto. Unite fin dagli anni trenta del '200 in una federazione di tipo economico, fu solo dopo la fine della dominazione ezzeuliniana nel 1258 che la loro importanza crebbe fino a renderle un cardine del governo comunale.<sup>57</sup> Gli Anziani delle Arti acquisirono così un peso politico sempre maggiore, agendo in ambiti diversissimi tra loro.<sup>58</sup> Nel 1295, per indirizzare meglio questo nuovo potere delle corporazioni, venne creata l'Unione politica delle arti, con il preciso scopo di occupare con i propri iscritti il maggior numero di posti chiave nelle magistrature e nei consigli cittadini.<sup>59</sup> In questo modo le fraglie avrebbero costituito, per dirla con un termine moderno, una sorta di *lobby* d'interessi capace di influenzare le decisioni del Comune a proprio favore.<sup>60</sup>

Questo clima d'unità d'intenti era stato inaugurato due anni prima dalla costituzione dell'Unione militare delle fraglie, che sanciva il riconoscimento del servizio militare prestato dalle corporazioni all'interno dell'esercito comunale.<sup>61</sup> A parte la distinzione formale del ceto artigiano, che fino ad allora aveva fatto parte dell'organizzazione militare in modo non differente dal resto della popolazione, la novità importante di questa nuova realtà è l'equiparazione in questo diritto-dovere delle arti meccaniche con le altre associazioni di mestiere, contribuendo a creare una sorta di 'coscienza di classe' nella totalità degli artigiani. Questo avvenne proprio nel momento di maggior impegno politico, e fu il preludio ideologico necessario alla successiva unione politica.<sup>62</sup>

Il nuovo Statuto dell'Unione, redatto nel 1315, impose agli artigiani nuovi compiti di pubblica sicurezza: non solo, se presenti al fatto, dovevano rincorrere eventuali malfattori,<sup>63</sup> ma dovevano anche montare di guardia nei punti strategici della città, e tenere le armi pronte nelle botteghe per eventualmente «manutenere libertatem civitatis Padue intus et extra civitatem».<sup>64</sup>

Il fatto che l'Unione militare creata nel 1293 coincida *in toto* con l'insieme delle corporazioni artigiane, oltre a creare e cementare un senso di coesione e appartenenza, probabilmente è la spiegazione del perché esaminando i ruoli della compagnia padovana si trovino arruolati non solo artigiani appartenenti alle arti dei marangoni, muratori,

55. Ne sono un esempio il decreto per la compagnia di Venezia sopracitato e i giudizi di valore dati dai Rettori sulle esercitazioni dei bombardieri.

56. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 67, 152, 178-179, 186; PEZZOLO, *I contadini e la difesa del Friuli*, cit., pp. 45-47.

57. M. ROBERTI, *Le corporazioni padovane d'arti e mestieri*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 1902, pp. 14, 45 e ss.

58. Ivi, pp. 49-51.

59. M. A. ZORZI, *L'ordinamento comunale padovano nella seconda metà del secolo XIII*, Dep. Ven., Miscellanea, s. v, III, Venezia, 1931, pp. 146-147.

60. Ivi, pp. 148-150. Come fa notare l'Autrice, non ci sono documenti che ci possano indicare l'attuazione pratica di questo intento, né le ripercussioni che ci furono, se ci furono, nella effettiva vita politica patavina.

61. Ivi, pp. 140-143; ROBERTI, *op. cit.*, pp. 54-55.

62. ZORZI, *op. cit.*, pp. 143-146; ROBERTI, *op. cit.*, p. 49.

63. ROBERTI, *op. cit.*, doc. XXIII, p. 128.

64. Ivi, p. 58 e doc. XI, p. 82; ZORZI, *op. cit.*, p. 145.

fabbrici, e tagliapietra, come si è visto nel caso di Venezia e Ponteviso, ma rappresentanti di tutte le fraglie cittadine.<sup>65</sup>

Chiaramente le disposizioni menzionate furono la risposta dell'Unione all'inasprirsi delle lotte interne alla città, ma il persistere di questi obblighi nella vita quotidiana o anche solo nell'immaginario collettivo, vista la probabile inclusione di tali precetti negli statuti delle singole arti, ne favorì certamente la sopravvivenza fino all'avvento veneziano; la permanenza dell'organizzazione su *centenare* che gli artigiani avevano nello svolgimento dei loro obblighi nell'esercito comunale,<sup>66</sup> nella vita sociale<sup>67</sup> e nelle compagnie di bombardieri<sup>68</sup> è probabilmente un'ulteriore prova della continuità della nuova struttura creata dal governo veneto con le precedenti istituzioni comunali. Il fatto che Venezia si appoggiasse alle città nella formazione delle compagnie di bombardieri le impedì plausibilmente di prescindere da strutture organizzative, le corporazioni, ben radicate nella vita cittadina. O più semplicemente, vista la tendenza veneziana a non sconvolgere lo *status quo* preesistente, fu volontà esplicita del governo appoggiarsi alle Arti come contrappeso al potere dei ceti dirigenti cittadini.

La continuità si può riscontrare anche per altri compiti, come l'obbligo di partecipare ai lavori pubblici che marangoni, fornai, fabbri, muratori, tagliapietra, e mugnai avevano fin da prima del 1236,<sup>69</sup> o l'obbligo per portatori, muratori, e marangoni di accorrere con i loro attrezzi al minimo sentore d'incendio.<sup>70</sup>

Negli Statuti riformati del 1420 possiamo constatare come già nell'ultimo ventennio del XIII sec., quindi nel pieno del loro protagonismo politico-sociale, le corporazioni avessero assunto un ruolo importantissimo negli interventi antincendio. Le *centenare* costituivano l'unità organizzativa di base e ognuna di esse aveva l'obbligo di mantenere un magazzino con scale, ramponi, mannaie e mastelli comunitari. In più i capi di cento, coadiuvati da altri due artigiani scelti per elezione, dovevano ispezionare periodicamente i luoghi in cui si facevano fuochi, in particolar modo quelli considerati pericolosi come forni, laboratori tessili o costruzioni vicine alle piazze.<sup>71</sup> Il pericolo costituito dagli edifici, soprattutto quelli di legno, in caso d'incendio era ben chiaro, tant'è che negli stessi Statuti si stabiliva che non ci potessero essere case in legno all'interno o nei sobborghi della città, e si prevedeva che le case che sarebbero state ricostruite avrebbero dovuto essere rifatte in muratura o in terra fino al tetto; questo nell'ambito della generale ricostruzione necessaria dopo l'assedio veneziano del 1405 che ancora richiamava alla mente i devastanti incendi divampati in una città quasi tutta lignea.<sup>72</sup>

«La città di Padoa [...] antiquamente per quello che se ha cognition era quasi tutta fabbricata di legno»<sup>73</sup> commentava nel marzo del 1554 il Podestà Marcantonio Grimani, e continuava dicendo che adesso le 5.800 case di Padova erano tutte in muratura. Anche se complessivamente si può dire che le case murate andarono aumentando da questo momento in poi,<sup>74</sup> l'affermazione del Grimani sembra quanto mai azzardata se, stando ad una supplica dell'agosto del 1709 presentata dai Deputati ad Utilia, la presenza di forni e case in legno in città era numerosa e pericolosa.<sup>75</sup> Certamente la situazione era migliorata visto che nel 1554 il Podestà contava ben 134 forni all'interno

65. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 38-39.

66. ROBERTI, *op. cit.*, p. 49.

67. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 1.

68. Ivi, c. 3, in cui sono citati i capi di cento.

69. ROBERTI, *op. cit.*, p. 105.

70. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 1.

71. Ivi, c. 1; c. 6, 17 giu. 1694; c. 7, 29 lug. 1706; c. 8, 23 set. 1708; c. 10, 13 ago. 1709; c. 203, c. 204, c. 230, c. 232, tutte senza data.

72. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 1. PUPPI, UNIVERSO, *op. cit.*, p. 86.

73. *Relazioni dei Rettori*, cit., p. 37.

74. PUPPI, UNIVERSO, *op. cit.*, p. 87.

75. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 2, 31 ago. 1709.

delle mura,<sup>76</sup> mentre la supplica ne cita solo 6, ma tutti situati a ridosso delle piazze e delle zone più popolose.<sup>77</sup> L'enfasi messa dagli estensori della supplica nel descrivere la situazione cittadina trovava riscontro nel fatto che nello stesso mese di agosto erano scoppiati ben due incendi, mettendo in pericolo le case, il palazzo dei camerlenghi di Comune, le stalle pubbliche, la chiesa di S. Francesco Grande e l'ospedale.<sup>78</sup> Nel giro di perizie fatte in quel periodo, i capi di cento esaminarono anche un forno di fronte alla Prigione delle Debite che venne così descritto: «quanto poi al sito dove è eretto dicto forno è molto pericoloso essendo dalla parte di dietro circondato da casolini e da vicino essendo bottega da lino et altra di calzette, sogaro, in somma ogni materia facilissima da accendersi, da incendiare non solo tutta l'isola assieme con la chiesa di S. Clemente, ma ancora cosa pericolosa per il Palazzo di Pubblica Ragione».<sup>79</sup> Anche i centri nevralgici del potere cittadino non erano quindi immuni al pericolo.

Il compito della compagnia dei bombardieri era principalmente quello di isolare il luogo dell'incendio, contribuendo a mantenere l'ordine ed evitando che ci fossero episodi di sciacallaggio negli edifici incustoditi. Molto probabilmente, a seconda dell'arte di appartenenza, c'erano sicuramente alcuni miliziani che partecipavano alle operazioni anti-incendio effettive come sembrerebbe confermare un proclama del febbraio 1765, emesso a Bergamo, in cui si dice che tutti i bombardieri dovevano recarsi in luoghi della città prestabiliti per evitare confusione e ruberie, eccetto gli appartenenti alle arti necessarie allo spegnimento degli incendi.<sup>80</sup> Questo nella Padova del '700 divenne necessario anche a copertura delle inadempienze di arti e cittadinanza nel rispettare obblighi e precauzioni per la prevenzione degli incendi, come fece presente il Provveditore Andrea Memmo, sia nella relazione di fine mandato sia in un memoriale presentato al Senato nell'agosto del 1776,<sup>81</sup> e come si può dedurre dalla frequente legislazione dei Rettori cittadini che emanarono vari decreti per la regolamentazione della materia.<sup>82</sup>

Interessante è il fatto che sia nei proclami padovani che in quello bergamasco si sottolinei che i bombardieri e i soldati impiegati nel mantenere l'ordine non avrebbero dovuto per nessun motivo insultare, molestare o far violenza alle persone impegnate nelle operazioni di estinzione «e particolarmente li Villici», segno che comportamenti di questo tipo dovessero essere tutt'altro che infrequenti.

Queste precauzioni da parte del legislatore introducono una problematica, quello della violenza e dell'ordine pubblico, molto delicata e sentita nella Padova dell'età moderna e in generale in tutto lo Stato veneziano, problematica in cui le compagnie di bombardieri furono uno degli attori principali a causa del ruolo che ricoprivano come milizia creata dal potere statale, corpo privilegiato e, in un certo qual modo, rappresentante del ceto artigiano.

Sebbene la legislazione criminale veneziana fosse ricca e puntuale, la questione della prevenzione e della repressione dei crimini rimase sempre un punto debole della Repubblica. Se, come è stato giustamente notato da Claudio Povolo, l'amministrazione della giustizia è la cartina di tornasole del livello di coesione interna e della forza di uno

76. *Relazioni dei Rettori*, cit., p. 37.

77. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 2, 31 ago. 1709.

78. Ivi, c. 2, 31 ago. 1709; c. 18, 21 ago. 1709.

79. Ivi, c. 10, 13 ago. 1709.

80. Ivi, c. 30, 4 feb. 1765, in particolare cap. v. Importante a questo proposito è l'annotazione a mano che c'è sul retro del proclama: «Degno di riflesso è il presente proclama in materia d'incendi per la città di Bergamo», che fa pensare ad una certa omogeneità all'interno dello Stato da Terra. Cfr. anche ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 169, 20 set. 1792, art. 30°, in cui si prevedevano premi in denaro per chi fosse distinto nello spegnimento del fuoco.

81. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 631-632; ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 57, 24 ago. 1776.

82. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 71, 10 giu. 1777; c. 169, 20 set. 1792. Per il decreto del 1777 non ci fu una grossa attuazione come testimonia una lettera del luglio 1780 indirizzata al Senato da parte del Capitano, in cui lamentava che l'elezione di otto nobili Deputati sopra gli incendi avvenuta il 24 gennaio 1778 fosse stato l'unico effetto del decreto.

Stato, allora a ragione si può affermare che la fragilità a livello giudiziario e repressivo non era che un anello di una catena endemicamente debole.<sup>83</sup>

La società veneta era caratterizzata da una criminalità dilagante, difficile da arginare principalmente per un'incapacità del potere centrale di prendere contromisure organiche e di superare i particolarismi e l'estemporaneità nei provvedimenti, organizzando nel contempo un efficace sistema di controllo e repressione. Fenomeni come il banditismo, le ataviche rivalità nobiliari e la correlata diffusione dei bravi costituivano un problema diffuso che affliggeva lo Stato veneto nella sua interezza. Oltretutto alcuni provvedimenti volti a combattere la criminalità ottennero esattamente l'effetto opposto: è il caso delle famose *voci liberar bandito* che, nel doppio intento di dare una possibilità di redenzione ai condannati e di aumentare la partecipazione dei sudditi alla repressione, crearono invece i presupposti per un'ulteriore aumento dell'attività criminale.<sup>84</sup>

Il demandare ai sudditi<sup>85</sup> il compito del mantenimento dell'ordine pubblico e della prevenzione e repressione delle attività criminali può essere segno di forza in uno Stato che potrebbe far fronte al problema anche senza questo intervento, ma è sicuramente un segno di debolezza in un apparato statale che altrimenti si troverebbe in difficoltà. E proprio le taglie, i premi molto consistenti, le denunce segrete nonché tutto l'apparato dei confidenti ne sono la prova lampante.<sup>86</sup>

Il primo trentennio del '600 fu caratterizzato in quasi tutta Europa da lunghe carestie, situazioni meteorologiche particolarmente sfavorevoli e soprattutto dal ripresentarsi della peste che falciò le popolazioni, specialmente quella italiana. In concomitanza con queste congiunture, nell'entroterra veneto si verificò un notevole incremento della criminalità dovuto sia ad una volontà da parte dello Stato di occupare i 'vuoti' legislativi con una conseguente presenza più marcata nella vita dei sudditi, sia ad un impoverimento generale della popolazione che per campare non esitava a ricorrere anche a mezzi illegali. Inoltre la riduzione degli spazi politici riservati alle aristocrazie locali provocò violenti scontri nel tentativo di accaparrarsi i pochi rimasti e un generale atteggiamento antiveneziano, non di rado sfociante nel fenomeno del banditismo di stampo nobiliare.<sup>87</sup>

Tutto questo mise a dura prova le strutture giudiziarie veneziane e produsse una crisi del diritto che si protrasse fino alla fine della Repubblica, a dispetto dei tentativi di riforma attuati nel XVIII sec.

Per la prima età moderna lo spazio di manovra che i sudditi avevano nei confronti dell'apparato statale era ancora consistente, Tocqueville parla di «libertà che permetteva quasi di sfidare tanto la legge quanto l'arbitrio»,<sup>88</sup> e la consuetudine di provvedere da sé alla giustizia era ancora diffusissima ad ogni livello sociale. Questa consuetudine era tanto più efficace in quanto ogni individuo non era isolato, ma faceva parte di un gruppo, di volta in volta la famiglia, la corporazione o la comunità, che ne garantiva in qualche modo l'incolumità e un certo peso sociale. Se il far parte di una comunità poteva costituire un deterrente contro soprusi e arbitri, di singoli o di altri gruppi, molte volte era invece movente per commetterne in prima persona, tanto più se la classe sociale

83. Per questo tema cfr., in generale, C. POVOLO, *Aspetti e problemi dell'amministrazione della giustizia penale nella Repubblica di Venezia. Secoli XVI-XVII*, in *Stato società e giustizia nella Repubblica Veneta (sec. XV-XVIII)*, a cura di G. Cozzi, I, Roma, Jouvence, 1980, E. BASAGLIA, *Il controllo della criminalità nella Repubblica di Venezia. Il secolo XVI: un momento di passaggio*, in *Atti del Convegno Venezia e la Terraferma*, cit.

84. Anche provvedimenti insensati come il rilascio di lasciapassare validi per 101 anni non facilitavano di certo la situazione, cfr. ASP: CX, *Comuni*, reg. 4, 1528.

85. Naturalmente s'intende sudditi non specificatamente investiti di tali compiti.

86. Cfr. P. PRETO, *Persona per hora secreta. Accusa e delazione nella Repubblica di Venezia*, Milano, il Saggiatore, 2003, e IDEM, *I servizi segreti di Venezia. Spionaggio e controspionaggio al tempo della Serenissima: cifrari, intercettazioni, delazioni, tra mito e realtà*, Milano, EST, 1999, pp. 155 e ss.

87. COZZI, KNAPTON, SCARABELLO, *op. cit.*, pp. 503-507; ZAMPERETTI, *Poteri locali*, cit., per il caso vicentino in particolare.

88. A. DE TOCQUEVILLE, *L'Antico regime e la Rivoluzione*, Milano, Rizzoli, 1981, p. 157.

a cui si apparteneva aveva dei privilegi riconosciuti quali il diritto di portare armi o la non giudicabilità nei tribunali comuni.

A questa tipologia di persone appartenevano sicuramente i nobili, che avevano questi privilegi per diritto di sangue, ma anche quella fascia di popolazione che, con l'intrusione dello Stato veneto nelle realtà di terraferma, era stata chiamata a ricoprire un ruolo istituzionale e, a tal scopo, aveva ricevuto larghi benefici. Come si è già detto, le vecchie dinamiche locali presero nuovo spunto da questo intervento dall'alto e, seppur con forma diversa, si ripresentarono uguali nella sostanza.

Nel caso di Padova le antiche rivalità fra nobili e artigiani che avevano caratterizzato l'epoca comunale si riproposero con decisione, arricchiti da nuovi elementi quali la creazione della figura del bombardiere e la presenza di una struttura statale sovracittadina. Il fatto che gli appartenenti alla compagnia avessero il diritto di portare armi e fossero sottoposti alla giurisdizione del Capitano annullava in un certo qual modo la superiorità, soprattutto di prestigio, che la classe nobiliare aveva avuto in passato e dava forza non solo agli stessi bombardieri, ma a tutta la classe artigiana. «La radice de mali dipendeva principalmente da duoi ordini di persone: di una de Gentilhomini» e «Dell'altro ordine, che è di Artegiani, et Popolari» scriveva nel 1634 il Podestà Alvise Priuli,<sup>89</sup> riassumendo sinteticamente una situazione sociale non certo facile dove i nobili cercavano in ogni modo di mantenere una certa superiorità nei confronti della classi ritenute subalterne, che peraltro non restavano inermi di fronte ai soprusi: «se l'artegiano vien alle mani col Cittadino, stima pochissimo l'accomodamento, fà subito caminate et all'improvviso con tanto numero d'huomini che il Cittadino schiva l'occasione di farsi vedere, et trattandosi di pace pretende farla con termini quasi pari» (1609).<sup>90</sup> Facendo un salto cronologico al 1737, quindi un secolo dopo, possiamo notare come le cose, agli occhi dei Rettori veneziani, non siano cambiate affatto: «numerosi per se stessi e più per le parentele e le amicizie che gli stringono assieme, se avviene che da qualche scolare sembri a taluno d'essi d'essere offeso e superchiato, tutto il corpo si assume l'ingiuria del particolare e come è composto di gente risoluta fino alla temerarietà, formano anch'essi unione e non lasciano cadere alcuna opportunità di sodisfarsi». <sup>91</sup> Come si può notare, in quest'ultimo esempio il bersaglio della rappresaglia artigiana non erano più i nobili, che comunque restavano gli antagonisti per eccellenza, ma erano gli scolari, altro grande problema per la sicurezza della vita cittadina.

Sin dai primi anni della dominazione veneziana, la capitale si era impegnata a favorire lo sviluppo dell'Università per motivi sia di prestigio che economici, e una certa indulgenza nei confronti della turbolenza degli studenti era sicuramente atta a favorirne l'alto numero e la continua affluenza. Gli scolari dello Studio, sia per la loro condizione di forestieri che per la protezione di cui godevano in quanto studenti e sovente figli di nobili, occupavano sicuramente una posizione privilegiata: «Li scolari sono i primi et più trasgressori degli altri, perché hanno poco cervello et manco robba, et sono forestieri o figliuoli di famiglia»<sup>92</sup> (1609). L'impunità era quasi certa per la paura, da parte dei cittadini, di ritorsioni se avessero testimoniato; in più si aggiungeva il fatto che agli stranieri non veniva comminata nessuna pena pecuniaria, e se gli imputati non avessero ottenuto la grazia, gli studenti impedivano la lettura ai dottori. In alcuni casi pare fossero i proprio nobili veneziani a proteggerli quando commettevano qualche delitto.<sup>93</sup>

Già durante il '500 i Rettori lamentarono l'alto numero di persone armate, fra cui numerosi scolari, presenti in città e alcuni episodi rivelarono l'alto grado di antagonismo

89. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 271-272.

90. *Ivi*, pp. 114-115.

91. *Ivi*, pp. 512-513.

92. *Ivi*, pp. 114-115; F. DUPUIGRENET DESROUSSELES, *L'Università di Padova dal 1405 al Concilio di Trento*, in *Storia della cultura veneta*, 3, II, Vicenza, Neri Pozza, 1980; per la presenza degli stranieri nello Studio cfr. G. FEDALTO, *Stranieri a Venezia e a Padova*, in *Storia della cultura veneta*, 3, I, Vicenza, Neri Pozza, 1980, pp. 526 e ss.

93. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 131, 156.



presente fra i corpi. In particolare nel 1587 il Podestà segnalava una serie di disordini avvenuti per una questione di precedenza tra Pio Enea degli Obizzi, un alto ufficiale dell'esercito veneziano, e il Rettore dei legisti: il risultato fu che si formarono due fazioni che giravano armate per la città, con gli scolari a favore del Rettore, mentre nobili e popolari erano schierati con Pio Enea.<sup>94</sup>

Il clima di insicurezza generale creato da questa situazione di violenza generalizzata, che probabilmente colpiva di più i non appartenenti ad un gruppo definito, unita alla profonda crisi di inizio Seicento non tardarono a far vedere i loro risultati: già nel 1618 si notarono le prime avvisaglie di abbandono dello Studio proprio a causa dell'eccessiva violenza degli studenti, che convinceva molti padri a non iscrivere i propri figli a Padova ma in altre città europee.<sup>95</sup> A questa lettura del fenomeno data da un Rettore veneziano ne possiamo affiancare un'altra che probabilmente un funzionario governativo, qualora l'avesse percepita, aveva più remore a menzionare: l'irrigidimento sociale determinato dalla controversia dell'Interdetto aveva contribuito a smorzare notevolmente la vivacità culturale non solo veneziana, ma, di riflesso, anche quella padovana legata allo Studio. Il volontario allontanamento di Galileo Galilei dall'università patavina avvenne nel 1610, a pochi anni di distanza quindi dall'annotazione di un calo degli studenti. Senza contare le defezioni causate proprio dalla battaglia condotta dalla Repubblica contro la Santa Sede, che probabilmente influenzò la scelta della sede di studi da parte di molti genitori.<sup>96</sup>

È innegabile comunque che una situazione socialmente turbolenta esisteva e che il tenerla sotto controllo risultava sempre più difficile. Per tutto il XVII sec. gli esempi non si sprecano certamente: nel 1611 il Podestà riferì di scontri fra popolo e cittadini, che volevano «con prater superiorità straordinaria, et con tener fatiosa unione, tener il popolo in tutto abietto», riproponendo antichi conflitti comunali mai sopiti, «Et li Popolari sono tutti si può dir bombardieri; essendosi per il numero di questi discoli, che tutti vogliono goder di privilegi de' veri servitori della Serenità Vostra ridotto il numero de' Scolari bombardieri in quella città a circa 800, quelli, che non è in alcun'altra delle Città sudditte, onde essendo questi avvezzi à commetter delitti», continuava il rettore, facendo notare che il loro esempio aveva influenzato «il restante della Città et il Studio tutto»,<sup>97</sup> altri disordini vennero annotati nel 1630, 1633, 1634, 1638, mentre nel 1641 il Capitano Pietro Correr rilevava come i cittadini fossero divisi fra loro ma opposti ad artigiani e scolari, mentre questi erano uniti al loro interno, ma si odiavano reciprocamente, causando gravi disordini.<sup>98</sup> Addirittura nel 1703 il Podestà Ascanio Giustinian denunciò vari episodi di violenza con protagonisti gli studenti di medicina che, venuti a conoscenza dei decessi in casa di artigiani, andavano in gran numero a trafugare i cadaveri da usare durante gli studi di anatomia, causando gravi danni alla proprietà e facendo violenza sulle donne.<sup>99</sup>

Una delle principali cause di questa situazione era sicuramente l'alto numero di armi presenti in città e, in generale, in tutto il Dominio. A partire dal XVI sec., in coincidenza quindi di quella maggiore attenzione alla terraferma postcambraica che sfocerà poi nella decisa svolta terrestre del baricentro della Repubblica nel XVII sec., le magistrature veneziane notarono la fortissima diffusione di archibugi e schioppi e l'incidenza che queste avevano nei crimini commessi nell'entroterra veneto. Nonostante una legislazione ripetuta il fenomeno non si arrestò, anche a causa di un'incapacità manifesta di mettere in campo un apparato repressivo efficace e capillare. Come giustamente ha notato Claudio Povolo, allo Stato non restava che il controllo formale sulla materia:

94. Ivi, pp. 4, 82.

95. Ivi, p. 180.

96. Cozzi, KNAPTON, SCARABELLO, *op. cit.*, p. 154.

97. *Relazioni dei Rettori*, cit., pp. 129-130.

98. Ivi, pp. 249, 260, 271-272, 294, 317-318, 383, 385-386.

99. Ivi, p. 422.

Di fronte ad una situazione oggettivamente incontenibile le autorità veneziane, incapaci di affrontare il fenomeno in modo radicale, preferirono limitarne gli effetti più deleteri affidando a leggi estremamente duttili e sfumate una funzione correttiva più che coercitiva, ponendosi in una situazione privilegiata che permettesse loro, attraverso il rilascio di privilegi e licenze, che venivano generalmente concessi in seguito alla presentazione da parte dei sudditi di suppliche, di ribadire la funzione decisionale dello stato.<sup>100</sup>

Nel quadro della creazione della milizia e, di conseguenza, di una fascia di beneficiari, la licenza per le armi «lecite ed oneste» rispondeva in effetti a due esigenze statali diverse fra loro: la prima era di avere un corpo armato, e quindi dotato di autorità istituzionale, da poter impiegare sia come forza militare che come forza di pubblica sicurezza, la seconda era di invogliare il cetto artigiano e contadino ad arruolarsi, concedendo un privilegio altrimenti precluso. Quando nel 1569 in Friuli furono imposte delle restrizioni all'impiego degli archibugi, il numero degli scolari diminuì considerevolmente e ci furono problemi nel reclutamento; a Padova, ancora a Settecento inoltrato, i problemi che in quegli anni incontravano le concessioni delle licenze produssero una seria difficoltà a descrivere uomini abili.<sup>101</sup> Ciò che emerge da questi due esempi, seppur cronologicamente distanti fra loro, è l'estrema suscettibilità degli stessi beneficiari a qualsiasi restrizione al loro privilegio, suscettibilità che rispecchia in pieno il corporativismo artigiano di base dei bombardieri.

Privilegio di cui comunque non erano esclusivi detentori: archibugi e moschetti delle milizie non rappresentavano che una parte minoritaria delle armi che circolavano nel Dominio, visto che oltre a loro anche i miliziani delle cernide, gli sbirri e i salnitrary avevano il diritto di girare armati. Senza contare poi tutti i privati che, legalmente o illegalmente, detenevano delle armi.<sup>102</sup>

Molte volte erano proprio i pubblici ufficiali ad abusare del loro privilegio, contribuendo così all'inefficienza dell'apparato repressivo-giudiziario. Uno dei motivi dell'insuccesso in questo campo è sicuramente da ricercarsi nella figura stessa dello sbirro: odiato da tutti, considerato alla pari dei criminali che doveva combattere, posto nei gradini più bassi della scala sociale ma soprattutto sottopagato, spesso e volentieri finiva per accordarsi con gli stessi delinquenti o per commettere lui stesso azioni criminali. Inoltre, il fatto che avesse una paga al limite della fame certamente non lo stimolava né allo zelo né alla perseveranza nei propri compiti, dovendo trovare altre forme di sostentamento per sé e per le proprie famiglie.<sup>103</sup>

Nel corso del tempo dunque, quello che inizialmente era stato concepito dallo Stato veneziano come un privilegio funzionale allo svolgimento dei compiti delle compagnie dei bombardieri, e nei confronti del quale si era riservato essenzialmente una funzione di controllo, per la classe artigiana di Padova divenne l'occasione per difendere, anche con mezzi illegali, i propri interessi attuali e per usufruire di una posizione di forza nei momenti di scontro, continuando in questo la politica adottata dalle Unioni delle Fraglie padovane già nel '200-'300. Tutto ciò creò sia un'exasperazione politica nel cetto dominante, che nei bombardieri vedeva solo un elemento destabilizzante della società, sia

100. POVOLO, *Aspetti e problemi*, cit., p. 222.

101. PEZZOLO, *I contadini e la difesa del Friuli*, cit., p. 42. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 25, 20 gen. 1753 m.v., cfr. anche ivi, c. 214, s.d. Il problema derivava dall'uso di due formule diverse nelle licenze, una più generica, preferita dalla compagnia e che poi venne definitivamente adottata, e una più specifica e quindi più limitante. Il fatto che si venisse incontro alle richieste dei bombardieri potrebbe essere stato un caso più che una scelta politica ben precisa: la prassi del precedente legislativo come fondamento ultimo della buona regolamentazione civile era una caratteristica della società veneta.

102. PEZZOLO, *L'archibugio e l'aratro*, cit., pp. 71-72.

103. «Gli sbirri finalmente sono odiatissimi e dagl'uni e dagl'altri» notava il Capitano nel 1737 riferendosi a scolari ed artigiani in *Relazioni dei Rettori*, cit., p. 513; BASAGLIA, *Il controllo della criminalità*, cit., pp. 65-67; LENCI, *La polizia municipale*, cit., pp. 29-30; POVOLO, *Aspetti e problemi*, cit., pp. 207-210. Per un esempio su come gli sbirri venissero presi a capro espiatorio anche dalle stesse autorità veneziane, cfr. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 67, c. 22. Anche i salnitrary non erano esenti dal commettere irregolarità soprattutto riguardo la concessione di doppie licenze per il porto d'armi, cfr., ad es., ASP: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 8, fasc. 1, 23 giu. 1717.

una lotta tutta cittadina per il controllo istituzionale della compagnia. Queste dinamiche si intensificarono in maniera significativa nel corso del Settecento, quando il governo veneziano mise seriamente mano ad una riforma strutturale di tutto l'esercito.

Come si è già fatto notare gli impegni bellici a cui furono chiamate le compagnie di terraferma si esaurirono essenzialmente nel primo trentennio del '600, lasciando i bombardieri a presidio di uno Stato da Terra che, con la progressiva perdita di importanza della Repubblica sullo scenario internazionale, non costituiva più quella 'macchina di difesa territoriale' che era stata concepita dopo la guerra di Cambrai e per cui le compagnie dei bombardieri erano chiamate ad esistere dal punto di vista militare. A partire dal XVII sec., e soprattutto nel XVIII sec., le fonti documentarie ci restituiscono una panoramica delle esercitazioni di tiro alquanto desolante.

Tradizione consolidata nella vita sociale di Venezia, tant'è che abbiamo notizie di pali con la balestra agli inizi del '500,<sup>104</sup> le gare di tiro derivavano probabilmente da quelle organizzate per l'addestramento della cittadinanza in previsione dell'imbarco sulle galere o sulle flottiglie fluviali.<sup>105</sup> Con l'affermazione dell'artiglieria come arma principale anche sulle navi, l'addestramento degli addetti alle armi da fuoco si fece sempre più importante, portando all'istituzione di gare con il falconetto nel corso del XVI sec.,<sup>106</sup> in concomitanza con la riorganizzazione delle scuole di bombardieri. Già dagli inizi del secolo c'era comunque il divieto per qualsiasi armatore di arruolare artiglieri che non provenissero dalla scuola veneziana.<sup>107</sup>

Dalla seconda metà del '500 in poi si arrivò progressivamente ad una regolamentazione delle esercitazioni per tutte le compagnie dello Stato veneto, stabilendo che dovessero essere fatte almeno una volta al mese e prevedere dei premi in denaro.<sup>108</sup> Normalmente si svolgevano di domenica pomeriggio per non interferire con il lavoro degli artigiani, nonostante questo, però, l'obbligo di recarsi al bersaglio fu sempre mal visto da tutti i bombardieri: una serie di 227 fedeli comprendenti il periodo dal 4 agosto 1754 al 25 luglio 1763, dimostra come il numero medio di persone presenti alle esercitazioni con «moscheton a cavaletto e fusille a spala» era di 200, mentre il massimo raggiunto fu di 271. Il totale dei bombardieri all'epoca era di circa 500 persone, inclusi anche quelli di 'rispetto', per cui in media meno della metà dei miliziani adempiva ai suoi obblighi.<sup>109</sup> Le cose andavano un po' meglio per i bombisti, come risulta dai verbali delle esercitazioni dal 1727 al 1738 da cui si può notare che di 40 attuali e 10-18 di rispetto ai tiri ne partecipavano di media 40-50, quindi la quasi totalità.<sup>110</sup>

Per porre rimedio a questo problema sia i Provveditori alle Artiglierie che i Capitani emanarono vari decreti fra la fine del '600 e la prima metà del '700 in cui prevedevano pene pecuniarie, presentazioni di fedeli giurate di medico e parroco e verifica dello stato di salute da parte dei capi squadra in caso di assenza. La frequenza della legislazione e

104. ASV: CX, *Deputati sopra il palio*, fasc. «Ballestra», 1502.

105. LANE, *op. cit.*, pp. 198-199; MALLETT, *op. cit.*, pp. 128-129.

106. ASV: CX, *Deputati sopra il palio*, fasc. «Falconetto», c. 9v, 1541, 1567 per le prime legislazioni.

107. Ivi: *Scuole piccole e suffragi*, busta 257, reg. 1, c. 1, cap. 3.

108. Ivi: CX, *Comuni*, reg. 30, c. 39r, 18 lug. 1571.

109. ASV: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 66, c. 12, 20 gen. 1713 m.v., c. 46, 4 ago. 1754-25 lug. 1763. I bombardieri di 'rispetto' costituivano la riserva della compagnia da cui venivano prelevati per anzianità i sostituti dei morti o dei cassati. Avevano gli stessi obblighi degli 'attuali', cioè della compagnia vera e propria, ma generalmente non godevano dei privilegi, se non quello del porto d'armi.

110. ASV: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 66, c. 18, 12 gen. 1727-21 dic. 1735, c. 26, 1736-ott. 1738. I bombisti erano una sorta di élite all'interno delle compagnie istituita fra 1654 e 1679 perché fosse istruita «nell'Arte de Fuochi Artificiati, gettar Bombe, e Granate». Questa innovazione era in linea con l'evoluzione dei maggiori eserciti europei che proprio nel corso del XVII sec. introdussero i primi reggimenti di granatieri, ai quali i bombisti veneziani possono essere comparati, se non nell'estrazione e nella composizione, per lo meno per quanto riguarda i compiti. Col tempo essi vennero ad acquisire una posizione di primaria importanza all'interno delle compagnie dei bombardieri, da cui si distinguevano anche nelle parate, e monopolizzò i compiti prettamente militari delle stesse; cfr. ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 21, fasc. 3, fasc. 4, 17 ago. 1679; ivi: *Senato, Mar*, reg. 145, c. 108r, 23 ago. 1679; c. 109r, 23 ago. 1679; ivi: *Senato, Terra*, reg. 217, c. 471v, 7 ott. 1688; DEL NEGRO, *La milizia*, cit.

l'ammontare delle multe nelle casse della compagnia ci fanno capire come mediamente queste disposizioni erano destinate ad essere aggirate.<sup>111</sup>

Oltre ad essere poco frequentate, le esercitazioni risultavano essere ne più ne meno che una perdita di tempo e uno spreco di materiale bellico visti sia i risultati poco esaltanti che l'assoluta mancanza di disciplina e subordinazione durante i tiri. Secondo un memoriale degli ufficiali presentato nel giugno 1763 a questo proposito, gli scolari si presentavano ai tiri solo dopo pranzo «formano confusione fra essi, e affannati dal caldo, e dal vino altercazioni promuovono, e punto curano le ammonizioni degli Ufficiali che soprintendono. Se il gastigo se gli minaccia, si ributano, ed offendono, e in tanto per ovviare inconvenienti maggiori ò devesi sorpassare il disordine, ò non badare all'ingiuria».<sup>112</sup>

Non di rado gli esercizi di tiro finivano in maniera cruenta a causa della poca cura con cui si tenevano le armi, o delle scarse condizioni di sicurezza in cui si svolgevano le esercitazioni. Un esempio su tutti lo fornisce un episodio accaduto il 27 marzo 1735, quando Domenico Beltrame stava percorrendo con altre due persone via S. Giovanni di Verdara, una strada che passava vicino all'area di tiro appartenente al terreno del bersaglio ma di uso pubblico e percorsa particolarmente da chi si recava alle esercitazioni, e decisero di fermarsi ad osservare i tiri fatti dagli altri bombisti. Dopo aver schivato un colpo fuori misura, i due compagni del Beltrame lo avvertirono di un secondo in arrivo che però, a causa del sole, non riuscì a schivare, venendone colpito in una gamba e morendo da lì a poco. L'inchiesta che ne seguì poté solo constatare l'accidentalità del fatto, lamentando la mancanza di prudenza dimostrata dalla vittima.<sup>113</sup> Episodi del genere erano tutt'altro che rari e sono indicativi di una situazione che si era andata deteriorando con il passare degli anni soprattutto per la mancanza di effettivi stimoli a mantenere un certo livello di efficienza. Ciò dipese in buona parte da una mutata situazione internazionale che, come si è già fatto notare, relegando la Repubblica a potenza di secondo piano ne sanciva anche la perdita d'importanza come enclave territoriale d'importanza strategica.

Con l'inizio del XVIII sec. Venezia si trovò ad affrontare importanti mutamenti politici: la guerra di successione spagnola sancì il passaggio di larghe zone dell'Italia sotto l'influenza austriaca, mentre la guerra che portò alla perdita della Morea negli anni '10 del secolo fu la prova lampante della potenza turca e della disorganizzazione militare veneziana. La pace di Karlowitz (1699) e i trattati di Utrecht (1713) e di Passarowitz (1718) resero chiaro, anche agli occhi dei più scettici, la perdita di quell'ascendente e di quella considerazione che in passato avevano fatto pesare la presenza della Repubblica ai tavoli delle trattative, nonché il ruolo di subordinazione che si trovava a ricoprire anche in una zona in cui tradizionalmente aveva sempre fatto la parte del leone. In Italia la supremazia sugli altri principi, che in passato le era riconosciuta unanimemente, sembrava messa in discussione dalla nascente potenza del ducato di Savoia che, sfruttando le stesse armi che un tempo erano state dei Veneziani, accortezza diplomatica ed abile gioco di alleanze, si stava ritagliando a poco a poco una posizione sempre più importante.

Le guerre sostenute nel corso del Seicento e nel primo scorcio del nuovo secolo, nonché l'incapacità di sostenere e difendere in maniera incisiva la propria scelta di neutralità, misero a nudo l'inadeguatezza del sistema militare veneziano, soprattutto

111. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 66, c. 13, 3 set. 1717, fasc. 40, c. 12, 9 dic. 1721; ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 8, fasc. 3, 12 mag. 1745. Fra 1712 e 1720 le multe date agli assenti alle esercitazioni ammontarono a 7.850 lire e 15 soldi. Se si pensa che la pena per gli assenti era di 1 ducato per i bombardieri 'attuali' e ½ per quelli di 'rispetto', e che 1 lira = 20 soldi e 1 soldo = 12 ducati si capisce bene l'incidenza che aveva l'assenteismo; cfr. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 66, c. 11b, 2 ott. 1720, 16 nov. 1720, 5 dic. 1720.

112. Ivi, c. 53b, giu. 1763. Gli esempi a tal proposito si sprecano, cfr. anche, a titolo esemplificativo, ivi, c. 13, 3 set. 1717; c. 59, 1768.

113. Ivi, c. 22, 27-30 mar. 1735. Cfr. anche LENCI, *La polizia municipale*, cit., p. 24.

se messo a confronto con le più avanzate potenze europee. Inoltre le ingenti spese sostenute per gli impegni bellici in Levante fra XVII e XVIII sec. indussero il governo veneziano a varare manovre sia per aumentare la disponibilità finanziaria statale che per ridurre le spese, soprattutto quelle militari.

Fu per questo che nel '700 il governo veneto cercò di riformare l'apparato bellico seguendo dettami che nel resto dell'Europa erano oggetto di attenzione da molto tempo. È il caso per esempio della disciplina ferrea, o di nuove concezioni dell'uso della fanteria, la cui affermazione era avvenuta già nel secolo precedente.<sup>114</sup> Non che Venezia non avesse prestato attenzione a questi cambiamenti, la legislazione secentesca riguardante la disciplina militare ne è la prova, ma il vento riformistico che investì la società veneta nel corso del XVIII sec. stimolò la formulazione di un progetto per la costruzione di un nuovo tipo di esercito più razionale, moderno e che superasse l'improvvisazione ancora fortemente presente nel suo impianto.

Per far questo furono chiamati a ricoprire le più alte cariche militari tutta una serie di ufficiali distinti al servizio degli Stati europei più all'avanguardia in questo campo. Sotto la spinta del Provveditore Generale in Terraferma Daniele Dolfin, il primo a prospettare riforme strutturali, nel 1706 fu il conte Von Stenau ad inaugurare un lungo periodo di ristrutturazione, formulando vari regolamenti rimasti in vigore per parecchi anni e, insieme allo stesso Dolfin, promuovendo una regolamentazione delle milizie.<sup>115</sup> Continuatore dell'opera fu il conte Von Schulenburg comandante della difesa di Corfù nell'assedio del 1716, che si occupò sia dell'esercito 'regolare' che delle milizie dello Stato veneto. Pur considerandole ancora come parte dell'apparato militare, ne dava un giudizio essenzialmente negativo, definendole poco utili sia per il dispendio di denaro pubblico che comportavano, sia per il poco esercizio che praticavano.<sup>116</sup>

Il primo che propose una riforma radicale delle compagnie di bombardieri fu il Sergente Generale Tartagna, già a servizio austriaco come Colonnello e Soprintendente degli Arsenali lombardi, arrivato a Venezia nel marzo 1757.

Dopo aver raccolto alcune prime informazioni sul corpo artigliere, il 25 maggio presentò un primo memoriale ai Provveditori alle Artiglierie in cui i bombardieri

li paragonerei, dico, ad una grande, e vecchia pianta proveniente da un ottimo, e nobil seme, ma stata lasciata incolta per lunga serie d'anni la quale si può dire, che si è mantenuta per la molteplicità, e forza delle radici sue nodrite in buon terreno, ma che essendo stata male innestata, ed inselvaticata, non produce al di d'oggi quel frutto, che si vorrebbe, ma vaga solo dell'antica, e nobil sua origine, si fa gloria de numerosi suoi rami, e si compiace di vivere non ad altro fine, che per nodrirsi, senza alcun ribrezzo di essere non solo sterile, ma anzi d'aggravio al Padron del Terreno per la estesa, e nociva ombra, ch'ella imparte.<sup>117</sup>

A parte la laboriosa metafora scelta per presentare una situazione ben nota ai magistrati veneziani, rimane la sensazione di inutilità che le compagnie davano non solo al governo lagunare, ma anche ad esperti del 'settore' che si approcciavano alla materia. Certamente il giudizio del Tartagna, basato solo su opinioni riportate, risentiva di un clima già parzialmente avverso al proseguimento di un tale stato di cose, come pure del fatto che il sistema con cui erano strutturate le compagnie di bombardieri doveva risultare alquanto astruso ad una persona proveniente da tutt'altro *background*. Ciò si può notare nel suo proposito di creare un corpo a metà fra quello francese e quello boemo, probabilmente da lui più conosciuti e quindi considerati come esempi, con nuovi insegnamenti teorici e

114. FOUCAULT, *op. cit.*, pp. 177 e ss.

115. DEL NEGRO, *La milizia*, cit., pp. 526-528; F. P. FAVALORO, *L'esercito veneziano del '700. Ricerche e schizzi*, Venezia, Filippi, 1995, p. 27.

116. ASV: *Archivio proprio Giovanni Maria Von Scholemburg*, busta 25-28, fasc. 25, p. 13, il giudizio riguarda principalmente le cernide.

117. Ivi: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 29, fasc. 2, 25 mag. 1757.



pratici. Le persone chiamate a comporre queste nuove compagnie sarebbero state scelte fra gli elementi migliori dei bombardieri attuali, mentre per il ruolo di ufficiali proposte di arruolare anche nobili e cittadini, dimostrando così l'incapacità, sia per il poco tempo avuto sia per i modelli di riferimento totalmente diversi, a comprendere le basi su cui si erano fondate le compagnie di bombardieri per circa due secoli. Capiva bene invece la cautela che bisognava usare in riforme di questo tipo e i pericoli di ordine sociale che cambiamenti troppo drastici avrebbero potuto comportare: le vecchie compagnie non vanno abolite del tutto quindi, «poiché conosco benissimo che la Politica non lo permetterebbe, ne lo vorrebbe la Carità», ma solamente profondamente riformate.

Nel 1759 il Tartagna iniziò un viaggio d'ispezione in tutte le piazze di terraferma per rendersi conto di persona dello stato delle artiglierie e delle compagnie di bombardieri della Repubblica: il resoconto che ne ricaviamo è alquanto desolante, con molti dei Capi Maggiori definiti ignoranti e negligenti. L'impossibilità di porre rimedio alla confusione dilagante, e ancor di più di non poter attuare un vero cambiamento, emerge in tutta la sua forza da una lettera scritta a Rovigo in cui, oltre a presentare un memoriale con un piano di riforma, annotava che c'erano «molti disordini ai quali non essendo possibile di applicare il remedio sopra il presente piede, e sistema mi hanno dato motivo di sempre più affliggermi, perché sempre più conoscevo la mia persona superflua, ed inutile», soprattutto perché non era avvenuto che «il Piano che mi diedi l'honore di proporre fosse stato abbracciato, e fissato ed io avessi avuta l'autorità che mi era opportuna e necessaria».<sup>118</sup>

Il confronto con la realtà di terraferma e la sua grande frammentazione amministrativa, e quindi con la difficoltà di un intervento incisivo ed organico, portarono il Tartagna al ritiro nel febbraio del 1760, ufficialmente per motivi di vecchiaia. In due lettere inviate al Savio alla Scrittura e al Senato dall'eremo di monte Lucco, dove si era ritirato, emerge però tutta la frustrazione e l'amarezza per non aver potuto svolgere il proprio compito non per mancanza di volontà, ma per motivi contingenti vista «l'impossibilità di potermi addattare, ed apprendere un metodo per me tanto nuovo, e difficile, che stante l'età mia avanzata, hò dovuto con evidenza conoscere, che non solo, mi mancava il tempo per apprenderlo, e la forza per sostener tanto peso, mà che perduta havevo ancora la speranza di potermi applicar con profitto».<sup>119</sup>

L'impressione che traspare è che anche l'organigramma veneziano non fosse pronto ad una riforma così radicale e ad affrontare le ripercussioni sociali che questa avrebbe avuto, preferendo invece tentare un adeguamento del sistema tradizionale a metodi più moderni e razionali. Il fallimento di questa esperienza rese chiaro al governo veneziano che la scelta si articolava fra il conservare lo stato di cose esistente, con tutti i vantaggi e gli svantaggi che comportava, oppure mettere mano ad un cambiamento significativo, che avrebbe sì sconvolto molte dinamiche collaudate, ma avrebbe anche comportato una risposta migliore alle esigenze statali. In effetti la scelta era in qualche modo obbligata, e anche se i tempi erano ormai maturi per la riforma, il proverbiale conservatorismo ed immobilismo della società veneta ne fecero in definitiva un mutamento riuscito solo a metà.

A sei anni dal ritiro del Tartagna, in un periodo in cui la discussione sulla validità del sistema corporativo rispetto alla necessità di riforma della sfera economica era piuttosto accesa, gli estremi del problema vennero finalmente formulati in maniera chiara dall'allora Sovrintendente all'Artiglieria Brigadiere di Saint Marc: «Crederei dunque ogni nuovo regolamento superfluo, senza la formazione d'un Corpo regolare per farlo eseguire» perché gli scolari «non possono al giorno d'oggi essere considerati

118. Ivi, 15 feb. 1760.

119. Ivi, 22 feb. 1760.

come un Corpo Militare, ma solamente come una religiosa fraternità, o Scuola di S. Barbara». <sup>120</sup> Seguì un altro periodo in cui l'unica cosa che fu fatta fu l'istituzione di una Conferenza per regolare la Milizia che, nel 1767, produsse una corposa scrittura in cui sostanzialmente si forniva un quadro economico di sintesi delle compagnie di tutto il Dominio e si ribadiva la necessità di creare un corpo artiglierie regolare e di pensare ad una soluzione di reimpiego per i bombardieri di terraferma. <sup>121</sup>

Nel 1769 per dare concretezza alla riforma di cui ormai si parlava da molti anni, venne chiamato a Venezia l'inglese Pattison, già al servizio di Sua Maestà britannica e raccomandato da più parti. Già dopo un mese dal suo arrivo il nuovo Sovrintendente alle Artiglierie formulava un primo piano per la formazione di un vero e proprio reggimento d'artiglieria, ponendo la costituzione di questo nuovo corpo come *conditio sine qua* non per poter svolgere il proprio compito. <sup>122</sup> Nei mesi successivi la discussione in seno al governo veneziano fu molto serrata, anche se caratterizzata dalla proverbiale lentezza istituzionale, e lo stesso Pattison, che intanto era stato inviato in un giro di ispezione in terraferma, sollecitò più volte l'attuazione della riforma, viste anche le pessime condizioni delle compagnie che visionava: «E sebbene io sia pieno di stupore, e di dolore nel rimirar sì fatte Compagnie [...] adesso io trovo fortissime ragioni di raccomandare più che mai quel Corpo d'Artiglieri regolato, tanto necessario», scriveva da Brescia nell'ottobre del 1769. <sup>123</sup>

In una relazione sulla terraferma dell'agosto del 1770, scritta poco prima di partire per un'ispezione dell'artiglieria in Levante, il Pattison propose la costituzione di un Regolato Corpo d'Artiglieri e l'abolizione degli attuali bombardieri. Constatando però che le funzioni civili assolate dalle compagnie erano utili e necessarie alla vita cittadina, proponeva che, per le città di ormai nessuna importanza strategica (Padova, Vicenza, Treviso, Bassano, Feltre, Belluno, Udine, Rovigo e Chioggia), fosse istituita una milizia cittadina da utilizzarsi con le stesse modalità dei vecchi artiglieri. <sup>124</sup> A differenza dello Stato da Terra, in Levante il Pattison trovò delle compagnie in uno stato di servizio tutto sommato soddisfacente, probabilmente a causa del continuo stato di tensione dell'area e dei frequenti interventi bellici a cui i bombardieri levantini avevano partecipato. <sup>125</sup>

Il 23 agosto 1770 il Senato approvò la costituzione del Regolato Corpo d'Artiglieri sulla base delle proposte dell'ufficiale inglese e nel giugno dell'anno successivo si iniziò al Lido l'addestramento delle prime due compagnie, portate a quattro fra l'agosto e il novembre successivi, per un totale di 659 persone al comando del colonnello Stratico. <sup>126</sup>

Nel gennaio del 1772 il Pattison chiese il permesso di ritornare a Londra, lasciando però nel contempo una serie di suggerimenti riguardanti la formazione delle nuove compagnie di milizioti che avrebbero dovuto sostituire i bombardieri in alcune città di terraferma. Questi erano stati soppressi con un decreto del 5 ottobre 1771 che, accogliendo in pieno i suggerimenti del Sergente Generale, stabiliva che «restar dovendo per intero aboliti, e tolti li Bombardieri in Padova, Vicenza, Treviso, Bassano, Feltre, Belluno, Udine, Rovigo, e Chiozza come vien suggerito» per lasciare il posto a delle nuove compagnie di milizia urbana, organizzate, scelte e pagate direttamente del consiglio cittadino. Questo spostamento di prerogative dallo Stato alle città nella visione del Pattison doveva avvenire perché queste figure, non avendo nulla di militare, ricadevano

120. Ivi, busta 30, 10 gen. 1765 m.v. Per il dibattito sulla riforma delle corporazioni cfr. COZZI, KNAPTON, SCARABELLO, *op. cit.*, pp. 621-628.

121. ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 12, libro 3, 12 dic. 1767; l'ammontare della spesa per le compagnie dei bombardieri venne calcolato in 41.653 ducati e 12 lire all'anno.

122. Ivi, busta 36, 16 gen. 1768 m.v.

123. Ivi, 1° mar. 1769, 18 mar. 1769, 21 lug. 1769, 13 ott. 1769.

124. Ivi, busta 30, 18 ago. 1770.

125. Ivi, 2 ott. 1771.

126. Ivi, busta 36, 8 giu. 1771, 31 ago. 1771, 28 nov. 1771.

in toto sotto la giurisdizione civile: un cambiamento decisamente drastico rispetto ai rapporti dialettici istituzionali che avevano regolato la vita delle compagnie per circa due secoli e che a livello locale costituì motivo di scontro per il controllo delle nuove figure.<sup>127</sup>

Nelle rimanenti dieci piazze di terraferma (Verona, Legnago, Peschiera, Brescia, Asolo, Orzinuovi, Pontevico, Bergamo, Crema, Palmanova) le compagnie sarebbero state riformate e avrebbero dovuto costituire un corpo prettamente militare inquadrato nelle file dell'esercito regolare.

Al decreto di sospensione, com'è naturale, non seguì l'immediata sostituzione dei vecchi bombardieri anche perché l'aspetto organizzativo delle nuove compagnie, sia di miliziotti che di artiglieri, era ancora in alto mare. Sempre nel gennaio 1772 si decise di mantenere i vecchi miliziani, senza nessuno stipendio, e nel frattempo di interpellare i deputati delle città suddite per stabilire composizione e consistenza delle nuove compagnie.<sup>128</sup> Per quasi tre anni l'attuazione del piano del Pattison entrò in una fase di stallo, dovuta sia alle lunghe discussioni istituzionali in seno al governo, ma soprattutto alla mancanza di una figura esperta che ne continuasse l'opera. Nel biennio 1775-1776 ci fu un ulteriore passo in avanti, o forse sarebbe meglio dire un passo indietro.

Nel luglio 1775, infatti, fu presentato da parte della cittadinanza patavina un memoriale in cui, lamentando la momentanea assenza di figure che svolgessero i compiti dei bombardieri, si chiedeva la sussistenza della compagnia fino all'istituzione dei nuovi miliziotti; la richiesta fu esaudita con una terminazione del Magistrato alle Artiglierie del 18 agosto 1775, che stabiliva il ripristino dei bombardieri con i loro privilegi ad eccezione della genuina.<sup>129</sup> Nel frattempo a Venezia si discuteva della nomina di un sostituto del Sergente Generale Pattison, convenendo che si sarebbe dovuto cercarlo fra gli ufficiali stranieri, visto che a quelli veneti mancava la dovuta esperienza e professionalità, e arrivando alla conclusione che forse non c'era poi tutta questa fretta visto che l'impronta della nuova compagnia era già stata data.<sup>130</sup> Negli anni successivi le suppliche per il rinfoltimento e il mantenimento della compagnia padovana furono presentate con frequenza quasi annuale e, complici anche eventi come gli incendi che evidenziavano le necessità di tali figure, regolarmente Venezia accoglieva la richiesta.<sup>131</sup>

Il piano di riforma restava comunque al palo, sospeso fra questi provvedimenti conservativi che mantenevano i servizi minimi garantiti dai bombardieri, non risolvendo però la questione. Inoltre la compagnia soffrì di un progressivo impoverimento, sia degli effettivi che dei beni posseduti. Nel 1777, infatti, con un provvedimento comune a tutta la terraferma si era provveduto a mettere all'incanto i terreni e i beni appartenuti ai bombardieri, nonché ad affittare le case di *pubblica ragione* una volta destinate agli ufficiali. A Padova la vendita riguardava 100 tavole di terreno con il diritto di raccogliere canne nei fossati, l'area del bersaglio e il bersaglio, più il possibile affitto dei 16 edifici occupati dai bombisti in Castello Vecchio.<sup>132</sup>

127. Ivi, 18 gen. 1771 m.v.; ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 36, 22 gen. 1771 m.v., c. 40, 5 ott. 1771; reg. 67, c. 1, 5 ott. 1771.

128. Ivi, c. 3, 30 gen. 1771 m.v., c. 4, 30 gen. 1771 m.v.

129. La genuina era uno stipendio in denaro pari a 11 lire e 14 soldi fino al 1745, poi a 11 lire, data dagli ufficiali collaterali al termine delle mostre annuali, che dal 1709 aveva sostituito le vecchie esenzioni daziarie, cfr. ivi, reg. 66, c. 10, 26 nov. 1712 e c. 54, 7 ott. 1763; reg. 65, c. 92, 29 ago. 1778.

130. Ivi, c. 52, 31 lug. 1775 e c. 53, 18 ago. 1775; c. 54, 21 ago. 1775; ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 12, libro 4, 13 set. 1775.

131. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 85, 14 mag. 1778; c. 86, 18 mag. 1778; c. 87, 30 mag. 1778; c. 92, 29 ago. 1778; c. 121, 30 ott. 1779; c. 136, 31 mag. 1781; c. 139, 18 gen. 1781 m.v.

132. ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 12, libro 4, 7 giu. 1776; 29 nov. 1776; busta 28, fasc. 2, 25 set. 1776; busta 28, fasc. 1, 5 feb. 1772 m.v., 3 feb. 1773 m.v., 17 set. 1766. Nel maggio dello stesso anno ci fu una convocazione di tutta la compagnia padovana nella chiesa di S. Barbara che riunì 194 persone, probabilmente il numero di effettivi più basso mai registrato, cfr. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 73, s.d., c. 75, 26 mag. 1777.

Nello stesso anno, come si è già detto, fu emanato un decreto in undici articoli riguardante le regole da seguire per le operazioni di spegnimento degli incendi.<sup>133</sup> Frutto di un clima di insicurezza per la precarietà di esistenza della compagnia dei bombardieri e di una generale inadempienza di obblighi e precauzioni da parte di arti e cittadinanza, il documento fa registrare un dato interessante, e cioè l'elezione per ogni quartiere di due nobili del Consiglio residenti, detti Deputati sopra gli Incendi, che avrebbero dovuto essere il primo punto di riferimento e di controllo della situazione. Per la prima volta dall'epoca comunale i nobili cittadini venivano coinvolti nella gestione di una materia che tradizionalmente era di competenza delle corporazioni artigiane, segnale indicatore di un cambiamento di mentalità, in atto sia a livello di Stato centrale che di amministrazione locale. In un decreto successivo del 1792 i compiti degli otto nobili furono notevolmente ampliati dagli anni della loro istituzione, dovendo essi vigilare sui depositi degli attrezzi, assicurare che le operazioni di estinzione si svolgessero in modo tempestivo e senza confusione, fare opera di prevenzione visitando le case del quartiere subentrando in questo ai capi di 100. In effetti i deputati avevano anche sostituito i capi di 100 come punto di riferimento generale: il loro domicilio doveva essere noto alle fraglie dei murari, marangoni e portatori, e anche ai campanari delle chiese, chiunque avesse sentore di qualche pericolo poteva rivolgersi a loro, e inoltre almeno una volta al mese essi avevano l'obbligo di riunirsi per discutere della situazione cittadina. Per dare continuità al loro operato essi dovevano rimanere in carica per tre anni, con la possibilità però di eleggere un sostituto con gli stessi obblighi.<sup>134</sup> Di contro si può notare un potere centrale che all'atto pratico quasi sparisce, lasciando molto spazio alle amministrazioni locali: i Rettori, secondo il fascicolo, avrebbero dovuto essere avvertiti solo nel caso che l'incendio fosse scoppiato in una chiesa. Anche se poi è molto probabile che *de facto* essi fossero presenti, resta il fatto che almeno formalmente la responsabilità della gestione di queste situazioni era passata ai Deputati sopra gli Incendi, e quindi all'amministrazione cittadina.

Per quanto riguarda i bombardieri fu lo stesso Senato veneziano a coinvolgere le aristocrazie cittadine nella dialettica propositiva collegata alla riforma, chiedendo a più riprese i pareri di Consigli e Deputati ad Utilia. A Padova un primo intervento concreto lo si ebbe nel 1778 quando il Consiglio dei XVI deliberò che lo stipendio del comandante della compagnia e del tamburino fossero pagati dalla cittadinanza.

Durante gli anni '80 del secolo una nuova tornata di discussioni sulla materia fece emergere in tutta la sua forza lo scontro in atto per il controllo istituzionale della compagnia. Nel dicembre del 1785 il Senato ricevette il «Piano per la Formazione di un corpo di Guardie Urbane per la città di Padova»,<sup>135</sup> steso dai Deputati ad Utilia, che mirava a creare un corpo scelto fra le fraglie, suddiviso per quartieri e fortemente controllato dagli organi di governo cittadini. Oltre a controllare l'elezione degli ufficiali e la conferma annuale del Capo Direttore, i Deputati ad Utilia potevano diventare l'organo decisionale ultimo nel caso che il Corpo direttorio, formato dagli ufficiali delle quattro compagnie, non fosse arrivato ad una decisione con una maggioranza di almeno  $\frac{2}{3}$  del totale. Inoltre in caso di tumulti o incendi, le compagnie avrebbero dovuto sottostare ai tre Presidi alla Pace o agli otto Deputati sopra gli Incendi. In definitiva le magistrature cittadine tentarono di inserirsi in una posizione intermedia fra il nuovo corpo e il Capitano, che comunque restava il referente ultimo, ritagliandosi uno spazio istituzionale da cui controllare un importantissimo aspetto della vita sociale cittadina.

133. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 68, 6 mag. 1777 per il decreto; c. 71, 10 giu. 1777 per il proclama a stampa.

134. Ivi, c. 169, 20 set. 1792.

135. Ivi, c. 243, s.d., reg. 67, c. 27, s.d. ma con un *incipit* del 1785, cc. 29-32, *idem*. Cfr. anche LENCI, *La polizia municipale*, cit., pp. 129-131.

Un altro progetto fu presentato dal Capo Maggiore della compagnia, ma non superò la fase di discussione. Nel documento la mediazione degli organi cittadini è completamente assente e tutte le incombenze, come la scelta degli abili, l'organizzazione durante le emergenze e la stesura dei capitoli di disciplina, sarebbero state di competenza del nuovo direttore. Anche se l'impianto di questa nuova compagnia risentiva molto della struttura della scuola dei bombardieri, a cominciare dal nome che sarebbe stato «Compagnia de' signori Scolari di S. Barbara»,<sup>136</sup> passando per l'immancabile richiesta del porto d'armi e delle esenzioni, per finire al divieto di arruolamento per alcune arti perché escluse dalla matricola, alcuni punti veramente innovativi li presentava. Il primo era la proposta di istituzione di una «Casella di Denuncie Secrete» in cui potevano essere denunciati eventuali abusi commessi dagli scolari, a patto che fossero firmate da almeno due testimoni, «acciò L'Eccellentissimo Capitano possi col far chiamar a se li Testimoni con tutta segretezza rilevar la verità del reato». Il secondo punto era l'impossibilità per murari, tagliapietra, marangoni, coverzadori e portatori di entrare a far parte di questa nuova compagnia perché obbligati all'estinzione degli incendi. Proprio le arti su cui si erano fondati i bombardieri di tutto il Dominio per più di due secoli si vedevano ora escluse, e, neanche a farlo apposta, per il motivo che in passato ne aveva fatto la pietra angolare delle vecchie compagnie.<sup>137</sup>

Il piano dei deputati di Padova venne presentato in Senato il 23 marzo 1786 dal Magistrato alle Artiglierie che ne caldeggiò l'approvazione e ventilò l'ipotesi non solo potesse essere adottato dalla città di Padova, ma anche da qualsiasi altra città che ne avesse avuto bisogno.<sup>138</sup>

Di nuovo non se ne fece niente per i successivi quattro anni, fino ad arrivare alla stesura di una scrittura all'inizio del 1790 in cui si riconobbe il fallimento dell'intera riforma, sia nelle piazze in cui i miliziani dovevano essere completamente aboliti sia in quelle in cui dovevano subire un adeguamento, e si propose di concedere la sussistenza delle vecchie compagnie di bombardieri «lasciandole però nell'attuale restrizione cui sono ridotte in conformità del piano Pattison, non abbisognando più d'impiegarne gl'individui sull'Armata, e nelle spedizioni oltremare, come servir dovevano ne' tempi addietro prima dell'istituzione del regolato Corpo Artigliere», e questo sia perché esse prestavano un ottimo servizio, sia soprattutto perché ciò avrebbe comportato una spesa «che tutta consiste in l. 38.982 s. 14 che minora quasi della metà dalle l. 71.910 che importerebbero le 14 proposte del Pattison».<sup>139</sup>

Quindi questioni economiche, ma soprattutto l'incapacità statale di ergersi al di sopra dei particolarismi imponendo con forza e determinazione la propria volontà, che forse in definitiva non esisteva proprio, fecero sì che dopo quasi vent'anni di discussione su una riforma ritenuta tanto necessaria si accarezzasse l'idea di tornare al vecchio sistema, o meglio ad un ibrido fra il vecchio e il nuovo per «conservare innovando»,<sup>140</sup> mascherando quella che nell'ottica dell'affermazione dello Stato era una vera e propria sconfitta con la parvenza di una vittoria del buon senso e della pubblica economia.

Così nel settembre del 1793 il Senato, dopo aver valutato tutti i punti di vista, decise di comparare la spesa che si faceva nelle dieci piazze in cui i bombardieri erano stati mantenuti con quella delle nove in cui erano stati soppressi per verificare se effettivamente le spese fossero minori in vista di un possibile ripristino del vecchio sistema.<sup>141</sup>

136. Il cavillo con cui si sarebbe eliminato la denominazione di 'bombardieri' sarebbe stato quello di farli esercitare con spada e fucile, eliminando il cannone.

137. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 246, s.d. Per le denunce segrete cfr. PRETO, *Persona per hora secreta*, cit.

138. Ivi, reg. 67, c. 36, 23 mar. 1786.

139. ASV: *Provveditori alle Artiglierie*, busta 14, libro 7, 27 gen. 1789 m.v.

140. Il gioco di parole, che però esprime bene il concetto, l'ho ricavato da ZAMPERETTI, *I "sinedri dolosi"*, cit., p. 289, dove però è espresso con «innovare conservando».

141. ASP: *Milizie della Repubblica veneta*, reg. 65, c. 184, 5 set. 1793.



In verità i rivolgimenti internazionali alle porte e la caduta della Repubblica troveranno ancora le cose immutate a distanza di quattro anni. Significativo di un sistema ormai fatiscente e incapace di reagire è il fatto che i Capi Maggiori di Bergamo e Orzinuovi di fronte all'avanzata francese si rifugiassero a Venezia «per non mancare della dovuta fedeltà al mio Serenissimo Principe», e una volta lì chiedessero il saldo della paga di cui erano debitori e un possibile reimpiego.<sup>142</sup> La memoria dei bombardieri andò comunque oltre la fine della Serenissima, come dimostra il fatto che durante il governo della municipalità di Padova (1797) essi costituirono lo scheletro della Guardia Nazionale, e che nel 1819 al momento della creazione del corpo dei Civici Pompieri chiesero di entrare a farne parte.<sup>143</sup>

Concludendo possiamo notare come, seppur nate da un'esigenza statale del tutto nuova legata ad una diversa concezione del potere centrale e ad un cambiamento nelle tecniche militari, le compagnie dei bombardieri erano tuttavia ancorate al passato sia nella loro struttura corporativa sia nel loro sovrapporsi a organismi risalenti ad una tradizione comunale ancora presente al momento della conquista veneziana. Nel corso degli anni da corpo che difendeva i propri interessi particolari e quelli della classe artigiana da cui proveniva, divenne un'istituzione rappresentativa di tutta la città, utile in molte occasioni e quindi da preservare. L'identità con tutto il tessuto urbano la si può notare sia dalle suppliche dell'ultimo trentennio del XVIII sec. in cui erano gli stessi organi cittadini che si facevano promotori degli interessi della compagnia, sia dalla loro sopravvivenza anche dopo la caduta del governo veneto. In effetti questa 'appropriazione' di rappresentanza va letta all'interno del processo riformistico settecentesco che in alcuni casi vide, perlomeno a livello locale, un arretramento del ruolo dello Stato centrale a favore degli organi cittadini e che nel caso della compagnia dei bombardieri, complice anche la demilitarizzazione della stessa, provocò una certa tensione istituzionale per il suo controllo.

Dall'altra parte c'era uno Stato che seppur aveva intelligentemente lasciato larga autonomia ai sudditi al momento della conquista, non aveva saputo in seguito passare da un'occupazione solo *de facto* ad una anche *de iure*, rafforzando e imponendo il potere centrale sulla periferia, e superando la semplice sovrapposizione istituzionale connaturata all'organizzazione dello Stato rinascimentale.<sup>144</sup> Anche dopo la riconquista cinquecentesca in molti casi ci si preoccupò di sostanziare la presenza veneziana più attraverso la costruzione imponente e monumentale delle opere fortificatorie che tramite un controllo più puntuale o una legislazione più forte e meno particolaristica.

Questa situazione andò a discapito della Repubblica nel momento in cui nella assoluta necessità della riforma, e non solo in campo militare, tentò di imporre il proprio volere cadendo in una vera e propria impasse istituzionale, che trasformò il tutto in uno scontro fra la difesa di antichi privilegi concessi e la percezione di esigenze statali che andavano ben oltre i particolarismi affermatasi, e non controllati, nel corso dei secoli.

142. Ivi, busta 39, 11 apr. 1797.

143. P. DEL NEGRO, *Il contributo militare della Padova democratica*, in *La Municipalità democratica di Padova (1797). Storia e cultura. Convegno di studi nel secondo centenario della caduta della Repubblica veneta (Padova, 10 maggio 1997)*, a cura di A. Balduino, Venezia, Marsilio, 1998, pp. 42-43; LENCI, *La polizia municipale*, cit., p. 27.

144. POVOLO, *Aspetti e problemi*, cit., p. 156; ZAMPERETTI, *I "sinedri dolosi"*, cit., p. 269.

BARBARA BOCCAZZI MAZZA

## GOVERNARE I 'LUOGHI PII': LA CASA DELLE ZITELLE\*

IL 10 giugno 1561 il gesuita Benedetto Palmio, uno dei primi discepoli di S. Ignazio a Roma, importando in laguna un modello già collaudato, fondava a Venezia la «pia casa delle Cittelle» alla Giudecca, un'istituzione o 'luogo pio' creato per togliere dalla strada e quindi salvare dalla perdizione fanciulle ancora vergini, povere ma specialmente, come si ribadirà più tardi nelle *Regole*, di grande bellezza. In quell'occasione le prime quaranta giovani furono accolte con gran pompa nella casa, alla presenza del patriarca Giovanni Trevisan. Nel 1567 il numero delle assistite era già salito a novanta.<sup>1</sup>

Ma quale era il significato e la novità di questa istituzione, in quale contesto e come venivano governate le «Cittelle» o Zitelle?

Nella *Relazione della Repubblica Veneziana*, stampata nel 1605, Giovanni Botero descriveva una Venezia intrisa d'umori controriformistici, obbediente a Roma e in sintonia con le nuove norme della Riforma cattolica.

La città – che secondo il patriarca Giovanni Trevisan, era «più religiosa che dieci Milani» – poteva e doveva allora essere timbrata dal numero di conventi, dal pullulare di ospedali e luoghi pii, dalla moltitudine e magnificenza delle chiese e delle istituzioni di carità. Le Convertite, il Soccorso, i Catecumeni e altre ancora per il sostentamento delle quali la liberalità dei privati gareggiava con la pubblica beneficenza.<sup>2</sup> Scriveva, forse con qualche forzatura, Botero: «...tra tutti i luoghi pii quello delle Donzelle e per numero loro e per l'onestà con la quale sono governate è bastante a fare onore ad un regno amplissimo che non a una città. Onde non senza ragione Henrico terzo re di Francia, nella sua passata per Venezia, lo stimò degno di esser da lui della sua presenza onorato. Quivi le Donzelle, la cui bellezza è, per povertà, di travaglio e pericolo alla loro pudicizia, quasi in un porto d'onestà soggiornano».<sup>3</sup>

La rilevanza data alla visita di Enrico III di Francia, avvenuta nel luglio del 1574 nella sede ancora provvisoria del Collegio, una casa da *statio e magazzini* – sappiamo che vi fu scortato da Giacomo Contarini quando il nuovo complesso e la chiesa non erano ancora stati edificati –<sup>4</sup> si può interpretare allora come un'urgenza di rappresentare una Venezia devota, una Venezia, e qui riprendo un titolo di Benzoni del 1990, «caricabile di valenze religiose», una necessità di ribadire la sacralità di una città le cui istituzioni di carità e di

\* Si pubblica il testo della relazione tenuta il 10 maggio 2004, nell'ambito del seminario sulle *Scritture del, al, sul governo* tenutosi presso la Fondazione Giorgio Cini di Venezia il 10-12 maggio 2004.

1. *Costituzioni et regole della Casa delle Zitelle di Venetia, eretta e fondata sotto il titolo della Presentazione della Madonna, divisa in dieci punti, con una introduzione di Benedetto Palmio*, Venezia, presso Gio. Pietro Spinelli, 1649, in 4°, pp. 120. Il testo di quest'edizione è datato 29 marzo 1606. S. LUNARDON, *Le Zitelle alla Giudecca, Una storia lunga quattrocento anni*, in *Le Zitelle. Architettura, arte e storia di un'istituzione veneziana*, a cura di L. Puppi, Venezia, Albrizzi, 1992, pp. 9-48; B. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti e artisti nell'età delle Riforme: l'arredo della chiesa di Santa Maria della Presentazione*, ivi, pp. 129-161: 130; EADEM, *Paradiso, Giudizio o Incoronazione della Vergine? In margine a una mostra dell'IRE*, «Venezia Arti», 9, 1995, pp. 126-129; M. ROMANELLO, *Le spose del Principe: una storia di donne. La casa secolare delle zitelle in Udine, 1595-1995*, Milano, F. Angeli, 1995, pp. 45-48; B. BOCCAZZI MAZZA, *Tracce dei Tintoretto nei fondi archivistici dell'IRE*, in *Jacopo Tintoretto nel IV centenario della morte*, Venezia, 24-26 novembre 1994), Atti del Convegno internazionale di Studi, a cura di P. Rossi, L. Puppi, Padova, 1996, pp. 83-90, ill. p. 103.

2. G. BENZONI, *Una città caricabile di valenze religiose*, in *La chiesa di Venezia tra riforma protestante e riforma cattolica*, a cura di G. Gullino, Venezia, Studium Cattolico Veneziano, 1990, pp. 40, 43; S. TRAMONTIN, *La visita apostolica del 1581 a Venezia*, «Studi Veneziani», 9, 1967, p. 458, n. 21; BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 145, n. 1.

3. G. BOTERO, *Relatione della Repubblica Venetiana*, Venezia, G. Varisco, 1605, II, f. 106v; Biblioteca del Museo Correr, Venezia (d'ora innanzi BCVE): Cod. Cicogna n. 3082, *Fondazione della Pia casa delle Cittelle di Venezia*, ff. n.n.; S. LUNARDON, *Interventi di Palladio sui luoghi pii. Le Zitelle*, in *Palladio e Venezia*, a cura di L. Puppi, Firenze, Sansoni, 1982, p. 110; B. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 145, n. 3.

4. B. AIKEMA, D. MEIJERS, *Nel regno dei poveri*, Venezia, IRE-Arsenale, 1989, p. 227; BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 145, n. 4.

devozione erano degne per la loro fama – «bastante a fare onore a un regno amplissimo» – della visita di un sovrano come il Valois. Già Francesco Sansovino, nel 1580, ne aveva anticipato le lodi, poi ribadite da Botero. E così scriveva: «Non meno sono notabili le Zitelle, istituite da poco tempo in qua. Perciocchè alcune honoratissime gentildonne, provvedendo con religiosa cura a quelle povere fanciulle [...] fondarono il luogo loro con ordine molto pio. Dove instrutte ottimamente da matrone elette a cotale ufficio, nella via del Signore e provvedute del vitto, s'essercitarono nelle cose divine con salute dell'anime loro».<sup>5</sup>

Ma procediamo con ordine per comprendere com'era governato e organizzato il complesso delle Zitelle.

La casa era retta da un certo numero di governatori e di governatrici. Coinvolti nell'evento i nomi più prestigiosi dell'aristocrazia marciana. Tra i primi governatori e protettori – gli uni con responsabilità precise nella gestione amministrativa e finanziaria del collegio, gli altri con funzione di supporto economico e morale – figuravano, tra gli altri, Federico Contarini, Antonio Grimani, Pietro Morosini, Bartolomeo Marchesi, Agostino Barbarigo. Anche i cognomi delle governatrici rimandavano alle più nobili casate lagunari: Andriana Contarini e la sorella Marina Bernardo, Cristina Dolfin, Lucrezia Priuli, Isabella Marcello, Lucrezia Morosini, le protettrici Isabetta Grimani, Paola Donà, Elena Priuli.<sup>6</sup>

Nel 1588, poco prima della consacrazione della annessa chiesa di S. Maria della Presentazione, il padre fondatore Benedetto Palmio scriveva le *Constitutioni et regole della casa delle Cittelle di Venetia* – norme già elaborate nei decenni precedenti, a partire dal 1558 –, che spiegavano le ragioni della creazione di tale 'luogo pio' e le regole pedagogiche che, per oltre quattro secoli, ne avrebbero informato i principi educativi. Il testo, di forte autorevolezza – non bisogna dimenticare che Palmio era stato anche uno dei grandi oratori sacri della Compagnia di Gesù con Francesco Strada, Edmond Auger, Pietro Canisio e altri<sup>7</sup> ebbe numerose edizioni fino al XVIII sec., riproducenti tuttavia fedelmente la prima stesura cinquecentesca. Si possono segnalare le edizioni del 1649 presso Giovanni Pietro Spinelli; del 1686 per i tipi di Giovanni Cagnolini; del 1701 presso Girolamo Albrizzi; del 1738 presso Giovanni Radici. A queste ultime due edizioni settecentesche si farà riferimento in questo intervento.

Si trattava di un insieme di norme o *Constitutioni*, suddivise in dieci parti, che dovevano 'regolare' la vita di questa particolare comunità, da qualche lustro insediata nella casa della Giudecca. Una comunità femminile, timbrata da una particolare valenza simbolica, come altri 'luoghi pii' in città, che si doveva proporre quale esempio di virtù e purezza, di operosità e rettitudine, amplificante e ribadente il mito lagunare di Venezia-Vergine.

La fondazione della casa va innanzitutto inquadrata in un programma più vasto di prevenzione della prostituzione attuato a Venezia – come avveniva in altre città italiane – già nel primo Cinquecento per iniziativa del governo, ma specialmente di privati, laici o religiosi, che si occupavano della questione in tutte le sue sfaccettature, da quella morale a quella sociale di reinserimento a quella sanitaria.

In questo contesto, nel 1522, era sorto l'ospedale degli Incurabili per combattere il flagello della sifilide. All'interno di tale struttura un gruppo di donne penitenti, individuate dai riformatori del momento, aveva avuto la possibilità di riscattare una vita di peccato

5. F. SANSOVINO, G. MARTINIONI, *Venetia città nobilissima et singolare [...] con aggiunta di tutte le cose notabili della città fatte et occorse dall'anno 1580 fino al presente 1663. Da D. Giustiniano Martinioni...*, Venezia, Stefano Curti, 1663, I, p. 258, citato in LUNARDON, *Le Zitelle*, cit., p. 30.

6. G. ELLERO, *I luoghi della redenzione, in Il gioco dell'amore. Le Cortigiane di Venezia dal Trecento al Settecento*, Catalogo della Mostra, Venezia, Berenice, 1990, pp. 57-61: 60; BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 145, n. 79.

7. M. FUMAROLI, *L'école du silence. Le sentiment des images au XVIIIe siècle*, Paris, Flammarion, 1994; ed. it. *La scuola del silenzio. Il senso delle immagini nel XVII secolo*, Milano, Adelphi, 1995, p. 514.

ritirandosi dal mondo in una clausura quasi monacale e dedicandosi alla cura dei malati. Diventeranno poi le Convertite.

Altra cosa era l'Istituto Veneziano delle Cittelle, fondato da un padre gesuita che fino a quel momento si era dedicato alla creazione e direzione di collegi maschili nell'Italia settentrionale, e in questi aveva investito gran parte del suo apostolato. La casa si distinse fin dagli esordi nel panorama delle opere di carità veneziane. Per la prima volta si allontanavano le giovani 'di grande bellezza' dagli ambienti promiscui degli ospedali, si creava quello che potremmo definire un collegio privilegiato, nel quale i fini educativi erano primari. La novità – sottolineata anche da Elena Bonora – e che emerge dalle tre lettere scritte da Andriana Contarini al barnabita Girolamo Marta per avere consiglio e aiuto morale tra luglio e settembre del 1560 – quindi agli esordi di questa avventura salvifica –<sup>8</sup> era quella della forte autonomia dell'esperienza religiosa delle fondatrici e prime governatrici della nuova istituzione, rispetto agli ordini regolari maschili nonché la necessità e difficoltà di trovare nuovi referenti spirituali.<sup>9</sup> In effetti solo più tardi i gesuiti si appropriarono della pia istituzione sia sul versante organizzativo che su quello spirituale.

La governatrice, detta madonna, aiutata da una coadiutrice, era percepita, oltre che come guida severa, anche come 'amorevolissima madre' di tante povere figlie.

Così Palmio definiva Marina Bernardo, sorella di Andriana Contarini, che visse all'interno della casa in qualità di governatrice fino al giorno della morte, che avvenne il 12 maggio 1606.<sup>10</sup> Sosteneva inoltre, alludendo ancora all'impegno di Marina Bernardo, che il bene del collegio dipendeva: «[...] dalla continuazione del buon governo, co'l qual da principio fu governata questa casa».<sup>11</sup>

Alla fine dell'*iter* educativo – che doveva durare non meno di cinque anni – le giovani potevano scegliere in assoluta libertà il matrimonio o il monacato. Quasi un'ossessione di Palmio quella del 'buon governo', tanto che colse impreparata la comunità, nei primi anni del Seicento, un episodio di ribellione collettiva e ritenuto opera del Demonio, subito isolato e curato con esorcismi. In quell'occasione furono raccolti dei fondi e nell'archivio IRE, che contiene, con alcune lacune, gran parte della documentazione relativa all'istituto, si trova un «rodolo per sottoscrizioni in occasione delle zitelle vessate da spiriti» che «tolte dal gremio santo di Giesù Christo» furono poste «nella crudelissima mano di Lucifero».<sup>12</sup>

La gestione della casa spettava unicamente ai laici, con una sola eccezione: un parroco di S. Giovanni Crisostomo, tale Gioseffo, che viene ricordato da Palmio tra i primi governatori. Un sacerdote confessore, che viveva nella casa, era invece il padre spirituale delle Zitelle.

Un certo numero di governatori e alcune governatrici, scelti tra gli esponenti più insigni, morigerati e non ultimo abbienti dell'aristocrazia marciana governavano la pia istituzione. Due congregazioni di nobili e di dame cui Palmio, nell'introduzione alle *Costituzioni*, rivolgeva il proprio manifesto programmatico.

I compiti dovevano essere rigidamente divisi: una missione salvifica (le vergini cristiane sottratte al demonio), morale, educativa – e quindi più onerosa – che spettava alle governatrici, alle matrone, mentre i governatori dovevano organizzare la gestione dell'istituto e seguirne il buon funzionamento. Perché – scriveva Palmio – le dame non dovevano

8. ELLERO, *Vergini cristiane e donne di valore*, in *Le Zitelle*, cit., pp. 88-90.

9. B. PULLAN, *La politica sociale della repubblica di Venezia, 1500-1620*, vol. I, Roma, 1982, pp. 415 ss.; E. BONORA, *I conflitti della Controriforma. Santità, obbedienza nell'esperienza religiosa dei primi barnabiti*, Firenze, Le Lettere, 1998, p. 448, n. 65.

10. LUNARDON, *Le Zitelle*, cit., pp. 14-17, 19.

11. B. PALMIO, *Costituzioni e Regole della Casa delle Cittelle di Venezia, eretta, e fondata sotto il titolo della Presentazione della Madonna*, Venezia, Giovanni Radici, 1738, p. 62, in ELLERO, *Vergini cristiane*, cit., p. 73.

12. Archivio IRE: Zit, G 1, 1 cit. in ELLERO, *Vergini cristiane*, cit., pp. 76, 84, nn. 78, 79; 85-86.

occuparsi di affari amministrativi che non erano adatti a loro mentre i governatori, in quanto uomini, non dovevano intromettersi «nel governo domestico delle donzelle».<sup>13</sup>

Quasi una Venezia in Venezia, un 'buon governo' della Casa riproponente, in ambito diverso, il 'buon governo' della città. E non a caso il frontespizio di una delle prime edizioni delle *Regole*, quella secentesca edita presso Giovan Pietro Spinelli, reca l'immagine di una Venezia-Giustizia, con i consueti attributi di spada e bilancia in mano, poggiante su due leoni, il simbolo della sua forza, della sua potenza e determinazione, mentre nella prima edizione settecentesca, quella del 1701, per i tipi di Gerolamo Albricci, la prima iconografia laica fu sostituita dall'immagine, più tradizionale, della Madonna con il Bambino, ripresa anche nelle edizioni seguenti. La composizione visiva del frontespizio nei trattati gesuitici di retorica o di regole, come questo di Palmio, si può intendere allora come fonte di meditazione e comunque in profonda armonia con il «corpo dell'opera», come sottolinea anche Marc Fumaroli per il quale: «Lo studio iconologico del frontespizio (nel trattato gesuitico) non dovrebbe essere disgiunto [...] da quello retorico dei titoli: una ricerca che ci permetterebbe di ricostruire l'architettura immaginaria del libro umanistico e la sua evoluzione nel corso del Cinquecento e del Seicento».<sup>14</sup>

Ma ritorniamo al nostro tema, alle *Constituzioni*.

Di fatto il collegio era organizzato e guidato da nobildonne veneziane che si erano formate e avevano maturato un'esperienza educativa forte, sotto la guida dei teatini, dei barnabiti e dei somaschi, nei reparti femminili degli *Hospitali* veneziani, in particolare quelli degli Incurabili e dei Derelitti.<sup>15</sup> Già esperte dunque nella gestione della carità e dell'educazione erano le fondatrici e poi governatrici che grande influenza ebbero nel governo della casa «perché, essendo donne – come scriveva Palmio nelle *Regole* – a molte cose, che non convengono esser trattate da Huomini, potranno servire a gloria di Gesù Christo N. S.».

Tra queste, come si è detto, Andriana Contarini fu tra le prime governatrici con la sorella Marina Bernardo, Isabella Grimani e Isabetta Loredan. Notevole peso, anche economico – dato che lascerà i suoi beni alla pia istituzione come si dirà in seguito – avrà nel sec. XVII, la figura della protettrice e benefattrice Moceniga Mocenigo.<sup>16</sup>

Nel primo e nel secondo capitolo della prima parte delle *Constitutioni et Regole* – ci riferiamo all'edizione del 1701 dalla quale sono tratte alcune citazioni – si elencavano i requisiti necessari per coloro che desideravano essere prescelti in qualità di governatori:

Il numero dei Governatori ch' hanno attendere per servitio di Dio N. S. all'opera delle Cittelle non conviene che sieno manco di vinti persone [...].

Le conditioni ch'hanno da havere li Governatori di questa Casa sono quattro principalmente, la prima è che sieno huomini qualificati e di buona fama, e di buoni costumi; la seconda di età non meno di vent'anni; la terza che sieno prudenti et discreti; la quarta desiderosi di servir a Dio in quest'opera, e zelosi.

Nella seconda parte erano invece elencati i requisiti delle governatrici:

Capitolo I.

È necessario ancora a questa Casa una Congregazione di Matrone, il numero delle quali non sia manco di dodici donne di santi costumi, di molta prudenza, discretione e gelosissime della Gloria del Signore, e della salute de' prossimi, che attendono diligentissimamente a promuover e conservar questa casa delle Donzelle [...].

Quanto poi all'ammissibilità delle giovani nel collegio vale la pena di leggere ancora le disposizioni e raccomandazioni di Palmio nella parte quarta delle *Constitutioni*:

13. ELLERO, *Vergini cristiane*, cit., 1992, p. 67.

14. M. FUMAROLI, *Sulla soglia dei libri: le incisioni per i frontespizi dei trattati di eloquenza (1594-1641)*, in *La scuola del silenzio*, cit., pp. 461-486: 464, 486.

15. LUNARDON, *Le Zitelle*, cit., p. 13; ELLERO, *Vergini cristiane*, cit., pp. 49-95: 50.

16. Archivio IRE: PAT. 1 m 94, *Moceniga Mocenigo quondam Alvise di contrà San Samuele*, 25 aprile 1672, primo testamento; 11 maggio 1675, altro testamento. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 159.



Non si possono, né si devono accettare dentro questa Casa se non vergini da nove, dieci anni in su, che sieno sane e belle e in pericolo di essere precipitate con danno, e perdita della salute loro eterna a far vita trista, e scelerata o per malitia, o scelleratezza dei Padri, e delle Madri, o d'altre persone, sotto il governo delle quali si trovano, o perché essendo poverissime, ma di molta bellezza, se ben quelli che le governano non sono persone infami, ne di mala vita, vengono sollicitate al male con tante insidie, e con tanti modi, e forze, che è pericolo che per liberarsi dalla strettezza della povertà, che l'affligge e l'opprime, finalmente non si lascino superare, e così vinte si risolvino a darsi in preda alla malitia del mondo, che per esser belle e vistose, non cessa di perseguirle e sollicitarle ad acconsentire ai suoi perversi desideri con perdita dell'honore del mondo e della salute eterna dell'anima, e gravissima offesa della Maestà di Dio [...]. Essendo che questa Casa per misericordia di Dio fu fondata, e instituita non per dar recapito a povere Donzelle, o a Orfane, perché povere o senza bellezza, perché le povere o che sono senza bellezza si possono aiutare con servir ad altri, e le orfane han recapito per gratia di Dio negli Hospitali, chiara cosa è che niuna Donzella, o per esser povera, o per esser orfana, deve esser admissa in questa Casa, ma solamente quelle che doveranno esser aiutate dalli Governatori e Governatrici, che per bellezza loro, come s'è detto nel capo precedente, si troveranno in manifesto pericolo di perdersi, e di esser tradite, e rovinare, o da quelli che le governano, o dalla gran malitia del mondo, che instigato dal Demonio con ogni sorta d'artificio li tende i lacci dell'inganni e insidie sue, però trovandosi questa sorte di Vergini virtuose, e graziate, e quasi abbandonate per le cause suddette senza aiuto piacque alla maestà di Dio, che per liberarle dai lacci del Demonio e dai manifesti pericoli della dannatione eterna, si fondasse questa Casa a beneficio loro.<sup>17</sup>

Risulta evidente che, alla fine, il criterio discriminante per essere ammesse nella Casa era quello della bellezza e vistosità, una 'grande bellezza', come non mancava di ribadire Palmio. Le povere e orfane 'senza bellezza' non potevano venire accettate e venivano dirottate negli Ospitali dove si potevano aiutare «con servir ad altri».

Chi erano i personaggi che governavano le Zitelle? I governatori e le governatrici che si assumevano questa responsabilità e, più che altro, come si configurava il governo o meglio il 'buon governo' della casa? Si può dire intanto che cospicui lasciti e generose elargizioni e beneficenze servivano al finanziamento dell'istituzione, e lo attestano, tra l'altro, i testamenti conservati negli archivi dell'IRE (Istituti di Ricovero ed Educazione), e le dispute, regolarmente registrate e protocollate, con gli eredi legittimi che quasi sempre contestavano il lascito dell'intero patrimonio o di una cospicua parte di esso alle Zitelle. Dai legati testamentari si traggono utili indicazioni sulla gestione e le risorse della casa. Di particolare rilievo i legati di quei governatori e di quelle governatrici che timbrarono, quale segno tangibile del loro avvicinarsi, l'arredo artistico della chiesa di S. Maria della Presentazione. Tra i documenti più significativi che riguardano i governatori si può segnalare il testamento di Bartolomeo Marchesi del 12 luglio 1583;<sup>18</sup> quello di

17. B. PALMIO, *Constituzioni et Regole della Casa delle Cittelle di Venezia*, con un discorso di B. Palmio 1587, Venezia, presso G. Albricci, 1701, in 8°, pp. 40, 118.

Le prime 30 pagine contengono la *Presentazione* di B. PALMIO, da Venezia, il 3 gennaio 1587; seguono 15 pagine di *Tavole dei Capitoli*, quindi la *Parte prima*:

(p. 1)

*Della Congregazione delli Governatori e delli Protettori.*

*Del numero de i Governatori. Capitolo i.*

*Delle conditioni che s'hanno a considerare nell'electione delli Governatori.*

*Dell'honor di Sua Divina Maestà, e della salute de' prossimi...*

(p. 17)

*Parte seconda.*

*Della Congregazione delle Governatrici e Protettrici.*

*Che del numero delle Governatrici ogn'anno s'eleggano quattro Protettrici quelle, che giudicheranno essere più idonee a tale officio.*

(p. 19)

*Parte quarta nella quale si tratta come s'hanno da accettare le Donzelle, e come s'hanno da collocare, o maritandole, o facendole Monache, secondo saranno loro da Dio ispirate.*

(p.20)

*Della qualità delle Donzelle, che s'hanno a ricevere in questa casa. Capitolo iii.*

*Come niuna altra sorte di Donzelle possa essere ammessa in questa Casa. Capitolo iv.*

18. Archivio di Stato, Venezia (d'ora innanzi asve): *Notarile, Testamenti*, Notaio Galeazzo Secco, b. 1190, n. 92, c. 2v; il sunto del testamento di Bartolomeo Marchesi sta in Archivio IRE: Zit, *Catastico Bianco*, n. 2, cc. 41-42, notaio G. B. Benzon. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., pp. 130-133, 150-151.

Federico Contarini del 6 marzo 1609<sup>19</sup> e per le 'matrone', in sequenza cronologica, quello di Arcangela da Canal, consorte del doge Nicolò da Ponte del 5 ottobre 1562;<sup>20</sup> di Caterina Medici del 2 agosto 1582;<sup>21</sup> di Lucretia da Ponte del 25 giugno 1613;<sup>22</sup> quello di Elisabetta Foppa del 14 gennaio 1622;<sup>23</sup> infine i due testamenti di Moceniga Mocenigo del 25 aprile 1672 e dell'11 maggio 1675;<sup>24</sup> da ultimo quello di Regina Nani del 6 febbraio 1733.<sup>25</sup>

Alla munificenza di uno dei primi governatori delle Zitelle, il mercante di origine bergamasca Bartolomeo Marchesi, si deve, ad es., la realizzazione dell'altar maggiore della chiesa, alla cui base il committente fu sepolto nel 1586. Leggiamo nel testamento di Marchesi, redatto il 12 luglio 1583, che l'altar maggiore – già attribuito da Tommaso Temanza al proto Jacopo Bozzetto<sup>26</sup> – doveva essere eretto: «[...] de consenso e voler di quelli magnifici Governatori e Governatrici del ditto luogo delle Cittelle e che avanti al ditto altare sia fatta la mia sepoltura, qual altar e sepoltura sia fatta onorata, nel qual altar e sepoltura sia speso ducati cinquecento d'oro e più e manco secondo parerà alli detti miei commissari [...]».<sup>27</sup>

Bartolomeo Marchesi fu un personaggio di rilievo nella gestione del pio luogo e munifico benefattore. Il 18 aprile 1580 il doge Nicolò da Ponte gli concedeva il privilegio della cittadinanza *de intus et extra*, un riconoscimento atteso da «Bartolomeo Marchesi fu de Missier Zaccaria da Bergamo il qual ha eletto per abitazione sua questa nostra città di Venezia nella quale già anni xxii in circa ha continuamente abitato».<sup>28</sup> Benedetto Palmio lo ricordava tra i governatori che accolsero il 10 giugno 1561 nella casa delle Zitelle, le prime giovani ospiti.<sup>29</sup>

Non bisogna tralasciare che il 'buon governo' della casa, a cominciare da Bartolomeo Marchesi e Federico Contarini, permise, tra l'altro, la creazione di un patrimonio artistico di valore inestimabile, conservato attualmente sia nella chiesa di S. Maria della Presentazione, sia nei depositi dell'IRE. L'arredo artistico, così come la fabbrica postpalladiana del complesso, che ne era, ed è, il prestigioso contenitore, furono realizzati grazie alle donazioni e ai lasciti o legati testamentari dei governatori e delle governatrici. Per la costruzione e la decorazione del collegio e della chiesa dedicata – e non poteva essere altrimenti – alla presentazione al tempio di Maria bambina, S. Maria della Presentazione appunto, non si era badato a spese, tanto che, a buon titolo, Giovanni Botero annoverava questa fabbrica tra le più ricche e sontuose. Così annotava Botero, non senza qualche enfasi, riferendosi alle chiese veneziane:

Sarebbe impresa malagevole s'io volessi qui la ricchezza et l'apparato delle fabbriche sacre, li loro pavimenti et mura di pietre nobili vagamente composti et vestiti, la moltitudine delle colonne de' serpentine, alabastri ... porfidi et de gli altri marmi ... la delicatezza delle sculture, la leggiadria delle pitture, la varietà de' tetti, la morbidezza degli stucchi rappresentare ... gli altari che non risplendono, anzi lampeggiano per via di panni d'arazzo riccamente tessuti, le gemme incavate e i vascellamenti d'oro e

19. ASVE: *Notarile, Testamenti*, Notaio Francesco Zambelli, b. 1086, n. 165, cc. 205-207; pubblicato in G. Cozzi, *Federico Contarini: un antiquario veneziano tra Rinascimento e Controriforma*, «Bollettino dell'Istituto di storia della società e dello stato veneziano», III, 1961, pp. 190-220; BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., pp. 133-135; 146, n. 33; 151-154.

20. ASVE: *Ospedali e luoghi pii*, Zitelle, b. 398, f. 165, c. 1r.

21. Archivio IRE: Zit, e B4.

22. ASVE: *Ospedali e luoghi pii*, Zitelle, b. 938, f. 164.

23. Archivio IRE: Zit, E 10, 9, cc. 18-25. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., pp. 136-137, 155-156.

24. Archivio IRE: Patr. 1 M 94.

25. Ivi, Zit, E 33, 2.

26. T. TEMANZA, *Vite dei più celebri architetti e scultori veneziani*, Venezia, 1778, p. 371; citato in BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 131, p. 145, n. 10.

27. ASVE: *Notarile, Testamenti*; Notaio Galeazzo Secco, b. 1190, n. 92, c. 2v. Il sunto del testamento di Bartolomeo Marchesi sta in Archivio IRE: Zit, *Catastico Bianco*, n. 2, cc. 141-142, notaio G. B. Benzon. BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., p. 145, nn. 7-8.

28. D. L. GARDANI, *La chiesa di Santa Maria della Presentazione*, Venezia, Stamperia di Venezia, 1861, pp. 25-26; BOCCAZZI MAZZA, *Committenti*, cit., pp. 130, 145, n. 6.

29. PALMIO, *Costituzioni*, cit., ed. 1738, pp. 4-5.

d'argento et gli altri arnesi come di smiraldi et rubini o ancor diamanti et perle orientali guarniti et tempestati, non solo gli occhi de' riguardanti con diletto meraviglioso intrattengono, ma gli animi ancora alla contemplazione delle celesti ricchezze sollevano.<sup>30</sup>

Si comprende così la magnificenza, ma anche l'importanza per la storia del collegio, e per l'avvicinarsi dei suoi governatori, che ebbe l'arredo della chiesa dedicata alla Vergine, arredo che fu potenziato, a partire dal 1580, per espressa volontà non solo di Bartolomeo Marchesi ma di altri governatori e benefattori da individuarsi sia nell'aristocrazia marciana, sia nel ceto mercantile di terraferma.

Ripercorrendo dunque, con il supporto dei documenti conservati nell'archivio dell'IRE – guidato per tanti anni con illuminata competenza dai curatori Silvia Lunardon e Giuseppe Ellero, responsabili dei Beni Storici e Archivistici dell'Ente – le vicende che portarono alla definizione dell'arredo del complesso della Giudecca, si può individuare una unitarietà e continuità nella creazione del patrimonio artistico dovuta anche al susseguirsi, nei secoli, dei ricchi lasciti di governatori e benefattori, governatrici e benefattrici. Si può affermare allora che nel complesso edilizio e all'interno della chiesa fu ed è tuttora scritta la storia dell'istituzione.

La costruzione di impronta e suggestione palladiana – ma riferite a Palladio solo le impalcature che erano servite per il cantiere del vicino Redentore – fu realizzata tra il 1581 e il 1588 forse da quel Simon Sorella, Proto della Procuratia de Supra dal 1572, attivo, tra l'altro, nel cantiere della chiesa, questa volta palladiana, di S. Giorgio Maggiore. Al di là della *querelle* attributiva – l'ipotesi per Sorella è di Martina Frank<sup>31</sup> – stretto e continuo fu il rapporto tra il proto della fabbrica e il governatore Federico Contarini, allora anche economo della casa.

Diversi e numerosi furono invece gli artisti che timbrarono nel corso dei secoli, tra Cinque e Settecento, con opere di grande pregio, l'arredo del complesso. Opere realizzate, si è detto, grazie ai generosi lasciti testamentari dei committenti.

Un programma preciso e iconograficamente riconducibile al mito di Venezia-Vergine. Dalla pala tardocinquecentesca di Francesco Bassano (per Bartolomeo Marchesi) alle tele di Palma il Giovane (per i coniugi Foppa) e di Antonio Vassillachi, l'Aliense (per Federico Contarini), eseguite nei primi anni del Seicento, fino alla imponente *Natività* di Pietro Ricchi (per Moceniga Mocenigo), cui si aggiungono le raffinate sculture di Jacopo Sansovino e di Giammaria Morlaiter, il filo rosso del tardo manierismo lagunare, con connessioni toscane ed emiliane, lega e unifica artisti diversi in un disegno comune di glorificazione della Vergine ed esaltazione del mito di Venezia che in questa si identifica.

Una storia, quella della committenza per la decorazione del complesso delle Zitelle, che viene a coincidere con la storia del collegio e del suo 'buon governo'. Basti notare la grande evidenza che fu data ai ritratti dei donatori/governatori, che si impadroniscono della scena – è il caso del ritratto di Federico Contarini nella tela dell'Aliense – che dominano la composizione relegando di fatto, in secondo piano, l'iconografia religiosa delle composizioni quasi a confermare, in questo modo, l'impronta laica che si volle dare al 'Buon Governo' della casa delle Zitelle.

30. Citato in G. BENZONI, *Venezia nell'età della Controriforma*, Milano, Mursia, 1973, pp. 106 ss.

31. M. FRANK, *Il luogo delle Zitelle*, in *Le Zitelle*, cit., pp. 97-128: 109.

ROSSANA VITALE D'ALBERTON

I GIARDINI DI CERA DELLA SERENISSIMA

GIO. BATTA TALAMINI, UN ORIGINALE CEROPLASTA

NELLA VENEZIA DEL SETTECENTO

LA ceroplastica, ossia l'arte di lavorare la cera, ha origini assai lontane. Molto comune presso i popoli dell'antico Egitto e quelli dell'Asia Minore che la riservarono alle pratiche magiche e rituali, fu ampiamente impiegata anche dai greci e latini per riprodurre maschere funerarie e immagini votive, consacrandola così fin dall'inizio come genere religioso o commemorativo, ampiamente ripreso e rivisitato in seguito presso tutti i popoli. Il metodo di lavorazione era sempre lo stesso, per fusione della materia o plasmando le figure direttamente a mano.

Nel Medioevo ed in epoca moderna la ceroplastica fu largamente impiegata dagli scultori anche per modellare oggetti vari da fondere in metallo, mentre a partire dai secc. XIII e XIV si fece ricorso alla cera come vera materia scultoria per figure funerarie di personaggi illustri o ancora di genere votivo. Ripercorrendo la storia della ceroplastica nei vari tempi, in particolare dal '5-'600, si può dire che l'elemento della morte ne costituisca un tema fondamentale, vista la predilezione di tale arte non solo per soggetti funerari e di martirio, rievocativi o di devozione popolare come gli ex-voto, ma anche per soggetti criminali quali appaiono nei musei delle cere francesi ed inglesi. Opere fatte per commuovere lo spirito, innalzarlo da questo mondo ispirando sentimenti religiosi, di rimpianto o di cordoglio. Niente di più lontano dai lavori solari di Gio. Batta Talamini, cerer veneziano della prima metà del Settecento, il cui giocoso estro creativo è volto ad esaltare la bellezza della vita con la delicatezza dei soggetti, la leggiadria delle forme, le decorazioni policrome e l'originalità delle composizioni, nelle quali tutto pare dettato dal solo desiderio di affascinare, rallegrare e sedurre gli animi. Le sue sono opere pensate per stupire ed ingannare l'occhio con la perfezione dell'esecuzione, attirare l'attenzione dei mercanti alla ricerca del nuovo con la varietà dei colori, incuriosire, per l'uso di un materiale insolito e l'originalità del soggetto – *le papuzze, le bozzette da acqua odorifera, le guantiere* – le capricciose favorite del sultano alle quali sono destinate. Personaggio assai complesso a metà strada fra alchimia e arte – si forma infatti quale *spezier da grosso* –, abile nelle manipolazioni e uso di essenze e nel contempo attento conoscitore del raffinato mondo artistico che lo circonda e da cui coglie l'amore per il fastoso e il ricercato, Gio. Batta Talamini diede vita ad una originalissima produzione in cui abilità, fantasia e creatività, coniugandosi con la ricerca e metodo scientifico, permisero di tentare forme e composizioni mai viste prima.

A Venezia, dove il gusto del bello e la raffinatezza dell'educazione artistica, hanno prodotto nei secoli opere insigni sia nell'architettura, scultura e soprattutto nella pittura, anche le arti industriali conobbero uno straordinario sviluppo, protette dal governo con la mitezza dei dazi d'entrata delle materie prime, con la concessione di diritti e di privilegi e più tardi con l'istituzione della magistratura dei 'savi o inquisitori alle arti' perché le vigilassero e studiassero i modi di renderle sempre più prospere e perfezionate.<sup>1</sup> Ne for-

1. Avvicinandosi la fine della Repubblica, anche le arti a Venezia furono destinate ad entrare in crisi per mancanza di nuove leggi e rispetto di quelle esistenti, dando luogo a contraffazioni, abusi ed illeciti esercizi delle stesse. Ormai in epoca napoleonica, la Deputazione mercantile, richiesta dalla Regia Deputazione alle Arti di un resoconto dello stato attuale delle Arti e manifatture venete, riferisce il 1° novembre 1790: «Purtroppo le arti di Venezia tanto floride un giorno, presentano un Quadro di desolazione e di deperimento, che deve commuovere chi si fissa a contemplarlo. Cause generali



Fig. 1. Venezia, Museo Correr. Rilievo policromo in cera con fondo e supporto vitreo nero, forse raffigurante il profilo di Carlo Gozzi, XVIII sec.

Equilibrio dell'Europa, posson soltanto rimediar alle prime: posson le seconde trovar qualche riparo ed emenda nella Legislazione e nei Lumi di chi presiede a ramo così interessante della National prosperità». Passando quindi in rassegna tutte le arti presenti a Venezia, di quella degli spezieri da grosso precisa: «L'arte che denominasi de spezieri da grosso non è in questa Città di poca considerazione, perché abbraccia i Confetturieri, il di cui lavoro si è al presente moltissimo dilatato, i Droghieri ossia Assortitori e Separatori di Droghe, che si distinguono in linea di cognizione, forse sopra tutti in Italia; i Fabricatori d'Oglio di Amandole, di cui vi è sempre un assai grande Consumo; i Cereri, cioè l'imbiancatori e lavoratori delle Cere, che impiegano molto numero di Persone, e che riuscendo per la position del Paese di una singolar candidezza e nitidezza, hanno uno smercio significativo ed i raffinatori di Zuccaro. Questi ultimi sono da varj anni in estrema decadenza [...]» – ASV: Inq. alle Arti, B. 15. Come si nota non si fa alcun accenno a particolari lavorazione di cere artistiche e colorate, segno che l'epoca del Talamini era veramente tramontata perdendosi anche la memoria –.

2. ASV: Milizia da Mar, B. 454.

3. A sostegno delle cererie di Venezia furono prese dai Cinque Savi numerosi provvedimenti che non riuscirono tuttavia ad arrestarne l'inevitabile declino. Se ne riporta un esempio:

Terminazione degli Illustri e Eccellentissimi Signori Cinque Savi alla Mercanzia in proposito del Biancheggiamento delle Cere, esecutiva del Sovrano Decreto dell'Eccellentissimo Senato dei 3 ottobre 1770. Ed approvata dal susseguente Decreto 20 Dicembre 1770.

[...] chiunque si sia Fabricator, Cerer, Specier, Droghier, Mercante, e qualunque altra condizione di Persone (niuna eccettuata) etiam privilegiata, che in esse città, Terre, e Luochi, e Ville della medesima Suddita Terra Ferma, poste di quà, o di là dal Mincio esenti, o non esenti, privilegiate o non privilegiate, ac etiam Giurisditini separate, ardisse di più tener eretti, od eriger giammai in alcun tempo Tavolati, e solari in Orti, Altane, ed altri luoghi eminenti esposti all'Aria, ed al Sole per uso dell'assolutamenteoe inibito Biancheggiamento di Cera, s'intenderà illico incorso non solo nella pena della immediata demolizione dei Tavolati, e Solari medesimi, ma nella perdita della Cera tutta biancheggiata e da Biancheggiare e nella ulteriore di Ducati 200 V. C. da essergli levata dai N. N. H. H. Capi di Provincia, o dai rispettivi N. N. H. H. Rappresentanti, Vicari, e Giurisdicenti: Non dovendo, ne potendosi in ora, o in avvenire erigersi tali utensili, o praticarsi tal Biancheggiamento che nella sola Dominante.

niscono testimonianza la fabbricazione dei velluti e dei broccati d'oro e d'argento, la filatura e tessitura di stoffe di seta, la lavorazione dei cuoi dorati, quella dei merletti e delle filigrane, i famosi lavori di vetro, le conterie e gli specchi di Murano e altre delicate fatture di orificeria. Di grande importanza fu anche la lavorazione della cera che i veneziani importavano soprattutto dal Levante e che grazie alle particolari condizioni ambientali della città e alla limpidezza dell'aria, potevano depurare senza pericolo delle polveri, ottenendone pregevoli manifatture. La produzione del Talamini viene ad apportare a tale arte nuovo slancio, in un momento in cui essa risulta a Venezia già fortemente in crisi, come testimonia una indagine condotta nel 1739 sui cereri,<sup>2</sup> per la concorrenza delle cererie di terra ferma,<sup>3</sup> per-

dipendenti dalle Politiche combinazioni, che sovvertono i Sociali e mercantili rapporti di tanta parte dell'Universo, producono questo tristissimo effetto con l'arenamento del commercio e della Navigazione, che danno alle Arti, Vita, moto et alimento, ma delle cause anche parziali si uniscono ad accrescere la loro deiezione e rovina. La sospirata pace, l'atteso



seguendo intenti artistici del tutto innovativi. Questi la distinguono infatti non solo da tutta la precedente produzione in ceroplastica, ma anche dai lavori di grandi ceroplastici contemporanei quali il bolognese Ercole Lelli e il fiorentino Clemente Susini, che portarono tale arte ai più alti livelli per lo studio sistematico dell'anatomia, o del siciliano Gaetano Zumbo autore delle cere della 'peste'. Utilizzando una tecnica capace di rendere particolarmente duttile la cera, nota a Venezia come *lavorazione a cerino*, e riuscendo nel contempo, grazie ai suoi studi, a renderla anche estremamente resistente, il Talamini riproduce infatti figure umane senza alcun intento scientifico – anatomico, funerario o di carattere religioso; si rivolge con estrema varietà ed attenzione al mondo della natura per la quale ebbe uno sguardo privilegiato, consegnandoci immagini cristallizzate di una primavera eternamente in fiore, ma tutto questo senza alcuno scopo didattico o interesse naturalistico. Non abbiamo in sostanza alcun elemento che ci permetta di dire che Gio Batta Talamini, nel suo fervore innovativo, abbia mai inteso offrire nient'altro che un piacere estetico, mirando ad appagare il gusto del bello piuttosto che ad arricchire il repertorio della scienza medica o a soddisfare il crescente desiderio di classificazione della botanica, con la sola consapevolezza di aver aperto nuovi orizzonti ed aver suscitato unanimi consensi ed apprezzamenti per un'arte che si avviava verso un inarrestabile declino. In un'epoca in cui la Serenissima celebra la sua fine con l'ostentazione di fasti illusori, di un lusso e potenza che più non le appartengono, si può forse dire che anche quest'artista abbia inteso celebrare con le sue opere il gusto dell'effimero, affidando, in un raffinato gioco delle apparenze, la sua artistica creatività ad un umilissimo materiale.

L'arte della ceroplastica era evidentemente conosciuta a Venezia molto prima dell'epoca del Talamini, per lo meno dalla metà del XIV sec. come attestano le madonne vestite, i soggetti sacri, l'uso delle figure funerarie quali la testa del doge Alvise IV Mocenigo conservata a S. Rocco o la famosa serie di teste di capuccini della Chiesa del Redentore. Al Museo Correr sono conservati oltre ai famosi modellini e bozzetti in cera del Canova, opere minori di cui non si è riusciti a risalire alla fonte, quali un busto di origine settecentesca forse raffigurante uno dei fratelli Gozzi (FIG. 1), nove pezzi raffiguranti le Furie d'Ercole, dodici busti in profilo dei primi Cesari. Accanto a questo repertorio, di scarso valore artistico e privo di alcuno spunto di originalità rispetto ad altre produzioni in ceroplastica, sia di scuole nordiche o dell'Italia meridionale, compaiono anche quattro piccoli quadretti di origine settecentesca realizzati su un piano di specchio, riproducenti scene rustiche tratte dai quadri di David Teniers, nonché un analogo altorilievo raffigurante una scena agreste, che per la finezza dei tratti, la cura dei particolari e soprattutto la presenza di un colore estremamente vivido, potrebbero essere riconducibili alla bottega del Talamini (FIG. 2). L'ipotesi potrebbe avvalorarsi anche dalla considerazione che essi provengono dal fondo di Teodoro Correr e che proprio Pietro Correr fu un grande estimatore del Talamini. Tolta questa ipotesi, non è stato possibile, allo stato attuale della ricerca, reperire a Venezia nessun'opera sicuramente attribuibile a quest'artista e ciò pare spiegarsi in parte con l'intrinseca fragilità dei componenti, il mutare dei gusti che potrebbe facilmente aver fatto accantonare oggetti realizzati in un materiale di per sé povero, ma soprattutto col dire che la maggior parte delle sue opere furono inviate all'estero, in special modo a Costantinopoli.

#### GIO. BATTÀ TALAMINI

Gio. Batta Talamini *cerer*, di origini cadorine vive ed opera a Venezia nella prima metà del XVIII sec., dove presumibilmente nacque intorno al 1700-1701, da Jseppo e Giacomina Comencini. Formatosi quale *spezzer da confetti* con bottega denominata *la Madonna del Fonte* sul ponte di Rialto, divenne in seguito inventore di un nuovo



FIG. 2.



FIG. 3.

FIGG. 2-3-4-5. Museo Correr. Altorlievi in cera policroma con cornice dorata settecentesca. Si tratta di una serie di quattro composizioni che prendono spunto da dipinti di David Teniers il giovane, raffiguranti scene rustiche di interni, a cui fanno da sfondo scorci di paesaggio. Provenienti da un legato di Teodoro Correr, si ritengono opere di ambito veneziano.



FIG. 4.



FIG. 5.

metodo per lavorare la cera, non più solo bianca ma di variopinti colori, da lui resa così resistente da fornire materia per servizi da the, caffè e cioccolata. In seguito a questo attirò ben presto su di sé l'attenzione dei Cinque Savi alla Mercanzia, che videro nei suoi originali lavori, apprezzati in tutte le nazioni europee ed in particolar modo a Costantinopoli, una concreta possibilità di rilancio delle cererie veneziane già da molti anni in aperta crisi, nonché di tutta una serie di arti minori che il Talamini impiegava abbondantemente nelle sue creazioni. Queste consistevano principalmente in realizzazioni di alberi da frutta al naturale, fiori e piante di svariatissime specie, con i quali componeva elaborati trionfi da tavola, animali policromi di ogni genere, figure di uomini e donne vestiti, ninnoli e preziosi servizi di tazze, cassette artistiche, torce e vasi decorati. Egli veniva in sostanza a riprodurre in cera quanto il gusto del tempo già apprezzava, come, ad es., i raffinati servizi da tavola di Sèvres, i motivi floreali, in argento o in piuma, le sculture di verzura già sapientemente rese in veneto nel '4-'500, i grandi vasi di frutta che adornavano le ville di campagna, ed in particolare il motivo del giardino che nel settecento sempre più si connotava come luogo di delizie, di svago, di allegrezza e come tale da riproporre come elemento decorativo nelle sale e sulle tavole. La creatività del Talamini trova a tale proposito eloquente espressione in un centro tavola descritto dal Gradenigo, esposto dopo la sua morte, dalla nipote che lo aveva sempre affiancato nei lavori, dove ben si evidenzia l'alto livello tecnico che aveva raggiunto la sua bottega e quella predilezione per le decorazioni elaborate che caratterizzavano il secolo: «Manifattura assai bella, e rara al tempo corrente, lavorata da Teresa nipote del fu Gio. Batta Talamini e da di lui Scolari, et eredi della Impresa. Questa è di semplice cerino fillato, con cui composero frutti, e fiori naturali e meravigliosi sopra un *deser*<sup>4</sup> per una tavola capace di 20 persone. Questo è in cinque pezzi, piantato sopra fondo di specchi, e cristalli, et attorniato da una soaza di legno dorata, non che radescato di verde a foggia di giardino. Vasi, arboscelli, viali, fontane sopra piedistali con le dovute distanze, e figure naturali, che additano nozze e due sposi, e non altro manca, che il sapore d'ogni vivanda. Oltre l'accennato *deser*, tengono nella loro casa al Ponte di Rialto certi vollatili d'ogni sorte, che pajono vivi, cioè tortore, quaglie, galline, galli, anitre, papagalli, grue, et ogn'altro bipede sopra suolo indorato, et coperto di vetri».<sup>5</sup> Purtroppo anche queste opere, come tutte le altre composizioni del Talamini, sono andate perdute, ma il bellissimo esempio di giardino all'italiana attribuito a Giuseppe Briati,<sup>6</sup> conservato al

[...] nel tempo stesso resta vietato ai Fabbrikatori Cereri, Specieri, Drogghieri, Mercanti, ed a chiunque altro (niuno eccetuato) della Terra Ferma Suddita predetta, etiam privilegiato, l'acquistar, od attraer da Esteri Luochi Formelle Biancheggiate, e Granziol, e molto meno Cere Lavorate, siano Candele, Candeloti, Torzi, Magioli, Cerei, Cordolo, ed altro, in pena della perdita della Roba, di Ducati 100 V. C. per cadauna contraffazione e della immediata perdita pure degli Animali, e Carri che le trasportassero non potendo tali Capi e Lavori esser estratti che dalla sola Dominante, quale è stata sempre per la privativa del Lavoro rispetto à Stati Sudditi, riconosciuta e considerata la dispensatrice di un tal genere.

[...] resta per ultimo permesso a Fabbrikatori Cereri di Venezia. [...] di ricorrere immediate o a questo Mag.to o a rispettivi N.N.H.H. Pubblici Rappresentanti Capi di Provincia onde siano immediate tolti gli abusi [...]. Addi 7 Genn. 1770 M. V. (ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 374)

In presenza di tali abusi i Cinque savi non esitavano ad ordinare l'immediata demolizione delle cererie o botteghe abusive, come troviamo, ad es., documentato l'11 settembre 1777 per la bottega di Giuseppe Pezzi cerer di Verona (ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 387 Diversorum). Tra i fabbricatori di cere dell'epoca del Talamini ricordiamo in particolare il nome di Gio. Batta Kenigshaven che negli anni 1762-1768 riuscì ad ottenere significativi contratti di fornitura con la Corte di Spagna e il Regno di Napoli per torce, candele e ceri pasquali (ASV: Cinque Savi alla Mercanzia, B. 367; B. 374).

4. *Deser*, dal francese *dessert*, era un centro tavola costituito da numerosi elementi che potevano raggiungere anche grandi dimensioni e i cui soggetti venivano spesso desunti dall'architettura, scene di teatro o di giochi. Esso fu un genere che nel Settecento acquistò grande fortuna. A proposito della realizzazione di animali in cera ricordiamo anche i lavori dello scultore francese Antoine-Louis Barye (1795-1875), oggi conservati al Louvre, dove però la tecnica di lavorazione, basata sull'utilizzo di una arminterna, è ben differente da quella *del solo cerino* impiegata dal Talamini.

5. BMCV: 29 nov. 1761 - Mss Gradenigo 67/viii, c. 32

6. Il Tassini, rifacendosi all'opera di Giovanni Rossi sopra i *Costumi e le Leggi dei veneziani*, riportata anche dal Cicogna dice «non eravi oggetto di cui non intraprendesse e non conseguisse l'imitazione, e fiori, e frutti, e ponti e giardini, e animali e figure, tutto riduceva alla perfezione. Allora per tutte le mense i signori pompeggiarono i vaghi adornamenti,

Museo vetrario di Murano,<sup>7</sup> in cristallo e lattimo, del medesimo periodo, proveniente dagli arredi del Palazzo Morosini di S. Stefano (FIGG. 7-7bis), fornisce un ottimo spunto e indicazioni su come dovevano essere le realizzazioni in cera, in cui gli elaborati motivi formali e quelli architettonici acquistavano uno straordinario risalto, mettendo facilmente in sottordine la povertà del materiale nel quale venivano realizzati. Al di là dell'accennato *deser*, vi è da dire che il Talamini ebbe certamente sempre un rapporto molto stretto con le fucine muranesi, visto l'impiego di vetri e specchi che si ritrovano costantemente nelle sue composizioni e l'affinità dei soggetti trattati, non solo grandi *deser* e fantasiose alzate da tavola ma anche artistiche bottiglie, fiori e frutta.

Dal 1724 egli si dedica a perfezionare la cosiddetta lavorazione *a cerino*, riuscendo nel contempo ad ottenere, nel 1739, anche un esclusivo metodo di colorazione. Attento osservatore del suo tempo, egli riverserà sulla cera, fino ad allora solo bianca o d'oro, tutta una infinità di colori, trasferendovi, in una sorta di virtuosismo che si evidenzia in particolare nelle sfumature cromatiche dei fiori, quelle suggestioni che i grandi maestri contemporanei rendevano in modo straordinario sulle tele. Concessagli la somma di ducati 25 al mese affinché istruisse giovani nella sua nuova arte, in seguito al decreto del Senato 23 novembre 1752, egli divenne ben presto uno degli artisti più richiesti del tempo, al quale la Serenissima era solita rivolgersi per i pubblici doni e le regalie che i Baili erano tenuti a fare ai vari funzionari della Porta. La sua morte avvenuta il 10 aprile 1760 nella casa in Corte della Regina a S. Bortolomio – dove aveva anche il laboratorio – poco tempo dopo aver formato una società con i giovani da lui istruiti, la nipote Teresa Amadio e la moglie Rosa Beltrame, segna però la fine della nuova arte ed il suo segreto pare essersi smarrito nel tempo, non essendo stati in grado gli allievi, ai quali egli aveva lasciato in eredità la bottega con i suoi particolari strumenti, di continuarne l'attività, per motivi che non conosciamo completamente, ma alla base dei quali stanno sicuramente le liti subito sorte fra gli eredi per la conduzione della bottega medesima. Tuttavia grazie al ricco repertorio d'archivio rinvenuto, contenente indicazioni precise sulle numerose opere e le tappe fondamentali della sua vicenda umana, possiamo dire di conoscere con soddisfacente approssimazione quest'artista che ebbe principalmente il merito di aver saputo trasferire in un umile materiale, le tendenze artistiche del suo tempo, senza mai ridurre le sue creazioni a mera imitazione, dando vita al contrario, in un raffinato linguaggio, a creazioni e forme di affascinante novità nella storia della ceroplastica.

#### GIO. BATTA TALAMINI (1700-1760)

10 Aprile 1760-giovedì. Gio. Batta fu Giuseppe Talamini morì<sup>8</sup> nella contrada di S. Bortolomeo. Fù speciale di somma bontà e di tribolata sorte, sotto l'insegna della Madonna del Fonte. Poi Iddio le avvalorò l'intelletto, ed introdusse l'arte di figurare li Cerini, nella quale spiccò incomparabilmente. In oriente et occidente passavano le di lui rare manufatture modellate con verità e colorito, rappresentanti fiori, frutti, vasi, animali d'ogni specie, tanto che secondato dall'idee di commercio, e di decoro della patria, preso fu in pubblica protezione dall'1752, assegnandole il Senato un congruo mensile onerario vita durante di ducati 25 argento, acciò allevare dovesse alquanti giovanetti, valevoli ad apprendere altrettanto. Dio conceda al medesimo la gloria beata. Egli avea l'età di 59 anni. Testò in atti del Nodaro Jseppo Bellan. Egli lucrava 2000 ducati all'anno e ne dava la terza parte in elemosina.<sup>9</sup>

chiamati *dezert*, e questi spesso di pasta, di zucchero e di porcellana, diventarono quasi tutti di vetro, e di vetro del Briati, abbellendosene gli stessi pranzi pubblici del Doge», mettendo efficacemente in luce l'affinità della produzione muranese del Briati con quella del Talamini

7. L'impianto di questo giardino su base allungata rettangolare, con la tradizionale struttura a riparti regolari, ricorda molto da vicino il famoso giardino veneto di villa Barbarigo della fine del seicento, testimoniando nei suoi elementi classicheggianti, come la moda del giardino all'inglese, diffusasi in Europa dai primi decenni del settecento, ove si abolivano motivi architettonici e formali per lasciare il paesaggio al naturale, stenti ancora ad essere apprezzata nella cultura di villa della Serenissima.

8. ASV: Necrologi 1760, B. 947: «Gio. Batta Tallamini, d'anni 60 di febbre acuta maligna - medico Pisani - contrada S. Bortolomio - ore 3 11 Aprile 1760».

9. BMC: Mss. Gradenigo-Dolfen, 67/v, c. 137





Fig. 6. Venezia, Museo Correr. Altorilievo in cera policroma con cornice lignea nera, di fattura settecentesca, illustrante una scena campestre. Compagno alberi da frutta e vegetazione, elementi cari al Talamini.

Gran perdita si sarebbe fatta in Gio. Battista Talamini passato a miglior vita, nella contrada di S. Bortolameo di Venezia adì 10 Aprile, se la pubblica larghezza, antivedendo gli umani casi, non avesse, sette anni avanti, provveduto contro a tale accidente. Noto è a ciascuno, che il Talamini con molte sottili invenzioni e pruove, era pervenuto con particolare giudizio et con ferri inventati da lui, a colorire, trafile e lavorare la cera, per modo che con essa imitava ogni qualità di piante, fiori, frutti, animali tanto al naturale, che ne rimaneva l'occhio ingannato, e che oltre a ciò dava tanto di durezza alla cera, che la rendeva, almeno per qualche tempo, atta a soffrire in foggia di chicara, di tazza, o di vaso, acqua, o qualunque liquore. Tale invenzione piaque non solamente qui, ma in diverse parti del mondo, et fu si gradita, che d'ogni lato a concorrenza gliene venivano ordinazioni. Questa nobilissima patria, madre e nudrice degli ingegni, con specioso decreto del Senato, diede facoltà al collegio de cinque Savij alla Mercanzia fin dall'anno 1753 di beneficiare il Talamini con 300 ducati effettivi annui, parte per suo trovato e parte perché a beneficio della società si togliesse ad allevare sei giovinetti et ad insegnare a quelli a poco a poco quel, che era perfezione, e cognizione di tal ministero, acciò che l'arte da lui ritrovata in più artefici

si allargasse, e qui prendesse stabilimento. Peritissimi infatti divennero essi giovani sotto la guida di sì bravo maestro, tanto che il primo giorno di marzo del corrente anno 1760 gli aveva seco presi in compagnia anche dell'utilità de lavori, i quali già uscivano più in abbondanza et più varj, dappoiché vi entrava il genio et il consiglio di molti. Ma deffonto il loro capo pieno di buona amicizia, e gratitudine per li compagni suoi, lasciò ad essi per testamento tutti li ferri, et secreti del colorire, e degli impasti, et ogni altra regola conferì loro, perché sempre di ben in meglio s'avanzasse la manifattura. Sperasi adunque, che non cesserà il negozio, essendo insorta una Società nella quale entrano la moglie, una nepote, et sei allievi, et correrà da qui in poi col nome degli *Alunni di Gio. Battista Talamini*. Siccome il tempo, la diligenza, e l'amore ad un'arte, arrecano sempre miglioramento, si tiene e spera che una cosa inventata da un 'ingegno attivissimo, e già coltivata dalla pubblica generosità, et pervenuta alle mani di giovani desiderosi di onore, riuscirà più bella e gradita. Ciò dia animo agli intelletti del popolo veneziano, che sappia poter ritrovare in qualche arte preziose novità, non prevedute prima; e che se il Talamini avesse creduto, che nelle candelle, nelli cerini, e nelle torcie, et in altre manipolazioni fosse stato terminato quanto si poteva scoprire intorno alla cera, si sarebbe arrestato alle cose vecchie, e non avrebbe giovato con le moderne verso li giovani eredi, et a tanti, che col futuro tempo sotto de medesimi s'occuparono nel mestiere, tutto galanteria, e gentilezza et interessatezza.<sup>10</sup>

Queste brevi memorie riportate dai Commemoriali Gradenigo riassumono efficacemente i tratti salienti della vita del Talamini, la sua attività e il desiderio di vedere tramandata la sua arte.

10. BMC: Mss. Gradenigo-Dolfin. 200, XIX, c. 177.

Contrariamente però alle sue aspettative, e a quelle espresse dalla Serenissima – la storia degli uomini corre lungo sentieri che sfuggono alle regole, alle previsioni e pianificazioni –, gli eredi non furono in grado di continuare validamente l'opera del maestro, motivo per cui le sue manifatture ed il suo stesso nome, conosceranno l'ingiusta sorte di venire frettolosamente dimenticati.

Le sue scoperte ed i particolari metodi impiegati nella lavorazione della cera, destinati a vivere all'interno della sua bottega, restano tutt'oggi un mistero né compaiono cenni relativi ad essi ed al loro inventore in nessun trattato scientifico o enciclopedia d'arte. Significativo appare al riguardo il refuso del nome che solo pochi anni dopo la morte compie Francesco Grisellini, attribuendo il merito della nuova lavorazione non a Gio. Batta ma a *Domenico Talamini*.

Ma chi era dunque questo Talamini la cui figura artistica pare aver segnato in modo così sensibile la già straordinaria produzione artistica veneziana? Un ricco repertorio di archivio viene in parte a compensarci del mancato ritrovamento delle opere, consentendoci di ricostruire in modo abbastanza completo la sua vita e la sua presenza nella città. Si tratta di documenti in gran parte provenienti da diversi fondi dell'Archivio di Stato di Venezia, dalla Biblioteca del Museo Correr, ma anche da vari archivi parrocchiali. In alcuni casi contengono solo brevi riferimenti e annotazioni, ma spesso sono notizie dettagliate e puntuali che permettono di far luce su diversi aspetti della attività del Talamini. Si potrebbe in realtà parlare di tre fonti distinte, quelle che riguardano la sua vita privata, la sua relazione col mondo artistico ed economico, quelle infine riguardanti la descrizione delle opere e la loro destinazione.

Egli nasce, presumibilmente a Venezia, da Jseppo e Giacomina Comencini.<sup>11</sup> Attualmente poco si sa dei suoi anni giovanili nei quali, come egli stesso comunica in una Supplica ai Cinque Savi, era stato apprendista in una bottega di cera.<sup>12</sup>

11. Nell'Archivio parrocchiale della Chiesa di S. Matteo, reg. 3 dei Matrimoni, si incontra questa notizia: «Adì 24 febbraio 1699 - Il sig. Jseppo del fu Lorenzo Talamini di S. Luca e la signora Giacomina del fu Gio. Batta Comencini della nostra contrà. Testimoni furono il molto Ill.mo sig. Giacomo Donchar e il R. D. Antonio Cassiani sagrestano», il che farebbe pensare ad una famiglia di un certo rilievo fin da quel tempo. In realtà sappiamo che Jseppo Talamini esercitava la professione di *varoter* con bottega in *faccia la corderia* sicuramente fino al 1737, come risulta dall'Anagrafico (catasto III) dell'arch. parr. di S. Giovanni Elemosinario, mentre abitava subito dopo il matrimonio *sopra la Scala del Morosini*, pagando di affitto nel 1701 al N.H. Morosini dal Zardin ducati 44, ed in seguito calle Toscana, nella casa di Pietro Greco. Egli era *bombardier*, ossia appartenente ad un corpo di artiglieria urbana che nel Settecento serviva come guardia di onore nelle pubbliche solennità. Giovanni Dolcetti nel suo lavoro sulla nobiltà argentea veneziana, alla voce Talamini riporta brevi notizie su Gio. Batta *lavoratore di cera* e del matrimonio di Jseppo, ma non collega i due per evidente mancanza di altri dati. Egli da parimenti notizia della nascita di un Lorenzo Talamini di cui dice che il 18 agosto 1749 entrò nel rango dei Ragionati, ignorando anche in questo caso la sua parentela con Gio. Batta e il padre Jseppo. Nei registri parrocchiali di S. Giovanni Elemosinario si ha notizia sia del battesimo di questo Lorenzo Antonio Talamini, 16 maggio 1749 che dell'altro fratello Marco Giovanni, 29 dicembre 1721, che si ritroverà poi impiegato come *giovine* nella bottega di Gio. Batta, nonché di quello dell'unica sorella Prudenza Regina, 6 novembre 1714. Manca invece notizia del battesimo di Gio. Batta. Dai Notatori Gradenigo sappiamo inoltre che la madre del Talamini morì il 14 febbraio 1759: «14 febbraio 1759-Domenica-morì Giacomina Talamini, Madre del famoso Gio. Batta di Giuseppe Talamini, Inventore di figurati Cerini con preciso ingegno, et arte non più usata né in Venezia né altrove, rappresentando Egli Animali, Frutti, Vasi e mille altre sorti di naturali prodotti, con molta utilità sua e Commercio fortunato» (BMC: Miss. Gradenigo-Dolfn, 67/v, c. 120).

12. Questo garzonato gli valse titolo per la successiva ammissione all'arte degli spezieri, poiché come si rileva dal proclama a stampa della Milizia da mar 30 dicembre 1779, i requisiti per l'ingresso nella professione degli spezieri da grosso, che rientrano nelle arti di consumo e commercio, sono: «esser figlio di capomastro in esercizio di attività [...] oppure aver servito gli anni cinque che le leggi prescrivono, sotto uno o più dei vari componenti l'Università stessa, che sono gli specieri da grosso, li cereri, i raffinatori di zuccheri, li droghieri, li fabbricatori d'oglio di mandorle dolci [...] e non può esser admissa la servitù che diversamente prestata si fosse [...] restano pertanto esclusi lavoranti provenienti da botteghe di professioni o arti estranee, sebbene gestite da persone, ascritte in mala fede alla corporazione degli spezieri da grosso, che indebitamente vendono alcuni generi a questi spettanti» (ASV: Inquisitorato alle Arti, B. 93). Da questi anni in poi, con il declino inarrestabile della Serenissima, tutte le arti un tempo tanto floride, presentano un quadro di desolazione e deperimento. Da un censimento promosso dai Cinque Savi risultano così esservi state a Venezia nel 1662 ben 30 cererie, mentre già nel 1753, anni in cui opera il Talamini, paiono essersi ridotte a 19, non essendo la loro arte redditizia come una volta, avendo ormai perso Venezia il monopolio nella lavorazione e biancheggiatura della cera. Vedasi sull'argomento la supplica ai Cinque Savi del 17 maggio 1753 dei negozianti di cere, imploranti «ulteriori provvidenze a maggior beneficio delle loro cerarie» (ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 374).



FIG. 7. Murano, Museo del vetro. Realizzazione di un giardino all'italiana in vetro e lattimo attribuito a Giuseppe Briati che introdusse a Murano nel 1730 l'arte appresa in Boemia di ridurre il vetro in cristallo.

Ebbe inseguito bottega da speciale da grosso<sup>13</sup> da prima in Ruga degli orefici e quindi a Rialto, all'insegna della Madonna del Fonte, forse la stessa bottega dove inseguito si dedicò ai suoi famosi lavori in cera. Di certo sappiamo che nel 1721 abita in Ruga degli orefici ed esercita la professione di *specier* da confetti, mentre dal 1738 abita in Corte di Ca' Civran<sup>14</sup> (Fig. 8) dove nel 1744, sposato e in buona condizione economica, si permette di tenere presso di se una domestica, Rosa Candide, un garzone, Bortolo Tiraboto e suo fratello Marco Talamini come *giovine*, pagando di affitto ducati 44. Egli resterà in questa casa dotata di un'ampia corte dove poteva svolgere i suoi lavori fino al 1746, anno in cui i Civran, che si erano allontanati dal loro palazzo presumibilmente inseguito ai rimodernamenti effettuati alla fine del '600, vi si stabiliscono nuovamente. È possibile conoscere i luoghi di abitazione del Talamini, che gravitò sempre nella zona degli affari di Rialto, dai periodici censimenti degli abitanti delle contrade che i vari parroci erano tenuti a redigere per ordine del Magistrato alle Pompe. Il parroco di S. Bortolomio, Bortolo Corbelotti, nel suo

13. Negli Anagrafici (catasto III) dell'archivio parrocchiale di S. Giovanni Elemosinario di Venezia si identifica nel 1721 in ruga degli orefici una «casa e bottega ad affitto del sig. Gio. Batta Talamini, specier da confetti-paga ducati 45».

14. Archivio Parrocchiale della chiesa di S. Giovanni Crisostomo, Squarzi di contrada 3



Fig. 7-bis. Murano, Museo del vetro. Giardino in vetro di Autore sconosciuto, di epoca più tarda.



censimento dei *Parrocchiani come anco delli Botteghieri colle loro rispettive Contrade*, il 13 luglio 1745 indica il Talamini come *cerer*, con bottega al ponte di Rialto ma abitante ancora a S. Giovanni Grisostomo, ove paga la somma di 60 ducati l'anno.<sup>15</sup> Nella nota del 21 agosto 1746 per la contrada di S. Giovanni Grisostomo, il suo nome appare però fra «le ditte che siano assolate dalla tansa dè Ferali, per esser le medesime, o morte, o povere, o di niuna cognizione a parochi medesimi», essendosi egli nel frattempo trasferito, come si legge nella nota del 20 luglio 1746: «Calle Civran – Partì Gio. Batta Talamini ed andò ad abitare a S. Bartolomio ed in detta casa abita il N. H. Antonio Civran, casa di sua ragione», e nella successiva del 18 aprile 1747: «Corte di Ca' Civran, G. Batta Talamini hora abita a S. Bortolomio, pagò in detta ducati 44; in detta casa abita il N. H. Antonio Civran<sup>16</sup> – Anche nella calle del Luganegher il N. H. Gerolamo Civran occupa la casa di sua proprietà al posto del precedente locatario Zuane Gasparini che andò ad abitare a S. Fanti»<sup>17</sup> cambiamento da ultimo confermato nella nota dell'8 luglio 1750: «Palazzo di Ca' Civran, abitato dal N. H. Antonio Civran e fratelli, di loro propria ragione».<sup>18</sup>

Viceversa nella nota «di quelli che sono partiti dalla Parochia di S. Bortolo e di chi in loro vece sono subintrati, giusto l'ordine del mag. Ecc. mo delle Pompe 27 aprile 1747» si legge: «Corte della Regina, nome dei partiti: Carlo Ferrari - non sta più - nome dei subintranti: Gio. Batta Talamini, *cerer*». Si può dunque dire che uno sfratto da parte dei proprietari, costrinse il Talamini a cercare nella zona dove aveva la sua attività una nuova abitazione. La Corte della Regina (FIGG. 9-9bis) rispondeva bene alle sue esigenze, ai piedi del ponte di Rialto, con probabili accessi sulla riva, in un contesto architettonico di prestigio. Il 24 luglio 1750 il Vicario Perpetuo di S. Bortolomio, relativamente al pagamento delle tasse ferali annota ancora: «S. Bortolomio - Ponte di Rialto - casa e Bottega, G. B. Talamini *Cerer* - in famiglia 2 - lire 100».<sup>19</sup>

Tale sistemazione compare in una analoga nota, sempre dello stesso periodo,<sup>20</sup> inducendo alla considerazione che venisse ora ritenuta come *sul Ponte* anche la casa in Corte della Regina, che vi si affacciava, dato che nell'elenco degli abitanti della corte, in tutto quattro famiglie, considerata anche la Volta, il nome del Talamini non compare. Viceversa nell'ultima relazione del Vicario al Magistrato alle Pompe del 23 settembre 1775,<sup>21</sup> successiva quindi alla morte del Talamini, la bottega sul Ponte non compare più, segno evidente che l'epoca d'oro del Talamini si era definitivamente chiusa.

Come si è visto, sappiamo inoltre con certezza che egli si dedicò ai lavori di cerino nel 1724 e che nel 1739 diede inizio a quella sua straordinaria produzione artistica che lo portò a divenire, dopo il decreto del Senato 23 novembre 1752, uno degli artigiani più apprezzati del suo tempo, ai quali la Serenissima era solita rivolgersi in caso di pubblici doni. Risale probabilmente a questi anni anche il conferimento della carica di *bolador* e *garbellador* di Comun di cui si ha notizia nell'inventario testamentario.

Significativa appare la sua relazione con Pietro Correr, di cui egli stesso ci dice, il quale in veste di commissario ai confini del Tirolo (1748) ebbe modo di far apprezzare

15. Il mag. alle Pompe, per fini fiscali, ma certamente anche di ordine pubblico, richiedeva periodicamente ai parroci di notificare l'avvicinarsi dei parrocchiani nelle loro contrade, ottenendo un soddisfacente grado di informazione sulla popolazione residente, con la seguente formula d'uso: «D'ordine del Mag. Ecc. mo delle pompe, si trasmette a voi Reverendissimo Piovano o Sagrestano, che presentar dobbiate nel presente Ecc. mo Mag. to nel termine di giorni 8, la nota di quelli che sono entrati nel corso del presente anno ad abitare di nuovo nella vostra contrada e render pur conto delli qui appiedi registrati nomi, se più vi siano, e dove sono andati o chi in loro vece siano subintrati e ciò tutto con giuramento e sigillo» (ASV: Provv. alle Pompe, B. 13).

16. I Civran, antica famiglia veneziana, che il Tassini riporta abbia cooperato all'elezione del 1° doge nel 687, abitarono questo palazzo a S. G. Crisostomo già nel XIV sec. Se ne conosce l'aspetto più antico dal famoso dipinto del Miracolo della Croce del Carpaccio.

17. ASV: Provv. alle Pompe, B. 13.

18. Ivi, B. 15.

19. Ivi, B. 17.

20. Ivi, B. 16.

21. Ivi, B. 13.



a Rovereto i nuovi lavori, sostenendoli inseguito quale ambasciatore plenipotenziario alla corte di Vienna nel 1757.<sup>22</sup> Dopo una breve parentesi quale ambasciatore presso la Santa Sede, eletto Bailo alla Porta nel 1760, egli diede ancora molto lavoro alla bottega del Talamini ricorrendo sovente ad essa in occasione delle *Regalie* che i Veneziani erano tenuti a fare ai funzionari turchi in occasione delle loro cariche in Levante.<sup>23</sup> Pur avendo di questi lavori una descrizione precisa che riporteremo più avanti, essi restano purtroppo documentati solo sulla carta, non essendo stato possibile per ora, come si è detto, effettuare delle attribuzioni certe o di più, reperirne qualcuno.

Per meglio comprendere l'importanza dei nuovi lavori in cera del Talamini è necessario soffermarsi brevemente sul contesto artistico ed economico nel quale egli si trovò ad operare, affidandoci in particolare alle fonti che illustrano la tecnica del cerino, da lui magistralmente impiegata.

#### LA LAVORAZIONE DELLA CERA A VENEZIA<sup>24</sup>

##### *Cera biancheggiata*

Havendo la Divina Provvidenza per l'Universale beneficio dè popoli, con particolar prerogativa conceduto ad ogni reggione differente clima e differente abilità di produrre, o con l'ordine di natura o con quello delli Stati, beneficò oltre li altri molto mirabili privilegi, questo fortunatissimo Veneto Cielo, con quello ancora di biancheggiare in modo sublime la Cera, il di cui candore sorpassa senza paragone qualunque attestato pur industrie di qualunque altra Straniera nazione. (...) Quelle Cere che portano il primo vanto in qualità e bellezza sono le provenienti dalla Valacchia e Moldavia, Costantinopoli e Smirne e suoi distretti e tutte le isole dell'Arcipelago. In secondo grado Belgrado, Servia et Albania e tutte le isole della Dalmazia. In terzo grado Moscovia e Ongaria, Africa. In quarto grado la Germania e tutta l'Italia. Or che habbiamo detto del Clima e qualità che influenza a questo raro biancheggio, anche l'Arte concorre ad aumentarli la sua perfezione e perciò in primo d'ogni altra cosa fu preveduto il scielger per l'impianto delle Cererie il più acconcio ed esposto cusì che il sole mai gli manchi, e situato né gli ultimi confini della Città affine che lontano sia dalla Polvere. Quindi posta la cera in caldaie di rame molto bene stagniate, e con foro sufficiente, liquefatta si lascia questa per ore due deponere, poscia si trasporta dalla detta Caldaia in altro recipiente ivi vicino, pur di rame stagnato con buchi qual corrisponde, sopra molinello, ad una gran Pilla di Pietra con aqua drento e riducendosi in essi la Cera stessa in figura di tagliadelle, sopra solari di legno coperti di tella, questa al sole per trenta giorni si lascia. Avvertisi però che nella suddetta caldaia prima della cera si pone a proporzione la sua quantità di acque forti, giusta l'arte e mescolasi portione di cera già biancheggiata. Le qual acque forti servono di far separare più facilmente le fecci, e la cera bianca mescolata serve di maistra per facilitare e celerare il biancheggio. Le aque che chiamo forti sono aque riservate doppo haver vuotata la cera, mentre nel colare la cera convien ponerli dell'aqua, quest'aqua divien forte, che è quella che si serba per quest'uso. Posta in tagliadelle come dissi è posta sopra solari, s'espone al sole sino è bianca. Ogni mattina si ricoglie e la sera copre. Si comincia a biancheggiare a marzo e Aprile quando v'è bella stagione, maggio e giugno sono li mesi migliori, luglio e agosto si biancheggia in più quantità, settembre e ottobre li più ristretti. Novembre, dic, genn, febbraio, vacuj. Nel 1753 vi sono in tutta Venezia 19 cerarie

##### *Lavori Cerino*

Formano primi li cordoli colorendoli di varie tinte secondo il bisogno, e li riducono di più grossezza per mezzo di una lastra forata con più buchi di differente grandezza, che passando dal più piccolo alli maggiori, con due molinelli una da una parte e l'altro incontro, nel mezzo dè quali vi è la caldera con la cera descolatta. Con quelli poi fabricano ogni sorte di animali et qualunque altra cosa, tenendo

22. Il Correr (1707-1768) continuò a Vienna la politica illuminata di Andrea Tron che lo aveva preceduto, volta a promuovere una rinnovata espansione industriale e commerciale dello Stato veneziano. Negli ultimi anni del suo mandato intensificò i contatti con Maria Teresa riuscendo a instaurare un regolare commercio fra i due Stati.

23. Anche durante il bailaggio Venier, anni 1745-1747, si parla di regali di *Maggioli ossia Torze dorate* ma senza fare accenno ad altra caratteristica, e a tali semplici lavori in cera accenna anche il bailo Erizzo nel 1739 parlando dei regali alle favorite del Gran Signore segno evidente dell'apprezzamento sempre goduto presso la Porta dalla cera veneziana.

24. BMC: Mss. Gradenigo-Dolfin, Commemoriali. 200, vol. IX, cc. 143-145.

li cerini in una piccola stua vicino al banco dove lavorano. Del '500 ebbero principio questi lavori, ma solo cestele, organeti, uffici et qualche altra bagatella, ma di solo bianco ed oro. Del 1724 il Talamini diede principio a formare dè frutti anche coloritti e del 1739 intraprese qualunque altra fattura, e del presente vi riece a meraviglia.

Anche nel *Dizionario delle Arti e dei Mestieri* di Francesco Grisellini, alla voce *cererj*,<sup>25</sup> si fa cenno al metodo per imbiancare la cera, alla lavorazione dei cerini, citando, anche se

con nome errato, il Talamini, quale «industrioso Artefice»:

[...] imbiancatura della medesima, operazione che nelle buone cerarie non si intraprende, e massime in quelle di Venezia, se non dopo d'aver ritenuto la cera grezza o gialla, per alquanti giorni immersa nell'acqua salata di mare, ove pretendesi che si purghi, e quindi più atta divenga all'imbiancatura. [...] La cera viene resa in cordelle che vanno poi esposte al sole perché la sua azione unitamente a quella dell'aria possa dissipare l'olio volatile che forma il color giallo della cera [...].

[...] Per fabbricare quei lunghi candelini, che diconsi anche cerini, si dividono primariamente le matasse di cotone sopra dei rocchetti, allacciando con un nodo piatto, che non sia molto più grosso del filo, le cime degli uni con quelle degli altri, [...] quindi si da al cerino quella grossezza che si vuole, secondo i differenti buchi della filiera, per cui lo si fa passare. Questi cerini sono bianchi, gialli e di varj altri colori e figurati in cento maniere diverse, ma ordinariamente o in gomitollo o a maniera di picciolo libretto. Domenico (sic) Talamini, industrioso Artefice di Venezia, giunse a formare di cerino ogni sorta di frutta, piante, fiori, insetti, quadrupedi e volatili, nonché varj altri utensili d'ogni genere e tutti artifiziosamente eseguiti, fino ad ingannare l'occhio del più sagace spettatore. [...] Cotai lavori si rendono eseguibili a cagione che la cera è suscet-



FIG. 8. Venezia, S. Giovanni Grisostomo, Cortte di Ca' Civran.

tibile di prendere ogni sorta di colori. Per tingerla si macina ad olio il colore che si desidera, indi si fa disciogliere della cera bianca in pane, e liquefatta che sia, vi si meschia il colore macinato ad olio, del quale la maggiore o minor quantità ne reca la varietà delle tinte del medesimo colore. Quindi si riduce la cera in piccioli pani, e quando s'ha duopo di farne uso, la si fa liquefare di nuovo. Con questa pasta intenerita con l'essenza di terebentina si fanno le suddette manifatture.

#### *Le Suppliche del Talamini ai Cinque Savi*

Il Talamini, consapevole di aver dato inizio ad una attività completamente nuova, che permetteva, anche mediante i particolari strumenti da lui inventati, la realizzazione di lavori in cera mai tentati prima, non avendo discendenti e discepoli in grado di continuare la sua arte, si rivolse ai Cinque savi, sempre pronti a favorire lo sviluppo delle arti e del commercio, perché gli fosse concesso di istruire dei giovani ai quali affidare i

25. BNM: *Dizionario delle Arti e dei mestieri*, edito in 18 volumi (1768-1778) da Modesto Fenzo: vol. v, pp. 18-19.

segreti delle sue scoperte. Queste suppliche costituiscono la principale fonte di notizie sulla sua vita e la sua attività.

11 Gennaio 1750 Prima supplica del Talamini<sup>26</sup>

[...] Allevato in questi principij di fedel suddito io Giabattista Talamini nell'incontro che sin dà miei anni giovanili fui impiegato in negozio di cere<sup>27</sup> studiai di ridur lavori che singolari render si potessero. Già più anni furono da me formati col solo cerino o sia maggiolo varie spezie di frutti ed altri varj oggetti, e continuando il già assunto impegno, mi vidi carico di moltissime commissioni, che mi convenne abbandonarle, solo attendendo a quello poteva supplire l'opera di due sole mani, ed applicarmi a stabilir le cose più necessarie di questa nuova arte; e perciò fu trovato il modo di colorire la cera e di far durabile il candor della stessa, che singolar riesce in questo clima. Tanto si avanzò l'incontro di questi miei lavori sempre con maggior perfezione e finezza che esposti essendo all'universal riflesso hanno superato ogni aspettativa. Con ciò crebbe il pregio a questa nuovissima arte, che sparsi i miei lavori in Costantinopoli, e nelle parti dell'Oriente, nella Francia e nelle città più colte del mondo mercantile, hanno incontrato l'uniforme brama di negoziazione, e commercio, come chiaramente lo confermano le rimarcabili commisioni (omettendo tante altre per brevità) che poche umilmente all'E. E. V. V. rassegnò.

Al Sig. Zuanne Decca mercante di questa città commissione contenente di cadauna spezie volatili e quadrupedi due per sorta, fiori istessamente, e frutta, della quale se vi fosse stato un numero di professori, con pochi capitali di cera, il ricavato sarebbe stato di cinquantamila e più ducati.

Al Sig. Pietro Manzoni mercante in Marzeria,<sup>28</sup> per cui solo mi troverei sempre occupato con molti compagni, se vi fossero, per Costantinopoli, nella formazione di animali, vasi assortiti, ed anche di estrema grandezza, con molteplicità di diversi altri oggetti, di cui l'arte abbonda, e che il genio del paese desidera.

Al Sig. Antonio Peresini mercante in Marzeria per li suoi corrispondenti di Costantinopoli numerosa ricerca di vasi, fiori, animali ed altro.

Dal Sig. Bortolo Bortoluzzi colà ora abitante, che con replicate lettere mi addossò riguardevole

26. ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 357, c. 46

27. I cereri erano un colonnello degli Spezieri da grosso. Da una indagine promossa per stabilire i tributi dovuti alla Milizia da mar dalle varie arti operanti a Venezia, risulta che nel 1739, anni in cui operava il Talamini, vi erano a Venezia 200 spezieri da grosso, con otto capi maestri, forniti ognuno della sua bottega. Oltre ai cereri erano colonnelli degli Spezieri da grosso i Drogghieri, Mandoleri e i fabbricatori di olio di mandorle dolci e quelli di confetture. Non risulta invece il numero dei lavoranti perché non pagando tassa «non sono descritti» (ASV: Milizia da Mar, B. 454). Non è stato rinvenuto contratto di garzonato per Gio. Batta Talamini. Sempre sull'argomento delle Cererie vedasi anche ASV: Inquisitorato alle Arti, B. 29 – dove altre notizie sull'arte dei Cereri sono contenute nella risposta del 7 aprile 1788 dei fabbricatori di cere agli Inquisitori che svolgono un'indagine conoscitiva sullo stato delle arti in Venezia, allo scopo di migliorare le varie manifatture –. «In obbedienza a comandi di S. E. Inquisitor all'Arti, li fabbricatori di Cere rispondono agli Quesiti di S. E. med. mo-Primo-Il Corpo dei Cereri non è particolare, ma ognuno che tiene Fabbrica di Cere si iscrive all'Univerità de' Spezieri da Grosso, et quelli che in presente tengono Cereria aperta sono in n° di 11, et in presente tengono nel lavoro Persone n° 99, che vengono accresciute e diminuiscono a norma delle occorrenze. 2° - Li Patroni che coprono le medesime con il loro Capitalismo sono Andrea Bortolotti fu Giuseppe, Ambroggio Amigazzi per la Ditta Quazzi, Bortolo Barizanici, Gio. Ant. o e Giacomo Curnis fu Zuanne, Gio Batta Tamossi, Gio Batta Guizzetti, Gio Batta Spelgati, Pietro Carminati di Gio. Ant. o, Pietro Regazzetti per la Ditta Carlo Zanchi fu Simon, Sanzonio e Bissone e Tomaso Carminati, alcuni però di questi le coprono in parte per l'altri. 3° - Le manifatture privatamente riservate al Corpo suddetto et che escludono tutte le altre di equal natura fabbricate fuori di Venezia sono tutte le cere lavorate in Candelle e Torzi - 4° - Viene per l'ordinario impiegato nella fabbrica delle Cere un Millione e mezzo circa anno più, anno meno, secondo l'introito del Genere, e questo in riguardo al quantitativo di Cere Gialle che capitano». Da una risposta agli stessi quesiti fatta sette anni prima, risultano invece ancora tredici cererie, dodici garzoni, un centinaio di salariati e si identifica il decadimento delle manifatture e commercio della cera (*quarta parte all'incirca di quella Floridezza, in cui prima degli ultimi trascorsi Anni vent'attrovavasi*), alla nascita di molte cererie nello Stato pontificio, in Austria e Toscana poiché si dice «agevole diviene alle medesime il levare la corrispondenza e le commissioni alle venete, perché possono facilitare nei prezzi, non essendo soggette alli gravosi dazj, ai quali vanno soggette le cere venete».

28. Il nome di questo mercante e di Isidoro Manzoni, ricorrono frequentemente, insieme al nome del Talamini, per forniture alla Serenissima in caso di pubblici doni, consistenti in *soprarizzi d'oro, ganzi, panni e altro*, nei registri della rason vecchia: ASV: R. V. Cassa grande, B. 443. Nella lettera scritta a Sua Ecc.za Am.re Straordinario Foscarini dal console veneto di Smirne Cortazzi in data 16 maggio 1758 in merito al fallimento della casa Veneta di negozio di Pedrana e Filetto, nell'inventario dei capi presenti nei magazzini, si allude anche ai «guarnimenti del chiosco del Signor Domenico Manzoni, ossia cassoni due con fontane di cristallo e Vasi quattro grandi di cera di frutti», senza alcun dubbio provenienti dalla bottega del Talamini. Ricordiamo anche, per un quadro sulla situazione economica e commerciale della classe mercantile veneziana dell'epoca, che il console lamenta «non possa in questa Piazza sussistere una Casa di negozio veneta, prima vi erano state trenta Case di negozio veneziane» (ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 556).



FIG. 9. Venezia, Rialto. Interno della Corte della Regina.

campioni al Sig. Albrizzi speciale allo Struzzo.

Da molti Mercanti di Venezia mi fu ricercato in varj tempi assortimenti di simil genere per introdurli nell'Inghilterra, che non potei incontrare sue brame, trovandomi sempre con antecedenti impegni. Se ciò mi consola, molto però mi rattrista che essendo io autor di quest'arte, di cui le più mercantili estere nazioni tanto si mostrano vigorosamente invogliate nel finir di mia vita in cui mi trovo avanzato, meco abbia a perire, massime essendo di non indifferente sostanza e profitto al commercio, oltre l'esser d'impiego e lucro ad altre arti sì per li cristalli, specchi, intagli, dorature, ed altri adornati, e non disimile allorchè composta sia di più professori, da quelle, che oltre il decoro di questa Serenissima Patria hanno prodotto e producono notabili pubblici vantaggi.

Di buona voglia mi avrei applicato sin da principio di questa introduzione a perpetuare tal professione, quando però avessi avuto un competente modo di poter supplire ad allevare gioventù che decorosamente mantener la potesse e tramandarla à posterì.

Se ciò effettuar volessi, dovrei indispensabilmente o abandonar il mio natural negozio posto sopra il ponte di Rialto, o ponervi un ministro, e adossarmi maggiori spese di affitti, onde aver luoghi sufficienti a poter collocare la gioventù destinata per il ministero, oltre il danno che risentirei per il dissipamento della materia che farebbe la gioventù stessa per istruirsi.

Non devo però abbandonarmi in tali riflessi, mentre non mancherà alla Pubblica assistenza somministrarmi modo, quando detta nuova arte venisse creduta di pubblico e privato vantaggio, onde poterla stabilire in più professori, e perciò mi produco a questo gravissimo Magistrato, prescelto alla rimarcabile importantissima incombenza della negoziazione e commercio, ed esposta l'importanza di questa nuovissima arte, che oggi in me solo è ristretta non solo in Venezia, ma in tutto l'universo ancora, di questa mi esibisco istitutore e precettore quando dalla real clemenza mi venga somministrato il modo di poter sussistere, e compensar quei pregiudizj che devo per tal motivo necessariamente

commissione di Giardino con piteri, fiori, fontane, ed altro.

Dalla Ditta Fratelli Chalut e Labiche, poscia in Ditta Labiche Padre, figli e Compagni ed ora in Thevenot Gilio, e Compagno di Lione da che si è introdotto questo lavoro hanno commesso ogni anno, e tutt'ora commettono sempre più copiose le commissioni col mezzo del Sig. Giacomo Merlo pubblico ordinario sensale, come anche registrata conservo una numerosa nota per l'anno presente, quando potessi effettuarla, di animali, volatili, bipedi, urne, piante, trionfi per tavola, e altri diversi lavori omessi per brevità.

Pronta vi sarà introduzione nell'Olanda e nelle Indie Orientali con spedizioni considerabili di tali lavori, così ricercato dal Sig. Paolo Grossi ora abitante in Venezia per commissione della Ditta Guaita e Compagni d'Amsterdam.

Da Moscovia pure si potrà sperarne un buon commercio, mentre mi veggio ricercato di tali lavori da soggetto riguardevole, che per ora di piccola porzione, così obbligato ne presi l'impegno.

Nella Germania pure si estenderà di questo lavoro il commercio. La produzione che fece Sua Eccellenza Pietro Correr per cui ebbi l'onore di impiegarmi nella facitura di varie mute di animali bipedi, e altri lavori, dei quali s'ebbe anche a rilevare il felice incontro di approvazione da quelle parti, stati essendo da Roveredo commessi certi



FIG. 9-bis. Facciata della casa in Corte della Regina.

incontrare, ciò con una sicura provvigione di ducati cinquanta al mese, mia vita durante. Quando accettato fosse l'umilissimo mio progetto sarà sempre maggior mio impegno di far l'arte stessa fiorire in perfezione e con le novità e con le assidue mie costanti applicazioni a pubblico e privato vantaggio ed in tal caso non mancherà alla Suprema Sapienza modo di stabilirla sola e singolare, come sono custodite e preservate tante altre di questa gloriosa Dominante. Grazie



Il Talamini allega alla supplica lettere e attestazioni di richiesta di lavori da parte di vari mercanti, che costituiscono un interessantissimo spaccato di vita della Venezia commerciale del tempo:

Cordialissimo Signor Santolo  
adi 24 ottobre 1748 Costantinopoli.

Con la presente non manco di parteciparli il nostro felice arrivo in Costantinopoli con ottima salute così spero sarà di Lei, della signora santola e di tutti di Sua riverita casa.

Il nostro viaggio è stato molto lungo e penoso per caggione delli venti contrari che abbiamo ritrovato in arcippelacho; al fine li 22 settembre abbiamo approdato in questo posto. Subbito, che potei non ho mancato di subito apprire le due cassette delli vasi e cristali, che gratie al Cielo ritrovai ogni cosa sanno e spero che fra puocho tempo ne farò l'essito, e alla venuta del Sig. Capitano Dario<sup>29</sup> li spedirò il dinaro o pure altri effetti, per tanto li ricordo di fare nuova cosa che saria al mio intendere un giardino quadrato di quattro pezzi di fondo che questi si possi unire con varie piante da frutti e fiori al suo bel piacere; ma questo poi doverebe esser coperto di lastra di crestalo con le sue cornici dorate e che queste siano di poter levare e mettere come pure altre cose di Suo piacere che Lei si possi ideare, come anche un sontuoso servitio da caffè e altre cose di suo piacere che del tutto ne spero pronto l'esito. S. E. Bailo non à fatto ancor l'ingresso per motivo della peste che ora si ritrova il gran furore in queste convicinanze e per questo gran motivo non sortiamo di casa così pure non pottiamo fare li nostri affari. Il vecchio Bailo non partiva se non il venturo maggio. altro non l'attedio [...]

suo affezionatissimo Fior Bortolo Bortoluzj.

La lettera è indirizzata al sig. G. B. Talamini sopra il Ponte di Rialto Venezia.

13 gennaio 1750

Da quel tempo che si è introdotta la nuova arte di lavorare il magiolo colorito e bianco in moltissime guise dal signor Gio. Batta Talamini, e ricercati e comessi dalla Ditta Fratelli Chalut e Laliche varj campioni, tramutandosi la Ditta in Laliche Padre Figlio e Compagni ed al presente in Ditta Thevenet Gilio e Compagni di Lione, ogni anno in seguito per mezzo mio ed alla mia presenza (mentre uno delli Compagni della Ditta suddetta viene a Venezia) hanno commesso copiose commissioni quali vengono dal Talamini stesso sempre dimediate per essere unico e solo; come pure resta dalla Ditta suddetta incaricata altra grossa fattura di animali volatili, urne, piante, gondole, servizi da caffè, the, vasi et altro per l'anno presente, quando la potessi effettuare e sempre con molte istanze, allettando tal Lavoro molto il genio di quella Nazione si per la varietà de oggetti, come per la pulizia. E tale essendo la pura verità, sempre pronto così a giurare

io Gian Giacomo Merlo fu Gio Batta, sanser.

Compaiono di seguito altre numerose dichiarazioni rese dagli interessati davanti a pubblici notai:

12 gennaio 1750

Attestazione fatta da Gio. Antonio Peresini, figlio del Signor Gio. Batta, negoziante da hacolij in Venezia:

«che il Talamini era richiesto per mezzo di suo fratello dimorante a Costantinopoli di moltissimi lavori di piteri d'agrumi, vasi di fiori, animali ed altro che non poteva soddisfare se non in piccola parte per i grossi precedenti impegni con la Francia».

13 gennaio 1750

Lettera di Pietro Manzoni fu Isidoro negoziante da seda in Merzaria al segno di S. Giuseppe in questa città, che testimonia di altre richieste da Costantinopoli «concernenti animali volatili e bipedi al naturale, si candidi come colorati, piante di agrumi anche di grandezza al naturale e moltissimi altri cappi in quella maggior quantità possibile.

13 gennaio 1750

Davanti al notaio Alexander Maria Trieste giura Gio. Battista Albricci fu Domenico special da medicina sopra il Ponte de Baretteri in merzeria al Segno del Struzzo: «Mi fu scritto nel mese di

29. Il nome di questo capitano ricorre nelle liste delle navi veneziane a Costantinopoli negli anni intorno la prima metà del 700. Così lo indica il Bailo Francesco Venier, 16 ott. 1746 – *suddito della Serenissima Repubblica* – e il 28 gen. 1746: «cap. Domenico Dario della nave Atta Madonna del Rosario, con marinieri 30 e soldati 20», per Venezia sua patria: ASV: Archivio del Bailo, B. 199.

novembre scaduto da un corrispondente di Roveredo, attesa l'approvazione ch'ebbero le manifatture di cera magiol colà vedute qual erano fabricate in Venezia dal signor Gio Batta Talamini inventore di animali volatili e bipedi, cabarè e frutta, di provederli prontamente un campione di simil specie, cioè un leone dipinto al naturale e candida colomba, dal quale dovei aspettare più settimane a riceverli compiti per farne la spedizione con altri generi di mercanzia e ciò stante li molti lavori s'attrovava in commissione, non avendo potuto farne altri la provvista per esser lui solo fabricatore.

13 gennaio 1750

Paolo Antonio Gressi fu Luigi della città di Milano giura davanti al notaio Emilius Velano:

«Certifico io infrascritto avere avuta commissione dalla ditta Guaita e Compagni d'Amsterdam di procurare al possibile tutta la quantità de qualsiasi genere di lavori di cerino o sia magiolo che si fanno dal signor Gio. Batta Talamini di questa città, a pronto contante e quelle far spedire per Amsterdam suddetta con la più possibile prestezza, parte de quali si dovevano spedire per le Indie Orientali; Ma con dispiacere di detta ditta Guaita e Compagni non si è potuto neppure avere un sol capo attese le anticipate commissioni che detto Talamini di già aveva da molto tempo e da parti lontane».

13 gennaio 1750

«Sino dall'anno 1739 da mio corrispondente dal Regno di Morea di commissione mi fu raccomandato una serie di animali volatili e quadrupedi, due per sorte, fatti con tutta finezza e perfezione col magiolo ed al vivo dipinti, come pure ogni sorte di fiori e frutti, due per sorte, che per essere unico e solo fabbricatore di simil lavori il signor Gio. Batta Talamini, al quale ho commesso la facitura delli suddetti, non ha potuto formare solamente che animali volatili n. 30, vasi grandi guarniti di fiori n. 2, servizi di caffè due e ceste di frutti per valore di 600 ducati [...]»

Lunardo Zografi fu Angelo e Michiel Spano fu Zuanne attestano davanti al notaio Velano che la detta carta è scritta di mano del signor Zuanne Decca.

Ulteriori informazioni sui lavori e la vastità degli ordini ai quali il Talamini dichiara di non poter far fronte da solo, ci vengono inoltre dalla seconda supplica che egli inoltrò ai Cinque Savi il 5 maggio 1751, nella quale si dichiara disponibile ad assumersi ulteriori oneri pur di potersi dedicare completamente all'insegnamento e propagazione della sua arte:

«la non mai abbastanza commendabile attenzione di questo Gravissimo Magistrato all'ampliamento del suo commercio, e l'insinuazione dell'E. E. V. V. mi hanno persuaso a negliger li grandi profitti che potrei procurarmi in un lavoro di mia sola cognizione, e ricercato efficacemente da tutte l'estere nazioni, col renderne altri istrutti, acciò con la mancanza del manifattore non perisca anche la manifattura, anzi si perpetui in questa Serenissima Dominante. Son pronto all'abbandono del mio natural negozio, posto sopra il Ponte di Rialto, col porvi in esso un Ministro, ed addossarmi maggiori spese di affitti, onde aver luochi sufficienti per impiegar sei giovani, acciò s'istruiscano, somministrando a questi la materia, e nuovi istrumenti per facilmente apprendere questa nuova manifattura consistente in figure d'uomini, e donne vestite, volatili bipedi, e quadrupedi d'ogni spezie, vasi con fiori d'ogni genere, deser, architetture, trionfi per tavole, piante d'agrumi, giardini, ed altri desiderabili oggetti, e conforme apprenderanno li primi giovini, ne anderò sostituendo gradatamente degli altri mia vita durante, con comunicar alli sudetti tutti li miei secreti, assoggettandomi a quelle regole che credesse prescrivermi questo Ecc. mo Magistrato per l'adempimento che fussi per assumere. Se rinuncio a grandi proventi, ed assumo nuovi dispendiosi e faticosi pesi sarò per rassegnarmi alle insinuazioni delle E. E. V. V. desiderose che con la mia morte non finisca la novissima manifattura in me solo ristretta non solo in Venezia, ma in tutto l'universo ancora, e che sarà per dar impiego e profitto anco ad altri artisti, come a professori di specchi e<sup>30</sup> cristalli, pittori, intagliatori, indoradori, tornitori, marangoni, casselleri, fabbri ed altre adiacenze che occorrono per renderla più pregevole e perpetuamente ricercata. Quando dalla Real Publica Clemenza per mia sussistenza e per un qualche compenso dè miei pregiudicij e mercede delle fatiche, che dovrò incontrare di precettore di gioventù totalmente inesperta mi venga accordato il mensuale assegnamento di ducati 50 al mese pagabili immancabilmente dalla Cassa del Conservator Ecc.mo del Deposito in Zecca, mia vita durante, liberi di qualunque aggravio, quando accettato fosse l'umilissimo mio progetto, sarà sempre mio impegno di fare l'arte stessa fiorire in perfezione e con le novità e con l'assidue mie costanti applicazioni a pubblico e privato vantaggio, ed in tal caso non mancherà alla Suprema Sapienza modo di stabilirla sola e singolare, come sono

30. ASV: 5 Savi alla Merc. B. 357, Ff. 68.

custodite e preservate tante altre di questa sempre Gloriosa Dominante. Addì 5 Maggio 1751 Presentata al Magistrato dei Cinque Savi.<sup>31</sup>

Persuasi della validità dei nuovi lavori e del vantaggio che gli stessi potevano apportare al commercio, i Cinque Savi risolsero di appoggiare le richieste del Talamini, presentando al Principe il 13 maggio le loro considerazioni:

Impiegatosi è Gio. Batta Talamini, uno de' specieri da grosso<sup>32</sup> di questa città, sino nell'età sua giovanile nel negozio di cere,<sup>33</sup> studiò di distinguersi in decoro della Patria e tanto acuj' l'ingegno che gl'è sortito d'introdurre un'arte totalmente nuova, col fortunato incontro non solo in questa città, ma in tutte le parti del mondo mercantile.

Consiste questa nel formare col solo cerino o sia magiolo, sì candido che colorato, frutta d'ogni sorte, vasi nobili di fiori d'ogni genere, animali quadrupedi, bipedi, volatili di ogni spetie che cagionano un lodevole inganno anche in confronto de' naturali, come pure impianto di deserti, trionfi per reggie tavole, figure di uomini e donne vestite, giardini, piante d'agrumi, vedute d'architettura, et altro a piacere di cadauna nazione desiderabile oggetto, con tal pulizia ed esattezza, che si è acquistato l'universale aplauso, e de' magistrati.

Nel commercio poi s'è col solo mezzo delle sue invenzioni, sì nel colorire la cera come nel far durabile il candor della stessa e delle sue manifatture, conciliato tal credito, che le commissioni si possono dir universali, mentre la Turchia e particolarmente la Reggia di Costantinopoli, la Francia, l'Olanda, la confinante Germania, tutti rilasciano commissioni per rilevanti partite e provviste, le quali non possono essere secondate per esser egli solo che eseguisce tal artificio.

Lo sforzo di quest'arte, di cui tanto le più mercantili estere nazioni si mostrano vigorosamente invogliate, consiste non già nel valore della materia, ma nel costo della manifattura, aumentarassi il capital della nazione; ma questo aspetto d'utilità è in una aperta contingenza di caducare e perire nel suo nascere per quello che, essendo a notizia del solo inventore, senza posterità, che è in età avanzata ed essendo contingente come di qualunque altro il di lui vivere, può ad un ora all'altra succedere la di lui mancanza.

L'essere poi in lui solo ristretta la cognizione di questa nuova manifattura, fa che la nazione non abbia quell'utile ed aumento di capitale, che ella avrebbe, se questa fosse più dilatata ed universale, la qual dilatazione, quando s'ottenesse, avrebbe anche nel caso della morte dell'inventore Talamini, la continuazione di questo proficuo lavoro.

Mosso perciò il Magistrato nostro dal desiderio della conservazione e dilatazione di tal preggievole ed utile manifattura, l'habbiamo insinuato acciò voglia comunicarla e rendere istruti giovini sudditi, perché possano apprenderla con ampliamente del commercio.

Non ricusa obbediente perciò il Talamini sudetto d'istruire della gioventù atta ad aprender, conservare e dilatare questa nuova professione, e di comunicarli tutti li segreti dell'Arte sua ancora, e necessariamente dovendo per fedelmente accudire a questo laborioso ufficio abbandonare anche l'applicazioni del suo negozio di cere posto sopra il Ponte di Rialto, ed ivi agravarlo d'un ministro più stipendiato, e somministrar materia all'inesperta gioventù, che nel gettarla a male s'adestri ad operar bene, ed introdurre con nuova invenzione molti e costosi istrumenti, onde facilitar lo studio della stessa, ricerca egli un annuale stipendio sua vita durante, che l'assicuri delle sue perdite, e li serva di premio per le preterite ed ulteriori invenzioni, assogetandosi, quanto alle regole per l'esecuzione del suo impegno sua vita durante, d'istruire sempre e con alternativa sostituzione di 6 giovini, per sino abbino perfettamente apresa la nuova arte, a quanto fosse il Magistrato Nostro per prescriberli, onde renderla custodita e preservata.

La sua dimanda è di ducati cinquanta al mese, liberi di qualunque aggravio sua vita durante, pagabili mensualmente ed immancabilmente dalla Cassa del Conservator Ecc. mo del Deposito in Zecca.

Crederissimo di poterlo ridurre ad accontentarsi di ducati effettivi vinticinque al mese, quando la Serenità Vostra voglia accordare il pagamento sudetto nel modo da esso ricercato.

31. Tale sua appartenenza agli spezieri trova conferma in una annotazione della Giustizia Vecchia: ASV: Giustizia Vecchia, B. 40, reg. 47 – ove si legge «8 Agosto 1727 altro simile» ossia mandato di poter pestar o far pestar ogni forma di spezierie e di poterle vendere al minuto e all'ingrosso, giusto alla forma delle leggi a detto Gio. Batta Talamini d'Jseppo Spitier da Confetterie all'Insegna della Madonna del fonte» -. In questi stessi anni risultano esservi sul Ponte di Rialto altre due Spezierie da grosso, la Madonna del Carmine e All'Insegna della Pace. Successivamente nel 1773 compare anche la Spezieria All'Insegna di S. Pietro ed il numero delle spezierie a Venezia è di 155, mentre nel 1783, anno in cui si contano ben 267 Spezierie da Grosso, annoverandosi fra i colonnelli anche i «Droghieri», si legge di una Spezieria sul Ponte di Rialto a S. Bartolomeo denominata La Madonna degli Angeli, che farebbe pensare alla precedente Spezieria del Talamini.

32. Questo suo garzonato gli valse come si è detto il titolo per l'ammissione all'arte degli spezieri.

33. ASV: Senato Terra, 23 nov. 1752.

Potrebbe risarcirsi la Cassa del Conservator Ecc.mo del Deposito suddetto dalla Cassa istituita de donativi, la quale, col decreto 8 agosto passato è stata fondata sopra l'aggravio imposto all'estere manufatture, o col denaro di qualunque altra natura, che vien d'essere da noi disposto.

Della novità non può dubitarsene, poscia che né in questa Dominante, né in verun altra parte del mondo si è verun sognato un simil lavoro.

Dell'universali chiamate ne abbiamo volute autentiche le prove, in atti notarili che vengono in questo magistrato custodite, fra le quali rimarcabile quella venuta d'Amsterdam, in cui espressamente si dichiara che una porzione di questi lavori destinati erano per le Indie Orientali.

Della riuscita, l'occhio, l'esperienza ed il fatto ne somministrano ad evidenza le prove.

L'utilità di questo lavoro si ritrae da 3 fonti: l'uno è del matteriale di cui viene composto, e questo consiste nel profitto che le nostre cererie ne ricavano dall'imbiancatura della cera per convertirla in magiolo; l'altro si è delle manufatture, nelle quali riuscendo, come accennossi, totalmente nuove per la varietà ed esattezza che vengono formate, sono vendute con un prezzo d'effetto, che incomparabilmente supera quello della materia; il 3 si è dell'altre arti, che per necessaria concomitanza danno il compimento a questa nuova invenzione, come sarebbe a dire di varietà di pedestali, e respostigli, onde ne siegue l'impiego e molto lucro di tornidori, intagliadori, indoradori, casseleri, vernicanti, pittori, fabri, marangoni, specchieri, e cristalli da Murano, e quell'altre adiacenze, che la diversità delle configurazioni esigono per la loro sussistenza e adornamento.

Non si tratta presentemente di premiare un introduzione, ma di presservare e diffondere a profitto di questa Piazza un lavoro, che reccherà riguardevoli vantaggi quando possano essere appagate l'universali ricerche. Data dal Magistrato dei 5 Savi li 13 maggio 1751

Il 23 novembre 1752 il Senato esprime dunque il suo consenso per un vitalizio al Talamini:

Agli oggetti del commercio e a quello di dare impiego ai sudditi, quanto utile si riconosce l'animarsi e il promuovere la nuova introduzione delle arti in questa città e nello Stato, altrettanto opportuno sono stati li studi del Magistrato dei 5 Savi alla Mercanzia nell'insinuare alla persona di Gio. Batta Talamini, di rendere altri instrutti nelle sue rifattanze di formare varie figure di cera da lui introdotte con l'approvazione dell'estere nazioni; indottosi egli per tanto ad aumentarne l'impegno, purchè assegnato le sia alcun stipendio onde provvedersi nell'avanzata sua età al proprio mantenimento, si assente che abbia ad essere corrisposto a lui la somma di ducati 25 effettivi al mese sua vita, derivanti dalla cassa del Conservator del Deposito per esser risarcita poi da quella istituita de donativi, qualora adempisca alle condizioni che le saranno dal Magistrato imposte e venga per tale modo ad estendersi e trattarsi così fatto lavoro.<sup>34</sup>

Successivamente il 13 gennaio 1752 i 5 Savi con la seguente Terminazione rendono operativa tale deliberazione, stabilendo formalmente i criteri ai quali il Talamini si dovrà attenere per l'istituzione della scuola.

Assentita dall'Ecc.mo Senato con il Decreto 23 novembre passato la corrisponsione a Gio. Battista Talamini sua vita durante di ducati venticinque effettivi al mese dalla Cassa del Conservator del Deposito qual'ora adempisca alle condizioni che li saranno da questo Magistrato imposte per rendere instrutte persone nelle manufatture di formare varie figure di cerino da lui introdotte con approvazione dell'Estere Nazioni. Di qui è che gli'illustrissimi ed Ecc. mi V Savi alla Mercanzia in coerenza a Pubblici oggetti e con la finale di preservare questa nuova manifattura a beneficio della Dominante

34. Il Talamini aveva affidato ad una scrittura privata datata 1° marzo 1760, il suo desiderio di dare vita ad una vera e propria società con i suoi allievi, la moglie e la nipote Teresa che egli definisce «benemerita figlia», mettendo a disposizione 1000 ducati, mentre ciascun giovane doveva sborsarne 500. I capitali morti e gli utensili esistenti nella bottega sopra il ponte e quelli nella casa di Corte della Regina, ove vi era la fabbrica, vengono dati in uso alla società senza alcun esborso o aggravio, salvo la restituzione in caso di scioglimento della società stessa. Intervenuta da lì a poco la morte del Talamini, senza per altro che detta scrittura fosse stata sottoscritta dalle parti per mancanza di esborso delle quote da parte di tutti i lavoranti, tali utensili furono lasciati per volontà testamentaria alla società. In un documento dei Cinque Savi si dice invece che fossero stati lasciati alla moglie: ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 362 Diversorum. Esiste un inventario, redatto dal notaio Bellan il 29 gennaio 1759/1760, degli utensili esistenti nella bottega di ragione del Talamini e così pure dei mobili ed utensili della Volta e dei Mezzadi della fabbrica in Corte della Regina, il tutto stimato da Antonio Cestari «Strassariol a Santa Pollonia» del valore di 435 zecchini. Da questo inventario si arriva a conoscere anche un curioso particolare, ossia che la bottega sul ponte aveva un'insegna in rame raffigurante la Madonna del Fonte: ASV: Atti Notarili Bellan, B. 2203.

a vantaggio del commercio e all'impiego della gioventù che volesse applicarsi, hanno terminato e terminando comandato:

Primo. Dover egli sin d'adesso trascegliere sei giovini nativi di questa Dominante d'estrazione onesta e civile li di cui genitori siano domiciliati in questa città, li quali dovrà iniziare instruire e perfezionare nel lavoro delle manifatture di cerino o sia magiolo sino ad ora inventate e che fosse per inventare.

Secondo. Venendo uno di questi giovini per accidente a mancare, dovrà lui Talamini sostituire un'altro con il metodo qui sotto dichiarato; cosichè sua vita durante abbia sempre a verificarsi l'esistenza di sei giovini almeno delle sudette condizioni sotto il di lui Magistero per apprendere tutto quello e quanto è stato sin'ora operato e sarà per operarsi.

Terzo. Dovranno tali giovani rimanere per il corso d'anni 7 continui sotto il magistero di detto Talamini, nè possono per il primo quinquennio pretendere corresponsione alcuna, ma debbano addestrarsi e capacitarsi al lavoro ad utile e danno dello stesso Talamini, che sia egli tenuto ed obbligato somministrare la materia ed instrumenti per tale lavoro. Compito il quinquennio sarà corrisposta dal Talamini per li due susseguenti anni quella onesta ricognizione che sarà corrispondente all'idoneità e lavoro de rispettivi giovini e che sarà reciprocamente convenuta.

Quarto. Detti giovini che vengono nel presente primo incontro ammessi ad iniziarsi nel lavoro, dovrà essere prodotta la loro Fede del Battesimo a questo Magistrato per essere col fondamento della stessa in esso annotati, come altresì di quelli che venissero in loro vece sostituiti, non potendo mai il Talamini a pretesto d'incapacità, d'impuntualità o altro motivo nel periodo d'anni sette esonerarne veruno senza l'assenso o concorso di questo Magistrato

Quinto. Per assicurarsi se dal Talamini viene istituita la gioventù a norma della Pubblica Intenzione e se li giovini approfittino nel lavoro, saranno al spirar del primo anno fatte fare le prove dà rispettivi giovini in luoco appartato, e alla presenza di S. S. E. E., il che verrà pure successivamente di sei in sei mesi replicato. E perchè ciò debba immancabilmente seguire sarà debito dell'Ecc.mo Fiscale di ramemorare nè tempi prefissi quanto resta con il presente capitolo stabilito.

Sesto. Il Contratto che venisse in presente e per l'avvenire stabilito concernente i giovini da instruire dovrà essere prodotto al Magistrato per la sua approvazione e registro negli atti Notarili dell'Offici; nè potrà da veruna delle parti recedersi da contratti medesimi senza la previa cognizione e beneplacito di questo Magistrato

Settimo. Venendo a spirare il quinquennio nel quale li giovini devono servire senza salario dovrà lui Talamini rimpiazzare il numero, cosichè siano sempre in attualità di apprendere la nuova manifattura sei giovini senza salario.

Ottavo. Compiti gli anni sette non possi veruno lavorare nella nuova manifattura se non avrà effettivamente fatte le prove che dal Talamini gli saranno destinate e che da questo Magistrato dovranno essere riconosciute ed approvate.

Nono. Nel caso di qualunque mancanza o trascorso di detti giovini relativamente alla nuova manifattura dovrà dal Talamini esserne partecipato questo Magistrato, inspezione della quale sarà addattarvi quei compensi che per di lui prudenza giudicherà vevoli per tenerli nella assidua applicazione al lavoro e nella divota subordinazione al Maestro.

Decimo. Per tutte queste incombenze che restano addossate a lui Talamini e per tutti li dispendj e scapiti che per adestrare la gioventù sarà per risentire, gli resta in consonanza ed esecuzione del precitato Decreto. 23 Novembre passato, assegnati sua vita durante li sudetti ducati vinticinque effettivi al mese da esserli corrisposti col fondamento della Fede di credito di questo Magistrato dalla Cassa del Conservatorio del Deposito, per esser poi risarcita da quella istituita de donativi, cosichè resti animato a promuovere un'arte che riesce universalmente accetta e possa provvedere nella sua avanzata età al proprio mantenimento.

Segue la nota de sei Giovini da instruirsi:

Giuseppe fu Zuanne Trecco  
Antonio fu Zuanne Trecco  
Liberal Baretta  
Gio. Batta Rotta  
Pietro Botesella  
Luigi Lorenzo Antonio fu Zuanne Martini

ed il testo del contratto stabilito per essi:

In nomine Domini Jesu Xti et Beata Virginis Marie anno 1752, M. V. Primo Gennaio in Venezia.

Con la presente scrittura benchè privata ma abbia questa forza e vigore come fosse un Pubblico



Instrumento solenne stipulato in atti di pubblico notaro di questa città, resta fra le parti infrascritte convenuto e stabilito nel modo seguente:

Primo: Dovendo il signor Giobatta Talamini promuovere ed allevare giovani nella di lui professione di manifatture e lavori di cera di ogni genere, accorda e consente di ricevere li seguenti figlioli per li quali intervengono e promettono stante la loro tenera età li rispettivi padri e in mancanza di questi quelli che hanno attinenza di sangue.

Secondo: che li figlioli abbino a stare e continuare sotto la direzione e la disciplina di detto Talamini per anni sette continui, non interrotti, perché possino perfettamente affrancarsi, dovendo essi figli in tutto detto tempo dipender da detto signor Talamini, di loro principale.

Terzo: Che detti figli non abbino ad avere per li primi anni cinque alcun stipendio, beneficio o recognizione, ma tutto ciò che far potranno in detti cinque anni, cader abbia a beneficio e maleficio del detto signor Talamini.

Quarto: Che spirati gli anni cinque primi sudetti, il signor Giobatta Talamini suddeto userà verso cadauno de' figli stessi negli anni due ultimi che compiscono il settennio, quella recognizione che gli sarà suggerita dalla sua onestà.

Quinto: S'obbligano e piegiano gli infrascritti padri o quelli che alli figli stessi hanno attinenza, cadauno per le loro parti, della puntualità di detti figli nel maneggio che averanno degli effetti del predetto Talamini.

Sesto: Resta inoltre stabilito che detti figli per tutto il tempo delli sudetti anni sette non possano lavorare alcuna benchè minima manifattura per qualsiasi persona, ma tutti li lavori debbano esser fatti di commissione e per conto di detto Talamini in sua propria casa, sotto la sua direzione ed occhio, ed il presente accordo sarà registrato e rassegnato al Magistrato Ecc. mo de' 5 Savi alla Mercanzia per la sua puntuale reciproca inviolabile esecuzione.

Istituita al fine la scuola che conciliava gli interessi economici della Serenissima, con l'umanissimo desiderio del Talamini, privo di un diretto discendente, di veder continuata la sua opera, questi fini per riversare sugli allievi un sincero affetto, giungendo a voler far società con loro.<sup>35</sup> Di questi sentimenti è testimonianza il testamento redatto pochi giorni prima della morte che lo colse nella sua casa a S. Bartolomio il 10 aprile 1760, all'età di 59 anni.<sup>36</sup>

35. Un successivo inventario redatto il 13 aprile 1760 «per immediata stima a ragion di restituzioni di Dotte», ci permette inoltre di conoscere ulteriori interessanti particolari della vita privata del Talamini, che appare uomo ricco ed affermato, possessore di numerosi gioielli in pietre preziose, argenti, quadri, nonché raffinati oggetti d'arredamento di ebano e d'oro. Lo stesso inventario, passando ad illustrare la mobilia, ci fornisce una ricostruzione precisa della casa in Corte della Regina, di cui si elenca: «la camera ove morì il Defonto, L'Anticamera, Il Portego, Il Tinello, La Cusina e inoltre due Camerini disopra. Si parla inoltre di una Camera a mezza scala contigua alli Mezzadi del Negozio e di una Caneva. Tra le robbe per uso della Nipote e della Serva di casa, molto interessante ci appare l'annotazione di 12 Quadri con sozza dorata e specchio per uso di Casin dimonstranti li 12 Apostoli, ritratto tutti di un Arlevo del Piazzetta a Z. 8 l'uno» (riteniamo debba trattarsi della serie dei dodici Apostoli incisi da Marco Pitteri – 1702-1786 – su disegni del Piazzetta, da datare al 1742, in base alla richiesta da lui fatta il 12 giugno di quell'anno ai Riformatori dello Studio di Padova, di privilegio privativo, ora custodita dal Museo Correr. Vedasi p. 180, G. B. Piazzetta e la Scuola, Marsilio Edit). Il 14 aprile fu ripreso l'inventario della Draperia, ove compaiono numerosi abiti da uomo e da donna, nonché della biancheria personale, «da uomo, da donna, da tavola e da letto e altro». Il 17 maggio viene inoltre redatto l'inventario dei «capitali del Negozio Talamini incontrati li 21 Aprile alla presenza del N.H. Molin Comm. rio testamentario», assommanti a 11.252 Zecchini. Tutto questo capitale verrà perso negli anni come si vedrà dal testamento della moglie, morta quasi in miseria. Per una completa documentazione sulla bottega e negozio del Talamini vedasi ASV: Atti Notarili Jseppo Bellan, B. 2203, Inv. 55, cc. 1156-1161.

36. «Il Signor Gio Batta Talamini fu Jseppo Negoziante e Fabbicator di lavori di Cera in questa Dominante sano per l'Iddio grazia di mente sensi et intelletto, benchè aggravato da male nel corpo, stando in letto in Casa di sua solita abitazione posta in Contrà di S. Bortolomio, ha presentato a me Jseppo Bernardo Bellan Nodaro veneto il presente Testamento Segreto [...] 8 Aprile 1760:

Volendo io Gio Batta Talamini fu Giuseppe prevenendo qualunque futuro accidente a cui è soggetta la fragilità umana se piacesse a Dio chiamarmi a se che sij fatta la Sua Santa Volontà ò risolto disponer le cose mie testando.

Prima di tutto standomi a cuore la cauzione data alla Sig. Rosa Beltrame Talamini mia moglie dichiarato e confermo che ella dovrà conseg uire ducati 2090-2500 contanti[...] per soddisfazione di sua dotte.

Intendo e voglio che quanto sarà occorrente per supplire a Funerali e Sacrifici di l'anima mia che restano rimessi all'amore e carità dei miei commiss. i e le altre spese e debiti occorrenti lo spero potrà ricavarli senz'intaco del mio negozio; debba continuarsi la continuazione del mio negozio in otto parti uguali come al presente corre cioè 6 parti pei sei compagni, una per conto e ragione di Teresa Amadio Figlia di Pietro mia nipote capacissima di operare et accudire in detto negozio e l'altra 8° parte per conto e ragione di detta Sig. Rosa mia moglie. A favore di detta Compagnia unita lascio tutti gli utensili del negozio medesimo e perchè darvi di vantaggio di detta mia moglie e nipote delli altri sei compagni capaci di accudire et operare in esso [...].

In realtà le speranze del Talamini di veder continuata la sua arte verranno deluse, tanto che un decennio dopo la morte non si avranno più che sporadiche notizie dei lavori della sua bottega, vuoi per l'inesperienza dei giovani allievi e la loro incapacità a gestire la nuova società, ma soprattutto per le controversie sorte fra di essi e le altre eredi Talamini, in primo luogo la nipote che aveva sempre affiancato lo zio e che probabilmente era la più esperta, e la moglie signora Rosa che doveva badare alla cassa e al lato finanziario dell'attività. A tutela di queste ultime, il 5 maggio 1760 viene presentata al notaio Jseppo Bernardo Bellan, una scrittura a nome dei commissari testamentari, con la quale si chiede agli allievi la corresponsione, entro tre giorni, del pagamento della quota stabilita in 500 ducati dal Talamini stesso per formare la società, con precedente scrittura del 1° marzo 1760, pena l'esclusione dalla società stessa «che il tutto doverà dal sudetto giorno in avvenire restare e correre per solo conto e beneficio delle sudette signore Rosa Beltrame Talamini e Teresa Amadio sua nipote interessate e di quelli di essi signori che averanno adempito come sopra».<sup>37</sup>

Delle controversie sorte in seguito si trova notizia in una Supplica prodotta da Domenico Bonfedini a nome dei sei compagni ai Cinque Savi il 7 maggio 1760.<sup>38</sup> Successivamente a questa, per probabile intervento del Magistrato, il 28 maggio 1760 si istituisce con una scrittura privata «qual abbia però forza e vigore, come se fatta fosse per mano di Pubblico Nodaro» la compagnia tanto voluta dal Talamini, con alcune clausole, di cui si riportano le principali:

Gli utensili tutti siano a favore della compagnia, giachè il testatore stesso così precisamente ha disposto

L'affittanza di casa, ove sussisterà la fabbrica, come l'affittanza della bottega sopra il Ponte di Rialto, dovrà continuare a nome di Gio. Batta Talamini fu Giuseppe

La compagnia medesima sarà tenuta apagare d'annuo affitto per la bottega suddetta che serve anche di ricapito e richiamo per la fabbrica ducati 60 anticipati in rate due, principiando il di primo di marzo di quest'anno, così per porzione di casa, ove sussiste la fabbrica ducati 90, in rate due anticipate a principiare il di suddetto e per solita regalia candelle di onzie 4 mazzi due e maggioli d'onzie 6 numero dodici

La compagnia dovrà correre per anni sette principiati il di primo del passato mese di marzo e al suo compimento, non volendosi la continuazione dalli componenti, dovrà ognuno prender per uno

La compagnia sarà obbligata a supplire a tanse, salariati, restauri et utensili, che fossero per abbiognare a commodo e bisogno della compagnia e ad ogni altra spesa tendente alla fabbrica stessa, niuna eccettuata.

La cassa debba rimanere in casa della signora Rosa Beltrame e dovrà ella tener un'altra chiave della cassa stessa differente di opera dell'altra, che sarà tenuta dal direttore (Giuseppe Treco e Luigi Martini), dovendo però ogni mese esser fatto il fondo di cassa.

Di estrema modernità appare il punto 10 dove espressamente si stabilisce una importante disposizione a favore dei lavoratori:

che se alcuno durante la Compagnia si trovasse obbligato a letto da qualunque incomodo proveniente da male naturale e non volontario, sicchè non potesse esser atto al suo ufficio, habbi a godere il beneficio stesso degli utili come se fosse sano nell'attual suo impegno.

Voglio che seguita la mia mancanza sijno dispensati ducati 400 cioè D. 200 a poveri congiunti abitanti in Venezia che avessero bisogno et altri D. 200 all'i poveri della Contrada per una volta tanto e tale dispensa e distribuzione voglio sia fatta dalli Commissarij testamentari, Lorenzo Molin et il Sig. Curato della Contrada unitamente alla sig. Rosa mia moglie. A detta mia moglie voglio siino dati altri D. 600 di prelegato oltre la sua dote e l'interesse o Casato nel negozio di otto o sette parti. ... Il residuo poi destinato il da me come sopra. . . . 4° parte a favore di Lorenzo, altra 4° parte a favor di Marco miei fratelli altra 4° parte a favor d'unna sorella con D. 150 di più degli altri et altra 4° parte a figli di Paidena, fu mia sorella. ... Lasciando inoltre alli sei Compagni D. 23 per cadauno per una volta tanto.

Io Gio. Batta Talamini affermo e così vò e così voglio.

Aperto l'11 aprile 1760.

(ASV: Notarili testamenti n. 149 (95). Atti Jseppo Bernardo Bellan. La morte del Talamini, avvenuta alle ore tre è certificata anche nei Necrologi, B. 947).

37. ASV: Atti Notarili Bellan, B. 2203, c. 1178

38. «Agli Ill. mi et Ecc. mi Signori V. Savi alla Mercanzia:

Riguardo infine ai rapporti fra i lavoranti e le eredi Talamini, i Cinque Savi, ispirandosi ai desideri espressi dal Talamini stesso, sanciscono da un lato l'impegno di ognuno nei confronti della società stessa e dall'altro il rispetto da essi dovuto alla moglie e nipote:

Fu merito dell'ora fu Gio. Batta Talamini la nuova introduzione di manifatture di cerino atte ad imitare qualunque figura. Questa novità di lavoro che meritò non solo l'applauso della Dominante, ma il concorso dell'Estere Nazioni riportò il sovrano pubblico aggradimento espresso nel Decreto dell'Ecc. mo Senato 1752, 23 Novembre, che riguardò questa nuova Fabbrica come mezzo utile a promuovere il commercio, e che per maggiormente assicurarla discese ad accordare all'Inventore Talamini l'annua vitalizia corrisponsione di 25 ducati pagabili dalla Cassa del Conservator al Deposito a condizione però di render altri instrutti nella manifattura medesima, incaricandone sopra ciò questo Ecc. mo Mag. to da cui rese dipendente la Fabbrica stessa.

Relativa al Sovrano Decreto fu anche sotto li 13 Gennaio di detto anno estesa l'opportuna Terminazione con cui venne al sudetto Talamini ingiunto l'obbligo di trascogliere sei giovinetti nati di questa Dominante d'estrazione onesta, e civile per quelli iniziare, istruire, e perfezionare ne lavori antedetti nel periodo d'anni sette, ne primi cinque de quali niun obbligo avesse di corrisponsione verso di loro, e negli altri due susseguenti conseguissero quella onesta recognizione, che fosse corrispondente all'idoneità rispettiva del lavoro, che fosse reciprocamente convenuta.

Fra i prescieti dal sudetto Talamini con l'assenza, e dipendenza di questo Ecc. mo Magistrato furono le persone di noi Giuseppe Treco, Liberal Baretta, Luigi Martini, et Ambrosio Doglioni, servendo nel primo quinquennio senza alcun emolumento, e nei susseguenti anni con la sola tenue corrisponsione di Ducati 12 all'anno per cadauno.

La nostra idoneità al Lavoro e perfezione nella manifattura arrivò a segno che nell'anno 1760 corrente persuase il Talamini a proporre una compagnia, e società nel negozio composta di lui, della Signora Teresa Amadio sua nezza, e di cinque di noi, riservando l'ottavo loco al Doglioni, con poner ogn'uno per fondo della Compagnia un capitale di Ducati 500, e ripartir proporzionalmente gli utili dalla stessa derivante.

Fu sin da allora esibita una Scrittura distinta in vari articoli, che contenevano i patti della società, ma che non piacquero, ne furono sottoscritti, con tutto questo però ebbe principio fiduciarmente la compagnia stessa quanto sia al comune interesse, et impegno di società.

Successa fatalmente nella notte dei 10 Aprile passato la morte del sudetto Talamini; publicossi il giorno susseguente il di lui Testamento con cui spiega il suo desiderio per la continuazione della compagnia fra gli otto compagni, sostituendo nella sua parte la propria moglie, e disponendo a favore della compagnia unita tutti li utensij del negozio a vantaggio della moglie, Nipote, e compagni, istituendo sui comsjarj il N.H. Lorenzo Molin, et il Reverendo Curato della contrada unitamente alla moglie sudetta.

Veramente dobbiamo dire fatale la morte del benemerito Talamini, poichè quella buona armonia, e corrispondenza, che tra lui in vita, e noi seguì, e prima, e dopo principiata la fiduciaria compagnia venne ben presto perturbata, e distrutta dalla accennata di lui moglie, e nezza, quali a proprio talento professano disporre della soprintendenza, e direzione del Negozio, e far con Leggi, e condizioni da esse meditate dipendenti, e servi noi della loro volontà ed arbitrio.

Tali loro Sentimenti abbiamo prima con dolore raccolti da voci di carattere autorevole, e rispettabile, e ci vengono presentemente manifestate con estragiudiziale 5 corrente prodotta in atti Jseppo Bellan intimata a nome del N.H. Lorenzo Molin fu de Domenici, e delli Commisarj Testamentarj del fu Gio. Batta Talamini fu Giuseppe, con la quale compagnia certa intitolata Scrittura di compagnia si dice in parte simile all'abbozzo divisato in vita del Talamini, e in parte composta a genio, e capriccio loro, senza adito di regolazione, e con la risoluta alternativa, che o nel termine di giorni tre sia da noi prontamente sottoscritta, o in caso diverso s'intendino espulsi quelli, che non concoressero alla sottoscrizione. Tra li molti articoli, che compongono la manipolata scrittura si rendono principalmente osservabili quelli, con quali dispongono esse nella scelta della persona per la scrittura, e direzione, scelta per altro apparente, ma che in sostanza è lo stesso che tener appresso di loro, e la scrittura e la direzione medesima. Vogliono presso di loro la cassa, fissar la Ditta, la Firma, e le affittanze l'esclusione de compagni, e quasi il capital del negozio o posto, o da porsi fosse tutto di loro ragione, et egualmente di loro sole fosse tutto l'interesse, e la buona riuscita degli utili, in luoco di formar una società con patti reciprocamente convenuti, e di tutela eguale all'interesse comune de compagni, di tutto intieramente esse dispongono con patti e condizioni di puro arbitrio.

Se questo sia il buon, e giusto ordine con cui si passa fra compagni egualmente interessati nel stabilire un contratto di società, e se questo metodo possa ne pure dirsi consono alla volontà del Testatore, che brama l'unione nel negozio, ben lo rileva da se l'alto intendimento dell'E.C.C.V.V.

In tali circostanze di cose trattandosi di una compagnia di lavori e manifatture peculiari di questa Serenissima Dominante, introdotte con fortuna del veneto commercio, che attraggono con frequentissime ricorrenze soldo dall'Estere Nationi, per ciò protetta la Fabbrica dall'autorità Pubblica e beneficiata dalla Reggia munificenza dell'Ecc. mo Senato, e resa soggetta agli auspizj autorevoli di questo Ecc. mo Mag. to crediamo del nostro dovere rassegnar l'emergenza all'E. E. V. V. et il nuovo aspetto d'una procurata contesa, implorando l'autorità Sua, onde per quelle vie, che fossero credute opportune combinati i riguardi tutti d'una perfetta giustizia, e l'interesse universale de compagni, continui una compagnia stabilita in vita dal defunto Talamini desiderata da lui continuarsi con il suo Testamento in morte, et a tale effetto in unione beneficiata dagli utensij inservienti al Negozio.

Per quanto a noi spetta, come siamo pronti a porre ogn'uno la propria quota de capitali, che erano pronti, e furono esibiti anche in vita del Talamini, così siamo egualmente pronti a rassegnarsi a tutto ciò che fosse di ragione di giustizia del comune interesse, della reciproca cautella, ma che la volontà o per dir meglio l'arbitrio di due donne fomentate voglia dar Legge all'universale degli interessati, senza libertà d'escludere alcun patto, di proponer tutto ciò che credessero più conveniente al reciproco vantaggio per direzione, scrittura, Cassa, Firma, Affittanze, esclusione de compagni, questo è il colpo che ci scuote, e che diventa una novità mai usata, nè praticabile tra chiunque divisa o stabilirsi, o continuare in compagnia, i patti, le condizioni, le regole della quale o dall'unanime, o dal maggior concorso degli Interessati dipendono, liberi nel proporre, liberi nel rigettare, senza dipendenza da persone, che imponer possono una sogezione che in universale male s'adatta a simili faccende.

[...] come doveranno pure eseguire anco la signora Rosa Beltrame Talamini e Teresa Amadio sua nipote, come la stessa si è sin ora sempre impiegata nel lavoro et ha accudito al vantaggio comune con le sue capacità e cognizione delli generi tutti del lavoro sudetto, anco in tempo di vita di esso signor Gio Batta Talamini.

In un documento successivo a questo, troviamo che i Cinque Savi ribadiscono ancora come la direzione del negozio di Compagnia debba essere affidato alla Amadaio «per la capacità ed esperienza che ha la medema nel negozio stesso», ed ancora che «la cassa deve restare nelle mani delle due donne che abiteranno nella casa ove sussiste la fabbrica, la cui affittanza, come pure quella della bottega sopra il Ponte di Rialto restano a nome del Talamini»,<sup>39</sup> il che farebbe pensare che fosse apparso necessario ulteriormente rafforzare la posizione delle due eredi, probabilmente ancora messe in discussione dai lavoranti.

Dai documenti rinvenuti, i lavori della bottega negli anni successivi alla morte del Talamini, paiono ancora assai richiesti, facilitati gli allievi, almeno nei primi tempi, dalle numerose opere compiute dal maestro, materiali e cere colorate, che sappiamo esistenti nella bottega e nella fabbrica dallo stesso inventario dei beni immediatamente redatto a causa delle note contese fra gli eredi.

Se il Gradenigo infatti riporta la descrizione di un lavoro della nuova Compagnia poco tempo dopo la morte del Talamini<sup>40</sup> «29 Agosto 1760 - Gli allievi di Gio. Batta Talamini si allestiscono per esponere in pubblico, dopo la morte del loro Maestro, sul Ponte di Rialto, certe nuove manipolazioni di nuova et esquisita industria, cioè certi fiori intesuti di puro cerino». <sup>41</sup> ed ancora, il 29 novembre 1761, l'esposizione del *deser*, già citato, opera della nipote, qualcosa negli anni successivi dovette ancora intervenire: rivalità? inesperienza? cambiamento dei gusti? possiamo solo tentare di immaginarlo, di sicuro l'attività della bottega subisce un rallentamento e la sua conduzione appare affidata ora a uno o all'altro dei lavoranti, ora alla vedova, ma mai alla nipote che potrebbe essere già morta. Mancano attualmente documenti che facciano chiaramente luce sulle vicende che portarono negli anni ottanta al formarsi di una «Ditta Giobatta Talamini e Fratelli» da una parte e una «Ditta Fratelli Trecco» dall'altra, entrambe produttrici di «frutti di cera». Ricordiamo che i Trecco furono fra i primi giovani allievi del Talamini e che fino al 6 ottobre 1781, in una carta di pagamento delle Rason Vecchie, Giuseppe Trecco appare ancora rappresentante della Ditta Talamini.<sup>42</sup>

Unico dato certo è che nella relazione, già citata, del 23 settembre 1775 del Magistrato alle Pompe, non si fa più cenno ad una bottega Talamini sul Polte di Rialto. Ad ulteriore conferma di difficoltà anche economiche attraversate dalla bottega del Talamini, a partire da un decennio dopo la sua morte, o forse della estromissione dagli affari della moglie, interviene proprio il testamento di quest'ultima, signora Rosa Beltrame «relitta in 2 voto

All'ombra della Pubblica Autorità questo è il mestiere da noi appreso, e su la fede della pubblica protezione ci siamo con tutto lo spirito applicati ad apprenderlo, e perfezionarlo, non possiamo dunque disperare nell'emergenza il suffragio benefico della Pubblica autorità. Grazie.

(ASV, Cinque Savi alla Mercanzia, B. 362 Diversorum, Ff. 36)

39. ASV: Cinque Savi alla Merc. B. 362 Diversorum.

40. BMC: Mss. Gradenigo Dolfin, 67/viii, c. 32.

41. BMC: Not. Gradenigo. 67/vi, c. 59. Che il Ponte di Rialto fosse il luogo ove tradizionalmente il Talamini esponesse le sue opere lo testimonia un'altra annotazione del Gradenigo del 17 aprile 1757: «Gio. Batta Talamini, sopra il Ponte di Rialto, nella propria Bottega, sotto l'occhio universale espone varie qualità di Frutti, gettati in cera, che imitano il naturale a perfezione, con molta sua lode» (BMC: Not. Gradenigo. IV, c. 13). I notatori del Gradenigo (67/v, c. 120) riportano anche la curiosa notizia: «chi aplicasse ad un Deser di pezzi N. 11, rappresentanti un Giardino, Fontane, et Alberi di Cristallo, et pavimento di Specchi con cassetta per poterlo imballare, stà in ricapito da Girolamo Scabaja all'Insegna del Spiron d'oro, Orefice in Merzaria» a ulteriore conferma che il motivo ornamentale del giardino è dominante in quegli anni.

Anche il GRISSELLINI, *op. cit.* fa menzione dei lavori prodotti dagli allievi del Talamini dopo la sua morte: «[...] premiato quest'artefice dal veneto Governo colla sua solita Reale munificenza, tali egli fece allievi in siffatta professione, ch'emulando l'abilità del loro Maestro, già mancato di vivere da parecchi anni, sostengono con i loro lavori un capo di commercio che trovasi soltanto nella città di Venezia ad esclusione d'ogni altra d'Europa».

42. ASV: Savio Cassier, B. 58.

del Signor Gio. Batta Talamini», morta il 29 gennaio 1781, dal quale è possibile apprendere come essa sia vissuta in estreme ristrettezze dalla morte del marito<sup>43</sup> e che Teresa Amadio Talamini sia premorta alla zia. Niente ella ci dice invece riguardo ai lavori della famosa bottega o degli attrezzi lasciati dal marito agli allievi, che dopo vent'anni dalla sua morte paiono non rivestire più alcun valore nella sua memoria. Attualmente non conosciamo niente di specifico né della loro natura né dell'impiego che di essi faceva il Talamini nelle sue particolarissime tecniche di lavorazione. A noi resta la descrizione troppo generica dei capitali del negozio e bottega elencati nell'Inventario redatto dal notaio Bellan, nonché la descrizione contenuta nei documenti d'archivio delle molte opere prodotte dal Talamini, inviate in massima parte in Levante e a Costantinopoli.

#### LE OPERE DEL TALAMINI NEI DOCUMENTI D'ARCHIVIO

Attraverso la lettura dei numerosi documenti concernenti le ordinazioni alla bottega del Talamini, è possibile rendersi conto non solo del reale valore economico di questa produzione, ma anche dell'ambito di competenza finanziaria delle varie magistrature in ordine ai regali che la Serenissima era tenuta a fare in occasione di visite di Stato ed in particolare in Levante, secondo le regole del suo ricco cerimoniale.

A testimoniare come nella prima metà del '700 le originali creazioni del Talamini, con la caratteristica rappresentazione di fiori, piante ed animali, fossero considerate dalla Serenissima opere di gran pregio, intervengono in primo luogo i registri del magistrato della Rason Vecchia, mentre negli anni successivi alla morte del Talamini, i suoi lavori vengono elencati soprattutto dai Savi sopra Conti.<sup>44</sup>

25 maggio 1753

Tra le spese sostenute per l'allestimento di S.E Provveditor generale in Dalmazia e Albania Balbi, compare per la prima volta il nome del *Talamini*, per frutti di cera ducati 28, 16

28 novembre 1754

Tra le spese pubbliche occorse nel formare il Regalo da presentarsi a S. A. Duca di Pontienne compare per la prima volta il nome del *Tallamini* che riceve ducati 700 per *Anemali e Frutti*.

Fa seguito il 25 dicembre 1754 la polizza a saldo, sottoscritta da Gio. Batta Talamini ove meglio si specifica la natura di tali lavori:

Lavori ordinati e consignati all'Ecc. mo Cassier della Rason Vecchia e sono:

un Gallo di magiolo colorito, al naturale

una Galina simile con suo piedistallo Doratto Ducati 443

una Colomba di Maggiolo candida sopra piedistallo Ducati 83

un Cabarè e sopra tazza e piatto e piedistallo Ducati 121

magiolo doratti, Ducati 55

Frutti N. 48, Ducati 110.

Il tutto per 815 Ducati, ridoti dal Cassier Andrea Bon a 700

In occasione della visita a Venezia del Margravio di Brandenbourgh e della moglie so-

43. «[...] Per la sospensione fattami dal Pio ospitale degli Incurabili di questa città dal pagamento dei pro vitalizj in summa di ducati effettivi 63 all'anno a me dovuti sora ducati 1000 che ivi a mio credito sopra la mia vita ho investiti e tale sospensione dal pagamento di anni 10 [...] mi ridusse in tale e tanta desolazione che ho dovuto per vivere e mantenermi, far vendita delle mie gioie, argenti et altri miei affetti, cosichè di questo son restata priva con sommo mio dispiacere». «Per debito di giustizia e coscienza e a sconto del suo salario», tutte la poche cose che si trovano nella casa di S. Bortolomio, dove ha continuato a vivere tutti questi anni, Rosa Talamini le lascia alla fedele domestica Rosa Candide «non avendole mai corrisposto un soldo dalla morte di mio marito ed avendola essa invece amorosamente assistita per più di 30 anni». A conferma dell'affetto tra le due donne, Rosa Talamini lascia, in caso di premorte della madre, ogni avere al figlio della domestica, che si chiama neanche a dirlo, Gio Batta (ASV: testamento Zerbina Cesare Antonio, B. 1106). Dall'Inventario redatto il 13 apr. 1760 dal notaio Bellan dei beni del Talamini è possibile ricostruire con impressionante precisione oltre alla sistemazione e arredamento della casa, anche l'ammontare dei preziosi che saranno inseguito venduti dalla vedova nella sua lunga vecchiaia.

44. Vedasi ASV: Rason Vecchia, Cassa Grande, B. 382 e B. 384. Savi sopra Conti, B. 173.



rella del re di Prussia, la Serenissima allestisce un trattenimento in loro onore. Oltre ai «regali soliti per felicitarli della sua venuta», il magistrato delle Rason Vecchie è anche incaricato dal Senato di «fare immediate approntare un decente regalo per il valore di ducati 800». Così nella successiva nota del 21 luglio 1755 relativa alle «robbe ordinate da S. S. E. E. Savio Cassier del Magistrato Ecc. mo delle Rason Vecchie per formare un rinfresco da presentarsi a S. A. Serenissima Principe Margravio di Brandenbourg Brait», compaiono anche 6 «Bacili formati da Anemali varj, Frutti et altro della Fabbrica Talamini per ducati effettivi 128». Tale ordinazione è confermata alla stessa data da una polizza sottoscritta dal Talamini per lavori consistenti in:

«n° 2 Grue di Maggiolo con suo piedistallo

n° 2 colombe simili come sopra

n° 2 vasi fiori come sopra

n° 2 cabarè

n° 2 para pianelle

n° 200 frutti assortiti al naturale

Il tutto per il prezzo di Ducati 128 effettivi resi istabiliti dall'Ecc. mo Savio Cassier et Ecc. mo cassier delle Rason Vecchie»

5 agosto 1755 - Polizza a saldo per i precedenti lavori:

«Ho ricevuto dal N. H. F. Calalto, jo Gio. Batta Talaminj il saldo della presente Polizza con ducati 128».

10 settembre 1755

Nella nota delle spese stabilite dal Savio Cassier del magistrato della Rason Vecchia per: «Regallie a S. A. E. Elettor di Colonia sottonome di Westech, giusto il decreto dell'Ecc. mo Senato 4 corrente» si rileva una polizza di lavori richiesti al Talamini, per il valore di ducati effettivi 204, consistenti in:

«n° 2 piteri con piante di Garofoli»

«n° 2 Grue sopra piedistalli»

«n° 2 colombe sopra Albori e piedistalli»

«n° 2 Galli sopra piedistalli»

«n° 1 servitio da caffè contenente un cabarè, cogoma, sei piattelli, sei chichare, una zucheriera, sei cucchiari ed un mazetto fiori»

«n° 2 cabarè»

«n° 2 Guantiere»

«n° 4 tazze con suoi piattelli»

«n° 2 vasi di agrumi con piedistalli»

«n° 200 Frutti sortiti»

«n° 24 Maggioli bianchi rotondi»

1° dicembre 1760

Nelle spese fatte in occasione del rinfresco offerto a S. E. Ambasciatore Ecc. mo di Napoli giusto il decreto del Senato 29 Novembre, compaiono «200 zecchini a Gio Batta Talamini per Frutti di Cere varie».

27 maggio 1763

Nella nota delle spese fatte e ordinate dal Savio Cassier del Mag.to delle Rason Vecchie in occasione del rinfresco offerto all'Ambasciatore Straordinario di Sua Maestà Britannica, giusto il decreto 26 cadente del Senato, figurano

«n° 2 Colombe con piedistallo indorato e 106 Frutti sortati del Talamini per un totale di 50 Zecchini».

La ricevuta dell'avvenuto pagamento sarà fatta da Gio. Pastori «per la Ditta Gio. Batta Talamini», mentre il 30 maggio 1764 sarà Liberal Baretta, uno dei primi giovani bella bottega a firmare una polizza a saldo: «Ho ricevuto io Liberal Baretta per conto della mia Ditta Gio. Batta Talamini fu Giuseppe Ducati settantatre effettivi, dal N. H. Domenico Michieli Provveditor Cassier del Mag. to Ecc. mo delle Razon Vecchie, per saldo de Frutti e Anemali consegnati per regalare a Sua Altezza Reale il Duca di York, ossia n° 5 gallo, gallina e frutti».

30 maggio 1765

Nella nota delle spese del Savio Cassier per regali al Reverendissimo Padre Generale dei Canonici Lateranensi, giusto il Decreto del Senato del 18 maggio passato, compare scritto: «Più a Gio. Batta Talamini Ducati 44 per n° 20 Frutti sortati». Segue il 16 la Polizza di saldo del Baretta.

25 giugno 1770

«Il mag. to Ecc.mo delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per danno di fattura sofferta e spesa d'huomini nell'occasione di Robbe di cera e Frutti ordinati da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto Magistrato per il Regalo da presentarsi al Gran Duca e Duchessa di Toscana sotto il nome di Conte e Contessa di Pistigliano, giusto il Decreto dell'Ecc. mo Sen. 9 giugno caduto». Fa seguito Poliza firmata da Giuseppe Greco, un altro dei primi alunni del Talamini.

La maggior parte della produzione del Talamini fu però impiegata in regalie ai vari funzionari della Porta da parte dei Bails e Ambasciatori straordinari nonché dai Provveditori Generali in Dalmazia ed Albania, il che testimonia che le produzioni delle cererie veneziane, già apprezzate in Levante prima del Talamini, godevano all'epoca ancora di grande fama.

Il primo Bailo che impiega doni provenienti in modo documentato dalla bottega Talamini è Antonio Donà, giacchè se è vero che il Bailo Erizzo invia già nel 1739 «magioli, ossia Torze dorate n° 20 alle Favorite del Sultano» e il Bailo Venier nel 1745 parla di «16 magioli e 8 Torze dorate», non viene indicata la provenienza di tali doni.<sup>45</sup>

Nella lista degli effetti imbarcati sulla pubblica nave S. Carlo in partenza il 16 Aprile 1754 per Costantinopoli, in occasione del bailaggio A. Donà, compaiono come provenienti da Gio. Batta Talamini:<sup>46</sup>

«200 Torze dorate» (24 delle quali saranno regalate dal Donà al Bei delle Galere)

«30 Torzi da vento»

«18 Magioli – con la specificazione cere Talamini – evidentemente riferita alla produzione artistica esclusiva,

«n° 4 Vasi fiori» (regalo alle favorite del Visir il 31 ottobre 1754)

«n° 2 Colombi sopra pilastro» (regalo alle favorite)

«n° 4 Pitteretti Fiori e Frutti» (risultano da altro documento regalati al Bei delle galere il 20 settembre 1754)

«n° 4 Fruttiere»

«n° 4 Galletti»

«n° 6 Uccelletti» (furono regalati il 13 ottobre 1754 al Cavazi Bassi «perché sia favorevole alli Sudditi» insieme a 12 Torze dorate

«n° 6 Foletti» (regalo alle favorite del Visir)

«n° 6 Papuzze» (regalo alle favorite)<sup>47</sup>

«n° 2 Gallo e Gallina»

«n° 4 Scodelle con piatto e coperto»

Durante il bailaggio Donà, sempre provenienti dalla bottega del Talamini compaiono:

19 nov. 1754

Al Reis effendi:

«Torze dorate in numero di 78, 18 frutti di magiol, 24 cere in magiol e candele.»

3 dicembre 1754

Al Cavallerizzo del Gran Signore:

«12 Torze dorate con frutti di magiol

24 Candele e magioli»

1° aprile 1755

Dispaccio 23 del Donà – si parla tra le altre spese di «28 Torze dorate Talamini, per regalo alle Persone»

45. Nei registri della Cassa Grande del Magistrato delle R. Vecchie, 12 mag. 1752, si parla di un pagamento da farsi a Bortolo Mason speciale, «fornitore di zucchari e candele, per forniture al Provv. generale Da Mar Agostino Sagredo, elencando fra l'altro 24 Frutti sortadi di cera, che riteniamo provenienti dal Talamini, poiché siamo ragionevolmente certi, sulla base delle affermazioni dei Cinque Savi, che egli sia stato l'unico realizzatore di un tal genere di lavori: asv: R. Vecchie, B. 382.

46. asv: Archivio del Bailo, B. 315

47. Papuzze, ossia scarpe. Il loro uso fu introdotto a Venezia nel 1724; vedasi asv: Cinque savi alla merc. B. 349 Diversorum.

7 maggio 1755

Tra i regali al Cavarzi Bassi:

«18 Torze dorate, frutti Talamini»

1° agosto 1755

Al Barazi Bassi:

«34 Torze dorate, o siano frutti Cera»

Il 4 agosto 1755, facendo seguito alla lettera del 22 aprile, vengono sbarcati a Costantinopoli dalla nave Atta<sup>48</sup> S.S. Annonciata 100 Torze dorate e frutti diversi in cera, inviati al Donà dal Magistrato della Rason Vecchia, per i soliti regali ai funzionari turchi.

30 settembre 1755

regali al Reis effendi:

«2 Pitteri con frutti di cera Talamini

6 Torze dorate con frutti di cera»

24 febbraio 1755 *m.v.*

Al Gran Doganier «per la sua conferma nella carica» fra gli altri regali figurano:

«2 Torze dorate

2 cere Talamini, pitteri con fiori di cera»

29 febbraio 1755

Come regalo al Reis effendi:

«18 Torze dorate»

27 marzo 1756

Tra i regali al Bavazi Bassi «per esser favorevole ai sudditi»:

«18 Torze dorate.»<sup>49</sup>

15 novembre 1756

Dispense solite in occasione di battizi, sponsali de Dragomani, tra i regali fatti alla moglie del Dragomano «giusto al solito»:

«6 Torze colorate e frutti in cera diversi»

3 marzo 1757

Come regalo al Reis effendi:

«N° 2 Papuzze cere Talamini

N° 2 Fruttiere lavorate

N° 6 Torze dorate»

Al capitan Bassà:

«Torze dorate n° 12

Frutti cera»

12 marzo 1757

Al Cavazi Bassi:

«6 Torze dorate con frutti assortiti»

Anche durante il bailaggio di Francesco Foscari appare frequente il ricorso alla produzione della bottega Talamini, testimoniato dai registri delle Rason Vecchie.<sup>50</sup>

9 settembre 1756

«Il Mag. to Ecc. mo delle Rason vecchie deve dar a Giobatta Talamini per le qui appresso Cere ordinate da S.S.E.E. savio cassier et Cassier di detto magistrato, con l'intervento di Francesco Foscari eletto Bailo alla Porta ottomana, giusto il Decreto dell'Ecc. mo Senato 2 corrente:

48. Dicesi atta la nave oneraria, ossia da carico (Boerio).

49. Anche nei registri della cassa grande del magistrato delle Rason Vecchie, B. 382 si ha conferma di lavori del Talamini inviati a Costantinopoli al Bailo Donà giusto il Decreto del Senato, ossia:

n° 28 Peri  
n° 18 Cedri  
n° 18 Naranze Portogallo  
n° 18 Pomi granati  
n° 16 Pomi  
n° 12 Artichiochi

50. ASV: Magistrato delle rason vecchie, B. 382.

- n° 150 Torze dorate
- n° 240 Torzi da vento
- n° 800 Cera lavorata di tutto compimento
- n° 2 Cabarè verde e bianco
- n° 2 Guantiere dorate
- n° 2 dette Guantiere a corali
- n° 4 Scudelle con coperchio e piatto
- n° 3 Para papucce

Dovendosi consegnar imballato, ducati 3351.12»

In data 11 dicembre 1756 segue ricevuta firmata dal Talamini per D. 418 e 23 grossi, quale saldo per le spese per il Bailo Foscari, fatte dal N. H. Giacomo Marcello Provveditor Cassier del Magistrato delle Rason Vecchie.

13 febbraio 1757/1758 - Il Bailo Foscari include ancora lavori del Talamini fra i regali destinati ai funzionari della Porta.

«Il magistrato Ecc. mo delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per li qui appresso vasi, fiori, torze e altro ordinato da S. S. E. E Savio Cassier di detto Magistrato, per spedire a S. S. E. E Francesco Foscari Bailo alla Porta, giusto il Decreto dell'Ecc. mo Senato 28 Gennaro p.p

- n° 400 Candelle di libbre 4 taglio curto
- n° 150 dette di oncie 6 simile
- n° 200 Candelle da oncie 1
- n° 150 Maggioli schietti
- n° 8 Vasi Fiori
- n° 4 Vasi di garoffoli sortiti in Piante
- n° 20 di Giacinti doppi imperiali
- n° 2 detti di pulerè (?)

Per ducati 640. 6

Vi batte ducati 50 per averli avuti dal Mag. Ecc. mo alla Deputazione del Commercio

Dovendo essere imballato, ducati 590.60»

1° aprile 1757, nel conto dei regali dispensati nel Bailaggio di Francesco Foscari si legge:

«Cere Talamini, 12 Fruttiere lavorate

12 para papuzze»

2 marzo 1758

«Il Mag. to Ecc. mo delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per le qui apposte cere, vasi et altro ordinato da S. S. E. E Savio Cassier e Cassier di detto Magistrato per l'allestimento dell'Ambasciata Straordinaria da farsi da S. E. Francesco Foscari Bailo alla Porta Ottomana, giusto il Decreto dell'Ecc. mo Senato

- n° 8 Torzi da vento
- n° 6 Vasi garofoli sortadi
- n° 25 Persici da Verona
- n° 25 Armellini
- n° 25 Naranze Portogalo
- n° 50 Peretti soncini
- n° 12 Cedrati grandi di Firenze
- n° 100 Vissiole e Marinelle
- n° 100 Marostegane
- n° 25 Peri coronati
- n° 25 detti Giacoli
- n° 25 detti Bella dama
- n° 25 detti Buoni Xmi
- n° 50 Noci
- n° 12 Carobe
- n° 100 Pomi lavaroli sortadi
- n° 25 Pomi grandi
- n° 25 detti Fiorentini
- n° 50 detti sorta di Morosini, da mordana (?)
- n° 24 Groppi Uva sortada<sup>51</sup>

51. Nonostante, come si è detto, il Talamini non abbia mai voluto perseguire con le sue opere intenti naturalistici,

Dovendo consegnar imballato, ducati 3246.4»

30 luglio 1759

«Il Mag. to delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio Batta Talamini per le qui apposte Torze<sup>52</sup> donate come qui sotto ordinate da S.S.E.E. savio Cassier e Cassier di detto mag. to per spedire a S.E. Ambasciatore Straordinario Foscari alla Porta Ottomana, giusto il decreto dell'Ecc. mo Senato 21 cadente:

- n° 1 Servizio da caffè in N. 9 pezzi
- n° 4 Anemali Uccelli
- n° 6 Anemali Volatili
- n° 2 Scudelle de Brodo
- n° 1 Bellicon
- n° 2 Guantiere
- n° 2 Cestelle
- n° 4 Persici
- n° 4 Cedrati
- n° 4 Limoni di giardino
- n° 4 Vasi Uva
- n° 4 Pomi di Firenze
- n° 4 Peri BoniXmi»

30 luglio 1759,

c. 15

«Il mag. to Ecc. mo delle Rason vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per le qui apposte cere ordinate da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto magistrato per spedire a S. E. Foscari Ambasciatore Straordinario in Costantinopoli giusto il Decreto del Senato 13 corrente

N. 1000 candelle da tavola

N. 30 in Maggioli»

c. 15bis

nell'elenco delle Torze risultano

- «n° 2 Fiaschi grandi con oro
- n° 4 Bozzette collo lungo da acqua odorifera
- n° 4 Vasi bassi da Fiori
- n° 2 Baccinelle lavorate e dorate
- n° 4 Tazze due con fiori naturali e oro e due lavorate con oro
- n° 4 Persici
- n° 2 Cedrati di Firenze
- n° 4 Limoni
- n° 4 Naranze
- n° 32 per il prezzo di ducati 32.6»<sup>53</sup>

Numerosi sono i lavori del Talamini impiegati come *Regalie* durante il bailaggio di Pietro Correr, 4 maggio 1760-1° agosto 1765, registrati sia dai 3 Savi sopra conti<sup>54</sup> che dagli ufficiali delle Rason Vecchie.

3 dicembre 1760

«Il Mag. to Ecc. mo delle Rason vecchie deve dar a Gio. Batta Talamini per le qui apposte robbe ordinate da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto Magistrato per l'intervento di S. E. Pietro Correr K.r eletto Bailo alla Porta Ottomana:

pure appaiono interessantissimi i suoi riferimenti a specie botaniche proprie del tempo. In particolare, per quello che riguarda la frequente rappresentazione di agrumi, si fa notare come anche in questo il Talamini esprima, nel suo raffinato linguaggio, l'interesse proprio del secolo verso tali piante, che del giardino veneto dell'entroterra erano divenute non solo imprescindibile motivo ornamentale, ma anche fonte considerevole di reddito. Vedasi sull'argomento M. AZZI VISENTINI, *Il giardino delle Esperidi: gli agrumi nella storia, nella letteratura, nell'arte*, Firenze, 1996.

52. Torze, ossia più candele attaccate dal fianco (Boerio). Molto spesso però compare la grafia *Fozze*.

53. ASV: R. V. B. 382.

54. Vedasi, sull'argomento, ASV: Savi sovra Conti, B. 173; Arch. del Bailo, B. 311; Cassa Grande delle Rason Vecchie, B. 443. Tali spese sono registrate anche nel libro cassa del Bailaggio Pietro Correr 4 maggio 1761-30 settembre 1764: ASV: Arch. del bailo, B. 311, quando, nonostante la morte del Talamini, la bottega continua ancora a lavorare a suo nome. Ricordiamo che nell'inventario dei beni redatto in quell'occasione, risultano al 29 gennaio 1760 giacenti nella bottega «188 frutti di cera» e nel negozio «194 fusti sortadi da frutti».



n° 3 Fornimenti, uno ad uso di the, altro ad uso di caffè et altro ad uso di Chicolata ducati 792

n° 2 Casette con giacinti ducati 528

n° 4 dette con persianelle e giacinti ducati 880

Frutti a piacimento di S. E. Bailo sudetto ducati 280.»

In un successivo elenco di donativi redatto dal magistratodei 5 Savi troviamo specificato anche il numero di questi frutti, 160 e a chi verranno dati in dono:

22 ottobre 1761

«Al Bej della seconda Galera

N. 24 Frutti del Talaminj in cera»

3 dicembre 1761

«Regalo alle Favorite del Gran Sultano

Cere Talaminj, ossia Fornimenti tre, uno ad uso the, altro caffè altro d'uso di ciccolata.

Casette con Giacinti n° 2

Casette con Persianelle e giacinti n° 2

Frutti di cera sortiti n° 100»

11 dicembre 1761

«Spese straordinarie a differenti Persone

Cere Talamini: n° 2 Casette con Persianelle e giacinti, n° 30 Frutti di cera»

Il Correr stesso nel Dispaccio n. 36 del 1° settembre 1762 fa menzione di altri doni, ossia «galanterie», al Kavazi Bassi «per l'annuale rinnovazione delle tariffe» e parimenti al Kavazi di Galata. Trattasi di n° 37 e n° 38 Cera del Talamini, cioè Pitteri Garoffolati, Papuzze di Cera, Grue, Frutti, Tazze con coperchio e piatti di cera». <sup>55</sup>

1° marzo 1762

«Il mag.to Ecc.mo delle Rason vecchie deve dar a detto Gio.B. Talamini per le qui apposte robbe ordinate da S.S.E.E. Savio cassier e Cassier di detto magistrato per spedire a Pietro Correr Bailo alla Porta Ottomana giusto il decreto dell'Ecc. mo Senato 20 Febbraio p.p.

n° 100 Frutti sortati di cera ducati 400

n° 12 Tazze con coperchio dipinto ducati 575

n° 10 Torzi da vento da libbre 10 l'uno ducati 200

n° 100 Maggioli di peso di libbre 50 ducati 127

n° 2 Pitteri garoffoli ducati 528

n° 2 Casselle anemoni ducati 550

n° 2 Pitteri grandi di agrumi ducati 625

n° 6 para papuzze ducati 66

n° 2 Grue, N° 2 papagali, N° 2 Francolini, ducati 704

il tutto ducati 5047»<sup>56</sup>

Il 20 luglio 1763 da Pera di Costantinopoli il Correr elenca tra i regali da lui fatti in data 16 Aprile: al Gran Doganier per la sua conferma al Carico «2 Tazze in cera con piatto e coperchio». <sup>57</sup>

19 Aprile 1763, nella nota delle robbe da pagarsi a Isidoro Manzoni per la spedizione al Provveditore Generale in Dalmazia Michiell, oltre i damaschini, saglie e londrine, compaiono anche

«N° 36 Frutti e Torze» presumibilmente del Talamini, che lo stesso Michiell aveva richiesto al Senato.

27 giugno 1763

«Il Mag.to Ecc.mo delle Rason vecchie deve dar a Gio.Batta Talamini per le qui apposte Torze et altro

55. Anche i 3 Savi sopra Conti (B. 173) riportano il 4 settembre 1762 queste *dispense straordinarie* specificando: «Al Cavazi Bassi per la rinnovazione delle Patenti, Pitteri garoffoli in cera n° 2, Papuzze simili n° 2, Frutti di cera sortati n° 30, Tazze con coperchio + piatto n° 3».

«Al Cavazi di Galata: n. 2 cassette anemali di cera, n. 2 Papuzze cera, n. 2 Grue di cera, n. 30 Frutti sortati di cera, n. 2 tazze di cera con piatto e coperchio». Nell'elenco infine redatto dai 3 Savi sopra conti (B. 173) risultano ancora lavori del Talamini fra «gli Effetti di Pubblica Ragione spediti dal Magistrato delle Rason Vecchie ad uso dè Regali», sopra la nave atta nominata La gloria celeste il 16 giugno 1762, ossia:

«N° 102 Frutti sortati di cera

N° 12 Tazze con piatto e coperchio

N° 10 Torzi da vento».

Il Magistrato alle Rason Vecchie registra tali spese riguardo al Talamini alla voce «deve dar» il 1° marzo 1762.

56. Le spese indicate sono registrate anche dalla Cassa Grande delle Rason vecchie, B. 443.

57. Come da dispaccio 51 in filza: ASV: 3 Savi Sopra Conti, B. 173.

ordinate da S.S.E.E. Savio Cassier e Cassier di detto magistrato con l'intervento di S.E.K.r Ruzzini eletto Bailo alla porta Ottomana giusto il decreto dell'ecc.mo Senato 11 corrente

Torze dorate a piacere di S.E. Bailo sudetto ducati 500

n° 60 Torzi da vento ducati 1484»<sup>58</sup>

11 dicembre 1764

«per regalo al Bej della galea», giusto il Dispazzo in Filza

«n° 16 cere Talamini in torze dorate»

«Al Bej della seconda galea»

«n° 16 cere in maggioli e candelle»

30 settembre 1765

nel conto delle «robbe consumate nelli presenti mesi tre fin oggi» redatto dal Bailo Ruzzini compaiono anche:

«n° 20 cere Talamini, Torci da vento»

2 giugno 1765

fra i regali fatti al nuovo reis compaiono senza alcuna specifica attribuzione n° 30 cere.

30 giugno 1765

nel nuovo resoconto delle spese effettuate fino ad allora dal bailo Ruzzini compaiono N° 40 torci da vento non attribuiti al Talamini e così pure il 15 luglio 1766 tra i regali al Doganiere «per la sua conferma giusta il Dispazzo in Filza n° 107 compaiono 40 Foze dorate di ignota provenienza, mentre il 26 agosto 1766, come regalo alla moglie del Dragomano Luca Navon, si fa riferimento a «n° 25 cere»

4 febbraio 1766/1767

fra i regali al Cavazi Bassi:

«n° 24 Torze dorate»

Nella lista degli effetti spediti dal magistrato delle Rason Vecchie con la nave del Cap. Santo Domenico Tabacco compaiono infine nello stesso periodo n. 1.500 cere in candele.

In una nota del Senato 19 agosto 1769, riguardanti i generi non spesi per regalo ai Turchi, si parla anche di alcuni lavori del Talamini «24 Torzi, 5 Papucce, 64 frutti, 36 rame» che dovranno essere riconsegnati al magistrato alle Rason Vecchie.

Dopo tale data si registrano solo invii a Costantinopoli di lavori in cera senza particolari riferimenti anche se, da successive scritture delle Rason Vecchie, la bottega Talamini risulta essere ancora operante per la Serenissima.<sup>59</sup>

24 aprile 1770

«Il mag.to Ecc.mo delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per li qui apposti Frutti di cera, ordinati da S.S.E.E. Savio Cassier e Cassier di detto magistrato per spedire a S.E. Condulmer Provveditore Generale di Dalmazia et Albania giusto al decreto dell'Ecc.mo Senato 31 marzo caduto

6 Cedrate a naturale a ducati 6 l'una, ducati 36

6 Pomi rosa a ducati 4 d. 24

6 Naranze a ducati 3. 10 d. 21

6 Graspi uva a ducati 5 d. 30

6 Armellini a ducati 3 d. 18»<sup>60</sup>

6 agosto 1770

«L'ill.mo Ecc.mo mag.to delle Rason Vecchie deve dar alla Vedova di Gio Batta Talamini per li qui

58. Vedasi asv: 3 Savi sovra Conti, B. 173. Per la prima volta, dacchè il Talamini dopo il 1752 era divenuto l'artista prediletto dalla Repubblica per i suoi esclusivi lavori in cera, in una lista di acquisti ordinati da Antonio Maria Priuli eletto Provveditore Generale da mar del 24 dicembre 1763, compaiono «150 Maggioli a Bissella, da pagarsi a Giacomo Berera che fornisce anche Cere, zuccheri e confetioni», segno che la Bottega degli eredi Talamini comincia a risentire in qualche modo la perdita del maestro, mentre il 2 marzo 1771 compariranno ordini di Maggioli lavorati e candelle a Antonio Pagnan (Uff. delle Rason Vecchie, B. 384).

59. Asv: Rason Vecchie, B. 384

60. 1770, 31 marzo in Pregadi: «E da mò resta commesso al magistrato delle rason vecchie, bene intendendosi col Savio cassier del Collegio, di provvedere e di far parte al Provveditore Generale di Dalmazia et Albania, nuova missione de Regali, onde il provveditore generale stesso non si trovi privo dell'occorrente, come lo è in presente, dei generi inserienti alle disposizioni verso quei Passà e altre Figure turche. E del presente sia data copia al Magistrato delle Rason vecchie e al Savio cassier del collegio per lume e far eseguire in conformità. Antonio Cabini N. D.».

apposti casi ordinati da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto magistrato, con l'intervento di S. E. P. Venier K.r eletto bailo alla porta Ottomana, giusto il Decreto dell'Ecc. mo Senato 21 Luglio passato N. 250 Torze dorate per la somma di ducati 500  
N. 40 Torzi da vento di libbre 8 l'uno ducati 656»

28 gennaio 1771/1772

«Il mag.to Ecc.mo delle Rason Vecchie deve dar a Gio. Batta Talamini per li qui apposti Frutti di Cera ordinati da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto magistrato, per spedire a S. E. K.r Renier bailo alla Porta Ottomana, giusto il Decreto dell'Ecc. mo senato 14 dicembre p.p.

n° 34 Perseghi cera

n° 40 Armellini

n° 22 Naranze

n° 24 Cedrati grandi di Firenze

n° 20 detti più piccoli

n° 34 Pomi rosa

n° 8 Graspi de Uva sortati

n° 4 Limoni

n° 98 Vissiole e Marinelle

n° 1000 Candelle tutto compimento

n° 500 in Torzi da libbre 8 e libbre 10

n° 50 Maggioli da ½ libra l'uno»

24 Febbraio 1771/1772

«Il mag. to Ecc.mo delle Rason Vecchie deve dar a detto Gio. Batta Talamini per li qui apposti zuccheri e cere ordinati da S. S. E. E. Savio Cassier e Cassier di detto mag. to, per spedire a S. E. Querini Provveditore Generale in Levante, giusto il decreto dell'Ecc. mo Senato 15 corrente

n° 150 Candelle da tavola da libra mezza tutto compimento

n° 50 dette da oncie 4 tutto compimento

n° 50 dette da libbra una tutto compimento

n° 25 Maggioli a Bissetta (lla) da libra mezza tutto compimento

n° 475 Zuccaro fin in grani»

È interessante notare come in queste ultime forniture della ditta Talamini, non compaiano più le caratteristiche composizioni, ma prodotti in cera tipici di qualunque speziaria.

Altri riferimenti a pagamenti sotto la voce Talamini compaiono nei registri di cassa delle Rason Vecchie, illuminanti circa la frequenza delle ordinazioni fatte alla bottega:<sup>61</sup>

Haver

c. 165

1753 25 luglio - 28.16 Ducati

1754 25 maggio 183 Ducati

1755 24 aprile 154.3 Ducati

1755 7 agosto 172.2 Ducati

1756 11 dicembre 418. 23 Ducati

1757 22 maggio 25 Ducati

1767 17 giugno 19 Ducati

c. 266

1758 15 marzo 455.2 Ducati

1758 27 luglio 405.18 Ducati

1759 23 agosto 280.18 Ducati

1760 26 agosto 392.5 Ducati

1760 22 dicembre 65.18 Ducati

1760 9 febbraio 310 Ducati

1761 19 gennaio per cere lavorate 45 Ducati.

1762 23 marzo 630.21 Ducati

1763 26 agosto 185.12 Ducati

1764 28 ottobre 19.3 Ducati

61. ASV: Rason Vecchie, B. 443, reg. 28.

1767 12 giugno 19,3 Ducati

1768 31 maggio 1049,10 Ducati

1768 12 settembre 100 Ducati

Dalla data del 26 agosto 1760 a quella del settembre 1768, i pagamenti risultano fatti a nome di «Zuane Pastoni», uno dei primi allievi insieme ai fratelli Trecco.

Nelle carte del «deve Dar» vi sono ulteriori specificazioni a riguardo di tali spese:

c. 58

tra le spese di allestimento di S.E. Provveditore Generale in Dalmazia Balbi si legge.

«2 maggio 1753-a Gio Batta Talamini Ducati 28. 16»

c. 168

tra le spese di allestimento di S.E. Antonio Donà eletto Bailo alla Porta Ottomana

«2 settembre 1753-Ducati 283. 6 a Gio Batta Talamini per coppe dorate»

c. 205

tra le spese di spedizioni per il Bailo Donà

« 24 aprile 1755 - Ducati 154. 3 a Gio Batta Talamini»

c. 168

tra le spese di allestimento del Bailo Donà

«6 giugno 1755 - Ducati 172. 2 a Gio Batta Talamini»

c. 234

per l'elezione di S.E. Francesco Foscarì Bailo alla Porta Ottomana si legge fra le altre spese:

«11 settembre 1756 - Ducati 418. 23 a Gio Batta Talamini»

c. 205

per spedizioni a S.E. Antonio Donà

«11 febbraio 1756 - a Gio Batta Talamini Ducati 25 per frutti di cera»

c. 464

per spedizioni a S.E. Renier Provveditore Generale in Dalmazia e Albania

«Ducati 19. 3 a Gio Batta Talamini»

c. 346

tra le spese di spedizioni a S.E. Pietro Correr Bailo compagno alla data:

«2 marzo 1762 - a Gio Batta Talamini Ducati 630. 21 per lavori di cera»

c. 351

tra le spese di spedizioni a Piero Michiel provveditore Generale in Dalmazia e Albania si legge:

«28 Settembre 1764 - a Gio Batta Talamini Ducati 19. 3 per Frutti di cera»

c. 492<sup>v</sup>

tra le spese di allestimento di S.E. Zuanne Zusto eletto Provveditore Straordinario di Albania si legge:

«19 agosto 1768 - a Gio Batta Talamini 100 Ducati per Torze dorate e Torze da vento

c. 492<sup>r</sup>

16 gennaio 1769

per Pubblici Effetti sovranvanzati alla Carica Straordinaria N.H. Zuanne Zusto eletto Provveditore Straordinario in Albania Ducati 881 - Sono l'importare di tutti quei generi che furono riconsegnati in Ufficio li 30 Agosto p<sup>o</sup>p<sup>o</sup> perché abbino a servire a prima opportuna occasione e da questo Ecc. mo Mag. to fatto consegnare in Deposito a rispettivi infrascritti Mercanti per custodirli e tenerli a pubblica disposizione:

[...] Gio Batta Talamini per Torzi di Cera Ducati 83,2»

c. 302

tra le spese di spedizioni fatte a S.E. Francesco Diedo Provveditore Generale in Dalmazia e Albania, si legge anche:

«19 gennaio 1761-Gio Batta Talamini 45, Ducati per Cere lavorate»

c. 316

tra le spese per l'allestimento di S.E. Pietro Correr K.r eletto Bailo alla Porta ottomana compagno anche «Ducati 310 Gio Batta Talamini per Torze dorate»

Come si vede da tutti questi elenchi di ordinazioni e polizze rilasciate, quasi sempre il riferimento è a Gio. Batta Talamini anche dopo parecchi anni dalla sua scomparsa;

qualche polizza risulta a nome di suoi allievi, tre volte si incontra l'indicazione «vedova Talamini»,<sup>62</sup> in occasione delle spese di allestimento di S. E. Donà eletto provveditore generale da Mar, in occasione del bailaggio Venier già citato in data 6 agosto 1770,<sup>63</sup> in occasione del bailaggio Gradenigo nel 1776 ed infine una volta l'indicazione<sup>64</sup> «Rosa Talamini». Nel 1788<sup>65</sup> terminano i pagamenti e le ordinazioni alla Ditta Fratelli Talamini, mentre l'ultimo documento relativo alla produzione dei Trecco appare quello del 10 dicembre 1796, riguardanti spese fatte in favore di Andrea Querini Provveditore Generale in Dalmazia e Albania,<sup>66</sup> in entrambi i casi con la generica definizione «per frutti di cera».

Sopraggiunta la fine della Repubblica, è come se un velo calasse sul Talamini e la sua prodigiosa produzione che pure aveva saputo attirare su di sé non solo l'attenzione della Serenissima, che la vedeva quale possibile rilancio delle sue cererie e di tutta una produzione artistica minore ad essa collegata, ma anche e soprattutto il favore e l'apprezzamento delle più raffinate nazioni estere. Il Talamini, ignorato oggi, come si disse, nelle pagine delle più importanti enciclopedie d'arte e di scienza, venne ricordato in passato non troppo scrupolosamente, dal Tassini nelle sue *Curiosità Veneziane*, nei Notatori Gradenigo del Museo Correr e in un'operetta della prima metà del Novecento, riguardante le famiglie ascritte alla nobiltà argentea veneziana, redatta da Giovanni Dolcetti.<sup>67</sup>

62. Ivi, B. 443, c. 463-26 mag. 1767.

63. Ivi, B. 384.

64. Ivi, B. 445, c. 452.

65. Ivi, B.445, c. 197.

66. Ivi, B.445, c. 289.

67. ASV: GIOVANNI DOLCETTI, *Il libro d'argento delle famiglie venete*, Arnoldo Forni Editore, 1983, II vol. p. 82, in cui si descrive anche lo stemma dei Talamini, di origine cadarina, consistente in medaglione inquartato di rosso e di azzurro, recante la lettera 'T' attorcigliata da una biscia, segno di vecchia fede repubblicana. È possibile vedere questo stemma nella stube di un'antica casa di Vodo di Cadore ancora oggi abitata da una famiglia Talamini.



LILIANA DE VENUTO

A PROPOSITO DI TEATRO:  
DUE RAGIONAMENTI SETTECENTESCHI DA ROVERETO

**G**IUSEPPE VALERIANO VANNETTI (Rovereto, 1719-1764) e Clemente Baroni Cavalcabò (Sacco di Rovereto, 1726-1796), membri della roveretana Accademia degli Agiati, s'interessarono vivamente alla questione delle rappresentazioni teatrali e le dedicarono due lavori: il primo un *Ragionamento* che recitò ai soci nella seduta del 30 gennaio 1755, motivo per cui esso è conservato nell'Archivio Storico dell'Accademia stessa (ms. 131.2); il secondo un 'trattato' dal titolo *Delle Rappresentazioni Teatrali* che, non essendo stato letto nelle tornate accademiche, si trova oggi nell'Archivio Storico della Biblioteca Civica di Rovereto – ms. 16.3.(6) – dove confluirono tutti i suoi manoscritti. Rimasti entrambi inediti, essi sono qui trascritti ed analizzati.

L'interesse per il teatro, già ampiamente diffuso nei circoli letterari italiani della prima metà del Settecento, fu forse risvegliato nei due studiosi dalla stampa, nel 1753, *De' teatri antichi e moderni* di Scipione Maffei. Se per il Vannetti si conosce la data certa della composizione del *Ragionamento*, non altrettanto si sa per il lavoro del Baroni, mancando esso di qualsiasi indicazione di data. Agli stessi anni tuttavia si può far principiare l'interessamento dell'Autore all'argomento, considerando che gli accademici erano soliti affrontare contemporaneamente una stessa tematica, per poterne poi discutere collegialmente nelle periodiche riunioni dei soci. Il letterato continuò in seguito ad occuparsene fino agli anni ottanta del secolo e a tracciare appunti su fogli che raccoglieva in fascicoli; uno di questi – il ms. 16.3.(8) – contiene infatti riferimenti a pubblicazioni comparse nel 1785.

Lo scritto del Maffei rappresentava un ritorno al tema del teatro, da lui già trattato in precedenti lavori, a cominciare dalle giovanili *Osservazioni sopra la 'Rodoguna' Tragedia francese* (1719), per proseguire poi con la *Istoria del teatro e difesa di esso* (1723), e terminare col *Proemio alla Merope* (1745); a questi sono da aggiungere alcune recensioni e la *Risposta alla Lettera del Signor di Voltaire* (1745).<sup>1</sup> All'origine degli scritti maffeiiani vi furono sicuramente interessi teorici e pratici dell'Autore, dovuti questi ultimi al suo impegno imprenditoriale nell'allestimento scenico delle sue opere;<sup>2</sup> ma vi fu soprattutto un profondo amore per il teatro, che lo spingeva a difendere gli spettacoli dalle accuse che, ancora a metà del Settecento, scagliavano contro di essi giansenisti e rigoristi. L'opera del 1753 rappresentava appunto una lunga e documentata difesa delle rappresentazioni teatrali dagli attacchi del domenicano Daniele Concina, che – a un secolo dalle prime diatribe sull'immoralità delle scene – rinnovava le invettive contro di esse e le additava come una delle principali fonti di corruzione degli uomini. Il marchese, appoggiandosi ai pareri espressi sull'argomento dai Padri della Chiesa e dai teologi, che citava con grande sfoggio d'erudizione, sosteneva in particolare che non il teatro in quanto tale era disonesto, ma soltanto quello in cui si perpetravano scelleratezze e si fomentava il mal costume, come avveniva sulle scene dell'antichità; nell'età moderna invece – «da cinquant'anni in qua» – la situazione sarebbe notevolmente mutata in senso positivo, tanto riguardo alla qualità dei testi che alla loro rappresentazione, per l'attenzione prestata dagli autori ai risvolti morali dei canovacci.

1. Gli scritti sul teatro dello studioso veronese sono oggi raccolti in un unico volume: Sc. MAFFEI, *De' teatri antichi e moderni e altri scritti teatrali*, a cura di L. Sannia Nowé, Modena, Mucchi, 1988.

2. MAFFEI, *Istoria del teatro e difesa di esso*, in IDEM, *De' teatri antichi e moderni*, cit., pp. 15-49.

Nella sua dissertazione Giuseppe Valeriano si sofferma a considerare soprattutto la commedia, motivandone la scelta con la concomitante festività del carnevale; dell'oggetto in questione egli tocca essenzialmente due aspetti: i criteri che dovrebbero presiedere alla selezione delle opere da rappresentare e alcune modalità della loro messa in scena. Quanto ai primi, egli auspica che la selezione guardi a che l'opera sia «concepita giusta le vere regole» (le tre regole aristoteliche di luogo, di tempo e di azione), sia «osservatrice della moral cristiana» e sia «dettata in versi». Sviluppando più dettagliatamente il discorso, l'Autore, esponente tipico della cultura arcadico-razionalista della prima metà del Settecento, recupera alcune delle più importanti proposte avanzate dagli Arcadi per il rinnovamento del teatro: l'istanza della naturalezza dell'espressione, il principio della verosimiglianza delle azioni e la finalità educatrice degli spettacoli teatrali. Recupera anche, con toni di viva partecipazione personale, la polemica contro gli autori stranieri e i loro fautori in difesa della 'preminenza' italiana nel campo delle lettere.

La *querelle* sulla superiorità della poesia e delle lettere del Bel Paese non è nuova; essa fu avviata alla fine del '600 e, a metà del secolo successivo, si trascina ancora con toni veementi di orgoglio che si può già definire 'nazionale'. Occasione ne furono – come è noto – le provocatorie accuse lanciate contro la poesia italiana dai francesi Nicolas Boileau e Dominique Bouhours, fatto che produsse accorate risposte di difesa da parte dei letterati italiani e sollecitò gli spiriti più sensibili al rinnovamento della poesia e del teatro a creare nuove opere a smentita delle accuse. Scriveva Pier Jacopo Martello a Ludovico Antonio Muratori nella lettera del 25 aprile 1714 che, nel dare avvio alla composizione delle sue tragedie, intendeva risvegliare «l'emulazione tragica italiana»;<sup>3</sup> anche Carlo Maria Maggi si adoperò in questo senso, e in seguito il Maffei e Pietro Metastasio, seguiti a loro volta dai commediografi veneti, Carlo Goldoni e Pietro Chiari. Discriminante significativa fra i letterati era costituita dal problema riguardante l'atteggiamento da assumere di fronte alle opere teatrali straniere, francesi ed inglesi, indubbiamente più perfette di quelle italiane: bisognava guardare ad esse per trovare modelli e fonti d'ispirazione, come indicava Pietro Verri nell'introdurre il *Teatro comico* di Philippe Destouches in traduzione italiana,<sup>4</sup> e come auspicava anche Giuseppe Antonio Costantini nel suo breve trattato sulla commedia, *Della commedia italiana*, che diede alle stampe unitamente alla sua opera teatrale, il *Marito dissolto*?<sup>5</sup> Oppure si doveva ricorrere al ricco patrimonio di opere teatrali italiane, antiche e moderne?

Il Costantini, che aveva a cuore la riforma del teatro nazionale, apre il suo lavoro con la constatazione che «il vero oggetto della commedia è stato inteso da pochi di quelli, che hanno scritto di questo genere di composizioni, soprattutto se si resta in Italia; mentre li Francesi e gl'Inglese [...] l'hanno inteso, e con nostro rossore sono stati li primi ad eseguirlo»;<sup>6</sup> e, proprio in vista di un miglioramento degli spettacoli, indica agli autori alcuni criteri, a suo giudizio opportuni ed utili allo scopo: «I veri precetti che ragionevolmente guidar devono gli oggetti e la tessitura di questa sorte di componimento». Essi sarebbero l'organicità, da conseguire col rispetto delle classiche unità di tempo, di luogo e d'azione, la verosimiglianza da raggiungere con l'adeguamento delle «favole» alla vita e alla realtà concreta, e la naturalezza da ricercarsi con l'uso di un linguaggio semplice e vero.

Il letterato, noto ed affermato autore di un'opera in otto volumi più volte ristampata nel

3. La citazione è contenuta in H. S. NOCE, *Premessa*, in P. J. MARTELLO, *Teatro*, a cura di H. S. Noce, I, Bari, Laterza, 1980, p. 707.

4. MIDONTE PRIAMIDEO (PIETRO VERRI), *Introduzione*, in P. N. DESTOUCHES, *Il teatro comico del sig. Destouches dell'Accademia francese novellamente in nostra favella trasportato*, voll. 1-4, Milano, 1754-1755.

5. Il titolo completo dell'opera del COSTANTINI è *Della commedia italiana e delle sue regole ed attinenze considerate in riflesso al secolo nostro su i precetti ed esempj degli antichi e su la ragione ed applicate in seguito all'esame d'una nuova commedia comparsa alla luce col titolo del «Marito dissolto»; conferenze tra un cavaliere e l'autore delle Lettere critiche*, Venezia, G. Bettinelli, 1752.

6. La citazione del Costantini è ripresa dal *Ragionamento* del Vannetti; vedi *infra*, p. 356.

corso del Settecento, *Lettere critiche, giocose, morali e scientifiche*, era socio dal 1753 dell'Accademia degli Agiati, cui donò una copia del suo trattato sulla commedia con dedica manoscritta sul foglio di guardia, oggi conservata nella Biblioteca Civica di Rovereto. Giuseppe Valeriano, che evidentemente non condivideva le lodi tributate dal socio dell'Accademia agli stranieri, scende in lizza contro di esse, rilanciando su Molière le accuse d'immoralità, già formulate da Muratori e da Maffei sulle orme dei francesi A. Baillet e B. Bossuet.

I rilievi che venivano mossi al commediografo d'Oltralpe non erano tanto di natura letteraria ed artistica, riconoscendo i critici l'alto valore delle sue composizioni, quanto di carattere religioso e morale: «Altri son di parere – concludeva il Muratori a fine di un circostanziato elenco di mancanze, tutte gravi, attribuite al Francese – che nelle sue Commedie sieno sparsi con maniera finissima semi d'irriverenza alla religione, ed ascoso un gran veleno per condur genti a vivere senza timor del Cielo secondo le proprie voglie». <sup>7</sup> Non meno severo del Vignolese fu il Maffei, che in *De' Teatri*, così sintetizzava le accuse degli studiosi al commediografo francese: «Che diremo delle celebrate Comedie di Moliere? per la Morale sono mortali [...]. Vi si mette in ridicolo l'onestà, vi s'insegnano le furberie, vi si fa usar l'eloquenza per esortare al male, e vi si fa nel fine con fortunato evento trionfare il vizio o il rappresentato difetto». <sup>8</sup>

Circa la traduzione del teatro del Destouches, il Vannetti condanna l'operazione editoriale che di recente aveva proposto ai lettori italiani l'intera opera del Francese, <sup>9</sup> in quanto poco o nulla – egli sostiene – hanno gli stranieri da insegnare all'Italia: «Parmi che si potrebbe calmare un po' la furia e di tante nuove produzioni e de' volgarizzamenti di Teatri forestieri, che di fresco comparvero alla luce, per le quali non so con buona grazia vedere che l'Italia acquisti tanto, quanto per avventura perde»; <sup>10</sup> e in nome di un malinteso «onor della Nazione» (italiana), si fa accanito difensore della bontà e ricchezza della produzione teatrale italiana, nei riguardi della quale gli stranieri sarebbero debitori di tutto: dei canovacci, dei caratteri e delle situazioni. <sup>11</sup>

Il letterato roveretano tuttavia, nonostante la veste di difensore delle italiche glorie da lui assunta, quando si pone ad esaminare il teatro italiano fuori della polemica con gli stranieri, non manca di annotare pecche e difetti – la «corruttela», secondo la sua espressione – riscontrabili in esso. Gli stessi tentativi di riforma, attuati ai suoi giorni da vari autori, lo disorientano e lo indignano per la «irregolarità» e la «disparità» delle forme da loro adottate: qualcuno, egli annota, scrive in prosa, qualche altro nel verso rimato ossia martelliano, che «al parlar comune e naturale per assoluto non conviene»; sicché – conclude con insinuazioni non molto generose – «le Commedie in questi ultimi anni a furia composte sono piuttosto fatte per brama di arricchir, o mantener il borsello tanto di chi le detta, come di chi le rappresenta, che per imitar i nostri grand'uomini». <sup>12</sup> Anche i cosiddetti «riformatori del teatro», Goldoni e Chiari, non lo soddisfano: il primo perché non rispetta i tre requisiti necessari alla commedia, da lui enunciati in apertura del discorso; il secondo poiché usa il verso rimato a suo giudizio poco naturale. A questi autori egli consiglia l'imitazione degli antichi scrittori – Ariosto, Buonaroti – e l'esempio degli autori dei primi decenni del '700, che hanno rinnovato il teatro italiano; e soprattutto addita come modello supremo il Maffei, il quale con la *Merope* e *Le Cerimonie* avrebbe offerto alle scene italiane modelli di compiuta perfezione.

A queste considerazioni storico-teoriche il Vannetti fa seguire alcune riflessioni su aspetti concreti del modo di rappresentare le commedie sulle scene. Da buon frequen-

7. L. A. MURATORI, *Della perfetta poesia italiana*, t. 1, Venezia, MDCCXXIV, p. 572.

8. MAFFEI, *De' teatri antichi e moderni*, in *De' teatri antichi e moderni e altri scritti teatrali*, cit., pp. 171-236: in part. p. 122.

9. Vedi *supra*, nota 4.

10. Vedi *infra*, p. 356.

11. Vedi *infra*, p. 358.

12. Vedi *infra*, p. 359.

tatore dei teatri qual era, non soltanto in Rovereto, ma anche in altre città italiane, ha notato incongruenze nell'abbigliamento degli attori, che – a suo dire – raramente si attiene alla verità storica, nonché una sgradevole incongruenza fra gli intermezzi musicali che si eseguono fra atto e atto e lo svolgimento dell'azione.

Un dato va sottolineato nel discorso del Vannetti: egli fa un riferimento al teatro di Metastasio, di cui ha visto la *Didone*, ma non esprime alcun giudizio in merito all'opera e al genere melodrammatico, che sempre più incontrava il favore degli spettatori. Si sa quanto i letterati arcadi giudicassero negativamente questa forma di rappresentazione, come è evidente dal capitolo, il quinto del libro III della *Perfetta poesia*, che L. A. Muratori dedicò ad essa. Il critico e storico nel testo accusa il canto, di cui il dramma in musica era tutto pervaso, di essere elemento corruttore e fomite di «smoderata effeminatezza». Ispiratore di «mollezza, e dolcezza», più ancora di tenerezza, esso – afferma il Vignolese – s'insinua «segretamente» negli animi degli ascoltatori, e li seduce con la «languidezza delle voci» e il gusto degli «affetti più vili». Rimprovera quindi gli scrittori coevi per lo spazio sempre più ampio da loro dedicato alla passione amorosa, argomento che sempre più sembrava attirare il pubblico alle rappresentazioni. Gli «amori di senso, e dolcissimi» che si esprimono in «acutissimi colloquj amorosi» – egli rileva – distolgono gli spettatori dall'«amor della Gloria, e delle Virtù», per indirizzarli verso «sì poca saggia passione». Drammi in musica e tragedie rafforzerebbero questa moda con la conseguenza, così facendo, di tradire la finalità propria del teatro, che è quella di purgare gli animi dalle passioni. Gli autori fanno a gara per secondare questa tendenza bassa e vile del popolo, per «galantiare», conclude il Muratori, non esitando a coniare un neologismo, pur di marchiare con termine negativo il nuovo mal costume.<sup>13</sup> Non meno avverso al melodramma si mostrò il Maffei il quale, oltre a rilanciare contro di esso le accuse muratoriane di mollezza e di effeminatezza,<sup>14</sup> s'impegnò personalmente ad espungere dalla sua *Merope* qualsiasi concessione alla passione amorosa.

Conoscendo la fedele aderenza del Vannetti alle posizioni teoriche di questi due Autori, che colloca sopra tutti sia per l'eccellenza delle loro qualità intellettuali che per la loro osservanza della morale cristiana, sorprende il suo silenzio sul melodramma moderno, silenzio riscontrabile non soltanto in questo ma anche in altri suoi scritti. Si sa che egli era amante della musica, che egregiamente eseguiva su alcuni strumenti, e componeva brani da eseguire, anche se nessuno di questi è giunto fino a noi; si sa che apprezzava anche il bel canto, giusta la presenza del ritratto di Farinello nel suo studio. Sono sufficienti questi dati a ipotizzare un'imbarazzata omissione dell'Autore relativamente ad una questione che poteva causare un conflitto nel suo animo fra gusti personali e principi teorici di riferimento?

A prescindere da questa considerazione, comunque, appaiono evidenti i limiti del discorso del Roveretano, dovuti essenzialmente alla sua tendenza – comune d'altronde alla maggior parte dei critici del tempo – a dettare norme agli autori: quasi una mania precettistica; si vedano i rilievi rivolti al Gigli, al Fagiuoli e al Nelli, che avrebbero scritto «commedie buone ma non perfette, mancando lor se non altro la parte essenziale del verso». Ma si consideri anche il tradimento delle istanze, avanzate dagli Arcadi a favore dell'apertura del teatro alla vita e di un linguaggio semplice e naturale, da lui perpetrato: il suo stile, infatti, cede molto al gusto per gli arcaismi, mentre il suo ricorso frequente ai costrutti sintattici inversi, propri della tradizione umanistica volgare, denuncia una precisa intenzionalità espressiva, che nulla vuole concedere alle ragioni di comunicabilità, sentite dagli spiriti più avvertiti del tempo come requisito indispensabile per la produzione letteraria e scientifica. Forti limiti d'intelligenza e sensibilità, inoltre, egli

13. MURATORI, *Della perfetta poesia italiana*, cit., cap. v, pp. 31-45; «galantiare» a p. 53.

14. MAFFEI, *De' teatri antichi e moderni*, cit., p. 120; vedi anche p. 127.

rivela quando mostra di non cogliere la rivoluzione che stava avvenendo sulle scene italiane grazie alle commedie del Goldoni; a queste egli contrappone i testi teatrali di Maffei, di Gigli, di Fagiuoli e di Nelli i quali – è noto – che, pur raggiungendo il livello di una efficace e ‘moderna’ rappresentazione, non pervennero a risultati completamente riusciti e non oltrepassarono l’ambito della commedia letteraria. Chiusura e malinteso amore per la letteratura italiana emergono infine dalle invettive del Vannetti contro la letteratura d’Oltralpe: atteggiamenti questi deprecabili e oltremodo dannosi alle stesse patrie lettere, giacché le si privavano di ogni eventuale arricchimento che poteva provenire loro dalla conoscenza delle più qualificate produzioni letterarie straniere.

Clemente Baroni Cavalcabò affrontò la questione del teatro parecchio tempo dopo la recita del Vannetti in Accademia; sull’argomento sviluppò considerazioni personali che affidò a manoscritti senza apporre alcuna indicazione di tempo. Sicuramente le sue riflessioni si svilupparono nel corso di diversi anni, prendendo maggiore consistenza nel decennio settanta del Settecento, quando la frequentazione di conversazioni in casa dei nobili Bossi Fedrigotti di Sacco, vertenti sulla poesia e sulle opere teatrali, e il conseguente impegno dei giovani rampolli Fedrigotti e Cavalcabò nel rappresentare privatamente alcuni testi di autori contemporanei, lo sollecitarono ad interessarsi più sistematicamente e concretamente della materia.<sup>15</sup>

Fu l’impegno pratico quindi a spingere il Baroni ad approfondire la conoscenza dei più colti teatri dell’Europa coeva e dell’antichità; ciò che fece, leggendone le opere direttamente in lingua originale, poco fidandosi delle traduzioni in italiano. E, poiché non conosceva la grammatica greca, ne affrontò con gagliardo entusiasmo lo studio, benché in età ormai avanzata. Scriveva nel 1783 al suo amico di Trento, consigliere Francesco Vigilio Barbacovi: «Lo studio della lingua greca forma ora il mio favorito esercizio. Il desiderio d’intender Sofocle e Euripide a parlare nel loro nativo linguaggio, me ne ha fatto venir la voglia».<sup>16</sup> Prodotto di questo suo nuovo impegno fu la stesura di alcuni nutriti fascicoli di carte, che oggi si conservano inediti nell’Archivio storico della Biblioteca Civica «G. Tartarotti» di Rovereto. Il primo, ms. 16.3.(6) di 27 cc., è composto di due parti: un ragionamento compiuto sulle rappresentazioni teatrali (di cui si dà in appendice la trascrizione), pronto, come dice lo stesso titolo, ad essere stampato, e alcune analisi di opere teatrali sia italiane che straniere. Il secondo fascicolo, ms.16.3.(7), di 36 cc. non cartulate dal titolo *Analisi cominciata ma non terminata di alcune Tragedie del Cornelio, del Pastor Fido del Guarino, dell’Aminta del Tasso. Con varie osservazioni, ma confuse, sul machanismo della Tragedia, e del Melodramma* e il terzo, ms. 16.3.(8), di 84 cc., anch’esse non cartulate, dal titolo *Materiali pei trattati sui concetti e sulle metafore come anche sulle Rappresentazioni teatrali, colla critica di qualche tragedia, e traduzione ed esame di tragedie greche*, contengono scritti che, in parte, si possono considerare preparatori al ragionamento. L’ultimo fascicolo infatti si presenta come una raccolta di riflessioni eterogenee su argomenti disparati, succedutesi nel tempo oltre la stesura del trattatello compiuto: vi si trovano la critica della tragedia *Cinna* di Cornelio (Corneille), la traduzione e l’esame dell’*Antigone* di Sofocle, recensioni di opere riguardanti il teatro, foglietti di appunti e di esercitazioni in lingua greca, annotazioni sul mesmerismo e riflessioni, anche interessanti, su argomenti filosofici.

Il lasciare inconclusi i lavori avviati faceva parte della natura del Baroni, propensa ad affrontare contemporaneamente materie diverse, ma nello stesso tempo in difficoltà a portarle, tutte, a compimento a motivo della sua innata irrequietezza intellettuale; sicché molti dei suoi lavori, non soltanto quelli sul teatro, rimasero incompiuti.

L’intento dell’Autore, a quanto si desume dal titolo del primo fascicolo – *Delle rappresentazioni teatrali* – era dunque quello di scrivere un trattato sull’argomento delle opere

15. C. ROSMINI, *Memorie intorno alla vita e agli scritti di Clemente Baroni Cavalcabò*, Rovereto, 1798, pp. 94-96.

16. Ivi, p. 104, nota a.



sceniche. Secondo il suo metodo di lavoro, egli affrontò il compito in modo sistematico, analizzando sia la struttura dell'opera teatrale («la notomia del machanismo delle tragedie e del melodramma»), sia gli effetti d'illusione prodotti sugli spettatori e le loro reazioni emotive, il tutto sviluppando con quella chiarezza, ordine nell'argomentare, e sicurezza di giudizio che tanto i contemporanei apprezzavano in lui, senza trascurare gli aspetti stilistici e retorici della scrittura, come attestano le riflessioni sui concetti e sulle metafore, da lui avviate e, anch'esse, non portate a compimento.

Gli scritti dei due accademici, nonché amici nella vita privata, pur vertendo sulla medesima materia, sono espressioni di due temperie culturali diverse. Il primo appare totalmente circoscritto – per sensibilità, per autori di riferimento e problematiche – nell'orizzonte culturale del primo Settecento dominato dalle accademie arcadiche. L'altro è più proiettato – anche per ragioni anagrafiche – nella cultura della seconda metà del secolo, nella quale s'imposero istanze e problemi della civiltà dei lumi. Di questa Clemente condivideva l'interesse per le scienze, le metodologie empiristiche e sensistiche, l'etica individualistica e edonistica e, per ciò che riguarda il nostro discorso, molte delle posizioni elaborate intorno alla drammatica. Quanto poi, e in qual modo, egli assimilò quelle tematiche è problema storiografico ancora tutto da precisare.

Il trattato *Delle rappresentazioni teatrali* si apre con un *Proemio* di carattere filosofico, nel quale l'Autore indica le ragioni profonde per il quale l'uomo è «vago di sapere gli avvenimenti, e le vicende» dei suoi simili: sarebbe l'amore per essi la molla che porta qualunque uomo ad interessarsi ai fatti che li riguardano, gioiando se essi sono felici, soffrendo se al contrario sono tristi. Ma anche in questo caso egli avverte piacere, sia perché, commiserando gli infelici, si compiace di esercitare un'azione virtuosa, sia perché – annota l'Autore riecheggiando la lucreziana metafora del 'naufragio con spettatore' – i mali di cui sente parlare sono avvertiti come lontani nel tempo e nello spazio. L'amore per il teatro, quindi, sarebbe una parte della spinta a conoscere, propria della natura umana.

A queste considerazioni di carattere generale ne seguono altre di natura particolare sulla scrittura teatrale: questa si distingue dall'epica e dalla storia, per il motivo che rappresenta gli eventi «in forma operante», mentre gli altri due generi letterari si servono della narrazione. Il fine della drammatica, come quello di ogni specie di poesia, è il diletto, e questo si ottiene grazie alla scelta dei fatti e alla illusione scenica. I due aspetti sono fra loro strettamente legati, poiché il primo tende appunto a captare l'adesione emotiva degli spettatori, il secondo a rappresentare gli avvenimenti come se fossero veri. Per raggiungere questi effetti il poeta – suggerisce il Baroni – dovrà porre come protagonista dell'azione un personaggio amabile nel carattere, che persegua un nobile fine; a questo contrasteranno gli atti dell'antagonista, che dovrà necessariamente essere malvagio: dal conflitto fra i due personaggi si originerà un «involuppo» di eventi, che non mancherà di eccitare la curiosità degli spettatori. I fatti dovranno essere «rari ed insoliti», ma tali da non pregiudicare il criterio della verosimiglianza. Su questo criterio, inteso – come si è visto – quale regola fondamentale della creazione poetica teatrale, il Baroni si sofferma particolarmente. Il poeta – egli afferma, riprendendo il criterio del possibile di Aristotele (*Poetica*, 1451 a36-b7) – deve rappresentare fatti che abbiano il colore se non della verità almeno della credibilità;<sup>17</sup> essi cioè devono apparire al sentimento comune come possibili: «Non v'è che il possibile, il qual sia credibile, e che non tutto quello ch'è possibile in sé medesimo, lo è relativamente al pensar comune, cosicché si possa sperare, che venga ricevuto per tale senza alcuna prova».<sup>18</sup> Il sentire comune accetta, a suo giudizio, soltanto ciò che gli è noto e ciò che è in armonia con il suo orizzonte esperenziale e con i suoi valori.

17. Vedi *infra*, p. 366.

18. Vedi *infra*, p. 369.

La verosimiglianza quindi non si definisce in termini di astratta adesione al reale, ma in un'articolata costruzione, in cui il sentimento comune stabilisce i confini di ciò che può essere creduto o no sulla base della percezione dei fatti che accadono normalmente nella vita umana e che sono esperibili dai sensi.<sup>19</sup> In nome di un sensismo rigidamente inteso, quindi, l'Autore suggerisce che vengano eliminate dalla scena le «cose superiori alle umane forze, e opposte alle consuete leggi di natura, [...] e quelle che più di tutte hanno faccia di menzogna»,<sup>20</sup> in special modo le creature straordinarie, quali le divinità, i demoni e i folletti. Alla fantasia, cui pure riconosce il potere di vedere «quello che in realtà non vede»,<sup>21</sup> nulla concede in nome dell'aderenza al vero: soltanto questo permetterebbe l'effetto d'illusione proprio del teatro, reso più vivo dal fatto che uomini in carne ed ossa recitano e rappresentano, come attuali, eventi non reali e, nello stesso tempo, impedirebbe che quella illusione venisse a cadere.<sup>22</sup>

Il Baroni raccoglie qui la critica al «meraviglioso» che, sviluppata in Francia già da Boileau e Bouhours contro la poetica barocca, era stata ampiamente accolta nel Settecento dagli autori italiani d'impostazione razionalistica, i cui punti di forza – come è noto – erano appunto la polemica contro il ricorso al meraviglioso soprannaturale e la demitizzazione. Il Roveretano vi si sofferma a lungo sia nel testo, che nelle riflessioni aggiunte nei foglietti segnati con i nn. 2, 3, 4,<sup>23</sup> dove sostiene la tesi che l'abuso di presenze non umane nel teatro – come «gli Spiriti folletti, le trasformazioni magiche, i convitati di pietra» – hanno provocato la corruzione dei teatri d'Italia.

I fatti messi in scena possono essere tanto lieti quanto dolorosi; entrambi suscitano il piacere, anche se «miglior consiglio – egli suggerisce – sarà sempre quello di attenersi al fine lieto».<sup>24</sup> La preferenza dello studioso per una tragedia senza catastrofe collima col gusto per il dramma a lieto fine affermatosi nel corso del Settecento e durato fino agli anni settanta del secolo, quando si imporranno altre concezioni dell'opera teatrale.<sup>25</sup> Secondo alcuni interpreti essa rifletteva una più ampia concezione ideologica di tono ottimismo, tendente alla conciliazione dei conflitti e alla rappacificazione dei contendenti; ciò che richiedeva all'opera tragica finalità consolatorie.<sup>26</sup> In sintonia con questa visione si precisa anche la concezione della catarsi propria del Baroni, il quale ripete concezioni sviluppate dalla *Poetica* aristotelica e successivamente riproposte. L'Autore greco aveva indicato come fine della tragedia il «muovere» le passioni, specificate essenzialmente come terrore e compassione, al fine di modificarle;<sup>27</sup> a queste la saggistica rinascimentale e successiva aggiunse la meraviglia, l'orrore e l'amore. Accettando queste conclusioni, il Baroni affermava: i Greci «videro insieme, che per dilettere conveniva muovere le passioni. Queste sono di dolore, e di gioja».<sup>28</sup> Mostrando gli «inviluppi» che esse suscitano, gli errori in cui gli uomini si avvolgono e le virtù che possono salvarli dalle nefaste conseguenze, lo spettatore può pervenire ad un rasserenamento dell'animo, cioè alla catarsi:

L'uomo infine è vago per natura d'imparare, d'instruirsi, d'acquistare lumi, che servano a ben condurlo, e indirizzarlo nelle proprie azioni. Se i fatti perciò, di cui viene informato, sieno tali, che oltre l'appagare la natural curiosità ch'egli ha di saperli, servano a illuminarlo, fermando la sua riflessione sopra le vicende, e la instabilità delle cose umane, sopra la forza e i perniziosi effetti delle passioni

19. Vedi *infra*, p. 368.

20. Vedi *ibidem*.

21. Vedi *infra*, p. 366.

22. Vedi *infra*, p. 369.

23. Vedi *infra*, pp. 368-369.

24. Vedi *infra*, p. 364.

25. E. MATTIODA, *Teorie della tragedia nel Settecento*, Modena, Mucchi, 1994, pp. 7-9, 331-336; F. FIDO, *Le muse perdute e ritrovate. Il divenire dei generi letterari fra Sette e Ottocento*, Firenze, Vallecchi, 1989, p. 11.

26. MATTIODA, *Teorie della tragedia*, cit., p. 8.

27. ARISTOTELE, *Poetica*, 1449 b24-28.

28. Vedi *infra*, p. 373.

mal regolate, dei costumi depravati delle azioni perverse, o anche semplicemente sopra le deformità di certi costumi, e atti, che sono puramente ridicoli; e facendogli all'incontro conoscere, quanto giovi il tenere a freno le passioni, quanto impporti la dolcezza e moderazione de' costumi, l'essere giusto, riconoscente, benevolo, umano: non v'ha dubbio, ch'egli ritroverà negli avvenimenti, che se gli presentano, un nuovo fonte d'inesplicabile diletto.<sup>29</sup>

In questo brano l'Autore, sulle orme della critica illuminata del tempo, definiva la catarsi in termini di saggezza e moderazione, prendendo distanza sia dalle interpretazioni moralistiche e cristianeggianti, come ad esempio quella del Muratori per la quale la catarsi doveva tendere a purificare gli spettatori dalle passioni nocive; sia dagli eccessi stoici, che intendevano la purificazione come estirpazione delle passioni al fine di raggiungere l'apatia. Del Vignolese egli non condivideva la preoccupazione che il teatro, trasformandosi in istituzione pubblica – processo che si era avviato già dal secolo precedente – mettesse in crisi l'«utopia cattolica e tridentina della Città Cristiana»,<sup>30</sup> giust'appunto le parole dello stesso Muratori:

Nelle ben regolate Città non v'ha dubbio, debbonsi concedere al popolo alcuni onesti intertenimenti, che servano di sollievo alle fatiche, e col diletto restituiscano a gli animi annoiati dalle faccende la vivacità primiera. Ma qual ricreazione può mai compararsi a quella di una Commedia, e Tragedia ben fatta? Non il solo diletto, ma l'utile ancora da queste si ricava, o mirando gli esempi altrui come uno specchio delle nostre azioni, e fortune, o imparando a correggere i proprj costumi dal contemplar quei della Scena, o bevendo molti bei ricordi morali, onde vanno i migliori Poeti spruzzando i loro componimenti. Può divenire, in una parola, il Teatro una dilettevole Scuola de' buoni costumi, e una soave Cattedra di lezioni Morali. Sicché non solamente non gitterebbe il tempo, ma farebbe un singolar beneficio alla Cristiana Repubblica, chi prendesse la cura di riformar pienamente il teatro, acciocché in un medesimo tempo recasse diletto, e sanità a gli animi de gli ascoltanti.<sup>31</sup>

Così come non condivideva le posizioni di quanti, attardati nel solco della tradizione postconciliare, traducevano la catarsi aristotelica in termini di morale cristiana, nel quadro di una teoria per la quale il teatro doveva tendere essenzialmente *ad veritatem, ad utilitatem, ad religionem*.<sup>32</sup> Il superamento di questa impostazione lo portava invece – come si è visto – verso posizioni di ragionevole moderazione. Questo approdo sembrava così definitivo che il Baroni non vi si soffermava più di tanto, preferendo riflettere su un altro problema che sollecitava i letterati coevi in modo particolare: perché gli spettatori provano piacere nell'assistere ad eventi dolorosi e di quale natura è tale piacere. Nel *Proemio*, ma anche nel corso del ragionamento, l'Autore – oscillando fra altruismo e utilitarismo – sostiene che è l'amore per i propri simili che spinge gli uomini ad interessarsi alle loro vicende; ma, senza neppure nominarlo, ammette anche l'amore per se stessi, come chiaramente fa intendere l'autocompiacimento che egli attribuisce allo spettatore impietosito per gli infelici coinvolti in fatti luttuosi. «Nel commiserare i disgraziati, che soffrono ingiustamente, e nell'abborrire gli scellerati ci compiacciamo di esercitare un'atto virtuoso»,<sup>33</sup> afferma egli, forse suggestionato dalle considerazioni svolte da Melchiorre Cesarotti nella premessa alla sua traduzione delle tragedie volterriane *Il Cesare e il Maometto*.<sup>34</sup>

Quanto alla natura del piacere della tragedia, egli lo definisce un «miscuglio», un «urto di piacere, e d'abborrimento»,<sup>35</sup> dove l'abborrimento è causato dalla vista dei fatti

29. Vedi *infra*, p. 363.

30. F. TAVIANI, *La commedia dell'arte e la società barocca, La fascinazione del teatro*, I, Roma 1991, rist. anast., p. XXVIII.

31. MURATORI, *Della perfetta poesia italiana*, t. I, cit., pp. 47-48.

32. Sulla interpretazione cristiana della catarsi cfr. L. SANNIA NOWÉ, *Introduzione a Sc. MAFFEI, De' teatri antichi e moderni e altri scritti teatrali*, cit., p. XXII.

33. Vedi *infra*, p. 362.

34. M. CESAROTTI, *Ragionamento sopra il diletto della tragedia*, in *Il Cesare e il Maometto tragedie del signor Voltaire*, Venezia, Pasquali, 1762.

35. Vedi *infra*, p. 363.

orrorosi e il piacere dal sentirsi virtuosi e dall'avvertire quei fatti come lontani: «Ci [diletta] il veder noi lontani da' que' mali e pericoli, cui sono esposti gli altri».<sup>36</sup> Anche in queste argomentazioni si possono vedere influenze del *Ragionamento* del Cesarotti, ancorché vi confluiscano suggestioni più complesse, intese a definire la natura ossimorica del «piacere della tragedia», e più antiche, visto che già Lodovico Castelvetro nel suo trattato *Poetica d'Aristotele vulgarizzata e sposta* (1570), lo aveva definito come «piacere obliquo».<sup>37</sup> Per il Baroni concorreva a spiegare la qualità del piacere la consapevolezza del carattere di finzione dello spettacolo, che produceva nello spettatore tanto la «distanza» dai fatti rappresentati, quanto la «meraviglia» per la perfezione della finzione stessa, come si dice appunto in nota h:

Il riflesso dello spettatore che si mescola coll'illusione può impedire in due modi, che la scossa del dolore non giunga a offenderci: il primo è, che nel momento che si riflette si trova, che il caso è finto, l'altro è, che il piacer che si trae dalla meraviglia nel trovar così bene imitato il caso, serve a mitigare la scossa del dolore.

Le riflessioni del Baroni, qui riassunte, riflettono – come è evidente – motivi ed argomentazioni ricorrenti nelle discussioni sul teatro e sulla poetica dei letterati coevi, interessati al rinnovamento delle scene italiane. L'intento che animava la maggior parte di loro era liberarsi dalla precettistica imperante e dall'aristotelismo tradizionale, sentito ormai come ostacolo alla genuina creazione artistica, anche se non mancavano autori che, fedeli all'ortodossia aristotelica, ne riproponevano i fondamentali principi. Fra questi si ricorda, per la rinomanza raggiunta nel suo tempo, Francesco Saverio Quadrio – che Giuseppe Valeriano seguiva pedissequamente – il quale nella sua monumentale *Della storia, e della ragione di ogni poesia*, in tre volumi (1743), sistemò la produzione letteraria italiana alla luce dei principi poetici più tradizionali.

I letterati della penisola, tuttavia, nonostante l'aspirazione al rinnovamento, stentavano ad abbandonare il canone aristotelico-oraziano nei termini in cui era stato fissato dai saggisti cinquecenteschi, principalmente da G. Fracastoro autore di *Naugerius sive poetica* (1540) e da L. Castelvetro, che offrirono i fondamenti teorici alle riflessioni poetiche succedutesi nel Seicento fino agli epigoni settecenteschi, riproponendo, fra i molteplici temi concernenti la poesia e il teatro, il concetto aristotelico della catarsi come antidoto al disordine delle passioni, e l'istanza mimetica dell'arte, che si esprimeva nel motto *ut pictura poësis*.<sup>38</sup>

L'adesione del Baroni ai canoni tradizionali si avverte però con maggiore evidenza allorché, abbandonato il piano dei principi fondamentali, egli si addentra su quello della drammaturgia, nel quale rivela a pieno la sua incapacità di staccarsi dalle forme e dai moduli del teatro antico. Riguardo al punto fondamentale della materia tragediabile, egli ripropone infatti la distinzione fra tragedia e commedia posta dalla poetica aristotelica e successivamente cristallizzata dai commentatori. Secondo tale distinzione, la prima pone in scena soggetti eroici «costituiti in alto grado d'impero»<sup>39</sup> e perciò capaci di suscitare passioni sublimi: il dolore, la compassione, l'orrore; la seconda persone private coinvolte in vicende comuni, anche se vivacizzate dalla presenza di caratteri deformi, «ma di una deformità non eccedente».<sup>40</sup> Alla prima si addicono vicende eroiche e linguaggio elevato; alla seconda eventi 'umili' e linguaggio vicino al comune parlare, ancorché disseminato di arguzie a tempo e luogo opportune.

E tuttavia fu la stessa fedeltà alla tradizione classica che gl'impedì di apprezzare a pieno alcuni sviluppi del teatro moderno, soprattutto quelli che puntavano ad una

36. *Ibidem*.

37. Riprendo da MATTIODA, cit., pp. 24-25.

38. Per queste notizie cfr. W. TATARKIEWICZ, *Storia dell'estetica*, III, Torino, Einaudi, 1979, pp. 220-228.

39. Vedi *infra*, p. 364.

40. *Ibidem*.

medietà di tono e che produssero nuove forme teatrali, quali il 'dramma borghese' e la 'commedia larmoyant'.

Ma i nostri moderni meno scrupolosi, o diciamo pure meno filosofi degli antichi per appoggiare il lugubre delle loro Commedie col meraviglioso, cercano il grande, dove o non si trova, o non si trova che dimezzato, e dove non è accreditato né dalla Storia, né dagli esempi giornalieri; donde ne avviene poi, che i loro Comici Eroi con tutte quelle turgide parlate, e que' concetti d'una sublimità raffinata, che pongon loro in bocca, lascino trasparire la finzione, non facciano inganno alla fantasia, e non interessino infine quanto basta per compensare la malinconia della rappresentazione.<sup>41</sup>

In questi termini egli giudicava i tentativi degli autori moderni di creare una tragedia non mitica e regale come le antiche opere, ma incentrata su personaggi provenienti dai ceti 'medi' della società, coinvolti in vicende comuni. Esempi di questo nuovo genere, destinato a grandi fortune nei secoli Sette-Ottocento fino agli esiti contemporanei dei drammi di Ibsen e di Shaw, erano *Le London Merchant* de George Lillo (1693-1739), *Le père de famille* di Diderot e, in Germania, *Emilia Galotti* di Lessing.

Ancor più severamente il Baroni giudicava la «commedia del genere piangente», come lui stesso la chiamava,<sup>42</sup> esponendo nelle ultime pagine del Trattato la trama di una di esse cui aveva assistito. Dal modo con cui semplificò lo sviluppo degli avvenimenti fino a ridicolizzarli, si comprende quanto egli rimanesse estraneo alla nuova proposta drammaturgica, tanto da non cogliere le dinamiche del *plot*, col risultato che gli «involuppi» e l'esito stesso gli parevano gratuiti. Così infatti concludeva il letterato:

Se volete saper l'esito della Commedia, di cui vi ho parlato, tutti gli Spettatori anco mezzanamente accorti e non prevenuti in favor delle novità, si partirono dal Teatro mal contenti dell'Autore, che dopo avergli sì a lungo, e male a proposito rattristati avesse creduto di mandargli a casa contenti con una sì manifesta fola da Romanzo. Ecco dove va a finire il prurito della novità, e del meraviglioso, e il voler abbandonare le vie con sì prospero evento calcate da' nostri Padri, e Maestri.<sup>43</sup>

Per lo stesso motivo egli fu incapace di apprezzare il melodramma, e con ostinatezza rigettò ogni tentativo, messo in atto da critici coevi, per legittimarlo e collocarlo fra i generi tradizionali di teatro:

Il figurarsi una specie di mezzo chiamata melodramma, ossia Opera – afferma in un passo dei suoi appunti manoscritti – sarà sempre un'errore fondato sopra un principio storto, con cui mettendo per fondamento del dramma un canto lussureggiante, che domini per entro a tutta la rappresentazione, si crede d'essere in diritto di accomodarvi uno stile proporzionato [...] senza riflettere, che con ciò si viene a distruggere l'intrinseca natura del Dramma stesso. Sarà questa, se si vuole, una specie di mezzo, ma sarà un mostro, cui male si accomoderà il nome di Dramma.<sup>44</sup>

Le argomentazioni contro il melodramma si fecero più serrate e puntigliose nella sua recensione al libro di Stefano Arteaga sull'opera musicale italiana, apparso in seconda edizione a Venezia.<sup>45</sup> In esso lo studioso di origine spagnola, già appartenente alla compagnia di Gesù, inserendosi in un dibattito aperto dai critici del teatro, tentava una ragionata riflessione critico-estetica sul dramma in musica italiano, che additava come modello del genere;<sup>46</sup> creazione originale della letteratura italiana – egli sosteneva – esso fu portato a perfezione da Pietro Metastasio, dopo che Apostolo Zeno ne ebbe ripulito le forme.<sup>47</sup> Numerosi ed eccelsi, secondo il critico, erano i pregi del melodramma metastasiano, che andavano dallo stile oltremodo felice del dettato, all'uso della lingua

41. Vedi *infra*, p. 365.

42. Vedi *infra*, p. 373.

43. *Ibidem*.

44. BCR, AS: Ms. 16.3.(8).

45. S. ARTEAGA, *Le rivoluzioni del teatro musicale italiano dalla sua origine fino al presente*, Venezia, Palese, 1785; la prima edizione fu invece stampata a Bologna dall'editore Trenti (1783).

46. N. BORSSELLINO, *Stefano Arteaga*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, IV, cit., pp. 352-355.

47. ARTEAGA, *Le rivoluzioni del teatro musicale italiano*, cit., p. 131.



italiana, da lui piegata come nessun altro autore «all'indole della musica».<sup>48</sup> Altro merito del poeta, secondo l'Arteaga, fu quello di aver dato ai contenuti del dramma «verità» e «sensatezza», laddove prima di lui sulle scene si rappresentavano soltanto «i delirj dell'antica mitologia».<sup>49</sup> Ed inoltre: il Metastasio possedeva in «alto grado l'eloquenza del cuore», conoscendo a fondo la «filosofia dell'Amore»: «Niuno l'ha dipinto [l'amore] con più genuini colori ora rendendo visibili i sentimenti più ascosi, ora semplificando i più complicati, ora smascherando le più illusorie apparenze».<sup>50</sup>

Contro le tesi dell'ex gesuita, e di quanti vedevano nel melodramma la forma moderna della tragedia, il Baroni negò che il dramma musicale fosse una novità del teatro italiano, in quanto già nell'antichità – sostenne – le tragedie greche erano accompagnate dalla musica «da capo a fondo»;<sup>51</sup> rigettò il tentativo perseguito dall'Arteaga di attribuire al melodramma come proprio lo stile lirico, con l'argomentazione che la tragedia antica comprendeva in sé anche quello stile; ritorse a favore della sola parola il potere attribuito dal critico al dramma in musica di «penetrare addentro al cuore, e intenerirlo»;<sup>52</sup> volse infine al melodramma l'antica accusa muratoriana di aver subordinato la poesia alla musica.

È evidente che il Baroni anche per il genere del melodramma non colse le novità, apparse sul teatro italiano già da alcuni decenni, che diedero, e avrebbero dato, ad esso nei secoli a venire lustro e fama nel mondo; e ignorò volutamente – come fecero anche i letterati suoi concittadini – la riforma del Metastasio, che fin dagli anni trenta del Settecento aveva portato il melodramma a pienezza di forma e di perfezione. E non colse nemmeno i mutamenti della mentalità collettiva che sottoponevano il sentimento d'amore ad una trasmutazione: da «poco saggia passione» (Muratori), esso diveniva affetto nobile e motore di tutte le azioni umane. Proprio per lo spazio che offrivano ai sentimenti, soprattutto a quelli ispirati al mondo dolce-amaro della sensibilità amorosa,<sup>53</sup> oltre che per la forma scenica della rappresentazione, dovuta ad una ineguagliabile mescolanza di musica canto e scenografia, le favole messe in scena dal poeta romano riscuotevano ampio favore presso il pubblico e presso alcuni letterati, come l'Arteaga, che comprendeva ed esaltava l'«eloquenza del cuore» dispiegata nelle opere del Metastasio, senza tuttavia ignorarne gli eccessi,<sup>54</sup> mentre altri – si pensi al Muratori, cui faceva seguito il Maffei – le accusavano di assecondare troppo il gusto del pubblico per le «galanterie».

Di questi mutamenti verso il mondo dei sentimenti si trovano invece ampie attestazioni nella letteratura, ma anche – se ci si sposta nel campo della religione – nella mistica, soprattutto femminile, e nella religiosità comune, dove – si ricordi – si era affermata la devozione per il «cuore» di Cristo, l'amore del quale e verso il quale era inteso come «dolcezza».<sup>55</sup> Le opere teatrali e il melodramma, specialmente quello di Metastasio «nella sua calda sensibilità patetica, nella direzione del 'cuore' e delle sue vibrazioni»,<sup>56</sup> davano appunto espressione a queste inconsce attitudini collettive e riscuotevano perciò largo successo.

48. Ivi, pp. 82-83.

49. Ivi, p. 93.

50. Ivi, pp. 121-122.

51. BCR, AS: Ms. 16.3.(8). Fra i più convinti assertori che il melodramma rappresentasse la moderna tragedia si ricordano Antonio Planelli (*Dell'opra in musica. Trattato, 1772*); Ranieri de' Calzabigi (*Dissertazione su le poesie drammatiche del sig. abate Pietro Metastasio, 1774*) e Francesco Algarotti (*Saggio sopra l'opera in musica, 1763*); per queste questioni cfr. MATTIODA, *Teorie della tragedia nel Settecento*, cit., cap. IV.

52. BCR, AS: Ms. 16.3.(8).

53. Cfr. W. BINNI, *L'Arcadia e il Metastasio*, Firenze, La Nuova Italia, 1984, pp. 247-252.

54. ARTEAGA, *Le rivoluzioni del teatro musicale italiano*, cit., pp. 141 ss.

55. Nell'ottica di un recupero delle devozioni popolari alla storia della mentalità collettiva vedi della scrivente gli articoli sul culto per il Sacro Cuore, pubblicati nella rivista «Santini et Similia» (Manduria-Brindisi), nn. 24, 25, 27, 28, 29, 31.

56. BINNI, *L'Arcadia e il Metastasio*, cit., p. 253.

È ben vero che il letterato roveretano poneva attenzione alle forti emozioni ed auspicava che i poeti dessero spazio nelle loro trame a quei «fatti che traggono tutta la loro origine dalle passioni»;<sup>57</sup> ma queste intendeva come «le passioni tragiche» contemplate dalla retorica e dalla poetica antiche, delle quali considerò a sufficienza la compassione e il terrore, poco invece l'amore. Ma il gesuita Saverio Bettinelli scriveva a questo proposito: «L'autor sempre mira ad impegnar il cuor dello spettatore, e questi va al teatro per essere commosso e impegnato».<sup>58</sup> Questo spostamento verso il mondo della sentimentalità porterà, nel prosieguo del tempo, all'affermazione, anche nel campo dell'arte, della «verità del sentimento» su quella del «fatto», con conseguenze importanti nella forma stessa dell'opera teatrale, nel senso che permetterà di superare «l'ossessione per le regole»,<sup>59</sup> di giustificare qualsiasi manipolazione della materia teatrale in senso favolistico e fantastico, di sostituire agli astratti principi della morale, la vivente «analisi del cuore umano».<sup>60</sup> E, se si tiene conto che la passione principale è quella amorosa, si comprendono le ragioni che portavano gli autori delle tragedie e del melodramma a concedere spazi sempre più ampi alle vicende d'amore.

Altri limiti accusa il Baroni nella sua concezione del piacere per gli spettacoli che, come aveva annotato nel *Proemio*, si manifesta negli spettatori al cospetto non soltanto di eventi dolorosi, ma anche di fatti atroci che nella vita comune si aborriscono e si tenta in ogni modo di evitare. La paradossalità di questa attitudine umana, che aveva incuriosito i saggisti di età moderna a cominciare dal Fontenelle, il quale annotava nel paragrafo xxxv delle *Riflessioni sulla poetica*: «On veut être ému, agité: on veut répandre des larmes»,<sup>61</sup> era spiegata in termini di comune esperienza psicologica o peggio di morale. Le giustificazioni addotte dal Baroni: il piacere per spettacoli orrorosi deriverebbe dal compiacimento che lo spettatore, nel mentre avverte compassione per gli infelici, sente che sta esercitando un atto virtuoso o che comunque quei fatti sono 'lontani', e dalla meraviglia per la perfezione della finzione, appaiono interessanti, soprattutto il secondo per il suo vertere sugli aspetti formali dello spettacolo, ma non del tutto adeguati allo scopo, in quanto non scaturiti da un punto di vista più alto. Questo si sarebbe conseguito con la percezione di un'attività specifica della mente, costituente uno spazio affatto particolare, autonomo e libero da interessi conoscitivi o di morale – quello che corrisponde appunto al campo dell'estetica; soltanto allora si sarebbe venuti a capo della questione: quel sentimento misto di negatività-positività, di dolore e di piacere, anzi di piacere nel dolore, sarebbe stato comprensibile in quanto prodotto di quell'attività originale, cui la natura ossimorica non ripugna, anzi offre motivi di grande esaltazione, sì da produrre, oltre al sentimento del bello, quello del sublime. Soltanto in quest'ambito potevano trovare spiegazione quegli effetti di 'distanza', verificatisi nell'assistere agli spettacoli, e di 'meraviglia', effetti che i saggisti tradizionali spiegavano invece in termini di psicologia comune o di morale. La 'distanza', come la dislocazione, l'estraneamento, ecc., il gusto per i meri aspetti formali dell'opera d'arte – spiegheranno i teorici dell'arte – saranno alcune delle modalità dell'esperienza estetica.

Le riflessioni sull'estetica che si sviluppavano in Francia ed in Inghilterra andavano in questa direzione e, nel mentre definivano questioni inerenti all'arte, delineavano una nuova mappatura della mente umana, modificando profondamente l'antropologia filosofica, nel senso che, alla tradizionale suddivisione psicologica in senso-ragionevolontà, contrapponevano una più ampia articolazione delle facoltà, delle quali erano

57. Vedi *infra*, p. 371.

58. S. BETTINELLI, *Del teatro italiano*, in *Tragedie*, Bassano, Remondini, 1788<sup>3</sup>, p. 49.

59. Su queste tematiche cfr. M. ARIANI, *L'ossessione delle "regole" e il disordine degli "affetti": lineamenti di una teoria illuministica del teatro tragico*, in *Il teatro dell'Illuminismo*, «Quaderni di teatro», III, 11, 1981, pp. 233-258.

60. P. SZONDI, *Teoria del dramma moderno*, Torino, Einaudi, 1962, pp. 10-13.

61. B. LE BOVIER DE FONTENELLE, *Sur la poétique*, in *Œuvres complètes*, III, Genève, Reprints Slatkine, 1968, pp. 1-30: in part. p. 14; cfr. anche MATTIODA, *Teorie della tragedia nel Settecento*, cit., cap. II, *La catarsi e il piacere tragico*.

potenziate quelle del sentimento e dell'immaginazione: saranno queste, unite all'attività dei sensi a dare origine all'esperienza estetica. Alexander Pope nella *Seconda Epistola del Saggio sull'Uomo* (1730) delineava infatti una triade di attività mentali, formata da ragione, immaginazione e cuore, costituente il fondamento indispensabile alla pienezza della vita spirituale dell'uomo. Il cuore – affermava il pensatore inglese – è la sede delle passioni, ed alimenta l'immaginazione mentre la ragione, che «sta a distanza», valuta le conseguenze delle dinamiche affettive e a quelle pone freno.<sup>62</sup> Come è evidente, veniva in tal modo operato un capovolgimento dell'assetto mentale, che toglieva alla ragione il suo ruolo dominante a vantaggio dei sentimenti e dell'immaginazione.

Ben diversamente atteggiati appaiono i letterati di cui ci stiamo occupando – Giuseppe Valeriano Vannetti e Clemente Baroni Cavalcabò – di fronte alle ragioni dell'immaginazione e della fantasia, difese dai pensatori d'Oltralpe; basti considerare le discussioni da loro sviluppate intorno al breve trattato sull'egloga, *Discours sur la Nature de l'Églogue*, dello stesso B. Le Bovier de Fontenelle. Il Baroni si mostrava più propenso dell'amico a difendere le posizioni dell'Autore francese a favore della libertà della fantasia poetica;<sup>63</sup> eppure, di fronte ai mutamenti che la nozione del «bello» subiva alla luce delle nuove formulazioni poetiche nel senso di una sua ridefinizione in termini di soggettività, egli, fedele alla tradizione classica, riproponeva la concezione del bello come realtà unica e oggettiva, e sosteneva – con spirito incontestabilmente dogmatico – che esso fosse stato definito una volta per sempre dai Greci. Scriveva a questo proposito:

Il Bello, ch'è l'oggetto della Poetica, consiste in un punto per così dire indivisibile, il quale colpito che siasi una volta, non ammette ulteriori tentativi, e volendone uscire, si cade nel deforme, e nel mostruoso. Ora questo punto per consenso di tutti fu capito dai Greci; e tanto perciò le produzioni poetiche saran belle, quanto saranno modellate su quelle de' Greci Scrittori.<sup>64</sup>

Da premesse simili, costituenti peraltro i fondamenti della concezione mimetica dell'arte, non poteva non derivare un incurabile precettismo, che induceva chiunque lo sostenesse a riempire le proprie riflessioni sul teatro di sterili operazioni di distinguo – degne della casistica più cavillosa – intese a determinare se un genere doveva attenersi al vero o alla mescolanza di vero e di finto; se il drammaturgo poteva colmare i silenzi della storia o limitarsi a rappresentare soltanto i fatti noti, ecc.; questioni, queste, del tutto fittizie e irrilevanti rispetto all'esigenza di libertà avvertita dai poeti quale condizione indispensabile per la creazione artistica, e alle nuove prospettive aperte dai saggisti con l'analisi delle facoltà umane preposte all'atto creativo.

I novatori invece, disancorando il bello da qualsiasi supporto oggettivo, lo risolvevano del tutto nell'ambito della soggettività, dove esso da qualità dell'oggetto diveniva modalità del soggetto; inteso in tal senso il bello costituiva il fondamento sia del piacere estetico che della creazione artistica. E, spingendosi in avanti nella speculazione, scoprivano che l'uomo, nel mentre esperiva questa particolare attività e produceva l'arte, si sottraeva a qualsiasi condizionamento derivante dalla realtà naturale o sociale – condizionamenti che invece dovevano essere tenuti presenti per l'attuazione della conoscenza e della morale – e gustava pienamente l'esperienza della libertà. Di questa, in Italia, avvertiva i fremiti Vincenzo Gravina, quando nel *Discorso sull'Endimione*, dedicato alla «scienza poetica» denunciò con forza il mal vezzo dei critici di porre laccioli all'immaginazione in base a teorie preconcepite, ed elevò nel coro unanime dei saggisti settecenteschi italiani una voce discordante, pervasa da un incontenibile anelito alla libertà creativa, e da un impulso a vagare «per entro [...] grandissimi spazj». Scriveva egli infatti:

62. A. POPE, *Saggio sull'Uomo. An Essay on Man*, a cura di D. Zanini, Macerata, Liberilibri, 1994, pp. 33-51. Per questi concetti vedi anche B. BASILE, *L'elisio effimero. Scrittori in giardino*, Bologna, il Mulino, 1993, soprattutto il cap. v.

63. Per gli scritti dei letterati roveretani sul *Discorso* del Fontenelle cfr. della Scrivente, *Discorrere di arte nel sec. XVIII: ragionamenti e riflessioni fra Rovereto e Venezia*, «Studi Veneziani», n.s., XLVIII, 2004, pp. 341-357.

64. Vedi *infra*, p. 373.

Da quanto fin qui si è ragionato – afferma il giurista napoletano a conclusione delle sue invettive– si può riconoscere quanto sia stata trasmutata da primi concetti, e trasformata dalla sua antica immagine la Poesia, e come tal facoltà venga ristretta dagli ambiziosi, ed avari precetti, in modo tale che non può uscire alla luce opera alcuna, che non sia subito avanti il tribunale de' Critici chiamata all'esame, ed interrogata in primo luogo del nome, e dell'esser suo; sichè si vede tosto intentata l'azione, che i Giureconsulti chiaman pregiudiziale, e si forma in un tratto controversia sopra lo stato di essa, se sia poesia, o romanzo, o tragedia, o Comedia, o d'altro genere prescritto. E se quell'opera travia in qualche modo da precetti nati dalla falsa interpretazione della dottrina di Aristotele (perciocchè non fu al certo la di lui mente ampissima, in così breve giro costretta) e se vi è cosa, che non si possa agevolmente ridurre a quelle definizioni, vogliono tosto, che quell'opera sia bandita, ed in eterno proscritta. E pure per quanto scuotano, e dilatino i loro aforismi, non potranno comprender tutti i varj generi de' componimenti, che il vario, e continuo moto dell'umano ingegno può produrre di nuovo.<sup>65</sup>

E, spingendosi oltre, auspicava che si dovesse «torre questo freno alla grandezza delle nostre immaginazioni, ed aprirle strada da vagare per entro quei grandissimi spazj, ne' quali è atta a penetrare».<sup>66</sup>

Ma fu in Inghilterra, non in Italia, che si attuò la rivoluzione teorica che univa esperienza estetica e libertà, lungo un processo avviato dalla traduzione in inglese del *Peri ypsous* di Longino (1674)<sup>67</sup> e pervenuto, attraverso le riflessioni sull'arte svolte da J. Addison nella rivista *Spectator* (1712)<sup>68</sup> e la pubblicazione del saggio *La ricerca filosofica sull'origine delle idee del sublime e del Bello* (1756) di Edmund Burke, all'elaborazione dell'idea del sublime: soltanto alla luce di questa nozione era possibile intendere il paradosso di un piacere avvertito alla vista di fatti orrifici. David Hume nei *Saggi letterari*, ma soprattutto in *La tragedia* (1753), poté infine mettere a punto quel *pleasure of tragedy*, su cui si soffermarono, senza trovare i presupposti che lo spiegassero, i pensatori italiani.<sup>69</sup>

A conclusione di queste considerazioni su aspetti particolari delle teorie poetiche del Baroni si può tentare un giudizio più comprensivo delle posizioni dell'Autore. È indubbio che egli possedeva un'ampia informazione sia riguardo ai testi teatrali, sia alla saggistica relativa e sapeva cogliere, grazie alla sua intelligenza, elementi di qualità del teatro moderno, come rivela il suo apprezzamento per le opere del Molière e del Goldoni. Riguardo al primo egli, messe da parte le riserve poetiche e morali avanzate a suo riguardo da numerosi autori, fra i quali il Muratori,<sup>70</sup> dichiarava senza alcuna remora che il Francese si era conquistata «l'immortalità del nome» per la qualità delle sue opere;<sup>71</sup> per il Goldoni, al quale estendeva lo stesso giudizio, il suo apprezzamento si fece più dettagliato e acuto, come si legge in questa lucida pagina di analisi:

Era riservato ai talenti, e alla pazienza del Sig. Carlo Goldoni di redimer l'Italia da tanta barbarie, il quale non escludendo dappprincipio le maschere, per le quali vedeva infatuati non meno i Comici, che il popolo, e solo incorporandole nella Commedia in modo, che ne riuscisse un tutto uniforme, ma esigliando poi senza pietà tutto l'incredibile, e attenendosi a fatti volgari, sostenuti da un'ingegnoso involuppo, da caratteri giudiziosamente deformati, da facezie nate dal seno istesso della Commedia, seppe correggere il gusto depravato, e far conoscere, qual differenza passi da una commedia, a cui uno intervenendo s'accorge dal principio sino alla fine d'esser presente a un'azione finta, e un'altra, (da una tal commedia, dissi, a quella) in cui lo spettatore si forma una dolce illusione, credendosi d'intervenire i fatti veri e reali.<sup>72</sup>

65. V. GRAVINA, *Discorso*, in *Poesie di Alessandro Guidi non più raccolte ... con due ragionamenti di Vincenzo Gravina non più divulgati*, Venezia, G. Tommasini, 1730, pp. 215-216.

66. Ivi, p. 216.

67. Per le tematiche relative al sublime si vedano il classico lavoro di S. H. MONK, *Il Sublime*, prima ed. 1935, con ampia e informata introduzione di G. Sertoli, Genova, Marietti, 1991, pp. VII-XXII, e il più recente B. SAINT GIRONS, *Una filosofia del sublime*, Palermo, Aesthetica Edizioni, 2003.

68. G. SERTOLI, *Presentazione*, in J. ADDISON, *I piaceri dell'immaginazione*, Palermo, Aesthetica Edizioni, 2002, pp. 7-19.

69. In Italia fu forse il giovane Melchior Cesarotti che, più di altri, seguì i pensatori d'Oltralpe nelle loro analisi sul piacere-dolore; vedi le considerazioni da lui svolte nel *Ragionamento sopra il diletto delle tragedie*, cit., nel quale discute il saggio di Hume.

70. MURATORI, *Della perfetta poesia italiana*, t. 1, cit., p. 57.

71. Vedi *infra*, p. 366.

72. Vedi *infra*, p. 372.

E tuttavia il Roveretano non riuscì a vincere, come si è visto, alcune barriere mentali, comuni anche alla maggior parte degli studiosi italiani, fra le quali un'acritica ammirazione per le opere dell'antichità, da lui proposte come modelli insuperabili di perfezione.

E quando si dice l'antica Grecia, – affermava il letterato nella recensione al lavoro di Stefano Arteaga, *Le rivoluzioni del teatro musicale italiano*, apparso a Venezia nel 1783 – ognuno sa, che s'intende la madre, e creatrice d'ogni ramo di bella letteratura, e di bell'arte, s'intende una Nazione, di cui senza tema d'incorrere nella taccia di ciechi adoratori dell'antichità si può dire che nella squisitezza del gusto sormontasse tutte quante le altre Nazioni presenti.<sup>73</sup>

Il Baretti, che mal sopportava l'inguaribile tradizionalismo della cultura italiana, chiamava «grecherie» quei vagheggiamenti per i modelli classici,<sup>74</sup> irridendoli come vezzi di letterati di sapore affatto scolastico. I comportamenti di questi, è da notare, non sono da confondere con il richiamo all'antichità proclamato, sulle orme delle teorie del Winckelmann, dai cosiddetti neoclassicisti negli ultimi decenni del Settecento, quando, insieme con i valori estetici del passato, si riproponevano ideali civili a lungo soppressi nella forma austera dell'etica del 'cittadino' rivoluzionario.

Gli stessi limiti del Baroni d'altronde troviamo nelle posizioni teoriche, e nel sentire, di altri letterati roveretani, iscritti per lo più all'Accademia degli Agiati. Di questi il Nostro, pur qualificandosi come una delle punte più avanzate, ne condivideva le linee fondamentali di pensiero, pervase da un innegabile tradizionalismo. Leggendo i suoi scritti, come pure altre produzioni accademiche, si ricava infatti l'impressione che il ceto dei letterati della città non sia stato affatto sfiorato dalle grosse questioni che attraversavano il mondo culturale del tempo. Non vi troviamo echi della *querelle des anciens et des modernes* che agitò il campo delle lettere sia in Francia che in Inghilterra nei secc. XVII e XVIII, e che contribuì a creare negli studiosi quella coscienza della differenza fra l'età antica e la nuova e perfino di superiorità su di essa, che è parte costitutiva della sensibilità moderna.<sup>75</sup> Né vi troviamo quelle curiosità e quegli interessi per le scienze sperimentali che si manifestarono in altri gruppi di studiosi di varie città italiane: Napoli, Roma, Bologna, Padova.<sup>76</sup>

Non si riscontra negli scritti dei Roveretani la ricezione di alcune mutazioni in atto nel campo della filosofia, soprattutto di quelle che spostavano il fondamento dei problemi teorici dall'oggettività alla soggettività ed in questa ampliavano le sfere dell'immaginazione e del sentimento; né tanto meno si avvertono i rivolgimenti manifestatisi nell'antropologica filosofica, tendenti a spostare il baricentro della mente umana dalla ragione alla sfera affettiva e sentimentale, con attenzione particolare agli affetti «medi». Rimanendo nei confini del sentire tradizionale, essi si mostravano incapaci di comprendere i vasti mutamenti di mentalità e di gusti che si verificavano nella società, e non accettavano di conseguenza il pensiero di quanti, in sintonia con essi, li condividevano e tentavano di definirli.

Eppure i letterati lagarini avvertirono il problema dell'essere moderni, nel senso posto dal Valletta nella sua *Lettera* del 1697 e ripreso negli anni trenta proprio da Girolamo Tartarotti. Questi, ripubblicando nel 1732 a Rovereto il lavoro del Napoletano, dava un segno di come fosse sentito nella città il bisogno di rinnovamento sia della cultura sia delle menti.<sup>77</sup> Ma, nonostante lo sforzo sincero e, in taluni casi coraggioso, messo in atto

73. BCR, AS: Ms. 163.(8).

74. G. BARETTI, *Prefazione alla Tragedie di Pier Cornelio tradotte in versi italiani (1747-1748)*, in *Prefazioni e polemiche*, a cura di L. Piccioni, Bari, Laterza, 1933, p. 65.

75. Cfr. R. F. JONES, *Antichi e moderni. La nascita del movimento scientifico nell'Inghilterra del XVII secolo*, Bologna, il Mulino, 1980, in part. il cap. sesto dal titolo *La rivolta contro Aristotele e gli antichi*.

76. Cfr. a questo proposito l'accurato e solido lavoro di VINCENZO FERRONE, *Scienza natura religione. Mondo newtoniano e cultura italiana nel primo Settecento*, Napoli, Jovene, 1982.

77. La *Lettera* è la riedizione del *Discorso filosofico in materia di Inquisizione et intorno al correggimento della filosofia di Aristotele uscita nel 1697 ed in seguito editata col titolo Historia filosofica del Valletta*, avvenuta proprio a Rovereto nel 1732, a



dai letterati del luogo, si deve constatare che gli esiti dell'impegno collettivo non riuscirono a superare il paradigma aristotelico, cioè l'insieme di principi e concetti, ereditati dal passato, con i quali definire le questioni letterarie e culturali in termini di discorso filosofico. A questo giudizio si perviene leggendo i loro scritti, siano essi il commento del Tartarotti alla *Lettera del Valletta*, nella quale lo studioso auspicava, contro Cartesio e i filosofi moderni, il ritorno ad Aristotele o il ragionamento del Baroni sui teatri, le cui chiusure abbiamo indicato. E sono appunto questi esiti che conferiscono alle loro produzioni letterarie quel sentore di vecchio e di stantio, caratteristico di molta cultura prodotta nelle accademie arcadiche italiane, soprattutto periferiche.

Questa tenace tradizionalismo costituisce una costante della cultura di Rovereto, presente anche nel momento della sua massima apertura verso il pensiero moderno intorno alla prima metà del Settecento; ed in esso s'imbatte oggi lo studioso, come di fronte al limite estremo dello sforzo di modernizzazione dei letterati lagarini. La propensione al conservatorismo, avvertibile già nella generazione degli anni quaranta e cinquanta, divenne nella successiva vera fuga nel passato, come attestano l'opera e la figura di Clementino Vannetti, figlio di Giuseppe Valeriano e la stessa involuzione del pensiero del Baroni Cavalcabò.<sup>78</sup>

A conclusione di queste valutazioni limitative ci si può chiedere perché ci si ostini a tirare fuori dalle belle teche, in cui oggi sono conservati, i prodotti dei letterati minori di provincia e a spendere tempo per analizzarli, dal momento che l'oblio sceso su di essi in seguito ai mutamenti culturali e di gusto verificatisi anche in Italia negli ultimi anni del '700 costituiscono essi stessi una spia della loro mancanza di originalità. I motivi che si possono addurre per giustificare tali scelte e sostenere la lettura di quei trattati noiosi – e qui ci si riferisce non soltanto agli scritti dei letterati roveretani, ma anche a quelli del Maffei, che il Manzoni trovò tanto ridondanti di erudizione, quanto poveri di idee –<sup>79</sup> sono essenzialmente di carattere storico. Essi poggiano in primo luogo sull'intento di trovare, a partire dagli epigoni e dai letterati di periferia, nuovi elementi di approfondimento della cultura nazionale; secondariamente sul bisogno di confrontarsi con i prodotti culturali delle realtà locali, per valutarne – nei confronti della più ampia produzione nazionale ed europea – l'effettivo valore e collocarli nella dimensione che ad essi oggettivamente spetta.

cura di G. Tartarotti, col titolo *Lettera del signor Giuseppe Valletta napoletano in difesa della moderna filosofia e de' coltivatori di essa*.

78. Nell'ultimo periodo della sua vita, turbato dagli sviluppi della rivoluzione francese, il Nostro condannò il Terrore, e ne vide le radici nell'ateismo e nella irreligione, giungendo persino ad accusare la filosofia moderna di aver danneggiato la religione. Clementino Vannetti entrò nella discussione e avviò con lui una contesa che si protrasse negli anni 1794-1795 e fu interrotta dalla scomparsa dello stesso Vannetti; cfr. a proposito, ROSMINI, *Memorie intorno alla vita*, cit., pp. 129-143, ed inoltre G. P. ROMAGNANI, *Clementino Vannetti e la cultura dei lumi*, «Atti della Accademia roveretana degli Agiati», 248, 1998, s. VII, vol. VIII, A, fasc. 1, pp. 202-245; in part. pp. 228-245.

79. Per il giudizio sul Manzoni che riguardava precisamente il trattato maffeiiano *De' teatri antichi*, vedi SANNIA NOWÉ, *Introduzione*, cit., pp. XLIII-XLIV.

## APPENDICE N. 1

//

Di Giuseppe Valeriano cav. Vannetti  
Per la tornata 2. da a' 30 gennaio 1755. Anno V. della fondazione.  
di Enea Agiatissimo.

Ragionamento, nel quale si dimostra due attinenze mancare alla Rappresentazion Teatrale, perché abbia la sua interezza di Perfezione.<sup>1</sup>

Vaglia il vero, eruditi Accademici, e del Sorgimento di questo letterato Consesso, e del novero copioso di sì dotte, e nella materia sì diverse composizioni, moltissimo grado<sup>2</sup> a Voi dee, e dovrà mai sempre avere la nostra Città Roveredo. Bello e commendevole fu quell'Amore, che promettendovi glorioso nome suscitò in voi la volontà di lasciarvi per le sue mani strignere in questa letteraria fratellanza:<sup>3</sup> ma bello più e commendevole il veder la costanza vostra unanimamente praticata per quattro anni non interrotti, e la ostinazione, dirò così, nel proseguimento. Mirine ora già, anzi ne ammiri Roveredo l'effetto vantaggiosissimo, e s'allegri. Ha il pubblico per le vigilie e per gli sudori vostri lume maggiore di un tempo intorno alle più sublimi Scienze e alle più belle Arti. Udì cose di Metafisica, di Filosofia naturale e Morale, di Medicina, di Storia ecclesiastica e profana, di Eloquenza, di Poesia, di sano Criterio. Vede quante materie da Ingegni snelli e vivaci coltivate prendere splendore, e proficue render si possano. Sì, tutto vede, e ne dee non negare il diletto ed il vantaggio, i quali // per certo ad esso pubblico più crescerebbono, se più lodevole vaghezza, secondoché altre Città fanno, di sene approfittar di volta in volta lo prendesse. Ma basti intorno a ciò; e basti a Voi, eruditi Compagni, che tutti di commendazioni degni siete, mercecché chi nell'una chi nell'altra guisa porse da valoroso la mente o la mano alla fabbrica di questo bel tutto, bastivi, dico, per incoraggiarvi di per voi medesimi al proseguimento di così decorevole intrapresa il profitto che noi l'un dall'altro traiamo; la bella fama acquistatavi nella Repubblica delle Lettere; e la gloria presso i Successori, vera mercede a chi studiando s'affatica.

Ora per discorrere io ancora sopra qualche punto di letteratura ho nell'animo proposto di trattenervi questa sera, ornatissimi Accademici, con alcuni miei riflessi, secondo che mi caderanno dalla penna, intorno alla Comica, giacché la stagione mi porge da se stessa la materia in mano. In questo tempo adunque dello scialar carne, donde vuole Lodovico Antonio Muratori nascesse il termine Carnasciale, e Carnevale dal caro vale, uso frequentatissimo, corse e corre tuttavia in moltissime città della nostra Italia di rappresentare Drammi e Commedie, del qual' uso si son fatte appoco appoco seguaci molte città di altri Regni, cosiccome a imitazione degl'Italiani, che i primieri furono al // ravvivamento delle Teatrali Rappresentazioni, molti oltramontani ancor si misero in cuore di consagrar l'ingegno loro a siffatta parte di Poesia. Nel nostro Paese (dicianlo pure) corriam pericolo di non udirne; o se pur ne udremo, balorderie ed imperfette cose per certo udremo, come hassene già udite; che pochi son quegl'Istrioni de' nostri dì, che non secondino dall'interesse tratti anzi la corruttela del popolo che la giustezza dell'arte; contro de' quali avrebbe avuto ogni santa ragione di scagliar le sue Rettoriche saette un moderno Scrittore, non così però declamando contro la povera Arte in generale.<sup>4</sup> Imperocché e qual colpa ha mai una Commedia, ove sia fatta per mano dell'Arte? Udite di grazia come l'Arte diffinisce la Commedia, perché riconoscer la possa per sua vera figliuola. *La commedia è*

1. Nota al testo: il manoscritto autografo del *Ragionamento*, conservato presso l'Archivio storico della Accademia degli Agiati di Rovereto, è un fascicolo cartaceo in quarto, formato da 18 carte non numerate. Poiché il testo è scritto accuratamente e con scrittura ed ortografia ormai moderne, nel trascriverlo si è provveduto soltanto a segnalare con doppia barra obliqua le pagine del ms. onde permettere il controllo fra testo stampato ed originale; a sostituire, in qualche passo, il punto e virgola con la virgola, per non spezzare eccessivamente il periodo e a trasferire le parti sottolineate in corsivo. Per il resto si sono rispettate del testo la ridondanza delle maiuscole, retaggio della scrittura barocca, la punteggiatura – intesa secondo la consuetudine settecentesca più in funzione segmentatrice che sintattica – e gli apostrofi.

2. Grado: gratitudine

3. Il ragionamento sui teatri è preceduto da un discorso commemorativo del quinto anniversario della fondazione dell'Accademia degli Agiati, dovuta allo stesso Vannetti.

4. Lo scrittore è Scipione Maffei che apre la sua opera sui teatri con un'invettiva contro i corruttori della poesia, da lui individuati nei seguaci della poetica barocca; vedi Sc. MAFFEI, *De teatri' antichi e moderni*, in IDEM, *De' teatri antichi e moderni, e altri scritti teatrali*, cit., pp. 119-236; in part. pp. 119-120.

un Poema Drammatico, imitante le popolarische e civili azioni con un parlare popolarisco, legato a metro, non senza facezie e risa, perché quindi il popolo i suoi costumi corregga.<sup>5</sup> Dunque la Commedia non tendente alla riforma de' costumi non è figlia dell'Arte. Dunque solamente saranno senza fine di biasimo degni e il compositore storpiatore dell'Arte e il recitatore storpiatore dell'uno e dell'altra. Da uomo veramente saggio disse anche il dottissimo Muratori, quando scrisse nel capitolo xxvi. della Pubblica felicità: *Le ben fatte Tragedie e Commedie potrebbero anch'esse divenire utilissime Prediche pel Popolo, e tanto più efficaci per conto delle ultime, perché il Ridicolo è una Spada più acuta e penetrante dell'altre.* Un modo però ci sarebbe, il qual spalleggiando una pia credenza, che con faccia di verità siede nelle menti di non poche persone della nostra città, sbandirebbe bensì // cotesti corrompitori dell'Arte e in un de' costumi, ma avrebbe essa Città nonostante la sua pubblica Teatral Rappresentazione. Il modo si è che una brigata di erudite persone si ponesse all'Impresa (e Dio volesse che la nostra Accademia si potesse arrogare questo vanto) di trascerre<sup>6</sup> commedie di perfetta lega, le quali poi con la possibil vivezza in questa Stagione rappresentasse al pubblico a imitazioni de' chiari Accademici, detti Rozzi, di Siena, i quali non sol n'erano Recitatori ma compositori ancora; e per tale spettacolo desse alla città nostra un'ammaestramento utile, e dilettevole insieme. Sempre di commendazion degno quindi stimai il pensiero di alcuni valorosi giovani di Sacco, allorché io fui con mio gran piacere spettatore di due buone commedie, anni fa, da essi rappresentate pubblicamente e bene.<sup>7</sup> Circa lo trascoglimento poi e la Rappresentazion di qualche Commedia, o Tragedia, voglio sotto il vostro giudizio porre alcune mie considerazioni fatte già nello studiar le regole della Comica, nel legger la Storia poetica, e nel veder io stesso Rappresentazioni in più città. Io mi feci più e più fiato le meraviglie, come que' benemeriti Letterati, che ne' primi anni del presente secolo tanta posero cura nel rimettere il Teatro Italiano in onore, non abbian mai fatto parola per correggere altresì // l'abuso del vestire de' Rappresentanti, e per avvertire questi d'annicchiare<sup>8</sup> con più senno quegl'interrompimenti tra Atto e Atto, che Intermezzi si chiamano. E le meraviglie mi fo ancora, come que' belli e fecondi Spiriti, che a' nostri giorni tengono provvista l'Italia di nuove produzion teatrali, non solamente non riparinò alla sconvenevolezza degli abbigliamenti de' Recitatori delle Opere Drammatiche, ma sieno quanto alle Commedie discordi nello stenderle, imperocché chi le detta in prosa, chi in verso, anzi che siavi chi contenda circa la qualità del verso; e di più che tutti fatichino ansiosamente e a gara a provveder l'Italia di regolate Commedie, come mancante fosse in questo genere di perfette composizioni. Di queste cose, torno a dire, m'ho preso più volte stupore e, se non colgo errore, parmi che si potrebbe calmare un po' la furia e di tante nuove produzioni e de' volgarizzamenti di Teatri forestieri, che di fresco comparvero alla luce, per le quali non so con buona grazia vedere che l'Italia acquisti tanto, quanto per avventura perde; e volgersi piuttosto a dare sesto alle altre inconvenienze non peranco avvertite per quindi fare, che una Rappresentazion venga con l'interesse d'ogni sua attinenza eseguita. Tutto ciò non poss'io in questo discorso partitamente rappresentare: ma in ragionamento dello trascerre, e del rappresentare si farà di per sé forse palese qualche ragione da potersi poscia a suo luogo applicare.

Bisognerebbe nello trascerre dare mente che una commedia avesse // per lo meno le seguenti tre parti, cioè fosse concepita giusta le vere regole, fosse osservatrice della moral cristiana e fosse dettata in versi. Chi non sapesse più là di quanto scrisse l'erudito Autor delle Lettere Critiche<sup>9</sup> in un'altra sua operetta intitolata: *Dialogo della commedia italiana* pag. 10. può credere che solo modernamente comincì l'Italia ad imparare il vero metodo di commedizzare (siami permesso il creare questo nuovo vocabolo) imperocché fa egli dire ad Anicneto: *per quanto comprendo, il vero oggetto della commedia è stato inteso da pochi di quelli, che hanno scritto di questo genere di composizioni.* Risponde Filalete: *pur troppo, se parliamo dell'Italia. Li Francesi e gl'Inglese però l'hanno inteso, e con nostro rossore sono stati li primi ad eseguirlo.* Seguita Anicneto: *da quanto detto mi avete, le vere Commedie dovrebbero essere scritte in versi: ma noi non ne abbiamo che in prosa.* Risponde Filalete: *a riserva di quelle dell'Ariosto, e di poche moderne, che a me sia noto, nell'italiana favella non vi sono commedie in verso.*

Con buona grazia io son obbligato per amor della nostra Nazione a dire, che ciò è falso da capo

5. La definizione è di F. S. QUADRIO, *Della Storia e della ragione d'ogni poesia libri quattro*, Milano, F. Agnelli, 1739-1749: vol. III, 1744, parte II, p. 131.

6. Trascerre: trascogliere

7. A Sacco fin dagli anni 1741-1743 un gruppo di dodici giovani prese l'iniziativa per fabbricare un teatro pubblico dove «far recitare opere e commedie» I promotori ebbero dalla «Comunità» la concessione del Prato della Croce, dove edificare l'edificio, e l'«autorità di ritrovar denaro» a patto che si attenessero a «L'intendimento o sia a tenore della legge stata ad essi prescritta da detta comunità nella concessione di detto prato». In seguito al permesso gli organizzatori raccolsero 900 fiorini, ed edificarono lo stabile. Per il contratto relativo all'impresa vedi Archivio di Stato di Trento: *Atti notari*. Giudizio di Rovereto, notaio Bartolomeo Giorgio Battisti, b. IX, 9 marzo 1743, f. 58r.

8. Annicchiare: sistemare.

9. G. A. Costantini (1692-1772), letterato veneto di vasta popolarità ed autore di opere teatrali.

a pié. Buon' arredo di antiche e moderne Commedie in verso e perfette abbiamo noi, come dirò. Ma prima è da sapere che, tuttoché l'Italia sia stata riprensibile per essersi in essa guastato il Teatro, nulladimeno paragonandola colle altre Nazioni, giusta il // Sentimento de' Critici, ha essa sempre avuta la preminenza, o per meglio dire, nella stessa corruttela s'accostava in qualche parte però alle buone regole, e ai buoni esemplari prendendo a imitare la vita comune e privata in più distinti capi, e in più distinte circostanze, laddove le altre Nazioni stuccavano con attenersi a qualche parte sola. Quanto all'arredo, il chiariss.o Sig. Marchese Maffei nel suo Trattato de' teatri antichi e moderni, pag. 5 e 6, dopo aver detto, che il principio di questo secolo gli fu da un Senator veneto raccomandato la compagnia comica del suo Teatro, dondè nacque, che col capo di essa occasion ebbe di ragionar più volte, e di fargli con tutta forza conoscere la necessità di mutar idea nelle recite; e dopo aver pur detto, che quel capo<sup>10</sup> suppose da prima, che intendesse con questo di persuaderlo ad appigliarsi alle Tragedie e alle Commedie francesi, alcune delle quali ne portava appunto seco in buona prosa tradotte, soggiunge: *In qual modo adunque rimettere il Teatro Italiano in onore? Prima di tutto con rendergli il verso, e con cavar fuori componimenti drammatici d'è nostri grand'uomini, già da secoli posti con nostra vergogna in dimenticanza. In quelli non meno spicca l'arte poetica, che la moralità d'è pensieri, e la nobiltà d'è costumi. Altri di mano in mano di quel colore convenir poi eccitare i moderni Poeti a comporne. Disposto però che l'ebbe a pienamente secondare il suo desiderio incominciando dalle Tragedie, non poche gliene diede.*<sup>11</sup>

Saggio pensiero e secondo verità! Il Maffei adunque ci avvisa, che nel fondaco comico italiano havvi da scegliere commedie aventi le tre // parti a voi testé suggerite. E in fatti chi vorrà razzolare nel fondaco suddetto troverà, per non dire di non poche Farse in verso fin dal principio del secolo decimoquinto, dopo quelle dell'Ariosto, le quali, comeché sieno schizzate sopra perfetti modelli riguardo alla condotta, io voglio qui eccettuare, perché manca lor una di quelle tre parti essenziali rispetto alla moral cristiana, troverà dissi commedie secondo il vero oggetto, e in versi, non mica sì poche, ma molte e tante, che la cognizion di esse non potrebbe non averla chi fosse anche leggermente istruito nella storia poetica. E se non di altre dovea l'Autore del suddetto Dialogo ricordarsi almen di quelle di Ercole Bentivoglio,<sup>12</sup> che sono da taluni riputate eguali, e da altri anzi superiori e quanto al fine, e quanto al metro più proprio del verso, a quelle dell'Ariosto medesimo. Non monta il dire, che le più del secolo cinquecentesimo sono per la colpa della libertà ne' costumi d'allora poco oneste; imperocché havvene non poche, che oneste sono, e che per tale giunta posseggono perfettamente le tre parti da me suaccennate. Queste esser possono del certo quelle dal Maffei ricordate, e le quali sono, come ben dice, poste ora con nostra vergogna in dimenticanza. Da ciò chiaro si attinge, che perfetti componimenti anche in questa parte di Poesia ebbe l'Italia già; né fa d'uopo, che si stampi ora in Venezia con aria quasi di ammaestrar l'Italia in ciò sul modello tenuto da // forestieri ingegni Commedie tratte dal francese quali in prosa, quali in diverso metro di verso, secondo il capriccio che mena il traduttore, il cui primo tomo uscì l'anno scorso. E meno importa all'Italia, che in Milano sia pur nell'anno passato un volgarizzamento uscito di tutto il Teatro comico del sig. Destouches,<sup>13</sup> con una Presentazione di Midonte Priamideo, P. A. [Pietro Verri], nella qual dice, che l'Italia nel genere comico ha che invidiare alla Francia. Pensiero che è falso tanto pe' secoli andati quanto per lo presente, e che, purché aiuti allo spaccio del libro ingannando i poco istruiti, non si bada, che faccia oltraggio alla verità e all'onore della propria Nazione. In questa Prefazione si loda altamente il Molière senza riflettere, che altamente fu già biasimato rispetto alla poca osservanza al fine dell'istruzione, che è il massimo della commedia, dagli stessi Francesi, Baillet e Bossuet<sup>14</sup> e dai nostri, come dal Maffei in più

10. Il capocomico cui qui si fa riferimento è Luigi Riccoboni, in arte Lelio, che il Maffei conobbe tramite il nobile veneziano Alvise Vendramin, direttore del teatro di S. Luca. Il marchese intraprese con lui e con sua moglie, l'attrice Elena Belletti, detta Flaminia, una proficua collaborazione intesa a realizzare la riforma del teatro italiano; per raggiungere tale fine il Maffei si mosse in due direzioni: recuperare alle scene italiane il repertorio del Cinquecento, spingere i giovani poeti a scriverne di nuove per porre fine all'invisa egemonia francese nel campo delle rappresentazioni teatrali. Il frutto più alto di questa intesa, che s'inserisce pienamente nella stagione riformatrice del teatro italiano, fu la rappresentazione nel 1713 della *Merope* nell'arena di Verona. I rapporti fra i due uomini di teatro si guastarono ben presto e Riccoboni nel 1716 fu chiamato a Parigi dal Reggente duca di Orléans. Per queste notizie cfr. L. SANNIA NOWÉ, *Introduzione a MAFFEI, De' teatri antichi e moderni*, cit., pp. XI-LLXXVIII.

11. Per le frasi in corsivo vedi MAFFEI, *De' teatri antichi e moderni*, cit., p. 124.

12. E. Bentivoglio (1506-1573), uomo d'affari e letterato scrisse due opere teatrali in versi: *I Fantasma* e *Il Geloso*, ascrivibili al tipo della commedia d'intreccio.

13. Destouches è pseudonimo del commediografo francese Phillippe Néricault (1680-1754). Questo Autore era letto nella Rovereto del Settecento, tant'è vero che nella Biblioteca Civica si conserva di lui un bel numero di commedie: *Le philosophe marié*, *Le glorieuse*, *Le chevalier à la mode* e i 10 tomi delle sue *Œuvres* complete.

14. Adrien Baillet in *Jugemens des Scavans* e Jaques-Bénigne Bossuet in *Maximes et réflexions sur la comédie* formularono giudizi molto negativi sulle opere del Molière, considerato come uno dei più perniciosi nemici della morale cattolica. L. A. Muratori riprese il loro giudizio, esprimendo sentimenti ancor più severi (*Della Perfetta poesia italiana*, Venezia,

opere<sup>15</sup> e dal Quadro in più luoghi;<sup>16</sup> e senza saper, che già più di cinquant'anni avanti che questo principal comico della Francia nascesse, si rappresentava ne' Teatri d'Italia il dottor Bacchettone,<sup>17</sup> dove si trovano i principali discorsi, i caratteri e le azioni del famoso Tartuffe; ch'egli dalla Sporta nel nostro Gelli trasse il suo Avaro;<sup>18</sup> ch'egli trafugò dall'Inavvertito del nostro Niccolò Barbieri<sup>19</sup> il suo Stordito, e che per fine, da chi gli rivede le bucce, come si suol dire, non è malagevole a scorgere, che di moltissimi suoi componimenti è debitore all'Italia.

// Inoltre l'Autor di quella Prefazione fa, che dopo la corruzione della Commedia sia stato il primo Girolamo Gigli,<sup>20</sup> che scritto abbia buone commedie, a cui succedettero il Fagiuoli,<sup>21</sup> e il Nelli;<sup>22</sup> e però osserva, che troppo invero scarseggerebbe il nostro Teatro, qualora da tre soli lodati autori si dovessero le commedie prendere. Il che è tanto falso che nulla più. Prima gran torto si fa qui a non nominare il pio Carlo Maggi, uomo producitor di buone e piacevoli commedie e degne nello stesso tempo d'un buon cristiano, di cui ne fa elogio il Muratori nella Perfetta poesia;<sup>23</sup> e poi quelle de' tre Autori suddetti sono bensì commedie buone, ma non perfette, mancando lor se non altro la parte essenziale del verso. La vera perfezion dopo la corruttela, vaglia la verità, ebbe la Comica dalla maestra penna del chiarissimo sig. marchese Maffei, tanto la Tragedia come la Commedia. Egli fu quegli, che veramente accoppiò le suaccennate tre parti essenziali alla seconda in particolare, e rese tale da poter essere udita avanti di uno che egualmente sia vero intendente in questo genere, che vero Cristiano.

Hanvi varj che in questi anni posero, e pongono tuttavia Commedie a josa in scena: ma non so, come questi Riformatori del Teatro, quali si chiamano, il qual titolo non sarà loro così agevolmente da chi conosce più avanti accordato, sieno, come già più sopra dissi, // nello stenderle discordi. Il sig. Carlo Goldoni nella sua commedia, detta il *Teatro comico*, si ha dichiarato per la prosa, la qual sentenza affermando egli nella prefazione al suo *Moliere*, diretta al più volte lodato sig. marchese Maffei, dice che ha voluto però stendere la Commedia, appunto detta *Moliere*, in versi martelliani, o sieno rimati, contrariando al metro degli Endecasillabi piani tenuto dal Maffei nelle sue. Disputa fritta e rifritta nell'Italia già fin dal secolo xvi, la qual poi, comeché avesse divisi buona pezza i letterati in due fazioni, cioè chi per la prosa, e chi pel verso, finì nell'occasione del rimettersi in possesso il buon gusto col restituire anche alla Comica il verso. E in fatti così dovrà sempre usar di fare chi brama, che nella sua Commedia non manchi una parte essenziale alla sua costituzione; imperocché ogni Poema drammatico e dalla favola e dal verso si costituisce in quella guisa, che un uomo è dall'anima e dal corpo costituito; la qual verità han sempre mai conosciuta gli antichi e moderni assennati Precettatori e Traduttori. All'incontro del Sig. Goldoni il Sig. abate Pietro Chiari<sup>24</sup> scrive le sue Commedie in versi, e pretende, che i versi martelliani sieno i più addattati, e sene gloria, come si legge in un suo Prologo stampato per la commedia dell'Autunno dell'anno scorso, nel qual introducendo egli essa commedia a parlare a Venezia dice:

mDCCXXIV, pp. 57-58. Il giudizio sul Molière – come è evidente – non è che un aspetto della diatriba sul teatro che Carlo Borromeo avviò con il suo *Opusculum de choreis et spectaculis in festis diebus non exhibendis*, uscito nel 1580 e che divise i cattolici in due opposti schieramenti: coloro che, come il vescovo milanese, predicavano l'abolizione del teatro in quanto perturbatore dell'ordine morale e pubblico (nel gruppo vanno compresi Bossuet, i *Monsieurs* di Port-Royal, e P. Segneri), e coloro che ne auspicavano soltanto la moralizzazione. Fra questi sono da collocare il Muratori e lo stesso Maffei, che ancora a metà del secolo scriveva appunto *De' teatri* in polemica con il domenicano Daniele Concina, capofila dei più intransigenti rigoristi.

15. Per il giudizio del Maffei su Molière vedi *Istoria del teatro e difesa di esso (1723)*, in MAFFEI, *De' teatri antichi e moderni*, cit., pp. 15-49: in part. pp. 42-43; ed inoltre pp. 122-123.

16. QUADRO, *Della Storia e della ragione d'ogni poesia*, cit., vol. III, parte II, p. 117.

17. Il Dottor Bacchettone era il protagonista di un'omonima commedia dell'arte, che gli storici del teatro collocano ai primi del Settecento; di essa oggi resta lo scenario, cioè il canovaccio che, come quasi tutte le commedie dell'arte, è anonimo. Cfr. *Il Dottor Bacchettone in Teatro dialettale del Seicento. Scenari della commedia d'arte*, a cura di L. Fassò, Torino, Einaudi, 1979, pp. 223-232.

18. Allude al personaggio Lapo Caviccioli, protagonista della *Sporta* di Giambattista Gelli (1498-1563).

19. N. Barbieri (1576- † dopo il 1630), autore della commedia *l'Inavvertito* (1629).

20. Girolamo Gigli (1660-1722) scrisse commedie sapide e vivaci, delle quali *Don Pilone* fu quella che gli diede la maggiore notorietà.

21. Giovan Battista Fagiuoli (1660-1742) scrisse, oltre a opere varie di poesia, numerose commedie, fra le quali il *Marito alla moda*, *Il cicisbeo sconsolato*, ecc.

22. Jacopo Angelo Nelli (1673-1767) fu autore di commedie numerose, nelle quali s'impegnò in un'opera di «ammendamento» del teatro comico: *La suocera e la nuora*, *Le serve al forno*, ecc.

23. Carlo Maria Maggi (1630-1699), autore di rime e di commedie milanesi cui Muratori dedicò una *Vita* e una raccolta di *Rime*, viene indicato nella *Perfetta Poesia* come il modello cui guardare per comporre opere teatrali gradevoli e nello stesso tempo istruttive; vedi *Della Perfetta poesia italiana*, cit., pp. 61-62.

24. Pietro Chiari (1712-1785), autore di numerose commedie (*La ballerina onorata*, ecc.) è noto per la sua accesa rivalità con Carlo Goldoni, cui contestava il titolo di «riformatore».



*viva l'augusta Donna, ognun l'adori, e stime,  
se sul Teatro Italico fa trionfar le Rime.*

// In cui lode uscì parimente l'anno scorso un libretto in Modena col seguente titolo: *della vera poesia teatrale. Epistole poetiche di alcuni letterati modanesi dirette al Sig. r. abate Pietro Chiari colle risposte del medesimo*. Son tutte in versi martelliani anco le Epistole e fautrici delle rime sulla scena. Anche questa è una disputa fritta da Pier Jacopo Martelli, uomo di genio sommamente novatore anco in altre cose, che volle risuscitar questo metro usato ne' primi secoli da un certo, detto volgarmente Ciullo di Camo,<sup>25</sup> e rifritta vivente il Martelli da suoi fautori, e che finì poscia quasi con la morte di lui. Ho nominati solamente questi due, perché son più fecondi provveditori di Commedie ai nostri Istrioni, e secondo il metodo del comporre de' quali ho sentito io stesso qualche oltramontano decidere sopra il gusto degl'ingegni italiani in siffatto genere. Ma se io ho a dire francamente quel, che io ho sempre pensato intorno a ciò, confessar mi bisogna che l'Italia per conto dell'irregularità, e disparità che udiste, più perda di quello che acquisti; e che io reputo, che le Commedie in questi ultimi anni a furia composte sono piuttosto fatte per brama di arricchir, o mantener il borsello tanto di chi le detta, come di chi le rappresenta, che per imitar i nostri grand'uomini, i quali più scienziati e più conoscitori dell'Arte essendo di quelli, che ora alta imporre la vogliono, que' componimenti produssero che con nostra vergogna replico // col Maffei sono posti in dimenticanza. In somma, per dir chiaro, quelle tre necessarie parti più volte ricordatevi in quelle del Sig. Goldoni per più capi non vi sono; e quelle del Sig. abate Chiari può forse essere, che l'abbiano, il che vedremo, quando verranno a luce, se non fossero dettate in Rima, e di più in versi martelliani, la quale, checché ne dicano egli e i suoi fautori, al parlar comune e naturale per assoluto non conviene. Adunque a costoro che Riformatori si dicono, se di proposito volean essi addestrare il popolo italiano e i Recitatori d'Italia al compiacersi sol di perfette cose, come già il popolo romano era, conveniva secondo verità seguir, con animo meno novatore e lodatore di sé, quella po' di strada fatta prima di loro dal sig. Marchese Maffei, il qual nel suddetto suo teatro dice parlando della riforma della Tragedia al principio di questo secolo: *Se ben pareva prima impossibile, che recite così serie gradite fossero, chi le avea date talmente si adoprà con gli amici, che per merito loro riportarono applauso grande e s'incominciò a gustarle anche dal comune assai più delle incondite,<sup>26</sup> e poco oneste, quali regnavano prima*. Il che sarebbe fuor d'ogni dubbio accaduto colle commedie ancora; anzi cominciò già ad avvenire appunto con una commedia detta le Cerimonie del suddetto Ch.mo sig. Marchese; imperocché, come si narra nella breve Prefazione di questa inserita nel To. II delle Poesie del precitato Ch.mo Autore stampate a Verona nel 1752, tuttoché par cosa impossibile che dopo guasto il popolo possibil fosse il rimettere l'antica commedia Italiana e fosse sofferta nella stagion del carnevale commedia regolata senza maschere e in versi; recitatosi la suddetta a Venezia l'anno 1728 nel Carnovale da comici, felicissimamente incontrò, e fu voluta dieci volte seguitamente con sceltissimo e grandissimo concorso e con ugual diletto ed applauso. Del che fa menzione il Sig. Dottor Vincenzo Martinelli fiorentino,<sup>27</sup> nella lettera premessa alla sua Commedia di Filizio medico, composta e stampata l'anno dopo. Da tutte le suddette cose potete, eruditi compagni, in general comprendere, che volendo alcun trascogliere una qualche commedia di perfetta lega, non difficile cosa è il trovarla fin nel secolo cinquecentesimo e fin a un certo segno anche nel nostro; e tale questa esser dee, che concepita sia giusta le vere regole, osservatrice della moral cristiana e dettata in verso non rimato. Perché poi sconvenevole alla // Comica sia il verso rimato e qual sorta di versi ami ella piuttosto non è ora mia mente, né il tempo m'è permesso di dirvelo. Forse con più agio altra volta per me l'udirete e passiamo al Rappresentare. Ben vi soverrà aver io al principio detto, che mi prese più fiate stupore, come nessun abbia mai fatto parola per correggere altresì l'abuso del vestire de' rappresentanti, e per avvertire questi di annichiar con più senno quegl'interrompimenti tra Atto a Atto, che Intermezzi si chiamano. La improprietà de' vestiti vedesi costantemente praticata nelle Tragedie, e la sconvenevolezza degl'intermezzi vedesi talora praticata nelle tragedie e nelle Commedie. Eppur queste due cose, giudico io, dovrebbero essere osservate come due necessarissime attinenze a una Rappresentazion Teatrale, perché abbia essa la sua interezza di perfezione. La favola del componimento teatrale, se è Tragedia, ha a esser vera, se Commedia, verissimile; la condotta naturale, la lunghezza del tempo verissimile, i caratteri de' personaggi propri e naturali, e i vestiti soli ne' personaggi eroici, o tragici, per cui l'occhio dello spettatore tosto dovrebbe riconoscer una Nazione dall'altra, s'hanno a veder ne' Moderni teatri promiscui a più Nazioni? Io fui più volte

25. Ciulo d'Alcamo, o Cielo d'Alcamo, poeta della scuola siciliana (sec. XIII).

26. Incondite: grossolane

27. Martinelli Vincenzo (1702-1758) scrisse diverse opere di successo, fra le quali la commedia *Filizio medico, Lettere famigliari e Istoria critica della vita civile*.

da riso e da rabbia preso vedendo in una delle principali città nella Didone del celebre Sig. Abate Metastasio uscir larba Numida, il qual non con altro da Enea Troiano si distingueva che con un velo nero sul volto, e con cantar come barbaro un rauco tenore, il che è un doppio patentissimo errore, accagione che i Numidi prima non vestivano alla trojana, poi non erano né allora né presentemente sono mori: e nel veder Didone in guardinfante // e in ricci alla francese, ragionar d'amore con Enea. Bisogna ben compiangere, che la vaghezza del comparir attilati e leggiadri degl'ignoranti comici ha inventato un miscuglio di vestito preteso vero eroico, e la noncuranza di farli essere esatti al principio ha vinta la osservazione degl'Intendenti, cosicchè anche questi al presente non ci badano. Peggio è ancora che, sieno i personaggi o Greci, o Romani, o Persiani, quell'aborto di vestito dee quadrar a ogni Nazione e a ogni diverso Dramma; solo trattandosi di qualche Turco si cangia, o nel caso di qualche Spagnuolo si raccapezza il vecchio vestito di quella Nazione. Uno potrebbe opporre che non si sanno precisamente gli abbigliamenti di qualche Nazione, ma ciò è falso, perché le Tragedie o altri Drammi italiani sono cavati dalle Storie appunto Greche, o Romane, o Persiane, e il vestito di un tempo di questi popoli è a sufficienza agl'intendenti noto. Se peravventura v'entrasse qualche personaggio strano, il fallare diverrebbe allora mancanza di possibil cognizione, non di attenzione. Alla proprietà dunque dell'abbigliamento farà di mestiere aver più mente nel rappresentare, di che ha tutto il bisogno il moderno teatro, la qual cosa praticarono sempre diligentemente i Greci e i Latini, così come ebbero per lo più osservanza alla convenevolezza degl'Intermezzi. Quest'attinenza che riguarda gl'Intermedj meriterebbe veramente d'essere a parte trattata: ma siccome in succinto parlai della superiore, così pur in ristretto dirò per fine qualcosa in miglioramento di essa. // L'uso degl'Intermedj, che oggidì si costumano quando col ballo, quando con bufonesca musica, si ravvisa patentemente dedotto dai Cori, dai Cantici, dai Balli, dai Mimi de' Greci e de' Latini. Ma dove i Poeti regolari di quelle genti ponevano somma cura, e studiavano non poco per inventar, che questi Intermedj fossero alla natura del subbietto, ossia alla favola della Dimostrazion comica conformi, e non ad altro fine fatti, che per sollevare alquanto gli Spettatori con una certa qual varietà, che lor non interrompesse però il filo della favola, i moderni tanto son dalla favola lontani, che hanno appunto che per far con essa come la Luna co' granchi. Mirabil cosa e metodica era presso gli Antichi, che fino a' balli, che non avessero a far con la favola del Drama rappresentato, si aveano per viziosi. Quindi si legge, che eravi il ballo proprio alla Commedia, ballo differente per la Tragedia, e fin per la Satirica, e Lirica. L'Italia però, siccome non aspettò a produr in questo secolo solamente chi pensasse a perfezionar le Commedie, così gloriasi d'aver avuto fin nel 1500 chi anche a quest'attinenza diede mente nelle sue produzioni teatrali. Il Buonarroti appropriò assennatamente gl'Intermezzi alla sua *Tancia*,<sup>28</sup> la quale tanto è bella e tanto è naturale ch'io non finirei mai di rileggerla, e Lasca parimente alla sua *Gelosia*.<sup>29</sup> Modernamente si veggono begli spiriti applicarsi a comporre alla ventura i balli, ed altri che si piccano di perfezionar la comica, scrivere libri di meri intermezzi disparati per lasciarne poi fare scelta all'ignorante Impresario sulla mira qual più tra i molti possa lui apportar guadagno.

// Di qui è che, se un'opera drammatica è cantata, vien intramezzata dai balli, se è recitata, vien interrotta da favola buffa in musica nella guisa stessa, che frammezzansi le commedie, e né le danze né la favola buffa han punto relazione al soggetto principale. Questo abuso, che correr veggiamo, è affatto opposto al fine dell'introduzion degl'Intermedj. E che sia vero, molti confesseranno, che nuova e penosa applicazion costò loro più volte in riunire nella mente il filo del soggetto dopo il frapponimento d'una prima parte d'intermezzo buffo raggirantesi su favola disparatissima dal medesimo soggetto, attalché posson dire essere stati uditori di due favole tra loro intrecciate. Da questa riflessione, la qual non credo, che battezzar si possa uno scrupolettucciaccio, come solea dire Francesco Redi, si fa chiaro, che al moderno Teatro manca in generale quest'attinenza, ed è d'uopo, che rispetto a questa pur si corregga. Ciò si otterrebbe di leggieri, qualora i componitori stessi d'una Commedia v'appropriassero il suo intermezzo, e nelle parti sue anche un po' più ristretto del costume, che corre. Quanto poi alle opere in Musica, puossi a queste accordare il ballo secondo l'Arte de' Maestri de nostri dì, per conto che il ballo non fa quella forza alla mente, di cui una disparata // favola è ragione, con questo suggerimento però, che si avvertisse meglio al convenevol decoro, e all'onestà civile, stantechè sembra, che i moderni partecipino alcun poco del Mimico; perciò se ne togliesse le donne, le quali di fresco furono (a) nel ballo introdotte, e secondo il Sig. Marchese Maffei solamente dopo la morte di Carlo Maggi.<sup>30</sup> E resta per fine sol da desiderare, che quest'arte del compor balli si studiasse per opera di

28. Michelangelo Buonarroti il Giovane (1568-1646), nipote dello scultore, fu autore di commedie: *La Tancia*, *La fiera*, ecc.

29. Anton Francesco Grazzini detto il Lasca (1503-1584), novelliere e commediografo, fu fra i fondatori della Crusca.

30. Scipione Maffei dedica al tema delle donne-attrici un nutrito ed erudissimo capitolo in *De' Teatri antichi e moderni*, capo sesto, *Come anticamente nelle Tragedie e nelle Commedie non recitavan donne*.

qualche singolare ingegno di render più dotta, e d'immedesimarla, come gli Antichi praticavano, coi diversi generi di Poesia, per cui certo in questa parte con tutti li leggiadri atteggiamenti, anzi sforzi di spaccate e di capriole, noi siamo agli Antichi inferiori.

Il fine

(a) La saltazion delle Donne Pantomime fu levata via dall'Orchestra dall'Imperator Claudio, come narra Dione. Lib. 6. La introduzion sul Teatro Italiano delle donne recitanti fissa il Quadro intorno al 1560. Storia e ragionamento d'ogni poesia. Tom. v. pag. 241.

(Archivio Storico Accademia Agiati di Rovereto: Ms. 131.2 già v, 337)

## APPENDICE N. 2

Delle Rappresentazioni Teatrali  
 Parte Prima  
 compiuta  
 e parte seconda non terminata.

La parte prima potrebbe per altro  
 stamparsi come trattato  
 che può star da se solo  
 senza che sia necessario  
 un altro che l'accompagni<sup>1</sup>

//1

Proemio

L'uomo, che per natura generalmente parlando ama i suoi simili, è vago di sapere gli avvenimenti, e le vicende de' medesimi, sieno esse liete, o dolorose, e si muove alla gioja, o alla compassione, a misura ch'esso le trova felici o disgraziate, essendo proprietà di chi ama l'indagar minutamente tutto quello che appartiene alla persona amata, e il prender parte ne' casi di essa, come fossero suoi proprj. È ben vero, che dandosi diverse specie, e gradi d'amore, può talvolta questa passione esser sì forte, che a chi ama riescano gradite le notizie de' fatti anco i più minuti, e indifferenti (che appartengono all'oggetto amato); ma può anco essere di un grado sì poco intenso, che qualora i fatti non si distinguano notabilmente dalla parte della felicità, o infelicità, e del sensibile influsso loro sullo stato della persona che si ama, essi non eccitino la curiosità nostra a volerli sapere; e di tal natura credo io che sia quell'amore, che sente in se medesimo l'uomo verso gli altri per questa sola cagione, che sono suoi simili.

Finché l'uomo si ferma sulla simiglianza ch'egli ha cogli altri, esso gli ama tutti indistintamente, ma passando a osservarne le qualità personali, secondoché le trova più e men buone, o anco cattive, esso gli ama più e meno, o anco li disprezza, e gli aborrisce, e a norma di questi diversi gradi d'affetto è più e men curioso di sapere i fatti umani, siccome più e meno s'interessa nella felicità, o infelicità loro.

Gli uomini costituiti in alto grado di dignità, come i Sovrani, //2 vengono riguardati specialmente dal volgo con una specie di venerazione, e come fossero d'una natura quasi superiore a quella degli altri, e tirano poi a sé gli sguardi di tutti per l'influsso ch'essi hanno sopra le intiere popolazioni commesse al loro governo. E questo fa, che i casi appartenenti ai Monarchi muovano l'umana curiosità più che quelli de' privati, e che si prenda più d'interesse per la felicità, o infelicità loro.

Gli avvenimenti lieti, o dolorosi, o atroci eccitano la gioja, la compassione, l'abborrimento, il terrore; e lasciando da parte la gioja, che ognun vede esser sempre una sensazione dilettevole, l'esser mosso anco a quelle altre passioni eccita in noi il piacere, qualora le persone, cui appartengono i casi che le muovono, non ci tocchino assai da vicino, ossia perché nel commiserare i disgraziati, che soffrono ingiustamente, e nell'abborrire gli scellerati ci compiacciamo di esercitare un'atto virtuoso, ossia perché ci diletta il veder noi lontani da' que' mali e pericoli, cui sono esposti gli altri. E il diletto che viene dalla compassione ha parimente una particolar causa fondata nell'amore, giacché nel commiserare noi ci rappresentiamo i mali come propri, il che non può accadere senza un movimento di benevolenza; e i movimenti benevoli avendo sempre congiunto il piacere, non è quindi possibile muoversi a compassione senza diletto. Oltre a ciò tutte le passioni sono accompagnate da qualche particolar

1. Nota al testo: il manoscritto autografo di Clemente Baroni Cavalcabò è conservato nella Biblioteca Civica di Rovereto, Archivio Storico: ms. 16.3.(6); esso è un fascicolo cartaceo di 27 cc. numerate, che reca sul primo foglio il titolo, *Delle Rappresentazioni Teatrali*. La sua collocazione nella Civica dipende dal fatto che l'Autore non recitò la sua dissertazione nelle adunanze dell'Accademia degli Agiati, e pertanto essa non venne conservata nell'Archivio, dove si raccoglievano i lavori recitati dai soci. Poiché il testo è scritto accuratamente e con scrittura ed ortografia ormai moderne, nella trascrizione si è provveduto unicamente a segnalare con doppia barra obliqua le pagine del ms. onde permettere il controllo fra testo stampato ed originale; a sostituire, in qualche passo, il punto e virgola con la virgola, per non spezzare eccessivamente il periodo. Per il resto si sono rispettati la punteggiatura e gli apostrofi. La c. 16 nella trascrizione apparirà più lunga, perché vi ho inserito le note aggiunte dall'Autore su foglietti a parte, segnati con i nn. 2, 3, 4. Con note a parte, segnate dalle lettere alfabetiche, si sono riportate le varianti al testo, apposte dallo stesso Autore ai margini del testo.

moto del sangue, e dei nervi, e quando questo non sia troppo violento, come accade nei casi di cui si tratta, diviene esso una specie di solletico //3 che scuotendoci senza danno fa sopra dell'anima una dilettevole impressione.

Tutti i fatti, i costumi, e detti degli uomini, ch'escono dall'ordine, e dalla convenienza, destano in noi maraviglia, e abborrimento insieme; maraviglia, perché tutto quello ch'è fuori dell'ordine, ha del nuovo, e del raro, e perciò ci sorprende; abborrimento poi, perché quello ch'è disordinato, si oppone alle regole del buono, e del bello, e quanto gli uomini amano il buono, e il bello, altrettanto aborriscono il contrario. La maraviglia di natura sua è atta a destar piacere, ma quando questa è prodotta da un fatto, da un costume, o detto, ch'esce dall'ordine in manier da eccitare in noi una notevole avversione, questa<sup>a</sup> occupa per tal maniera l'anima, che non ci lascia punto sentire il piacere della maraviglia, e ci faressimo anzi un delitto di compiacersene. Egli può tuttavolta accadere, ed accade infatti, che la lesione dell'ordine sia talvolta sì leggera, e di sì poca conseguenza, ch'essa non desti in noi che un lieve abborrimento, e allora ci lascia pressoché intatto il piacere della maraviglia, quando ciò avviene, da questo miscuglio, o per meglio dire da quest'urto di piacere, e d'abborrimento si risveglia in noi quella specie di sensazione accompagnata da moti esterni di convulsione, che riso si chiama, la quale quanto sia gradita agli uomini non è da dimandare, bastando il riflettere, che in quelle conversazioni, che si tengono per confortare l'umana natura, sembra, che non bene s'ottenga il fine loro, quando non si giunga per via di racconti, di arguzie, e di giochi a eccitare il riso.

//4 Ancorché generalmente ci diletta l'essere informati degli avvenimenti lieti o sinistri de' nostri simili, massime quando si tratta di persone, che colle lor prerogative impegnano vieppiù ad amarle, tuttavolta il diletto si fa di gran lunga maggiore, se si vegga uno per la combinazione di fatti rari, e insoliti passare dallo stato di miseria a quello di felicità, o viceversa dallo stato felice precipitare nella disgrazia, perché tutto quello ch'è raro e insolito eccita la maraviglia, e desta il piacere con iscuotere e solleticare gli organi interni, che sono per così dire incalliti alle impressioni degli oggetti comuni e famigliari.

E il veder uno che si ama pervenire a qualche suo fine desiderato attraverso di ostacoli e opposizioni, che da tutte le parti insorgono, e che fanno quasi disperare della felice riuscita, oltre il maraviglioso che v'è unito, diletta anco perciò, che a misura che si veggon nascere le contraddizioni, e gli scompigli, si eccita in noi la tristezza, il timore, la speranza, il desiderio, passioni tutte che tengon l'anima in un continuo blando movimento, solleticandola<sup>b</sup> senza offenderla.

L'uomo infine è vago per natura d'imparare, d'istruirsi, d'acquistare dei lumi, che servano a ben condurlo, e indirizzarlo nelle proprie azioni. Se i fatti perciò, di cui viene informato, sieno tali, che oltre l'appagare la natural curiosità ch'egli ha di saperli, servano a illuminarlo, fermando la sua riflessione sopra le vicende, e la instabilità delle cose umane, sopra la forza e i perniziosi effetti delle passioni mal regolate, dei costumi depravati delle azioni //5 perverse, o anche semplicemente sopra le deformità di certi costumi, e atti, che sono puramente ridicoli; e facendogli all'incontro conoscere, quanto giovi il tenere a freno le passioni, quanto importi la dolcezza e moderazione de' costumi, l'essere giusto, riconoscente, benevolo, umano: non v'ha dubbio, ch'egli ritroverà negli avvenimenti, che se gli presentano, un nuovo fonte d'inesplicabile diletto.

*Spectatori nihil prosunt quae non ardorem quandam imitandi, studiumque idem efficiendi ingenerant.* Plutarco in *vita Periclis* par. 42.

#### Delle Rappresentazioni Teatrali

La Drammatica è un'Arte di mettere all'altrui presenza<sup>c</sup> i fatti umani o veri, o finti, o mescolati di vero, e di finto in forma operante, a distinzione dell'Epica, la qual rappresenta i fatti in forma narrativa. Dov'è da notarsi, che per caratterizzare il Drammatico non v'è assoluto bisogno di finzione laddove l'Epico se non finge, o perlomeno al vero non mescola il finto, non si distingue dallo Storico. Ed è da notarsi insieme, che quanto più il Drammatico fa operare i personaggi, e quanto meno li fa narrare, tanto più adempisce all'ufficio suo: per la qual ragione Plauto è da dirsi più drammatico di Terenzio.

Il fine della drammatica, siccome quello d'ogni specie di poesia, è certamente il diletto. Io lascio d'indagare, se questo sia il fine primario, o secondario, bastandomi, che tutti convengano, che il poeta debba dilettere, e che niuno prenda un Poema in mano, o si porta al Teatro precisamente per istruirsi.

Il fonte primario del diletto drammatico è certamente quello di rappresentare i fatti in modo, che a

- a. quest'ultima
- b. mentre la solleticano
- c. di rappresentare



chi gli osserva sembri di vederli accadere veracemente; e allora lo Spettatore, che parte riflette, e parte è illuso, può inebbrarsi di piacere in due modi. Perché inquanto s'accorge, che quella è rappresentazione, e non fatto vero, si sente rapire dalla meraviglia, che quella rassomigli talmente //6 a questo, che per un momento almeno l'una si possa scambiare coll'altro. In quanto poi nasce effettivamente questo momentaneo scambio, se il fatto sia di natura sua tale, che accadendo realmente diletterebbe, esso diletta parimente rappresentato.

A due cose dee dunque mirare il Drammatico per apportar diletto. L'una è di tessere il suo Dramma in modo, che faccia<sup>d</sup> illusione facendo<sup>e</sup> prendere almen transitoriamente<sup>f</sup> per reale il fatto, che solamente si rappresenta; e l'altra è di scegliere fatti tali, che se accadessero in realtà, desterebbero piacere in chi gli osserva, poco importando che questi sieno veri, o finti, giacché nell'atto dell'illusione gli uni si confondono cogli altri. E a questa seconda sorgente di piacere si dee badare non meno, che alla prima, giacché trattandosi di tener occupati per lungo tempo gli Spettatori, per quanto illusoria si voglia supporre la rappresentazione del fatto, la loro attenzione a lungo andare si stancherebbe, se non fosse sostenuta dalla qualità del fatto istesso.

Io parlerò prima della scelta dei fatti, e poi passerò a ragionare del modo di far nascere l'illusione. E per la prima stabilirò alcune proposizioni, dalle quali a guisa di corollarj discenderanno le regole da tenersi, siccome potranno sciogliersi le quistioni, che su tale argomento possono farsi.

// 7 Da queste proposizioni si raccoglie prima di tutto, che qualunque sia il fatto che si sceglie, a impegnar l'altrui attenzione contribuisce infinitamente, che v'intervenga qualche personaggio, che coll'amabilità del carattere si faccia un partito negli Spettatori, che questo si proponga qualche fine d'importanza, il quale venga attraversato dall'altrui malvagità<sup>g</sup>, e dia luogo a varj fatti incidenti, che involupino l'azione principale, destino gli affetti, e tengano sospesa le curiosità e aspettazioni altrui.

Si vede poi, che quanto più i fatti saranno rari e insoliti, tanto più concilieranno l'attenzione, e desteranno il piacere. Ma perché è molto difficile di combinare la rarità del fatto coll'illusione dello spettatore, così è da usarsi in ciò grande cautela, e si dee rinunziare al prurito di destare meraviglia, qualor si corra pericolo, come per lo più accade, di pregiudicare alla verisimiglianza, e d'impedire l'inganno dell'altrui fantasia, che, come si disse, è il fonte principale d'ogni drammatico diletto. Ma di ciò avremo occasione di parlare nella seconda parte.

Si vede ancora, che i fatti possono essere tanto lieti, quanto dolorosi, e destano in amendue i casi il piacere. Ma per riguardo ai dolorosi si può distinguere, quando il dolore, e la compassione domina in tutto il Dramma per modo, che alla fine si cangia in letizia, e quando non riceve alcun conforto, ma ben anzi nel finire giunge al colmo dell'intensità, accadendo per esempio la morte della persona che più c'interessa. Che nel primo caso vi sia diletto, niuno ne dubita: del secondo se ne può far quistione. Dirò tuttavolta, che se il dolore, e la compassione che nasce dai casi rappresentati è sempre tale, che ci scuote senza offenderci, il piacere può aver luogo eziandio ne' fini disgraziati; ma che però quando non s'abbia in mira qualche fine morale, //8 come sarebbe quello d'avvezzare, e indurire gli animi alle disgrazie, miglior consiglio sarà sempre quello di attenersi al fine lieto, tanto più che la sensibilità di molti può esser tale che la scossa del dolore, benché risvegliata da' casi finti giunga ad offenderli.<sup>h</sup> E a ciò forse ebbero riguardo que' Maestri dell'Arte Drammatica, i quali raccomandarono di fare, che il personaggio destinato a fine infelice non possedesse una bontà di grado eminente.

Ma intorno ai fatti dolorosi un'altra quistione si può fare. Gli antichi Greci, da quali fu creata, e insieme condotta a perfezione l'Arte drammatica, distinsero talmente i fatti delle persone costituite in alto grado d'impero da quelli delle persone private, che ne formarono due specie di Dramma, l'una chiamata Tragedia, e l'altra Commedia. Non è che tanto nell'una, che nell'altra non facessero intervenire un personaggio favorito, non suscitassero contraddizioni (a' suoi disegni), non involupassero l'azione, non destassero il timore, e la speranza, e non tenessero sino alla fine sospesa l'altrui curiosità. Ma quello, con cui caratterizzavano, e distinguevano l'un componimento dall'altro si era (oltre la qualità delle persone) di far dominare per entro alla Tragedia il dolore, la compassione, e lo spavento, e all'incontro di spargere in tutta la Commedia i sali, le arguzie, i costumi e caratteri d'una deformità non eccedente<sup>i</sup> co' quali spremevano il riso degli Spettatori. L'esempio de' Greci

d. produca

e. e faccia

f. di passaggio

g. da chi ha mire diverse

h. Il riflesso dello spettatore che si mescola coll'illusione può impedire in due modi, che la scossa del dolore non giunga a offenderci: il primo è, che nel momento che si riflette si trova, che il caso è finto; l'altro è, che il piacer che si trae dalla meraviglia nel trovar così bene imitato il caso, serve a mitigare la scossa del dolore.

i. spargevano tutta la commedia di sali, di arguzie, di costumi e caratteri

j. leggera

fu imitato da tutte le Nazioni sino a' nostri giorni, quando venne in mente non solo ai taciturni, e malinconici Inglesi, ma agli stessi gioiosi, e garruli Francesi, seguiti poi da qualche nostro Italiano, di tessere Drammi sopra le azioni di private persone, ne' quali dominasse il tetro, e il malinconico per tal modo che, fosse sbandita ogni ombra di gioja, e di riso. Io mi guarderò bene dal condannare un tal costume per questo solo, che non fu praticato dai Greci: ma dirò, poi, che l'uso dei Greci, ch'è quanto a dire dei Padri della Drammatica e d'ogni bell'Arte merita di essere esaminato per vedere, se avessero una giusta ragione di operare a quel modo che si disse.

//9 In un Dramma, che spira tutto serietà e malinconia, per sostenere l'altrui attenzione è indispensabile di ricorrere a' fatti grandi, insoliti, o strepitosi, e per farli nascere e ben condurli bisogna destar passioni parimente grandi, e superiori al comune sì nel bene, che nel male, e i fatti, e le passioni grandi infine debbono essere sostenute dalla grandezza de' concetti, e dello stile. Ora i fatti, e le passioni sono proporzionati alla qualità degli oggetti, e degli affari, da cui uno è circondato; e da uno stato basso, o mediocre non usciranno che fatti bassi, o mediocri; e in quanto alle passioni potranno ben essere violente, o straordinarie, ma non mai meritarsi il titolo di grandi, ricercandosi a ciò la grandezza dell'oggetto. Questi fatti adunque o queste passioni bisogna cercarli nell'altezza della fortuna, tra lo splendor delle corti, e de' troni. Non si nega, che anche colà possano covare passioni basse e vili, e uscirne fatti corrispondenti, e che all'incontro nella bassezza delle condizioni possano allignare sentimenti sublimi: ma sarà sempre più facile, che si formi un'anima sublime in mezzo alla sublimità degli oggetti; e in ogni caso la sublimità dell'oggetto le darà sempre maggior rilievo; e quindi è che i fatti, e le passioni sublimi de' Grandi ci furono conservate dalla Storia, e dalla favola, laddove quelle de' privati, se mai ve ne furono, si sono perdute nell'obblivione; onde tra<sup>k</sup> l'uno e l'altro ne avviene, che il sublime de' Grandi si renda più verisimile che quello de' privati, ed è poi sempre vero, che quello interessa più che questo per la natura dell'oggetto.

A tutto questo ebbero peravventura riguardo i Greci, allorché volendo sostenere il tetro, e il compassionevole de' Drammi colla grandezza dell'argomento, ebbero sempre ricorso ai fatti de' Signori grandi; e furono talmente gelosi della verisimiglianza affine di far nascere l'illusione, che conoscendo, quanto difficili sieno //10 da credersi i fatti, e i sentimenti superiori al comune anche colà, dov'è più facile che abbiano il nascimento, trascelsero sempre i fatti, che voleano introdurre ne' loro Drammi, dalla Storia, o dalla favola<sup>l</sup>, cosicché fossero già cognitivi e famigliari a tutti, e acquistassero perciò maggior credenza. Ma i nostri moderni meno scrupolosi, o diciamolo pure meno filosofi degli antichi per appoggiare il lugubre delle loro Commedie col maraviglioso, cercano il grande, dove o non si trova, o non si trova che dimezzato, e dove non è accreditato né dalla Storia, né dagli esempi giornalieri; donde ne avviene poi, che i loro Comici Eroi con tutte quelle turgide parlate, e que' concetti d'una sublimità raffinata, che pongon loro in bocca, lascino trasparire la finzione, non facciano inganno alla fantasia, e non interessino infine quanto basta per compensare la malinconia della rappresentazione.

D'altra parte volendosi restringere nelle Commedie come facevano gli Antichi a que' fatti, che più comunemente accadono tra le persone private, è vero, che si ottiene con facilità l'illusione, e si giunge per questo verso a destare il piacere, ma si corre poi il pericolo di lasciar freddo lo spettatore, e d'infastidirlo, tenendolo lungamente occupato sopra di oggetti, che per non aver nulla di grande, di nuovo, o d'insolito non gli fanno alcun solletico, e non gli destano alcuna meraviglia. A questo inconveniente i Greci, e i Latini che gl'imitarono andavano incontro in due maniere. L'una era di lasciare, che il fondo dell'azione fosse comune, come sarebbe, che un giovane innamorato cercasse coll'ajuto di un servitore accorto di smugnere la borsa di un Padre avaro per supplire alle spese del suo amore, oppure di deludere la vigilanza del custode della femina amata; ma poi inventavano qualche sottile inganno, e lo conducevano con tale ingegno, e colore di verisimiglianza, che giungevano //11 a eccitare la meraviglia in una cosa per se stessa triviale. Né lasciavano di far uso di certi altri fatti, che quantunque meno comuni, e per conseguenza più maravigliosi, pure non doveano mancare di esempi tra loro non tanto rari. Tal era per esempio quello di fanciulli<sup>m</sup> rapiti da Corsari in tenera età o in altra maniera perduti, e poi ricomparsi in età adulta, e dopo strane vicende riconosciuti da loro Genitori<sup>n</sup>.

L'altro mezzo poi sicuro ed efficace posto in opera dagli Antichi per impedire la noja degli Spettatori si era quello d'introdurre nella Commedia qualche costume, e carattere deforme (ma d'una deformità senza conseguenza) come a dire quello di un vecchio stranamente avaro, d'un soldato millantatore sino alla pazzia, d'un vilissimo adulatore, d'un paraso vorace ec. e poi di spargere quà e là i moti,

k. per  
l. tradizione  
m. qualche fanciullo, o fanciulla  
n. suoi parenti

e le arguzie, che nascevano come da sé, e si traevano dalle viscere stesse del fatto, e della materia che si aveva fra le mani. A questi due mezzi si può aggiungere il terzo, il qual era di lasciar cadere qua e là qualche riflessione morale, e istruttiva, ma breve, e somministrata dal fatto medesimo né si perdevano<sup>o</sup> mai in lunghe lezioni, studiate in modo, che si sentisse l'odor della scuola. Con questi modi erano sicuri di trarre il riso dagli Spettatori, il quale quanto si ami dall'uomo, della cui specie forma una distinzione<sup>p</sup>, ed essi lo conoscevano molto bene, ed io l'ho di sopra abbastanza fatto osservare: donde avveniva poi, che con un tal conforto si potesse non solo senza noja, ma eziandio con meraviglioso piacere intervenire alla rappresentazione di fatti<sup>q</sup>, che per altro non si sollevavano gran fatto sopra il comune, e il volgare.

Io sono stranamente ingannato, o questo e non altro è il modello della buona Commedia, su cui lavorando e il Moliere tra Francesi, e il Goldoni tra nostri si sono conquistati l'immortalità del nome; e chiunque tenta un'altra strada, produrrà degli aborti, che potranno bene per vaghezza di novità, o per depravazione di gusto essere per poco applauditi, ma infine verrà il tempo, che trionfando la verità e risvegliandosi gl'ingegni si tornerà sul buon sentiero. Ma basti insino a qui aver parlato della scelta dei fatti.

//<sup>12</sup> Ora per favellare dell'illusione, e del modo di farla nascere, prima di tutto egli è da fissarsi bene in capo, che senza di essa non è assolutamente possibile, che si tragga piacere dagli spettacoli Teatrali, e da' fatti che si rappresentano in essi. Perché se tutto<sup>r</sup> il piacere che si trae dal vedere, o dall'udire i fatti umani, deriva da quelle relazioni, che ha poste la natura tra noi, e i nostri simili, in virtù delle quali si destano in noi certi affetti<sup>t</sup> talvolta d'amore, e talvolta d'abborrimento, non sarà giammai possibile, che i fatti, che si rappresentano nel Teatro, ci dilettono, se que' fatti, e i personaggi che v'intervengono, non si prendano almen di passaggio per reali; avvegnaché un bene o un male finto non potendo contribuire alla felicità, o alla miseria d'alcuno, come potremmo noi commuoverci alla vista di un bene, o di un male conosciuto per finto in forza di quel legame (che passa)<sup>u</sup> tra noi, e i nostri simili, il quale ci obbliga a prender parte nelle altrui prosperità, o disavventure? Io dirò cosa, che parrà strana, ma che pur è vera. Son note a ognuno le forze dell'umana fantasia, per cui avviene talvolta, che ad alcuno sembri di vedere quello, che in realtà non vede, e di esser egli quello che non è effettivamente.<sup>v</sup> E la ragione di questo fenomeno è posta in ciò, che il sentire attualmente una cosa, e l'immaginarsela non differisce che dal più al meno, giacché tanto la sensazione, che l'immaginazione si forma dentro di noi mediante certe scosse date al cervello, le quali d'ordinario son più forti nella sensazione che nell'immaginazione; ma egli può accadere, che le scosse che destano l'immaginazione siano di forza eguale a quelle, che fan nascere la sensazione; e quando ciò accada è necessario che si scambii l'immaginario col reale, e che ne nasca quelle, che si chiama visione, o delirio, non avendo noi altro mezzo per distinguere l'immaginario dal reale, che la differente forza delle scosse date al cervello. Appresso a ciò è da considerarsi, che i personaggi che s'introducono nei Drammi<sup>w</sup> sono in parte reali, e in parte immaginari, e che per quella parte che sono puramente immaginari, può accadere che agiscano sopra di noi con forza eguale a quella che farebbero, se fossero reali intieramente, e che accadendo ciò, ne nascerà la visione, e il delirio di cui si parla. Io dico adunque, che quando uno si commuove alla vista di casi rappresentati, o vi s'interessa in qualunque maniera, egli si trova nella suddetta<sup>x</sup> situazione, passeggera bensì, ma non perciò meno vera; e che sintantoché non si desti nello spettatore una formal visione, o delirio, egli si rimarrà freddo alla rappresentazione, e non ne trarrà piacere alcuno.

//<sup>13</sup> Egli è dunque chiaro, che tutto lo sforzo del Poeta deesi rivolgere a far nascere questa visione, e questo delirio, e che a queste deesi sacrificare qualunque altro riguardo. Ma siccome si tratta d'illudere, e di far delirare cervelli d'altronde sani, e desti, così non sarà giammai possibile d'ottenere l'intento, qualor a' fatti che si rappresentano non si dia tutto il colore non dirò della verità, ma della credibilità. Avvegnaché volendo stare per ora nel mondo reale una cosa può esser vera, e non esser credibile, vale a dire può esser tale, che trovi della ripugnanza negli uomini a esser creduta.<sup>y</sup> I confini

o. senza perdersi

p. un distintivo

q. casi

r. scuotendosi

s. principal

t. movimenti

u. posto

v. gli altri che non sono

w. nel Teatro

x. descritta

y. non s'acquisti credenza tra gli uomini

del vero sono tanto estesi, quanto lo sono quelli del possibile, ma i confini del possibile essendoci ignoti, per una certa nostra superbia, che ci lusinga di conoscerli, noi siamo soliti di ripugnar a credere quelle cose, di cui non ne vediamo una manifesta possibilità: o se anche ne ammettiamo la possibilità, siccome dalla possibilità al fatto non si dà una necessaria conseguenza, così non per questo che una cosa è possibile, si crede tosto vera; e ciò particolarmente accade ne' fatti insoliti, e straordinarij, perché tutto quello ch'è insolito, e di cui non ne abbiamo gli esempi sotto l'occhio, si tiene come è infatti,<sup>2</sup> più difficile ad accadere, e il difficile ad accadere incontra sempre maggior ripugnanza a esser creduto, anzi si confonde spesso coll'impossibile.

Tutto questo ci fa molto bene intendere il divino<sup>3a</sup> Dante, allorché ci avverte, che ci sono delle verità, che hanno faccia di menzogna, e che queste bisogna guardarsi per quanto si può dal raccontarle, perciocché si corre pericolo di screditarsi senza propria colpa, venendo preso chi le racconta per bugiardo.

Inferno //14 Sempre a quel ver, che ha faccia di menzogna,  
c. xvi Dee l'uom chiuder le labbra, quanto ei puote,  
Però che senza colpa fa vergogna.

E ciò egli dice nel descriver timidamente, e dopo aver premesse le più sacre proteste di esser veridico, la strana e meravigliosa figura di un mostro, di cui niuno doveva mai aver inteso a parlare, e la cui esistenza doveva comparire impossibile a chi è solito, come comunemente avviene, di limitare il possibile colle proprie idee, e cognizioni, e con quello che cade ordinariamente sotto l'occhio. In altro genere di meraviglia ebbe pur a dire l'Ariosto:

Forse era ver, ma non però credibile  
A chi del senso suo fosse signore.<sup>2</sup>

Parla egli qui del vanto che si dava Angelica di esser vissuta casta malgrado la vita vagabonda da essa menata in compagnia di Cavalieri, che perduto l'amavano. E perché essa vantavasi di ciò con uno de' suoi amatori soggiunse tosto.

Ma parve facilmente a lui possibile,  
Ch'era perduto in via più grave errore.  
Quel che l'uom vede, Amor gli fa invisibile  
E l'invisibil fa vedere Amore.  
Questo creduto fu. Che 'l miser suole  
Dar facile credenza a quel che vuole.<sup>3</sup>

Ecco qui il vero distinto dal credibile, il difficile ad accadere confuso coll'impossibile.

E se queste limitazioni del possibile, queste ripugnanze a credere lo strano e l'insolito accadono nella civile società e nella Storia istessa quando i fatti si descrivono da persone, che si professano di dire il vero, quanto più accadrà ciò ne' Teatri, dove si fa professione di rappresentare il finto? Tutta l'industria pertanto del Poeta Drammatico dee ridursi a questo, ch'egli restringa per quanto può i fatti dentro que' limiti del possibile, che gli vengono assegnati dal comune degli uomini, di modo che lo spettatore vedendoli in tal maniera limitati non abbia //15 per questa parte alcuna difficoltà ad ammetterli per reali,<sup>bb</sup> sicché<sup>cc</sup> abbandonandosi al calore della fantasia, che allora glieli rappresenta<sup>dd</sup> con tutta la forza della realtà, pervenga a scambiare l'immaginario col reale, e si trovi assorto in una formal visione.

Questo fundamental precetto fu per verità assai bene compreso da Orazio in due elegantissimi versi, co' quali prescrive, che il finto debba esser prossimo al vero, e che il Poeta non debba pretendere, che se gli creda qualunque cosa ci vuole:

Ficta voluptatis causa sint proxima veris,  
Nec quodcumque volet poscat sibi fabula credi.<sup>4</sup>

Ma egli poi non c'insegna, quali requisiti debba avere il finto, perché s'approssimi al vero, né quali sieno

z. d'ordinario  
aa. così detto  
bb. veri  
cc. onde poi  
dd. allora solo è in grado di rappresentarglieli

2. ARIOSTO, *Orlando furioso*, canto, I, 56.

3. *Ibidem*.

4. ORAZIO, *Ars poetica*, 338.

le finzioni, che il Poeta non dee pretendere, che gli sieno credute: anzi se vogliamo stare all'esempio, ch'egli ne soggiunge, e a quelli che in altro luogo aveva addotti, sembra ch'egli restringa l'incredulità dello spettatore a certi miracoli prodotti per forza di magia, e d'agenti invisibili e superiori, come sarebbe quello di far vedere a uscire vivo un fanciullo dal ventre di una Lamia, o a convertirsi Progne in un'uccello, e Cadmo in un serpente: *Quodcumque ostendis mihi sic, incredulus odi.*<sup>5</sup> Per dire il vero le cose superiori alle umane forze, e opposte alle consuete leggi di natura sono le più difficili da accadere, e quelle che più di tutte hanno faccia di menzogna: onde sano consiglio sarà sempre l'escluderle intieramente dalla scena, dove più che altrove è facile il dar sospetto di falsità, dovendo i personaggi comparire in forma visibile e operante, non che di<sup>ee</sup> non caricarne<sup>ff</sup> talmente il Dramma, che questo apparisca un tessuto di prodigi enormi, e affatto incredibili, come si vede in certe Commedie, o come più vogliansi chiamare, che a' nostri giorni con disonore dell'Italia si ebbe il coraggio non solo di consegnare al Teatro, ma anche<sup>gg</sup> alla stampa. E giacché siamo su questo, vi dirò pure, che a me sembra una macchia non leggera // 16 nella peraltro bellissima Tragedia del Voltaire intitolata la *Semiramide* quell'avervi introdotto tanto di soprannaturale e con segni mandati dal Cielo, e coll'apparizione di ombre che parlano. Il Voltaire incredulo si lusingava troppo dell'altrui credulità.

## 2.

All'incontro l'uomo, che s'introduce nel Poema Epico, siccome presente, è tutto immaginario, e non v'essendo per conseguenza bisogno di trasportare le azioni, che se gli addossano, all'uomo reale pur presente, se gli possono con franchezza attribuire fatti superiori alle forze dell'uomo comune, e si può attentare sopra la sua esistenza con sicurezza, quando nel rimanente si proceda a dovere, d'incontrar credenza, e di fare inganno alla fantasia. E si noti, ch'io chiamo quest'uomo tutto immaginario siccome presente, perché se anco egli fosse un personaggio vero in se stesso, è però sempre immaginario, in quanto si figura come presente; e nella Storia stessa le persone, di cui si narrano le azioni, divengono per questa ragione immaginarie, dovendosi da ciò ripetere gli affetti, che talvolta si destano in noi dalla lettura delle Storie, avvegnacché senza una tal immaginaria presenza come mai ci potrebbero interessare i beni, o i mali accaduti a persone, che da molti secoli in qua' non esistono più? Quando adunque si narra un fatto, sia vero, o ricevuto soltanto per vero, v'è sempre l'inganno di riguardare le persone, che intervengono al fatto, siccome presenti, e quest'inganno è tutto lavoro della fantasia. Ma quando i fatti sono posti in azione dal Drammatico, trasportandosi il fatto dall'uomo immaginario al reale ivi presente, allora la presenza figurata delle persone intervenienti al fatto non è tanto immaginazione, quanto sensazione, vale a dire l'inganno riceve qual maggior grado di forza, di cui è suscettibile, e il piacer per conseguenza, che deriva dall'illusione, si rende di gran lunga maggiore.<sup>hh</sup> Ma perché il far nascere l'inganno in questa maniera è assai più difficile (per quanto s'è veduto) che nell'altra praticata dall'Epico, quindi si può dire, che il piacer che nasce dall'illusione poetica, cresca in ragione inversa dalla facilità che v'è di produrre l'illusione medesima.

## 3.

E per ultimo corollario dell'esposta Teoria ne viene poi, che le Divinità, i Demoni, le anime separate da corpi sieno da sbandirsi dal Teatro non solo in certi casi, come vogliono i maestri dell'Arte, ma intieramente, e senza riserva. Lascio da parte la difficoltà toccata di sopra circa l'accadere di tale compare, la qual contribuisce a renderle incredibili. Lascio da parte che niuno degli Spettatori avendo mai veduto a comparire gli Enti soprannominati, si rende oltremodo difficile il dare ad essi una figura, che sia credibile, e che s'accomodi alle idee, che ciascuno si forma sopra di essa; e mi fermo solamente su di questo, che se non è da pretendersi dall'umana fantasia, che trasferisca le azioni d'un uomo immaginario, rappresentato come superiore<sup>ii</sup> agli uomini comuni, all'uomo reale, che comparisce sul Teatro, perché si sa essere un'uomo comune, molto meno si potrà pretendere, che a quest'uomo si trasferiscano le azioni di Enti diversi affatto dall'uomo stesso, e d'un ordine superiore di tanto. Almeno nel primo caso si rimane nello stesso genere; ma qui si tratta di passare da un genere all'altro. Quale

ee. il

ff. nulla dirò poi di non caricarne  
non che sarà da evitarsi di caricarne

gg. eziandio

hh. più vivo e penetrante

ii. d'una forza superiore

5. *Ibidem*, 188.



sforzo di fantasia sarà bastevole a farci confondere un'uomo fatto come noi con un Dio, con un Demone, con un'anima separata dal corpo? Ma per ritornare alla possibilità dei fatti, ch'è il principal fondamento dell'illusione, oltre alle cose soprannaturali si sono date etc.

## 4.

Ho detto che ne' Teatri è più facile il dar sospetto di falsità, che non altrove, e con ciò mi sono inteso di concedere maggior privilegio al Poeta Epico, che al Drammatico; del che la ragione è chiara. L'Epico narrando rappresenta i fatti come da lontano, laddove il Drammatico facendo agire i personaggi ravvicina in un certo modo all'occhio altrui i fatti medesimi. E siccome negli oggetti veduti da gran distanza è facile il prender errore, e lo scambiare l'uno per l'altro, ma veduti più d'avvicino si diminuisce la proclività dell'inganno; alla stessa maniera si rende più agevole di scambiare l'immaginario col reale ne' fatti, che solamente si narrano, che non sia in quelli che si rappresentano in forma operativa, dandosi luogo in questo secondo caso a un più severo esame. E per questo dice Orazio: *Quodcumque ostendis mihi sic, incredulus odi.*<sup>6</sup> La qual ragione si può estendere eziandio ai fatti atroci, e non solo alle morti e alle ferite, ma anco agli stessi svenimenti.

E per approfondire la cosa un poco più, possiamo ragionar così. L'uomo che si espone nel Teatro, come sopra si disse, è in parte reale, e in parte immaginario, ma in sostanza ognuno sa, ch'esso non è che un'uomo comune, la cui esistenza è fatta per sussistere, e per non soffrire alcun danno in tutto il corso dell'azion Teatrale. Ora che un'uomo di questa sorta, in quanto è immaginario, pianga, rida, si muova a sdegno, o a pietà, faccia all'amore, sia perseguitato, o favorito, oltraggiato con parole, o accarezzato, siccome tutti questi sono atti, che non oltrapassano le forze dell'uomo comune, e lasciano illesa la sua esistenza, quindi sarà sempre facile, che per un'inganno passeggero della fantasia si trasportino dall'uomo immaginario al reale sicché l'uno si confonda coll'altro; ma ch'egli operi prodigi, che suppongono una forza soprannaturale, o ch'egli venga ferito, ucciso, o anche semplicemente cada in deliquio, siccome tutto ciò non è combinabile coll'uomo comune, e colla sua presente immunità da mali fisici, così è un pretendere dall'umana fantasia uno sforzo troppo grande il volere, che questi fatti si trasferiscano dall'uomo immaginario al reale: per nulla dire dell'impossibilità che v'è sempre d'imitare queste azioni in modo, che compariscano vere. All'incontro etc.

Ma oltre le cose soprannaturali si sono date, e si possono dare negli avvenimenti umani certe combinazioni strane e inusitate, che per la lor estrema difficoltà ad accadere, qualor non sieno autenticate dalla fama, dalla Storia, o da esempi consimili, si riguardano comunemente o come impossibili del tutto, o per lo meno come assai poco possibili; e benché questo sia un'errore, essendo però esso comune all'umana specie, tanto basta, perché introdotti tali casi sulla scena senza i dovuti appoggi impediscano l'illusione dello spettatore, giacché non trovandosi in lui la necessaria disposizione ad ammetterli per veri, la fantasia non può agire sopra di esso con tutte le forze della realtà, e per conseguenza gli lascia libero il campo a risovvenirsi, ch'egli si trova presente a un'azione finta. E questa certamente deesi credere fosse la ragione, come di sopra osservai, per cui gli antichi Tragici, a' quali particolarmente si conviene di eccitare la maraviglia con avvenimenti insoliti, trassero il soggetto delle loro composizioni dalla Storia o dalla fama, che per tutta la Grecia ne correva (intorno a' fatti trascelti) vale a dire conoscevano essi più per intimo senso, e per esperienza, che per filosofica speculazione, che s'impedisce, o per meglio dire si toglie del tutto il piacere Drammatico, qualor i casi rappresentati non appariscano possibili, e che vi sono de' casi possibili, che dal comune degli uomini non si riconoscono per tali, se la Storia, o la fama universale narrandoli come avvenuti realmente, non ne comprovi la loro possibilità. Ciò in sostanza viene a significare Aristotile // 17 nell'Arte poetica, allorché mettendo per principio, che i fatti noti ci piacciono maggiormente ne dà questa ragione: perché verisimile e credibile si è il possibile; ed è manifesto che sono possibili le cose avvenute, poiché non sarebbero avvenute, se fossero impossibili; ed io non adduco questo passo, e l'esempio degli antichi Tragici per altro fine, che di battere sempre più in capo questa gran verità, che non v'è che il possibile, il qual sia credibile, e che non tutto quello ch'è possibile in sé medesimo, lo è relativamente al pensar comune, cosicché si possa sperare, che venga ricevuto per tale senza alcuna prova.

E per dare un'esempio, come mai senza una costante e universale fama diffusa per tutta la Grecia si sarebbe da' Greci addottato per possibile, che il figlio d'un Re, il qual era destinato dal Padre sin dalla culla a essere ucciso, per evitare il proprio eccidio predettogli dall'oracolo, scampato dalla morte per l'altrui umanità, cresciuto e allevato, senza saper chi si fosse, nella corte d'un'altro Re, giungesse in età adulta a uccidere il proprio Padre senza conoscerlo, si congiungesse in matrimonio colla propria

6. Vedi nota precedente.

Madre parimente sconosciuta, e scoprendosi infine per istrane combinazioni l'esser suo, o quello de' suoi Genitori si traesse per disperazione gli occhi, e se n'andasse in volontario esiglio? Chi non vede la somma difficoltà o diciam meglio l'apparente impossibilità di potersi realizzare<sup>jj</sup> una serie di vicende cotanto maravigliose? Se adunque dopoché avendo lavorato su di esse la celebre sua Tragedia intitolata l'*Edipo*, poté con essa fare nell'animo degli Spettatori un'illusione tale, che giunse a cavar le lagrime, e a eccitare lo spavento e l'orrore di tutta la Grecia, egli senza dubbio per la massima parte ne fu debitore alla scelta di fatti, ch'erano mercé della fama tenuti tanto possibili, quanto lo sono le cose avvenute realmente.

E qui mi piace d'osservare che le Tragedie de' moderni fondate sulla Storia, o tradizione antica de' Greci non è da sperarsi in conto alcuno, //18 che facciano negli animi de' nostri Spettatori quell'effetto, che facevano sopra gli antichi, parte perché que' fatti non sono al dì d'oggi così comunemente noti, come lo erano allora, e parte perché la lontananza del tempo, la diversità de' costumi, delle massime, e della Relligione toglie ad essi in gran parte il credito, e impedisce poi, che non agiscano su di noi con tutta quell'energia, con cui agivano sopra gli antichi. Come mai, per cagion d'esempio, l'*Ifigenia* di Racine, che contiene tanto della Mitologia antica, potrà piacere a' Moderni producendo in essi la tanto necessaria illusione?

Se poi non mancavano agli antichi nel genere grande combinazioni di fatti strane e inaudite, accreditate non pertanto dalla fama, e dalla Storia, con cui potessero<sup>kk</sup> tessere le loro Tragedie, lo stesso però non poteva dirsi per riguardo alla materia umile e privata, che formava il soggetto delle Commedie; dappoiché gli avvenimenti privati, per quanto strani sieno e insoliti, non si divulgano gran fatto di lontano, non se ne conserva lungamente la memoria, né la Storia si degna di registrarli. Avrebbero bensì essi potuto inventarli di pianta, come si costuma dagli Scrittori di Romanzi imitati da molti Scrittori di Commedie, ma conoscevano troppo bene l'umana dilicatezza per lusingarsi di far comparire credibile il troppo difficile da accadere, ch'è quanto a dire l'impossibile apparente, senza l'appoggio della Storia, o della tradizione. Si contentavano però essi d'inventar fatti, che s'accostassero il più ch'era possibile a quelli, che tuttodi accadevano nell'umana vita, e solo s'ingegnavano di diversificarli, per quanto si poteva, e di conciliare ad essi quel più di maraviglioso, di cui erano capaci. E perché il ritrovamento, e l'agnizione di persone perdute somministra feconda materia a dilettevoli, e maravigliosi involuppi, siccome a scioglimenti lieti del pari e inaspettati; e d'altra parte simili //19 perdite, e ritrovamenti doveano essere frequenti in Grecia, siccome circondata dal mare infestato da' Corsari, che tendevano a far preda non meno di roba, che di persone: così di questa specie di fatti si diletta in particolar maniera i Greci (Scrittori di Commedie), e que' Latini che gli hanno tradotti, poche essendo le antiche Commedie a noi pervenute, che non contengano il riconoscimento di persona che si credeva diversa da quello che era. Ma non fondavano però talmente il lor lavoro sopra un tal riconoscimento, che non dassero luogo a varj altri fatti incidenti, o episodj, come si chiamano, che porgevano festevol materia di riso, e divertimento.

Fra le Commedie antiche quella, che più abbia faccia di Romanzo, ch'è quanto dire di menzogna, è secondo me il *Rudente* di Plauto tolto ad imprestito, siccome tutte l'altre, da' Greci. Vi si vede in essa una nobil fanciulla Ateniese rapita da Corsari in tenera età, e poi venduta a un Ruffiano, che se ne stava a Cirene nell'Africa. Di essa s'innamora un giovane pur Ateniese, e la contratta per un dato prezzo; ma in breve dimentico il Ruffiano della data fede, colla speranza di fare maggior guadagno mette la fanciulla con altre sue donne sopra di una nave, e fa vela verso la Sicilia. Si desta sul momento una fiera burrasca di mare, che spinge la nave a uno scoglio in vicinanza di Cirene, dove rimane fracassata, salvandosi a gran pena le persone, disperso il bagaglio<sup>ll</sup> in preda dell'onde. Viveva colà ritirato in compagnia della Moglie un dabben cittadino d'Atene, al meglio che poteva, dopo essersi rovinato per soverchia generosità, e a cui per giunta dell'altre disgrazie era stata rapita fin dai primi anni l'unica sua figlioletta. Raccoglie questi le naufraghe donne, e le protegge contro le violenze del Ruffiano. L'Ateniese fanciulla era dolente al maggior segno, perché nel far naufragio erasi perduta una cassetta, in cui stavano rinchiusi certi piccoli arnesi d'oro, e d'argento, che dovevano servire a farle riconoscere i propri Genitori. Mentre di ciò si rammarica, sopraggiunge // 20 un servo del vecchio Ateniese, ch'essendo gito a pescare avea preso colle reti una valigia, dentro della quale stava con molto oro e argento la pianta cassetta. Si vuole da lui ripetere la valigia, ed egli vi ripugna, adducendone tra l'altre ragioni,<sup>mm</sup> che non si potea giustificare, che appartenesse alle persone ivi presenti. Entra di mezzo il vecchio padrone, e si conviene, che la fanciulla debba dire ad uno ad uno, quali fossero gli

jj. realizzarsi

kk. potevano

ll. disperdendosi il rimanente

mm. per ragione

arnesi contenuti nella cassetta, perché se si fossero trovati corrispondervi per l'appunto, un'evidente segno era del diritto, che avea la fanciulla sopra i controversi arnesi!<sup>mm</sup> Si viene alla pruova; e qual fu la sorpresa del vecchio nel trovarvi scolpito sopra il proprio nome, e quello della moglie! La presente fanciulla era dunque l'unica sua figlia da tanti anni perduta. Sopravviene opportunamente il giovane, che l'avea contrattata col Ruffiano, si riconosce dal vecchio come d'una famiglia a lui nota, e congiunta seco di parentela e si stabiliscono le nozze con gioja, e contento universale.

Si poteva egli inventare un più bel Romanzo? Ma la sua disgrazia è appunto d'essere un Romanzo, vale a dire un tessuto d'accidenti troppo difficili a nascere, che si riguardano come impossibili, e che portano perciò l'impronta del falso, né sono punto atti a destar l'illusione, facendosi prendere almen di passaggio per veraci e reali. Ben s'avvide l'Autore della Commedia, che quindi s'avvisò di porvi alcun rimedio coll'introdurre nel Prologo la Stella Arturo figurata, siccome tutte l'altre Stelle, a guisa d'una Divinità, che di notte siede in Cielo cogli altri Dei, e di giorno passeggia sconosciuta in terra per ispiare le umane azioni, e riferirle quindi a Giove, affinché venga remunerato il bene, e punito il male. Avvisa dunque Arturo gli Spettatori d'esser egli quello, siccome stella potente a sconvolgere il mare, che sollevierà una fiera tempesta, da cui deriveranno i maravigliosi, e insieme benefici avvenimenti di tutta la Commedia.

//21 E di questo ripiego si serve Plauto in altre Commedie per render credibile lo strano, e l'inusitato, cioè avvertire gli Spettatori coll'introdurre nel prologo qualche Divinità, o in altra maniera, che gli Dei s'interessano in quegli avvenimenti, e ch'essi son quelli, che sbalzano quà e là noi miseri omicciatoli a guisa di palle: *Enimvero Dii nos quasi pilas homines habent. Homunculi quanti sunt cum recogito!*<sup>l</sup> E infatti la sublime idea che si ha della scienza e potenza divina è più che bastevole a farci credere un'avvenimento, per maraviglioso che sia, purché ci persuadiamo, che la Divinità vi s'interessa, ma qui è dove sta il difficile. Noi vediamo accadere tutti i fatti umani, con mezzi umani, l'influsso soprannaturale ci sfugge, e ci si occulta, e si rende perciò malagevole a esser creduto. E se nel Teatro vi vuol tanto a far prendere per vero quel ch'è visibile, e puramente umano, quanto più si stenterà a dar credito all'invisibile, e al sovraumano? Si sa, che questi che agiscono sulla scena, son tutti uomini, e che tutta l'azione non è che un'artificio umano: onde l'illusione potrà ben giungere a farci scambiar l'umano coll'umano, ma giammai l'umano col divino,<sup>oo</sup> come anche di sopra s'è dimostrato.

Convien credere, che i Greci coll'andare innanzi sienosi avveduti di questa verità, perché gli Scrittori di Commedie, che fiorirono dopo quelli, da cui Plauto prese le sue, come sarebbe a dire Menandro, il qual condusse la Commedia all'ultimo grado di perfezione, sbandirono dalle lor composizioni tutto il romanzesco, e tutti quelli avvenimenti, che per esser creduti hanno e bisogno che si chiami in soccorso la Divinità, e si ridussero a que' fatti, che traggono tutta la loro origine dalle passioni, dai costumi, dai raggiri, e dalla scaltrezza degli uomini, facendo svilupparsi il riconoscimento stesso delle persone, ch'è quel più che abbiano di maraviglioso, nella maniera la più semplice e naturale che sapessero mai inventare. Almeno in tal guisa son lavorate le Commedie di Terenzio, che, come ognun sa, furon tolte quasi intieramente da quelle di Menandro, di cui non ci rimangono che de' frammenti.

//22 Quando ne' secoli xv. e xvi. risorsero in Italia le buone lettere, si diedero i nostri a comporre Tragedie, e Commedie a imitazione de' Greci, e Latini. E in quanto alla Commedia l'Ariosto, che secondo me si distinse in questo genere più d'ogn'altro benché avesse riempito il suo poema di fatti romanzeschi forse più del dovere, credendo egli ciò permesso al Poeta narrativo, non ardì però di metter sulla scena salvoché fatti comuni, prodotti dalle passioni, e da raggiri umani. E volendo pur egli eccitare la maraviglia dentro i confini del credibile, non altra miglior invenzione seppe ritrovare il suo per altro fecondo ingegno, che quella de' riconoscimenti di persone perdute in occasione di guerra, o altra simile; del che non doveano allora mancare gli esempi all'Italia, come tutta sconvolta, e piena di rivoluzioni. E benché s'ingegnasse di condurre il riconoscimento nella maniera la più naturale, e la più facile a credersi che fosse possibile, con tutto ciò diffidando sempre della credulità, e dell'illusione degli spettatori, per vieppiù procurarla mette sovente in bocca agli attori qualche riflessione sopra i decreti della Provvidenza divina:

Supposito	E voi crediate, che in Cielo, o Filogono
Atto v.	Era così ordinato; che possibile
	Per altra via non era, che a notizia
	Venissi mai del mio figliuol carissimo.

nn. di essi

oo. a farci credere l'umano, ma giammai il divino

7. OVIDIO, *Ars amandi*, II, 1.

Fil. Credo che sia così, né che una minima  
Foglia quaggiù non si muova, senza l'ordine  
Di Dio

E in altra Commedia:

Negromante Atto v.	Alla temerità non più del giovine Si debbe attribuir, che all'infallibile Divina provvidenza, che a principio Così determinò che dovesse essere, Che senza questo mezzo per conoscere Non ero mai mia figliuola.
-----------------------	---

E benché questa sia una maniera più accorta di chiamare in soccorso il Cielo a render credibili gli avvenimenti maravigliosi, che non sieno quelle usate da Plauto, pure non saprei intieramente lodarla per le ragioni dette di sopra.

//23 Ma questa delicatezza di compor Commedie credibili, e atte a destar l'illusione fu di corta durata: perciocché succeduto il secolo XVII., secolo di depravazione per ogni genere di Poesia, si portò sul Teatro il gusto del maraviglioso, e dell'incredibile a segno, che il *Nec quodcumque volet poscat sibi fabula credi*<sup>8</sup> di Orazio fu propriamente calpestato; né v'era fatto sì strano, o sì remoto da quel che comunemente avviene, prodotto o per forza di Magia, o per mera volontà del compositore, che non si credesse lecito di esporre sulla scena. Allora gli Spiriti Folletti, le trasformazioni Magiche, i Convitati di pietra<sup>9</sup> inondarono tutti i Teatri d'Italia. E perché si voleva pure destare il riso creduto necessario alla buona Commedia, vi s'incastavano dentro a diritto, o a rovescio que' noti personaggi vestiti bizzarramente, e fuor del naturale, colla maschera in volto, i quali per far ridere quasi di null'altro si servivano che d'atteggiamenti caricati, di parole storpiate, d'equivoci freddi e insieme disonesti, o al più di facezie staccate, che non iscatuivano dal soggetto istesso della Commedia. E benché sul finire del secolo sorgesse in Francia col favore di Luigi XIV. un Genio singolare, che datosi a compor Commedie sul modello delle antiche rascosse gli applausi di tutta l'Europa colta, benché molti de' nostri stessi Italiani, come Maggi, Nelli, Faggiuoli, Lazzarini, Maffei sul principio, e nel progresso del corrente Secolo lavorassero Commedie al medesimo conio, contuttociò le ignoranti Comiche Compagnie, che non sapevano, o non volevano distorsi da quelle loro sceniche deformità, in cui erano invecchiate, continuavano a darle in pascolo al popolo, che non avendo idea di vivande migliori, o avendo il gusto alterato, come da una malattia, se le trangugiava qual saporito pasto.

Era riservato ai talenti, e alla pazienza del Sig. Carlo Goldoni di redimer l'Italia da tanta barbarie, il quale non escludendo //24 dapprincipio le maschere, per le quali vedeva infatuati non meno i Comici, che il popolo, e solo incorporandole nella Commedia in modo, che ne riuscisse un tutto uniforme, ma esigliando poi senza pietà tutto l'incredibile, e attenendosi a fatti volgari, sostenuti da un'ingegnoso inviluppo, da caratteri giudiziosamente deformati,<sup>pp</sup> da facezie nate dal seno istesso della Commedia, seppe correggere il gusto depravato, e far conoscere, qual differenza passi da una commedia, a cui uno intervenendo s'accorge dal principio sino alla fine d'esser presente a un'azione finta, e un'altra, (da una tal commedia, dissi, a quella) in cui lo spettatore si forma una dolce illusione,<sup>qq</sup> credendosi d'intervenire i fatti veri e reali.

Io non negherò, che i fatti di cui si serve quest'Autore, non sieno d'ordinario assai piccoli, poco interessanti, e di niuna meraviglia, e che non avendo egli creduto accomodati alle correnti circostanze d'Italia i riconoscimenti delle persone, si è privato di un bel luogo topico, a cui ricorrevano con tanto buon successo gli Antichi, e di cui fecero altresì felicemente uso alcuni Moderni particolarmente nell'Inghilterra, che per essere sempre stato un Paese sottoposto a grandi rivoluzioni, rende credibili colà le sparizioni e i successivi ritrovamenti delle persone. Ma se la vita privata non somministra maraviglie che di rado, e somministrandone, se ne perde tosto la memoria, né girano per le bocche del volgo, e si eternano sulle carte degli Storici, da dove si possano<sup>rr</sup> prendere ad imprestito; e volendole inventare di pianta, si urta nello scoglio dell'impossibile apparente, e dell'altrui incredulità, il che guasta l'illusione dello spettatore, base e fondamento d'ogni Drammatico piacere, non sarà egli meglio di attenersi,

pp. vivamente espressi

qq. un dolce inganno

rr. poterle

8. ORAZIO, *Ars poetica*, 339.

9. Allusione ad una nota commedia dell'arte italiana del Seicento sviluppata intorno alla famosa leggenda spagnola di don Giovanni; se ne può leggere il canovaccio in *Teatro dialettale del Seicento*, cit., pp. 233-243.

come fa il Goldoni, al piccolo e poco interessante credibile, che al grande //25 e allo straordinario incredibile; ingegnandosi per altro, come pur fa il medesimo, di affezionare gli Spettatori a qualche personaggio, d'interessarne cogl'inviluppi giudiziari, la curiosità e l'aspettazione, e di eccitarne, infino il riso colla viva rappresentazione di costumi deformati, e con arguzie a tempo e luogo seminate?

Anni sono io mi trovai presente alla recita d'una Commedia del genere piangente, venuta d'Oltremonti, e che si spacciava per assai bella. Si rappresentava in essa un'onesto Mercante, che dal colmo della sua fortuna, di cui godevasi nel seno a un'amabile Famiglia, era precipitato nell'abisso della miseria a segno, che non avendo di che soddisfare i suoi creditori, si vedeva<sup>ss</sup> fino a spogliargli la casa degli arredi, e a levare d'addosso alle amabili persone componenti quella desolata Famiglia gli ornamenti di valore. E fin qui nulla v'era d'incredibile; anzi la cosa peccava di troppa semplicità, perché senza veruna cirimonia d'inviluppo e di sospensione, senza quelle tanto piacevoli alternative di speranza, e di timore, si vedeva fin dal principio tutta la Famiglia del Mercante sobbissata nelle calamità, e l'Autore della Commedia non lasciava trasparire che un forte<sup>tt</sup> desiderio di tener occupato per tutta la sera in immagini tetre e luttuose chi avesse avuto voglia, o bisogno di purgarsi gli occhi di lagrime. Sennonché mosso egli infine a compassione de' suoi Spettatori, e volendoli far risorgere da quella desolazione, in cui gli avea collocati insieme colla Famiglia rappresentata, dà di mano quasi per compensarli di quella fastidiosa monotonia, in cui gli avea sino allora tenuti, a un maraviglioso e inaudito avvenimento. Il buon Mercante non avendo forza bastevole per sostenere il peso della sua disgrazia, di cui sentiva tutto l'orrore, si risolve alla fine d'uscire di vita, e di terminar colla morte il suo dolore. S'incammina disperatamente //26 verso un ponte della Città con animo di gittarsi nel sottoposto fiume; ma nell'atto di salire il ponte, oh! Maraviglia, s'abbatte egli in una persona,<sup>uu</sup> che disperata per cagion diversa s'indirizzava al medesimo ponte colla mira stessa di trovar nell'acque del fiume il rimedio alle sue insostenibili pene. Ma questo è poco: il colmo della meraviglia fu, che il personaggio disperato era tale, che venendosi a riconoscere col Mercante, erano in grado di rimediare reciprocamente alle disgrazie l'uno dell'altro senza bisogno di tuffarsi nel fiume. Si riconoscono adunque, si cangia la scena, e finisce lietamente la Commedia. *Dicite, io Paeon, et io, bis dicite, Paeon.*<sup>10</sup> Le maraviglie del *Rudente* di Plauto sono una baja appetto di questa cotanto sonora: eppure il buon Plauto, o il Greco Autore di quella Commedia non s'arrischiò di metterle sulla scena senza prevenire gli Spettatori, che a produrle vi concorrevano l'influsso di un'agente superiore, temendo, che senza di ciò non fossero ricevute per credibili. Ma i nostri Moderni sono superiori a così fatte debolezze, e si assicurano di far bere qualunque strana maraviglia senza verun estrinseco appoggio. Ma succede poi egli così? Se volete saper l'esito della Commedia, di cui vi ho parlato, tutti gli Spettatori ancor mezzanamente accorti e non prevenuti in favor delle novità, si partirono dal Teatro mal contenti dell'Autore, che dopo avergli sì a lungo, e male a proposito rattristati avesse creduto di mandargli a casa contenti con una sì manifesta fola da Romanzo. Ecco dove va a finire il prurito della novità, e del maraviglioso, e il voler abbandonare le vie con sì prospero evento calcate da' nostri Padri, e Maestri.

Della Poetica non avviene, come della Filosofia, e della Matematica, nelle quali le ricerche, e le scoperte degli antichi non chiudono l'adito a quelle de' moderni, parte perché il vero, che forma il loro scopo, è difficile da scoprirsi, e parte perché il fondo delle verità è inesauribile, e per quante se ne sieno scoperte, ne rimangono ancora infinite altre da scoprirsi. Ma il Bello, ch'è l'oggetto della //27 Poetica, consiste in un punto per così dire indivisibile, il quale colpito che siasi una volta, non ammette ulteriori tentativi, e volendone uscire, si cade nel deforme, e nel mostruoso. Ora questo punto per consenso di tutti fu capito dai Greci; e tanto perciò le produzioni poetiche saran belle, quanto saranno modellate su quelle de' Greci Scrittori.

Ardisco di dire, che siccome nell'Architettura non è lecito dipartirsi dagli Ordini trovati da' Greci, e dalle proporzioni, e ornamenti introdotti in quelli, e che chiunque ha voluto discostarsene è caduto in deformità ridicole, così non sia impunemente permesso l'allontanarsi dalle varie specie di Poesia da' medesimi Greci trovate, e insieme da quell'andamento, che a ciascuna specie fu da' medesimi assegnato. Questi mirabili Creatori delle bell'Arti avendo inventato per divertire il popolo di rappresentare i fatti umani in forma operante, videro, che questi si dividevano in due gran Classi, de' Dominanti cioè, e de' privati. Videro insieme, che per dilettere conveniva muovere le passioni. Queste sono di dolore, e di gioja. Il doloroso, e malinconico sembra fatto per collegarsi col grande e maestoso, siccome il lieto e ridevole non altrove meglio trova il suo nicchio, che nel basso e privato. Congiunsero però i

ss. faceva vedere

tt. crudel

uu. personaggio

10. OVIDIO, *Ars amandi* II, 1.



Greci le passioni di dolore ai fatti de' Sovrani, e ne formarono la Tragedia; congiunsero alle azioni de' privati la gioja, e il riso, e ne uscì la Commedia. Ecco il punto indivisibile del Bello. Il loro esempio seguito fece sempre fortuna, trascurato non la farà giammai.

Fine della Prima parte.

Volendosi stampare che il meriterebbe veracemente, per la profondità della dottrina, e la precision delle idee, potrebbe anche imprimersi come un Trattato da sé solo, e perfetto.

(Biblioteca Civica di Rovereto, Archivio Storico: Ms. 16.3.(6), Clemente Baroni Cavalcabò, *Delle Rappresentazioni Teatrali*)

## RECENSIONI

WALTER HABERSTUMPF, *Dinasti Latini in Grecia e nell'Egeo (secoli XII-XVII)*, Torino, 2003, pp. 229.

LA pubblicazione di questo testo, dedicato ai dinasti latini nella Grecia dei secoli XII-XVII, riunisce in un unico volume alcuni lavori di Walter Haberstumpf già pubblicati tra il 1991 e il 1999, arricchiti da rielaborazioni, aggiornamenti e scritti inediti, secondo quanto era avvenuto per *Dinastie Europee nel Mediterraneo Orientale*, apparso nel 1995. Se là il tema unificante erano le gesta dei Monferrato e dei Savoia in Oriente, sicché si seguivano le avventure in *Outremer* di due soli casati occidentali, piemontesi nella fattispecie, qui l'area geografica è in un certo senso più ristretta, limitata alla Grecia e alle isole dell'Egeo, ma assai più numerose sono le dinastie prese in esame dall'A.

Animato da grande passione e da instancabile alacrità nella ricerca, supportate da un rigoroso metodo storico che deriva all'A. dalla lezione di Silvano Borsari e dall'appartenenza alla cosiddetta 'Scuola di Torino' fondata da Giovanni Tabacco, Haberstumpf si muove con sicurezza all'interno dell'assai complesso panorama della Grecia latina, un ambito geografico e cronologico quanto mai intricato: tutti gli storici che abbiano intrapreso uno studio su quest'area sono concordi nell'affermarlo. Un primo problema è rappresentato dalla scarsità e dalla forte frammentarietà delle fonti documentarie, perché, per usare le parole di David Jacoby «non sono stati conservati né archivi locali, né raccolte di atti notarili, ma solo poche fonti veneziane e angioine» (Jacoby, rec. a Longnon, Topping, *Documents sur le régime des terres dans la Principauté de Morée au XIVe siècle*, Paris, 1969, in «B.z.» 69, 1976, p. 88). Pienamente consapevole di tale difficoltà, Haberstumpf è riuscito a sfruttare ogni lacerto di informazione così da ricostruire con meticolosità e accuratezza la genealogia e le vicende dei casati principali avvicendatisi sul suolo della Morea e delle isole egee; e ciò senza trascurare, naturalmente, la letteratura precedente, e in particolare i lavori di Hopf e di Miller, che rielabora e spesso corregge, segnalandone numerose imprecisioni. Vero è infatti che Haberstumpf, riprendendo i lavori di Loenertz e di Borsari, ma privilegiandone gli aspetti politico-istituzionali, perviene a delineare un quadro unitario della Grecia e dell'Egeo nei secoli su indicati.

Il volume di Haberstumpf si articola in due parti: la prima dedicata alle dinastie che si sono avvicendate in Morea, la seconda a quelle delle isole del Mar Egeo.

Nel primo capitolo, muovendo da alcune trascrizioni di un atto del 26 luglio 1278 indirizzato da Carlo I d'Angiò ai nobili della Morea, Haberstumpf traccia la mappa della più alta aristocrazia del Principato d'Acaia nella seconda metà del Duecento, vale a dire nella delicata fase politica del passaggio del potere principesco dai Villehardouin agli Angiò. L'acquisizione di un ruolo egemone in Acaia da parte degli Angiò non fu esente da traumi e l'A. chiarisce con efficacia gli aspri conflitti con le forze bizantine, l'inettitudine di alcuni vicari angioini e l'ostilità di una parte della nobiltà moreotica, gelosa delle proprie tradizioni e dei propri privilegi. Un'ostilità che, con il trascorrere del tempo e con il procedere degli eventi, era destinata ad aumentare fino a sfociare in aperte ribellioni, com'è attestato da una relazione scritta nel 1361 da Nicola di Boiano, procuratore dei beni moreotici di Maria di Borbone.

Il secondo capitolo è incentrato sull'avventura orientale dei principi di Savoia-Acaia tra il 1285 e il 1418. Dopo aver rievocato la ben nota vicenda del matrimonio nel gennaio del 1301, tra Filippo di Savoia conte di Piemonte e Isabella di Villehardouin, e del contenzioso sorto a proposito di tali nozze, con gli Angiò, che rivendicavano il pieno diritto sul principato d'Acaia in base a quanto stabilito nel trattato stipulato a Viterbo nel 1267 tra Carlo I d'Angiò e Guglielmo II di Villehardouin, Haberstumpf passa a considerare le posizioni degli eredi di Filippo rispetto alla Morea. Al figlio Giacomo, che ereditò i possessi aviti e che promosse importanti azioni politico diplomatiche, approfittando della debolezza angioina, non rimase altro che il titolo di principe d'Acaia. Il titolo principesco assunse, però, per i discendenti di Filippo, un valore essenziale, divenendo il simbolo stesso del potere e della continuità dinastica. Nel clima del sec. XIV, contraddistinto da nuovi fermenti crociati, il giovane principe Amedeo, affascinato dall'immaginario mentale dell'*Outremer*, rivendicò per il suo casato la sovranità sull'Acaia e mise pertanto in atto macchinose e segrete trattative diplomatiche, che coinvolsero i Veneziani, i Navarresi, i Paleologi e gli Acciaiuoli. Di fatto, però, la morte di Amedeo segnò la fine delle ambizioni orientali dei Savoia-Acaia, perché il suo successore, Ludovico, si dedicò in maniera pressoché esclusiva alle vicende pedemontane. A partire dal sec. XV perfino il titolo di principe d'Acaia scomparve, sostituito da quello di principe di Piemonte, di cui poté fregiarsi il primogenito ed erede; in seguito a un'alleanza matrimoniale stipulata con i Lusignano verso la fine di quel secolo, i Savoia poterono vantare il titolo regio quali «re di Gerusalemme, d'Armenia e di Cipro». Fu solo nel XIX sec. che Carlo Felice trasse dall'oblio il titolo di principe d'Acaia, inserendolo nel frontespizio di una *Notizia* destinata al proprio casato.

Con il terzo capitolo, Haberstumpf si addentra nella ricostruzione della storia dei signori di Bondonitsa, marchesato strategicamente importante, che pervenne ben presto ai Pallavicino, vassalli di Bonifacio I di Monferrato. Bondonitsa fu località commerciale di rilievo, dotata di un comodo approdo, e dunque al centro di interessi contrastanti che coinvolsero i Catalani, Genova e soprattutto Venezia, che intrattene con i Pallavicino importanti rapporti politici e dinastici, legandosi ai signori di Bondonitsa dapprima tramite la famiglia dei Cornaro, quindi tramite quella degli Zorzi. La Repubblica veneta intervenne anche direttamente per tentare di arginare la travolgente avanzata ottomana, ma i Turchi divennero egualmente i veri padroni della Grecia, sicché, con l'inizio del xvi sec., può dirsi concluso il tempo delle avventure greche per gli Zorzi, così come quello dei traffici veneziani nel Levante.

Il capitolo iv è interamente dedicato alla Morea. Haberstumpf vi mette in luce la drammaticità della situazione in cui versava la regione in un periodo al quale, al dissolversi del dominio franco e alla precarietà politica che ne seguì, fece seguito una sempre più minacciosa pressione turca. L'attenzione dell'A. si sposta sui particolarismi dei Latini, che si consumavano in sterili lotte interne, non solo sottovalutando il pericolo turco, ma spesso alleandosi con questi a danno dei vicini. Né la cristianità occidentale né Venezia – pur così profondamente coinvolta nelle vicende d'*Outremer* – mostrarono alcuna preoccupazione per la nuova ondata ottomana che, tra la fine del xiv e l'inizio del secolo successivo, rischiò di travolgere la Grecia e i Balcani, sicché tutti i governi non esitarono a intrattenere intese con i Turchi. Il clima di disgregazione e di anarchia che caratterizzò la fine del Trecento e l'inizio del Quattrocento non accennò a migliorare nei decenni successivi, anzi si acui ulteriormente dopo la caduta di Costantinopoli nelle mani di Maometto II, che, forte delle proprie posizioni, riuscì ben presto a eliminare dalla scena politica il despotato di Mistrà e la signoria latina in Morea, eliminando anche l'ultimo Acciaiuoli in Acaia, Francesco II. Solo Venezia restava a difendere i propri interessi in Oriente e nel 1687 riuscì a riconquistare l'Acaia, ma già nel 1715 la Morea cadde di nuovo in mano ottomana. La memoria del dominio latino in Grecia riemerse in Europa nella Francia del Re Sole, in seguito all'attività editoriale di Du Cange che ricordava le glorie franche della conquista della Morea.

Con il capitolo v si apre la seconda sezione del volume, dedicata alle isole dell'Egeo, a proposito delle quali l'A. opera importanti e significative revisioni rispetto alle tesi degli storici precedenti. L'isola di Serifo costituisce un ottimo esempio dell'abilità con cui Haberstumpf si muove all'interno delle vicende parentali dei vari dinasti veneziani, vicende di cui non rimangono che notizie frammentarie, spesso imprecise e talvolta contraddittorie. La cronologia relativa alla conquista di Serifo da parte del veronese Licario ne costituisce un buon banco di prova: nonostante le reali difficoltà di indagine topografica sui dinasti di Serifo nel corso dei secc. xiv e xv, l'A. dimostra di muoversi abilmente tra le contraddizioni delle fonti e delle interpretazioni storiografiche. Se infatti Hopf collocava tale conquista nel 1269, Loenertz ritenne doveroso posticiparla al 1279-1280, in ciò seguito da Jacoby; mentre rimane valida la considerazione di Borsari che definisce bizantina l'isola nel 1277, si deve concludere che solo il 1302 segni il momento della definitiva conquista latina, sicché risulta confermata la dimostrazione di Loenertz dell'infondatezza della notizia del possesso dell'isola di Serifo per via ereditaria da parte di un esponente dei Ghisi già nella seconda metà del Duecento.

Emerge con tutta chiarezza che tra le aspre lotte fra i vari signori e i loro eredi per l'egemonia sull'isola, è la Repubblica veneta l'unico soggetto politico capace di mantenere e consolidare il proprio dominio politico e commerciale. Del pari si evince la pietà devozionale degli abitanti dell'isola, che, su un territorio tanto ristretto, edificarono più di cinquanta chiese e cappelle; ancora nel corso del sec. xvii, in pieno dominio ottomano, Serifo fu teatro di un nuovo fiorire religioso cristiano, incentivato dall'opera del clero greco, che promosse l'edificazione di un importante monastero magnificamente affrescato.

Per trattare delle vicende dinastiche dei Gattilusio (cap. vi), Haberstumpf muove dai *Commentari* di Enea Silvio Piccolomini, che forniscono importanti notizie su tale lignaggio, descrivendo con ansia e preoccupazione la fin troppo agevole conquista turca di Mitilene. Il giudizio di Piccolomini sui Gattilusio è assai negativo, perché egli ne ricorda la politica troppo arrendevole verso i Turchi, la partecipazione ad atti di pirateria e la continua collaborazione con la Chiesa di rito greco, sicché la conquista turca di Lesbo assume per Piccolomini quasi una funzione catartica, un atto provvidenziale che ha portato all'eliminazione di crudeli tiranni. Il sogno di Piccolomini-Pio II sarà quello di ridare vita a una crociata, vanificata, a suo dire, dalla politica ambigua dei dinasti locali della Grecia e delle isole egee e dall'impegno troppo incostante e irrilevante di Genova e Venezia.

Il volume è corredato da una bibliografia molto ampia, che comprende fonti archivistiche, fonti letterarie greche e latine, fonti documentarie, vasta letteratura sull'argomento che costituisce una solida base per chiunque voglia intraprendere uno studio sulla Grecia dei secoli esaminati dall'A., nonché da preziosissimi e assai accurati indici dei nomi e dei luoghi, che consentono di orientarsi più agevolmente nel multiforme panorama delle vicende d'*Outremer*.

*Chioggia e il suo territorio*, a cura di Pier Giorgio Tiozzo, Padova, Banca di Credito Cooperativo di Piove di Sacco, 2003, pp. 223.

Costruita all'interno delle fondamentali coordinate geo-storico-antropologiche, questa miscellanea di studi tratta gli aspetti più significativi di un ambiente peculiare «costruito tra laguna, mare e terraferma», come viene emblematicamente indicato nel titolo del primo contributo, curato da Pier Giorgio Tiozzo, coordinatore editoriale. L'esordio s'incentra sulla critica a giudizi stereotipi, di cui viene evidenziata la scarsa attendibilità, pur avendo forgiato, sino ad un'epoca piuttosto recente, un'immagine distorta della cittadina lagunare, trascurandone l'intrinseca originalità, offuscata da un itinerario storico-politico che l'ha relegata ad un ruolo subalterno, quasi mera depositaria di una cultura 'minore' e arretrata.

Il percorso storico, che funge da asse portante all'intera rassegna, viene assunto sotto la modulazione dei variegati rapporti coi due ineludibili poli – veneziano e padovano – che, dialetticamente contrapposti in età medievale, hanno segnato con ritmi e modalità diverse l'evoluzione della realtà clugiense. Questa si configura geograficamente, fin dal suo costituirsi, come ambiente anfi bio, pazientemente costruito sul binomio terra-acqua, peraltro comune alle popolazioni lagunari, che per generazioni hanno plasmato il loro patrimonio antropologico su uno sfruttamento variegato delle risorse ambientali: agrarie, ittiche, faunistiche, idroviarie. Per la comunità clugiense il discorso diviene più complesso a motivo della prossimità fisica alle foci dei principali fiumi italiani, tra i quali il Brenta ha rappresentato un'insidia costante ai fragili equilibri idraulici del circondario. La complessa tematica della tutela ambientale viene ad intrecciarsi con il problema della difesa militare, contrassegnata da alcune emergenze architettoniche (castello della Lupa o S. Felice e forte di Caroman all'imboccatura del porto, fortilizio di Brondolo alle foci del Brenta) funzionali al più generale piano difensivo del Dogado. Viene tracciata sinteticamente anche la metamorfosi epocale di Chioggia assunta a capitale del sale nel cuore del Medioevo, sorretta invece dalla vocazione ittica in età moderna, allorché la pesca marittima è diventata il fulcro della sua economia. Seppur in tono minore, si accostano a tale processo, a guisa d'appendice contemporanea, la transizione di Sottomarina da comunità con spiccata vocazione orticola a centro turistico nonché i cambiamenti intervenuti nelle frazioni del territorio comunale condizionate dai corsi fluviali, che furono costante oggetto di attenzione da parte delle magistrature veneziane.

Il saggio di Claudio Grandis traccia, nelle linee essenziali, l'epopea dell'antico monastero benedettino di Brondolo, attingendo copiosamente alla silloge di documenti pubblicata a cura di Bianca Lanfranchi Strina. Ne risulta un quadro chiaro ed esaustivo delle funzioni socio-economiche di una comunità religiosa organicamente inserita nel contesto locale, ma non estranea agli influssi della contermina realtà padovana, con la quale l'area clugiense teneva intensi scambi. La guerra di Chioggia (1378-1381) sancì anche per il monastero della Ss. Trinità e S. Michele, come per altri insediamenti religiosi, il mesto declino, che trovò il suo epilogo, agli inizi del sec. xv, col trasferimento a Venezia del nucleo residuo di monaci.

Paola Tiozzo si cimenta sul tema poco esplorato delle stratificazioni urbane, attraverso le quali Chioggia è venuta ad assumere l'attuale configurazione. La disamina di ampio respiro prende le mosse dall'epoca romana, durante la quale è ipotizzabile il consolidarsi della funzione di *castrum* assegnata al centro lagunare, mentre in età altomedievale prevalse la figura policentrica, consentita dall'irregolare dislocazione di dossi naturali separati da una fitta rete di canali. L'impetosa sequenza di distruzioni, abbattutasi sul distretto clugiense nel corso della quarta guerra veneto-genovese, lasciò un'impronta profonda nell'assetto territoriale, che risentì anche della successiva interdizione quindicennale imposta all'edificabilità periferica. Gli sforzi ricostruttivi si concentrarono dunque sul tessuto urbano, che, seppur parzialmente danneggiato dagli scontri militari, si profilava sostanzialmente preservato nel suo ordito prebellico. L'analisi, articolata in panoramiche epocali, prosegue proponendo una valutazione sintetica ma efficace delle trasformazioni avvenute nel secondo Novecento, allorché si acuisce la natura eterogenea della struttura geografica, contrassegnata dalla giustapposizione di nuclei ad alto potenziale di autonomia, riflettenti esigenze eterogenee. Una serie di riflessioni impressionistiche ma pregnanti viene a chiudere il discorso, che in virtù di un approccio originale accompagna il lettore a scoprire, all'interno della cornice della fisionomia naturale e architettonica, un centro urbano singolare, il cui fascino consiste anche nella sua costitutiva irriducibilità ad un'esaustiva formula univoca.

Si avvicina alle problematiche contemporanee anche il contributo di Pier Giorgio Tiozzo, che studia il lento e travagliato realizzarsi della bonifica del bacino atesino-brentano, avente il suo fulcro nella Conca di Brondolo. Per condurre a termine l'impresa, nel primo Ottocento, si utilizzarono mezzi meccanici a vapore sotto la direzione di Giuseppe Jappelli e Gaetano Testa, ma l'esperimento era destinato a non trovare pratica esecuzione a causa del sopraggiungere dei convulsi eventi rivoluzionari del Quarantotto, allorché gli edifici dello stabilimento di bonifica furono demoliti per ragioni tattiche. L'esempio dei due intraprendenti tecnici servì comunque per rianimare alcuni proprietari, interessati alla meccanizza-



zione degli interventi sui fondi agrari, anche se il complesso problema della stabilità idraulica del Foresto fu affrontato in maniera organica solo nel terzo decennio del sec. xx grazie alla fusione di consorzi locali in un unico organismo, dal quale sorse nel 1979 il consorzio di bonifica Adige-Bacchiglione. La vicenda viene proposta in virtù della sua valenza paradigmatica di modalità di valorizzazione e tutela dell'ambiente più dinamiche rispetto alle forme tradizionali.

Le caratteristiche dell'ambiente biotico sono illustrate con rigore scientifico da Marco Boscolo, che nel titolo del saggio, *un ambiente più unico che raro*, compendia l'assunto sotteso alla sua interessante esposizione. Vengono individuati ben sei ecosistemi, che confermano per il distretto clugiense la natura di area di transizione tra ambienti diversi per costituzione idrogeologica e biologica.

Tra le novità più suggestive inserite in questo volume viene a porsi in risalto l'evolversi dei rapporti tra la cittadina lagunare e il territorio padovano, filtrati attraverso la densa panoramica elaborata da Claudio Grandis, il quale pone in relazione influssi culturali, scambi economici, imitazioni linguistiche, per dimostrare la tesi dei profondi legami della comunità locale con la realtà patavina, forse eccessivamente mortificati dal tradizionale rapporto di sudditanza con Venezia. I contatti con quest'ultima, secondo l'assunto propugnato dall'A., non esaurivano l'orizzonte entro il quale si svolgeva abitualmente la vita economica dei Chioggiotti. Il tema delle mutue influenze tra Chioggia e Padova sottende anche il saggio curato da Manlio Cortelazzo, il quale, muovendo dal confronto fra tre testi in dialetto veneziano, chioggiotto e padovano, pone in rilievo le palesi affinità tra la parlata di Venezia e quella clugiense, generate da una comune matrice lagunare; tale prospettiva enuclea reminiscenze di una base linguistica ancora più remota, che rinvia all'epoca in cui i contatti con l'area patavina dovevano essere frequenti e vitali. La toponomastica si presta ad essere assunta in funzione di chiave di lettura per comprendere l'evoluzione geografica di un'area, in particolare per quei siti suggellati da una parziale insularità, modulata su un rapporto intrinseco con l'entroterra. I nomi delle terre emerse e delle acque circostanti sono assunti da Paola Barbierato nel loro valore di testimonianze cristallizzate di regioni remote, perlopiù avvolte dal mistero, pervase da origini leggendarie o riflettenti ragioni correlate ad immediata concretezza ancora percepibile in taluni tratti dell'ambiente lagunare.

Matteo Doria espone i risultati della sua ricerca sulle attività economiche sorte nei dintorni di Chioggia, a cominciare dai secoli centrali del medioevo, quando la produzione vinicola costituiva l'asse portante dell'agricoltura locale. Un altro mestiere sviluppatosi in forza della particolare conformazione geografica del distretto viene individuato nei barcaioi-traghettoni e parallelamente nei cosiddetti «cavalanti», specializzati nel traino delle imbarcazioni fluviali, che fungevano da vettori indispensabili per curare le relazioni commerciali tra l'emporio realtino e le province continentali. Ben radicata nel contesto economico risultava anche l'attività dei «cannaroli», il cui prodotto era destinato ad usi molteplici. Infine un ruolo non marginale era svolto dalla pesca lagunare, praticata secondo tecniche variegiate, sostenute da consuetudini secolari, che si configuravano come pregnanti espressioni del rapporto tra uomo e ambiente.

L'articolo conclusivo, redatto dallo stesso curatore, si delinea come un'efficace sintesi di elementi costitutivi dell'identità socio-culturale di Chioggia e del suo territorio. Dopo una rapida descrizione del sito, vengono tracciate le linee più eloquenti dell'itinerario storico dall'apogeo medievale alla situazione attuale, corredato da un'interessante panoramica sulla storiografia, che viene riproposta in forma sistematica nella sezione conclusiva *Bibliografia ragionata*, articolata al suo interno sulla base delle tematiche affrontate nei singoli saggi. La principale monografia di confronto diretto rimane la ponderosa pubblicazione di Vincenzo Bellemo, *Il territorio di Chioggia. Ricerche corografe-storico-critiche e archeologiche* edita nel 1893 e ristampata nel 1998, la cui evocazione appare chiaramente dal titolo sottendendo il proposito di tracciare il percorso che la storiografia locale ha compiuto nell'arco di un secolo. All'interno di essa questa miscellanea assume il valore di una tappa significativa nel proporsi sia come sintesi sia a guisa di strumento necessario per suggerire nuovi approcci e dischiudere inedite prospettive di ricerca.

In tale linea evolutiva si colloca anche l'elegante veste tipografica, curata con stile eccellente e arricchita da uno splendido e suggestivo apparato iconografico con eloquenti immagini, che, inserite perlopiù a commento dei testi, offrono al lettore la possibilità di gustare angoli pittoreschi, scene di vita sociale, squarci insoliti, panoramiche aree accattivanti, rappresentazioni cartografiche del distretto clodiense, che nel loro insieme concorrono a rendere quest'opera un pregevole contributo alla conoscenza di Chioggia e del suo territorio.

SERGIO PERINI

LORENZO TOMASIN, *Il volgare e la legge. Storia linguistica del diritto veneziano (secoli XIII-XVIII)*, Padova, Esedra Editrice, 2001, pp. 7-333.

UN libro sulla storia della lingua, ma con una sicura e competente apertura interdisciplinare verso la storia del diritto, delle istituzioni e della cultura come il lavoro di Lorenzo Tomasin, è un invito per

il recensore a poggiare sulle salde fondamenta della sua disciplina per fare della propria recensione un contributo critico. Così Giorgio Zordan, uno storico del diritto aperto a sua volta verso gli studi storico-linguistici, sul *Volgare e la legge* ha scritto delle *note, minime* secondo l'A., ma dense di ulteriori osservazioni intelligenti sul tema.<sup>1</sup> Un recensore come il sottoscritto, per nulla esperto della storia del diritto e tantomeno di linguistica, non può certo affrontare un'analisi puntuale che giovi all'avanzamento degli studi. Mi limiterò allora al compito, non meno necessario per quanto poco nobile, della segnalazione. La mia impreparazione peraltro mi rende forse più idoneo a raccomandare la lettura del libro di Tomasin non solo al pubblico scontato dei suoi colleghi linguisti o degli storici del diritto, che del resto non avranno certo atteso questa recensione, ma anche ad una platea più vasta di studiosi. Non che io sia un giudice equanime, i miei argomenti sono parziali, assecondano i miei interessi di ricerca, ma risulteranno d'incoraggiamento per chi avesse intenzione di compiere una scorribanda interdisciplinare senza averne l'obbligo professionale.

Gli storici veneti disporranno di un'opera completa per riflettere sulla lingua del diritto, un aspetto delegato ai colleghi linguisti e trattato ora in modo chiaro e sistematico. L'ignoranza della storia della lingua giuridica per lo storico è tutt'altro che beata, ma risulta un impoverimento ermeneutico cui il libro di Tomasin pone un valido rimedio. Non solo il contenuto, dunque, anche la forma è foriera di informazioni di cui i documenti sono prodighi ma solo nella misura in cui vengono interrogati. Ovviamente qualsiasi studioso possiede una conoscenza empirica della lingua delle leggi venete; basta una breve pratica dell'Archivio dei Frari per sapere, ad es., che aprendo un registro tardo cinquecentesco del Senato non dobbiamo tradurre dal latino o che nel Sei-Settecento la lingua dei documenti è un italiano appena annacquato dal dialetto. Ma non bisogna confondere le opinioni generate da una quotidiana frequentazione delle fonti con una consapevolezza scientifica sull'evoluzione diacronica e sincronica della lingua delle fonti giuridiche e, in senso lato, delle carte dello Stato veneziano.

Confesso peraltro di essermi appassionato alla lettura del *Volgare e la legge* non tanto per il suo robusto impianto interdisciplinare, tra storia della lingua e storia del diritto. Ho apprezzato la capacità dell'A. di costruire delle rilevanze attraverso l'analisi linguistica. Il rigore negli studi storico-linguistici non è certo nuovo, sorprende piuttosto l'ampiezza dell'indagine di Tomasin che, grazie agli strumenti a disposizione del linguista, ha saputo brillantemente superare le difficoltà poste da una documentazione giuridica sterminata e non sorretta da una qualsiasi enunciazione programmatica sulla propria veste linguistica, con tutta probabilità assente e, se presente in uno degli innumerevoli registri delle 'parti', certamente mai operante.

*Il volgare e la legge* è un testo impeccabile, una sintesi felice di sei secoli di storia della lingua delle fonti giuridiche, i cui temi di fondo sono chiaramente esposti, opportunamente riepilogati e poi pazientemente articolati esaminando con scrupolo monografico questioni ancora dibattute tra gli studiosi. L'analisi è approfondita, ad es., non solo studiando i testi delle leggi, ma conducendo anche una storia interna di generi che sono direttamente collegabili, come i manuali di pratica giuridica, o che non appartengono in senso stretto al diritto ma che possono aver esercitato un influsso autorevole, come nel caso delle relazioni degli ambasciatori. Disponiamo insomma di un testo completo, che lo stesso A. con la franchezza dello studioso autentico ha predisposto per durare: Tomasin invita a volte il lettore alla cautela sottolineando, ad es., quanto sia tutt'altro che netta la cesura del passaggio tra il veneziano illustre e l'italiano.

L'analisi dei testi è corredata dallo studio dei contesti della loro produzione. E dunque nel lavoro di Tomasin risaltano gli autori, le magistrature, i consigli, le cancellerie che redigono i testi e le procedure che presiedono alla produzione. Inoltre è approfondita la temperie culturale, soprattutto quell'umanesimo che a Venezia è nel Quattrocento latino, ma che non ostacola il progressivo perfezionarsi di un veneziano illustre che troverà nell'edizione volgare degli statuti di Jacopo Tiepolo del 1492 una registrazione autorevole, frutto di un'iniziativa editoriale privata, ma riedita nel corso dei tre secoli successivi tanto da risultare un fossile linguistico. Poi, nel Cinquecento, anche gli umanisti veneti si convertono all'italiano: notissimo è il caso di Pietro Bembo che autotradurrà in italiano la sua *Historia*. I successori del Bembo, Paolo Paruta e Nicolò Contarini, scriveranno in italiano, accantonando di fatto le vedute linguistiche di un Marin Sanudo, che avrebbe preferito la «lengua materna». Esempi di un'avanzata spedita dell'italiano nel corso della prima metà del Cinquecento sono le relazioni degli ambasciatori, prose ricercate e ormai elegantemente toscane. Le relazioni degli ambasciatori, testi letti in teoria ad uso esclusivo del Senato, come è noto circolano manoscritte e a stampa e assieme alle

1. G. ZORDAN, *Venezia Repubblica e le secolari vicende del suo linguaggio giuridico. Note minime (e di parte) sopra una ricerca complessa*, «Archivio Veneto», s. v., CXCIV, n. 133, 2002, pp. 89-115.

storie e ancor più alla trattatistica politica costituiscono la vetrina culturale di una Repubblica che si sorregge ora anche sul suo mito, affabulato, propagandato e creduto dai suoi stessi patrizi. Eppure questa cinquecentesca elezione dell'italiano non influenza recisamente il corso del veneziano illustre, il volgare sviluppato nel Quattrocento all'interno della Cancelleria ducale progressivamente stemperatosi nell'italiano senza tuttavia rinunciare del tutto ad una leggera timbratura regionale per alcune particolarità fonetiche e morfologiche, ma soprattutto nel lessico tecnico proprio delle magistrature e delle procedure veneziane e nella fraseologia burocratica. Va precisato che l'elezione dell'italiano non determina un senso di marcia univoco; se questa è certamente la tendenza sul lungo periodo, nel breve il moto pare ondivago.

Il metodo adottato da Tomasin può sembrare doveroso per spiegare i fenomeni linguistici, ma i risultati spesso, e l'A. stesso lo confessa, non ripagano gli sforzi. Quando, ad es., nel Quattrocento il volgare comincia ad essere impiegato con frequenza anche nei testi delle leggi, e non solo nelle traduzioni necessarie o negli esperimenti duecenteschi e trecenteschi, il *deus ex machina* del tecnicismo invocato da Paolo Frasson per spiegare come mai la Quarantia proponga in Senato parti in volgare si rivela nulla più che un'interpretazione in gran parte ipotetica, la cui dimostrazione è peraltro scorretta. Gli approfondimenti di Tomasin certificano senza dubbio che Venezia manca sempre di una seria politica linguistica. Negli altri antichi stati italiani la situazione è radicalmente diversa. I colleghi dell'A. hanno invece agevolmente individuato i lineamenti di una politica culturale linguisticamente ben profilabile attraverso lo studio dei provvedimenti legislativi emanati dai de' Medici o dai Savoia per imporre una lingua giuridica uniforme, oppure hanno avuto a disposizione dei casi letterari non meno indicativi, come l'intervento di Ludovico il Moro che fa volgarizzare a Firenze la *Rerum gestarum Francisci Sfortiae* di Giovanni Simonetta. Se dopo il Bembo la storia ufficiale della Repubblica si scrive in italiano, tutta la legislazione veneziana resterà un cumulo sempre più disordinato di testi in latino, in volgare illustre, in italiano, e pure emendati nelle grafie quando stampati perché alle leggi non si negano aggiornamenti della veste linguistica, secondo l'A. un sintomo di vitalità del testo e, allo stesso tempo, un chiaro attestato di negligenza filologica. Il latino stesso non è solo la lingua delle leggi antiche, non è stato neppure del tutto accantonato nella produzione legislativa cinquecentesca, per quanto nel Cinquecento risulti decisamente minoritario rispetto al Quattrocento. I tentativi veneti di imporre una sistemazione giuridicamente e linguisticamente organica del diritto veneto falliscono, così nel Cinquecento l'ambizioso progetto del doge Andrea Gritti, e alla mancata riforma grittiana segue una serie di iniziative delle quali una persino grottesca perché affidata ad un giureconsulto volenteroso, ma ottantenne, Giovanni Finetti. Nel Settecento, il *Codice per la veneta mercantile marina* realizza una nuova lingua giuridica, che si annuncia chiara e senza inutili complessità nel periodare, così come dovrebbe essere tutta la materia trattata in modo sistematico e astratto. Il *Codice* invece è incompleto, ma le aggiunte tradiscono il fallimento linguistico dell'esperimento con un ritorno alla sintassi involuta delle 'parti' venete. Del resto, l'italiano pressoché coevo del *Codice feudale*, per portare un altro esempio a stampa, non è più configurabile come una lingua giuridica autonoma, come il latino rispetto al volgare, o il volgare illustre se confrontato con gli altri usi del volgare, ma bensì come una semplice deviazione dalla media linguistica, ovvero come una questione di stile.

Nonostante l'avanzata generale dell'italiano, si perpetua nei secoli la diglossia veneziana che Tomasin prova per il Due-Trecento, tra il dialetto parlato nelle sedi istituzionali e il latino delle leggi, e che si conserva fino al Settecento nell'alternanza tra il dialetto per l'oralità e l'italiano per la scrittura. Un esempio interessante di coabitazione tra latino e volgare sono i processi civili. Le sentenze civili, ad es. si scrivono ancora in latino, ma la citazione dell'attore e l'allegazione del convenuto sono in volgare. Una vicenda che presenta tratti peculiari è il corso del latino in quanto lingua dei giuristi. Anche nella giurisprudenza il latino è progressivamente eclissato nelle produzioni più divulgative dall'italiano, come nel *Commentario* sulla legge feudale di Giovanni Bonifacio che consapevolmente sceglie il volgare. La lingua giuridica dei manuali per i professionisti del foro conosce un'evoluzione simile a quella delle leggi. L'anonima *Prattica del palazzo* edita nel 1528 adotta il veneziano illustre, ma la secentesca *Prattica criminale* di Lorenzo Priori, un testo assai fortunato, è redatta in un italiano appena patinato dal veneziano ed è peraltro maggiormente incline al tecnicismo latino.

Il vuoto normativo sulla lingua del diritto non ha impedito a Tomasin di delimitare il veneziano illustre come un registro a se stante. Per Manlio Cortellazzo il veneziano illustre era in sostanza un italiano imperfetto, ancora dialettale, ma non dialetto, comparso nelle fonti quattrocentesche e poi finalmente depurato, aggiornato, condotto ad una forma compiutamente italiana nel corso del Cinquecento. Conseguenza di questa opzione di fondo dei legislatori sarebbe l'opposizione tra l'italiano delle leggi e il dialetto usato nel parlato. Tomasin non condanna tale visione bipolare e progressiva, ma porta tutti gli elementi necessari per individuare un'autonomia del volgare illustre, un tecnoletto che si differenzia dal dialetto anche per

l'assunzione di grafie latineggianti e dei toscanismi. La sola analisi documentaria ha permesso all'A. di individuare un registro linguistico che il governo veneziano non aveva etichettato regolamentandone l'uso e di cui nemmeno i patrizi umanisti, pragmatici e latini, avevano discusso e che pure era un prodotto della Cancelleria ducale, vale a dire uno dei centri promotori dell'umanesimo più fiorenti.

L'assenza di norme sulla lingua ha obbligato sostanzialmente l'A. a rinunciare allo schema espositivo cui in massima parte sono invece obbligati gli storici sociali a causa, innanzitutto, delle leggi, e nella fattispecie – per chi si occupi d'argomenti veneziani e di terra e di mar – dell'abbondantissima produzione legislativa ed esecutiva veneziana. Una società d'Antico Regime produce infatti una classificazione normativa dei segmenti che la compongono. Il solo assetto costituzionale definisce le partizioni fondamentali della società. Allo storico resta il compito di vagliare, precisare, articolare ulteriormente, e in qualche caso stravolgere e confutare, uno schema interpretativo suggerito in prima battuta dalle fonti legislative. Così, per portare un esempio notissimo, a Venezia nobili veneti sono coloro che siedono in Maggior Consiglio e per entrarci bisogna essere figlio legittimo di un nobile veneto. I membri del Maggior Consiglio sono in linea di principio tutti uguali, tutti eleggibili alle cariche, tutti degni di proporre e di essere ascoltati. Gli studi sul patriziato veneto hanno chiarito invece quanto questo cetto dominante sia articolato al suo interno e quanto misere siano per i patrizi poveri le possibilità di partecipare effettivamente ai processi decisionali. Inoltre, per lo studioso della società d'Antico Regime, le norme non sono solo di natura legislativa, ma abbondano anche, ad es., nei trattati sulla definizione, sulla natura, sul comportamento corretto della nobiltà. Le norme autoprodotte da una società diventano, per lo storico sociale, delle ipotesi di partenza senza dubbio utili e tuttavia difficilmente eludibili. In primo luogo perché sono una forma di conoscenza elementare, la grammatica sociale fondamentale delle fonti. In secondo luogo perché le norme, come le leggende, contengono sempre un fondo di verità. L'uguaglianza formale dei patrizi veneti, per riprendere il noto esempio veneziano, ha una sostanza cospicua: in Età moderna Venezia non divenne del tutto un'oligarchia, anzi, la moltitudine dei patrizi del Maggior Consiglio fu in grado di circoscrivere nelle sue funzioni originarie l'organo oligarchico per eccellenza, il Consiglio dei Dieci, rifiutando di eleggere la Zonta.

Non intendo certo proclamare scorretto questo metodo d'indagine basato sull'individuazione delle norme e sullo studio della loro realtà effettiva. Del resto la disposizione degli storici ad appoggiarsi ad una classificazione normativa era maggiore in passato perché la sociologia suggeriva ampi schemi da verificare o smentire fonti alla mano; basti accennare alla grande fortuna della borghesia, edificante il capitalismo, poi traditrice di se stessa in area mediterranea, e poi divenuta in gran parte un anacronismo tanto che è sparita dai testi. Sostengo tuttavia che le norme enunciate inducano un effetto concettuale collaterale: la credenza che esista una classificazione corretta che raggruppi tutti i casi e che la sua scoperta costituisca il fine della storia, oltre ad un relativo abbozzo di una dinamica temporale dei segmenti sociali individuati. Il compito autentico dello storico a mio avviso non è classificare, ma imparare a vedere la complessità dei piani di lettura dei documenti e le molteplici relazioni dei testi nei contesti. Per tornare all'esempio veneziano, uno delle indagini più difficili e stimolanti sul patriziato (e solo in parte portata a termine) è comprendere come sia possibile togliere l'ingombrante retorica della concordia corale delle decisioni veneziane per scoprire anche le fazioni politiche e gli interessi famigliari accuratamente e ulteriormente occultati dal mito stesso di Venezia. Si tratta di un aspetto della vita politica veneziana non normato, se non in senso repressivo attraverso le leggi contro broglio e tantomeno non abbiamo a disposizione un metodo d'indagine univoco per studiarlo, ma bisogna ingegnarsi ricorrendo a qualsiasi risorsa documentaria.

Queste considerazioni non sono certo nuove, non vengono neppure dalla mia cantina e a molti lettori sarà parso che io mi dilunghi fuori tema servendo vino vecchio, ma questa riproposizione cursoria di quelle che a mio parere sono e restano le difficoltà e le sfide della storia sociale ha il fine di chiarire meglio i pregi del *Volgare e la legge*: uno studio che analizza i testi e i contesti di sette secoli di produzione legislativa veneziana in senso lato, lievitando quasi ad un'enciclopedia ragionata della lingua giuridica veneta sebbene proprio sulla lingua delle leggi a Venezia manchino le regole.

ANTONIO CONZATO

ANNAMARIA CONFORTI CALCAGNI, *Bellissima è dunque la rosa. I giardini dalle signorie alla Serenissima*, Schede a cura di Francesco Monicelli, Milano, il Saggiatore, 2003, pp. 349, ill. 65, tavv. 16.

«**B**ELLISSIMA è dunque la rosa / poiché è tanto gradita a Venere / e così somigliante ad Amore». Con questi versi di Francesco Pona (1622) Annamaria Conforti Calcagni intitola il suo coinvolgente

testo, evidenziando in tal modo quello che è un vero 'discorso d'amore' o, come l'avrebbe definito Vittore Branca, una «cosa amorosa» nei confronti del giardino e si comprende bene come la ricerca scientifica, accurata e puntigliosa, in un lavoro che si legge con entusiasmo, sia in coniugata con l'impegno per la salvaguardia di un patrimonio storico-artistico troppo spesso dimenticato e offeso.

Dedicato a un «viaggiatore» amante della natura e delle cose d'arte e curioso di addentrarsi nel mondo agreste e della «civiltà di villa» – così l'A. nella *Premessa* – il testo è pensato non solo per gli addetti ai lavori ma anche per un pubblico più vasto di fruitori colti. Vuole porsi dunque come una sorta di guida, agile anche nel formato, per un viaggio alla scoperta dei giardini italiani, privilegiando quelli di area veneta, nei quali la dimensione domestica e, a partire dal Cinquecento, l'esercizio della «Santa Agricoltura» di cornariana invenzione, si coniuga con la pratica dell'ozio colto e dell'accademia agreste.

L'opera è divisa in due parti: la prima, a cura dell'A., tratta in cinque capitoli che seguono un percorso cronologico e iniziatico la storia e l'evolversi dell'idea-giardino dal Trecento al Settecento, la seconda, curata da Francesco Monicelli, è composta da 30 raffinate e utilissime schede-guida per la visita dei giardini.

Si inizia con *Il Paradiso si posa in terra e il giardino riprende a fiorire*. Lo scenario è quello veronese della corte di Cangrande della Scala, nel secondo decennio del Trecento. Un giardino profumato dove si svolge un ballo. Tra gli ospiti Immanuello Romano (Manuello giudeo) che ha scritto l'invito, *Bisbidis*, una 'frottola' alludente a uno spazio destinato allo svago, nel quale potrebbero aggirarsi ospiti illustri come Dante, che pose Cangrande in *Paradiso*, il giardino per eccellenza, dedicandogli il canto xvii della *Commedia*. Il primo *Trattato*, avverte l'A., che illustra veramente uno spazio modificato e abbellito per vari scopi, è quello di Pietro de' Crescenzi, il *Liber Ruralia Commoda* che conobbe amplissima fortuna e diverse traduzioni ed edizioni nei secoli successivi.

Il viaggio iniziatico può cominciare.

Il giardino di Boccaccio, il giardino di Petrarca, e, nel Quattrocento, il giardino di Poliphilo, nell'*Hypnerotomachia Poliphili* di Francesco Colonna – l'ultimo, preziosissimo incunabolo stampato a Venezia, nel 1499, per i tipi di Aldo Manuzio – ci portano in una dimensione di sogno umanistico che, solo a partire dal Cinquecento, diventerà anche necessità di accudire in modo scientifico i terreni. Un esempio per tutti il giardino palladiano, il giardino di villa che segna la campagna veneta, che timbra i territori dello 'Stato da Terra' della Serenissima, dal Vicentino al Polesine, dal Veronese ai Colli Euganei, senza tralasciare il 'sogno dell'Antico' e le contorsioni bizzarre del Manierismo.

Se nel Seicento gli spazi attrezzati e manipolati diventano scenografie teatrali dove si svolgono feste e spettacoli, giochi e naumachie, allestite nelle peschiere intorno ai palazzi – di grande effetto fu quella del 1686 in onore del duca di Brunswick messa in scena da Giorgio Contarini nella sua villa di Piazzola sul Brenta – nel secolo dei lumi, e anche agli esordi dell'Ottocento, pur nelle forme più varie e fantasiose, il giardino diviene il luogo della passeggiata colta, solitaria o in compagnia di un selezionato gruppo di amici (Ippolito Pindemonte, Pier Luigi Mabil, Melchior Cesarotti).

Il percorso iniziatico sta per concludersi: nel giardino e nell'oscurità del bosco ci si deve perdere, ci si deve smarrire come in un labirinto mentale, per poi riemergere, rinascere alla luce della ragione.

La seconda parte dell'opera costituisce la vera e indispensabile guida per il viaggiatore. Con grande perizia scientifica, ma anche servendosi di uno stile sciolto e leggero, Francesco Monicelli ci fornisce tutte le informazioni storico-artistiche, alle quali si aggiungono opportunamente gli orari di visita, i recapiti telefonici e gli indirizzi dei proprietari, dei trenta giardini da visitare, inseriti in un percorso di insuperata bellezza. Molto utile anche per gli addetti ai lavori, e per nulla scontato per un ripasso della terminologia più usata, il *Glossario* finale, che comprende numerose voci da *Acroterio* a *Voliera*.

BARBARA BOCCAZZI MAZZA

MASSIMO CAPULLI, *Le navi della Serenissima. La "galea" di Lazise*, Venezia, Marsilio, 2003, pp. 139; AUTORI VARI, *La galea ritrovata. Origine delle cose di Venezia*, Consorzio Venezia Nuova, 2003, pp. 141.

**D**UE grandi imprese d'archeologia subacquea che arricchiscono notevolmente le nostre conoscenze sulle costruzioni navali veneziane, a più di un secolo dalla scoperta delle due barche medievali di Contarina. La prima di queste imprese interessa il relitto di una nave lunga medievale sommersa a una trentina di metri di profondità poco lontano da Lazise. È la 'galea' del Garda, della quale – presente nella memoria collettiva dei pescatori del lago – si era cominciato a scrivere già nel 1931. A partire



dal 1962, dopo la sua localizzazione furono condotte cinque campagne d'indagine, l'ultima nel 2003. Il libro presenta una loro descrizione particolareggiata, che illustra la metodologia degli interventi e le attrezzature impiegate, con uno splendido corredo fotografico.

Accantonando altre ipotesi, l'imbarcazione è stata identificata in una delle due unità che il 31 maggio 1509 vennero incendiate e affondate, come si legge nel Sanudo, perché non cadessero in mano dell'invasore. Galera o fusta, quella riscoperta? Nel libro si propende per una fusta, o magari una forma ibrida che si giustifica col suo apprestamento lontano dall'Arsenale. Se ne è conservata una parte dello scafo, per una lunghezza di poco meno di trenta metri, in buono stato per condizioni favorevoli rappresentate dal fondale fangoso del lago e dall'ambiente freddo e buio con la conseguente scarsa attività biologica (p. 5). Il relitto di una nave deliberatamente affondata dopo essere stata riempita di zavorra e data alle fiamme non poteva che essere avaro di reperti ma fortunatamente sono visibili molti dei principali elementi costitutivi dell'ossatura dello scafo, dal paramezzale che ne segna tutta la lunghezza alle corbe, alla struttura che serviva all'alloggiamento dell'albero, al fasciame interno (di larice), a quello esterno (di quercia).

Il secondo sito archeologico è invece lagunare, coi relitti di due imbarcazioni anch'esse mandate volutamente a fondo. Sono quello di una rascona e soprattutto quello di una galera ormai fuori servizio, zavorrata e fermata con grossi pali per consolidare e rialzare il perimetro dell'isola ora sommersa dove sorgeva il convento di S. Marco in Boccalama. La pratica della concessione di scafi inutilizzabili a monasteri e comunità locali appare attestata con frequenza nelle fonti. Valendosi con la consueta padronanza di un'ampia documentazione d'archivio, Giovanni Caniato traccia una storia dell'isola con le trasformazioni ambientali e idrauliche dell'area centroseptentrionale della laguna, quella delle vecchie foci del Brenta, che ne causarono la progressiva erosione fino alla scomparsa. Durante la grande epidemia del 1348 era stata luogo di sepoltura in fosse comuni dei cadaveri degli appestati di più modeste condizioni.

Negli anni sessanta del secolo scorso l'isola venne riscoperta da Ernesto Canal che nelle sue ripetute esplorazioni subacquee in laguna riuscì a rilevare, coperti dalla fanghiglia, i resti dell'insediamento monastico abbandonato. Più tardi, nel corso di uno specifico monitoraggio del fondale lagunare, un gruppo di archeologi subacquei guidati da Marco D'Agostino scoprì nell'area dell'isola sommersa i relitti delle due imbarcazioni del Trecento, prima della galera quello della rascona, un barcone fluviale da carico a fondo piatto, una specie di grosso burchio la cui carcassa è della lunghezza di ventiquattro metri. Della rascona, che in verità non avevo mai incontrato nella documentazione veneziana in tanti anni di ricerche d'archivio, fornisce qui molte notizie Ugo Pizzarello, notizie che certo sarebbero anche più apprezzabili se non fossero date in caratteri microscopici su fondo in porporina, di lettura alquanto ardua almeno per uno della mia età. La stessa osservazione vale per altre pagine del libro che pure ha una veste editoriale non meno ammirevole di quella del volume sulla galea del Garda.

Dopo una prima fase di scavo stratigrafico subacqueo dei relitti per ridurre il rischio di danneggiarli, l'area del vecchio insediamento monastico è stata messa a secco mediante la costituzione di un recinto stagno successivamente vuotato. Era la condizione per condurre il rilievo fotogrammetrico dei fianchi e del fondo delle due imbarcazioni. L'immagine della ripresa dall'alto dei loro relitti nell'area lagunare prosciugata è veramente suggestiva. Alla fine dei lavori l'area è stata nuovamente allagata e i relitti coperti con tessuto protettivo e con strati di sabbia e di fango. È lo stesso Marco D'Agostino a descrivere, insieme con Stefano Medas, le ricognizioni archeologiche preliminari e le forme dell'intervento; nell'altro dei due volumi in rassegna è ancora il D'Agostino che descrive i lavori, da lui diretti, della seconda e della terza campagna di ricerca della galea nelle acque del lago. Nella descrizione le operazioni si possono seguire in tutti i loro particolari tecnici, coi problemi affrontati e le difficoltà superate.

Degli scafi si è conservata la maggior parte dell'opera viva, la galera col fasciame interno, pure qui con la struttura sede dell'albero, completa dei suoi sostegni laterali; recuperati anche pochi altri resti lignei. Non potevamo attenderci di più, né dalla galera e dalla rascona di S. Marco in Boccalama né dalla fusta del Garda, considerando le circostanze del loro affondamento, private dalle alberature e di tutto quello che poteva essere asportato. Ma è indubbio il loro contributo decisivo per lo studio dal vivo delle tecniche costruttive in un secolo, come il Trecento, che a Venezia è di grandi innovazioni nautiche. Ne sottolinea l'importanza nelle pagine che dedica alla storia della galera Mauro Bondioli, che però dal lato della sua specializzazione è portato a sottovalutare il contributo che possono offrire le fonti scritte, che per questo periodo non s'esauriscono davvero nei *Commemoriali* e nel progetto di crociata di Marin Sanudo Torsello. Altre pagine del Bondioli, sui manoscritti veneziani d'architettura navale del Quattro e Cinquecento, le troviamo corredate di efficaci disegni nel libro sulla galea di Lazise.



Questo di Lazise si chiude con un utile glossario dei principali termini nautici. Del libro sul cantiere allestito a S. Marco in Boccalama vanno anche ricordati i contributi di Reinhold C. Mueller sui convogli di galere e di Camillo Tonini sulle galere rappresentate nelle collezioni del Museo Correr.

UGO TUCCI

AUBREY DILLER, HENRI D. SAFFREY, LEENDERT GERRIT WESTERINK, *Bibliotheca Graeca Manuscripta Cardinalis Dominici Grimani (1461-1523)*, Mariano del Friuli-Venezia, Edizioni della Laguna-Biblioteca Nazionale Marciana, 2003 (Biblioteca Nazionale Marciana, «Collana di Studi», 1), pp. 211, 7 tavv. f.t.

**F**RA i più preziosi manoscritti marciani è il celebre Breviario Grimani (Marc. Lat. I 99): splendidamente miniato, il codice appartenne al nobile veneziano Domenico Grimani (1461-1523).<sup>1</sup> Figlio del doge Antonio, cardinale a trentadue anni, Domenico Grimani fu per due volte – nel 1513, alla morte di Giulio II, e nel 1521, alla morte di Leone X – prossimo al soglio pontificio:<sup>2</sup> e in posizione di grande rilievo, alla destra della Vergine, appena dietro il papa, lo raffigura Albrecht Dürer nella Pala del Rosario (1506), destinata alla chiesa tedesca di S. Bartolomeo a Venezia e oggi conservata a Praga (Národní Galerie).<sup>3</sup>

1.

Formatosi presso lo Studio patavino, celebrato già in vita per il suo sapere filosofico e teologico, Grimani era, prima ancora che erudito, fervido collezionista: di opere e oggetti d'arte e – soprattutto – di libri.<sup>4</sup> Una fonte coeva indica la cifra, enorme, di quindicimila volumi,<sup>5</sup> ed Erasmo definisce *πολυλωττοτάτη* la sua biblioteca,<sup>6</sup> ricca di libri greci, latini, ebraici, ma anche armeni, slavi, aramaici. Nel 1498 Grimani era riuscito ad acquistare, con cospicuo sforzo economico, la biblioteca di Giovanni Pico della Mirandola (1190 volumi secondo gli inventari noti).<sup>7</sup> Qualche anno dopo, nel 1508, il nipote di Pico, Giovanni Francesco, senza nascondere il rimpianto per i libri del suo *patruus* Giovanni, affermava che grazie alla biblioteca di Domenico Grimani, arricchita della collezione pichiana e continuamente rimpinguata di libri «d'ogni genere», i posteri non avrebbero rimpianto le grandi biblioteche dell'antichità.<sup>8</sup> Ma così non doveva essere: un incendio avrebbe distrutto, nel 1687, la biblioteca di Domenico Grimani, a quel tempo custodita nel monastero agostiniano di S. Antonio di Castello a Venezia.

A questo monastero – demolito nel 1810 per volontà di Napoleone, al fine di fare spazio ai Giardini di S. Elena – Grimani aveva legato, nel 1523, la più ampia e più preziosa parte dei suoi libri: nella donazione erano inclusi tutti i manoscritti greci.<sup>9</sup> Egli aveva altresì disposto vincoli rigidissimi per la conservazione e la tutela dei libri: per nessuna ragione essi potevano fuoriuscire dalla biblioteca del monastero, che Grimani aveva fatto erigere «publicae commoditati».<sup>10</sup> Com'era nei voti del cardinale, S. Antonio di

1. Cfr. *Il Rinascimento a Venezia e la pittura del Nord ai tempi di Bellini, Dürer, Tiziano*, a cura di B. Aikema, B. L. Brown, Milano, Bompiani, 1999, n. 129, pp. 470-471.

2. G. BENZONI, in G. BENZONI, L. BORTOLOTTI, s.v. *Grimani, Domenico*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, LIX, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2002, pp. 599-609: 604-605.

3. Riproduzione in M. HEIMBÜRGER, *Dürer e Venezia. Influssi di Albrecht Dürer sulla pittura veneziana del primo Cinquecento*, Roma, Bozzi, 1999, p. 240, fig. D.3; una copia del XVII sec. è riprodotta in *Bibliotheca Graeca*, cit., tav. 3. Per l'identificazione di Domenico Grimani e dei personaggi raffigurati nella pala cfr. H. D. SAFFREY, *Albrecht Dürer, Jean Cuno, O.P., et la confrérie du Rosaire à Venise*, in *ΦΙΛΟΦΡΟΝΗΜΑ. Festschrift für Martin Sichel zum 75. Geburtstag. Von Textkritik bis Humanismusforschung*, herausgegeben von D. Harlfinger, Paderborn-München-Wien-Zürich, Schöningh, 1990, pp. 263-291.

4. Definisce Grimani «il più brillante collezionista veneziano della prima metà del Cinquecento» B. AIKEMA, *Il gusto dei fiamminghi. Opere "ponentine" nelle collezioni veneziane del Rinascimento*, in *Il Rinascimento*, cit., pp. 83-91: 86.

5. Nella *laudatio* funebre in onore di Domenico Grimani, trådita nel Vat. Ott. Lat. 465, ff. 65v-72r, si legge, al f. 70r, che il cardinale «collegit [...] quindecim amplius milia librorum»: G. MERCATI, *Codici latini Pico Grimani Pio e di altra biblioteca ignota del secolo XVI* [...], Città del Vaticano, Biblioteca Apostolica Vaticana, 1938 («Studi e Testi», 75), p. 26, n. 3. La medesima cifra è indicata da Marin Sanudo: cfr. *ivi*, p. 30.

6. Cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 22.

7. Cfr. P. KIBRE, *The Library of Pico della Mirandola*, New York, Columbia University Press, 1936, p. 21.

8. Cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 31 e n. 48.

9. A S. Antonio Grimani aveva destinato «omnes libros grecos, hebreos, armenos, arabicos et caldeos»; dei manoscritti latini, invece, solo i pergamenecci recanti il suo *ex libris* («omnes libros meos latinos in membranis, qui habent istam inscriptionem 'hic est liber mei Dominici Grimani'»). Tutti i manoscritti latini cartacei, e i manoscritti latini pergamenecci privi dell'*ex libris*, erano invece lasciati al nipote Marino, patriarca di Aquileia (ca. 1488-1546); pure a Marino andarono i manoscritti del cardinale custoditi nell'isola di Murano: cfr. MERCATI, *Codici*, cit., p. 27 e n. 1.

10. TH. FREUDENBERGER, *Die Bibliothek des Kardinals Domenico Grimani*, «Historisches Jahrbuch der Görres-Gesellschaft», 56, 1936, pp. 15-45: 21-22 e n. 33.

Castello divenne un fecondo centro di copia, cui attingevano gli eruditi di tutta Europa: fra gli altri, fecero trarre copie dai codici appartenuti a Grimani gli ambasciatori presso la Serenissima Guillaume Pellicier, Jean Hurault de Boistaillé, Diego Hurtado de Mendoza.<sup>11</sup> Ancora nel 1540, come attesta una lettera di Pellicier del novembre di quell'anno, non era possibile «deschesner et tirer les livres» dalla biblioteca di S. Antonio senza il preventivo consenso – da Roma – del cardinale Marino Grimani, nipote di Domenico.<sup>12</sup> In seguito, anche grazie alle insistenze di Pellicier, il rigore delle norme relative alla custodia dei libri andò gradatamente attenuandosi:<sup>13</sup> e fortunatamente nel 1687, quando un'ala del monastero prese fuoco, un manipolo di manoscritti grimaniani ormai da tempo non vi era più conservato. In parte – *felix culpa* – venduti dagli stessi monaci, in parte, forse, rubati, tali manoscritti sono scampati al rogo, e hanno seguito strade proprie. È quel che resta della libreria greca di Domenico Grimani il vero oggetto del volume *Bibliotheca Graeca Manuscripta Cardinalis Dominici Grimani*: quel che resta negli inventari antichi; quel che resta nelle copie che gli eruditi trassero da quei manoscritti; ma, soprattutto, quel che resta sparso nelle biblioteche del mondo: i manoscritti che per un caso, per essere stati prestati, venduti o furtivamente sottratti, erano fuori dalla biblioteca di S. Antonio quando essa fu distrutta dalle fiamme.

## 2.

L'indagine sull'originaria consistenza di tale biblioteca e sui manoscritti eventualmente scampati al disastro del 1687 era già stata condotta per i fondi latino ed ebraico:<sup>14</sup> fino ad oggi, invece, i manoscritti greci – poco meno di quattrocento – non erano mai stati oggetto di una ricerca sistematica. Con questo libro, la Biblioteca Nazionale Marciana inaugura una nuova «Collana di Studi», e crea in tal modo un legame, almeno ideale, con la collezione del cardinale: se i manoscritti di Domenico Grimani avessero seguito la strada del lascito bessarioneo, con ogni verosimiglianza essi arricchirebbero oggi il patrimonio manoscritto marciano, quasi raddoppiandone il fondo greco antico; le vicende della conservazione e della perdita dei manoscritti si sono svolte diversamente, ma la Biblioteca di S. Marco contribuisce ora alla ricostruzione di quella biblioteca greca e all'individuazione dei *disiecta membra* che di essa si possono rintracciare.

Aprire il volume una *Introduzione* di Marino Zorzi (pp. v-xi), che presenta la figura e l'opera di Grimani, ripercorre complessivamente le vicende della sua biblioteca e specificamente illustra la ricostruzione effettuata per la parte greca. Nell'*Avant-propos* (pp. 1-2) Henri D. Saffrey rievoca la tormentata genesi dell'opera, avviata negli anni Settanta da Leendert Gerrit Westerink, con la collaborazione di Aubrey Diller, e destinata a essere pubblicata con una introduzione dello stesso Saffrey: questo volume dà dunque finalmente forma a un progetto troppo a lungo interrotto, prima per ragioni editoriali, poi per la scomparsa di Diller (1985) e Westerink (1990). L'*Introduction* (pp. 3-38) fornisce un profilo biografico del cardinale, da integrarsi ora con la voce a lui dedicata nel *Dizionario Biografico degli Italiani*.<sup>15</sup> All'interno dell'*Introduction* è collocata la sezione *Manuscripts et ouvrages imprimés portant une dédicace au cardinal Domenico Grimani* (pp. 9-20), in cui Saffrey censisce sei manoscritti datati, tredici manoscritti non datati e trenta opere a stampa recanti dediche e *praefationes* indirizzate a Grimani. Connessa a questa sezione è la lunga lettera di Erasmo da Rotterdam al cardinale (1515), ripubblicata in questa sede da Saffrey (pp. 22-28). Le pp. 33-38 dell'*Introduction* sono dedicate all'illustrazione dei cataloghi editi nel volume e – purtroppo, solo brevemente – alle modalità e agli esiti della ricostruzione della biblioteca greca. Conclude la sezione introduttiva una *Appendice* (pp. 39-96) contenente la trascrizione di ventisette *praefationes* di testi a stampa indirizzate a Grimani.

La ricostruzione della *Bibliotheca Graeca Manuscripta* di Domenico Grimani è resa possibile da quattro inventari latini, siglati rispettivamente A, C, V e T e descritti alle pp. 103-106 (*Notice sur les documents publiés*): essi documentano la consistenza della biblioteca in un arco di tempo che va dagli ultimi anni di vita del cardinale fino al 1650. Il primo in ordine cronologico è l'inventario A (pp. 107-165), conservato nel Vat. Lat. 3960 (una seconda copia, siglata B, è solo di rado messa a frutto da Saffrey per la *constitutio textus*). L'importanza di tale inventario fu messa in luce già da Giovanni Mercati:<sup>16</sup> Saffrey suggerisce che esso sia stato redatto a Roma prima del trasferimento della biblioteca a Venezia, e ipotizza una datazione al 1522 (pp. 35-36, 103). L'inventario A registra i manoscritti in ordine topografico, per successione progressiva di collocazione, e attesta pertanto la segnatura di ciascun volume all'interno della biblioteca privata di Domenico Grimani. L'inventario C informa su uno stadio ulteriore

11. Cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., pp. 32-33, 38 e n. 70, e più ampiamente FREUDENBERGER, *Die Bibliothek*, cit., pp. 26-31.

12. La lettera di Pellicier è edita da H. OMONT, *Catalogue des manuscrits grecs de Guillaume Pelicier*, «Bibliothèque de l'École des Chartes», 46, 1885, pp. 45-83 e 594-624: 620-623 e in part. 621.

13. FREUDENBERGER, *Die Bibliothek*, cit., pp. 28-32; MERCATI, *Codici*, cit., p. 31 e n. 4.

14. Cfr. rispettivamente MERCATI, *Codici*, cit., pp. 1-34; G. TAMANI, *I libri ebraici del cardinal Domenico Grimani*, «Annali di Ca' Foscari», 34, 3, 1995, pp. 5-52.

15. Cfr. *supra*, n. 2.

16. MERCATI, *Codici*, cit., p. 29, n. 2.

della biblioteca Grimani: vi sono censiti, in ordine alfabetico di autore, i manoscritti greci conservati a S. Antonio di Castello; accanto a ciascun titolo è registrata la collocazione topografica del volume all'interno della biblioteca monastica. Anche dell'inventario C esistono due copie: ma fino ad oggi era nota solo quella conservata, insieme con l'inventario A, nel Vat. Lat. 3960. Nel 1996 la Biblioteca Nazionale Marciana ha acquistato sul mercato antiquario un catalogo manoscritto dei codici greci di S. Antonio di Castello, proveniente dalla collezione del bibliofilo Sir Thomas Phillipps: esso costituisce ora il codice Marc. Lat. xiv 342. In questo testimonia Saffrey ha identificato l'inventario dei libri greci di S. Antonio stilato intorno al 1545 per il cardinale e bibliofilo Diego Hurtado de Mendoza, e ha ricostruito che l'inventario del Vat. Lat. 3960 discende indirettamente dall'esemplare oggi marciano. Sulla base di tale esemplare – più prezioso dell'altro ai fini della *constitutio textus* – Saffrey pubblica l'inventario C (pp. 167-190).<sup>17</sup>

Completano la documentazione gli inventari V e T. Il primo – edito da Saffrey con la collaborazione di Concetta Luna (pp. 191-195) – è il catalogo inviato *post* 1598 dal monastero di S. Antonio alla Congregazione dell'Indice: largamente incompleto rispetto ai precedenti cataloghi, è conservato nel Vat. Lat. 11289. Il documento siglato T consiste nella ristampa dell'inventario della biblioteca di S. Antonio edito da G. F. Tomasini nel 1650:<sup>18</sup> esso contribuisce dunque alla ricostruzione della storia della biblioteca del monastero, descrivendone la consistenza a poco meno di quarant'anni dal rogo che l'avrebbe distrutta. Nell'inventario di Tomasini – probabilmente selettivo – sono riconoscibili circa 160 dei 392 manoscritti elencati nell'inventario A.

Fonte di straordinaria rilevanza per la ricostruzione della biblioteca Grimani, e punto di partenza per ogni ulteriore ricerca, è l'inventario A. I volumi – cui sono frammiste alcune edizioni a stampa, prevalentemente alpine<sup>19</sup> – si succedono senza che sia possibile individuare una sistematica *ratio* topografica, una vera e propria divisione per materie. Per ciascuna segnatura sono registrati autore e titolo dell'opera o delle opere conservate nel manoscritto ad essa corrispondente: la catalogazione si rivela talora molto analitica.<sup>20</sup>

Non sempre l'anonimo estensore dell'inventario si limita alla mera menzione dei titoli dei volumi: è il caso, ad esempio, di un'opportuna notazione paleografica inserita nella voce relativa al n. 164, sotto cui era segnato un codice contenente «Evangelia litteris maiusculis conscripta»; o, ancora, dell'identificazione del commento al *De anima* aristotelico conservato nel volume n. 25 con l'opera di Alessandro di Afrodisia: «Aristoteles de phisico auditu. – Idem de anima cum glosematibus interlinearibus, et commentariis (ut opinor) Alexandri».

Le segnature dell'inventario A costituiscono un'indicazione preziosa. In più d'un caso, infatti, nei manoscritti grimaniani conservatisi l'*ex libris* del cardinale risulta eraso,<sup>21</sup> ovvero è caduto a causa della rifilatura,<sup>22</sup> e solo di rado esso è leggibile con sicurezza:<sup>23</sup> si è talora conservata, però, la segnatura

17. Già nel 1936 Theodor Freudenberger, primo studioso della biblioteca Grimani, segnalava la presenza, nella collezione Phillipps, di tale catalogo, del quale aveva notizia dalla bibliografia: cfr. FREUDENBERGER, *Die Bibliothek*, cit., p. 40.

18. I. PH. TOMASINI, *Bibliothecae Venetae Manuscriptae publicae et privatae*, Utini, Typis Nicolai Schiratti, 1650, pp. 1-19.

19. Nella maggior parte dei casi – ma non sempre –, ove il volume inventariato sia un'edizione a stampa, la relativa voce d'inventario lo precisa: i nn. 61-66, ad es., corrispondono ai volumi II-V dell'aldina di Aristotele e Teofrasto, ma di essi solo i nn. 61 e 62 recano l'indicazione «impressa in membranis»; i nn. 76 e 84 recano l'indicazione «impressum in papyro» e corrispondono al primo volume della medesima *princeps* (del quale il cardinale possedeva, pertanto, due copie); nel n. 148, comprendente gli *Erotemata* di Costantino Lascaris e le *Institutiones* di Urbano Bolzanio, Saffrey identifica le rispettive alpine, evidentemente legate insieme; il n. 205 coincide con l'aldina di Dioscoride, contenente anche gli scolii a Nicandro («Dioscorides et Nicander ab Aldo Impressi»); cfr., inoltre, la descrizione dei nn. 275 («Psalterium impressum cum interpretatione Latina»), 278-279 («Suidae dictionarium impressum, prima scilicet pars»; «Suidae dictionarii secunda pars»), 290 («Aesopi fabulae impressae cum interpretatione latina»). Qui e in seguito, nella citazione delle voci dell'inventario, si rispetta la trascrizione conservativa di Saffrey.

20. Cfr., e.g., le descrizioni dei nn. 4, 11, 12, 27, 74, 101, 153, 185. A partire *grosso modo* dalla metà dell'inventario le notizie si fanno invece più scarse, come dimostra anche, ove possibile, il confronto con i manoscritti conservati: il nr. 368, descritto nell'inventario come «Epistolae phalaridis, quaedam Pyndari, et calimachi», corrisponde al manoscritto Vindob. Phil. Gr. 318, recante l'*ex libris* del cardinale, ancorché a stento leggibile, e contenente in realtà, dopo le *Epistole* di Falaride, un *corpusculum* di lettere spurie attribuite a Mitridate, Bruto, Alcifrone, Cratete; dopo Pindaro, e prima di Callimaco, il manoscritto contiene inoltre il poemetto *Ero e Leandro* di Museo. Cfr. H. HUNGER, *Katalog der griechischen Handschriften der Österreichischen Nationalbibliothek*, 1, *Codices historici. Codices philosophici et philologici*, Wien, Prachner, 1961, p. 408.

21. Esso è leggibile, ad es., solo con l'aiuto della strumentazione adeguata al f. 1r del manoscritto København, Det Kongelige Bibliotek, NkS 5,8°, corrispondente al n. 277 dell'inventario A: cfr. B. SCHARTAU, *Codices Graeci Haunienses. Ein deskriptiver Katalog des griechischen Handschriftenbestandes der Königlichen Bibliothek Kopenhagen*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 1994 («Danish Humanist Texts and Studies», 9), p. 346.

22. Ciò è accaduto, e.g., nel margine inferiore del f. 1r del manoscritto Udine, Biblioteca Arcivescovile, 256: cfr. E. MIONI, *Catalogo di manoscritti greci esistenti nelle biblioteche italiane*, II, Roma, Istituto Poligrafico dello Stato-Libreria dello Stato, s.d. [ma 1965], p. 440.

23. L'*ex libris* si è ben conservato, ad es., nei manoscritti Udine, Biblioteca Arcivescovile, 254 (f. 1v), 255 (f. 1v), 257 (f. 1v),

del manoscritto, registrata sul contropiatto, oppure sul foglio di guardia, o ancora sul primo foglio del manoscritto – ovvero, almeno in due casi, sull’etichetta incollata sul piatto posteriore.<sup>24</sup> In qualche caso, i manoscritti del cardinale sono stati smembrati in fascicoli successivamente ricomposti a formare nuovi codici: talora, perciò, i codici risultanti recano più d’una segnatura.<sup>25</sup> Tali segnature rappresentano – con l’*ex libris* del cardinale – l’unica prova certa dell’appartenenza di un manoscritto alla biblioteca di Domenico Grimani: ed è auspicabile che sempre più spesso i cataloghi di manoscritti registrino in appositi indici le segnature antiche – anche non riconducibili a biblioteche note – eventualmente figuranti nei fogli liminari dei manoscritti.<sup>26</sup>

## 3.

Nell’edizione Saffrey ciascuna voce dell’inventario A è corredata da un apparato in cui si segnalano, in corpo minore, eventuali varianti tratte dalla seconda copia dell’inventario, anch’essa conservata nel Vat. Lat. 3960. L’edizione fornisce inoltre la corrispondenza con il relativo lemma – o i relativi lemmi – dell’inventario C e l’eventuale corrispondenza con i volumi censiti nei cataloghi della biblioteca di Pico della Mirandola.<sup>27</sup> Infine, nella sezione che appare la più importante, sotto la rubrica «Not.», sono indicati «des manuscrits actuellement conservés qui sont, soit ceux mêmes de la bibliothèque de Grimani (signe =), soit des apographes qui se reconnaissent au même contenu» (pp. 105-106).

Nel volume risultano così identificati, secondo il computo dell’editore, 43 manoscritti grimaniani: due nuclei cospicui (rispettivamente dieci e nove manoscritti) sono conservati nella Biblioteca Arcivescovile di Udine e nella Bibliothèque Mazarine di Parigi;<sup>28</sup> gli altri si trovano a Cambridge (Trinity College), Copenhagen (Det Kongelige Bibliotek), Leida (Bibliotheek der Rijksuniversiteit), Mosca (Naučnaja Biblioteka im. Gor’kogo Moskovskogo Gosudarstvennogo Universiteta), Monaco (Bayerische Staatsbibliothek), Oxford (Bodleian Library), Parigi (Bibliothèque nationale), Vienna (Österreichische Nationalbibliothek); la Biblioteca Vaticana ne conserva quattro; sette, infine, parrebbero non aver mai lasciato Venezia, e sono oggi conservati nella Biblioteca Nazionale Marciana.<sup>29</sup>

Dei sette manoscritti marciani indicati da Saffrey come appartenuti certamente a Grimani uno – il Marc. Gr. 596 – reca tuttora la segnatura 335, con la quale il manoscritto è registrato nel catalogo A («Aetii medicinalia»), mentre l’*ex libris* del cardinale, ancora leggibile nel 1740, quando Anton Maria Zanetti compilava il catalogo dei manoscritti greci di S. Marco,<sup>30</sup> è caduto con il successivo restauro della legatura. Il Marc. Gr. xi 22 non reca tracce evidenti dell’antico possessore, ma l’identificazione con il n. 74 dell’inventario A sembrerebbe certa, poiché il manoscritto è testimone unico per molti dei testi in esso conservati.

Qualche perplessità può invece palesarsi relativamente all’identificazione dei nn. 45, 50, 54, 58, 60 del catalogo A con gli attuali Marc. Gr. iv 14-18. I cinque manoscritti di Grimani contenevano – secondo il catalogo A – il commento di Simplicio alla *Fisica* di Aristotele. Dei cinque codici oggi marciani, invece, il primo (Marc. Gr. iv 14) contiene il commento di Simplicio alle *Categorie* (e potrebbe pertanto coincidere, tutt’al più, con il numero 325 dell’inventario

258 (f. 1v), 264 (f. 1r): cfr. MIONI, *Catalogo*, cit., pp. 439-447; Cambridge, Trinity College, 1439 (f. 1): cfr. M. R. JAMES, *The Western Manuscripts in the Library of Trinity College, Cambridge. A descriptive catalogue*, III, Cambridge, University Press, 1902, p. 471.

24. Il Marc. Gr. 596 conserva la segnatura grimaniana nel margine superiore del f. 1r. Il manoscritto Udine, Biblioteca Arcivescovile, 262 reca la segnatura 349 – senza l’*ex libris* del cardinale – al f. 2r: cfr. MIONI, *Catalogo*, cit., p. 445. Conservano, incollata sul piatto posteriore, un’etichetta cartacea indicante la segnatura all’interno della biblioteca Grimani i manoscritti Utin. 257 e 258 (quest’ultimo conserva anche un’etichetta indicante il contenuto): cfr. ivi, pp. 441-442. La rilegatura dell’Utin. 258 è riprodotta in C. SCALON, *La Biblioteca Arcivescovile di Udine*, Padova, Antenore, 1979 («Medioevo e Umanesimo», 37), tav. II.

25. Il manoscritto Utin. 256, nel quale sono legati i due volumi segnati 29 e 93 nell’inventario A, reca le rispettive segnature sul primo foglio di guardia e al f. 181r: MIONI, *Catalogo*, cit., p. 440. Il Vat. Barb. Gr. 97, contenente i *Caratteri* di Teofrasto e il trattato *Sulle cose incredibili* di Palefato, consiste nell’assemblaggio del n. 150 («Theophrasti characteres») e dei fascicoli iniziali del n. 296, che conservavano appunto Palefato (ma il volume segnato 296 conteneva, secondo l’inventario A, oltre a «Palaephatos de non credendis historiis», «Aelianus de animalibus. Isocrates ad Demonicum. Michaelis oratio funebris in morte Bessarionis. Plutarchus de educatione puerorum»); il codice reca le segnature 150 e 296 rispettivamente ai ff. 1r e 17r (cfr. *Codices Barberiniani Graeci*, I, *Codices 1-163* rec. V. CAPOCCI, in *Bybliotheca Vaticana*, 1958, pp. 132-135).

26. Cfr. la *Table des anciennes cotes*, s.v. *Cotes non identifiées*, in CH. ASTRUC, M.-L. CONCASTY, C. BELLON, CHR. FÖRSTEL et alii, *Catalogue des manuscrits grecs. Supplément grec numéros 1 à 150*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2003, p. 424.

27. Per le relative indicazioni cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., pp. 103-106.

28. Nell’edizione dell’inventario A, solo per il Mazar. 4461 – risultante dall’assemblaggio dei nn. 196, 231, 293, e unico dei nove manoscritti della Bibliothèque Mazarine a conservare la segnatura della biblioteca Grimani – Saffrey indica con certezza l’identità con i rispettivi volumi della biblioteca Grimani a mezzo del segno = (*Bibliotheca Graeca*, cit., ad loc.).

29. L’elenco in *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 106.

30. Cfr. *Graeca D. Marci Bibliotheca codicum manu scriptorum per titulos digesta* [...], [Venetiis], apud Simonem Occhi Bibliopolam, 1740, p. 312.

A: «Simplicius super praedicamenta»); gli altri conservano il commento alla *Fisica* secondo una divisione diversa da quella attestata dalla descrizione dell'inventario A. Secondo l'inventario, il commento risultava così distribuito nei cinque tomi grimaniani: libro I (n. 50); libri II e III (n. 58); libro IV (n. 45); libri V, VI, VII (n. 60); libro VIII (n. 54).<sup>31</sup> I quattro manoscritti marciiani (Marc. Gr. IV 15-18), invece, contengono il commento diviso rispettivamente come segue: libri I e II; libri III e IV; libri V e VI; libri VII e VIII (né alcun elemento ricavabile dall'esame autoptico induce a pensare che una tale divisione possa essere il risultato di una operazione di restauro e rilegatura). Sulle ragioni dell'identificazione dei cinque tomi del commento di Simplicio alla *Fisica* si sarebbe desiderata, pertanto, una più dettagliata argomentazione.

Almeno un manoscritto si può aggiungere con certezza al novero dei codici del cardinale pervenuti fino a noi: l'attuale Ambr. Q 74 sup., databile alla fine del X sec. A tale manoscritto appartengono – come ha di recente messo in luce Cesare Pasini – quattro fogli staccati, segnati Ambr. D 137 suss., 4-7: il f. 4r reca nel margine superiore l'*ex libris* grimaniano e la relativa segnatura («317 – Liber Dominici Grimani Cardinalis S. Marci»).<sup>32</sup> È questo un caso in cui, in assenza della nota di possesso (ignota fino a che non è stata riconosciuta la pertinenza dei quattro fogli staccati all'Ambr. Q 74 sup.), sarebbe impossibile ricostruire la provenienza grimaniana del codice: esso conserva infatti una miscellanea teologica articolata in due parti («l'una contenente un florilegio spirituale [...], l'altra contenente una raccolta di trattatelli cristologici di vari autori patristici e bizantini»),<sup>33</sup> sinteticamente descritta nell'inventario A come «Sermones ecclesiastici diversorum». <sup>34</sup> Il volume passò alla biblioteca di S. Antonio di Castello, ove era probabilmente ancora custodito intorno alla metà degli quaranta del sec. XVI: nell'inventario C il volume è registrato, per primo, sotto la voce «Aggregatio dictionum sanctorum», con la segnatura 3.1.317.<sup>35</sup>

Si possono altresì formulare ulteriori ipotesi di identificazione. Nel volume non è segnalato il breve contributo di Donald F. Jackson dedicato ai *Grimani Greek Manuscripts in Vienna*, recentemente apparso in «Codices Manuscripti». <sup>36</sup> Oltre ai tre codici viennesi identificati sicuramente come grimaniani da Saffrey (Hist. Gr. 78, Phil. Gr. 318 e 331), Jackson, non sempre con solidi argomenti, considera appartenuti al cardinale i mss. Hist. Gr. 130 (n. 331), Phil. Gr. 22 (nn. 79 e 259), Phil. Gr. 160 (n. 338), Phil. Gr. 220 (n. 3). Saffrey segnala questi manoscritti in corrispondenza dei rispettivi numeri della biblioteca grimaniana, senza tuttavia proporre l'identificazione come certa (essi non risultano cioè preceduti dall'indicazione =): i codici viennesi ora elencati non figurano pertanto nell'elenco dei manoscritti grimaniani giunti fino a noi, ma non sono neanche espressamente indicati come «apografi» (sarebbe stata forse giovevole una maggiore dovizia di informazioni in questi e in altri casi analoghi: per manoscritti, cioè, che non recano traccia inequivocabile dell'appartenenza a Domenico Grimani, ma che uno o più indizi lasciano supporre come provenienti dalla sua biblioteca). Dal lavoro di Jackson emerge come assai probabile l'identificazione dei volumi segnati 79 e 259 nell'inventario A con il manoscritto Vindob. Phil. Gr. 22 (al quale invece nel volume figura un rinvio introdotto dall'indicazione «cf.» solo per il n. 79). La voce n. 79 dell'inventario Grimani recita: «Alexandri Aphrodisei physicarum questionum libri tres. Eiusdem quaestionum moralium liber unus». Il Vindobonense contiene ai ff. 1r-77v i tre libri delle *Questioni fisiche*, e, ai ff. 77v-104r, le *Questioni morali* di Alessandro di Afrodisia: e – secondo la ricostruzione di Jackson – appartenne probabilmente alla biblioteca pichiana, come

31. I cinque manoscritti sono rispettivamente così descritti nell'inventario A: «Simplicii commentaria in primum librum de phisico auditu» (50); «Simplicii commentaria in secundum, et tertium phisicorum» (58); «Simplicii commentaria in quartum phisicorum» (45); «Simplicii commentaria in 5<sup>m</sup>, 6<sup>m</sup>, et 7<sup>m</sup> phisicorum» (60); «Simplicii commentaria in octavum Phisicorum» (54). Già presenti nella biblioteca di Pico, i cinque volumi risultano analogamente descritti nei cataloghi dei manoscritti pichiani (cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., ad loc.).

32. Cfr. C. PASINI, *Codici e frammenti greci dell'Ambrosiana. Integrazioni al Catalogo di Emidio Martini e Domenico Bassi*, Roma, Dipartimento di Filologia Greca e Latina, 1997 («Testi e Studi Bizantino-Neellenici», IX), pp. 83-87: 83; inoltre IDEM, *Inventario agiografico dei manoscritti greci dell'Ambrosiana*, Bruxelles, Société des Bollandistes, 2003 («Subsidia hagiographica», 84), p. 148.

33. PASINI, *Codici*, cit., p. 83, n. 2.

34. *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 156, ad loc.

35. *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 167. PASINI, *Codici*, cit., p. 86 segnala che il n. 317 manca nel catalogo dei manoscritti di S. Antonio stilato da Martin Richter nel 1528 e conservato nel Vat. Lat. 14011 (esso deriverebbe da A: cfr. *Bibliotheca Graeca*, cit., p. 34 e FREUDENBERGER, *Die Bibliothek*, cit., p. 40), e ne ricava che già a quella data il manoscritto non si trovava più a S. Antonio. Ma il medesimo manoscritto è registrato alquanto anni più tardi nell'inventario C (databile circa al 1545: cfr. *supra*, p. 388). Che si tratti del medesimo codice è accertato dalla presenza della cifra 317 nella segnatura dell'inventario C (3.1.317): le signature dell'inventario C si compongono di tre cifre, delle quali la prima, 3, è comune a tutti i volumi greci; la seconda indica in quale dei tredici armadi il singolo volume era conservato; la terza consiste nel numero d'ordine del manoscritto nell'inventario A. Il volume segnato 3.1.317, pertanto, non può che coincidere con il n. 317 dell'inventario A, e cioè con l'Ambr. Q 74 sup.

36. «Codices Manuscripti», 27/28, 1999, pp. 3-7.



rivelerebbe una nota autografa di Zanobi Acciaiuoli al f. *nr.* Di seguito alle *Quaestiones*, il manoscritto reca inoltre un testo a stampa, mutilo in fine: il commento di Ammonio alla *Isagoge* di Porfirio nell'edizione veneziana apparsa nel 1500 per i tipi di Nikolaos Vlastos. Esso – segnala Jackson – reca nel margine superiore del primo foglio (108r) la segnatura 259, ed è probabilmente riconoscibile come il n. 259 dell'inventario A, contenente, appunto, «Ammonius in quinque Voces porphirii».<sup>37</sup>

Ancora un'ipotesi. Il volume grimaniano segnato 254 conteneva, secondo l'inventario A, tre commedie di Aristofane e la *Periegesi* di Dionigi («Aristophanis comoediae tres. – Dionysius de situ orbis»). Sotto la voce «Not(ae)» Saffrey segnala il Vat. Reg. Gr. 147, che contiene, dopo il *Pluto*, le *Nuvole* e le *Rane*, la *Batracomiomachia*, mutila in fine, la *Periegesi* di Dionigi, e, di seguito, un *corpusculum* retorico ed epistolografico che comprende "pezzi" di Libanio, Giuliano, Basilio, Severo di Alessandria, Luciano, Eliano, Gregorio di Cipro.<sup>38</sup> Si può segnalare un testimonia forse più affine al codice appartenuto a Grimani: il Monac. Gr. 137. Databile alla seconda metà del secolo xv, in parte vergato – probabilmente a Creta – dal copista Michele Apostolis (che si sottoscrive al f. 127r), il codice contiene soltanto Aristofane e Dionigi Periegeta. In realtà, quattro sono le *pièces* aristofanee del Monacense (*Pluto*, *Nuvole*, *Rane*, *Ecclesiazuse*), ma è verosimile che una di esse sia sfuggita all'attenzione dell'estensore dell'inventario: il *Pluto* o le *Nuvole*, prive di *inscriptio*, o le *Ecclesiazuse*, che – diversamente dalle commedie precedenti – non recano né nella *ὑπόθεσις*, né nella *inscriptio* il numero d'ordine della commedia all'interno del manoscritto.<sup>39</sup> È stato ricostruito che il codice, sul finire del xv secolo, si trovava in Italia settentrionale: e probabilmente esso – pur non essendo la «Druckvorlage» – fu a disposizione di Marco Musuro, editore aldino di Aristofane (1498).<sup>40</sup> Nessun indizio interno (segnatura, *ex libris*) permette di ricondurre con certezza il manoscritto alla biblioteca Grimani,<sup>41</sup> né del testimonia è nota la provenienza.<sup>42</sup> Nondimeno, esso è l'unico dei testimoni finora noti della *Periegesi* in cui il testo di Dionigi sia conservato – come nel volume segnato 254 nella biblioteca Grimani – insieme con il solo Aristofane.<sup>43</sup>

Questo libro pone le basi per uno studio d'insieme, che si desidera e che diviene ora necessario, sulla biblioteca greca di Domenico Grimani: uno studio che, muovendo dall'indagine dei libri posseduti dal cardinale, dei generi e degli autori prevalenti nella sua biblioteca, getti luce sulle predilezioni e sugli interessi di Grimani (in larghissima parte concentrati sulla filosofia, ma di fatto estesi ad ogni genere ed ogni epoca della letteratura greca antica e bizantina). Particolarmente utili potrebbero rivelarsi, a questo fine, tabelle o indici ragionati che segnalino, per ciascun autore, le opere conservate nei

37. Cfr. JACKSON, *Grimani Greek Manuscripts*, cit., p. 4, da integrarsi con le informazioni del catalogo di HUNGER, *Katalog*, cit., p. 152. Per altre voci dell'inventario A che descrivono, in realtà, opere a stampa cfr. *supra*, n. 19. Per l'identificazione degli altri manoscritti viennesi presumibilmente appartenuti a Grimani Jackson adduce argomenti non sempre ugualmente cogenti: il Phil. Gr. 160 reca l'*ex libris* di «Benedictus Cornelius» (Benedetto Corner), figurante anche in un codice sicuramente grimaniano, il Monac. Gr. 521 (su un Benedetto Corner attivo nel 1502 cfr. R. SABBADINI, *Storia e critica di testi latini*, Padova, Antenore, 1971, pp. 82-83, n. 6). Il Phil. Gr. 220, non perfettamente coincidente per contenuto con il n. 3 dell'inventario A, è autografo di Giorgio Trapezunzio: Grimani (che nel 1496 fu esecutore testamentario di Andrea Trapezunzio) possedette diversi manoscritti contenenti le opere di Giorgio – tra cui alcuni autografi –, sicché Jackson inferisce che anche il Phil. Gr. 220 possa essergli appartenuto (sui manoscritti di Giorgio Trapezunzio in possesso di Grimani cfr. J. MONFASANI, *Collectanea Trapezuntiana. Texts, Documents, and Bibliographies of George of Trebizond*, Binghamton-New York, The Renaissance Society of America, 1984, pp. 80-85).

38. Cfr. *Codices manuscriptorum Graeci Reginae Suecorum et Pii Pp. II Bibliothecae Vaticanae* [...] recensuit et digessit H. STEVENSON, Romae, ex Typographico Vaticano, 1888, pp. 103-105.

39. Cfr., invece, le *ὑποθέσεις* del *Pluto* (*inscr.*: Ὑπόθεσις τοῦ πρώτου δράματος), delle *Nuvole* (*inscr.* Προθεωρία τοῦ δευτέρου δράματος), delle *Rane* (Ἀριστοφάνους δράμα τρίτον· βάτραχοι). L'*inscriptio* delle *Ecclesiazuse* recita invece, semplicemente: Ἀριστοφάνους Ἐκκλησιάζουσαι, e la *ὑπόθεσις* è intitolata: Ἀριστοφάνους γραμματικοῦ ὑπόθεσις. Cfr. K. HAJDÚ, *Katalog der griechischen Handschriften der Bayerischen Staatsbibliothek München*, 3, *Codices graeci Monacenses 110-180*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2003, pp. 160-163: 161.

40. Cfr. M. SICHERL, *Griechische Erstausgaben des Aldus Manutius. Druckvorlagen, Stellenwert, kultureller Hintergrund*, Paderborn-München-Wien-Zürich, Schöningh, 1997, pp. 145-147.

41. È possibile tuttavia un'osservazione. Nel contropiatto posteriore del Monac. Gr. 137 è incollata un'etichetta, proveniente dalla precedente legatura, recante l'indicazione del contenuto del volume, in greco (cfr. HAJDÚ, *Katalog*, cit., p. 163). Il confronto di tale etichetta con quella – latina – conservata nel manoscritto grimaniano Utin. 258 (*supra*, n. 24), per me effettuato dalla dott.ssa Kerstin Hajdú, non è risolutivo: le due scritture presentano però alcune affinità (verticalità dell'asse, spessore del tratto), e non si può pertanto escludere che le etichette siano state vergate dalla stessa mano. Debbo queste informazioni alla cortesia della dott.ssa Kerstin Hajdú (comunicazioni del 30 settembre e del 4 novembre 2004), che vivamente ringrazio.

42. Il Monac. Gr. 137 appartiene al manipolo di sette manoscritti monacensi la cui provenienza non è stata finora accertata: è sicuro solo che essi pervennero a Monaco fra il 1560 e il 1571; cfr. K. HAJDÚ, *Katalog der griechischen Handschriften der Bayerischen Staatsbibliothek München*, 10,1, *Die Sammlung griechischer Handschriften in der Münchener Hofbibliothek bis zum Jahr 1803* [...], Wiesbaden, Harrassowitz, 2002, pp. 41-43.

43. Altri manoscritti conservano insieme Dionigi e *corpuscula* di commedie aristofanee, ma sempre in associazione con altre opere: cfr. I. O. TSAVARI, *Histoire du texte de la Description de la terre de Denys le Périégète*, Ἰωάννινα, Πανεπιστήμιο Ἰωαννίνων, 1990 («Δοδώνη», 28), pp. 125-126 (Ambr. C 222 inf.), 184-185 (ove si descrive il già menzionato Vat. Reg. Gr. 147), 190-191 (Vat. Pal. Gr. 319), 193 (Vat. Chis. R. iv. 20); sul Monac. Gr. 137 *ibidem*, pp. 132-133.



manoscritti di Grimani, e integrino così l'indice degli *Auteurs cités dans le document A* presente alla fine del volume esaminato (pp. 207-210).<sup>44</sup>

Sarebbe altresì auspicabile un'indagine complessiva, paleografica, codicologica e storica, dei manoscritti finora identificati, e in futuro identificabili, come grimaniani, volta a isolare – ove possibile, e sulla base della preliminare esclusione dei manoscritti già pichiani – i copisti o gli *ateliers* cui Grimani potrebbe essersi rivolto in maniera privilegiata per la confezione dei manoscritti, e a individuare gli ambienti e i luoghi cui il cardinale attinse per l'acquisto dei suoi codici.<sup>45</sup>

Nel suo contributo del 1938, Giovanni Mercati esprimeva, a proposito della biblioteca di Domenico Grimani, «la fiducia che molti dei codici allora presumibilmente alienati o sottratti, anziché distrutti, rimangano salvi tuttora in qualche parte».<sup>46</sup> Il progresso degli studi paleografici e codicologici e l'alacre catalogazione dei fondi manoscritti greci ancora inesplorati, o fermi a troppo antiche descrizioni, non può che alimentare questa fiducia, e rafforzare l'auspicio che ai codici greci grimaniani fino ad ora noti altri se ne aggiungano, ad arricchire la conoscenza di una grande, e non del tutto scomparsa, biblioteca rinascimentale veneziana.<sup>47</sup>

MARGHERITA LOSACCO

*Dominio del Mare Adriatico della Serenissima Repubblica di Venezia* di FRA' PAOLO SARPI, introduzione di Tullio Scovazzi («Il diritto della civiltà internazionale», testi e documenti raccolti da Alberto Miele), Torino, Giappichelli, 2001, pp. 243.

IL volume, appartenente alla collana «Il diritto della civiltà internazionale», nella serie IV<sup>a</sup> – *Lo Jus Gentium*, 7, comprende una *Presentazione* di Alberto Miele (pp. 1-6), una *Introduzione* di Tullio Scovazzi (pp. 7-44), la sezione *Documenti* con quattro scritture di Sarpi sul *Dominio del Mare Adriatico della Serenissima Repubblica di Venezia* (pp. 53-101), e un'*Appendice* con la *Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del Mare (Montego Bay, 10 dicembre 1982)* alle pp. 115-226, preceduta da una *Guida alla lettura* (pp. 105-111); infine l'*Accordo relativo all'attuazione della parte XI della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982* (New York, 28 luglio 1994), pp. 227-243. Benché, stando al titolo, il volume sembri dedicato interamente a un'opera sarpiana, in realtà più di metà (pp. 103-243) riguarda testi contemporanei sul diritto del mare, che solo marginalmente interessano il pensiero sarpiano e la storia di Venezia, e pertanto non saranno oggetto delle considerazioni che seguono.

Nella *Presentazione* Alberto Miele, recentemente scomparso, dopo aver attribuito al ricorso fatto da Sarpi alla lingua italiana in luogo della latina la scarsa circolazione all'estero delle sue scritture sul dominio veneziano del Mare Adriatico, tanto da non risultare inserite nella collezione dei «Classici del diritto internazionale» voluta dalla *Carnegie Endowment*, fa tuttavia presente come il lavoro sarpiano abbia ricevuto «la dovuta attenzione» da Thomas W. Fulton nel suo *The sovereignty of the Sea*, Edinburgh, 1911. L'occasione per ripubblicare ora le quattro scritture sarpiane è stata offerta dal VI Convegno della Società Italiana di Diritto Internazionale (SIDI), tenuto presso le Università di Padova e di Venezia, incentrato sul tema del diritto del mare. Una pubblicazione che trova pertanto la sua ragione, precisa Miele, «non già nel suo valore storico e letterario, quanto nell'eccellente valore scientifico dell'opera». A tal fine, conclude il curatore, «per essere compreso da noi giuristi» e «per rendere il discorso meno impervio», il testo sarpiano è stato in qualche modo ammodernato, «attualizzato», senza preoccupazioni «della questione filologica». Delle cinque scritture composte da Paolo Sarpi sul dominio del mare Adriatico, il presente volume riporta solo le prime quattro, seguendo la consuetudine delle edizioni dei secc. XVII-XIX, antecedenti cioè alla pubblicazione della quinta scrittura a opera di Roberto Cessi nell'*Appendice* al suo saggio *Paolo Sarpi ed il problema Adriatico*, uscito nel volume miscelaneo *Paolo Sarpi e i suoi tempi*, Città di Castello, 1923, in occasione del terzo centenario della morte del servita veneziano (come risaputo, le cinque scritture sarebbero state poi integralmente riproposte da Cessi nel 1945 presso l'editore Tolomei nel volume *Paolo Sarpi, Il dominio del Mare Adriatico*).

A giustificare ora l'omissione della quinta scrittura (un'omissione tradizionale, come s'è detto, ma giudicata da Cessi già nel 1923 un vero e proprio «scempio», perché staccando «un membro inscindibile» della trattazione generale ne «stroncava» non solo «l'originalità della concezione, ma anche l'efficacia

44. Nel volume figura anche un indice dei *Manuscripts cités dans l'édition du document A* (pp. 205-206).

45. Un'indagine analoga è stata condotta sui manoscritti greci di Guillaume Pellicier da A. PALAU, *Les copistes de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier (1490-1567)*, «Scrittura e civiltà», 10, 1986, pp. 199-237.

46. MERCATI, *Codici*, cit., p. 32.

47. Ulteriori identificazioni di codici grimaniani sono segnalate, sulla base della bibliografia, nell'ampia recensione di D. Muratore, in «Medioevo Greco», 4, 2004, pp. 256-273: 271-273.

della dimostrazione»), sta la scelta di offrire di Sarpi non tanto l'opera del consultore della Serenissima, mai disgiunta da una forte componente politica, quanto piuttosto il suo pensiero giuridico, con un'operazione che oggi, soprattutto dopo la lezione di Gaetano Cozzi, potrebbe sembrare del tutto superata. Ma tant'è, questa è l'impostazione del volume, e anche Tullio Scovazzi, autore della introduzione *Libertà e dominio del mare*, pur riconoscendo il forte connotato storico e politico delle scritture sarpiane rilevato da Cessi, nonché «un metodo nuovo, e concezioni nuove, vedute nuove» (così Cozzi, citato da Scovazzi, in Sarpi, *Opere*, Milano-Napoli, 1969, p. 461) portati dal consultore *in iure* nel suo autorevole irrompere nella tradizione giuridica veneziana, considera la quinta scrittura, che tratta «del delta padano e dei transiti fluviali, problema secondario rispetto al tema del dominio dell'Adriatico», non rispondente al più generale assunto enunciato in detta Introduzione. Questo approccio alla dottrina giuridica sarpiana senza calarla nella concreta situazione del dibattito politico della classe dirigente veneziana sempre più allarmata, all'inizio del secondo decennio del Seicento, dal crescente flusso di imbarcazioni nella Sacca di Goro, che lo Stato pontificio considerava di esclusiva appartenenza al territorio ferrarese e quindi estranea alla giurisdizione veneziana (si badi al significativo lungo titolo dato alla quinta scrittura sarpiana da Servilio Treo, consultore *in iure* collega del servita, *Sopra le novità fatte da Ferraresi introducendo per il Po di Goro un commercio per Lombardia, facendo molti atti di dominio nell'acque salse, meando la sacca con piantar segni, facendo pagar ancoraggio alli vasselli fermati in quel ridotto, creando un ammiraglio con pretensione di affittar le pesche e farsi patroni del continente sino a fol di Porto Viro*, cfr. Biblioteca Nazionale Marciana, Venezia, mss. It., VII, 1953 [= 9620], c. 12r), questo approccio, dicevo, che prescinde dal contingente ma determinante motivo politico, può suscitare forti perplessità, ma finisce per rivelarsi un utile e per certi versi nuovo modo di esaminare il pensiero giuridico di Sarpi sulle specifiche concezioni della libertà e del dominio dei mari nel dibattito del tempo e nelle soluzioni date al problema fino ai giorni nostri.

Non è il caso, ora, di sollevare il problema del rapporto tra il Sarpi politico nella sua funzione di consultore *in iure* della Serenissima, necessariamente mosso a difendere soprattutto in cause di carattere internazionale gli interessi veneziani, e il Sarpi giurista, che se non prescinde da istanze politiche contingenti può anche superarle in una nuova concezione giuridica dei diritti sovrani e dei rapporti tra gli Stati. Non diversamente, d'altronde, dal Grozio fautore degli interessi dei Paesi Bassi o dal Selden difensore dei presunti diritti inglesi.

Naturalmente per questo diverso approccio alle scritture sarpiane si deve parlare solo di un avvio di discussione e di analisi del pensiero giuridico sarpiano in materia, venendo riservate alle concezioni del servita meno di una decina di pagine, e in gran parte risolte in citazioni di passi opportunamente scelti dalle quattro scritture; ma quel che importa è che quelle scritture siano immesse, più ancora che nel dibattito giuridico della giurisprudenza medievale, in quello dell'età moderna a confronto con le soluzioni offerte a partire dalle scoperte geografiche del sec. xv. Un testo, quello sarpiano, che se va anzitutto letto, secondo la magistrale lezione di Gaetano Cozzi, come un intervento prevalentemente a carattere di azione e di pensiero politici, oltre che di indagine storica, entra però anche a pieno titolo – e non solo come alfiere delle dottrine di Venezia difensive del suo secolare dominio sul mare Adriatico – sia nella vivace disputa dottrinale dei primi decenni del Seicento attorno alle tesi soprattutto del *Mare liberum* di Ugo Grozio, sia nel novero di quelle opere giuridiche che, contro la prevalente tesi della libertà dei mari, sostengono la dottrina del mare suscettibile di occupazione. L'*excursus* di Scovazzi, partendo dalla bolla pontificia di Alessandro VI *Inter caetera* del 1493 e dal trattato di Tordesillas del 1494 e passando per il rifiuto dei lodi pontifici da parte dei sovrani inglesi Elisabetta I e di Giacomo I e per le rivendicazioni della libertà di pesca e di navigazione, dai Paesi Baschi ai Paesi Bassi, mette in luce soluzioni politiche e dottrine giuridiche delle opposte tendenze, in una carrellata che, accanto al *Mare liberum* del 1609 e al più maturo *De iure belli ac pacis* del 1625 di Grozio o alle *Controversiae* del 1563 dello spagnolo Vasquez de Menchada (quest'ultimo esplicitamente e il Grozio del *Mare liberum* non apertamente nominato discussi nelle scritture sarpiane) enumera i sostenitori del *mare clausum* come lo scozzese William Welwood, il celebre giurista vicentino Giulio Pace da Beriga (elogiato da Sarpi), il portoghese Serafin Freitas, l'inglese John Selden, il genovese Pietro Battista Borghi, ecc., non trascurando le soluzioni di compromesso avanzate nei secc. xviii e xix.

Poco più che un assaggio le considerazioni dell'*Introduzione* sulle formulazioni del consultore della Repubblica veneta circa il diritto sovrano veneziano nel mare Adriatico, peraltro provato, riconosce Scovazzi, con ampia e agguerrita documentazione storica e con acute motivazioni politiche. Ma l'attenzione dello studioso di diritto internazionale mette l'accento soprattutto sull'originale impostazione giuridica del servita veneziano: la preminenza data al possesso fondato sull'esercizio continuato di atti giurisdizionali, le acute osservazioni circa la «chimerica differenza» (così Sarpi) sostenuta dai giuristi fautori del *mare liberum* tra il mare e la terra, la denuncia della falsa equiparazione del mare all'aria, o ancora le perspicue intuizioni sarpiane circa l'estensione dei diritti sul mare delle città in rapporto all'intensità delle loro esigenze; concezioni che, improntate a «grande relativismo», vengono da Scovazzi

segnalate oltre che per «il grande senso politico e il metodo innovativo», anche per una significativa originalità «sul piano giuridico, grazie alla precisione logica e alla capacità di sintesi concettuale dell'autore, doti che risultano rafforzate dall'assenza di inutili richiami dottrinali» (p. 28). Riconoscimento che non va disgiunto dall'ammirazione espressa da Scovazzi per il nitido dettato del testo sarpiano, una «stesura in lingua italiana molto efficace per concatenazione sintattica e ritmi narrativi (e ben diversa dal latino, pedante e pesante, di molti dei giuristi contemporanei di Sarpi)». Un elogio al grande scrittore, che rinnova il rammarico dell'occasione mancata di offrire – per riprendere le parole di Alberto Miele (p. 6) – «a quanti si occupano di diritto internazionale [...] un testo che appartene alla patria veneta e che ora è parte della scuola italiana di diritto internazionale».

È auspicabile che questa ripresa di indagini sul Sarpi teorico del diritto del mare abbia un più ampio seguito da parte degli specialisti del diritto internazionale, al più confortati da ulteriori e più capillari ricerche sul secondo decennio del Seicento veneziano, quando il dibattito sul dominio del mare Adriatico si fa a Venezia sempre più acceso e drammatico per le rimostranze e le contestazioni di Spagna (o piuttosto di suoi ministri e viceré), degli arciduchi austriaci e soprattutto dello Stato pontificio, per l'invasione di nuovi protagonisti, dei navigli francesi, olandesi e inglesi, e per una endemica guerra di corsa nel Mediterraneo mai così vigorosa. Previa un'edizione critica delle cinque scritture sarpiane sul mare Adriatico, accompagnata dallo studio di non pochi testi ancora inediti sarpiani in materia di grande interesse e da un serio vaglio delle opere a stampa per lo più false ma ancora attribuite al servita veneziano o al suo *entourage*.

Di minute, originali, apografi delle cinque scritture sarpiane hanno scritto con la solita competenza Gaetano e Luisa Cozzi nella densa Nota critica ai testi nel già citato volume delle *Opere sarpiane* del 1969 (e si veda anche il preciso appunto di Filippo M. Paladini riportato da Miele nel presente volume alla p. 5): su quelli ancora esistenti e su quelli malauguratamente scomparsi non molti decenni or sono, in particolare le minute delle cinque scritture, un tempo nella filza 10 del fondo *Consultori in iure* dell'Archivio di Stato di Venezia e i relativi apografi, forse destinati alla stampa, già nella filza 22 del medesimo fondo. Restano fortunatamente i testi definitivi di mano dell'amanuense di Sarpi fra Marco Fanzano con sottoscrizione autografa di Sarpi, che interviene anche con aggiunte e correzioni; veri e propri idiografi da fissare tutti, come precisa la nota di un segretario ducale, al 12 aprile 1612, data di presentazione al Collegio veneziano; testi che in numerosi punti, anche se generalmente senza varianti di rilievo, si allontanano dalla trascrizione fornita da Roberto Cessi nel cit. volume del 1945, e che viene riprodotta, con le manomissioni di cui si è accennato all'inizio, nel presente volume. Scelta diremmo obbligata del Curatore, dal momento che non ha ritenuto opportuno offrire una trascrizione nuova e filologicamente più accurata. Ma è poi con un certo stupore che si leggono i copiosi e ben scelti passi sarpiani nella Introduzione di Scovazzi desunti dall'edizione alquanto scorretta delle *Opere* del servita del 1750 (invero una ristampa dell'edizione veneziana del 1739) in due tomi in *folio* sotto l'usuale falsa data di Helmstat per il tipografo Jacob Mueller (e per la falsa data e il falso editore si veda M. Infelise, *L'editoria veneziana nel '700*, Milano, Franco Angeli, 1989, p. 84, che riporta l'edizione in area veneziana e non veronese, come si continua a ripetere, e anche nel presente volume).

Una vera stranezza questo ricorso al testo settecentesco, rilevata peraltro dallo stesso curatore del volume, che nel considerare quell'edizione «inaffidabile» esemplifica, con l'ausilio del testo curato da Cessi, lezioni errate come *testimonio* per *titolo*, o *Sava di Goro* per *Sacca di Goro*, ecc. Ma neppure la ben più corretta edizione moderna va esente da pecche o da gravi, invero rari, errori. E così se nell'edizione assunta da Scovazzi si legge di un fantomatico «Ferdinando Vespio Dottor Spagnolo» (ed è chiaro trattarsi di Vazquez de Menchaca), nel testo di Cessi ci si imbatte, e non una sola volta, in uno sconosciuto Nicolò Tristavio, che altri non è che Nicolò Festasio (*De aestimo, et collectis, Nicolao Festasio mutinense authore*), incidente non solo di lettura (da cui va esente l'edizione dei Cozzi in Sarpi, *Opere*, cit., p. 630), ma a quanti continuano ad affidarsi all'edizione di Cessi come Alberto Bin, *La Repubblica di Venezia e la questione adriatica 1600-1620*, Roma, Il Veltrò, 1992, p. 136.

C'è che la trascrizione di Roberto Cessi, operata su minute sarpiane, ora scomparse, e su originali in una commistione non sempre chiara, suscita non poche perplessità e continuare a utilizzarla senza un minimo di controllo degli originali finisce per rendere un cattivo servizio alla figura del grande frate veneziano, proprio mentre se ne illumina con competenza la statura di pensatore giuridico. E non si tratta sempre di varianti puramente grafiche o di sfumature lessicali (di cui non è il caso di parlare nel presente volume, ampiamente 'attualizzato'), ma di lezioni errate che rendono a momenti difficile o persino snaturano il senso del testo. Valga qualche esempio di raffronto tra l'originale marciano (BNM, *mss. It.*, VII, 1953 [= 9620]) e la trascrizione di Cessi (faccio precedere la lezione di Cessi e tralascio i rimandi a carte e pagine):

prima scrittura: *del 1468/del 1463; del 1174/del 1172; del 1099/del 1090; contenuti/convenuti; del 1392/del 1393; immunità/indemnità; contiene/conviene*; seconda scrittura: *sulle dita/suddita [il marito sposa la moglie suddita]; li prencipi e*

*monarchi/li preti e monachi; Tristavio/Festasio; terza scrittura: altro/alto; III miglia/100 miglia (e poco più avanti III miglia/ben 100 miglia); del 1275/del 1225; Nicolò Tristavio/Nicolò Festasio; quarta scrittura: governo umano/genere umano; ingiustizia/ingiuria; nel capitulo/quel capitulo; transazione/trattazione; convenute/contenute; conscienziati/conscienciosi; 11 dicembre/11 settembre; 17 settembre/12 settembre; cercar/cessar; sola trovata con l'originale/collazionata coll'originale; e così la fede/ma con la fede; Laurelio d'Aurelia/Laurelio di Amelia; quinta scrittura: l'ottimo fondamento/l'istesso fondamento; poco seguendo/però seguendo; l'esecutore/l'esecuzione; apporre/opporre; quando li principi dimandano atti in gratificazione/quando li principi dimandano essi in gratificazione; cosa/causa; di non voler/di voler; possedemo/possedono; doveva/doverà; atterato/otturato [un canale in diverse parti otturato]; diffender di non voler far pagar ancoraggio/diffender di voler far pagar ancoraggio; singolare/sorgitore [qual non fa beneficio al sorgitore]; un dubio/in dubio; unicamente/anticamente; essendoci dei casoni/essendoci doi casoni; 1482/1480; 1582/1587.*

Ristabilito un testo affidabile e nella sua stesura definitiva (su cui Sarpi interviene nella rilettura con correzioni, aggiunte e opportune espunzioni: queste ultime soprattutto non tenute presenti nella edizione di Cessi, fondata essenzialmente sulle minute), si pone il problema, sentito ancor più ineludibile dopo la presente pubblicazione, della collocazione delle quattro (o meglio, cinque) scritture sarpiane nel vivo dibattito giuridico e politico europeo. Perché, riconosciuta l'originalità della impostazione sarpiana della questione del mare, è doveroso osservare che i testi dei giuristi ricordati da Miele e da Scovazzi sono apparsi a stampa, trovando sostenitori e oppositori, in un diffuso dibattito europeo di concetti nuovi o tradizionali e di proposte più o meno rivoluzionarie. A differenza di quelli, il lavoro sarpiano sul mare resta allo stadio di manoscritto fino agli anni ottanta del Seicento; né il *Supplimento dell'Istoria d'Uscocchi* uscito a stampa anonimo nel 1617 supplisce, dati gli intenti diversi, all'ampiezza e alla complessità dell'opera sarpiana del 1612. Così il lavoro più originale e agguerrito nella difesa dei diritti veneziani sull'Adriatico e forse l'unico per rigore scientifico e linearità di dettato che possa reggere il confronto con le più rappresentative opere a stampa nella *bataille des livres* della prima metà del Seicento europeo resta se non nel cassetto, almeno gelosamente custodito nella cancelleria secreta della Serenissima, con una ristretta e occhiuta circolazione tra i suoi consultori in iure e i patrizi impegnati in ambascerie, perpetuando nel tempo lo scopo per cui era stato scritto, un'«istruzione» a utilità dei rappresentanti veneti nell'imminente trattazione – siamo nella prima metà del 1612 – per le «differenze de confini» nel Polesine con la controparte pontificia; «istruzione» a uso strettamente interno, a cui ricorrere solo nell'eventualità che i rappresentanti pontifici accennassero alla questione della libera navigazione nel mare Adriatico. Di qui l'incarico a Sarpi, come recita la deliberazione del Senato dell'11 febbraio 1612, chiave di lettura imprescindibile delle cinque scritture del consultore, e che torna conto di riportare parzialmente:

Con l'occasione di consultar la materia delle differenze de' confini vertenti fra quelli di Loreo sudditi nostri e quelli di Ariano ecclesiastici, il padre maestro Paulo ha avuto necessità di veder tutte le scritture spettanti alla sacca di Goro e insieme molt'altre concernenti il dominio e nostra patronia del Colfo. Et essendo il publico servizio ch'egli continui a veder tutto ciò che vi sia in proposito di detta navigazione del Colfo per formare una scrittura distinta e particolare delle nostre ragioni da servirsene nelle nostre occorrenze, secondo che ha fatto nella materia di Ceneda con gran sodisfazione e beneficio publico, l'anderà parte che sia data facultà al Collegio nostro di poter mostrar al detto maestro Paulo tutte le scritture che sono nella cancellaria secreta spettanti al nostro dominio e patronia del Colfo e della navigazione di esso, con che egli possa formar la detta scrittura d'istruzione:

(*asv: Senato, Deliberazioni, Roma ord.*, rg. 18, c. 88r, 11 febr. 1611 [m. v.]

Nessuna circolazione ufficiale, dunque, mentre escono a stampa soprattutto in occasione della guerra degli Uscocchi o di Gorizia svariate scritture, alcune anonime da subito attribuite al servita veneziano, che inoltre viene riconosciuto sotto pseudonimi quali Cirillo Michele (o Mechele) o Franciscus de Ingenuis, autori in aperta polemica o in amichevole colloquio epistolare con avversari e amici. Lavori che se risentono, alcuni almeno, della lettura delle scritture sarpiane, stentano però a trasmettere la ricchezza di pensiero e la forza argomentativa del celebre consultore. Nessuna poi che possa fregiarsi della paternità sarpiana, nonostante le altalenanti attribuzioni a Sarpi lungo i secoli e le postille a penna nei frontespizi di esplicazione degli pseudonimi con tanto di «i.e. fra Paolo» o «hoc est, Pauli Sarpii Veneti» (impossibile e non richiesta in questa sede l'enumerazione di opere e autori, veri o falsi, peraltro ampiamente presenti e depistanti nelle bibliografie di storia veneziana). Né Sarpi sembra prestare per interposta persona la penna a poligrafi della sua cerchia; e se la *Satyra Menippaea* uscita col titolo *Nescimus quid vesper serus vekat* può essere ricondotta a Nicolò Crasso non ignaro qui della dottrina giuridica di fra Paolo, l'*Epistola increpatoria et monitoria* intitolata *De mare Venetorum* accompagnata dallo stravagante autore *Iteneu Ichanom Itnegluf*, che rovesciato fa *Fulgenti Monachi* [Monachi] *Veneti*, non va riferito alla ristretta 'setta' o 'cabala' dei fedelissimi sarpiani, e meno ancora al confratello e collaboratore di Sarpi fra Fulgenzio Micanzio, come tradizionalmente si è ritenuto, ma al monaco, appunto, camaldolese Fulgenzio Tomaselli (o Albanese), 'teologo' minore dell'Interdetto, erudito di una certa fama nella sua congregazione e non sconosciuto nell'ambiente veneziano per le sue turbolente relazioni con il Sant'Uffizio.

Quasi tutta da fare una ricognizione della diffusione manoscritta dei cinque consulti sarpiiani in ambito veneto e mai avviata quella oltre confine, a differenza di altre opere del servita rimaste a lungo inedite ma circolanti clandestinamente e richieste con insistenza all'estero. E ci si può chiedere se quelle scritture siano mai giunte a conoscenza e abbiano influito sulla *De dominio maris Hadriatici disceptatio* (Lugduni, 1619) del celebre giureconsulto vicentino Giulio Pace o se la traduzione latina avviata da Servilio Treo delle prime quattro scritture sarpiane (si veda la filza di ASV: Cons. in iure, 34) in previsione, verosimilmente, di una circolazione europea delle suddette scritture (mancata circolazione lamentata, come si è visto, da Alberto Miele) abbia poi avuto un esito a stampa. Che è poi l'interrogativo che interessa tanta parte della produzione di Sarpi rimasta inedita, dai *pensieri* scientifici a quelli che alcuni studiosi qualificano non a caso come 'esoterici', anzitutto i *Pensieri medico-morali* e i *Pensieri sulla religione*, oppure a lavori di cui si sono perse le tracce, ma testimoniati dai contemporanei e menzionati dagli antichi biografi. Perché se a rendere omaggio alla grandezza intellettuale, come in questo volume si fa, del Sarpi giurista basta la conoscenza dell'opera, a farne un protagonista nella storia del pensiero giuridico moderno è indispensabile seguire la fortuna dell'opera, la sua diffusione, a stampa o manoscritta poco importa, nel vivo della cultura del tempo. Una storia, invero, ancora tutta da scrivere e che la lettura del presente volume stimola a intraprendere.

CORRADO PIN

GINO BENZONI, *I "frutti dell'armi". Volti e risvolti della guerra nel '600 in Italia*, Ventimiglia (IM), Philobiblon Edizioni, 2004, pp. 117 («Associazioni di idee, Riproposte», 2).

L'AGILE volumetto di Gino Benzoni ha vista la luce più di vent'anni fa, nell'ambito di «una collana che, in certo qual modo filiazione a latere del *Dizionario Biografico degli Italiani*, ha ospitato, sinché viva e vegeta, un allargato ventaglio di temi e problemi» (*Presentazione*, pp. 9-11: p. 9).<sup>1</sup> I suoi legami con quell'opera monumentale sono riconosciuti dallo stesso A., nella doppia veste di assiduo collaboratore e di altrettanto assiduo fruitore di essa, anche se tali legami non si concretizzano in una serie di profili bio-bibliografici, bensì in un più articolato e complesso intarsio – barocco, se altri mai – di citazioni dalle opere di scrittori tardocinquecenteschi e soprattutto secenteschi, le «voci» dedicate ai quali hanno fornito lo spunto per l'indagine *sub specie belli* compiuta dallo studioso.<sup>2</sup>

Ed è in virtù della provenienza o comunque della collocazione geografica di molti di questi scrittori, ed al tempo del loro raggio di azione editoriale, che il lavoro di Benzoni si connota per una 'venezianità' di fondo, accresciuta sia dalle radici intellettuali e politiche delle personalità di essi, sia (in maniera più sottile) dalla prospettiva di lettura adottata dall'A. Il quale ha molto opportunamente acconsentito alla riproposta del volumetto, mantenendone pressoché inalterato il testo, in un momento storico in cui la tematica bellica è più che mai presente all'orizzonte culturale e, purtroppo, quotidiano di un mondo anche in ciò globalizzato, come registra altresì l'incremento delle occasioni di studio e di riflessione su tale tematica, avvenuto in questi ultimi anni.<sup>3</sup>

L'altro elemento di particolare modernità del contributo di Benzoni è costituito dalla focalizzazione dell'interesse dello studioso verso il secolo che in apertura del libro è significativamente definito «generosa calamita» (p. 15), ovvero quel Seicento che da sempre è stato campo di battaglia di dibattiti storiografici, ed ancor più ideologici e di gusto, sui quali ha per lungo tempo gravato l'(anti)mito della 'decadenza' italiana. L'espressione di essa nella cultura, nelle arti e nella letteratura del Barocco, ha variamente polarizzati i giudizi di storici e critici nel rifiuto oltranzistico, o nella sua più o meno cauta rivalutazione, fino ad un abbattimento della tradizionale antinomia con il Classicismo, testimoniando come non ci si trovi di fronte a realtà assolute ed ipostatizzate (o ad icone l'una contro l'altra

1. La sua prima edizione è infatti Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1980 («Bibliotheca Biografica», 24).

2. Sempre nella *Presentazione* a questo lavoro, Benzoni riconosce come il medesimo tipo di legame fosse proprio anche del suo precedente contributo: *Gli affanni della cultura. Intellettuali e potere nell'Italia della Controriforma e barocca*, Milano, Feltrinelli, 1978.

3. Per circoscrivere le indicazioni bibliografiche a due occasioni di incontro e di confronto tra studiosi, si rinvia a: *Il "Perfetto Capitano". Immagini e realtà (secoli xv-xviii)*, Atti dei Seminari di Studi, Georgetown University a Villa «Le Balze», Istituto di Studi Rinascimentali di Ferrara, 1995-1997, a cura di M. Fantoni, Roma, Bulzoni, 2001 (dove si veda in particolare l'ampio contributo di M. CASINI, *Immagini dei capitani generali "da Mar" a Venezia in età barocca*, pp. 219-270); ed a *Scrittori di fronte alla guerra*, Atti delle Giornate di studio, Roma, 7-8 giugno 2002, a cura di M. Fiorilla, V. Gallo, Roma, Aracne, 2003 (dove il contributo di M. MALAVASI, *Ancora sui "frutti dell'armi", tra "Polimnia" e "Clio": l'immagine della guerra nel Seicento dai generi letterari alla storiografia*, pp. 121-145, si pone fin dal titolo in un rapporto di filiazione diretta con il volume che qui si presenta: circostanza tanto più importante, quanto più rappresentata da un giovane studioso).



armate), bensì a movimenti da considerare in una più lungimirante dimensione di *longue durée*, sia pure tenendo presenti le loro caratteristiche precipue.<sup>4</sup>

Nell'addentrarsi all'interno della 'selva' di testi esplorata per la sua indagine, Benzoni adotta una chiave di lettura programmaticamente antiformalistica, lasciando semmai che le peculiarità stilistiche delle opere da cui estrapola concetti, frasi e singole espressioni, si riverberino sulla sua tecnica di scrittura, contraddistinta da due figure che gli autori manieristico-barocchi mutuano dalla retorica antica, ossia l'*accumulatio* e l'*enumeratio*.<sup>5</sup> Tale chiave di lettura viene esplicitata all'inizio del percorso compiuto dallo studioso, nel primo dei quattro 'atti' in cui si articola il polifonico 'teatro di guerra' da lui illuminato: «Si tratta [...] di rinunciare ai prelibati piaceri del testo per una intestardita lettura contenutistica volta a stanare dagli interstizi delle prose e dei versi aspirazioni ed ossessioni d'un'età che, nei suoi sforzi d'autodefinizione, si qualifica violenta, dedita all'"armi", artefice e vittima della guerra, sanguinaria e insanguinata, feroce e belluina e nel contempo infelice per tanta belluina ferocia» (cap. I *Le armi infelici*, pp. 13-38: p. 17).

Nella tradizione classica (e classicistica), senza dubbio la tematica bellica connota in maniera preminente due dei generi letterari ritenuti più 'alti', ossia quello epico e quello storiografico, lambendo altresì il terzo, cioè quello tragico – come dimostra ampiamente l'esempio di Eschilo. Naturalmente Benzoni si confronta con questa tradizione, che nel Seicento è ben lungi dall'incrinarsi, muovendo semmai nell'epica, e *pour cause*, i «tre tipi di trasgressioni ludiche o satiriche» già attestati nei modelli antichi, come la *Batrachomyomachia*: la parodia, il travestimento burlesco ed il poema eroicomico.<sup>6</sup> Si è detto *pour cause*, in quanto i letterati barocchi avvertono con grande acutezza l'abisso che separa i «fatti nobili», sanciti come propri del genere epico dall'*auctoritas* aristotelica,<sup>7</sup> e la meschinità dei tempi presenti, nei quali «la guerra moderna non è fonte d'ispirazione per il "poema eroico", non contempla a sufficienza "guerre giuste" e vittorie dei "giusti"; non valorizza abbastanza la "eccelsa virtù militare" e il "magnanimo proponimento di morire"» (cap. III *La bellicosa metafora*, pp. 63-90: p. 71).

Ma lo sguardo dello studioso è a tutto tondo, in grado di penetrare la stratificazione sociale che è sottesa al sistema dei generi, facendo sì che quanto viene omesso, edulcorato e rivestito solennemente dalla letteratura ufficiale (di cui entra a far parte l'*opus mixtum* per eccellenza, rappresentato dalla «macchina» del romanzo), possa essere recuperato attraverso i filoni 'minori' della cronachistica, dell'affabulazione popolare, ecc. È da tale enorme messe di materiali 'sommersi', culturalmente e storicamente, che emerge una serie di dati inquietanti: gli umori e le dure condizioni di vita delle classi subalterne; la consapevolezza di quanto la realtà bellica cali in maniera pesantissima su una società in crisi; la presenza di fenomeni *ex lege* come il brigantaggio; i sentimenti primari che scaturiscono al contatto quotidiano con la morte per fame, peste, violenza. La celebrazione delle battaglie e della virtù degli eroi cede il passo al lamento, a cui dà voce autorevole un intellettuale 'scomodo' come Campanella, di cui Benzoni cita a mo' di *flash* – secondo lo stile evocativo del volumetto – l'*incipit* del sonetto 54 *Sopra i colori delle vesti*: «Convien al secol nostro abito negro» (p. 27).

Quest'antinomia di fondo trova la sua origine in una stratificazione sociale «rigidissima cristallizzata codificata [...] quasi geologia ignara di terremoti, quasi granito senza tema di scalfiture»: una situazione di cui la sensibilità barocca non riesce nemmeno ad immaginare il mutamento, pur con tutta la coscienza del «mutare incessante delle forme d'una realtà anzitutto metaforica», anche perché si pone quale «risposta ad una realtà eterogenea non padroneggiabile» (cap. II *L'oro e il ferro*, pp. 39-62: p. 44). E siamo ad una delle grandi 'contraddizioni' dell'Italia (ma anche della Spagna) secentesca: da

4. Ad assumere tale ottica in ambito storico-letterario è stato di recente Amedeo Quondam, sostenendo «come il Barocco sia una variabile *événementielle* della lunga durata del Classicismo di Antico regime, geneticamente marcata, però, da due fortissimi fattori distintivi, di accelerazione dinamica e conflittuale: la rivendicazione oltranzista del primato dei Moderni sugli Antichi; l'accentuazione, altrettanto[,] oltranzista, dell'autonomia di senso e di stile delle figure nell'*ornatus in verbis singulis* previste dagli ordinamenti della retorica classica nella costruzione del discorso testuale» (A. QUONDAM, *Il Barocco e la letteratura. Genealogie del mito della decadenza italiana*, in *I capricci di Proteo. Percorsi e linguaggi del Barocco*, Atti del Convegno internazionale, Lecce, 23-26 ottobre 2000, Roma, Salerno Editrice, 2002, pp. 111-175: p. 165).

5. Nella sua recensione a questo «libretto guizzante», Giovanna Dal Bon parla acutamente di «un gettito di scrittura ignifuga nelle incandescenti temperature di un periodo belligerante della nostra storia», di «una lettura incalzata dal dardeggiare di citazioni che si rincorrono, rimbalzano in un gioco di incastri, slittamenti, devianze necessarie allo scorrere del testo» (G. DAL BON, *Il feroce '600 raccontato da Benzoni*, «Corriere del Veneto», 28.vii.2004, p. 3).

6. G. GENETTE, *Palimpsestes. La littérature au second degré*, Paris, Éditions du Seuil, 1982; trad. it. *Palinsesti. La letteratura al secondo grado*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 162-163 (la citazione è da p. 162).

7. ARISTOTELIS *Poetica*, 5 1449<sup>b</sup> 10, cit. da IDEM, *Dell'arte poetica*, a cura di C. Gallavotti, Milano, Fondazione Lorenzo Valla-Mondadori, 1997, [1974], p. 17. Altre due recenti ed accreditate traduzioni italiane dell'opera rendono il termine *σπουδαίων* con «caratteri seri» (resa che ai fini del presente ragionamento si rivela anche più appropriata): sono l'ed. con introduzione, traduzione e note di D. Lanza, Milano, Rizzoli, 1993<sup>4</sup>, [1987], p. 133; e quella con traduzione e introduzione di G. Paduano, Roma-Bari, Laterza, 1999<sup>2</sup>, [1998], p. 11.

un lato, la presa di coscienza, affatto moderna, dell'aleatorietà del reale, del suo declinarsi in forme potenzialmente infinite (si moltiplicano infatti i riferimenti a Proteo, ma anche ai procedimenti anamorfici); dall'altro, la parallela esigenza di un ordine, di una griglia entro cui far rientrare un mondo ed un universo non percepiti più come 'gestibili' e, soprattutto, controllabili.

Grazie agli studi di acuti interpreti del Barocco, quali ad es. Mario Costanzo,<sup>8</sup> ed a recenti incisive letture di tale fenomeno, come quella complessiva dell'intero secolo che si deve ad Andrea Battistini,<sup>9</sup> questa scissione fra senso dell'infinito e dell'indeterminazione e bisogno/ansia di normatività appare ormai un dato acquisito, in tutta la sua modernità. Né in proposito è da tralasciare il valore, al contempo storico e simbolico, della circostanza per cui, a partire dalla fase immediatamente successiva all'esplosione mariniana, Emanuele Tesauro vada svolgendo, con la prima redazione del *Cannocchiale Aristotelico*,<sup>10</sup> la sua 'enciclopedica' opera di classificazione e sistematizzazione della nuova poetica. Sempre tenendo presente – ai fini della panoramica compiuta da Benzoni – il concetto per cui, secondo quest'opera fondamentale della civiltà seicentesca, «la Perfettissima Impresa [...] è quella che Metaforicamente significa un [...] Pensiero Cavalleresco et HEROICO».<sup>11</sup>

E riguardo al nesso fra strutture sociali e regolamentazione culturale, appaiono illuminanti le parole di Benzoni, che fanno riferimento alla concezione del mondo come teatro, un vero e proprio *tópos* dell'età manieristico-barocca:<sup>12</sup> «il '600 s'industria ad imbrigliare formalizzandola – donde una casistica maniacalmente e sin demenzialmente meticolosa – l'esplosione paratattica dello spettacolo. Affinché questo regga occorre che l'ordine – non più deducibile da un centro irradiante e a questo riconducibile [scil. si faccia attenzione: è proprio la percezione di tale mancanza a rendere tanto più spasmodicamente necessario l'ordine] – sia rintracciabile nel singolo caso, permetta d'agganciarlo ad altri analoghi. Non la regola sul mondo, ma le regole del mondo; lo straripamento della vita convogliato nei cunicoli delle norme rispettate. La formalizzazione continua come ancora di salvezza, illusione di controllo [...]. La regolamentazione, che s'accanisce su tutto [...], suppone una società immobile, immutabile, anatomizzata una volta per tutte. Perciò la "mutazione" è pazzia funesta. [...] L'eroe non è un ribelle. È il campione d'un mondo cristallizzato» (pp. 73-74).<sup>13</sup>

8. Per quanto riguarda la problematica qui presa in considerazione, di questo studioso si vedano almeno i contributi: *Tesauro o dell'«ingannevole meraviglia»* [1961], in IDEM, *Critica e poetica del primo Seicento*, Roma, Bulzoni, 1969-1971, tt. 3, III *Studi del Novecento sulle poetiche del Barocco (1899-1944)*. Alessandro Donati, *Emanuele Tesauro*, 1971, pp. 89-112; *Mors victa*, in IDEM, *Il «Gran Theatro del Mondo»*. *Schede per lo studio dell'iconografia letteraria nell'età del Manierismo*, Milano, Scheiwiller, 1964, pp. 47-94; ed *Infinito e «interminato»* [1981], in IDEM, *I segni del silenzio e altri studi sulle poetiche e l'iconografia letteraria del Manierismo e del Barocco*, Roma, Bulzoni, 1983, pp. 11-34.

9. Cfr. A. BATTISTINI, *Il Barocco. Cultura, miti, immagini*, Roma, Salerno Editrice, 2000; dà voce a quanto interessa in questa sede ciò che lo studioso afferma già nella *Premessa* al volume, intitolata *Le ragioni di una prospettiva*: «Nel momento stesso in cui il Seicento dissipa le sue tante energie inseguendo l'effimero e l'eccentrico, non perde mai la speranza di giungere a un punto fermo, di porre piede, con voluta incoerenza, su qualcosa di stabile e di definitivo. La mobilità che stordisce, le metamorfosi più imprevedibili hanno per corrispettivo la riconquista dell'unità perduta, non solo per gli scismi religiosi ma anche per la nuova cosmologia che ha detronizzato la terra dalla sua antica centralità. Per un paradosso la rottura del cerchio si accompagna, quasi in un rapporto di causa ed effetto, con la tensione "eroica" verso un centro immobile. [...] Per descrivere più adeguatamente il Barocco non basta seguirne i tanti fenomeni di frantumazione, perché altrimenti se ne trascura l'altra componente altrettanto cruciale, consistente nello sforzo, invero disperato, di ricomporre la frattura. Non per caso nel frontespizio del trattato più intelligente dell'età barocca, *Il cannocchiale aristotelico* di Emanuele Tesauro, il motto che campeggia, desunto dall'Accademia dei Desiosi, è "omnis in unum"» (pp. 7-16; pp. 8-9). *A latere*, non si può fare a meno di ricordare la raffinata lettura che di quest'ultima antiporta ha fornita L. BOLZONI, *Il "libro figurato" del Seicento: due esempi (Tesauro e Jacopone)*, in *I capricci di Proteo*, cit., pp. 479-506; pp. 482-489.

10. In Torino, Per Gio. Sinibaldo, Stampator Regio e Camerale, 1654. Il fatto per cui «gli incunaboli tematici dell'opera risalgono [...] al decennio che si estende dal '20 al '30» è stato posto in luce con l'usuale acutezza da E. RAIMONDI, *Una data da interpretare (a proposito del Cannocchiale aristotelico)*, in IDEM, *Letteratura barocca. Studi sul Seicento italiano*, Firenze, Olschki, 1982<sup>2</sup>, [1961<sup>1</sup>], pp. 51-75; p. 54.

11. E. TESAURO, *Il Cannocchiale Aristotelico [...]*, «Quinta impressione», In Torino, Per Bartolomeo Zavatta, m.d.c.lxxx., p. 658 (rist. anast. con contributi di M. L. DOGLIO, M. GUGLIELMINETTI, A. PENNACINI, F. VUILLEUMIER, P. LAURENS, D. VOTTERO, G. MENARDI, coordinamento di G. Menardi, Savigliano [CN], Editrice Artistica Piemontese, 2000): la citazione è tratta dalla *Tesi Decimanona (Il CONCETTO della Perfettissima Impresa vuol essere HEROICO)*, pp. 658-660 del capitolo xv dell'opera (*Idea delle Argutezze Heroiche, vulgarmente chiamate Imprese*, pp. 624-693).

12. Un'imprescindibile indagine sull'«evoluzione dell'immagine emblematica [...] di questa "teatromania" prebarocca e barocca» si deve sempre a M. COSTANZO, *Il Gran Theatro del Mondo*, in IDEM, *Dallo Scaligero al Quadrio*, Milano, All'insegna del pesce d'oro [Scheiwiller], MCMLXI, pp. 239-278; poi in IDEM, *Il «Gran Theatro del Mondo»*, cit., pp. 7-46 (le citazioni sono rispettivamente dalle pp. 25 e 30). Su tale immagine lo studioso ha fornito ulteriori indicazioni nel saggio *I segni del silenzio. «Empresas y jeroglificos ejecutados» e altre acutezze non-verbali nella «imagerie» manieristica e barocca*, in IDEM, *I segni del silenzio e altri studi sulle poetiche e l'iconografia letteraria del Manierismo e del Barocco*, cit., pp. 35-63, alla n. 5 di p. 56. Acuti rilievi in proposito sono stati in seguito offerti da G. SAVARESE, *Il gran teatro del mondo e dintorni*, in *Critica, poesia, filologia in Mario Costanzo Beccaria*, Atti del Convegno di Studi, Roma, 9 e 10 dicembre 1998, a cura di R. Paternostro, dei quali è prevista la pubblicazione.

13. Lo studioso non manca di evidenziare come l'ossequio per l'ordine e le regole sia un aspetto veramente pervasivo della civiltà barocca, tanto più nelle strutture sociali formalizzate, come ad es. l'esercito, che «appare un blocco saldo

Passando dal mondo della storia a quello della creazione artistica e letteraria, risulta oltremodo interessante notare come tale concezione eroica abbia una 'ricaduta' nella configurazione del protagonista nel genere romanzesco, che proprio a Venezia ha uno dei suoi principali centri di irradiazione, anche per merito di una floridissima attività editoriale. Nel delineare i tratti costitutivi delle personalità dei vari Polimeri (Biondi), Demetri (Bisaccioni), Glisomiri (Brusoni), ecc., questa forma di eroismo emerge molto nitidamente, anche se screziata – ed in parte smussata – da un interesse crescente per i processi psicologici, che pongono in luce una nuova sensibilità ed una nuova attenzione per la vita interiore dell'uomo.

Tutto ciò (è consequenziale) senza giungere a scalfire il principio di autorità, in un contesto dove «la libertà di operare socialmente diventa fortemente pericolosa per la società privilegiata del diciassettesimo secolo».<sup>14</sup> Una società per la quale va aperto un ulteriore discorso, che ne focalizzi una caratteristica saliente, ovvero quella di fondarsi in larga parte su un complesso e complicato sistema di privilegi ereditari, che evidentemente non derivano la loro ragion d'essere dal valore individuale. In altri termini – come molto opportunamente sottolinea Benzoni –, una società in cui «manca il supporto, ben presente, invece, nel '700, dell'ideologia del lavoro, vale a dire la valutazione (più o meno positiva) della presenza propria ed altrui nel mondo sulla base del contributo (più o meno positivo) da questa apportato, misurato col metro del socialmente utile» (p. 55).

L'esemplificazione apportata dallo studioso in questo suo 'folgorante' percorso bellico è realmente sterminata, frutto di letture che spaziano dalla produzione poetica e romanzesca alla scienza, dalla storiografia alla trattatistica militare, ed a molto altro ancora. Difficile, per non dire quasi impossibile, arricchire tanta messe documentaria. Forse ancora un nome può venire alla mente: quello di uno scrittore secentesco la cui esperienza biografica e letteraria è stata ricostruita – certo non a caso, per importanza e per provenienza geografica – dallo stesso Benzoni, ossia Giovanni Delfino (Venezia, 22 aprile 1617-Udine, 19 luglio 1699).<sup>15</sup> Il quale, oltre ad infoltire insospettabilmente (considerato il suo futuro *status* politico-ecclesiastico di patriarca di Aquileia e poi cardinale) la serie degli scrittori che «spargono "sangue" oltre che "inchiostro"» (p. 33), per un fatto d'armi e di sesso che lo vede protagonista ventiduenne,<sup>16</sup> è altresì autore di una tragedia, *La Lucrezia*, composta nel 1661,<sup>17</sup> su «soggetto ch'egli scelse giudicandolo nobile, e grande, ma che scelse pure per inserirvi il glorioso martirio, come ha fatto con pochi, ma efficaci versi [scil. Atto v, Scena viii, pp. 309-310], della Marchesa Lucrezia moglie del Sig. Marchese Pio Enea degli Obizzi, la quale, com'è noto, provò la fierezza di un empio non dissimile a quella di Sesto, e da quel barbaro fu trucidata, perché non volle macchiare il letto maritale».<sup>18</sup> L'episodio, che ha luogo a Padova il 15 novembre 1654, viene ricordato da Benzoni nel capitolo III (p.

omogeneo robustamente interconnesso. Un modello insomma di ricomposizione sociale, di compattamento interclassistico, di inalevamento e valorizzazione delle competenze» (cap. IV *Le armi proprie e le armi inceptate*, pp. 91-115: p. 107).

14. J. A. MARAVALL, *La cultura del Barocco. Análisis de una estructura histórica*, Sant Joan Despí (Barcelona), Ariel, 1975; trad. it. *La cultura del Barocco. Analisi di una struttura storica*, Introduzione all'ed. italiana di A. Battistini, Bologna, il Mulino, 1985, pp. 249-287 (cap. VI *L'immagine del mondo e dell'uomo*): pp. 280-281.

15. *Dizionario Biografico degli Italiani*, XL, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1991, ad v., pp. 532-542. All'ampia bibliografia segnalata dallo studioso su questa importante (e, per propria scelta, defilata) figura del panorama storico, culturale e letterario del medio e tardo Seicento, si sono venute di recente ad aggiungere le ulteriori indicazioni fornite nel contributo di S. BIGI, *Letteratura e scienza. Gli inediti Dialoghi in prosa di Giovanni Delfino (1617-1699)*, «Aevum», LXXVI, 3, set.-dic. 2002, pp. 775-827: p. 775, n. 1.

16. La vicenda è narrata nella voce su quest'autore, redatta da BENZONI, cit. alla n. precedente, p. 532; la «Discolpa del Sig. Card. Delfino dall'irregolarità nell'atto di necess.ria difesa», fatta circolare nel giugno 1691, in occasione del conclave che elegge Innocenzo XII Pignatelli – in cui il Delfino sembra avere tutte le *chances* per una sicura riuscita –, è conservata presso la Città del Vaticano, Biblioteca Apostolica Vaticana, ms. Vat. Lat. 12190, c. 174r (la citazione è da c. 175v): per l'ed. e la discussione di questo documento, mi permetto di rinviare a M. SARNELLI, *Giovanni Delfino: la poetica scienza, la scienza poetica ed il tragico «Teatro del Mondo»*, tesi di Laurea, Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Facoltà di Lettere e Filosofia, a.a. 1990-1991, Relatore prof. M. C. Beccaria, Correlatore prof. R. Paternostro, pp. 151-152 e 338-339.

17. L'anno di composizione della tragedia è testimoniato nell'epistolario fra l'A. e Ciro di Pers, l'ed. critica del quale è procurata da chi scrive, «*Maravigliosa chiarezza*», «*raccomandazioni*» e «*mal di pietra*»: il carteggio Delfino-Pers, «Studi secenteschi», XXXVII, 1996, [ma 1997], pp. 225-315: si vedano in particolare le lettere delfiniane XLIV-XLVI (datate rispettivamente «Codroipo, 13 gennaio 1661», pp. 282-283; «Udine, 22 gennaio 1661», pp. 283-284; ed «Udine, 28 gennaio 1661», pp. 284-285), e XLVIII (recante la data «Udine, 17 marzo 1661», pp. 287-288); nonché la LXII (datata «S. Daniello a' 7 novembre 1661», p. 298), nella quale il Pers comunica al suo interlocutore di aver «ripresa» la lettura-revisione dell'opera, ma di averla dovuta interrompere per motivi di salute. L'ed. 'ufficiale' di questa tragedia (come delle altre tre dell'A. e del fondamentale *Dialogo sopra di esse*, sul quale si veda la n. seguente) si deve al nipote Dionisio, suo successore nel patriarcato aquileiese: *Le Tragedie di GIOVANNI DELFINO Senatore Veneziano, poi Patriarca d'Aquileja, e Cardinale di Santa Chiesa, cioè La Cleopatra, La Lucrezia, Il Crespo, Il Medoro*, «Ora la prima volta alla sua vera Lezione ridotte; e illustrate col Dialogo Apologetico dell'Autore, non più stampato», In Padova. CI I CCXXXIII. Presso Giuseppe Comino, pp. 161-324.

18. G. DELFINO, *Dialogo sopra le Tragedie*, [16.d.], ed. moderna, a cura di S. Tomassini, «Philo<:>logica», IV, 8, nov. 1995, sez. «Arch<:>Bar. Bollettino del Centro Studi Archivio Barocco», pp. 74-94: p. 80.

82), quale una delle infinite declinazioni 'belliche' dell'immaginario erotico secentesco, che anche in questo svela alla radice tratti più o meno dissimulati di antagonismo e di brutalità.

Lo sguardo lucido, documentato, ed al contempo appassionato e coinvolgente, con cui lo studioso compie il suo percorso nella onnipervasività della guerra e della violenza all'interno dell'universo barocco, fa da chiave di volta per entrare nella realtà profonda di un secolo dalle caratteristiche veramente proteiformi, le cui sfaccettature permettono di orientarsi – e di districarsi – nel non facile discrimine fra apparenza (anzi 'apparato') e sostanza. Merito del libro di Benzoni è di immergerci in questa realtà, utilizzando le stesse parole con cui essa si esprime per metterla a nudo, con l'abilità di chi indaga la storia alla ricerca di un senso.

MAURO SARNELLI

FEDERICO BARBIERATO, *Nella stanza dei circoli. Clavicula Salomonis e libri di magia a Venezia nei secoli XVII e XVIII*, Milano, Edizioni Sylvestre Bonnard, 2002, pp. 341.

**C'**ERA una volta

a Damasco un califfo a nome Abd al-Malik ibn Marwān. Un giorno che stava seduto con re e sultani della sua corte, il discorso cadde sulle nazioni passate, e i presenti ricordarono nostro signore Salomone figlio di Davide (sia su di lui la salute) e il regno e il potere che Iddio gli aveva concesso sugli uomini, sui *ginn*, sugli uccelli, sulle belve e su altri esseri. – Abbiamo sentito, – dissero gli astanti, – da coloro che ci hanno preceduto che Iddio altissimo e lodato non diede a nessuno quanto concesse a nostro signore Salomone: infatti egli giunse a un punto a cui nessuno era mai pervenuto, tanto che imprigionava i *ginn*, i ribelli e i diavoli in boccali di rame, vi faceva colare del piombo, e li sigillava con il suo anello –

(*Storia dei ginn e dei diavoli imprigionati nei boccali dal tempo di Salomone...*), in *Le mille e una notte*, Torino, Einaudi, 1948, p. 64)

L'incipit della fiaba de *Le mille e una notte* costituisce una delle numerose e diversificate testimonianze della sapienza e della potenza magica di Re Salomone, forse la più fascinosa tra le tante che con pazienza e passione Federico Barbierato ha recensito e illustrato nel primo capitolo, «Le possibilità del testo», che introduce alla ricerca storica compiuta a partire dai processi della serie Sant'Uffizio presenti negli archivi veneziani.

Allievo di Mario Infelise, Barbierato ha iniziato con la tesi di Laurea l'indagine che costituisce il nerbo del libro, studiando attraverso le fonti processuali che riguardano casi di magia la presenza, la diffusione e la circolazione dei libri contenenti le pratiche e le formule che permettevano di entrare in contatto con le forze soprannaturali, demoni, angeli, entità invisibili, dalle quali o per mezzo delle quali ottenere la realizzazione di sogni e di desideri nelle più consuete vicende del quotidiano di ogni uomo del tempo.

Tra i libri di istruzione che numerosi passavano nelle mani di maghi o di aspiranti tali per «controllare, influenzare o prevedere la realtà» (p. 7), un ruolo da protagonista viene svolto – come deduce Barbierato dall'esame delle fonti – dalla *Clavicula Salomonis*, il libro più citato nei prossimi inquisitoriali veneziani del XVII e del XVIII sec., in particolare nell'ambito dei «troppi libri di Salomone» (pp. 20-34), cioè di quella fittissima letteratura pseudosalomonica che aveva avuto una tradizione corposa fin dai tempi più antichi «almeno implicitamente biblica», risalente «al VI sec. a C. quando fu composto il primo libro dei Re» (p. 14), e che affondava radici profonde nella sapienza sconfinata ricevuta da Salomone per volontà divina.

Attraverso narrazioni popolari e talmudiche, egiziane, gnostiche, islamiche, cristiane, fino a quelle fiabistiche e letterarie (da *Le mille e una notte* all'*Orlando innamorato*), viene tramandata e consolidata, dal Medioevo fino alla prima età moderna, l'immagine di Re Salomone come dotato di una conoscenza universale, alla quale non rimaneva escluso nessun ambito dello scibile umano, compresa la magia naturale, e per la quale il re biblico era considerato «un mago, il più grande dei maghi, che per una concessione divina finita male, aveva saputo trattare e dominare gli abitanti delle regioni dell'altro mondo» (p. 15); il «magosopho» (p. 19) per eccellenza, vera «garanzia di riuscita nei riti e nelle evocazioni» (p. 20) per maghi e occultisti.

Nella prima parte del libro l'A. compie il tentativo, di mettere chiarezza tra i libri di Salomone che la tradizione restituisce: dal libro egiziano dei *Sette cieli* contro i demoni, attribuito a Salomone (sec. III-IV), al *Testamento di Salomone* (composto in greco tra il I e il II sec., tradotto in varie lingue e diffuso in tutta l'area mediterranea), in cui appare per la prima volta «il re esplicitamente attivo nella sottomissione degli spiriti e in commerci magici» (p. 21). Prende corpo una letteratura che, mentre per alcuni secoli sembra conoscere una diffusione contenuta e controllabile, a partire dal XII e dal XIII sec. da un lato segna un consistente accrescimento delle testimonianze, dall'altro lato viene ad assumere una vistosa

connotazione demoniaca operativa e cerimoniale, andando, quindi, a scontrarsi inevitabilmente con i principi dell'ortodossia cattolica e complicare il controllo sulla pratica devozionale. Si immettono nella circolazione dei testi magici antichi libri, come il *Liber sigillorum di Technel*, un lapidario attribuito a Salomone (che in parte sarebbe confluito nello *Speculum lapidum*, pubblicato a Venezia nel 1502), o *Liber sacratus*, attribuito a Onorio di Tebe, figlio di Euclide, «doppiamente pericoloso, perché non solo conteneva insegnamenti riguardanti la magia cerimoniale, ma attaccava a fondo le istituzioni ecclesiastiche per la loro opera di repressione della magia» (p. 27). Veniva a configurarsi in tutta la sua straordinaria portata e presa sui fedeli un sapere (avversato e condannato dalla Chiesa già con Guglielmo d'Alvernia, Vescovo di Parigi, 1228-1249) che contaminò (secondo la prospettiva degli inquisitori) per secoli il pensiero di molti intellettuali e guidò le pratiche del vivere di molti uomini, restando in gran parte legato proprio all'eccezionale diffusione della *Clavicula Salomonis* attraverso un flusso ininterrotto di testimoni che documentano infinite varianti e contaminazioni.

Oltre a seguire le vicende della *Clavicula Salomonis*, Barbierato restituisce vita a molti e svariati lettori dei libri di magia pratica e cerimoniale, ricostruendo la fitta rete del processo della comunicazione della letteratura e della cultura magica che si snoda tra pubblico e privato, tra stampe e manoscritti, tra scrittura e oralità, in un susseguirsi di contatti e di rimandi che ricreano spesso una catena ingarbugliata di scambi, prestiti di libri (o parti di essi) della dottrina e strumenti per la pratica.

Il titolo del libro di Barbierato riproduce in parte quello dell'ultimo capitolo «Nella stanza dei circoli: rabbini e sarti», dove si leggono alcune delle pagine più belle di tutto il volume, degne del ruolo di *incipit*: «Chi nella tarda mattinata del giorno di Natale del 1633, arrivando dalla parte del canale di Cannaregio, avesse attraversato campo San Giobbe coperto di neve fino all'angolo verso il rio, ... avrebbe notato una camera più piccola, con la porta chiusa. Aprendola, illuminata dalla finestra e da qualche candela, sarebbe entrato "nella stanza dei circoli" ...» (p. 313). La «stanza dei circoli» riassume, infatti, il contenuto più suggestivo dello studio di Barbierato, quello che emerge dagli atti dei processi inquisitoriali. Ancora una volta le parole verbalizzate vibrano alla lettura dello storico e sotto la sua penna compiono la magia di ricomporre scampoli di vita vissuta, restituiscono brandelli dei sogni e dei desideri che da sempre accompagnano il quotidiano delle esistenze, ricche o povere che siano, di uomini che, senza tentare di esaudirli con gli strumenti magici dei più antichi saggi, sarebbero inesorabilmente rimasti inghiottiti dal silenzio delle storie dei più numerosi.

Affiorano, dietro la ricostruzione dello studioso, molteplici profili umani che sono solo rappresentativi di strutture di pensiero e di forme di vita magiche appartenenti ad un fenomeno europeo – che va ben oltre l'esempio veneziano –, di una cultura profondamente radicata, legata alla pratica delle evocazioni demoniache e del potere sulla natura; incurante di divieti, sorda alle voci della nuova scienza sperimentale; cieca alla luce della ragione che tentava di liberare dagli incanti, dalle fatture, dalle malie, dai demoni la mente degli uomini ancora attanagliati nelle pieghe delle scienze bugiarde. A Venezia, nel XVII e nel XVIII sec., la «stanza dei circoli» era assiduamente frequentata, al punto che, se non fosse per le date degli eventi intercalate alle parole o per l'atteggiamento più morbido e tollerante dell'Inquisizione, e si potrebbe avere l'impressione di essere catapultati negli ultimi decenni del Cinquecento.

Un ampio spettro di umanità: maghi e negromanti, astrologi e cabalisti, professionisti o sedicenti tali, ciarlatani e giramondo, uomini e donne, patrizi e plebei, religiosi e laici, studenti, intellettuali ed esorcisti, appartenenti ad ogni ceto sociale, ad ogni professione, «sacerdoti, nobili, sarti, prostitute o levatrici» (p. 89), abita un mondo sotterraneo e segreto, sicuramente più popolato di quanto lascino trapelare i documenti, ubicato nelle case e nelle librerie, nelle colombaie (p. 98), nei conventi e nei monasteri, nei chiostri e nelle botteghe, templi profani in cui veniva data ospitalità alle letture dei libri proibiti e alle pratiche cerimoniali. I libri e gli strumenti dovevano assicurare l'evocazione del soprannaturale demoniaco ed esaudire le richieste di amore, di grazie, di odio e di distruzione, di ricchezza, di prestigio sociale, di salute. Dal nobile Francesco Barozzi a Carlo Gonzaga (figlio di Ferrante II di Guastalla); da fra' Claudio Manzino di S. Francesco della Vigna a fra' Giuseppe Bregolati; da Don Gasparo Valmara a don Francesco Colli; inquisiti che restano poco più di un nome: Domenico Zane e Agostino Fabris, Domenico Tamponi e Giacomo Barucci; la prostituta greca Meneghina, Marietta Marchiora, Caterina Perz, tutti avevano una loro libreria magica. Possedevano o conoscevano o maneggiavano libri, o parti di essi, posti all'Indice, maglie di una lunga e fitta catena di circolazione clandestina «assolutamente non controllata e spontanea» (p. 161) che poteva passare perfino attraverso il confessionale, avvalendosi di sacche e di maniche. L'attenzione di Barbierato scivola dagli uomini ai libri, costituendo un nuovo capitolo della storia della diffusione e della fruizione dei testi di magia. Si delinea, così, un panorama che ha come protagonisti le biblioteche dei miscredenti, i libri magici (non ermetici né teorici ma pratici), nel duplice senso di guide alla pratica della negromanzia e di oggetti essi stessi dai poteri magici ed evocativi, o addirittura contenitori di spiriti e demoni.

Un pescatore – continua la fiaba de *Le mille e una notte* citata – aveva steso una rete in mare per pescare e, quando



la tirò, vi era un boccale di rame impiombato, sigillato con l'anello di Salomone, figlio di Davide (su di loro sia la salute). Il pescatore lo tirò fuori e lo ruppe: ne uscì un fumo azzurro che andò fino alla volta celeste e si udì una voce strana che diceva: – Mi pento, mi pento, o profeta di Dio –. Poi quel fumo si trasformò in una persona dall'aspetto terribile con la corporatura che incuteva timore e con la testa che raggiungeva il monte, e sparì dalla loro vista. A quelli che erano sulla nave quasi si strappò il cuore dallo sgomento, ma i negri non prestarono attenzione a ciò. Un uomo ritornò dal re e gli chiese spiegazione della cosa, al che questi rispose: – Sappi che questo è uno dei *ginn*: e Salomone, figlio di Davide, quando si adirava contro i *ginn*, li imprigionava in questi boccali che impiombava e gettava a mare. Sicché, quando il pescatore getta la rete, viene fuori per lo più in essa uno di questi boccali, da cui, se esso viene rotto, esce un *ginn*: credendo che Salomone sia ancora vivo fa atto di contrizione e dice: – Mi pento, o profeta di Dio –: Il principe dei credenti Abd al-Malik ibn Marwān si stupì di questa storia ed esclamò: – Sia lode a Dio! A Salomone era stato dato un grande potere»

(*Storia dei ginn e dei diavoli imprigionati nei boccali dal tempo di Salomone...*, in *Le mille e una notte*, cit., pp. 63-64).

Nelle pagine di Barbierato fiaba e storia sembrano magicamente intrecciarsi. Per il Sei e il Settecento, a Venezia lo studio sull'Inquisizione restituisce, infatti, come in una prospettiva di raccapricciante rovesciamento, vicende di uomini che, simili a reincarnazioni salomoniche, esercitavano il potere (a loro concesso da Dio, attraverso l'autorità della Chiesa) di vita e di morte smascheravano le pratiche illecite, giudicavano e condannavano la conoscenza demoniaca dei segreti della natura, vincendo e annullando le forze inferiche che si erano impossessate del pensiero, dell'anima e del corpo degli inquisiti – poveri sventurati che avevano osato entrare nella «stanza dei circoli» –, fino a tentare di «impiombarle» definitivamente con l'abiura, le pene spirituali e corporali, i roghi purificatori dei libri di magia, rituali e cerimonie dai quali, tuttavia, come araba fenice, la *Clavicula Salomonis* rinasceva ogni volta più potente e fascinosa.

ELIDE CASALI

CRISTIANA MAZZA, *I Sagredo, committenti e collezionisti d'arte nella Venezia del Sei e Settecento*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2004 («Studi di Arte Veneta», 5), pp. 441, 105 ill. in b/n e a colori.

NEL drammatico dissolvimento otto-novecentesco di molti preziosi archivi privati veneziani, e non solo, quello della famiglia Sagredo di Santa Sofia è fortunatamente scampato all'ignavia o alla malcelata noncuranza dei discendenti e delle autorità preposte alla tutela, confluendo infine, negli anni trenta del secolo passato, nelle collezioni della Biblioteca del Museo Correr. Ciò ha consentito a Cristiana Mazza di attingere copiosamente da un archivio ricco ed articolato, mai veramente scrutato in profondità, portando a compimento una ricerca lunga e paziente, che ha dato i suoi frutti cospicui, racchiusi in un sobrio ma accattivante volume, dotato peraltro di un notevole apparato illustrativo, pubblicato dall'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti.

Cristiana Mazza è riuscita, con garbo e sensibilità, ha ricostruire un complesso contesto storico-artistico, attraverso la narrazione delle vicende, comprese nell'arco di due secoli – il Sei e il Settecento –, della famiglia veneziana dei Sagredo. Una vicenda esemplare nella storia del collezionismo lagunare, indagata attraverso una molteplicità di chiavi di lettura che consentono d'instaurare articolate correlazioni, affinando una metodologia all'avanguardia per lo studio della storia del collezionismo. In particolare i numerosi e dettagliatissimi inventari che descrivono questa ricchissima collezione, stilati in circostanze temporali diverse, hanno permesso alla studiosa di penetrare nel profondo non soltanto la storia delle raccolte, dal loro costituirsi fino alla dispersione, ma anche e soprattutto di tracciare un profilo del gusto, oggi purtroppo sempre difficile da comprendere, dei protagonisti di una stagione culturale veneziana.

Grazie a questi preziosi documenti e alla perizia dei loro spesso illustri redattori, si pensi soltanto a Giambattista Tiepolo e Giambattista Piazzetta, la giovane studiosa è riuscita a identificare e rintracciare alcuni dipinti oggi custoditi in collezioni pubbliche. Dipinti di Giovanni Bellini, Andrea Mantegna, Lorenzo Lotto, Rubens, Rembrandt, Salvator Rosa, Bernardo Strozzi, Giambattista Piazzetta, solo per citarne alcuni.

Della stirpe patrizia dei Sagredo, che annoverava tra le sue fila, un santo, un doge e un patriarca, fu infine lo schivo e riservato Zaccaria a cimentarsi con impegno nel raccogliere, a partire dagli anni ottanta del Seicento, dipinti, disegni, incisioni, statue, arazzi, armature e curiosità d'ogni genere. Personaggio singolare, tipico rappresentante di un gusto antiquario privo di precisi connotati, diverrà nel tempo uno dei maggiori e più eccentrici collezionisti d'arte nella Venezia di primo Settecento. Ma la sua morte, avvenuta nel 1728, segna un progressivo rallentamento nelle acquisizioni di opere d'arte da parte della famiglia. I suoi successori, a cominciare dal nipote Gerardo, per proseguire con le figlie

Caterina Sagredo Barbarigo e Marina Sagredo Pisani, furono piuttosto impegnati nel delineare una feconda rete di commissioni che coinvolse numerosi artisti al fine di rendere più accoglienti e raffinati gli ambienti delle residenze di città e di campagna.

Infatti, a partire dagli anni trenta del Settecento, il palazzo dominicale a S. Sofia sul Canal Grande, dalla vetusta facciata gotico-bizantina, è interessato da un radicale processo di rinnovamento che prende le mosse dal monumentale scalone costruito da Andrea Tirali, dove Pietro Longhi nel 1734 affresca le pareti e il soffitto, per proseguire nel progetto, poi non realizzato, per la ricostruzione del prospetto, ad opera del giovane Tommaso Temanza, nel 1738.

Ma sarà soprattutto Giambattista Tiepolo il principale protagonista di questa prolifica stagione decorativa che si protrae per tutto il Settecento: dal *Belveder*, posto all'ultimo piano del palazzo veneziano, alle stanze raccolte e intime del *casino* a S. Giobbe dove è insieme a Mengozzi Colonna, e sempre con questi lo ritroviamo all'opera nelle ariose sale della villa di Marocco sul Terraglio. Ma non solo i summenzionati artisti prestarono ai Sagredo il loro talento. Ricordiamo quindi Nicolò Bambini, Girolamo Brusaferrò, Gaspare Diziani, Francesco Bertos, Abbondio Stazio, Carporforo Mazzetti Tencalla, Andrea Urbani.

Se nella seconda metà del Settecento le divisioni ereditarie provocano la definitiva dispersione delle raccolte d'arte e dei cospicui arredi, sarà poi l'Ottocento a infliggere i colpi più duri alla memoria dei Sagredo con la demolizione dello scenografico giardino e del palazzo di villeggiatura di Marocco, residenza immortalata dall'incisione di Francesco Zucchi. Ma anche il Novecento, in devoto omaggio al libero mercato, contribuirà a questo smontaggio consapevolmente predatorio, infierendo in particolare sul palazzo di S. Sofia, dove si consumava il distacco dell'affresco di Tiepolo con *Giunone sulle nubi* dal soffitto del *Belveder*, oggi ridotto ad una pallida, ma imbellettata, larva che vaga senza pace per il mercato antiquario, e il trasloco nel Metropolitan Museum di New York della fastosa alcova dagli svolazzanti putti di stucco.

Il grande ritratto a figura intera di Gerardo Sagredo, opera di Pietro Uberti, con quel che restava delle collezioni e degli arredi, insieme a consistenti porzioni dei patrimoni mobiliari appartenuti ad altre nobili famiglie veneziane (i Barbarigo, i Michiel, gli Zane, i Calbo) confluite per via ereditaria nella sostanza dei Donà dalle Rose andavano infine all'asta nel 1934.

Il palazzo di S. Sofia, che fu testimone e protagonista della storia dei Sagredo, è oggi muto testimone del proprio degrado. Chiuso e abbandonato da anni, seguendo le tristi sorti di una Venezia-Disneyland sempre più baracca, resta in attesa di esser convertito dalle ineffabili forze del 'libero' mercato nell'ennesimo ricettacolo di inconsapevoli, danarosi turisti.

MASSIMO FAVILLA · RUGGERO RUGOLO

ANTONIO CONTI, *Lettere da Venezia a Madame la Comtesse de Caylus 1727-1729. Con l'aggiunta di un Discorso sullo Stato della Francia*, a cura di Sylvie Mamy, Firenze, Leo S. Olschki, 2003 (Fondazione Giorgio Cini, «Linea veneta», 17), pp. vi-276.

IL patrizio veneziano e abate Antonio Conti (1677-1749) occupa un posto di notevole rilievo nel panorama culturale italiano del primo Settecento sia in quanto autore e traduttore di opere letterarie e filosofiche, sia, soprattutto, a causa del suo ruolo di *broker* scientifico-letterario tra Italia, Francia e Inghilterra (il punto più alto di questa sua 'carriera' di mediatore culturale lo raggiunse a metà degli anni 1710, quando cercò di appianare la controversia che opponeva Newton a Leibniz circa la paternità della scoperta del calcolo infinitesimale) e di uno dei principali punti di riferimento di un paio di generazioni di intellettuali di Padova e di Venezia, da Melchiorre Cesarotti a Giuseppe Toaldo. Si deve quindi accogliere con viva soddisfazione la pubblicazione delle quasi novanta lettere, che Conti inviò principalmente alla nobildonna francese Marthe-Marguerite Le Valois, vedova del conte de Caylus (1671-1729), tra il 1726 (la prima lettera alla contessa fu inviata da Lione il 10 ottobre 1726: cfr. p. 122) e il 1729, vale a dire a partire da una tappa intermedia del viaggio, che doveva riportare l'abate a Venezia dopo una dozzina d'anni trascorsi tra Francia (soprattutto), Inghilterra e Germania, e fino alla morte della contessa.

L'inedito carteggio di Conti con la nobildonna occupa meno della metà di un libro, che presenta anche, come è indicato nel sottotitolo, un *Discorso Istorico e Politico sullo Stato della Francia dal 1700 sino al 1730* dell'abate, nonché una serie di strumenti di corredo forniti dalla Curatrice Sylvie Mamy (un indice analitico del *Discorso Istorico*, gli indici dei nomi, delle opere e dei soggetti citati o trattati nelle *Lettere*, una bibliografia di riferimento) e un'assai ampia (settantasei pagine) *Introduzione al carteggio* della stessa Mamy, che comprende cinque capitoli: *I soggiorni di Antonio Conti in Francia (1713-1715 / 1718-*

1726), *Le lettere di Conti alla Contessa di Caylus, Antichità, Archeologia, Belle Arti: Conti e il Conte de Caylus, Antonio Conti e la musica: gli Antichi e i Moderni e Antonio Conti e Madame de Caylus: un sodalizio*.

Non si può affermare che l'edizione delle lettere di Conti sia impeccabile. Stupisce in primo luogo una scelta strategica, quella di limitarsi a trascrivere fra parentesi quadre «le prime versioni del testo in parte cassate dal revisore, in parte sostituite con altra formulazione (evidenziata in corsivo)» (p. 117, nota \*), in quanto in questo modo il lettore ha a disposizione in prima battuta non – come sarebbe stato ovviamente preferibile – il testo originario di Conti, ciò che la curatrice definisce «le prime versioni», ma il risultato di un rimaneggiamento, per lo più stilistico e linguistico, in cui s'impegnò, in vista di una stampa che poi non ebbe luogo, un figlio della contessa di Caylus, Anne-Claude. Negli anni a cavallo tra Sette ed Ottocento il manoscritto pervenne all'abate Antoine Sérieys, che progettò anch'egli di pubblicare le lettere, facendole precedere da un saggio sulla vita e le opere di Conti. Tuttavia anche questo tentativo editoriale non andò in porto e il codice finì per essere acquistato dalla Biblioteca Nazionale Marciana di Venezia (pp. 17-18 e 115).

La trascrizione delle lettere da parte della Curatrice convince soltanto in parte. Sarebbe stato tra l'altro opportuno conservare le maiuscole originali, del resto non particolarmente fitte, dal momento che, tra l'altro, possono offrire utili informazioni circa le peculiarità stilistiche – ma anche, qua e là, le gerarchie valoriali – di Conti. Un confronto tra il manoscritto marciano e la stampa mette in evidenza qualche disattenzione della Curatrice. Ad es., mentre Conti scrive: «les Princes et leurs Ministres ne consultant pas toujours la saine raison, le bonheur des peuples et la mesure de leurs forces», Mamy introduce un punto dopo «raison», rendendo così la frase poco comprensibile (p. 130). Nella lettera successiva il brano originario «il faut que j'assiste mon cousin qui a besoin de compagnie dans sa convalescence; il étoit regretté de tous les grands de ce pays, sa probité et ses talents l'ont rendu cher a tout le monde, il est l'ami intime de M.<sup>r</sup> Emo qui est beaufre de notre oncle commun. Vous pouvez bien croire qu'on ne laisse pas de politiquer avec ces gens là» diventa, se si toglie di mezzo la revisione di Caylus, «il faut que j'assiste mon cousin qui [est] l'ami intime de Mr Emo qui est beau-frère de notre oncle commun. Vous pouvez bien croire qu'on ne laisse pas politiquer avec ces gens-là» (p. 133).

Dalla bibliografia citata dalla Curatrice si ricava che è una storica della musica, una competenza importante nel caso di Conti, che fu, tra l'altro, anche un critico musicale e un poeta di cantate, due delle quali messe in musica da un altro patrizio veneziano, Benedetto Marcello, ma che tuttavia non le permette di restituire al lettore una figura complessa come quella dell'abate. Mamy denuncia soprattutto un'attenzione quanto mai distratta e superficiale per il quadro politico-culturale evocato dalle lettere di Conti, di una raccolta che l'abate Sérieys definiva non a caso «une galerie de tableaux où l'on trouve mêlés les arts» – l'aspetto sul quale la curatrice si sofferma prevalentemente – ma anche «l'histoire, les anecdotes du tems, la politique, les intrigues des Cours» (p. 117).

In particolar modo a Mamy sfuggono del tutto o quasi le peculiarità della politica e della società patrizia veneziana. Lo stesso Conti è incongruamente presentato nelle prime righe dell'introduzione quale il «patrizio padovano Antonio Schinella [Schinella era il secondo prenome, non, come potrebbe forse suggerire una lettura affrettata di questa frase, il cognome 'originario' dell'abate], meglio noto come Abate Conti» (p. 1), mentre, al contrario, nei titoli del *Discorso Istorico* e della raccolta epistolare non ci si dimentica di ricordare che l'A. era, rispettivamente, «N. H.» (p. 77), vale a dire *nobil homo*, un titolo che spettava unicamente ai patrizi della Serenissima, e «noble vénitien» (p. 115).

Senza dubbio Conti era *anche* un nobile padovano, ma è evidente che la patavinità dell'abate finiva per recitare un ruolo affatto secondario nelle sue relazioni con la contessa di Caylus. In ogni caso Padova è evocata dall'abate quale una città, nella quale in quegli anni trascorse soggiorni più o meno lunghi, ma anche piuttosto poveri di avvenimenti e di contatti. Nelle lettere si citano un dibattito passatista tenuto presso la locale Accademia dei Ricovrati; un incontro con il professore universitario d'umanità greca e latina Domenico Lazzarini (il quale non veniva «da Moro», come si scrive a p. 251, ma da Murro), che nell'occasione riassunse a beneficio di Conti alcune parti della sua *Poetica*; una consulenza circa la malattia della contessa di Caylus ottenuta dal professore di medicina Antonio Vallisneri; la storia di una singolare pazzia; la notizia che nella città del Santo è stata stampata una relazione su una recente eclisse. Nella corrispondenza compare soltanto un isolato patrizio padovano, un Selvatico («Salvatico» nella versione accolta a p. 199), che nell'indice dei nomi figura, non si sa perché, quale «veneziano» (p. 258).

Invece il fatto che nel 1667 il ramo dei Conti, al quale avrebbe appartenuto Antonio, avesse acquistato la nobiltà veneziana e che non solo avesse trasportato la sua abitazione principale nella città lagunare, ma avesse anche stretto legami matrimoniali con una casa del vecchio patriziato (lo stesso abate era figlio di Lucrezia Nani S. Vidal), acquista tutta la sua importanza, allorquando Mamy tenta maldestramente di mettere a fuoco la cerchia di parenti, protettori e amici, che circondava l'abate, vale a dire quello

che chiama «il clan-Conti» e che, a suo avviso, costituiva la «parte italiana, padovana» del dittico, che a Parigi comprendeva «il clan-Caylus».

Nella ricostruzione di Mamy «il clan-Conti» si riduce a pochissimi nomi: una «nipote» (nell'indice dei nomi compare quale «Conti, nipote di Antonio»: cfr. p. 246; dovrebbe trattarsi di una figlia del fratello di Antonio, Manfredo, al quale avrebbe dovuto essere riconosciuto il diritto di comparire nell'indice, dal momento che in una delle lettere [cfr. p. 233] l'abate allude ironicamente a «des affaires domestiques où mon frère a eu la bonté de m'engager»), «un cugino dell'abate, Giacomo Riva, eminente ingegnere della Repubblica» e «il Baron-Morosini», una delle personalità estranee alla famiglia, che «occhieggiano fra le lettere» (p. 64). Nell'indice dei nomi Riva abbandona peraltro la professione di ingegnere – che non poteva che rimanere estranea a un patrizio veneziano – a favore della carica politica, quella di «Inquisitore alle acque del Po» (p. 246), che effettivamente ricopriva, mentre il misterioso «Baron-Morosini» è registrato correttamente quale Barbon Morosini (p. 253: così del resto Mamy aveva fatto anche a p. 10).

D'altra parte l'inclinazione ad un'incostante storpiatura dei nomi, soprattutto di quelli inglesi, è uno degli aspetti più evidenti del libro. Ad es. a p. 3 sono ricordati «Pembroke» (a p. 26 la versione corretta: Pembroke), «Buckingham», «Andrei Michael de Ramsay» (a p. 17 diventa «André Michel de Ramsay», a p. 24 «André-Michel de Ramsay», infine nell'indice, a p. 256, finalmente: Ramsay, Andrew Michael) e «Bolinbroke» (alle p. 4 e 244 la versione corretta: Bolingbroke). Sebbene sia stato probabilmente lo stesso Conti a volgere al femminile, alla veneziana, il cognome di Clelia Borromeo (pp. 145 e 183), non sembra ragionevole attenersi a tale vezzo anche nell'indice dei nomi (p. 244).

Se a p. 6 «Faensa» al posto di Faenza è evidentemente un refuso, lascia comunque perplessi il fatto che Conti si riferisse ad un «libraire Colette» (p. 223), quando il libraio in questione si chiamava Coleti, e soprattutto non si comprende perché nell'indice dei nomi il feldmaresciallo («vicemaresciallo» per Mamy) Matthias Johann von der Schulenburg debba comparire in una lunga serie di versioni veneto-francesizzanti talvolta accreditate dallo stesso Conti («Seulembourg», «Sullembourg», «Schoulenbourg», «Schulenburg»: cfr. le pp. 245-246, 250 e 258; ma nell'introduzione al carteggio è citato, a p. 19, quale «maresciallo Schulemburg»), ma mai in quella autorevolmente indicata dal suo più recente biografo Hans Schmidt, l'autore de *Il salvatore di Corfù Matthias Johann von der Schulenburg (1661-1747). Una carriera militare europea al tempo dell'assolutismo*.

Mamy dimostra anche una decisa riluttanza a tentare di identificare molti dei personaggi ricordati da Conti nelle sue lettere, un obiettivo che appare in taluni casi affatto alla sua portata. Non mancano, ad es., gli strumenti atti a facilitare la *corvée* di dare un nome e un cognome ad ambasciatori e principi come quelli elencati nell'indice dei nomi alle pp. 242 (ambasciatori e mogli di ambasciatori) e 257 (dove si cita il re – meglio imperatore – della Cina; quanto alla questione dell'elezione del «Re dei Romani, non meglio definito» – come si scrive nell'indice – chiama in effetti in causa il sacro romano imperatore e riguarda la questione della prammatica sanzione). Quanto al «Prince Royal, detto anche *Prince Electoral*, figlio del re di Polonia» (ma nel caso specifico si deve ritenere corretto soltanto il titolo di «prince electoral», che rinvia all'elettorato di Sassonia) citato a p. 256, si tratta del futuro Federico III Augusto re di Polonia e principe elettore di Sassonia. Ancora, volendo rimanere tra i sovrani, «le Prétendant» al trono inglese Giacomo III Stuart diventa a p. 256 Giovanni III, ma ritorna ad essere Giacomo III nelle righe dedicate nella pagina successiva ai re d'Inghilterra.

Anche in molti altri casi non riuscirebbe difficile riempire con un po' di buona volontà le caselle lasciate in bianco da Mamy. Ad es., il «mons' d'Aghir» evocato da Conti (cfr. p. 189) e a cui la curatrice attribuisce nell'indice il titolo – in questo caso non pertinente – di «rettore dell'Università di Torino» (più avanti modificato in «censore dell'Università di Torino»: cfr. le pp. 241 e 246), è il noto Francesco d'Aguirre, il più influente consigliere del re di Sardegna Vittorio Amedeo II in ambito scolastico. Ancora: il conte d'Altan condannato a morte nel 1727 (pp. 167 e 241) si chiamava Domenico, mentre nel «Recanati, Mr», che «vende all'Imperatore manoscritti di Pico della Mirandola» (p. 256: in realtà nella lettera di Conti si scrive, a p. 159, che Recanati «demande [...] 4000 ungheresi de ses manuscrits qui sont sortis de l'ancienne bibliothèque [de] La Mirandole»), si riconosce il patrizio veneziano Giambattista e ne «le colonel Stratico» citato a p. 155 Demetrio, il braccio destro di Schulenburg.

In un paio di casi l'identificazione dei personaggi citati da Conti è platealmente errata. Alle pp. 226-227 Conti si riferisce ad una stampa che Anton Maria Zanetti ha inciso «pour l'histoire vénitienne del [sic] Gratiani», un Graziani in cui nell'indice dei nomi è riconosciuto un personaggio del Seicento, il conte Girolamo Graziani (p. 249, dove è sbagliato anche il rinvio alla lettera n. 77, in quanto quella, in cui si parla di Zanetti e di Graziani, è la n. 75), mentre si tratta in effetti di Giovanni Graziani, un professore di filosofia dell'Università di Padova vissuto tra Sei e Settecento e, appunto, autore di una storia di Venezia dal 1615 al 1700, *Historiarum Venetarum libri 32*, stampata a Padova nel 1728. A p. 183

Conti esalta una pittrice veneziana, Giulia Lama, «qui étudia dans sa jeunesse les mathématiques sous le célèbre P. Maffei», il quale ultimo è identificato nel «pittore veneto» Francesco Maffei morto nel 1660 e quindi fisicamente impossibilitato ad essere il «maestro di Julia Lama» (p. 252), mentre invece il padre Maffei chiamato in causa dall'abate veneziano si chiamava Pio Tommaso. «Le Cardinal de Médicis qui se maria» (p. 185), vale a dire il granduca di Toscana Ferdinando I, è inserito nell'indice in un misterioso 'affaire' del Mecklemburgo (qui si tratta evidentemente di un errore tipografico) in quanto Francesco Maria Medici (p. 252).

La curatrice delle lettere di Conti alla contessa di Caylus tende anche a moltiplicare *lapsus* e refusi. Alla nota 5 di p. 5 cita, al posto del secondo, un terzo tomo delle *Prose e poesie* di Conti, che non è mai stato dato alle stampe. A p. 3 si parla di un «biglietto di ingressi» e a p. 10 Mamy scrive che Conti «anima il salotto del suo compatriota Barbon Morosini» e riprende un brano dell'abate, sostituendo «Ambasciatori» ad ambasciatore. A p. 242 si accenna ad un Mocenigo «ambasciatore di Francia a Venezia», quando era, va da sé, un ambasciatore di Venezia in Francia, e si afferma che «il patriarcato d'Aquileia è abolito nel 1751 e restituito alla Sovranità della Santa Sede», mentre si sa che il patriarcato fu, sotto il profilo delle circoscrizioni ecclesiastico-politiche, diviso tra il veneziano arcivescovado di Udine e l'imperiale arcivescovado di Gorizia.

Inoltre Mamy ignora che l'astronomo Jean-Dominique Cassini era in effetti nato e vissuto a lungo in Italia (suona quindi strana l'informazione che Cassini «viaggiò in Italia»: cfr. p. 245). Non si sa da dove la curatrice abbia tratto la notizia che Pietro Giannone «ritornò a Napoli nel 1734 quando il Regno delle due Sicilie fu conquistato dai Borbone» (p. 249). Che poi Portobello potesse essere ad un tempo «un importante porto militare degli Spagnoli e dei Portoghesi» (p. 256), appare alquanto singolare. Altrettanto curiosa è l'affermazione che «nato nel 1686, Benedetto Marcello è più vecchio d'una decina d'anni del suo concittadino Antonio Conti» (p. 54), il quale era nato, come sappiamo, nel 1677 e al quale in ogni caso riesce difficile assegnare nel 1713, quando, ormai trentaseienne, intraprese i suoi viaggi all'estero, la patente di «giovane studioso» (p. 2).

Ritornando al clan Conti, le lettere permettono di aggiungere all'elenco dei suoi membri: a. la cugina di Conti morta nel 1727 (pp. 141 e 246), che era una sorella di Giacomo Riva; b. «la nipote del doge [che] ospita Conti nella sua villa» (così nell'indice a p. 247), «une dame que je vois souvent [...] dont le mari aime fort la philosophie aussy qu'elle» (p. 161): dai diari di viaggio di Montesquieu, che Mamy avrebbe fatto bene a consultare in quanto offrono lumi preziosi sia su Conti, lo *chaperon* del presidente nel corso del suo soggiorno veneziano (cfr. anche p. 216), che sugli ambienti frequentati dall'abate, si ricava che la coppia era formata da Bernardo e Cecilia Memmo (va aggiunto che quando Conti scriveva, a p. 164, che Memmo «sçait Bayle par cœur», è anche evidente che l'incertezza di Mamy circa l'identificazione di questo Bayle – il medico François vissuto dal 1622 al 1709 oppure il più noto filosofo e letterato François vissuto dal 1647 al 1706? – non ha alcun motivo di sussistere); c. «notre oncle commun» – comune, cioè, a Conti e a Riva, che era anch'egli figlio di una Nani, Maria – il quale era anche cognato di «M.<sup>r</sup> Emo» (p. 133): si tratta di Antonio Nani, il quale aveva sposato Lucrezia Lombardo, la sorella della moglie di Emo, Lucia; d. lo stesso Emo: la Curatrice lo identifica con Angelo (p. 247; comunque anche Angelo merita di essere incluso nell'indice dei nomi, dal momento che è citato a p. 212, quando Conti riferisce che «Mons.<sup>r</sup> Emo n'as pas voulu se faire nommer» tra gli ambasciatori straordinari destinati ad incontrare a Trieste l'imperatore «par rapport a son frere»), ma si tratta senza ombra di dubbio del fratello di Angelo, Giovanni, l'unico della sua casa che all'epoca portava il titolo di Procuratore di S. Marco (quello di «primo Procuratore» appartiene alla fantasia della Curatrice) e che era, come abbiamo visto, il cognato di Antonio Nani.

Il ruolo di Giovanni Emo nella politica veneziana del tempo (come scriveva Montesquieu in base ad informazioni provenienti per lo più dallo stesso Conti, «ceux qui gouvernent cette république sont les procureurs Emo et Tiepolo», il primo in rappresentanza del patriziato medio e basso, il secondo quale portavoce delle grandi case) avrebbe potuto indurre Mamy ad una lettura meno superficiale dei riferimenti dell'abate alla politica veneziana. Certamente le lettere alla contessa di Caylus non autorizzano a considerare Conti, nonostante i suoi legami di parentela e, soprattutto, di amicizia con Emo e con Riva, un interprete della politica antioligarchica del Procuratore (tuttavia sarebbe, ad es., manchevole una lettura delle tragedie, che Conti ricavò dalla storia romana, la quale ignorasse del tutto tali rapporti). Esse comunque testimoniano una certa influenza della visione di Emo nella misura in cui lasciano intravedere un giudizio circa la Serenissima vicino a quello disincantato del Procuratore, il quale non a caso paragonava la repubblica lagunare ad una «brutta vecchia».

Da parte sua Conti non si limitava a condannare il fatto che «ce pays», vale a dire Venezia, fosse «toujours oisif» (p. 226), ma scriveva anche: «il y aura un nouveau Bucentaure dans la Mer, c'est le troisieme qu'on a bati depuis 500 ans, mais il n'y a pas grande apparence que nous voyons le



Quatrième, mais il ne coute rien de le souhaiter» (p. 141). Coscienza della crisi inarrestabile della repubblica di Venezia, ma anche critica di una politica internazionale che non si preoccupava più che tanto della felicità dei popoli e degli interessi delle nazioni (si veda sopra la citazione tratta da p. 130). Sotto questo profilo anche le lettere di Conti testimoniano, sotto lo schermo dello scherzoso e rilassato *badinage*, una tensione critica del tutto all'altezza dell'«abate libero pensatore tra Newton e Voltaire» così brillantemente evocato quarant'anni fa da Nicola Badaloni.

PIERO DEL NEGRO

FILIPPO MARIA PALADINI, “*Un caos che spaventa*”. *Poteri, territori e religioni di frontiera nella Dalmazia della tarda età veneta*, Venezia, Marsilio, 2002, pp. 504.

LE frontiere della Dalmazia veneta erano soprattutto i territori del suo interno, l'acquisto nuovo e nuovissimo, gli esiti delle guerre del 1685-1699 e del 1715-1718, ossia delle paci di Passarowitz e Carlowitz. Fu certamente un'altra Dalmazia, una nuova Dalmazia, ben diversa dall'acquisto vecchio, cioè l'insieme delle isole (Cherso, Lussino, Veglia, Arbe, Brazza, Lèsina, Curzola, più arcipelaghi minori) e delle città-appodi (Zara, Sebenico, Traù, Spalato) ottenuti tra il 1409 e il 1420. I nuovi territori appartennero fino al 1699 a tre sangiaccati ottomani, la Lika, Clissa e l'Erzegovina, parti dell'elayet di Bosnia, e in precedenza ancora, fino al 1460-1537, al Regno di Croazia (corona ungaro-croata) e al Regno di Bosnia. Si può dire che non furono mai terre della Dalmazia storica, bizantina, litoranea; sarebbero diventate Dalmazia proprio in virtù della conquista veneziana e tutt'oggi per quelle zone si parla di Dalmazia interna; in tre secoli non è andata persa, tuttavia, la distinzione tra il litorale e l'interno. È nell'interno che nell'agosto del 1990 iniziò la rivolta dei locali serbi contro il nuovo governo croato, una crisi che aprì in modo prorompente il contrasto serbo-croato e contribuì fortemente al processo dissolutivo della Jugoslavia. Gran parte di questa Dalmazia chiamata *Krajina*, proprio come nel Settecento veneziano, rimase sedicente fino al 1995, quando fu 'riportata' sotto sovranità dello Stato croato con un'ampia e controversa azione militare. Oggi l'interno è una zona depressa e scarsamente popolata.

L'ampia ricerca di Filippo Maria Paladini va alle origini settecentesche delle *craine/krajine* dalmate, territori limite della repubblica di Venezia, posti di fronte ad altri territori di confine dell'Impero Asburgico e di quello Ottomano. Il tema di per sé si trova al confine multiplo di ambiti e competenze storiografiche: si tratta evidentemente di storia della Repubblica di Venezia, del suo Settecento, ma altrettanto si tratta di storia croata, sia in riferimento allo Stato odierno di Croazia (che copre tale area) sia riguardo alle popolazioni di allora; si tratta pure di storia serba, tenendo conto che i protagonisti della ricerca sono spesso abitanti di fede ortodossa, parti di quella che divenne la nazionalità serba in Dalmazia; si tratta infine anche di storia dei bosniaci e dei montenegrini di oggi. Una problematica jugoslava, si sarebbe detto fino a un quindicennio fa; 'jugoslava' e veneziana, concetti in sé plurimi, come del resto lo sono 'asburgico' e 'ottomano'. Con questo studio, la storia di Venezia si fa anche balcanica (in senso geografico, ma non solo), oltre che essere storia adriatica e mediterranea. Inutile sottolineare come l'esperienza veneziana nella gestione di realtà territoriali e sociali post ottomane merita la più alta attenzione, non solo tra la venezianistica, già parecchio incentrata sul rapporto Dominante-Terraferma, bensì tra i vari contesti storiografici ex jugoslavi e in genere sud-est europei.

Diciamolo subito: il Paladini è stato all'altezza del compito. Poteva scivolare nella scialbezza descrittiva dei fatti, tenendosi aggrappato alle fonti, poteva nascondersi dietro i fumogeni della disquisizione sulle vicende governative, le norme e le realtà della loro applicazione, cioè su discorsi venezianocentrici, invece ha saputo utilizzare un'ampia gamma di filtri analitici proprio con le fonti dei governanti e soprattutto ha fatto i conti, sin dall'apertura del volume e in molte fittissime note, con la zavorra storiografica oberata da ruoli culturali nazionali. Ne esce un testo complesso (ma non contorto), già nelle prime pagine, certo duro da decodificare per uno studioso non italiano e allo stesso tempo oscuro (a tratti) per chi è abituato solo alle rassicuranti geografie padano-venete.

Vediamo i contenuti. Il libro è presentato, in prefazione, di Vincenzo Ferrone. Nell'introduzione si spiegano le motivazioni che spinsero l'A. a questa ricerca: essa salda (per certi versi) la necessità della storiografia veneziana di approfondire le conoscenze sui domini *da Mar* (un allargamento di tematiche fortemente voluto da Gaetano Cozzi), con le nuove iniziative promosse dalle storiografie 'd'oltremare', in concreto con le intuizioni del progetto internazionale di ricerca nominato *Triplex Confinium*, promosso da Drago Roksandić dell'Università di Zagabria. Storia delle terre di confine, dunque, poste tra diversi modelli istituzionali, culturali, di civiltà, un modo nuovo di indagare e interpretare il mondo dell'Adriatico orientale andando al di là dei soliti inaffidabili filtri nazionali. Il libro è suddiviso in nove capitoli non numerati. Nell'insieme si procede in ordine diacronico. Protagonista principale è la volontà di riforma e di intervento da parte dell'élite governativa veneta

in seno a questa provincia così importante per l'immaginario della sovranità veneziana, una volontà che si scontra con la realtà dei fatti, con ciò che la Dalmazia (la *nuova* Dalmazia) di fatto era. Il primo capitolo (*Un nuovo regno*) è una presentazione: si spiega in che cosa consisteva il dominio veneto in Dalmazia. Una duplice provincia, la Dalmazia e l'Albania veneta (le Bocche di Cattaro), unita istituzionalmente nella figura del Provveditore generale, una carica che ebbe sede a Zara e che fu voluta alla fine del Cinquecento secondo quel processo di decentramento e di delegazione dei poteri forti, giudiziari e amministrativi, verso le periferie e a scapito dei poteri locali (come succedeva in altri domini veneti, per es. in Istria, ma anche nel confinante *elayet* di Bosnia). Un processo lungo e articolato, questo del rafforzamento della figura del Provveditore, il quale doveva verificare (mediante mandati di tipo inquisitoriale) l'operato dei rettori sottoposti e quindi la stessa vita pubblica delle podesterie, un processo rallentato e reso gravoso prima dalle guerre (ricordiamo i tre conflitti: 1645-1669, 1685-1699, 1715-1718) e, poi, con il 1699 e il 1718, dall'estensione territoriale e demografica della provincia. Alla vecchia Dalmazia, fondata sul sistema amministrativo delle podesterie e delle cariche patrizie (una Dalmazia comunale), si era aggiunta la nuova Dalmazia, contraddistinta da assetti organizzativi basati su comunità, clan e corpi territoriali chiamati *craine*. Già Marino Berengo, nel saggio sulla Dalmazia settecentesca (1954), puntò il dito su questa dicotomia e giustamente sottolineò come nella figura del colonnello, il direttore militare per le *craine*, si saldasse l'importante funzione mediatrice tra le due dimensioni sociali, tra le istanze locali dei Morlacchi e le intenzioni politiche venete. Il Paladini aggiunge come le cose fossero in verità ancor più complicate: «la struttura giurisdizionale [...] era interessata da molteplici tensioni infraterritoriali, comunitarie e intercomunitarie, da complessi processi di scambio tra interno rurale, costa, centro dominante». Insomma una molteplicità di relazioni e interessi reciproci tra le *craine*, le città, i patrizi. Quanto il *Generalato*, l'incarico del Provveditore generale, fosse incapace di stare all'altezza delle dinamiche che scaturivano tra questi tre poli (principali), era emerso agli inizi degli anni quaranta del Settecento. Erano anni in cui si tracciarono i primi bilanci attorno al *nuovo regno*: a fronte della conflittualità, della crescente emigrazione dei Morlacchi e all'evidente insuccesso della loro integrazione nel sistema della Dalmazia, e quindi dell'insuccesso dell'integrazione delle due Dalmazie, stavano i buoni risultati ottenuti dai governanti asburgici nei loro Confini militari. Verso il *Generalato*, in quanto istituzione principe, si susseguì una serie di critiche fino a giungere alla famosa orazione di Marco Foscarini del 1747, che fu allo stesso tempo una denuncia, una presa di coscienza e una proposta d'azione e sicuramente il punto di svolta per una nuova politica riformatrice in Dalmazia. Il secondo capitolo (*Una "Santissima Magistratura" tra mito e antimito: i sindaci inquisitori foscarijani*) tratta appunto della risposta della Dominante (dei suoi vertici politici) alle sfide dalmate, ovvero della missione dei tre sindaci e inquisitori del 1784. Il libro in sostanza comincia con questi anni quaranta, con la missione del 1748: quattrocento pagine (pp. 69-468) sono dedicate all'ultimo cinquantennio della Repubblica in Dalmazia. La missione inquisitoriale ovviamente toccò le piaghe dell'amministrazione veneta sia negli incarichi di antica data, nelle città della costa, dove emerse l'altro volto del governo della Serenissima Repubblica, il governo del privato patrizio, delle sue incombenze economiche in dissidio, se non si creavano accordi, con la nobiltà locale, sia nelle fortezze dei nuovi acquisti. Il messaggio che giunse dagli inquisitori (si potrebbe sintetizzare) fu la necessità di conoscere meglio i nuovi domini per poterli governare meglio (da osservare, per gli stessi anni, l'ignoranza dichiarata dalla corte viennese verso il cosiddetto Litorale austriaco, come ha dimostrato nei suoi studi Eva Faber). Quattrocento omicidi nel solo contado di Zara durante i tre anni precedenti alla missione erano giustamente intesi dai sindaci come conseguenza dei disagi e problemi a monte. L'intervento riformatore avrebbe dovuto essere indirizzato verso quella che potremmo definire base economica, cioè 'biade, pascoli, moneda'; occorreva intervenire con un catastico del territorio per regolare in qualche modo gli attriti attorno al controllo della terra. In effetti, nei nuovi acquisti la conflittualità scaturiva tra i diversi modelli di sfruttamento delle risorse, tra chi (maggioranza) fondava la propria esistenza sull'allevamento e chi stava puntando sulle coltivazioni (del resto da sempre preferite dai governanti). I risultati della missione, conclusasi nel 1751, a fronte di un gran numero di sentenze in materia giudiziaria, in materia di dazi e di abusi, alla fine sono stati giudicati dagli interessati (e dagli storici, ricordiamo Franco Venturi) in modo negativo. Insomma gli esiti di una delle tante commissioni che indagano, smuovono qualcosa, ma alla fine cambiano ben poco. Nel terzo capitolo (*"Troppo scomposta era la macchina". Progetti di riforma agraria e territoriale negli anni Cinquanta*) si giunge alla riforma agraria, che partì già con il 1749: si andava questa volta oltre la descrizione del territorio coltivabile (catastico Da Riva, del 1705-1708) e si rivedeva la distribuzione fondiaria pari passo con la riorganizzazione giurisdizionale e la riarticolazione dei legami sociali. Questa volta si passò effettivamente all'azione, si accolsero i memoriali, le richieste delle famiglie morlacche, si diede terra da coltivare, due campi per testa. Certo, venne ribadita la natura 'provvisoria' dell'intervento, i fondi attribuiti non potevano cioè diventare possesso inalienabile

del beneficiario. Esperienze del genere ebbero in precedenza esiti positivi, concretamente nell'esiguo contado di Traù; ma la *nuova Dalmazia* presentò svariate problematiche, dagli interessi dei singoli che ebbero le terre alla gestione di esse da parte dei villaggi; ben presto si giunse ai ricorsi, alle tensioni, ai conflitti. L'obiettivo primario dell'intero intervento, ovvero il ripopolamento della provincia, l'introduzione di forestieri, sembrava comunque lontano dall'esser raggiunto. Nel 1753, con Francesco Grimani giunto a Zara, il *Generalato* fu investito (oberato) di poteri esclusivi in materia di distribuzione delle terre. Il primo compito del Grimani fu quello di sbrogliare la matassa dei ricorsi, e in parte ci riuscì; il secondo fu quello di continuare con la prassi del «legare i Morlacchi alla terra» e più di altri il Grimani fu conscio di tutti i limiti che una tale operazione comportava; a lui va il merito della risolutezza che avrebbe fatto approdare l'intero esperimento alla nota terminazione agraria del luglio 1755 (la quale porta il suo nome); a lui va riconosciuto il grande sforzo profuso a descrivere il territorio, a ingegnarsi risposte per tutta una serie di problemi, ma alla fine la legge Grimani non sortì gli effetti sperati. Rimane una grande testimonianza della politica amministrativa veneziana.

Il quarto capitolo (*Popolare la provincia e governare le genti*) si sofferma sulla questione demografica. Si entra nel tema delle migrazioni, degli spostamenti di famiglie e di intere comunità, degli arrivi nell'acquisto nuovo e nuovissimo, ma pure degli abbandoni. Qui il Paladini, dopo aver tracciato alcune tendenze di fondo, affronta la questione del come i governanti veneti vedevano i sudditi di confessione ortodossa e quali linee politiche seguivano, tra la necessità di rendere più popolosa una provincia strategica e la realtà (potenzialmente destabilizzante) della costituzione di società miste sul piano confessionale. Emerge un atteggiamento temporeggiatore, che però, in concreto, negò il diritto a una gerarchia ecclesiastica ortodossa con un arcivescovo e una struttura territoriale. Diversi i risultati: si ebbe neanche tanto l'astio verso la politica e gli stessi governanti quanto l'emigrazione degli ortodossi. Intanto *governare le genti* morlacche non era facile: la riottosità e le faide facevano parte del sistema della giustizia informale con la quale solo in minima parte si integrava la giustizia formale del governante, l'elemento fondamentale della sua sovranità. Sono diversi i casi e le riflessioni esposte che evidenziano una sotto geografia della duplice provincia (vari contesti difficili, di 'frontiera', come la Zuppa, ovvero il Grbalj, nelle Bocche di Cattaro, i Maini, i Pobori e i Braich, nelle estreme propaggini della stessa zona, ai piedi del Lovćen) che forse avrebbero dovute essere meglio contestualizzate per comprendere il perché di certe tradizioni 'feroci e barbare'.

Nel quinto capitolo (*Il "male ancora più dilatato": prospettive e tensioni di riforma negli anni Settanta*) si approda agli anni settanta. Da un lato, c'è l'irrisolto problema della ripartizione della terra, un processo rimasto bloccato dal 1756 all'inquisitorato del 1773-1776, cioè l'ispezione nuovamente guidata da Francesco Grimani e in linea con quanto si faceva anche nella Terraferma veneta, sotto l'egida del Magistrato ai Beni inculti, per dare vigore alla produzione agricola. Dall'altro, ci sono varie proposte per cambiare lo stato delle cose. Non mancano le comparazioni con i confini militari della Croazia (la premessa del Paladini su come sorsero e quali difficoltà incontrassero nell'avvio del 1699-1720 a questo punto giunge opportuna), esperienze ammirate e sovrastimate dai governanti veneti che hanno cercato di riprodurle negli acquisti dalmati, senza ottenere successi. Si parla di fallimento, appunto all'inizio degli anni settanta, senza reali prospettive di miglioramento. Sono anni, questi, quando la Dalmazia diventa oggetto d'interesse scientifico e culturale, gli anni di Alberto Fortis, dei suoi viaggi (1771 e 1774) e dello sviluppo dei circoli letterari e scientifico-agrari lungo la costa, circoli che tentarono di dire la loro su come dare una spinta allo sviluppo della Dalmazia. Il clima del riformismo dalmata, studiato autorevolmente dallo stesso Franco Venturi, qui è ripreso, ragguagliando le schermaglie tra i campioni dell'erudizione locale, Rados Antonio Michieli Vitturi e Tommaso Ciulich. Ma di maggiore interesse, in questa sfilza di prospettive teoriche che elenca il Paladini, risultano due memorie manoscritte intitolate *Traversie della Dalmazia*, di cui l'autore fu un erzegovese, Francesco Vuco Paucovich detto Raulijch, mentre il destinatario fu Polo Querini. Sono memorie dalle quali sgorga uno slavismo che include i Morlacchi, che elenca tutti i popoli slavi (con molte identità regionali), che denuncia il contrasto tra i popoli del contado slavo e i nobili della costa ed evidenzia le speculazioni di questi, così come la difficoltà nella comunicazione tra le differenti lingue dei governanti e dei governati (italiano e illirico). La soluzione? Un rapporto diretto tra Dominante e Slavi della Dalmazia, intesi come tali sia sul piano amministrativo sia su quello culturale e militare. Questo Raulijch merita ulteriori approfondimenti: il suo slavismo deriva da un'aggiornata ortodossia serba conscia del nuovo ordine che stavano portando avanti Caterina di Russia e gli Asburgo; le sue proposte evidenziano il punto di vista dei cei dirigenti della *krajina* e in ciò le ipotesi per costruire un serbismo confessionale e sociale di frontiera, aperto pure all'uniatismo, un serbismo marciano. Il capitolo si chiude con le proposte riformatrici di Giacomo Nani.

Con i seguenti tre capitoli, il sesto (*Poteri, terre e religione. Tra cratine venete e triplice confine*), il settimo (*Le istituzioni marciane tra difesa dei privilegi e competizione su territori*) e l'ottavo (*Poteri, banditismi, solidarietà*)

*locali*) si scende in una serie di *case-studies*, difficile (vista l'ampiezza del volume) da riassumere per intero, ma che danno ragione del titolo del libro: *poteri, territori e religioni di frontiera*. In gioco c'erano nel caso Lucich del capitolo sesto, i poteri locali, quelli detenuti dai vari capi delle *krajine* i vari serdari. I contrasti scaturivano non tanto tra chi volle le riforme (alcuni governanti) e chi difendeva quanto assicurato (le vari *élites* locali), bensì dall'incastro nelle diverse comunità di obblighi e esenzioni in merito a dazi e all'utilizzo delle poche risorse che la Dalmazia interna poteva offrire. Naturalmente l'aspetto confessionale, tra comunità in ciò distinte e comunque in competizione per il controllo del territorio, alla fine ebbe il suo peso. Un contrasto in seno alla comunità di Spalato nel 1770 è oggetto del capitolo settimo: il caso evidenzia le connessioni tra il locale patriziato, le tensioni tra i ceti cittadini e le dinamiche in atto tra i vari capi delle *krajine*. Nel capitolo ottavo si affronta l'aspetto del bandismo degli *hajduk* dalmati, una violenza di confine «tra grande politica e antagonismi locali». Tema di fondo nei vari casi esposti è la transizione delle comunità (chiamiamole) morlacche dalle modalità dell'ordine ottomano all'ordine della Dalmazia veneta. È la storia dei reciproci adeguamenti, tra chi costruiva il modello governativo di una provincia e chi ne era diventato parte, tra chi credeva di possedere il potere normativo e chi era abituato solo alle norme delle proprie consuetudini. Del resto è la storia del Settecento di questa parte d'Europa: l'incontro tra sistemi (più ipotizzati che reali) di assetto territoriale e sociale, un prodotto del pensiero politico e amministrativo europeo (occidentale), e società che vivevano della transumanza e del seminomadismo. La soluzione veneta non fu all'altezza del compito. Di fatto, i confini militari asburgici, nel bene o nel male, funzionarono, come del resto iniziò a funzionare, imbrigliata nella rete amministrativa comunale, la Dalmazia interna della Restaurazione asburgica. Il capitolo nono (*I registri di una riforma*) ritorna sui tentativi degli ultimi decenni e anni di *riformare* il dominio; l'A. passa al setaccio le proposte di Paolo Boldù, provveditore generale nel 1780-1783, e soprattutto la *Relazione delle craine della Dalmazia* (1783, attribuita al Boldù) di cui fu autore Gregorio Stratico. La relazione denota quanto un patrizio dalmata di città fosse pienamente addentro al sistema che viveva nelle *craine*: lo Stratico conosceva bene la realtà territoriale di tutto il nuovo acquisto, vedeva quanto fossero superflue le cariche dei serdari, i responsabili militari 'di base', e quanto fondamentali fossero le competenze dei capi villaggi, chiamati anche arambassà, assieme ai giudici di villa. Si approda alle 'terminazioni generali di riforma' tra il 1791 e il 1793, con gli stessi obiettivi dei decenni precedenti, l'ennesima 'riforma impossibile' che fa parlare i governatori di 'caos', utilizzato come titolo del libro. Il decimo, breve capitolo (*Il luogo trapasso dell'antico regime, come un'epilogo*), la chiusura del volume, lascia intuire che le difficoltà, le resistenze e le molteplici persistenze sarebbero continuate in tale terra fino alla prima guerra mondiale. Certo, le persistenze furono molte, come del resto la 'base economica' fu quella di sempre, ma non sarei così cupo per quanto concerne gli adeguamenti in età asburgica: proprio negli anni trenta-quaranta si imbastisce un 'moderno' sistema di comuni e territori, la cui gerarchia tutt'oggi è riscontrabile, un processo che ha coinvolto diversamente i locali ceti dirigenti, i quali evidentemente hanno trovato migliore 'sistemazione'. Da qui il bello dell'Ottocento nelle *krajine*: l'arcaico convive con la nuova istituzione, mentre le *élites* cristallizzano in età veneta (sono sempre le stesse dinastie di serdari e arambassà) traghettano le comunità verso il modello nazionale che anche qui irrompe nel decennio 1860-1870. Ecco ora nuove e più pregnanti venature – Serbi e Croati – per dare significato ad antiche identificazioni.

Il libro insomma è denso e ampio, oscilla tra l'analisi dei problemi sul territorio e l'analisi dei programmi e delle utopie di riforma. I *case-studies* danno il senso alla ricerca e testimoniano quale grande lavoro d'archivio e di biblioteca c'è dietro questa impresa. Le questioni affrontate sono davvero tante. La lettura è estenuante. Prevale tuttavia l'ottica di chi governa, le fonti sono del resto veneziane, nel senso che il discorso è retto da quella costante tensione percepibile in ogni relazione o dispaccio proveniente dalla Dalmazia; insomma quel 'caos' denunciato da chi governava domina tra le pagine. Avrei comunque ben distinto le due Dalmazie, la Dalmazia antica e la Dalmazia post-ottomana; lo fa la storiografia croata ogni volta che inizia un discorso sulla regione. Erano effettivamente due cose diverse: senza gli 'acquisti nuovi' chissà come sarebbero andati i vari risorgimenti nazionali nelle città della costa. E poi la Dalmazia costiera, rispetto a quell'interno, progredisce economicamente nel Settecento. Sul piano strutturale dell'opera, qualche schematicismo, nel senso vero e proprio di schema, qualche riassunto ci sarebbero voluti, soprattutto si sarebbe dovuto distinguere, a livello organizzativo del testo, tra la progettualità e gli intenti della politica e la realtà e i problemi del territorio, magari con tanto di paragrafi espliciti nel titolo. Sottolineo questo, perché il libro potrebbe dare tantissimi spunti a quei ricercatori che si occupano di tali zone e di tale storia, ricercatori però quasi sempre non italiani, non laureati a Venezia e non avvezzi allo stile di tanta bella ma impegnativa retorica storiografica italiana; per essi il libro andrebbe quasi decodificato. Peccato perché il volume merita l'applauso non solo dei soliti venezianisti. E mi chiedo se (anche) nel caso della storiografia su Venezia teniamo affatto conto dei possibili e dei probabili referenti dei nostri testi. Ad ogni modo, questo studio del

Paladini può essere considerato il pezzo forte di una rinnovata storiografia, tra Venezia, l'Adriatico, l'Europa sud-orientale, e un classico sulla Dalmazia interna. *Ad maiora*.

EGIDIO IVETIC